

MASTER NEGATIVE
NO. 93-81399

MICROFILMED 1993

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES/NEW YORK

as part of the
"Foundations of Western Civilization Preservation Project"

Funded by the
NATIONAL ENDOWMENT FOR THE HUMANITIES

Reproductions may not be made without permission from
Columbia University Library

COPYRIGHT STATEMENT

The copyright law of the United States - Title 17, United States Code - concerns the making of photocopies or other reproductions of copyrighted material.

Under certain conditions specified in the law, libraries and archives are authorized to furnish a photocopy or other reproduction. One of these specified conditions is that the photocopy or other reproduction is not to be "used for any purpose other than private study, scholarship, or research." If a user makes a request for, or later uses, a photocopy or reproduction for purposes in excess of "fair use," that user may be liable for copyright infringement.

This institution reserves the right to refuse to accept a copy order if, in its judgement, fulfillment of the order would involve violation of the copyright law.

AUTHOR:

YPRES. ARCHIVES

TITLE:

INVENTAIRE
ANALYTIQUE ET ...

PLACE:

BRUGES

DATE:

1853-68

Master Negative #
93-81399

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
PRESERVATION DEPARTMENT

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

Original Material as Filmed - Existing Bibliographic Record

BKS/SAVE Books FUL/BIB NYCG93-B269 Acquisitions NYCG-AE
EGERICK, ISIDORE LUCIEN ANTOINE AND TW INVENTAIRE - Cluster 2 of 3 - SAVE record
UNI
ID:NYCG93-B269 RTYP:a ST:s FRN: MS: EL:1 AD:01-11-93
CC:9665 BLT:am DCF: CSC:u MOD: SNR: ATC: UD:01-11-93
CP:be L:fre INT: GPC: BIO: FIC:0 CON:
PC:m PD:1853/1868 REP: CPI:0 FSI:0 ILC: II:0
MMD: OR: POL: DM: RR: COL: EML: GEN: BSE:
040 NNC†cNNC
110 1 Ypres.†bArchives.
245 10 Inventaire analytique et chronologique des chartes et documents appart
enant aux archives de la ville d'Ypres†h[microform]/†cpubli_e par I.L.A.
Diegerick.
260 Bruges :†bVandecasteele-Werbrouck,†c1853-68.
300 7 v. ;†c23 cm.
700 10 Diegerick, Isidore Lucien Antoine,†d1812-1885.
LDG RLIN
QD 11-01-93

Restrictions on Use:

TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35mm

REDUCTION RATIO: 11X

IMAGE PLACEMENT: IA IIA IB IIB

DATE FILMED: 5-6-93

INITIALS JAMES

FILMED BY: RESEARCH PUBLICATIONS, INC WOODBRIDGE, CT

GUIDE TO CONTENTS

for

INVENTAIRE ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE DES CHARTES ET DOCUMENTS APPARTENANT AUX ARCHIVES DE LA VILLE D'YPRES

REEL	MASTER NEGATIVE #	DATE	VOLUME

1	93-81399	1853	1
		1854	2
		1856	3
		1859	4
		1860	5
2	93-81400	1864	6
		1868	7

REEL 1
VOLUMES 1-5
1853-1860

VOLUME 1



949.3Y8 D56

Columbia University
in the City of New York
Library



Special Fund
Given anonymously

nhl.

10 f 4 vol

Spr.

CHARTES ET DOCUMENTS

APPARTENANT

Aux Archives de la Ville d'Ypres.

INVENTAIRE
ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE
DES
CHARTES ET DOCUMENTS

APPARTENANT

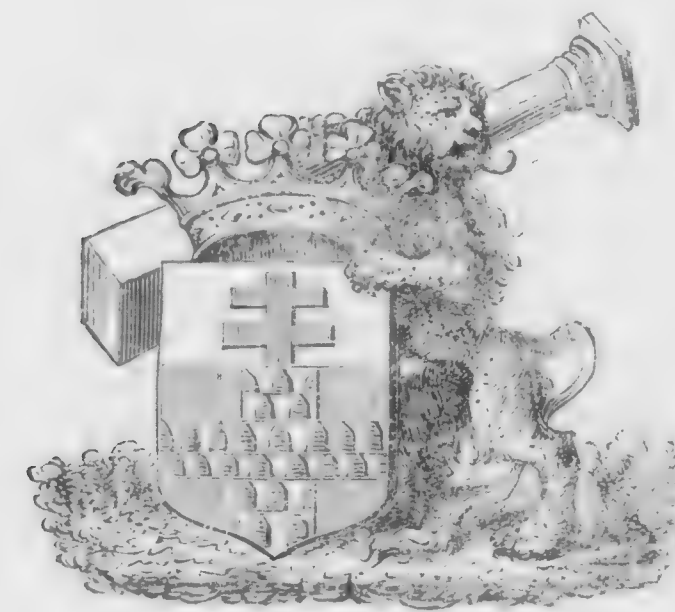
Aux Archives de la Ville d'Ypres,

PUBLIÉ PAR

I. L. A. DIEGERICK,

Archiviste, Membre de plusieurs Sociétés Savantes et Littéraires de Belgique
et de l'étranger.

Tome Premier.



Bruges. — Imprimé chez Vandecasteele-Werbrouck.

1855.

11-7336

7000

949.3Y8
256

1911

PUBLIÉ SOUS LES AUSPICES

DE

l'Administration Communale d'Ypres.

BOURGMESTRE.

Baron Bruno Vanderstichele de Maubus.

ÉCHEVINS.

M^r Alphonse Vandenpeereboom.

» Henri Iweins-Fonteyne.

CONSEILLERS.

M^r Théodore Vanden Bogaerde.

» Pierre Beke.

» Charles Van de Brouke.

» Lucien Boedt.

» Martin Legraeverand.

» Martin Smaelen.

» Édouard Cardinael.

» Auguste de Ghelcke.

» Ernest Merghelynck.

» Pierre-Léopold-François Boedt.

» Charles Becuwe.

»

SECRÉTAIRE.

M^r Jules de Codd.

INVENTAIRE
ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE
DES
CHARTES ET DOCUMENTS
APPARTENANT
AUX ARCHIVES DE LA VILLE D'YPRES.

XII^e SIÈCLE.

I.

1101. — Actum apud Ypram anno divinae incarnationis Domini,
mill^e centesimo primo.

Lettres par lesquelles Robert, marquis de Flandre, fils de Robert (le Frison), ayant terminé heureusement son voyage de Jérusalem, accorde à l'église de St-Donat de Bruges les mêmes privilèges et libertés dont jouissait l'église de St-Pierre à Lille.

Il exempte les manans (*submansores*) de cette église de toute charge publique, et veut qu'ils soient libres de toute servitude.

Ils relèveront de la juridiction du prévôt seul. — S'il arrive quelque difficulté entr'eux, elle sera terminée par celui-ci.

L'église jouira des dîmes non-seulement des terres cultivées actuellement, mais aussi des terres qui pourraient, dans la suite, être livrées à la culture. — Il ne fait que renouveler cette concession faite jadis par ses prédécesseurs. — Il met l'église en possession définitive des bâtiments qui lui avaient été accordés, tels que la maison du prévôt et autres édifices qui longent le cloître dans sa longueur et dans sa largeur. — Everard de Tournay, lui avait souvent réclamé ces bâtiments comme son fief, il avait souvent attaqué l'église, mais celle-ci avait constamment repoussé ses prétentions. — Enfin après avoir examiné cette affaire, il ordonne, de l'avis de son conseil (*curiae meae*), que l'église reste pour toujours en paisible possession de ces bâtiments. — Testes: Robertus Castellanus; Robertus advocatus de Bethunia; Stephanus de Boulare; Reingot de Muelenbeka; Frool, Bergensis Castellanus; Bertulfus, praepositus; Dodinus, decanus; Folbertus et Reinlofus, presbyteri; Lidbertus, Walbertus, Berthulfus, diaconi; Tancradus, Gommarus, Reynerus, subdiaconi.

Copie sur papier signée Wyts; transcrite d'après une ancienne copie portant au bas: *Collationata est hæc copia cum originali privilegio sigillato sigillo crocei coloris ipsi privilegio appendente serico rubei croceique colorum, per me Hannot.*

Imprimé dans Miræus, Opera Diplomatica, tom. II, page 1149.

II.

1101. — Actum est hoc anno Dominicae incarnationis M^o C^o X^o,
indictione tertia III kal. martii.

Lettres par lesquelles Robert (de Jérusalem), comte de Flandre, pour le salut de son âme, de son épouse Clémence et de ses fils Baudouin et Guillaume, déclare transférer à l'abbaye de St-Martin à Ypres, tous les droits qu'il a à exercer sur les possessions de cette abbaye. — Ces biens consistaient en une terre située près de l'*Upstal*, et quelques autres parties de terrain concédées antérieurement à l'église par Fromoldus, gouverneur (*praepositus*) de la ville; par Etienne; par Eilbodo, receveur (*thelonearius*); par Rembert, fils de Jean; et enfin par Adelinus. Il exempte ces biens de toute charge quelconque. — Ni le comte, ni le chef de la ville, ni personne ne pourra plus exercer aucun droit sur ces possessions, si ce n'est l'abbé Gérard et ses successeurs. — L'abbé Gérard, présent à cette donation, revêtu de ses habillements sacerdotaux, a, du consentement et à la demande du comte, fulminé l'excommunication contre ceux qui essaieront d'y porter atteinte.

Copie sur parchemin, écriture du XIII^e siècle.

Transcrit dans le *Roodenboek* f^o 82 v^o.

Imprimé dans nos *Analectes Yprois*, pag. 22 (tom. VII, 2^e série des Annales de la Société d'Émulation de Bruges).

La transcription au *Roodenboek* porte en outre ce qui suit: *Coroboratum astantibus et videntibus immo excommunicationem audientibus multis ydoneis testibus, videlicet Folcardo, quondam decano; Theoderico, decano; Fromoldo Brugensi, canonico; Hannone, presbytero;*

Bertino, comitis capitaneo; Fromoldo, layco Yprensis praeposito, ac frater ejus Theobaldo; Sigero, eorum nepote; Rodolfo filio Balduini de Bolingesela; Theduno et Lamberto filiis Theduni; Waltero, Hilderico, Geroldo, Hezelone, Helmaro, judicibus; Hugone filio Eilbodonis; Rainolfo; Sigero filio Rodulfi; Waltero filio Wigeri de Tun; Allonso filio Christiani de Valentianis; Waltero Colet de Cameraco; et aliis quam multis clericis ac laycis.

III.

1116. — Data Yprae anno incarnationis Dominicae m^o c^o xvi^o indictione xvii^o kal. octobris.

Lettres par lesquelles Baudouin (à la Hache), comte de Flandre, dispense les habitants d'Ypres du duel judiciaire et de l'épreuve du feu, du fer et de l'eau. Ils se justifieront par le serment de la cinquième main, c'est-à-dire, en s'adjoignant, pour le serment, quatre personnes de leur famille, ou, à défaut de famille, quatre personnes honorables. — S'ils ne peuvent prêter serment, ils seront condamnés et paieront en outre une amende de trois livres au profit du comte, et de deux sols au profit de leur accusateur. Noms des témoins. Signum Domini Gerardi, praepositi Yprensis; S. Willelmi canonici, S. capellano-
rum curiae Baldeuini, Odgeri, Rameri; S. Karoli et Willelmi, nepotum comitis, S. Walteri, Tornacensis; S. Baldeuini, camerarii; S. Roberti Malet; S. Baldeuini de Bella; S. Theodoric de Reninga; S. Haimerici, Casletensis; S. Gozeuini de nova ecclesia; S. Baldeuini Botel; S. Segeri, filii Walteri; S. Godescalci, S. Eustachii;

S. Violfi, filii Castelani; S. Erlebaldi, tunc Yprensis villici; S. Arnulfi fratris Erlebaldi.

Original sur parchemin très-fort; sceau en cire rouge pendant à double queue de cuir blanc.

Transcrit dans le *Zwartenboek* f^o 395 r^o.

— *Wittenboek* f^o 1 r^o et par traduction flamande f^o 32 v^o.

Imprimé et fac-similé dans nos *Analectes Yprois*, pag. 51.

IV.

1124. — Actum est hoc anno Dominicae incarnationis millesimo centesimo vigesimo quarto pridie nonas maii.

Lettres par lesquelles Charles (le Bon), comte de Flandre, transfère à l'abbaye de St-Martin, tous les droits qu'il peut avoir sur une terre qui a été accordée à Hetfrid abbé, et à ses chanoines, par Bertrande veuve d'Elbode et par ses fils. — Il exempte cette possession de tout droit. — Il accorde à la même abbaye sa part de dîme d'une autre terre située à Marcq (Langhemarck) entre Passchendale et Roosebeek, et ce à la demande de Fromold châtelain d'Ypres, son ami. L'abbé Hetfrid présent à cette donation, fulmine l'excommunication contre tous ceux qui tenteront de l'enfreindre. Testibus, Ogero Audomarensi praeposito; Salomone, comitissae capitaneo; Walderico, Godeberto clericis; Fromoldo layco Yprensis praeposito, ac frater ejus Adam Erlebaldo villico; Rogero milite; Ywano de

Was; Gualtero de Nevala; Thedinno, Erenberto, Allamo
et aliis quam multis clericis et laycis.

Roodenboek f° 85 r° et v°.

V.

1166. — Actum hoc anno m° c° LXVI. Brugis feria II ante Pascha.

Lettres par lesquelles Philippe (d'Alsace), comte de Flandre, confirme un ancien privilège des habitants d'Ypres, d'après lequel, en payant un dénier par bateau chargé de leurs marchandises, ils étaient exempts de tout droit de Tonlieu et de toute autre exaction sur le cours-d'eau entre Scipstal (?) et Dixmude. — Si, par une cause quelconque, ce canal devient impraticable, ils jouiront du même privilège pour le nouveau canal qui sera creusé. — S'il y a interruption de la navigation, ou si pour faire passer leurs bateaux ils sont obligés de les décharger en partie, les gens de l'équipage pourront eux-mêmes effectuer ce déchargement. Testibus Theodorico, comite Flandriae (1); Eustachio, camerario; Roberto, praeposito Ariense; Sigero de Someringem; Waltero de Loo; Henrico de Moesletha; Bettone; Riquirde de Sedelighem; Scabinis

(1) Thierry d'Alsace, père de Philippe. « Philippe se trouvait associé » au comté de Flandre depuis l'année 1157, exerçant l'autorité souveraine » et prenant même, du consentement de son père, le titre de comte » dans les actes publics. » Leglay, Histoire des Comtes de Flandre, t. 1, p. 566.

Brugensibus; Waltero de Ypra; Waltero de Sedelighem.

Original; sceau en cire brune pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 15 v°.

— *Geluxenboek* f° 245 r°.

— *Zwartenboek* f° 146 r° et par traduction flamande f° 146 r° et v°.

VI.

1168. — Furnis in conspectu scabinorum et juratorum Furnensium
anno m° c° LXVIII°.

Lettres par lesquelles Philippe (d'Alsace), comte de Flandre et de Vermandois, exempte les bourgeois de Sandeshoveta (Nieuport), par toute la Flandre, de tout droit de tonlieu et de passage. — Il veut aussi qu'ils ne soient pas soumis à la coutume appelée Hanse. Témoins : Signum Roberti Thyronensis, thesaurarii et flandriae cancellarii; S. Haketti, Brugensis decani; S. Gualteri de Loeren; S. Estatii, cammerarii; S. Balduini de Hunschoot; S. Riquardi Blauvotii; S. Romboldi, notarii; S. Rodulfi, Furnensis castellani; S. Gualteri de Formesela.

Copie sur papier, authentiquée par Henri
Moday, greffier de Nieuport. Écriture du
xvi^e siècle.

Imprimé dans les *Annales d'Oudegherst*, édition de Lesbroussart, t. 1, p. 707, et dans les *Coutumes et Privilèges de la ville de Nieuport* (Gand, 1774).

Mentionné dans l'*Inventaire des Archives de Gand* par Pr. Van Duyse.

VII.

(1171 ou 1174). — Sans date; en français.

Loi ou Keure donnée à la ville d'Ypres par Philippe d'Alsace, comte de Flandre et de Vermandois. Cette keure contient plusieurs articles, savoir: 1° Blessures faites dans la banlieue, — blessures faites aux échevins. 2° Violation de domicile. 3° Menaces faites avec des armes. 4° Légitime défense. 5° Meurtre d'un banni. 6° Rapine. 7° Rappel de bannissement. 8° Voies de fait. 9° Défense de loger les bannis. 10° Amende pour coups de bâton. 11° Id. pour coups de poing. 12° Id. pour mauvais traitements. 13° Id. pour injures. 14° Refus de trêve. 15° Composition ou paix faite par échevins. 16° Défense d'attaquer un jugement des échevins. 17° Violence exercée contre eux. 18° Viol. 19° Maximum d'amende. 20°, 21° et 22° Port-d'armes. 23° Infractions aux ordonnances sur les céréales. 24° Terme pendant lequel on doit rendre justice aux marchands ou aux étrangers. 25° Faux témoignage. 26° Echevin convaincu de fausseté. 27° Echevins accusés par le comte ou par ses officiers. 28° Plaid tenu en présence du comte ou de son bailli. 29° Manière de modifier la présente loi. 30° Successions. 31° Violences entre bourgeois, hors de l'échevinage.

Copie sur un long rouleau de parchemin;
écriture du xiii^e siècle.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 28 v° et seq.

— *Roodenboek* f° 45 et seq. et par extraits dans le
Zwartenboek.

Imprimé dans les *Geschiedkundige onderzoekingen* etc. par Lambin (1).

VIII.

1180. — Actum Ypris in capitulo sancti Martini anno verbi incarnati
M^o C^o LXXX^o.

Lettres par lesquelles Philippe, comte de Flandre et de Vermandois, termine un différend existant entre les Yprois et l'église de Messine, au sujet du tonlieu de Steenstraete (*ad lapideam stratam*) que le comte Robert (le Frison) avait accordé à la susdite église. Après avoir entendu l'avis de ses barons et de son conseil, il décide que dorénavant on ne paiera rien pour un bateau chargé de foin, d'herbe, de paille, ou de jones; pour chaque bateau chargé de tourbes, de choux, de poireaux, d'aulx ou d'autres légumes, on paiera une obole; pour chaque bateau chargé de vin, de miel, de bierre, de froment, d'avoine, d'orge, de pois, de fèves, de fer, de cuivre, d'étain, de plomb, de bois de construction ou d'autres marchandises de cette espèce, on paiera un

(1) M. Lambin a fait imprimer cette keure, ou loi, à la suite de ses *Geschiedkundige onderzoekingen op de aloude aenstellinge van den voogd en van de schepenen en raeden der stad Ypre*. (Ypres, 1815). A cette époque le rouleau dont il s'agit ne lui était pas encore connu. Comme cet ouvrage est devenu assez rare, et que d'ailleurs tous les articles de la keure d'Ypres ne s'y trouvent pas, nous donnons cette pièce en entier à la fin de ce volume.

denier. — Témoins: Signum Roberti praepositi Insulani; S. Gerardi de Mecinis, notarii et sigillarii mei; S. Johannis Insulensis castellani; S. Gilberti de Nivella; S. Henrici de Morsela; S. Walteri de Locra; S. Walterii camerarii de Ypra; S. Walteri de Scotis, et Walteri filii Hildebergi, et Willelmi Brecht in scabin. Yprensium.

Copie sur papier, écriture du ^{xiii}e siècle.

IX.

Sans date (avant 1182), en latin.

Lettres par lesquelles Philippe, comte de Flandre et de Vermandois, et Elisabeth, sa femme, prennent sous leur protection, dans toute l'étendue de la Flandre, les moines de Clairmarais. — On ne pourra exiger d'eux aucun tonlieu, aucun droit quelconque pour les bestiaux ou autres objets destinés à leur couvent, et qu'ils conduiront ou feront conduire à cette destination.

Copie sur papier, écriture du ^{xv}e siècle, d'après un *vidimus* du doyen de l'église de St-Omer.

X.

1183. — Actum est hoc Gandavi in conspectu scabinorum et juratorum Gandensium anno ^mo ^co LXXXIII^o.

Lettres par lesquelles Philippe, comte de Flandre et de Vermandois, affranchit les bourgeois de Biervliet, de tonlieu par toute la Flandre. Il veut aussi qu'ils ne soient pas soumis à la coutume appelé *Hanze*. — Témoins: Signum G. (Gerardi) Flandriae cancellarii; S. G. (Gerardi) Insulensis praepositi; S. G. (Gualteri) de Nivella; S. Theodoric de Beverna; S. G. (Gerardi) de Sotteghem; S. R. (Rainaldi) de Arie; S. G. Gandavensis notarii; S. S. filii ejus; S. de Bassevelde; S. G. (Gualteri) Briserii.

Zwartenboek fo 167 v^o, transcrit d'après une copie envoyée par les échevins de Biervliet.

Imprimé dans Diericx, Mémoires sur la ville de Gand, t. 1, p. 55.

Analysé dans l'Inventaire des Archives de Gand, par Pr. Van Duyse.

XI.

1187. — Actum est hoc anno Dominicae incarnationis ^mo ^co LXXXVII^o.

Lettres par lesquelles Philippe, comte de Flandre et de Vermandois, déclare qu'il a accordé le terrain néces-

saire pour construire un hôpital sur la place d'Ypres; mais considérant que les chanoines de St-Martin n'ont que fort peu de revenus, et sont obligés de vivre des offrandes des fidèles, il croit que ce serait à leur grand préjudice si on célébrait dans cet hôpital le service divin. En conséquence il défend de construire dans cet hôpital ni chapelle ni autel; on ne pourra non plus y sonner les cloches. — On ne pourra rien changer à cette décision si ce n'est de la volonté et du consentement du prévôt et du chapitre de St-Martin. — Les échevins d'Ypres ont juré de se conformer à cet ordre. — Testibus, Gerardo, cancellario et praeposito Brugensi; Gerardo, praeposito Insulensi; Gosuino, praeposito Formizelensi; Anselmo, praeposito Eversamensi; Waltero, praeposito Loensi; Balduino, castellano Yprensi; Gerardo, castellano Oudenburgensi; Henrico, justiciario Yprensi; Erlebaldo, praecone; Ysaac de Staden; Isaac de Meterna.

Copie sur papier, écriture du xiv^e siècle.

Transcrit dans le *Geluwenboek* f^o 59 r^o.

XII.

1187. — Actum hoc anno Dominicae incarnationis M^o C^o LXXXVII^o.

Lettres par lesquelles les échevins d'Ypres s'engagent par serment, au nom de tous les habitants, à respecter la décision de Philippe, comte de Flandre et de Vermandois, concernant la défense de célébrer les offices divins

à l'hôpital sur la place. — Testibus, Gerardo, cancellario et praeposito Brugensi; Gerardo, praeposito Insulensi; Gosuino, praeposito Formiselensi; Anselmo, praeposito Eversamensi; Waltero, praeposito Loensi; Balduino, castellano Yprensi; Henrico, justiciario Yprensi, et ceteris tam clericis quam laicis burgensibus.

Copie sur papier, écriture du xiv^e siècle.

Transcrit dans le *Geluwenboek* f^o 59 v^o.

XIII.

1190. — Actum est anno Domini millesimo centesimo nonagesimo.

Lettres par lesquelles Philippe, comte de Flandre et de Vermandois, sur le point de partir pour Jérusalem, confirme toutes les dotations, privilèges etc. accordés par ses prédécesseurs à l'église de St-Bertin à St-Omer.

Vidimus donné sous le sceau de Guillaume, seigneur de Rabodenghem et de Bileque, chevalier, bailli de St-Omer, sous la date de 1426. — Sur parchemin; sceau en cire rouge pendant à double queue de parchemin.

XIV.

Sans date, en latin.

Lettres par lesquelles Philippe, comte de Flandre et de Vermandois, accorde à Daniel, abbé de Cambrai, et à ses religieux, l'exemption de toute taxe sur les objets nécessaires à leur communauté. — Témoins: Petrus frater noster (1); Johannis Insulane castellanus; Samuel abbas de Los; Gerardus de Metinis etc.

Copie d'après un *vidimus* de la comtesse Marguerite de 1275. Ecriture du xv^e siècle.

XV.

1193. — Actum Parisiis anno incarnati verbi millesimo centesimo nonagesimo tercio, regni nostri anno quinto decimo.

Lettres par lesquelles Philippe (Auguste), roi de France, prend sous sa protection, dans toute l'étendue de son royaume, les marchands d'Ypres et leurs marchandises. — Ils ne pourront être arrêtés ni pour les dettes de

(1) Pierre d'Alsace, nommé en 1169 à l'évêché de Cambrai. A la sollicitation de Philippe, il renonça à son siège épiscopal et épousa la comtesse de Nevers.

leurs compatriotes ni pour celles du comte de Flandre, à moins qu'ils ne se soient constitués cautions. — Si une difficulté surgit entre le roi de France et le comte de Flandre, ils ne pourront être arrêtés, ainsi que leur argent, qu'après un laps de temps de quarante jours, et pendant ce délai il leur sera loisible de transporter leurs marchandises hors de son royaume. — Si eux ou leurs biens étaient arrêtés indûment, le roi ferait, en leur faveur, les mêmes démarches que pour les bourgeois de Paris. — Témoins: Signum Guidonis, buticularii; S. Mathei, camerarii; S. Droconis constabularii.

Original sur parchemin, sceau en cire verte avec contre-scel, pendant à des lacs de soie rouge. Sur la charte se trouve le monogramme de Philippe avec l'inscription *data vacante cancellaria*.

Transcrit dans le *Zwartenboek* fo 393 v^o.
— *Wittenboek* fo 64 r^o.

XVI.

1196. — In claustro (S. Martini Ypensis) anno Domini m^o c^o xc^o vi^o.

Lettres par lesquelles Heliseus, prévôt de l'église de St-Martin d'Ypres, élève au rang d'église paroissiale la chapelle de Notre-Dame-ten-Briele, et ce à la prière de Ghélinus, serviteur du comte, qui, pour cette cause, a assuré à l'église de St-Martin un revenu de cent sols, au moins, assigné sur une prairie non loin de la dite

chapelle. Le comte a exempté la prairie ainsi que la chapelle et ses dépendances de tout droit et de toute servitude. — Testibus: T. Formoselense praeposito, R. christianitatis decano; L. decano cum canonicis nostris; Willelmo Iprensi; Waltero de Poperinga; Adelelmo; Waltero de Guammin; Johanne Paschali; Waltero de Dixmuda; Waltero, Egidio, Waltero Stout, presbyteris; Johanne, item Johanne de Dixmuda, diaconibus; Thoma, Dionisio, Lamberto, Inghelberto, subdiaconibus; scabinis Willelmo clerico, Tirrico Medem, Willelmo Boud, Johanne Auriga, Willelmo filio Bartholomei, et oppidanis quumpluribus.

Original, sceau en cire rouge pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Gelusenboek* f° 14 v°.

Imprimé dans nos *Analectes Yprois*, p. 25.

XVII.

1196. — Actum per consensu karissimae uxoris meae Mariae, anno Dominicae incarnationis millesimo centesimo nonagesimo sexto, mense maio.

Lettres par lesquelles Baudouin (de Constantinople), comte de Flandre et de Hainaut, renouvelle et confirme les avantages accordés à l'abbaye de Cambron par Philippe d'Alsace (voir N° XIII).

Copie, sur papier, d'après un *vidimus* de la comtesse Marguerite de 1273. Cette pièce, ainsi que le N° XIII, se trouvent sous le même *vidimus*.

XVIII.

1197. — Coloniae anno Dominicae incarnationis m° c° xc° viii°, viii° kalendas aprilis.

Convention conclue entre les bourgeois de Cologne et les habitants de Flandre, concernant les poursuites judiciaires à exercer contre les débiteurs flamands. 1° Si la dette est prouvée par témoins on suivra les formes légales établies à Cologne; dans le cas contraire, le débiteur pourra se purger par un simple serment. 2° Aucun Flamand ne peut être forcé à paraître en champ clos, ou à subir l'épreuve du jugement de Dieu, vulgairement dit *oordeil*, — sauf pour homicide, blessure, fausse monnaie, ou pour infraction à la paix publique. 3° Nul Flamand ne pourra être détenu pour dette d'autrui, à moins qu'il ne se soit constitué caution.

Original; sceau en cire blanche pendant à double queue de parchemin.

Imprimé dans Diericx, *Mémoires sur la ville de Gand*, t. 1, p. 121.

— Warnkœnig, *Histoire de la Flandre*, traduite par Gheldolf, tom. II, pag. 429.

— la Revue de Bruxelles, année 1857, mois d'août (en français).

Mentionné dans l'*Inventaire des Archives de Gand*, par Pr. Van Duyse, à qui nous empruntons cette analyse.

XIII^e SIÈCLE.

XIX.

1201. — Actum Ypre, anno Domini millesimo ducentesimo primo, mense decembri, quarto kal. januarii.

Lettres par lesquelles Baudouin (le Courageux), comte de Flandre et de Hainaut, confirme les donations faites à l'abbaye de St-Bertin à St-Omer, par ses prédécesseurs Thierry et Philippe d'Alsace.

Vidimus, donné sous le sceau de Guillaume seigneur de Rabodenghem et de Bileque, chevalier, bailli de St-Omer. — Sceau en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Cette pièce et celle du N^o XIII, se trouvent sous le même *vidimus*.

XX.

1202. — Actum anno Domini m^o cc^o secundo, mense martio.

Lettres par lesquelles Baudouin, comte de Flandre et de Hainaut, abroge le droit, qu'avaient les comtes

ses prédécesseurs, de prendre dans toutes les villes ou autres lieux où ils passaient, un lot de vin au prix de trois deniers quel que fut d'ailleurs le prix élevé de cette boisson. — Au moment de partir pour Jérusalem, des gens sages lui ont fait voir que ce droit était une exaction, une rapine plutôt qu'une coutume équitable. Pour ce motif il l'abolit pour la ville d'Ypres et pour toute la Flandre, en se réservant toutefois le droit de prendre, au prix courant, le vin dans les lieux où il arrivera. — Témoins: Signum karissimi fratris et fidelis mei Philippi, comitis Namurcensis; S. Gerardi, praepositi Brugensis et Flandriae cancellarii avanculi mei; S. Balduini, comitis Gisenensis; S. Willelmi castellani de S^{to} Adomaro; S. Arnulphi de Arda castellani de Broborg; S. Castellani Gandensis; S. Th. de Beverna.

Original; sceau en cire rouge avec contrescel, pend. à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f^o 6 v^o et 94 v^o.

— *Zwartenboek* f^o 394 r^o.

Imprimé dans Oudegherst, Annales de la Flandre, édition de Lesbroussart, t. II, p. 26 (en français).

— Diericx, Mémoires sur la ville de Gand, t. I, p. 135.

— Warnkœnig, Histoire de Flandre, traduite par Gheldolf, t. I, p. 343, mais par erreur sous la date de 1200.

— Le Glay, Histoire des Comtes de Flandre, t. I, p. 437, en français.

Analysé dans l'Inv. des Arch. de Gand par Pr. V. D.

XXI.

1208. — Actum anno m° cc° octavo.

Convention faite entre Hélieus, prévôt de l'église de St-Martin, et les échevins de la ville d'Ypres, concernant la nomination d'un chapelain pour la chapelle de l'hôpital sur la place. — Du consentement de l'évêque de Tournay, délégué à cet effet par le Saint-Siège, ils conviennent de ce qui suit: — L'église de St-Martin établira à ses frais dans cette chapelle un chapelain avec son sacristain. — Il y fera les services divins du jour et du soir. — Tous les jours, après la messe et après les vêpres, et plus souvent s'il en est besoin, il visitera les malades. — Le soir il retournera à l'hôpital et y passera la nuit. — Toutes les offrandes qui seront faites à la dite chapelle appartiendront intégralement à l'église de St-Martin, excepté toutefois les chandelles dont une moitié appartiendra à l'église et l'autre servira à l'usage des frères de l'hôpital et des malades. — Les frères fourniront à la chapelle tous les objets nécessaires au culte. — Si un frère ou un malade vient à mourir on célébrera dans la chapelle une messe pour le repos de son âme, et il sera enterré au cimetière de l'église de St-Jacques. — Comme par suite de cet accord l'église de St-Martin sera obligée d'avoir un religieux en plus, chargé particulièrement du service de la chapelle, les échevins, au nom de la commune, et aidés surtout par Jordanus, fils de Bartholomé, cèdent à la dite église la sixième part des dîmes de Boesinghe, rachetée à

cet effet de main laïque. — Testibus, Gualtero, decano; Willelmo Spiru (?); Gualtero de Poperinga; Johanne Pasch.; Willelmo filio Balderici; Egidio, Dionisio, Waltero Stoute, Lamberto de Ghel., Inghelberto, Petro, Nicholao, Fromoldo, Lamberto, Alano, sacerdotibus; Guilleberto, Willelmo, diaconibus; Johanne, Johanne, Henrico, Michaelae, Johanne Buc, Thoma et Thoma subdiaconibus; canonicis S^{ti} Martini; scabinis vero Johanne Medem; Johanne Waghen.; Michaelae Rughinvot; Michaelae Boudraven; Michaelae Scinkel; Terrico de Agro; Lamberto Falais; Lamberto Vot; Lamberto Plotekim; Gualtero Maio; Lamberto Boudri; Alelmo filio Valteri; oppidanis autem Waltero clerico; Christiano Ave; Gualtero de Scot; Jord. filio Barchot; Michaelae Scavin, Guerardo Bom, Lamberto Medem; Nicholao Medem; Lamberto Buc clerico scabinorum; et aliis quam pluribus.

Original sur parchemin, muni du sceau de l'église de St-Martin, avec contre-scel, et de celui des échevins de la ville, l'un et l'autre en cire verte (1), pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 94 v°.
— *Gelucenboek* f° 60 r°.

(1) Ces sceaux sont d'une admirable conservation; celui des échevins est le plus ancien que nous possédons; il représente la double croix flanquée de deux colombes et porte la légende: *Sigillum Scabinorum et Burgensium de Ypra*. Il n'y a pas de contre-scel. Le sceau de l'église de St-Martin a ceci de particulier, que son contre-scel a été fait d'une pierre antique gravée, représentant une tête tout-à-fait semblable à celle de l'impératrice Faustine. On voit à l'entour de la pierre l'empreinte du métal qui l'enchasse. Ce contre-scel a pour légende *Custos Secreti*. La gravure du contre-scel contraste singulièrement avec celle du sceau.

XXII.

1209. — Actum Curtraci die martis proxima post festum sancti Petri ad vincula anno Domini m° cc° nono.

Lettres par lesquelles Philippe, marquis de Namur, régent (*procurator*) de la Flandre et du Hainaut, détermine la manière dont on choisira les échevins de la ville d'Ypres: la commune choisira dans son sein cinq personnes les plus probes, et les plus aptes à sauvegarder les droits des églises, du comte et de la ville. — Ces cinq élus jureront sur les saintes évangiles que dans le choix qu'ils vont faire de cinq échevins, ils ne procéderont ni par crainte, ni par haine, ni par amitié. — Ce serment fait, ils choisissent cinq échevins, qu'ils jugent être les plus propres à ces fonctions. — Ceux-ci jurent entre les mains du comte ou de son bailli, d'exercer l'échevinage avec justice à l'égard des églises, du comte et de chaque particulier. — Ils nomment ensuite les huit autres échevins qui doivent les assister. — Ces derniers font le même serment. — L'échevinage se renouvelle tous les ans. — Les échevins de l'année écoulée choisissent les cinq électeurs, chargés de nommer les cinq premiers échevins qui, à leur tour, choisissent les huit autres.

Wittenboek f° 1 r°.

Roodenboek f° 1 r°.

Imprimé dans Lambin, *Geschiedkundige onderzoekingen*, mais d'une manière très fautive (1).

(1) Nous reproduisons cette chartre importante à la fin de ce volume.

XXIII.

1214. — Datum Valenc. in diebus Pasche anno Domini m° cc° xiiii°.

Lettres par lesquelles Fernand (de Portugal), comte de Flandre et de Hainaut, invite les échevins et bourgeois de la ville d'Ypres, à fortifier leur ville sans aucun retard. — Il les autorise à prendre à cet effet de son terrain ou du terrain d'autrui, et les garantit contre tout ce qui pourrait en résulter.

Original; sceau en cire jaune avec contre-scel, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 9 r°.

— *Roodenboek* f° 240 v°.

Imprimé dans nos *Analectes Yprois*, pag. 24.

XXIV.

1214. — Datum Ipris, feria quarta post quasimodo genit., anno Domini m° cc° xiiii°.

Lettres par lesquelles Fernand, comte de Flandre et de Hainaut, déclare que, si les habitants d'Ypres venaient

à être excommuniés pour le fait des fortifications de leur ville, il n'exigerait d'eux aucune satisfaction.

Original; sceau en cire jaune avec contre-scel, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* fo 9 ro.

— *Roodenboek* fo 241 ro.

Imprimé dans nos *Analectes Yprois*, p. 25.

XXV.

1217. — Actum anno graciae m^o cc^o xvii^o quintodecimo, kal. julii.

Accord fait entre les échevins de la ville d'Ypres et le prévôt et l'église de St-Martin de la même ville. — Une contestation s'était élevée entre les deux parties au sujet des tailles que devait l'église pour des terres situées sous l'échevinage d'Ypres. — Afin de parvenir à un bon accord, Rogier de St-Jacques et Théodore Boom, assignent à la ville un revenu de dix livres, à percevoir chaque fois qu'on levera les tailles. — Ce revenu est garanti par plusieurs maisons dont la situation est indiquée dans la pièce. — Par suite de cette donation les échevins exemptent l'église de toutes les tailles auxquelles elle était soumise, et l'autorise en outre à établir un conduit-d'eau là où elle le jugera convenable, toutefois sans dommages pour les propriétés d'autrui. — L'église, de son côté, renonce à réclamer les dommages qu'elle avait éprouvés par la prise de terre pour les

fortifications de la ville. — Ils se promettent, en outre, de part et d'autre aide et protection. — Testes : Gerardus, thesaurarius Morinensis; magister Arnulphus, magister Willelmus, magister Lamkinus, clerici; Johannes Medem; Hugo Vos, ballivius; Johannes Lupus; Johannes de Scotis; Lambertus Pes; Willelmus filius Remberti; Everardus, filius Reinae; Johannes Auriga; et plures alii.

Original, muni de deux sceaux; celui des échevins, en cire rouge, avec contre-scel, pendant à des lacs de soie jaune et rouge. Celui de l'église de St-Martin, en cire verte, avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Gelucenboek* fo 1 ro.

XXVI.

1219. — Actum anno Domini m^o cc^o xix.

Lettres par lesquelles Hugo, fils aîné du comte de Rhetel, châtelain d'Ypres et de Bailleul, et Mabile, sa femme, châtelaine, transmettent à Wautier Medem tous les droits qu'ils possèdent sur deux moulins, l'un situé au milieu de la ville d'Ypres, l'autre au dehors, près de l'*Overdragt*. — Il les conservera en fief à perpétuité, à charge de fournir tous les ans, au jour de Pâques, au dit Hugo, deux épérons dorés. — Boidinus, qui occupe ces moulins et qui est leur homme, appartiendra désormais au dit Medem, et il lui devra, ainsi qu'à ses

successeurs, tous les services qu'il devait à ses anciens maîtres. — Testibus: Waltero de Formesella; Michaeli filio Erlebaldi; Michaeli Rugginvoet; Lamberto Pede; Woitino praecone, hominibus nostris.

Original, muni de deux sceaux, celui du châtelain et celui de sa femme, l'un et l'autre avec contre-scel, en cire verte, pendant à des lacs de soie jaune.

XXVII.

1219. — Datum Viterbii iii kal. maii, pontificatus nostri anno quarto.

Bulle du pape Honoré III. — Les échevins et la commune d'Ypres l'ont supplié de confirmer l'excommunication fulminée par l'abbé de Zillebeke contre Jean Mortel d'Arras et quelques autres personnes des diocèses de Tournai et de la Morinie. — Il ordonne à l'abbé de St-Jean (près d'Ypres) de maintenir la dite excommunication jusqu'à ce que satisfaction entière soit rendue aux échevins susdits.

Original, bulle en plomb pendant à une corde.

Transcrit dans le *Wittenboek* fo 87 r^o.

XXVIII.

1219. — Datum apud Urbem veterem, viii kal. julii, pontificatus nostri anno quarto.

Bulle du pape Honoré III. — Même contenu que le N^o précédent. Outre le nom de Jean Mortel, on y trouve aussi celui de Richier Strabo.

Original sur parchemin; bulle en plomb pendant à une corde.

Transcrit dans le *Wittenboek* fo 87 v^o.

XXIX.

1220. — Actum anno Domini m^o cc^o xx^o, mense novembri.

Ordonnance des échevins d'Ypres concernant l'admission à la léproserie. — Tout bourgeois d'Ypres atteint de la lèpre, qui désire être admis dans la léproserie, appelée hôpital de Sainte-Marie Madelaine, doit se soumettre aux conditions suivantes: 1^o S'il ne laisse ni femme ni enfants, il doit donner à l'hôpital tous les biens meubles et immeubles qu'il possède. — 2^o S'il laisse une femme et des enfants, ses biens seront partagés en trois parties égales et une de ces parties appartiendra

à la léproserie. — 3° S'il laisse des enfants et pas de femme, les enfants prendront d'abord la part qui leur revient du côté de la mère, et le restant sera divisé en deux parts, dont l'une appartiendra à la communauté des lépreux. — 4° S'il laisse une femme et pas d'enfants, les biens seront divisés en deux parts égales dont l'une reviendra à l'hôpital. — 5° Si, après son admission à la léproserie, il lui arrive, par décès de personnes de sa famille, un héritage quelconque, toute la succession appartiendra intégralement à l'établissement. — 6° S'il venait à surgir une difficulté, une contestation quelconque au sujet des prescriptions ci-dessus, les échevins en décideraient sans appel. — Témoins, les échevins: Johannes Medem; Willelmus clericus; Michael Rughinvoot; Lambertus Pes; Walterus Tinbom; Lambertus; Baldericus; Simon Halle; Walterus Manis; Everardus filius Reinae; Rogerus de Sancto Jacobo; Tirricus Sapiens.

Original sur parchemin; sceau en cire verto
pendant à des lacs de soie de même
couleur.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 267 r°.

XXX.

1220. — Datum Lateran. non. novembris, pontificatus nostri anno quinto.

Bulle du pape Honoré III. — Les échevins d'Ypres se sont plaints de ce que les chevaliers du Temple s'étaient

permis de maltraiter plusieurs de leurs bourgeois. — Il charge l'abbé et le prieur de St-Nicolas et W. chanoine de sainte Walburge de Furnes, de prendre connaissance du fait, d'entendre les deux parties, de prononcer sans appel et d'employer les censures ecclésiastiques pour faire maintenir leur décision.

Original sur parchemin, bulle en plomb
pendant à une corde.

Transcrit au *Wittenboek* f° 87 v°.

XXXI.

1220. — Datum Lateran. non. decembris, pontificatus nostri anno quinto.

Bulle du pape Honoré III, par laquelle il engage les abbés de Zillebeke et de Warneton, ainsi que le prévôt de Vormezele, à prendre connaissance d'un différend surgi entre les échevins d'Ypres et quelques nobles. — Il les prie de terminer cette difficulté et d'employer les censures ecclésiastiques pour faire respecter leur décision.

Original sur parchemin, bulle en plomb
pendant à une corde.

Transcrit au *Wittenboek* f° 87 r°.

XXXII.

1224 (1225 n. s.) — Actum Curtraci anno Domini m° cc° xx° quarto.

Lettres par lesquelles Jeanne (de Constantinople), comtesse de Flandre et de Hainaut, fait connaître qu'elle a fait avec les échevins d'Ypres une convention d'après laquelle elle jouira du droit de pêche dans les fossés tant intérieurs qu'extérieurs de la ville, s'étendant entre la porte de Messine et celle des Templiers. — Tous les autres fossés intérieurs et extérieurs, ainsi que le droit de pêche, appartiendront aux échevins et à la communauté de la ville. — Ni elle, ni ses successeurs, ni ses baillis ou autres officiers, ne pourront prétendre aucun droit sur ces fossés, comme les échevins de leur côté n'en pourront prétendre aucun sur les fossés réservés à la comtesse.

Original; sceau en cire blanche avec contre-scel, pend. à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboeck* f° 1 v°, et traduit en flamand f° 52 v°.
— *Roodenboeck* f° 242 r°.

XXXIII.

1224 (1225 n. s.). — Actum Curtraci anno Dominicae incarnationis m° cc° xx° quarto, in crastino circuncisionis.

Lettres par lesquelles les échevins d'Ypres, font connaître qu'ils ont fait, avec la comtesse Jeanne, une convention concernant le droit de pêche dans les fossés de la ville. — Même contenu que la pièce précédente. — Testes: Scabini Walter Mavis; Johannes Medem; Lambertus Pes; Tirricus Sapiens; Michael Ruginvot; Simon Halla; Walter Brodekin; Tirricus filius Reingheri; Everardus, filius Reinae; Alelmus, filius Walteri; Tirricus Medem; Gherardus de Toroud; et Rogierus.

Original sur parchemin, sceau en cire verte avec contre-scel, pendant à des lacs de soie rouge.

XXXIV.

1225. — Actum Insulis, feria prima ante festum beati Dionisii, anno Domini m° cc° xxv°.

Lettres par lesquelles Jeanne, comtesse de Flandre et de Hainaut, ordonne aux échevins d'Ypres de faire usage du droit qu'ils possèdent d'établir la paix entre

XXXII.

1224 (1225 n. s.) — Actum Curtraci anno Domini m^o cc^o xx^o quarto.

Lettres par lesquelles Jeanne (de Constantinople), comtesse de Flandre et de Hainaut, fait connaitre qu'elle a fait avec les échevins d'Ypres une convention d'après laquelle elle jouira du droit de pêche dans les fossés tant intérieurs qu'extérieurs de la ville, s'étendant entre la porte de Messine et celle des Templiers. — Tous les autres fossés intérieurs et extérieurs, ainsi que le droit de pêche, appartiendront aux échevins et à la communauté de la ville. — Ni elle, ni ses successeurs, ni ses baillis ou autres officiers, ne pourront prétendre aucun droit sur ces fossés, comme les échevins de leur côté n'en pourront prétendre aucun sur les fossés réservés à la comtesse.

Original; sceau en cire blanche avec contre-scel, pend. à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f^o 1 v^o, et traduit en flamand f^o 52 v^o.
— *Roodenboek* f^o 242 r^o.

XXXIII.

1224 (1225 n. s.). — Actum Curtraci anno Dominicae incarnationis m^o cc^o xx^o quarto, in crastino circuncisionis.

Lettres par lesquelles les échevins d'Ypres, font connaitre qu'ils ont fait, avec la comtesse Jeanne, une convention concernant le droit de pêche dans les fossés de la ville. — Même contenu que la pièce précédente. — Testes: Scabini Walter Mavis; Johannes Medem; Lambertus Pes; Tirricus Sapiens; Michael Ruginvot; Simon Halla; Walter Brodekin; Tirricus filius Reingheri; Everardus, filius Reinae; Alelmus, filius Walteri; Tirricus Medem; Gherardus de Toroud; et Rogierus.

Original sur parchemin, sceau en cire verte avec contre-scel, pendant à des lacs de soie rouge.

XXXIV.

1225. — Actum Insulis, feria prima ante festum beati Dionisii, anno Domini m^o cc^o xxv^o.

Lettres par lesquelles Jeanne, comtesse de Flandre et de Hainaut, ordonne aux échevins d'Ypres de faire usage du droit qu'ils possèdent d'établir la paix entre

les habitants, et d'aplanir les difficultés survenues entre les parents et amis de Jean Medem, d'une part, et ceux de Lambert Voet, d'autre part. — S'ils ne rétablissent immédiatement la paix entre ces deux familles, et si cette discorde occasionne le moindre inconvénient à la ville, elle leur ôtera le droit de faire des trêves, dont ils ont joui jusqu'à ce jour.

Original; sceau en cire blanche avec contre-scel, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek* f° 127 r°, et traduit en flamand f° 127 v°.

— *Wittenboek* f° 2 v°, et traduit en flamand f° 33 v°.

XXXV.

1225. — Anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo quinto.

Accord fait entre Olivier de la Roche (*De Rupe*), commandeur (*praeceptor*) des maisons du Temple en France, et les échevins d'Ypres, dans lequel sont fixés les points suivants: Les bans (lois) établis pour la ville d'Ypres seront également exécutoires sur les possessions des Templiers, à Ypres, aussi longtemps qu'ils seront en vigueur. — Toutes infractions de bans seront portées devant les échevins d'Ypres, qui viendront, à cet effet, faire une enquête sur la terre des Templiers. — Ceux-ci auront trois parts des amendes qui en proviendront, les échevins la quatrième. — Des *manants* du Temple

devront être choisis pour assister à l'enquête qui sera faite. — Les Templiers pourront avoir sur leur territoire cinq hommes au Briel et cinq sur les terres du Temple, dont deux ou plus auront, avec le héraut (*praeco*), le pouvoir d'exécuter les bans et d'arrêter sur les terres des Templiers tous ceux qui y ont commis quelque forfait. — Les délinquants devront comparaître devant les échevins d'Ypres le jeudi avant midi. — Ces dix personnes déposeront devant les échevins, et sous serment, de tout ce qu'ils auront vu ou entendu. — Les échevins devront être deux ou en nombre suffisant pour débattre les affaires qui leur seront soumises chaque semaine, à la semonce du commandeur susmentionné ou de son délégué. — Chaque année, à l'époque de l'élection des nouveaux échevins d'Ypres, et lorsqu'ils viendront la première fois sur les terres du Temple, ils devront jurer sur leur serment échevinal, d'observer les droits des Templiers et de leurs manants. — Tout individu délinquant sur les terres du Temple pourra être arrêté par le commandeur susdit ou son héraut; quel qu'il soit, il sera jugé par la loi d'Ypres, et les échevins auront leur part des amendes, comme dans la ville même. — Tout délinquant fugitif sera jugé par contumace, sur les terres du Temple, par les échevins d'Ypres. — Le bailli du comte de Flandre et de Hainaut procurera aux Templiers leur part du produit des amendes du délinquant, lorsqu'il possède quelque bien sur les terres du comte, et les Templiers, à leur tour, la feront obtenir au comte et aux échevins d'Ypres, si c'est un manant des Templiers qui a forfait sur les terres du comte. — Les manants des Templiers, ainsi que leurs biens, seront soumis à la loi d'Ypres, et devront être exempts, comme les bourgeois de cette ville, de

toutes coutumes onéreuses, de tailles, expéditions, tonlieux et autres exactions. — Les Templiers ne pourront accueillir sur leurs terres aucun homme du comte, demeurant dans la banlieue d'Ypres, si ce n'est avec son consentement ou par mariage, et réciproquement la ville d'Ypres. — En reconnaissance de ces privilèges, les Templiers exemptent les échevins et la ville d'Ypres des redevances que ceux-ci leur payaient à la halle d'Ypres. — Les Templiers devront avoir un aqueduc qui leur fournira de l'eau douce des fossés de la ville. — Pour le reste, les biens et héritages des manants des Templiers, situés à Ypres, seront soumis aux tailles de la ville.

Original sur parchemin, petit sceau en cire brune, très épais, avec contre-scel, pendant à des lacs de soie rouge.

Chambre des comptes à Lille, trois originaux, avec dates différentes.

Analysé sommairement dans De St-Genois, *Monuments Anciens*, p. 517, et tout au long p. 514—515, d'après un original de la même teneur.

Mentionné, sous la date de 1227, dans l'Inventaire analytique des comtes de Flandre, par le B^e J. De St-Genois, à qui nous empruntons cette analyse.

Il existe deux autres copies de ce document, données, l'une en 1275, sous le *vidimus* du frère Franco de Bort, visiteur-général de l'ordre et lieutenant du grand-maître; l'autre en 1254, sous le *vidimus* de Robert de Lille (voir sous ces dates).

XXXVI.

1225. — Ce fu fait en l'an del incarnation n^{re} Sing. mil deu cens vint et cuinc.

Traduction française du N^o précédent.

Écriture du xiii^e siècle, sur parchemin.

XXXVII.

1225. — Actum anno Domini m^o cc^o vicesimo quinto, mense novembri.

Lettres par lesquelles Jeanne, comtesse de Flandre et de Hainaut, approuve la convention précédente faite entre les échevins d'Ypres et les Templiers.

Original; sceau en cire blanche, avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

XXXVIII.

1223 (1226 n. s.). — Actum apud Ypram, in die cinerum, anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo quinto.

Lettres par lesquelles Jeanne, comtesse de Flandre et de Hainaut, autorise les échevins d'Ypres à échanger ou à délivrer, comme bon leur semble, les otages qu'ils prennent pour l'entretien des trêves parmi les habitants. — Elle les autorise également à gouverner et à tenir la ville comme ils l'ont fait auparavant. — Testes: Fideles mei Walterus de Formenselis; Willermus de Bethune; Ghillebertus de Sotteghem; Philippus Dierognan; Philippus de Nieukerka; Ghidulphus de Brugis et Johannes Lupus baillivius Yprensis.

Roodenboek f° 150 v°.

Wittenboek f° 5 r°, et traduit en flamand f° 33 v°.

XXXIX.

1226. — Actum dominica post inventionem S^{te} Crucis, anno incarnationis Dominicae millesimo ducentesimo vigesimo sexto, mense maio.

Lettres par lesquelles Jeanne, comtesse de Flandre et de Hainaut, exempte de toutes tailles les terres des

Yprois situées hors de la ville dans l'étendue de la châtellenie.

Original sur parchemin; sceau en cire verte, avec contre-scel, pendant à des lacs de soie rouge.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 1 v°, et traduit en flamand f° 33 r°. — *Zwartenboek* f° 57 r°, traduit en flamand même f°.

XL.

1226 (1227 n. s.). — Actum anno Dominicae incarnationis millesimo ducentesimo vigesimo sexto, mense januario.

Lettres par lesquelles les échevins d'Ypres déclarent que Marguerite, veuve de Lambert Voet, leur a demandé l'autorisation de convertir sa maison en hôpital (1), en y assignant un revenu annuel de cent livres, pour y établir vingt lits pour les pauvres malades. — Les échevins lui ont accordé sa demande. — Mais la dite maison étant déjà hypothéquée en garantie des dons faits par elle et son mari à la chapelle du St-Esprit, à la maison des lépreux et à l'hôpital sur la place, elle demande encore à pouvoir la racheter en donnant d'autres garanties pour les premières donations. — Les échevins y consentent, et elle hypothèque ses anciennes donations ainsi que le revenu de 100 livres pour son nouvel hôpital, sur un grand nombre de maisons dont la situation est indiquée

(1) Il s'agit de l'hospice de sainte Catherine.

dans l'acte. — Afin de ne pas faire tort à sa famille, elle assure à chacun de ses frères et sœurs, ou à leurs héritiers, une rente de sept livres; et à Adélise, sa sœur de même père et de même mère, ainsi qu'aux filles de son frère Henri, une rente de quatorze livres. — Testes: Scabini Johannes Medem, Walterus Ghima, Christianus de Thoroud, Tirricus Malgher, Tirricus de de Agro, Walterus Arbor, Michael Ruginvoet, Egidius Sapiens, Simon Halla, Huglotus Ghevod, Willelmus Croselin, Walterus Waghenare.

Original sur parchemin; sceau en cire verte, pendant à des lacs de soie verte et rouge.

XLI.

1227. — Actum apud Insulam, anno Domini m° cc° vigesimo septimo mense aprili.

Lettres par lesquelles Fernand, comte de Flandre et de Hainaut, exempte de toutes tailles les terres des Yprois situées hors de la ville, dans l'étendue de la châteltenie.

Original sur parchemin; sceau en cire verte, avec contre-scel, pendant à des lacs de soie rouge.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 2 r°.

— *Zwartenboek* f° 57 r°.

XLII.

1227 (1228 n. s.). — Actum anno Domini m° cc° vigesimo septimo, mense martio.

Lettres par lesquelles Agnès, abbesse de Messine, déclare que des difficultés, concernant le payement du tonlieu, ayant surgi entre elle et les marchands de la Flandre fréquentant la foire de Messine, ils ont, de commun accord et du consentement du comte Fernand, désigné quatre personnes pour servir d'arbitres, promettant de se conformer en tout à leur décision: ces quatre délégués, savoir Ghildulphus et Henricus Rom, échevins de Bruges, Jean Medem et Rogier de St-Jacques, échevins de Gand, ont décidé que la foire de Messine commencera le jour de St-Remi et durera dix-neuf jours. — Pendant toute la durée de la foire et jusqu'à la fête de Toussaint, les marchands, en général, ne payeront qu'un droit de quatre deniers, droit qu'on appelle *dorpinghe* ou *pertusage* (droit d'étal?), excepté les marchands de Bruges, d'Ypres, de Gand, de Furnes, de Dixmude, d'Ardenbourg, d'Oostbourg, d'Oudenbourg, de Gravelines et d'Audenarde, qui ne paieront que deux deniers. — Vient ensuite une longue énumération d'objets de toute espèce parmi lesquels on remarque le vin, les chevaux, les poulains, les porcs, les moutons, les habits de draps, les peaux de mouton et de renard, les pelleteries, la laine, les épiceries, le cuivre, l'étain, les merceries, les drogueries, les armes etc. — Droit particulier de chacun de ces objets. — Il est défendu de présenter à la foire

des draps teints. — L'abbesse prendra sous sa protection pendant toute la durée de la foire, les marchands et leurs marchandises. — Elle fera rendre justice à leurs réclamations. — L'abbesse, ainsi que le couvent, s'engagent à maintenir toutes les dispositions ci-dessus arrêtées par les arbitres.

Original sur parchemin; deux sceaux: celui de l'église de Messine, en cire verte, avec la légende *Sigillum S^{te} Mariae Mecinensis ecclesiae*, pendant à des lacs de soie verte; et celui de l'abbesse, en cire verte, pendant à des lacs de soie jaune.

Transcrit dans le *Zwartenboek* f° 168 r°, et traduit en flamand f° 146 v°.

— *Wittenboek* f° 54 v°, traduit en flamand.

XLIII.

1227 (1228 n. s.). — Datum Brugis anno Dominicae incarnationis m° cc° xxvii° mense martio in die S^{ti} Benedicti.

Lettres par lesquelles Fernand, comte de Flandre et de Hainaut, détermine la manière dont on procédera pour nommer les échevins. — Mêmes dispositions que dans la charte de Philippe de Namur de 1209, N° XXII. — Il y a en plus: Nul ne peut être échevin plus de deux années de suite. — Il faut une année d'intervalle avant de pouvoir être nommé pour la troisième fois. — Ne peuvent être échevins ensemble: père et fils,

oncle et neveu, deux cousins germains, beau-père et beau-fils.

Wittenboek f° 2 r°, et la traduction flamande f° 33 r°.

Roodenboek f° 1 v°, et traduction flamande même f°.

Imprimé dans Lambin, *Geschiedkundige onderzoekingen* etc. p. 48, mais d'une manière fautive (1).

XLV.

1227 (1228 n. s.). — Actum Brugis, anno Dominicae incarnationis m° cc° xxvii° mense martio in die S^{ti} Benedicti.

Même charte que le N° précédent.

Copie sur papier, écriture du commencement du xv^e siècle.

XLVI.

1227 (1228 n. s.). — Actum Brugis, anno Domini m° cc° vicesimo septimo, mense martio, in die sancti Benedicti.

Lettres par lesquelles Fernand et Jeanne, comte et

(1) Nous donnons cette charte à la fin de ce volume.

comtesse de Flandre et de Hainaut, abandonnent aux échevins d'Ypres tous les fossés de la ville ainsi que le droit de pêche, excepté ceux qui se trouvent entre la porte de Messine et celle du Temple. — Ils leur accordent que la foire du Temple se tiendra dorénavant à l'intérieur de la ville, à l'endroit que les échevins jugeront le plus convenable. — Si eux, ou leurs successeurs, nommaient aux fonctions de bailli d'Ypres un bourgeois de cette ville, il ne serait pas considéré comme *bourgeois d'Ypres* pendant toute la durée de ses fonctions.

Original sur parchemin, muni de deux sceaux en cire verte, avec contre-scel, pendant à des lacs de soie rouge.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 2 r°, et traduit en flamand f° 52 v°. — *Roodenboek* f° 51 v° et f° 242 r°.

XLVII.

1223. — Datum Laterani. viii kal. februarii pontificatus nostri anno primo.

Bulle du pape Grégoire IX, adressée à Marguerite, veuve de Lambert Voet. — Il approuve et confirme l'établissement de l'hôpital (de sainte Catherine) et menace de l'excommunication ceux qui pourraient y porter obstacle.

Original sur parchemin, bulle en plomb pendant à des lacs de soie rouge et jaune.

Imprimé dans nos *Analectes Yprois*, p. 27.

XLVIII.

1230. — Actum anno Domini m° ccc° tricesimo, mense maio.

Lettres par lesquelles H., prévôt de l'église de St-Martin à Ypres, fait connaître un accord fait entre son couvent et les échevins de la ville. concernant l'hôpital de Marguerite Voet (de sainte Catherine). — Le prévôt y jouira de l'autorité spirituelle. — Il fixera l'habillement des frères et sœurs, qui devront lui obéir. — Il veillera à ce qu'ils vivent d'une manière régulière et honnête. — Après la mort de Marguerite Voet, l'autorité temporelle appartiendra aux échevins. — Quand l'hôpital aura besoin de nouveaux frères ou de nouvelles sœurs, ce seront les frères et sœurs qui les choisiront eux-mêmes. — Si les nouveaux élus sont des personnes convenables, les échevins les agréeront, sinon, ils engageront les frères et sœurs à faire un autre choix. — Ni le prévôt ni les échevins ne pourront aliéner les possessions de l'hôpital, ou en employer les revenus à d'autres usages. — Le prévôt dirigera le supérieur de la maison. — Celui-ci sera choisi par les frères et sœurs. — S'il s'acquitte mal de ses devoirs administratifs, les échevins pourront le destituer sans appel.

Original sur parchemin, muni du sceau des échevins et de celui du chapitre de St-Martin, l'un et l'autre en cire verte, avec contre-scel, pendant à des lacs de soie rouge.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 252 v°. — *Geluwenboek* f° 60 v°.

LXIX.

1230. — Actum anno Domini millesimo cc° tricesimo, mense junio.

Lettres par lesquelles les échevins d'Ypres déclarent que Marguerite, veuve de Lambert Voet, a transféré à l'église de St-Martin d'Ypres, un revenu annuel de vingt livres, dont quinze sont destinées au chapelain chargé de dire journellement la messe à la chapelle de son hôpital, et les cent sols restants au sacristain de la même chapelle. Cette somme sera payée par moitié, à la fête de St-Remi et au milieu du mois de mars. Elle garantit ce revenu de vingt livres, par plusieurs propriétés dont l'emplacement est énoncé dans l'acte.

Original sur parchemin, muni du sceau des échevins d'Ypres et de celui du chapitre de St-Martin, l'un et l'autre en cire verte, avec contre-scel, pendant à des lacs de soie rouge.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 166 v° et 255 r°.
— *Geluwenboek* f° 61 r°.

L.

1230. — Actum anno incarnationis millesimo ducentesimo tricesimo mense julio.

Ordonnance des échevins d'Ypres contre le rapt. Celui qui enlèvera une jeune fille encore sous la tutelle de son père, de sa mère ou d'un tuteur quelconque, sera mis hors la loi, et deviendra incapable d'hériter des biens de son père, de sa mère ou de toute autre personne de sa parenté. — Si la jeune fille est majeure et si elle a consenti à son enlèvement, elle deviendra également incapable d'hériter. — Si elle est mineure, elle ne perdra pas ses droits à l'héritage, mais son séducteur sera condamné à mort (*caput suum amittet*). — La même peine sera infligée à celui qui, dans l'étendue de l'échevinage, recevra la jeune fille chez lui en lui donnant asile pendant la nuit.

Original sur parchemin; sceau en cire verte, avec contre-scel, pendant à des lacs de soie rouge.

Transcrit dans le *Roodenboek* f° 240 r°.

I.I.

1231. — Actum anno Domini m^o cc^o tricesimo primo, mense septembri, in crastino beati Mathei apostoli.

Lettres par lesquelles le prévôt et le chapitre de St-Martin, d'une part, et les échevins de la ville d'Ypres, d'autre part, font connaître que des contestations s'étant élevées entre eux à l'égard de la juridiction des échevins, ils ont désigné, pour terminer ce différend, cinq arbitres, savoir: Jacques, archidiaque de la Morinie; Arnulfe, chanoine de St-Martin; Arnulfe, l'écolâtre; Gérard de Thorout et Gérard, fils de Reine, bourgeois d'Ypres; promettant de se conformer à la décision de ces arbitres, sous peine de 50 livres parisis à payer par celui qui y contreviendrait. — Ces arbitres ont décidé que la ville payera à l'église de St-Martin une rente annuelle de 42 livres monnaie de Flandre, à payer une moitié au milieu du mois de mars, l'autre à la fête de St-Remi. — Moyennant cette rente, les échevins obtiendront la juridiction sur ce qui est appelé le comté de St-Martin, situé dans la ville d'Ypres, en dehors de l'enclos de St-Martin. — Le revenu de cette propriété continuera à appartenir à l'église comme ci-devant. — Les échevins rendront la justice pour les habitants de ce comté, soit aux Halles soit dans tout autre endroit qu'ils désigneront.

Original sur parchemin, muni de huit sceaux en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge; savoir: celui du

prévôt, celui du chapitre et celui des échevins, avec contre-scel; et ceux des cinq arbitres, sans contre-scel.

Transcrit dans le *Wittenboeck* f^o 84 v^o.
— *Roodenboeck* f^o 83 v^o.

I.II.

1232 (1233 n. s.). — Apud Westm. vigesimo et tertio die januarii, anni regni nostri sexto decimo.

Lettres par lesquelles Henri, roi d'Angleterre, seigneur d'Irlande, duc de Normandie et d'Aquitaine, comte d'Angers, accorde aux marchands d'Ypres les privilèges suivants: Il les prend sous sa protection dans toute l'étendue de son royaume. — Ils pourront y séjourner et trafiquer librement, en se soumettant aux coutumes locales. — Ils ne pourront être arrêtés, non plus que leurs marchandises, pour le fait des guerres passées. — S'il y avait conflit entre les marchands étrangers et les sujets du roi, ou si une nouvelle guerre se déclarait, on ne pourrait arrêter leurs marchandises pour cette cause. — On ne pourrait non plus saisir leurs biens pour dettes d'autrui, à moins qu'ils ne se fussent constitués cautions ou qu'ils fussent eux-mêmes principaux débiteurs. — S'ils se rendent coupables d'un délit envers le roi ou envers ses sujets, ils seront justiciables devant sa cour ou devant ses baillis. — Il ordonne qu'on ne

mette pas le moindre obstacle à leur débarquement ou à leur départ.

Original sur parchemin, sceau en cire verte, imprimé des deux côtés, pendant à des rubans de soie rouge.

LIII.

1234. — Datum anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo quarto, die lune ante festum Annuntiationis Dominice.

Vidimus confirmatoire de l'accord fait entre les Templiers et les échevins de la ville d'Ypres, donné par Robert de Lille, chef des maisons de France. (Voir cet accord sous le N° XXXV).

Original; sceau très-épais en cire noire, avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

LIV.

1235. — Actum anno Domini m° cc° xxx° quinto, mense septembri.

Lettres par lesquelles Hugues, comte de Rethel, et sa femme Mabilie, comtesse de Rethel, châtelaine d'Ypres

et de Bailleul, déclarent renoncer, en faveur des échevins d'Ypres, à tous leurs droits sur le moulin situé au Briel. — Les vingt sols que leur devait Lambert Medem pour ce moulin qu'il tenait en fief, seront reportés sur son moulin en ville. — Le dit Medem renonce également à tout droit sur le moulin du Briel.

Original sur parchemin, muni des sceaux du comte et de la comtesse, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à des lacs de soie rouge.

LV.

1235. — Cest eseris fu fais en lan de incarnation m° cc° tricesimo quinto el mois de auctobre (1).

Lettres par lesquelles Hugues, comte de Rethel, et Mabilie, sa femme, comtesse de Rethel et châtelaine d'Ypres et de Bailleul, approuvent la cession du moulin du Briel fait à la ville d'Ypres par Lambert le Mede. — Les vingt sols qu'il leur devait pour le moulin du Briel qu'il tenait en fief, seront reportés sur son moulin en ville.

Original; muni des sceaux du comte et de la comtesse, en cire blanche, pendant à double queue de parchemin.

(1) C'est la plus ancienne charte française des archives d'Ypres.

LVI.

1235 (1236 n. s.) — Actum anno Domini M° CC° tricesimo quinto
feria quinta post Epiphaniam.

Lettres par lesquelles Marguerite, dame de Dampierre, déclare qu'à la demande de sa sœur Jeanne, comtesse de Flandre et de Hainaut, elle se constitue caution, elle et tous ses biens, envers les échevins d'Ypres, pour leur assurer la somme de 2628 livres parisis et une autre somme de 1808 livres que la comtesse a reçues de Gérard Bertrand et de ses compagnons, et pour lesquelles les échevins d'Ypres ont répondu. — Elle s'engage à rembourser le tout aux échevins, si sa sœur restait en défaut de satisfaire aux clauses mentionnées dans les lettres qu'elle a données à cet égard.

Original; sceau en cire blanche, presque entièrement brisé, pendant à double queue de parchemin.

LVII.

1235 (1236 n. s.). — Actum in die sancti Benedicti anno Dni
M° CC° XXXV°

Lettres par lesquelles les échevins de la ville d'Ypres

déclarent constituer en faveur de l'église de Messine une rente annuelle de quinze livres cinq sols, hypothéquée sur la Halle, et ce en échange de plusieurs petites rentes dues à cette église par quelques bourgeois de la ville. — De leur côté les chanoines de la dite église seront obligés de dire tous les ans, pendant l'octave de St-André, une messe pour la prospérité et la conservation de la ville; et, pendant l'octave des âmes, une autre messe pour les bourgeois d'Ypres trépassés.

Copie sur papier, écriture du XVIII^e siècle.

LVIII.

1235 (1236 n. s.). — Actum in die sancti Benedicti anno Domini
M° CC° XXX° quinto.

Lettres par lesquelles Agnès, abbesse de Messine, déclare remettre à la ville d'Ypres plusieurs petites rentes que ses bourgeois lui devaient, et ce en échange d'une autre rente de treize livres et six sols constituée à son avantage, hypothéquée sur la Halle d'Ypres, et payable le jour de la fête de St-André. — Tous les ans, à pareil jour, elle enverra un messenger pour toucher cet argent; si les échevins n'étaient pas en mesure de payer au jour fixé, ils seraient obligés de nourrir et d'entretenir le dit messenger jusqu'à complet payement de la rente. — Les chanoines du chapitre de Messine s'engagent de leur côté à dire annuellement, pendant l'octave de St-André,

une messe pour la prospérité et la conservation de la ville; et, pendant l'octave des âmes, une autre messe pour les bourgeois d'Ypres trépassés.

Original sur parchemin, muni du sceau de l'abbesse et de celui du couvent, l'un et l'autre en cire verte, avec contre-scel, pendant à des lacs de soie rouge.

Transcrit au *Wittenboek* f° 82 r°.

LIX.

1236. — Actum apud Gandavum, anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo sexto, mense junio.

Lettres par lesquelles Jeanne, comtesse de Flandre et de Hainaut, déclare que Michel d'Ypres, chevalier, forcé par la nécessité, a vendu aux échevins et à la commune d'Ypres 406 bonniers d'une forêt située à Pouvelde, laquelle forêt le dit Michel tenait en fief de la comtesse. — Elle approuve cette vente et transmet aux échevins cette possession dégagée de tout droit féodal et de tout droit que le prédit Michel pourrait y prétendre, sous la charge que les échevins lui offriront à elle et à ses successeurs, tous les ans, au jour de Pâques, une paire d'éperons dorés.

Original sur parchemin, sceau en cire verte, avec contre-scel, pendant à des rubans de soie rouge.

LX.

1236 (1237 n. s.). — Actum anno Domini m° cc° tricesimo sexto mense martio.

Lettres par lesquelles L., prévôt de l'église St-Martin, déclare qu'au nom du couvent il a promis aux échevins et à la commune d'Ypres de faire célébrer, une fois la semaine, le service divin dans la chapelle des lépreux, avant que ceux-ci ne fussent changés de local. — Il rappelle qu'il est autorisé à faire célébrer le service divin plus d'une fois la semaine, mais qu'il n'y est pas obligé. — Il veut que l'acte qui a été fait à cet égard soit conservé dans la nouvelle chapelle et non dans l'ancienne.

Original; muni de deux sceaux en cire verte, avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin, l'un du prévôt l'autre du chapitre.

Transcrit au *Wittenboek* f° 166 v°.

LXI.

1237. — Datum anno Domini m° cc° tricesimo septimo, feria quinta ante Nativita. beatae Virginis.

Exposé fait par les échevins d'Ypres, de plusieurs

points d'une contestation survenue entre eux et le chapitre de St-Martin, au sujet du droit de bâtir sur le terrain situé entre le couvent et la rivière l'Iper (Voir le N° suivant).

Original sur parchemin, trace d'un petit sceau en cire blanche, pendant à une simple bande.

LXII.

1237. — Actum anni Domini m° cc° tricesimo septimo mense decembri.

Lettres par lesquelles L., prévôt de St-Martin, déclare qu'une contestation s'étant élevée entre les échevins et lui, au sujet du terrain situé entre la porte du couvent et le cours-d'eau appelé l'Ipre, ils ont fait la convention suivante: Tout le terrain en question appartiendra désormais à la commune, les échevins pourront en disposer pour y construire leurs machines (probablement pour décharger les bateaux, *ingenia*) et même les couvrir de hangards, mais ils ne pourront y construire aucune habitation. — Le chapitre aura le droit de se servir de ces machines, sans payer aucune rétribution, mais il devra faire usage de ses propres cordages et de ses propres leviers. — En outre les échevins payeront au chapitre une rente annuelle, savoir onze livres et demi au 15 mars et autant au jour de la fête de St-Bavon.

Original; muni du sceau du prévôt et de celui du chapitre, l'un et l'autre en cire blanche, pendant à double queue de parchemin.

LXIII.

1241. — Actum anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo primo, mense aprili.

Lettres par lesquelles Thomas, comte de Flandre et de Hainaut, et son épouse Jeanne, accordent en toute propriété aux échevins et à la commune d'Ypres, la terre nommée vulgairement *Upstal*, située près de la ville, sous la charge que les échevins leur paieront tous les ans six deniers le jour de la fête de St-Jean. — Cette terre continuera à rester sous la justice seigneuriale du comte et de la comtesse.

Original; muni des sceaux du comte et de la comtesse, avec contre-scel, en cire blanche, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 5 v°, et traduit en flamand f° 52 r°. — *Roodenboek* f° 84 v°.

LXIV.

1241. — Actum Ipris anno Dni millesimo ducentesimo quadragesimo primo, feria sexta post festum sancti Remigii.

Lettres par lesquelles Thomas, comte de Flandre et

de Hainaut, et Jeanne, sa femme, exemptent les bourgeois d'Ypres de tout droit de tonlieu, de passage et de winage dans la ville de Lille, aussi bien pendant le temps de foire qu'autrement. — Cependant ils paieront un denier pour chaque sac de laine qu'ils feront peser; s'ils ne les font pas peser, ils ne paieront rien. — En outre ils paieront un denier s'ils font peser de la poix, de la cire, de l'alun, du poivre etc.

Original; muni de deux sceaux, celui du comte et celui de la comtesse, l'un et l'autre en cire jaune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek* f° 148 v°, et traduit en flamand f° 149 r°.

— *Wittenboek* f° 2 v°, et traduit en flamand f° 34 r°.

LXV.

1241. — Actum Ipris anno Dni millesimo ducentesimo quadragesimo primo feria sexta post festum sancti Remigii.

Même privilège que le N° précédent.

Copie sur papier, écriture du xv^e siècle.

LXVI.

1245. — Datum apud Orchies, sabbato ante Circumcisionem, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo quinto.

Lettres par lesquelles Marguerite (de Constantinople), comtesse de Flandre et de Hainaut, informe ses baillis et justiciers de la Flandre que lorsque les échevins d'Ypres ont prononcé une trêve entre deux parties, les amis des deux intéressés doivent également observer cette trêve, et, en cas de refus, doivent y être forcés par la justice de la comtesse. — Elle les invite en conséquence à prêter leur ministère chaque fois que, pour un fait semblable, ils en seront réquis par les susdits échevins.

Original sur parchemin, sceau en cire blanche, avec contre-scel, pendant à simple queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek* f° 128 recto, et traduit en flamand f° 128 v°.

— *Wittenboek* f° 3 r°, et en flamand f° 34 r°.

Ces trois transcriptions portent par erreur la date de 1241.

LXVII.

1245 (1246 n. s.). — Datum anno Domini m° cc° quadragesimo quinto mense martio.

Lettres par lesquelles Jean et Baudouin d'Avesnes, Guillaume, Guy et Jean de Dampierre, fils de Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, informent les échevins d'Ypres qu'ils ont déferé leur différend concernant la succession de leur mère, à l'arbitrage du roi de France et du cardinal Eudes, évêque de Tusculum, légat du St-Siège, ou à son défaut, de Robert d'Artois, frère du roi. — Ils leur transcrivent le contenu du compromis, daté de Paris, mois de janvier 1245, dont les clauses principales sont les suivantes: Les arbitres décideront si toutes les possessions de leur mère Marguerite doivent être assignées à un seul ou si elles seront partagées? — Si l'un des comtés doit être donné à l'une des branches et l'autre à l'autre branche? — Il est convenu que si le comté de Flandre était assigné à l'un des frères et que celui-ci voulait concéder des terres dans ce comté à ses autres frères, ces derniers les tiendraient en fief du possesseur principal, et lui en feraient hommage d'après les coutumes du pays. — Même disposition pour le comté de Hainaut. — Il est convenu également que si l'un d'eux venait à mourir sans laisser des enfants, sa succession passerait à ses frères, ou, à défaut de frères, à ses sœurs de même père. — A défaut de l'évêque de Tusculum, le comte d'Artois, frère du roi, siègera comme arbitre, et la décision qui sera prise

aura la même valeur que si l'évêque l'avait prononcée lui-même. — Ils ne pourront soulever aucune réclamation contre la décision, ni se troubler dans la possession des parts qui leur seront assignées. — Le roi a promis d'admettre à la prestation, comme héritier présomptif du comté de Flandre, celui auquel les arbitres assigneront ce comté. — Il est bien entendu que, nonobstant la décision à intervenir, la comtesse Marguerite restera, sa vie durant, en possession des deux comtés et les administrera comme elle le jugera convenable. — Cependant elle ne pourra concéder à aucun de ses fils des terres, ou des parties de terres, autres que celles qui leur seront assignées par les arbitres. — En conséquence de ce qui précède, les cinq fils de Marguerite prient les échevins d'Ypres de leur délivrer des lettres de promesses, et de jurer sur les saintes Évangiles, qu'ils reconnaîtront comme souverain légitime de la Flandre, celui que les arbitres désigneront. — Ils donnent la formule de la déclaration qui leur doit être faite.

Original. muni des sceaux des cinq fils de Marguerite. — Celui de Jean d'Avesnes est seul pourvu d'un contre-scel. — Ils sont en cire blanche, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek* f° 507 et suivantes.

LXVIII.

1245 (1246 n. s.) — Actum anno Domini m° cc° quadragesimo quinto, mense martii

Lettres par lesquelles Jean et Baudouin d'Avesnes, Guillaume, Guy et Jean de Dampierre, fils de Marguerite, déclarent que, à leur demande et à celle de leur mère, et de l'autorisation du roi de France, les échevins d'Ypres leur ont donné des lettres de promesse et ont juré sur les saintes Évangiles de reconnaître comme souverain légitime de la Flandre celui d'entr'eux que le roi de France et l'évêque de Tusculum désigneront. — De leur côté, ils promettent qu'ils n'exigeront des dits échevins aucun service, aucun secours, avant que celui qui sera élu n'aura rempli toutes les obligations auxquelles sont soumis les comtes de Flandre.

Original, muni des sceaux des cinq fils de Marguerite, sceaux en cire blanche, pendant à double queue de parchemin; celui de Jean d'Avesnes est seul pourvu du contre-scel.

Imprimé dans Warnkœnig, *Histoire de Flandre*, tome 1, pag. 555, traduit. de Gheldolf, mais d'une manière fautive.

LXIX.

1246 (1247 n. s.). — Datum Lugduni iii non. januarii, pontificatus nostri anno quarto.

Bulle du pape Innocent IV, par laquelle il informe les échevins d'Ypres que déjà il avait défendu de lancer l'excommunication contre des corps entiers, afin que l'innocent ne fut puni en même temps que le coupable, et qu'il avait prescrit de la fulminer personnellement contre ceux qui avaient méfait. Il leur dit qu'à leur prière il vient de renouveler cet ordre, surtout pour ce qui concerne la commune d'Ypres.

Original sur parchemin, bulle en plomb pendant à des lacs de soie jaune et rouge.

Transcrit au *Wittenboek* f° 87 r°.

LXX.

1246 (1247 n. s.). — Datum Lugduni xii kal. marcii, pontificatus nostri anno quarto.

Bulle du pape Innocent IV, adressée à Clément, chanoine de l'église de St-Pierre de Douay. — Les échevins et la commune d'Ypres se sont plaints que

LXVIII.

1245 (1246 n. s.) — Actum anno Domini M^o CC^o quadragesimo quinto, mense martii.

Lettres par lesquelles Jean et Baudouin d'Avesnes, Guillaume, Guy et Jean de Dampierre, fils de Marguerite, déclarent que, à leur demande et à celle de leur mère, et de l'autorisation du roi de France, les échevins d'Ypres leur ont donné des lettres de promesse et ont juré sur les saintes Évangiles de reconnaître comme souverain légitime de la Flandre celui d'entr'eux que le roi de France et l'évêque de Tusculum désigneront. — De leur côté, ils promettent qu'ils n'exigeront des dits échevins aucun service, aucun secours, avant que celui qui sera élu n'aura rempli toutes les obligations auxquelles sont soumis les comtes de Flandre.

Original, muni des sceaux des cinq fils de Marguerite, sceaux en cire blanche, pendant à double queue de parchemin; celui de Jean d'Avesnes est seul pourvu du contre-scel.

Imprimé dans Warnkœnig, *Histoire de Flandre*, tome 1, pag. 555, traduit, de Gheldolf, mais d'une manière fautive.

LXIX.

1246 (1247 n. s.). — Datum Lugduni iii non. januarii, pontificatus nostri anno quarto.

Bulle du pape Innocent IV, par laquelle il informe les échevins d'Ypres que déjà il avait défendu de lancer l'excommunication contre des corps entiers, afin que l'innocent ne fut puni en même temps que le coupable, et qu'il avait prescrit de la fulminer personnellement contre ceux qui avaient méfait. Il leur dit qu'à leur prière il vient de renouveler cet ordre, surtout pour ce qui concerne la commune d'Ypres.

Original sur parchemin, bulle en plomb pendant à des lacs de soie jaune et rouge.

Transcrit au *Wittenboek* fo 87 r^o.

LXX.

1246 (1247 n. s.). — Datum Lugduni xii kal. marci, pontificatus nostri anno quarto.

Bulle du pape Innocent IV, adressée à Clément, chanoine de l'église de St-Pierre de Douay. — Les échevins et la commune d'Ypres se sont plaints que

le doyen de la chrétienté et plusieurs autres ecclésiastiques de cette ville accablent injustement les habitants en exigeant des fortes sommes, et même en les injuriant. Il le prie de se rendre sur les lieux pour s'informer de ces faits, y remédier, et faire observer sa décision par les censures ecclésiastiques.

Wittenboeck f° 91 r°.

LXXI.

1246 (1247 n. s.). — Datum Lugduni x kalend. aprilis pontificatus nostri anno quarto

Bulle du pape Innocent IV, adressée à l'évêque de la Morinie. — Les échevins d'Ypres se sont plaints que s'il arrive à un de leurs bourgeois d'être excommunié pour un fait quelconque, il refuse de laisser administrer les sacrements à la femme et à la famille de l'excommunié. — Il l'informe qu'il a désigné Gérard de Marege, chanoine de Tournay, pour examiner ces plaintes, pour entendre qui de droit, et pour prendre une décision conformément aux lois canoniques.

Original sur parchemin, bulle en plomb pendant à une corde.

Transcrit au *Wittenboeck* f° 89 v°.

LXXII.

1246 (1247 n. s.). — Datum Lugduni, x kal. aprilis, pontificatus nostri anno quarto.

Bulle du pape Innocent IV à Gérard de Marege, chanoine de Tournay. — Il l'invite à se rendre à Ypres pour s'assurer si l'évêque de la Morinie est réellement coupable des abus mentionnés dans le N° précédent.

Wittenboeck f° 90 r°.

LXXIII.

1246 (1247 n. s.). — Datum Lugduni, v kal. martii, pontificatus nostri anno quarto.

Bulle du pape Innocent IV, adressée à l'évêque de la Morinie. — Les échevins d'Ypres lui ont fait connaître que s'il arrive à un de leurs bourgeois d'être accusé d'adultère, l'official, le doyen et d'autres ecclésiastiques lui extorquent (*exigent et extorquent*) une certaine somme d'argent, quand même il n'est ni convaincu du fait ni condamné. — Il l'invite à rappeler ces ecclésiastiques à leur devoir, et à employer au besoin contre eux les censures ecclésiastiques.

Original sur parchemin, bulle en plomb pendant à une corde.

Transcrit au *Wittenboeck* f° 90 v°.

LXXIV.

1247. — Datum Lugduni, xi kal. maii, pontificatus nostri anno quarto.

Bulle du pape Innocent IV, par laquelle il informe les échevins d'Ypres qu'il a ordonné qu'aucun légat ne peut, sans son autorisation spéciale, fulminer l'excommunication contre eux ou contre la commune d'Ypres.

Original sur parchemin, bulle en plomb,
pendant à des lacs de soie rouge et jaune.

Transcrit au *Wittenboek* f° 90 r°.
— *Geluwenboek* f° 20 v°.

LXXV.

1247. — Datum Lugduni, xi kal. junii, pontificatus nostri anno quarto.

Bulle du pape Innocent IV, adressée à l'évêque de la Morinie. — Les échevins d'Ypres lui ont exposé que leur ville contient à peu près 200,000 habitants, et qu'il ne s'y trouve que quatre églises paroissiales, ce qui est insuffisant pour la population; ils demandent donc de pouvoir augmenter le nombre des églises et des chanoines. — Ils lui ont signalé aussi plusieurs abus qui existent

par rapport aux fiançailles, aux mariages, aux enterrements etc. en le priant de vouloir y remédier. — Ils ont demandé également l'autorisation de moudre leur grain le dimanche et les jours de fête, vu que les jours de la semaine ne suffisent pas pour pourvoir à la nourriture d'une si grande quantité de personnes. — Le Saint Père invite l'évêque à examiner leurs plaintes et leurs demandes, et à lui adresser un rapport, afin qu'il puisse décider de tout avec connaissance de cause.

Original sur parchemin, bulle en plomb,
pendant à une corde.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 88 v°.
— *Geluwenboek* f° 20 r°.

Imprimé dans nos *Analectes Yprois*, p. 49.

LXXVI.

1249. — Datum anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo nono, mense octobri.

Lettres par lesquelles le prévôt et le chapitre de St-Martin déclarent qu'une contestation s'étant élevée entre eux et les échevins de la ville d'Ypres au sujet des dîmes des légumes et autres fruits des terres situées dans les limites des paroisses d'Ypres, ils ont, par l'entremise de plusieurs personnes sages et prudentes, fait la convention qui suit, à savoir que, excepté du foin, le dit chapitre aura droit aux dîmes de tous les

légumes et de tous les fruits récoltés sur les terres suivantes (suit une très longue énumération de terres avec indication de leur situation, et du nom du propriétaire et de l'occupateur). — Cependant ils ne pourront lever les dîmes sur les légumes que les bourgeois cultivent pour leur propre consommation.

Original, avec lettres ornées et coloriées, muni du sceau du prévôt et de celui du chapitre, l'un et l'autre en cire verte, avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Geluwenboeck* f° 10^{ro} et suivants.

LXXVII.

1250 (1251 n. s.). — Datum Laterani xvii kal. aprilis pontificatus nostri anno quarto decimo (1).

Bulle du pape Innocent IV, adressée aux archevêques, évêques, abbés, prieurs, doyens, archidiaques et autres prélats. — Il leur déclare qu'il a pris les Templiers sous sa protection, et les invite à faire connaître à leurs paroissiens qu'ils ont à se garder de prélever aucune taxe,

(1) *Anno quarto decimo* est nécessairement une erreur de copie, car le pape Innocent IV ne regna que onze ans, cinq mois et quelques jours. Élu pape le 24 juin 1243, il mourut le 7 décembre 1254; à moins qu'on ne reporte cette pièce à Innocent III, qui fut élevé au pontificat le 8 ou 9 janvier 1198 et mourut le 16 juillet 1216. Il faudrait alors lui donner la date de 1211.

aucun droit de tonlieu ou de passage sur les victuailles, bestiaux ou autres objets appartenant aux Templiers ou destinés à leur usage. — Ceux qui contreviendront à cette défense, seront excommuniés, et leurs terres, s'ils en possèdent, seront mises en interdit.

Copie sur papier, d'après un *vidimus* délivré par Jean, seigneur de Folleville, conseiller du roi et garde de la prévôté de Paris, du 15 novembre 1591.

Cette bulle et celle mentionnée au N° suivant se trouvent sous le même *vidimus*.

LXXVIII.

1250 (1251 n. s.). — Datum Lugduni nono kalendas aprilis pontificatus nostri anno octavo.

Bulle du pape Innocent IV, adressée au chantre de l'église de Sens. — Les frères du Temple lui ont exposé que les archidiaques et les doyens établis en France, soit par eux-mêmes soit par leurs officiaux, les attirent, ainsi que les manans de leurs terres, devant la juridiction ecclésiastique et leur font amender leurs fautes par des peines pécuniaires plutôt que par une autre pénitence quelconque. — Le Saint Père trouve qu'il n'est pas convenable que ceux qui ont pour mission de recueillir les aumônes pour la défense de la Terre sainte, soient frappés dans leurs biens ou dans leurs possessions. — Il lui ordonne en conséquence de défendre aux archi-

diacres et aux doyens ainsi qu'aux officiaux, et ce par la censure ecclésiastique, d'infliger dorénavant pareilles punitions aux chevaliers du Temple ou à leurs manans, et de leur prescrire de respecter les biens de ces chevaliers. — Il a donné les mêmes ordres aux archevêques, évêques, comtes, vicomtes, barons et à tous ceux qui sont en possession d'une justice séculière quelconque, en leur prescrivant de s'y soumettre sous peine d'excommunication. — Les détenteurs des biens ou possessions des Templiers seront considérés par lui comme malfaiteurs, et comme tels, excommuniés jusqu'à restitution. — Il défend également à chacun de se porter à des violences sur les personnes ou les biens de ces frères. — Il leur accorde ces privilèges à cause de l'état de besoin dans lequel se trouve la Terre sainte.

Copie sur papier, d'après un *vidimus* délivré par Jean, seigneur de Folleville, conseiller du roi et garde de la prévôté de Paris, du 15 novembre 1391. — Écriture du XIV^e siècle.

LXXIX.

1251. — Actum anno Domini m^o cc^o quinquagesimo primo, mense junio.

Lettres par lesquelles Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, promet aux échevins de faire approfondir le canal entre Nieuport et Ypres, et d'y faire placer des portes et des écluses de manière à le rendre navigable.

— Elle se réserve à elle et à ses successeurs le droit de statuer sur tous les changements ou améliorations qu'on voudra y faire dans la suite.

Original; le sceau qui pendait à double queue de parchemin est arraché.

Transcrit dans le *Wittenboek* f^o 15 v^o, et par traduction flamande f^o 56 r^o.

— *Geluwenboek* f^o 245 r^o, et traduit en flamand f^o 263 v^o.

LXXX.

⁵¹
1215. — Che fu fait en lan del incarnation m^o cc^o cinquante un au le samedi devant l'entrée d'aoust.

Ordonnance de Baudouin de Bailleul, chevalier, bailli de Flandre, prescrivant que le canal depuis Knocke jusqu'à l'*Overdragt* de Steenstraete, doit avoir une largeur de quatre verges, et que la profondeur doit être au moins égale à celle de la grande écluse sur l'Yser près de Nieuport.

Original, sceau en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

LXXXI.

1251. — Datum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo primo Dominica ante beati Dyonsii.

Lettres par lesquelles Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, engage Henri, frère convers de l'abbaye des Dunes, et les autres moines à employer leur influence pour faire obtenir aux échevins d'Ypres l'autorisation de prendre à leurs frais une verge de terre le long du canal et de chaque côté, depuis Knocke jusqu'à l'*Overdragt* de Steenstraete.

Original; sceau de la comtesse, avec contre-scel, en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* fo 15 v^o, et par traduction flamande fo 56 r^o.

LXXXII.

1251 (1252 n. s.). — Actum anno Domini m^o cc^o quinquagesimo primo feria sexta ante Letare.

Lettres par lesquelles Baudouin de Bailleul, chevalier, déclare que Chrétien, bailli de Furnes, frère Thomas, moine des Dunes, et Egide, châtelain de Dixmude, ont reconnu, en sa présence, avoir reçu des échevins

d'Ypres une somme de six mille livres monnaie de Flandre, pour être employée au creusement du canal entre Ypres et le Brouck.

Original; sceau en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

LXXXIII.

1252 (1253 n. s.). — Datum Perusii xviii kal. februarii pontificatus nostri anno decimo.

Bulle du pape Innocent IV, adressée aux échevins et à la commune de la ville d'Ypres. — Il approuve et confirme tous leurs privilèges et coutumes.

Original sur parchemin, bulle en plomb, pendant à des lacs de soie rouge et jaune.

Transcrit dans le *Wittenboek* fo 91 v^o.
— *Geluwenboek* fo 24 r^o.

LXXXIV.

1252 (1253 n. s.). — Datum Perusii iii kal. februarii pontificatus nostri anno decimo.

Bulle du pape Innocent IV, adressée au prévôt et au

chapitre de St-Martin d'Ypres, et à tous les ecclésiastiques de la même ville. — Il leur exprime son indignation de ce qu'il a appris, par le rapport des échevins, qu'ils exigent certaines sommes d'argent pour les relevailles, les bénédictions nuptiales, les enterrements et pour l'administration d'autres sacrements. — Cette manière de faire est une exaction déshonnête et intolérable, et il leur fait les défenses les plus formelles de rien recevoir, si ce n'est ce que les fidèles offriront de leur propre mouvement.

Original sur parchemin; bulle en plomb,
pendant à une corde.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 91 v°.

LXXXV.

1252 (1253 n. s.). — Datum Perusii III kal. februarii pontificatus nostri anno decimo.

Bulle du pape Innocent IV, adressée à l'évêque de la Morinie. — Même contenu que le N° précédent. — Il l'informe en outre des défenses qu'il a fait aux ecclésiastiques de la ville, et le prie de ne pas permettre que les échevins ou bourgeois d'Ypres soient en aucune manière molestés à cet égard, et d'employer au besoin la censure ecclésiastique.

Original sur parchemin; bulle en plomb,
pendant à une corde.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 92 r°.

LXXXVI.

1252 (1253 n. s.). — Datum Perusii v Id. februarii pontificatus nostri anno decimo.

Bulle du pape Innocent IV, adressée au doyen et à l'official de la grande église de St-Géry de Cambray. — Les échevins d'Ypres lui ont fait connaître que le prévôt et le chapitre de l'église de St-Martin de leur ville prétendent avoir obtenu du saint Siège un indult en vertu duquel il est défendu de tenir en ville des écoles sans leur autorisation spéciale. — Que cependant quelques écoles se sont ouvertes sans leur consentement, que les échevins et d'autres bourgeois y ont envoyé leurs enfants, et que, pour ce fait, le prévôt et le chapitre, profitant de la présence en cette ville de l'archidiacre de Tournai, ont fait lancer contre eux les sentences d'excommunication, quoique la juridiction de cet archidiacre ne s'étende pas jusqu'à là. — Ils ont, en conséquence, prié le saint Père de vouloir bien remédier à cet état de choses. — Le saint Père prie le doyen et l'official de Cambrai de vouloir entendre les deux parties, et de décider sur cette question, sans aucun appel, en employant les censures ecclésiastiques pour faire respecter et maintenir leur décision.

Original sur parchemin; bulle en plomb,
pendant à une corde.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 91 r°.

Analysé dans Warnkœnig, tom. II, p. 578—579, et reproduit

par MM. Stallaert et Van der Haegen, dans leur mémoire sur
l'Instruction publique au moyen-âge, couronné par l'académie royale
de Belgique en 1850.

LXXXVII.

1253. — Datum anno Domini m^o cc^o l^o tercio, feria quinta post
festum omnium Sanctorum.

Lettres par lesquelles le prévôt et le chapitre de l'église
de St-Martin d'Ypres déclarent que des contestations
s'étant élevées entre eux, d'une part, et l'avoué et les éche-
vins de la ville, d'autre part, au sujet de la collation et du
régime des écoles de la ville, il a été convenu à l'amiable,
par l'intervention de personnes sages, de ce qui suit:
1^o Il y aura trois grandes écoles à Ypres, dont la collation
appartiendra au chapitre, et dont chacune sera conférée
à un professeur spécial, chargé de donner lui-même le
cours. — 2^o Ces professeurs ne pourront exiger d'aucun
écolier au-delà de dix sols. — 3^o Ils ne pourront rien
exiger des élèves ni pour la paille, ni pour les jones
(plumes?), ni pour l'encre, ni pour aucune autre chose.
— 4^o Ils ne pourront ni accepter une partie du pain
des élèves, ni leur imposer des tailles. — 5^o Tout bour-
geois pourra faire instruire chez lui ses enfants ou ceux
de sa famille, demeurant avec lui, par tel clerc qu'il
voudra, pourvu qu'il n'y admette point d'élèves étrangers.
— 6^o Chacun pourra tenir des écoles inférieures où l'on
pourra enseigner jusqu'à *ad Catonem*, sans avoir demandé

ni obtenu la licence du chapitre ou de l'avoué et des
échevins. — 7^o Les professeurs ne pourront, tant qu'ils
sont en exercice, servir d'avocats au chapitre contre la
ville, ni réciproquement. — Vient ensuite une conven-
tion sur plusieurs autres points également en litige, mais
étrangers aux écoles, savoir: 1^o Le prévôt et le chapitre
ne pourront s'arroger aucun droit sur les cierges, appelés
vulgairement *stallighte*, avec lesquels on accompagne les
morts aux églises. Cependant quand on les leur offrira
volontairement, ils pourront les accepter. — 2^o Les mar-
guilliers (*kercmagistri*), dans chaque église, seront choisis
par l'avoué et les paroissiens. — 3^o Ces marguilliers seront
responsables de tous les ornements d'église, et si, par
leur négligence, quelqu'un de ces objets vient à s'égarer,
ils devront en rembourser la valeur à l'église. — Le
prevôt et le chapitre ont juré d'observer et de faire
observer scrupuleusement tout ce qui précède.

Original; muni de deux sceaux en cire brune,
avec contre-seel, celui du prévôt et celui
du chapitre. Ces deux sceaux, pendant
à double queue de parchemin, sont en
partie brisés.

Transcrit dans le *Geluwenboek* f^o 23 v^o.

Analysé en partie dans Warnkœnig, tome II, p. 379, et reproduit
par MM. Stallaert et Van der Haegen, dans leur mémoire sur
l'Instruction publique au moyen-âge, couronné par l'académie royale
de Belgique en 1850.

LXXXVIII.

1253. — Datum apud Valencen. in vigilia Natal. Domini, anno incarnationis ejusdem M° CC° LIII°.

Lettres par lesquelles Charles d'Anjou, fils du roi de France (Louis VIII), informe les échevins d'Ypres qu'il leur envoie Bertrand de Maula (?), chevalier, et M^{re} Jean de Costes, afin de demander et de recevoir leur assentiment et leur serment. — L'un de ces deux députés est chargé de déposer, en son nom, entre leurs mains le serment qu'il leur doit (1).

Wittenboek f° 10 r°.

LXXXIX.

1254. — Actum anno Domini M° CC° quinquagesimo quarto, sexta feria ante festum omnium Sanctorum.

Vidimus des lettres de Philippe-Auguste, roi de France, de l'an 1193 (voir le N° XV), délivré par Th. archevêque de Reims.

Original sur parchemin, muni du sceau de l'archevêque, avec contre-scel en cire brune, pendant à des lacs de soie rouge.

(1) Il s'agit ici de la donation du Hainaut faite par Marguerite de Constantinople à Charles d'Anjou, frère de S. Louis, roi de France.

XC.

1256. — Actum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo sexto mense aprili.

Lettres par lesquelles Baudouin, prévôt de l'église de St-Martin d'Ypres, reconnaît avoir reçu de Christine, veuve de Lambert Stallin, une somme de cent livres monnaie d'Artois, et des paroissiens de l'église de Notre-Dame du Briel, cinquante livres de la même monnaie, à l'effet d'acheter les rentes nécessaires pour faire desservir une chapelle dans la dite église. — A la demande de la comtesse de Flandre et des paroissiens de l'église du Briel, il s'engage à faire desservir la dite chapelle, par un des chanoines de St-Martin, qui y célébrera le service divin tous les jours de l'année, savoir depuis la fête de St-Remy jusqu'à Pâques, au point du jour; et depuis Pâques jusqu'à la fête de St-Remy, avant le lever du soleil.

Original sur parchemin, muni du sceau du prévôt et de celui du chapitre, l'un et l'autre avec contre-scel en cire brune, pendant à des lacs de soie rouge, verte et pourpre.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 167 r°.

XCI.

1256 (1257 n. s.). — Datum anno Domini m^o cc^o quinquagesimo sexto, feria quinta post octav. Epiphaniae Domini.

Lettres par lesquelles le prévôt et le chapitre de St-Martin d'Ypres, déclarent qu'un accord a été fait entre eux, d'une part, et l'avoué et les échevins de la ville, d'autre part, d'après lequel il est convenu que le chapitre fera construire un escalier conduisant du dortoir au cloître, et un second escalier conduisant du dortoir aux nouvelles constructions. — Ces escaliers seront couverts d'un treillage un peu plus élevé que la hauteur d'un homme. — Ils construiront également entre les anciens bâtiments et les nouveaux, un mur sans portes, de manière à ne diminuer ni les chapelles de la Sainte-Vierge et de St-Jean, ni le cloître. — Ils déterminent ensuite quelques autres constructions à effectuer.

Original sur parchemin, muni du sceau du prévôt et de celui du chapitre, l'un et l'autre avec contre-scel, pendant à des lacs de soie rouge.

Transcrit dans le *Geluwenboek* f^o 11 r^o.

XCII.

1256 (1257 n. s.). — Actum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo sexto, mense februario.

Lettres par lesquelles Hugues d'Aubigny, châtelain d'Ypres et de Bailleul, confirme la vente d'un moulin situé au Briel, faite par Statin Medem aux échevins de la ville. Il approuve aussi la vente d'un autre moulin situé au milieu de la ville, près de la maison de Guillaume Scaf; mais les échevins lui paieront pour ces deux moulins un cens annuel de cinquante sols, payable le troisième jour après la nativité de S. Jean-Baptiste.

Original sur parchemin, sceau en cire jaune avec contre-scel, pendant à des lacs de soie rouge.

(Voir les N^{os} XXVI, LIV et LV).

XCIII.

1256 (1257 n. s.). — Datum Ipris anno Domini m^o cc^o l^o sexto mense martio.

Lettres par lesquelles les échevins et la communauté de la ville d'Ypres déclarent qu'ils ne soutiendront en

aucune manière ceux qui porteront atteinte au traité de paix conclu entre Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, et son fils Gui, comte de Flandre, d'une part, et Florent, tuteur de Hollande, et son neveu Florent, d'autre part.

Vidimus donné par Marguerite et son fils sous la date du mois d'avril 1256 (1257 n. s.). Original, muni des sceaux de la comtesse et du comte, avec contre-scel, en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

Le traité de paix entre Marguerite et Florent, en date du 15 octobre 1256, se trouve dans Kluit, *Codex diplomaticus*, t. II, pars. 2, f° 681 et seq.

Imprimé dans Warnkœnig (pour la ville de Gand), t. II, p. 457.

Analysé dans l'*Inventaire des Archives de Gand*.

XCIV.

1257. — Datum Viterbii idus novembris, pontificatus nostri anno tertio.

Bulle du pape Alexandre IV, adressée à l'évêque, au doyen et à l'archidiacre d'Arras. — Il les informe qu'il est parvenu à sa connaissance que le prévôt et le chapitre de St-Martin d'Ypres, ainsi que leurs prédécesseurs, ont porté le plus grand préjudice aux intérêts de leur monastère, en concédant à des clercs, à la commune d'Ypres et à d'autres laïcs, non seulement pour un long

espace de temps mais aussi à vie, des dîmes, des revenus, des fôrets, des moulins, des droits de juridiction et autres possessions de leur monastère. — Comme c'est de son devoir de soutenir les couvents lésés dans leurs intérêts, il leur ordonne de s'informer quels sont les biens ou possessions qui ont été aliénés de cette manière, et de les faire rentrer entre les mains de leurs anciens possesseurs, nonobstant les lettres de renonciation qui peuvent avoir été faites. — Ils emploieront les censures ecclésiastiques pour y forcer les récalcitrants, mais ils ne pourront lancer ni excommunication ni interdit sur la commune d'Ypres, sans son ordre formel.

Wittenboek f° 95 r°.

XCV.

1257. — Actum anno Domini M° CC° L° VII° mense novembri.

Lettres par lesquelles Baudouin, prévôt de l'église de St-Martin d'Ypres, déclare que, pour mettre fin aux contestations qui se sont élevées entre lui, d'une part, et l'avoué et les échevins de la ville, d'autre part, au sujet des cierges employés pour les cérémonies appelées *kercganc*, ils étaient convenus de désigner chacun deux arbitres, auxquels on exposerait la question, promettant, de part et d'autre, de se soumettre à leur décision arbitrale. — Le prévôt et le chapitre ont désigné Michel de Thourout et Walter Croeselin; l'avoué et les échevins

ont choisi Jean, doyen de St-Martin, et le chanoine Arnulphe. — Ces arbitres, après avoir examiné le tout, ont décidé que lorsque les fiancés se présenteront à l'église pour contracter mariage, après la messe, la nouvelle épouse devra être reconduite avec des cierges.

Original, muni du sceau du prévôt et de celui du chapitre, l'un et l'autre avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Gelucenboek* f° 11 v°.

XCVI.

1257 (1258 n. s.). — Datum Viterbii nonas januarii, pontificatus nostri anno quarto.

Bulle du pape Alexandre IV, adressée à l'évêque, au doyen et à l'archidiacre d'Arras. — Le prévôt et le chapitre de l'église de St-Martin d'Ypres lui ont exposé que la population de cette ville, dont ils ont charge d'âme, s'élève à plus de 40,000 habitants. — Que la plupart des revenus et ressources du couvent consistent en offrandes, oblations et aumônes faites par les fidèles, et que c'est presque leur seul moyen d'existence. — Que nonobstant, les échevins et les jurés de la dite ville, au grand préjudice du susdit chapitre, ont publié des ordonnances tendant à détourner les fidèles de ces offrandes et aumônes, de sorte que le zèle de leurs

paroissiens en est considérablement affaibli. — Ils l'ont en conséquence prié de vouloir intervenir pour engager lesdits échevins à retirer ces ordonnances et à ne plus porter atteinte à la liberté des offrandes. — Le saint Père prie l'évêque, le doyen et l'archidiacre susdits, d'informer cette affaire, de décider ce qui sera juste et d'employer les censures ecclésiastiques pour faire respecter leur décision. — Cependant ils ne pourront lancer ni excommunication ni interdit contre la commune d'Ypres sans son autorisation spéciale.

Wittenboek f° 92 r°.

XCVII.

1257 (1258 n. s.). — Datum Viterbii, xiii kal. martii, pontificatus nostri anno quarto.

Bulle du pape Alexandre IV, adressée au prévôt de l'église de Notre-Dame de Bruges. — Le prévôt et le chapitre de l'église de St-Martin d'Ypres lui ont fait connaître que dans les paroisses où ils ont le droit de percevoir les dîmes, plusieurs laïcs des diocèses de Tournai, de la Morinie et d'Arras refusent de leur payer celles du lin et des fruits des arbres. — Ils lui ont demandé qu'il veuille bien statuer à cet égard. — Le saint Père prie en conséquence le prévôt de Notre-Dame susdit, d'examiner cette contestation, d'entendre les deux

parties, de décider en dernier ressort et d'employer les censures ecclésiastiques pour faire respecter sa décision.

Original sur parchemin, bullo en plomb,
pendant à une corde.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 95 r°.
— *Geluwenboek* f° 26 r°.

XCVIII.

1257 (1258 n. s.). — Datum Viterbii iii nonas martii pontificatus
nri anno quarto.

Bulle du pape Alexandre IV, par laquelle il prend sous sa protection le couvent de Sainte-Claire de Langhemarc. — Il fait à l'abbesse et aux religieuses les prescriptions suivantes: Elles suivront la règle de S. Benoit et l'institution des recluses de S. Damien. — Il confirme toutes les possessions du couvent et approuve toutes les donations qui leur ont été faites ou qui leur seront faites à l'avenir par les empereurs, rois, princes, comtes etc. — Parmi les possessions qu'il approuve, il cite surtout le couvent qu'elles occupent, avec toutes ses dépendances, vignes, terres, prairies, pâturages, bois, eaux, moulins, chemins etc. — Il leur permet d'admettre dans leur communauté des personnes libres qui veulent renoncer au monde. — Après sa profession, aucune sœur ne pourra quitter le couvent. — Si une sœur venait à en sortir, personne ne pourrait lui donner

asile. — Aucun ecclésiastique ne peut rien exiger d'elles, sous prétexte de consécration d'autel, pour les huiles saintes, ou pour l'administration d'un sacrement quelconque. — L'évêque diocésain doit leur administrer le tout sans frais. — Si le siège diocésain était vacant, elles pourraient recevoir les sacrements d'un évêque voisin, mais sans préjudice pour l'avenir. — Si le pays était frappé d'interdit, elles pourraient faire célébrer dans leur couvent tous les services divins, mais avec les portes fermées, sans sonner les cloches et sans y admettre qui que ce soit, et pourvu toutefois qu'elles ne soient pas la cause de l'interdit. — Après le décès de la supérieure, les religieuses choisiront elles-mêmes, à la pluralité des voix, leur nouvelle abbesse. — Voulant pourvoir à leur surêté et à leur tranquillité, il ordonne à tous de respecter leur asile, et défend de voler, d'incendier, de verser le sang, d'arrêter arbitrairement, de tuer ou d'exercer aucune violence sur leur territoire. — Il défend aussi de s'emparer de leurs biens, de les recéler, ou d'exercer contre le couvent des exactions quelconques. — Ceux qui enfreindront ces défenses seront excommuniés.

Donné sous le *vidimus* du prévôt et du chapitre de l'église de St-Martin, le 5^e jour après le dimanche: *Deus omnium*, m° ccc° quarto. — Original; trace de sceau en cire brune pendant à double queue de parchemin.

XCIX.

1258. — Actum et datum anno Domini M° CC° quinquagesimo octavo mense aprili.

Lettres par lesquelles le prévôt et le chapitre de l'église de St-Martin déclarent que, par l'intervention de l'évêque de la Morinie, toutes les dissensions et difficultés qui ont existé entre eux, d'une part, et les échevins de la ville, d'autre part, sont applanies. Ils déclarent vouloir, à l'avenir, observer fermement la paix qui vient d'être faite.

Wittenboek f° 93 v°.
Gelucenboek f° 26 r°.

C.

1259. — Actum anno Domini M° CC° LIX° mense augusti.

Lettres par lesquelles Adelis, dame de Vleteren et de Westoutere, veuve de Guillaume de Heule, et son fils aîné, Lambert de Vleteren, chevalier, déclarent donner en aumône et concéder à l'abbesse et au couvent du Nonnenbosche (*conventus de Buscomonalium*) près d'Ypres, une rente annuelle de dix sols payable le jour de la sainte Croix, et assignée sur trois mesures de

terre situées dans la paroisse d'Oost-Vleteren près de leur manoir, et occupées par Henri de Schot.

Original; muni de deux sceaux en cire brune, en grande partie brisés, et pendant à double queue de parchemin.

CI.

1259. — Données l'an del incarnation nostre Segneur Jhu. Crist mil deus cens cinquante et neuf la velle de miaout.

Lettres par lesquelles Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, place sous l'échevinage et sous la loi d'Ypres, la seigneurie du Ketelkwaed, près d'Ypres, et tous ses habitants. — Elle les exempte du Balfard, mais conserve pour elle et ses successeurs le droit de haute et basse justice. — Son fils Gui, comte de Flandre, confirme ces dispositions et promet de les tenir fermement pour lui et pour ses hoirs.

Original sur parchemin, muni des sceaux de la comtesse et du comte son fils, avec contre-scel en cire brune, pendant à des lacs de soie rouge.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 5 v°, et traduit en flamand f° 52 v°.
— *Roodenboek* f° 84 v°.

CII.

1259. — Datum per manum nostram Parisiis vicesimo tertio die decembris anno regni nostri quadragesimo quarto.

Lettres par lesquelles Henri III, roi d'Angleterre, seigneur d'Irlande, duc d'Aquitaine, informe les archevêques, évêques, abbés, prieurs, comtes, barons, vicomtes etc. etc. qu'il renouvelle tous les privilèges accordés antérieurement aux marchands d'Ypres (voir N° LII). Il y ajoute en outre que ces marchands ne perdront pas leurs biens qui se trouveraient entre les mains d'un mandataire, pour un délit commis par celui-ci. — Que s'ils meurent en Angleterre, *ab intestat*, ou non, leur héritage viendra à qui de droit. — Témoins: Richard, évêque de Lincoln; Richard de Clare, comte de Gloucester et d'Hertford; Pierre de Savoie; Guillaume de Forts, comte d'Albem; Jean Manselle, trésorier; Robert Walerand; Egide d'Argentein; Imbert Pageys et autres.

Original; muni du sceau du roi d'Angleterre, en cire brune, imprimé des deux côtés, pendant à des tresses de soie rouge ornées de fil d'or.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 63 r°.

CIII.

1261. — Datum Viterbii xvii kal. julii, pontificatus nostri anno primo.

Bulle du pape Urbain IV, adressée au doyen de l'église de St-Pierre de Laon. — Il l'informe qu'il a approuvé et confirmé toutes les libertés, immunités, privilèges et indulgences octroyés aux échevins et à la commune d'Ypres par ses prédécesseurs, par les empereurs, rois, princes, comtes etc.

Original sur parchemin, bulle en plomb pendant à une corde.

CIV.

1265. — Données l'an del incarnation m° cc° soisseante chuine le dimenche après le saint Jehan decollasse.

Lettres par lesquelles Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, décide que des améliorations seront apportées aux écluses de Nieuport, et que le canal de Knoeke jusqu'à l'*Overdragt* d'Ypres, sera approfondi et élargi. — Les terrains nécessaires à cet approfondissement seront pris sur estimation de ses préposés. — La ville d'Ypres fera l'avance de deux mille livres d'Artois, ou

plus, nécessaires à ces travaux. — Elle fera repartir cette somme entre tous ceux qui sont obligés de contribuer à l'entretien du canal. — Si la ville d'Ypres ne possède pas les fonds nécessaires pour cette avance, elle sera obligée de les emprunter à Arras ou ailleurs.

Original; muni du sceau de la comtesse, avec contre-scel, en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* fo 19 ro.
— *Gelovenboek* fo 245 ro.

CV.

1265 (1266 n. s.). — Chou fu fait en l'an del incarnation nostre Signor Jhesu Crist mil et deus chens et soissante et chinc el mois de fevrier.

Lettres par lesquelles les échevins de l'Hofland-lèz-Ypres déclarent que Marote, veuve de Guillaume Pinchart, a donné, pour Dieu, en aumône aux pauvres honteux des paroisses de St-Martin et de St-Nicolas, une maison située rue de Courtray occupée par Steffanie li Mader, et une autre maison et une demi-mesure de terre occupée par Yvorie Delval. — La rente en sera perçue par moitié à la mi-mars et à la fête de St-Remy. — Les échevins témoins de cette donation furent: Godeschale li Moutmakere; Crestiens li Tieuliers; Salomons Branckin;

Watiers li Moutmakere; Watiers Cnoep et Willaumes Boudri.

Original sur parchemin, sceau brisé.

CVI.

1268. — Ces lettres furent données l'an del incarnation nostre Seig. Jhesu Christ, mil deus cens soissante et wit, le samedi après le jour St-Jehan decollatie.

Lettres par lesquelles Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, et son fils Gui, comte de Flandre et marquis de Namur, déclarent que, pour l'honneur de N. S. Jésus-Christ, pour le profit de la ville d'Ypres et pour le salut de leurs âmes, ils ont donné aux frères Prêcheurs, pour y établir une maison de leur ordre, un pré et une partie de leur jardin situés derrière le château des comtes. — Indication des limites des terrains donnés. — La comtesse et son fils se réservent la propriété du fossé qui sépare le château des terrains concédés, ainsi qu'un chemin au-delà, de la largeur de cinq pieds. — Les frères Prêcheurs seront obligés de séparer leur terrain par une cloture. — Ils pourront construire un pont sur le fossé appartenant à la comtesse.

Zwartenboek fo 48 vo.

Imprimé dans nos *Analectes Yprois*, p. 28.

CVII.

1268. — Chou fa fait en l'an del incarnation nostre Seignor Jhesu Christ, mille deus cens soissante et wyt el mois de septembre.

Règlement d'ordre intérieur pour l'hôpital de Notre-Dame, à Ypres, contenant ce qui suit: Le personnel se composera de vingt frères et d'autant de sœurs; ce nombre ne peut être dépassé. — Les frères ou sœurs qui y seront admis devront entrer avec tous leurs biens; ceux qui ne possèdent rien seront entretenus par les recteurs de la maison. — Les servants, frères et sœurs, doivent dire sept fois par jour sept *Pater noster* et sept *Ave Maria*, pour les bienfaiteurs de la maison, rien ne peut dispenser de cette obligation, si ce n'est le cas de maladie: les servants malades, pourvu qu'ils puissent mouvoir *langue et lèvres*, doivent dire chaque jour trente *Pater noster* et autant d'*Ave Maria*. — Ils doivent jeûner depuis la St-Martin d'hiver jusqu'à la Noël, ils doivent observer en outre le jeûne du carême, des quatretemps, des vigiles etc. — Chaque servant qui connaît son psautier doit le dire trois fois pour le repos de l'âme de son compagnon; s'il ne sait pas son psautier, il récitera trois cents *Pater noster* et autant d'*Ave Maria*. — Nul ne peut boire du vin au réfectoire, si on n'en distribue à tous. — Ils pourront manger de la viande les dimanches, mardis et jeudis, depuis la Noël jusqu'au carême, et depuis Pâques jusqu'à la St-Martin en hiver: en voyage, pour les besoins de la maison, ils pourront manger ce qu'on leur présente. — Pendant

les repas, ils doivent garder le plus strict silence, sauf le maître et ceux qui servent à table; mais ceux-ci ne pourront parler qu'à voix basse et pour la nécessité du service. — Celui qui rompra le silence, recevra dans la main des coups de *paumoire*, en présence de tous les autres. — Ils ne pourront manger que deux mets, si ce n'est à l'occasion d'une fête solennelle ou lorsqu'on leur donne pitance pour aumône. — Tous doivent obéissance au maître ou à celui qui le remplacera. — Celui qui sortira, sans le consentement du maître, ne pourra rentrer à moins qu'il ne soit reconduit par des personnes respectables. — Si un pèlerin demande l'hospitalité par besoin, elle lui sera accordée, mais pour une nuit seulement, et s'il n'a pas de quoi manger, la maison y pourvoira. — Les pauvres malades de l'hôpital mangeront des mêmes viandes que les servants: s'il en est qui sont gravement malades et qui désirent quelque viande extraordinaire, on la leur donnera s'ils la demandent par nécessité, et si on se la peut procurer facilement. — Celui qui en demande par friandise, sera puni de deux jours de jeûne au pain et à l'eau. — Celui qui sera convaincu de larcin d'une valeur de moins de deux sous, perdra pour chaque denier sa provende d'un jour; si la valeur est de deux sous, il sera renvoyé pour un an; pour une valeur au-delà de deux sous, il sera renvoyé pour toujours. — Le servant qui en outragera un autre, ou qui maltraitera un malade, sera placé, pendant les repas, seul au milieu de la salle, sans nappe; et il aura pour toute nourriture un pain entier sans couteau, et une cruche pleine d'eau: il sera soumis à cette pénitence deux mercredis et deux vendredis. — Le servant qui en frappera un autre, sera battu, plus ou moins, selon le fait; si c'est un homme, devant les hommes;

si c'est une femme, devant les sœurs. — Les frères et les sœurs qui entretiendraient des relations criminelles, soit entre eux soit avec des personnes étrangères, seront renvoyés pour un an, s'il n'en est pas résulté d'enfant; dans le cas contraire, ils seront renvoyés pour toujours. — Nul ne pourra recevoir des biens de la maison, si ce n'est les quarante frères et sœurs, les malades et les gens à gages de l'hôpital.

Les servants porteront des habillements en drap blanc ou gris, de laine comme les brébis le portent; les sœurs porteront des manteaux blancs et des souliers en veau rouge: le drap ne peut coûter au plus que trois sous et demi l'aune. — Les frères porteront les cheveux rasés au-dessus des oreilles; les sœurs seront sans tresses. — Nul servant ne peut aller manger dans la maison d'un ami ou d'un parent aussi proche qu'il puisse être. — Les personnes riches mariées qui désirent prendre l'habit et suivre la règle de la dite maison, pourront se faire construire, à leurs frais, des demeures derrière la maison commune, et y vivre avec leur femme, mais ils devront donner une partie de leur bien à l'hôpital; ils pourront recevoir leurs amis ou connaissances; si l'un des époux vient à mourir, l'autre devra continuer à vivre chastement.

Les gens à gages doivent obéir au commandement du maître; les désobéissants seront punis d'un jour de jeûne au pain et à l'eau. — Les gens à gages désobéissants seront chassés de la maison. — Ils doivent converser honnêtement, et ne peuvent chanter des chansons qui ne conviennent en pareils lieux. — Ils doivent vivre chastement et sagement; ceux qui seront convaincus de fornication ou d'adultère, seront chassés de la maison et perdront leurs gages.

Le malade qui entrera à l'hôpital doit d'abord satisfaire

à Dieu et se confesser au prêtre de la maison. — En présence des servants, il remettra au maître, pour les garder, tous les effets qui lui appartiennent; s'il guérit, il reprendra ses effets; s'il meurt, ils resteront au profit de la maison. — Les servants ni les personnes appartenant à la maison, ne pourront se confesser hors de la dite maison, excepté toutefois les gens à gages.

Copie collationnée, signée De Corte.

Transcrit dans le *Geluwenboek* f° 88 v°, et en flamand f° 91 r°.

Imprimé dans nos *Analectes Yprois*, pag. 79 à 87.

CVIII.

1269. — L'an del incarnation nostre Seigneur Ihu. Crist m° cc° soissante et noef, en mois d'avril le lendemain de le Pasque florie.

Lettres par lesquelles Gui, comte de Flandre et marquis de Namur, avant de partir pour la Terre sainte, fixe, et détermine, à la demande des échevins du territoire de Furnes, la largeur que devront avoir les ruisseaux et canaux, savoir:

La Colomme	3 verges.	Le Ardsleet	1 1/2 verge.
Le Venepe	4 verges.	Le Veldersleet	1 1/2 verge.
Le Velsinghe	4 verges.	Le Ardsleet depuis sa	
Le Straterleet	2 verges.	junction au Velder-	
Le Steengracht	2 1/2 verges.	leet jusqu'à Furnes	2 verges.
Le Crommegracht	2 verges.	Le Lanegilles	1 1/4 verge.
Le Logracht	2 verges.	Le Dunval	2 verges.
Le Hannekinsleet	1 1/2 verge.	Le Dunval depuis le	

pont de Kuetewyc	Le Onda	1 $\frac{3}{4}$ verge.
jusqu'à Nieuport 3 $\frac{1}{4}$ verges.	Le Beveric	3 verges.
Le Gracht devant Northuse	Le Zerardshem	1 verge.
		1 $\frac{1}{2}$ verge.

Les échevins précités détermineront la largeur des fossés ou ruisseaux à construire. — Ceux qui seront trouvés en contravention, seront condamnés à une amende de soixante sols monnaie de Flandre. — Ceux qui, après la visite (*scauwinge*), diminueront les largeurs précitées, seront condamnés à une amende de six livres.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque.

CIX.

1269. — Datum anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo nono, Dominica ante Barnabe apostol. mense junio.

Lettres par lesquelles Walter, prévôt de l'église de St-Martin, et toute la communauté, déclarent avoir vendu aux échevins et à la commune d'Ypres, afin de faciliter le creusement du ruisseau dit de *Kemel*, six mesures de terre situées dans les paroisses de St-Nicolas d'Ypres et de Vlamertinghe, et appelées vulgairement *le Franc de St-Martin* (*Libertas Sti-Martini*). — Les échevins leur ont payé de ce chef 127 livres 8 sols monnaie de Flandre. — Cependant, si dans la suite ce ruisseau venait à être comblé, ces terres retourneraient au couvent, et le

chapitre rembourserait aux échevins la prédite somme de 127 livres 8 sols.

Original, muni du sceau du prévôt et de celui du chapitre, l'un et l'autre avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

CX.

1269. — Données en l'an del incarnation nostre Seigneur Jhesu-Christ mille deux cens soissante nouf, lendemain de la Magdelaine.

Lettres par lesquelles Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, et Gui, son fils, comte de Flandre et marquis de Namur, déclarent avoir donné aux frères Prêcheurs le fossé qui sépare le jardin du château des comtes, du territoire de la ville d'Ypres, vers le nord, ainsi que tout le terrain qui avoisine ce fossé du côté de la ville et qui appartient à la comtesse et au comte. — Ils pourront combler le fossé s'ils le jugent convenable, mais devront construire à leurs frais, un mur en briques (*de quarriaus*) de douze pieds de haut.

Zwartenboek fo 49 vo.

Imprimé dans nos *Analectes Yprois*, p. 50.

CXI.

1269. — Ce fu fait en lan del incarnation nre Seigneur mil cc et soissante neuf el mois de juli.

Lettres par lesquelles Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, déclare qu'une contestation s'étant élevée entre les échevins de la ville d'Ypres, d'une part, et l'abbesse et le chapitre de Messine, d'autre part, au sujet du droit de barrière (cauciage) que les premiers prétendaient pouvoir exiger de la dite abbesse; les deux parties ont promis de s'en rapporter à sa décision arbitrale. — En conséquence, après avoir entendu les uns et les autres, elle a décidé que l'abbesse et le chapitre susdit payeraient aux échevins d'Ypres une somme de douze livres monnaie de Flandre, et que ceux-ci ne pourraient à l'avenir exiger de l'abbesse aucun droit de cette espèce, dans toute l'étendue de l'échevinage.

Original, sceau de la comtesse en cire brune, avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 22 r°, et en flamand f° 55 r°.
— *Zwartenboek* f° 164 r°.

CXII.

1269. — Ce fu fait en l'an del incarnation nostre Seigneur mil deux cens et soixante noef el mois de juli.

Même contenu que le N° précédent. A la suite se trouve la quittance par laquelle les échevins reconnaissent avoir reçu de l'abbesse de Messine la somme de douze livres, mentionnée dans la charte de Marguerite. Cette quittance est datée de *lan mil deux cens et sisante quinze le dimenche après le St-Jacques et St-Christofre*.

Copie sur papier, écriture du xv^e siècle.

CXIII.

1269. — Datum anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo nono, mense augusto.

Lettres par lesquelles Walter, prévôt de l'église de St-Martin, en son nom et au nom de toute la communauté, déclare que Lambert Bardonc, bourgeois d'Ypres, et sa femme Christine, ont assuré à la dite église une rente annuelle de 48 livres monnaie de Flandre, hypothéquée sur des terres situées à Merkem, entre le *Crumendike*

et le *Middeldilf*, et ce pour l'institution d'une messe à célébrer tous les jours dans l'église de St-Jean. — Cette messe aura lieu, depuis la fête de St-Remi jusqu'à Pâques, au point du jour, et depuis Pâques jusqu'à la St-Remi, avant le jour. — Avant la messe ou après l'offertoire le célébrant se tournera vers les fidèles et les engagera à prier particulièrement pour le dit Lambert et son épouse.

Original, muni du sceau du prévôt et de celui du couvent; l'un et l'autre avec contre-scel, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 167 v°.
— *Gelovenboek* f° 18 r°.

CXIV.

1269. — Actum anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo nono mense augusto.

Lettres par lesquelles Walter, prévôt de l'église de St-Martin, et toute la communauté, déclarent que Jean Bardone, bourgeois d'Ypres, a concédé à la susdite église, une rente annuelle de vingt livres, hypothéquée sur des terres situées à Merkem, entre le *Crumendike* et le *Middeldilf*, et ce pour l'institution d'une messe à célébrer tous les jours dans l'église de St-Jacques à l'autel de la Vierge. — A chaque messe le chapelain invitera

les assistants à réciter le *Pater noster* pour le dit Jean Bardone et sa femme Folquine.

Original, muni du sceau du prévôt et de celui du chapitre, avec contre-scel, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin (sceaux brisés).

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 167 r°.
— *Gelovenboek* f° 18 r°.

CXV.

1269 (1270 n. s.). — Datum anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo nono, mense januario.

Lettres par lesquelles Walter, prévôt de l'église de St-Martin, en son nom et au nom de toute la communauté, déclare que Pierre Broederlam et Béatrix, sa femme, ont assuré à la dite église de St-Martin, une rente annuelle de vingt livres, hypothéquée sur des terres situées à Merckem, entre le *Crumendike* et le *Middeldilf*, et ce pour l'institution d'une messe à célébrer journellement dans la chapelle de l'hôpital sur la place. — Cette messe aura lieu depuis Pâques jusqu'à la St-Bavon, à la première cloche de St-Martin, et de la St-Bavon jusqu'à Pâques, à la deuxième cloche.

Original sur parchemin, muni du sceau du prévôt et de celui du chapitre, l'un et l'autre avec contre-scel, en cire rouge, pendant, le premier, à des lacs de soie jaune et le second à des lacs de soie rouge.

CXVI.

1269 (1270 n. s.). — Données en l'an del incarnation nostre Seigneur Jhu Crist, mil deus cens soissante et noef, le second jour de avril.

Lettres par lesquelles Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, place sous l'échevinage et sous la loi d'Ypres, la seigneurie de l'Hoveland située lèz Ypres, et tous ses habitants. — Les échevins d'Ypres jugeront tous les délits qui y seront commis. — Tous les habitants de cette seigneurie seront bourgeois d'Ypres. — Elle les exempte de tous les droits et coutumes que le prévôt et le chapitre de St-Donat de Bruges ont exercés jusqu'ici sur cette terre. — Si le dit prévôt ou son chapitre venaient à molester les échevins ou les bourgeois d'Ypres à cause de l'Hoveland, elle promet de conserver ceux-ci indemnes de tous les frais et dommages qui pourraient en résulter. — Gui, fils de la comtesse, comte de Flandre et marquis de Namur, approuve et confirme les dispositions ci-dessus et promet de les maintenir et de les faire maintenir par ses hoirs.

Original, muni du sceau de la comtesse et de celui de son fils, l'un et l'autre avec contre-scel, en cire brune, pendant à des laes de soie verte.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 4 r° et 88 r°, et en flamand f° 51 v°.
— *Rondenboek* f° 85 r°

CXVII.

1269 (1270 n. s.). — Données en l'an del incarnation nostre Seigneur Jhu Crist, mil deus cens soissante et noef le second jour de avril.

Lettres par lesquelles Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, déclare qu'elle a désigné Michel de Lembeke et Philippon de Poule, chevaliers, pour étendre la banlieue et l'échevinage de la ville d'Ypres, et que ces délégués ont placé les bornes des limites de la manière suivante: Le point de départ est hors la porte de Messine au-delà du chemin qui conduit à Warneton, au lieu appelé *Niewescet*; de là, la limite s'étendra, en ligne droite, jusqu'au chemin conduisant à Vormezele, à l'endroit où il se dirige vers Kemmel. — De ce point, en ligne droite, hors la porte du Temple, au chemin qui sépare les terres de St-Martin de celles d'Ypres, appelées *Upstal*. — De ce point, par la voie commune qui se dirige au nord et mène à la porte au Beurre. — De là, en ligne droite, hors la porte d'Elverdinghe jusqu'au lieu appelé la *Chambre de pierre*. — De la Chambre de pierre, en ligne droite, jusqu'au ruisseau qui se dirige vers la route de Boesinghe. — De là, en ligne droite, jusqu'au chemin de Dixmude, à la maison de Guillaume Bale. — De cette maison, en ligne droite, jusqu'à l'endroit entre le *Rumtre* et l'hôpital des lépreux sur la route de Thourout. — De cet endroit jusqu'à la borne qui sépare l'Hoveland du métier d'Ypres sur la route de Courtray, hors la *Hangoart porte*. —

De cette borne jusqu'à l'endroit appelé *Crubrouc* hors la porte de Commynes. — Et de là jusqu'à la borne du départ hors la porte de Messine. — Des croix en pierre ont été placées à chacun des endroits précités. — La comtesse approuve et confirme cette délimitation. — Le fils de la comtesse, Gui, comte de Flandre et marquis de Namur, l'approuve et la confirme également et promet de la respecter et de la faire respecter par ses hoirs.

Original, muni de deux sceaux, avec contre-scel, en cire brune, celui de la comtesse et celui de son fils. Ces sceaux pendent à des lacs de soie verte.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 4 v°, et en flamand f° 51 v°.

— *Zwartenboek* f° 1 r°, et en flamand f° 1 v°.

Imprimé dans Lambin, *Geschiedkundige onderzoekingen* etc. p. 57.

CXVIII.

1270. — Données l'an del incarnation m° cc° soissante dis le jour de le nativité St-Jehan-Baptiste.

Lettres de Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, contenant que, selon ses ordres, la commune d'Ypres a fait approfondir et élargir le canal depuis Knoeke jusqu'à l'*Overdragt* d'Ypres, et fait réparer et renouveler en partie l'écluse de Nieuport. — Elle avait ordonné aux échevins d'Ypres de faire l'avance nécessaire pour les travaux à effectuer en promettant d'en faire plus tard la répartition. — Ces travaux ont coûté plus

de 4,600 livres monnaie de Flandre. — Les échevins susdits ont été obligés d'emprunter cet argent à un intérêt très-élevé et en demandent le remboursement. — Cette demande lui paraît juste, et elle décide qu'une partie de ces frais sera supportée par les wateringues de Furnes et de Bruges, de telle sorte que ceux de ces territoires devront rembourser aux échevins susdits, quinze cents livres monnaie de Flandre, avant la fête de St-Martin en hiver de l'an 1271. — S'ils ne payaient cette somme au terme prescrit, ils seraient responsables de tous les dommages et intérêts occasionnés par ce retard.

Original, muni du sceau de la comtesse avec contre-scel, en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 19 r°.
— *Geluwenboek* f° 245 r°.

CXIX.

1270. — Datum anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo feria quinta post *Invocavit* me.

Accord fait entre Walter, prévôt, et le chapitre de St-Martin, d'une part, et les marguilliers et les paroissiens, d'autre part. — Le chapitre voulait se servir de la chapelle de St-Éloi pour y célébrer les services divins; les marguilliers et les paroissiens s'y opposaient, en déclarant que cette chapelle était réservée exclusivement à leur usage. — Par l'intervention de W. de Haviskerke,

de Lille, et de Lambert Lam (*Lambertum dictum Agnum*), d'Ypres, on est convenu de ce qui suit: Les marguilliers autorisent le chapitre à célébrer les services divins dans cette chapelle pendant trois ans. — Ce temps écoulé, ils devront se retirer. — Cette autorisation temporaire ne peut, en aucune manière, porter préjudice à leurs droits d'occupation, de possession etc.

Original, muni de trois sceaux pendant à double queue de parchemin, celui du prévôt et celui du chapitre, en cire verte, avec contre-scel. — Le troisième est brisé.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 168 v°.

CXX.

1273. — Données à Paris au tans du chapitle de France le lundi après les octaves del la feste de St-Jehan l'an de nostre Seigneur M° CC° LX° treze.

Lettres par lesquelles Franco de Bort, visiteur-général et lieutenant du maître des maisons de la chevalerie du Temple, déclare avoir vu, renouveler et ratifier l'accord fait, en 1225, entre les échevins d'Ypres et les chevaliers du Temple, accord approuvé par Jeanne, comtesse de Flandre et de Hainaut. — L'accord susdit et l'approbation de la comtesse, se trouvent transcrit, tout au long, dans cette pièce. (Voir les N°s XXXV, XXXVI, XXXVII et LII).

Copie sur parchemin, écriture de l'époque.

CXXI.

1273. — Datum Parisiis tempore capituli Franciae die lunae post octav. festi beati Johannis, anno Domini M° CC° LXX° et tertio.

Même contenu que le N° précédent, mais en latin.

Copie sur parchemin, écriture du commencement du XIV^e siècle.

CXXII.

1273 (1274 n. s.). — Datum anno Domini M° CC° LXX° tertio, sabbate post diem cinerum.

Lettres par lesquelles le doyen et le chapitre de la Morinie (le siège épiscopal étant vacant), prient l'évêque de *Wexion* (?) de vouloir bénir et consacrer le terrain concédé par les échevins d'Ypres, pour l'agrandissement du cimetière de Ste-Marie-Madelaine en cette ville.

Original sur parchemin, signé J. De Mol, traces de sceau en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

A cette chartre se trouve attaché le N° suivant.

CXXIII.

1273 (1274 n. s.). — Datum anno Domini m^o cc^o septuagesimo tertio feria quarta post *Reminiscere*.

Lettres par lesquelles Assuérus, évêque de W. informe le doyen et le chapitre de la Morinie, qu'à leur demande et en présence du prévôt de l'église de St-Martin et des échevins de la ville d'Ypres, il a béni et consacré le cimetière, dont il question au N^o précédent.

Original, sceau de l'évêque, en cire brune, avec contre-scel, pendant à une bande de parchemin.

Attaché au N^o précédent.

CXXIV.

1274. — Données l'an del incarnation mil deus cens soixante et quatorze le jour de St-Simon et de St-Jude.

Lettres par lesquelles Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, autorise les frères Prêcheurs d'Ypres à construire leur église contre le mur qui sépare son jardin du couvent de ces frères. — Si les fondements de l'ancien mur ne sont assez solides, ils sont autorisés à en faire

de nouveaux comme ils le jugeront convenable, mais ne pourront pas empiéter sur le terrain de la comtesse.

Zwartenboek f^o 49 v^o.

Imprimé dans nos *Analectes Yprois*, p. 52.

CXXV.

1274. — Che fu donnei lan del incarnation mil deux cens soissante quatorze le lundi apries les octaves de St-Martin.

Lettres par lesquelles Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, défend à ses baillis de mettre aucune assise sur les terres acquises jusqu'ici par les Yprois, et leur ordonne de ne pas souffrir qu'on y impose des tailles.

Original, sceau de la comtesse, avec contre-scel, en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek* f^o 58 r^o.

CXXVI.

1274 (1275 n. s.). — Datum anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo quarto, mense aprilis die veneris post *Misericordia Domini*.

Lettres par lesquelles Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, déclare que, d'après les privilèges concédés par ses prédécesseurs (voir N° VI), les habitants de Nieuport, appelée autrefois *Sandeshoveta*, étaient affranchis de tonlieu par toute la Flandre, que cependant ce privilège leur est contesté par ses receveurs. — Après avoir fait examiner cette affaire et avoir demandé les conseils de son fils Gui, comte de Flandre, marquis de Namur, et de Baudouin d'Avesnes, seigneur de Beaumont, elle décide que ce privilège sera maintenu, c'est-à-dire que les habitants de cette ville, ainsi que leurs marchandises, seront exempts par toute la Flandre, de tout droit de tonlieu, de passage, de winage etc.

Son fils Gui, approuve et ratifie cette décision et promet de la respecter et de la faire respecter par ses hoirs.

Copie sur papier, collationnée et signée
Budsin, écriture du xv^e siècle.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 262 v°.
— *Zwartenboek* f° 165 r°.

CXXVII.

1275. — Ce fu donnei l'an del incarnation nostre Segneur Jhu Crist, mil deus cens sissante quinze el mois de mai.

Lettres par lesquelles Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, et son fils Gui, comte de Flandre, marquis de Namur, en retour et en amendement de tous les torts qu'ils peuvent avoir occasionné jusqu'aujourd'hui aux bourgeois d'Ypres, leur donnent et octroient le privilège d'être pour toujours exempts de tout tonlieu à Nieuport.

Original sur parchemin, muni des sceaux de la comtesse et de son fils, avec contre-scel en cire brune, pendant à des lacs de soie verte.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 5 r°, et en flamand f° 34 r°.
— *Zwartenboek* f° 1 v°, et en flamand f° 152 r°.

CXXVIII.

1275. — Ce fu donné l'an del incarnation nostre Seigneur Jhu Crist, mil deus cens sissante quinze el mois de mai.

Même contenu que le N° précédent, avec une traduction flamande.

Copie sur papier, écriture du xvi^e siècle.

CXXIX.

(Sans date). Ce fu donné le joesdit après le St-Pierre et St-Pol (1).

Lettres par lesquelles Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, annonce aux échevins de la ville d'Ypres, qu'elle a appris qu'on exige des pauvres gens qui demeurent aux environs d'Ypres, trois deniers par sac de blé introduit en ville, taxe qu'ils ne payaient pas auparavant. — Elle leur défend strictement d'exiger dorénavant ce droit.

Original sur parchemin, sceau enlevé.

CXXX.

1275. — Datum et actum anno Domini m^o cc^o lxx^o quinto, mense julio.

Accord fait entre le prévôt et le chapitre de St-Martin, d'une part, et les marguilliers, d'autre part, par lequel ils conviennent que la croix, placée dans le chœur, ainsi que les statues de la Sainte-Vierge et de St-Jean-Baptiste, qui l'accompagnent, seront placées dans la grande nef. —

(1) Nous plaçons cette charte sans date après la dernière de la comtesse Marguerite que possèdent nos archives.

Toutes les offrandes qui seront faites devant cette croix, seront partagées entre le chœur et l'église paroissiale.

Original, muni des sceaux du prévôt, du chapitre et des échevins, tous trois avec contre-scel, pendant à une bande de parchemin. (Les deux premiers sceaux brisés.)

Transcrit dans le *Wittenboek* f^o 267 r^o.
— *Gelucenboek* f^o 1 v^o.

CXXXI.

1275. — Données à Gant l'an del incarnation m^o cc^o sissante et quinze le mardi après l'Assomption Nostre Dame.

Lettres par lesquelles Gui, comte de Flandre, marquis de Namur ordonne aux échevins de la ville d'Ypres de faire publier que si quelqu'un laisse son héritage en aumône à une église, l'église doit vendre ces biens, et les faire passer en mains laïques en dedans un an et un jour, sous peine de confiscation au profit du comte.

Original, sceau du comte avec contre-scel en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f^o 10 v^o.

CXXXII.

1276. — Données l'an del incarnation mil deus cens soiseante et seze le dimenche devant le Nativité Nostre Dame.

Lettres par lesquelles Gui, comte de Flandre et marquis de Namur, accorde aux bourgeois d'Ypres le privilège de pouvoir porter des armes en voyageant par les terres de Flandre, pour autant qu'ils n'en fassent pas mauvais usage. Ils ne pourront cependant être armés de couteaux à pointe.

Copie sur parchemin, collationnée sur l'original qui se trouvait en 1852 entre les mains de M. Walwein-De Vos.

CXXXIII.

1277. — Fait à Ypres en l'an del incarnation nostre Seigneur Ihesu Christ, mil deus cens soissante dis et seet, le vendredi devant le jour Saint-Symon et Saint-Jude.

Lettres par lesquelles Gui, comte de Flandre, marquis de Namur, accorde aux bourgeois d'Ypres les privilèges suivants: Ils ne pourront être attraités devant la justice appelée *Commune vérité*. — Le comte, ni personne en son nom, ne pourra saisir leurs biens, dehors la ville d'Ypres, à moins qu'un jugement ne soit intervenu

d'abord. — Si une saisie pareille était faite, le comte leur fera restituer, sans frais, les biens saisis. — Il n'y aura dans la ville d'Ypres que trois personnes qui auront le droit d'arrêter un bourgeois: le bailli, le sous-bailli et le châtelain, ou les sergents de ceux-ci, en leur présence. — Ceux qui auront méfait au bailli, au sous-bailli ou au châtelain, seront jugés par la justice du comte. — Tout délit commis par les sergents ou contre ceux-ci, sera justiciable des échevins. — Mais tout délit commis contre un sergent, dans l'exécution de ses devoirs ou en présence du bailli, sous-bailli ou châtelain, sera puni par le comte, qui, à cet effet, devra se rendre en personne à Ypres, pour faire faire l'enquête. — Si les faits sont prouvés, le coupable sera livré à la justice du comte; mais on ne pourra saisir ni la personne ni les biens du prévenu, avant que sa culpabilité ne soit prouvée.

Original, sceau du comte avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 5 r°, et en flamand f° 54 v°.

— *Roodenboek* f° 155 r°, et en flamand f° 54 r°.

CXXXIV.

1278. — Datum anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo octavo, feria quarta post festum beati Martini estivalis.

Lettres par lesquelles Jean, prévôt de St-Martin, et le chapitre de la même église déclarent que Wautier

à la Main, et sa femme Marguerite, ont fait réparer l'église de Ste-Croix, située hors la porte au Beurre, dans laquelle, depuis longtemps ne se célébraient plus les services divins. — Ils ont demandé aussi que cette église soit élevée au rang d'église paroissiale. — L'évêque de la Morinie l'a élevée à ce rang, a fait bénir le terrain devant servir de cimetière, et a ordonné aux dits prévôt et chapitre d'y faire célébrer le service comme dans les églises paroissiales, aussitôt qu'un revenu de 25 livres monnaie de Flandre, pour l'entretien du chapelain et de son sacristain, aura été assuré au chapitre de St-Martin. — Quoique ce revenu n'ait pas encore été constitué, mais seulement garanti par cautions jusqu'à ce que la constitution en puisse se faire, les dits prévôt et chapitre s'engagent néanmoins à faire desservir cette église comme les autres églises paroissiales de la ville.

Original, muni du sceau du prévôt et de celui du chapitre, l'un et l'autre avec contre-scel, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 168 r°.
— *Gelucenboek* f° 15 v°.

Publié dans nos *Analectes Yprois*, p. 25.

CXXXV.

1280. — Ce fu donée en l'an del incarnation nostre Seigneur mil deus cens et quatre vins el mois de novembre.

Lettres par lesquelles le prévôt et le chapitre de St-Martin déclarent que Marguerite, veuve de Wautier à la Main, leur a donné trente-sept mesures de terre gisant en la paroisse de Reninghe, terre qu'elle avait achetée pour garantir le revenu de 25 livres monnaie de Flandre, auquel elle et feu son mari s'étaient obligés pour l'élévation de l'église de Ste-Croix au rang d'église paroissiale. — Ils reconnaissent avoir toute satisfaction, et n'avoir plus rien à prétendre de la dite Marguerite ni de ceux qui s'étaient constitués ses cautions (Voir le N° précédent).

Original, muni du sceau du prévôt et de celui du chapitre, l'un et l'autre avec contre-scel, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 168 v°.

CXXXVI.

1280 (1281 n. s.). — Datum anno Domini ducentesimo octogesimo die veneris post purificationem beatae Virginis.

Lettres par lesquelles Henri, évêque de la Morinie, approuve la donation faite à l'église de St-Martin, par Marguerite, veuve de Wautier à la Main, (voir le N° CXXXIV et CXXXV). Cette lettre est attachée à la charte du N° précédent.

Original, sceau de l'évêque, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 169 r°.

CXXXVII.

1280 (1281 n. s.). — Ce fu dit l'an del incarnation m deus chens et quatre vins le premier jour d'avril.

Ordonnance de paix rendue en personne par Guy, comte de Flandre et marquis de Namur, sur les débats élevés entre les échevins d'Ypres, d'une part, et les drapiers, tisserands, foulons et tondeurs de cette ville, d'autre part, par laquelle il est statué qu'à l'avenir toutes associations et alliances, faites sans le consente-

ment du comte, sont défendues; que toute assemblée de plus de dix hommes est prohibée, sous peine de 60 sols d'amende à payer au seigneur, et de 20 sols à payer à la ville; que si les hommes des métiers susmentionnés enfreignent la paix, ils paieront aux échevins et aux marchands 500 livres monnaie de Flandre et *vice versa*; que ces deniers seront reçus par le bailli du comte, à Ypres, et appliqués au profit des blessés ou des amis des morts. — Plusieurs *bans* et *keures*, établis par les échevins à Ypres, et conservés par eux, — malgré qu'on leur eut représenté le danger et l'imprudence de les maintenir, — ayant nui aux métiers et causé de graves émeutes, il est dérogé à ces *bans* et *keures*, de la manière suivante: 1° Chacun aura le droit d'apporter des draps en la halle aux draps, mais on devra les exposer à la montre (*l'estal*) d'un débitant, de manière que les acheteurs et les courtiers puissent voir la marchandise; il est défendu de molester le débitant sous peine de 40 livres; 2° les drapiers auront le droit d'acheter des laines de toutes espèces pour leur ouvrage; 3° les étrangers pourront apporter à Ypres toutes sortes de laines, et les vendre à crédit, soit à la foire soit au marché, toujours en payant les droits ordinaires de la ville; 4° nul drapier ne pourra exercer quelque autre métier, aussi longtemps qu'il fabriquera des draps, excepté s'il se marie à une femme qui fait un autre métier, et *vice versa*; dans ce cas, les époux pourront exercer les deux métiers conjointement, mais non pas vendre en détail; 5° les échevins et administrateurs de la ville d'Ypres devront passer, deux fois par an, leurs comptes de recettes et de dépenses, en présence du comte et de ceux qu'à cet effet, il nommera parmi les bourgeois d'Ypres; 6° quiconque aura lieu de se plaindre des

échevins pourra s'adresser au comte ou à ses gens; 7° l'amende à laquelle seront condamnés les échevins, sera prise sur leurs propres biens; 8° à cause des méfaits, outrages et dommages supportés par le comte, les églises et les bons citoyens, ledit comte déclare confisqués tous les biens meubles et immeubles des drapiers; il s'en applique la quatrième part et consent à laisser les trois autres parts à ceux à qui il les a enlevées, à condition qu'ils n'abandonnent point la ville d'Ypres, où ils exercent leur métier; 9° tout *varlet* tisserand est tenu d'exercer son métier à Ypres; il doit payer par mois au comte 4 deniers, monnaie de Flandre, et ne peut quitter la ville, sous peine de perdre ses biens; si les tisserands la quittent, ils seront bannis de toute la Flandre; en outre les *varlets* apprentis paieront 2 deniers, les maîtres foulons et les *varlets* foulons paieront une maille pour chaque jour qu'ils travailleront; 10° chaque maître tondeur, chaque *varlet* tondeur paiera un denier pour chaque drap qu'il tondra; ils ne pourront abandonner la ville sous peine de perdre leurs biens; 11° à l'égard des teinturiers (*tainteniers*), bouchers (*macheliers*) et autres métiers, le comte attendra qu'il soit mieux éclairé, pour se prononcer. — Toute *keure* contrevenant en quelque manière que ce soit à cette ordonnance, est abolie. — Enfin le comte déclare que si les partis commettent encore quelques excès, il pourra en faire justice et en tirer vengeance seul et d'après son bon plaisir, sans le concours des échevins.

Wittenboek f° 82 v° et suiv.

Mentionné dans l'Inventaire analytique des chartes des comtes de Flandre etc. publié par M. le baron de St-Génois, à qui nous empruntons cette analyse.

CXXXVIII.

1281. — Datum anno Domini M° CC° LXXX° primo, Dominica post festum beati Dyonisii.

Lettres par lesquelles Marguerite, abbesse de Messine, autorise les échevins de la ville d'Ypres à percevoir le droit de passage des bateaux qui passent par sa terre de Nordscoten dans le canal d'Ypres, et ce d'après le tarif établi par ces échevins et approuvé par le comte de Flandre.

Original; traces de sceau en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 19 v° et 219 r°.

CXXXIX.

1281. — Fait en l'an del incarnation mil deus cens quatre vins et un au mois de mai.

État d'estimation des divers objets appartenant aux *Overdragts* qui étaient tenus par Gilles Cangelin. L'estimation totale s'élève à 140 livres.

Chirographe sur parchemin.

CXL.

1281. — Datum apud Urbem veterem id. junii pontificatus nostri anno primo.

Bulle du pape Martin IV, adressée au doyen de l'église de St-Candide à Sens. — Sur la demande du recteur de l'église de Notre-Dame du Briel près d'Ypres, il lui ordonne de rechercher quels sont les biens de cette église qui ont été aliénés ou distraits d'une manière illicite, et de les faire restituer sous peine d'excommunication.

Original, bulle en plomb, pendant à une corde.

CXLI.

1281. — Faites à Lille l'an del incarnation nostre Seigneur mil deus cens et quatrevingt et un le dimanche apres le jour saint March evangeliste.

Lettres par lesquelles Gui, comte de Flandre et marquis de Namur, reconnaît que, dans ses grands besoins, les échevins d'Ypres lui ont prêté et payé pour lui cinq mille trois cents soixante-huit livres et dix sols monnaie de Flandre. — Il promet de leur rendre cette somme à la Toussaint prochaine, et les autorise à prélever les

amendes qui lui sont échues dans la ville d'Ypres, excepté les amendes des bannis. — Les frais qui pourraient résulter des suites du non paiement à la date fixée, seront remboursés par lui sur la déclaration des dits échevins.

Original, sceau en cire jaune avec contre-scel, pendant à une bande de parchemin.

CXLII.

1282 (1283 n. s.). — Datum anno Domini M° CC° LXXX° secundo, mense februario.

Lettres par lesquelles le prévôt et le chapitre de St-Martin renoncent, en faveur des échevins et de la commune d'Ypres, à tous les droits qu'ils pourraient avoir sur les terrains en dehors des murs de leur couvent, situés entre le quartier de Dixmude et la rue de Boesinghe.

Original, muni du sceau du prévôt et de celui du chapitre, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Geluwenboek* f° 12 v°.

CXLIII.

1283. — Données en l'an del incarnation nostre Seigneur Jhu Crist mil deus cens quatre vins et trois el mois d'octobre.

Lettres par lesquelles Gui, comte de Flandre, marquis de Namur, fait connaître que pour le fait de la révolte qui avait eu lieu à Ypres en 1280 et qu'on appelle *Cokerulle*, les échevins et leurs adhérents, d'un côté, et les gens des métiers et leurs adhérents, de l'autre, s'étaient soumis à sa volonté et à sa décision. — Que déjà il avait prononcé à l'égard des gens des métiers, en se réservant de décider plus tard en ce qui concerne les échevins. — Après d'amples informations et pour de bonnes raisons, il déclare que les échevins et leurs partisans sont mis hors de cause et acquittés de tous frais et amendes qu'ils auraient pu encourir de ce chef.

Original, muni du sceau du comte, avec contre-scel en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 5 v°.
— *Roodenboek* f° 309 r°.

CXLIV.

1283 (1284 n. s.). — Datum in Castris ante Burnendruc III^o kal. aprilis anno Domini M^o CC^o LXXX^o III^o regni vero nostri anno X^o.

Lettres par lesquelles l'empereur Rodolphe de Hapsbourg, déclare accorder sauf-conduit à tous les marchands de France, de Flandre etc. dans toute l'étendue de ses états.

Original, sceau de l'empereur, pendant à double queue de parchemin.

CXLV.

1284. — Datum anno Domini M^o CC^o LXXX^o quarto mense augusto.

Lettres par lesquelles Nicolas, prévôt de l'église de St-Martin, et le chapitre, déclarent que demoiselle Marguerite Bekude a institué dans l'église de St-Pierre, sa paroisse, une messe à célébrer tous les jours, en hiver avant l'aurore et en été au lever du soleil, afin que les ouvriers puissent prier Dieu avant de se rendre à leur ouvrage. — Pour l'entretien du chapelain chargé de dire cette messe, et de son sacristain, elle a donné

au susdit chapitre les dîmes d'une terre sise à Langhemark et évaluées à 18 livres 15 sols parisis par an.

Original, muni du sceau du prévôt et de celui du chapitre, l'un et l'autre avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Gelucenboek* fo 27 ro.

CXLVI.

1285. — Datum anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo quinto, mense octobri.

Lettres par lesquelles Gui, comte de Flandre, marquis de Namur, renonce pour toujours, pour lui et pour ses successeurs, aux droits qu'il percevait, dans la ville d'Ypres, sur le change. — Tout bourgeois de cette ville pourra s'occuper de change, et les échevins pourront nommer des changeurs. — Cependant les Lombards qui, d'après l'autorisation qu'il leur en a octroyée, exercent maintenant cet état, pourront le continuer jusqu'à l'expiration de leur permission, c'est-à-dire, jusqu'à la fête de St-Remy de l'an 1290.

Original, sceau du comte en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* fo 6 vo et fo 82 ro, et en flamand fo 55 vo.

— *Zwartenboek* fo 594 vo.

CXLVII.

1286. — Datum anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo sexto, sabbato post Assumptionem beatae Virginis.

Lettres par lesquelles l'official de la Morinie défend aux ecclésiastiques de la ville d'Ypres d'exiger aucun salaire pour les relevailles, le mariage, l'enterrement ou l'administration d'un sacrement quelconque: ils pourront cependant recevoir ce que les fidèles leur offriront de leur propre mouvement. — Il ordonne à Jean de Bouchout, notaire de la cour de la Morinie (*clerico notario in curia Morinensi*), de publier cette défense en présence du peuple, et menace de sévir contre ceux qui se permettront de transgresser cette défense.

Gelucenboek fo 12 vo.

CXLVIII.

1286. — Datum anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo sexto Dominica post Assumptionem Virginis.

Lettres par lesquelles Jean de Bouchout, notaire apostolique de la cour de la Morinie, informe l'official de la même cour que, pour satisfaire à ses ordres, il a

fait dans toutes les églises de la ville d'Ypres la publication des défenses mentionnées au N° précédent.

Geluwenboek f° 15 r°.

CXLIX.

1286. — Données en l'an del incarnation nostre Seigneur mil deus cens quatersvins et sis, le devenres apres le Saint-Remi el mois de octobre.

Lettres par lesquelles Marguerite, abbesse de Messine, déclare qu'une contestation étant survenue entre elle et son couvent, d'une part, et les échevins de la ville d'Ypres, d'autre part, au sujet de ce que ceux-ci prétendaient qu'elle n'avait pas le droit d'arrêter sur le territoire de Nortscoten et de Sudscoten, qui lui appartenait, les bourgeois d'Ypres pour cause de dettes. — Elle consent à soumettre cette difficulté à l'arbitrage du comte de Flandre, de se conformer en tout à sa décision, et promet, en attendant le prononcé de ce jugement arbitral, de ne plus arrêter les bourgeois susdits, mais les échevins de leur côté doivent s'engager à ne faire aucun travail au canal passant par ces deux localités, avant que la décision du comte ne soit prononcée.

Original, sceau en cire brune avec contre-scel, pend. à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 20 v°.

CL.

1286. — Actum Parisiis die jovis ante festum beatae Lucia virginis, anno Domini m° cc° octogentesimo sexto.

Lettres adressées par Philippe (le Bel), roi de France, aux doyens des marchands habitués à fréquenter les foires de Champagne et de Brie. — Il a appris qu'ils sont décidés à ne pas se rendre aux foires prochaines à cause de certaine injustice qui avait été faite à un des leurs. — Il les engage à se rendre aux foires prédites et promet de leur faire rendre justice et satisfaction.

Original, sceau en cire blanche avec contre-scel, pendant à une bande de parchemin.

CLI.

1288. — Actum Parisiis die jovis post Brandonis anno Domini millesimo ducentesimo octogentesimo octavo.

Lettres par lesquelles Philippe (le Bel), roi de France, informe son bailli d'Amiens qu'il a décidé que la connaissance et le jugement des causes résultant de l'imposition des tailles sur les biens des ecclésiastiques de la ville d'Ypres, appartiendront exclusivement aux échevins de cette même ville. — Il défend en même temps aux ecclé-

siaistiques susdits, de faire la moindre opposition aux prescriptions précédentes.

Geluwenboek f° 80 r°.

CLII.

1288. — En l'an m cc miii et wyt le joesdi après le jour St-Denise el moys d'octobre.

État de plusieurs créances et dettes de la ville d'Ypres. — On y voit figurer parmi les dettes: 4500 livres à Robert et à Baude Crespin d'Arras, argent emprunté pour le comte et que celui-ci a promis de rendre à la ville. — Parmi les créances arriérées figurent: 500 livres dues par Baudouin d'Avesnes. — 5000 livres dues par le roi de France. — 500 livres dues par la ville de Tournay.

Rouleau de parchemin.

CLIII.

1289. — Actum et datum anno Domini m° cc° lxxx° nono in die veneris ante festum beati Barnabe apostoli.

Accord fait entre le prévôt et le chapitre de St-Martin, d'une part, et les échevins de la ville d'Ypres, d'autre

part, au sujet des écoles publiques de la ville. — Pour l'avantage et l'utilité des élèves, les trois écoles supérieures seront réduites à deux, l'un à St-Martin, l'autre à St-Pierre. — Aucun bourgeois ne pourra confier ses enfants à d'autres professeurs pour leur enseigner le *Donat*, la grammaire ou la logique, excepté toutefois le cas d'instruction domestique. — Chacune des parties sera libre de renoncer au nouvel arrangement, dès qu'elle le jugera à propos, pour revenir à l'ancienne convention. (Voir les N° LXXXVI et LXXXVII.)

Original, muni du sceau du prévôt et de celui du chapitre, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

Analysé dans Warnkœnig, *Hist. de Flandre*, tom. II, p. 380, et reproduit par MM. Stallaert et Van der Haegen, dans leur mémoire sur l'*Instruction publique au moyen-âge*, couronné par l'académie royale de Belgique, en 1850.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 248 r°.

— *Geluwenboek* f° 2 r°.

CLIV.

1290. — Datum anno Domini millesimo cc° nonagesimo feria secunda post diem pasce.

Lettres par lesquelles Marguerite, abbesse de Messine, déclare qu'une contestation s'étant élevée entre elle et son couvent, d'une part, et les échevins de la ville d'Ypres, d'autre part, au sujet de son droit d'arrêter

les bourgeois d'Ypres à Noortschoten et à Zudschoten, et au sujet de la navigation dans le canal passant par ces localités, elle consent à soumettre ce débat à la sentence arbitrale du comte de Flandre, promettant de se conformer à sa décision sous peine d'une amende de cinq cents livres au profit des échevins susdits. (Voir les N^{os} CXXXVIII et CXLIX.)

Original, muni du sceau de l'abbesse et de celui du couvent, l'un et l'autre en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f^o 20 r^o et 219 r^o.
— *Geluwenboek* f^o 247 r^o.

CLV.

1290. — Datum anno Domini millesimo cc^o nonagesimo, die jovis post Trinitatem.

Lettres par lesquelles Jean, évêque de la Morinie, approuve et confirme le compromis précédent fait entre l'abbesse de Messine et les échevins d'Ypres.

Cette charte est attachée à la précédente.

Original, sceau en cire brune avec contre-scel, pend. à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f^o 219 v^o.
— *Geluwenboek* f^o 247 v^o.

CLVI.

1290. — L'an del incarnation nostre Seigneur, mil deus cens quatre vins et dis le deluns après le nativité St-Jehan-Baptiste.

Sentence arbitrale prononcée par Gui, comte de Flandre, marquis de Namur, au sujet du différend existant entre les échevins d'Ypres, d'une part, et l'abbesse et le couvent de Messine, d'autre part (voir le N^o CLIV). Il décide 1^o que les échevins payeront, à la dite abbesse, une somme de cent livres monnaie de Flandre pour la dédommager des frais et dépenses que ce procès lui a coûtés. — 2^o La dite abbesse ne pourra faire arrêter aucun bourgeois d'Ypres, non plus que ses biens, sur le territoire de Noortschoten et de Zuutschoten. — 3^o Les échevins et la commune d'Ypres pourront faire exécuter au canal, traversant le territoire susdit de l'abbesse, tels travaux que nécessitera l'intérêt de la navigation, mais en indemnisant l'abbesse ou les particuliers des dommages que ces travaux pourraient leur occasionner. — 4^o Ces dommages devront être évalués par deux arbitres, l'un désigné par les échevins l'autre par l'abbesse. — 5^o Si les arbitres n'étaient pas d'accord sur l'évaluation de ces dommages, le bailli du comte déciderait en dernier ressort.

Original, muni du sceau du comte, avec contre-scel en cire brune, pendant double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f^o 7 r^o et 219 v^o, et en flamand f^o 53 v^o.
— *Roodenboek* f^o 160 v^o.

CLVII.

1290. — L'an del incarnation nostre Seigneur, mil deus cens quatrevins et dis, le deluns après le nativité St-Jehan-Baptiste.

Même contenu que le N° précédent.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque.

CLVIII.

1290. — L'an del incarnation nostre Seigneur, mil deus cens quatrevins et dis, le deluns après le nativité St-Jehan-Baptiste.

Même contenu que le N° CLVI.

Copie sur papier, écriture du xvi^e siècle, signée Looms.

CLIX.

1290. — L'an del incarnation mil cc Lxxx et dis le samedi après le Saint-Pierre et Saint-Paul.

Lettres par lesquelles Marguerite, abbesse de Messine,

déclare avoir reçu la somme de cent livres monnaie de Flandre que les échevins d'Ypres lui ont payées en exécution de la sentence arbitrale de Gui, comte de Flandre et marquis de Namur. (Voir le N° CLVI).

Original, sceau en cire brune avec contre-scel, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* fo 220 v^o.

CLX.

1291. — Datum anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo primo, mense maio.

Lettres par lesquelles Robert, évêque, chancelier d'Angleterre, Mathieu Giffort et Edith, sa femme, exécuteurs testamentaires de Richard Bedford, reconnaissent avoir reçu des échevins d'Ypres, toutes les sommes qu'ils devaient au dit Richard.

Original, les trois sceaux, dont cette chartre était munie et qui pendaient à double queue de parchemin, sont entièrement brisés.

CLXI.

1291 — Datum anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo primo, feria quinta post ramos Palmorum.

Lettres par lesquelles le prévôt et le chapitre de St-Martin, déclarent qu'entre eux et Adelis de Harringhe a été fait l'accord suivant: Le prévôt et le chapitre se chargent d'établir une chapellenie dans l'église de sainte Marie-Madelaine d'Ypres; ils donneront au chapelain, Jean de Calais, une somme annuelle de dix livres parisis. — Le dit chapelain devra célébrer (ou faire célébrer, en cas de maladie,) sept messes par semaine; six pour la dite dame Adelis, et la septième pour le prévôt et le chapitre. — Après la mort de Jean de Calais, le chapitre fera desservir cette chapelle par un des chanoines ou par un autre chapelain à son choix. — Toutes les offrandes, provenant de la dite chapelle, seront au profit du chapitre. — Pour servir les frais résultant de cet établissement de chapellenie, la dite dame Adelis a payé au prévôt et au chapitre la somme de trois cents livres tournois, qu'ils déclarent avoir reçue. — Cette convention est inviolable, et le prévôt et le chapitre s'engagent à la maintenir.

Original, muni du sceau du prévôt et de celui du chapitre, l'un et l'autre avec contre-scel, pendant double queue de parchemin. Le dernier est brisé.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 169 v°.
— *Geluwenboek* f° 79 v°.

CLXII.

1292. — Données en l'an de gracie mil deus cens quatre vins et douze le merkedî après l'Ascension.

Lettres par lesquelles Gui, comte de Flandre et marquis de Namur, autorise l'abbesse et le couvent de Ste-Claire d'Ypres à faire l'acquisition de cinq mesures et demie de terre situées dans la paroisse de Reninghe et que Guillaume De Schot tient en fief de Wautier Van Hulle, chevalier. — Id. de quatre mesures moins un quartier de terre situées dans la même paroisse et tenues en fief du même chevalier par Jean Hacke.

Original, sceau avec contre-scel en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

CLXIII.

1292. — Actum Parisiis die martis ante nativitatem Domini anno m° cc° nonagesimo secundo.

Lettres par lesquelles Philippe (le Bel), roi de France, fait connaître que les marchands qui ont été arrêtés près d'Arras, par le bailli d'Amiens, quand ils se rendaient aux foires de Champagne, lui ont fait demander à être

indemnisés des pertes qu'ils ont éprouvées du fait de cette arrestation. — Il promet qu'il fera prendre des informations, qu'il les dédommagera de leurs pertes et prendra des mesures pour que pareilles arrestations ne se fassent plus à l'avenir.

Original, sceau en pâte blanche avec contre-scel, pend. à double queue de parchemin.

CLXIV.

1293. — Datum anno Domini m° cc° nonagesimo tertio, feria secunda post diem S. Stanisl.

Lettres par lesquelles l'official de la Morinie, informe le doyen de la chrétienté d'Ypres que le bailli, le châtelain et les échevins de la ville se sont plaints, et lui ont fait connaître que les clercs et autres ecclésiastiques refusent de donner les otages qu'on exige, en cas de démêlés graves, des deux parties adverses pour le maintien des trêves de paix. — Il en résulte que ces dissensions continuent et occasionnent souvent des blessures graves, des mutilations et même des meurtres. — Pour mettre fin à ces abus, l'official invite le doyen susdit, à forcer tous les clercs et autres de sa juridiction de se soumettre à cet usage et de ne plus se refuser à fournir les otages pour le maintien des trêves de paix qui les concernent.

Original, sceau brisé avec contre-scel en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

CLXV.

1293 (1294 n. s.). — Che fu fait l'an del incarnation nostre Sengneur mil deus cens quatre vins et trese, le demenge apres le jour del Candeleur el mois de février.

Lettres par lesquelles les échevins d'Ypres reconnaissent que les marguilliers (*pourveour*) de l'église de Notre-Dame au Briel ont acheté de Gérard De Zeis et de sa femme Griele, une rente annuelle de huit sous, sur une maison située dans la *Dreve* vers le sud. Cette vente fut passée devant les échevins dont les noms suivent: Pierron De Lo, Jehan Le Sage, Jehan Faleis, Lambert Bardone et Eloy Gherbode.

Original, sceau de la ville d'Ypres avec contre-scel en cire verte, pend. à double queue de parchemin.

CLXVI.

1294. — Données l'an de grasse mil deus cens quatre vins et quatorze le joesdi apries le fieste de Tousseins.

Lettres par lesquelles Gui, comte de Flandre et marquis de Namur, fait connaître que déjà depuis longtemps une ordonnance avait été promulguée par sa mère Marguerite,

comtesse de Flandre et de Hainaut, et par lui, portant défense à toutes maisons de religion, clercs, bourgeois, gens non nobles, de faire en Flandre, et sans leur autorisation, aucun acquêt de fiefs, rentes, terres, héritages ou autre chose mouvant du comte. — Que nonobstant cette défense plusieurs acquêts de cette nature ont été fait par diverses personnes. — Qu'il a fait faire à cet égard une enquête générale et qu'il est parvenu à sa connaissance que les échevins d'Ypres, pour eux, pour leurs bourgeois, hôpitaux etc., ont acquis plusieurs terres, rentes et autres objets de cette nature. — Cependant, en considération des services que les échevins et la commune lui ont rendus, il déclare qu'ils peuvent rester en paisible possession des acquêts de cette espèce faits jusqu'à ce jour, et qu'ils sont exemptés des amendes qu'ils ont encourues de ce chef. — Sauf toutefois les prêtres, chanoines, clercs ou autres ecclésiastiques qui ne sont pas bourgeois d'Ypres.

Original, sceau du comte, en cire jaune,
pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboeck* f° 6 r°.
— *Gelucenboeck* f° 80 v°.

CLXVII.

1295. — Ce fu fait l'an del incarnation nostre Singneur, mil deus cens quatre vins et quinze, le premier jour de mai.

Lettres par lesquelles Jean de Zillebeke et Jean Hermans se portent cautions pour la somme de dix livres sept sous et quatre deniers que les échevins d'Ypres ont prêtée, au prêtre de Zillebeke, pour l'achat d'un terrain à l'usage du presbytère de la dite paroisse, et ce en remplacement d'une demi-mesure et cinquante verges de terre gisant au vivier de Zillebeke que les dits échevins conservent à leur usage.

Original, muni de deux petits sceaux, l'un
en cire jaune l'autre en cire rouge,
pendant à double queue de parchemin.

CLXVIII.

1295. — Datum anno Domini m° cc° nonagesimo quinto, feria secunda post festum beatae Mariae Magdalene.

Lettres par lesquelles l'official de la Morinie déclare que les sommes dues par les échevins d'Ypres pour le fait des terres reprises au presbytère de Zillebeke, devront

être payées au prévôt de l'église de St-Martin, afin d'être converties par celui-ci en rentes au profit du dit presbytère. — Il acquittera les échevins aussitôt que le payement sera fait entre les mains du prévôt susdit.

Original, traces de sceau en cire brune avec contre-scel, pendant à une bande de parchemin.

CLXIX.

1295. — Données l'an de grace mil deus cens quatrevingt et quinze le joedi apres le saint Leureuch.

Lettres par lesquelles Gui, comte de Flandre et marquis de Namur, délègue le seigneur Jehan de Zisele, chevalier, bailli d'Ypres, pour recevoir, en son nom, le *werp* d'une vente faite aux échevins d'Ypres par Jacques, fils de Thomas de Boesinghe, et consistant en quelques parties de la seigneurie de Boesinghe qu'il tient en fief du comte.

A cette charte se trouve jointe une indication des terrains vendus, et des noms des témoins, qui sont: le bailly du comte, le seigneur Wautier de Heule, Eustache Hauwiel, Jehan de Zillebeke, Guillaume de Zillebeke, Jehan le Medem, Henri Griffon, Lambert, fils de Pieron, Jean de Scatterweghe.

Original, sceau en cire jaune avec contre-scel, pend. à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 20 r°.

— *Geluwenboek* f° 250 r°.

CLXX.

1295. — Données en l'an de grace mil deus cens quatrevingt et quinze le merkedi devant le jour Saint-Symon et Saint-Jude.

Lettres par lesquelles Guy, comte de Flandre et marquis de Namur, déclare que les portes du passage de la Lys à Houplines, se trouvant en si mauvais état que les marchands n'osaient y passer avec leurs marchandises de crainte d'accidents, quelques-uns d'entreux se sont réunis et ont décidé de les faire rétablir à leurs frais. — En conséquence ils ont délégué trois prud'hommes chargés de la direction des travaux, savoir: Guillaume de Menin, Pieron de St-Jean et Jacques Aukin; le projet a été soumis au comte, qui l'approuve. — Pour dédommager ces marchands des grandes dépenses qu'ils ont faites en cette circonstance, il consent à établir à Houplines un tonlieu, dont voici les principaux articles: On paiera pour chaque muid de blé, de fèves, de pois, de vesces et d'orge, huit deniers; pour chaque muid d'avoine, quatre deniers; pour un tonneau de vin, d'huile etc., douze deniers; le sac de laine, six deniers; une charge de harengs, deux deniers; une navée de pierres, quatre sous, et de tous autres objets à l'avenant de six deniers le marc. — Ce tonlieu restera établi jusqu'à ce que les dits marchands seront déboursés de toutes leurs dépenses. — La recette de ce tonlieu est accordée à Jacques Mulot et à son neveu Thierry Mulot.

Original, sceau en cire jaune avec contre-scel, pend. à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 11 r°.

CLXXI.

1296. — Datum Par. die martis post octav. Pasch. Anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo sexto.

Lettres de Philippe (le Bel), roi de France, mentionnant que, pour pourvoir à la défense de son royaume et repousser les attaques des ennemis, il avait décidé, de concert avec les prélats et les barons, de faire lever une subvention de guerre pendant cinq années. — Le comte de Flandre avait fait lever cette imposition dans la partie de son comté relevant du roi de France, mais plusieurs échevins et habitants d'Ypres avaient refusé de payer cette subvention, prétendant que, d'après leurs lois, libertés, immunités et privilèges, ils ne pouvaient être imposés sans leur consentement. — Le comte en avait fait jeter quelques-uns en prison et avait confisqué leurs biens. — Les échevins d'Ypres, entretemps, s'étaient adressés au roi en le suppliant de faire respecter les privilèges et libertés qu'il leur avait garantis lui-même. — En conséquence le roi déclare que, pour sauvegarder les droits des deux parties, il exempte la ville d'Ypres de la subvention de cinq années, et consent à accepter les 12,000 livres parisis que les échevins lui ont offertes en dédommagement de la subvention susdite. — Les échevins et bourgeois détenus seront immédiatement mis en liberté, leurs biens leur seront restitués sans frais, ils seront exemptés des amendes qu'ils auraient pu encourir de ce chef. — Les échevins sont autorisés à répartir cette somme de 12,000 liv. entre tous les bourgeois d'après

les facultés de chacun. — Le roi leur accorde plein pouvoir pour imposer, lever et recueillir cette somme et pour écarter tous les obstacles qui pourraient se présenter à cet égard.

Original, sceau du roi de France avec contre scel en pâte blanche, pendant à double queue de parchemin.

CLXXII.

1296. — Données au Temple à Paris en l'an de l'incarnation nostre Seigneur, mil deus cens quatre vins et seze au mois de juing.

Lettres de Philippe (le Bel), roi de France, déclarant que les habitants d'Ypres lui ayant fait de courtoises subventions pour la défense de son royaume, et ce de pure grâce, il veut que cela ne puisse en aucun temps leur tourner à préjudice ou à servitude. — Comme cette ville se trouve fortement chargée de dettes, d'usures et d'autres charges, il autorise les échevins à imposer sur les bourgeois, des tailles et autres accises comme ils le jugeront convenable d'après leur serment d'échevin, et à maintenir ces taxes aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour l'acquittement des charges susdites. — Voulant en outre récompenser la loyauté qu'il a trouvée dans les échevins et bourgeois de la dite ville, il renouvelle, approuve et confirme tous leurs privilèges, coutumes, lois et franchises.

Original, sceau en cire verte, avec contre-

scel, pendant à des lacs de soie rouge et verte. Signé sur le pli J. De Pruvino.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 61 r°.
— *Roodenboek* f° 245 r°.

CLXXIII.

1296. — Données au Temple à Paris en l'an de l'incarnation nostre Seigneur, mil deus cens quatre vins et seze au mois de juing.

Lettres par lesquelles Philippe (le Bel), roi de France, en récompense de la grande loyauté qu'il a trouvé dans les habitants de la ville d'Ypres, approuve et confirme tous leurs us, coutumes, privilèges, lois et franchises.

Original, sceau en cire verte avec contre-scel, pendant à des lacs de soie rouge et verte. Signé sur le pli J. De Pruvino.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 65 r°.
— *Roodenboek* f° 509 v°.

CLXXIV.

1296. — Actum Parisiis anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo sexto, mense decembre.

Lettres par lesquelles Philippe (le Bel), roi de France, déclare que, quoiqu'il ait fait lever sur les terres des Templiers près d'Ypres une partie de la subvention qu'il avait demandée, sa volonté est de respecter et de faire respecter tous leurs privilèges, libertés et franchises.

Original, sceau en pâte blanche, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Gelucenboek* f° 172 r°.

CLXXV.

1296. — Données l'an de grace mil deus cens quatre vins et seize.

Lettres par lesquelles Gui, comte de Flandre et marquis de Namur, déclare que les échevins d'Ypres ont payé, pour son compte, à Robert Crespin d'Arras et à son frère Baude, la somme de 5,000 livres d'Artois, laquelle somme ils ne devaient payer au comte qu'à la St-André,

et ce comme dernier paiement d'une somme de 20,000 livres d'Artois qu'ils lui avaient accordée en courtoisie.

Original, sceau en cire jaune avec contre-scel, pend. à double queue de parchemin

CLXXVI.

1296 (1297 n. s.). — Données à Gipwis (?) le lendemain de le Typhane l'an de nostre Seigneur mil cc° quatrevingt et seze.

Lettres par lesquelles Edouard I^r, roi d'Angleterre, seigneur d'Irlande, duc d'Aquitaine, déclare que, voulant maintenir la bonne harmonie entre lui, ses hoirs et ses sujets, d'une part, et Gui, comte de Flandre, marquis de Namur, ses hoirs et ses sujets, d'autre part, il accorde à tous les marchands de Flandre l'autorisation de circuler librement dans tous ses états, l'Angleterre, l'Irlande, l'Ecosse, le pays des Galles, pour y acheter des laines ou autres marchandises. — Ils pourront également les transporter en Flandre ou ailleurs où bon leur semblera. — Ils jouiront dans ses états des mêmes libertés et des mêmes avantages que les Lombards.

Donné sous le *vidimus* de Gui, comte de Flandre, du mois de mars 1296 (1297 n. s.).

Original, sceau du comte Gui, avec contre-scel en cire jaune, pendant à double queue de parchemin.

CLXXVII.

1297. — Données à Gand en l'an de gracie mil deus cens quatrevingt et dissept le vigille de le fieste del Annontiation de Nostre-Dame.

Lettres par lesquelles Gui, comte de Flandre et marquis de Namur, déclare que, sur sa demande, les avoué et échevins de la ville d'Ypres l'ayant autorisé de battre monnaie en cette ville, il leur donne des lettres de non préjudice pour eux et pour leur loi. — Ni lui ni ses successeurs ne pourront jamais tirer ce consentement à us ou à coutume.

Original, sceau en cire jaune avec contre-scel, pend. à double queue de parchemin.

CLXXVIII.

1297. — Données l'an de grace mil deus cens quatrevingt et dys, le samedi après les octaves de le St-Martin en yver.

Lettres par lesquelles Gui, comte de Flandre et marquis de Namur, déclare que le roi d'Angleterre doit faire payer en Angleterre aux échevins d'Ypres, soit en argent, soit en marchandises, une somme de dix mille livres monnaie de Flandre, de laquelle somme lui Gui était redevable aux échevins susdits. — Pour les garantir

contre tout danger, il promet que tout ce qu'ils recevront en Angleterre, soit en argent soit en marchandises, sera sous sa responsabilité jusqu'à ce qu'argent et marchandises seront arrivés à Ypres sans encombre.

Original, sceau en cire jaune avec contrescel, pend. à double queue de parchemin.

CLXXIX.

1297 (1298 n. s.). — Ad feriam secundam post *Oculi* anno Domini m^o cc^o nonagesimo septimo.

Lettres par lesquelles l'official de la Morinie déclare que des malfaiteurs s'étant battus jusqu'à effusion du sang et ayant commis d'autres crimes dans l'église et le cimetière de Notre-Dame de Brielen, à tel point qu'on jugeait nécessaire de faire rebénir l'église et le cimetière, il a ordonné aux proviseurs et aux marguilliers de la dite église de procéder à une enquête scrupuleuse à cet égard, en interrogeant toutes les personnes témoins de ces faits. — D'après le rapport qui lui est parvenu, il juge qu'il n'est pas nécessaire de rebénir l'église mais seulement le cimetière.

Original; le sceau, qui pendait à double queue de parchemin, est brisé.

CLXXX.

1298 (1299 n. s.). — Données à Petingham l'an de grace mil deus cens quatrevingt diis et wyt, le venredi après le Typhane.

Lettres par lesquelles Gui, comte de Flandre et marquis de Namur, fait connaître que, faisant battre monnaie dans la ville d'Ypres du consentement des avoués, échevins et consaux, qui lui ont demandé à cet égard des lettres de non préjudice pour l'avenir, il leur accorde ces lettres à leur demande.

Original, sceau en cire jaune avec contrescel, pendant à une bande de parchemin.

CLXXXI.

1299. — Che fu fait à Petenghiem nostre chastel le lundî apres le feste de la Magdeleine en l'an de grace mil deus cens quatrevingt et disnoef.

Sentence arbitrale de Gui, comte de Flandre et marquis de Namur. — Une contestation s'était levée entre le seigneur de Moorslede, chevalier, d'une part, et la supérieure et les sœurs de l'hôpital Ten Bunderen (*de Bounre*). — Le seigneur susdit prétendait que les dites sœurs ne pouvaient recevoir, dans leur couvent, ni sœurs ni converses sans son autorisation, et que de plus elles

étaient obligées de lui soumettre tous les ans les comptes des revenus et des dépenses du couvent. — Les sœurs prétendaient le contraire, et par suite du refus de se soumettre à ces deux points, le seigneur de Moorslede voulait leur retirer une terre, qu'il leur avait accordée en fief, située en la paroisse de Moorslede. — Le comte Gui décide que les religieuses de l'hôpital Ten Bunderen se soumettront aux deux points en litige, et que le seigneur de Moorslede les laissera en paisible possession de la terre susdite.

Donné sous le *vidimus* des échevins d'Ypres du 29 janvier 1408 (1409 n. s.).

Vidimus, original sur parchemin, le sceau qui pendait à double queue, est brisé.

CLXXXII.

Fin du XIII^e siècle (en flamand).

Bande de parchemin contenant l'indication des messes instituées dans l'église de St-Jacques à Ypres. — Elles sont au nombre de trois : la première instituée par dame Christine Roegiers, la seconde par Jean Baerdone l'ancien, et la troisième par la paroisse.

Parchemin, écriture de la fin du XIII^e siècle.

CLXXXIII.

Fin du XIII^e siècle (en français).

Indication des messes instituées dans l'église de St-Pierre à Ypres. — Elles sont au nombre de cinq, savoir : 1^o la haute-messe, 2^o la messe instituée par la comtesse de Flandre, 3^o celle instituée par la demoiselle Beckude, 4^o celle instituée par Wautier Le Vilain, et 5^o celle instituée pour le repos de l'âme de Pierre Boidin.

Parchemin, écriture de la fin du XIII^e siècle.

CLXXXIV.

Fin du XIII^e siècle (en français).

Indication des messes instituées dans l'église de St-Nicolas à Ypres. — Elles sont au nombre de deux : la 1^{re} est si ancienne que on ne sait qui l'estora fors que elle fu du commencement de l'église ; la 2^e fut instituée par Bauduin Firtons (1).

Parchemin, écriture de la fin du XIII^e siècle.

(1) Ce document et les deux précédents sont attachés ensemble par une petite bande de parchemin.

CLXXXV.

Fin du xiii^e siècle (en français).

État des sommes dues par la ville d'Ypres à diverses personnes.

Rouleau de parchemin, écriture de la fin du xiii^e siècle.

CLXXXVI.

Fin du xiii^e siècle (en français).

Liste contenant les noms de vingt-et-un Brugeois qui se plaignent d'avoir dû payer à Ypres des droits auxquels ils n'étaient pas tenus. — Ce document porte en tête : *Che sont li borgois de Bruges ki se plaignent con a pris à Ypres deaus assise puis ij ans de le St-Remy en encha.* — Ces droits, indûment payés, portent uniquement sur la laine et ce à raison de cinq sols le sac.

Parchemin, écriture de la fin du xiii^e siècle.

CLXXXVII.

Fin du xiii^e siècle (en français).

État de diverses parcelles de terre que la ville a prises pour agrandir l'étang de Zillebeke. — Cet état indique les noms des propriétaires, l'étendue des terres prises et les prix payés de ce chef.

Petit rouleau de parchemin, écriture de la fin du xiii^e siècle.

CLXXXVIII.

Fin du xiii^e siècle (en latin).

Liste portant les noms de plusieurs drapiers, marchands de draps etc.

Petit rouleau de parchemin, écriture de la fin du xiii^e siècle.

XIV^e SIÈCLE.

CLXXXIX.

1299 (1300 n. s.). — Che fu fait en l'an de grasee mil cc lxxx et disnuef el mois de march, le dimenche après le Bohourdich (1).

Lettres de Robert, fils aîné du comte de Flandre, tenant la franche administration du pays, avoué d'Arras, sire de Bethune et de Termonde, par lesquels il déclare être redevable à Wautier, seigneur d'Enghein, chevalier, d'une certaine somme d'argent, comme partie de la dot de sa fille Yolente que le dit seigneur d'Enghein avait épousée (2). — A cet effet il constitue, au profit de sa fille et de ses hoirs, un revenu de cinq cents livres parisis par an, à prendre sur ses tonlieux de Tournai, ou, si ces tonlieux ne rapportent pas cette somme, sur ses moulins de la même ville. — Ce revenu sera prélevé par moitié, savoir: la première moitié, ou 250 livres, à la Chandeleur, et l'autre moitié au jour de l'Assomption de Notre-Dame. — Arnould, sire d'Audenarde, Rase, sire de Boulaere, et Jean, sire d'Heyne, assistèrent à cet acte comme témoins, en leur qualité de beers ou barons de Flandre.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque.

(1) Le premier dimanche du carême.

(2) Ce mariage avait eu lieu au mois de juillet 1289. Voir *D'Oudegherst*, chap. cxxviii, *L'Espinoy, Recherches des antiquités et noblesse de Flandre*, p. 54 et 55.

CXC.

1300. — Datum anno Domini millesimo ccc^o feria quarta post festum beati Dyonisii.

Vidimus de la charte de 1224 de Jeanne de Constantinople, comtesse de Flandre et de Hainaut, concernant le droit de pêche dans les fossés de la ville d'Ypres. — Donné sous le scel de l'évêque de la Morinie Jacques de Boulogne. (Voir le N^o XXXII.)

Original, sceau de l'évêque avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin. (Sceau en partie brisé.)

CXCI.

1300. — Datum anno Domini millesimo tricentesimo feria quarta post festum beati Dionisii.

Vidimus de la charte de 1227 de Jeanne de Constantinople et de Fernand, concernant le droit de pêche dans les fossés de la ville et l'établissement d'une foire à Ypres. — Donné sous le scel de l'évêque de la Morinie Jacques de Boulogne. (Voir le N^o XLVI.)

Original, sceau de l'évêque avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin. (Le sceau presque entièrement détruit.)

CXCII.

1300. — Datum anno Domini millesimo cccº, feria quarta post festum beati Dyonisii.

Vidimus de la charte de Thomas, comte de Flandre et de Hainaut, et de Jeanne son épouse, du mois d'avril 1241, concernant la cession de l'*Upstal* aux échevins d'Ypres. — Donné sous le scel du même évêque de la Morinie. (Voir le N° LXIII.)

Original, sceau de l'évêque avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin. (Sceau en partie brisé.)

CXCIII.

1300. — Datum anno Domini mº cccº, feria quarta post festum beati Dyonisii.

Vidimus de la charte de 1241 de Thomas, comte de Flandre et de Hainaut, et de Jeanne son épouse, concernant l'exemption pour les bourgeois d'Ypres du droit de tonlieu à Lille. — Donné sous le scel du même évêque. (Voir le N° LXIV.)

Original, traces de sceau de l'évêque avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

CXCIV.

1300. — Datum anno Domini millesimo trecentesimo, feria quarta post festum beati Dyonisii.

Vidimus de la charte de 1243 de Marguerite de Constantinople, comtesse de Flandre et de Hainaut, concernant l'observation des trêves de paix. — Donné sous le scel du même évêque. (Voir le N° LXVI.)

Original, traces du sceau de l'évêque avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

CXCv.

1300. — Datum anno Domini mº cccº, feria quarta post festum beati Dyonisii.

Vidimus de la charte de 1259 de Marguerite de Constantinople, comtesse de Flandre et de Hainaut, et de Gui, son fils, concernant la cession du *Ketelkwaed*, faite à la ville d'Ypres. — Donné sous le scel du même évêque de la Morinie. (Voir le N° CI.)

Original, sceau de l'évêque avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

CXCVI.

1300. — Datum anno Domini m^o ccc^o, feria quarta post festum beati Dyonisii.

Vidimus de la charte de 1259 de Henri III, roi d'Angleterre, concernant les privilèges accordés par ses prédécesseurs et par lui aux marchands d'Ypres. — Donné sous le scel du même évêque de la Morinie. (Voir le N^o CII.)

Original, sceau de l'évêque avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin. (Sceau en partie brisé.)

CXCVII.

1300. — Datum anno Domini millesimo trecentesimo feria quarta post festum beati Dyonisii.

Vidimus de la charte de 1269 (1270 n. s.) de Marguerite de Constantinople, comtesse de Flandre et de Hainaut, et de Gui, son fils, concernant la cession de la seigneurie de l'Hoveland, aux échevins de la ville d'Ypres. — Donné sous le sceau du même évêque de la Morinie. (Voir le N^o CXVI.)

Original, sceau de l'évêque avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin. (Sceau détérioré.)

CXCVIII.

1300. — Datum anno Domini millesimo trecentesimo, feria quarta post festum beati Dyonisii.

Vidimus de la charte de 1269 (1270 n. s.) de Marguerite de Constantinople, comtesse de Flandre et de Hainaut, et de Gui, son fils, concernant la délimitation de l'échevinage de la ville d'Ypres. — Donné sous le sceau du même évêque. (Voir le N^o CXVII.)

Original; le sceau, qui pendait à double queue de parchemin, est entièrement brisé.

CXCIX.

1300. — Datum anno Domini m^o ccc^o, feria quarta post festum beati Dyonisii.

Vidimus de la charte de 1285, de Gui, comte de Flandre et marquis de Namur, concernant l'acquittement des échevins d'Ypres et de leurs partisans, pour la part qu'ils avaient prise dans l'émeute appelée *Cockerulle*. — Donné sous le scel du même évêque de la Morinie. (Voir le N^o CXLIII.)

Original, sceau de l'évêque avec contre-scel

en cire brune, pendant à double queue de parchemin. (Le sceau presque entièrement brisé.)

CC.

1300. — Datum anno Domini millesimo trecentesimo feria quarta post festum beati Dyonisii.

Vidimus de la charte de 1294, de Gui, comte de Flandre et marquis de Namur, concernant la défense faite aux maisons de religion, clercs, bourgeois et gens non nobles, de faire en Flandre des acquêts de fiefs, rentes, terres etc. mouvants du comte. — Donné sous le seel du même évêque de la Morinie. (Voir le N° CLXVI.)

Original, sceau de l'évêque avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin. (Le sceau est brisé en partie.)

CCI.

1301. — Actum apud Insulam in Renengis, anno Domini millesimo trecentesimo primo, mense septembris.

Lettres par lesquelles Philippe-le-Bel, roi de France,

déclare que les échevins et habitants de la ville d'Ypres ayant pris parti contre lui dans la dernière guerre occasionnée par la rébellion de Gui de Dampierre, *jadis comte de Flandre*, il les a privés de tous leurs privilèges, lois et franchises. — Cependant sur l'humble supplication des échevins et bourgeois, demandant pardon de leurs injures et méfaits, il consent à leur accorder le pardon qu'ils sollicitent, et pour leur prouver sa clémence royale, il leur restitue et confirme leurs privilèges, chartes, franchises et libertés, et approuve leurs lois, coutumes et usages. — Il porte cependant une modification à la manière d'élire les échevins (N° XXII et XLIII) (1): au lieu de cinq élus, désignés pour nommer les cinq premiers échevins, on en nommera désormais six: trois seront nommés par le lieutenant du roi et les trois autres par les anciens échevins. — Ces six élus, après avoir prêté serment, nommeront les cinq premiers échevins qui, quant à eux, se conformeront entièrement à l'ordonnance de 1227 (1228 n. s.). — Les nouvelles fortifications, élevées avant la dernière guerre, seront démolies. — Pour prix de tous les *bienfaits* qu'il leur accorde, la ville lui cèdera la juridiction et la possession du quartier appelé *Kastrate* et *Carnificium*, possession que les échevins avaient achetée du chapitre de St-Martin, avant la dernière guerre. — Il frappe la ville d'une contribution annuelle et perpétuelle de 5000 livres parisis, payable par moitié à la fête de la nativité de St-Jean et à la Noël. — Enfin (toujours pour récompense de ses *bienfaits*) la ville lui paiera une somme de 120,000 livres parisis, une fois, à des termes à fixer par lui. — Tous ceux

(1) Nous reproduisons cette modification à la fin de ce volume

qui ont pris parti contre lui dans la dernière guerre, et ceux qui veulent jouir des privilèges et libertés qu'il daigne leur rendre, seront tenus de contribuer dans cette somme de 120,000 livres.

Original sur parchemin, sceau du roi de France avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 17 r°.
— *Roodenboek* f° 2 r°.

CCH.

1301. — Actum in Renengis Insule anno Domini millesimo trecentesimo primo, mense septembris.

Philippe IV, dit le Bel, roi de France. — *Vidimus* confirmatoire de la charte de 1116, de Baudouin à la Hache, concernant l'abolition du duel judiciaire et de l'épreuve du feu, du fer et de l'eau. (Voir le N° III.)

Original sur parchemin, sceau du roi de France avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

CCH.

1301. — Actum in Reneng. Insule anno Domini millesimo trecentesimo primo mense septembris.

Philippe-le-Bel, roi de France. — *Vidimus* confirmatoire de la charte de 1166 de Philippe d'Alsace, comte de Flandre, concernant l'exemption de droit de tonlieu sur le cours-d'eau entre Scipstal et Dixmude. (Voir le N° V.)

Original sur parchemin, sceau du roi de France avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

CCIV.

1301. — Actum in Renengis Insule anno Domini millesimo trecentesimo primo mense septembris.

Philippe-le-Bel, roi de France. — *Vidimus* confirmatoire de la charte de 1193 de Philippe-Auguste, roi de France, concernant les franchises accordées aux marchands d'Ypres, dans toute l'étendue de son royaume. (Voir le N° XV.)

Original sur parchemin, sceau du roi de France avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

CCV.

1301. — Actum in Renengis Insule anno Domini millesimo trecen-tesimo primo, mense septembris.

Philippe-le-Bel, roi de France. — *Vidimus* confir-matoire de la charte de 1224 (1225 n. s.) de Jeanne de Constantinople, comtesse de Flandre et de Hainaut, concernant le droit de pêche dans les fossés de la ville d'Ypres. (Voir les N^{os} XXXII et CXC.)

Original sur parchemin, sceau du roi de France avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

CCVI.

1301. — Actum in Reneng. Insule anno Domini millesimo trecen-tesimo primo, mense septembris.

Philippe-le-Bel, roi de France. — *Vidimus* confir-matoire de la charte de 1226 (1) de Jeanne de Con-stantinople, comtesse de Flandre, concernant l'exemption

(1) La transcription du *vidimus* porte par erreur la date de 1026 au lieu de celle de 1226.

de taille accordée aux Yprois. (Voir le N^o XXXIX.)

Original sur parchemin, sceau du roi de France avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

Transcrit dans le *Wittenboek* fo 177 v^o.
— *Zwartenboek* fo 57 v^o.

CCVII.

1301. — Actum in Reneng. Insule anno Domini millesimo trecen-tesimo primo, mense septembris.

Même contenu que le N^o précédent.

Copie sur papier, écriture du commence-ment du xve siècle.

CCVIII.

1301. — Actum in Reneng. Insule anno Domini millesimo trecen-tesimo primo mense septembris.

Philippe-le-Bel, roi de France. — *Vidimus* confir-matoire de la charte de 1227 (1228 n. s.) de Fernand de Portugal, comte de Flandre, déterminant la manière

dont on procédera pour nommer les échevins. (Voir le N° XLIII.) — Il maintient ces dispositions, sauf le changement indiqué par ses lettres de pardon de ce même jour, mentionnées au N° CCI.

Original sur parchemin, sceau du roi de France avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 171 v°.
— *Roodenboek* f° 3 v°.

CCIX.

1301. — Actum in Reneng. Insule anno Domini millesimo trecentesimo primo mense septembris.

Philippe-le-Bel, roi de France. — *Vidimus* confirmatoire de la charte de 1241 de Thomas de Savoie, comte de Flandre, et de Jeanne son épouse, concernant la cession de l'*Upstal* à la ville d'Ypres. (Voir les N° LXIII et CXCH.)

Original sur parchemin, sceau du roi de France avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

CCX.

1301. — Actum in Reneng. Insule anno Domini millesimo trecentesimo primo, mense septembris.

Philippe-le-Bel, roi de France. — *Vidimus* confirmatoire de la charte de 1241 de Thomas de Savoie, comte de Flandre et de Hainaut, et de Jeanne son épouse, exemptant les bourgeois d'Ypres du droit de tonlieu etc. à Lille. (Voir les N° LXIV et CXCH.)

Original sur parchemin, sceau du roi de France avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

Transcrit dans le *Zwartenboek* f° 170 v°.

CCXI.

1301. — Actum in Reneng. Insule anno Domini millesimo trecentesimo primo, mense septembris.

Philippe-le-Bel, roi de France. — *Vidimus* confirmatoire de la charte de 1245 de Marguerite de Constantinople, comtesse de Flandre et de Hainaut, concernant l'observance des trêves de paix. (Voir les N° LXVI et CXCV.)

Original sur parchemin, sceau du roi de France avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

CCXII.

1301. — Actum in Reneng. Insule anno Domini millesimo trecentesimo primo, mense septembris.

Philippe-le-Bel, roi de France. — *Vidimus* confirmatoire de la charte de 1251, de Marguerite, comtesse de Flandre, concernant l'approfondissement du canal entre Ypres et Nieuport. (Voir le N° LXXIX.)

Original sur parchemin, sceau du roi de France avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.



CCXIII.

1301. — Actum in Reneng. Insule anno Domini millesimo trecentesimo primo mense septembris.

Philippe-le-Bel, roi de France. — *Vidimus* confirmatoire de la charte de 1259, de Marguerite de Constantinople, comtesse de Flandre et de Hainaut, et de Gui, son fils, concernant la cession de la seigneurie du *Ketelkwaed*, aux échevins de la ville d'Ypres. (Voir les N° CI et CXCIV.)

Original sur parchemin, sceau du roi de France avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

CCXIV.

1301. — Actum in Reneng. Insule anno Domini millesimo trecentesimo primo mense septembris.

Philippe-le-Bel, roi de France. — *Vidimus* confirmatoire de la charte de 1269 (1270 n. s.) de Marguerite de Constantinople, comtesse de Flandre et de Hainaut, et de Gui, son fils, concernant la cession de l'Hoveland, lèz-Ypres, aux échevins de cette ville. (Voir les N° CXVI et CXCVII.)

Original sur parchemin, sceau du roi de France avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.



CCXV.

1301. — Actum in Reneng. Insule anno Domini millesimo trecentesimo primo mense septembris.

Philippe-le-Bel, roi de France. — *Vidimus* confirmatoire de la charte de 1269 (1270 n. s.) de Marguerite de Constantinople, comtesse de Flandre et de Hainaut, et de Gui, son fils, concernant la délimitation de l'échevinage d'Ypres. (Voir le N° CXVII et CXCVIII.)

Original sur parchemin, sceau du roi de France avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

CCXVI.

1301. — Actum in Reneng. Insule anno Domini millesimo trecentesimo primo mense septembris.

Philippe-le-Bel, roi de France. — *Vidimus* confirmatoire de la charte de 1273, de Marguerite de Constantinople, comtesse de Flandre et de Hainaut, et de Gui, son fils, accordant aux bourgeois d'Ypres l'exemption du tonlieu à Nieuport. (Voir le N° CXXVII.)

Original sur parchemin, sceau du roi de France avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

Transcrit dans le *Zwarttenboek* f° 170 r°.

CCXVII.

1301. — Actum in Reneng. Insule anno Domini millesimo trecentesimo primo, mense septembris.

Philippe-le-Bel, roi de France. — *Vidimus* confirmatoire de la charte de 1277, de Gui, comte de Flandre et marquis de Namur, accordant aux bourgeois d'Ypres divers privilèges. (Voir le N° CXXXIII.) — Il apporte cependant une modification à un point de ces privilèges

où il est dit que, dans le cas où un sergent du bailli ou du châtelain serait maltraité dans l'exercice de ses fonctions ou en présence du bailli ou du châtelain, le comte serait obligé de venir à Ypres, en personne, pour assister à l'enquête. — Il se réserve le droit de pouvoir, en cas pareil, se faire remplacer, comme comte de Flandre, par un de ses officiers désigné à cet effet.

Original sur parchemin, sceau du roi de France avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

Transcrit dans le *Roodenboek* f° 159 r°.

CCXVIII.

1301. — Actum in Reneng. Insule anno Domini millesimo trecentesimo primo, mense septembris.

Philippe-le-Bel, roi de France. — *Vidimus* confirmatoire de la charte de 1290, de Gui, comte de Flandre et marquis de Namur, contenant sa sentence arbitrale au sujet du différend surgi entre les échevins d'Ypres, d'une part, et l'abbesse et le couvent de Messine, d'autre part. (Voir le N° CLVI.)

Original sur parchemin, sceau du roi de France avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

CCXIX.

1301. — Actum in Reneng. Insule anno Domini millesimo trecentesimo primo, mense septembris.

Philippe-le-Bel, roi de France. — *Vidimus* confirmatoire de la charte de 1294. de Gui, comte de Flandre, marquis de Namur, concernant la défense faite aux maisons de religion, cleres, bourgeois, gens non nobles etc. de faire des acquêts de fiefs, rentes etc. mouvants du comte. (Voir les N^{os} CLXVI et CC.)

Original sur parchemin, sceau du roi de France avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

CCXX.

1301. — Actum in Rening. Insule anno Domini millesimo trecentesimo primo, mense septembris.

Philippe-le-Bel, roi de France. — *Vidimus* confirmatoire de la charte de 1296, donnée par ce même roi aux échevins de la ville d'Ypres, et autorisant ces magistrats à lever les tailles nécessaires pour amortir les dettes de la ville. (Voir le N^o CLXXII.)

Original sur parchemin, sceau du roi de

France avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

Transcrit dans le *Wittenboek* f^o 61 r^o.
— *Roodenboek* f^o 247 v^o.

CCXXI.

1301. — Actum Parisiis die lunae post cathedram Sti-Petri, anno Domini m^o ccc^o primo.

Lettres par lesquelles Philippe-le-Bel, roi de France, ordonne à son bailli d'Ypres de tenir la main à ce que les bourgeois de cette ville, qui abandonnent l'échevinage pour aller se fixer ailleurs, paient le droit d'issue de tous leurs biens.

Vidimus donné, l'an m ccc vii, sous le sceau de Guillaume Thébout, garde de la prévôté de Paris. — Sceau en cire brune avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f^o 85 v^o.
— *Zwartenboek* f^o 320 r^o.

CCXXII.

1301. — Actum Silvan. sabat. post festum omnium Sanctorum, anno Domini millesimo ccc^o primo.

Lettre de Philippe-le-Bel, roi de France, à son bailli d'Amiens. — Les échevins et bourgeois de la ville d'Ypres se sont plaints au roi de ce que, contrairement à leurs franchises, on avait exigé d'eux, à Bapaumes, les droits de tonlieu pour le vin et autres marchandises venant de Bourgogne, et que, sur leur refus, on avait mis arrêt sur ces marchandises. — Le roi ordonne à son bailli susdit d'informer cette affaire et de faire relâcher immédiatement les marchandises saisies.

Original, sceau du roi de France avec contre-scel en cire blanche, pendant à double queue de parchemin. (Le sceau est entièrement brisé.)

CCXXIII.

1301 (1302 n. s.). — Actum Parisiis die jovis post festum purificationis beatae Mariae Virginis anno Domini millesimo tricentesimo primo.

Lettres par lesquelles Philippe-le-Bel, roi de France, ordonne à son bailli d'Ypres de forcer à payer leur

quote-part dans la somme de 420,000 livres parisis dont il a frappé cette ville (voir le N^o CCI), tous ceux qui se sont rangés contre lui dans la dernière guerre. — Ils seront taxés, d'après leurs moyens, d'une manière équitable.

Original, sceau du roi de France avec contre-scel en pâte blanche, pendant à une bande de parchemin.

CCXXIV.

1302. — Faites et données l'an de grace mil trois cens et deus, le joesdi après le Pentecouste.

Lettres par lesquelles Gui, fils du comte de Flandre, au nom de son père Gui et de son *droit noir*, promet aux échevins d'Ypres, ainsi qu'à tous les bourgeois, de maintenir et de faire maintenir tous leurs privilèges, franchises, lois, usages et coutumes, donnés, octroyés et maintenus non seulement par le comte Philippe (d'Alsace) et par le comte Gui, son père, mais aussi par tous les autres comtes et comtesses de Flandre. — Il leur octroie le privilège de pouvoir fortifier leur ville quand et comme ils le voudront. — Les échevins pourront imposer des accises au profit commun de la ville. — Il s'engage à faire ratifier ces promesses par son père Gui, et de leur en faire donner des lettres patentes scellées du sceau du comte ou de son fils aîné. — Il leur accorde cette faveur à cause de la grande loyauté dont la ville a donné et ne cesse de donner des preuves depuis que le comte son père et son frère Robert sont au pouvoir

du roi de France. — Il leur fait remise, au nom de son père, de toutes les amendes qu'ils ont pu encourir, n'importe pour quel motif.

Original, muni du petit sceau de Gui, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 12 v°.
— *Roodenboek* f° 241 r°.

CCXXV.

1302. — Ces lettres sellées de nostre seel furent fetes l'an de grace mil trois cens et deus la vigile de la Saint-Lorens.

Lettres par lesquelles Jean, comte de Namur, fils du comte de Flandre, reconnait être redevable aux échevins de la ville d'Ypres de la somme de 450 livres parisis, qu'ils se sont engagés à payer pour lui, savoir: 450 liv. par. payables à la St-Remy, à Jacques Fiere, pour livraison d'un cheval fourni au comte; — 450 liv. par. payables à la Chandeleur à venir à Lambert Belle, pour livraison d'un deuxième cheval; — et 450 liv. par. à Lambert Morin, pour semblable livraison, également payables à la Chandeleur à venir. Le comte s'engage à rembourser ces sommes aux dits échevins et de les indemniser de tout dommage qui pourrait résulter d'un retard dans le paiement.

Original, muni du petit sceau du comte en cire verte, pendant à une bande de parchemin.

CCXXVI.

1302. — Faites et données l'an de grace mil ccc et deus, le venredi devant le Ste-Katerine.

Lettres de Jean, comte de Namur, fils du comte de Flandre, adressées aux échevins d'Ypres. — Il les informe qu'ayant laissé à Ypres Jean Le Lone, chargé, en son nom, de faire le tracé des fossés qui doivent entourer et fortifier les faubourgs, ce seigneur et quatre bourgeois des quatre paroisses des faubourgs sont venus le trouver à Gand, lui ont soumis le projet en lui demandant de faire commencer immédiatement les travaux des fortifications. — Considérant que les travaux à faire sont très considérables, il est d'avis de les commencer sans retard; il promet de se rendre à Ypres au premier jour et de faire besogner de telle sorte que les faubourgs soient sous peu suffisamment garantis.

Original, muni du petit sceau du comte, en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek* f° 243 v°.

CCXXVII.

1302. — Sellées de no grant seel, faites à Lille l'an de grace mil trois cents et deus el mois de novembre.

Lettres par lesquelles Jean, comte de Namur, fils du comte de Flandre, pour récompenser les échevins, les bourgeois et toute la commune d'Ypres, de la loyauté et de la fidélité dont ils ne cessent de donner des preuves, leur accorde le privilège suivant : Si un forain, habitant soit la ville soit la châtellenie d'Ypres, frappe, blesse ou tue un bourgeois d'Ypres, et que plainte en soit faite aux échevins, ceux-ci agiront comme suit : Ils en informeront le bailli du comte, qui, accompagné des échevins, fera instruire l'affaire. — Si le délit est constaté, les échevins chargeront le bailli de faire respecter les franchises de la ville. — A cet effet le bailli, l'avoué, les échevins et les gens de la commune, se rendront en armes et bannière déployée devant la maison du coupable. — Le bailli, sur l'invitation des échevins, fera publier le ban, à haute voix, et appellera, jusqu'à trois fois, le coupable par ses noms et surnoms, afin qu'il se présente pour amender le délit commis contre les privilèges de la ville. — Si le coupable se présente on le mettra en prison et aux fers. — Avant de le remettre en liberté, on prendra des garanties pour l'amende à laquelle il sera condamné. — Le coupable sera obligé de se tenir, le jour du marché, à l'une des principales portes de la ville, en chemise, pieds nus, tête nue, et un flambeau ardent (*un tison arset*) à la main. — Il restera à cette porte

jusqu'à ce qu'un des valets des échevins vienne le prendre, pour le conduire aux halles devant les échevins. — Arrivé en ce lieu, il remettra son flambeau aux échevins, et prêtera, entre les mains de l'avoué, le serment de ne plus méfaire à bourgeois ni à fils de bourgeois d'Ypres, sous peine de la vie. — Après cette cérémonie, les échevins condamneront le coupable à une peine quelconque, telle que pèlerinage ou autre chose, d'après la gravité du fait. — Si, à l'appel fait par le bailli, comme il est dit plus haut, le coupable se présente, après l'avoir arrêté, on se séparera sans faire l'*arsin*; mais si au troisième appel il ne se présente pas, on mettra le feu en sa demeure. — En l'absence du bailli, le châtelain fera mettre le feu, et celui-ci étant également absent, l'ordre de mettre le feu sera donné par l'avoué. — Si le coupable ne possède pas de maison dans la ville ou dans la châtellenie, on mettra le feu à la maison de celui qui lui aura donné asile. — S'il ne possède pas de maison, s'il n'est recueilli nulle part et s'il ne se présente pas, il sera banni de la ville et de la châtellenie jusqu'à ce qu'il se sera présenté pour faire amende honorable. — Si un forain frappe ou maltraite un bourgeois et que celui-ci crie : *bourgeoisie*, tous les bourgeois qui l'entendront, seront obligés de courir à son secours, sous peine d'une amende de soixante sols au profit du seigneur. — Si un bourgeois se joint à un forain pour frapper ou maltraiter un autre bourgeois, il sera condamné à une amende de soixante sols au profit du seigneur, et privé de son droit de bourgeoisie sans pouvoir le revendiquer jamais.

Le comte Jean s'engage à faire ratifier ce privilège par le comte son père et par son hoir principal.

Original, muni du grand sceau du comte

de Namur, avec contre-scel en cire brune,
pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 16 r°.
id. id. en flamand f° 51 r°.

CCXXVIII.

1302. — (En français).

État des draps achetés aux halles de la ville d'Ypres en 1302 par Pierre De Calemiers. — On y voit figurer, avec les noms des drapiers qui les ont confectionnés, 278 draps teints, montant à la somme de 2,818 livres 2 sous. — 501 draps blancs à l'usage des arbalétriers, coûtant de premier achat 2,514 livres 13 s. 7 deniers. — Ces draps furent donnés à teindre et on paya, entr'autres pour la teinture de 402 draps, 495 livres 16 sols.

Deuxième état de draps blancs achetés, pendant la même année, par Lambert Morin. Le nombre de draps est de 31; ils ont coûté 244 livres.

Troisième état de draps achetés, pendant la même année, par Henri Li May. Le nombre de draps est de 91, au prix de 842 livres 1 sol.

Long rouleau de parchemin, écriture de l'époque.

CCXXIX.

1303. — (En français).

État nominatif des personnes qui se sont constituées cautions pour les divers collecteurs, depuis le jour de St-Barthélémi 1302, jusqu'au jour de St-Barthélémi 1303. — Les échevins qui ont reçu ces déclarations de cautionnement sont Michelon Le Pelletier et Thomas De Lo.

Rouleau de parchemin, écriture de l'époque.

CCXXX.

1303. — Données à Bruges en l'an de grace mil trois cens et trois le lundi après le saint Barnabe l'apostole.

Lettres par lesquelles Philippe, comte de Thiette et de Lorette (fils de Gui de Dampierre), déclare qu'au nom de son père et au sien, il reconnaît et maintient les échevins et toute la commune d'Ypres dans leurs privilèges, lois, franchises, coutumes et usages. — Ils pourront conserver leurs fortifications anciennes et nouvelles, et il confirme tous les privilèges quelconques qui leur ont été octroyés par ses ancêtres. — Il maintient également les nouveaux privilèges qui leur ont été accordés

par son frère Jean, comte de Namur, et les confirme en sa qualité d'administrateur du comté de Flandre.

Original, grand sceau du comte Philippe, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 85 r°.

CCXXXI.

1303. — Chou fu fait et donné à Courtrai en l'an de grace nostre Singneur Jhu Crist M CCC et trois le lundi apres le jour St-Nicaise el mois de decembre.

Lettres de grâce accordées par Philippe de Thiette, fils de Gui, comte de Flandre, aux habitants de la ville d'Ypres, pour le meurtre des échevins, commis pendant la nuit de la St-André de cette année. — La commune d'Ypres a suffisamment reconnu devant lui, devant son conseil et devant les quatre bonnes villes de Flandre (Gand, Bruges, Lille et Douai), que pendant la nuit dessusdite quelques échevins, conseils et autres personnes ont été tués et mis à mort par le peuple, à cause de certains griefs et méfaits commis contre la commune. — Quelques personnes craignant d'être plus particulièrement poursuivies pour ces faits, le comte a fait prendre tous les renseignements possibles, et en considération des grands services que la commune d'Ypres lui a rendus et peut lui rendre encore, il leur pardonne

tout ce qui est arrivé et défend que, dans la suite, on poursuive qui que ce soit pour les faits dessusdits. — La commune avait désigné trente personnes dont les noms furent remis au comte, et qui, sur leur vie et sur leurs biens, s'étaient constituées cautions pour les demandes de dommages que réclamait le peuple; le comte décide que si ces trente personnes ou leurs prédécesseurs ont effectivement levés les contributions indues, dont le peuple se plaint, ils auront à rembourser toutes ces sommes au profit de tous les habitants de la ville. — Il veut que, du reste, le cours de la justice ordinaire continue comme par le passé, que les Yprois soient gouvernés d'après leurs lois et anciennes coutumes; qu'ils nomment, d'après ces mêmes lois, de nouveaux échevins pour rester en fonction jusqu'au jour de la St-Barthélémi prochain, et que dans la suite ils nomment leurs échevins selon la forme et la teneur de leurs privilèges. — Ces lettres de pardon sont accordées en présence du conseil du comte et des quatre bonnes villes de Flandre (1).

Copie sur parchemin, écriture de l'époque.

Imprimé en entier dans Lambin, *Verhael van den moord van cenigo schepenen, raeden en andere inwooners der stad Ypre etc.* p. 25 et suiv.

(1) Ces lettres de pardon furent abolies dans la suite, comme nous le verrons plus loin. (Voir le N° CCXXXIX.)

CCXXXII.

1303 (1304 n. s.). — Donné et faict à Gand le merkeldi quinsime jour al entree del mois de genvir l'an de grace mil trois chens et trois.

Ordonnance de Philippe, comte de Thiette et de Lorette, tendant à rétablir et à maintenir la paix et la sécurité dans le comté de Flandre. — Il est défendu d'attaquer la personne ou de piller les biens de ceux qui tiennent le parti du roi de France ou qui sont traîtres au comte et au comté de Flandre, mais on doit les dénoncer aux échevins; les transgresseurs de cette défense seront punissables à la volonté du comte et des échevins. — Celui qui tuera homme ou femme ne pourra être ni racheté ni pris à merci, mais sera puni de mort. — Celui qui blessera grièvement (*affolera*) un autre, ou le mutilera, ne pourra en aucune manière être pris à merci, si ce n'est blessure pour blessure, membre pour membre. — Celui qui frappera un autre sur l'instigation d'un tiers et en recevant un salaire, sera puni de mort, sans pouvoir être pris à merci, et si l'instigateur est connu, il sera puni comme si lui-même avait porté les coups, et ne pourra se racheter en aucune manière. — Si quelqu'un excite des troubles (*commen-chast meslée*) pendant la nuit ou pendant le jour, tous ses voisins et ceux qui se trouvent sur les lieux, seront tenus de l'arrêter et de le conduire à la prison du seigneur, et le coupable sera puni selon les lois; ceux qui lui porteront secours ou se mettront de son côté,

seront punis de la même manière. — Celui qui se rend coupable de vol, soit dans la ville soit en dehors, sera puni de corps et de biens sans pouvoir se racheter. — Quiconque commencera une émeute, soit contre le seigneur, contre une des cinq bonnes villes ou contre le pays, sera puni de corps et de biens selon la loi de la ville.

Cette ordonnance sera en vigueur aussi longtemps que durera la guerre contre le roi de France. — Elle ne portera aucun préjudice aux coutumes, privilèges etc. des villes de Flandre. — Philippe, comme seigneur, tenant l'administration de la Flandre, Jean, comte de Namur, Gui, comte de Zélande, Guillaume de Vilers, les échevins des villes de Gand, de Bruges, d'Ypres, de Lille et de Douai, jurent d'observer les prescriptions susdites. — Tous les seigneurs et villes susnommés ont appendu leur scel à cette ordonnance, excepté les échevins de la ville de Douai qui, n'étant pas porteurs de leur scel, ont prié le doyen et le chapitre de St-Pierre de Douai d'y apposer le leur au nom des échevins.

Expédition originale, donnée sous le grand sceau de la ville Gand, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

CCXXXIII.

1303 (1304 n. s.). — Données à Gand l'an de grace mil trois cens et trois el mois de fevrier.

Lettres par lesquelles Philippe de Thiette, fils de Gui, comte de Flandre, déclare qu'à sa demande les Yprois l'ont accompagné dans son expédition en Hainaut, quoiqu'ils ne fussent pas obligés à ce service. — Il veut que ce voyage ne porte ni dommage ni préjudice à leurs franchises, usages, lois, coutumes etc. et leur accorde en conséquence ces lettres de non préjudice.

Original, grand sceau du comte avec contre-scel en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* fo 11 v°. — *Roodenboek* fo 509 v°.

CCXXXIV.

1303 (1304 n. s.). — Données le mardi devant Pasque florie l'an de grace mil trois cens et trois.

Lettres par lesquelles Philippe de Thiette, fils de Gui, comte de Flandre, déclare qu'à sa demande les Yprois ont accompagné son frère dans son expédition en Zélande,

quoiqu'ils ne fussent pas obligés à ce service. — Il veut que ce voyage ne porte ni dommage ni préjudice à leurs franchises, usages, coutumes etc. et leur accorde en conséquence ces lettres de non préjudice.

Original, grand sceau du comte avec contre-scel en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* fo 12 r°. — *Roodenboek* fo 510 r°.

CCXXXV.

1304. — Données en la vile d'Ypre en l'an de grace mil trois cens et quatre le prochain diemenche après le *Quasimodo*.

Lettres par lesquelles Philippe, comte de Thiette et de Lorette, fils de Gui de Dampierre, reconnait que, selon l'ancienne coutume, si quelque dissension s'élève entre le comte et l'une des cinq bonnes villes de Flandre, savoir: Gand, Bruges, Ypres, Lille et Douai, les quatre autres villes ont le droit de juger le différend. — Il en est de même pour toute difficulté qui pourrait s'élever d'une de ces villes à l'autre.

Original, grand sceau du comte avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge.

Transcrit dans le *Wittenboek* fo 7 v°. — *Roodenboek* fo 6 r°.

CCXXXVI.

1304. — Che fu fait l'an de grasse mil trois chens et quatre el mois d'avril.

Lettres par lesquelles Philippe, comte de Thiette et de Lorette, ordonne que les échevins d'Ypres qui ont survécu au massacre pendant la nuit de la St-André (voir le N° CCXXXI), continueront à rester en fonctions jusqu'à la fin de l'année, conformément aux privilèges, usages et coutumes de la ville. — Pour maintenir la paix dans la ville, il nomme lui-même des magistrats en remplacement de ceux qui ont été massacrés, savoir: Guillaume de Haringhes, Daniel Happe, Lambert Counin, Thierrri Goedsone, Jean Le Vos de St-Michel, Jean Le Hiert et Mahi de Zillebeke, en remplacement des échevins, et Baudouin Debboudt, en remplacement de l'avoué. — A l'expiration de l'année, tous ces échevins éliront les cinq bourgeois qui, conformément à l'ancien privilège, doivent choisir les cinq premiers échevins. — La nomination de ces sept échevins et de l'avoué, faite par le comte, étant contraire au privilège des Yprois, celui-ci déclare qu'il est forcé d'en agir ainsi pour maintenir la paix, et qu'il n'entend porter aucun préjudice à ce privilège ni l'amoindrir en rien. — Il le confirme, au contraire, et promet de respecter et de faire respecter tous les lois, coutumes, privilèges et franchises de la ville.

Les quatre autres bonnes villes de Flandre, Gand, Bruges, Lille et Douai, approuvent ces dispositions et

les confirment par l'apposition de leurs sceaux. — Les échevins de Douai, ne possédant pas de scel, se servent de celui du chapitre de l'église de St-Amé de leur ville.

Original, muni de cinq sceaux en cire brune, pendant à double queue de parchemin, celui du comte, ceux des villes de Gand, de Bruges et de Lille, et celui du chapitre de St-Amé de Douai; les quatre premiers sont munis d'un contre-scel.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 79 r°

— *Roodenboek* f° 5 r°.

Imprimé dans Lambin, *Verhael van den moord van eenige schepenen etc.* pag. 46.

CCXXXVII.

1304. — Données à le vile d'Ypre l'an de graice mil trois chens et quatre el mois d'avril.

Même contenu que le N° précédent, mais sans l'approbation des quatre villes de Flandre.

Original, muni du grand scel du comte avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 79 v°.

— *Roodenboek* f° 4 r°.

CCXXXVIII.

1304. — Données l'an mil trois cent et quatre le nuit de may
(30 avril).

Lettres par lesquelles les échevins et jurés de la ville de Lille approuvent le jugement que leurs co-échevins, *Jakemes Louscourgne* et *Mikin Noirbiers*, rendront, conjointement avec les magistrats de Gand, Bruges et Donai, au sujet du meurtre des échevins d'Ypres, commis la veille de la St-André précédente.

Copie d'après l'original reposant aux archives de la ville de Gand, fournie par feu M. Parmentier, archiviste de cette ville.

Mentionné dans l'Inventaire analytique des chartes et documents appartenant aux archives de la ville de Gand, par M. P. Van Duyse, à qui nous empruntons cette analyse.

CCXXXIX.

1304. — Fait, jugiet et consentu en l'an de grache mil trois chens et quatre le lundi devant le Ascension.

Jugement rendu par les quatre bonnes villes de Flandre, Gand, Bruges, Lille et Douai, au sujet du meurtre des échevins d'Ypres, perpétré la veille de la St-André.

Les juges sont: *Baude Parys*, *Jehan Tonnekin*, échevins, *Symon li Brun* et *Gillion Dievekint*, consaux, pour la ville de Gand; *Elyas de Courtrai*, *Wautier de Hansebeke*, *Lambert de Laon*, *Jakeme Vastract* et *Laurens le Hoveske*, pour la ville de Bruges; *Jakeme Louscourgne* et *Mikin Norbiers*, pour la ville de Lille; *Jehans de Mons* et *Herbiert le Cordewanier*, pour la ville de Douai.

Sur l'invitation du comte Philippe de Thiette, et vu la lettre de compromis du magistrat d'Ypres, revêtue du sceau du comte, du sceau de la ville pour la commune, des sceaux des cinq métiers (tisserands, foulons, tondeurs, bouchers et poissonniers), et des sceaux de *Daniel Happe* et de *Wautier de Torout*, capitaines, pour tous les autres métiers, usant du pouvoir qui leur a été délégué par leurs villes respectives, les juges, réunis en la *vierscaere* d'Ypres, et en présence du peuple de cette ville, prononcent le jugement suivant: 1° La lettre de grâce accordée par le comte Philippe, et datée de Courtrai (voir le N° CCXXXI), est détruite et déclarée de nulle valeur. — Les écolâtres de Cassel *Eloy Gherbode*, *Jehan Bardone* et *Alyames Biesebout*, exilés de la ville depuis le meurtre, sont rappelés. — 3° Quiconque essaiera de s'opposer au susdit compromis, ou mettra obstacle à son exécution, sera puni de corps et de biens, et déclaré ennemi des cinq bonnes villes et de toute la Flandre. — 4° Tous les actes, ordonnances et jugements des nouveaux échevins, nommés par le comte (voir le N° CCXXXVI), sont déclarés valables et doivent être maintenus; ces nouveaux échevins devront rendre compte de leur gestion aux nouveaux échevins qui les remplaceront. — 5° Quarante-trois personnes, reconnus coupables du meurtre, sont condamnés à être traînés jusqu'au lieu d'exécution et à être soumis au supplice de la roue, en

quelque temps qu'on parvienne à les arrêter (les noms de ces quarante-deux coupables sont mentionnés dans l'acte). — 6° Cinq autres individus, coupables seulement de vol et de roberie, sont condamnés à être trainés jusqu'aux fourches et à être pendus. Un sixième est mis hors de cause. — 7° Les échevins sont chargés, conformément aux lois d'Ypres, de rendre justice à ceux qui se plaignent des extorsions faites depuis le jour du meurtre. — 8° Les taxations établies et levées, conformément aux lettres de grâce annulées par ce jugement, seront remboursées à ceux qui les ont payées. — 9° Pour maintenir la paix et l'union entre les habitants de la ville, chaque métier se choisira un capitaine parmi ses membres; ce capitaine exercera le commandement d'après les anciennes coutumes. — 10° Cette sentence a pour but de parvenir à une paix stable, de faire faire une expiation du meurtre des échevins et des autres méfaits commis en la ville d'Ypres depuis la veille de la St-André. — 11° Nul ne pourra s'opposer à l'exécution de la dite sentence, ni le comte ni personne. Si quelque opposition provenait de la part du comte, les quatre bonnes villes devraient s'y opposer. — 12° Si l'opposition provenait de la part d'une autre personne, et venait à exciter quelque trouble en ville, l'opposant serait puni comme meurtrier et déclaré ennemi du seigneur, des cinq bonnes villes et du pays de Flandre entier. — Les échevins délégués des quatre villes apposent leurs sceaux à cette sentence. — Le comte Philippe de Thiette confirme cette sentence, promet de la maintenir et de la faire maintenir par tous, et y appose également son seel.

Expédition donnée sous le sceau du comte
Philippe de Thiette, avec contre-seel en

cire brune, pendant à double queue de
parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* fo 80 v°.

— *Roodenboek* fo 6 r°.

Imprimé dans Lambin, *Verhael van den moord van eenige
schepenen etc.* p. 51 et suiv.

CCXL.

1304. — Faites et données à Ypre l'an de grase mil trois cens et
quatre le dimenche velle St-Pierre et St-Pol.

Lettres de non-préjudice accordées aux Yprois par
Philippe, comte de Thiette et de Lorette, parce que
contrairement à leurs privilèges, il faisait faire à Ypres
une enquête générale contre ceux qui avaient émis de
la fausse monnaie, qui avaient excité des troubles en
ville et qui s'étaient rendus coupables de plusieurs autres
méfaits pendant la guerre.

Original, grand sceau du comte avec contre-
seel en cire verte, pendant à une bande
de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* fo 80 r°.

— *Roodenboek* fo 69 r°.

CCXLI.

1304. — Faites à Bruges le jour de St-Luc en l'an de grace mil trois cens et quatre.

Lettres par lesquelles Philippe, comte de Thiette et de Lorette, retire la commission qu'il avait donnée à Jean de Houtkerke, chevalier, et Wautier le Foulon, bourgeois d'Ypres, commission qui les chargeait de rechercher, corriger et punir ceux des Yprois qui, dans la guerre contre le roi de France, avaient été cause de la défaite qu'avait éprouvée l'armée du comte. — Les échevins lui ont fait observer que la recherche et la punition de tels méfaits commis dans la banlieue d'Ypres, appartiennent à eux seuls; le comte ne veut en rien amoindrir leurs privilèges, retire sa commission et laisse aux échevins le droit de rechercher et de punir ces faits.

Original, grand sceau du comte avec contre-scel en cire verte, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 12 r°.
— *Roodenboek* f° 68 v°.

CCXLII.

1304. — Donné la veulle de la feste Ste-Katherine l'an de grace mil trois cens et quatre.

Lettres par lesquelles les échevins délèguent Jean, sire de Cuyek, Gérard, sire de Sotteghem, Jean de Gavre, sire d'Escornay, et Gérard li Mors (*De Moor*), chevalier, pour les représenter dans les négociations de paix entre le roi de France et le comte de Flandre. — Ils promettent d'approuver et de confirmer tout ce que ces seigneurs décideront au nom de la ville.

Donné sous le *vidimus* des quatre seigneurs délégués, sous la date du *mercredi devant le jour dou Noel l'an de grace mil trois chens et quatre*, et muni de quatre sceaux en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

CCXLIII.

1304. — Datum in Ypra anno Domini m° ccc° quarto in festo beatae Katerinae mense novembris.

Vidimus de la charte de 1195 de Philippe-Auguste, roi de France, concernant les franchises accordées aux

marchands d'Ypres, dans toute l'étendue de son royaume, et de la confirmation de cette charte par Philippe-le-Bel en 1301. — Donné sous le sceau de Jacques, prévôt de l'église de St-Martin d'Ypres.

Original, traces du sceau de l'évêque avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

CCXLIV.

1305. — Faites à Pontoyse en l'an de grace mil trois chens et chuinc le huitisme jour del moys de may.

Lettres de non-préjudice accordées aux villes de Flandre par Philippe, comte de Thiette et de Lorette, tenant l'administration du comté de Flandre, pour le cas où, dans le traité de paix à négocier entre le roi de France, d'une part, et le comte Robert de Flandre, son frère, lui et les bonnes villes de Flandre, d'autre part, il serait introduit quelque clause contraire à leurs usages et coutumes (*ke si ens on traitiet de le pais aucune nouvielitie advenist encontre les dis usages et costumes etc.*).

Jean, comte de Namur, frère de Philippe de Thiette, confirme ces lettres de non-préjudice en apposant son scel à côté de celui de son frère.

Original, muni des sceaux des deux comtes avec contre-scel en cire verte et brune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 12 v°.
— *Roodenboek* f° 510 v°.

CCXLV.

1305. — Faites et données à Poissi en lan' de grace mil ccc e chuinc le disenuefisme jour dou mois de may.

Lettres par lesquelles Gérard, sire de Sotteghem, Jean de Gavre, sire d'Escornay, et Gérard Li Mors (*De Moor*), sire de Wessingham, chevalier, déclarent avoir reçu des mains de M^{re} Denys d'Ypres, écolâtre de Cassel, clerc, François Belle, avoué, et Jacques de Houtkerke, conseiller et procureur de la ville d'Ypres, la procuration de la dite ville, pour accepter, en son nom, le traité de paix conclu en septembre 1304 devant Lille, entre le roi de France, d'une part, et les fils du comte Gui de Dampierre et le pays de Flandre, d'autre part. — La procuration de la ville d'Ypres se trouve transcrite dans ce récépissé: elle est datée de l'an de grace mil trois chens et chuinc el moys des may le jour St-Marc l'évangéliste.

Original, muni des sceaux de ces trois seigneurs, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 72 r°.

CCXLVI.

1305. — Donné et fait à Paris l'an de grace mil trois cent et cinc le tiers jour de juing.

Déclaration faite par maître Denis d'Ypres, écolâtre de Cassel, clerc, François Belle, avoué, et Jacques de Houtkerke, conseiller, procureurs de la ville d'Ypres, approuvant le traité de paix conclu entre le roi de France, représenté par son fils Louis, comte d'Evreux, Robert, duc de Bourgogne, Aimé, comte de Savoie, et Jean, comte de Dreux, d'une part, et les fils du comte Gui et les bonnes villes de Flandre, représentés par Jean, seigneur de Kuyck, Gérard, seigneur de Sotteghem, Jean de Gavre, seigneur d'Escornai, et Gérard De Moor, seigneur de Wessingham, d'autre part. — Ils jurent d'observer tous les articles de la dite paix et toutes les conventions concernant les trêves, les otages etc. — Ils prendront le parti du roi contre tous ceux qui enfreindront ce traité ou ne l'observeront pas dans toute son étendue. — Les évêques de Paris, d'Amiens et de Lisieux, présents à cette déclaration, y apposent leurs sceaux. — Les témoins sont M^{re} Etienne de Suysi, archidiaire de Bruges, Pierre de Belleperche et Pierre de Latilli, chanoines de Paris, Guillaume de Chinac, official de Paris, Jean Antoine, chanoine de Peronne, Simon de Rambuisson, chanoine d'Orléans, Ami d'Orléans, Giles de Remi et Jacques de Jaseigne, notaires publics de l'autorité de Rome.

Expédition originale sur parchemin, munie

du paraphe des trois notaires apostoliques susnommés. — Le sceau, qui pendait à une simple bande de parchemin, a été arraché.

Transcrit dans le *Wittenboek* f^o 73 r^o.

CCXLVII.

1306. — Dit et pronunchié l'an de grace mil trois centz et siis le vigile de le Pentecouste.

Sentence arbitrale prononcée par Robert de Béthune, comte de Flandre, au sujet d'un débat existant entre les magistrats d'Ypres, d'une part, et les Templiers, d'autre part. — Ces derniers, se basant sur leurs privilèges et franchises d'exactions, d'expédition et de taille, refusaient de payer leur part de contributions pour les dépenses faites, pendant la dernière guerre, pour la conservation de la ville d'Ypres et de la terre du Temple. — Le comte décide que, ces dépenses ayant été faites aussi bien dans l'intérêt de la terre du Temple que dans l'intérêt de la ville, les Templiers sont tenus de payer leur quote-part dans cette dépense. — Ces deniers seront levés sur la terre du Temple non par le magistrat d'Ypres, mais par le maître des Templiers qui les remettra à qui de droit. — Le tout sans préjudice pour les privilèges et franchises de l'une et de l'autre partie.

Original, muni du sceau du comte avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Geluwenboek* f^o 172 r^o.

CCXLVIII.

1306. — Fetes et données à Ypre le lundi après le nativité saint Jehan-Baptiste en l'an de grace mil trois centz et siis.

Sentence arbitrale prononcée par Robert de Béthune, comte de Flandre, au sujet de la part de contributions à payer par les Templiers. — En remplacement des quatre mille livres que ces chevaliers devaient payer pour leur part dans les deniers dûs au roi de France, et dans les dépenses faites pendant la dernière guerre, ils payeront pendant sept années les accises telles qu'elles sont établies aujourd'hui dans la ville d'Ypres. — Pendant ces sept années l'accise, telle qu'elle est établie aujourd'hui, ne pourra être ni diminuée, ni augmentée, ni abolie sans le consentement du comte. — Il prend cette décision dans l'intérêt de la paix et sans préjudice pour les privilèges et franchises des deux parties.

Original, sceau du comte avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Geluwenboek* f° 173 r°.

CCXLIX.

1306. — Fetes et données à Ypre le lundi après le nativité saint Jehan-Baptiste en l'an de grace mil trois centz et siis.

Charte du même contenu que le N° précédent.

Original, sceau du comte avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

CCL.

1306. — Datum anno Domini millesimo tricentesimo sexto feria quarta post assumptionem beatae Mariae Virginis.

Vidimus de la charte de 1227 (1228 n. s.), de l'abbesse de Messine, fixant le droit de tonlieu des diverses marchandises apportées à la foire de Messine. (Voir le N° XLII.) — Donné sous le sceau de Jean, prévôt de l'église de St-Martin d'Ypres.

Original; le sceau, qui pendait à double queue de parchemin, est entièrement brisé.

CCLI.

1307. — Datum per manum nostram apud Lanrecoost secundo die februarii anno regni nostri tricesimo quinto.

Edouard I^r, roi d'Angleterre etc. — *Vidimus* confirmatoire de la charte de 1259 de Henri III, son père, roi d'Angleterre etc. renouvelant les privilèges accordés aux marchands d'Ypres dans toute l'étendue de son royaume. (Voir les N^{os} LII et CII.)

Original sur parchemin, muni du sceau du roi d'Angleterre en cire verte, imprimé des deux côtés, pendant à des tresses de soie rouge et verte.

CCLII.

1307. — Faites à Ypres en la cambre des échevins en l'an de grace mil ccc et seet le mardi après l'octave des aposteles St-Pierre et St-Pol.

Adhésion des échevins d'Ypres, au traité de paix conclu entre le roi de France, d'une part, et Robert de Béthune, ses frères et les bonnes villes de Flandre, d'autre part.

Les commissaires délégués par le roi de France pour recevoir le serment des habitants d'Ypres sont: Jean de

Saint-Aubert, chanoine de Tournai; Amis d'Orléans, chanoine d'Orléans, et le bailli de Vermandois. — Avant de délivrer l'acte de leur prestation de serment, les échevins protestent contre deux points du traité de paix: Ils prétendent ne pouvoir être obligés à contribuer au payement des 300,000 livres exigés par le roi pour le rachat des personnes de Bruges et du territoire du Franc qui devaient être exilées; ils exigent que toutes les grâces, mutations et indulgences, accordées antérieurement par le roi, soient maintenues. — Ils ne prêteront serment qu'après que les commissaires du roi leur auront délivré acte de leur protestation. — Cette déclaration leur est donnée par les dits commissaires. — Suit l'acte de prestation de serment des échevins. — Cette cérémonie se passe en présence de Robert, comte de Flandre; Robert, son fils; Guillaume de Nivelles, Guillaume Le Poison et Jean Le Bouc, chevaliers; M^{re} Pierre Mulet, prévôt de Bethune; M^{re} Gérard de Ferlin, prévôt de St-Pierre de Douai; monseigneur Jean Le Poison, chevalier, bailli d'Ypres, l'avoué, les échevins etc.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque.

CCLIII.

1307. — Acta sunt haec in camera scabinorum de Ipra anno nativitatis millesimo trecentesimo septimo, indictione quinta, mense julii, ejusdem mensis die duodecima.

Déclaration de la protestation dont il est parlé au

N° précédent, délivrée aux échevins d'Ypres par les commissaires susdits du roi de France. — Les deux notaires qui instrumentent en cette affaire sont *Jacobus de Virtute* et *Evenus de Sancto Nicasio*.

Original sur parchemin, muni du paraphe des deux notaires susmentionnés.

CCLIV.

1307. — Données à Ypres en l'an de grace m ccc et seet le merkedî devant le jour Nostre Dame el mois de septembre.

Lettres par lesquelles Jacques Chercalt, marchand de Florence, receveur du roi de France pour la Flandre, reconnaît avoir reçu de ceux d'Ypres la somme de 1700 livres, en déduction des sommes dues au roi conformément au traité de paix. — Il déclare qu'il a reçu le *grand florin* à le *mache* à raison de soixante-sept sous la pièce.

Copie, écriture de l'époque, transcrite sur un long rouleau de parchemin.

CCLV.

1307. — Données à Courtray l'an de grace mil trois centz et sept, le samedi après le Saint-Leuens.

Lettres par lesquelles Robert de Béthune, comte de Flandre, informe l'avoué et les échevins de la ville d'Ypres que pour les cent mille livres parisis qui doivent être payées au roi de France, à la fête de la Toussaint prochaine, conformément au traité de paix, il les impose de huit mille et cent livres pour leur quote-part; il les prie de faire en sorte que ces deniers soient prêts pour le jour fixé, et leur rappelle qu'ils auront à payer semblable somme pour la fête de Pâques prochaine.

Original, sceau du comte avec contre-scel en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek* f° 311 r°.

CCLVI.

1307. — Datum apud Pontis die xi septembris, anno Domini m° ccc° septimo.

Lettre de Philippe-le-Bel, roi de France, à son bailli d'Amiens. — Les échevins et bourgeois de la ville d'Ypres

se sont plaints au roi de ce que, contrairement à leurs franchises, on avait exigé d'eux, à Bapaumes, les droits de tonlieu pour le vin et autres marchandises venant de la Bourgogne, et que, sur leur refus, on avait mis arrêt sur ces marchandises. — Le roi ordonne à son bailli susdit d'informer cette affaire et de faire relâcher immédiatement les marchandises saisies.

Original, sceau du roi de France avec contre-scel en pâte blanche, pendant à une bande de parchemin.

CCLVII.

1307. — Données à Ypres en l'an de grace mil ccc et seet, lendemain du jour St-Symon et St-Jude el mois d'octobre.

Lettres par lesquelles Jacques Chercalt, receveur du roi, reconnaît avoir reçu de ceux d'Ypres la somme de 4500 livres, en déduction des sommes dues au roi conformément au traité de paix.

Copie, écriture de l'époque, transcrite sur un long rouleau de parchemin.

CCLVIII.

1307. — Donnée à Ypres en l'an de grace m ccc et seet lendemain du jour St-Martin el mois de novembre.

Lettres par lesquelles Jacques Chercalt, receveur du roi, pour la Flandre, reconnaît avoir reçu de ceux d'Ypres la somme de 216 livres 4 sous, *en deniers d'or roials gros a le mache*, en déduction des sommes dues au roi conformément au traité de paix.

Copie, écriture de l'époque, transcrite sur un long rouleau de parchemin.

CCLIX.

1307. — Actum in parlamento nostro die veneris post hyemale festum sancti Martini anno Domini m^o ccc^o septimo.

Lettres par lesquelles Philippe-le-Bel, roi de France, fait connaître que, des difficultés étant surgies au sujet de l'arrestation des marchandises de quatre bourgeois d'Ypres par les préposés du tonlieu de Bapaume, il a fait examiner l'affaire, et qu'il a été décidé par son conseil que les deux parties auront à s'expliquer devant son parlement.

Original, sceau du roi de France avec contre-scel en pâte blanche, pendant à une bande de parchemin.

CCLX.

1307. — Actum Parisiis in parlamento nostro die mercurii post festum beati Nicolai hyemalis, anno Domini m^o ccc^o septimo.

Lettres par lesquelles Philippe-le-Bel, roi de France, fait connaître qu'au sujet de l'arrestation des marchandises des bourgeois d'Ypres à Bapaume, la comtesse d'Artois, Mathilde, avait demandé que l'affaire fut portée devant sa juridiction; les bourgeois d'Ypres, au contraire, avaient demandés qu'elle fut portée devant la juridiction du roi. — Après avoir ouï son conseil, il décide que la connaissance et le jugement de cette affaire lui appartiennent.

Original, sceau du roi de France avec contre-scel en pâte blanche, pendant à une bande de parchemin. (Le sceau brisé.)

CCLXI.

1307 (1308 n. s.). — L'an de grace mil trois cens et sept le mardi après la sainte Pierre en février.

Vidimus de la charte de 1301, de Philippe-le-Bel, roi de France, concernant le droit d'issue que doivent payer les bourgeois d'Ypres qui abandonnent l'échevinage

pour aller se fixer ailleurs. — Donné sous le sceau de Guillaume Thibout, garde de la prévôté de Paris. (Voir le N^o CCXXI.)

Roodenboek f^o 247 v^o.

CCLXII.

1309. — Données l'an de grace m ccc et neuf le quart jour d'avril.

Lettres par lesquelles Jacques Chercalt, receveur du roi de France pour la Flandre, reconnaît avoir reçu de ceux d'Ypres, la somme de 5184 livres, 11 sous, 2 deniers parisis bonne et forte monnaie, en déduction des sommes dues au roi, conformément au traité de paix.

Copie, écriture de l'époque, transcrite sur un long rouleau de parchemin.

CCLXIII.

1309. — Données et faites à Paris el mois d'avril en l'an de grace mil ccc et neuf.

Lettres par lesquelles Robert de Béthune, comte de Flandre, les délégués des villes de Gand, des francs

métiers de Bruges, du Franc, d'Ypres, Courtrai, Bergues, Bourbourg, Gravelines, Nieuport, Damme, Furnes, Audenarde, Cassel, Thourout, Ardenbourg, Dixmude, Poperinghe, Blankenberghe, Dunquerque, *Houque et Lemue* (?); les seigneurs Jean duc de Brabant, Jean comte de Namur, Guillaume de Flandre seigneur de Nesle, Louis comte de Nevers, Robert son frère, fils de Robert de Béthune, et Jean de Gavre seigneur d'Escornai, approuvent et jurent, sur les saintes Évangiles, de tenir et de faire tenir le traité de paix d'Athies, conclu entre le roi de France et les dits comte et villes de Flandre. — Ils s'opposeront à quiconque cherchera à violer le dit traité, et le considéreront comme ennemi. — Tous les baillis, prévôts, chanceliers, conseillers et tous les autres officiaux nommés ou à nommer, seront tenus de prêter le même serment. — Ils appellent l'excommunication sur ceux qui agiront contrairement audit traité de paix et les censures ecclésiastiques ne pourront être levées qu'à la prière du roi. (Voir le N° CCLII.)

Copie sur un rouleau de parchemin, écriture de l'époque.

CCLXIV.

1309. — Faites et données à Paris le lundi après le jour del Ascencion l'an de grace mil troys cens et noef.

Lettres par lesquelles Robert de Béthune, comte de Flandre, déclare qu'aussitôt que les villes de Lille et

de Douai, ainsi que leurs châtelainies seront rentrées en ses mains, il les fera contribuer dans les charges du pays de Flandre comme toutes les autres villes.

Original, muni du petit sceau du comte en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 10 v°.
— *Roodenboek* f° 347 r°.

CCLXV.

1309. — Données à Paris le diziesme jour de may, l'an de grace mil trois cens et neuf.

Lettres par lesquelles Philippe-le-Bel, roi de France, à l'instance supplication du comte de Flandre, de Jean duc de Brabant, de Guillaume de Flandres, seigneur de Nesles, de Jean comte de Namur, frère dudit comte de Flandre, de Louis de Nevers, de Robert, fils du comte de Flandre, et des délégués des villes de Flandre mentionnées au N° CCLXIII, accorde les grâces suivantes comme adoucissement au traité de paix d'Athies, mais sous condition que par cette libéralité il n'entend rien changer ni innover au traité précité: — Il pardonne toutes les offenses antérieures ou postérieures à ce traité. — Il permet de racheter la moitié de la rente de 20,000 livres et ajourne à deux ans le moment où l'autre moitié sera assise. — Les fortifications des villes de Gand, d'Ypres, de Douai,

de Lille ne seront pas démolies immédiatement, mais si dans la suite le roi jugeait nécessaire de les faire abattre, il en préviendra le comte et les villes, qui auront alors à se conformer audit traité: cette faveur ne s'étend pas aux fortifications de la ville de Bruges. — Il renonce à réclamer d'autres garanties que celles mentionnées dans ledit traité de paix, mais chaque bailli, prévôt, chancelier, conseiller ou autre official au service du comte ou à nommer par lui ou par ses successeurs, devra prêter serment, sur les évangiles, d'observer toutes les prescriptions de ladite paix. — Il renonce à percevoir les dîmes, rentes, subventions et autres charges imposées du temps qu'il était en possession du comté de Flandre. — Il accorde un délai pour payer les sommes arriérées qui lui sont dues.

Original, muni du sceau du roi de France
avec contre-scel en pâte blanche, pendant
à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 69 et suiv.

CCLXVI.

1309. — Actum Parisiis x^a die maii anno Domini millesimo ccc^o nono.

Lettres par lesquelles Philippe-le-Bel, roi de France, fait connaître que, nonobstant les lettres de grâce qu'il vient d'accorder, l'ancien traité de paix conclu entre son père Philippe-le-Hardi d'une part et le comte et le pays

de Flandre d'autre part, doit être observé dans toute sa teneur, sauf pour les articles modifiés par le dernier traité de paix conclu entre lui et le comte de Flandre.

Original, muni du sceau du roi de France
avec contre-scel en pâte blanche, pendant
à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 76 r^o.

CCLXVII.

1309. — Actum Parisiis die decima maii anno Domini m^o ccc^o nono.

Lettres par lesquelles Philippe-le-Bel déclare que le comte de Flandre, ses frères et les bonnes villes de Flandre s'étant soumis volontairement à l'excommunication dans le cas où ils enfreindraient le traité de paix d'Athies, et de telle manière que les censures ecclésiastiques ne pourraient être levées qu'à la demande du roi, il l'entend cependant de telle manière que, si quelques personnes isolées ou quelques villes venaient à rompre ledit traité de paix, l'excommunication ne s'étendrait qu'aux individus coupables ou aux villes rebelles, et non pas à la généralité.

Original, muni du sceau du roi de France
avec contre-scel en pâte blanche, pendant
à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 76 r^o.

CCLXVIII.

1309. — Actum Parisiis xiii^a die maii, anno Domini millesimo ccc^o nono.

Lettres par lesquelles Philippe-le-Bel, roi de France, ordonne aux curateurs et surintendants des biens des Templiers en Flandre, de payer aux Yprois les sommes que ces chevaliers leur étaient redevables. — Ces sommes seront prises sur les biens desdits chevaliers.

Original, sceau du roi de France avec contre-scel en pâte blanche, pendant à une bande de parchemin. (Le sceau en partie brisé.)

Transcrit dans le *Geluwenboek* f^o 173 v^o.

CCLXIX.

1309. — Faites en l'an de grace m ccc et neuf le jour de le Magdalaine.

Lettres par lesquelles Jean de Flandre, comte de Namur déclare que les échevins, le conseil et toute la commune d'Ypres lui ont prêté six cents deniers d'or. — Il promet de leur rendre cette somme au jour de

la St-André prochaine, et leur donne en garantie ses droits sur le tonlieu de Damme et sur toutes les rentes et revenus de sa ville de L'Écluse.

Original, sceau du comte avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

CCLXX.

1309. — Actum Parisiis die mercurii post Assumptionem beatae Virginis anno Domini m^o ccc^o nono.

Lettres par lesquelles Philippe-le-Bel, roi de France, accorde aux bourgeois d'Ypres, dont les marchandises ont été saisies à Bapaume, une année de prolongation pour plaider leur différend devant le parlement. (Voir les N^{os} CCLIX et CCLX.)

Original, sceau du roi de France avec contre-scel en pâte blanche, pendant à une bande de parchemin. (Le sceau en partie brisé.)

CCLXXI.

1309. — Datum Parisiis die xxvi octobris anno Domini millesimo
ccc° nono.

Lettres par lesquelles Philippe-le-Bel informe les gardiens des foires de Champagne et de Brie, que, d'après les privilèges accordés par ses prédécesseurs et confirmés par lui, les marchands d'Ypres ne peuvent pas être arrêtés pour les dettes du comte de Flandre. — Quelques marchands de cette ville ayant été arrêtés à la demande de Gérard Alodier de Florence, le roi ordonne de les mettre immédiatement en liberté et de leur rendre leurs marchandises saisies, sans aucun frais.

Original, sceau du roi de France avec contre-scel en pâte blanche, pendant à une bande de parchemin. (Le sceau en partie brisé.)

CCLXXII.

1309. — Datum apud novum mereatum xix die novembris anno
Domini m° ccc° nono.

Lettres par lesquelles Philippe-le-Bel, roi de France, ordonne aux gardiens des foires de Champagne et de

Brie, de faire citer devant son parlement à Paris les marchands Yprois arrêtés avec leurs marchandises, et d'y faire citer également Gérard Alodier de Florence, à la prière duquel ces arrestations avaient été faites.

Vidimus donné sous le scel des gardes des foires susdits, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

CCLXXIII.

1309. — Données en l'an de grace mil trois cens et neuf au mois de decembre.

Lettres d'Ourris de Noiex chevalier et de Jean de Vannoise, gardes des foires de Champagne et de Brie, aux échevins d'Ypres. — Comme représailles de l'arrestation des marchands d'Ypres aux foires susdites (Voir les N°s CCLXXI et CCLXXII) les échevins avaient fait saisir à Ypres l'argent destiné au payement de plusieurs créances dues aux sociétés de commerçants, connues sous les noms des *Bardes*, des *Peruches*, des *Cercles*, de l'*Espine* et des *Portmaires* de Florence; les gardes des foires prient les échevins de vouloir bien se dessaisir de cet arrêt, et les engagent à se présenter devant eux, soit en personne soit par délégation, pour leur exposer les motifs, leur promettant bonne et prompte justice.

Original, muni du sceau en cire brune des dits gardes, pendant à une bande de parchemin.

CCLXXIV.

1309. — Données à Paris l'an de grace mil trois cenx et nuef.

Lettres de Gui, doyen de Peronne, aux *maistres* tenant le parlement de Paris. — Il les informe qu'il a été désigné ainsi que Guillaume de Hangest, pour faire une enquête concernant le différend existant entre la comtesse d'Artois d'une part et les marchands d'Ypres, Guillaume de Menin, Lotin Paulin, Guillaume de Lampernesse et Jean Walveyne d'autre part, au sujet du paiement du tonlieu de Bapaume. (Voir les N^{os} CCLIX, CCLX et CCLXX.)

Original, muni du sceau du doyen de Peronne en cire verte, pendant à une bande de parchemin.

CCLXXV.

1309. — C'est les ordonnances dou roy de France faites l'an de grace mil trois cent et nuef.

Ordonnance de Philippe-le-Bel, roi de France, concernant la manière de procéder au parlement de Paris.

Petit rouleau de parchemin, écriture de l'époque.

CCLXXVI.

(Sans date mais vers 1309, en français).

Plaintes articulées par les échevins de la ville d'Ypres contre Jean de Maninghem, bailli d'Ypres et ses sergents, pour cause d'arrestation illégale en la personne de Michel de March, bourgeois d'Ypres.

Rouleau de parchemin, écriture de l'époque.

CCLXXVII.

1309 (1310 n. s.). — Escript le lundi devant le jour St-Pierre en février.

Lettres des échevins d'Ypres à Ourris de Noiex, chevalier, et Jean de Vanoise gardes des foires de Champagne et de Brie. — Réponse à la lettre mentionnée au N^o CCLXXIII. — Ils déclarent qu'ils n'ont faite aucune arrestation sur les sommes revenant aux marchands de Florence; ceux qui leur ont fait ce rapport ont *esparegniet de dire la vérité*.

Original sur parchemin, muni du sceau de la ville, en placard.

CCLXXVIII.

1309 (1310 n. s.). — Donné en l'an de grace mil trois centz et neuf au mois de février.

Lettres d'Ourris de Noiex, chevalier, et Jean de Vannoise, gardes des foires de Champagne et de Brie, aux échevins d'Ypres. — Ils les informent que, nonobstant les dénégations contenues dans leur lettre (N° CCLXXVII), on leur a fait de nouveau rapport de l'arrestation des créances des marchands de Florence, montant à 20,000 livres. — Ils les prient en conséquence de se dessaisir de cet arrêt etc.

Original, muni du sceau des gardes des foires de Champagne et de Brie, pendant à une bande de parchemin.

CCLXXIX.

Sans date.

Lettres des échevins d'Ypres aux gardes des foires de Champagne et de Brie. — Réponse au N° précédent. — Ils protestent de nouveau qu'ils n'ont fait aucune arrestation de deniers revenant aux marchands de Florence.

Original sur parchemin, muni du sceau de la ville, en placard, presque entièrement brisé.

CCLXXX.

1309 (1310 n. s.). — Faites à Rupplemonde le lundi devant le Pasque florie l'an de grace mil trois centz et neuf.

Lettres de Robert de Béthune, comte de Flandre, à Jean de Maninghem, bailli d'Ypres. — Une contestation s'étant élevée entre l'abbesse et le couvent de Messines d'une part et les échevins de la ville d'Ypres d'autre part, au sujet d'un droit de passage que la dite abbesse prétendait lever sur les marchandises allant de Warneton à Ypres; les deux parties s'en sont rapportées à la décision arbitrale du comte. — Celui-ci ordonne à son bailli d'examiner les raisons alléguées par l'abbesse, représentée par Daniel de le Donne, chevalier, et Arnould de Sinpgrete, et celles des échevins représentés par André Broederlam et François Belle, et de lui en faire rapport afin qu'il puisse prononcer avec connaissance de cause.

Original, muni du petit sceau du comte, pendant à une bande de parchemin.

CCLXXXI.

1309 (1310 n. s.). — Datum anno Domini m° ccc° nono die jovis festi beati Vincentii.

Lettres par lesquelles Ingelram, évêque de la Morinie, approuve toutes les acquisitions faites jusqu'à ce jour par la confrérie de St-Nicolas, d'Ypres, ainsi que celles qu'elle pourra faire dans la suite d'une manière équitable et du consentement du comte.

Original, muni du sceau de l'évêque avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Geluwenboek* fo 157 v°.

CCLXXXII.

1310. — Donné l'an de grace mil trois cens et diis el mois d'avril.

Lettres d'Ourreis de Noiex, chevalier, et Jean de Vannoise aux échevins d'Ypres. — Même contenu que les N°s CCLXXXIII et CCLXXVIII. — Malgré les protestations des échevins, les marchands de Florence soutiennent leur dire et offrent de le prouver devant les dits gardes des foires. — Ceux-ci prient donc les

échevins d'envoyer un de leurs délégués, à défaut de quoi ils se verraient obligés d'interdire aux marchands d'Ypres les foires et les terres de Champagne.

Original sur parchemin, le sceau est perdu.

CCLXXXIII.

(Sans date).

Lettres des échevins d'Ypres aux gardes des foires de Champagne et de Brie. — Même contenu que les N°s CCLXXVII et CCLXXIX. — Ils protestent encore qu'aucune arrestation n'a été faite, et informent les gardes susdits qu'ils enverront leurs délégués pour se justifier devant eux.

Original, muni du sceau de la ville, appliqué sur le parchemin, presque entièrement brisé.

CCLXXXIV.

1310. — Faites et donné l'an de grace mil ccc et diis le septiesme jour de mai.

Lettres par lesquelles Jacques Chercalt, receveur du roi, en Flandre, reconnaît avoir reçu de ceux d'Ypres,

la somme de 4048 livres, 8 sous, 9 deniers parisis bonne et forte monnaie, en déduction des sommes dues au roi conformément au traité de paix.

Copie, écriture de l'époque, transcrite sur un long rouleau de parchemin.

CCLXXXV.

1310. — Actum apud Moncellum prope pontem S. Maxencie die secunda junii anno Domini millesimo trecentesimo decimo.

Lettres de Philippe-le-Bel, roi de France, aux gardes des foires de Champagne. — Il leur ordonne de citer devant son parlement, à Paris, les marchands d'Ypres arrêtés avec leurs marchandises pour cause des dettes du comte de Flandre, d'y citer aussi le comte de Flandre ou son délégué, ainsi que le marchand Florentin Gérard Allodier, à la requête duquel cette arrestation a été faite.

Original, sceau du roi de France, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à une bande de parchemin.

CCLXXXVI.

1310. — Donné l'an de grace mil trois cens et dis au mois de juing.

Jugement rendu par les gardes des foires de Champagne et de Brie, Ourris de Noix, chevalier, et Jean de Vannoise, dans l'affaire de l'arrestation des marchands d'Ypres, pour cause des dettes du comte de Flandre, et ce à la requête de Gérard Allodier créancier du comte pour une somme de 42,000 livres parisis forte monnaie. — Ils déclarent que, vu les privilèges des marchands d'Ypres, l'arrestation a eu lieu illégalement, ordonnent la mise en liberté de ces marchands, la restitution de leurs marchandises, et condamnent la partie adverse aux dommages et intérêts.

Copie authentique donnée sous le scel des dits gardes des foires, avec contre-scel en cire brune pendant à double queue de parchemin.

CCLXXXVII.

1307. — Donné l'an de grace mil ccc dix au mois de juing.

Lettres par lesquelles Ourris de Noix, chevalier, et Jean de Vannoise, gardes des foires de Champagne et

de Brie, font connaître qu'en suite du jugement mentionné au N° précédent, les marchands d'Ypres et leurs procureurs se sont présentés devant eux et ont déclaré se tenir pour contents et entièrement apaisés de tout ce qu'ils avaient à réclamer ou à prétendre de Gérard Allodier, en exécution du jugement précité.

Copie donnée sous le scel des dits gardes des foires de Champagne et de Brie, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

CCLXXXVIII.

1310. — Donné l'an mil ccc dix au mois de juing.

† Obligation de deux mille livres tournois forte monnaie, due par Philippe Tef de Florence à Pierre Anguille (*Paelding*) et à Nicole Louis, bourgeois d'Ypres. — Il est bien stipulé que ce prêt de deux mille livres ne pourra en aucune manière être compté en déduction des 12,000 livres que le comte de Flandre doit à Gérard Allodier de Florence.

Original donné sous le sceau d'Ourris de Noiex et de Jean de Vannoise, gardes des foires de Champagne et de Brie, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

CCLXXXIX.

1310 — Donné à Arras le vendredi devant le St. Thomas apôstre l'an de grace mil ccc et dis.

Lettres par lesquelles Gui de Barteilles, doyen de Péronne, et Guillaume de Hangest le jeune, déclarent avoir reçu de Guillaume de Menin, Lotin Paulin, Guillaume de Lampernesse et Jean Walveyn, bourgeois d'Ypres, la somme de dix livres et quinze sols parisis, pour cause de leurs dépenses faites à Arras, pendant l'enquête faite au sujet du différend entre ces bourgeois et la comtesse d'Artois, pour le payage du Tonlieu de Bapaume. (Voir le N° CCLXXIV.)

Original, muni des sceaux de ces deux seigneurs, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

CCXC.

1310 (1311 n. s.). — Faites et données à Male le jour des brandons l'an mil trois cens et dis.

Lettres par lesquelles Robert de Béthune, comte de Flandre, ordonne d'arrêter dans toute l'étendue de la Flandre, ceux qui ont été impliqués dans l'affaire du

meurtre des échevins d'Ypres, la nuit de la St-André.
(Voir les N^{os} CCXXXI et CCXXXIX.)

Original, muni du grand sceau du comte
avec contre-scel en cire jaune, pendant
à double queue de parchemin.

Imprimé dans Lambin, *Verhael van den moord van eenige
schepenen* etc. p. 42.

CCXCI.

1310 (1311 n. s.) — Actum Parisiis in parlamento nostro die
jovis post *Reminiscere*, anno Domini millesimo trecentesimo
decimo.

Sentence prononcée par Philippe-le-Bel, roi de France,
sur le différend surgi entre quelques marchands d'Ypres
d'une part, et la comtesse d'Artois d'autre part, au
sujet du tonlieu de Bapaume. (Voir les N^{os} CCLVI,
CCLIX, CCLX et CCLXXIV.) — Il décide que les
marchandises confisquées seront rendus aux marchands
d'Ypres, et réserve les réclamations que ceux-ci pour-
raient faire valoir pour l'obtention de dommages et
intérêts.

CCXCII.

1311. — Fait et donné l'an de grace mil ccc et onse le samedi
après le jour de le sainte pasque.

Lettres par lesquelles Jean de Modenie, lieutenant de
Jacques de Chercalt, receveur du roi en Flandre, déclare
avoir reçu de ceux d'Ypres la somme de 5584 livres,
41 sols, 2 deniers parisis, bonne et forte monnaie, en
à-compte des sommes dues au roi conformément au traité
de paix d'Athies.

Copie, écriture de l'époque, transcrit sur
un long rouleau de parchemin.

CCXCIII.

1311. — Donné à Male le mardi après le saint March ewangliste
l'an de grace mil trois centz et onze.

Lettres de Robert de Béthune, comte de Flandre, à
son bailli de Furnes. — Ceux d'Ypres veulent creuser
un nouveau canal navigable nommé *zilinc* (*zydelinc*), pour
la construction duquel des emprises doivent être faites
sur les terres de plusieurs habitants du bailliage de Furnes;
il ordonne au susdit bailli de faire livrer ces terres
à un prix juste et loyal, et de se trouver, avec les

intéressés, à la journée que ceux d'Ypres lui feront connaître.

Original, muni du petit sceau du comte en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 18 r°.
— *Geluwenboek* f° 250 v°.

CCXCIV.

1311. — Données à Courtray la nuit de May l'an de grace mil trois chens et onze.

Lettres par lesquelles Robert de Béthune, comte de Flandre, fait connaître qu'il a autorisé les Yprois à approfondir l'Yper, et à creuser, à côté de cette rivière, un canal navigable qu'on nommera *Zilinc* (*Zydelinc*), destiné au transport par bateaux (*eschutes*) des marchandises, telles que vins, laines, grains, poissons etc., et de telle sorte qu'on pourra venir charger et décharger ces bateaux à Ypres. — Comme ces travaux coûteront des sommes considérables, qui devront être payées en partie par ceux qui profiteront de cette nouvelle voie de communication, il désigne Guillaume Li Pisson (De Visch), chevalier, pour fixer, en son nom, le droit de passage que devront payer les bateaux (*nefs et escutes*) qui navigueront sur ce nouveau canal.

Original, grand sceau du comte avec contre-

sceel en cire verte, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 17 r°.
— *Geluwenboek* f° 250 r°.

CCXCV.

1311. — Datum Meldis ix die augusti anno Domini m° ccc° undecimo.

Lettres par lesquelles Philippe-le-Bel, roi de France, accorde aux échevins de la ville d'Ypres, à leur demande, un délai jusqu'au jour de l'exaltation de la Ste-Croix, pour démolir leurs fortifications, qui doivent être rasées conformément au traité de paix d'Athies.

Original, grand sceau du roi de France avec contre-sceel en pâte blanche, pendant à une bande de parchemin.

CCXCVI.

1311 (1312 n. s.). — Donné à Male le lundi après la Typhane l'an de grace mil troys centz et onze.

Lettres de Robert de Béthune, comte de Flandre, à son bailli d'Ypres. — De temps immémorial les mar-

chands d'Ypres étaient exempts de tout droit de passage pour venir, avec leur marchandises, de Warneton à Ypres; cependant l'abbesse de Messine a exigé un droit pareil, et, sur le refus des marchands susdits, a fait saisir leurs marchandises. — Le comte ordonne à son bailli, de faire défense à l'abbesse et à son chapitre de prélever ce droit, et de faire restituer les marchandises saisies. — En cas de refus il citera l'abbesse ou son procureur à comparoir devant lui à Gand, le samedi prochain, pour se justifier et répondre sur les faits précités.

Original, muni du petit sceau du comte,
en cire jaune, pendant à une bande de
parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 22 v°.
— *Zicartenboek* f° 152 v°.

CCXCVII.

1311 (1312 n. s.). — Faites et données le lundi après les Brandons de l'an de grace mil trois cens et onze el mois de febvrier.

Lettres par lesquelles Tot Guy, receveur du roi de France, en Flandre, déclare avoir reçu des échevins de la ville d'Ypres, en son nom et au nom de Jacques Chercalt, la somme de 2500 livres, 60 sols et 6 deniers parisis, bonne et forte monnaie, en à-compte des sommes dues au roi en vertu du traité de paix.

Copie, écriture de l'époque, transcrite sur
un long rouleau de parchemin.

CCXCVIII.

1312. — Données le samedi diis jour en juing en l'an de grace mil trois cens et douze.

Lettres par lesquelles Jacques de Chercalt, receveur du roi, en Flandre, déclare que Guy de Viche, son lieutenant, a reçu en son nom et au nom de Tot Guy, de ceux d'Ypres, la somme de 5272 livres, 44 sols, 7 deniers de mites en déduction de 188,000 livres parisis, bonne forte monnaie, que le comté de Flandre doit au roi de France en vertu du traité de paix.

Copie, écriture de l'époque, transcrite sur
un long rouleau de parchemin.

CCXCIX.

1312. — Données l'an de grace mil trois cens et douze deus jours el mois de julié.

Lettres par lesquelles Jacques Chercalt, receveur du roi en Flandre, reconnaît que son lieutenant Guy de Viche a reçu des échevins d'Ypres, en son nom et au nom de Tot Guy, 1° une somme de 5141 livres, 7 sols, 6 deniers parisis bonne et forte monnaie; 2° 1656 livres, 7 sols, 6 deniers de mites en à-compte de ce que la ville d'Ypres doit au roi en vertu du traité de paix.

Copie, écriture de l'époque, transcrite sur
un long rouleau de parchemin

CCC.

1312. — Actum Pontisarae die xii^o julii anno Domini millesimo trecentesimo duodecimo.

Lettres par lesquelles Philippe-le-Bel, roi de France, fait connaître que les avoués, échevins et habitants de la ville d'Ypres ont été négligents à se conformer aux prescriptions du traité de paix d'Athies et aux lettres de grâce qui l'ont suivi. Cependant, voulant agir avec clémence, il pardonne toutes les peines qu'ils auraient pu encourir de ce chef, sous condition qu'à l'avenir ils se conformeront à toutes les prescriptions du dit traité.

Original, muni du sceau du roi, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboeck* f^o 76 v^o.

CCCI.

1312. — Datum in regali abbacia sanctae Mariae prope Pontisaram xix die julii anno Domini m^o ccc^o duodecimo.

Lettres par lesquelles Philippe-le-Bel, roi de France, déclare qu'à la requête du comte Robert de Flandre et des habitants du comté, il leur accorde un repit pour

les paiements qui lui sont dûs en vertu du traité de paix. — Ils lui paieront en à-compte à chaque fête de Noël une somme de 80,000 livres parisis.

Original, muni du sceau du roi, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à double queue de parchemin.

CCCII.

1312. — Actum Compend. die v novembris anno Domino m^o ccc^o duodecimo.

Lettres par lesquelles Philippe-le-Bel, roi de France, somme le comte de Flandre à comparaître au jour des Brandons prochain venant, devant son parlement de Paris, pour y répondre à la plainte faite à sa charge par les échevins et les habitants d'Ypres, parce qu'il avait voulu les forcer à contribuer au rachat des pèlerins de Bruges. — Il lui ordonne de restituer entretemps les biens qu'il a pu faire saisir à cette occasion.

Original, muni du sceau du roi de France avec contre-scel en pâte blanche, pendant à une bande de parchemin.

Mentionné pour la ville de Gand, dans l'inventaire de M. P. Van Duyse, mais sous la date de 1310, N^o 267.

CCCCIII.

1312. — Datum per manum nostram apud Wyndesore, vicesimo octavo die novembris anno regni nostri sexto.

Édouard II, roi d'Angleterre. — *Vidimus* confirmatoire de la charte de 1307, d'Édouard I^r, son père, roi d'Angleterre, confirmant les privilèges accordées aux marchands d'Ypres par les rois d'Angleterre dans toute l'étendue de leur royaume. (Voir les N^{os} LII, CII et CCLI.)

Original, sur parchemin, muni du sceau du roi d'Angleterre, en cire verte, imprimé des deux côtés et pendant à des lacs de soie rouge et verte.

CCCCIV.

1312 (1313 n. s.) — Données l'an de grace mil trois cens et douze le tierch jour du mois de march.

Lettres par lesquelles Jean Guy déclare avoir reçu des échevins d'Ypres, au nom de son frère Tot Guy et de Jacques Cherealt, receveurs du roi, en Flandre, la somme de 462 livres 10 sols, 4 deniers, et maille

parisis, pour le payement échu à la Noël et en à-compte des sommes dues au roi en vertu du traité de paix.

Copie, écriture de l'époque, transcrite sur un long rouleau de parchemin.

CCCCV.

1312 (1313 n. s.) — Donné et fait à Paris l'an de grace mil trois cens et douze au mois de marz.

Lettres par lesquelles Philippe-le-Bel, roi de France, à la requête d'Enguerrand, seigneur de Marigny, chevalier, institue un marché hebdomadaire et une foire annuelle dans la ville d'*Escoyer*, ville située sous la juridiction de haute et de basse justice de ce seigneur. — Le jour du marché est fixé au mercredi de chaque semaine; la foire annuelle commencera à la Nativité de Notre-Dame, et durera huit jours. — Il y aura trois jours d'exposition de draps, savoir les 4^e, 5^e et 6^e jours de la foire. — Il accorde au seigneur Enguerrand de Marigny et à ses héritiers, tous les profits, issues et émoluments des dits foires et marchés. — Le roi prend sous sa sauve-garde pour l'aller, le séjour et le retour, tous ceux qui se rendront à la dite foire.

Vidimus, donné sous le sceau de Jean Ployebauch, garde de la prévôté de Paris, du samedi devant la feste saint Jehan Baptiste l'an de grace mil trois cens et treize. — Traces de sceau en cire verte avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

CCCVI.

1313. — Faites et données à Courtray lendemain du jour saint Jehan décollasee l'an de grace mil trois cens et treze.

Lettre de Robert de Béthune, comte de Flandre, au prévôt de St-Martin d'Ypres et au bailli du dit lieu. — La construction du *Zilinc* (*Zydelinck*) nécessite des emprises sur plusieurs terres appartenant à des personnes du territoire d'Ypres, de Furnes et de Bruges. (Voir les N^{os} CCXCIII et CCXCIV.) — Il les désigne en conséquent comme arbitres pour la fixation du prix des terres à enclaver, et leur donne tout pouvoir pour contraindre ceux qui se refuseraient à livrer leurs terres. — Il les désigne également pour fixer, de concert avec les avoué et échevins d'Ypres, le taux que les bateaux, passant par le canal, devront payer, jusqu'à entier remboursement des sommes dépensées pour ces travaux.

Original, grand sceau du comte avec contre-scel en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* fo 17 v^o.

CCCVII.

1313. — Datum apud Curtracum ultima die mensis augusti anno Domini millesimo trecentesimo tertio decimo.

Lettres par lesquelles Robert de Béthune, comte de Flandre, à la requête de Denis Nappin, écolâtre de Cassel, amortit une terre située en partie dans la paroisse de Boesinghe, et concédée par le dit Denis Nappin à l'église de St-Martin d'Ypres, pour l'établissement d'une chapellenie. — Le comte n'en conserve pas moins sur cette terre tous ses droits de haute et de basse justice ainsi que les revenus, censes, tailles etc. y imposés jusqu'à ce jour.

Original, sur parchemin, le sceau qui pendait à des lacs de soie, est arraché.

Transcrit dans le *Wittenboek* fo 170 r^o.

CCCVIII.

1313. — Dit was ghedaen int jaer van gracen m ccc ende dertiene sonderdags voor sinte Martens dach in den winter.

Lettres par lesquelles les *poortmeesters* et échevins de la ville de Loo, promettent de se soumettre à la

58 livres, 10 sols et 40 deniers de vieux gros tournois, en à-compte des sommes dues au roi en vertu du traité de paix.

Copie, écriture de l'époque, transcrite sur un long rouleau de parchemin.

CCCXII.

1314. — Données à Paris l'an de grace mil ccc et quatorze le mercredi devant la Magdelene.

Lettres par lesquelles Simon le Rat, prieur de la sainte maison de l'hôpital de S. Jean de Jérusalem, délègue frère Renaud de Villers, commandant de la baillie de Flandre, pour statuer sur la demande faite par les hôtes du temple, en l'échevinage d'Ypres, tendante à renoncer à leurs privilèges et à payer les accises etc. comme les autres bourgeois d'Ypres, sous condition d'être déchargés des sommes qu'ils devaient payer à la ville d'Ypres pour leur quote-part dans les dépenses faites pour fortifier la ville pendant les dernières guerres (voir les N^{os} CCXLVII, CCXLVIII et CCLXVIII). Les échevins d'Ypres consentent à cette condition, pourvu qu'ils présentent des lettres suffisantes d'autorisation. — Le prieur Simon le Rat promet de s'en rapporter à la décision qui sera prise par Renaud de Villers, et d'approuver tout ce qui sera fait par lui.

Original, muni du sceau de Simon le Rat, en cire verte, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Getuereboek* f^o 172 v^o.

CCCXIII.

1314. — Gegeven int jaer ons Heeren doe men screef dincarnatioen derthien hondert ende viertiene des maendachs voor sinte Pieters dach en hangende aoust.

Ordonnance de Robert de Béthune, comte de Flandre, par laquelle il défend de vendre à Gand ou aux halles, des draps qui ne sont pas fabriqués et foulonnés en cette ville, et ce sur l'amende de 50 livres et la confiscation des draps, si le vendeur est étranger, et sur la même peine et une année de privation de son métier si le vendeur est Gantois. — Il défend également de fabriquer du drap dans un rayon de cinq lieues de la ville, si ce n'est dans les villes libres, sur la peine d'une amende de 50 livres et la confiscation des métiers et ustensiles. — Il se réserve la moitié des amendes; le reste sera partagé entre la ville et le dénonciateur. — A la demande de la commune, le bailli sera obligé d'accompagner celle-ci pour procéder à l'enlèvement des métiers, ustensiles et draps; en cas de refus du bailli, la commune pourra procéder par elle-même à l'enlèvement et aux arrestations.

Cette charte est donnée sous le vidimus confirmatoire de Louis de Crécy, comte de Flandre, donné à Gand, *int jaer van der incarnatione ons Heeren als men screef dusentich drie hondert viere ende twintich den vive en twintichsten van sporkete.*

Copie collationnée, d'après un *vidimus* du magistrat de Gand du 15 novembre 1485, signée *Overbeke*. La copie est de la même année et porte la même signature.

CCCXIV.

1314 (1315 n. s.) — Datum anno Domini m° ccc° quarto decimo die veneris ante festum purificationis beatae virginis Mariae.

Lettres par lesquelles l'official de la Morinie délègue le prévôt de l'église de Vormezeele pour mettre en écrit, en son nom, tous les concessions, promesses, accords etc. qui seront faits entre les échevins d'Ypres d'une part et les hôtes de l'ancien territoire du temple d'autre part (voir le N° CCCXII), et ce afin de pouvoir instrumenter cet accord qui doit être donné sous le scel du dit official de la Morinie.

Original, muni du sceau de l'official, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Gelucenboek* fo 174 ro.

CCCXV.

1314 (1315 n. s.). — Données l'an de grace mil trois cens et quatorze le vingt et deusisme joar du mois de février.

Lettres par lesquelles Vane Guy, valet de Louis X, roi de France et de Navarre, déclare avoir reçu des échevins d'Ypres la somme de 5000 livres de petit parisis. à

raison d'un vieux gros pour douze petits parisis, et ce en à-compte sur les sommes dues au roi pour la paix de Flandre.

Copie, écriture de l'époque, transcrite sur un long rouleau de parchemin.

CCCXVI.

1314 (1315 n. s.) — Données l'an de grace mil ccc et quatorze le vint et deusisme jour du mois de février.

Lettres par lesquelles Vane Guy, valet du roi de France, s'engage envers les échevins d'Ypres, à leur faire obtenir, avant le jour de Pâques, des lettres ouvertes de paiement et de quittance, scellées du scel du roi, pour les cinq mille livres de petits parisis dont la quittance figure au N° précédent.

Copie, écriture de l'époque, transcrite sur un long rouleau de parchemin.

CCCXVII.

1314 (1315 n. s.) — Datum in die purificationis beatae Mariae Virginis, anno Domini m° ccc quarto decimo.

Lettres par lesquelles J. prévôt de Vormezeele, informe

l'official de la Morinie, que, le jour de la Purification, sont comparus devant lui, l'avoué, les échevins et conseillers de la ville d'Ypres d'une part, les baillis, les manans de la terre du temple avec leur maître le frère Jean, de l'ordre hospitalier de S. Jean de Jérusalem, d'autre part. — Là les baillis, au nom de tous les habitants de la terre du Temple, ont prié les échevins de vouloir admettre les dits habitants de la terre du Temple à toutes les franchises, droits etc. dont jouissent les habitants d'Ypres, promettant, en leur nom et sous serment, qu'ils se soumettront à toutes les tailles, accises, maletotes et autres charges auxquelles sont soumis les habitants de la dite ville. — Les échevins, au nom de la communauté de la ville, considérant l'extrême besoin où se trouvent les susdits manans, consentent à les admettre parmi les bourgeois, et à les faire jouir de tous les privilèges de la ville, excepté cependant du droit de franchise de tonlieu à Nieuport, à Damme et à Lille. — Les manans du Temple acceptent cette exception, et, sous serment, renoncent à tous les droits, privilèges, exemptions etc. dont ils jouissaient comme habitants de la terre du Temple. (Voir le N° CCCXII.)

Original, muni du sceau du prévôt de Vormezele, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

A cette pièce se trouvent attachées les deux lettres mentionnées ci-après sous les N°s CCCXVIII et CCCXIX.

CCCXVIII.

1314 (1315 n. s.) — Datum anno Domini m° ccc° quarto decimo die martis ante ramos palmarum.

Lettres par lesquelles l'official de la Morinie approuve et confirme tout ce qui est relaté dans le rapport mentionné au N° précédent.

Original, sceau de l'official avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin et attaché au N° précédent.

CCCXIX.

1314 (1315 n. s.) — Datum anno Domini m° ccc° quarto decimo feria quinta ante ramos palmarum.

Même déclaration de frère Renaud de Villers, chef de la maison hospitalière de St-Jean de Jérusalem en Flandre.

Original, le sceau, qui pendait à double queue de parchemin, a été arraché. Cette pièce était également attachée au N° CCCVII.

CCCXX.

1314 (1315 n. s.) — Datum et actum anno incarnationis
Dominicae millesimo trecentesimo quartodecimo feria quinta
ante ramos palmarum.

Vidimus confirmatoire des chartes suivantes : 1° De l'offi-
cial de la Morinie au prévôt de Vormezeele, N° CCCXIV.
2° Du prévôt de Vormezeele à l'official de la Morinie,
N° CCCXVII. 3° De l'official de la Morinie approuvant
la charte précédente, N° CCCXVIII. 4° De Simon Le
Rat, prieur de l'ordre hospitalier de St-Jean de Jérusalem, en France, N° CCCXXI.

Ce *vidimus* est délivré par Renaud de Villers, maître
des maisons du susdit ordre en Flandre. Il approuve
et confirme, en son nom et au nom de ses successeurs,
tout ce que contiennent les documents susmentionnés,
sans préjudice de son autorité et de sa juridiction sur
la dite terre du Temple.

Original, muni du sceau de Renaud de
Villers, en cire rouge, pendant à double
queue de parchemin. A cette pièce se
trouve attaché celle mentionnée sous
le N° suivant.

CCCXXI.

1313. — Datum Corbol. in nostro generali capitulo, die mercurii
post festum beati Barnabae apostoli, anno Domini millesimo
trecentesimo quinto decimo.

Lettres par lesquelles Simon le Rat, prieur de l'ordre
hospitalier de S. Jean de Jérusalem, en France, approuve,
ratifie et confirme pour lui et ses successeurs, tous les
points contenus dans le document du N° précédent.

Original, sceau de Simon le Rat, avec
contre-scel en cire verte, pendant à
double queue de parchemin et attaché
au N° précédent.

CCCXXII.

1315. — Faites à Gand et données l'an de grace mil ccc et quinze
le jodi chinquime jour del mois de juin.

Lettres par lesquelles Robert de Béthune, comte de
Flandre, autorise les Yprois à construire une rigole
(*waterganc*) passant par le fief que dame Marie, veuve
de Nicole de Loo tient de lui. — Cette autorisation n'est
accordée que sauf les droits du comte et de la dite dame
Marie.

Original, muni du sceau du comte avec
contre-scel en cire jaune, pendant à
double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* fo 16 v^o.

CCCXXIII.

1315. — Données à Paris le ix jour de juing l'an de grace mil ccc et quinze.

Privilèges accordés aux marchands Italiens par Louis le Hutin, roi de France et de Navarre. — Ils seront exempts de toutes gardes, guets, impositions, tailles et subventions quelconques, excepté des charges réelles, telle que le droit d'héritage. — Pour ces exemptions ils payeront au roi deux deniers par livre de la valeur de toutes les marchandises qu'ils vendront ou achèteront dans les quatre villes où se tiennent les foires de Champagne et de Brie (1), dans la ville de Nîmes et dans toute la province de Narbonne, (auparavant ils ne payaient qu'un denier par livre). — De toutes les marchandises qu'ils vendront ou achèteront hors desdits lieux, ils payeront quatre deniers par livre au lieu de deux qu'ils payaient auparavant. — Pour chaque contract ou change qu'ils feront dans les lieux susdits et dans les villes de Paris et de Nîmes, ils paieront une maille par livre au lieu de la *pongoise* qu'ils payaient avant, et hors de ces lieux, sept deniers par livre. — Pour chaque contract, achat, vente ou échange d'or ou d'argent massif, ils payeront, le vendeur comme l'acheteur, deux deniers par livre. — Ils devront rédiger leurs contracts d'achat ou de vente de telle manière que les droits du roi ne

(1) Ces quatre villes sont Laingny-sur-Marne, Bar-sur-Aube, Provins et Troyes.

soient ni amoindris ni frustrés. — Les marchands italiens devront jurer de payer, dans les huit jours, les droits revenant au roi pour chaque contract d'achat ou de vente; si le paiement ne se fait dans les huit jours, ils paieront un double droit; celui qui cachera un marché payera douze deniers au lieu de sept et sera tenu pour parjure. — Il sera établi, aux foires susdites et à Paris, un certain nombre de courtiers (*contractiers*), hommes de bonne renommée, qui pourront être chargés de faire les transactions des marchands italiens; ces courtiers seront obligés de déclarer, sous serment et par écrit, à qui de droit, le nombre et la valeur des marchés faits pour les Italiens; le courtier qui ne se conformera pas à cette prescription, sera puni d'une amende de dix livres parisis au profit du roi; ils seront tenus de donner une caution de deux cents livres, ou plus, selon leur état. — Ces courtiers seront nommés par le roi ou par ceux qu'il déléguera à cet effet. — Le capitaine des Italiens et les conseils des villes de l'Italie, demeurant en France, seront tenus, sous serment, d'informer chaque marchand italien de ce qu'il aura à payer; le marchand qui ne se conformera pas à ces prescriptions ou qui manquera de payer ce qu'il doit, sera puni comme de raison. — Les marchands italiens ne pourront avoir leur domicile dans le royaume si ce n'est dans les quatre villes où se tiennent les foires de Champagne et à Paris, à St-Omer, à Nîmes et à La Rochelle, pendant le temps des foires, ainsi que dans les villes qui leur ont été assignées jusqu'ici pour demeure. — Cette ordonnance est valable pour dix ans à partir du jour de la date des présentes lettres.

Copie d'un vidimus donné sous le sceau de Jean Lonele, garde de la prévôté de Paris, du *merquedi* prochain après la

CCCXXIV.

1316. — Fetes et données le premier jour de septembre l'an de
grace mil trois cens et seze.

Lettres par lesquelles Raoul, évêque de St-Malo, et
Aimé, comte de Savoie, députés de Philippe, fils du roi
de France et de Navarre, interprétant différents points
relatifs au traité de paix, en faveur du comte Robert
et de ceux de Flandre, représentés par les procureurs
du comte, des villes, châtelainies et bailliages de ce
pays, à savoir : Sohier de Courtrai, Ivain de Varnewic,
Hugues de Borst, et maître Baudouin de Zonebeke,
procureurs du comte; maître Henri de Lemberghe, clerc;
Jean de Donze, échevin; Henri Piskin, conseiller;
Philippe Stievael, Jacques de Machon, Jacques Masch,
Ghenoot la Amman, procureur de la ville de Gand;
Gilbert de Zomerghem et Pierre Provinsin, le jeune,
échevins; Chrétien Potier, du Commun, et maître Jean
Balkart, procureur de la ville de Bruges, Pierre Anguille,
Jean Bardone, Lambert Belle, Chrétien Hanowas, procu-
reur de la ville d'Ypre; le chevalier Robert de Zamslacht,
procureur du Franc de Bruges; Karchen dou Breve,
procureur des ville et territoire de Furnes; le chevalier
Baudouin de Broukerke et Karchen dou Breve, procureur

des ville et territoire de Bergues (Bergen); Jean dou
Cardin, Karchen dou Breve, Chrétien Hanowas et maître
Jean Balliart procureur des ville et territoire de Bour-
bourg; maître Henri de Lamberg, procureur des villes
de Courtrai et d'Audenaerde; Karchen dou Breve et
Chrétien Hanowas, procureur de la ville de Neufport
(Nieuport); maître Jean Balkart et Chrétien Hanowas,
procureur de la ville de Dikemue (Dixmude); le chevalier
Robert de Zamslacht, procureur de la ville de Lammins-
vliet (Ecluse); et Gérard li Mor, procureur de la ville
d'Ardenbourg.

Le dit traité de paix ayant été jadis conclu par Louis,
fils de Philippe, roi de France, comte d'Evreux; Robert,
duc de Bourgogne, chambrier de France; Amé, comte
de Savoie, et Jean, comte de Dreux, au nom du roi
de France, d'une part, et par Jean, seigneur de Cuyck,
Gérard, seigneur de Sotteghem, Jean de Gavre, seigneur
d'Escornai, et messire Gérard li Mor, au nom des
Flamands, d'autre part.

Les points suivants ont été arrêtés : 1° Le comte Robert
et son fils Robert, ainsi que les Flamands promettent
obéissance au dit régent de France, et s'engagent à lui
faire amende honorable. 2° Le comte accompagnera en
Terre sainte le régent ou celui qui sera roi de France,
lors du passage général. 3° Le fils du comte ira en
pèlerinage à St-Jacques en Galice, à notre Dame de
Roche Madour, à notre Dame de Vauvert, à Saint
Gilles, en Provence, à notre Dame de Puy, endéans
un an, ou du moins endéans les deux ans. 4° Le comte
fera abattre le château de Courtrai, sans que celui-ci
puisse être rétabli. 5° La Flandre payera au régent
la somme de 200,000 liv. parisis. 6° Les villes de Lille,
Douai et Béthune avec leurs dépendances demeurent pour

toujours au roi de France. Cette donation sera confirmée par le comte et ses fils, ainsi que par les bonnes villes et le pays de Flandre. 7° Le comte est rétabli en la pairie de France, et ne pourra perdre le comté que par jugement de ses pairs. 8° Les privilèges et franchises sont maintenus, et aucune poursuite ne pourra être intentée aux Flamands pour des faits antérieurs à la date de la présente. 9° Le rachat des 10,000 liv. de rente et des pèlerins est accordé, sans aucune condition, pour les sommes convenues. 10° Les villes de Lille, Douai et Béthune demeureront au roi pour les autres 10,000 liv. de rente. 11° Des arbitres seront nommés de part et d'autre pour la délimitation. 12° Le restant des 400,000 liv. par. stipulées dans le premier traité de paix, sera payé en forte monnaie. 13° Les 600 hommes qui doivent servir le roi pendant une année ne pourront être envoyés au delà de la mer. 14° Les nouvelles fortifications de Bruges, Gand et Ypre seront abattues, sauf certaines parties dont l'utilité publique réclame le maintien, et sur l'avis conforme des commissaires du régent. 15° La question de savoir si la Flandre gallicante doit contribuer au paiement des sommes stipulées dans le traité de paix sera débattue pardevant le régent. 16° Après que le présent traité aura été ratifié par celui-ci, le comte de Flandre fera démolir le château de Courtrai, et le régent de son côté celui de Cassel. 17° L'ordonnance du roi au sujet des trente-neuf est ratifiée par le régent. 18° Les Flamands qui ont tenu le parti du roi de France pendant la première guerre et qui ne sont pas rentrés en l'obéissance du comte pendant la dernière, resteront soumis aux magistrats de la Flandre, sauf leur recours vers le roi. 19° Les Flamands qui pendant cette dernière guerre ont été du parti du roi, ne devront pas concourir pour les

biens qu'ils possèdent actuellement au paiement des 200,000 liv. par., stipulées par le dernier traité. 20° Ceux qui n'ont tenu le parti du roi que pendant la dernière guerre, restent soumis aux lois du pays, sans devoir contribuer au paiement des 200,000 liv. 21° L'interprétation des privilèges, franchises et autres dispositions ci-dessus, appartient au comte et aux gens de Flandre. 22° En cas que le comte de Nevers meure avant son père, satisfaction doit être faite aux co-héritiers. 23° Le régent prononcera sur les différends existant entre le comte de Flandre et celui de Hainaut. 24° Il ne fera exercer aucune poursuite contre le comte ou les gens de Flandre à cause de la guerre, et emploiera tout son pouvoir pour empêcher à ce sujet chaque poursuite, soit temporelle soit spirituelle. 25° Les partisans du roi et du comte rentreront en possession de leurs biens dans l'état où ils se trouvent actuellement. 26° Les prisonniers de guerre seront mis en liberté. 27° Tous les autres points du traité de paix sont maintenus.

Sous le vidimus de Henri Taperel, garde de la prévôté: daté de Paris l'an de grace mil trois cens et seze, le dymenche devant la nativité Nostre Dame.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque.

Mentionné dans l'Inventaire analytique des chartes et documents appartenant aux archives de la ville de Gand, par M. P. Van Duyse, à qui nous empruntons cette analyse.

CCCXXV.

1316 (1317 n. s.). — Données l'an de grace mil ccc et seze el moys de march.

Lettres par lesquelles Robert de Béthune, comte de Flandre, reconnaît avoir reçu des échevins d'Ypres diverses sommes d'argent, en plusieurs fois, savoir : 1° 400 livres de le foible monnoye, 2° 620 livres parisis forte monnaie, 3° 52 deniers d'or gros a le mace, 4° 2000 livres parisis forte monnaie, 5° 1600 livres parisis forte monnaie. Il s'engage à payer ces sommes en divers termes dont le dernier est fixé au jour de la St-Jean-Baptiste, 1320. — Pour garantie de ces sommes il leur engage tous ses revenus des bois et de la terre de Nieppe.

Original, muni du sceau du comte avec contre-scel en cire jaune, pendant à double queue de parchemin.

CCCXXVI.

1317. — Apud Obor. xvi die septembri anno regni nostri undecimo.

Lettres d'Édouard II, roi d'Angleterre etc., à ses vicomtes et ses baillis. — Il les informe qu'il a renouvelé et confirmé tous les privilèges accordés aux marchands

d'Ypres par son aïeul Henri, roi d'Angleterre, et confirmés par son père Édouard I et par lui-même. (Voir les N° LII, CCII, CCLI et CCCIII.) Nonobstant l'arrestation faite naguère sur quelques marchands d'Ypres, il défend de les arrêter dorénavant sous quelque prétexte que ce puisse être.

Original, muni du sceau du roi d'Angleterre, en cire jaune, imprimé des deux côtés et pendant à une bande de parchemin.

CCCXXVII.

1318. — Donné à Bruges le merquedi après Pasques l'an de grace mil trois cens et diis-wyt.

Lettres par lesquelles Robert de Béthune, comte de Flandre, déclare qu'en garantie des sommes que les échevins d'Ypres lui avaient prêtées, il leur avait donné en gage ses joyaux d'or et d'argent et les ornements de sa chapelle. — Par suite des arrangements pris pour le remboursement des sommes dues (voir le N° précédent), les échevins lui ont restitué tous ses joyaux et il déclare les avoir reçus.

Original, muni du petit sceau du comte, en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

CCCXXVIII.

1318. — Datum Ammon. vi non maii pontificatus nostri anno secundo.

Bulle du pape Jean XXII adressé à l'abbé du monastère de Ste-Marie à Boulogne. — Il l'informe qu'il est venu à sa connaissance que l'évêque actuel de la Morinie, ainsi que les évêques ses prédécesseurs, ont aliéné plusieurs dimes, revenus, terres, vignes etc. appartenant à la mense épiscopale. — Il le charge d'examiner ces diverses aliénations, et de faire rentrer toutes ces possessions à la dite mense, quelles que soient les conditions auxquelles ces aliénations aient eu lieu.

Donné sous le *vidimus* de Pierre, évêque de qui déclare en même temps que M^{re} Jean, procureur de l'évêché de la Morinie, s'est présenté à cet effet devant les magistrats d'Ypres qui lui ont déclaré, par leur procureur Jean Brom, que la bulle en question ne les concernait pas. — Du vi des Ides de mai 1318.

Original, muni d'un sceau en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

CCCXXIX.

1318. — Datum anno m^o ccc^o decimo octavo feria quinta post Trinitatem.

Lettres de l'official de l'évêché de Tournai au doyen de la chrétienté à Bruges. — Il est arrivé à sa connaissance que plusieurs individus, pour se soustraire aux châtimens dus à leurs crimes, se sont réfugiés dans quelques églises du diocèse de Tournai, surtout à Bruges, où ils se tiennent sur les cimetières, menant une vie déréglée (*vitam ducunt frequenter inhonestam, fornicationes, adulteriam et alios excessus perpetrando*), les quittant pour aller commettre de nouveaux crimes, et y revenant pour jouir du droit d'asile des dites églises. — Il prescrit au dit doyen de leur ordonner une première, deuxième et troisième fois, de s'abstenir de tout excès et de se soumettre à la peine méritée pour leurs délits, sous peine d'excommunication. — Il le prie de lui rendre compte de tous les moyens qu'il emploiera pour l'exécution de ces mesures.

Vidimus, donné sous le scel du doyen de la chrétienté de Bruges, pendant à une bande de parchemin.

CCCXXX.

1318. — Datum anno Domini m^o ccc^o decimo octavo, vigil. beatorum Jacobi et Christofori.

Lettres d'Enguerrand, évêque de la Morinie, à l'official du même évêché. — Une contestation a surgi entre le prévôt et le couvent de Saint-Martin d'Ypres d'une part, et les proviseurs de l'église paroissiale d'autre part, au sujet de la délimitation d'un terrain. — L'évêque prie ledit official d'écouter les deux parties, d'examiner les raisons alléguées de part et d'autre et de lui donner communication du résultat de ses investigations.

Original, traces du sceau de l'évêque avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

CCCXXXI.

1319. — Données à Bruges le lundi après le feste saint March evangliste l'an de grace mil trois cens diis et neuf.

Lettres par lesquelles Robert de Béthune, comte de Flandre, fait connaître qu'un accord a été fait entre l'abbesse de Messine d'une part et les échevins de la ville d'Ypres d'autre part, d'après lequel ceux-ci doivent

payer à l'abbesse susdite une rente perpétuelle de dix-sept livres parisis par an, en dédommagement des terres incorporées dans le nouveau canal appelé *Zylinc* (voir les N^o CCXCHII, CCXCIV, CCCVI et CCCX). — Quatre livres au moins de cette rente seront assises sur la ville d'Ypres, cinq sur des revenus dans la châteltenie et cinq autres sur des revenus dans la seigneurie desdits religieuses. — Le comte déclare qu'il laissera les religieuses susmentionnées en paisible possession et jouissance des rentes qui leur seront assignées dans la châteltenie.

Original, sceau du comte avec contre-scel en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f^o 18 r^o.

CCCXXXII.

1319. — Données à Donze (Deynze) l'an de grace mil trois cens diis et nouf le lundi après le feste del exaltation sainte crois.

Lettres par lesquelles Robert de Béthune, comte de Flandre, déclare avoir reçu des échevins de la ville d'Ypres, un prêt de 1580 livres parisis, pour lequel il leur a donné en gage tous ses bijoux et ornements de chapelle. — Suit la longue énumération des bijoux et ornements.

Original, le sceau qui pendait à une bande de parchemin a été arraché.

Publié dans les *Annales de la société d'Émulation pour l'étude de l'histoire et des antiquités de la Flandre*, 2^e série, tome IV, page 410.

CCCXXXIII.

1319. — Données en l'an de grace mil trois cent et dys noef, le vendredi après St-Remi es mois d'octobre.

Accord fait entre l'abbesse de Messine et son couvent d'une part et les échevins de la ville d'Ypres d'autre part, au sujet de l'incorporation dans le canal appelé *Zylinc*, de diverses parties de terre appartenant à la dite abbesse et à ses manans. (Voir le N° CCCXXXI.) — La contenance des terres incorporées est de 23 mesures, deux lignes et 56 verges, dans les paroisses de Noortscote et de Zuytsote, et de 2 lignes, 56 verges, dans la paroisse de Boesinghe. — Les eaux, le droit de pêche et les crêtes du canal, avec tout ce qu'elles pourront produire appartiendront aux échevins, sauf le droit de haute et de basse justice de l'abbesse susdite. — En dédommagement, les échevins assurent à cette abbesse une rente perpétuelle de 17 livres parisis par an, payable par moitié à la St-Remi et à la mi-mars. — Ces rentes seront assises comme il est dit au N° CCCXXXI. — Les échevins ont fait construire six ponts sur ce canal, savoir: le premier au *Steenstraete*; le second appelé *Droghebrugge*; le troisième appelé *Banekin-Brugge*; le quatrième appelé le pont sur le *Kerkedyc*; le cinquième le pont appelé *Delleviëse rue*; et le sixième à côté de l'*Yper*, au commencement du canal.

Copie collationnée de la lettre reversale donnée par les échevins de la ville d'Ypres à l'abbesse de Messines. — Écriture du premier quart du 17^e siècle, signé La Marche.

CCCXXXIV.

1319. — Données en l'an de grace m. ccc diis noef le venredi après le St-Remis el mois d'octobre.

Lettres réversales de l'abbesse de Messine délivrées aux échevins de la ville d'Ypres et du même contenu que le N° précédent.

Original, muni du sceau de l'abbesse et de celui du couvent de Messine, l'un et l'autre en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* fo 14 r^o.

CCCXXXV.

1319. — Datum anno Domini millesimo ccc^o decimo nono, die mercurii post festum beati Lucae.

Lettres par lesquelles Enguerrand, évêque de la Morinie, approuve la convention faite entre l'abbesse de Messine et les échevins d'Ypres, au sujet des terres incorporées dans le nouveau canal. (Cette pièce se trouve attachée au N° précédent.)

Original, muni du sceau de l'évêque, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* fo 15 r^o.

CCCXXXVI.

1319. — Données as Dunes lendemain de le saint Andriu l'an de grace mil trois cens diis et noef.

Lettres par lesquelles Robert de Béthune, comte de Flandre, sur le rapport qui lui a été fait par le bailli d'Ypres et par Jean Preudoms, prie les échevins d'Ypres de faire reconstruire le pont de Steenstrate, et d'avancer les fonds nécessaires. — Pour les faire rentrer dans les sommes qu'ils avanceront, le comte établit sur ce pont un droit de passage qui sera perçu par lesdits échevins jusqu'à l'amortissement de leur avance. — Ils devront lui rendre compte des recettes provenant de cette taxe. — Après le remboursement des sommes avancées, ce droit de passage sera anéanti.

Original, muni du petit sceau du comte,
en cire jaune, pendant à double queue
de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 15 v° (1).

(1) A la suite de la transcription au *Wittenboek* se trouve le droit de payage conçu en ces termes :

Ordene comment on rechevra les cous de le *Steenbrugge*.

Un tonnel de vin paiera iiij den. par.

Un sac de laine, iiij den. par.

Item car kerquiet (*chariot chargé*) de tout autre avoir paiera iiij den. par. hor mis car kerkiet de fiens, d'estrain et de garbes en aoust qui paiera ij den.

Item le car vuid i den. par.

CCCXXXVII.

1319. — Données as Dunes lendemain de le St-Andriu l'an de grace m trois cens diis et noef.

Charte du même contenu que le N° précédent.

Copie, sur parchemin, écriture de l'époque.

CCCXXXVIII.

1319. — Données à Ypres lendemain du jour saint Nicolay d'yver l'an de grace mil troys cens diis et noef.

Lettres par lesquelles Robert de Béthune, comte de Flandre, reconnaît que les échevins et les habitants d'Ypres, à sa prière et pour le secourir dans ses besoins, lui ont fait don d'une somme de trois mille livres parisis, le gros tournois pour douze deniers. — Cette somme lui a été payée de la manière suivante : les échevins lui ont rendu leur lettre de créance des 1380 livres qu'ils lui avaient prêtées (voir le N° CCCXXXII) et lui ont rendu également ses joyaux et ornements de chapelle qu'il avait donnés en gage, et qu'il déclare avoir reçu par l'intermédiaire de son chapelain Jean de Ghisnes et de Guyot Camberlene. Ils lui ont donné en outre

en argent comptant 1420 livres parisis, compéltant la somme de 5000 livres, qu'il déclare avoir également reçues par l'intermédiaire de son clerc Pieron de Douai. — Présents M^{re} H. Braem et Arnold de le Kerst, chevalier.

Original, muni du grand sceau du comte avec contre-scel en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

CCCXXXIX.

1319 (1320 n. s.). — Données le xxv^e jour de février l'an de grace mil trois cens diis et noef.

Robert de Béthune, comte de Flandre. — *Vidimus* de la charte du 16 septembre 1317 d'Édouard II, roi d'Angleterre, confirmant et renouvelant les privilèges accordés aux marchands d'Ypres, par son ayeul Henri III, roi d'Angleterre, et confirmés par son frère Édouard I et par lui-même (Voir le N° CCCXXVI).

Original, grand sceau du comte avec contre-scel en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

CCCXL.

1320. — Données a Bruges le siisime jour de May, l'an de grace mil trois cens et vint.

Lettres par lesquelles Robert de Cassel, fils du comte de Flandre, déclare que des haines, rancunes et discordes existant entre les habitants de la ville d'Ypres, d'une part, et Jean de Latre, dit de le Herde, d'autre part, les deux parties s'en sont rapportées à sa décision. — Après avoir examiné leur différend, il ordonne que les habitants d'Ypres payent au dit Jean une somme de dix livres de vieux gros tournois, pour tous les méfaits qu'ils ont commis envers lui. — Celui-ci déclare avoir reçu cette somme des mains de sire Nicole li Ours (de Beer) d'Ypres.

Original, le sceau qui pendait à une bande de parchemin est arraché.

CCCXLI.

1320. — Donné à Paris le viij^e jour de may l'an de grace mil ccc et vint.

Lettres de répit accordées par Philippe-le-Long, roi de France, aux habitants de la Flandre, pour les sommes qu'ils devaient lui payer conformément au traité de paix.

Ils auront à lui payer pendant trois ans cinquante mille livres parisis par an. — Ces trois années passées, ils auront à payer annuellement une somme de quarante mille livres parisis jusqu'à l'entier acquittement des sommes stipulées par la paix de Flandre.

Original, sceau du roi de France avec contre-scel en cire blanche, pendant à double queue de parchemin.

CCCXLII.

1320. — Données à Ypres le jour de penthecouste l'an de grace mil trois cens et vint.

Lettres par lesquelles Robert de Béthune, comte de Flandre, délègue Chrétien li Poisson (de Visch) pour déterminer en son nom le taux du droit de passage que devront payer les bateaux naviguant sur le nouveau canal appelé *Zylinc*, afin de rembourser par ce revenu les dépenses faites par la ville d'Ypres, pour le creusement du dit canal. — Il prendra toutes les mesures nécessaires pour les rentrées de ce revenu, et s'adjoindra à cet effet les personnes qu'il jugera convenir. (Voir le N° CCCXXVI.)

Original, grand sceau du comte avec contre-scel en cire jaune pendant à une bande de parchemin

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 17 v°.
— — — f° 221 r°.

CCCXLIII.

1320. — Données à Paris le xxij jour de juignet l'an de grace mil ccc et vint.

Lettres par lesquelles Philippe-le-Long, roi de France, renouvelle les lettres de répit accordées aux habitants de Flandre (voir le N° CCCXLI), nonobstant que par eux ou par leurs procureurs, ils aient déclaré qu'ils payeraient en un an les trente mille livres reparties sur les trois premières années, aussitôt que sera conclu le mariage projeté entre Marguerite, sa fille, et le fils aîné du comte de Nevers.

Original, sceau du roi de France avec contre-scel en cire blanche, pendant à double queue de parchemin.

CCCXLIV.

1320. — Données à Paris le xxii jour de juignet l'an de grace mil ccc et vint.

Lettres par lesquelles Philippe-le-Long détermine la manière dont seront payées les 60,000 livres parisis qu'il donne en dot à sa fille Marguerite à l'occasion de son mariage avec Louis, fils du comte de Nevers. —

Cette somme sera prise sur les deniers que le pays de Flandre doit au roi d'après le traité de paix. — Quarante mille livres seront converties en achat de terres qui resteront l'héritage de sa fille Marguerite. — Le restant des 60,000 livres appartiendra au comte de Nevers, ou à son fils Louis, si le comte venait à décéder avant le paiement total. — Il accorde aux habitants de la Flandre un délai pour lui payer les sommes qu'ils lui doivent; ils lui payeront pendant trois ans 50,000 livres parisis par an, et ensuite 40,000 par an jusqu'à extinction complète de leur dette. — Il fixe aussi la manière dont la dot de Marguerite sera payée par les dits habitants de Flandre pendant la première des trois années susdites, sur les 50,000 livres (voir le N° CCCXLI), ils en payeront 15,000 au comte, et les 45,000 livres restantes seront payées les quatre années suivantes à raison de 11,250 livres par an.

Copie sur parchemin, d'un *vidimus* donné sous le sceau de Gillis Haquin, garde de la prévôté de Paris, le jeudi avant la St-Pere entrant aoust. — Copie de l'époque.

CCCXLV.

1320. — Faites à Ypres lendemain de le Magdelene l'an mil trois cens et vint.

Lettres par lesquelles Robert de Béthune autorise les Yprois à creuser l'étang de Dickebusch. — Cet étang

sera creusé sur le *Kemel*, dans les paroisses de Vlamer-tinghe, de Dickebusch et de Voormezele, sous diverses seigneuries. — Il les autorise à prendre les terres nécessaires moyennant de payer aux propriétaires un prix juste et raisonnable, et sauf le droit et la seigneurie du comte et d'autrui.

Original, grand sceau du comte avec contre-scel, pendant à une bande de parchemin.

CCCXLVI.

1320. — Donné à Ypre l'an de grace M° CCC° el vint le xvii^e jour du mois d'octomber.

Lettres par lesquelles Robert de Béthune, comte de Flandre, prescrit à ses baillis d'Ypres et de Furnes, ainsi qu'à tous les autres baillis et à leurs lieutenants, de faire publier dans leur bailliage la défense de rejeter dans la rivière l'Yper les terres provenant de l'approfondissement de ce cours-d'eau, attendu que ceux d'Ypres se sont offerts, devant lui, pour payer tous les dommages qui pourraient être occasionnés par le dépôt de ces terres. — Étaient témoins de cette déclaration: le seigneur de Fieules, *nos amés cousin*, Bloc de Stenlande, chevalier, M^{re} Nicole de le Peire, clerc, et Simon Vast.

Original, muni du petit sceau du comte, en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboeck* f° 17 r°.

CCCXLVII.

1320. — L'an de grace mil trois cens et vint le jour de le feste saint Martin d'yver.

Lettres de non-préjudice délivrées par Robert de Béthune, comte de Flandre, aux échevins de la ville d'Ypres au sujet de la mise en liberté d'un bourgeois de cette ville. — Le nommé Coppins de Werinbrouch fut amené dans la prison du comte à Ypres; quelques jours après, Wautin Spillekin l'accusa de meurtre, devant les magistrats, et, nonobstant cette accusation, il fut relâché de la prison du comte, contrairement aux privilèges de la ville. — Le comte déclare qu'il n'a eu aucunement l'intention ni la volonté d'enfreindre les privilèges de la ville, et promet au contraire de les respecter et de les faire respecter. — Les témoins de cette déclaration sont: Robert, *no chier fil*; le seigneur de Fieules, *no cousin*; M^{re} Baudin de Zonebeke et M^{re} Nicole de le Peire, clercs, Christien li Pisson, varlet, et autres.

Original, muni du petit sceau du comte en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f^o 8 v^o.
— *Zwartenboek* f^o 595 v^o.

CCCXLVIII.

1319. — Faites et données lendemain de le St-Andrieu l'an de grace mil ccc et vint.

Lettres par lesquelles Jean Preudoms, varlet du comte de Flandre, et Nicolas de Billeke, bailli d'Ypres, délégués du comte, fixent les droits de passage qui seront perçus au nouveau pont de *Steenstrate*. — Un tonneau de vin payera quatre deniers parisis; un sac de laine, quatre deniers; un chariot chargé de marchandises quelconques, quatre deniers; les chariots chargés de fumier, de paille ou de gerbes de blé, ne payeront que deux deniers pendant le mois d'août; un chariot vide payera un denier; un cheval chargé de poisson ou d'autres marchandises, une maille. — Ces droits seront perçus jusqu'au remboursement des deux tiers de 23 livres de gros tournois que les échevins d'Ypres ont prêtées pour la reconstruction du pont (Voir le N^o CCCXXXVI); l'autre tiers sera payé par le droit de passage des bateaux qui passent sous le pont; attendu, disent les délégués, que les chariots qui passent sur le pont le détériorent beaucoup plus que ne le font les bateaux qui passent dessous.

Original, muni des sceaux des deux délégués, en cire brune, pendant à des bandes de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f^o 18 v^o.

CCCXLIX.

1320 (1321 n. s.). — Données à Ardembourch l'an de grace mil trois cens et vint le xviii jour du mois de fevrier.

Lettres par lesquelles Robert de Béthune, comte de Flandre, autorise ceux d'Ypres à établir une barrière ou péage (*Tolneboom*) à la chapelle de St-Éloi, à la jonction des routes de Wervic et de Messine vers Ypres. — Les droits à percevoir à ce péage seront les mêmes que ceux qu'on perçoit aux péages ordinaires dans la châtellenie d'Ypres. — Il leur octroie ce droit jusqu'à révocation à sa volonté.

Original, petit sceau du comte, en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 10 v°.

CCCL.

1321. — Données à Lonchamp le quint jour d'octobre l'an de grace m° ccc° vint et un.

Lettres par lesquelles Philippe-le-Long, roi de France, reconnaît que les échevins de la ville d'Ypres lui ont payé une somme de quatre mille livres parisis, pour leur part dans les cinquante mille livres qui doivent être payées

au roi. (Voir le N° CCCXLIV.) Comme la part des Yprois n'est pas encore déterminée, le roi décide que, s'ils ont payé moins que leur part, ils auront à payer le surplus un mois après la taxation; s'ils ont payé trop, le surplus viendra en déduction du paiement de l'année suivante.

Copie, écriture de l'époque, transcrite sur un long rouleau de parchemin.

CCCLI.

1321. — Che fu fait en l'an de grace m° ccc° vint et un el moys de may.

Lettres par lesquelles Jean Wankart, Waubiers de Rosebeke, Laurent Volkaert, Lambert de le Veste, Jean Caroen et Lambert de le Roost, hommes de fief du comte de Flandre, déclarent qu'en présence de Jacques Hoefnaghel, bailli de la ville d'Ypres, le seigneur Jean de Vormezeele (*Fourmenzieles*), a cédé et vendu à André Broederlam, au nom et à l'usage de la ville, toute la seigneurie, droits, justices etc. qu'il pouvait avoir sur les terres comprises entre les bornes marquant le tracé de l'étang de Dickebusch. — Ces terres, qu'il tient en fief du comte de Flandre, lui rapportaient annuellement vingt rasières d'avoine, mesure d'Ypres, dix deniers en argent, et vingt *pouchins* (?) de rente perpétuelle. — Il aliène ces droits et ces rentes pour une somme de huit livres de vieux gros tournois, qu'il déclare avoir

reques. — Sa femme, Marie de Bailleul, approuve cette vente et jure de ne jamais élever aucune prétention sur ces parties de terre.

Original, muni des sceaux des cinq hommes de fief, en cire verte et pendant à double queue de parchemin.

CCCLII.

Sans date. (1321, 1322 n. s.)

Projet de soumission à faire par Louis de Nevers pour se réconcilier avec son père Robert de Béthune, comte de Flandre.

1° Louis de Nevers s'engage par serment à ne rien entreprendre ni par lui, ni par autrui, contre son père ou contre sa volonté. Il lui fera connaître tous ceux qui lui voudront du mal ou qui pourraient lui tendre des embûches.

2° Il quittera la Flandre et n'y rentrera que d'après l'ordre de son père.

3° Il ne donnera à personne, dans le comté de Flandre, de quelque condition qu'il puisse être, ni draps, ni robes, ni bienfaits (*ne donra draes, ne robes, ne bienfaic*), et n'en fera donner en son nom que du consentement de son père.

4° Il changera tous les gens de sa maison et ne prendra que les personnes que son père lui conseillera. — Ceux

qui ont été attachés à son service, ne pourront y rentrer que du consentement de son père.

5° Il changera, également d'après les conseils de son père, les gens qu'il a placés près de son fils Louis.

6° Il jure de ne tenir *nul parlement ne conseil en secret ne en appert*, aux villes de Flandre, aux châtel-lénies, ni aux chevaliers, écuyers ou autres gens, de quelque condition qu'ils soient.

7° Il ne se mêlera d'aucune besogne concernant son père ou le pays de Flandre.

8° Il scellera le testament de son père; et si, après l'avoir vu, il y trouvait quelque clause trop dure pour lui, il prendra le conseil du comte de Namur, du comte de Blois, de la dame de Coucy, de Robert de Flandre et de Jean de Flandre, et se règlera d'après l'avis de la majorité.

9° Il déclarera quels sont ceux qui l'ont excité contre son père et contre son frère, et qui lui ont donné de mauvais conseils.

10° Il ne recevra du comté de Flandre aucune somme d'argent, ni pour le passé ni pour l'avenir, si ce n'est de la main de son père ou par son autorisation.

11° Il jure de ne faire aucune alliance ni contre son père ni contre un membre quelconque de sa famille.

12° S'il a fait quelque poursuite contre son frère Robert ou contre une personne attachée au service de son père, il le découvrira et nommera les personnes qui le lui ont conseillé.

13° Pour consolider la paix faite avec son frère Robert, il lui fait accorder les terres Watenes (*Wastaigne?*) et de Bevere (?), et le dédommagera pour les parties qui en ont été distraites par son père en faveur du seigneur de Wastaigne.

14° L'expertise qui sera faite de ces terres sera scellée des sceaux du comte Robert de Flandre, de Louis de Nevers et de son frère Robert.

15° L'expertise des villes, châtelainies et terres de Bergues, de Nieuport et de Deynze (*Donze*), sera faite sans délai par les priseurs à ce députés, et scellée des sceaux des comtes susmentionnés.

16° D'après l'accord fait entre le comte de Nevers et son frère Robert, il sera assuré à ce dernier 2000 livres de rente annuelle, à prendre sur des terres de la West-Flandre, et le comte de Nevers s'engage à faire en sorte que les possesseurs de ces terres s'obligent envers le comte Robert pour les 2000 livres en question.

17° Il donnera à son frère Robert des lettres scellées ordonnant à tous les hommes de fief des terres susdites de rendre hommage à son frère.

18° Il assure à son frère Robert 20,000 livres parisis à prendre, après le décès du comte de Flandre, sur les 6,000 livres de rente, que le pays de Flandre doit pour le retour des villes de Lille, de Douai et de Bethune, et ce en quatre années à raison de 5,000 livres par an.

19° Le pays de Flandre, les gentilshommes, bonnes villes et châtelainies, jureront de maintenir l'accord fait entre le comte et son frère, et en donneront leurs lettres scellées.

20° Le comte de Nevers jure et fera jurer à son fils Louis, de ne jamais rechercher, pour les faits antérieurs, ni son frère Robert, ni Jean de Flandre, seigneur de Nesles, ni Simon Wastaigne, ni aucune personne ayant été au service du comte de Flandre.

21° Le comte de Nevers, son fils Louis et sa fille Jeanne de Nevers jurent de ne garder aucune rancune contre Ferri de Peequigny, ni contre aucun de ceux

qui l'ont arrêté ou gardé à prison; ils leur promettent au contraire assistance et protection.

22° Il s'engage avec ses enfants à mener par droit et par loi, lorsqu'il sera en possession de la Flandre, tous ceux, du lignage du comte son père, qui possèdent ou posséderont des terres en Flandre, soit sous la couronne soit sous l'empire; il ne les distraira jamais de leurs juges naturels.

23° Il renonce en son nom et au nom de ses enfants, à toutes les prétentions qu'il peut avoir sur la terre de Bevere.

24° Pour donner plus de garanties à cet accord, il s'engage à faire jurer et sceller cette convention par son fils Louis, par sa fille Jeanne et par ceux de ses amis que son père trouvera convenir.

25° Il jure et déclare renoncer au comté et aux terres de Flandre, d'Alost, des quatre métiers de Waes et à toutes les dépendances d'icelles, tant sous la couronne que sous l'empire, dans le cas où il irait à l'encontre de cette convention soit par lui-même soit par autrui, soit du vivant de son père soit après son décès. — Dans ce cas, tous ses droits seront dévolus à son fils, ou à son plus proche héritier en cas de décès de son fils.

26° Pour le cas où il s'écarterait de la dite convention, il dispense, dès-à-présent, ceux de ses terres de toute subjection, foi et obéissance, pour les reporter sur son fils Louis ou sur son plus proche hoir.

27° Il fera jurer à son fils de ne jamais lui restituer les terres qu'il viendrait à perdre en vertu du N° précédent.

28° Il fera jurer et sceller cette partie de la convention par le pays de Flandre, les gentilshommes, les villes

et châtelanies, et leur fera promettre d'être contre lui s'il manquait aux articles de cet accord.

29° Il s'engage à faire approuver cette convention par le roi de France et à obtenir que ce monarque donne plein pouvoir à ceux qui seront juges et exécuteurs pour le cas de défaut.

30° Il fera jurer au pays de Flandre de ne garder aucune rancune contre son frère Robert ni contre ceux qui ont aidé à l'arrêter.

31° Ceux qui seront chargés de la connaissance et de l'exécution de tout ce qui est dit ci-dessus, sont: le duc de Brabant, le comte de Blois, le comte de Namur, Robert de Flandre et Jean de Flandre, seigneur de Nesle. — Si l'un de ces seigneurs vient à mourir, les quatre autres choisiront son remplaçant.

32° Les décisions de ces seigneurs seront prises à la majorité des voix. — Si un de ces seigneurs refusait d'être arbitre, monseigneur de Flandre en nommerait un autre à sa place.

Long rouleau de parchemin, écriture de l'époque.

Analysé en partie dans l'Histoire de Flandre, de M. Kervyn de Lettenhove, tom. 3, pag. 106.

CCCLIII.

Sans date. (1321, 1322 n. s.)

Lettre de réconciliation remise par le comte Louis de Nevers à son père Robert de Béthune.

Même contenu que le projet mentionné au N° précédent, avec les différences suivantes:

N° 4. Il fera jurer à ceux qui seront admis à son service de ne jamais lui conseiller quelque chose de contraire à la volonté de son père ou à la présente convention. — Dans le cas où de mauvais conseils lui seraient donnés, il en ferait connaître les auteurs au comte son père.

Les N° 5, 6 et 7 n'y sont pas mentionnés.

Le N° 8 est moins explicite; il déclare seulement qu'il scellera le testament de son père dès qu'il l'aura vu. (*Nous scellerons le testament nostre très chier seigneur et pere, mais que nous l'aions veu.*)

Les N° 9, 10, 11 et 12 n'y sont pas mentionnés.

N° 25. Il y a en plus, qu'il approuve le don de la terre d'Elverdinghe que son père a fait à sa sœur Mathilde.

Le N° 24 n'y est pas mentionné.

Le N° 25 est remplacé par celui-ci:

Pour donner plus de garanties à cet accord, il déclare que, dans le cas où il irait à l'encontre de cette convention, soit par lui-même, soit par autrui, soit du vivant de son père, soit après sa mort, il sera passible d'une amende de 10,000 livres parisis, dont 5000 seront

payées au roi de France et 5000 à celui envers qui il aura manqué. — Il payera cette amende chaque fois qu'il sera en défaut de se conformer à la dite convention.

N° 26. Dans le cas où il s'écartera de la convention ou ne l'accomplira pas, tous les gens nobles et non nobles, échevinages, consaux, communes, châtellesies etc. du pays de Flandre, seront relevés de leur hommage et de leur serment d'obéissance, et pourront venir en aide à ceux auxquels il aura manqué, et ce jusqu'à redressement de ses torts.

Les N° 27, 50, 51 et 52 n'y sont pas mentionnés.

Ces lettres ou projets de lettres ont dû être faites pendant que Louis de Nevers se trouvait en prison, car on lit au bas du présent document ce qui suit :

« Les convenances et choses dessusdites, promettra, accordera et jurra, mess. de Nevers et en donra ses lettres
» dèsmaintenant et promettra et jurra aussi dèsmaintenant
» que de quelle cure qu'il soit hors de prison, il renouvelera
» les dites convenances, promesses et accords, et en donra
» adont ses lettres de rechief, et requerra aussi dèsmaintenant au pays, que se il che ne faisoit sitot que il
» sera hors de prisons que li dis pays le destraigne à ce
» faire selonc le teneur dune lettre sous che gietée. »

Rouleau de parchemin, écriture de l'époque,
détérioré sur le côté, ce qui en rend
la lecture difficile en plusieurs endroits.

CCCLIV.

Sans date. (1321, 1322 n. s.)

Lettres par lesquelles Robert de Cassel, fils de Robert de Béthune, fait connaître que, d'après l'accord fait entre le comte Robert, son père, et son frère Louis de Nevers, d'une part, et lui, d'autre part, deux mille livres parisis de rente annuelle lui ont été assignées, lesquelles sommes devaient être prises sur la rente de 40,000 livres tournois que la Flandre devait au comte en retour des châteaux, villes, châtellesies et bailliages de Lille, de Douai et de Béthune. — Cette rente de deux mille livres était assise sur la part que devaient payer, dans les 40,000 livres susdites, la ville et châtellesie de Cassel, la ville d'Ypres, les villes et châtellesies de Furnes, de Bergues et tout le pays de West-Flandre. — Il déclare que, de l'assentiment de son père Robert et de son frère Louis de Nevers, il a vendu, pour une certaine somme de deniers, aux échevins d'Ypres, la part que cette ville doit payer dans la rente de 40,000 livres. — Il les dégage en conséquence de tout payement pour l'avenir, sauf les parties arriérées qui pourraient rester à payer. — Le comte de Flandre et son fils Louis de Nevers approuvent cette vente et promettent de la tenir et de la faire tenir par leurs hoirs.

Rouleau de parchemin, copie de l'époque (1).

(1) Ce document n'est qu'un projet ou minute soumis au comte de

CCCLV.

1321 (1322 n. s.). — Escript lan de grace M CCC et XXI le venredi après les Brandons.

État des créances de la ville d'Ypres à charge de plusieurs personnes. — On y voit figurer messire de Flandre (Robert de Béthune) pour mille livres parisis. — Le même pour 1200 livres parisis, pour laquelle somme il a donné ses joyaux en gage. — Le comte de Namur 500 livres. — Guy, jadis fils au comte de Flandre, 1100 livres etc. etc.

Original, rouleau de parchemin.

Flandre, Robert de Béthune. Au bas se trouvent les deux apostilles qui suivent :

Chier seigneur, pour ce qu'il semble à mi Crestien vo clerc que vous accordates les choses dessusdites ensi que dessus sont escriptes, me y suis-je accordés, par ensi que lesdites choses vous plaisent il ne vous counvient plus envoier vers mons^r Robert, car il entent briement à envoier vers mons^r de Nevers, et se les dites choses ne vous plaisent ensi si renvoiez vers mons^r et mandez li la cause pour quoi.

Il semble à mons^r Robert et à tout le conseil mons^r de Flandre qui de ceste chose sevent que cette clause qui parle: sans le demourant etc..... (il s'agit des sommes arriérées) vaut mieux dessus là où mons^r Robert parle que dessous là où mons^r de Flandre parle; parceque se mess^r Robert de Flandre, qui quitte de tout l'argement, ne fessist ceste exception meismes, il porroit sembler à aucunes gens que il quitast les arreraiges comme le principal.

CCCLVI.

1322. — Données à Ypre lundi vint-et-siis jour en juignet en l'an de grace mil CCC vint et deus.

Lettres par lesquelles Thot Guy et son frère Vane Guy, receveurs du roi de France, en Flandre, déclarent que ledit Vane Guy a reçu le 22 février de l'an 1314 (1315 n. s.) des échevins de la ville d'Ypres, une somme de cinq mille livres de petit parisis forts, dont il a donné quittance, (voir le N° CCCXV) et dont les échevins ont également des lettres scellées du roi, laquelle somme n'a été portée au compte du roi à aucun des termes passés. En conséquence ces receveurs promettent aux échevins de porter ces 5000 livres en compte pour le paiement qu'ils ont à faire en 1323, et leur en donnent dès-à-présent quittance.

Copie, écriture de l'époque, transcrite sur un long rouleau de parchemin.

CCCLVII.

1322. — Données l'an de grace mil CCC vint et deus le xxvi jour du mois de juingnet.

Lettres par lesquelles Vane Guy, receveur du roi de France, en Flandre, reconnaît, au nom de son frère

Thot Guy, avoir reçu des échevins de la ville d'Ypres, la somme de quatre mille livres parisis à-compte des 50,000 livres que la Flandre doit au roi.

Copie, écriture de l'époque, transcrite sur un long rouleau de parchemin.

CCCLVIII.

1322. — Faites en l'an de grace mil trois chens vint et deus el mois de julié.

Lettres par lesquelles Pierre, prévôt de l'église de St-Martin, déclare en son nom et au nom de son couvent, avoir fait, avec les échevins d'Ypres, au nom de la ville, l'échange d'une rente annuelle de trente-deux sols, assise sur des terres situées devant l'étang de Dickebusch, contre une partie de terre de quarante verges gissant derrière la maison du curé de l'église de St-Pierre.

Original, muni du sceau du prévôt et de celui du couvent de St-Martin, l'un et l'autre avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

CCCLIX.

1322. — Fait en l'an de grace m. ccc vint et deus le disime jour d'octobre.

Lettres par lesquelles Jean de Vormezele déclare avoir vendu aux échevins d'Ypres, les rentes, droits et seigneurie qu'il possédait sur certaines terres enclavées dans l'étang de Dickebusch (Voir le N° CCLI). Il déclare renoncer pour toujours, en son nom et au nom de ses hoirs, à tous les droits qui pourraient lui revenir sur ces terres. — Témoins Jean de Loo, Jean Bardone, Pieron Firton, Michel Belle et Lambert de Loo, hommes de fief du comte de Flandre.

Original, muni des sceaux du vendeur et des témoins, en cire rouge et pendant à double queue de parchemin.

CCCLX.

1322. — Ghegheven int jaer ons Heeren doe men screef zyn incarnatioen dusentich drie hondert twe ende twintich op sinte Symons ende Ste. Juden avonde der apostelen.

Lettres par lesquelles Louis de Nevers, comte de Flandre, défend de fabriquer du draps dans la châtellenie

de Bruges, si ce n'est dans les villes franches etc.
Même contenu et mêmes dispositions que dans la charte
de Robert de Béthune de l'année 1314, N° CCCXIII.

Donné sous le *vidimus* des bourgmestre, échevins
et conseil de la ville de Bruges, du 10 septembre 1545
(Voir à l'année 1542, pour le même *vidimus*).

Original, sceau de la ville de Bruges,
avec contre-scel en cire brune, pendant
à double queue de parchemin.

CCCLXI.

1322. — Donné à Ypre en l'an de grace m° ccc xxii le jour des
apostres St-Simon et St-Jude el mois d'octobre.

Lettres par lesquelles Louis de Nevers, comte de
Flandre, à la demande des échevins d'Ypres, défend
de prendre rivage ou bord sur l'Yser et sur l'Yper sans
son consentement préalable ou celui de ses hoirs. —
Assistaient comme témoins à cette défense: Guy de
Flandre, monseigr. de Nivelles, monseigr. Eustache d'Es-
coufflans, avoué de Théroouanne, Hugues d'Escoufflans son
frère, chevalier, Jean de Bruges, clerc, Thomas de
Varnewyc, bourgeois de Gand, et Nicolas Bonin, bour-
geois de Bruges.

Wittenboek f° 141 r°.

CCCLXII.

1322. — Donné à Ypre en l'an de grace m° ccc xxii le jour des
apostres St-Simon et St-Jude el mois d'octobre.

Même contenu que le N° précédent.

Copie collationnée, sur papier, signée
Plumyeon.

CCCLXIII.

1322. — Fait et donné à Ypre en l'an de grace mil ccc vint deux
le jour des apostres saint Simon et saint Jude au mois d'octobre.

Lettres par lesquelles Louis de Nevers, comte de
Flandre, défend de tisser, tondre, teindre et fabriquer
du draps dans un rayon de trois lieues de la ville d'Ypres,
si ce n'est dans les villes franches. — Même contenu
que la charte de Robert de Béthune, de l'année 1314,
pour la ville de Gand (Voir le N° CCCXIII). Mêmes
témoins qu'au N° CCCLXI.

Wittenboek f° 140 v°.

CCCLXIV.

1322. — Faite et donné à Ypre en l'an de grace mil ccc vint et deux le jour des apostres saint Simon et saint Jude au mois d'octobre.

Même contenu que le N° précédent.

Copie collationnée, sur papier, signée
Huele, écriture de la fin du xv^e siècle.

CCCLXV.

1322. — Données à Ypre en l'an de grace mil ccc xxii le jour des apostres saint Simon et saint Jude el mois d'octobre.

Lettres par lesquelles Louis de Nevers renouvelle un ancien privilège des Yprois, d'après lequel les héritiers d'un batard, bourgeois d'Ypres, succèdent comme les héritiers d'une personne légitime. — Mêmes témoins qu'au N° CCCLXI.

Wittenboek f° 141 r°.
Zwartenboek f° 260 r°.

CCCLXVI.

1322 (1323 n. s.) — Datum Parisiis in parlamento nostro xxix^a
die Januarii anno Domini m° ccc° xxii.

Arrêt du parlement de Paris, adjugeant le comté de Flandre à Louis de Nevers, petit-fils de Robert de Béthune, nonobstant les réclamations de Robert de Cassel, son oncle, et de Mathilde, sa tante, femme de Matthieu de Lorraine, qui lui contestèrent cette succession, prétextant que la représentation n'avait pas lieu en Flandre.

Copie, sur parchemin, écriture de l'époque.

Imprimé dans *Leibnitz, Cod. Jur. Gent.* p. 106.

CCCLXVII.

1323. — Données l'an de grace mil trois cens vint et trois le premier jour dou moi de may.

Lettres par lesquelles Herbert, doyen de l'église de St-Pierre de Lille, déclare en son nom et au nom de son chapitre, avoir vendu aux échevins de la ville d'Ypres vingt-quatre mesures et demie et soixante verges et demie de terre située à Vlamertingen, et devant être convertie en vivier (étang de Dickebusch). — Cette vente a lieu

pour une rente annuelle de dix-sept sols parisis, payable à la Noël, et sous condition que le chapitre conservera sur ces terrains sa justice temporelle, et le droit de dîme, s'ils venaient à être rendus à la culture.

Original, muni du scel de l'église de St-Pierre de Lille, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

CCCLXVIII.

1323. — Données à Ypre l'an de grace mil trois cens vint et trois, le witime jour dou mois de may.

Lettres par lesquelles Louis de Nevers, comte de Flandre, approuve l'accord fait entre les *Keurheers* et *Keurfrères* du territoire de Furnes d'une part et les fœaux des églises et *vasseries* du même territoire d'autre part. 1° Les tailles payées jusqu'ici par lesdites *vasseries* etc., seront maintenues pour le passé. 2° Dorénavant ces *vasseries* et leurs sujets seront exempts des charges imposées par les *Keurheers*, excepté des taxes imposées pour le paiement des sommes dues au roi de France par suite des traités de paix, et pour le paiement des 2000 livres tournois dues au comte pour le retour de Lille, de Douai et de Béthune. — Ils payeront cette taxe à raison de 27 livres et dix sols, par cent livres imposées au territoire de Furnes. — 3° Ils devront aussi contribuer aux dons, subventions, courtoisies etc., que le comte

ou ses successeurs pourraient demander audit territoire etc.

Original, muni du sceau du comte avec contre-scel en cire jaune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek* f° 85 r°.

CCCLXIX.

1323. — Che fu fait et donné en l'an de grace mil trois cens vint et trois le jour de le decollacion St-Jehan-Baptiste el mois d'aoust.

Lettres par lesquelles Robert de Cassel déclare avoir vendu aux échevins d'Ypres, la part qu'ils devaient payer dans les deux mille livres parisis de rente annuelle qui lui étaient léguées par le testament de son père, Robert de Béthune, et qui devaient être levées sur les dix mille livres tournois dont étaient frappées la ville et la châtellenie de Cassel, la ville d'Ypres, les villes et châtellenies de Furnes, de Bergues de toute la West-Flandre. — La part que la ville d'Ypres devait payer dans cette somme montait à 858 liv. parisis de rente; Robert déclare renoncer à toute réclamation sur cette part de rente et reconnaît avoir reçu, en compensation, desdits échevins, une certaine somme d'argent, qu'il ne désigne pas. — Cette vente s'est effectuée devant Jacques de le Hasselt, bailli d'Ypres, à ce dûment autorisé par lettres du comte de Flandre, et en présence de neuf hommes de fief de ce comte, savoir: Jean seigneur de Watenes, Damien de Bellinghem, chevalier, Rogier Thonis, Sohier de le Steenbrugge, Baudouin de Mosscore,

Gillis de Rechem, Damien Bautelin, Jean Wambard et Wautier de Rosebeke. — Suit le détail de toutes les formalités de la vente.

Original sur parchemin, muni du sceau du comte Robert, avec contre-scel, et des sceaux du bailli et des hommes de fief susnommés, tous en cire brune, pendant à des rubans de soie de même couleur (1).

CCCLXX.

1323. — Faites et données a Warneston l'an de grace mil trois cents vint et trois le jour de le decollation St-Jean-Baptiste au mois d'aoust.

Vidimus des lettres précédentes données sous le scel de Robert de Cassel. A la suite du *vidimus* se trouve une nouvelle clause, ajoutée du consentement de Robert et des échevins, c'est que si dans la suite la part de la ville d'Ypres dans la rente en question venait à être augmentée, Robert aurait droit à une indemnité en rapport avec l'augmentation imposée à ladite ville; si par contre la part de la ville venait à être diminuée, il serait tenu de rembourser aux échevins, une somme proportionnée à la diminution de la part accordée à la ville.

Original, muni du sceau de Robert de Cassel avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek* f° 511 v°.

(1) Parmi les sceaux des hommes de fief, celui du seigneur de Watenes est seul muni d'un contre-scel.

CCCLXXI.

1323 (1324 n. s.) — Ymacet int jaer ons Heren dusentich drie hondert ende drie ende twintich in de maent van sporcle.

Lettres par lesquelles Robert Van den Walle, Henri de Hane, Robert Pierin, Jacques Van den Werve et Jean de Pud, échevins du métier d'Ypres (*Yperschen Ambochte*), déclarent que Guillaume Van der Coutere de Vormezele a cédé, moyennant indemnité, à la ville d'Ypres, la rente annuelle qu'il possédait sur quelques parcelles de terre enclavées dans l'étang de Dickebusch.

Original, muni des sceaux des cinq échevins susnommés, en cire rouge et pendant à double queue de parchemin.

CCCLXXII.

1323 (1324 n. s.) — Faites à Furnes et données le mardi devant le Nostre Dame en mariz, en l'an de grace mil trois cents vint et trois.

Lettres par lesquelles Arnold, abbé de St-Michel de Furnes, les échevins et conseil de la ville de Gand, les bourgmestre, échevins et conseil de la ville de Bruges, les échevins et conseil de la ville d'Ypres, ainsi que Jean,

seigneur de Ghistelle, Thierry de Bevere, châtelain de Dixmude, Jean de le Wastine, Arnold de le Berst, chevalier, Rogier Thonin, Jean Lauward, Casin de Coclare, Gilles Cnibbe, Renier de Kienville, Henri Sporekin, Jean Reufin et Henri Brunine, hommes de fief du comte de Flandre, déclarent que devant eux se sont présentés les agitateurs de l'émeute qui a eu lieu sur le territoire de Furnes, ainsi que le commun dudit territoire des villes de Furnes, de Nieuport et de Lombardzyde (*Lombardie*), et ont déclaré sous serment qu'ils étaient prêts à se soumettre à la sentence arbitrale, qui sera prononcée à leur égard par Robert de Cassel et les échevins des trois bonnes villes de Flandre, ou les députés de ces villes. — Ils ne pourront cependant être mis à l'amende pour les faits antérieurs. — Ils accepteront la décision qui sera prise par Robert de Cassel, concernant l'administration du territoire de Furnes, et jurent d'y rester fidèle sous peine de perdre corps et biens, et d'être tenus pour *briseurs de paix*, meurtriers, ennemis du comte de Flandre, des trois bonnes villes et du pays entier. — Ils ont déclaré en outre qu'ils renouvelleront ces promesses, sous serment, devant les nouveaux *Keurheeren*, aussitôt que ceux-ci seront nommés.

Minute, sur parchemin, corrigée en divers endroits, écriture de l'époque.

ANNEXES.

A.

KEURE OU LOI DONNÉE A LA VILLE D'YPRES PAR
PHILIPPE D'ALSACE, COMTE DE FLANDRE ET DE
VERMANDOIS, VERS L'AN 1171 OU 1174.

Ce sont loys données as eschevins et à la communauté de le vile d'Ypre de par Phelippe de boine mémoire jadis conte de Flandres et de Vermandois.

1^o Se aucuns a fait à aucun autre plaie dedens les banliewes de le vile d'Ypre, et ce est connut par la verité des eschevins, de quel cose que ce soit fait, et cil ki le plaie a fait doit estre semons sour le marchiet par les eschevins et par le justice le conte, se ce nest cose qu'il ait aucun fief devens les banliewes de le dite ville qui apartienge à aucun le quels doit estre frans; et chieus qui est semons à droit se il se représente devant eschevins quant li verité est enquisse de celui qui la plaie a fait ce fourfait li convient amender de LX

livres, et se eschevins sevent que cil nait mie fait la plaie, il est quites et en pais. Et se cil qui est semons de venir à droit ne se presente devant eschevins al jour quil est semons il est en fourfait de LX liv. et li eschevin peuent abatre se maison se li meffais est fais sur eschevins; et se le peuent eschevins mestre en respit mes il ne le peuent mie del tout pardonner se chou nest par le volonté le conte.

2° Et se aucuns asaillist autrui en sa maison dont plainte soit faite, li eschevin et li justice le conte iront regarder la maison et se li eschevin peuent apercevoir lasaut, chil de qui li clams est fais doit estre semons, et se chieus se presente devant eschevins et il peuent entendre quil a fait cel assaut il pert LX liv. S'il connoissent quil nait mie fait cel assaut, il en va quites et en pais; et se cel qui est semons ne vient venir à droit, il est à LX liv. et banis dou fait. Et se aucun autre aient este à cel assaut de qui clameurs ne soit mie faite, se li cuens sour chou en requesiet vérité li eschevin doivent enquerre le vérité et qui que soit pourtrai par la vérité des eschevins de cel assaut cascuns qui est pourtrai est en fourfait de LX liv. ausi bien que plainte fu faite de lui. Et se li eschevins en la maison ne peuent connoistre nul assaut sour chou doit on enquerre le vérité diaus.

3° Et se aucuns ait cachiet autre darne molue dedens le banlieue de le vile d'Ypre et il soit jugiés par le vérité des échevins il est pourtrai de LX liv.

4° Se aucuns est asalis quel quil fache pour son cors deffendre, il n'est mie tenus dou forfait.

5° Qui aucun banit ochira en chou ne fera il nul fourfait.

6° Quiconques est convenqus par tesmoignage des eschevins de rapine c'est sour le hart.

7° Quelle acordance que banis face au conte ne ke dont il demeure banis dusques à celle oure qu'il ait donneit LX s' as besoignes de le vile d'Ypre.

8° Quiconques fera force à autre, il est en fourfait de LX s' au conte et LX al plainnitif, et doit restorer le dommage de le forche.

9° Qui banit de fourfait de LX liv. recevra en son ostel et li baillius de chou ait connaissance de 13 eschevins, il est en fourfait de LX liv.

10° Qui aucun de fust ou de baston aura ferut, il sera en cheus en fourfait de x liv. se il en est pourtrai des eschevins, des quels x liv. li contes et li castelains auront vi liv. cil ki sera ferus LX sols, à le besoigne de le vile xx s'.

11° Qui de pung ou de paume ferra aucun ou prendra par les cheviaus et soit de chou pourtrai par eschevins, il donra LX sols, dont li cuens et li castelains auront xl s', cil ki sera ferus xv s' à le besoigne de le vile v s'.

12° Qui aucun traira à terre par les cheviaus ou dépassera de ses pies, il donra x liv. x s' au conte et au castelain et xv s' à celui qui est trais à terre, et à le besogne de le vile v s'.

13° Qui autre aura ledengie de paroles et il en soit

convencus par le tiemoignage de *xij* eschevins, il le donra *v s* et à le justice *xij* den.

14° Quiconques ne vaura donner triewes de pais à *xij* eschevins ou à plus ou à paiseurs establis par eschevins, il est en fourfait de cascade discorde de *LX* liv. se discorde ou guerre ou aucuns autres maux viegne entre boines gens d'Ypre dont plainte viegne as eschevins, il le peuent amender et apaisier sauf le droit le conte.

15° Qui ne vaura tenir la composition et le pais ke eschevins auront fait ou paiseurs establis par eschevins, sour chou il est en fourfait de *LX* liv.

16° Qui chou desdira que li eschevins aront afremet en jugement ou en tiesmoignage, il est en fourfait de *LX* liv. et à cascade eschevin quil aura desdits donra *x* liv.

17° Quiconques mettra main à eschevins pour mal, et li eschevins li tesmoignent, il doit perdre *LX* liv.

18° Quiconques aura femme efforchie par forche, et il est convencus par la vérité des eschevins, il sera condampnés à le hart.

19° Après sachent tout que homme qui soit d'Ypre quel chose ne quel fourfait quil face, il ne puet plus perdre que *LX* liv. sil ne soit loiaument convencus par eschevins de reube ou de larenchin, si comme il est dit, ou de fauseté, ou quil ait homme occhis. Et se aucuns ochist homme, il donra teste pour teste et toutes les soies choses sans contredit seront au conte sil est convencus del homicide par la vérité des eschevins, sauve le moiet des biens qui doivent demorer à la femme dou maufacteur.

20° Nus ki demeure devens le banlieue d'Ypre, ne doit porter espeie sil nest marchans ou autres qui tres-passe par la vile pour sa besoigne, et sil entre en le vile pour demorer, il li convient laissies sespeie hors de le vile el fourboure, et se il ne le fait, il perdera sespeié et *LX s*.

21° Les justices et li ministre le conte ki le pais de le vile ont à garder, peuent nuit et jor porter armes.

22° Li hommes d'Ypre peuent porter et raporter espeies en dementiers quil issent de le vile, se aucuns daus face demorance ou voiet par le vile sespeie portant, il perdera *LX s* et lespeie.

23° Se li eschevin pour amendement de le vile et par le grase et l'assentement de le justice le conte aient mis ban en pain et en vin et en toutes autres marchandises li moiet des fourfais doivent estre le conte et li autre moiet le castelain et le vile.

24° Se marchans ou autres estraignes homs vienge devant eschevins pour justiche, et cil de qui il se plaint soient present ou puissent estre trouvé devant tierce jour ou devens *vij* jours, li eschevins li doivent faire plaine justice selonc le loy de le vile.

25° Se aucuns aporte devant eschevins sans tiesmoignage de choses enfraintes de le vile et li eschevins le peuent savoir, il sert à *LX* liv.

26° Se uns eschevin soit convencus de fauseté par tiesmoignage des eschevins ki sont si per, il le doit amender par le jugement de ses pers.

27° Se li eschevins sont semons del conte ou del menistre le conte sour aucune chose quil aient fait sans jugement, li cuens les puet contraindre par le jugement des eschevins des autres quatres boines villes de Flandres, cest à savoir Gand, Bruges, Lille et Douway, et se ils sont convaincus il l'amenderont par le jugement des eschevins des III boines vile devant dites. Et toutes les fois ke eschevin seront semons sour ceste manière de fausetit, en nule manière ne porront contredire que il ne teingent chertain jour en une des boines vile devant dites.

28° De toutes autres choses qui appartiennent au conte li bourgeois d'Ypre tenront plais en le vile d'Ypre pardevant le conte ou pardevant celui que li cuens aura mis en son liu pour tenir sa justice, et il responderont de toutes choses à la semonse celui qui sert el service le conte.

29° Quant eschevins entendent par boine gent dou commun de le vile d'Ypre que aucuns estatuts soit pourfitable à la communauté de le vile, et il leur semble par leur serment que ce soit commun pourfit de le vile, li sires idoit mettre son assent ou chieus ki sera en son liu doit mettre son assent à ce que eschevins peuvent faire cel estatut et faire crier par le baillu ou par le castelain avec eschevins sour tel paine quil leur semblera raison. Et quant boines gens dou commun de le vile d'Ypre monstrent as eschevins ke aucun estatut soit damagens à la communauté de le vile, et il samble as eschevins par leur serement quil est damagens au commun, li cuens ou chieus ki tenra son liu le doit abatre à la requeste des eschevins.

30° Et quiconques meurt bourgeois de le vile d'Ypre, tous les biens quil a au tans de son trespas hiritages et meubles doivent estre parti à le loy, as us et as coustumes de le vile en quelconques liu quil soient, et doivent li hoir ou leur avoucis sil estoient desous eage venir pardevant eschevins pour prendre parchonniers à partir les biens devant dis. Et à chou doit li sires destraindre le hoirs quil viengent porter à le loy, as us et as coustumes de le vile d'Ypre, aussi bien les biens et les hiritages qui sont gisant dehors l'eskevinage comme devenus.

31° Et se aucun bourgeois mespresist l'un vers l'autre hors del eskevinage et se pertesist descalengiet dou lui, eschevins d'Ypre de celui meffait auroient le connaissance daus à paisier selonc le cantité dou meffait.

Cette keure se trouve transcrite dans le *Wittenboek* f° 28 v° et dans le *Roodenboek* f° 45 r°, mais les Nos 20, 21 et 22 ne s'y trouvent pas: les Nos 27 et 28 n'en forment qu'un seul dans ces deux registres, de sorte qu'elle n'y compte que 27 Nos.

L'écriture du rouleau, d'après lequel nous publions cette *keure*, est beaucoup plus ancienne que les transcriptions dans les registres; elle remonte à la fin du xiii^e siècle. Cette copie paraît avoir été faite à l'occasion de la demande en restitution et confirmation des privilèges, lois, coutumes etc. de la ville d'Ypres, confisqués par Philippe-le-Bel, roi de France, et rendus par ce monarque en 1301. (Voir le N° CCI.) C'est ce que nous fait supposer la requête qui se trouve sur le même rouleau, commençant par ces mots: *Ce sont les requestes des eschevins d'Ypres pour aus et le communauté*, et on lit entr'autres:

Item, requierent li dit eschevins que tous leur privilège et tous leur usages lor soient tous wardés et de nouvel confremé.

Item que leur lettres quil baillèrent à mons. Charle au tans quil vinrent à lobéissance le roy nostre signeur leurs soient rendues.

Item et quil soient et demeurent en toutes choses en tel franchise, liberté et en tel estat quil furent au tans et à leure quil vinrent al obeissance devant dite etc.

On lit encore sur le même rouleau: *Et si a vers le fin dou brief aucunes coustumes et usages con a maintenu en le dite vile communalment de tant de tans quil puet souvenir, et si usent li dit eschevins de plusieurs autres coustumes en tans et à liu quant elles eskient que trop avoit on à faire de les mettre en escrit et faire ausi on ne le poroit pour le grant nombre, et font protestation qu'elles leur vaillent en tans et en lieu si que li cas eskerront.*

R.

Philippe, marquis de Namur, régent de la Flandre pendant l'absence de Baudouin de Constantinople, détermine le mode d'élection des échevins de la ville d'Ypres. — 1209.

Ego Philippus, marchio Namurcensis, Flandriae et Hanoniae procurator, presentibus propter et futuris notum fieri volo quod dilectis et fidelibus meis burgensibus de Ypra et communitati concessi quod, supra sacramentum quod fecerunt villae, accipiant inter se quinque probos viros quos intelligent et scient esse meliores et utiliores ad conservanda et custodienda jura ecclesiarum, domini terrae et villae. Et illi quinque sic electi jurabunt super sacrosancta quod non dimittent pro timore seu pro odio, sive pro amore alienius quin eligent quinque scabinos quos scient esse meliores et utiliores ad tenendum scabinatum. Et illi quinque sic accepti jurabunt coram me vel coram ballivo meo rectum scabinatum ecclesiis, domino terrae, villae et omni homini tenere. Illi vero quinque scabini super sacramentum sui scabinatus eligent alios octo scabinos qui similiter jurabunt rectum scabinatum ecclesiis, domino terrae, villae et omni homini tenere. Scabini autem eligentur de anno in annum, ita videlicet, quod scabini anni praeteriti, ante exitum scabinatus sui, supra sacramentum sui scabinatus eligent quinque probos viros quos scient esse meliores et utiliores villae, et illi quinque sic electi eligent quinque scabinos sicut predictum est.

Et illi quinque scabini sic electi eligent octo scabinos ut superius scriptum est. Hoc eis concessi bona fide tenendum et sine maleingenio et quod burgenses tractabunt per rectum scabinatum. Actum Curtraci die martis proxima post festum sancti Petri ad vincula anno Domini m° cc° nono.

C.

Fernand, comte de Flandre et de Hainaut, et Jeanne, son épouse, apportent des modifications au mode d'élection des échevins de la ville d'Ypres. — 1227 (1228 n. s.).

Fernandus, Flandriae et Hanoniae comes, et Johanna, uxor ejus, Flandriae et Hanoniae comitissa, omnibus presentes litteras inspecturis salutem. Noverint universi quod nos dilectis scabinis et burgensibus nostris de Ypra concessimus scabinagium de anno in annum habendum in perpetuum, in hunc modum videlicet, quod illi qui modo fuerant scabini antequam annus scabinatus eorum finiatur per sacramentum suum accipiant quinque probos viros infra dictam villam Yprensem, qui jurabunt corporaliter tactis sacrosanctis quod quinque viros eligent utiliores quos noverint in tota villa Yprensi ad scabinatum; et illi quinque statim jurare debent scabinatum; et post modum illi quinque qui scabinatum juraverint per sacramentum suum debent octo alios probos viros eligere in eadem villa, qui similiter jurabunt scabinatum. Et sciendum quod nullus amplius quam per duos annos simul scabinus esse poterit. Et si per duos annos continuos aliquis scabinus fuerit per annum ad minus de scabinatu cessabit. Nec possunt simul et semel pater et filius esse scabini, vel frater et frater, nec avunculus vel patruus et nepos, vel duo consanguinei germani, nec socer et gener. Quod

ut ratum et stabile permaneat in perpetuum presentes litteras sigillorum nostrorum munimine fecimus confirmari. Datum Brugis anno Dominicae incarnationis M^o CC^o XXVII^o, mense martio, in die sancti Benedicti.

D.

Nouvelles modifications apportées au mode d'élection des échevins, par Philippe-le-Bel, roi de France. — 1501.

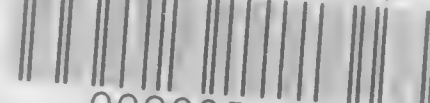
Philippus, Dei gratia Francorum rex. Notum facimus universis etc.

Item leges, coustumas et usagia antiqua et hactenus approbata ipsis teneri volumus et firmiter conservare, hoc salvo etc..... Ceterum diebus quibus scabinorum electio fuerit facienda, sex probi viri dictae villae, videlicet per tenentem locum nostrum tres, recepto ab eodem tamen primitus juramento in presentia scabinorum, quod illos eliget quos crediderit nobis et dictae villae utiliores et etiam meliores, et tres alii per illos qui ante dictam guerram solebant quinque eligere, assumuntur. Et hii sex assumpti taliter et electi jurabunt locum nostrum tenenti quod eligent quinque scabinos quos putaverint meliores et utiliores nobis et communitati predictae ad hujusmodi officium scabinatus; et ut citius dictam electionem perficiant in quodam domo claudentur insimul ab esu et potu tam diu abstinentes donec ipsi sex vel major pars ipsorum quinque scabinos elegerint antedictos. Qui siquidem quinque scabini postquam modo predicto creati fuerint et electi, eligent octo scabinos alios et creabunt. Et tandem hii tresdecim scabini officio scabinatus uti poterunt, et personas ydoneas eligere ad

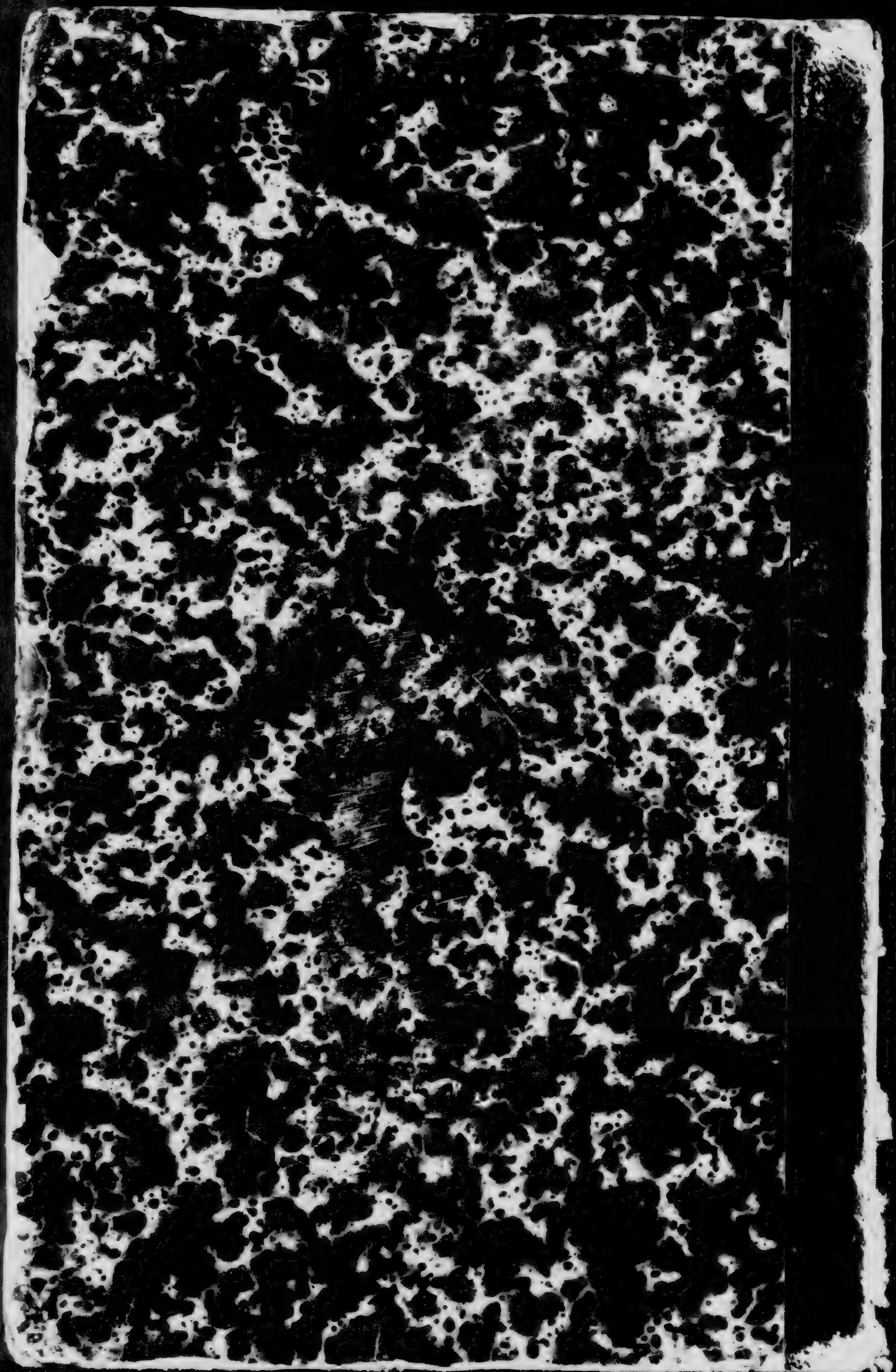
officia alia communitalis predictae prout hactenus extitit
consuetum. Et si forte prelibati quinque scabini nequiverint
aut noluerint in octe personas concorditer convenire, illi
tamen scabini, qui a majori parte electi fuerint erant
scabini, minoris partis contradictione aliquatenus non
obstante

Actum apud Insulam in Renengis, anno Domini mil-
lesimo trecentesimo primo, mense septembris.

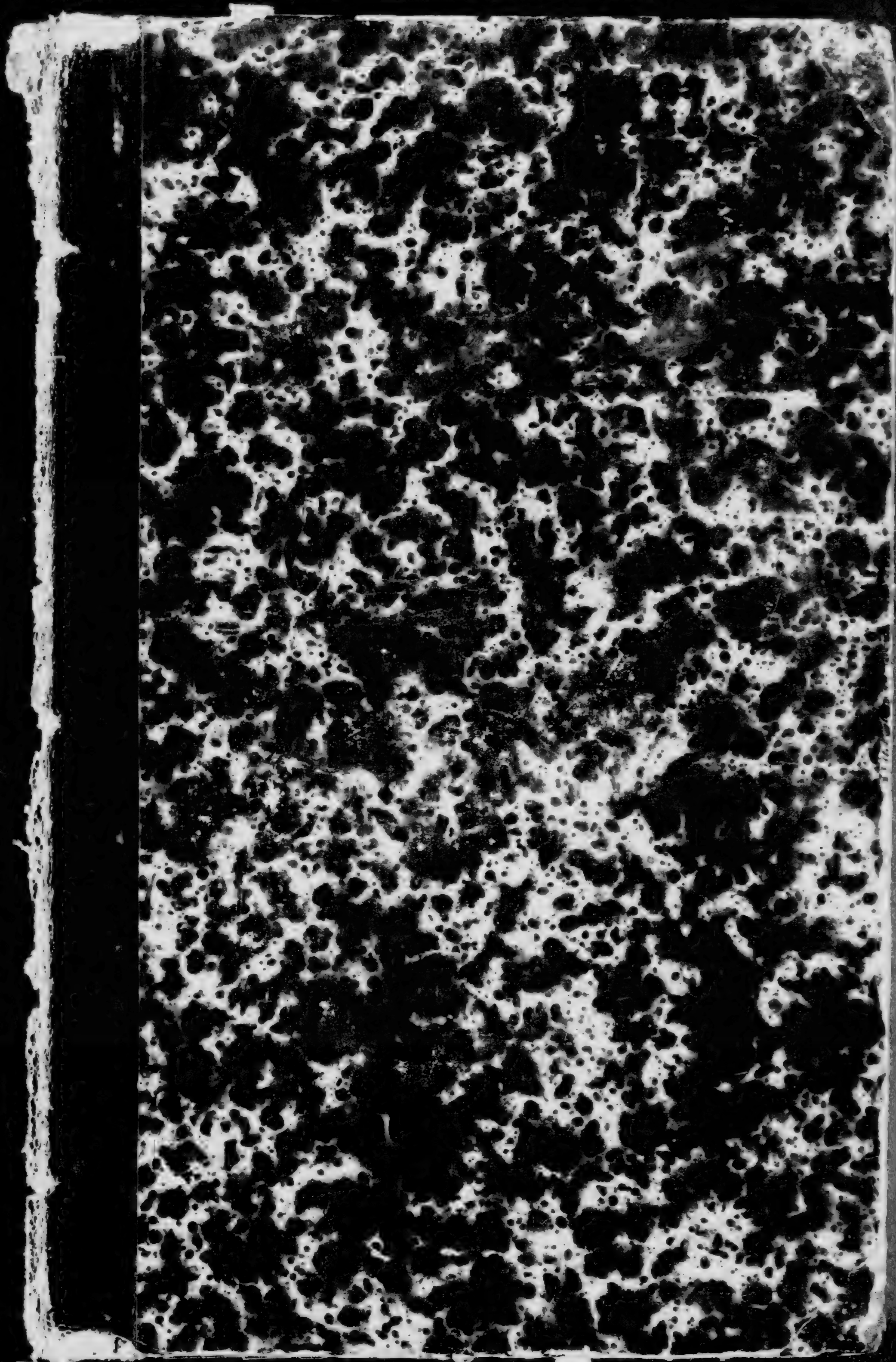
COLUMBIA UNIVERSITY



0026055503



VOLUME 2



949.3Y8 D56
2

Columbia University
in the City of New York

Library



Special Fund

Given anonymously

CHARTES ET DOCUMENTS

APPARTENANT

Aux Archives de la Ville d'Ypres.

INVENTAIRE
ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE
DES
CHARTES ET DOCUMENTS

APPARTENANT

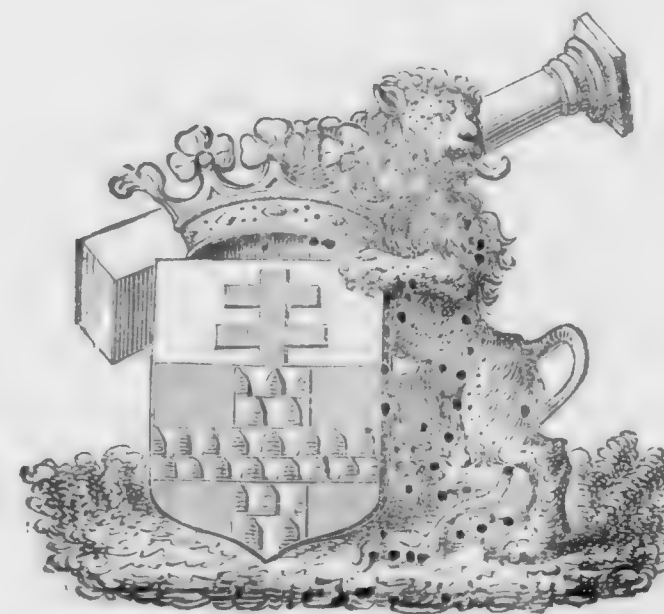
Aux Archives de la Ville d'Ypres,

PUBLIÉ PAR

I. L. A. DIEGERICK,

Archiviste, Membre de plusieurs Sociétés Savantes et Littéraires de Belgique
et de l'étranger.

Tome Deuxième.



Bruges. — Imprimé chez Vandecasteele-Werbrouck.

1854.

INVENTAIRE
ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE
DES
CHARTES ET DOCUMENTS
APPARTENANT
AUX ARCHIVES DE LA VILLE D'YPRES.

CCCLXXIII.

Sans date (vers 1324). — Donné à Dauxi nostre chastel le viii^e
jour de janvier.

Lettres de Louis de Nevers, comte de Flandre, à
..... (1). — Il lui annonce qu'il se dispose à venir
rétablir la paix dans la Flandre, avec ses oncles, le
comte de Namur et Robert de Cassel. — Il l'invite
à rétablir partout les magistrats, à disposer les *bonnes*
gens à la soumission et à l'obéissance, et à les engager
à reconnaître ses *droitures et seigneuries*. — Il se plaint
d'être sans nouvelles de la Flandre. — Les gouverneurs

(1) Le nom de la personne à qui cette lettre est adressée, n'est pas
mentionné dans ce document. C'est probablement au sire d'Aspremont,
gouverneur de la Flandre pendant l'absence du comte.

ne veulent lui accorder aucune aide, ni le laisser jouir de ses rentes. — Ceux de Furnes ne veulent plus de bailli. — On lui a écrit que le bruit court en Flandre qu'il a échangé ce comté contre celui de Poitiers: ce bruit est faux. — Nonobstant les griefs et les outrages qu'il a éprouvés dans ce comté, il n'a jamais songé à l'échanger, mais proteste au contraire qu'il veut vivre et mourir comte de Flandre.

Copie de l'époque sur parchemin.

CCCLXXIV.

Sans date (vers 1324). — En français.

Avis des échevins d'Ypres sur les mesures qu'il convient de prendre concernant la sentence arbitrale dont il est parlé au N° CCCLXXII. — Ils pensent qu'il faut pardonner à ceux du territoire de Furnes, parce que l'émeute a été causée réellement par la négligence tant du feu comte Robert de Flandre, que du comte actuel, qui n'ont jamais voulu examiner les plaintes qui leur étaient adressées par ceux de ce pays. — Ils pensent qu'on ne doit pas revenir sur les comptes des anciens *Cuerheers*, sauf pour les sommes que ceux-ci ont données en cadeau à des personnes qui n'y avaient aucun droit, sauf également pour les 1200 livres données au comte de Flandre. — Les anciens *Cuerheers* ne pourront plus jamais être gouverneurs ou *Cuerheers*, ni être nommés à aucun emploi dans le pays

de Furnes. — Lorsque les nouveaux magistrats seront nommés, on citera devant eux, pour se justifier, quelques-uns des plus coupables, nommés dans l'acte; s'ils ne se présentent pas, ils seront bannis. — Ils proposent une amende contre ceux qui se sont rendus coupables d'exaction, et les considèrent comme indignes de remplir dorénavant aucun emploi dans le pays de Furnes.

Rouleau de parchemin, écriture de l'époque (1).

CCCLXXV.

1324. — Saterdaghes na sinte Marx daghe in het jaer ons Heere als men screef m ccc ende xxiiii.

Sentence arbitrale prononcée par Robert de Cassel et les commissaires des villes de Gand, de Bruges et d'Ypres, au sujet des émeutes qui ont eu lieu dans le pays de Furnes pendant les années 1322 et 1323. — Les commissaires, pour la ville de Gand, sont Symoens Sermacheline et Pierre Vander Mersch; pour la ville de Bruges, Willem De Deken, Ghiselbrecht Van Zomerghem et Nicolas Van Scathille; pour la ville d'Ypres, Lambert Morin, Jean Van den Clite et Chrétien Annoys. — Ils

(1) Ce document est probablement l'instruction donnée par les échevins d'Ypres à leurs commissaires, qui, d'accord avec Robert de Cassel et les commissaires des villes de Gand et de Bruges, devaient prononcer la sentence arbitrale au sujet des émeutes du pays de Furnes.

ont tenu leurs séances dans l'abbaye de St-Nicolas à Furnes. — Ils prescrivent le maintien de la paix et de la tranquillité entre les deux parties, et l'oubli de tout ce qui s'est passé. — Les habitants du pays de Furnes ne seront pas tenus de payer les dépenses indues faites par les anciens *Cuerheers*, ni de reconnaître les dons que ceux-ci ont faits à plusieurs de leurs amis et de leurs créatures. — Ces sommes seront remboursées par les *Cuerheers* qui étaient alors en fonction. — Ils condamnent plusieurs des anciens *Cuerheers* à se rendre en pèlerinage, savoir : Jacques De Visch, à Notre-Dame de Chartres; Jean De Deckere, à Notre-Dame de Vendôme; Gilles De Vese, à Notre-Dame de Rochemadour; et Jean De Plankenare, au même endroit. — Ils règlent plusieurs points d'administration intérieure et financière, et déclarent que ceux qui ne se conformeront pas à ces décisions ou qui briseront les trêves établies par la présente sentence arbitrale, seront considérés et traités comme meurtriers, comme ennemis du comte de Flandre, de Robert de Cassel et des trois bonnes villes de Flandre. (Voir le N° CCCLXXII.)

Long rouleau de parchemin, écriture de l'époque.

CCCLXXVI.

1324. — Faites et données l'an de grace m^e ccc^e vint et quatre le second jour du mois de julié.

Lettres par lesquelles Vanc Guy, receveur du roi de France, en Flandre, reconnaît avoir reçu des échevins de la ville d'Ypres la somme de 5500 livres parisis, en à-compte sur les sommes que le pays de Flandre doit au roi, conformément au traité de paix.

Copie, écriture de l'époque, transcrite sur un long rouleau de parchemin.

CCCLXXVII.

1324. — Faites et données en l'an de grace mil ccc vint et quatre le diemence après le St-Mahieu au mois de septembre.

Accord fait entre les échevins, chef-hommes et communauté de la ville de Gand, d'une part, et les avoué, échevins et toute la communauté de la ville d'Ypres, d'autre part, du consentement de Philippe, seigneur d'Axelle, gouverneur de la Flandre pour le comte Louis. — A cause des émeutes qui ont lieu dans une partie du Franc de Bruges, ces deux villes promettent de se soutenir

mutuellement; en ce sens que, si les révoltés se présentent du côté d'Ypres, la commune de Gand, sous les ordres de Philippe d'Axelle, ou de son délégué, se mettra en armes et viendra assister ceux d'Ypres pour repousser les révoltés, qu'ils soient du Franc ou de la ville de Bruges. — Philippe d'Axelle approuve cet accord et le confirme par son sceau.

Original, muni du sceau de la ville de Gand et de celui de Philippe d'Axelle, l'un et l'autre avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

CCCLXXVIII.

1324 (1325 n. s.). — Donné à Gand le septiesme jour du mois de février l'an de grace M CCC XXIII.

Lettres par lesquelles Louis de Nevers, comte de Flandre, informe les échevins d'Ypres qu'il a reçu leur requête tendante à obtenir le privilège qu'on ne puisse tisser, tondre, fouler ou teindre du draps dans un rayon de trois lieues à l'entour d'Ypres (1). — Il leur accordera ce privilège lorsqu'ils auront fait preuve de dévouement à sa personne, en défendant leur ville contre ses ennemis.

Original, petit scel du comte avec contre-scel en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

(1) Ce privilège avait déjà été octroyé par le comte à la ville d'Ypres en 1322; voir le N° CCCLXIII.

CCCLXXIX.

1325. — Données à Yppre le ix^e jour du mois de juing, l'an de grace mil CCC vint et cinq.

Lettres par lesquelles Louis de Nevers, comte de Flandre, désigne pour ses conseillers Jean de Flandre, sire de Nesle et de Termonde; Robert, sire de Nevel, châtelain de Courtrai; Guillaume d'Auxonne et Jean de Verrières. — Si, dans l'exécution de leur charge, ses conseillers s'attirent l'inimitié ou la haine de quelqu'un, il prendra leur parti contre qui que ce soit, excepté contre le roi de France; il considérera comme faites à lui-même, les injures qu'on leur fera. — Si des plaintes ou des rapports lui étaient faits à leur charge, il s'engage à leur en donner connaissance en-déans les trois jours, et à les écouter dans leurs excuses ou justifications en-déans les huit jours. — Il ratifiera tout ce qu'ils décideront de concert avec la majorité de son conseil. — Il exige qu'ils jurent, sur les saintes Évangiles, de l'aider loyalement en toutes ses nécessités, de garder son honneur, son état, de le conseiller toujours selon la raison et selon leur opinion, et d'être pour lui contre tous, excepté contre le roi de France. — Ils devront jurer aussi que, des personnes qui auront affaire avec lui, ils n'accepteront aucun don ou présent valant plus de vingt sols, à moins que ce ne soit de son consentement spécial. — Ils ne souffriront pas que quelque dommage soit fait au comte, ils le préviendront de tout ce qui pourrait se tramer contre lui. — Ils jureront aussi de

garder le secret de tout ce qui sera traité au conseil.

Les seigneurs dessus nommés jurent, sur les saintes Évangiles, d'observer fidèlement tout ce qui est mentionné dans cet acte, aussi longtemps qu'ils seront au service du comte, et apposent leurs sceaux à la présente charte.

Original, muni du sceau du comte de Flandre, avec contre-scel en cire brune, et de ceux de Jean de Flandre et de Robert de Nevele, avec contre-scel en cire rouge; les deux autres ont été arrachés. Tous les cinq pendaient à double queue de parchemin.

CCCLXXX.

Sans date (vers 1326). — Donnée à Gand le xxiii^e jour d'aoust.

Lettres par lesquelles Louis de Nevers, comte de Flandre, répond à une requête que lui avait présentée le prieur des Carmes de Bruges, au nom des habitants de cette ville. — C'est à sa prière et à celle de ses amis, que le roi de France et son armée s'approchent de la Flandre, non pas pour la ruiner mais pour rétablir le comte en son état, pour le faire jouir de son fief, pour soutenir et défendre ceux qui lui sont restés fidèles et punir ceux qui excitent le peuple à la désobéissance et à la révolte. — Quant à ce qu'ils demandent quels moyens leur restent pour parvenir à une bonne paix, il leur répond, qu'il aime la paix et qu'il regrette la désunion plus que qu'il que ce soit; il est tout prêt à

traiter de la paix, pourvu qu'ils se remettent en la volonté du roi et en la sienne, qu'ils livrent les otages que le roi et lui demanderont. — Malgré leurs méfaits, il est disposé à les recevoir en grâce, s'ils reviennent à lui comme à leur droit seigneur. — Le roi, ainsi que lui-même, ne désire que bon droit et raison.

Original, sur parchemin; trace du petit sceau qui était appliqué sur le parchemin.

CCCLXXXI.

1326. — Ghescreven int iaer ons Heeren m ccc zesse ende twintich up den eersten dach van aprilis.

Procuration donnée par l'avoué et les échevins d'Ypres à leurs commissaires délégués près du roi de France pour traiter de la paix entre celui-ci et les villes rebelles de Flandre. — Les commissaires de la ville d'Ypres sont: Jacques Vander Marct, Guillaume Boidin, échevins; Jean Van den Clite, conseiller; maître Jean De Bourleke, clerc; Jacques De Buschere et Michel Brun, bourgeois. — Ils se rendront près du roi avec Robert de Cassel et les commissaires des autres villes de Flandre. — Ils demanderont pardon et oubli de tout ce qui s'est passé antérieurement. — Ils tâcheront d'obtenir l'autorisation de conserver leurs fortifications pendant deux ans encore, en promettant de les démolir après ce temps, si telle est la volonté du roi. — Ils promettront de payer leur

part de contributions, et de renoncer à toutes coalitions et confédérations. — Les doyens et chef-hommes des métiers seront conservés, mais ils seront renouvelés toutes les dix-sept semaines, et prêteront serment devant la loi. — Ils jureront d'être fidèles et soumis au roi comme à leur souverain, de maintenir la paix dans tous ses points, et de payer leur part des 4000 livres tournois pour l'établissement d'une chartreuse à Courtrai. — Ils consentiront aux pèlerinages convenus, ou à l'amende de 10,000 livres tournois en remplacement de ces pèlerinages. — Ils promettent de rétablir le comte de Flandre dans tous ses droits et de lui être fidèles et soumis. — Ils consentiront à payer au comte 100,000 livres tournois, dont les Brugeois seuls payeront 66,000 livres. — Ils approuveront l'article concernant ceux de Grammont. — Ils accorderont l'article des 200,000 livres à payer au roi pour les frais de guerre. — Ils consentiront au rappel de tous ceux qui ont été bannis pendant les derniers troubles. Quant au rappel de ceux bannis par la loi d'Ypres, pendant l'emprisonnement du comte, ils n'y consentiront pas; ces bannis ne pourront rentrer que plus tard du consentement de la loi de la ville, lorsque, par leur conduite, ils auront donné des garanties d'ordre et de tranquillité. — Il sera fait défense de porter des armes, sous peine d'amende. — Tous les deux ans le roi pourra envoyer en Flandre deux commissaires pour faire renouveler le serment de fidélité à la paix, et pour examiner les comptes des receveurs chargés de la recette des sommes revenant au roi.

Original, muni de six petits sceaux en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Rodenboek* f. 717 v°.

CCCLXXXII.

1326. — Fait et donné en la maison du Val-Coquatrix près de Courbueil l'an de grace mil trois cens vint et sis le dis et neuveime jour du mois d'avril.

Lettres par lesquelles Charles-le-Bel, roi de France, ratifie la paix d'Arcques. Les seigneurs présents à cette ratification sont: le comte de Flandre, les commissaires du roi, savoir: Alphonse d'Espagne, Mathieu de Trie, Robert de Bricquebec et Miles de Noiers; l'archevêque de Reims, les évêques de Laon, de Baune et de Chalons, pairs de France etc. Voici les principaux points du traité: le roi remet à deux ans la démolition des fortifications de Bruges et d'Ypres; à cette époque, il en ordonnera à sa volonté. — Il accorde certains délais pour le paiement des sommes arriérées, stipulées par les précédents traités. — Il est défendu aux habitants des villes révoltées de faire des coalitions, des ligue; ceux d'Ypres pourront conserver leurs gouverneurs des métiers, mais ils devront être renouvelés toutes les dix-sept semaines et prêter serment de fidélité entre les mains de la loi d'Ypres. — Il sera établi près de Courtrai une chartreuse pour douze frères, sous l'invocation de la Sainte-Croix; à cet effet, il sera versé une somme de 4000 livres tournois entre les mains de l'official, du doyen et de l'archidiaque de Tournai: 2000 livres seront payées à la Noël prochaine et les 2000 livres restantes à la Noël suivante. — Les Flamands dédommageront les églises et abbayes qui ont éprouvé des dégâts pendant

ces derniers troubles; l'estimation des sommes à payer de ce chef sera faite par les trois ecclésiastiques ci-dessus nommés, auxquels on adjoindra trois personnes laïques à désigner par les villes de Flandre. — Ceux de Bruges et de Courtrai désigneront 300 personnes qui seront envoyés en pèlerinage, savoir: 100 à St-Jacques en Gallicie, 100 à St-Gilles et à Notre-Dame de Vauvert et 100 à Notre-Dame de Rochemadour. Ces pèlerinages pourront être rachetés par 10,000 livres tournois, à payer au roi. — Le comte de Flandre sera réintégré dans tous ses droits, honneurs etc. et il renouvellera son serment. — On lui payera une somme de 100,000 livres parisis, comprenant dans cette somme les 66,000 livres que ceux de Bruges lui avaient promises antérieurement par leurs lettres données au sujet de leur expédition contre le comte de Namur; ils pourront cependant déduire de cette somme tout ce qu'ils ont déjà payé de ce chef. — A cette condition, le comte se chargera de les réconcilier avec le comte de Namur. Il devra aussi réconcilier ceux de Grammont, mais si ces derniers avaient fait quelque soumission ou quelque offre aux Gantois, ils seraient obligés de tenir leurs promesses, et les sommes qu'ils auront payées de ce chef, viendront en déduction des 100,000 livres susdites. — Le comte de Flandre accordera à ceux de Bruges, d'Ypres, de Courtrai, de Grammont et à tous leurs adhérents, pardon et oubli complet de tout ce qui est arrivé depuis le jour de St-André dernier. — Ces 100,000 livres seront payées aux termes suivants: 16,000 à la Noël prochaine, et ainsi de suite 16,000 à chaque fête de Noël jusqu'à l'entier acquittement de la somme.

Les Flamands payeront encore, au roi de France, 200,000 livres tournois; à cette condition, le roi les

réconciliera avec ceux de Gand et d'Audenarde et avec leurs adhérents. Cette somme sera payée par parties, savoir: 20,000 livres tous les ans à la fête de Noël, jusqu'à extinction de la dette. — Tous ceux qui ont quitté le pays à cause des derniers troubles, pourront y revenir, excepté ceux du Franc, de Furnes, de Bergues et des environs, et de Courtrai; on prendra à leur égard des dispositions spéciales. — Le roi enverra tous les deux ans dans les Flandres des commissaires chargés de faire renouveler le serment de fidélité au présent traité de paix; ces commissaires examineront en même temps les comptes des receveurs chargés de la recette des sommes à payer au roi, en vertu de ce traité; ils se rendront, à cet effet, à Tournai, à Lille ou à St-Omer, au choix du roi. — A ces conditions, le roi de France pardonne tout le passé, permet la libre circulation des marchandises, relâche les prisonniers et restitue tous les biens confisqués à cause des dernières émeutes.

Sur le pli est écrit: *Per dom. regem ad rel. dominor. Alfonsi et Andreae* (signé) *J. de Templo.*

Original sur parchemin, muni du sceau du roi, avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

Transcrit dans le *Roodenboek* f° 519 r°.

CCCLXXXIII.

1326. — Datum apud Vallem Coquatrici die xix aprilis anno Domini millesimo ccc° vicesimo sexto.

Lettres par lesquelles Charles-le-Bel, roi de France, autorise les Yprois à maintenir leurs fortifications pendant l'espace de deux ans, sans encourir aucune peine de sa part, pour autant cependant qu'ils tâchent de bien remplir toutes les conditions de la paix, et qu'ils promettent de lui rester fidèles.

Sur le pli est écrit: *Per dom. regem ad relationem dominorum Alfonsi et Andreae.* (Signé) *J. de Templo.* De l'autre côté, également sur le pli, se trouve l'inscription suivante: *Non redduntur donec litteras sigillis dictarum villarum de dictis diruendis fortalicis reddiderint sigillatas.*

Original, sceau du roi de France, avec contre-scel en cire jaune, pendant à double queue de parchemin.

CCCLXXXIV.

1326. — Datum apud Vallem Coquatrici die xix aprilis anno Domini m° ccc° vicesimo sexto.

Lettres par lesquelles Charles-le-Bel, roi de France, annule un jugement prononcé, par défaut, contre les

échevins d'Ypres, par le parlement de Paris. — Informé que des circonstances indépendantes de leur volonté ne leur ont pas permis de se rendre à Paris au jour fixé, le roi les autorise à se présenter à la première séance de son parlement.

Sur le pli est écrit: *Per dominum regem ad relac. dominor. Alfonsi et Andreae de Floren.* (Signé) *J. de Templo.*

Original, sceau du roi de France, avec contre-scel en cire jaune, pendant à double queue de parchemin.

CCCLXXXV.

1326. — Acta fuerint hanc Parisiis in palatio regali anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo sexto, mense aprilis die xxvi.

Lettres par lesquelles Pierre, évêque de Senlis, informe les abbés, prieurs, doyens, archidiacres, prêtres, chapelains etc. que, du consentement du Saint Père, et à la demande du roi de France, il suspend jusqu'à la fête prochaine de Ste-Marie Madeleine, l'excommunication dont la Flandre a été frappée pendant les dernières émeutes.

Cette chartre contient le texte 1° de la bulle du pape Jean, du 1 février 1326 (n. s.), 2° de la lettre par laquelle le roi de France, invite l'évêque de Senlis à suspendre l'excommunication; et 3° de l'acte de

soumission des commissaires de la ville d'Ypres qui ont assisté à la paix d'Arcques.

Original sur parchemin, sceau de l'évêque, avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge.

CCCLXXXVI.

1326. — Datum anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo sexto vigilia Penthecostae.

Lettres par lesquelles Enguerrand, évêque de la Morinie, informe les abbés, prévôts, prieurs, doyens etc. de son diocèse, que l'excommunication dont la Flandre a été frappée pendant les dernières émeutes, est suspendue jusqu'à la prochaine fête de Ste-Marie Madeleine.

Cette charte contient le texte de la lettre par laquelle le roi de France invite l'évêque de la Morinie à suspendre l'excommunication dans son diocèse, ainsi que le texte de l'acte de soumission des commissaires de la châtellenie d'Ypres, et des villes de Messine et de Warneton. Signé *G. Raingot*. (Voir le N° précédent.)

Original, muni du sceau de l'évêque, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

CCCLXXXVII.

1326. — Datum anno Domini millesimo ccc° vicesimo sexto sabbato ante diem festum beatae Mariae Magdalenae.

Lettres par lesquelles Enguerrand, évêque de la Morinie, informe les abbés, prévôts, doyens, prieurs etc. de son diocèse, qu'à la demande du roi de France, il prolonge, jusqu'à la prochaine octave de l'Assomption, la suspension de l'excommunication de la Flandre, qui devait cesser à la fête de Ste-Marie Madeleine. (Voir les N° CCCLXXXV et CCCLXXXVI.)

Original, muni du sceau de l'évêque, avec contre-scel en cire verte, pendant à une bande de parchemin.

CCCLXXXVIII.

1326. — Données à Chasteau-Tierry le xi^e jour de octobre l'an de grace mil ccc vint et sis.

Lettres par lesquelles Charles-le-Bel, roi de France, autorise plusieurs marchands d'Ypres et de Bruges d'introduire, en son royaume, un certain nombre de ballots de laine anglaise. — Depuis la reprise des hostilités entre la France et l'Angleterre, le roi avait sévèrement

défendu l'importation des laines anglaises, mais les marchands d'Ypres et de Bruges lui ayant prouvé que ces laines avaient été achetées antérieurement à sa défense, il leur permet de les faire embarquer et de les transporter dans son royaume. — La quantité des ballots est de 228 pour les marchands d'Ypres, et de 311 pour les marchands de Bruges.

Sur le pli est écrit: *Par le roy en son conseil à la relacion de mess^r Andrieu.* (Signé) *J. de Templo.*

Original, le sceau, qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

CCCLXXXIX.

1326. — Donné sous le scel duquel nous usons le xiii^e jour de novembre l'an m ccc xxvi.

Lettres de Gillis Haguins, bailli de Lille, de Douai et du Tournaisis, gouverneur des frontières de Flandre, à Thomas Havec, prévôt de Seclin. — Il est arrivé à sa connaissance que plusieurs personnes de la ville d'Ypres se sont rendus à Commines, en deçà de la Lys, sur les terres du roi de France, y ont tué un homme et s'y sont rendus coupables d'arsin et de dévastation. — Il charge le susdit prévôt d'ajourner les coupables devant la justice du roi, afin que ce crime soit puni comme il le mérite. — Les ajournements se feront de trois en trois jours dans l'église du lieu où le crime a été commis, ou dans l'église la plus voisine. — Il le charge

de lui rendre compte de tout ce qu'il aura fait à cet égard.

Original, muni du sceau du bailli, en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

CCCXC.

1326. — Données à Gand l'an de grace mil trois cens vint et sis le sizime jour dou mois de décembre.

Lettres par lesquelles Louis de Nevers, comte de Flandre, informe les échevins d'Ypres qu'il envoie vers eux son chapelain, Martin de Huesdine, pour reprendre plusieurs objets qu'il a laissés en cette ville lors de son départ. Le dit chapelain leur donnera un reçu des objets qu'il emportera.

Original, petit sceau du comte, en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

CCCXCI.

1326. — Fait l'an m ccc vint et siis le jour Nostre Dame en decembre.

Lettres par lesquelles Martin de Huesdine, chapelain et aumônier du comte Louis de Nevers, déclare avoir reçu des échevins d'Ypres, pour le comte, son maître, plusieurs clés et un grand *paupier* couvert de cuir noir.

Original, muni du scel du chapelain, en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

CCCXCII.

1326. — Ygheven int jaer ons Heeren als men screef duzentech drie honderd ende zesse en twintech sryndaeghe na sinte Nichasis dach.

Lettres par lesquelles les bourgmestre, échevins et conseil de la ville de Bruges déclarent que, nommés arbitres avec les échevins de Gand et avec Henri de Flandre, comte de Lodi (1), pour décider sur les méfaits

(1) Henri de Flandre, comte de Lodi au duché de Milan, fils de Gui de Dampierre et d'Isabelle, comtesse de Namur.

commis par ceux d'Ypres contre le comte de Flandre depuis la dernière paix, ils n'exerceront aucune vengeance contre les Yprois, et ne prononceront d'autre peine que celle de l'amende, qu'ils fixeront avec les arbitres susnommés. (Voir les N^{os} CCCXCIII et CCCXCV.)

Original, muni du sceau de la ville de Bruges, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek* f^o 329 r^o.

CCCXCIII.

1326. — Ghemaect ende ghegheven int jaer ons Heeren als men screef m ccc ende sesse en twintech, sdonderdags vore sente Thomas dach.

Lettres des échevins, conseil et chefs-hommes de la ville de Gand. — Même contenu que le N^o précédent. (Voir le N^o CCCXCV.)

Original, muni du sceau de la ville de Gand, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek* f^o 329 r^o.

CCCXCIV.

1326. — Faites l'an de grace mil trois cens vint et sis le jour dou Nouel.

Lettres par lesquelles Gilles Haguins, bailli de Lille, de Douai et du Tournaisis, fait connaître que plusieurs individus de la ville d'Ypres se sont rendus à Commines en deçà la Lys, y ont *bouté feu et fait arsin* et coupé la tête à Jackemon Scabaille. — Qu'il a fait ajourner les coupables, et que les échevins de Bruges, d'Ypres et de Lille se sont présentés devant lui au jour de l'ajournement, en le priant de vouloir donner quelques jours de répit, promettant qu'ils se seraient rendus près du roi de France pour arranger cette affaire et l'amender. — Cédant à la prière de ces échevins, le bailli déclare qu'il cessera toute poursuite jusqu'à la prochaine fête de la Purification.

Original, muni du sceau du baillage de Lille, avec contre-scel en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

CCCXCV.

Sans date (1326). — Donné à Poissi le derrenier jour de décembre.

Lettres par lesquelles Alphonse d'Espagne prescrit au

bailli de Lille de prolonger jusqu'à la huitaine après la fête des Rois, le délai d'ajournement que celui-ci avait accordé aux personnes accusées du meurtre de Jacques Scabaille. (Voir le N° précédent.)

Original, sceau en cire rouge appliqué sur le parchemin.

CCCXCVI.

1326 (1327 n. s.). — Ghedaen int jaer ons Heeren als men screef dusentich drie onderd ende zesse ende twichtich sondaghs na niefen dagh.

Lettres par lesquelles Louis de Nevers, comte de Flandre, déclare, qu'à la prière des échevins de Gand et de Bruges, il s'en rapportera à la décision arbitrale que son oncle, Henri de Flandre, comte de Lodi, ainsi que les échevins des villes susnommés, prononceront au sujet des méfaits commis par quelques habitants d'Ypres à Commines audelà de la Lys, sur le territoire du roi de France, où ils ont coupé la tête à Jacques Scabaille, incendié les habitations et commis plusieurs autres dévastations. — Cette décision arbitrale devra être prononcée avant la fête de la Purification; si, à cette époque, les arbitres ne se sont pas entendus, ils devront se rendre dans les trois premiers jours suivants dans la ville d'Ecloo ou dans celle de Damme, d'où ils ne pourront se retirer qu'après le prononcé de leur jugement. — Si Henri de Flandre vient à mourir dans

cet intervalle, ou s'il refuse d'accepter cette mission, il sera remplacé par le seigneur Philippe d'Axel. — Pendant que les commissaires seront réunis à Ecloo, ils recevront, pendant les huit premiers jours, des frais de séjour payés par la ville d'Ypres, après ces huit jours, ils devront y rester à leurs propres frais, jusqu'à ce qu'ils parviennent à s'entendre. — Si, après le prononcé du jugement, ceux d'Ypres refusaient de s'y soumettre, ils seraient passibles d'une amende de 20,000 livres parisis au profit du comte. — Les échevins d'Ypres acceptent ces conditions par l'apposition de leur scel. (Voir les N^{os} CCCXCH et CCCXCIII.)

Sur le pli se trouve écrit: *Pour mons^r et son conseil en parlement.* (Signé) *Major.*

Original sur parchemin, muni de quatre sceaux; celui du comte, avec contre-scel en cire jaune; ceux des villes d'Ypres, de Bruges et de Gand, avec contre-scel en cire verte, tous pendant à double queue de parchemin (1).

Transcrit dans le *Roodenboek* f^o 327 r^o.

(1) Il est probable que le comte de Lodi, Henri de Flandre, n'a pas accepté la mission dont Louis de Nevers voulait le charger. Son scel n'est pas apposé à cette charte, mais on y trouve la double queue de parchemin destinée à le recevoir; l'état du parchemin prouve que le scel n'y a jamais été attaché.

CCCXCVII.

1326 (1327 n. s.). — Données à Ardembourch l'an de grace mil trois cens vint et sis le quart jour du mois de janvier.

Lettres par lesquelles Louis de Nevers, comte de Flandre, reconnaît que les échevins d'Ypres lui ont rendu tous les objets, joyaux etc. qu'il a laissés dans cette ville lorsqu'il partit pour Courtrai où il fut fait prisonnier, ainsi que les objets délaissés en cette ville par son clerc mess^r Guillaume d'Auxone. — Les échevins susdits lui ont fait serment qu'ils lui ont rendu tout ce qu'ils avaient eu en dépôt, et s'engagent à lui rendre tous les objets lui appartenant qu'ils parviendraient encore à découvrir. (Voir les N^{os} CCCXC et CCCXCI.)

Original, grand sceau du comte avec contre-scel en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

CCCXCVIII.

1326 (1327 n. s.). — Donné au Louvre le ix^e jour de janvier l'an de grace mil ccc vint et sis.

Lettres par lesquelles Charles-le-Bel, roi de France, à la demande des échevins d'Ypres ordonne à son

bailli de Lille de surcheoir, jusqu'à la mi-carême, à toute poursuite contre les auteurs de la mort de Scabaille. (Voir les N^{os} CCCXCIV et CCCXCV.)

Donné sous le *vidimus* de Hugues de Cruci, garde de la prévôté de Paris, sous la date du dimanche après la *Tiphane* 1526 (1527 n. s.).

Original, muni du sceau de la prévôté, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

CCCXCIX.

1326 (1327 n. s.). — Escript à Ypre sous nostre scel le samedi devant la Purification Nostre Dame l'an mil ccc vint et siis.

Lettres par lesquelles Martin de Huesdine, chapelain et aumônier du comte Louis de Nevers, déclare avoir reçu des échevins d'Ypres tous les joyaux et autres objets que le comte avait laissés dans cette ville lors de son départ pour Courtrai. (Voir les N^{os} CCCXC, CCCXCI et CCCXCVII.)

Original, muni du scel du chapelain, en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

CD.

1326 (1327 n. s.). — Ghegheven up den achsten dach van spuerkele int jaer ons Heeren als men sreef dusentich drie honderd zesse ende twintich.

Lettres par lesquelles Louis de Nevers, comte de Flandre, déclare qu'en l'année 1323, le jour de St-André il se rendit de son propre mouvement, sans crainte de prison ou de force, dans l'église de St-Basile à Bruges, où, en présence d'une grande multitude de peuple, il jura solennellement d'observer plusieurs points et articles qu'on lui avait proposés. — Depuis il a examiné ces divers articles de concert avec son conseil et avec les bonnes gens des villes de Bruges, d'Ypres, du Franc, de Courtrai et d'autres villes et châtellenies, et il renouvelle, par la présente charte, le serment qu'il a fait antérieurement, savoir: Il pardonne à ceux de Bruges, d'Ypres, du Franc, de Courtrai, de Grammont, tous les méfaits qu'ils ont commis envers lui pendant les derniers troubles tant en le retenant en prison, qu'en massacrant ses serviteurs, en incendiant les propriétés etc. — Il les protégera près du roi de France, du comte de Hainaut et autres seigneurs qui pourraient leur en vouloir à cause des dernières émeutes. — Il défendra l'intégrité du territoire de Flandre contre tous ceux qui chercheraient à l'amoindrir. — Il promet de maintenir la paix conclue à l'abbaye de St-André entre lui, d'une part, et ceux de Bruges et du Franc, d'autre part, concernant la ville

de L'Écluse et tout ce qui s'y rattache. — Il rétablira le cours de la justice dans le plus bref délai possible. — Comme il a été privé quelque temps de son sceau, il fera publier en Flandre, en France, dans le Nivernais, en Artois, en Hainaut et dans le Brabant, que tous ceux qui ont des lettres scellées de son sceau doivent venir les présenter dans le délai d'un an, à Bruges, devant une commission nommée parmi les bonnes gens de Bruges, d'Ypres et du Franc; ces commissaires examineront toutes ces lettres et annuleront celles qui portent préjudice au comte, au comté de Flandre, aux droits ou aux privilèges du pays. — Toutes les lettres qui ne seront pas présentées dans le courant de l'année, seront annulées de droit, excepté toutefois les lettres de paix accordées, à St-André, à ceux de Bruges et du Franc. — Il scellera aussi de son grand scel la lettre accordée aux Yprois, et qui n'est revêtue que de son signet. — Il reconnaît et approuve tout ce qui a été fait par Robert de Flandre, comme ruwaerd, et tous les jugements réguliers qui ont été prononcés pendant ce temps. — Il approuve aussi les actes de Jean de Dudzeele, comme receveur de Flandre, sous la réserve que ce dernier rendra compte de sa gestion. — Il annule toutes les lettres données par le comte de Namur en sa qualité de ruwaerd, et qui portent préjudice à l'état du comte, à celui de la Flandre, à ceux de Bruges, d'Ypres, du Franc ou de leurs adhérents, ou à l'administration de Robert de Flandre, en sa qualité de ruwaerd, excepté toutefois la paix de France.

Sous le pli se trouve écrit: *Par mons^r le conte en son grant conseil presens mons^r Henri de Flandre, mons^r d'Axelle, l'abbé des Dunes, le seig^r de Thil, mons^r Henri*

Gerson, mons^r Wautier Briseteste, maistre N. de la Piere, Jehan Gayelinc. (Signé) Major.

Original, muni du grand sceau du comte, avec contre-scel en cire jaune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek* f^o 529 v^o.

CDI.

1326 (1327 n. s.). — Donné à Lille, seze jours et mois de march l'an de grasse mil trois cens vint et sis.

Lettres par lesquelles Thomas de Saire, bailli de Lille, prolonge de quinze jours le délai accordé aux personnes accusées du meurtre de Scabaille, et qui expirait à la mi-carême. — Pendant ces quinze jours il fera suspendre toutes les poursuites et défend, à qui que ce soit, de molester les dites personnes. (Voir le N^o CCCXCVII.)

Original, muni du sceau du bailli, en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

CDII.

1326 (1327 n. s.). — Donné au bois de Vincenne le xvi^e jour de mars l'an de grace mil ccc vint et sis.

Lettres par lesquelles Charles-le-Bel, roi de France, informe son bailli de Lille, qu'il a accordé aux échevins d'Ypres un nouveau délai jusqu'à la fête de la nativité de St-Jean-Baptiste. — Il lui ordonne en conséquence de surcheoir, jusqu'à cette époque, à toute poursuite contre les auteurs présumés du meurtre de Scabaille. (Voir le N^o CDI.)

Sur le pli est écrit: *Par le roy à la relac. mons^r Alf.* (Signé) *P. Caisnot.*

Original, muni du sceau du roi de France, avec contre-scel en cire blanche, pendant à une bande de parchemin.

CDIII.

1326 (1327 n. s.). — Donné au bois de Vincenne le xvi^e jour de mars l'an de grace mil ccc vint et sis.

Lettres par lesquelles Charles-le-Bel, roi de France, informe son bailli de Lille, que si les personnes accusées du meurtre de Jacques Scabaille viennent à appaiser

leur partie adverse d'ici à la prochaine fête de la nativité de St-Jean-Baptiste, il ait à cesser toute poursuite contre elles. (Voir le N^o précédent.)

Sur le pli est écrit: *Par le roi en son conseil, à la relac. mons Andre de Floren.* (Signé) *L. Geis.*

Original, muni du sceau du roi, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à une bande de parchemin.

CDIV.

1327. — Acta sunt haec Ypris in capitulo monasterii sancti Martini Ypensis anno Dominicae incarnationis millesimo trecentesimo vicesimo septimo, die mense maii vicesima octava.

Instrument passé devant Allard, prévôt de St-Martin d'Ypres, par lequel tous les parents et alliés de Jacques Scabaille déclarent vouloir s'en rapporter à la sentence que les échevins d'Ypres prononceront au sujet de l'assassinat du dit Scabaille. — Il résulte de ce document que Henri Quarembotre et ses complices sont les auteurs du crime; qu'ils ont saisi le dit Scabaille audelà de la Lys, l'ont conduit en deçà et l'y ont assassiné.

Cet instrument porte la signature de Jean Crabe, notaire apostolique et impérial du diocèse de la Morinie. (Voir le N^o CDII.)

Original, muni du sceau du prévôt de St-Martin, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

CDV.

1327. — Donné à Audenarde sous nostre sceel l'an de grace mil trois cens vint et siept le xxix^e jour dou mois de may.

Lettres de Louis de Nevers, comte de Flandre, aux échevins de la ville d'Ypres. — Par des anciens privilèges, octroyés par ses prédécesseurs et confirmés par lui, la ville de Poperinghe et tous ses habitants sont sous sa protection et sauvegarde. — Ceux-ci ont eu recours à sa justice pour les poursuites que ceux d'Ypres ont exercées contre eux. — Le comte défend de les molester d'avantage, et somme les échevins d'Ypres à comparaitre avec ceux de Poperinghe, devant lui, à Audenarde, au mardi suivant. — Il leur offre des sauf-conduits pour venir vers lui. — Ils auront aussi à répondre sur les débats qui existent entre eux et ceux de Langhemarc au sujet de la draperie.

Cette charte porte sur le pli: *Par monsg^r et son conseil, presens monsg^r Henri de Flandres, conte de Lodi; mons^r Wautier Briseteste, mons^r Bloc de Stenlande, chevaliers, maistre N. de la Pierre, mons^r G. Dauxone, Jehan Gayelinc, Rogier Briseteste.* (Signé) Major.

Original, sceau du comte, avec contre-scel en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

CDVI.

1327. — Donné à Vaumain le vi^e jour de juing lan de grace mil trois cens vint et sept.

Lettres par lesquelles Charles-le-Bel, roi de France, informe son bailli de Lille qu'il prolonge, jusqu'à la fête de Toussaint, le délai qu'il avait accordé aux personnes soupçonnées du meurtre de Jacques Scabaille. — Si, à cette époque, les parties se sont réconciliées, le bailli devra cesser toute poursuite. (Voir le N^o CDIII.)

Original, sceau du roi de France, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à une bande de parchemin.

CDVII.

1327. — Donné à Vaumain le vi^e jour de juing l'an de grace mil trois cens vint et sept.

Même contenu que le N^o précédent, donné sous le *vidimus* de Hugues de Crucy, garde de la prévôté de Paris, du six juin 1327.

Original, sceau du garde de la prévôté, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

CDVIII.

1327. — Le mardi apries le conversion St-Paul, l'an mil ccc vint et sept en la salle dou roy nostre seigr à Lille.

Lettres par lesquelles Renard de Choissel, chevalier, bailli et gouverneur de Lille, de Douai, du Tournaisis et de ses dépendances, déclare que devant lui s'est présenté Jean Bourlique, clerc de la ville d'Ypres, procureur d'Henri Quarembotre, accusé du meurtre de Jacques Scabaille, lequel lui a déclaré qu'il a fait toutes les recherches possibles pour trouver Michel Scabaille, frère de Jacques, afin de lui offrir amende et paiement suivant la coutume du pays, et de plus lui offrir la somme de 200 livres parisis, dont on était convenu devant le dit bailli, mais qu'il a été impossible de le trouver. — Le dit procureur a cependant appris depuis que le dit Michel demeure à Cambrai, *hors du royaume*; il prie en conséquence le bailli de vouloir lui donner lettres de certification des offres qu'il fait au dit Michel; ce que le bailli lui accorde par la présente charte en présence de monseig^r Eustache de Vertaing, monseig^r Brodoul de Douvrin, monseig^r de Ligni, chevaliers, de Jean de Heni, écuyer, et de plusieurs autres nobles et non nobles.

Original, muni du petit sceau du bailli, en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

CDIX.

1327. — Données en l'an de grace mil trois chentz et vint et sept le nuit de la Magdalene.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville d'Ypres déclarent que les parents et alliés de Jacques Scabaille se sont présentés, en leur présence, devant le prévôt de l'église de St-Martin d'Ypres et ont déclaré vouloir se soumettre à la décision qui sera prise par les dits échevins au sujet du meurtre du dit Jacques Scabaille. — Les échevins s'obligent à faire amender ce fait. — Henri Quarembotre a avoué le meurtre, et a promis de se soumettre aux amendements qui lui seront imposés. (Voir le N° CDIV.)

Original, muni du sceau des échevins, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

CDX.

1327. — Faites l'an de l'incarnation nostre Seigneur, mil trois cens vint et sept, le venredi après le Magdalaine.

Lettres par lesquelles Thomas de Sayre, lieutenant du bailli de Lille, déclare qu'à plusieurs reprises se

sont présentés devant lui Jean Bourlique et Daniel Pauwelins, clercs de la ville d'Ypres et procureurs d'Henri Quarembotre, afin de composer pour le meurtre de Jacques Scabaille. — Michel, frère de Jacques, se tient latitant, change constamment de résidence afin de ne pas être compris dans la convention faite avec tous les autres parents et amis du dit Jacques. — Les procureurs susdits en rendent compte au lieutenant du bailli, protestent de leur bonne volonté et le prient de vouloir leur donner acte de leur déclaration, ce qu'il fait par la présente charte. (Voir le N° CDVIII.)

Original, muni du petit sceau du bailliage, pendant à une bande de parchemin.

CDXI.

1327. — Datum Bricolii die x^o augusti anno Domini m^o ccc^o vicesimo septimo.

Lettres par lesquelles Charles-le-Bel, roi de France, informe son bailli de Lille que le nommé Henri Quarembotre et ses complices craignent d'être attaqués dans leurs biens et leur vie par Michel Scabaille, frère de Jacques. — Il lui ordonne en conséquence de faire ajourner le dit Michel devant lui, et le forcer à accorder la trêve de paix d'après les coutumes du pays. (Voir le N° précédent.)

Original, sceau du roi de France, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à une bande de parchemin.

CDXII.

1327. — Dit was idaeen int jaer ons Heeren m ccc zevens ende twintich up sinte Baefs avent.

Lettres par lesquelles Jean Van den Helstlande, Gilles Van Reckem et Guillaume Witinc, hommes de fief du comte de Flandre, déclarent que devant eux sont comparus, de leur propre volonté, Guillaume Vander Bernecoutre et Jean Van der Maembeke, et ont déclaré qu'ils accepteront l'arbitrage de Guillaume Boidin, Guillaume Hamiede, Didier Vander Gracht et Wautier Van Beisslare, dans le jugement à porter sur l'arsin dont ceux d'Ypres se sont rendus coupables à leur égard. — Ils consentent à payer une amende de 500 livres parisis s'ils ne se soumettent pas à la décision de ces arbitres. — La moitié de cette amende au profit du comte, l'autre moitié au profit des arbitres. — La sentence doit être prononcée en-déans les trois semaines, faute de quoi le présent compromis serait considéré comme nul (1).

Original, muni de cinq petits sceaux en cire rouge, pendant à double queue de parchemin, savoir : ceux des trois hommes de fief, de Guillaume Van der Bernecoutre et de Jean Vander Maembeke.

(1) Se trouve attaché au N° suivant.

CDXIII.

1327. — Dit was idael int jaer ons Heeren m ccc zevens ende twintich smaendaechs voer sinte Luux daghe.

Lettres par lesquelles Jean Van den Helstlande, Guillaume Van Ghent et Guillaume Witine, hommes de fief du comte de Flandre, déclarent que les quatre arbitres, désignés au N° CDXII, ont comparu devant eux et ont prononcé leur sentence arbitrale de la manière suivante: Ceux d'Ypres paieront à Guillaume Vander Bernecoutre cent quatre-vingt-dix livres parisis, et à Jean Vander Maembeke cent soixante-trois livres parisis. — Moyennant ce paiement, ces deux derniers n'auront plus rien à réclamer de ceux d'Ypres. — Si l'une des deux parties refusait de se soumettre à cette sentence, elle serait frappée d'une amende de 500 livres parisis. (Voir le N° CDXII.)

Original, muni de trois petits sceaux en cire rouge, pendant à double queue de parchemin (1).

(1) Attaché au N° précédent.

CDXIV.

1327. — Donné l'an de grace mil ccc vint et sept le mardi prochain après le feste St-Luc.

Lettres par lesquelles Renard de Choisuel, bailli de Lille, de Douai, du Tournaisis etc., déclare qu'en plein siège, dans la salle du roi à Lille, sont comparus devant lui Guillaume Vander Bernecoutre et Jean Vander Maembeke, qui ont déclaré qu'ils se tiennent pour entièrement payés et satisfaits de l'arsin commis à leur égard par plusieurs habitants d'Ypres. — Les personnes qui siégeaient avec le bailli sont: monseigneur Jean, seigneur de Waillaincourt, de Chisoing, Ber de Flandre; monseigneur Jean, seigneur de Wendin; monseigneur Pierre de le Hee, monseigneur Baudouin de Wendin, chevalier; messire Mathieu de Rogi, chanoine et écolâtre de l'église de St-Pierre de Lille; Ferry de Devisy, châtelain de Lille; Pieron Vrete, le père Jean de Courtray et Letart Hannard, hommes du roi de la salle de Lille. (Voir les deux N° précédents.)

Original, muni de cinq petits sceaux en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

CDXV.

1327. — Données à Lille le joesdi prochain apries le feste St-Luc évangliste, l'an de grace mil trois cens vint et sept.

Lettres par lesquelles Renard de Choisuel, chevalier, bailli de Lille, de Douai, du Tournaisis etc., déclare que les procureurs d'Henri Quarembotre et les échevins de la ville d'Ypres, d'une part, et Michel Scabaille, frère de Jacques, et ses parents et alliés, d'autre part, se sont réunis en sa présence dans la salle du bailliage en pleine assise à Lille, afin de parvenir à une réconciliation au sujet du meurtre de Jacques. — Des offres d'amende ont été faites, mais les parties ne sont pas encore parvenues à s'accorder. — Remarquant la bonne volonté de parvenir à une réconciliation, le bailli prolonge, jusqu'à la Noël, le délai accordé par le roi, et qui était expiré depuis la Toussaint; à moins toutefois que le roi n'en décidât autrement. (Voir le N° CDVI.)

Original, petit sceau du bailli de Lille, en cire brune, pendant à double queue de parchemin. (Sceau brisé.)

CDXVI.

1327. — Données à Lille le merquedi après la feste St-Luc évangliste, en l'an de grace mil trois chenez vint et siept.

Lettres de Renard de Chosuel, bailli de Lille, Douai etc., au roi de France. — Il l'informe que devant lui sont comparus les procureurs d'Henri de Quarembotre, d'une part, et Michel Scabaille, frère de Jacques, et ses parents et alliés, d'autre part, pour parvenir à un arrangement et une réconciliation sur le meurtre de Jacques Scabaille. — Les procureurs d'Henri ont offert à Michel Scabaille jusqu'à la somme de 80 livres parisis, quoique, selon les coutumes du pays, le rachat de meurtre, commis sur un homme non noble, ne soit taxé qu'à quarante livres. — Le dit Michel n'ayant pas voulu accepter cette réconciliation, ils lui ont offert 200 livres qu'il a également refusées. — Les parties, n'ayant pu parvenir à un accommodement, les échevins d'Ypres qui assistaient à la séance, ainsi que ceux de Bruges qui étaient venus pour le même motif, l'ont prié d'accorder un nouveau délai, qu'il leur a accordé en considération de leur bonne volonté de parvenir à une réconciliation. — Dans la même séance ont comparu Vander Bernecoutere et Vander Maembeke qui ont déclaré être entièrement indemnisés des pertes qu'ils ont éprouvées par l'arsin commis sur leurs propriétés lors de l'assassinat de Scabaille. (Voir le N° CDXIV.)

Donné sous le *vidimus* d'Hugues de Crusy, garde de la prévôté de Paris, du 16 juin 1328.

Original, sceau de la prévôté, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

CDXVII.

1327. — Donné à Compiègne le xx^e jour de novembre l'an de grace mil trois cens vint et sept.

Lettres par lesquelles Charles-le-Bel, roi de France, informe son bailli de Lille, qu'il prolonge, jusqu'au jour des Brandons prochain, le délai qu'il a accordé aux personnes accusées du meurtre de Jacques Scabaille. — Si, à cette époque, les parties se sont réconciliées, le bailli devra cesser toute poursuite. (Voir le N^o CDXV.)

Original, sceau du roi de France, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à une bande de parchemin.

CDXVIII.

1327. — Donné à Compiègne le xx^e jour de novembre, l'an de grace mil trois cens vint et sept.

Même contenu que le N^o précédent, donné sous le *vidimus* de Hugues de Crusy, garde de la prévôté de Paris, le jeudi après la St-Clément, 1327.

Original, sceau du garde de la prévôté de Paris, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin. (Sceau brisé.)

CDXIX.

1327 (1328 n. s.). — Le samedi après le Typhane l'an de grace m ccc vint et siept.

Inventaire fait par l'avoué et les échevins de la ville d'Ypres, et messire Jean Crabbe, chapelain du comte de Flandre, des reliques, ornements de chapelle et autres joyaux ayant appartenu au feu comte Robert de Flandre. — Ces joyaux se trouvaient dans deux armoires (huges) au beffroi de la ville. — Ils se divisent 1^o en ornements de chapelle, en or et en argent, tel que croix, reliquaires, fiertes, coupes etc. — 2^o En

habillements sacerdotaux, tels que chasubles, dalmatiques, chappes etc.

Original, chirographe sur parchemin.

CDXX.

1327 (1328 n. s.). — Donné à Paris le viii^e jour de janvier l'an de grace mil ccc vint et sept.

Lettres par lesquelles Charles-le-Bel, roi de France, informe son bailli de Lille, qu'il a accordé un nouveau délai, jusqu'à la mi-carême, aux personnes accusées du meurtre de Jacques Scabaille. (Voir le N^o CDXVII.)

Original, sceau du roi de France, avec contre-scel en cire blanche, pendant à une bande de parchemin.

CDXXI.

1327 (1328 n. s.). — Donné au Louvre sous nostre scel duquel nous usions avant que le dit gouvernement nous venist, le xxv^e jour de février l'an de grace mil ccc vint et sept.

Lettres de Philippe de Valois et d'Anjou, régent des royaumes de France et de Navarre, au bailli de Lille.

— Il l'informe qu'il prolonge, jusqu'au lundi après *Quasimodo*, le délai accordé pour la réconciliation du meurtre de Jacques Scabaille. (Voir le N^o précédent.)

Sur le pli: *Par monsg^r le regent en son conseil.* (Signé) *J. du Temple.*

Original, sceau du régent, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à une bande de parchemin.

CDXXII.

1328. — Donné à Male souz no scel pendant, le xii^e jour d'avril l'an mil ccc vint et vyt.

Lettres par lesquelles Louis de Nevers, comte de Flandre, informe les baillis, échevins et maîtres des tailles de Merckem, que les échevins de la ville d'Ypres se sont plaints de ce que les terres d'un habitant d'Ypres, situées à Merckem, ont été soumises à la taille contrairement aux privilèges de la ville. — Il leur défend d'imposer dorénavant les dites terres et leur ordonne de restituer immédiatement les sommes perçues induement.

Original, petit sceau du comte, en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

CDXXIII.

1328. — Données à Ypres le diisseptisme jour du mois d'avril l'an de grace m ccc vint et wyt.

Lettres par lesquelles Tot et Vane Guy, receveurs du roi en Flandre, déclarent avoir reçu des échevins d'Ypres la somme de 5175 livres, 7 sous et six deniers de tournois, en rachat de leur quote-part dans les 200,000 livres que le pays de Flandre doit payer au roi conformément au traité d'Arques. — Cette somme forme le premier terme du paiement échu à la fête de Noël 1326. (Voir le N° CCCLXXXII.)

Copie, écriture de l'époque, transcrite sur un rouleau de parchemin.

CDXXIV.

1328. — Données à Ypres le diisseptisme jour du mois d'avril l'an de grace m ccc vint et wyt.

Lettres par lesquelles Tot et Vane Guy, receveurs du roi en Flandre, déclarent avoir reçu des échevins d'Ypres, la somme de 654 livres, 5 sous et 3 deniers de tournois, pour leur portion dans les 4000 livres

stipulées par la paix d'Arques, pour l'établissement d'une chartreuse près de Courtrai. (Voir le N° CCCLXXXII.)

Copie, écriture de l'époque, transcrite sur un rouleau de parchemin.

CDXXV.

1328. — Données à Ypres le diisseptisme jour du mois d'avril l'an de grace m ccc vint et wyt.

Lettres par lesquelles Tot et Vane Guy, receveurs du roi en Flandre, déclarent avoir reçu des échevins d'Ypres, la somme de 2,580 livres, 12 deniers de tournois, pour leur part dans les 15,000 livres tournois dues au roi d'après le traité d'Arques, pour le *sauvement du clergiet*. (Voir le N° CCCLXXXII.)

Copie, écriture de l'époque, transcrite sur un rouleau de parchemin.

CDXXVI.

1328. — Données à Lille sous no seel le venredi après Pentecoste en l'an de grace mil ccc vint et wit.

Lettres par lesquelles Renard de Choissel, chevalier, gouverneur et bailli de Lille, Douai etc., ordonne à Sandrart Boutevilain et à Martin Bonvallet, sergents du baillage de Lille, d'ajourner devant lui au prochain mardi, Coppin Scabaille et les autres parents et alliés de Jacques Scabaille, pour s'entendre avec les procureurs d'Henri Quarembotre, qui ont offert 200 livres parisis pour la réconciliation. (Voir le N° CDVIII.)

Donné sous le *vidimus* de Martin Bonvallet, le mardi après St-Barnabé.

Original, muni du sceau de Martin Bonvallet, en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

CDXXVII.

1328. — Données à Lille le mardi prochain après le St-Barnabé, l'an de grace mil ccc vint et wit.

Lettres de Martin Bonvallet, sergent du baillage de Lille, à Renard de Choissel, gouverneur et bailli de

Lille etc. — Il l'informe que, conformément à ses ordres, il a ajourné Coppin Scabaille et François Belle, que ceux-ci ont d'abord refusé de se rendre à l'ajournement, mais que, sur une deuxième semonce, ils ont répondu *que ils feroient ce que il devoient*.

Donné pour copie sous le *vidimus* du même sergent (1).

Original, muni du sceau de Martin Bonvallet, en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

CDXXVIII.

1328. — Données es tentes pres de Cassel xxviii jours de aoust l'an de grace mil ccc xxviii.

Lettres par lesquelles Philippe de Valois, roi de France, à l'humble supplication de ceux d'Ypres, accorde au prévôt de St-Martin de cette ville et à vingt autres personnes, sauf-conduit, jusqu'au lundi suivant, pour se rendre dans son camp et en revenir.

Sur le pli est écrit: *Par le roi à la relacion dou signeur de Noyers*.

Original, muni du sceau du roi de France, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à une bande de parchemin.

(1) Attaché au N° précédent.

CDXXIX.

1328. — Donné es tentes lez Wytsgate l'an de grace mil trois
cenz vint et huyt au mois de septembre.

Lettres de grâce accordées par Philippe de Valois, roi de France, à la ville d'Ypres, après la bataille de Cassel. — Les députés d'Ypres se sont rendus dans son camp, l'ont supplié de leur accorder grâce et pardon; il leur accorde leur demande espérant de trouver dorénavant dans la dite ville une vraie obéissance et un véritable amendement des choses passées; ce que les députés jurent en touchant les saints Évangiles. — Le roi défend à ses justiciers et à ses sujets de faire aux habitants d'Ypres aucune injure, aucun grief et de les molester soit en leurs corps soit en leurs biens.

Ce document contient la copie de la procuration donnée par les Yprois à leurs députés, ainsi que les noms de ces derniers; ce sont: Jehan de le Clite, Nicaise Le Sage, Jakeme Du Marchiet, Salemon Nathegale, échevins; Rogier Tonin, Jakeme Willay, conseillers; maistre Jean Le Bourleke, clerc; Jehan Windeloke, Jan de Fourmezeles, Jan de Lille, Jehan Sincelien, Willem Le Ruut, Pierre Le Man, Jehan Stoutegherne, Pierre Le Veye, Willem Spocine, Jehan Storein, Pierre Le Court, Jehan Le Busere et Nicaise Debboud, bourgeois. — La ville d'Ypres se rend à la volonté du roi, sauf les droitures du comte de Flandre et de ses successeurs, sauf la vie des personnes, les franchises et lois de la ville, et sauf les traités de paix antérieurs entre la

France et la Flandre. — Cette procuration porte la date de l'an de grace mil trois chentz vint et wyt, lendemain du jour del décollation St-Jehan-Baptiste.

Sur le pli est écrit: *Par le roy, pres. monsg^r André de Florence.* (Signé) Chairolles.

Original, grand sceau du roi de France,
avec contre-seel en cire blanche, pendant
à des lacs de soie rouge et verte.

Transcrit dans le *Wittenboek* f^o 66 r^o.
Roodenboek f^o 552 r.

CDXXX.

1328. — Donné es tentes devant Ypres le x^e jour de septembre
l'an de grace mil trois cenz vint et huyt.

Conditions imposées aux Yprois après la bataille de Cassel, par Philippe de Valois, roi de France, en vertu de l'acte de soumission mentionné à la fin du N^o précédent: 1^o cinq cents tisserands et cinq cents foulons doivent quitter immédiatement la ville d'Ypres et le territoire du comté de Flandre, sans y rentrer avant la troisième année, à partir de la Toussaint prochaine. — Ils devront se rendre en France; lorsqu'au bout des trois ans le roi les rappellera, ils devront présenter au bailli d'Amiens ou de Vermandois des lettres de certification des lieux où ils auront demeuré pendant ce temps.

— Ils pourront exercer en France leur métier et leur négoce. — Après ces trois années on ne pourra plus les poursuivre pour le fait des émeutes précédentes. — 2° Ceux des foulons et tisserands qui ne seront pas compris dans ce nombre, resteront sous la justice des échevins qui les jugeront selon leurs lois, et leur infligeront des punitions convenables selon leurs méfaits. — Ceux des métiers ne pourront nommer gouverneur ou capitaines que les échevins et ceux qui sont dans la loi, selon la forme prescrite par la paix d'Arques. — 3° Ceux qui ont été bannis pendant ces derniers temps pourront revenir à Ypres et rentreront en possession de leurs biens. — Cependant ils ne pourront, avant deux ans, remplir l'office d'échevin ou d'autres fonctions. — Il leur sera fait justice comme aux autres habitants, et on ne pourra ni les poursuivre ni les molester pour les faits passés. — 4° Les remparts seront démolis. — Les gens du commun (*li menus communs*) qui n'ont ni héritage ni maison en ville, sont obligés de vendre leurs *hauberions*, *plates bacines*, *gorrières*, *lances*, *arbalistres*, *goedendacz* et toutes autres manières d'armes. — 5° Le roi se réserve d'ordonner en temps et en lieu, et toutes les fois qu'il lui plaira, tout ce qui bon lui semblera pour la tranquillité et le bon gouvernement de la ville; et de faire redresser et amender les torts, désobéissances et griefs faits au comte, et les dommages occasionnés aux églises. — Il n'entend rien changer aux traités précédents, mais les maintient dans tous leurs points, et ordonne que les mille individus qui doivent quitter la ville d'Ypres et le comté de Flandre, aillent se fixer au-delà de la Somme, pendant les trois années de leur exil.

Sur le pli est écrit: *A la samblance de l'autre seignée*

par le roy en son grant conseil du commandement du tresorier de Remis. (Signé) *Chariolles*.

Original, sceau du roi de France, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 64 r°.

— *Roodenboek* f° 534 r°.

CDXXXI.

1328. — Datum Parisiis mensis septembris die xvi anno Domini millesimo ccc° vicesimo octavo.

Lettres de Guy, abbé de St-Denis, à J. élu de l'église d'Avranches, aux doyens des églises de Poitiers et de Tours, et au trésorier de l'église de Reims. — Autorisé par les lettres de l'archevêque de Reims et de l'évêque de Senlis, il les invite à lever l'excommunication que ceux de Bruges, d'Ypres et d'autres villes de Flandre ont encourue pour non-exécution du traité de paix fait entre le roi de France, Philippe-le-Bel, de bonne mémoire, d'une part, et les villes susdites, d'autre part. — Il leur transmet à cet égard tous les droits dont il est investi lui-même.

Original, muni du sceau de l'abbé de St-Denis, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

CDXXXII.

1328. — Donné à Lille le xviii^e jour de septembre l'an de grace mil
ccc vint et huit.

Lettres par lesquelles Philippe de Valois, roi de France, à l'instante prière des échevins d'Ypres, accorde à deux cents des mille bannis l'autorisation de retourner à Ypres. (Voir le N° CDXXX.) — Il défend à ses justiciers etc. de les molester et de les poursuivre pour cause de leur ban. Cette charte porte les noms des deux cents bourgeois auxquels le roi de France fait grâce.

Sur le pli est écrit: *Par le roy à la relacion de l'esleu d'Avrenches et du connestable de France.* (Signé) *Caisnot.*

Original, muni du sceau du roi de France, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à double queue de parchemin.

CDXXXIII.

1328. — Donné à Lille le xviii^e jour de septembre l'an de grace mil ccc vint et huit.

Lettres par lesquelles Philippe de Valois, roi de France, fait connaître que parmi les trois cents otages

que la ville d'Ypres lui a livrés, il y en a quatre-vingt-dix-sept qui sont compris parmi les mille individus exilés au-delà de la Somme pour le terme de trois ans. (Voir N° CDXXX.) — Le roi les délivre comme otages, mais ils continueront à demeurer en France, au-delà de la Somme, pendant l'espace de trois ans. — Les noms de ces quatre-vingt-dix-sept personnes sont mentionnés dans l'acte.

Sur le pli est écrit: *Par le roy à la relacion de l'esleu d'Avrenche et du connestable de France.* (Signé) *Caisnot.*

Original, sceau du roi de France, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à double queue de parchemin.

CDXXXIV.

1328 (1329 n. s.). — Datum Vicenis viii^e die januarii anno Domini millesimo ccc vicesimo octavo.

Lettres de Philippe de Valois, roi de France, à l'archevêque de Reims, à l'évêque de Senlis et au doyen de Rouen. — Il les invite à lever l'excommunication que les villes de Flandre ont encourue pour transgression de la paix faite d'abord entre Philippe-le-Long, roi de France, et Robert de Bethune, comte de Flandre, et ensuite entre Charles-le-Bel et Louis de Nevers. — Les noms des villes de Flandre auxquelles doivent s'appliquer ces mesures, sont indiqués dans ce document.

Sur le pli est écrit: *Per dominum regem ad relationem vestram et thesaur. Remens.* (Signé) Juliot.

Original, sceau du roi, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 85 v°.

CDXXXV.

1328 (1329 n. s.). — Datum Vicenis viii die januarii anno Domini millesimo ccc vicesimo octavo.

Lettres de Philippe de Valois, roi de France, aux évêques de Tournai et de la Morinie. — Même contenu que le N° précédent.

Original, sceau du roi avec contre-scel en pâte blanche, pendant à double queue de parchemin.

CDXXXVI.

1328 (1329 n. s.). — Datum Vicenis, xiii die januarii anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo octavo.

Lettres de Philippe de Valois, roi de France, au

bailli de Lille, Tournai etc. — Il l'informe que son intention est d'observer strictement les conditions auxquelles la ville d'Ypres s'est soumise, et il lui ordonne en conséquent de tenir la main à ce qu'aucun grief, aucun tort, ne soit fait aux habitants de cette ville.

Sur le pli est écrit: *Per dominum regem ad rel. thes. Remens.* (Signé) Juliot.

Original, sceau du roi, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à une bande de parchemin.

CDXXXVII.

1328 (1329 n. s.). — Datum Vicenis, xiii die januarii anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo octavo.

Même contenu que le N° précédent.

Original, sceau du roi, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à une bande de parchemin.

CDXXXVIII.

1228 (1329 n. s.). — Datum Vicenis xiii^e die januarii anno Domini m^o ccc^o xxviii.

Lettres de Philippe de Valois, roi de France, à Louis de Nevers, comte de Flandre. — Voulant observer strictement les conditions auxquelles les Yprois se sont soumis, il l'invite à observer et à faire observer tous les articles de cette pacification, à défendre que le moindre tort soit fait aux Yprois, soit dans leur vie, soit dans leurs biens, et à punir ceux qui se permettraient de les poursuivre.

Sur le pli est écrit: *Per dominum regem ad relationem thesaur. Rem.* (Signé) *Juliot.*

Original, sceau du roi de France, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à une bande de parchemin.

CDXXXIX.

1228 (1329 n. s.). — Datum Vicenis xiii^e die januarii anno Domini m^o ccc^o xxviii.

Même contenu que le N^o précédent.

Original, sceau du roi de France, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à une bande de parchemin.

CDXL.

1228 (1329 n. s.). — Donné à Paris le xxiii^e jour de janvier l'an de grace mil ccc vint huyt.

Lettres de Philippe de Valois, roi de France, à son bailli de Lille, de Tournai etc. — Les échevins d'Ypres l'ayant supplié de vouloir consentir à l'échange de plusieurs personnes comprises parmi les otages donnés par cette ville, le roi charge son bailli de procéder à cet échange et de communiquer, aux gens des comptes à Paris, les noms des otages échangés.

Original, sceau du roi de France, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à une bande de parchemin.

CDXLI.

1228 (1329 n. s.). — Donné à Paris le xxiii^e jour de janvier l'an de grace mil trois cens vint et huyt.

Lettres par lesquelles Philippe de Valois, roi de France, autorise les échevins d'Ypres à se réconcilier avec le comte de Flandre, pour autant que les conditions de cette réconciliation ne portent pas préjudice à la

soumission, à l'obéissance et à l'accord faits avec lui, et sauf son droit en toutes choses.

Original, sceau du roi de France, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 86 v°.
— *Roodenboek* f° 556 r°.

CDXLII.

1328 (1329 n. s.). — Actum et datum in aula domus nostrae montibus prope Silvan. anno Domini M CCC XXIII^o die penultima mensis februarii circa horam vesperarum.

Lettres par lesquelles Pierre, évêque de Senlis, l'archevêque de Reims et le doyen de Rouen, du consentement du Saint Père, et à la demande du roi de France, lèvent l'excommunication que les villes de Flandre avaient encourue pour transgression des derniers traités de paix.

Cette charte contient le texte de l'autorisation du Saint Père, du mois de novembre 1328, et celui de la lettre du roi de France, mentionnée au N° CDXXXIV. Elle porte aussi les signatures des deux notaires apostoliques, Guillaume de Marpaude et Jean-Salomon de Lambalia.

Original, sceau de l'évêque de Senlis, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

CDXLIII.

1328 (1329 n. s.). — Actum et datum in ecclesia collegiata Sti-Donatiani Brugensis Torn. dioces. anno Domini M^o CCC XXVIII die XIII^e mensis martis.

Lettres par lesquelles Jean, clerc de l'église d'Avranches, à ce commis par l'évêque de la Morinie, du consentement du Saint Père et à la demande du roi de France, lève l'excommunication que les villes de Flandre, du diocèse de la Morinie, avaient encourue pour transgression des derniers traités de paix.

Cette charte contient le texte de la délégation de l'abbé de St-Denis (N° CDXXXI), de l'autorisation du Saint Père, et de la lettre du roi de France, mentionnée au N° CDXXXV. Elle porte aussi la signature de Guillaume de Marpaude, notaire apostolique.

Original, sceau de Jean Clericus confirmatus Abrucen., pendant à double queue de parchemin.

CDXLIV.

1328 (1339 n. s.). — Données en l'an de grace mil trois chentz vint et wyt le vint et unisme jour dou mois de mars.

Lettres par lesquelles Louis de Nevers, comte de Flandre, déclare que les avoué, échevins, conseil et toute la communauté d'Ypres se sont mis en sa volonté pour tous les méfaits, transgressions et désobéissances dont ils se sont rendus coupables envers lui. (Voir le N° suivant.) Cependant il veut que cette soumission ne leur porte aucun préjudice; et il la considère comme nulle, excepté cependant qu'ils lui payeront les sommes qu'ils lui avaient promises en cette circonstance.

Sur le pli est écrit: *Par monseig^r le conte en son conseil.* (Signé) *Bette.*

Original, sceau du comte, avec contre-scel en cire jaune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek* f° 556 v°.

CDXLV.

1328 (1329 n. s.). — Donné en l'an de grace m° ccc° xxviii le xxi^e jour du mois de mars.

Lettres par lesquelles Louis de Nevers, comte de

Flandre, déclare qu'il pardonne aux Yprois, en ce qui le concerne, les *homicides, arsins, roberies, brisures d'édifices, envahissements par force d'armes et à bannières desployées*, commis par eux à Poperinghe et à Langhemarc. Il ne les poursuivra pas pour ces faits, mais les Yprois lui payeront les sommes qu'ils lui ont offertes par leurs lettres de soumission. — Il charge néanmoins les échevins de juger ces divers méfaits d'après les lois et coutumes de la ville. (Voir le N° CDV.)

Wittenboeck f° viii r°.

CDXLVI.

1328 (1329 n. s.). — Donné le jour Nostre-Dame el mois de mars en l'an de grace mil trois cenx vint wyt.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville d'Ypres délèguent messire George Lescot, clerc, Guillaume de Scotis, conseiller de la ville, messire Gautier de Kavalcamp et messire Nicole de Tournai, pour se rendre près du roi de France et devant le parlement de Paris, afin de demander leur protection dans les causes que la ville pourrait avoir à soutenir devant le parlement, notamment contre les villes de Lille, de Douai, d'Orchies et leurs dépendances.

Donné sous le *vidimus* de Hugues de Cruci, garde de la prévôté de Paris, du 2 avril 1528 (1529 n. s.).

Original, muni du sceau de la prévôté de Paris, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

CDXLVII.

1329. — Données le vint et quatriesme jour d'avril l'an de grace
M CCC vint et noef.

Lettres par lesquelles Vane Guy, receveur du roi en Flandre, déclare avoir reçu des échevins d'Ypres, la somme de 1,886 livres, 14 sols tournois, pour leur part dans le rachat des pèlerins, conformément au traité d'Arcques.

Copie, écriture de l'époque, transcrite
sur un rouleau de parchemin.

CDXLVIII.

1329. — Données à Paris le v^e jour de may l'an de grace mil
trois cens vint et noef.

Lettres par lesquelles Philippe de Valois, roi de France, informe ses justiciers qu'il a rendu la liberté à tous les Flamands de Messines, de Roulers, de Langhemark et des autres villes et châtellenies, qui se trouvaient comme otages en son royaume, par suite des soumissions faites par ces villes, à la dernière guerre; il en excepte toutefois ceux des villes d'Ypres et de Courtray.

Sur le pli est écrit: *Par le roi à la relation de monsg^r de Noiers.* (Signé) *Jul.*

Original, sceau du roi de France, avec
contre-scel en pâte blanche, pendant à
une bande de parchemin.

CDXLIX.

1329. — Données à Ypres le xviii^e jour de may l'an de grace
mil CCC vint et noef.

Lettres par lesquelles J. de Vienne élu d'Avranches, Guillaume de Citri, prieur de l'hôpital de St-Jean de Jérusalem, et Thomas de Morfontaines, chevalier, déclarent qu'ils ont été désignés par le roi de France, avec le seig^r Miles de Noyers, pour examiner les fortifications de la ville d'Ypres et indiquer de quelle manière elles devront être démolies. — Ils ordonnent en conséquence que toutes les *nouvelles* forteresses, murailles, tours, portes etc., seront démolies jusqu'au sol, et les fossés qui entourent ces forteresses, entièrement comblés. — Cette opération devra se faire par tiers, de manière que le premier tiers de l'ouvrage soit achevé un mois après la date des présentes lettres, le 2^e tiers à la fin du deuxième mois, et le dernier tiers à la fin du troisième mois. — Cependant les échevins ont fait remarquer que la ville d'Ypres n'est alimentée que par l'eau qui vient des environs et qu'il est indispensable de conserver, à cet effet, les fossés nécessaires. — Les commissaires

du roi, convaincus que la demande des échevins est fondée, considérant que les anciennes forteresses sont détruites et qu'il n'en reste plus que les fossés, autorisent les échevins à conserver ces anciens fossés avec tous les conduits qui servent au passage de l'eau, mais sous condition qu'ils ne pourront être approfondis.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque.

CDL.

1329. — Gheseit int jaer XXIX t'saterdaechs voor Ascention dach.

Sentence arbitrale prononcée par Rogier Briseteste, chevalier, gouverneur de Bruges, monseigneur Blocke, chevalier, gouverneur d'Ypres, Olivier Vander Mest, bailli de Jean Tsame, écoutète de Bruges, et Ottaline Machette, au sujet d'un démêlé existant entre la ville d'Ypres, d'une part, et le pays de Flandre, d'autre part. — Il s'agit de plusieurs articles de comptes dont quelques-uns sont maintenus et d'autres rejetés. — (Les bords du rouleau de parchemin, qui contient cette sentence, sont entièrement rongés par les souris, de manière que la lecture en est impossible.)

Rouleau de parchemin, écriture de l'époque.

CDLI.

1329. — Données à Paris le vigile de le Trinité l'an de grace mil ccc vint et neuf.

Lettres par lesquelles Louis de Nevers, comte de Flandre, défend de lever dans la ville d'Ypres aucune assise ou maltôte sans son autorisation préalable.

Original, muni du sceau du comte, avec contre-scel en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenloek* f° 15 r°.
— *Roodenboek* f° 244 v°.

CDLII.

1329. — Actum apud Nogentum le Retrou xxvi die septembris anno Domini millesimo ccc° vicesimo nono.

Lettres par lesquelles Philippe de Valois, roi de France, fait connaître que les habitants d'Ypres ayant déjà démoli les *nouvelles* fortifications de leur ville, il leur accorde, à leur demande, un délai, jusqu'à la Noël prochaine, pour démolir les fortifications restantes.

Sur le pli est écrit: *Per dominum regem ad relacionem dom. clerici Abrincen. et T. de Morfont. (Signé) Geirs.*

Original, sceau du roi de France, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à double queue de parchemin.

CDLIII.

1329. — Données à Chartres le v^e jour d'octobre lan de grace mil ccc vint et neuf.

Lettres par lesquelles Philippe de Valois, roi de France, à la prière des échevins d'Ypres, autorise 253 bannis de ceux qui sont envoyés au-delà de la Somme, à retourner à Ypres pour y exercer leur métier. (Voir les N^{os} CDXXX et CDXXXII). Il défend à ses justiciers de les molester ou de les poursuivre pour cause de leur ban. — Les noms des 253 bannis sont mentionnés dans la charte.

Sur le pli est écrit: *Par le roy à la relacion de l'archev. de Langres. (Signé) Gervas.*

Original, sceau du roi de France, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à double queue de parchemin.

CDLIV.

1329. — Donné à Montpipiau le xi^e jour d'octobre l'an de grace mil trois centz vint et neuf.

Lettres par lesquelles Philippe de Valois, roi de France, informe son bailli de Lille qu'il pourra cesser toute poursuite et tout ajournement au sujet du meurtre de Scabaille, aussitôt que les deux parties seront venues à une réconciliation sincère.

Original, sceau du roi de France, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à une bande de parchemin. (Sceau entièrement brisé.)

CDLV.

1329. — Faites et données à Ypres en l'an de grace mil trois centz vint et neuf le lundi devant le jour St-Luc.

Lettres d'Alard, prévôt de St-Martin d'Ypres, aux échevins de la même ville. — Il déclare que Michel Scabaille, frère de Jacques, ainsi que tous ses parents et alliés, se sont présentés devant lui en présence du notaire apostolique et d'autres témoins, et ont déclaré qu'ils se tiennent pour apaisés du meurtre de Jacques

Scabaille. — Ils ont juré solennellement qu'ils n'exerceront plus aucune poursuite soit contre la ville, soit contre ses habitants, du chef de ce meurtre, et qu'ils observeront fidèlement la présente réconciliation.

Cette charte porte la signature de Jean Berenger, notaire apostolique et impérial du diocèse de la Morinie.

Original, muni du sceau du prévôt de St-Martin, avec contre-scel en cire verte, et du sceau de la ville d'Ypres, avec contre-scel en cire brune, pendant l'un et l'autre à double queue de parchemin.

CDLVI.

1329. — Faites le jour St-Simon et St-Jude l'an de grasse mil trois cens vint et noef.

Lettres par lesquelles Jean de Courtrai, lieutenant du bailli de Lille, déclare que devant lui sont comparus Barthélémy Zedeman, échevin, Jean de Bourlieke, clerc, et Harpins de Fourmeselle, conseiller de la ville d'Ypres, qui lui ont montré des lettres du roi ordonnant de cesser toute poursuite à cause du meurtre de Jacques Scabaille, aussitôt que les deux parties seront parvenues à faire un accord de paix. — Ils lui ont en outre exhibé un instrument public scellé du scel du prévôt de l'église de St-Martin, et de celui de la ville d'Ypres, d'après lequel il conste que les deux parties sont parvenues à réconciliation. — Ils

l'ont en conséquent requis de cesser toute poursuite et lui ont laissé copie des actes susmentionnés.

Original, petit sceau de Jean de Courtrai, pendant à une bande de parchemin.

CDLVII.

1329. — Faites et donnees l'an de grasse mil trois cent vint et noef le nuit St-Nichaise.

Lettres par lesquelles Renars de Choissel, chevalier, bailli de Lille, de Douai, du Tournaisis etc., fait connaître que, conformément aux lettres du roi, et par suite de la réconciliation faite entre les frères, parents et amis de Jacques Scabaille et les personnes d'Ypres coupables de la mort de celui-ci, il met à néant toutes les poursuites, ajournements etc. concernant cette affaire.

Ce document contient le texte de la charte de Charles-le-Bel du 16 mars 1326 (1327 n. s. voir N° CDII), de celle de Philippe de Valois du 11 octobre 1329 (N° CDLIV) et de celle du prévôt de St-Martin du 18 octobre de la même année. (N° CDLV.)

Original, sceau du bailli de Lille, en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

CDLVIII.

1329. — Actum Parisiis anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo nono mense decembris.

Philippe de Valois, roi de France. — *Vidimus* confirmatoire de la charte du N° précédent.

Sur le pli est écrit : *Per dominum regem ad relacionem archid. Hugon.* (Signé) *Malig.*

Original, grand sceau du roi de France, avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

CDLIX.

1329. — Actum Vicenis xxiii^o die decembris anno Domini millesimo ccc^o vicesimo nono.

Philippe de Valois, roi de France. — *Vidimus* confirmatoire de la charte du 26 septembre de la même année (N° CDLII). Le roi prolonge, jusqu'à la fête prochaine de Pâques, le délai qu'il a accordé pour la démolition des fortifications d'Ypres.

Sur le pli est écrit : *Per dominum regem ad relacionem archidi. Hugon. et D. G. Bertrandi.* (Signé) *Maliot.*

Original, sceau du roi de France, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à double queue de parchemin. (Sceau brisé.)

CDLX.

1329. — Données le vint et septième jour de décembre l'an de grace M ccc vint et noef.

Lettres par lesquelles Vane Guy, receveur du roi en Flandre, déclare avoir reçu des échevins d'Ypres, la somme de 9,520 livres, 2 s. 6 deniers tournois, en à-compte de leur part dans les 200,000 livres que les villes de Flandre doivent au roi d'après le traité d'Arcques. — Cette somme est payée pour les termes échus des années 1327, 1328 et 1329, et à raison de 3,175 livres, 7 sous et 6 deniers tournois par année.

Copie de l'époque, transcrite sur un rouleau de parchemin.

CDLXI.

1329 (1330 n. s.) — Données à Bruges le v^e jour de march l'an mil ccc vint et neuf.

Lettres de Louis de Nevers, comte de Flandre, à Bloc de Stenlande, bailli d'Ypres. — Il est venu à sa connaissance qu'on vend dans les villes de Flandre du vin frelaté, à tel point que les plus graves inconvénients pourraient en résulter. — Il lui ordonne conséquemment

de faire publier dans la ville d'Ypres que tout marchand qui vendra du vin frelaté sera puni de la confiscation des marchandises falsifiées, d'une amende de 12 livres de gros, dont une livre au dénonciateur, deux livres à la ville d'Ypres et neuf au comte. Il lui sera en outre défendu d'exercer son métier pendant trois ans, sous peine de perdre le poing et d'être frappé d'une amende de soixante livres.

Original, sceau arraché; il pendait à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 22 r°.
— *Zwartenboek* f° 596 r°.

CDLXII.

1330. — Donné à St-Germain en laye le vii^e jour doctobre lan de grace mil ccc et trente.

Lettres de Philippe de Valois, roi de France, à son bailli de Lille. — Thomas Havec, prévôt de Seclin, lui a fait connaître que les divers ajournements contre les meurtriers de Jacques Scabaille lui ont occasionné beaucoup de frais et de dépenses. Le roi invite son bailli à se faire remettre l'état de ces frais, et à les faire payer par les ajournés. (Voir le N° CCCLXXXIX.)

Original, sceau du roi de France, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à une bande de parchemin.

CDLXIII.

1330. — Donné à Paris le xxviii^e jour de decembre l'an de grace mil ccc et trente.

Lettres par lesquelles Renars de Choissuel, chevalier, gouverneur et bailli de Lille etc., charge Jacques de Mons, sergent du roi, de faire rentrer les frais d'ajournements, amendes etc. au profit du roi dont la somme s'élève à peu près à 500 livres.

Données par copie sous le scel de Jacques de Mons, sergent du roi, le 13 janvier 1550 (1551 n. s.). (Voir le N° précédent.)

Original, muni du sceau de Jacques de Mons, en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

CDLXIV.

1330. — Fait à Paris l'an de grace mil trois cens et trente au mois de decembre.

Lettres par lesquelles Philippe de Valois, roi de France, accorde sauf-conduit aux habitants de la Flandre qui se rendront à la procession qui a lieu à Tournai le jour de la fête de l'exaltation de la sainte Croix et les

neuf jours suivants. — Pendant ce temps ils seront exempts de toute poursuite qu'on pourrait leur faire pour dettes contractées aux foires de Champagne et de Brie, mais pour autant seulement qu'ils se rendent à Tournai par dévotion pour assister à la procession et non pour traiter d'affaires.

Donné sous le *vidimus* de Jehan Moule, lieutenant du gouverneur de Tournai, le lundi après l'Assomption 1556.

Original, le sceau, qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

CDXLV.

1330 (1331 n. s.). — Donné..... le xiii^e jour de jenvier l'an de grace m ccc et trente.

État nominatif des personnes ajournées et soumises à des amendes pour cause du meurtre de Jacques Scabaille. — Elles sont au nombre de cent quatre-vingt-trois. — Cet état est dressé par le sergent du roi, Jacques de Mons, chargé de faire payer les frais d'ajournement et les amendes. (Voir le N° CDLXIII.)

Original, muni du sceau du sergent du roi, en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

CDLXVI.

1331. — Datum anno Domini m° ccc° tricesimo primo, vicesima secunda die mensis junii.

Vidimus de la charte de 1241, de Thomas, comte de Flandre et de Hainaut, et de Jeanne son épouse, exemptant les bourgeois d'Ypres de tout droit de tonlieu, de passage etc. dans la ville de Lille (Voir le N° LXIV, CXCH et CCX). — Donné sous le sceau d'Alard, prévôt de l'église de St-Martin d'Ypres.

Original, traces du sceau du prévôt, avec contre-scel, en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

CDLXVII.

1331. — Donné en l'an de grace mil ccc trente et un au mois de septembre.

Lettres par lesquelles Olivier Fierton, commandeur des maisons de l'hôpital de St-Jean de Jérusalem, à Ypres et à Elverdinghe, déclare que les échevins d'Ypres lui ont accordé un conduit-d'eau s'étendant dans l'enclos de la cour du Temple. — Ils lui ont accordé cette faveur

par grâce spéciale, et ils conservent le droit de boucher ce conduit ou de le détruire quand bon leur semblera.

Original, muni du petit scel d'Olivier Fierton, en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

CDLXVIII.

1332. — Fait en l'an de grace M CCC trente et deux xii^e jour d'octobre.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville de Messine protestent contre la décision qui est prise de les faire contribuer dans les paiements à faire au roi de France pour le rachat des pèlerins, conformément au traité de paix. (Voir le N° CCCLXXXII.) — Ils sont prêts à exposer, devant le parlement du roi, les raisons qu'ils ont à alléguer, dès que le roi voudra bien les entendre, et à cet effet ils désignent comme leurs procureurs Michel Belle, avoué; Lambert Belle, Nicolon Scorebot, Guillaume Boidin, échevins; maître Georges Lescot, monsg^r Pierre de Colemiers, Rogier Thonin, maître Jehan de Bourleke et M^{re} Jehan Borengiet, clerc et conseillers de la ville d'Ypres. — Ils les autorisent à faire toutes les démarches et procédures que l'affaire nécessitera.

Original muni du sceau des échevins de Messines, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin. (Le sceau entièrement brisé.)

CDLXIX.

1332. — Datum anno Domini M^o CCC^o XXXII^o, XXVII^o die mensis novembris.

Lettres par lesquelles Walter Voghelin, gardien du couvent des Frères Mineurs d'Ypres, déclare en son nom et au nom de sa communauté, qu'ils ne possèdent aucun droit de juridiction sur les viviers, fossés etc. qui touchent leur jardin. — Ces terrains leur ont été donnés en usage par les échevins d'Ypres qui peuvent les leur retirer quand bon leur semblera.

Original muni du sceau du père supérieur pour la France, de celui du père gardien pour la Flandre, et de celui du couvent d'Ypres: tous trois en cire rouge, pendant à des bandes de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek* f^o 243 r^o.

CDLXX.

1332 (1333 n. s.). — Donné à Corbeil le xxiiii^e jour de janvier l'an de grace mil trois cens trente deux.

Lettres par lesquelles Philippe de Valois, roi de France, autorise les habitants de la ville d'Ypres à rétablir les anciennes portes et fortifications, nonobstant

le dernier traité prescrivant la démolition des nouvelles portes et des nouvelles fortifications. (Voir le N° CDLIX)

Sur le pli est écrit: *Par le roi à la relation de son conseil.* (Signé) *Vistrebec.*

Original, sceau du roi de France, avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

Transcrit dans le *Roodenboek* f° 241 v°.
— *Wittenboek* f° 68 v°.

CDLXXI.

1333. — Donné à Male le vi^e jour d'avril lan de grace m ccc trente trois.

Lettres de Louis de Nevers, comte de Flandre, à Otthenin Mackel, receveur des amendes du comte en Flandre. — Il l'informe que Jean Fallois a déclaré qu'un nommé Louis de Cassel lui avait donné certain héritage en paiement d'une somme de deniers qu'il lui devait. — Depuis, cet héritage a été saisi et confisqué à cause d'une condamnation du dit Louis de Cassel, quoique la donation eut été faite avant la condamnation. — Le comte informe son receveur des amendes qu'il aura à rendre l'héritage confisqué, lorsque Jean Fallois aura prouvé, par clerc, que la donation a été faite avant la condamnation prédite.

Original muni du petit scel du comte, en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

CDLXXII.

1333. — Donné à Male le vi^e jour d'avril l'an de grace m ccc trente-trois.

Lettres de Louis de Nevers, comte de Flandre, à son bailli de Bruges et à celui d'Ypres. — Les échevins d'Ypres se sont plaints que le sire de Coucy leur défend, par ses gens, la pêche dans la rivière l'Yper à Bixschote (*Bekescote*) et à Langhemarck, tandis que cette pêcherie a toujours appartenu à la ville d'Ypres. — Il a en outre aboli un barrage appelé *tolneboom*, situé à la *Steenstraete*, à Bixschote, au grand préjudice du comte et de la ville d'Ypres. — Le comte ordonne à son bailli de se rendre à Bixschote et à Langhemarck, aux fiefs que le sire de Coucy tient du comte, et d'y ajourner ce seigneur devant lui au jeudi de la quinzaine de Pâques, afin d'y répondre des faits susdits en ce qui concerne le comte et en ce qui concerne la ville d'Ypres.

Original, muni du petit scel du comte, en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 21 v°.

CDLXXIII.

1333. — Donné à Male le vi^e jour d'avril l'an de grace M ccc trente-trois.

Lettres de Louis de Nevers, comte de Flandre, à son bailli de Furnes. — Les échevins d'Ypres se sont plaints de ce que Jean de Pollinckhove a exigé indûment un droit de tonlieu des bourgeois d'Ypres. — Le comte ordonne au bailli de Furnes d'ajourner Jean de Pollinckhove devant lui, au jeudi de la quinzaine de Pâques.

Original, muni du petit scel du comte, en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek* fo 175 r^o.

CDLXXIV

1333. — Escript à Furnes le ix^e jour d'avril.

Lettres d'Ywan de Varnewyc, chevalier, bailli de Furnes, au comte de Flandre. — Réponse au N^o précédent. — Il informe le comte qu'en exécution de ses

ordres, il a ajourné Jean de Pollinckhove à comparaître devant lui le jeudi de la quinzaine de Pâques.
(Attaché au N^o précédent.)

Original, sceau du bailli de Furnes, en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek* fo 175 r^o.

CDLXXV.

1333. — Escript le dimanche après *Quasimodo*.

Lettre de Louis de Marke, chevalier, bailli de la ville d'Ypres, au comte de Flandre. — Réponse au N^o CDLXXII). — Il l'informe que, d'après ses ordres, il a fait ajourner le sire de Coucy, au jeudi de la quinzaine de Pâques.

(Attaché au N^o CDLXXII.)

Original, muni du sceau du bailli d'Ypres, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* fo 21 v^o.

CDLXXVI.

1333. — Donné à Bruges le xxvii^e jour del mois d'avril l'an mil ccc trente-trois.

Lettres par lesquelles Louis de Nevers, comte de Flandre, désigne Nicole de le Piere, prévôt de l'église de Notre-Dame de Bruges, et Henri de Meetkereke, pour se rendre sur les lieux à Bixschote et à Langhemarck, afin de s'enquérir de la vérité du débat existant entre le sire de Coucy et les échevins d'Ypres. (Voir le N° CDXXII.)

Sur le pli est écrit: *En l'audience presentz monsg^r Jehan de Bruges, monsg^r Nychole de le Piere, mestre J. de Caedzand, Thierry de Belsele et Henri de Meetkerke. (Signé) L. Maykin.*

Original, muni du petit scel du comte, en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 21 r°.

CDLXXVII.

1333. — Datum Parisiis die viii novembris anno Domini millesimo ccc tricesimo tertio.

Philippe de Valois, roi de France. — *Vidimus* de la sentence de Philippe-le-Bel au sujet du différend surgi entre les marchands d'Ypres d'une part et la comtesse d'Artois d'autre part, au sujet du tonlieu de Bapaume. (Voir le N° CCXCI.)

Wittenboek f° 63 v°, et *Zwartenboek* f° 153 v°.

Traduit en flamand: *Wittenboek* f° 55 r°. — *Zwartenboek* f° 154 r°.

CDLXXVIII.

1334. — Datum die festi beati Stephani, anno Domini M° cccc° trigesimo quarto.

Lettres par lesquelles le vicaire-général de l'évêché de la Morinie informe le doyen de la chrétienté d'Ypres, qu'il est parvenu à sa connaissance que le prévôt de l'abbaye de St-Martin néglige de faire desservir par un de ses chanoines, l'église de la Ste-Croix, près de la ville, quoiqu'il y soit obligé d'après une très-ancienne con-

vention. — Il charge conséquemment le doyen de la chrétienté susdit, d'ordonner au dit prévôt de faire desservir la dite église, en déans un mois, de la même manière que les autres églises paroissiales. — Si le prévôt n'obtempère pas à cet ordre, le doyen devra saisir tous les revenus, émoluments etc. appartenant à la dite église de la Ste-Croix, et les tenir sous mains jusqu'à décision ultérieure. (Signé) W. Cauffour. (Voir les N^{os} CXXXIV et CXXXV.)

Original sur parchemin, le sceau, qui est arraché, pendait à une bande de parchemin.

CDLXXIX.

1334 (1335 n. s.). Ce fu fait et accordé en l'an de grace nostre Seigneur mil trois cents trente et quatre le trezisme jour du mois.

Accord fait entre Allard, prévôt de l'église de St-Martin et le couvent, d'une part, et les échevins d'Ypres, d'autre part, au sujet de l'exemption du droit d'accise sur le vin. — Le couvent jouira d'une exemption annuelle d'accise sur trente-cinq tonneaux de vin, de quatre muids chacun. — Ce vin, ils pourront le boire, le donner ou le vendre à volonté. — Ils seront obligés de payer le droit pour tout le vin qu'ils prendront au-delà de trente-cinq tonneaux. — On arrêtera le compte tous les deux ans et de telle manière que si, pendant la première année, ils prennent moins de

trente-cinq tonneaux, ils pourront augmenter, l'année suivante, de toute la quantité prise en moins pendant la première année; si, au contraire, ils prennent plus de trente-cinq tonneaux, ils devront déduire de la deuxième année les quantités prises en trop pendant la première. — A la fin de la deuxième année, ils devront payer le droit de tout ce qu'ils auront pris au-delà de soixante-dix tonneaux, sans pouvoir rappeler ce qu'ils auront pris en moins.

Cette charte est munie de la signature de Jean Berenger, notaire apostolique et impérial du diocèse de la Morinie. — Les témoins sont: Wautier Scoreboot, pénitencier de la Morinie, M^{re} Jacques le Muset, *legum professor*, Robert Pierin et Pasquier Swanekin.

Original, muni du scel de la ville d'Ypres, de celui du prévôt et de celui du couvent de St-Martin, tous trois avec contre-scel, le premier en cire verte, les deux autres en cire brune, pendant à doubles queues de parchemin.

Transcrit dans le *Geluwenboek* f^o 55 r^o.
— *Wittenboek* f^o 275 v^o.

Publié dans nos *Analectes Yprois ou recueil de documents inédits concernant la ville d'Ypres*. 1850.

CDLXXX.

1335. — Datum apud Wissant anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo quinto, die vicesima tertia mensis octobris.

Lettres par lesquelles Raymont, évêque de la Morinie, accorde aux échevins et à toute la communauté de la ville d'Ypres, le droit d'ensevelir les morts dans les chapelles, hôpitaux et autres lieux consacrés à Dieu, situés dans la ville ou dans la châtellenie d'Ypres, sauf toutefois les droits des églises paroissiales.

Original, sceau de l'évêque, avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge.

CDLXXXI.

1335. — Datum anno Domini m° ccc° trecesimo quinto in crastino beatae Katarinae virginis.

Vidimus de la charte de 1251 de Marguerite de Constantinople, comtesse de Flandre, concernant l'approfondissement du canal entre Ypres et Nieuport.

Donné sous le scel d'Allard, prévôt de l'église de

St-Martin, le lendemain de la fête de sainte Catherine 1335. (Voir les N° LXXIX et CCXII.)

Original, muni du sceau du prévôt, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

CDLXXXII.

1335. — Dit was ghedaen ter Nieuwerport up Sinte Andries avond in tjaer ons Heeren dusentich drie hondert ende vive ende dertich.

Sentence arbitrale prononcée par Jean van Caedzant et Josse van Eeinsrode, délégués du comte de Flandre, assistés de Lambert Belle et de Guillaume Boydin, échevins d'Ypres, délégués par cette ville; de Rogier van Woemen, Jean Purin et Joris Snoec délégués par les communes de Woemen, Merckem, Noordschote et par messire Philippe van Aveskerke; au sujet d'un différend surgi entre la ville d'Ypres d'une part et les habitants des diverses communes et wateringues d'autre part, à l'égard des écluses de Nieuwendamme et de Nieuport. — La nouvelle écluse qu'on est occupé à construire sera gardée par ceux d'Ypres et par ceux des autres communes intéressées. Les premiers garderont la première porte ou celle de l'intérieur (*die varsche duere*, la porte d'eau douce) et les autres garderont la porte du côté de la mer (*die zoute duere*, la porte d'eau salée).

On construira à l'écluse de Nieuport de nouvelles portes

munies de vindas; ces portes seront gardées par deux personnes, dont l'une choisie par les Yprois, l'autre par ceux des autres communes.

Si les individus, commis à la garde des écluses et à la perception des droits, ne sont pas d'accord, le comte enverra, aux frais des parties, un expert pour juger le différend. — Les personnes commises à la garde des écluses, avant d'entrer en fonction, prêteront serment sur les saints Évangiles, de bien s'acquitter de leurs devoirs sans favoriser l'un parti plutôt que l'autre.

Les dépenses et frais faits aux écluses, ainsi que les frais à faire à l'avenir, seront payés par les deux parties, à savoir: deux cinquièmes par les Yprois, et trois cinquièmes par ceux des autres communes.

Si, en temps de sécheresse, il y avait trop peu d'eau pour permettre la navigation sur le canal d'Ypres à Nieuport, ceux d'Ypres pourraient faire entrer dans le canal l'eau de la mer, mais sans préjudice des riverains.

Les points précédents sont arrêtés sauf le pouvoir laissé au comte de Flandre et à ses successeurs, de modifier ou changer la dite convention, mais en respectant les privilèges de la ville d'Ypres.

Original, muni des sceaux des sept commissaires, tous en cire brune, pendant à doubles queues de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 221 r°.

CDLXXXIII.

1336. — Faites et données en l'an de grace M CCC trente et siis el mois de may le merkedi apres le Pentecouste.

Lettres par lesquelles Philippe de Kemmele, fils de Jean, déclare qu'une contestation s'étant levée entre lui, d'une part, et les échevins de la ville d'Ypres, d'autre part, au sujet d'un droit de tonlieu qu'il prétendait pouvoir exiger de ceux d'Ypres pour les marchandises qu'ils achètent dans l'étendue du fief qu'il tient de Jean de Pollinckhove, dans les paroisses de Vlamertinghe, d'Elverdinghe et de Dickebusch, il renonce pour lui et pour ses successeurs, à tous les droits de tonlieu qu'il peut avoir possédé dans les villages susdits. — Il fait cette déclaration en présence de Lambert Belle, homme de fief du comte de Flandre, et de son cousin Nicaert de le Pierre, bailli. (Voir le N° CDLXXXIII.)

Original, muni du sceau de Philippe de Kemmele, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 13 v°.
— *Zwartenboek* f° 154 v°.

CDLXXXIV.

1336. — Faites et données le jour de la nativité saint Jehan-Baptiste l'an de grace mil trois centz trente et siis.

Lettres par lesquelles les bourgmestre et échevins de Nieuport déclarent que les habitants d'Ypres seront dorénavant francs de tout droit de tonlieu, de passage etc. pour les marchandises qu'ils achèteront ou apporteront en la ville de Nieuport. — Ils leur accordent ce privilège parce que les Yprois les ont assistés de leurs conseils et d'une somme de cent livres de vieux gros tournois, pour la reconstruction du port, rendue nécessaire par le mauvais état dans lequel se trouvait l'ancien. — Cependant dans la saison du harang frais, les Yprois n'en pourront acheter que trois *last* par bateau, avec exemption de droits; s'ils en achetaient davantage, ils devraient se conformer pour le surplus à la keure de Nieuport. — Les échevins de cette ville s'engagent à faire confirmer ce privilège par la dame de Cassel; les échevins d'Ypres, de leur côté, promettent d'intercéder près du comte de Flandre pour faire obtenir à ceux de Nieuport un droit de *delf ghelt*, dont les habitants d'Ypres seront cependant exempts. — Les échevins de Nieuport s'engagent en outre, pour eux et pour leurs successeurs, à ne rien changer à cette convention et à ne créer aucun nouvel impôt ou droit de passage qui pourrait frapper ceux d'Ypres.

Original, muni du sceau de la ville de Nieuport avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

CDLXXXV.

1336. — Faites et données le jour de la nativité St-Jehan-Baptiste l'an de grace mil ccc trente siis.

Même charte que le N° précédent.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque.

CDLXXXVI.

1336. — Ghedaen ende ghegheven int jaer m ccc xxxvi up sint Jans dach ter gheborenesse.

Même charte que le N° CDLXXXIV. — Traduction flamande.

Copie sur papier, écriture de la fin du xv^e siècle.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 52 r°.
— *Gelovenboek* f° 191 r°.

CDLXXXVII.

1336. — Ghedaen ende ghegheven int jaer m ccc xxxvi duust drie hondert zesse ende dertich van t' sint Jans dach ter ghebornesse.

Même charte que le N° CDLXXXIV. — Traduction flamande, collationnée et signée *Wulf*.

Copie sur papier, écriture du commencement du xvi^e siècle.

CDLXXXVIII.

1336. — Faites et données le ix^e jour de julé l'an de grace m ccc xxxvi.

Lettres par lesquelles les bourgmestre et échevins de la ville de Nieuport déclarent avoir reçu des échevins de la ville d'Ypres la somme de cent livres de vieux gros tournois d'argent, en aide et subvention pour la construction du nouveau port. (Voir les N° précédents.)

Wittenboek f° 15 r°.

Transcrit dans le *Gelucenboek* f° 192 v.

CDLXXXIX.

1336. — Le viii^e jour d'octobre l'an de grace mil ccc trente sis

Lettres par lesquelles Bertuche Guy de Luques déclare décharger les échevins d'Ypres de la somme de 700 livres parisis qu'ils ont payés pour son compte à Clais de Bailleul. — Cette somme viendra en déduction des 2,000 livres dont les susdits échevins lui sont redevables.

Original, traces de sceau en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

CDXC.

1336. — Fait à Bruges le vi^e jour de novembre l'an xxxvi.

État des sommes dues et payées au roi de France conformément aux anciens traités de paix. Il résulte de cet état que le pays de Flandre devait au roi de France, d'après le compte du 8 septembre 1555, la somme de 4,406,000 livres parisis.

Depuis cette époque, la Flandre avait payé au roi 4,029,211 livres, 49 sols et 6 1/2 deniers parisis, de manière qu'au 6 novembre 1556 elle était encore redevable de 376,788 livres, 5 1/2 deniers.

Cet état indique la quote-part de cette somme qui incombe à chacune des villes de Flandre.

Original, sur un long rouleau de parchemin.

CDXCI.

1336 (1337 n. s.). — Ygheven ende ymaect up ten eersten dach van april int jaer ons Heeren m ccc dartich ende zesse.

Lettres par lesquelles Didier de Bevre, seig^r d'Avre, chevalier, bourgmestre de Dixmude, déclare avoir reçu des trésoriers de la ville d'Ypres, la somme de vingt-trois livres parisis pour la part de cette ville dans les frais et dépenses de l'année, à l'écluse de Nieuwendamme.

Original, traces de sceau en cire brune pendant à une bande de parchemin.

CDXCII.

1337. — Faites et accordées en l'an de grace mil trois cents trente et sept, el mois de may.

Accord fait entre Marie, abbesse de l'église de Ste-Claire d'Ypres, et son couvent, d'une part, et les échevins de

cette même ville, d'autre part, au sujet de l'exemption de droit sur le vin. — Le couvent de Ste-Claire pourra prendre annuellement, sans en payer les droits, seize pièces de vin de quatre muids à la pièce. — Il disposera de ce vin comme il l'entend, en le buvant, en le donnant ou en le vendant; mais s'il en prend au-delà de seize pièces, il sera obligé d'en payer la maltôte sur le même pied que les taverniers de la ville.

Original, muni du sceau de la ville, avec contre-scel en cire verte; du sceau de l'abbesse et de celui du couvent, en cire brune, pendant tous trois à doubles queues de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 255 v°.

CDXCIII.

1337. — Anno millesimo trecentesimo septimo, mense octobris die ultima.

Accord fait entre les avoué, échevins et conseil de la ville d'Ypres, d'une part, et les doyen, procureur et confrères de la confrérie ou calande de St-Nicolas de la même ville, d'autre part. — Les échevins députeront deux de leurs collègues pour prendre connaissance de tous les biens, héritages, meubles etc. que possède actuellement la confrérie; ils s'informeront aussi de tous les revenus et des dons que celle-ci recevra en aumône. Ils procéderont annuellement à la vérification des comptes

de la dite confrérie; les doyens et procureurs prévien-
dront les dits commissaires au moins un jour avant la
reddition des comptes, et leur indiqueront à quoi les
revenus, dons etc. ont été employés. — Ils pourront
aussi, du consentement des dits commissaires, acheter,
vendre ou échanger, au profit de la dite confrérie,
héritages, biens, rentes, maisons etc. — Ils pourront
en outre, du consentement des dits commissaires, faire
construire de nouvelles maisons, rebâtir les anciennes,
faire dire ou chanter des messes, envoyer des cleres
aux écoles, vendre, engager ou échanger les héritages
appartenant à la confrérie, pour autant que ces transac-
tions soient profitables.

Cet accord est passé devant Jean Ouuri de Commynes,
notaire impérial, en présence des témoins suivants: Jean
Falais, Jean Hauwel, fils d'Étienne, Pasquin Zuanekin
et Thierry de Pepa.

Original, muni du sceau de la ville d'Ypres
avec contre-scel, et du scel de la con-
frérie de St-Nicolas, l'un et l'autre en
cire verte et pendant à doubles queues
de parchemin. — Cet instrument porte
la signature du notaire Jehan Ouuri.

Transcrit dans le *Geluwenboek* f° 158 r.

CDXCIV.

1337. — Données al Escluse le ix jour del mois de novembre
l'an m ccc trente et sept.

Lettres par lesquelles Louis de Nevers, comte de
Flandre, déclare que le bailli de la ville d'Ypres s'étant
fait fournir par les hôpitaux et par la maladrerie de
cette ville, des chevaux et des chariots pour l'usage
du comte, les échevins d'Ypres lui ont adressé leurs
réclamations, prétendant que ces prestations étaient
contraires à leurs privilèges et franchises. — Le comte
n'ayant pas eu le temps de faire examiner cette affaire,
délivre provisoirement aux échevins des lettres de non-
préjudice pour les prestations exigées par son bailli et
fournies par la maladrerie et les hôpitaux susdits.

Wittenboek f° 8 v°.

Transcrit dans le *Geluwenboek* f° 80 v°.

CDXCV.

1337 (1338 n. s.). — Donnez à Bruges le premier jour de janvier
l'an de grace mil ccc trente et sept.

Lettres par lesquelles André de Florence, évêque de

Tournai, Hugues Quieret, amiral, Pierre de Cuignières, chevalier, Nicolas Behuchet et Pierre des Essars, conseillers et commissaires du roi de France, quittent les habitants de Flandre, de 20,000 livres parisis sur les 40,000 milles du terme du mois de mai passé, qu'ils devaient au roi en vertu des traités de paix. — Cette somme sera reportée sur toutes les châtelainies d'après leur quote-part dans les sommes dues.

Original, traces du sceau de l'évêque de Tournai, en cire brune, pendant à double queue de parchemin. Les sceaux des autres commissaires ont été coupés.

CDXCVI.

1338. — Donné à Poissy le xvii jour de juing l'an de grace
M CCC trente-huit.

Lettres de Philippe de Valois, roi de France, aux gens de sa cour des comptes à Paris. — Les échevins d'Ypres lui ont exposé qu'en 1307 ils ont payé à ses prédécesseurs, rois de France, la somme de trente mille livres tournois en à-compte de leur part dans les amendes stipulées par le traité de paix. Ils demandent par conséquent que ces sommes soient portées en compte pour leur part des anciennes dettes. — Le roi leur accorde leur demande et autorise les gens de sa cour des comptes

à porter ces sommes en déduction de ce que la ville d'Ypres doit encore payer.

Original, traces du sceau du roi, avec contre-scel en cire blanche, pendant à une bande de parchemin.

CDXCVII.

1338. — Données à Andwers le mescredi après le jour de la Trinité l'an de grace M° CCC XXXVIII°.

Accord fait entre Henri, évêque de Nichole (Lincoln), Guillaume de Lohin, comte de Northampton, Robert de Ufford, comte de Suffolk, et Jean Warcy, sénéchal de l'hôtel du roi d'Angleterre, d'une part, et les bonnes gens des villes, châtelainies et territoires de tout le commun pays de Flandre, d'autre part. — 1° Les gens du pays de Flandre pourront acheter en Angleterre, toutes espèces de laines et autres marchandises, biens, denrées etc. — 2° Tous les marchands de Flandre, qui se rendront dans un des ports d'Angleterre, y seront *saufs et francs* de leurs corps et de leurs marchandises, aussi longtemps qu'ils resteront sur le territoire ou dans les ports de l'Angleterre; s'ils éprouvent quelque dommage par le fait des sujets du roi, le roi sera obligé de leur faire rendre justice et de les dédommager des pertes qu'ils auront éprouvées. — 3° Tous les Flamands seront *saufs et francs* avec leurs marchandises, leurs biens etc. tant par eau que par terre, mais ils ne

pourront porter secours aux Écossais; ceux qui contreviendront à cette défense, seront exclus de la présente convention, et les gens du roi pourront leur courir sus sans enfreindre le présent accord. — 4° Les gens du pays de Flandre ne doivent point se mêler des guerres existant entre le roi d'Angleterre et Philippe de Valois, *qui se tient pour roi de France*, et ne peuvent ni aider ni nuire à l'un ou à l'autre. — 5° Le roi d'Angleterre ni ses gens ne pourront passer par le pays de Flandre, armés ou désarmés, pour faire dommage au pays de Flandre, au comte de Flandre, ou audit Philippe de Valois; les Flamands de leur côté ne permettront pas que le dit Philippe ni ses gens fassent aucun dommage au roi d'Angleterre sur les terres de Flandre; si le roi d'Angleterre venait en Flandre pour faire des dommages soit au comte soit au pays de Flandre, ou s'il passait par la Flandre pour faire des dommages audit Philippe, les Flamands pourraient aider leur droit seigneur, le comte de Flandre, et s'opposer au roi d'Angleterre. — 6° Le roi d'Angleterre et ses gens pourront aller et venir par les *eaux de mer et de Flandre* à navires, mais sans pouvoir en sortir, ni mettre pied sur les terres de Flandre sans le consentement des Flamands. Si le roi et ses gens venaient dans le Zwyn ou à L'Écluse, ils n'y pourraient rester qu'une seule marée, sauf le cas de tempête notoire et manifeste, et ils devront se retirer sitôt la tempête cessée. — 7° Les marchands anglais pourront venir franchement en Flandre avec leurs marchandises, les y vendre, en acheter d'autres et les transporter en Angleterre ou ailleurs à leur volonté: les marchands flamands jouiront du même privilège en Angleterre. — 8° Ces conditions ne lient pas le comte de Flandre qui, hors de Flandre, pourra porter aide

à qui bon lui semble avec ses hommes de fief etc. mais, dans ce cas, les gens qui sont bourgeois ou qui habitent les villes ne donneront pas assistance au comte, s'ils peuvent l'éviter, par raison, selon leurs coutumes et franchises. — 9° Les points stipulés dans la présente convention, seront exécutoires à commencer du jour de la dite convention, jusques à six mois après la paix faite ou l'entière cessation de la guerre.

Le roi d'Angleterre approuve ce traité: *le xxviij jour de juyñ l'an de nostre regne le douzisme.*

Donné sous le *vidimus* des échevins de la ville de Gand le lundi après le jour *St-Jehan decollace* l'an de grace M CCC XXXVIII.

Original, sceau de la ville de Gand, en cire verte, avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

Imprimé en partie dans l'*Histoire de Flandre* de M. Kervyn de Lettenhove, tome III, page 201 et suivantes, et dans Rymer II, 4, page 25.

CDXCVIII.

1338. — Données à Ypres le xix^e jour dou mois de juing l'an de grace M CCC trente et wyt.

Lettres de Louis de Nevers, comte de Flandre, à Rogier Thonis et Josse Hemsrode, ses conseillers. — Il les informe qu'afin de pourvoir aux dépenses et aux

frais occasionnés par l'approfondissement du canal d'Ypres vers la mer et par les réparations de l'écluse du Nouveau-Dam et de celle de Nieuport, il a autorisé les échevins d'Ypres à établir un payage sur le dit canal. — Ce payage aura cours jusqu'à ce que les échevins seront remboursés des avances qu'ils ont faites pour le dit approfondissement. — Le comte désigne ses deux conseillers susnommés pour fixer le taux de ces payages, les endroits où ils seront établis, les bateaux et espèces de marchandises qui y seront assujettis. — Il lui sera rendu compte de toutes les recettes qui se feront aux dits payages.

Original, petit sceau du comte, en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* fo 20 r^o.

CDXCIX.

1338 (1339 n. s.). — Données au Bois de Vincennes le vi^e jour de janvier l'an de grace mil ccc trente-huit.

Lettres par lesquelles Philippe de Valois, roi de France, à la demande du comte de Flandre, accorde aux habitants de Flandre l'autorisation de faire charger, sur dix navires flamands, à la Rochelle, en Poitou, à St-Jean d'Angely ou au pays de Muion (?), les vins qu'ils y ont achetés ou y achèteront. — Il ordonne à ses justiciers et gardes des ports de laisser charger les

aits vins et de les laisser partir pour la Flandre, sans y mettre le moindre empêchement. — Les marchands flamands devront cependant, au préalable, donner bonne caution que ces vins ne seront conduits ailleurs qu'au comté de Flandre.

Donné sous le *vidimus* de Pierre Belagent, garde de la prévôté de Paris, de la même date que la charte.

Vidimus original sur parchemin, traces de sceau en cire brune, pendant à double queue.

D.

1338 (1339 n. s.). — Données au Bois de Vincennes l'an de grace mil trois cents trente et huit au mois de janvier.

Lettres par lesquelles Philippe de Valois, roi de France, déclare que de plaintes graves lui sont parvenues de la part du comte de Flandre et des habitants de son comté, sur ce que les baillis d'Amiens, du Vermandois et de Lille, ainsi que les prévôts et sergents des dits bailliages, se sont portés à plusieurs actes d'abus d'autorité dans la Flandre, principalement dans les villes et châtellenies de Furnes, de Nieuport, de Bergues, de Dunkerque, de Bourbourg, de Gravelines, de Cassel, de Bailleul, de Poperinghe, de Warneton etc., empêchant le droit de justice du comte de Flandre, de la dame de Cassel et d'autres seigneurs. — Le roi, pour remédier à ces abus, défend aux baillis, prévôts et

sergents susdits, d'exercer, soit par eux-mêmes soit par leurs commis, tout exploit de justice dans les villes et châtellenies susdites, si ce n'est en cas d'*appeaux*, de *défaut de droit*, de *mauvais jugements* ou d'affaires ressortant de la souveraineté royale. — Les exploits de justice, pour les quatre cas précités, seront faits par quatre sergents ou officiers de justice spécialement désignés à cet effet.

Original, sceau du roi de France, avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 65 r°.

DI.

1338 (1339 n. s.). — Données au Bois de Vincennes l'an de grace mil trois cens trente et huit au mois de janvier.

Lettres par lesquelles Philippe de Valois, roi de France, déclare qu'à la prière du comte de Flandre, il libère les habitants de la Flandre de toutes les sommes qui lui sont encore dues en vertu des traités de paix antérieurs, sauf cependant les sommes dues au comte de Flandre. — Il les exempte également de lui fournir les six cents hommes de guerre exigés par les mêmes traités de paix. — Il leur accorde remise de toutes les peines qu'ils peuvent avoir encourues pour cause de méfaits ou de transgressions des dits traités de paix.

Sur le pli est écrit: *Par le roy en son conseil. Leue devant li son dit cousin.* (Signé) *J. Verber.*

Original, sceau du roi de France, avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 67 r°.

DII.

1338 (1339 n. s.). — Datum Franchaufort. xiiij die mensis martii regni nostri anno vicesimo quarto, imperii vero duodecimo.

Lettre de Louis de Bavière, empereur d'Allemagne, aux échevins de la ville d'Ypres. — Il les informe qu'il se dispose à faire la guerre à Philippe de Valois, qui se dit roi de France, et les engage à se préparer pour y prendre part. — Il leur annonce qu'il a nommé Édouard, roi d'Angleterre, comme vicaire-général de l'empire, et les engage à le soutenir de tout leur pouvoir.

La suscription de la lettre porte: *Prudentibus viris, scabinis, consulibus totique communitati Oppidi Ypre, nostris et imperii fidelibus.*

Original sur parchemin, traces de sceau en cire rouge.

DIII.

1339. — Données à Conflans-lez-Charenton le xvij^e jour de may, l'an de grace mil ccc xxxix.

Lettres de Philippe de Valois, roi de France, au gouverneur et souverain bailli de Lille. — Il lui ordonne de faire vendre, au profit des échevins d'Ypres et des autres créanciers, les biens délaissés à Lille par Chrétienne Paldines (Palding), veuve de Guillaume, morte en cette ville, lesquels biens avaient été saisis et retenus illégalement par son prédécesseur au bailliage de Lille. — Les sommes provenant de la vente de ces biens seront réparties entre les créanciers selon l'importance de leurs créances.

Donné sous le *vidimus* de Pierre Belagent, garde de la prévôté de Paris, du 4 janvier 1339.

Vidimus original, muni du sceau du garde de la prévôté, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

DIV.

1339. — Ghedaen ende gheaccordeirt te Ghend up den derden dach van der maent december int jaer ons Heeren duzentich drie hondert dertich ende neghene.

Traité d'alliance conclu entre les ducs de Brabant et les communes de Brabant, d'une part, et le comte de Flandre et les communes du dit comté, d'autre part. — Cherchant à rendre de plus en plus étroite l'amitié et la concorde qui unissent les deux pays, considérant que leurs nombreuses populations ne peuvent subsister que par leurs métiers et leur industrie, dont la première condition est le maintien de la liberté et de la paix, et voulant désormais établir entre les deux pays une paix et une union perpétuelles qui soient pour tous la garantie de leurs biens, de leurs vies, de leurs libertés et de leur industrie, en rendant désormais impossible toute discorde et toute effusion de sang, le duc et le comte, ainsi que les communes de Brabant et de Flandre, approuvent les conventions suivantes : Ils se soutiendront mutuellement contre leurs ennemis. — Le duc de Brabant et le comte de Flandre n'entreprendront plus dorénavant aucune guerre sans l'assentiment des deux pays, et même dans ce cas l'assentiment des deux pays leur sera nécessaire pour traiter de la paix. — Les marchands des deux pays pourront librement y circuler, vendre et acheter toute espèce de marchandises. — On frappera une monnaie commune pour les deux pays, qui ne pourra jamais être modifiée : la Flandre fera vérifier la

monnaie frappée en Brabant et le Brabant réciproquement celle qui aura été frappée en Flandre. — Si quelqu'un a des motifs de se plaindre d'un fait injuste, il s'adressera aux magistrats de la ville à laquelle appartient le coupable, et ils seront tenus de lui faire droit dans le délai de huit jours; que, s'ils ne le faisaient point, il s'adressera à un conseil formé de dix personnes, dont quatre désignées par le comte de Flandre et le duc de Brabant, et les six autres par les bonnes villes de Brabant et de Flandre. Ce conseil s'assemblera dans le pays du plaignant, dans la ville la plus voisine de celle à laquelle appartient l'inculpé, et prononcera dans le délai de huit jours. Tous ceux qui le composeront jureront, sur les saints évangiles, de juger impartialement toutes les discussions et de faire droit à toutes les plaintes qui seraient fondées. Ils seront même tenus de prononcer leur sentence sans pouvoir quitter la ville dans laquelle ils se sont assemblés, à moins qu'ils n'en sortent après le lever du soleil pour y rentrer avant la fin du jour; et si l'un d'eux meurt, il sera remplacé dans le délai de trois jours par le prince ou la ville qui l'avait choisi. — Ils promettent aussi qu'à l'avenir on suspendra toute guerre, toute vengeance et tout défi, afin que le commerce n'en souffre point. — S'il arrivait que l'un des princes ou l'une des bonnes villes violât les conventions contenues dans ce présent traité, celui-ci n'en conservera pas moins toute sa force, mais toutes les autres parties qui y ont adhéré se réuniront pour le faire respecter sans délai et par tous les moyens qui seront en leur pouvoir. — De plus, comme il est de l'intérêt des deux pays de ne point cesser de s'occuper attentivement de tous les événements qui pourraient se présenter à l'avenir, ils décident que les deux princes

et les députés des six bonnes villes de Flandre et de Brabant se réuniront en parlement trois fois chaque année, savoir: le quatorzième jour après la Chandeleur, dans la ville de Gand; le quatorzième jour après la fête de la nativité de St-Jean-Baptiste, dans la ville de Bruxelles; et le quatorzième jour après la Toussaint, dans la ville d'Alost. On s'occupera dans ces assemblées de toutes les questions qui s'accordent avec le présent traité et qui peuvent développer les richesses et l'industrie des deux pays. — Dorénavant les princes des deux pays jureront, à leur avènement, d'observer ce traité, et le même serment sera prêté par les échevins, baillis et autres officiers des bonnes villes lorsqu'ils entreront en charge, ainsi que par tous les nobles au moment où ils relèveront leurs fiefs.

Cette charte importante est munie de 94 sceaux disposés sur quatre lignes, et pendant à des lacs de soie verte, savoir:

Les sceaux du duc de Brabant, du comte de Flandre; des villes de Louvain, de Bruxelles, d'Anvers, de Bois-le-Duc, de Tirlement, de Léau, de l'abbé de Gemblours pour la ville de Nivelles, de Gand, de Bruges, d'Ypres, de Courtrai, d'Audenaerde, d'Alost, de Grammont.

Quatre-vingts gentilhommes y ont apposé leurs sceaux, savoir:

A l'invitation du duc de Brabant: Otto, seigneur de Kuyck; Guillaume, seigneur de Hornes et de Gasbeek; Thomas de Diest, seigneur de Zelem; Guillaume, seigneur de Wezemale, maréchal de Brabant; Guillaume de Duvenvoorde, seigneur d'Oosterhout; Jean, seigneur de Rotselaer, drossart de Brabant; Jean de Loen, seigneur d'Agimont et de Walem; Henri Berthoud, seigneur de Duffel; Jean van Levedaele, bourgmestre de Bruxelles;

Guillaume, seigneur de Boextale; Jean, seigneur de Sombreffe; Jean de Kuyck, seig^r d'Hocstraten; Louis, seig^r de Diepenbeke; Thierry de Walincourt, seigneur d'Aa et maréchal de Hainaut; Henri de Walincourt, seig^r de Faverchies; Louis de Berlaer, seig^r d'Helmont; Gilles de Quaederobbe, seigneur de Berghe; Arnould d'Helbeke; Jean Pyliser; Jean van Kersbeke; Herman van Os; Loonis vander Bergh, maître des rentes de Brabant; Jean de Meldert; Jean Pulleman, drossart de Brabant; Jean de Wineghem; Daniel de Bouchout; Henri de Botersem; Henri de Walhem; Rase de Gavre, seigneur de Lyntre; Goswin, seigneur de Godsenhove; Ywan de Meldert; Arnould van den Wiere; Guillaume van den Bossche; Gérard de Vorselaere, vicomte de Jodoigne; Jean d'Immersele; Colin de Vilvorde-Utenhove; Jean de Craeynem; Jean de Scoenhove; Charles de le Riviere et Wautier, seigneur de Melin, chevaliers.

A l'invitation du comte de Flandre: Henri de Flandre, seigneur de Ninove; Philippe, seigneur d'Axel; Simon de Mirabel, seigneur de Pervez; Gerard, seigneur de Rasseghem et de Lens; Rase de Gavre, seig^r d'Hérines; Arnould de Gavre, seig^r d'Escornay; Jean de Gruuthuse, seigneur de Ha; Rogier Briseteste, seigneur de Buxhem; Jean d'Axel; Olivier, seigneur de Poucke; Guillaume de Nevele; Goswin de le Moere; Wulfard de Ghistelles, l'oncle; Gérard de Rasseghem, seigneur de Craeynhem; Gérard d'Oultre, vicomte d'Ypres; Jean de Bailleul; Eustache Passcharis; Rogier, seigneur de Lichtervelde; Sohier de Tronchiennes, seigneur de Melle; Gérard de Ghistelles; Daniel de Roosebeke; Rogier Briseteste; Simon vander Maelstede; Rogier van Varnewyc; Gérard van Mourselle; Guillaume van Straten; Jean van Poelvoorde; Jean van Masseminne; Rase d'Erpe, chevaliers;

Jean van Ayshove; Gilbert de Leeuwerghem; Gérard de Masseminne; Daniel de Tronchiennes; Jean d'Herzeele; Jean van den Moure; Arnold Bernaige; Jean d'Uutkerke; Léon de Mourkerke; Hugues de Steelant et Jean de Lokeren, écuyers.

Huit de ces sceaux manquent, ce sont: celui du comte de Flandre; ceux des seigneurs d'Hocstrate, d'Helmont, de Pollemans, de Vorselaere, de Vilvorde, de Passcharis et de Jean de Lokeren.

La charte se compose de deux feuilles de parchemin réunies par deux sceaux, à gauche celui du duc de Brabant et à droite celui de Simon de Mirabel, tous deux pendant à des lacs de soie verte.

Transcrit dans le *Roodenboek* f° 357 r°.

Imprimé dans:

Rymer II, 4^e partie.

Kervyn de Lettenhove, *Histoire de Flandre*, tome III, page 586 (en français d'après une charte des archives de Lille).

Lambin, *Eeuwigdurende verbond tusschen Jan den III, hertog van Brabant, en Lodewyk den I, grave van Vlaenderen*.

Mentionné dans l'*Inventaire analytique des chartes et documents des archives de Gand*, par M. Pr. Van Duyse.

M. Kervyn a analysé cette charte dans le tome III de son *Histoire de Flandre*, pag. 250 et suivantes; c'est à cet excellent ouvrage que nous empruntons, en partie, cette analyse.

Original; tous les sceaux, en cire jaune, brune, verte et rouge, sont d'une admirable conservation.

DV.

1340. — Donnez l'an del incarnation nostre Seigneur mil ccc et quarante selonc le stile de nostre roiaulme d'Angleterre, et l'an de nostre regne d'Angleterre quatorzime et de Franche le premier le merquesdy après le miquaresme.

Lettres par lesquelles Edouard III, roi d'Angleterre, en considération des grands services que lui ont rendus les habitants des villes de Gand, de Bruges, d'Ypres et du commun pays de Flandre, accorde à ceux-ci les privilèges, libertés, franchises, points et articles suivants: 1° L'étape des marchandises de laine de toute l'Angleterre sera mis et maintenu pour toujours au pays de Brabant ou au pays de Flandre. — 2° Les draps rayés qui se fabriquent et se scellent dans le Brabant et dans la Flandre seront admis en Angleterre sans être soumis à aucune autre espèce d'expertise ou de mesurage. — 3° Les marchands de Flandre pourront librement vendre et acheter dans toute l'étendue de son royaume, en payant les payages, impositions etc. comme de coutume. — 4° Tout Anglais qui achètera en Flandre ou en Brabant, sur lettres obligatoires scellées du scel de la ville où l'achat se fera, sera obligé de payer par la loi de la ville à laquelle il appartient, comme si le marché avait été conclu devant la loi de sa dite ville. — 5° Les privilèges, franchises et libertés, octroyés par lui ou par ses prédécesseurs, seront maintenus à toujours. — 6° Le roi promet de ne faire aucun traité, parlement, trêve ou amnistie avec Philippe de Valois, qui se dit roi de France, si ce

n'est du consentement et volonté des Flamands, et en comprenant dans le traité, eux et leurs hoirs et successeurs. Il s'engage aussi à ne faire aucun traité sans y comprendre le comte de Flandre, si celui-ci consent à entrer dans l'accord fait avec les villes flamandes. — 7° Il prend à perpétuité sous sa protection et sauve-garde, dans toute l'étendue de son royaume, et aussi loin que son pouvoir s'étend, tous les habitants des pays de Brabant et de Flandre, par terre et par mer. — 8° Il promet d'aider et de défendre, à ses propres coûts, frais et dépens, les habitants de la Flandre contre tous ceux qui voudraient leur faire quelque grief, molestation, oppression, tort, dommage, injure, violence ou autre mal, par guerre, roberie, arsin, amoindrissement de leurs cités, empêchements de leurs lois, libertés, franchises, coutumes ou autrement, pour cause de la présente guerre existant entre lui et Philippe de Valois. — 9° Si le roi vient à passer de vie à trépas, avant la fin de la présente guerre, son fils aîné passera en Flandre avec ses gens d'Angleterre pour continuer la guerre commencée. — Aucun habitant de la Flandre ne pourra être arrêté en Angleterre pour causes d'anciennes dettes des villes et châtellenies, à moins qu'il n'ait engagé personnellement ses biens pour la garantie des dites dettes.

Les seigneurs qui se portent comme garants du roi d'Angleterre, pour l'exécution de ce traité, sont: John, archevêque de Canterbury et primat d'Angleterre; Richard, évêque de Duresme, Henri de Nichole, Rogier de Chestre, Raulf de Londres, John de Kardoul, évêques; Henri, comte de Derby; William, comte de Northampton; Thomas, comte de Warrwyk; Hugues, comte de Glocestre; William, comte de Hontingdon; John, comte

de Oxenford; Henri de Percy, Raulf de Nevil, John de Segrove, Henri de Ferres, John Dary, Thomas de Berkley, Thomas de Broidestone, Richard de Wilaghby, John de Stonore, Robert de Sodington, chevaliers; les majors et les communautés des cinq bonnes villes d'Angleterre, savoir: Londres, Everwyk, Nuhole, Bristwit et Norwich; les baillis, majors et communautés des cinq ports, savoir: Sandwich, Dovers, Winchelse, Hastyngs et de la Rye.

Expédition de l'époque, muni du petit scel du roi, en cire rouge, appliqué sur le parchemin (presque entièrement brisé).

Publié par M. Kervyn de Lettenhove, *Histoire de Flandre*, tome III, pag. 603 et suivantes.

DVI.

1340. — Donnez l'an del incarnation nostre Seigneur mil trois centz et quarante selon le stile d'Angleterre, et l'an de nostre regne d'Angleterre quatorzime, et de Franche le premier, le merquesdi apres le miquaresme.

Lettres par lesquelles Edouard III, roi d'Angleterre, afin de faciliter et de protéger le commerce de la Flandre et du Brabant, s'engage à mettre en mer le nombre de gens-d'armes nécessaires pour défendre, garder et conduire les marchands se rendant en Angleterre ou en revenant. — Ces troupes seront entretenues à ses frais et fournies par tiers par l'Angleterre, la Flandre et le

Brabant, ou les deux tiers par la Flandre si ce pays veut y consentir. — Il s'engage à payer aux bonnes villes de Flandre cent quarante mille livres sterlings, en quatre paiements, savoir: 50,000 livres à la présente mi-carême; 50,000 livres à la Pentecôte prochaine; 40,000 livres à la Pentecôte de l'année 1341 et 40,000 livres à la Pentecôte de l'année 1342. — Il fixe à Bruges pour quinze années l'étape des laines qui, d'après le numéro précédent, devait être perpétuellement établi soit en Brabant soit en Flandre.

Expédition de l'époque, traces du petit scel du roi, en cire rouge, appliqué sur le parchemin.

Imprimé dans l'*Histoire de Flandre* de M. Kervyn de Lettenhove, tome III, pag. 610 et suivantes.

DVII.

1340. — Donné le merquesdi apres la miquareme l'an del incarnation nostre Seigneur mil troys centz et quarante selon le stille d'Angleterre, et l'an de nostre regne d'Angleterre quatorzime et de Franche le premier.

Lettres par lesquelles Edouard III, roi d'Angleterre, octroye aux bonnes villes de Gand, de Bruges et d'Ypres, ainsi qu'au commun pays de Flandre, les avantages suivants: 1° Il remet et casse à toujours tous les liens, soumissions et obligations de l'autorité papale et ordinaire des sentences d'excommunication, de suspens et

toutes autres peines et servitudes auxquelles le comte de Flandre, les nobles et habitants des villes, terres, châtelainies etc. du pays de Flandre sont obligés par les traités de paix faits jadis entre les rois de France, d'une part, et les comtes et habitants du pays de Flandre, d'autre part. — 2° Toutes les forteresses seront maintenues et on pourra les agrandir et rétablir à volonté. — 3° Les villes et châtelainies de Lille, de Douai, de Bethune et d'Orchies, sont réunies à jamais au comté de Flandre et ne pourront plus en être détachées. — 4° Le comté d'Artois avec ses villes et châtelainies, ainsi que la ville de Tournai, sa châtelainie, ses seigneuries et ses dépendances, seront réunis au comté de Flandre et tenus en fief et hommage par le comte de Flandre, sans pouvoir jamais être séparés de ce comté. — 5° Il renouvelle et confirme, comme roi de France, tous les privilèges, coutumes et usages dont jouissaient les Flamands du temps du comte Robert. — 6° Il promet pour lui et pour ses hoirs de ne faire dans le pays de Flandre aucune imposition, exaction, taille, extorsion, assiette ou autre servitude. — Les habitants de Brabant et de Flandre, ou ceux de Flandre seuls, pourront établir, au sujet des laines, tels statuts, ordonnances et défenses que bon leur semblera. — 8° Une loyale, bonne et commune monnaie d'or et d'argent sera faite en France et dans les pays de Brabant et de Flandre, de semblable aloi et de même poids, et ne différant que par le signe du pays: cette monnaie aura cours en France, en Brabant et en Flandre. — 9° Le roi prend sous sa protection et sauve-garde dans tout le royaume de France, les marchands de Flandre et de Brabant, avec leurs marchandises, biens, possessions etc. — 10° Tout sujet du royaume de France achetant, dans

les villes de Flandre ou de Brabant, des marchandises sur lettres obligatoires scellées du scel de la ville où l'achat se fait, ou du scel de l'acheteur, sera contraint de payer par la loi et justice du lieu auquel le débiteur appartient, comme si les lettres obligatoires étaient scellées du scel de ce lieu. — 11° Aucun habitant de la Flandre ne pourra être arrêté en France, ni en corps ni en biens, pour cause de dettes anciennes des villes et châtelainies, à moins qu'il ne se soit obligé personnellement à payer ces dettes.

Expédition de l'époque, traces du petit scel du roi d'Angleterre, en cire rouge, appliqué sur le parchemin.

Imprimé dans l'*Histoire de Flandre* de M. Kervyn de Lettenhove, tome III, page 613 et suivantes.

DVIII.

1340. — Donné sur les champs delez le pont de Bouvines l'an de grace mil ccc et quarante au mois de septembre.

Lettres par lesquelles Philippe, roi de France, déclare qu'à la demande de la comtesse de Hainaut et du comte de Flandre, il renonce pour lui et pour ses hoirs à toutes lettres, bulles, privilèges, par lesquels il a fait ou pourrait faire interdire ou excommunier la Flandre. — Il fera rappeler et annuler toutes les sentences d'excommunication jetées sur le pays de Flandre, et en livrera aux Flamands, dans un délai fixé, les pièces

originales. — Il s'engage à les faire rappeler et annuler, à ses frais, par le pape, avant le dimanche qu'on chante *Laetare Jherusalem*.

Original, muni du sceau du roi de France, avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

Transcrit dans le *Roodenboek* f° 345 r°.

Imprimé dans Diericx, *Apend. aux mémoires sur la ville de Gand*, I, 109. — Kervyn de Lettenhove, *Histoire de Flandre*, tome III, p. 268.

Mentionné dans l'*Inventaire des archives de la ville de Gand* par Pr. Van Duyse.

DIX.

1340. — Donné sur les champs delez le pont de Bouvines l'an de grace mil ccc et quarante au mois de septembre.

Même contenu que le N° précédent.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque.

DX.

1340. — Donné sur les champs delez le pont de Bouvines le xxv^e jour de septembre l'an de grace mil ccc et quarante.

Même contenu que le N° précédent mais avec la date du 25 septembre.

Copie sur parchemin, envoyée par les députés d'Ypres qui se trouvaient présents à Bouvines.

DXI.

1340. — Ghegheven te Curtrike up den vii dach van october int jaer XL.

Lettres par lesquelles Louis de Nevers, comte de Flandre, déclare, en présence des députés des villes de Gand, de Bruges et d'Ypres, qu'il pardonne aux Flamands tous les méfaits dont ils se sont rendus coupables envers lui. — Il confirme et maintient tout ce qui a été fait par Simoens van Hale, en sa qualité de ruwaerd de Flandre. — Il promet de gouverner dorénavant d'après les conseils des trois villes susdites, et d'admettre parmi ses conseillers ceux qui seront présentés par ces villes. — Il promet de maintenir les officiers et autres fonc-

tionnaires actuellement en service, et de ne les remplacer dans la suite que du commun accord des trois villes.

Original, muni du petit sceau du comte, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DXII.

1340. — Donné à Gant le xiii^e jour d'octobre lan de grace mil ccc et quarante.

Lettres par lesquelles Edouard, roi d'Angleterre, s'engage envers les villes de Gand, de Bruges et d'Ypres, à leur fournir trois mille cinq cents sacs de laine d'Angleterre de la dernière tondaille, et ce à raison de dix marcs, par sac, de telle monnaie que le roi est tenu de payer aux dites villes. — Il se charge de faire transporter, à ses frais, ces sacs de laine jusqu'aux ports où ils seront embarqués. — Il répond de tout accident qui pourrait arriver aux dites laines, jusqu'à leur débarquement à L'Écluse. — Les délégués des Flamands auront le droit d'examiner la laine avant qu'elle ne soit empaquetée et de faire ouvrir les ballots déjà fermés.

Original, le sceau du roi d'Angleterre, qui pendait à une bande de parchemin, est perdu.

DXIII.

1340. — Datum me ipso apud Gandavum xiii die octobris anno regni nostri Angliae quartodecimo regni vero nostri Franciae primo.

Lettres d'Edouard III, roi d'Angleterre, à ses lieutenants, baillis, justiciers etc. — Il leur ordonne de prêter tout leur appui aux marchands de Flandre pour le chargement, le transport etc. des trois mille cinq cents ballots de laine dont il est question dans le N^o précédent.

Original, le sceau, qui pendait à simple bande de parchemin, est perdu.

DXIV.

1340. — Datum per manum nostram apud Gandavum decimo octavo die novembris, anno regni nostri Anglie quatuordecimo, et Franciae primo.

Edouard III, roi d'Angleterre. — *Vidimus* confirmatoire de la charte de 1312, d'Edouard II, confirmant les privilèges accordés aux marchands d'Ypres par les rois d'Angleterre ses prédécesseurs. (Voir le N^o CCCIII.)

Original, sceau du roi d'Angleterre, avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

DXV.

1342. — Donné à Dickemue sous nostre signet dont nous usons le m^e jour doctobre lan de grace mil trois cents quarante deux.

Lettres de Louis de Nevers, comte de Flandre, à son bailli d'Ypres, Roier Des Preis. — Les gens de la ville d'Ypres lui ont fait connaître que, contrairement à leurs franchises et privilèges, ceux de Langhemare et autres de la châtellenie d'Ypres, fabriquent des draps endeca les trois lieues de la ville. — Le comte ordonne à son bailli de se rendre immédiatement à Langhemare et dans les autres villages, et d'ordonner aux drapiers de ces localités de cesser tout travail endéans les huit jours, s'ils ne veulent pas s'exposer à des mesures plus sévères.

Original, muni du signet du comte, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DXVI.

1342. — Ghegheven ten Damme up den twintichsten dach van october int jaer ons Heeren als men sereef m ccc twee ende viertich.

Sentence prononcée par Louis de Nevers, comte de

Flandre, au sujet d'un débat surgi entre les drapiers de la ville de Bruges, d'une part, et ceux du Franc de Bruges, d'autre part. — 1° Il est défendu de fabriquer, tondre, teindre, vendre ou débiter du drap dans toute l'étendue du Franc de Bruges, sous peine d'une amende de 50 livres parisis et de la confiscation des draps. — 2° Les paroisses du Franc où se trouvaient antérieurement des métiers, rames etc., pourront cependant conserver *un seul* métier et s'en servir pour fabriquer du drap de leur propre laine. Ce drap ne pourra servir qu'à leur usage personnel et à celui de leurs femmes, enfants et domestiques, et il leur est strictement défendu de le vendre. — 3° Cependant si, après avoir terminé la pièce de drap destiné à l'usage de sa famille, le tisserand fut réduit à la misère, par une cause quelconque, il lui sera loisible de vendre son drap; après avoir affirmé sous serment, avec deux témoins, que le drap était destiné à sa famille, mais qu'il est obligé de s'en défaire par besoin. — 4° Tous les métiers, à l'exception d'un par paroisse, seront détruits, et défense est faite de les reconstruire jamais. — 5° Il est défendu à ceux de Bruges et du Franc de s'insulter réciproquement en criant: *Brugghe! Brugghe!* ou *Vrye! Vrye!* Si ces vociférations font naître des disputes ou des rixes qui occasionnent la mort d'un homme, celui qui le premier aura prononcé ces mots sera, si on parvient à l'arrêter, condamné à perdre la tête; s'il parvient à s'échapper, il sera banni pour cent ans et un jour, sur sa tête, hors du pays de Flandre. — Si ces rixes n'occasionnent pas la mort d'un homme, celui qui le premier aura proféré les cris sera, si on peut l'arrêter, condamné à perdre le poing, et si on ne peut l'arrêter, il sera banni pour dix ans hors des terres de Flandre. — Celui

qui, dans le Franc, sonnera ou fera sonner le tocsin pour courir sus à ceux de Bruges, sera banni pour dix ans, sur la perte du poing. — Enfin le comte confirme les Brugeois dans tous les privilèges, coutumes, exemptions etc., qui leur ont été octroyés par les comtes de Flandre, ses prédécesseurs.

Donné sous le *vidimus* des magistrats de Bruges, du 10 septembre 1345.

Ce *vidimus* porte aussi la charte de Louis de Nevers, mentionnée sous le N° CCCLX.

Vidimus original, muni du sceau de la ville de Bruges, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

DXVII.

1342 (1343 n. s.). — Ghégheven up den drie ende twintichsten dach van maerte int jaer ons Heeren M ccc twee-en-viertich.

Lettres par lesquelles les échevins, keurheers et conseil de Poperinghe, déclarent, au nom de cette ville, vouloir se soumettre à la sentence arbitrale qui sera prononcée par les villes de Gand, de Bruges et d'Ypres, au sujet du différend survenu entre cette dernière ville et Poperinghe à cause de la fabrication des draps.

Original, muni de cinq petits sceaux en cire verte, pendant à doubles queues de parchemin.

DXVIII.

1343. — Ghedaen den xxix dach van aprille int jaer ons Heeren dusentich ccc° viertich ende drie.

Sentence arbitrale prononcée par les villes de Gand, Bruges et Ypres, au sujet d'un différend surgi entre cette dernière ville et celle de Poperinghe, par rapport à la fabrication des draps. — Les drapiers de Poperinghe imitaient depuis quelque temps certains draps que ceux d'Ypres avaient le privilège de fabriquer seuls, tels que draps rayés etc. — Les trois villes susnommées déclarent: — A dater de la Pentecôte prochaine ceux de Poperinghe ne pourront plus fabriquer les draps rayés. — Ils ne pourront non plus fabriquer des draps gras (*ghesmoutte draperie*), si ce n'est des pièces de douze aunes ou au-dessous, sans lisières, de la largeur de neuf quarts, et ce pour leur propre usage. — Il leur est également défendu de vendre du drap en détail; cependant s'il leur reste un coupon du drap fabriqué pour leur usage, ils pourront le déposer dans la maison du tondeur pour le vendre. — Les draps qui seront lacérés ou découpés, conformément aux keures, pour défaut de fabrication, pourront être vendus par eux à leurs voisins de la main à la main, sans pouvoir être exposés en vente, ni portés au marché. — Si ceux de Poperinghe s'avisait d'entreprendre quelque chose au détriment de ceux d'Ypres, ils devront y renoncer sur l'avis des trois villes susdites ou des deux qui seraient du même avis. — Si, à l'avenir,

ceux de Poperinghe refusent de se soumettre aux décisions des trois villes, ou n'exécutent pas exactement cette sentence, ils seront condamnés à une amende de cent livres de gros tournois, dont vingt livres pour l'évêque de Térouanne, vingt pour le comte de Flandre et vingt pour chacune des trois villes arbitres. — Les échevins et keurheers de Poperinghe, sur l'invitation des trois villes susdites, se rendront, dans un délai de quatorze jours, près du comte de Flandre pour le prier de confirmer les décisions prises par les trois villes et les peines prononcées par elles. — S'ils ne se présentent pas dans le délai fixé, ils encourront une amende de cent livres de gros tournois à partager comme ci-dessus. — S'ils ne se présentaient pas devant le comte ou si celui-ci ne confirmait pas la sentence des trois villes, ces sentences n'en seront pas moins valides, et devront être exécutées. — Ceux d'Ypres et ceux de Poperinghe continueront à vivre en bonne intelligence.

Original, muni des sceaux des villes de Gand, de Bruges et d'Ypres, avec contre-scels en cire verte, pendant à doubles queues de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 39 r°.

DXIX.

1343. — Ghedaen den xxix dach van aprille int jaer ons Heere dusentich ccc viertich ende drie.

Même contenu que le N° précédent.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque.

DXX.

1343 (1344 n. s.). — Che fu fait en l'an de grace mil trois cens quarante et trois el mois de march.

Acte par lequel les avoué et échevins de la ville d'Ypres, d'une part, et les ruward et échevins de Lille, d'autre part, renouvellent l'accord appelé *hanze* qui existait de toute ancienneté entre les bourgeois des dix-sept villes tant de Flandre que de Brabant, de Champagne etc. fréquentant les foires de France.

Original, muni du sceau de la ville d'Ypres et de celui de la ville de Lille, l'un et l'autre avec contre-scel en cire verte, pendant à des doubles queues de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 27 r°.

DXXI.

1344. — Ghedaen int jaer ons Heeren m ccc viere ende veertich.

Lettres par lesquelles les échevins, leurheers etc. de Poperinghe désignent trois échevins, huit leurheers et quatre conseillers, qui se présenteront devant les magistrats de la ville d'Ypres pour entendre et approuver tout ce que ceux-ci prononceront à l'égard de la ville de Poperinghe. — Ils les autorisent à prêter, en leur nom et au nom de la communauté, les serments nécessaires par lesquels la ville de Poperinghe doit se soumettre à la sentence qui sera prononcée par ceux d'Ypres.

Original sur parchemin, muni de dix-sept petits sceaux en cire brune, pendant à doubles queues.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 40 v°.

DXXII.

1344. — Ghedaen int jaer ons Heeren m ccc viere ende veertich.

Même contenu que le N° précédent.

Copie de l'époque, sur parchemin.

DXXIII.

1344. — Ghescreven int jaer ons Heeren m ccc veertich ende viere den een ende twintichsten dach van meye.

Lettres par lesquelles les échevins, leurheers, conseil, doyens, chef-hommes et tous les habitants de Poperinghe déclarent que, nonobstant la sentence arbitrale prononcée l'année précédente par les villes de Gand, de Bruges et d'Ypres (voir le N° DXVIII), instigués par de mauvais conseils, ils ont de nouveau contrevenu à l'accord fait pour la fabrication du drap. — Ils regrettent ce qui est arrivé, conviennent de leurs torts et jurent de nouveau, sous serment, de se conformer strictement, à l'avenir, aux prescriptions de la sentence arbitrale, et de se soumettre aux peines que les échevins d'Ypres prononceront contre eux. — Pour donner plus de solennité à leur promesse, ils prient Allard, prévôt de St-Martin d'Ypres, et Jean Berenger, notaire apostolique et impérial du diocèse de la Morinie, d'apposer leur scel à la présente charte. — Le doyen des tisserands, Guillaume Van Scoten, le doyen des foulons, Clais Fieren, le chef-homme des changeurs, Michel Scripers, y apposent également leurs sceaux.

Original sur parchemin, muni de 25 sceaux en cire brune, pendant tous à double queue de parchemin, excepté celui du prévôt de St-Martin qui pend à des lacs de soie verte.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 41 r°.

DXXIV.

1344. — Ghescreven int jaer ons Heeren M CCC veertich ende viere den een ende twintichsten dach van meye.

Même contenu que le N° précédent.

Copie de l'époque, sur parchemin.

DXXV.

1344. — Ghedaen ende ghescreven int jaer ons Heeren M CCC veertich ende viere den eersten dach van wedemaend.

Lettres par lesquelles dix-huit *keurbroeders* de Poperinghe déclarent adhérer à l'accord fait entre les échevins d'Ypres, d'une part, et les *keurheers* de Poperinghe, d'autre part. — Ils jurent de maintenir et d'observer toutes les clauses et conditions de cet accord et y engagent leurs personnes et leurs biens.

Revêtu de la signature de Jean Berenger, notaire apostolique et impérial du diocèse de la Morinie.

Original, muni des sceaux des dix-huits *keurbroeders*, en cire brune, pendant à des doubles queues de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 42 v°.

DXXVI.

1344. — Ghedaen ende ghescreven int jaer ons Heeren M CCC veertich ende viere den eersten dach van wedemaend.

Même contenu que le N° précédent.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque.

DXXVII.

1344. — Anno Domini millesimo CCC° quadragesimo quarto quinta die mensis augusti.

Lettres de l'official de la Morinie à Bernard de Rinc, clerc du même diocèse. — Il le délègue pour se rendre en son nom à Ypres, afin d'y assister au prononcé de la sentence que doivent porter les échevins d'Ypres contre ceux de Poperinghe, au sujet du différend concernant la draperie. — Il recevra les serments des parties contractantes, et lui transmettra, par écrit, le rapport de tout ce qui sera arrivé dans cette séance.

Original, muni du sceau de l'official, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Attaché au N° DXXXI.

DXXVIII.

1344. — Ghedaen int jaer ons Heeren m ccc viere ende veertich den zevensten dach in oestmaend.

Sentence arbitrale prononcée par les échevins d'Ypres contre ceux de Poperinghe, pour cause de la violation du traité de 1345. (Voir le N° DXVIII.) — La sentence renouvelle tout les points contenus dans le N° DXVIII. — Elle condamne en outre ceux de Poperinghe à cent livres de gros pour violation du traité; à plusieurs amendes pour avoir massacré, pendant les jours de trêve, et en dehors de leur territoire, le chef-homme des chaperons rouges avec plusieurs de ses compagnons. — Idem à plusieurs autres amendes pour avoir massacré et dépouillé plusieurs autres personnes, près de l'église de Reninghelst et avoir incendié et dévasté, sur le territoire d'Ypres, les propriétés de plusieurs habitants. — Ils doivent assurer, à l'église de Reninghelst, une rente perpétuelle de 20 livres parisis pour la fondation d'une messe expiatoire journalière pour le repos des âmes de ceux qu'ils ont massacrés. — Ils assureront à la chapelle du St-Esprit à Ypres, une rente perpétuelle de 5 livres parisis, comme dédommagement pour les dégats qu'ils ont commis aux propriétés de cette chapelle. — Tous les ans, au jour de la St-Barthélémi, ils enverront à Ypres une députation de cinq échevins, deux keurheers et trois autres bourgeois munis des pouvoirs nécessaires pour renouveler, par serment, le présent accord. — Ils livre-

ront à la ville d'Ypres douze otages que les échevins de cette ville pourront retenir aussi longtemps que bon leur semblera. — Il sera fait une enquête pour découvrir les agitateurs les plus coupables, et vingt de ceux-ci seront condamnés à passer trois ans en Angleterre, sous peine de la vie. — Tous les keurheers, nouvellement nommés, devront, avant d'entrer en fonctions, jurer de respecter et de maintenir la présente sentence. — La ville de Poperinghe est en outre condamnée à 20,000 livres parisis, montant des frais que cette expédition a coûté à la ville d'Ypres; cependant, usant de miséricorde, les échevins déclarent que cette somme ne sera exigée que dans le cas où ceux de Poperinghe violeraient de nouveau un article quelconque de cette sentence.

Les députés de Poperinghe, au nombre de vingt-deux, jurent de se conformer en tout à cette décision et apposent leurs sceaux à cette sentence; ce sont: Pieter Robard, Gillis Martin, Jan van Haringhe Jhanszone, Jacop van Provende, Lambrecht Stalaerd, Jhan Baerd et François Hardebolle, échevins; Jean vander Wedde, Cornelis Uten Eechoute, Willem Coopman, Lambert de Bonte, Jhan Riseveis, Jhan Node Jhanszone, Jhan Kieken, Christiaen Doedin et Jhan van den Dale, keurheers; Jhan Nodin Willemszone, Jhan Maes, Jacob Haeuwe, France Doem, conseillers; Lambrecht Gaerd, Gellis de Paere et Jhan vander Beiken, pour le commun de Poperinghe. — Pour donner plus de garantie à leur serment, ils prient M^{re} Alard, prévôt de St-Martin d'Ypres, Jean, prévôt de Vormezeele, et Inghelram, prévôt de Zonnebeke, d'apposer également leur scel à cette sentence.

Cet acte est passé par devant Martin Messevanghere et Théodore Visschere, notaires apostoliques et romains

du diocèse de la Morinie, et porte les signatures et paraphes de ces deux clercs.

Original, muni du sceau de la ville, avec contre-scel en cire brune; des sceaux des trois prévôts susnommés, avec contre-scels en cire verte, et des sceaux des vingt-deux députés de Poperinghe, tous en cire verte, pendant à des doubles queues de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 43 r°.

DXXIX.

1344. — Ghedaen int jar ons Heeren m ccc viere ende veertich den zevensten dach in oestmaend.

Même contenu que le N° précédent.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque.

DXXX.

1344. — Datum et actum in camera quae dicitur camera scabinorum (Yprensiū) anno Domini millesimo ccc° quadragesimo quarto feria tertia in festo beati Bartholomaei.

Instrument donné sous le scel de Bernard de Rinc,

clerc du diocèse de la Morinie, et adressé à l'official du dit diocèse. — C'est une copie de la sentence du 7 août (N° DXXIX), envoyée à l'official en exécution de sa lettre mentionnée au N° DXXVIII.

Original, muni du scel de Bernard de Rinc, en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

DXXXI.

1344. — Datum anno Domini millesimo ccc° XLIII° feria secunda ante festum nativitatis beatae Mariae Virginis.

Lettres par lesquelles l'official de la Morinie approuve et confirme tous les points contenus dans la sentence arbitrale prononcée par les échevins d'Ypres contre ceux de Poperinghe. (Voir le N° DXXIX.)

Attaché au N° DXXXI.

Original, muni du sceau de l'official, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DXXXII.

1344 (1345 n. s.). — Fait en l'an de grace M CCC quarante et quatre le jour du Bourdytz.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville d'Ypres déclarent que Marie, veuve de Chrétien le Pottre, bourgeois d'Ypres, a donné et octroyé à l'église du Briel, pour faire l'anniversaire de la mort de son dit mari, quatre sous de rente perpétuelle, par an, à prélever sur les revenus de la moitié d'une maison située hors la porte de Boesinghe en le noeve rue vers nord.

Original, sceau de la ville d'Ypres, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin. (Le sceau entièrement brisé).

DXXXIII.

1345. — Ghegheven up sente Laureins avont int jaer ons Heeren durent drie hondert veertich ende vive.

Lettres par lesquelles Jean, duc de Lothier, de Brabant et de Limbourg, marquis du St-Empire, délègue son frère Jean, seigneur de Wyfvliet et de Blasvelt, ainsi que ses conseillers Gilles de Quaderebbe, seigneur de

Bergs, Gérard vander Heyden, drossart de Brabant, Jean van Meldert, chevalier, et Jean, prévôt d'Arnhem, afin de terminer les différends existant entre la ville de Gand, le pays de Flandre et leurs adhérents, d'une part, et la ville de Termonde et ses adhérents, d'autre part.

Sous le *vidimus* des échevins de la ville de Gand, du 20 août 1545 (1).

Vidimus original, sur parchemin. Le sceau, qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

Mentionné dans l'*Inventaire analytique des archives de la ville de Gand*, par Pr. Van Duyse.

DXXXIV.

1345. — Ghegheven up sente Laureins dach int jaer ons Heeren M CCC ende vive ende viertich.

Lettres par lesquelles les échevins de Termonde déclarent se soumettre à l'arbitrage de Jean, duc de Brabant et de Limbourg, au sujet du différend existant entre eux, d'une part, et la ville de Gand et le pays de Flandre, d'autre part. — Pour sûreté de l'exécution de cette promesse, Ingergier, seigneur d'Amboyse et de

(1) Les Nos DXXXIII, DXXXIV, DXXXV, DXXXVI, DXXXVII et DXXXVIII, se trouvent sous le même *vidimus*.

Termonde, y appose son sceau, et le comte de Flandre, Louis de Nevers, y appose son scel secret en l'absence de son grand sceau.

Même *vidimus* que le N° précédent.

Mentionné dans l'*Inventaire analytique des archives de la ville de Gand*, par Pr. Van Duyse.

DXXXV.

1345. — Ghegheven in sente Laureins daghe int jaer ons Heeren
M CCC viertich ende vive.

Même déclaration de la part des bourgmestre, avoué, échevins, doyens, conseillers etc. des villes de Gand, de Bruges et d'Ypres.

Même *vidimus* que les N° précédents.

DXXXVI.

1345. — Ghegheven ende ghesciet up sente Laureins dach, des
tiende daghes in ougst int jaer ons Heeren dusentich drie hondert
viertich ende vive.

Lettres par lesquelles Jean, duc de Lothier, de Brabant,

de Limbourg et marquis du St-Empire, déclare qu'ayant été appelé à prononcer au sujet du différend entre les villes de Gand, de Bruges et d'Ypres, d'une part, et la ville de Termonde, d'autre part, il promet de prononcer sa sentence avant que les gens des trois bonnes villes susdites ne quittent les positions qu'ils occupent devant Termonde. — Il promet aux trois villes susdites et à tout le pays de Flandre, que tous les bannis du pays de Flandre, ainsi que tous ceux qui ont occasionné du tort à ce comté, seront bannis de la ville de Termonde, du duché de Brabant et de tous les états du duc.

Ces lettres ont été faites en présence des gens du conseil du duc, Jean van Wyfvlit, seig^r de Blasvelt, Gellis de Quaribbe, seigneur de Bergs, Gérard vander Heyden, drossard de Brabant, Jean van Meldert, chevalier, Jean, prévôt d'Arnhem, et, d'après l'avis des bonnes gens, des villes de Louvain, de Bruxelles et d'Anvers.

Même *vidimus* que les N° précédents.

DXXXVII.

1345. — Dit was ghedaen ende ghesciet in de presencie etc.
sdonredaghes den elfsten dach in ougstmaent int jaer ons Heeren
doe men screef dusentich drie hondert viertich ende vive.

Lettres par lesquelles Jean, duc de Lothier, de Brabant, de Limbourg et marquis du St-Empire, prononce, en

sa qualité d'arbitre, au sujet des débats existant entre les trois bonnes villes de Flandre, d'une part, la ville de Termonde et ses adhérents, d'autre part, et décide les points suivants: 1° Les parties mettront en liberté ceux qui ont été faits prisonniers depuis que ces débats ont commencé. — 2° La ville de Termonde restituera, tant aux Flamands qu'aux marchands étrangers, ce qu'elle leur a enlevé, de la manière qu'il sera arrêté par le duc et les trois bonnes villes. — 3° Elle fera pratiquer dans ses remparts, du côté de la Flandre, trois brèches, de 40 pieds de largeur, qui ne pourront jamais être fermées; elle fera ôter, en outre, des rivières de la Dendre et de l'Escaut, toute espèce de pilotis y établis pour sa défense. — 4° Tout ce que les Gantois ont décidé au sujet de la draperie est maintenu. — 5° Les fugitifs et bannis, qui ont nui au pays, seront regardés dorénavant comme ennemis des trois villes et du duc, sans le consentement desquels maître Henri vander Wingarde ne pourra retourner en Flandre. — 6° Les Termondais jureront de nouveau fidélité, tant à ces villes qu'au traité de paix fait entre la Flandre et le Brabant. — 7° Pour sûreté de l'exécution des présents, ils délivreront, comme otages, huit personnes au duc et pareil nombre à chacune des bonnes villes: le tout sous peine d'une amende de 1,000 livres gros tournois payable à chacune d'elles.

Ces lettres ont été faites à Herderchem, sur le cimetière, en présence des gens du conseil du duc, Jean van Wyfvlit, seigr de Blaesvelt, Gillis van Quaerebbe, seigneur de Berghs, Gérard vander Eyden, drossard de Brabant, Jean van Meldert, chevalier, et Jean, prévôt d'Arnhem. Elles ont été lues immédiatement devant l'armée flamande campée devant Termonde, et ensuite

devant tous les habitants de cette ville réunis à cet effet.

Même *vidimus* que les Nos précédents.

Mentionné dans l'*Inventaire analytique des archives de la ville de Gand* par Pr. Van Duyse, à qui nous empruntons cette analyse, en grande partie.

DXXXVIII.

1345. — Ghegheven binnen onser port sdonresdaghes den ellefsten dach in oustmaent int jaer ons Heeren doe men screef m ccc viertich ende vive.

Lettres par lesquelles les échevins, conseil, jurés etc. de la ville de Termonde, jurent en leur nom et au nom de leurs hoirs et successeurs, d'entretenir fidèlement tous les points contenus dans la sentence arbitrale du N° précédent. — Ce serment a lieu sur la grand'place de Termonde en présence des seigneurs du conseil du duc et de plusieurs députés des Flamands envoyés à cet effet.

Même *vidimus* que les Nos précédents.

DXXXIX.

1346. — Ghegheven up den derden dach van december in onze camere te Houdenaerde int jaer ons Heeren doe me sreef m ccc sesse ende veertich.

Lettres par lesquelles Louis de Male, comte de Flandre, déclare qu'à la demande des échevins et keurheers de Poperinghe, il approuve et confirme la sentence arbitrale prononcée par les échevins d'Ypres contre ceux de Poperinghe. (Voir le N° DXXVIII.) — A défaut de son propre seel, il scelle cette approbation du sceau du seigneur d'Hallewyn, son conseiller.

Original, le sceau, qui pendait à une bande de parchemin, est arraché.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 48 r°.

DXL.

1346. — Ghegheven up den derden dach van december in onze camere te Houdenaerde, int jaer ons Heeren doe me sreef m ccc sesse ende veertich.

Même contenu que le N° précédent. — A la suite se trouve la copie d'une nouvelle confirmation du comte

Louis de Male, datée du 14 octobre 1351 et munie de son grand sceau.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque.

DXLI.

1346 (1347 n. s.). — Datum sub sigillo nostro in domo nostra de Dardingham die prima januarii anno Domini millesimo ccc° quadragesimo sexto.

Lettres par lesquelles Raymond, évêque de la Morinie, à la demande des avoué et échevins d'Ypres, consent à ce qu'on consacre la chapelle du St-Esprit située sur le cimetière de St-Martin, ainsi que l'autel ou les autels qui se trouvent dans la dite chapelle. — Il accorde des indulgences à ceux qui visiteront cette chapelle huit jours consécutivement à dater du jour de la consécration.

Original, traces de sceau en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DXLII.

1347. — Ghedaen int jaer ons Heren also men sreef dusentich drie hondert ende viertich des sondaechs na sente Remis ende sente Baefs in de maent van october.

Lettres par lesquelles les échevins d'Ypres constituent une rente viagère de vingt escalins vieux tournois par an, en faveur de André Cloet, fils de Jean, bourgeois de Bruxelles, en retour de certaines sommes qu'il avait avancées à la ville pour subvenir aux frais considérables dont elle était chargée.

Original, muni du sceau de la ville, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

DXLIII.

1348. — Ghedaen ende ghemacet int jaer ons Heeren als men sreef dusentich drie hondert achte ende viertich den zestiensten dach van meye.

Constitution d'une rente semblable de 20 escalins en faveur de Catherine vander Dill, fille de Pierre.

Donné sous le *vidimus* de frère Nicolas, prieur de

la maison de Ste-Catherine de l'ordre des Chartreux près d'Anvers.

Vidimus original, muni du sceau de frère Nicolas, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DXLIV.

1348. — Données à Dunkerque le trezime jour de decembre l'an de grace mil ccc quarante et wyt.

Lettres par lesquelles Louis de Male, comte de Flandre, à la suite de son traité avec le roi d'Angleterre, fait connaître les conditions relatives à la pacification des villes d'Ypres et de Gand. 1° Il pardonne aux Gantois et aux Yprois tout ce qu'ils ont méfait contre lui ou contre ses prédécesseurs. — 2° Ces deux villes conserveront tous les privilèges, franchises et libertés dont ils jouissaient auparavant. — 3° S'il existe quelque débat entre la ville de Gand et celle d'Ypres, il fera publier des trêves qui dureront jusqu'à la St-Michel, et entretemps il nommera, pour la ville de Gand, quatre personnes de son conseil, et les Gantois en nommeront autant prises dans leur ville; pour la ville d'Ypres, il nommera aussi quatre personnes de son conseil, et les Yprois en désigneront autant prises dans leur ville: ces huit personnes feront leurs efforts pour parvenir à apaiser tous les différends qui pourraient exister entre les parties. — 4° Ceux de Gand et d'Ypres resteront en paisible pos-

session des prises qu'ils ont faites en temps de guerre sur les ennemis. — 5° Ces articles s'appliquent à tous ceux qui ont abandonné les villes de Gand et d'Ypres, soit chevaliers, écuyers ou de quelque condition qu'ils soient, excepté, toutefois, les bannis par loi et par jugement.

Original, muni du petit scel du comte, en cire jaune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 9 r°.

Publié dans d'Oudegherst, édition Lesbroussart, tome II, page 485 (1).

Id. dans l'*Histoire de Flandre* de M. Kervyn de Lettenhove, tome III, page 548.

Mentionné dans l'*Inventaire des archives de la ville de Gand* par Pr. Van Duyse.

DXLV.

1348 (1349 n. s.). — Données à Audenarde dessous nostre scel le x^e jour de febvrier l'an de grace M CCC XLVIII.

Lettres par lesquelles Louis de Male, comte de Flandre, informe ses ruwards, capitaines, baillis, sergens, justi-

(1) Il est à remarquer que ni dans cette chartre, ni dans la transcription au *Wittenboek*, ne se trouve l'article concernant le débat entre Ypres et Poperinghe (voir le N° DXXVIII), quoique cet article figure dans le texte publié par MM. Kervyn et Lesbroussart et dans l'analyse de M. Van Duyse.

ciers etc. du comté de Flandre, que pour ramener une bonne paix dans le comté, il a envoyé à Ypres certaines personnes de son conseil pour accorder amiablement toutes les dissensions et discordes survenues depuis douze ans. — Il leur ordonne en conséquence de faire proclamer, dans leur bailliage, la défense de s'attaquer l'un l'autre sous peine de la vie et de la perte des biens. — Il maintient tous les jugements prononcés dans le pays de Flandre pendant les douze dernières années, et ordonne à ses baillis, justiciers etc. de maintenir et de faire maintenir et exécuter ces jugements.

Wittenboek f° 9 v°.

DXLVI.

1349. — Ghegheven te Ghend den vij dach van meye int jaer ons Heeren M CCC XLIX.

Lettres de Louis de Male, comte de Flandre, au sire d'Halewyn et à Jean Barnage, bailli d'Ypres. — Il leur ordonne de réunir les chevaliers anglais qui se trouvent en Flandre de la part du roi d'Angleterre, et de se rendre avec ceux-ci dans la ville d'Ypres pour y recevoir des habitants le serment de fidélité au traité conclu à Dunkerque avec le roi d'Angleterre. — Il leur donne plein pouvoir pour recevoir ce serment en son nom, et les invite surtout à veiller à ce que ce serment

soit prêté de la manière que les Yprois ont promis de le faire.

Wittenboek f° 10 r°.

DXLVII.

1349. — Ghegheven te Male onder onse signet in absencie van onsen zeghele den andren dach van decembre doe men sreef M CCC XLIX.

Lettres de Louis de Male, comte de Flandre, aux avoué et échevins de la ville d'Ypres. — Il les informe qu'il est parvenu à sa connaissance que beaucoup de mécontentement existe parmi le commun de la ville contre le receveur de Flandre, André le Rasse, et le chevalier Jean Barnaige, parce qu'ils ont empêché l'écoutète de la ville de poursuivre Pierre Ontide. — Il déclare que le receveur et le chevalier susdits n'ont agi que d'après ses ordres particuliers, et il défend, en conséquence, qu'on les blâme, ou qu'on les injurie pour un fait dont il prend toute la responsabilité. — Il considérera comme faites à lui-même les injures qui seront faites à ses serviteurs, et il ordonne que cette lettre soit lue publiquement devant le peuple.

Original, muni du signet du comte, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DXLVIII.

1349 (1350 n. s.). — Ghegheven te Ghend ten volle parlemente van den ghemeen lande van Vlaendren up den xxv° dach in laumaent int jaer ons Heeren doe men sreef dusentich drie hondert viertich ende neghene.

Sentence arbitrale prononcée par les bourgmestres, échevins et conseillers des villes de Gand et de Bruges, en présence du comte de Flandre et des gens de son conseil, au sujet d'un différend existant entre Jean Barnaige, seigneur de Meudon, chevalier, d'une part, et les échevins de la ville d'Ypres, d'autre part. — Le dit seigneur avait insulté les échevins d'Ypres par des paroles outrageantes: après avoir entendu les commissaires, députés par la ville d'Ypres, les échevins des deux villes susdites condamnent le seig^r Jean Barnaige, à faire un pèlerinage à St-Jacques en Gallicie, à la semonce des échevins d'Ypres.

Original, muni du sceau de la ville de Gand, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DXLIX.

1349 (1350 n. s.). — Données à Bruges le xvi^e jour du mois de march l'an de grace mil trois cens quarante et noeuf.

Lettres par lesquelles Louis de Male, comte de Flandre, à la prière des religieuses de Ste-Claire d'Ypres et d'André le Rasse, receveur de Flandre, et pour assurer le repos de l'âme de son très-cher seigneur et père, approuve la convention faite entre les religieuses susdites et la ville d'Ypres au sujet de l'exemption du droit sur le vin. (Voir le N° CDXCII.)

Geluwenboek f° 48 v°.

DL.

1351. — Ghegheven t'Ypre den xxviii dach van wedemaent int jaer ons Heeren m ccc een ende vyftich.

Lettres de Louis de Male, comte de Flandre, à ses baillis, écoutètes, amans etc. du comté de Flandre. — Il les informe qu'il a ordonné aux échevins de la ville d'Ypres de faire racheter le meurtre commis sur la personne de Meaux Cane, et de faire rembourser à Jean Cane et à ses enfants, tous les dépenses et frais

qu'ils ont été obligés de faire pour obtenir justice. — Il leur ordonne de forcer, à se rendre à Ypres, toutes les personnes dont les échevins d'Ypres jugeront la présence nécessaire pour parvenir à une parfaite réconciliation entre les deux parties.

Original, muni du petit sceau du comte, en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

DLI.

1351. — Ghegheven te Berghen den x dach van hoyemaent int jaer ons Heeren m ccc LI.

Lettres de Louis de Male, comte de Flandre, aux gardiens des écluses de Nieuwendamme. — Il leur ordonne de faire retenir l'eau du canal, de manière à ce que la navigation soit possible entre Ypres et Nieuport; au besoin, ils laisseront entrer l'eau de la mer dans le canal, comme ils y sont obligés par une convention faite sous ses prédécesseurs. (Voir le N° CDLXXXII.)

Original, muni du petit sceau du comte, en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 222 r°.

DLII.

1351. — Ghegheven te Ghent den vii dach van september int
jaer ons Heeren M CCC LI.

Lettres par lesquelles Louis de Male, comte de Flandre,
fait savoir qu'il a autorisé les Yprois à construire une
digue au haut pont de Dixmude, afin d'élever le niveau
des eaux du canal, de manière à le rendre navigable,
et à maintenir cette digue jusqu'à ce que les eaux d'hiver
soient suffisantes pour permettre la navigation.

Original, muni du signet du comte, en
cire rouge, pendant à une bande de
parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* fo 56.

DLIII.

1351. — Ghegheven te Ghend den viertiensten dach van october
int jaer ons Heeren dusentich drie hondert een ende vichtich.

Lettres par lesquelles Louis de Male, comte de Flandre,
approuve et confirme, par l'apposition de son grand scel,
le privilège qu'il avait donné aux Yprois, à l'égard de la

draperie, privilège qu'il avait scellé provisoirement du
sceau du seigneur d'Hallewyn. (Voir le N° DXXXIX.)

Original, le sceau, qui pendait à double
queue de parchemin, est perdu.

Transcrit dans le *Wittenboek* fo 48 r°.

DLIV.

1351. — Ghegheven te Ghend den viertiensten dach van october
int jaer ons Heeren duzentich drie hondert een ende vichtich.

Même contenu que le N° précédent.

Copie sur parchemin, écriture de l'épo-
que, transcrit sur la même feuille que
le N° DXL.

DLV.

1352. — Ghedaen in vollen parlemente van den ghemeenen steiden
etc. in de stede van Brugghe den eersten dach van wedemaend int
jaer ons Heeren als men sereef zin incarnation dusentich drie
hondert twee ende vichtich.

Accord fait entre le comte Louis de Male, comte de
Flandre, d'une part, et les trois bonnes villes de Gand, K

de Bruges et d'Ypres, ainsi que le commun pays de Flandre, d'autre part. — Il sera fait une enquête générale sur tous les méfaits, homicides, viols, arsins, destructions etc. perpétrés pendant ces derniers temps. — L'enquête terminée, des peines seront prononcées, sans préjudice des droits du comte ni des privilèges des villes. — Tous les méfaits, crimes etc. qui se commettront dans la suite, seront punis d'après les lois des villes ou communes auxquelles appartiennent les coupables.

Les villes qui prennent part à cet accord sont: Gand, Bruges, Ypres, Courtrai, Audenarde, Alost, Grammont, Hulst, Axela, Biervliet, Ruppelmonde, Termonde, Damme, Ardenbourg, L'Écluse, Dixmude, Oudenbourg, Ostende, Blanckenberghe, Ghisteltes, Thourout, Monikerede, Houcke, Mude, Oostbourg, Furnes, Bergues, Bourbourg, Nieuport, Dunkerque, Gravelines, Bailleul, Warneton, Roulers et Cassel.

Les députés des villes et communes du plat-pays de Flandre déclarent n'être pas porteurs de leurs sceaux mais adhérer au dit accord, et s'y engagent par l'apposition des sceaux du comte et des trois bonnes villes de Gand, de Bruges et d'Ypres. — Cet accord est fait en quadruple expédition, dont une est remise au comte et une à chacune des trois villes susmentionnées.

Sur le pli est écrit: *Bi myn heere den grave in volle parlemente van hem ende van sinen ghemeen lande van Vlaenderen.* (Signé) *Lamb.*

Original, muni de 56 lacs de soie verte destinés à recevoir les sceaux du comte et des villes mentionnées dans l'accord. Le scel du comte et ceux des villes de Gand, de Bruges et d'Ypres y sont seuls appendus.

DLVI.

1352. — Donné à Saint-Germain en Laye le penultiesme jour d'aoust l'an de grace mil ccc cinquante et deux.

Lettres par lesquelles Jean, roi de France, accorde aux habitants de la ville d'Ypres une année de répit pour le paiement de leurs dettes et obligations.

Sous le *vidimus* de Raymon, évêque de la Morinie, *anno Domini millesimo ccc quinquagesimo secundo, die dominica in crastino nativitatis beatae Mariae Virginis.*

Vidimus original, sceau de l'évêque, avec contre-scel en cire verte, pendant à une bande de parchemin.

DLVII.

1352. — Données à Gand l'an de grace mil trois cens chinquante-deux, au mois de novembre.

Sentence arbitrale prononcée par Louis de Male, comte de Flandre, au sujet d'un différend existant entre la comtesse de Namur, d'une part, et les échevins de la ville d'Ypres, d'autre part. — Le nommé Henri de Merchem, bourgeois d'Ypres, avait perpétré un délit dans la ville de Roulers, fief de la comtesse de Namur.

Il était parvenu à s'échapper et s'était présenté devant les échevins d'Ypres pour se soumettre à leur jugement. — La justice de Roulers, de son côté, l'avait poursuivi et condamné comme contumace. — La comtesse de Namur s'étant plainte de ce que le jugement de la justice de Roulers ne fut pas exécuté, elle prit le comte de Flandre pour arbitre. — Celui-ci fixa jour aux deux parties; la comtesse n'y envoya personne. Cet ajournement fut renouvelé jusqu'à quatre fois, et le comte décide enfin que le jugement, porté par la loi de Roulers contre un bourgeois d'Ypres, doit être considéré comme de nulle valeur.

Sur le pli est écrit: *Par monsg^r le conte en laudience ou furent mons^r de Praet, mons^r de Ghistelle, mons^r de Pouke, mons^r Roland de Pouke, mons^r Loys de le Walle, Jehan de le Delft, receveur de Flandre, et plusieurs autres. (Signé) Vliederb.*

Original, petit sceau du comte, en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

Inscrit dans le *Wittenboek* f^o 22 v^o.
— *Roodenboek* f^o 155 r^o.

DLVIII.

1353. — Données le vendredi apres le *Quasimodo* en l'an de grace mil ccc cinquante troys.

Lettres par lesquelles Marguerite, abbesse de Messine,

déclare avoir reçu, des trésoriers de la ville d'Ypres, la somme de huit livres et demie qui lui reviennent pour le paiement de la mi-mars, conformément à l'accord mentionné sous le N^o CCCXXXIII.

Original, sceau de l'abbesse, en cire verte, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f^o 222 v^o.

DLIX.

1353. — Données en l'an del incarnation nostre Seigneur Jhesu-Crist mil trois centz chincquante et trois le second jour dou mois de juing.

Lettres par lesquelles Chrétien, prieur du couvent des Carmes d'Ypres, en son nom et en celui de tout son couvent, déclare que Aleames le Blanc (*de Witte*), bourgeois d'Ypres, a accordé à perpétuité au dit couvent une rétribution journalière de douze lots de cervoise à prendre à l'hôpital de la Belle. — De son côté, le prieur susdit s'engage, au nom du couvent, à faire célébrer à perpétuité et tous les jours, dans l'église de St-Martin, une messe pour le salut de l'âme du dit Aleames ou de tous ceux ou celles que le dit Aleames désire. — Le donateur pourra venir tous les ans au couvent pour choisir celui des religieux qui lui semblera le plus convenir pour célébrer la dite messe. — Si, dans le courant de l'année, le religieux choisi venait à

mourir, ou était empêché par maladie, par désobéissance, par sentence ou autre cause notoire, le donateur pourrait en désigner un autre pour célébrer le saint office. — Cependant, en aucun cas, il ne pourra choisir ni le prieur, ni le lecteur, ni les procureurs du couvent. — Le donateur devra pourvoir l'autel d'ornements, de calice, de livre, de pain, de vin et de tout ce qui sera nécessaire pour la dite messe. — S'il arrivait que, par une cause quelconque, le couvent négligeât de faire célébrer la messe, il perdrait pour chaque jour la rétribution de deux jours, c'est-à-dire 24 lots de cervoise, ou deux sols parisis pour les 24 lots, lesquels seront appliqués au prévôt et au couvent de St-Martin.

Le prieur et le couvent apposent leurs sceaux à cette convention, et le provincial frère Jean, prieur de France, l'approuve en tous ses points et y appose également son seel.

Original, muni des sceaux du prieur et du provincial, en cire rouge, et de celui du couvent en cire brune, tous trois pendant à doubles queues de parchemin.

DLX.

1353. — A Montereul sur la mer le jour de la feste de saint Johan-Baptiste l'an de grace M CCC LIII.

Lettres par lesquelles frère Robert de Montreuil, *maistre en divinité*, frère Simon Grongniet, prieur de

Metz en Lorraine, frère Thomas Sauvée, prieur de Rouen, et frère Jean de Saint-Léger, prieur d'Orléans de l'ordre des Carmes, réunis en chapitre provincial de la province de France, tenu et célébré à Montreuil, approuvent et confirment, en tous ses points, la convention mentionnée au N° précédent.

Original, muni du scel de la communauté de la province de France, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Attaché au N° précédent.

DLXI.

1353. — Che fut faict en lan de grace mille trois cens cinquante trois le XVII jour du mois de juillet.

Lettres par lesquelles les avoué, échevins et conseil de la ville d'Ypres, déclarent que pour décharger leur âme et conscience, ils promettent et jurent, pour eux et pour leurs successeurs, d'entretenir les statuts ci-après concernant l'hôpital de la maladrerie, dit *Hooghe-zieken*. — Il y aura toujours pour cet établissement six gouverneurs, savoir : un maître, un gouverneur chargé du soin de la brasserie, deux pour soigner la grange et les terres, un pour recevoir les rentes de la ville et un pour recevoir les rentes hors de la ville. — Nul ne pourra être admis comme prébendier à moins qu'il ne soit en état de remplir l'emploi le plus élevé des prébendiers.

— Les gouverneurs de la maison devront déclarer, sur serment, que ceux qu'ils ont admis aux prébendes, sont capables de remplir l'emploi pour lequel ils ont été nommés. — S'ils en sont reconnus incapables, ils devront quitter la maison. — Personne ne pourra être reçu dans la maison à moins qu'il ne donne dix livres de gros tournois à la communauté. — A l'avenir on ne pourra plus accorder à la même personne deux prébendes entières pour quelque motif que ce soit. — Les prébendes pourront toujours être accordées par les tuteurs et gouverneurs, sur leur serment, mais quand la maison se trouve en grande nécessité, ceux-ci pourront les refuser en donnant aux échevins communication de leurs motifs. — Tout prébendier qui couchera hors de la maison pendant plus de quatre nuits, sera privé de sa prébende pendant une semaine. — Nul ne pourra être reçu comme prébendier, s'il n'est enfant de bourgeois ou de bourgeoise d'Ypres, si ce n'est ceux qu'on met aux champs pour cultiver la terre.

Copie sur papier, écriture du xvi^e siècle.

DLXII.

1353. — Dat was ghedaen ende ghewyst up sinte Jacobs ende Christoffels dach int jaer ons Heeren duust drie hondert drie en vyftich.

Sentence arbitrale prononcée par le comte de Flandre,

Louis de Male, au sujet d'un différend existant entre les villes d'Alost et de Grammont. — Plusieurs individus étaient en même temps bourgeois de l'une et de l'autre ville. — Quelques délits ayant été commis par ceux-ci, il en résulta un conflit de juridiction entre les deux villes qui prétendaient l'une et l'autre avoir le droit de sévir contre les coupables. — Les choses en vinrent si loin que les deux villes prirent les armes et marchèrent l'une contre l'autre. — Le comte intervint, et après plusieurs pourparlers les deux villes se remirent à la sentence arbitrale de celui-ci. — Après avoir examiné l'affaire, le comte, d'accord avec son conseil, décide 1^o Que tout individu qui jouit simultanément du droit de bourgeoisie à Alost et à Grammont, devra opter entre ces deux villes, avant le jour de la Toussaint. Celui qui n'aura pas fait son choix avant cette époque perdra son droit dans l'une et dans l'autre ville. — 2^o S'il arrive des conflits entre des bourgeois de l'une et de l'autre ville, l'affaire sera portée devant la justice de la ville à laquelle appartient le plus coupable; en cas de contestation, chaque ville désignera un même nombre de juges pour prononcer la sentence, et si ceux-ci ne peuvent s'entendre, l'affaire sera portée devant la justice du comte. — 3^o Toute amende au profit du comte, prononcée par l'une ou par l'autre des deux villes, pourra être levée par les officiers de celui-ci, n'importe dans laquelle des deux villes ils trouvent le condamné. — 4^o Toutes les peines prononcées antérieurement par l'une ou par l'autre des deux villes précitées, seront maintenues.

Cette sentence a été prononcée en présence des conseillers du comte, le seigneur van Praet, le seigneur de Poucke, M^{re} Roland de Poucke et Mat. vander Niepen.

le chancelier M^{re} Testart vander Woestyne, Jean vander Delft, receveur de Flandre, et Jean van Santforde.

Zwarttenboek f^o 575 r^o.

DLXIII.

1353. — Datum apud sanctum Germanum in Laya die xiii^e augusti anno Domini millesimo ccc^o quinquagesimo tertio.

Lettres de Jean, roi de France, aux gouverneur et bailli de Lille ou à leurs lieutenants. — Il est parvenu à sa connaissance qu'ils tiennent dans leurs prisons un nommé Michel Priem, foulon d'Ypres, banni du comté de Flandre comme coupable de conspiration contre le comte. — Il leur ordonne d'informer immédiatement les délits à charge de cet homme et d'en faire bonne et prompte justice comme il l'aura mérité.

Original, le sceau, qui pendait à une bande de parchemin, est perdu.

DLXIV.

1353. — Ghegheven int jaer ons Heeren duust drie hondert drie ende vichtich donderdaghes voor sint Barthelmeus dach.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville d'Ypres font connaître que sont comparus devant eux Joris Belle et Nicolas Belle, gouverneurs de l'hospice dit de *Belle*, ainsi que Marie Sarrasine, supérieure, et Michel vander Schuuren, frère du dit hospice, lesquels ont déclaré qu'ils s'engagent à fournir journellement au couvent des Carmes de cette ville, douze lots de bière, pour lesquels Aleames de Witte les a pleinement dédommagés en leur accordant certaines parties de biens. — Pour garantie de ces douze lots de bière par jour, les gouverneurs, supérieure et frère susdits, hypothèquent une maison attenante au dit hospice du côté du sud, et occupée par Jacques Van Loo.

Sous le *vidimus* des échevins d'Ypres du 8 août 1354.

Vidimus original, muni du sceau de la ville d'Ypres, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Gelucenboek* f^o 100.

DLXV.

1353. — Ghegheven int jaer ons Heeren daust drie hondert drie en vichtich donderdaghes voor sint Barthelemeus dach.

Même contenu que le N° précédent.

Copie sur papier, écriture du xvii^e siècle.

DLXVI.

1353. — S'dicendaghe voor Alresinte dach int jaer ons Heeren daust drie hondert drie ende vichtich.

Lettres par lesquelles Jacob Devine, bailli de l'*Yper-Ambacht*, ressortissant de la salle du comte, de la ville d'Ypres, ainsi que Jean vander Neste, Jean de Buschere, Jean Follard et Jacques de Walle, hommes de fief du même *Yper-Ambacht*, déclarent qu'à la prière des échevins d'Ypres, ils se sont rendus à Cassel pour réclamer contre un jugement porté par la *vierscare* du *Cassel-Ambacht* qui, contrairement aux privilèges de la ville d'Ypres, condamnait au bannissement un nommé Clais de Barmaker, bourgeois de cette ville. — Après exhibition à la *vierscare* du *Cassel-Ambacht* du privilège susdit, le

bailli et les hommes de fief du *Cassel-Ambacht* ont déclaré annuler leur première sentence.

Wittenboek f° 25 v°.
Roodenboek f° 155 v°.

DLXVII.

1353. — Le mardi xxix^e jour d'octobre l'an mil trois cens cinquante-trois.

Lettres par lesquelles Jean de Courtrai, sergent-d'armes du roi et lieutenant du gouverneur du souverain-baillage de Lille, de Douai, de Tournésis etc., déclare que, nonobstant les lettres de répit du roi, le nommé Nicole Fourlingniez, bourgeois de Lille, avait fait arrêter plusieurs bourgeois d'Ypres, leurs chevaux et leurs marchandises, sous prétexte que la ville d'Ypres ne lui avait pas payé le montant de sa rente viagère. — Sur la réclamation des échevins de cette ville et en vertu des lettres royales susdites, le dit sergent-d'armes s'est rendu dans la prison de Lille, et a mis en liberté les Yprois arrêtés à la demande du susdit Nicole Fourlingniez.

Original, muni du scel du sergent-d'armes Jean de Courtrai, pendant à double queue de parchemin.

DLXVIII.

1353. — Fait l'an de grace M ccc chinequante et trois le quart jour de decembre.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville d'Ypres déclarent qu'Aleames de Witte, bourgeois d'Ypres, a comparu devant eux et a déclaré céder à Lambert de Lo, Pierre le Machon et Simon Descottes, marguilliers de l'église de *St-André* dite *St-Martin*, au nom et à l'usage de la dite église, quarante-et-un sols parisis, de rente perpétuelle, hypothéqués sur une maison nommée la Sirène (*de Merminne*), située dans la rue du Sud, au coin nord de la rue de Cassel, et ce sous condition que les marguilliers susdits et leurs successeurs fourniront perpétuellement les ornements, livres, nappes etc. nécessaires pour la célébration de la messe dont les Carmes sont chargés (voir le N° DLIX), et qu'ils payeront vingt sols parisis par an au sacristain chargé de servir la messe. — Cet acte est passé en présence des échevins Nicole Belle, Jacques du Puits, Jean du Puits, Mathieu le Zeloper et Jean Martin.

Original, muni du sceau de la ville, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

DLXIX.

1354. — Ypre, int jaer ons Heeren M ccc vier ende vichtich den vichtiensten dach in hoymaend.

Lettres par lesquelles les avoué et échevins de la ville d'Ypres font connaître qu'Aleames de Witte, bourgeois d'Ypres, s'est présenté devant eux et leur a déclaré qu'il réfère au prévôt de St-Martin d'Ypres le droit de désigner annuellement le religieux des Carmes qui sera chargé de célébrer journellement la messe conformément à l'accord mentionné au N° DLIX.

Original, muni du sceau de la ville, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

Attaché au N° DLIX.

DLXX.

1354. — Données à Paris le vint et witisme jour de decembre l'an mil trois cens chinquante et quatre.

Lettres par lesquelles Jacques de Bourbon, comte de Ponthieu, connétable de France, approuve la vente faite par Lambert de Veleneque, dit de le Beque, à la ville d'Ypres, représentée par George Belle, d'un fief

gissant en la paroisse de Langhemarc, près d'Ypres (1), fief que le dit Lambert tenait du comte susdit, comme relevant de son châtel de Leuze. — La ville d'Ypres restera pour ce fief en foi et hommage du comte, et le possédera aux mêmes conditions que Lambert. — Elle en fera le relief et l'hommage, au comte ou à ses hoirs et successeurs, de dix en dix années. — Si la terre de Leuze passe en d'autres mains, l'avoué de la ville sera obligé de se rendre, quand il en sera requis, au château de Leuze pour faire le relief et l'hommage susdits.

Sur le pli est écrit: *Par monsg^r le conte présent mess^{rs} Pierre Doubliel. (Signé) Douchet.*

Original, muni du signet du comte de Ponthieu, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

DLXXI.

1354. — Actum et datum in castro Gandense anno Domini millesimo ccc^o quinquagesimo quarto die penultima mensis decembris.

Lettres par lesquelles Philippe, évêque de Tournai, conformément à la bulle du pape Innocent VI, du 16^e des calendes de novembre, lève l'interdit dont étaient

(1) Il s'agit du *Vlinckambacht*; le nom de Lambert est écrit de trois manières différentes: *de Velencque*, *de Vleneque* et *de Vleineque*.

frappées les villes de Flandre pour violation des traités de paix conclus avec les rois de France Philippe et Charles.

Instrument signé par Jean Nazardin de Soignies, notaire apostolique et impérial du diocèse de Cambrai.

Original, muni du sceau de l'évêque, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

DLXXII.

1354 (1335 n. s.). — Fait le troisieme jour dou mois de jenvier l'an de grace mil trois cens chinequante et quatre.

Lettres par lesquelles Jean, sire de Velaine, chevalier, châtelain de Leuze, déclare que devant lui et les hommes de fief du dit château de Leuze, ont comparu Lambert de Vlencque, dit de le Beke, d'une part, et George Belle, bourgeois d'Ypres, au nom de cette ville, d'autre part; que le premier a mis entre les mains du second un fief qu'il tenait du comte de Ponthieu, Jacques de Bourbon, connétable de France, lequel fief était gissant en la paroisse de Langhemarc et relevant du château de Leuze. — La ville d'Ypres tiendra ce fief aux mêmes conditions que Lambert de Vlencque (voir le N^o DLXX). — Les hommes de fief présents à la passation de cet acte sont: Jean de Maude, bourgeois de Tournai; Nicaise Piercot, curé de Velaine; Amauri de Wattines et Jean

de Quarmont, écuyers; Jean Malet, Colard Moule, Jean le Pot, Jacquemont de Lannoit, Rassin de Haudion et Jacquemont de Lannoit, fils de Jean.

Original, muni de onze petits sceaux en cire brune, pendant tous à double queue de parchemin.

DLXXIII.

1354 (1355 n. s.). — Faites et données en l'an de grace mil trois chens chinequante et quatre le xviii^e jour du mois de jenvier.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville d'Ypres déclarent que George Belle, en leur nom et au nom de la communauté de la ville, a fait l'acquisition du fief dont il a été question au N^o précédent. — Ils s'engagent, pour eux et leurs successeurs, à se soumettre à toutes les formalités de relief et d'hommage mentionnées dans l'acte de cession.

Original, le sceau, qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

DLXXIV.

1355. — Données à Tournay le derrenier jour d'avril l'an de grace mil trois cenx cinquante-cinq.

Lettres de répit octroyées par Jean, roi de France, à ceux d'Ypres, pour le terme de trois ans.

Original, traces de sceau en cire blanche, avec contre-scel, pendant à une bande de parchemin.

DLXXV.

1356. — Ghegheven in onse vors. stad van Mechelne den twintigsten dach van oust int jaer ons Heren dusentich drie hondert ende zesse ende vichtich.

Lettres par lesquelles Louis de Male, comte de Flandre etc., seigneur de Bruxelles et de Malines (*here van Bruecele ende van Machelne*), déclare qu'en considération de l'obéissance que lui ont promise les habitants de Malines, il leur accorde les points suivants: 1^o Il confirme tous les privilèges, droits, libertés etc. dont ils ont joui jusqu'ici; il maintient les divers marchés accordés à la ville, surtout les marchés au poisson, à l'avoine, au sel etc. — 2^o Ils pourront librement vendre et acheter

dans toute la Flandre, et transporter leurs marchandises en payant les mêmes droits de tonlieu que les villes de Gand, de Bruges et d'Ypres. — 3° Si un bourgeois ou marchand de Malines est arrêté ou éprouve des dommages pour cause des villes de Flandre ou du comte, il s'engage à leur restituer les dommages soufferts et loyalement justifiés. — 4° Si quelque seigneur ou prince s'avisait de faire la guerre à ceux de Malines à cause des villes de Flandre ou à cause du comte, celui-ci s'engage à venir à leur secours, et à les dédommager de toutes les pertes qu'ils pourraient avoir éprouvées. — 5° Ceux de Malines pourront naviguer librement sur l'Escaut devant Anvers, sans payer un droit de tonlieu plus élevé que celui qu'ils payaient auparavant. Même disposition pour le tonlieu de Ruppelmonde. — 6° Le comte promet que son bailli et l'avoué qui sont actuellement en fonctions, ainsi que ceux qui seront nommés dans la suite, rendront toujours bonne et exacte justice.

Afin de donner plus de stabilité à ces divers points, le comte prie les villes de Gand, de Bruges et d'Ypres et les échevins du Franc, de vouloir sceller cet accord de leurs sceaux; ce que font les bourgmestre, avoué et échevins des trois villes susdites: ceux du Franc, n'ayant pas de scel, se font remplacer par Henri, abbé de St-André près de Bruges.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque.

Imprimé dans les *Brabantsche Yeesten*, tome II, pag. 495—495.
Codex Diplomaticus, N° XXVI.

DLXXVI.

1356. — Ce fu fait en l'an de grace M CCC chinequante et sis.

Lettres par lesquelles les échevins de la châtellenie de Bailleul déclarent que Jean Dame, Pierre Droghebrood, Salomon de Marc et Jean de Marc, bourgeois d'Ypres, comme proviseurs des pauvres honteux de la paroisse de Ste-Croix à Ypres, ont acheté à l'encontre de Jean Berte et d'Agnès, sa femme, et au profit des susdits pauvres honteux, cinq mesures de terre situées dans la paroisse de Bertine, châtellenie de Bailleul.

Copie d'un chyrographe, sur parchemin,
écriture de l'époque.

DLXXVII.

1356 (1357 n. s.). — Ghegheven te Brugghe den zevensten dach van laumaent int jaer ons Heeren duzentich drie hondert sesse ende vichtech.

Lettres par lesquelles Louis de Male, comte de Flandre etc., seigneur de Malines, défend de fabriquer, dans un rayon de trois lieues de la ville d'Ypres, du drap semblable à celui qu'on fabrique dans cette ville. — †

Ceux qui, dans ce rayon, voudront s'adonner à cette industrie, devront fabriquer des pièces de trente-huit aunes de long sur neuf quarts et demi de large; les lisières devront se composer de vingt-quatre fils, et avoir une largeur de deux pouces. — Ceux qui contreviendront à ces prescriptions, seront condamnés à la confiscation du drap, à une amende de cinquante livres au profit du comte, et à la privation de leur état pendant un an etc. Il excepte de cette mesure les villes de Dixmude, de Bailleul et de Roulers.

Cet acte a été fait en présence des témoins suivants: Louis de Namur; les seigneurs de Praet, de Ghistelles, de Dixmude, de Maldeghem, de Coolscamp; M^{re} Gossin vander Moere, Rogier Boetelin, Jean vander Delft, receveur de Flandre, le trésorier de Cambrai et Jean de Caedsant. (Signé) H. Vliederb.

Original, sceau du comte, avec contre-scel en cire brune, pendant à des lacs de soie verte.

Transcrit dans le *Wittenboek* f^o 49 r^o.

DLXXVIII.

1357. — Ghegheven t'Ypre den xij dach van ouste int jaer ons Heere m ccc zeven ende vyftich.

Lettres de Louis de Male, comte de Flandre, duc de Brabant, comte de Nevers, de Rethel et seigneur

de Malines, à Rogier Diederix, bailli d'Ypres. — Il lui ordonne de se rendre sans délai à Nieuwendamme pour prescrire aux maîtres-éclusiers de faire élever le niveau de l'eau du canal afin de rendre possible la navigation entre Ypres et Nieuport. Si la chose est nécessaire, ils laisseront entrer dans le canal les eaux de la mer comme ils y sont obligés par une ancienne convention. (Voir les N^{os} CDLXXXII et DLI.)

Étaient présents monsg^r Louis de Namur et le seig^r de Praet. (Signé) Lamb.

Original, petit sceau du comte, en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

DLXXIX.

1357. — Datum Avinion. ii non. octobris pontificatus nostri anno quinto.

Bulle du pape Innocent VI, par laquelle il autorise l'établissement de deux chapellenies dans l'hospice de St-Nicolas à Ypres. — Il accorde en même temps l'autorisation de célébrer le service divin dans cet hospice, d'administrer les sacrements aux malades et d'enterrer les morts dans le cimetière de l'établissement.

Original sur parchemin, muni d'une bulle en plomb, pendant à des lacs de soie rouge et jaune.

Transcrit dans le *Geluwenboek* f^o 155 r^o.

DLXXX.

1357. — Datum Avinion. 13 non. octobris, pontificatus nostri anno quinto.

Même contenu que le N° précédent.

Copie sur papier, écriture du commencement du xviii^e siècle.

DLXXXI.

1357. — Ghegheven te Male den v dach van december int jaer ons Heeren m ccc zeven ende vyftich.

Lettres par lesquelles Louis de Male, comte de Flandre, duc de Brabant, comte de Nevers et de Rhetel et seigneur de Malines, autorise l'approfondissement de l'Yperlé. — Pour subvenir aux frais occasionnés par les travaux, il sera payé par chaque bateau, chargé de n'importe quelles marchandises, qui parcourra le canal, un droit de douze escalins parisis monnaie de Flandre, dont les trois quarts seront destinés à payer les dépenses, et le quatrième appartiendra au comte. — Il sera tenu bon compte de

ces recettes et des dépenses. — Ce payage restera jusqu'à révocation par le comte.

Original, petit sceau du comte, en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* fo 56 v^o.

DLXXXII.

1358. — Datum anno Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo octavo mensis aprilis die vicesima.

Lettres par lesquelles Henri, abbé du monastère de St-André-lès-Bruges, déclare que, d'après les bulles des papes Nicolas IV et Boniface VIII, les couvents des Clarisses sont exemptés des dîmes et d'autres prestations. — Cette charte contient le texte d'une bulle de Nicolas IV, du 5 des nones de mai, la deuxième année de son pontificat; d'une bulle de Boniface VIII, du 5 des nones de juin, la deuxième année de son pontificat, et d'une bulle du même pape du 5 des ides de janvier, la cinquième année de son pontificat.

Donné sous le *vidimus* des échevins d'Ypres du 11 septembre 1578.

Vidimus original, muni du sceau de la ville d'Ypres, avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

DLXXXIII.

1358. — Fait en l'an nostre Seigneur mil trois cens chinequante huyt le vingt-quatriesme jour du mois de may.

Lettres par lesquelles Louis de Namur, seigneur de Peteghem et de Bailleul, en Flandre, accorde divers privilèges aux drapiers de Neuve-Église, seigneurie relevant de lui et donnée en fief à messire Bernard de Neuve-Église. 1° Ils pourront fabriquer du *drap gras* appelé *drap léger*, mais ils payeront pour chaque drap douze deniers parisis au profit du seigneur. — 2° Ils ne pourront travailler que jusqu'au soleil couchant sous peine de trois livres parisis. — 3° Si un drapier faisait plomber une pièce de drap qui ne fut pas fabriqué dans la seigneurie, il serait condamné à trois livres parisis et à la confiscation du drap. — 4° Les officiers préposés par le seigneur pour sceller ou plomber le drap, seront tenus de le faire avant le dîner, et recevront deux deniers par drap. — 5° Si un tondeur tond une chaîne moins de cinquante fois, il sera condamné à deux sols appelés *schellingen*. — 6° Si quelqu'un insulte par paroles, pour des faits relatifs à leur office, un des gardiens ou des officiers préposés à la draperie, il sera tenu de l'amender à la discrétion des dits officiers, par le conseil des échevins. — 7° S'il arrivait que quelqu'un portât la main sur un des gardiens ou officiers, pour des faits susmentionnés, il sera condamné comme ci-dessus, mais messire Bernard aura telle amende qu'il a coutume de recevoir dans sa seigneurie pour fait pareil, et le restant reviendra à

l'audience souveraine. — 8° Toutes les amendes au-dessus de cinq sols et les draps confisqués, seront partagés de la manière suivante: le seigneur de Peteghem et de Bailleul en recevra les deux tiers, l'autre tiers sera partagé par moitié, l'une à la loi de Neuve-Église, l'autre aux visiteurs ou inspecteurs des draps. Messire Bernard ne pourra rien toucher des amendes provenant de la draperie.

Copie sur papier, écriture du xv^e siècle.

DLXXXIV.

1358. — Escript à Paris, le xi^e jour de juillet l'an LVIII.

Lettre d'Étienne Marcel, prévôt des marchands, des échevins et des maîtres des métiers de la ville de Paris. — Marcel y rappelle ce qui s'est passé dans ces derniers temps et fait une longue apologie de tout ce qu'il a fait lui-même.

Ce document important, écrit par Marcel vingt jours avant sa mort, a été publié par M. *Kervyn de Lettenhove* dans le tome xx, N^o 9, des *Bulletins de l'académie royale de Belgique*.

Lettres closes originales, traces du sceau de la ville de Paris, en cire rouge.

DLXXXV.

1339. — Faites et données le xxix^e jour en septembre en l'an de grace mil trois cens cinquante-neuf.

Lettres par lesquelles Hélin, sire de Wasiers, de Commynes et de Hendincourt, accorde aux drapiers de sa ville de Commynes plusieurs privilèges. 1^o Il les autorise à faire une cloche destinée à donner le signal du commencement et de la cessation du travail; cette cloche sera au pouvoir du seigneur et des échevins. — 2^o Celui qui fera sonner la cloche, ou qui empêchera le seigneur ou les échevins, ou ceux commis de par les échevins, de sonner la dite cloche, sera puni de mort. — 3^o Si des malveillants parvenaient à sonner la cloche pour appeler le peuple sur la place, tous ceux qui y viendront armés de bâtons ou d'autres instruments, seront condamnés à une amende de quarante livres parisis. — 3^o Tout tisserand qui se lèvera après que la cloche du matin aura sonné, sera à une amende de cinq sols parisis pour chaque fois. — 4^o Tout drapier qui travaillera avant la cloche du matin ou après la cloche du soir, payera une amende de 12 deniers parisis. — 5^o Si un tisserand, qui n'est pas franc, s'engage dans la ville, il sera passible de 20 sous parisis. — 6^o Si le juré du métier fait appeler, par son varlet, un tisserand et que celui-ci ne se présente pas, il sera à l'amende de cinq sols parisis. — 7^o Nul ne pourra exercer le métier de tisserand s'il n'a appris son métier en bonne franche ville de loi où l'on tient franchise du dit métier, ou s'il n'a apporté des lettres suffisantes constatant qu'il a été franc varlet. — 8^o Ils

pourront faire confectionner, pour leur métier, un sceau dont ils pourront sceller toutes les lettres concernant la draperie. — 9^o Nul tisserand ne pourra être affranchi au dit métier par le seigneur ou par autrui, s'il n'a appris son métier dans la ville. — 10^o Si les échevins ou les drapiers veulent avoir les draps *eswardés*, il en sera fait à leur volonté, mais les *eswardeurs* devront être tisserands. — 11^o Ceux qui demanderont du drap à tisser, devront se tenir à une place désignée, et ceux qui en demanderont ailleurs, seront à l'amende de dix sols. — 12^o Si le métier est entraîné à des dépenses qu'on puisse justifier, le juré du métier sera autorisé de recueillir chaque semaine un gros de chaque *hostilge* (?), jusqu'à ce que les frais soient payés. — 13^o Tout tisserand qui travaillera dans un lieu où il n'y a pas franchise de métier, sera passible d'une amende de dix sous. — 14^o L'apprenti qui veut devenir varlet, doit payer aux jurés du métier cinq livres parisis. — 15^o Les autres coutumes, non mentionnées dans cette lettre, seront établies par les échevins de Commynes qui fixeront aussi les amendes pour la transgression. — 16^o Les amendes qui proviendront de ces statuts, seront converties comme de coutume.

Les échevins de Commynes, pour eux et leurs successeurs, s'engagent, sur leurs biens, à respecter et faire respecter les libertés susdites.

Le roi de France, Jean, approuve et confirme ces statuts en octobre 1561, sur un *vidimus* des échevins de Lille daté du jeudi 7 octobre de la même année.

Copie sur papier, écriture du xvi^e siècle, faite d'après la charte confirmatoire du roi de France, qui se trouvait à cette époque aux archives de Commynes.

DLXXXVI.

(Sans date) vers 1360. — En flamand.

Accord fait pardevant les échevins de la ville d'Ypres entre le prévôt et le couvent de l'église de St-Martin de cette ville, d'une part, et les membres de la confrérie de l'hospice de St-Nicolas, d'autre part. — Le prévôt autorise les confrères susdits à surmonter d'un clocher leur nouvelle chapelle de la rue de Boesinghe. — Ils pourront aussi y établir un autel pour faire célébrer deux messes par jour. — Les dimanches et jours de fête, ils pourront y faire chanter messe, vêpres et matines, mais seulement avec leurs deux chapelains assistés du sacristain. — Trois fois par an, savoir au jour de St-Gilles, au jour de Ste-Anne et au jour de leur dédicace, ils pourront chanter messe, vêpres et matines, avec tous les confrères. — Pour la première fois les confrères pourront proposer les deux chapelains chargés du service divin, mais dans la suite la nomination de ces chapelains appartiendra exclusivement au prévôt. — La nomination du sacristain lui appartient également. — Toutes les offrandes qui se feront dans la chapelle, à l'autel précité, soit en argent, en cire, en pain, en vin ou en autres objets, appartiendront exclusivement au couvent; mais celles qui se feront, dans la chapelle, ailleurs qu'à l'autel précité, seront partagées par moitié entre la confrérie et le couvent. — Les chapelains pourront entendre la confession des malades, et leur administrer les autres sacrements, mais

seulement dans le cas où ceux-ci ne seraient pas en état de se rendre à leur paroisse. — La confrérie ne pourra faire enterrer ses malades ni ses confrères au cimetière de la chapelle, mais ils devront les enterrer là où de droit. — Ils ne pourront faire célébrer dans la chapelle ni messes des morts, ni anniversaires, ni obits, ni aucune espèce de service autre que ceux mentionnés plus haut. — Ils doivent renoncer à la bulle du pape Innocent VI (mentionnée au N° DLXXIX) et s'engager à ne solliciter ni faire solliciter ni de pape, ni de roi, ni de prince, aucun privilège contraire à la présente convention: tout privilège accordé, fut-ce par le pape lui-même, sera considéré comme de nulle valeur. — Ils devront promettre de ne plus demander, au prévôt et au couvent, aucun privilège ou aucun autre avantage en faveur de leur dite chapelle. — Le prévôt et le couvent promettent, de leur côté, d'observer fidèlement cette convention, en se conformant toutefois à l'ancienne convention concernant la chapelle de St-Nicolas dans l'église de St-Martin. — Le doyen et les procureurs de la confrérie devront prêter serment de maintenir fidèlement la présente convention dans toutes ses parties: ce serment sera renouvelé chaque fois que la confrérie procédera au renouvellement des doyen et procureurs susdits. — Pour chaque contravention à ce présent règlement, la confrérie sera passible d'une amende de trois livres de gros, dont une au profit de l'évêque de Térouanne, une autre au profit de la chapelle du St-Esprit et la troisième au profit de l'église St-Martin. — Les échevins d'Ypres délivreront au prévôt et au couvent susdits des lettres de témoignage de la présente convention, scellées de leur grand scel, et s'engageront, comme avoués de la dite confrérie, à contraindre celle-ci

à se conformer à tous ces points. — Les lettres de témoignage dont il vient d'être parlé, seront délivrées au couvent aux frais de la confrérie.

Original, traces du scel du prévôt, en cire verte, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Gelucenboek* f° 155 v°.

DLXXXVII.

1361. — Données à Ypres le darrain jour d'aoust l'an de grace mil ccc soissante et un.

Lettres par lesquelles Louis, comte de Flandre, duc de Brabant, comte Nevers, de Rethel et sire de Malines, déclare que la ville d'Ypres, à cause de sa rébellion et de sa désobéissance, s'était attiré son indignation, et qu'il l'avait privée de tous ses privilèges. — Que cependant mû de pitié pour cette ville, à l'humble supplication des nobles de son sang, de ceux de son conseil et des bonnes gens de Gand et de Bruges, il consent à lui rendre tous ses privilèges et franchises, et à lui pardonner sa révolte, sous condition cependant que les instigateurs de l'émeute seront poursuivis et punis par loi et par jugement comme ils l'ont mérité.

Cette charte est donnée en présence des témoins suivants: Henri de Flandre, le châtelain de Dixmude, le seigneur de Woestine, le seigneur de Reninghscure, le

seigneur de Maldeghem, le seigneur de Coolscamp, messire Guillaume de Reninghscure, messire Gherard de Rassegheem, messire Roger Boetelin, le trésorier de Cambrai, M. Jean Blank, le receveur de Flandre et plusieurs autres. (Signé) Lamb.

Original, grand sceau du comte, avec contre-scel en cire brune, pendant à des lacs de soie verte.

Transcrit dans le *Roodenboek* f° 346 r°.

DLXXXVIII.

1361. — Sans date. En français.

Acte d'accusation dressé par Martin Hoedins, à la suite de l'enquête dont parle le N° précédent, contre Pierre le Vroede, Claeys de Ketelare, Alard Lodebuc et Jean Pinek, prévenus d'être les instigateurs d'une émeute contre leur droit seigneur le comte de Flandre.

Ce document important est une longue narration de l'horrible drame qui ensanglanta les rues d'Ypres et amena le meurtre du bailli Jean le Prisenare et de plusieurs magistrats.

1359, lendemain de la fête de S. Christophe (26 juillet), réunion tumultueuse des tisserands et des foulons, pendant que le comte se trouvait à Ypres. — Ils lui exposent leurs griefs, obtiennent de pouvoir abattre les portes de la ville, de nommer eux-mêmes leurs chefs;

mais non contents de ces concessions, ils veulent obtenir les mêmes constitutions et ordonnances que du temps d'Artevelde. — Ils nomment des capitaines, s'emparent de la maison du *Besant* (1), en chassent le capitaine et les sergents nommés par les échevins et les remplacent par des tisserands et des foulons. — Effrayé du danger qu'il court à Ypres, le comte fait partir secrètement la duchesse sa fille, et quitte lui-même la ville pendant la nuit. — Les révoltés se rendent à la salle échevinale et exigent les clefs du beffroi, afin de pouvoir sonner les cloches quand bon leur semblera. — Ils font sonner la cloche d'alarmes pour faire prendre les armes, et se font confectionner des bannières.

Le lendemain de Notre-Dame mi-août (16 août), les révoltés se portent en armes à la salle échevinale pour massacrer les magistrats; toutefois ils se contentent de les faire prisonniers. — Ils font venir du secours de Courtrai, défendent de travailler, et restent pendant seize jours sur le marché en armes et à bannières déployées. — Ils extorquent aux magistrats prisonniers des sommes considérables, les menacent de les massacrer en cas de refus, et leur promettent la liberté, s'ils paient ces deniers. — Ils reçoivent l'argent, se le partagent, mais refusent de mettre les échevins en liberté. — Un des accusés retourne à Courtrai et parvient à embaucher une partie de l'armée des Flamands; il amène ces soldats à Ypres, et, pendant la nuit du 28 août, ils massacrent l'avoué de la ville, George Belle, arrachent quelques personnes de la prison et les coupent en morceaux. — Nouvelles extorsions exercées par les tisserands; le 4

(1) La maison du Besant était le corps-de-garde des sergents chargés de la police et de la tranquillité de la ville.

octobre ils font trancher la tête à Jean de Dixmude et à Jean Stassin, échevins d'Ypres, et à Jean de Douai, clerc de la ville.

Le jour de S. Martin (11 novembre), ils s'emparent de la prison du bailli, délivrent les prisonniers et chassent cet officier du comte hors de la ville. — En 1364, vers la fête de la Pentecôte, ils s'emparent de Jean le Prisenaire, nouveau bailli, récemment arrivé en ville, le soumettent à la question et à la torture, et le dimanche après le jour du S. Sacrement, ils le jettent par la croisée de la tour des halles et le coupent en pièces au milieu de la place. — Ils massacrent aussi Pierre le Jeune, le coupent en morceaux, et font trancher la tête au frère du bailli.

Environ la fête de S. Barthélémi, ils marchent contre les troupes du comte, commandées par le seigneur de Dixmude, leur défendent l'entrée de la ville, et massacrent devant la ville Jean Van den Hiekoute, Jean Van Vons, Jean Besan et Pierre le Pelsebouter, partisans du seigneur de Dixmude. — Les troupes du comte parviennent enfin à se rendre maîtres de la ville.

Long rouleau de papier très-fort, écriture de l'époque, portant plusieurs surcharges qui font supposer que c'est la minute de l'acte d'accusation.

DLXXXIX.

1361 (1362). — Int jaer Ons Heeren m. ccc een ende zestich,
soendaechs vor Onser Vrouwen dach ter Lichtmesse.

Lettres par lesquelles Lambert Van Lo, père, et Nicolas Belle, bourgeois d'Ypres et avoués de la chapelle du St-Esprit, reconnaissent avoir reçu de Joris Stake-roene, Willem Spilboude et Chrétien Van den Lande, bourgeois d'Ypres, la somme de quatre livres de gros tournois, de la part de Jean Pertrise. — Ils s'engagent à remettre cette somme à Nicolas Rosen, au moment où il se rendra outre-mer, lors de la prochaine croisade.

Original, traces de deux petits sceaux en cire brune, pendant à des doubles queues de parchemin.

DXC.

1361 (1362). — Int jaer Ons Heeren m. ccc een ende zestich,
soendaechs voor Onser Vrouwen dach ter Lichtmesse.

Même contenu que le N° précédent.

Original, traces de deux petits sceaux en cire brune, pendant à des doubles queues de parchemin.

DXCI.

1362. — Che fu fait et donné à Paris, l'an de grace mille ccc
soixante et deux ou mois de may.

Lettres par lesquelles Jean, roi de France, autorise les habitants de la ville de Commines de se livrer à la fabrication du drap, comme ils avaient coutume de le faire, et ce nonobstant la défense qui leur en a été faite par ceux d'Ypres, et la désuétude où cette fabrication était tombée depuis quelque temps. — Ils suivront, pour la longueur et la largeur de leurs draps, ainsi que pour les lisières, le nombre des fils, des portées etc. les prescriptions autrefois en usage. — Les draps trouvés de bonne fabrication, seront marqués du sceau de la ville de Commines.

Original, cancellé, sceau du roi de France, avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie verte et rouge.

DXCII.

1362. — Ce fu fait et donné à Paris, l'an de grace mil ccc
soixante et deux, ou mois de mai.

Même contenu que le numéro précédent.

Donné sous le *vidimus* de Jacques le Sauvage, lieu-

tenant du gouverneur du souverain bailliage de Lille, de Douai et de Tournai, sous la date du 8 août 1362.

Vidimus original, sceau du lieutenant, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

DXCIII.

1362. — Au venredy deusime jour de septembre l'an mil ccc soixante deux.

Lettres par lesquelles Jacques Le Sauvage, lieutenant du gouverneur du souverain bailliage de Lille, de Douai et de Tournai, déclare que devant lui s'est présenté Colard Fave, de Commynes, en lui présentant les lettres du roi de France, mentionnés au N° précédent, et le priant d'ajourner les échevins d'Ypres devant le souverain bailliage, pour savoir s'ils avaient quelque objection à faire contre la teneur des lettres précitées. — Que ceux-ci ont déclaré que ces lettres sont subreptices, obtenues subrepticement, et contraires au comte de Flandre et aux privilèges de la ville d'Ypres, et qu'ils demandent à leur tour de faire ajourner le dit Colard devant le souverain bailliage. — Au jour fixé, les échevins, par leurs procureurs demandent qu'on lise les dites lettres royales, et qu'on interpelle ceux des habitants de Commynes qui veulent jouir de ce privilège. — Lecture faite, personne ne se présente, et Colard Fave, interpellé personnelle-

ment, déclare renoncer pour lui et les habitants de Commynes, aux lettres royales susdites.

Cette charte contient la transcription du texte des lettres royales du N° précédent.

Original, sceau du lieutenant du souverain bailliage, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

DXCIV.

1363. — Anno Domini m. ccc. sexagesimo tertio vicesima octava die mensis aprilis.

Vidimus de la charte de 1277, de Guy, comte de Flandre et marquis de Namur, accordant divers privilèges aux habitants d'Ypres. — Donné sous le sceau de Denis, prévôt de St-Martin d'Ypres. (Voir les N° CXXXIII et CCXVII).

Original, muni du sceau du prévôt, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

DXCV.

1363. — Ghegheven te Ghendt den zeshiensten dach van Hoymaendt int jaer ons Heeren duust drie honderd drie ende zestich.

Lettres de Louis de Maele, comte de Flandre, duc de Brabant etc., à ses conseillers, le seigneur de Maldeghem et Gérard de Rassegheem et au prévôt de Notre-Dame de Bruges. — Il les informe qu'un conflit de juridiction s'est élevé entre la ville d'Ypres et celle de Poperinghe, parce que ceux de cette dernière ville avaient condamné au bannissement Guillaume Troost, bourgeois d'Ypres, prévenu de meurtre sur la personne de Nicolas Statine, condamnation en opposition avec les privilèges de la ville d'Ypres. — Le comte désigne les seigneurs susmentionnés pour se rendre sur les lieux, examiner les privilèges de l'une et de l'autre ville, en prendre des copies collationnées, et lui envoyer le tout avec leur rapport, afin qu'il puisse se prononcer dans cette affaire avec connaissance de cause.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 25 v°.
— *Roodenboek* f° 152 v°.

DXCVI.

1363. — Ghegheven te Ghend den xvi dach van Hoymaend int jaer ons Heeren m ccc drie ende zestich.

Lettres de Louis de Male, comte de Flandre, duc de Brabant etc. à Gossin le Sauvage (*den Wilden*), bailli de Furnes. — Il lui ordonne de se rendre à Poperinghe pour y suspendre, en son nom, l'arrêt de bannissement prononcé par ceux de cette ville, contre Guillaume Troost, prévenu de meurtre commis sur la personne de Nicolas Statine (Voir le N° précédent).

Donné sous le *vidimus* de Denis, prévôt de St-Martin d'Ypres, le 18 juillet 1363.

Vidimus original, muni du sceau du prévôt avec contre-seel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 24 v°.
— *Roodenboek* f° 154 r°.

DXCVII.

1363. — Faites et données à Armenthieres vint et sept jours au mois de Jullé, l'an de grace mil trois cens cissante et trois.

Lettres par lesquelles Jehan Marchans, lieutenant du bailli d'Armentières, déclare que Colars du Mes, Mathieu Erpons et Jean Rellans, de cette ville, se sont présentés devant lui, à sa demande, et lui ont déclaré qu'ils se rappellent que, il y a quatorze ans ou environ, du temps de Jacques Gourliens, alors bailli d'Armentières, Daniel Hauviel, bourgeois d'Ypres, et plusieurs autres, furent ajournés comme coupables du meurtre de Jean le Tourote, assassiné en la juridiction du château d'Armentières, mais que, sur la déclaration du lieutenant du bailli d'Ypres, certifiant que le dit Hauviel et ses complices étaient mis à loi, comme bourgeois d'Ypres, devant le bailli et les échevins de cette ville, le bailli d'Armentières susdit cessa tout ajournement à leur égard.

Original, muni des sceaux du lieutenant du bailliage et des trois témoins, en cire brune, pendant à des doubles queues de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 25 v°.
— *Roodenboek* f° 154 v°.

DXCVIII.

1363. — Faites et données vint et sept jour ou mois de Jullé l'an de grace mil ccc sissante et trois.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville d'Armentières certifient que les sceaux appendus à la charte du N° précédent sont ceux dont ont coutume d'user les témoins nommés dans l'acte. (Attaché au N° précédent.)

Original, muni du sceau de la ville d'Armentières, avec contre-scel en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 25 v°.
— *Roodenboek* f° 154 v°.

DXCIX.

1363. — Faites et données à Lille le vintwitisme jour du mois de Jullé l'an de grace mil ccc soixante et trois.

Lettres par lesquelles Jacques le Sauvage, lieutenant du gouverneur du souverain bailliage de Lille, de Douai et du Tournésis, déclare qu'à la requête de Jean Bidau, conseiller de la ville d'Ypres, il a fait des recherches dans les papiers royaux des cas de crime du dit souverain bailliage, et qu'il y a trouvé : 1° que Stassin Hau-

wiel et Guidolf del Estrata, soupçonnés de la mort de Jean d'Halewin, y ont été ajournés, mais réclamés comme bourgeois d'Ypres en 1355; 2° que Chrétien de Wulvrihem, Jean et André ses deux fils, et Lambert Quicke y furent ajournés comme coupables de la mort de Jean de le Tourote, mais réclamés par les échevins d'Ypres en 1358.

Original, muni du sceau du lieutenant du gouverneur du souverain bailliage, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 24 v°.
— *Roodenboek* f° 152 v°.

DC.

1363. — Données le vendredi iiij^e jour d'aoust l'an mil ccc soissante trois.

Lettres par lesquelles Étienne de Cieilg, bailli de Beauvais, déclare qu'un nommé Collart Maille, marchand d'Ypres, pendant son séjour en la ville de Beauvais, y mit en circulation plusieurs florins à l'aigle et autres qui n'y avaient pas cours; que, poursuivi pour ce fait, il se réfugia dans l'église des frères mineurs, d'où il parvint à s'évader, et se retira à Ypres; — qu'il fut ajourné à Beauvais, mais que les échevins d'Ypres firent connaître au bailli susdit, qu'en sa qualité de bourgeois de leur ville, Collart Maille était leur justiciable, et qu'ils le priaient, lui bailli, de cesser tout ajournement contre

lui. — Le bailli renonce à son ajournement, et fait même rendre au dit Collart ses biens, qui avaient été confisqués à Beauvais.

Original, sceau de la cour du comté de Beauvais, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 25 v°.
— *Roodenboek* f° 155 r°.

DCI.

1363. — Donnée à Ypres le xxviii^e jour de septembre l'an mil ccc LXIII.

Lettres de Henri Rickasses, lieutenant du bailli d'Ypres, et de Henri Righenvoet et Wautier du Puch, échevins de cette ville, à Percheval de Gand, chevalier, bailli de Lille. — Ils l'informent que Hannet le vieil, fils de Jacquemon, bourgeois d'Ypres, qu'il a fait ajourner comme soupçonné d'être l'auteur de la mort de Jean Coioul, se trouve detenu dans la prison d'Ypres, et qu'il s'est mis à loi devant les échevins de cette ville, comme bourgeois d'Ypres. — Ils le prient en conséquence de vouloir cesser tout ajournement contre le susdit Hannet.

Donné sous le *vidimus* de Percheval de Gand, qui déclare en même temps qu'il en fera *ce qu'il appartiendra de raison* : même date que la lettre.

Vidimus original, muni du sceau de Percheval de Gand, en cire verte, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 26 r°.
— *Roodenboek* f° 155 v°.

DCH.

1363. — Donnée à Ypres, ... le xxviii^e jour de septembre l'an mil CCC LXIII.

Même contenu que le N° précédent, donné sous le *vidimus* de Jacques le Sauvage, lieutenant du gouverneur du souverain bailliage de Lille, de Douai et du Tournésis, sous la date du 30 septembre 1363.

Vidimus original, muni du sceau de Jacques le Sauvage, en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* fo 26 v^o.
— *Roodenboek* fo 156 v^o.

DCIII.

1363. — Ghegheven te Brugghe, den achsten dach van ooste, int jaer ons Heeren dusentich drie hondert viere ende zestich.

Louis, comte de Flandre, duc de Brabant, comte de Nevers etc. — *Vidimus* confirmatoire de la charte de 1251, de Marguerite comtesse de Flandre, concernant le canal entre Ypres et Nieuport (Voir les N° LXXIX et CCXII).

Original, muni du sceau du comte, avec contre-scel en cire jaune, pendant à double queue de parchemin.

DCIV.

1364. — Datum Ammon. viij kalend. septem. pontif. domini Urbani V anno secundo.

Lettres de Guillaume, cardinal de Saint-Laurent en Lucine, à l'évêque de Tournai. — Le bailli de la ville d'Ypres, ainsi que les avoué et échevins de la même ville avaient fait soumettre à la torture un prêtre nommé Lucas Hooft, de l'ordre de St-Augustin, qui depuis quelque temps avait quitté son couvent. — Cet Hooft était mort quelques semaines après, des suites de ses blessures, et les bailli, avoué et échevins susdits avaient encouru pour ce fait les censures ecclésiastiques. — Après avoir fait une composition avec les parents de la victime, ils s'étaient adressés au cardinal susdit, en le priant de faire lever l'excommunication dont ils étaient frappés. — Le cardinal s'adresse à l'évêque de Tournai pour le prier d'examiner cette affaire en l'autorisant de lever l'excommunication s'il le juge convenable.

Original, sceau du cardinal, en cire rouge, enchâssé dans une espèce de boîte de cire jaune, et pendant à des lacs de soie verte.

DCV.

1364. — Ce fu fait l'an de l'incarnation Nostre Seigneur Jesu Christ mil ccc soixante et quatre, au mois d'aougst.

Privilèges accordés par Hellin, sire de Wazières, de Commynes et de Hendicourt, chevalier, aux échevins et à la communauté de la ville de Commynes. — Il confirme les privilèges qui leur ont été accordés par ses prédécesseurs en 1276, et depuis par lui-même. — Les bourgeois de Commynes ne seront justiciables que de leurs échevins, à la semonce du seigneur ou de son bailli. — Tout bourgeois arrêté dans la terre de Commynes par des échevins de dehors de cette terre, devra être relâché immédiatement, en attendant que les échevins de Commynes aient eux-mêmes requis ou aient jugé du forfait. — Ils ne pourront être attraits en justice que par leurs conbourgeois. — Ils pourront porter des armes pour la défense de leur corps, dans la terre de Commynes, à moins de défense contraire de la part des échevins. — Les échevins recevront le tiers de toutes les amendes en-dessous de dix livres. — Pour les jugements difficiles, les échevins pourront avoir recours aux échevins de Lille, aux frais des parties. — Ils auront le droit de concéder des titres de bourgeoisie. — Si dans la franchise de la ville un bourgeois vend une terre à un forain, ou si un forain en vend à un autre forain, les échevins en recevront le droit d'escasement (droit d'issue) au profit de la ville. — Si un individu non bourgeois meurt dans la franchise de la ville, et qu'il laisse des héritiers non bourgeois,

les échevins feront aussi payer le droit d'issue de ses meubles et cateux. — Même disposition si un bourgeois donne un héritage à rente à un non-bourgeois ou à un forain. — Si un homme de fief de Commynes, ou un échevin de dehors, ou un tenant quelconque du sire de Commynes se permet de prononcer un jugement quelconque contre un bourgeois de Commynes, les échevins de cette ville pourront le condamner à une amende de soixante livres au profit du seigneur, après avoir fait connaître au préalable, par lettre ou par message, que l'individu inculpé est bourgeois de Commynes. — Le sire de Commynes se réserve pour lui et pour ses hoirs le droit de nommer les échevins tous les ans, au jour de S. Pierre au mois de février. — Afin de donner plus de garantie à ces privilèges, le sire de Commynes engage ses biens meubles et immeubles, et tous ses héritages, et les met en abandon de tous seigneurs, de toutes justices et spécialement du roi de France, ou de son lieutenant à Lille; il prend cet engagement en son nom et au nom de ses successeurs.

Le roi de France approuve ces divers privilèges par l'apposition de son sceau, au mois de janvier 1364 (1365 n. st.).

Copie sur papier, écriture du commencement du xvi^e siècle.

DCVI.

1364 (1365). — Datum Tornac. sub nostro sigillo die xix mensis
Januarii anno Domini millesimo ccc° lx quarto.

Lettres de Philippe (d'Arbois) évêque de Tournai, à
Mailinus de Niepe, docteur en droit, trésorier de Cambrai
et chanoine de Tournai. — Ne pouvant procéder lui-même
à l'enquête dont il est chargé par le cardinal de St-Laurent
(voir le N° DCIV), il délègue Mailinus pour y procéder
et lui donne les pouvoirs nécessaires à cet effet.

Original, petit sceau de l'évêque, en cire
rouge, pendant à une bande de par-
chemin.

Attaché au N° DCIV.

DCVII.

1364 (1365 n. s.). — Datum Ypris die xxvj Januarii anno
ab incarnatione Domini m° ccc lxxij°, pontificatus sanctissimi
Patris Domini nostri Urbani superna Providentia Papae quinti,
anno tertio.

Lettres par lesquelles Mailinus de Niepe déclare,
qu'ayant entendu les bailli, avoué et échevins de la ville
d'Ypres d'une part, et les parents de Lucas Hooft d'autre
part, il s'est convaincu que réparation convenable avait

été faite de la part des premiers; qu'en conséquence il
lève l'interdit dont étaient frappés les bailli, avoué et
échevins susdits.

Original, muni du petit scel en cire rouge,
pendant à une bande de parchemin.

Attaché aux N° DCIV et DCVI.

DCVIII.

1364 (1365 n. s.). — Dat was ghedaen te Ghend den viere
ende twintichsten dach van maerte int jaer ons Heeren dusentich
drie hondert viere ende zestich.

Lettres par lesquelles Louis, comte de Flandre, duc
de Brabant etc., maintient la sentence prononcée par
les échevins de Poperinghe contre Guillaume Troost,
coupable de la mort de Clays Statine. — Les Yprois
avaient réclamé contre cette sentence prétendant que
Guillaume Troost était bourgeois d'Ypres; mais une en-
quête ayant été faite, il en résulta que Troost était allé
s'établir à Poperinghe, y avait acquis le droit de bour-
geoisie, et y exerçait son métier depuis quelques années.
— Ces considérations engagent le comte à maintenir le
jugement prononcé par les échevins de Poperinghe. (Voir
les N° DXCV et DXCVI.)

Cette charte fut donnée en présence des seigneurs
suivants: le vicomte de Dixmude, Frans Van Hale; le
seigneur de Maldegheem; Willem van Reningsvliete; Gerard
van Roeseghem; Godevaert Vander Delft; Rogier Boe-

telin; le prévôt d'Harlebeke; le chancelier, le doyen de St-Donat; le prévôt de Notre-Dame de Bruges; maître Jean Blankaerd, doyen de Liège; maître Testard Vander Woestine; Pierre fils de Jean, receveur de Flandre.

Original, petit sceau du comte en cire jaune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek* f° 577 v°.

DCIX.

1365. — Dit was ghedaen te Ghend den twintechsten dach van wedemaent int jaer ons Heeren dusentich drie hondert vive ende zestech.

Sentence prononcée par Louis, comte de Flandre, duc de Brabant etc., au sujet d'un différend existant entre les habitants d'Ypres d'une part et les Wateringues d'autre part. — Le comte ordonne que l'approfondissement du canal devra se faire de la manière suivante: depuis Nieuport jusqu'à la Cnocke l'approfondissement se fera à charge de la ville d'Ypres, et depuis la Cnocke jusqu'à Ypres, aux frais communs de la ville d'Ypres et des Wateringues, mais de manière que la ville payera les deux cinquièmes des dépenses et les Wateringues les trois autres cinquièmes.

Cette sentence fut prononcée en présence des seigneurs suivants: le vicomte de Dixmude, le seigneur de Poucke,

le prévôt d'Harlebeke, chancelier, maître Jean van den Boomgaerde et autres.

Original, petit scel du comte, en cire jaune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 56 v°.

DCX.

1366. — Faites et données à Warneton l'an de grâce nostre Seigneur mil trois cenx soixante et six le dizisme jour du mois d'aoust.

Lettres par lesquelles Yolende de Flandre, comtesse de Bar et dame de Cassel, rappelle le ban prononcé par ses hommes de Warneton contre Germain le maréchal, Jean le Bode, boulanger, et Jean le Mor, parmentier, pour cause de la mort de Thierry le charpentier dit de Bailleul. — Les avoué et échevins de la ville d'Ypres lui ayant certifié que lorsque le dit Thierry fut tué, il était banni hors du pays de Flandre, la comtesse déclare annuler la sentence de ses hommes de fief de Warneton, et pardonner aux trois bannis susnommés.

Original, sceau de la comtesse, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 25 v°.

DCXI.

1366 (1367 n. s.). — Donné à Lille le iiii^e jour de apvril l'an mil CCC LXVI.

Lettres par lesquelles Tristran du Bos, sire de Faumchon, chevalier, gouverneur du souverain bailliage de Lille, de Douai etc., ordonne au premier sergent du roi dudit souverain bailliage, de citer devant lui les habitants de la ville de Commynes. — Nonobstant l'abolition des lettres de privilège du roi Jean (voir les N^{os} DXCI et DXCIII.), les drapiers de Commynes s'étaient de nouveau adressés au roi Charles V et avaient obtenu de nouvelles lettres qui les autorisaient à fabriquer des draps de quarante aunes de longueur. Ces nouvelles lettres étant obtenues d'une manière subreptice, le gouverneur du bailliage de Lille, sur la plainte des échevins d'Ypres, les ajourne au vendredi suivant le jour de Pâques, et leur défend de se livrer jusqu'à ce temps à la fabrication dudit draps.

Original, muni du sceau du gouverneur du souverain bailliage, en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

DCXII.

1366 (1367 n. s.). — Escript le viij^e jour d'apvril l'an mil CCC^e LXVI^o.

Lettre de Pierre Glorieus, sergent du roi au souverain bailliage de Lille, au gouverneur dudit bailliage. — Il l'informe que conformément à son instruction (voir le N^o précédent), il s'est rendu à Commynes, a ajourné les drapiers de cette ville au vendredi après le jour de Pâques, et leur a défendu de se livrer d'ici à ce jour à la fabrication de la grande draperie.

Original, sceau de Pierre Glorieus, en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

Attaché au N^o précédent.

DCXIII.

1367. — Ghedaen ter Nieuwport op den achtsten dach van meye int jaer ons Heeren M CCC^e ende zevene.

Sentence arbitrale prononcée par le sire de Maldeghem et frère Daniel le *Moormeester* de Ter Does, délégués par le comte de Flandre, au sujet d'un différend existant entre les Yprois et les habitants des wateringues, à l'occasion de la hauteur des portes de l'écluse au Nieuwen-

dam. — Les habitants des wateringues prétendaient que les portes de cette écluse étaient trop élevées et occasionnaient des inondations qui leur étaient très-préjudiciables; les Yprois, au contraire, prétendaient que les portes avaient la hauteur déterminée et refusaient de les diminuer. — Après avoir entendu les deux parties et avoir examiné les privilèges des Yprois et ceux des habitants des wateringues, les délégués décident que les portes susdites seront diminuées d'après les mesures indiquées aux deux parties et transmises au comte. — Ce changement devra être fait avant le jour de S. Bavon prochain venant. — Cette sentence a été prononcée en présence de Lambert van Lo, le vieux; Denis de Dixmude, Barthélémy Damman pour la ville d'Ypres, et Guillaume Van Stavele, Philippe Vander Berst, Lauwer van Polinchove, Simon fils de Wautier, Louis van Woumen, Jean Pierin, fils de Jean Alix, Jean Menghe, M^{re} Nicaise de Mol, pour les habitants des wateringues et plusieurs autres.

Chyrographe original.

Transcrit dans le *Wittenboek* f^o 57 r^o.

DCXIV.

1367. — Données à Paris l'an de grace mil ccc soixante et sept au mois de may, et de nostre regne le quart.

Lettres par lesquelles Charles V, roi de France, défend aux drapiers de la ville de Commines, de fabriquer

dorénavant des draps de la grande *moison*, c'est-à-dire du drap comme celui qu'on fabrique à Ypres, ayant une largeur de treize quarts et demi, et une longueur de quarante aunes. — Ils ne pourront faire que du drap de petite dimension, comme ils en fabriquaient jadis. — Le roi ordonne au gouverneur du souverain bailliage de Lille, de Douai et du Tournésis, de faire intérimer cette ordonnance, de se rendre à Commines, et de reprendre, contre paiement convenable, tous les draps de grande dimension fabriqués par les drapiers de Commines. (Voir les N^{os} DXCI, DXCH et DCXI).

Original, grand sceua du roi, avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

Transcrit dans le *Wittenboek* f^o 68 r^o.

DCXV.

1367. — Faites et données le vingtime jour du dit mois de juin l'an de grace mil trois cens soixante et sept.

Lettres par lesquelles Tristram du Bos, seigneur de Faumechon, chevalier, gouverneur du souverain bailliage de Lille, de Douai et de Tournésis, déclare qu'en suite de l'ordonnance du roi (mentionné au N^o précédent), il s'est rendu à Commines, et que là du haut de la bretèque, il a lu l'ordonnance susdite en présence du bailli, des échevins, des drapiers et d'un grand nombre d'autres personnes. — Qu'ensuite il s'est rendu dans

les demeures des drapiers et y a repris tous les draps de grande dimension, contre paiement et à la satisfaction de ceux qui les avaient fabriqués.

Original, sceau du gouverneur du souverain bailliage, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

DCXVI.

1367. — En Français.

Rouleau en papier, contenant les grâces accordées aux prisonniers, le jour du vendredi-saint (1), depuis l'année 1367 jusqu'à l'année 1379. — Ce document est important en ce qu'il contient les noms des hauts-baillis d'Ypres, qui, pendant ces douze ans, ont présidé à cette délivrance; voici ces noms :

1367 et 1368. Arnoult de Marke.

1369. Rogier Dauterive.

1370. Sohier Bernage.

1371, 1372, 1373. Guillaume de Stavele.

1374. Jehan de le Veste.

1375. Jehan Scaet.

Les années 1376 et 1377 ne sont pas mentionnées.

(1) Voir pour les grâces du vendredi-saint un article de M. Lambin, publié dans le *Messenger des Sciences et des Arts de la Belgique*, année 1833, page 276.

1378. Jehan de Gryspere.

1379. Charles de le Steenbrugghe.

Papier, écriture de l'époque.

DCXVII.

1368 (1369 n. s.). — Ce fu fait à Gand le xxvij jour du mois de march l'an de grace mil trois centz soissante et wyt.

Lettres par lesquelles Marguerite de Flandre, duchesse de Bourgogne et dame de Lens en Artois, déclare que, en présence de Louis de Namur et d'Englebert d'Enghien ses cousins, du seigneur de Ghistelle, du châtelain de Dixmude, des seigneurs d'Escornai, de Poucke, de Maldegheem, de Coolscamp; de messires Wulfart de Ghistelle, Guillaume de Reninghsvliete, Rogier Boetelin et Goosin le Wilde, chevaliers; du prévôt d'Harlebeke; du doyen de Saint-Donat de Bruges, chancelier; du prévôt de Ste-Pharaïlde, de Gand, et de M^{re} Testart de le Woestine, clercs et conseillers du comte de Flandre, elle a promis et juré entre les mains de son père que, si par suite du traité à conclure, les villes, châteaux et châtelanies de Lille, de Douai et d'Orchies viennent à retourner au comté de Flandre, elle les tiendra *adjoins* audit comté, s'il lui parvient, et que *ne pour contrainte ne pour doute de mari qu'elle puisse avoir, ne pour honme qui vive*, elle ne les séparera ni laissera séparer dudit comté; que jamais elle n'en fera rénonciation ni

transport au roi de France ni à personne, et qu'elle ne donnera jamais son consentement ni secrètement ni ouvertement, si elle avait mari qui le voulût faire, mais qu'elle s'y opposera de tout son pouvoir. — Elle s'engage à faire promettre et jurer la même chose à ses enfants, *se par la grâce de Dieu nous en avons aucuns.*

Donné sous le *vidimus* des échevins de la ville de Bruges, du 7 octobre 1372.

Vidimus original, muni du sceau des échevins de Bruges, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek* f° 354 v°.

DCXVIII.

1368 (1369 n. s.). — Ce fu fait à Gand, le xxvij jour du mois de March, l'an de grace mil trois centz soissante et wyt.

Même contenu que le N° précédent, donné sous le *vidimus* des échevins de la ville d'Ypres, le jour de St-Luc au mois d'Octobre 1372 (1).

Vidimus original muni du sceau des échevins d'Ypres, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

(1) Ce numéro, ainsi que les N°s 620, 621 et 622, se trouvent sous le même *vidimus*.

DCXIX.

1369. — Données à Paris, le xxv jour du mois d'Avril l'an de grâce mil ccc soixante et neuf, et de nostre règne le sisiesme.

Lettres par lesquelles Charles, roi de France, approuve la convention conclue entre le comte de Flandre, d'une part, et l'évêque d'Auxerre, Gauthier seigneur de Châtillon et M^{re} Arnoult de Corbie, au nom du roi de France, d'autre part, au sujet du mariage de son frère le duc de Bourgogne, avec Marguerite, fille du comte de Flandre. — Voulant satisfaire aux réclamations du comte relatives aux dix mille livres de rente héritaires qui lui étaient promises, le roi lui baille et donne en héritage perpétuel à lui, à ses hoirs et successeurs comtes et comtesses de Flandres, les villes, châteaux, châtelainies de Lille, de Douai et d'Orchies, avec toutes les appartenances et dépendances, comme ses prédécesseurs comtes de Flandre les tenaient du temps où elles furent transportées aux mains du roi. — Il y met cependant les conditions suivantes : si le comte meurt sans laisser des hoirs mâles issus de mariage loyal, les dites villes, châtelainies etc. seront l'héritage de sa fille ou de ses hoirs mâles procréés du duc de Bourgogne ; — au cas que la droite ligne en descendant des hoirs mâles viendrait à manquer, les rois de France pourront en ce cas racheter les dites villes et châtelainies en baillant dix mille livres de terre à héritage, savoir, cinq mille livres situées entre la Somme, la Flandre et la mer, et les autres cinq mille livres de terre près des comtés de Nevers ou de Rhetel. — Les dites villes et châtelainies de Lille, de Douai et d'Orchies seront tenues

par les comtes et comtesses de Flandre en un seul hommage et en une seule pairie avec le comté de Flandre, réservé toutefois aux rois de France le fief et la souveraineté des dites villes et châtelainies et les droits royaux que les rois de France y avaient avant l'époque du transport en leurs mains; et réservé aussi le droit de rachat dans les conditions énoncées ci-dessus. — Dans le cas du rachat prédit, les comtes ou comtesses de Flandre ne devront faire la remise des villes et châtelainies susdites, qu'après que les dix mille livres de rente seront assises de la manière mentionnée plus haut, et qu'après qu'ils en auront la paisible possession. — Le roi décharge les dites villes et châtelainies de toutes charges et assignations faites depuis le temps qu'elles furent transportées aux mains des rois de France, ses prédécesseurs; quant aux rentes ou revenus qui en seraient distraits pour donation aux églises etc., le roi en donnera au comte un équivalent en rentes d'héritage, sises dans les limites mentionnées ci-dessus. — Quant au château et à la terre de l'Écluse près de Douai, que les rois de France ont acquis depuis le transport, le comte de Flandre en restera également en possession et y conservera tous les droits qu'il y possédait avant le dit transport. — Le comte de Flandre fera de nouveau hommage au roi de France, pour le comté de Flandre et pour les villes et châtelainies susdites. — Enfin, le roi met à néant le transport de ces villes et châtelainies, et de tous leurs appartenances et dépendances.

(Signé sur le pli) BLANCHET.

Original, sceau du roi de France, avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

Transcrit dans le *Roodenboek* f° 347 r°.

DCXX.

1369. — Données à Paris le xxv^e jour le moys d'avril l'an de grace mil ccc soixante et neuf et de nostre règne le sisiesme.

Même contenu que le N° précédent, donné sous le *vidimus* des échevins d'Ypres, le jour de S. Luc, au mois d'octobre 1372 (1).

DCXXI.

1369. — Données à Paris le xxv^e jour d'avril l'an de grace mil ccc soixante neuf et de nostre règne le siziesme.

Lettres par lesquelles Charles, roi de France, fait connaître à tous prévôts, doyens, prieurs et personnes d'église, à ses barons, hommes-de-fief, chevaliers, capitaines, châtelains, gouverneurs et autres nobles, que, faisant droit à la réclamation du comte de Flandre, il lui a remis les villes et châtelainies de Lille, de Douai et d'Orchies et toutes leurs appartenances. — Il ordonne aux officiers et sujets de ces villes, châteaux etc. de rendre au dit comte hommage, foi, service, obéissance et tous autres devoirs comme ils y sont obligés. — Il ordonne à ses capitaines et gouverneurs de retirer immé-

(1) Voir la note de la page 214.

diatement leurs troupes et de remettre les places susdites entre les mains du comte.

Donné sous le même *vidimus* que le
N° précédent.

Transcrit dans le *Roodenboek* f° 352 r°.

DCXXII.

1369. — Données à Gand xvij jour de juing l'an de grace mil trois centz soixante et noef.

Lettres par lesquelles Philippe, fils du roi de France, duc de Bourgogne, s'engage à ne jamais disjoindre du comté de Flandre, les villes et châtellenies de Lille, de Douai et d'Orchies, avec leurs dépendances, rétrocédées par le roi de France. — Il s'engage de plus à ne jamais placer dans ces villes ou châteaux, comme gouverneurs ou capitaines, que des *Flamens flamengans*, nés de Flandre.

Donné sous le même *vidimus* que les
N°s précédents.

Transcrit dans le *Roodenboek* f° 353 v°.

DCXXIII.

1370. — Gegheven t'Sint Baefs te Ghend den eersten dach van wedemaend int jaer ons Heeren m° ccc° ende zeventich.

Lettres par lesquelles Louis de Male, comte de Flandre, duc de Brabant etc. déclare que les ordonnances qu'il vient de publier concernant les monnaies, et dans lesquelles il est question de change et des changeurs, ne peuvent, ni pour le présent ni pour l'avenir, porter aucun préjudice aux privilèges de la ville d'Ypres, concernant les changeurs (Voir le N° CXLVI).

Original, muni du petit sceau du comte,
en cire jaune, pendant à double queue
de parchemin.

DCXXIV.

1370. — Donné à Paris le v° jour de décembre l'an de grace m° ccc° soixante et diis et le septième de nostre règne.

Lettres par lesquelles Charles, roi de France, sur les plaintes lui adressées par les habitants des villes de Bruges et d'Ypres, et du Franc, ordonne la restitution immédiate des marchandises et vaisseaux pris sur les Flamands par ses sujets des pays de Ponthieu, de St-Valéry, de Normandie et d'autres lieux des environs

de la mer. Il ordonne la mise en liberté des personnes détenues, charge les chevaliers Guillaume Blondeel et Jean Barreau, gouverneur du bailliage d'Amiens, ses conseillers, de l'exécution de ces mesures, et leur prescrit de se saisir des biens et des personnes des coupables, jusqu'à entière exécution de ses ordres. — Il défend à tous ses sujets d'exécuter la moindre prise sur les vaisseaux des Flamands, Allemands ou Écossais, et ordonne de publier cette ordonnance dans tous les ports de mer et dans toutes les villes situées aux environs.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque.

DCXXV.

1370. — Dit was ghedaen t'smaendaghes up den drie ende twintichsten dach in december int jaer ons Heeren als men screef dusentich drie hondert ende tseventich.

Convention faite de commun accord entre le seigneur de Ghistelle, d'une part, la ville d'Ypres, représentée par Denis de Dixmude, Jean de Joengy, Barthélémi Damman et François Kaysiere, d'autre part, et les habitants du *s'heer Woutermans ambacht* représentés par Wautier de Gand, chevalier, Pierre Coudevelt, Nicolas Van der Coutere, Bouden Brand, Pierre Base; et ceux du *Ghistel ambacht* représentés par Jean Van den Berghe, Henri Moenac, Wautier de Ghistelle, Gilles Herebrand, Jean Balfelt et Rojen Robrechts. — L'écluse que ceux d'Ypres ont construite dans le canal

à l'est d'Oudenburch, à l'endroit appelé *ter Hagen*, sera maintenue. — On y placera deux éclusiers, dont l'un nommé par les Yprois, l'autre par les habitants des wateringues susdites; ils seront payés par ceux d'Ypres et recevront chacun sept livres parisis, à payer aux pâques closes. — Les habitants des wateringues susdites pourront passer par ces écluses, avec leurs marchandises, sans payer aucun droit de passage.

Chirographe original.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 163 v°.
— *Gelucenboek* f° 297 r°.

DCXXVI.

1370 (1371 n. s.). — Smaendaeghs in de pine wouke int jaer M CCC LXX.

Ordonnance des échevins d'Ypres, concernant les compositions, les obligations, les dons, les nêces, les baptêmes, les relevailles etc. (1).

Minute sur papier, écriture de l'époque.

(1) Nous publions ce document en entier, à la fin de ce volume.

DCXXVII.

1371. — T'Ypre den xix dach van meye int jaer LXXI.

Sentence prononcée au sujet d'un différend existant entre ceux d'Ypres, d'une part, et ceux des wateringues, d'autre part, concernant l'entretien du canal d'Ypres à la mer. — La sentence prononcée par le seigneur de Maldegheem et frère Daniël le *Moermestre* n'avait pas été entièrement exécutée; la nouvelle sentence condamne les Yprois et ceux des wateringues à terminer l'approfondissement du canal avant le jour de St-Bavon, et décide que les portes des écluses seront maintenues conformément à la décision du sire de Maldegheem et du frère Daniël susnommés (voir le N° CDXIII).

Wittenboek f° 57 v°.

DCXXVIII.

1372. — T'Audenaerde den xxv^e dach van october int jaer duust
III^e LXXII.

Sentence prononcée à l'audience d'Audenaerde, au sujet d'un différend entre la ville d'Ypres, d'une part, et Olivier de Brauwere, seigneur de Wartenbeke, d'autre part. — Des habitants d'Ypres avaient cherché querelle et s'étaient battus sur les terres du dit seigneur de War-

tenbeke, qui les avait fait arrêter et prétendait les faire juger par ses hommes de fief; les Yprois, au contraire, prétendaient que leurs bourgeois n'étaient justiciables que de leurs échevins. — La sentence déboute le sire de Wartenbeke et ordonne que les coupables soient remis à la justice de la ville d'Ypres.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque,
extrait du registre des audiences tenues
à Audenaerde.

Transcrit dans le *Roodenboek* f° 93 r°.

DCXXIX.

1372 (1373 n. s.). — Anno nativitatis millesimo trecentesimo septuagesimo secundo die undecima mensis januarii.

Instrument public constatant qu'à la date mentionnée ci-dessus, comparurent devant le conseil du comte de Flandre à Gand, Michel Paeldinc, avoué, Nicolas Belle, Jean de Joengy, échevins, et Jean Akelin, conseiller de la ville d'Ypres, afin d'y sommer les habitants de la ville de Poperinghe, représentés par Jacques de Hertoghe, Chrétien Lam, Guillaume Buxoren et François Coopman, d'observer désormais la stricte exécution de l'accord fait entre ces deux villes, au sujet de la fabrication des draps (voir les N° DXVIII et DXXVIII). — Le conseil du comte de Flandre se composait des seigneurs suivants: le seigneur de Dixmude, Colard de le Clite,

chevaliers, M^{re} Jean Blankaert, chancelier du comte, M^{re} Testard de le Woestine, Thomas Crempe et Jean Brune, conseillers du comte.

Cet instrument porte la signature de Michel, fils de M^{re} Goffin d'Alost, notaire apostolique et impérial.

Instrument original sur parchemin.

DCXXX.

1372 (1373 n. s.). — Ghegheven te Ghend den xvij dach van laumaend int jaer ons Heeren mccc twee ende zeventich.

Lettres par lesquelles Louis de Male, comte de Flandre, duc de Brabant, comte de Nevers, de Rethel, seigneur de Malines etc., déclare que les gens des huit paroisses de la châtellenie du Furnambacht se sont plaints devant lui et devant son conseil, de ce que les gens de la keure du Furnambacht ne faisaient pas une répartition équitable des charges, mais en faisaient supporter la plus grande part à ceux des huit paroisses. — Ceux de la keure prétendaient, au contraire, que la répartition était exacte et qu'ils n'agissaient que conformément à une décision antérieure, dont ils montrèrent les lettres. — Le comte, après avoir entendu les deux parties, et avoir examiné leurs privilèges respectifs, décide ce qui suit. — De toutes les charges qui frappent ou frapperont dorénavant le Furnambacht, ceux des huit paroisses payeront à raison de 27 livres, 40 escalins, par cent livres, mais les keurheers devront leur exhiber l'état des

sommes totales à payer et la part qui revient à ceux des huit paroisses; ceux-ci répartiront entre eux leur quote, de la manière qu'ils l'ont fait jusqu'ici. — Si ceux de la keure faisaient des travaux ou des dépenses qui ne concernent pas les gens des huit paroisses, ils devraient seuls en supporter les frais. — Quand les keurheers rendront les comptes auxquels ceux des huit paroisses sont intéressés, ils devront les prévenir du jour et du lieu où la vérification des comptes se fera. — Quant au compte antérieur dans lequel ceux des huit paroisses se prétendaient taxés trop haut, le comte leur accorde sur une partie une diminution de 125 livres parisis, et sur une autre, une diminution de 80 livres. — Cette décision du comte est prise en présence de son conseil, composé du vicomte de Dixmude, du seigneur de Maldegheem, du seigneur de Coolscamp, de Colard van den Clite, du doyen de Liège et du chancelier le doyen de St-Donat de Bruges. (Voir le N^o CCCLXVIII.)

Original, muni du petit sceau du comte, en cire jaune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le Zwartboek f^o 86 r^o.

DCXXXI.

1373. — Ghegheven te Ghend den twintichsten dach van decembre int jaer ons Heeren duzentich drie hondert drie ende zeventich.

Lettres par lesquelles Louis de Male, comte de Flandre,

duc de Brabant, comte de Nevers et de Rethel, seigneur de Malines, déclare que les habitants de Wervicq pourront se livrer à la fabrication du drap, comme il leur en a octroyé le privilège, mais que les lisières de leurs draps devront avoir une largeur de deux pouces au moins. — Comme un dissentiment existait entre les drapiers d'Ypres et ceux de Wervicq sur la largeur de ces *deux pouces*, le comte ajoute à son sceau une petite barre de fer, indiquant la largeur de ces *deux pouces*. — Les draps fabriqués jusqu'ici à Wervicq et dont les lisières n'ont pas les dimensions voulues, pourront cependant être vendus. — Ceux qui sont sur le métier pourront être achevés; mais à l'avenir tout drapier qui contreviendra à cette ordonnance, sera puni personnellement, sans que les autres drapiers de Wervicq en soient responsables. — Le comte donne cette ordonnance sans préjudice aux lois et privilèges de ceux d'Ypres et de ceux de Wervicq. — Il se réserve en outre la décision de toute contestation qui pourrait présenter quelque difficulté ou quelque obscurité. — Cette charte fut donnée en présence des seigneurs suivants : le seigneur de Maldegheem, le prévôt d'Harlebeke; le doyen de Liège; le doyen de St-Donat de Bruges, chancelier de Flandre; Colart Van den Clite, M^{re} Testard Van der Woestine, et Goosin de Wilde, souverain bailli de Flandre.

Original, grand sceau du comte, avec contre-scel en cire brune, pendant à des lacs de soie verte (1).

(1) Aux lacs de soie est attachée la petite barre de fer, servant d'étalon et poinçonnée de deux petits lions. L'espace compris entre les deux petits lions et qui représente les *deux pouces*, a une longueur de 0^m,042.

DCXXXII.

1374. — Dit was ghedaen te Ghend den ix dach van hoymaend int jaer ons Heeren m^o ccc^o viere ende zeventich.

Ordonnance de Louis de Male, comte de Flandre, duc de Brabant etc., concernant la navigation dans le canal d'Ypres à la mer : les navires venant de la mer ne pourront être attachés que deux à deux aux poteaux de l'écluse de Nieuwendamme, savoir les deux premiers arrivés, aux premiers poteaux, et successivement aux poteaux suivants, deux à deux, au fur et à mesure de leur arrivée. La même disposition aura lieu pour l'écluse intérieure. Ceux qui attacheront plus de deux navires au même poteau, seront punis d'une amende de trois livres au profit du comte. — Si un navire ou bateau abandonné par le batelier pénétrait entre les écluses, ou se plaçait en travers devant l'écluse, ce bateau serait confisqué, moitié au profit du comte, moitié au profit de l'entretien des écluses. Si cependant le batelier se trouve à bord, et s'il fait tout son possible pour l'empêcher, il n'y aura ni amende ni confiscation, mais le batelier sera obligé de payer les dégâts occasionnés à l'écluse, et ce d'après l'estimation des préposés aux dites écluses. — Depuis la St-Bavon jusqu'à la mi-mars, les bateaux pourront prendre autant de charge qu'ils peuvent raisonnablement transporter, mais depuis la mi-mars jusqu'à la St-Bavon, ils ne pourront prendre que demi-charge, sous peine d'une amende de trois livres parisis, dont moitié au profit du comte et moitié au profit de l'entretien des écluses. — Si un bateau était

tellement chargé, qu'il vint à s'arrêter dans l'écluse, ou entre les écluses, bateau, marchandises et conducteurs seraient arrêtés jusqu'au paiement entier des dégâts occasionnés; le conducteur sera en outre puni d'une amende de dix livres parisis au profit du comte. — Les bateaux ne pourront déployer les voiles que lorsque le dernier sera sorti des écluses, sous peine d'une amende de vingt sous parisis. — Le droit de passage ne sera plus payé jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement. — Pour éviter les frais continuels de curage, on fera construire un bateau pourvu de deux ailes (bateau dragueur), pour écarter les sables et la vase d'entre les écluses. — Le comte établira à Nieuwendamme, comme directeur, un homme capable qui aura la haute surveillance des écluses et des éclusiers, qui décidera de toutes les contestations, qui aura le droit de réprimander et de punir les éclusiers, qui percevra les amendes, et qui tiendra la main à la stricte exécution des réglemens et des choses prescrites par ordonnances antérieures (voir les N° DCIX, DCXIII, DCXXV et DCXXVII). Il recevra un traitement annuel de six livres de gros. — Le comte se réserve le droit de prononcer dans toutes les contestations difficiles qui peuvent se présenter à l'avenir. — Cette charte fut donnée en présence des conseillers du comte dont les noms suivent: le marquis (*borchgrave*) de Dixmude; le prévôt de Bruges; le doyen de St-Donat de Bruges, chancelier de Flandre; le prévôt de Ste-Pharaïlde de Gand; Gosin de Wilde, souverain bailli de Flandre; Colard van den Clite; Casin de Waghenare et Henri Lippin, receveurs de Flandre.

Original, petit sceau du comte en cire jaune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 58 r°.

DCXXXIII

1879. — Ghegheven te Macheline den eersten dach van December int jaer M CCC tseventich ende neghene.

Lettres par lesquelles Louis de Male, comte de Flandre, duc de Brabant etc. approuve les conditions de paix faites entre le duc de Bourgogne, son beau-fils, d'une part, et les villes de Gand, de Courtrai et d'Ypres d'autre part: le comte pardonne tout ce qui a été fait jusqu'à ce jour. — Les bonnes villes conserveront les privilèges, coutumes usages et libertés dont ils jouissaient auparavant et que le comte, lors de son avènement, leur a promis de maintenir. — Il annule toutes ordonnances, ou conventions faites contrairement aux dits privilèges, et surtout la convention sur la draperie, à laquelle se sont obligés les Gantois, et qui est contraire à leurs anciens privilèges. Ses sujets seront des sujets libres, comme il est lui un seigneur libre. — Tous ceux qui se seront éloignés comme adversaires des communes, pourront réquerir enquête légale et jugement, afin que personne ne puisse dire qu'on procède arbitrairement et non selon la loi. — Tous les baillis et leurs officiers seront changés; s'ils réclament une enquête, elle leur sera accordée; si elle leur est favorable, ils jouiront de toute protection; mais s'ils étaient jugés coupables, ils ne pourraient à l'avenir être appelés à d'autres fonctions. — Le prévôt de St-Donat sera seul tenu, sans autre forme de justice, de quitter la Flandre, et il sera perpétuellement exclu du conseil du comte. — L'enquête légale aura

lieu dans toute la Flandre : ceux qui seront trouvés coupables seront punis comme ils l'auront mérité. Le bailli du comte sera assisté, dans cette enquête, des délégués des trois bonnes villes, et il jurera de n'épargner personne ; de plus, s'il manque à ce serment, il sera lui-même soumis à l'enquête. — A l'avenir, chaque année, de semblables enquêtes seront tenues par vingt-cinq personnes, dont neuf seront choisies par ceux de Gand, huit par ceux de Bruges, et huit par ceux d'Ypres, afin qu'elles punissent selon leurs mérites, tous ceux qui se conduiraient déloyalement, et qu'elles maintiennent les privilèges et libertés du pays. — Si une de ces vingt-cinq personnes vient à mourir, elle sera remplacée par la ville qui l'avait choisie. — Les vingt-cinq prélèveront les amendes qui seront prononcées. — Toutes les amendes seront au profit du comte. — Par toute la Flandre, les magistrats seront renouvelés conformément aux anciens privilèges. — Le comte fera donner par les Allemands et les autres mercenaires étrangers à son service, des lettres par lesquelles ils promettent de ne causer à l'avenir, soit dans le pays, soit hors du pays, aucun dommage aux bonnes gens de Flandre. — Le comte leur accorde ces diverses conditions, parce qu'ils ont promis d'être pour lui et ses successeurs des sujets fidèles, et de se conduire comme les gens des bonnes villes sont obligés de le faire à l'égard de leur légitime et libre seigneur.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque.

Analysé dans l'*Histoire de Flandre*, de M. Kervyn de Lettenhove, tome 5, page 459, à qui nous empruntons une partie de cette analyse.

DCXXXIV.

1380. — Ghegheven te Vaernewyc in onse heere voor Ghend den vii dach van November int jaer ons Heeren m ccc ende tachentich.

Lettres par lesquelles Louis de Male, comte de Flandre, duc de Brabant etc., déclare qu'il confisque à son profit les sommes dues par la ville d'Ypres à Jacques van Merlebeke de Gand, à savoir, treize livres de gros et la valeur de quatre draps que la ville d'Ypres lui acheta, montant à 412 livres, 16 escalins parisis. — Il déclare qu'il a fait recevoir ces sommes par son bailli Willem van Overdriesch, à cause de la révolte de ceux de Gand, et il en donne quittance pleine et entière à la ville d'Ypres. — Signé Josse.

Original, muni du petit sceau du comte, en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

DCXXXV.

1380. — Datum Rome apud sanctum Petrum xvj Kal. decembris, pontificatus nostri anno tertio.

Bulle du pape Urbain VI, adressée aux avoué, échevins et habitants de la ville d'Ypres. — Il les informe qu'il s'est adressé au comte de Flandre Louis de Male, pour l'engager à faire la paix avec ses sujets. — Il les engage

également à éviter toute cause de désunion, et à témoigner à leur seigneur toute l'obéissance et tous les égards qui lui sont dûs.

Signé : E. De Daventria.

Original, bulle en plomb, pendant à une corde de chanvre.

DCXXXVI.

1380. — Dit was ghedaen te Brugghe den neghene en twintichsten dach van decembre int jaer ons Heeren dusentich drie hondert ende tachtich.

Conditions imposées par Louis de Male, comte de Flandre etc., aux habitants de la ville d'Ypres, après que cette ville s'était soumise à discrétion. Il abolit le privilège, dont jouissaient les Yprois, de nommer annuellement leurs échevins, et se réserve le droit de cette nomination, pour lui et pour ses successeurs. — Ils ne pourront plus imposer des taxes dans leur ville que du consentement spécial du comte. — Tous les délits de meurtre etc. dont la connaissance appartient aux échevins, seront jugés par ceux-ci, d'après les anciennes coutumes, sans pouvoir y apporter aucune modification qui pourrait être contraire à l'autorité du comte. — Il pourra, à son gré, faire rentrer les bannis du pays de Flandre ou de la ville d'Ypres, pourvu qu'ils aient composé avec leur partie adverse. — Il se réserve de prononcer le jugement de Willem Bellekine, quand et comme bon lui semblera. — La ville

d'Ypres, pour le dédommager de ses frais de guerre, lui payera une amende de cinquante mille livres parisis monnaie de Flandre. — A cette condition il rend à la ville d'Ypres tous ses anciens privilèges et libertés, coutumes et usages qui ne sont pas contraires à la présente ordonnance. — Il mettra en liberté les otages que ceux d'Ypres lui ont donnés, aussitôt que ceux-ci lui auront promis par lettres scellées de se soumettre aux présentes conditions. — Il se réserve en outre le droit de prononcer dans toute interprétation douteuse de la présente charte. — Ces conditions furent accordées en présence des conseillers du comte dont les noms suivent: Wautier Van Edinghe, neveu du comte; le prévôt de Bruges; M^{re} Rogier de Ghistelle; le seig^r de Poucke; le vicomte d'Ypres; le doyen de St-Donat de Bruges; M^{re} Gossin de Wilde, souverain bailli de Flandre; M^{re} Pierre Vander Zipen; Henri Lippin, receveur de Flandre, et les gens de Bruges et du Franc (1).

Signé sur le pli Josse.

Original, muni du petit sceau du comte, en cire jaune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek* f^o 8 v^o.

(1) Ce traité est connu sous le nom de *Paix de Dirmude*.

DCXXXVII.

1381. — Ghegheven t'Ypre den viii^{en} dach van octobre int jaer ons Heeren m ccc een ende tachtentich.

Lettres par lesquelles Henri Lippin, receveur de Flandre, reconnaît avoir reçu de Henri De Visch, pour compte de la ville d'Ypres, la somme de mille livres parisis, que cette ville devait au comte de Flandre, et qui aurait dû être payée à la S. Jean d'été.

Original sur parchemin, sceau perdu.

DCXXXVIII.

1381. — Ghegheven te Brugghe den xxvii dach van december int jaer ons Heere m ccc een ende tachtentich.

Lettres par lesquelles Henri Lippin, receveur de Flandre, reconnaît avoir reçu de Gilles Bazyn et de Barthélémi Van Crabeke, pour compte de la ville d'Ypres, la somme de mille livres parisis, que cette ville devait au comte de Flandre, pour paiement échéant à la Noël.

Original, sceau du receveur de Flandre, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCXXXIX.

1382 (1383 n. s.). — En l'an mil ccc mii^{xx} et deux le ix^e jour de mars.

Extrait d'un ancien registre, couvert de cuir rouge, reposant au greffe du conseil de Flandre, constatant que le 9 mars 1382 (1383 n. s.) le comte de Flandre envoya le prévôt de Bruges, le châtelain de Furnes, messire Colard de le Clite, le doyen de St-Donat, messire Jean de Halewyn, messire Jean de Grisperre, Henri Lippin, receveur de Flandre, conseillers, et Henri de Heere, secrétaire, pour visiter, d'après ses ordres, les lettres et privilèges que ceux de Bruges avaient dû lui apporter, à cause des émeutes, rébellions et conspirations qu'ils avaient faites contre lui.

Zwartenboek f^o 217 v^o.

DCXL.

1383. — Donné à Meleun-sur-Saine, le xiii^e jour de decembre l'an de grace mil ccc quatre vins et trois.

Lettres par lesquelles Philippe, fils de roi de France, duc de Bourgogne et seigneur d'Anvers, accorde aux habitants de la ville d'Ypres un sursis de paiement de

leurs dettes, dans sa ville d'Anvers, en considération des grandes pertes et dommages qu'ils ont éprouvés lorsque les Anglais et les Gantois tinrent pendant longtemps le siège devant la ville, détruisant les faubourgs et devastant les terres. — Les Yprois n'osent plus se rendre dans cette ville, pour leur commerce, dans la crainte de voir arrêter leurs marchandises et leurs personnes, à cause de leurs dettes qu'ils sont dans l'impossibilité de payer. — Le duc, voulant faciliter leur commerce avec les bonnes gens de sa ville d'Anvers, ordonne aux gouverneur, écoutète, receveur, procureurs et échevins de sa dite ville, de respecter et de faire respecter ces présentes lettres de répit, pendant l'espace de deux ans.

Signé: Dangeul.

Original, muni du petit sceau du duc, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCXLI.

1383. — Donné à Meleun le xviii^e jour de Decembre l'an de grace mil ccc quatre vins et trois de nostre règne le quart.

Lettres de répit pour cinq ans, accordées à ceux d'Ypres, par le roi de France Charles VI. — Ces lettres de répit sont accordées à cause de l'état misérable où était réduite la ville, après le siège qu'en avaient fait les Anglais et les Gantois, qui avaient incendié les faubourgs, détruit les

conduits d'eau douce, rendu les canaux impraticables etc. (1).

Signé sur le pli: *Par le Roy, à la relacion de monseigneur le duc de Bourgogne. Polier.*

Original, sceau du roi de France, avec contre-scel en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek* f^o 255 v^o.

DCXLII.

1383. — Donné à Meleun le xvij jour de decembre l'an de grace mil ccc quatre vins et trois, de nostre regne le quart. 1

Même contenu que le N^o précédent, donné sous le *vidimus* d'Audoine Channeron, chevalier, conseiller du roi, garde de la prévôté de Paris, du 19 décembre 1585.

Signé: Gueny.

Vidimus original, sceau du garde de la prévôté, en cire brune, avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin. (Sceau en partie brisé).

(1) Cette chartre est un des rares documents qui font mention du fameux siège de 1585; nous la donnons en entier à la fin de ce volume. Elle fut publiée le 22 décembre à Senlis, le 25 à Compiègne, le 24 à Roye (en Picardie), le même jour à Nesle (Picardie) et le 25 à Péronne.

DCXLIII.

1383. — Donné à Meleun le xvij jour de decembre l'an de grace mil ccc quatre vins et trois, de nostre regne le quart.

Même contenu que le N° DCXLI, donné sous le même *vidimus* que le N° précédent, même signature.

Vidimus original, le sceau, qui est brisé, pend à double queue de parchemin.

DCXLIV.

1383. — Donné à Meleun le xvij jour de decembre, l'an de grace mil ccc quatre vins et trois, de nostre règne le quart.

Même contenu que le N° DCXLI, donné sous le même *vidimus* que le N° précédent, mais signé *Tillart*.

Vidimus original, traces de sceau en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

DCXLV.

Sans date (1). En flamand.

Mémoire adressé par les échevins de la ville d'Ypres, au conseil du comte de Flandre. — Ils exposent que de temps immémorial ils ont joui du privilège que, lorsqu'un de leurs bourgeois était arrêté hors du territoire de la ville d'Ypres, pour un fait entraînant la peine de mort, il pouvait réclamer d'être jugé par la justice d'Ypres, à moins cependant qu'il ne fut arrêté sur le fait, ou avant son retour en ville; et dans ce cas il était justiciable de la ville sur le territoire de laquelle il était arrêté. — Comme certains seigneurs et officiers du comte dans la châtellenie d'Ypres semblent, depuis quelque temps, vouloir annuler ou amoindrir cette coutume, les échevins susdits s'en déclarent formellement blessés. — Afin qu'on ne puisse les soupçonner de vouloir favoriser l'impunité, ils consentent à condamner leurs bourgeois, comme si le fait s'était passé à Ypres même, chaque fois qu'ils seront attrait devant leur justice, par deux bourgeois notables ou plus. — Quant aux délits de moindre importance qui n'entraînent que des amendes, ils ne veulent pas en excuser leurs bourgeois; les justiciers de la châtellenie pourront prélever ces amendes sur les biens situés hors du territoire de la ville d'Ypres. — Afin de ne pas rester plus longtemps à l'égard du comte et de ses officiers, dans la défiance et dans

(1) Les trois documents suivants ne portent pas de date, mais semblent appartenir aux dernières années de Louis de Male.

l'incertitude, ils demandent sur ce point une décision formelle, revêtue du sceau du comte.

Sur parchemin, écriture de l'époque.

DCXLVI.

Sans date. En flamand.

Accord fait entre les habitants de la ville d'Ypres d'une part, et ceux de la châtellenie, d'autre part, au sujet de plusieurs points en contestation entre eux.

1^r point. Les Yprois prétendaient que tout bourgeois d'Ypres, habitant dans la châtellenie, était exempt des charges et impositions de la châtellenie. Les habitants de cette châtellenie prétendaient le contraire. Ils conviennent que seront exempt des charges et impositions 1^o les bourgeois d'Ypres demeurant dans les paroisses de la châtellenie dont les églises se trouvent sur le territoire de l'échevinage d'Ypres, c'est-à-dire, les paroisses de St-Jean, de St-Jacques et du Briel. 2^o Les bourgeois d'Ypres qui demeurent dans la châtellenie comme censiers sur des propriétés de bourgeois et ce nonobstant qu'ils ne tiennent pas maison ouverte à Ypres. — Tout autre bourgeois d'Ypres habitant la châtellenie, qui voudra jouir du privilège d'exemption, devra tenir maison ouverte à Ypres pendant toute l'année, à ses propres frais, sauf trois fois quarante jours par an qu'il pourra habiter la châtellenie, savoir : quarante jours au printemps, quarante jours en temps de moisson et quarante jours en automne.

Celui qui contreviendra à cette ordonnance perdra son droit de bourgeoisie à Ypres, et payera les impositions dans la commune qu'il habite.

2^o point, concernant le droit d'issue : Tout bourgeois d'Ypres qui héritera dans la châtellenie, ne payera aucun droit d'issue pour les biens hérités ; mais tout habitant qui deviendra bourgeois d'Ypres, par achat, par mariage ou de toute autre manière, devra payer à la châtellenie l'issue des biens qu'il possède au moment de l'acquisition du droit de bourgeoisie.

5^o point, concernant la prestation des chariots en temps de guerre : Il est convenu que, lorsque le comte sera en guerre et que ceux de la ville d'Ypres se mettront en campagne pour le soutenir, ceux de la châtellenie fourniront les chariots nécessaires, que la ville payera à raison de 24 s. parisis par jour pour un chariot attelé de quatre chevaux, et de 16 s. parisis par jour pour un chariot à deux chevaux.

Les habitants de la ville et de la châtellenie d'Ypres, prient le comte et son conseil de vouloir approuver cette convention et leur en donner des lettres scellées.

Parchemin, écriture de l'époque.

DCXLVII.

Sans date. En flamand.

Projet de réponse au mémoire du N^o DCXLV, rédigé par le Seig^r de Maldegheem, Rogier de Lichtervelde, et

Casis de Waghenare, désignés par le comte pour examiner le mémoire susdit. — Cette convention est approuvée par ceux d'Ypres et par ceux de la châtellenie, sauf l'approbation du comte et de son conseil. — Tout bourgeois d'Ypres, arrêté dans la châtellenie pour un fait qui entraîne la peine de mort, s'il veut se faire juger par la loi d'Ypres, devra se constituer prisonnier dans la prison du comte: la loi d'Ypres, sur le témoignage de deux ou de plusieurs bourgeois notables, prononcera son jugement comme si le fait avait été commis sur le territoire de la ville d'Ypres. — Si après une réconciliation ou composition faite entre deux parties, dans la châtellenie d'Ypres, il arrivait que des disputes survinssent dans la ville d'Ypres, et que ces disputes amenassent un homicide ou de graves blessures, la loi d'Ypres jugerait le fait comme si la réconciliation ou composition avait été faite devant les échevins d'Ypres mêmes.

Ce document contient encore plusieurs autres décisions de moindre importance et entre autres tout le contenu du N° précédent.

Parchemin, écriture de l'époque.

DCXLVIII.

1383 (1384 n. s.). — Données à Lisle le 7^e jour de mars l'an de grace mil ccc m^{ij} et trois.

Lettres de Philippe, duc de Bourgogne etc., comte de Flandre, d'Artois, de Bourgogne, aux baillis d'Ypres,

de Bruges, d'Arras, de Saint-Omer, de Tournai, de Lille, de Douai et d'Orchies. — Il leur communique les lettres du roi de France mentionnées au N° DCXLII et leur ordonne de les rendre aussi exécutoires dans leurs bailliages respectifs (1).

Sur le pli est écrit: Pour monseigneur le duc à la relation du conseil, *Signé: Blanch.*

Original, muni du petit sceau secret du duc, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCXLIX.

1384. — Ce fu faict en nostre ville de Bruges le vingt et sixime jour d'avril dessusdict l'an de grace mil trois cens quatevins et quatre.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne, comte de Flandre etc., et Marguerite son épouse déclarent, que ce jour ils ont fait leur entrée en la ville de Bruges, en laquelle ils ont reçu le serment de fidélité des habitants. — Qu'à la supplication des Brugeois ils leur ont rendu leurs privilèges qui se trouvaient confisqués entre les mains de feu le comte leur père, et qu'ils ont juré

(1) Les lettres du roi de France, du N° DCXLI se trouvent transcrites en entier dans cette chartre.

de maintenir et de respecter tous ces privilèges sauf deux points, savoir : Ils veulent que la ville soit désormais gouvernée par six constables ou gouverneurs pris dans chacune des sections de la ville; 2° que tous les biens des conspirateurs et malfaiteurs qui, par la loi de la ville, seront condamnés et exécutés pour conspiration ou délit contre le duc et la duchesse, ou leurs successeurs, seront confisqués à leur profit ou au profit de leurs successeurs. — Ceux de Bruges ont délivré au duc des lettres d'acceptation.

Signé: Ja. De Val.

Zwartenboek fo 218 r°.

DCL.

1384. — Fait l'an de grace m ccc lxxx et quatre le xviii^e jour d'octobre.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville d'Ypres déclarent que devant eux est comparu Guillaume Scattin, bourgeois d'Ypres, qui leur a déclaré que, mu de pitié pour les pauvres prisonniers qui n'ont d'autre subsistance que les aumônes qu'on donne aux prisons, il voulait, pour le salut de son âme et de celle de son frère Chrétien, faire une fondation pour une distribution de potage à faire aux pauvres prisonniers. — Il veut que ceux qui, après son trépas, posséderont de quelque manière que ce soit ses deux maisons situées rue de la Bouche, entre

la maison de Messire Jacques De le Vale, chevalier, et celle de Michel Paeldinc, seront tenus de fournir aux dits prisonniers, deux fois la semaine, le lundi et le jeudi, un lot de pois secs à deux sols parisis, et de faire faire de chacun de ces lots de pois, quatre lots de bon potage, à distribuer aux jours prescrits. — Ce potage devra être préparé, hors le temps de carême, avec du bon bouillon gras (*de bonne eauwe crasse de char*) pour les jours ordinaires, et avec du bon beurre pour les jours maigres. — Pendant le temps de carême, le potage devra se préparer avec de la bonne huile douce. — S'il est impossible de se procurer des pois, le potage devra se préparer avec du bon lait doux bouilli avec du grumel, depuis le 15 mai jusqu'au jour de St-Martin d'hiver; et depuis la St-Martin jusqu'au carême et de la fin du carême jusqu'à la mi-mai, avec du bon lait beuré au grumel: pendant le carême, le potage se fera avec de la mie et de l'huile douce. — Cependant l'intention de Scattin est qu'on ne cesse d'employer les pois que lorsqu'il sera impossible de s'en procurer. — Les possesseurs de ses deux maisons devront en outre tenir à la disposition des prisonniers un bon pot de métal pour transporter le dit potage. — Le messenger des prisonniers viendra aux jours fixés prendre le pot avec le potage, mais devra reporter le pot pendant la journée, sous peine de perte du potage pour le premier jour suivant. — Si le potage n'est point prêt au jour de distribution, il sera dû une gratification de six sols parisis à distribuer entre les prisonniers, et le potage devra être fourni le lendemain. — Guillaume Scattin, pour donner plus de stabilité à son institution, y engage ses biens, les biens de ses hoirs et principalement les deux maisons désignées plus haut. — Cette déclaration fut faite en présence de Pierre

Le Sage, Jacques Faghel, Jean Du Puits, François
De Beisselare, et Jean De le Porte, échevins d'Ypres.

Original, grand sceau de la ville d'Ypres,
avec contre-scel en cire verte, pendant
à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Geluwenboek* f° 81 r°.

DCLI.

1384. — Fait l'an de grace M ccc mu^{xx} et quatre le xvi^e jour
d'octobre.

Même contenu que le numéro précédent.

Copie sur papier, écriture du commence-
ment du xvi^e siècle.

DCLII.

1385. — Datum anno Domini millesimo trecentesimo octuagesimo
quinto, vicesima nona die mensis julii.

Lettres par lesquelles Jean, prévôt de l'église de
St-Martin d'Ypres, et tout le couvent, s'engagent à
chanter tous les samedis, après vêpres, le *Salve Regina*,
et à faire la procession autour de l'église, au son de la

grande cloche, et ce en considération des grandes libé-
ralités qui leur ont été faites par les magistrats et par
un grand nombre de fidèles, après le siège d'Ypres,
qui dura neuf semaines, et à la suite duquel le couvent
se trouvait dans une telle détresse, qu'il ne leur restait
plus de quoi vivre. — En garantie de leur promesse, ils
engagent, en leur nom et au nom de leurs successeurs,
tous leurs biens meubles et immeubles, situés en France
ou en Flandre, et spécialement les lettres d'obligation
par lesquelles la ville leur doit payer annuellement une
rente de 92 livres parisis (1).

Original muni du sceau du prévôt et de
celui du couvent, l'un et l'autre en
cire verte, pendant à double queue de
parchemin.

Transcrit dans le *Geluwenboek* f° 15 v°.

DCLIII.

1385. — Données à Tournay le xii^e jour de decembre l'an de grace
mil ccc quatre vins et cinq.

Lettres de Philippe, duc de Bourgogne, comte de
Flandre, d'Artois etc., au bailli de Furnes et aux autres
officiers et justiciers du pays du Franc et de la châtellenie
de Furnes. Il leur ordonne de faire contribuer dans les

(1) Voyez cette chartre en entier à la fin de ce volume.

sommes nécessaires pour l'entretien du canal d'Ypres à Nieupoort, tous ceux de leurs châtelainies qui, d'après les anciens usages, étaient obligés d'y contribuer. — Ils leur feront également payer les sommes arriérées, et les obligeront au travail d'entretien des digues, comme par le passé.

Signé sur le pli : *Dangeul.*

Original, sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCLIV.

1385. — Faites et données à Tournay le dishuitime jour de decembre l'an de grace mil ccc quatrevingt et cinq.

Traité de paix, fait entre Philippe, duc de Bourgogne, comte de Flandre, et Marguerite, sa femme, d'une part, et les échevins, doyens et la communauté de la ville de Gand, d'autre part. 1° Les privilèges des villes de Courtrai, d'Audenarde, de Grammont, de Ninove, de Termonde, de Rupelmonde, d'Alost, de Hulst, d'Axel, de Biervliet, de Deynze et des châtelainies du plat pays de ces villes, lui seront apportés; il les fera examiner par les gens de son conseil, et prendra à l'égard de ces privilèges telle décision que ceux de ces villes en seront contents. — 2° Il rétablit la libre circulation du commerce, sauf les assises ordinaires. — 3° Il promet aide et protection aux Gantois et à leurs adhérents qui, dans la suite seraient

arrêtés, même à l'étranger, à cause des dissensions pendantes. — 4° Ceux qui sont encore détenus, et qui sont mis à rançon, seront relâchés en payant cette rançon; ceux qui n'ont pas été mis à rançon n'auront à payer que leurs dépenses. Cependant si des parents de prisonniers détenaient des forteresses du duc, ils devront d'abord les remettre avant la mise en liberté de leurs parents prisonniers. Les Gantois et leurs adhérents agiront de même à l'égard de leurs prisonniers. — 5° Ceux qui, pendant ces derniers troubles, ont été bannis des villes de Bruges, d'Ypres et du pays du Franc, pourront rentrer et demeurer dans ces villes; il en sera de même de ceux qui ont été bannis de la ville de Gand ou qui s'en sont retirés. Mais ceux qui ont tenu le parti des Gantois, devront, d'abord dans la ville de Gand, et ensuite dans les villes où ils se retireront, faire le serment *qu'ilz garderont la paix et seureté des dittes villes et habitans d'icelle, et ne pourchaceront par aucune voie directe ne oblique mal ne dommage aux dictes villes ne aux habitans d'icelles.* Ceux bannis de la ville de Gand prêteront le même serment. — 6° Ceux qui rentreront sous l'obéissance du duc, seront mis en possession de leurs biens confisqués. — 7° Les personnes qui se trouvent en Brabant, en Hainaut, en Hollande, en Zélande, en Cambresis, ou dans l'évêché de Liège, auront, pour faire leur soumission, un délai de deux mois, à dater de la publication des présentes. Ceux qui sont en Angleterre, en Frise, en Allemagne et autres pays *endeça la grande mer*, auront un délai de quatre mois, et enfin un délai d'une année sera accordé à ceux qui sont *oultre la dicte grande mer* ou à Rome, ou à St-Jacques. D'autre part, ceux qui ont été bannis par les Gantois et leurs adhérents seront également remis en possession de leurs biens. — 8° Les

biens-meubles qui ont été pris de part et d'autre, ne seront pas restitués, à moins que l'un ou l'autre, pour décharger sa conscience, ne voulut rendre ce qu'il a pris. — 9° Les possesseurs ou détenteurs de maisons confisquées, ne pourront en ôter aucun objet tenant à plomb ou à clou, et devront les vider un mois après la publication des présentes. — 10° Tout ce qui a été levé ou perçu pour location de maisons, rentes et revenu d'héritage, demeurera sans restitution. — 11° Les fiefs dont les Gantois ou leurs adhérents ont fait hommage à d'autres que de droit, ne seront pas forfaits de ce chef, mais ils devront faire au duc hommage pour ce qui relève de lui, et à ses vassaux pour ce qui relève de ceux-ci. Il ratifie aussi toute hérédité, déshérédité et reconnaissance faites devant la loi. — 12° Les Gantois et leurs adhérents renoncent à toutes alliances, serments, obligations, foi et hommage faits avec le roi d'Angleterre ou avec toute autre puissance ennemie du roi de France ou du duc et de la duchesse. Ils font serment d'être bons, vrais et loyaux sujets du roi, comme de leur souverain seigneur, et du duc et de la duchesse comme de leurs droituriers seigneur et dame, et de garder leur honneur, héritages et droits, sauf leurs privilèges et franchises. — 13° Le duc défend à tous ses sujets de méfaire de fait ou de parole à ceux de Gand ou à leurs complices, et de leur faire aucun opprobre, reproche ou injure à cause des anciennes dissensions. — 14° Ceux qui contreviendront à ce dernier article, soit de la part des partisans du duc contre les Gantois, soit de la part des Gantois contre les partisans du duc, seront punis en corps et en biens comme coupables d'avoir enfreint la paix, et il sera donné satisfaction raisonnable à la partie lésée. Si même d'après les privilèges de la ville de Gand, le fait d'enfreindre la paix n'en-

trainait pas la confiscation des biens, il l'entraînera dans cette circonstance, afin de donner plus de stabilité au traité de paix; et dans ce cas la partie lésée sera dédommagée sur les biens confisqués, et le restant des biens reviendra aux hoirs du coupable comme s'il était décédé; sauf en tout autre cas le privilège de la ville. — 15° Celui qui par paroles ou autrement se prononcera contre les présentes dispositions, sera puni arbitrairement d'amende, mais si grande, qu'elle serve d'exemple aux autres. — 16° Si c'est un homme d'église, il sera puni comme infracteur de paix. — 17° Le présent traité de paix sera publié solennellement dans la ville de Gand et dans les autres bonnes villes de Flandre. — 18° Si dans la suite aucun doute ou obscurité survenait sur l'interprétation dudit traité de paix, le duc se réserve de prononcer, de concert avec son conseil, à la satisfaction des parties.

Les Gantois, par leurs échevins et doyens, jurent d'observer et de faire observer tous les articles contenus dans le présent traité.

Le duc et la duchesse apposent leurs sceaux à ce traité, les échevins et doyens de Gand y apposent le grand sceau de la ville.

A l'invitation du duc et de la duchesse de Bourgogne et des magistrats de la ville de Gand, les personnes et villes suivantes y attachent également leurs sceaux: Jeanne, duchesse de Luxembourg, de Brabant et de Limbourg; Albert, duc de Bavière, gouverneur et héritier des pays de Hainaut, de Hollande, de Zélande et de la seigneurie de Frise; Guillaume, fils aîné du comte de Namur, seigneur de l'Écluse; Hugues, seigneur d'Antoing, châtelain de Gand; Jean, sire de Ghistelle et de Huerne; Henri de Bévre, sire de Dixmude et d'Avre; Jean, sire de Grimberghe et de Gruuthuse; Arnould

de Gavre, sire d'Escornay; Jean, sire d'Axel, Louis; dit le Haze, bâtard de Flandre; Gerard de Rassegheem, sire de Baesrode; Wautier, sire de Halewin; Philippe de Masminnes, sire d'Eeke; Jean Vilain, sire de St-Jean-à-la-Pierre (St-Jean-te-Steene); Jean de Outre, châtelain d'Ypres; Louis, sire de Roulers; les bourgmestre, avoué, échevins et conseil des villes de Bruges et d'Ypres; Philippe de Zedelghem, Monfroid de Lessine et Philippe de Beukemare, chevaliers, échevins du territoire du Franc, qui n'a pas de seel commun; les commun-maîtres, échevins et conseil des villes de Malines et d'Anvers.

Sur le pli se trouve: *Par Monseig^r le Duc et Dame la Duchesse*. Signé: *Gherbode*.

Expédition revêtue des sceaux du duc et de la duchesse, en cire verte, le premier avec contre-scel, pendant l'un et l'autre à des lacs de soie verte.

Analysé en partie par M. Kervyn de Lettenhove, *Histoire de Flandre*, tome IV, pag. 45.

Mentionné dans l'*Inventaire analytique des Chartes et Documents appartenant aux archives de la ville de Gand*, par Pr. Van Duyse, où l'on trouve l'indication des ouvrages dans lesquels ce traité se trouve imprimé.

DCLV.

1385. — Données à Tournay le xviii^e jour de décembre l'an de grace mil ccc m^{xx} cinq.

Lettres de Philippe, duc de Bourgogne, comte de Flandre etc. aux bailli, avoué et échevins de la ville

d'Ypres. Il les informe que la paix vient d'être conclue à Tournay, entre lui et les Gantois, leur ordonne de la faire publier solennellement dans la ville d'Ypres, et d'informer les habitants de leur ville, que chacun peut aller et circuler paisiblement et franchement pour ses affaires et marchandises.

Signé *L. Thoronde*.

Original, le sceau, qui pendait à une bande de parchemin, est perdu.

DCLVI.

1385. — Données à Tournay le xx^e jour de décembre l'an de grace mil ccc m^{xx} et cinq.

Lettres de Philippe, duc de Bourgogne, comte de Flandre etc. à son bailli d'Ypres. — Il l'informe que, d'après le traité de paix de Tournai, tous ceux qui ont été bannis pour cause des dernières révoltes, peuvent rentrer dans leurs villes respectives, et il leur transmet la formule du serment qu'ils devront prêter entre ses mains, lors de leur retour. Cette formule est la même que celle mentionnée au traité de paix N^o DCLIV.

Signé *L. Thoronde*.

Original, sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCLVII.

1385. — Données à Tournay le xx^e jour de decembre l'an de grace mil ccc m^{xx} et cinq.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne, comte de Flandre, et Marguerite, son épouse, déclarent que la clause du traité de paix de Tournai (N^o DCLIV), concernant les bannis d'Ypres qui sont rappelés dans cette ville, ne portera aucun préjudice, ni pour le présent ni pour l'avenir, aux franchises et privilèges de la dite ville d'Ypres.

Signé *L. Thoronde*.

Original, muni de deux sceaux, celui du duc et celui de la duchesse, tous deux en cire rouge, le premier avec contre-scel, à doubles queues de parchemin.

DCLVIII.

1385 (1386 n. s.). — Donné à St Germain-en-Laye le xxv^e jour de janvier l'an de grace mil trois cens quatre vins et cinq.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne, comte de Flandre, en considération des grandes pertes que la ville d'Ypres a éprouvé pendant les dernières guerres et surtout pendant le siège, et pour l'aider dans les dépenses qu'elle est obligée de faire pour les répara-

tions et reconstructions des remparts, accorde aux échevins l'autorisation d'imposer une assise de la manière suivante : pour chaque lot de vin qui sera vendu ou consommé en ville, deux gros monnaie de Flandre. — Pour chaque lot d'autre breuvage, ils percevront un droit proportionné. — Quant aux vivres et autres denrées, ils se régleront pour la perception du droit à ce qui a eu lieu lors du cours de la dernière assise. — Le duc leur accorde cet octroi sous condition qu'ils lui paieront chaque année un *corsier* (coursier?) de la valeur de deux cents francs d'or. — Cet octroi est valable pour cinq ans, à partir du 4 février prochain.

Zwartenboek f^o 595 r^o.

Wittenboek f^o 27 v^o.

DCLIX.

1385 (1386 n. s.). — Donné à Paris le xv^e jour de fevrier l'an de grace mil ccc m^{xx} et cinq.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne, comte de Flandre etc., déclare que le paiement effectué, d'après ses ordres, au châtelain d'Ypres, qui pendant trois ans avait rempli les fonctions de capitaine de la ville, restera sans préjudice de leurs privilèges et coutumes.

Signé : *Gherbode*.

Original, sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f^o 27 v^o.

DCLX.

1386. — Datum Janue idib. Maii, pontificatus nostri anno nono.

Bulle par laquelle le pape Urbain VI remercie les avoué, échevins et communauté de la ville d'Ypres, pour la fidélité qu'ils ont montrée au St-Siège, en ne prenant pas le parti du schisme qui divise l'Eglise. Il les engage à persévérer dans leurs bons sentiments.

Signée : *W. Ghent.*

Original, bulle en plomb, pendant à une corde de chanvre.

DCLXI.

1386. — Int jaer duust drie hondert vierwaerf twintich ende zesse den xvii dach in hoymaend.

Sentence prononcée par les gens du conseil du duc de Bourgogne, au sujet d'un différend surgi entre le haut-bailli de Furnes et les échevins de la ville d'Ypres. — Le premier avait fait arrêter les biens de Lauwer Ville, bourgeois d'Ypres, accusé de la mort d'un nommé Baudet, de Stavele. Les échevins déclaraient l'arrestation illégale et contraire à leurs privilèges. — L'affaire fut portée devant le conseil du duc, à Ypres, et les échevins ayant exhibé le privilège en question, le haut-bailli de Furnes fut con-

damné à se dessaisir immédiatement de l'arrestation qu'il avait opérée.

Roodenboeck f° 169 v°.

DCLXII.

1386 (1387 n. s.). — Donnée à Paris le quinzième jour de janvier l'an de grace mil ccc quatrevingt et six.

Lettres par lesquelles Philippe, fils de roi de France, duc de Bourgogne, comte de Flandre etc. autorise les marchands et maîtres de navires des royaumes de Portugal et de la Garbe, de venir débarquer dans le pays, y amener leurs marchandises, vendre, acheter, embarquer leurs achats etc. et circuler librement pendant l'espace d'une année. — Il leur accorde cette autorisation aux conditions suivantes : les marchands et maîtres de navires devront, lorsqu'ils seront débarqués, prêter entre les mains du bailli de la mer, le serment qu'ils ne feront rien de contraire au roi de France, au duc ou au pays, et qu'ils ne se rendront pas en Angleterre. — Ils devront fournir aux marchands du pays des garanties de solvabilité. — Il faut que les marchands de Flandre puissent, pendant la même année, aller, circuler, acheter et vendre librement aux dits pays de Portugal et de la Garbe.

Sur le pli se trouve : *Par Mons^r le Duc, présens nous et plusieurs autres du conseil, (signé) Gherbode.*

Original, le sceau qui pendait à une bande de parchemin, est perdu.

DCLXIII.

1386 (1387 n. s.). — Donnée à Lille, le ix^e jour de mars l'an de grace mil ccc quatevins six.

Lettres de Philippe, duc de Bourgogne etc. au bailli de la ville et de la salle d'Ypres. — Il est parvenu à sa connaissance qu'en dehors de la ville et des faubourgs, en pleine campagne et loin des grands chemins, se tiennent plusieurs tavernes où les gens de la ville vont boire vin, cervoise etc. et où ils tiennent des conciliabules secrets. — Pour obvier aux désordres qui pourraient résulter de cet état de choses, il ordonne à son bailli de faire fermer ces maisons clandestines, dans le rayon d'une lieue de la ville, et d'en défendre la fréquentation sous peine d'une amende de 40 livres parisis, pour l'hôte, et de soixante sols pour celui qui y boirait. — On ne pourra établir des tavernes que le long des grands chemins, près des églises paroissiales, ou aux endroits où se trouve un aggloméré suffisant d'habitations.

Signé sur le pli : *Gilles*.

Original, grand sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek* f^o 275 r^o.

DCLXIV.

1387. — Che jugement fu fais bien et aloy à Mons en Haynaut ou castiel emplains plais, l'an mil trois cens quatre vins szept par un lundi qui fu seze jours ou mois de septembre.

Jugement rendu par Guillaume de Ville, sire d'Andre-guies, chevalier, bailli du Hainaut, et par les hommes de fief du comte de Hainaut, au sujet d'un différend surgi entre les échevins d'Ypres, d'une part, et demoiselle Marie, veuve d'Hector le Vos, d'autre part. — La ville d'Ypres devait à cette dame certaine rente annuelle montant à un revenu de 72 livres parisis. Cette rente devait être touchée dans la ville d'Ypres, mais la dame précitée étant allée s'établir dans le Hainaut, avait négligé de faire toucher quelques quartiers de cette rente. Se croyant donc créancière de la ville d'Ypres, elle avait fait arrêter et détenir à Antoing, des marchands d'Ypres, avec leurs marchandises. — Les échevins d'Ypres envoyèrent conséquemment leur procureur devant la cour du comte de Hainaut, pour ajourner la dite dame. — La cour ayant examiné l'affaire, condamna la dame à faire relâcher les détenus et à payer à la ville d'Ypres des dommages et intérêts. — Les hommes de fief présents à ce jugement sont au nombre de vingt-huit; ceux qui étaient porteurs de leurs sceaux l'ont appendu au jugement avec celui du bailli, ils sont au nombre de huit: Baudry de le Haie, Jean le Hérat, dit du Porck; Jean le Herat Tourier de Mons; Jean de Moth, bailli de St-Dénis; Quentin dno.

Frasne; Jean Puche; Jean de Briveraing, et Henri de Castiaulx.

Original, muni de neuf sceaux, en cire verte, pendant à doubles queues de parchemin.

DCLXV.

1387 (1388 n. s.). — Donné à Paris le xxi^e jour de janvier l'an de grace mil ccc lxxxvii sept et le viii de nostre règne.

Lettres par lesquelles Charles, roi de France, fait connaitre que nonobstant le jugement du N^o précédent, la dame Marie, veuve d'Hector Le Vos, ne veut pas laisser déduire des deux quartiers de rente qui lui sont encore dûs et montant à la somme de trente-six livres, les soixante-dix-huit francs et quatre gros de Flandre, montant des dommages et intérêts accordés aux échevins d'Ypres par le jugement précité. — Comme elle a en outre quitté le Hainaut pour se soustraire à l'exécution de ce jugement, le roi ordonne à tous ses justiciers de forcer la dite veuve à s'y soumettre, en lui faisant accepter la déduction précitée et ce sans aucuns frais pour les échevins de la ville d'Ypres.

Signé: Gaignart.

Original, grand sceau du roi, avec contre-scel en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

DCLXVI.

1388. — Faites et données (à Tournai) l'an de grasse mil trois cens quatre vins et wit, le sixime jour dou mois daoust.

Lettres des prévôt et jurés de la ville de Tournai, aux avoué et échevins de la ville d'Ypres. — Ils leur envoient copie du sauf-conduit accordé par le roi de France à tous les habitants de la Flandre, avec leurs marchandises, qui se rendront à la procession et à la foire de Tournai. Ce sauf-conduit commencera huit jours avant la foire, et finira le quinzième jour après la clôture de la dite foire. — Pendant ce temps, ils seront exempts de toute poursuite pour dettes ou pour lettres d'obligation, n'importe sous quels sceaux ils puissent avoir été données (Voir le N^o CDLXIV (1)).

Original, sceau de la ville de Tournai, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

(1) Dans le N^o CDLXIV, il ne s'agit que d'un sauf-conduit pour les personnes et pour autant qu'elles se rendent à Tournai par dévotion et non pour traiter d'affaires. Le 14 août 1334, le sauf-conduit fut accordé à tous les marchands qui fréquentaient la foire avec leurs marchandises.

DCLXVII.

1388 (1389 n. s.). — Den ix dach van Sporcle int jaer ons
Heeren M CCC III^{xx} ende achte.

Lettres par lesquelles Pierre de la Tanerie, receveur-général de Flandre et d'Artois, déclare avoir reçu des échevins de la ville d'Ypres, la somme de deux cents francs de xliij gros, dont ils étaient redevables au duc, pour l'octroi de leur autorisation d'imposition d'assise (Voir le N° DCLVIII).

Original, muni du sceau du receveur-général de Flandre, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCLXVIII.

1389 (1390 n. s.). — Donné à Paris le viii^e jour de janvier
l'an de grace mil trois cens quatre vins et neuf.

Lettres par lesquelles Guillaume De Mante, de l'ordre hospitalière de S. Jean de Jérusalem, commandeur de l'ordre pour la Flandre, déclare avoir vendu, de l'assentiment de ses frères, aux échevins de la ville d'Ypres, une partie de terre contenant dix-sept mesures et une ligne, située en la paroisse de Mannekensvere, aux endroits appelés le *polder*, l'*overdyc* et l'*avendriesch*. Cette

vente s'est faite pour le prix de 46 livres 16 sols parisis, monnaie de Flandre, et six chapons de rente perpétuelle, à payer tous ans au jour de Noël, et à commencer de la Noël prochaine. — Ces terres sont livrées franches des dîmes de wateringues, et de garde de mer appelée *Winc-hoeve*. — Pour garantie de cette rente, les échevins hypothèquent tous les biens de la ville, et principalement l'*Overdracht*. — Si dans la suite une contestation quelconque venait à surgir, elle sera portée devant le conseil du duc de Bourgogne, qui en décidera (1).

Original, muni du sceau du commandeur, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 222 v°.

DCLXIX.

1389 (1390 n. s.). — Donné à Paris le viii^e jour de janvier l'an
de grace mil trois cens quatre vins et neuf.

Même contenu que le N° précédent.

Copie sur papier, écriture du x^ve siècle.

(1) Cette vente fut ratifiée par Regnault de Giresme, prieur de l'ordre, pour la France, le 18 février 1593 (1594 n. s.). Voyez cette date plus loin.

DCLXX.

1389 (1390 n. s.). — Donné à Paris le viii^e jour de janvier l'an de grace mil trois cens quatre vins et neuf.

Même contenu que le N° DCLXVIII.

Copie sur papier, écriture du xvi^e siècle.

DCLXXI.

1389 (1390 n. s.). — Donné à Bruges le darrain jour de febvrier l'an de grace mil ccc mxx et neuf.

Lettres par lesquelles Pierre de le Tanerie, receveur-général de Flandre et d'Artois, déclare avoir reçu des échevins de la ville d'Ypres, la somme de deux cents francs, dont ils étaient redevables au duc, pour l'octroi de leur assise (Voir le N° DCLVIII).

Original, sceau du receveur-général, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCLXXII.

1390 (1391 n. s.). — Donné à Saint-Germain en laye le v^e jour de janvier l'an de grace mil trois cens quatre vins et

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne, comte de Flandre, d'Artois etc., prolonge pour trois ans l'autorisation d'imposer des assises, accordée aux échevins d'Ypres (voir le N° DCLVIII). — Les impositions se feront de la manière indiquée au N° précité. — Les échevins payeront au duc, pendant les deux premières années, deux cents nobles d'or à son coin, par année, et pendant la troisième année trois cents nobles d'or, au même coin.

Original, la partie inférieure de la charte, où se trouvait le sceau, est coupée.

DCLXXIII.

1390 (1391 n. s.). — Dit was ghedaen int jaer ons Heeren dusentich drie hondert vierewaerf twintich ende tiene den tweeden dach in april paeschavende.

Lettres par lesquelles Jean, seigneur de Ghistelles et de Harnes, et son épouse, Jeanne de Chastelion, dame de Ghistelles et de St-Lambert, déclarent avoir cédé aux échevins de la ville d'Ypres, pour neuf années consécutives, tous leurs droits de pêche à Nieuwendamme,

près de Nieuport, et ce à raison de dix-sept livres de gros par an, payables à la St-Jean d'été. — Les seigneur et dame susdits déclarent en outre, que les échevins d'Ypres leur ont avancé une somme de cinquante-et-une livres de gros, monnaie de Flandre, à déduire par neuvième et par année sur le prix de loyer que les échevins doivent leur payer.

Original, sceau du seigneur et de la dame de Ghistelles, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

DCLXXIV.

1390 (1391 n. s.) — Ghegheven int jaer m ccc eenen tneghentich den cersten dach in Sporkle.

Lettres par lesquelles Jean, seigneur de Ghistelles, et son épouse, déclarent avoir reçu des échevins d'Ypres la somme de douze livres de gros monnaie de Flandre, pour paiement d'une année de loyer de leur droit de pêche au Nieuwendamme (voir le N° précédent).

Original, muni de deux sceaux, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

DCLXXV.

1391 (1392 n. s.) — Ghegheven den derden dach van maerte int jaer ons Heeren m ccc een ende neghentich.

Lettres par lesquelles Pierre de la Tanerie, receveur-général de Flandre, déclare avoir reçu des échevins d'Ypres, la somme de trois cents francs, qu'ils devaient au duc pour l'octroi de leur autorisation d'imposition d'assise (voir le N° DCLXXII).

Signé : *P. Tanerie.*

Original, sceau du receveur-général, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCLXXVI.

1292. — Datum Parisiis quinta die maii anno Domini millesimo ccc° nonagesimo secundo et regni nostri duodecimo.

Lettres par lesquelles Charles, roi de France, à la demande de son oncle le duc de Bourgogne, déclare que, si les marchands de la Hanse Teutonique étaient dévalisés ou tués en Flandre par les sujets de son royaume de France, il ferait faire prompte justice des coupables, et ferait restituer les marchandises dérobées (voir le N° suivant).

Donné sous le *Vidimus* de Pierre de Grandmont, chanoine de Tournai, conseiller du roi et garde du scel royal, ordonné en la ville de Tournai, le 50 mai 1392.

Vidimus original; le sceau qui pendait à double queue de parchemin est perdu.

DCLXXVII.

1392. — Ghegheven in onse stede van Rysele den xiii^e dach in meye int jaer ons Heeren duust ccc xci.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne, comte de Flandre etc., pour relever le commerce tombé depuis les dernières guerres, accorde divers privilèges aux marchands de la Hanse Teutonique. — Si un habitant de la Flandre ou de la ville et château de l'Écluse dérobe dans le pays de Flandre ou dans ses canaux et rivières, à un marchand de la Hanse une partie de ses marchandises, les villes de Gand, de Bruges et d'Ypres seront obligées d'en faire faire la restitution, après que le marchand aura fait constater le vol devant les magistrats de la ville où il aura été commis. — Si dans le pays de Flandre un vol ou un homicide se commet au préjudice des susdits marchands, par une personne étrangère au pays, le duc et les villes susmentionnées s'emploieront de toute leur force pour faire rendre les objets dérobés, et pour obtenir justice du coupable. — Si le voleur parvient à échapper et à se réfugier dans une autre ville ou château, le duc et les villes susnommées sommeront

ces villes ou châteaux de faire rendre les marchandises dérobées et de punir les coupables. — Si, dans ce dernier cas, les marchandises ne sont pas rendues dans le délai de six mois, et si justice n'a pas été faite, le duc autorisera ses officiers à saisir les biens et marchandises des habitants des villes ou châteaux où les objets volés auront été conduits, et ils resteront en état de saisie jusqu'à ce que restitution aura été faite aux marchands de la Hanse; le duc excepte de cette mesure les sujets du roi de France. — Quant aux brigandages ou meurtres qui pourraient être commis en Flandre par les sujets du roi de France, ce roi a pris à cet égard des dispositions par lettres scellées remises au duc (voir le N° précédent). — A l'égard des habitants de Flandre ou de la ville et château de l'Écluse, qui, hors de Flandre, voleraient ou tueraient des marchands de la Hanse, on prendra les mêmes dispositions que si le délit avait été commis en Flandre. — Si un homicide ou un vol est commis au préjudice desdits marchands, par un des sujets du roi de France, le marchand et les trois villes mentionnées ci-dessus poursuivront l'affaire pour en avoir justice et pour faire restituer les marchandises dérobées. — Si les marchands de la Hanse trouvent en mer des marchandises, et qu'ils les apportent dans le pays de Flandre, ils seront obligés d'en faire la déclaration au bailli de la ville, avant le troisième jour de leur débarquement. Une indemnité sera accordée à celui qui aura retiré ces marchandises de la mer; on dressera, en double, l'inventaire des marchandises trouvées; une expédition restera entre les mains du bailli, l'autre entre les mains des agents de la Hanse, appelés *Andremans*; les marchandises seront délivrées à ceux-ci pour être gardées; si parmi ces marchandises il y en a qui se détériorent, les *Andremans* les vendront, et

déposeront l'argent provenant de la vente, avec les marchandises restantes. — Ces marchandises resteront entre les mains des *Andremans* pendant un an et un jour, et si, à l'expiration de ce délai, elles ne sont pas réclamées par des marchands de la Hanse, elles seront délivrées au bailli, au nom du duc, et les *Andremans* seront déchargés de toute responsabilité. — Si un marchand de la Hanse vient à décéder en mer et que ses marchandises arrivent en Flandre, ou s'il meurt en Flandre sans avoir fait de testament, tous ses biens et marchandises seront délivrées à ses héritiers directs, en présence du bailli; à cet effet on dressera en double l'inventaire des objets délaissés, une expédition restera entre les mains du bailli, l'autre sera remise aux *Andremans*, qui seront aussi chargés de garder les biens délaissés. Si, dans le délai d'un an et d'un jour, les biens ne sont pas réclamés, ils seront remis entre les mains du bailli. — Si le marchand décédé a fait un testament, il sera exécuté et observé dans tous ses points. — Si, avant d'entrer en Flandre, des marchands de la Hanse ont entr'eux des conflits qui occasionnent même la mort de l'un ou de l'autre de leurs gens, le bailli ne pourra exercer aucune justice sur ceux-ci, si ce n'est à la plainte de l'une des parties. — Le duc garantit aux marchands que le cordeau dont on se servira pour mesurer les draps, aura une longueur de dix aunes de Flandre. — De toute la bière, appartenant à la Hanse, qui sera débitée en Flandre, on ne paiera pour droit d'accise que huit gros par tonneau. — Si les marchands croyaient avoir à se plaindre du duc dans l'exécution des articles susdits, ils pourront faire appel aux trois villes de Gand, de Bruges et d'Ypres.

Les villes de Gand, de Bruges et d'Ypres approuvent tous les articles susmentionnés, et promettent de les

maintenir et de les faire maintenir aussi longtemps que les marchands de la Hanse fréquenteront la Flandre; ils confirment cette promesse par l'apposition de leurs sceaux, le 7 du mois de juin.

Copie sur papier, écriture du *xv^e* siècle.

DCLXXVIII.

1392. — Datum in villa nostra Insulense, sub sigillo nostro die duodecima mensis Maii anno Domini millesimo ccc nonagesimo secundo.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne, comte de Flandre, ordonne aux capitaine, gouverneur, chatelain et bailli de la mer de l'Écluse, de laisser entrer et sortir librement, de jour et de nuit, dans le port de cette ville, les navires des marchands de la Hanse Teutonique.

Donné sous le *vidimus* de Jean, abbé de St-André-lès-Bruges, et de Nicolas, abbé de St-Bartholomée d'Eeckhoute de Bruges, de la même date que dessus.

Original, muni des sceaux des deux abbés, l'un et l'autre avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

DCLXXIX.

1392. — Donné à Lille, le xiiij^e jour de May, l'an de grace mil ccc
m^{xx} et douze.

Lettres de Philippe, duc de Bourgogne, comte de Flandre etc. à Pierre Heyns, contrôleur des comptes de Flandre, au bailli d'Ypres et à celui de Furnes. — A cause de la ruine d'une écluse ou *overdracht*, le canal de Bruges à Nieuport est devenu impraticable, au grand préjudice des marchands qui, par ce canal, transportaient leurs marchandises à Furnes, à Bergues et à Saint-Omer; et à son propre préjudice. — Le duc leur ordonne de se rendre sur les lieux, d'examiner le canal et l'*overdracht*, et de lui faire un rapport détaillé des travaux qu'il y aurait à faire pour rétablir la navigation et venir en aide au commerce.

Original, muni du grand sceau du duc,
avec contre-scel en cire rouge, pendant
à une bande de parchemin.

DCLXXX.

1392. — Donné le vinthuitisme jour de mars l'an de grâce mil
trois cens quatrevins et douse en nostre ville de Lille.

Sentence arbitrale, prononcée par Philippe, duc de Bourgogne etc., au sujet d'un différend surgi entre les échevins et drapiers de la ville d'Ypres, d'une part, et les échevins et drapiers de la ville de Wervicq d'autre part. — Ceux d'Ypres se plaignent que, contrairement au privilège accordé par Louis de Male, les drapiers de Wervicq imitaient leurs draps, et que même pour la largeur des lisières ils ne se conformaient pas aux prescriptions données par le même comte (N^o DCXXXI). — Ceux de Wervicq prétendaient que le privilège accordé aux Yprois était tombé en désuétude, attendu que depuis plusieurs années ils fabriquaient des draps de grande dimension, sans que ceux d'Ypres s'en étaient plaints. Ils prétendaient en outre, que les quartiers de la ville de Wervicq où se fabriquaient ces draps, étaient de la dépendance du sire de Zweveghem et de Guillaume de Nevele, et que par conséquent ces deux endroits ne tombaient pas sous l'application du susdit privilège. — Le duc, après avoir examiné les raisons alléguées de part et d'autre, et les privilèges des Yprois, décide que ces privilèges seront maintenus dans toute leur force, et défend à ceux de Wervicq de fabriquer les grands draps. — Cependant, par considération, il exempt pour cette fois les drapiers de Wervicq, des peines et amendes qu'ils ont encourues du chef de transgression du privilège susdit.

Sur le pli se trouve écrit : *Par monseigneur le Duc, en son conseil, auquel vous et plusieurs aultres estiez.*

Signé : *J. Gilles.*

Original, grand sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 158 v°.

DCLXXXI.

1392. — Donné le vinthuitisme jour de may l'an de grace mil trois cens quatrevingts et douse en nostre ville de Lille.

Même contenu que le N° précédent, donné sous le *vidimus* de Christophe, prévôt de l'église de St-Martin d'Ypres, du 4 juillet 1395.

Vidimus original, muni du sceau du prévôt, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

DCLXXXII.

1392. — Ghegheven int jaer ons Heeren dusentich drie hondert vierwaerf twintich ende twaelve den twaelfsten dach in waedemaent.

Lettres par lesquelles Jean, seigneur de Ghistelles,

déclare avoir reçu de Nicolas Scaec, haut-bailli de la ville d'Ypres, pour compte de cette ville, la somme de douze livres de gros tournois, en paiement du terme de location du droit de pêche à Nieuwendamme, échéant à la St-Jean d'été prochain (voir le N° DCLXXIII).

Original, sceau du seigneur de Ghistelles, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCLXXXIII.

1392. — Anno Domini, millesimo trecentesimo nonagesimo secundo ultima die mensis junii.

Vidimus de la charte de Philippe-le-Bel, roi de France, du jeudi après *Reminiscere* 1310, concernant le tonlieu de Bapaume (voir le N° CCXCI). — Donné sous le scel de Christophe, prévôt de l'église de St-Martin d'Ypres.

Original, sceau du prévôt, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DCLXXXIV.

1392. — Donné à Saint-Omer le v^e jour de juillet l'an de grace mil ccc iiii^{xx} douze.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne, comte de Flandre etc., ordonne de publier partout dans les limites voulues, le privilège concernant la draperie, accordé aux Yprois, afin que ceux qui demeurent dans ces limites, ne prétextent pas cause d'ignorance (voir le N^o DLXXVII).

Original, sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCLXXXV.

1392. — Den xv^{ten} dach in septembre int jaer ons Heeren als men sereef dusentich hondert twee ende negentich.

Lettres réversales données par les échevins, doyen, conseil et communauté de Gand, au sujet des engagements pris à l'égard des marchands de la Hanse Teutonique. — Il résulte de ce document que, pour engager les marchands susdits à revenir exercer leur commerce en Flandre, les villes de Gand, de Bruges et d'Ypres, ainsi que le pays du Franc, s'étaient engagées à leur payer une somme de 11,100 livres de gros, en dédommagement

des pertes qu'ils avaient éprouvées pendant les derniers troubles. — Par ces présentes lettres réversales les échevins de Gand s'engagent pour leur quote-part dans cette somme. — Si ces sommes n'étaient pas payées à l'époque fixée, ils enverront à Cologne ou à Hambourg des otages au nombre de vingt-quatre personnes, qui seront détenues dans ces villes jusqu'à l'acquittement des sommes susdites. — Si les Gantois seuls restent en défaut de payer leur quote-part et que par suite de ceci ceux de Bruges, d'Ypres et du Franc éprouvent quelque dommage ou quelque perte, ils s'engagent à les indemniser de toutes les pertes qu'ils auront éprouvées.

Original, grand sceau de la ville de Gand, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DCLXXXVI.

1392. — Ghegheven int jaer ons Heeren m ccc twee ende tnegentich opten xvii^{en} dach in september.

Lettres réversales du même contenu que le N^o précédent, délivrées par les bourgmestres, échevins, conseil et toute la communauté de la ville de Bruges.

Original, le sceau, qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

DCLXXXVII.

1392. — Ghemaect ende ghegheven int jaer ons Heeren dusentich drie hondert twee ende negentich op den xviii^{ten} dach in september.

Lettres par lesquelles les échevins, conseil et toute la communauté de la ville de Gand font connaître que, par lettres scellées du roi de France, du duc de Bourgogne et des villes de Gand, de Bruges et d'Ypres, les anciens privilèges des marchands de la Hanse Teutonique ont été confirmés et de nouveaux privilèges leur ont été octroyés. — Si les villes ou les marchands de la susdite Hanse élevaient, à charge des villes de Flandre, de nouvelles prétentions ou exigeaient des choses non stipulées dans les lettres octroyées, les échevins de Gand s'engagent à les aider, à leurs dépens, et à aplanir toutes les difficultés que ces prétentions pourraient soulever.

Original, grand sceau de la ville de Gand, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DCLXXXVIII.

1392. — Ghemaect ende ghegheven int jaer ons Heeren dusentich ccc twee ende negentich op den xviii^{ten} dach in september.

Lettres réversales de même contenu que le N^o précé-

dent, délivrées par les bourgmestre, conseil et communauté de la ville de Bruges.

Original, grand sceau de la ville de Bruges, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

DCLXXXIX.

1392. — Ghedaen int jaer ons Heeren M ccc iii^{xx} ende twaelfve den xxiii^{sten} dach van september.

Lettres réversales de même contenu que le numéro DCLXXXV, délivrées par les avoué, échevins, conseil et communauté de la ville d'Ypres.

Original, sceau de la ville d'Ypres, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DCXC.

1392. — Ghedaen int jaer ons Heeren dusentich drie hondert viere wacrf twintich ende twaelfve, den xxiii^{sten} dach van september.

Lettres réversales de même contenu que le numéro

DCLXXXVII, délivrées par les avoué, échevins, conseil et communauté de la ville d'Ypres.

Original, sceau de la ville d'Ypres, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DCXCI.

1392. — Ghegheven den zevensten dach van october int jaer ons Heeren m drie hondert twee ende negentich.

Lettres par lesquelles Jean de Hoyere, bourgmestre de Hambourg, déclare avoir reçu devant les échevins et conseil d'Amsterdam, au nom des villes et marchands de la Hanse Teutonique, la somme de 5550 livres de gros, pour la moitié du paiement des 11,100 livres auxquelles s'étaient engagées les villes de Gand, de Bruges, d'Ypres et le pays du Franc, envers lesdits marchands, pour les indemniser des pertes et dégats qu'ils avaient éprouvés de la part des Flamands, pendant les derniers troubles.

Ce document, donné sous le *vidimus* de Jean, abbé de St-Bavon de Gand, du 5 novembre de la même année, porte aussi la copie des lettres par lesquelles les consuls de Hambourg délèguent le dit Jean de Hoyere, pour recevoir en leur nom la somme susdite.

Vidimus original, muni du sceau du prévôt de St-Bavon, en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

DCXCII.

1392. — Ghegheven den zevensten dach van October int jaer ons Heeren dusentich drie hondert twee ende neghentich.

Même contenu que le N° précédent, donné sous le *vidimus* des échevins de la ville de Gand, du 15 novembre de la même année.

Vidimus original, muni du grand scel de la ville de Gand, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DCXCIII.

1392. — Dit was ghedaen int jaer m ccc twee ende neghentich op den achtiesten dach in Octobre.

Lettres par lesquelles George Wandelaerd et Guillaume De Mour, échevins de Bruges, font connaître que devant eux a comparu Hildemar Holdoren, marchand de Hambourg, qui leur a déclaré avoir reçu de la ville d'Ypres, par les mains de Jean de Hartres, 265 nobles d'Angleterre et un florin de Hollande, en à-compte de 4450 florins de Hollande dus par les villes de Flandre.

Original, muni de deux petits sceaux, en cire brune, pendant à doubles queues de parchemin.

DCXCIV.

1392 (1393 n. s.). — Int jaer ons Heeren M CCC twee ende neghentich opten xxiii^{sten} dach in Lauwmaend.

Lettres par lesquelles Jean de Hoyere, bourgmestre de Hambourg, reconnaît avoir reçu, tant en son nom propre qu'au nom de Chrétien Miles et de Merquarde Screygem, de la ville d'Ypres, payant pour compte de Monfrand van Eessene et de Gilles de Notre, la somme de 340 florins de Hollande, et pour le compte de Sohier de Vroede, la somme de 500 florins de Hollande, et ce en déduction des 4700 florins de Hollande, reconnus par les députés des villes de Gand, de Bruges, d'Ypres et du Franc.

Original, muni du scel de Jean de Hoyere, en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

DCXCV.

1392 (1393 n. s.). — Ghegheven den viii daghe van Sporele int jaer M CCC twee ende neghentich.

Lettres par lesquelles Pierre de la Tanerie, receveur-général de Flandre, reconnaît avoir reçu des échevins de la ville d'Ypres, la somme de trois cents francs, pour

paiement annuel de ce qu'ils doivent au duc pour l'octroi de leur assise (voir le N° DCLXXII).

Original, sceau du receveur-général, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCXCVI.

1392 (1393 n. s.). — Ghedaen int jaer ons Heeren M CCC III^{xx} ende twaelve den viii^{sten} dach in Maerte.

Lettres par lesquelles Jean, seigneur de Ghistelles et d'Inghelmunster, déclare avoir reçu des mains de Nicolas Belle, chevalier, trésorier de la ville d'Ypres, la somme de onze livres, six escalins et huit deniers de gros tournois, pour paiement d'une année de loyer de la pêcherie de Nieuwendamme (voir le N° DCLXXIII).

Original, le sceau qui pendait à une bande de parchemin est perdu.

DCXCVII.

2393. — Ghegheven int jaer ons Heeren M CCC drie ende tnegentich op den xxvi^{sten} dach van September.

Lettres par lesquelles Évérard Heedvelt, Conrard Lu-

denschede et Conrard Ghelreman, déclarent avoir reçu de la ville d'Ypres, par les mains de Baudouin de Meidom, la somme de quarante-six livres, onze escalins et un *halinc* de gros, pour leur part dans la somme de 252 livres, 45 escalins et 8 deniers, dont les villes de Gand, de Bruges et d'Ypres leur étaient redevables pour livraison de cire.

Original, muni de trois petits sceaux, en cire brune, pendant à doubles queues de parchemin.

DCXCVIII.

1393 (1394 n. s.). — Données à Paris le xviii^e jour de février l'an de grace mil trois cens quatre vins et treze.

Lettres par lesquelles Regnault de Giresmes, prieur de l'ordre hospitalier de S. Jean de Jérusalem, prieur pour la France, approuve et ratifie la vente de parties de terre en la paroisse de Mannekensvere, faite aux échevins d'Ypres, par Guillaume de Mante, du même ordre, commandeur pour la Flandre (voir le numéro DCLXVIII).

Attaché au N^o précité.

Original, traces du sceau du prieur, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f^o 225 v^o.

DCXCIX.

1393 (1394 n. s.). — Ghegheven te Brugghe int jaer van der incarnatione ons Heeren m ccc drie ende neghentich op ten ix^{sten} dach in Maerte.

Lettres par lesquelles Jean de Hoyere, bourgmestre de Hambourg, reconnaît avoir reçu, au nom des marchands de la Hanse Teutonique, la somme de 5550 livres de gros, pour solde des 11,400 livres, auxquelles les villes de Gand, de Bruges, d'Ypres et le pays du Franc s'étaient engagés envers lesdits marchands pour les indemniser des pertes et dégâts qu'ils avaient éprouvés de la part des Flamands pendant les derniers troubles.

Donné sous le *vidimus* des échevins de Bruges, du 30 mars de la même année.

Ce document contient aussi la copie des lettres, par lesquelles les consuls de Hambourg délèguent le bourgmestre Jean de Hoyere, pour recevoir en leur nom les sommes susdites.

Vidimus original, grand sceau de la ville de Bruges, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

DCC.

1394. — Donné le premier jour de Juing l'an mil ccc m^{xx} et quatorze.

Lettres par lesquelles Pierre Adorne, receveur-général de Flandre, déclare avoir reçu des bonnes gens de la ville d'Ypres, la somme de 344 livres, 3 sols parisis, monnaie de Flandre, dont ils étaient redevables au duc, pour l'octroi de leur assise (voir le N° DCLXXII).

Signé *P. Adorne*.

Original, muni du sceau de Pierre Adorne, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCCI.

1394 (1395 n. s.). — Datum Avinion. xvii Kal. Februarii pontificatus nostri anno primo.

Bulle du pape Benoit XIII, adressée aux échevins de la ville d'Ypres. — Il les remercie de la bienveillance qu'ils veulent bien lui témoigner dans ces temps calamiteux, et les engage à persévérer dans leurs sentiments à son égard.

Original, bulle de plomb, pendant à une corde de chanvre.

DCCII.

1394 (1395 n. s.). — Le xviii^e jour de moys de Fevrier l'an de grace m ccc m^{xx} e quatorze.

Lettres par lesquelles Pierre Adorne, receveur-général de Flandre, déclare avoir reçu des habitants de la ville d'Ypres, la somme de trois cents francs d'or, dont ils étaient redevables au duc pour l'octroi de leur assise (voir le N° DCLXXII).

Signé *P. Adorne*.

Original, sceau perdu.

DCCIII.

1395. — Le xxviii^e jour de Joing l'an mil ccc m^{xx} et quinze.

Lettres par lesquelles Pierre Adorne, receveur-général de Flandre, déclare avoir reçu des habitants de la ville d'Ypres, la somme de dix-huit livres, quinze sols de gros, qu'ils devaient au duc, pour l'octroi de leur assise (voir le N° précédent).

Signé *P. Adorne*.

Original, sceau du receveur-général, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCCIV.

1395. — Ghedaen int jaer ons Heeren m ccc miiij^{xx} ende vyftiene den xxix^{sten} dach in Wedemaent.

Lettres par lesquelles Jean, seigneur de Ghisteltes et d'Inghelmunster, déclare avoir reçu des échevins d'Ypres, par les mains de Rogier Van de Putte, la somme de onze livres, six escalins et huit deniers de gros Tournois, en paiement de leur droit de pêche à Nieuwendamme, échu à la S. Jean d'été (voir le N° DCLXXIII).

Original, sceau en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCCV.

1395. — Datum anno Domini millesimo trecentesimo nonagesimo quinto die prima mensis Julii.

Vidimus de la charte de Marguerite de Constantinople, du 2 avril 1269 (1270 n. s.), concernant la délimitation de la banlieue de la ville d'Ypres (voir le N° CXVII).

Donné sous le sceau de Christophe, prévôt de l'église de St-Martin d'Ypres.

Vidimus original, traces du sceau du prévôt, avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

DCCVI.

1396. — Donné à Arras le xvi^e jour d'Avril après pasques l'an de grace mil trois cens quatre vins et seze.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne, comte de Flandre, prolonge pour trois ans l'autorisation d'imposer des assises (voir les N° DCLVIII et DCLXXII). Il accorde cet octroi aux échevins d'Ypres, parce qu'ils lui ont payé, pour reconnaissance de sa seigneurie, une somme de mille nobles d'or, pour servir aux dépenses de son fils le comte de Nevers, dans le voyage qu'il a entrepris pour aller combattre les Sarrasins et les *mescréans de la foy chrestienne*.

Original, la partie du parchemin à laquelle était attaché le sceau, est coupée.

DCCVII.

1396. — Le xiiii^e jour de May l'an mil ccc miiij^{xx} et seze.

Lettres par lesquelles Pierre Adorne, receveur-général de Flandre, reconnaît avoir reçu des bonnes gens de la ville d'Ypres, par les mains de Jean De Scotès et Adelem Le Witte, trésoriers, la somme de deux cents nobles d'or de Flandre, en déduction des sommes dues au duc

de Bourgogne, pour l'octroi de leur assise (voir le N° précédent).

Signé *P. Adorne*.

Original, le sceau qui pendait à une bande de parchemin, est perdu.

DCCVIII.

1396. — Anno Domini m° ccc° nonagesimo sexto, die duodecima mensis Novembris.

Vidimus de la paix de Dixmude, accordée par Louis de Male, le 29 décembre 1380 (voir le N° DCXXXVI), donné sous le sceau de Christophe, prévôt de St-Martin d'Ypres, le 12 novembre 1396.

Vidimus original, sceau du prévôt, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

DCCIX.

1396 (1397 n. s.). — Int jaer dusentich drie hondert zesse ende neghentich den ellevensten dach in Lauwe.

Lettres par lesquelles Joos Telcoren, prieur du couvent des Carmes d'Ypres, en son nom et au nom de son couvent, pour obvier aux désordres qui résultent du débit des boissons dans les cantines du couvent, renonce à l'exemption de droit sur huit pièces de vin, dont jouissait le couvent; sous condition cependant qu'en dédommagement les échevins d'Ypres payeront annuellement au dit couvent une somme de cinquante livres parisis (1).

Original, muni du sceau du couvent, en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 256 r°.

— *Geluwenboek* f° 49 v°.

(1) Nous donnons cette charte en entier à la fin de ce volume. Le texte des trois N°s suivants est le même.

DCCX.

1396 (1397 n. s.). — Int jaer dusentich drie hondert zesse ende negentich den elleveste dach in Lauwe.

Lettres par lesquelles Jacques De Bere, gardien du couvent des Frères-mineurs, en son nom et au nom de son couvent, fait la même renonciation qu'au N° précédent, et aux mêmes conditions.

Original, le sceau, qui est perdu, pendait à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 256 v°.
— *Gelucenboek* f° 50 v°.

DCCXI.

1396 (1397 n. s.). — Int jaer dusentich drie hondert zesse ende neghentich den elleveste in Lauwe.

Même renonciation qu'au N° DCCIX, et aux mêmes conditions, délivrée par Jean De Wachtere, prieur du couvent des frères précheurs, en son nom et au nom de sa communauté.

Original, muni du sceau du couvent, en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 257 r°.
— *Gelucenboek* f° 25 r°.

DCCXII.

1396 (1397 n. s.). — Int jaer dusentich drie hondert zesse ende negentich den elleveste in Lauwe.

Même renonciation qu'au N° DCCIX, et aux mêmes conditions, délivrée par Jean Van Menine, prieur du couvent des Augustins, en son nom et au nom de sa communauté.

Original, muni du sceau du couvent, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 258 r°.
— *Gelucenboek* f° 55 r°.

DCCXIII.

1396 (1397 n. s.). — Den zestiensten dach van Sporkle int jaer ons Heeren m ccc zesse ende neghentich.

Lettres par lesquelles François Van der Hofstede, dit Cupre, receveur-général de Flandre et d'Artois, déclare avoir reçu des bonnes gens de la ville d'Ypres, la somme de 1080 livres parisis monnaie de Flandre, qu'ils devaient au duc pour l'octroi de leur assise (voir le N° DCCVI).

Signé *Cupre*.

Original, sceau du receveur général, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCCXIV.

1397. — Den vierden dach van Decembre int jaer dusentich drie hondert zevene ende tneghentich.

Accord fait entre les échevins de la ville d'Ypres, d'une part, et les échevins et keurheers du Furnambacht, d'autre part, au sujet des taxes à payer par les bourgeois d'Ypres, possédant des terres sur le territoire du Furnambacht. — Seront exempts des tailles, impositions etc. les bourgeois qui demeurent toute l'année dans la ville d'Ypres; ils pourront cependant habiter leurs propriétés dans le Furnambacht trois fois quarante jours pendant l'année, savoir: en automne, à commencer du 15 septembre; quarante jours au printemps, à commencer du 15 février et quarante jours en été, à commencer du jour de la S^{te}-Madeleine. Pendant le reste de l'année ils pourront y passer deux ou trois jours au plus pour inspecter leurs ouvriers et domestiques. — Si, outre ces époques fixées, ils venaient habiter leurs propriétés, ils ne perdraient pas leur droit de bourgeoisie, comme il est dit au N^o DCXLVI, mais ils seraient condamnés à payer pour cette année tous les charges, impositions et droits auxquels est soumis la paroisse qu'ils habitent.

Original, muni de six petits sceaux, en cire brune, pendant à doubles queues de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek* f^o 84 r^o.

DCCXV.

1398. — Int jaer ons Heeren m ccc achten neghentich, xx^{ste} daghe in Aprille.

Lettres par lesquelles Ghyselbrecht Tiec de St-Gertrudenberg, déclare avoir reçu de la ville d'Ypres, la somme de dix escalins, pour paiement de sa rente viagère, échue le 1 avril dernier.

Original, muni d'un petit scel, en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

DCCXVI.

1398. — Dit was ghedaen op den x^{ste} dach in Meye int jaer m ccc vierwaerf twintich ende achtiene.

Lettres par lesquelles Jean, seigneur de Ghisteltes et d'Inghelmunster, déclare avoir reçu de la ville d'Ypres, la somme de 44 livres, 6 escalins, 8 deniers de gros tournois, pour payement du droit de pêche à Nieuwendamme (voir le N^o DCLXXIII).

Original, sceau du seigneur de Ghisteltes, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCCXVII.

1398. — Donné en nostre hostel de Conflans lez-Paris le xxv^e jour de Juillet l'an de grace mil trois cens quatrevingts et dix-huit.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne, comte de Flandre etc., déclare que la saisie des biens de Jean le Bitre, exécutée par le bailli d'Ypres, ne portera aucun préjudice aux privilèges des Yprois, d'après lesquels les biens de leurs bourgeois ne peuvent être saisis qu'après jugement des échevins. — Son intention est de respecter et de faire respecter leurs privilèges; il fera prendre de plus amples informations sur cette affaire, et en décidera comme il appartiendra.

Sur le pli se trouve : *Par Monseig^r le Duc, vous présent.*
Signé : *Daniel.*

Original, grand sceau du duc, avec contrescel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek* f^o 161 v^o.

DCCXVIII.

1399. — Fait le xxviii^e jour d'Octobre l'an mil trois cens quatrevingts et xix.

Jugement prononcé par le conseil du duc de Bourgogne, présidé par l'évêque d'Arras, au sujet d'un différend surgi entre les habitants d'Ypres et les receveurs du tonlieu de l'Écluse.

Ces derniers voulaient faire payer aux Yprois un droit de tonlieu pour le bois qu'ils achetaient aux marchands allemands, tandis que les Yprois prétendaient, d'après leurs privilèges, être exempts de tout droit de tonlieu. — Le conseil du duc décide que les Yprois ne payeront pas de droit aux receveurs, mais leur feront la déclaration de leurs noms, du jour de leur départ, et de la quantité de bois qu'ils transportent. — Arrivés à Ypres, ils feront pareille déclaration aux échevins, qui leur en donneront des lettres de certification. — Tous les ans, le lendemain de la Nativité de S. Jean, les marchands feront exhiber aux receveurs de l'Écluse leurs lettres de certification délivrées par les échevins d'Ypres, et au cas où ces dernières lettres ne seraient pas d'accord avec les déclarations faites aux receveurs, les marchands d'Ypres devront payer le droit pour le bois non justifié, et seront en outre condamnés à une amende.

Zwartenboek f^o 157 r^o.

ANNEXES.



E.

KEURE OU ORDONNANCE SUR LES DONS DE MARIAGE,
RELEVAILLES ET BAPTÊMES, PUBLIÉE PAR LES
MAGISTRATS D'YPRES, LE LUNDI DE LA SEMAINE
DE LA PASSION. — 1570 (1571 n. s.).

*Keuren up de ghiften van bruulochten, kercganghen
ende kinderen kersten te doene.*

Het es gheordineirt bi scepenen, den xxvij, ende al
den upperghezwoorne van al den neringhe van der stede
van Ypre, smaendaeghs in de pine wouke int jaer m ccc
lxx, ende bi truwe ende eede ghezwooren te houdene
van scepenen van den xxvij ende ghezwoorne vors. alle
de pointen hierna volghende; ende dese pointen zal men
houden als wel up vremde als up poorters.

Alvoren dat van nu vort an ghene zoene eessen moet
noch ooc eenighe gheven up eene boete van x lb. den
gonen diese zoude eessen, als dicken ende als menich-

waerven als hise yesche of dade eeschen in wat manieren dat het ware ende up x lb. den gonen diese gave, ende van so veile personen alser gheven zouden.

Vort datse niemen beloven moet up de vors. boete, ende hadse yemen belooft vonden, zo zoude men dat belof te nieuten wisen te wette ende van gheenre weerde, nemaer dat totten desen tyt belooft es, daerof staet ele up zyn goede rechte.

Item wie die aerd ende engien vinden of zouken zal omme enech goed van yemen te ghecreghene in eneghe maniere, stille of lude, ende onder enech ander dexel bedectelike an yement zenden zoude, of an yement te doen tekenen, dat ware den gonen diet zoude doen verzouken x lb. al dickent ende menichwaerf. Ende den gone diere ghezend zoude weisen x lb. Ende waert datter enech bedreegh met woorden ygheven ware of ytekent of anders der toe ghedaen, dat ware i jaer gebannen te zine.

Vort es gheordineert dat niemen hem vercleeden mach met enighen brudecome te zinen huwelike, zonder vader, broeder of tkint van den brudecome of vander bruut, ende die de bruut leeden zouden, up x lb. van elken persoon diere meide vercleet zoude zyn.

Item dat niemen enighe bruut of brudecome ghiften moet, noch yemene anders yet gheiven te haerlieder bouf, noch doen gheiven in enigher maniere, stille of lude, of voor de brulucht of der achter, up de boete van x lb. elken diese name ende elken diese gave.

Item dat niemen gheene voorfeeste noch achterfeeste van bruluchten houden moet noch doen houden up x lb.

Item dat men gheene feesten van bruluchten houden moet daer meer lieden werden van buten huus danne x sceutelen, up iij lb. van elker sceutelen die der boven wesen zouden, van den welken boeten de brud ende de brudecome ghenouch zullen doen ende die betalen. Ende ne moet gheen van den scotelen vors. eneghe ghifte gheven noch doen gheven den brudecomme of der brud of yement anders, up de vors. boete van x lb. alsot boven ghezeit es. Ende bi desen zal men ghene ghemeene feesten houden omme i gr. also men te voren plach.

Item dat niemen offeren moet enighen nieuwen pape noch enighen kinde dat men begheift, meer danne v s^t. par., up de boete van x lb. vorse.

Item dat niemen ne ghenen kinde dat men heft als ment kerstin doet, noch der voren noch der achter meer gheiven moet danne xij grote up de boete van x lb. diet gave ende x lb. diet name.

Item dat niemen moet gheiven enich ghelt of anderdinc, te enighen kereganghe noch der voestre of den mesnieden enighe ghifte gheven, noch der voren noch der achter, up de boete van x lb. diese name ende x lb. diese gave, maer ele mach zine mesniede ghiften binnen zinen huus wonende, met zins selves goede.

Item dat men te meidewinter, noch te nieudaghe, noch ter sceppinghe van enigher bruut clederen, enigher mesnieden of voederaers enighe ghifte gheiven mach van buten huus up x lb. diese gave ende diese name; noch yemene anders ter haerlieder bouf ende onder enich ander dexel up de vors. boete.

Item dat men ghene maeltyt houden mach, noch yement ten heitene stellen binnen s'kints bedde, no der voren, no der achter, up x lb. elken diere came ende x lb. diet gave.

Item dat niemene moet bidden teneghen bruden of kinde, eenighe ambochte, of hemlieden tekenen of doen tekenen omme yet van hemlieden thebbene, stille of lude, up v lb.

Item waert dat enich vremde man binder stede came gheven enighe ghifte ter contrarie van den pointe vors. zo zonde de gone diet name quiten moeten de boete van den vremden ende niet min zyn selver boete ghelden die hy der an verbeurt zoude hebben, ende als menighe als der an ligghen zoude moghen.

Item wie die art of engien zouken zal omme by enighe zydweighen ter contrarie van enighen van den punten vors. te doene in enigher maniere, stille of lude, dat es den gonen diet zouken zoude x lb. als dicken als ment dade ende vinden zoude.

Ende van allen den vors. punten ende voor elken zonderlinghe werden moghende de xxvij ende alle de upperghezwoorne van allen neringhen, ele in alle de neriughe die onder hem zyn, te onderzoukene, te bevindene ende up te ghevene bi haren eede zonder enech verdrach, ende zullen hebben van allen den boeten t'vierendeel, de heere de helt, ende de stede t'vierendeel. Ende waert dat enich ghezworen hem hier niet en quite dien zullen scepenen corrigieren van zulker mesdaet, eist van zinen eede of anders, alsder an ligghen zal, eist bi rookeloosheide, eist bi voorzienicheide.

F.

Charles VI, roi de France, accorde un répit de cinq années aux habitants d'Ypres, à cause des pertes considérables qu'ils ont éprouvées au siège de 1383. — 17 décembre 1383.

Charles, par la grâce de Dieu roy de France, à tous les justiciers de nostre royaume ou à leurs lieutenants, salut. Noz bien amez l'advoué, eschevins, bourgeois et habitans de la ville d'Ippre nous ont fait exposer que, comme noz ennemis les Englois et Gantois aient tenu le siège devant ladicte ville ceste présente année par longtemps et ycelle dommagiée très grandement, tant en ce que les dessusdicz bourgeois et habitans qui ont accoustumé vivre de marchandise, n'ont peu par grand temps pour noz diz ennemis aller hors de la ville ne faire leurs marchandises et autres besoingnes, pour ce que yceulx noz ennemis ont ars les faulxbours de ladicte ville, et plusieurs autres maisons appartenans auxdiz bourgeois et habitans, parquoy leurs rentes et revenus en sont très-grandement diminuées; et avec ce aient destruit certains conduitz par lesquelles l'eau douce aloit en la dicte ville et certains autres passaiges artificiaux par lesquels plusieurs marchandises, qui venoient de la mer, y passoient et repassoient, lesquels conduitz et passaiges il convient refaire et réparer de nécessité, ou autrement la dicte ville seroit très fort dommagiée, et cousteront yceulx grans sommes de deniers à reparer; et aussy ayent servi nous

et nostre treschier et tresamé cousin le comte de Flandre à grant quantité de genz armez à l'encontre de noz diz ennemis, et payés plusieurs grandes et grosses sommes de deniers pour ycelles gens; et semblablement leur ait convenu en ceste présente année fortifier la dicte ville hastivement, en quoy ils ont moult grandement frayé et despendu, et encores de jour en jour despendent en la fortification d'icelle, pour lesquelles choses et plusieurs autres qui longues seroient à réciter, la dicte ville est tres grandement dommagiée et endebtée de grans sommes de deniers de rente à vie annuelle envers plusieurs seigneurs et autres personnes, pour lesquelles debtes les créanciers pevent par tout nostre royaume mesmement es ville de loy faire pranre, emprisonner, et arrester touz les diz bourgeois et habitans et chascun d'eulx, et leurs biens saisir, vendre et adenerer jusques à plaine satisfaction de leurs debtes; laquelle chose est en leur très grand grief et préjudice et destruction de la dicte ville, si comme il dient, en nous humblement suppliant que, en considération aux choses dessusdictes, et que lesdiz supplians ont esté très grandement privez par noz diz ennemis et encores sont de jour en jour et qu'ils n'osent aller, marchander ne faire leurs besoingnes par nostre royaume, qu'ilz ne soient prins et emprisonnez et leurs biens venduz et adenerez par vile distraction pour les debtes de la dicte ville et par les créanciers d'icelle; et aussy afin que yceulx supplians par désolacion n'aient pas cause de délaissier ladicte ville et aller demourer hors de nostre dit royaume, il nous plaise, pour Dieu et pour pitié, à leur octroyer que pour lesdites debtes, ilz ou auleuns d'eulx ne soient prins ne arreztez, ne leurs biens saïsiz, venduz, ne empeschiez en alant faire et executer le faict de leurs marchandises et leurs autres

besoingnes en nostre royaume hors d'icelle ville jusques à cinq ans. Nous, attendu ce que dessus est dit, de nostre auctorité royale, plaine puissance et grace especial, avons ottroyé et ottroyons par la teneur de ces présentes, à yceulx bourgeois et habitans d'icelle ville qui en nostre royaume yront et venront pour faire fait de marchandise ou leurs autres besoingnes, que yceulx ne soient constrains ou molestez à cause des debtes tant seulement deues par le corps de la dicte ville jusques au terme de cinq ans prochain venans. Si vous mandons et à chascun de vous si comme à luy appartiendra que lesdiz suppliantz et chascun d'eulx vous faites, laissez et souffrez joir et user paisiblement de nostre présente grace et ottroy, et contre la teneur de ces présentes ne les souffrez estre empeschiez ou molestez en corps ne en biens durant le temps dessusdit en quelque manière que ce soit, nonobstant quelconques obligations ou renonciations par eulx faictes par foy et serement, pourveu que ilz ayent dispensation de leur prélat ou d'autre aiant à ce pouvoir, coustumes, usaiges et lettres quelconques subrepticement impétrées ou à impétrer au contraire. Et volons que au vidimus de ces présentes soubz seel autentique l'on adjouste foy comme à l'original, et que noz présentes lettres vous publiez ou faictes publier es lieux qu'il appartiendra, toutesfois que vous ou aucun de vous en serez requis. Donné à Meleun le xvij^e jour de décembre l'an de grâce mil ccc quatre-vins et trois, et de nostre règne le quart.

Par le Roy à la relacion de Monsgr^r
le Duc de Bourgogne,

POTIER.

et nostre treschier et tresamé cousin le comte de Flandre à grant quantité de genz armez à l'encontre de noz diz ennemis, et payés plusieurs grandes et grosses sommes de deniers pour ycelles gens; et semblablement leur ait convenu en ceste présente année fortifier la dicte ville hastivement, en quoy ils ont moult grandement frayé et despendu, et encores de jour en jour despendent en la fortification d'icelle, pour lesquelles choses et plusieurs autres qui longues seroient à réciter, la dicte ville est tres grandement dommagiée et endebtée de grans sommes de deniers de rente à vie annuelle envers plusieurs seigneurs et autres personnes, pour lesquelles debtes les créanciers pevent par tout nostre royaume mesmement es ville de loy faire pranre, emprisonner, et arrester touz les diz bourgoiz et habitans et chascun d'eulx, et leurs biens saisir, vendre et adenerer jusques à plaine satisfaction de leurs debtes; laquelle chose est en leur très grand grief et préjudice et destruction de la dicte ville, si comme il dient, en nous humblement suppliant que, en considération aux choses dessusdictes, et que lesdiz supplians ont esté très grandement privez par noz diz ennemis et encores sont de jour en jour et qu'ils n'osent aller, marchander ne faire leurs besoingnes par nostre royaume, qu'ilz ne soyent prins et emprisonnez et leurs biens venduz et adenerez par vile distraction pour les debtes de la dicte ville et par les créanciers d'icelle; et aussy afin que yceulx supplians par désolacion n'aient pas cause de délaissier ladicte ville et aller demourer hors de nostre dit royaulme, il nous plaise, pour Dieu et pour pitié, à leur octroyer que pour lesdites debtes, ilz ou aucuns d'eulx ne soient prins ne arreztez, ne leurs biens saisiz, venduz, ne empeschiez en alant faire et executer le faict de leurs marchandises et leurs autres

besoingnes en nostre royaume hors d'icelle ville jusques à cinq ans. Nous, attendu ce que dessus est dit, de nostre auctorité royale, plaine puissance et grace especial, avons ottroyé et ottroyons par la teneur de ces présentes, à yceulx bourgoiz et habitans d'icelle ville qui en nostre royaume yront et venront pour faire fait de marchandise ou leurs autres besoingnes, que yceulx ne soyent constrains ou molestez à cause des debtes tant seulement deues par le corps de la dicte ville jusques au terme de cinq ans prochain venans. Si vous mandons et à chascun de vous si comme à luy appartiendra que lesdiz suppliantz et chascun d'eulx vous faites, laissez et souffrez joir et user paisiblement de nostre présente grace et ottroy, et contre la teneur de ces présentes ne les souffrez estre empeschiez ou molestez en corps ne en biens durant le temps dessusdit en quelque manière que ce soit, nonobstant quelconques obligations ou renonciations par eulx faictes par foy et serement, pourveu que ilz ayent dispensation de leur prélat ou d'autre aiant à ce pouvoir, coustumes, usaiges et lettres quelconques subrepticement impétrées ou à impétrer au contraire. Et volons que au vidimus de ces présentes soubz seel autentique l'on adjouste foy comme à l'original, et que noz présentes lettres vous publiez ou faictes publier es lieux qu'il appartiendra, toutesfois que vous ou aucun de vous en serez requis. Donné à Meleun le xvij^e jour de décembre l'an de grâce mil ccc quatre-vins et trois, et de nostre règne le quart.

Par le Roy à la relacion de Monsgr^e
le Duc de Bourgogne,

POTIER.

G.

Le prévôt et le couvent de l'église de St-Martin, s'engagent à chanter processionnellement, tous les samedis, après les vêpres, le Salve Regina, en reconnaissance des dons et bienfaits qu'ils ont reçus des échevins et des fidèles de la ville d'Ypres, après le siège de 1383, dans lequel leurs biens furent tellement dévastés, qu'il ne leur restait plus de quoi vivre. — 29 juillet 1385.

Universis presentes litteras inspecturis Johannes permissione divina humilis prepositus ecclesiae sancti Martini Yprensis ordinis sancti Augustini Morinensis diocesis totusque conventus ejusdem loci salutem in Domino sempiternam.

Cum per guerras nuper et diu in Flandria vigentes et maxime per obsessionem Anglicorum, Gandensium et suorum complicium circa villam Yprensem per novem integras ebdomas durante, quasi omnia bona temporalia nostra et ecclesiae nostrae predictae dissipata fuerint et sint, ac devastata taliter et in tantum quod non habuissimus unde dicta ecclesia nostra sustentari et nos vivere potuissemus, nisi venerandi et honorabiles domini advocatus, scabini, consules dictae villae Yprensis, una cum innumerabilibus devotis personis burgensibus ejusdem villae, inspiratione divina, prefatae ecclesiae nostrae et nobis

de bonis temporalibus sibi a Deo collatis, pie, caritative et largiter providissent. Quare et non inmerito nos et successores nostri ac nostrum singuli pro ipsis et successoribus suis orare teneamur imperpetuum certificamus, quod nos et singuli nostrum sponte fatemur et ex causa superius declarata nos et successores nostros erga prefatos dominos advocatum, scabinos, consules et totam communitatem dictae villae perpetue fore obligatos ad orandum devote pro ipsis et successoribus suis, et specialiter ac imperpetuum qualibet die sabbati de cetero adveniente, majore campana dictae ecclesiae primitus pulsata, statim post decantationem vesperarum cujuslibet sabbati, chorum nostrum processionaliter exire navem dictae ecclesiae intrantes et ibidem cum reverentia qua decet in honore altissimi salvatoris nostri domini Jhesu-Christi, gloriosissimaeque virginis Mariae matris ejus, et omnium sanctorum suorum, humiliter et devote cantare solemniter illum laudabilem antiphonum *Salve Regina misericordiae*, cum versu et collecta sequentibus de principis usque ad finem, omnibus excusationibus quo ad hoc cessantibus et postpositis, dummodo alia divina officia in ecclesia nostra predicta commode celebrare possimus. Et ad finem ut predicta antiphona cum versu et collecta sequentibus per nos et quoslibet nostrum et successores nostros et eorum quoslibet, modo et forma quibus supra, perpetuis temporibus solemniter et devote cantetur, nos et quilibet nostrum quo ad hoc submittimus nos et quoslibet nostrum successoresque nostros et eorum quoslibet immediatae jurisdictioni curiae Morinensis ad finem ut per ordinarium nostrum curiae Morinensis predictae ad cantandam predictam antiphonam cum versu et collecta sequentibus prout superius declaratum est nos et quilibet nostrum compellemur per suspensionem a divinis et ulterius excom-

municati et interdicti simus, si opus fuerit, tociens quociens nos aut successores nostri semel vel pluries reperti fuerimus in hiis deficientes negligentes aut remissi, quibuscumque appellationibus, quacumque de causa causari possent, in iis et ea tangentibus, postpositis imperpetuum et exclusis. Et exabundanti pro majori securitate promissorum, nos pro nobis et successoribus nostris erga prefatos dominos advocatum, scabinos, consules et communitatem dictae villae Yprensis et successores eorundem obligamus, et tenore presentium realiter volumus obligari omnia et singula bona nostra temporalia et ecclesiae nostrae predictae, tam mobilia quam immobilia, presentia et futura ubi et in quocumque loco tam in Francia quam in Flandria reperiri potuerint, specialiter et nominatim quater viginti et duodecim libras paris. annui et perpetui redditus in quibus dicta villa Yprensis dictae ecclesiae nostrae super certis assignamentis in litteris super hiis confectis expressatis perpetuis temporibus tenetur ad exigendum capiendum levandum et retinendum de dictis annuis redditibus, de facto et sine alio strepitu iudicii per brachium seculare sub cuius dominio eadem bona reperta fuerint, seu redditus predicti consistunt, summam quatuor librarum par. in pios usus convertendarum pro qualibet vice qua in promissis aut aliquibus eorundem nos aut successores nostri aliququaliter fuerimus, ut premittitur, reperti negligentes deficientes aut rebelles. Nichilominus nos et successores nostros, bonaque nostra et successorum nostrorum ac ecclesiae nostrae obligatos imperpetuum prout superius naratum est, efficaciter permanentes et renunciantes insuper omnibus dilationibus a sede apostolica seu legatis ejusdem, à rege, duce, domino comite Flandriae seu a quibuscumque aliis dominis spiritualibus seu temporalibus nobis

seu successoribus nostris grose aut alia contra promissa aut aliqua eorundem concessis seu concedendis, omnibusque exceptionibus et diffensionibus aliisque tam juris quam facti, scriptis et non scriptis iuriquedicienti generalem renunciationem non valere, et generaliter et specialiter omnibus et singulis cavillationibus appellationibus litigiis et quibuscumque aliis supterfugiis et excusationibus tam propter generas quam ommissionem bonorum nostrorum aut alia quae de jure vel de consuetudine, ac si haec scriptae essent nobis successoribusque nostris et ecclesiae nostrae predictae in promissis aut aliquibus eorundem adjuvare prefatisque dominis advocato, scabinis, consulibus et communitati dictae villae Yprensis aut successoribus eorundem nocere possent imposterum quoquomodo. In quorum omnium et singulorum premissorum testimonio presentibus litteris sigilla nostra tam prepositurae quam dicti conventus duximus apponenda. Datum anno Domini millesimo cccº octuagesimo quinto, vicesima nona die mensis julii.

II.

Le Prieur du couvent des Carmes d'Ypres, renonce au privilège dont jouissait son couvent, de pouvoir vendre huit pièces de vin sans en payer le droit. — 11 Janvier 1596 (1597 n. s.).

Wy broeder Joos Tellecoren, prior ende al t'ghemeene van den Carmers van Ypre, doen te weitene alle den ghonen die deise presente letteren zullen zien of hooren leisen, dat als in tyden verleiden werde ende voorsieneghe heren vocht, sceipenen ende raet vander steide van Ypre, onse convente gheleighen ende ghestaen t'Ypre, ute caritate, aelmoesenen ende omme dat wy te meer ghehouden zouden zyn nacht ende dach te pinene ende ons te stelne te antierne den dienst Gods, instruerende ende bewysende t'vole vander voors. steide ten weighe Gods ende ten verstaerkynge van zinen ghelove, hadden gheconsenteirt, te haelne, te hebbene, bi cope of andersyns in onse cloostre te doene, te drynkene, te dispenseirne, te onser noot, ende ooc mede te vercoopene tonsen profyte, up dat ons ghelieve, achte vaten wyns elc jaers, elc vat ghereikent voor vier mudde wyns, zonder van den voors. wyne den stede, of yemen anders, eneghe assisse, maeltote of onghelt te betaelne, twelke onse convent langhe tyd gheuseirt heift uter voors. gratie; ende wy broeders van den voors. convente te deiser presenter tyd leivende, oversiende ende merkende de groote ontamelycheiden van twiste ende vechtinghe ende van andere onredelike wandelynghe van wyfven ende van mannen,

die bi darghedane vercoopynghe van wyne in onse cloostre ende couvent daghelyx ghescien mochte, int welke wy van der werelt begreepen ende beseit mochten zyn zonder onse scult, trocken bi den ghemenen rade van onsen convente an werden voorsienighe ende discrete heren voghd, sceipenen ende raden van der steede voors. nu tertyd zynde, hemlieden gheivende, te kenne de inconveniente die van der vercoopynghe van den wyne ghescien mochte, also voorseid es, hemlieden supplierende ende biddende omme Gode dat zy ute caritate, aelmoesene ende specialer gratie omme te seuwene alle blame, achtertale ende scoufierynghe die onse voors. convente ghescien mochte, bi der cause voors., ende omme de voorderynghe van Gods dienste sy lieden zouden willen veranderen de gracie van den indoene ende dispenserynghe van den achte vaten wyns voors. in tameliker ende redeliker somme van ghelde jaerlyx te gheivene ende te betaelne onsen voors. convente, ten welken herverdighen wyse ende discrete heren vooghd, sceipene ende raed van der steide voors., overziende de reidene voorscreiven, hemleiden ghenoucht ende gheconsenteirt hebben dat van nu voordan onse cloostre ende convent in rechte caritate aelmoesene ende in specialer gracie jaerleix hebben, halen ende heffen zullen, over ende in recompensacie van den achte vaten wyns voors., ten wederoupene van der wet van der steide van Ypre voors., de somme van vichtich ponden parisis zulker munte als de steide van Ypre van der wyn assise ontfanghen zal, te diesen hende in de conditien dat wy broeder Joos Prior ende al t'ghemeene convent beloft hebben ende beloven bi deise presente letteren, over ons ende onse nacomers van onse voors. convente, herwerdighe wyse ende discrete heeren voors. die nu zyn of namaels zyn zullen, hebbende

II.

Le Prieur du couvent des Carmes d'Ypres, renonce au privilège dont jouissait son couvent, de pouvoir vendre huit pièces de vin sans en payer le droit. — 11 Janvier 1596 (1597 n. s.).

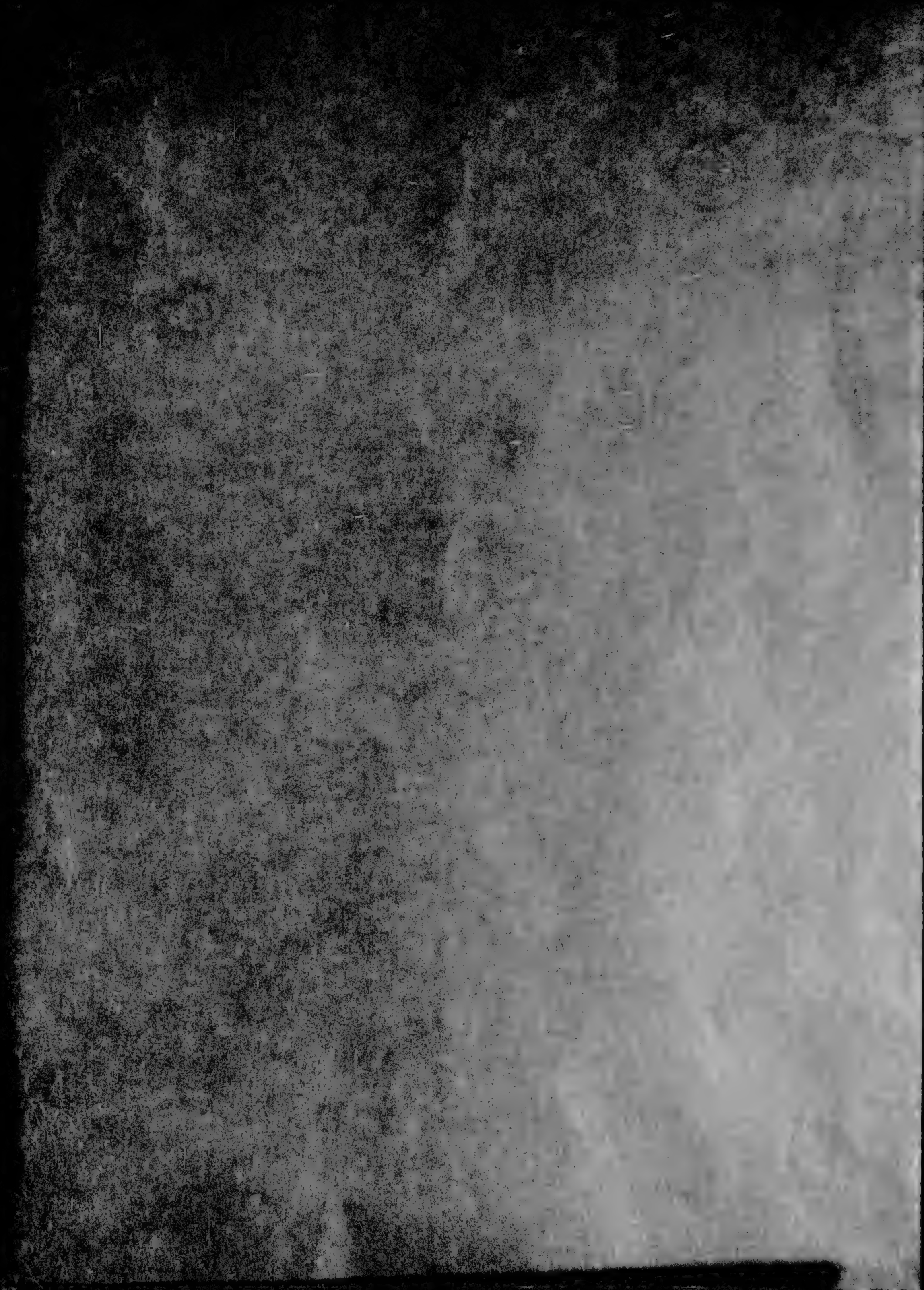
Wy broeder Joos Telcoren, prior ende al t'ghemeene van den Carmers van Ypre, doen te weitene alle den ghonen die deise presente letteren zullen zien of hooren leisen, dat als in tyden verleiden werde ende voorsieneghe heren vocht, sceipenen ende raet vander steide van Ypre, onse convente gheleighen ende ghestaen t'Ypre, ute caritate, aelmoesenen ende omme dat wy te meer ghehouden zouden zyn nacht ende dach te pinene ende ons te stelne te antierne den dienst Gods, instruerende ende bewysende t'volc vander voors. steide ten weighe Gods ende ten verstaerkynge van zinen ghelove, hadden gheconsenteirt, te haelne, te hebbene, bi cope of andersyns in onse cloostre te doene, te drynkene, te dispenseirne, te onser noot, ende ooc mede te vercoopene tonsen profyte, up dat ons ghelieve, achte vaten wyns elc jaers, elc vat ghereikent voor vier mudde wyns, zonder van den voors. wyne den stede, of yemen anders, eneghe assisse, maeltote of onghelt te betaelne, twelke onse convent langhe tyd gheuscirt heift uter voors. gratie; ende wy broeders van den voors. convente te deiser presenter tyd leivende, oversiende ende merkende de groote ontamelycheiden van twiste ende vechtinghe ende van andere onredelike wandelynghe van wyfven ende van mannen,

die bi darghedane vercoopynghe van wyne in onse cloostre ende couvent daghelyx ghesien mochte, int welke wy van der werelt begreepen ende beseit mochten zyn zonder onse scult, trocken bi den ghemenen rade van onsen convente an werden voorsienighe ende discrete heren voghd, sceipenen ende raden van der steede voors. nu tertyd zynde, hemlieden gheivende te kenne de inconveniente die van der vercoopynghe van den wyne ghesien mochte, also voorseid es, hemlieden supplierende ende biddende omme Gode dat zy ute caritate, aelmoesene ende specialer gratie omme te seuwene alle blame, achtertale ende scoufierynghe die onse voors. convente ghesien mochte, bi der cause voors., ende omme de voorderynghe van Gods dienste sy lieden zouden willen veranderen de gracie van den indoene ende dispenserynghe van den achte vaten wyns voors. in tameliker ende redeliker somme van ghelde jaerlyx te gheivene ende te betaelne onsen voors. convente, ten welken herverdighen wyse ende discrete heren vooghd, sceipene ende raed van der steide voors., overziende de reidene voorscreiven, hemleiden ghenoucht ende gheconsenteirt hebben dat van nu voordan onse cloostre ende convent in rechte caritate aelmoesene ende in specialer gracie jaerleix hebben, halen ende heffen zullen, over ende in recompensacie van den achte vaten wyns voors., ten wederoupene van der wet van der steide van Ypre voors., de somme van vichtich ponden parisis zulker munte als de steide van Ypre van der wyn assise ontfanghen zal, te diesen hende in de conditien dat wy broeder Joos Prior ende al t'ghemeene convent beloft hebben ende beloven bi deise presente letteren, over ons ende onse nacommers van onse voors. convente, herwerdighe wyse ende discrete heeren voors. die nu zyn of namaels zyn zullen, hebbende

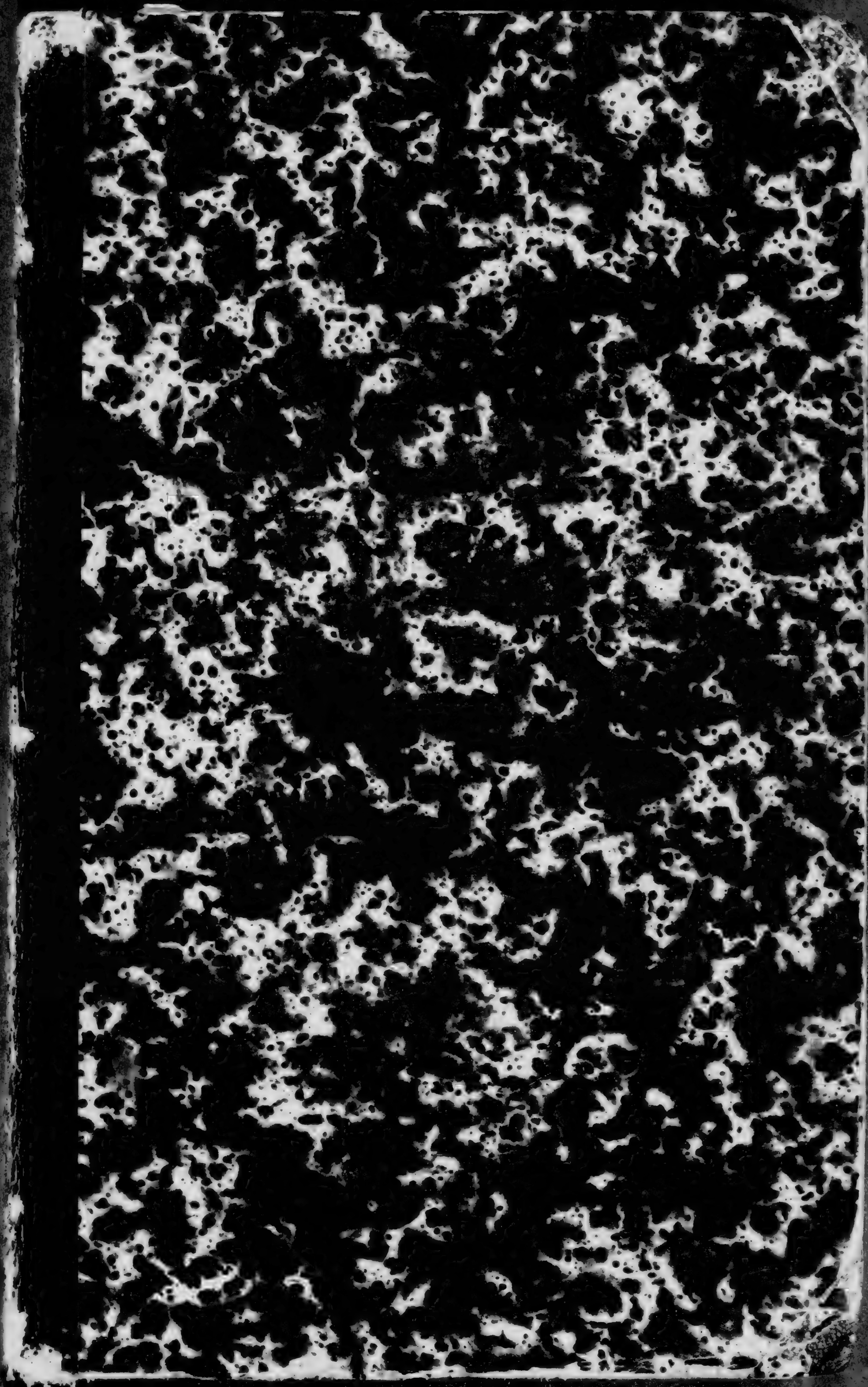
t'gouvernement van der stede van Ypre voors., nemmerme voorder te moeyene of te doen moeyene bi beiden van prince of princesse van den lande of enighe andre heren of vrouwen, gheestelyc of werlyc, omme boven desen voors. graciën eneghe wyn te hebbene, in te doene of te dispenseirne bi vercoopene of te onse speciale drynkene in enigher maniere, ende waert dat wy of enich van ons leiden over ende in de name van onse voors. convente de contrarien van den voors. conditien vervolghde, versochte of bestonde te vervolghene of te besoukene, zo kennen wy over ons, onse convente ende over alle onse nacommers, dat de voors. steide van Ypre ende herwerdeghe, wyze ende discrete heren vogd, sceipenen ende raed te dieretyds hebbende 't gouvernement vander voors. steide sculdich zouden zyn ewelyke totten daghen ontsleighen ende onghhouden te sine van alle de graciën van den wyne ende ghelde voorscreiven. In oorconseepe van deisen zo hebben wy prior ende t'ghemeene convent voors. deise lettren ghezeighelt met den zeighele van onsen convente voors. int jaer dusentich drie hondert zesse ende neghentich, den elleivenste dach in Lauwe (1).

(1) Des lettres semblables furent délivrées le même jour par les couvents des Frères-mineurs, des Frères-prêcheurs et des Augustins.

COLUMBIA UNIVERSITY
0026055490



VOLUME 3



949.3Y8 D56

3

Columbia University
in the City of New York

Library



Special Fund

Given anonymously

CHARTES ET DOCUMENTS

APPARTENANT

Aux Archives de la Ville d'Ypres.

INVENTAIRE
ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE
DES
CHARTES ET DOCUMENTS

APPARTENANT

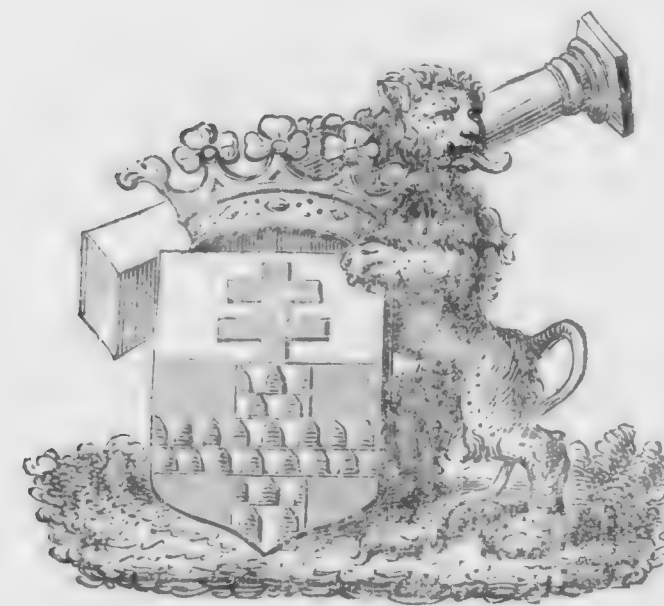
Aux Archives de la Ville d'Ypres,

PUBLIÉ PAR

I. L. A. DIEGERICK,

Archiviste, Membre de plusieurs Sociétés Savantes et Littéraires de Belgique
et de l'étranger.

Tome Troisième.



Bruges. — Imprimé chez Vandecasteele-Werbrouck.

1856.

INVENTAIRE

ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE

DES

CHARTES ET DOCUMENTS

APPARTENANT

AUX ARCHIVES DE LA VILLE D'YPRES.

XV^m SIÈCLE.

DCCXIX.

1400. — Dit was ghedaen int jaer ons Heeren duusentich vierhondert.

Lettres par lesquelles les avoué, échevins, conseillers, chefs-hommes, gens du grand conseil et du conseil des vingt-sept, notables de la *porterie* et des divers métiers, déclarent vendre à Michel Belle, fils de Laurent, tous les bâtiments et terrains ayant appartenu jadis aux *Bogards*, et ce pour la somme de 200 livres de gros, monnaie de Flandre. — Les avoué, échevins etc. se déterminent à

faire cette vente à cause du mauvais état des finances de la ville, qui se trouve en déficit de plus de trente-huit mille livres parisis, monnaie de Flandre, déficit occasionné par la reconstruction des maisons et bâtiments divers, appartenant à la ville, qui furent détruits lors du dernier siège. — Cette charte mentionne l'emplacement et la position des divers bâtiments et terrains ayant appartenu jadis aux *Bogards*. — Ces frères avaient été obligés de quitter leurs demeures, parce que leurs propriétés étaient tellement chargées de rentes et d'obligations, qu'ils ne pouvaient plus suffire au paiement.

Original, sceau de la ville, avec contre-scel en cire verte pendant à double queue de parchemin.

DCCXX.

1401. Donné à Lille le xiii^e jour de may l'an de grace mil quatre cens et ung.

Sentence prononcée par les gens du conseil du Duc de Bourgogne au sujet d'un conflit de juridiction entre les échevins d'Ypres, d'une part, et le bailli d'Elverdinghe, d'autre part. — Le nommé Gérard Michielz avait été banni de Flandre par les échevins d'Ypres, pour le terme de trois ans. — Michielz ayant rompu son ban, revint à Elverdinghe, où il rencontra Jean Lonin, et quelques autres bourgeois d'Ypres : une discussion s'élève, et Jean Lonin et ses complices maltraitent Michielz et le

laissent pour mort sur la place. Celui-ci mourut de ses blessures. — Le bailli ayant fait arrêter les coupables, les échevins d'Ypres exigèrent leur mise en liberté, se fondant sur leurs privilèges, et prétendant que Michielz, ayant rompu son ban, était hors la loi (*wetteloos*), et que Jean Lonin et ses complices ne pouvaient être poursuivis du chef de meurtre commis sur un homme déclaré hors la loi. — Le bailli refusa de relâcher les coupables et l'affaire fut portée devant les gens du conseil du Duc.

Ceux-ci, après avoir entendu dans leur défense respective le bailli d'Elverdinghe, la veuve, les parents et amis de Michielz d'une part, et les échevins d'Ypres ainsi que Jean Lonin et ses complices d'autre part, déclarèrent n'admettre ni les prétentions des échevins d'Ypres, ni celles du bailli d'Elverdinghe; ils ordonnent que l'affaire sera portée devant leur juridiction, que les prévenus seront mis provisoirement en liberté, sous caution, et fixent le jour auquel les deux parties devront comparaître.

Sur le pli se trouve : *Par messeigneurs du conseil estans à Lille, (Signé) Joris, et à droite, (Signé) De Moerkerke.*

Original, muni de quatre petits sceaux en cire rouge pendant à doubles queues de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek* f^o 216 à 226.

DCCXXI.

1401. — Datum per copiam in parlamento, vii^o die augusti, anno Domini millesimo quadringentesimo primo.

Rouleau de parchemin contenant la copie de plusieurs procurations, protestations etc. concernant le procès mentionné au N^o précédent.

Copie de l'époque sur parchemin.

DCCXXII.

1401. — Le xx^e jour d'aoust l'an mil quatre cens et ung.

Lettres par lesquelles François de le Hofstede, dit le Cupre, receveur-général de Flandre et d'Artois, déclare avoir reçu des bonnes gens de la ville d'Ypres la somme de quatre cens nobles qu'ils devaient au duc de Bourgogne, pour l'octroi de leur accise.

(Signé) *Cupre*.

Original, sceau en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCCXXIII.

1401. — Donné à Paris le xxiii^e jour de septembre l'an de grace mil quatre cens et un le xxii^e de nostre règne.

Lettres du roi de France Charles VI au bailli de Tournai et du Tournésis. Il lui ordonne de désigner une personne probe pour remplir les fonctions de bailli d'Ypres, jusqu'à ce que la cour du parlement en aura décidé autrement.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque.

DCCXXIV.

1401. — Donné à Paris le vii^o jour d'octobre l'an de grace mil quatre cens et un le xxii^e de nostre règne.

Lettres par lesquelles Charles VI, roi de France, ordonne au premier huissier du parlement qui en sera requis, de se rendre à Lille et de sommer les gens et officiers du duc de Bourgogne, sous peine de confiscation de corps et de biens, de lui ouvrir les portes des prisons où sont détenus Jean Lonnin et ses co-accusés, et de mettre ceux-ci immédiatement en liberté sous caution. — Pareille sommation sera faite au châtelain, portier

et soldats du château de Lille. — Il lui ordonne en outre d'ajourner devant son parlement, à Amiens, ceux qui refuseront d'obéir à ses ordres ou qui s'opposeront à leur exécution (Voir le N° DCCXX).

Original, le sceau, qui pendait à une bande de parchemin, est perdu.

DCCXXV.

1401. — Donné en nostre ville d'Arras le xvij^e jour d'octobre l'an de grace mil quatre cens et ung.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne, ordonne la mise en liberté de Jean Lonin et de ses co-accusés, et les renvoie libres de toute plainte à leur charge. — Il accorde cette grâce sans qu'elle puisse porter le moindre préjudice aux lois et coutumes de la ville d'Ypres, ni augmenter en quoi que ce soit sa propre autorité.

Sur le dos de la charte se trouve l'inscription de l'accusé de réception fait au duc de Bourgogne par les échevins de la ville d'Ypres.

Sur le pli se trouve inscrit : *Par Monsgr^e le Duc en son conseil, auquel vous et plusieurs austres étiez.* (Signé) Daniel.

Original, grand sceau du duc avec contrescel en cire rouge pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek* fo 228 v°.

DCCXXVI.

1401 (1402 n. s.). — Donné à Lille le iij^{me} jour de février l'an de grace mil cccc et ung.

Sentence prononcée par les gens du conseil du duc de Bourgogne, au sujet d'un différend entre les échevins de la ville d'Ypres et Jean Cuenin, bourgeois de la même ville, d'une part, et Jean de Reninghe, écuyer, d'autre part. — D'après les privilèges accordés par les comtes de Flandre, les Yprois étaient exempts de tout droit de tonlieu dans toute l'étendue de la Flandre. — Jean de Reninghe prétendait cependant leur faire payer ce droit dans sa seigneurie; il avait fait saisie d'un plat en argent appartenant à Jean Cuenin, comme dédommagement du droit de tonlieu que celui-ci refusait de payer. — Le conseil du duc donne gain de cause aux échevins d'Ypres, et condamne Jean de Reninghe à la restitution de l'objet saisi et à tous les frais résultant du procès.

Sur le pli se trouve : *Par messeigneurs du conseil estant à Lille.* (Signé) De Moerkerke.

Original muni de quatre petits sceaux en cire rouge pendant à doubles queues de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek* fo 155 et 156.

DCCXXVII.

1402. — Donné à Paris le xxv^e jour de juillet l'an de grace mil
iii^e et deux, et de nostre règne le xxii^e.

Lettres de Charles VI, roi de France, à son bailli de Tournai et du Tournésis. — Il l'informe que l'année précédente, à cause de la disette des blés, il avait défendu l'exportation des céréales hors du royaume, mais que, vu l'état favorable de la moisson et l'abondance des blés, il peut laisser passer librement tous les céréales venant de Douai et passant par eau par Tournai.

Donné sous le *Vidimus* de Guillaume seigneur de Tignonville, chevalier, conseiller et chambellan du roi et garde de la prévôté de Paris, du 28 juillet 1402.

Vidimus original, traces de sceau en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DCCXXVIII.

1402. — Donné à Lille le xviii^e jour de novembre l'an de grace mil quatre cens et deux.

Ordonnance de Philippe, duc de Bourgogne etc. concernant le droit de bourgeoisie dans les villes de la châtellenie de Courtrai. — D'après des rapports faits au Duc, plusieurs individus jouissaient simultanément du droit de bourgeoisie dans deux ou dans trois villes de cette châtellenie : il en résultait de graves abus, et souvent ils parvenaient, par ce moyen, à éluder les obligations auxquelles ils étaient soumis, et les peines qu'ils avaient pu encourir pour un délit quelconque. Pour faire cesser cet état de choses, le duc ordonne : 1^o Dorénavant nul ne pourra jouir du droit de bourgeoisie dans plus d'une ville de la châtellenie de Courtrai. — 2^o Tout individu, jouissant du droit de bourgeoisie dans une ville, qui veut acquérir le même droit dans une autre ville, perdra sa bourgeoisie dans la première de ces localités et devra en outre payer tous les droits d'issue. — 3^o Ceux qui jouissent de ce droit dans deux ou plusieurs villes, pourront choisir celle dans laquelle ils désirent conserver leur bourgeoisie, et seront rayés de l'état des autres villes. — 4^o On fera connaître dans toutes les villes, qu'un mois après la publication de la présente ordonnance, les bourgeois auront à comparaître devant leur bailli ou devant leurs échevins, pour déclarer dans quelle ville ils désirent jouir de leurs droits et pour renoncer

aux autres: ceux qui feront cette déclaration, seront exempts de payer le droit d'issue de la ville à laquelle ils renoncent. — 5° Ceux qui négligeront de faire cette déclaration dans le délai voulu, resteront bourgeois de la ville qu'ils habitent, et devront payer en outre le droit d'issue des autres bourgeoisies dont ils jouissaient. — 6° Ceux qui n'habitent aucune des villes de la châtellenie et qui ne feront pas de déclaration dans le délai fixé, seront déchus de tout droit de bourgeoisie et payeront néanmoins le droit d'issue de toutes les bourgeoisies dont ils jouissaient.

Zwartenboek f° 374 et 375.

DCCXXIX.

1402 (1403 n. s.). Donnée à Lille le xiiii^e jour de mars l'an de grace mil quatre cens et deux.

Lettres des gens du conseil du duc de Bourgogne, au bailli de la ville d'Ypres. — Ils l'informent que le bailli de la salle d'Ypres retient en prison, contrairement aux privilèges de la ville, le nommé Guillaume de le Hoye, bourgeois d'Ypres. Ils l'invitent à donner, au bailli de la salle, l'ordre de relâcher immédiatement son prisonnier, et à l'ajourner devant la cour à Lille s'il n'obéit pas sur-le-champ.

Original muni de deux petits sceaux en cire rouge pendant à des bandes de parchemin.

DCCXXX.

1402 (1403 n. s.). — Escript le xx^e jour du mois et an dessus dit (mars 1402).

Lettres de Jacques Du Mesnil, huissier de la chambre du conseil à Lille, aux conseillers du duc de Bourgogne. — Il les informe que le 16 mars, en présence de plusieurs personnes, il a donné lecture de la lettre mentionnée au N° précédent, à Gérard de la Tanerie, bailli de la salle d'Ypres, et que, sur son refus de remettre en liberté Guillaume de le Hoye, il a ajourné le dit bailli à comparaître devant le conseil du duc, le 26 du présent mois pour y expliquer les motifs de son refus.

Attaché au N° précédent.

Original, traces de sceau en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCCXXXI.

1402 (1403 n. s.). Donnée à Lille le vendredi xxx jour de mars l'an mil quatre cens et deux.

Arrêt prononcé par les gens du conseil du duc de Bourgogne, au sujet d'un différend entre les échevins

d'Ypres, d'une part, et Pasquier de Lattre, bailli de la seigneurie de Lisac dans les paroisses de Langhemarc et de Bixschote, d'autre part. — Un bourgeois d'Ypres avait été appelé à la franche vérité dans la seigneurie susdite, et condamné à l'amende pour laquelle on avait saisi ses biens, contrairement aux privilèges de la ville d'Ypres. — Appelé devant la cour susdite, le bailli Pasquier de Lattre est condamné à donner main levée de la saisie faite par lui.

Original, muni d'un petit sceau en cire rouge pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek* f° 158 r°.

DCCXXXII.

1403. — Donné à Lille le pénultième jour d'avril l'an de grace mil quatre cens trois.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne, accorde aux Yprois le privilège de pouvoir porter, dans toute l'étendue du comté de Flandre, des armes, pour la garde, tuition et défense de leurs corps. — Ce privilège est accordé provisoirement pour le terme de trois ans. — Les armes dont ils pourront être porteurs sont les *plançons* (?), épées et couteaux ordinaires. — Il ordonne au souverain bailli de Flandre, au bailli d'Ypres et à tous ses officiers et sujets dudit pays de Flandre, de les laisser jouir paisiblement de ce droit, et de tenir

la main à l'exécution de ce qui précède, nonobstant les défenses faites antérieurement.

Sur le pli se trouve : *Par le conseil auquel vous estiez.*
(Signé) *Gherbode.*

Original, grand sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge pendant à double queue de parchemin.

DCCXXXIII.

1403. — Donné en nostre ville d'Arras le xxviii^e jour de novembre l'an de grace mil quatre cens et trois.

Lettres de Philippe, duc de Bourgogne etc., adressées au comte de Liney et de St-Pol, au sire d'Engondessent, conservateur des trêves au pays de Picardie, aux baillis d'Amiens, d'Abbeville, de St-Omer et d'Ardre, aux capitaines de Boulogne, de Gravelines et d'Ardre etc. etc. — Il les informe que depuis les dernières trêves avec l'Angleterre, diverses excursions ont été faites par les partisans des Anglais au grand préjudice des habitants du royaume de France; comme cette agression était partie particulièrement de Calais, le roi de France avait défendu solennellement à tous ses sujets, d'avoir aucune communication avec les habitants de ladite ville de Calais, ou avec les partisans des Anglais, soit pour commercer, soit pour tout autre motif. Il avait ordonné d'arrêter ceux qui tenteraient de s'y rendre et de les

faire punir comme transgresseurs de ses ordres. — Cependant comme la plupart des dommages ont été réparés, comme de nouvelles trêves ont été publiées, il les informe que, dans l'intérêt du commerce, et par suite du pouvoir que le roi lui a donné à cet égard, ils sont autorisés à laisser circuler librement les marchands se rendant à Calais avec leurs marchandises, ou en revenant, et ce nonobstant les défenses contraires qui antérieurement ont été faites à cet égard.

Donné sous le *Vidimus* des échevins de la ville de Bruges, le 31 décembre 1403.

Vidimus original, muni du sceau de la ville de Bruges avec contre-scel en cire brune pendant à double queue de parchemin.

DCCXXXIV.

1403 (1404 n. s.). — Donné à Lille le xi^e jour de mars l'an de grace mil quatre cens et trois.

Jugement prononcé par les gens du conseil du Duc de Bourgogne, au sujet d'un différend entre les échevins d'Ypres, d'une part, et les jurés et officiers du Ghistel-ambacht et du Kamerlincks-ambacht, d'autre part. — Ces derniers avaient détruit les digues et barrages construits par les Yprois pour maintenir les eaux dans l'Yperlée, et pour rendre la navigation possible. —

Ajournés devant le conseil du Duc à Lille, ils ne surent justifier leur conduite et furent condamnés à reconstruire les travaux détruits et en outre à payer tous les dépens faits par les échevins d'Ypres dans la poursuite de cette affaire. Sur le pli est écrit : *Par Messeigneurs du conseil estans à Lille.* (Signé) *De Moerkerke.*

Original, muni de trois petits sceaux en cire rouge pendant à des doubles queues de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f^o 77 r^o.
» dans le *Geluwenboek* f^o 297 v^o.

DCCXXXV.

1403 (1404 n. s.). — Fait l'an de grace mil quatre chens et trois, le quinzisme jour de mars.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville d'Ypres déclarent que les trésoriers Gilles de Lo, l'ainé, et Éloi de Busscop ont acheté de Brixis le Vos et de demoiselle Christine sa femme, la moitié d'une maison servant à l'usage du *Besant*, et ce à raison de cinq livres parisis de rente héritable. — Cette maison est située sur le marché, vers le sud, entre la maison appelée *Spaengen*, d'un côté, et la maison appelée *Cornemarct*, de l'autre. Les témoins présents à cet acte sont les échevins George

Belle, chevalier, Charles de le Eeckhoute, Jean Pael-dyngh, Wautier Du Puits et Christophe de Beisselaere.

Original, grand sceau de la ville avec contre-scel en cire verte pendant à double queue de parchemin.

DCCXXXVI.

1404 (1405 n. s.). — Ghemaect ende ghegheven int jaer m. cccc ende viere upten xii^{sten} dach van Sporele.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville de Gand s'engagent envers ceux d'Ypres, à payer leur part dans le remboursement à faire à quelques marchands de la Hanse teutonique. — Ces marchands avaient acheté, à Calais, des laines anglaises, pour une valeur de 750 livres, 6 esc. 2 deniers monnaie anglaise. Ils avaient chargé cette marchandise sur des navires, et arrivés à hauteur de Nieuport, ils avaient été attaqués par des pêcheurs de cette ville, qui s'étaient rendus maîtres des marchandises et les avaient conduites à Nieuport. — D'après les statuts de la Hanse, les villes de Gand, de Bruges et d'Ypres devaient rembourser à ces marchands allemands les pertes qu'ils venaient d'éprouver, et elles leur avaient donné à cet égard des lettres d'assurance au nom de ces trois villes et du pays de Flandre. — Outre cette assurance collective donnée aux marchands de la Hanse, les trois villes se donnaient mutuellement des lettres d'assurance

pour la part qui leur incombait dans l'indemnité. C'est à quoi a servi la présente charte.

Original, grand sceau de la ville, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DCCXXXVII.

1405. — Ghedaen int jaer ons Heeren ducentich vier-ondert ende vive den dertiensten dach in hooymaent.

Lettres par lesquelles Jean Lem, prieur des Dominicains d'Ypres, déclare avoir reçu de Lamsen van den Clite et de Louis den Byscoop, trésoriers de la ville, la somme de vingt-cinq livres parisis, en diminution des trois cents livres accordées par les échevins, pour la réédification de leur église.

Original, muni d'un petit sceau en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

DCCXXXVIII.

1405. — Ghedaen int jaer ons Heeren ducentich vierhondert ende vive den dertiensten dach in hoymaent.

Lettres par lesquelles le même prieur Jean Lem, reconnaît avoir reçu des mêmes trésoriers, la somme de vingt-cinq livres parisis, comme indemnité de leur renonciation au droit de débiter des boissons dans la cantine de leur couvent. (Voir le N° DCCXI.)

Original, muni du sceau du prieur, en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

DCCXXXIX.

1405. Donné à Messines sous nostre scel le ix jour d'octobre l'an de grace mil quatre cens et cinq.

Lettres par lesquelles Guillemine, abbesse de Messines, déclare avoir reçu des trésoriers de la ville d'Ypres, la somme de huit livres, dix sols parisis, monnaie de Flandre, comme moitié du payement annuel stipulé par

la convention du mois d'octobre 1519. (Voir le numéro CCCXXXIII.)

Original, sceau en cire brune, entièrement brisé, pendant à une bande de parchemin.

DCCXL.

1406. — Donné à Paris le xxvi^e jour d'avril après Pasques l'an de grace mil cccc et six.

Lettres par lesquelles Jean, duc de Bourgogne, renouvelle, pour trois ans, l'autorisation accordée aux échevins d'Ypres, d'imposer des accises sur les vins et autres boissons. (Voir les N° DCLVIII, DCLXXII et DCCVI.) Il leur accorde cet octroi sous condition que la ville lui payera annuellement une somme de quatre cents nobles d'or, et qu'avant la S. Jean-Baptiste prochaine ils lui payeront une somme de 800 nobles d'or, une fois, pour la jouissance de leur octroi pendant les deux dernières années.

Original, sceau en cire rouge, avec contrescel, pendant à double queue de parchemin. (Le sceau est brisé).

Transcrit dans le *Roodenboek* f° 248 r°.

DCCXLI.

1407. — Ghedaen int jaer ons Heeren dusentich viere hondert ende zeivene den neighthientste dach in april sdicendaeghe naer den zondach van *Jubilate*.

Lettres par lesquelles les avoué et échevins de la ville d'Ypres, d'une part, et Guillaume, prévôt de St-Martin et tout le couvent, d'autre part, déclarent avoir fait l'échange de quelques parcelles de terre, situées hors de la porte de Boesinghe et du Temple. — Le couvent de St-Martin reçoit de la ville: 1° Trois mesures et demie et quarante verges de terrain, situées hors de la porte du Temple, entre le *Paerdemarct* et la ville. 2° Six mesures, deux lignes et vingt-cinq verges de terrain, situées hors de la même porte, au sud de la rue du Temple, ainsi que tous les fossés qui entourent ces terrains. — La ville, par contre, reçoit du couvent de St-Martin, un terrain appelé le *Moordhoek*, d'une contenance de six mesures, deux lignes et soixante-quinze verges, situé hors de la porte de Boesinghe, derrière l'*Overdragt*, entre la rivière l'Yperlée et les terrains de l'infirmerie de Ste-Christine.

Original, muni de trois sceaux en cire brune, avec contre-scel; celui de la ville d'Ypres, celui du prévôt et celui du couvent de St-Martin.

DCCXLII.

1407 (1408 n. s.). — Donné à Paris le xiii^e jour de mars l'an de grace mil cccc et sept.

Lettres de Jean, duc de Bourgogne, au bailli de l'*Oost-Yper-Ambacht*. — Il lui ordonne d'ajourner devant son conseil de Flandre, les échevins de la châtellenie d'Ypres et ceux de la ville, afin qu'ils présentent de part et d'autre leurs raisons et moyens de défense au sujet d'un conflit de juridiction existant entre eux.

Original, grand sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à un bande de parchemin.

DCCXLIII.

1409. — Ghegheven te Ghend den achtiensten dach van hoymaend in jaer ons Heeren dusentich vier hondert ende negen.

Appointement fait entre les échevins de la ville d'Ypres, d'une part, et ceux de la châtellenie de Bergues, d'autre part. — Une difficulté avait surgi au sujet de la succession d'une femme, bourgeoise d'Ypres, dont une partie des biens étaient situés dans la châtellenie de

Bergues. Les échevins d'Ypres avaient liquidé la succession d'après les lois d'Ypres, mais ceux de la châtellenie de Bergues s'y étaient opposés, parce qu'une partie de ces biens étaient situés dans leur châtellenie. — Le procès dura depuis quatre ans, et pour éviter les frais considérables dans lesquels il entraînait, les deux parties firent, devant le conseil du Duc de Bourgogne, un accord d'après lequel la décision des échevins d'Ypres était maintenue, et on convenait qu'à l'avenir le partage des biens situés sur le territoire d'Ypres et provenant de la succession d'un bourgeois ou d'une bourgeoise de la châtellenie de Bergues, serait fait par les échevins de cette châtellenie; et par contre, les échevins d'Ypres feraient le partage des biens situés dans la châtellenie de Bergues, mais provenant d'un bourgeois ou d'une bourgeoise d'Ypres.

Les gens du conseil du duc de Bourgogne approuvent cette convention, et ordonnent aux deux parties de s'y conformer strictement à l'avenir. Ils décident en outre, que les échevins de la châtellenie de Bergues supporteront tous les frais qu'ils ont fait eux-mêmes pour ce procès; quant aux frais faits par les échevins d'Ypres, il sera nommé des arbitres qui décideront par qui ces derniers frais seront supportés (Voyez le N° DCCXLV).

Sur le pli se trouve écrit : *Bi minen heeren van den Rade wesende te Ghend*, (Signé) *Guido*.

Original muni de trois petits sceaux en cire rouge, pendant à des doubles queues de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek* fo 546 v°.

DCCXLIV.

1409. — Ghemaect..... den twintichsten dach van setembri int jaer ons Heeren dusent vier hondert ende neghen.

Lettres des communmeesters, échevins et conseil de la ville de Malines, aux avoué, échevins et conseil de la ville d'Ypres. — Ils les informent que le duc de Bourgogne vient de les autoriser à établir une franche foire, deux fois par an, savoir : le lundi avant l'ascension, et le lundi après S. Come et S. Damien; chacune de ces foires durera huit jours. — La première aura lieu le lundi avant l'ascension prochaine. — Le duc a, en outre, accordé des lettres de sauf-conduit pour tous les marchands avec leurs marchandises qui se rendront à ces foires, ou en retourneront; et ce sauf-conduit commencera quinze jours avant pour expirer quinze jours après la foire. — Tous les marchands en général pourront en profiter, à l'exception des ennemis du Duc et des ennemis ou bannis de la ville de Malines. — Ces lettres de sauf-conduit sont approuvées et confirmées par le roi de France; par Guillaume, duc de Bavière, comte de Hainaut, de Hollande, de Zélande et seig^r de Frise; par le duc Jean de Bavière, frère du précédent, élu de Liège et comte de Loon, etc.

Original; le sceau en cire verte, qui pendait à double queue de parchemin, est entièrement brisé.

DCCXLV.

1409. — Den vierden dach van Octobri int jaer dusentich vier hondert ende neghene.

Sentence arbitrale prononcée par Jean Belle et André Paeldinghe, conseillers de la ville d'Ypres, et Mathieu Den Telre, vicomte, et Renaud Vanden Bussche, *Kueurbroeder* de la châtellenie de Bergues, au sujet des frais et dépenses faits par les échevins d'Ypres dans le procès mentionné au N° DCCXLIII. Les arbitres décident que les échevins de la châtellenie de Bergues supporteront ces frais, et que de ce chef ils payeront aux échevins d'Ypres la somme de cinq cent livres parisis, monnaie de Flandre, une fois.

Original, muni des sceaux des quatre arbitres, pendant à des doubles queues de parchemin. — Les sceaux de Belle et de Den Telre, sont en cire rouge, les deux autres en cire brune.

Transcrit dans le *Zwartenboek* f° 549 r°.

DCCXLVI.

1409. — Donné en nostre ville de Bruges le xiiii^e jour de décembre l'an de grace mil iiii^e et neuf.

Lettres par lesquelles Jean Duc de Bourgogne etc. ordonne que le renouvellement du magistrat, qui avait lieu tous les ans au 15 décembre, se fera désormais au 8 février de chaque année. — Le motif de ce changement, c'est que l'examen des comptes ne peut se faire en même temps que le renouvellement du magistrat, attendu que les comptes ne se clôturent qu'au 1 janvier : il en résulte que les commissaires sont obligés de revenir une seconde fois, à grands frais et dépens de la ville. — Cependant, pour cette année encore, il désigne les commissaires chargés de renouveler la loi à l'époque ordinaire, mais les échevins qui seront nommés, ne resteront en fonction que jusqu'au 8 février prochain. Les commissaires qu'il désigne à cet effet, sont : Messire Jean de Bailleul, le seigneur de Pouckes, Messire Louis de Moerkerke, bailli du dit Ypres, Robert de Capples, bailli de Bruges, et Godefroid Le Sauvage, receveur-général de Flandre. — Dans la suite, le renouvellement de la loi et l'examen des comptes se feront en même temps, et il fixera les gages auxquels les commissaires auront droit de ce chef.

Wittenboek f° 104 r°.

Imprimé dans LAMBIN, *Geschiedkundige onderzoekingen* etc.

DCCXLVII.

1409. — Donné en nostre ville de Bruges le xiiii^e jour de décembre
l'an de grace mil iii^e et neuf.

Lettres par lesquelles Jean, duc de Bourgogne etc. ordonne que, pour éviter autant que possible à la ville d'Ypres, les frais et dépenses occasionnés par le renouvellement du magistrat et l'audition des comptes, les commissaires qu'il déléguera à cet effet ne jouiront de leurs gages que pendant six jours, y compris l'aller et le retour. — Ces gages seront payés par la ville.

Wittenboek f^o 104 v^o.

Roodenboek f^o 12 v^o.

Imprimé dans LAMBIN, *Geschiedkundige onderzoekingen etc.*

DCCXLVIII.

1409 (1410 n. s.). — Donné en nostre ville de Lille le iii^e jour
de janvier l'an de grace mil iii^e et noef.

Lettres de Jean duc de Bourgogne etc. au bailli de Lille. — Il l'informe qu'à la demande de Guillaume seigneur de Bours, de Molincourt et d'Amougies, et de Catherine de Poucques, son épouse, dame du dit lieu,

ainsi qu'à la demande des marchands qui fréquentent avec leurs bateaux la Lys, par le passage d'Houplines, il a décidé que les portes et écluses seront restaurées ou reconstruites en cet endroit. — Il l'engage en conséquence à désigner deux personnes de la ville d'Ypres et une autre d'Houplines même, pour les charger de la direction des travaux à y exécuter. — Les frais que ces travaux occasionneront et qui ne pourront monter qu'à vingt-quatre livres de gros, seront remboursés par le droit de péage qu'on établira en cet endroit, sur le même pied que le fut celui établi par le comte Gui De Dampierre. (Voir le N^o CLXX.)

Donné sous le *Vidimus* de Henri de Mortagne dit d'Espierre, seigneur de Linseele et de Blaton, chevalier, conseiller du duc de Bourgogne, du 7 janvier 1409.

Vidimus original, muni du sceau de Henri De Mortagne, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DCCXLIX.

1409 (1410 n. s.). — Donné à Paris le xviii^e jour de février
l'an de grace mil cccc et neuf.

Lettres de Jean, Duc de Bourgogne etc. à son bailli de Lille. — Même contenu que le N^o précédent, à l'exception que la somme de vingt-quatre livres de gros, fixée pour la dépense des réparations, est portée à quatre cents couronnes monnaie du roi, et que la lettre, au lieu

d'être datée de Lille le 4 janvier 1409, l'est de Paris, le 18 février 1409.

Donné sous le *Vidimus* des échevins de la ville de Lille, en Flandre, le dernier jour de février.

Vidimus original, muni du sceau de la ville de Lille, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin. Sceau brisé.

DCCL.

1410. — Ghegheven te Ghend den xxii dach in april int jaer ons Heeren dusentich cccc ende tiene.

Lettres des conseillers du Duc de Bourgogne, au bailli d'Ypres et à celui de la châtellenie. — Les échevins de la châtellenie de Bergues avaient refusé jusqu'ici de payer les frais occasionnés aux échevins d'Ypres par le procès mentionné au N° DCCXLIII, frais qui avaient été fixés par des arbitres à la somme de cinq cents livres parisis. — Les conseillers invitent les susdits baillis à sommer les échevins de la châtellenie de Bergues de payer cette somme, et en cas de refus, de les ajourner devant le conseil de Flandre, pour rendre compte de leur refus de paiement.

Signé sur le pli : *Guido*. (Voir le N° DCCXLV.)

Original, muni de deux petits sceaux en cire rouge, pendant à des bandes de parchemin.

DCCLI.

1410. — Den derden dach van meye int jaer duust vier hondert ende thiene.

Jugement prononcé par les échevins d'Ypres, constatant qu'un bâtard qui fait profession dans un des quatre ordres mendiants à Ypres, n'acquiert pas par ce fait le droit de bourgeoisie.

Gheluuenboek fo 58 r°.

DCCLII.

1410 (1411 n. s.). — Ghedaen in de voors. camere (van den rade van Vlaenderen te Ghendt) den xiiii dach in laumaendt int jaer ons Heeren dusentich vier hondert ende thiene.

Sentence prononcée par le conseil de Flandre au sujet d'un conflit de juridiction entre les échevins de Grammont, d'une part, et le procureur-général de Flandre, au nom du bailli de Grammont, d'autre part. — Ce dernier avait levé le droit de *meilleur catel* sur la succession de deux personnes que les échevins de Grammont prétendaient être leurs bourgeois, et ils voulaient faire prévaloir leur privilège d'après lequel tout bourgeois de Grammont

était exempt de ce droit. — Les débats firent voir que les deux individus décédés n'étaient pas bourgeois de Grammont, mais bourgeois de Gand, et qu'en venant habiter la première de ces villes, ils n'avaient pas fait le rachat de ce droit. — Le conseil du Duc maintient en conséquence le bailli de Grammont dans ses prétentions et lui donne gain de cause.

Zwartenboek f° 375 v°.

DCCLIII.

1410 (1411 n. s.). — Donné en nostre ville de Bruges ce troizime jour d'avril l'an de grace mil quatre cens dix avant Pasques.

Lettres par lesquelles Jean duc de Bourgogne etc. accorde aux échevins de la ville d'Ypres, le privilège de pouvoir, comme bon leur semble, et sans autorisation de sa part, asseoir des accises sur les vins, cervoises ou autres boissons, denrées et marchandises amenées, vendues ou débitées en ville et dans les limites de l'échevinage. — Ni lui, ni ses successeurs ne pourront jamais réclamer aucune redevance de ce chef. — Tous les habitants seront soumis à cette taxe, cependant quand le duc, la duchesse, son fils aîné ou sa fille aînée, leurs femmes ou maris se rendront à Ypres, ils seront, pendant leur séjour en cette ville, exempts de payer le droit pour le vin nécessaire à eux, à leurs gens et à leur

suite, mais pour autant qu'il soit consommé dans leur hôtel.

Philippe de Bourgogne, comte de Charolois, seul fils et héritier du duc, approuve et confirme ce privilège, en la ville de Gand, le xxvij^e jour de juillet l'an de grâce mil quatre cent quatorze.

Sur le pli, à gauche, est écrit: *Par monseigneur le Duc en son conseil, auquel vous messire Jehan de Ghistele, messire Lourdin de Sacigny, messire Roeland, d'Uutkerke, Pierre de Montbertaut et plusieurs autres, estoient.* (Signé) *G. De la Boede.*

Sur le même pli, à droite, se trouve: *Par monseigneur le comte de Charolois, le seigneur de Montperroux présent.* (Signé) *Ménart.*

Original, muni du grand sceau du duc, avec contre-scel, et d'un petit sceau du comte de Charolois, l'un et l'autre en cire verte et pendant à des lacs de soie verte et rouge.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 99 v°.
— *Roodenboek* f° 245 v°.

DCCLIV.

1410 (1411 n. s.). — Donné en nostre ville de Bruges le troisieme jour d'avril l'an de grace mil quatre cens et dix avant Pasques.

Lettres par lesquelles Jean, Duc de Bourgogne etc., accorde à la ville d'Ypres le privilège suivant: Nul ne

pourra vendre ou débiter, vins, cervoises ou autres boissons à *broque* ni autrement, ni ne pourra tenir taverne au dehors de l'échevinage de la ville, dans le rayon d'une lieue. — Il exempté de cette disposition les endroits suivants : le *Pelekin lindekin* (le tilleul à Pilkem) sur la route d'Ypres à Dixmude; le *Wielken*, sur la route d'Ypres à Bruges; le *Sint Loys husekin* (chapelle de S. Éloi) sur le chemin d'Ypres à Warneton et à Messines, et les cimetières tenant aux églises paroissiales dans la limite d'une lieue. — Toute contravention sera punie d'une amende de 40 livres parisis monnaie de Flandre, dont moitié sera payé au bailli d'Ypres, au profit du Duc, et l'autre moitié aux échevins, au profit de la ville. — Si le bailli parvient à découvrir des pièces ou tonneaux remplis de boisson, dont une partie a servi au débit, contrairement à l'ordonnance, il les fera porter devant la porte des débitants et fera effondrer ces tonneaux en présence du peuple. — Chaque fois que le bailli aura à constater une contravention, il le fera en présence de deux échevins. — Tout individu qui dénoncera un cas de contravention, recevra la moitié de l'amende.

Le comte de Charolais approuve et confirme cette charte au lieu et à la date mentionnés au N° précédent.

Sur le pli se trouvent les mêmes inscriptions qu'au N° précédent.

Original, mêmes sceaux que ci-devant.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 100 v°.
— *Roodenboek* f° 263 r°.

DCCLV.

1410 (1411 n. s.). — Donné en nostre ville de Bruges le troisième jour d'avril l'an de grace mil quatre cens et dix avant Pasque.

Lettres de privilège accordées aux Yprois par Jean, Duc de Bourgogne etc. — Il renonce à tout droit de confiscation de biens, fiefs, catels, meubles et héritages qu'il aurait pu exiger pour le passé, ou qui pourrait lui compéter. — A l'avenir on ne pourra plus appliquer la peine de confiscation de biens, fiefs etc. aux bourgeois ou bourgeoises d'Ypres, quel que soit le crime ou délit commis par eux, et il étend cette mesure aux biens des Yprois situés dans les limites du comté et pays de Flandre, des châtellenies de Lille, de Douai, d'Orchies, de Termonde, d'Alost et de toutes les appartenances et appendances d'icelles. Excepté toutefois pour le cas de conspiration contre sa personne, sa Dame, ses enfants légitimes, son chancelier, et ses successeurs comtes et comtesses de Flandre. — Dans ce cas, lorsqu'ils seront convaincus de conspiration, condamnés et bannis par jugement d'échevins selon les lois et coutumes, ils subiront la peine de la confiscation de tous leurs biens, fiefs, héritages. — Accusés de conspiration, ils ne pourront être jugés que par leurs échevins et c'est d'après le jugement de ces derniers, qu'on se règlera pour l'application de la peine de confiscation.

Philippe de Bourgogne, comte de Charolais, approuve et confirme ces dispositions à la même date et au même

lieu qu'aux deux numéros précédents. Le pli porte aussi les mêmes inscriptions.

Original, mêmes sceaux qu'aux deux N^{os} précédents.

Transcrit dans le *Wittenboek* f^o 102 r^o.
— *Zwartenboek* f^o 200 v^o.

DCCLVI.

1410 (1411 n. s.). — Donné en nostre ville de Bruges, le troisme jour d'Avril l'an de grâce mil quatre cens et dix avant Pasques.

Réunion en un seul corps des chartes mentionnées aux trois numéros précédents. Après la date du 3 avril 1410, avant Pâques, se trouve ce qui suit: « Et nous » Philippe de Bourgogne conte de Charolois promettons » pour nous et nos successeurs les choses dessus dictes » et chascune d'icelles tenir à tousiours fermes et estables » et les louons, gréons, consentons et approuvons, en » signe et tesmoing de nostre nom qu'avons à greigneur » corroboration des choses susdictes, escript de nostre » propre main en ceste, pour ce que encoires n'avons » ou usons point de scel, promettons en bonne foy » au plustost que aurons et userons de scel, le mettre » à cestes. Faict à Arras le joeudi absolut neufviesme » jour dud^e mois d'avril, l'an dessus dit. »

Vient ensuite l'approbation définitive et l'apposition du

scel, du 27 juillet 1414, comme aux N^{os} précédents, et la même inscription sur le pli.

Cette charte porte la signature de Philippe; elle est l'original qui lui a été présenté à Arras. (Voir la note du N^o suivant.)

Original, mêmes sceaux qu'aux trois N^{os} précédents.

Transcrit dans le *Zwartenboek* f^o 195 à 198.
— *Wittenboek* f^o 95 à 97.

DCCLVII.

1410 (1411 n. s.). — Anno Domini millesimo quadrigentesimo decimo, mensis aprilis die decima, in villa Attrebatensi.

Instrument fait par Robert Eloy, notaire apostolique et impérial, constatant que Philippe de Bourgogne, comte de Charolais, a approuvé et confirmé les privilèges mentionnés au N^o précédent (1).

(1) Ce curieux document nous donne le récit de ce qui se passa en cette circonstance: Messires Jean Belle, échevin d'Ypres, fut envoyé à Arras pour recevoir l'approbation et la confirmation données par le comte de Charolais; on lui adjoignit Alexandre Gavelaere, pensionnaire de la même ville d'Ypres. Arrivé au palais, Messire Jean Belle adressa en français (gallicé) la parole au Duc et lui dit: « Mon » très-redouté seigneur et prince, vous plaist-il que je parle de la » matière à monsieur de Charolois? Le duc répondit: « Oyl. » Ensuite s'adressant au jeune comte de Charolais, tenant en main la charte signée par celui-ci et la lui présentant, il lui dit: « Mon doubté

A cet instrument se trouve attaché une déclaration de l'official d'Arras, certifiant que l'instrument est écrit et signé de la main du notaire Robert Eloy; elle est pourvue d'un sceau en cire brune, avec contre-scel, pendant à une bande de parchemin qui traverse l'instrument susdit.

Instrument original, muni de la signature ou parafe de Robert Eloy.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 97 v°.
— *Zwartenboek* f° 198 r°.

DCCLVIII.

1411. — Donné en nostre ville de St-Omer, le xxiii^e jour de May, l'an de grâce mil quatre cens et onze.

Lettres par lesquelles Jean, duc de Bourgogne, etc. s'engage envers les Yprois à faire approuver et confirmer

« seigneur avez-vous veu ces lettres au long, ou savez-vous le contenu d'icelles? — Le jeune comte lui répondit: « Oyl. » — L'échevin d'Ypres ajouta: « Faictes vous les promesses, loemens, gréemens, consentemens et approbacions contenues en ces dictes lettres? » — Philippe répondit: « Oyl. » Et enfin, lui montrant du doigt la signature apposé par Philippe lui-même, messire Jean lui demanda: « Monsieur avez-vous cecy escript et signé de vostre propre main en l'enseignement des choses dessus dictes? — Le comte répondit encore: « Oyl. » Ensuite maître Jean Belle demanda au notaire, qui assistait à la cérémonie, de lui délivrer acte de la déclaration du comte, ce qui fut fait séance tenante, en présence du duc et du jeune prince, qui n'avait alors que quatorze ans et neuf mois.

par le roi de France, les trois privilèges qu'il leur a accordés le 3 avril 1410 (1411 n. s.). — Si le duc venait à mourir avant d'avoir obtenu l'approbation susdite, celui qui lui succédera sera tenu de faire délivrer la confirmation. — Il leur permet d'user dès à présent de ces privilèges, comme si le roi de France les avait déjà confirmés. — Ses hoirs et successeurs seront tenus, à leur joyeuse entrée, de jurer le maintien de ces privilèges. — Il ordonne à tous ses baillis de la Flandre et à tous ses officiers et justiciers, de tenir la main à ce que ceux d'Ypres puissent jouir de toute la plénitude des privilèges susdits.

Son fils Philippe, comte de Charolais, approuve et confirme cette promesse, par l'apposition de sa signature, le 31 mai de la même année, à Gand, et s'engage à la confirmer par son sceau, aussitôt qu'il en usera.

Enfin le 27 Juillet 1414, Philippe de Charolais, approuve définitivement la charte par l'apposition de son scel.

Sur le pli est écrit, à gauche: *Par Monseigneur le Duc en son conseil, auquel le sire de Bonnières, Maistre Jehan De Paey, Pierre de Montbertaut et plusieurs autres estoient.* (Signé) *Gignier.* — Un peu plus à droite la signature du comte de Charolais: *Phe.* — A gauche sur le pli: *Par Monseigneur le comte de Charolois, le seigneur de Montperroux présent.* (Signé) *Menart.*

Original, muni de la signature du comte de Charolais, et de deux sceaux en cire rouge, pendant à doubles queues de parchemin. Le premier, avec contre-scel, du duc Jean; l'autre du jeune Philippe.

Transcrit dans le *Wittenboek* f° 98 v°.
— *Zwartenboek* f° 199 v°.

DCCLIX.

1411. — Donné soubz nostre scel en nostre ville de Saint-Omer, le xxix jour de May l'an de grâce mil quatre cens et onze.

Lettres par lesquelles Jean, duc de Bourgogne, etc. désigne Godefroid le Sauvage, conseiller et receveur-général de Flandre, pour recevoir la somme de quinze mille écus de France, de trente gros, nouvelle monnaie de Flandre, que la ville d'Ypres lui a accordée pour l'octroi des trois privilèges mentionnés aux N^{os} DCCLIII, DCCLIV et DCCLV. (Signé) *Gignier*.

Original, sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f^o 106 r^o.
— *Zwartenboek* f^o 202 v^o.

DCCLX.

1411. — Le deuxième jour de Juing l'an mil quatre cens et onze.

Lettres par lesquelles Godefroid le Sauvage ou de Wilde, receveur-général de Flandre, reconnaît avoir

reçu des échevins d'Ypres, la somme de quinze mille écus de France, de trente gros, nouvelle monnaie de Flandre, qu'ils avaient accordés au duc, pour l'octroi des trois privilèges mentionnés au N^o précédent. (Signé) *De Wilde*.

Original, sceau en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f^o 106 r^o.
— *Zwartenboek* f^o 202 r^o.

DCCLXI.

1411. — Le 13 Juing mil cccc et onze.

Extrait du compte de Godefroid le Sauvage, receveur-général de Flandre, constatant que les échevins d'Ypres lui ont payé, pour l'obtention des privilèges mentionnés ci-devant, la somme de 15,000 écus de France, valant 5000 livres monnaie de ce compte, laquelle somme a été ordonnancée pour le fait de la guerre.

Copie sur papier, certifiée *Boudens*. Écriture du xv^e siècle.

Transcrit dans le *Zwartenboek* f^o 205 r^o.

DCCLXII.

1411. — Donné en nostre ville de Bruges, le xxv^e jour de Juillet l'an de grâce mil quatre cens et onze.

Lettres par lesquelles Jean, duc de Bourgogne, comte de Flandre etc., accorde aux habitants de Bourbourg l'autorisation d'établir une franche foire, qui aura lieu tous les ans, pendant trois jours, et commencera le lundi avant le jour de la Ste-Croix au mois de Septembre. — Il accorde à tous les marchands qui se rendront à cette foire, sauf-conduit pour eux, leurs marchandises et leurs domestiques. — Ce sauf-conduit commencera à avoir cours huit jours avant la foire, pour finir huit jours après la clôture. — Pendant ce temps aucun marchand ne pourra être arrêté pour dettes, si ce n'est pour celles contractées pendant la foire même. — Il exclut de ce sauf-conduit les bannis, ennemis et fugitifs de la Flandre, ceux qui se sont obligés, en corps et en biens, aux foires de Champagne et de Brie, et ceux qui sont ses propres débiteurs. —

Il accorde ce privilège aux habitants de Bourbourg, pour les mettre à même de relever l'état de leurs finances, épuisées par la reconstruction de leur ville, qui pendant les dernières guerres fut *arse destruite et gastée tellement qu'elle demoura comme inhabitable*.

Donné sous le *Vidimus* des Poortmeestre, échevins et conseil de la ville de Bourbourg, le 27 août 1411.

Vidimus original, muni du sceau de la ville de Bourbourg, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DCCLXIII.

1411. — Donné en nostre ost sur les champs lez Marcoing le vi^e jour de Septembre l'an mil cccc et onze.

Lettres par lesquelles Jean, duc de Bourgogne, etc. prend une décision à l'égard d'une dissension surgie entre ceux d'Ypres d'une part, et ceux du territoire du Franc, des villes et châtellenies de Furnes, de Bergues, de Bourbourg, de Nieuport, de Poperinghe, de Dunkerque et leurs suivants d'autre part, au sujet de la place qu'ils doivent occuper, comme membre de Flandre, dans l'armée étant en marche. — Les Yprois prétendaient marcher immédiatement après ceux de Bruges; ceux du territoire du Franc etc., émettaient les mêmes prétentions. — Le duc, sans décider la question en principe, ordonne que, pour cette fois, pendant la marche de l'armée, ceux du Franc auront le pas le premier jour, et ceux d'Ypres le second jour, et qu'ils continueront ainsi à alterner de jour à autre. — Il déclare en outre que cette décision temporaire ne peut porter pour l'avenir aucun préjudice aux privilèges des parties, et il s'engage à leur faire droit comme il appartiendra, lorsqu'ils seront revenus de l'expédition, un mois après qu'il en sera requis.

Original, petit sceau en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek* f^o 151 r^o.
— *Zwartenboek* f^o 596 v^o.

DCCLXIV.

1411. — Den neghentiensten dach van November int jaer duust vier hondert ellevene.

Sentence prononcée par les échevins d'Ypres contre Corneille Vanden Eeckhoute, seigneur d'une seigneurie dans la paroisse de Reninghelst. — Ce seigneur avait fait confisquer des biens, situés dans sa seigneurie, et appartenant à un bourgeois d'Ypres, banni hors du pays de Flandre, pour homicide. — Après s'être assuré que l'individu était réellement bourgeois d'Ypres, et invoquant leur privilège du 3 avril 1410 (N° DCCLIII), qui abolit la confiscation des biens situés dans la Flandre, ils ordonnent audit seigneur de donner main levée des saisies qu'il avait fait opérer. C'est à quoi celui-ci consentit.

Zwartenboek f° 240 v°.

DCCLXV.

1412. — Donné à Audenarde le vii^e jour de novembre, l'an de grâce mil quatre cens et douze.

Lettres par lesquelles Philippe de Bourgogne, comte de Charolais, ayant le gouvernement du pays pendant

l'absence de son père, décide à la demande des villes de Bruges, de Gand, d'Ypres et du Franc, que tout le pays de Flandre sera tenu de contribuer dans la somme de quatre cent cinquante écus d'or, monnaie royale, que ces villes doivent payer annuellement pour les gages des *conservateurs des trêves*, chargés de la sauve-garde du commerce, conformément au traité de commerce fait entre la Flandre et le roi d'Angleterre (1). — Cette somme de quatre cent cinquante écus d'or sera répartie sur le pays de Flandre, d'après le transport fait dernièrement à Oudenburg.

Donné sous le *vidimus* des échevins de la ville de Gand, le 10^e jour de décembre 1412.

Vidimus original, muni du sceau de la ville de Gand, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DCCLXVI.

1413. — Data in nostro ducali palacio die quarto julii indictione sexta M CCCCXIII°.

Lettres de Michel Steno, doge de Venise, aux échevins de la ville d'Ypres. — Il les informe que le duc de Bourgogne a fait arrêter à Paris, un de leurs marchands,

(1) Voir l'analyse de ce traité dans Van Duyse, *Inventaire analytique* etc. N° 500.

nommé Aloisius Gradonico, et que nonobstant le sauf-conduit accordé par le roi de France et par le duc de Bourgogne lui-même, ce dernier a fait emprisonner ce marchand et l'a dépouillé de tous ses marchandises et bijoux, d'une très-grande valeur (*maximi valoris et pretii*). — Il proteste contre cette arrestation, rappelle les égards avec lesquels ses concitoyens traitent chez eux les marchands Flamands, et prie les échevins d'Ypres de vouloir intervenir près du duc de Bourgogne, pour faire remettre en liberté ledit Gradonico.

Sur le pli est écrit: *Michaël Steno, Dei gratia Dux Venetiarum*, et la lettre porte au dos, *Spectabilibus et egregiis viris Burgimagistris scabinis et consilio Ypre*.

Original, sur parchemin.

DCCLXVII.

1413. — Dit was ghedaen int jaer ons Heeren m^o mii^o ende derthiene, up zente Catelinen dach.

Lettres par lesquelles les avoué, échevins et conseil de la ville de Warneton, désignent comme leurs procureurs et fondés de pouvoir, les nommés Renault Hellin, Jacquemart Boeteman, Jacques De Corte, Guillaume Deurvaert et quelques autres, pour défendre devant le duc de Bourgogne, ou devant son conseil, la ville de Warneton contre la ville d'Ypres, au sujet de

l'affaire de Roland Vande Woestine, bourgeois d'Ypres, banni par les échevins de Warneton.

Original, le sceau qui pendait à double queue de parchemin est perdu.

DCCLXVIII.

1413 (1414 n. s.). — Donné à Gand le xxiii^e jour de Février, l'an de grâce mil quatre cens et treze.

Sentence prononcée par Philippe de Bourgogne, comte de Charolais (gouvernant pendant l'absence de son père), au sujet d'un débat existant entre les échevins d'Ypres d'une part, et ceux de Warneton d'autre part. — Roland Vander Woestine, bourgeois d'Ypres, avait commis un délit à Warneton, mais étant parvenu à se sauver, il était revenu à Ypres et s'y était constitué prisonnier, pour se faire juger par ses échevins, conformément aux privilèges de la ville. Nonobstant ce, les échevins de Warneton avaient ajourné Vander Woestine à comparaître devant eux, et celui-ci n'ayant pas comparu au jour fixé, les échevins de Warneton l'avaient banni à perpétuité hors du pays de Flandre, contrairement aux privilèges des Yprois. — Ceux-ci avaient protesté contre cette décision et l'affaire fut portée devant le duc de Bourgogne. — Celui-ci, après avoir entendu les deux parties, décide que les échevins de Warneton, rappelleront ledit ban à l'endroit même où il a été prononcé, et

qu'ils déclareront en outre en présence des échevins d'Ypres, qui se rendront à cet effet à Warneton, et en présence de tous ceux qui voudront l'entendre, que c'est indûment et contrairement aux lois et privilèges des Yprois, qu'ils ont prononcé le bannissement de Vander Woestine, et qu'ils se garderont bien, à l'avenir, de faire chose que ce soit contraire aux lois et aux privilèges de la ville d'Ypres. — Le duc ordonne en outre que cette cérémonie aura lieu le vendredi ensui-
vant, à dix heures du matin, sur la place même où le ban a été prononcé. — Le comte se réserve de prononcer, dans la suite, telle amende ou tel dédommagement que son père ou lui jugera convenir. (Voir plus loin sous la date du 4 décembre 1414.)

Sur le pli est écrit: *Par mons^r le conte et son conseil, auquel maistre Simon de Fourmelles, Philibert De Chantemelle, maistre Jehan de Resinghen, Daniel Alarts, Antoine De Wissot, Jehan de Keythulle, Danckaert Doegerlande, Jehan De le Berge, et Nicole Du Chesne, estoient. (Signé) Menart.*

Original, sceau de Philippe de Charolais,
en cire rouge, pendant à double queue
de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek* f^o 146 r^o.

DCCLXIX.

1414. — Anno a nativitate Domini millesimo quadringentesimo decimo quarto die nona mensis Martii.

Instrument dressé par Jean De Lenden, notaire apostolique et impérial, constatant le rappel de ban, dont il est fait mention au N^o précédent. Cet instrument rapporte, que le rappel eut lieu à 10 heures du matin dans la salle des échevins, de Warneton, en présence des cinq échevins de cette ville, en fonctions l'année précédente, des cinq en fonctions actuellement, du bailli Victor de Houdinghem, de Jean Belle, seigneur de Boesinghe, bailli d'Ypres, de l'avoué, de trois conseillers et du secrétaire de Warneton; la ville d'Ypres y était représentée par Nicolas Belle, avoué, sept échevins, cinq conseillers, les capitaines des tisserands et des foulons, cinq conseillers du grand conseil, et trois pensionnaires. Les villes de Gand et de Bruges, ainsi que le territoire du Franc, y étaient représentées chacune par un échevin et un pensionnaire. — D'abord l'un des échevins de Warneton, assis sur son banc de justice, prononça à haute et intelligible voix le rappel de ban en question, en faisant la promesse de respecter dorénavant les lois, privilèges et coutumes de la ville d'Ypres. — Aussitôt le bailli de Warneton se rendit à une des fenêtres de la maison échevinale, d'où l'on fait ordinairement les proclamations, et là, en présence du

peuple assemblé, il donna à haute voix lecture du rappel et des promesses susdites.

Original, revêtu de la signature, avec paraphe, de *Jean de Lenden*.

Transcrit dans le *Roodenboek* fo 148 vo.

DCCLXX.

1414. — Ghegheven upten vierden dach in Septembre, int jaer ons Heeren dusent vier hondert ende veertiene.

Lettres par lesquelles Jean, duc de Bourgogne, etc., prend une décision à l'égard de plusieurs points de mésintelligence existants entre ses sujets de Flandre et ceux de Hollande. — Tous les torts et dommages occasionnés de part et d'autre, antérieurement à son avènement au comté de Flandre, seront oubliés et considérés comme non-avenus. — Il prononcera sur les torts et dommages occasionnés depuis son avènement jusqu'au 21 Octobre 1412, époque du compromis, fait entre ses sujets de Flandre et ceux de Hollande et de Zélande, et promet de rendre justice dans le courant de l'année suivante. — Quant aux dommages occasionnés depuis ledit compromis jusqu'au jour actuel, ils seront jugés d'après la convention établie le 25 juillet dernier et dont copie a été remise aux parties intéressées. — On publiera dans toutes les villes des trois provinces susmentionnées, la défense de se faire aucun tort ou dom-

mage soit sur terre, soit sur mer; toute contravention sera punie de la peine de mort et de confiscation des biens, et les dommages occasionnés seront pris sur les biens du coupable; si celui-ci vient à échapper, ses biens seront pareillement confisqués, il sera puni d'exil irrévocable, et aucun des trois pays ne pourra lui donner asile. — La même peine sera applicable si le délit est commis dans un des ports desdits pays, ou en pleine mer ou étant à l'ancre en vue d'un desdits pays. — Si des dommages étaient occasionnés aux navires d'un des trois pays susdits par un navire étranger, soit en pleine mer, soit à l'ancre, soit dans un port, restitution et dédommagement seront demandés aux nations auxquelles appartient le navire des coupables; et, si justice n'a été faite dans les quinze jours, on arrêtera toutes les marchandises appartenant à ladite nation, et on ne les relâchera, que lorsque justice aura été rendue. — Le duc désignera quatre personnes de son conseil pour juger de tous les délits qui seront commis contre la présente convention, ceux-ci se réuniront à l'Écluse ou à Middelbourg; à l'Écluse, s'il s'agit de dommages occasionnés par ceux de Hollande, et à Middelbourg, s'il s'agit de dommages occasionnés par ceux de Flandre. Pour donner plus d'autorité à cette convention, les villes de Gand, de Bruges et d'Ypres, les bourgmestre et échevins du Franc, le duc Guillaume de Bavière, les villes de Harlem, d'Amsterdam, de Middelbourg et de Ziericzee, apposent leurs sceaux à la présente charte.

Donné sous le *Vidimus* des échevins de Gand, le 7 mai 1415.

Vidimus original, le sceau qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

DCCLXXI.

1414. — Donné en nostre ville de Bruges le derrenier jour de Septembre, l'an de grâce mil quatre cens et quatorze.

Lettres par lesquelles Jean, duc de Bourgogne etc., donne en privilège perpétuel, que dorénavant tous les bourgeois et bourgeoises de Bruges seront et demeureront francs de toute confiscation de biens. Même pour le cas de conspiration, ils ne pourront forfaire, en tout ni en partie, leurs biens, fiefs, héritages, cateulx etc., quelque part qu'ils soient situés, et quelle que soit la manière dont ils aient obtenu leur droit de bourgeoisie, soit par naissance, par donation, par mariage, par achat etc. — Il leur accorde ce privilège, parce que cette ville lui a fait don d'une somme de dix mille couronnes d'or, pour l'aider à soutenir la guerre.

Zwartenbock, f° 218 v°.

DCCLXXII.

1414. Donné en nostre ville de Gand, le premier jour d'Octobre l'an de grâce mil cecc et quatorze.

Lettres par lesquelles Jean, duc de Bourgogne etc., apporte quelques modifications au mode de nomination

des avoué et échevins de la ville d'Ypres. — Nul ne pourra être nommé avoué de la ville d'Ypres, s'il n'est natif de cette ville, s'il n'y demeure avec toute sa famille, au moment de sa nomination, et s'il n'y a demeuré antérieurement pendant trois années consécutives. — Après avoir rempli ses fonctions pendant une année, il ne pourra, pendant les deux années suivantes, être nommé ni avoué, ni échevin. — Nul ne pourra être nommé premier échevin, s'il ne réunit pas les conditions mentionnées ci-dessus pour l'avoué; les douze autres échevins devront être natifs d'Ypres ou Flamands flamengans (*Flamengz Flamengans*), et devront réunir les mêmes conditions de domicile que l'avoué et le premier échevin. — Les treize échevins exerceront leurs fonctions pendant une année, et à l'expiration de ce terme, ils resteront une année sans pouvoir être nommés ni avoué, ni échevins, ni avoué des orphelins. — L'avoué des orphelins est nommé par l'avoué et les échevins de la ville; il ne pourra rester en fonctions que pendant une année, et ne pourra dans l'année suivante être nommé ni avoué, ni échevin de la ville. — Les avoué et échevins de la ville nommeront eux-mêmes, comme de coutume, l'avoué des orphelins, les deux trésoriers et tous les conseillers (*consaulx*), les chefs-hommes, et autres officiers au nombre qu'ils jugeront utile pour le bien-être de la ville. — Le duc n'aura que le droit de nommer, par ses commissaires, l'avoué et les treize échevins.

Le duc s'engage à maintenir et à faire maintenir le présent privilège, comme prince et seigneur de Flandre, et du consentement de son fils (1).

(1) Nous donnons cette chartre en entier à la fin de ce volume.

Sur le pli se trouve: *Par Monseigneur le Duc en son conseil auquel vous le seig^r de Roubays, messire Roeland Duutkerke, Godefroy le Sauvage et plusieurs autres estoient.* (Signé) *Delaborde.*

Original, grand sceau du duc, avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

DCCLXXIII.

1414. — Donné en nostre ville de Gand, le premier jour d'Octobre l'an de grâce mil quatre cens et quatorze.

Lettres par lesquelles Jean, duc de Bourgogne etc., prescrit le mode à suivre par les commissaires désignés par lui pour l'audition des comptes et le renouvellement du magistrat de la ville d'Ypres. — Le duc nommera annuellement trois commissaires qui seront présidés par le bailli d'Ypres, ou par toute autre personne désignée par lui. Ces commissaires commettront au gouvernement de la ville les personnes les plus notables par leur justice et leur aptitude. — Les commissaires, s'ils n'habitent la ville, auront droit à six jours d'indemnité, pour venir besogner et retourner, et ce à raison de quatre francs par jour pour les prélats et chevaliers, et de trois francs pour les autres personnes. — Le bailli aura la même indemnité, mais seulement pour les jours de besogne, sans pouvoir rien compter pour la venue ou pour le retour. Il en sera de même pour les com-

missaires habitant la ville. — L'audition des comptes et le renouvellement du magistrat se fera en un seul voyage, et les commissaires ne pourront toucher leurs gages, que pour autant qu'ils viennent en personne s'acquitter de leur mission. Ils auront soin de prévenir le magistrat assez à temps, pour que les comptes puissent être dressés d'avance. — Si, dans la ville d'Ypres, le taux de l'indemnité accordée jadis aux commissaires, est moindre que celui fixé par les présentes lettres, ce sera l'ancien taux qui sera maintenu; si au contraire il est plus élevé, ce sera le taux fixé par le duc, qui servira de règle. — Le duc défend sévèrement toute espèce de brigue pour être nommé commissaire; celui qui sera convaincu ou soupçonné par *présomption véhémente* d'avoir employé la brigue, sera exclu pendant deux ans des fonctions de commissaire et sera en outre puni arbitrairement. — Il défend aux commissaires de faire aucune nomination d'échevin par considération pour des personnes particulières, mais il leur ordonne de choisir les plus aptes et les plus notables de la ville. — Ils ne pourront accepter ni avant ni après la nomination, aucun don ni présent de ceux qui sont nommés de la loi, et il leur est défendu de désigner comme échevins, ceux qui auraient fait la moindre tentative de brigue. Ceux qui seront élus échevins, seront tenus de faire publiquement, outre le serment habituel, le serment qu'ils n'ont employé aucune brigue pour être élus; si avant la prestation de ce serment un échevin est convaincu d'avoir employé des moyens illégaux pour être élu, il sera remplacé immédiatement; l'échevin qui dans ces circonstances prêterait un faux serment, sera à jamais privé de l'échévinage, non seulement dans la ville d'Ypres, mais dans toute la Flandre, et il sera en outre puni

comme parjure, par qui de droit. — Enfin, le duc ne veut pas que les commissaires nomment comme échevin une personne qui soit *deffamez notoirement de convoitise desordonnée*. — Cette ordonnance sera publiée tous les ans à l'époque du renouvellement des magistrats (1).

Sur le pli est écrit: *Par monseigneur le duc en son conseil auquel vous le seigneur de Roubaix et autres estoient.* (Signé) *De la Boede.*

Original, sceau en cire rouge, avec contrescel, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 15 r°.
— *Wittenboek*, f° 245.

DCCLXXIV.

1414. — En nostre ville de Gand le premier jour d'Octobre, l'an de grâce mil quatre cens et quatorze.

Lettres de privilège accordées par Jean, duc de Bourgogne etc., aux habitants du territoire du Franc. — Tous les habitants du territoire du Franc et de ses appendances, hommes et femmes, de quelque état ou condition qu'ils soient, qui seront reconnus et tenus

(1) Nous donnons ce document en entier à la fin de ce volume.

par les échevins dudit territoire du Franc, pour Franc-hôtes, seront francs et quittes de forfaiture et de confiscation de leurs biens, fiefs, héritages et meubles quels qu'ils soient, et en quelque lieu et sous qui ils gissent, et nonobstant quelque fait ou délit criminel qu'ils aient pu commettre, ou dont ils puissent être convaincus par loi ou jugement, excepté pour méfait commis sur ou contre la personne du duc, de sa femme ou de ses enfants légitimes.

Philippe de Charolais, fils du duc, approuve ce privilège le 11 du même mois d'Octobre.

Donné sous le *Vidimus* de Nicolas, abbé du monastère d'Eeckhoutte, à Bruges le 16 Août 1466.

Zwartenboek, f° 227 et suivant.

DCCLXXV.

1414. — Fait à Yppre le iiii^e jour de Decembre l'an mil cccc et quatorze, présens le seigr de Pouques, mess^{rs} Robert de Flandres, mess^{rs} Jacques Belle et Godefroy le Sauvage.

Sentence prononcée par le chancelier, seigneur de Courtairon, au nom de Philippe, comte de Charolais, au sujet des amendes et dédommagements à payer par ceux de Warneton à ceux d'Ypres, à cause du bannissement arbitraire de Roland de la Woestine (voir N° DCCLXVIII et DCCLXIX). — Ceux de Warneton seront tenus de

comme parjure, par qui de droit. — Enfin, le duc ne veut pas que les commissaires nomment comme échevin une personne qui soit *deffamez notoirement de convoitise desordonnée*. — Cette ordonnance sera publiée tous les ans à l'époque du renouvellement des magistrats (1).

Sur le pli est écrit: *Par monseigneur le duc en son conseil auquel vous le seigneur de Roubaix et autres estoient.* (Signé) *De la Boede.*

Original, sceau en cire rouge, avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 15 r°.

— *Wittenboek*, f° 245.

DCCLXXIV.

1414. — En nostre ville de Gand le premier jour d'Octobre, l'an de grâce mil quatre cens et quatorze.

Lettres de privilège accordées par Jean, duc de Bourgogne etc., aux habitants du territoire du Franc. — Tous les habitants du territoire du Franc et de ses appendances, hommes et femmes, de quelque état ou condition qu'ils soient, qui seront reconnus et tenus

(1) Nous donnons ce document en entier à la fin de ce volume.

par les échevins dudit territoire du Franc, pour Franc-hôtes, seront francs et quittes de forfaiture et de confiscation de leurs biens, fiefs, héritages et meubles quels qu'ils soient, et en quelque lieu et sous qui ils gissent, et nonobstant quelque fait ou délit criminel qu'ils aient pu commettre, ou dont ils puissent être convaincus par loi ou jugement, excepté pour méfait commis sur ou contre la personne du duc, de sa femme ou de ses enfants légitimes.

Philippe de Charolais, fils du duc, approuve ce privilège le 11 du même mois d'Octobre.

Donné sous le *Vidimus* de Nicolas, abbé du monastère d'Eeckhoutte, à Bruges le 16 Août 1466.

Zwartenboek, f° 227 et suivant.

DCCLXXV.

1414. — Fait à Ypre le iiii^e jour de Decembre l'an mil cccc et quatorze, présens le seigr de Pouques, mess^{rs} Robert de Flandres, mess^{rs} Jacques Belle et Godefroy le Sauvage.

Sentence prononcée par le chancelier, seigneur de Courtairon, au nom de Philippe, comte de Charolais, au sujet des amendes et dédommagements à payer par ceux de Warneton à ceux d'Ypres, à cause du bannissement arbitraire de Roland de la Woestine (voir N° DCCLXVIII et DCCLXIX). — Ceux de Warneton seront tenus de

présenter annuellement, la veille du jour de l'an, à 10 heures du matin, aux avoué et échevins d'Ypres, un muid de froment du meilleur poids de la ville, lequel muid de froment sera converti en aumônes aux pauvres de la ville. — Ce muid de froment sera présenté annuellement par l'avoué et quelques échevins en personne, de la ville de Warneton. — Cette ville payera en outre à la ville d'Ypres, la somme de deux cents écus d'or, une fois, savoir: cent écus la veille du jour de l'an prochain venant, et cent écus la veille de l'an suivant. — Elle payera aussi à Roland Vander Woestyne, comme indemnité, la somme de cent écus d'or, dont la moitié à la Chandeleur prochain venant, l'autre moitié aux Pâques ensuivant.

Expédition originale sur parchemin, signée:
De la Boede.

DCCLXXVI.

1414. — Donné en nostre ville d'Ypres le v^{me} jour de Décembre l'an de grâce mil quatre cens quatorze.

Lettres par lesquelles Jean, duc de Bourgogne, approuve et confirme de point en point le jugement mentionné au N° précédent.

Sur le pli est écrit: *Par Monseigneur le Duc, à la relation du conseil auquel vous Mess^{rs} Robert de Flandre, les Seig^{rs} de Commines et de Boesinghes, maistre Jehan*

de la Keythulle, Godefroy le Sauvage et autres estoient.
(Signé) *De la Boede.*

Original, grand sceau du duc, avec contrescel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 157 r°.

DCCLXXVII.

1414 (1415 n. s.). — Donné en nostre ville d'Ypres le xiiii^e jour de Février, l'an de grâce mil cccc et quatorze.

Lettres par lesquelles Jean, duc de Bourgogne etc., désigne messire Jean Belle et Jean De le Berghe ses conseillers, comme arbitres, pour décider sur un débat surgi entre les avoué et échevins de la ville d'Ypres d'une part et les échevins de la châtellenie d'autre part. (Voir le N° DCCLXXX.)

Original, grand sceau du duc, avec contrescel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, f° 2 v°.
— *Wittenboek*, f° 107 r°.

DCCLXXVIII.

1414 (1415 n. s.). — Donné à Gand le xv^e jour de Mars, l'an de grâce mil cccc et quatorze.

Lettres par lesquelles Philippe, comte de Charolais, fils aîné du duc de Bourgogne, ayant en l'absence de son père le gouvernement de ses états, déclare approuver et confirmer les lettres accordées par son père à la ville d'Ypres et mentionnées au N° DCCLXXII.

Sur le pli se trouve: *Par Monseigneur le conte, les Seig^{rs} de Montperroux et de Roubaix, Mess^{rs} Roland de Huutkerke et autres présens. (Signé) Ménart.*

Original, muni du sceau du comte de Charolais, en cire verte et pendant à des lacs de soie rouge et verte.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 103 r°.
— *Roodenboek*, f° 10 v°.

DCCLXXIX.

1414 (1415 n. s.). — Donné à Gand le xv^e jour de Mars, l'an de grâce mil mme et quatorze.

Même contenu que le N° précédent.

Copie sur papier, écriture du milieu du xvi^e siècle.

DCCLXXX.

1415. — Dit was aldus voor ons ghedaen ende gheappointiert den laetsten dach van Meye int jaer ons Heeren dusentich vier honderd ende vichtiene.

Appointement fait devant Jacques Belle et Jean Vanden Berghe, conseillers du duc de Bourgogne, par la ville d'Ypres, représentée par André Paeldincq l'ainé, Jean Paeldincq, échevin, et Laurent Belle, conseiller, d'une part, et la châteltenie d'Ypres, représentée par Jean de Morslede, Roger de Lichtervelde et Guillaume d'Hollebeke, d'autre part. — Les articles suivants sont arrêtés de commun accord: 1° Tous les crimes et délits, entraînant la perte de la vie, qui se commettront dorénavant dans la châteltenie d'Ypres, tels que: meurtre, viol, rupture de trêves, etc., seront portés devant la cour de la châteltenie d'Ypres. Une première instruction sera faite par les échevins de l'endroit où le délit aura été commis, et cette première instruction sera remise à ladite cour de la châteltenie. — Cet article contient au long les mesures à suivre pour l'instruction des affaires.

2° Tout habitant d'Ypres, qui aura commis dans la châteltenie un délit entraînant la peine de mort, et qui, sans être arrêté, parviendra à se retirer à Ypres, et demandera à être jugé par ses échevins, devra se constituer prisonnier en *prison fermée* (*in beslotene vanghenesse*), en attendant le jugement de ses échevins. —

Son droit de bourgeoisie ne pourra le soustraire aux jugements de la châtellenie, quand il ne s'agit que de peine pécuniaire pour délit moindre, commis sur le territoire de la châtellenie, excepté toutefois les *franches vérités*, pour l'exemption desquelles les Yprois jouissent d'un privilège particulier.

3° Il arrivait souvent que des trêves de paix conclues entre parties devant les magistrats d'Ypres étaient rompues par ces parties sur le territoire de la châtellenie, et il en résultait des rixes, des blessures et souvent la mort; et cependant ces transgresseurs n'étaient passibles que de peines ordinaires, parce que la châtellenie, était censée ne pas avoir connaissance des trêves passées devant les magistrats d'Ypres. La même chose, avec les mêmes conséquences, arrivait à Ypres, entre les parties qui avaient passé des trêves de paix devant les magistrats de la châtellenie. — Pour remédier à ces abus, ils conviennent que chaque fois qu'une trêve de paix sera conclue devant les échevins de la châtellenie, et que ceux-ci en donneront connaissance aux échevins d'Ypres, par lettres scellées ou par chirographe, les transgresseurs des trêves seront punis à Ypres, comme si la trêve était passée devant les magistrats de cette ville. — Mais si des bourgeois d'Ypres se rendaient coupables de transgression semblable dans la châtellenie, ce serait aux magistrats d'Ypres que reviendrait le droit de juger les coupables, et non aux magistrats de la châtellenie.

4° Tout bourgeois d'Ypres condamné par le magistrat de cette ville au bannissement hors des terres de Flandre, en attendant qu'il se soit reconcilié avec sa partie adverse, ne pourra pas être traité comme mis hors la loi, par tout habitant de la châtellenie, mais seulement par ceux

à cause desquels il aura été condamné et avec lesquels il doit se reconcilier.

5° Quand les habitants du pays de Flandre seront obligés de se mettre en campagne pour assister leur seigneur, la châtellenie devra fournir à ceux d'Ypres le nombre de chariots nécessaires d'après le nombre de leurs hommes; et la ville payera de ce chef à la châtellenie pour un chariot à quatre roues, avec deux conducteurs, 24 sous parisis par jour; et pour chaque chariot à deux roues et avec un seul conducteur, 16 sous parisis par jour. Au moyen de cette indemnité les conducteurs devront pourvoir à l'entretien de leurs chevaux, mais ils seront nourris eux-mêmes aux frais de ceux qui les emploieront. — Avant le départ on fera une expertise des chevaux et des chariots, et après l'expédition, les pertes et dommages seront supportés par ceux d'Ypres.

6° Tout habitant de la châtellenie qui sera ajourné devant la cour de ladite châtellenie, pourra entrer dans la ville d'Ypres et en sortir pendant le jour de son ajournement, depuis le lever du soleil jusqu'à la fermeture des portes, sans qu'on puisse l'arrêter pour dettes. — Les échevins et ammans de la châtellenie, jouiront également de deux jours de franchise par semaine, le vendredi et le samedi. — Quand il s'agira de la révision des *Keures* ou de l'audition des comptes de ladite châtellenie, tous les habitants jouiront de la franchise pendant ce jour, depuis le lever du soleil jusqu'à la fermeture des portes, etc.

7° Si un bourgeois d'Ypres fait arrêter pour dettes un habitant de la châtellenie, il ne pourra pas le tenir en prison jusqu'à l'acquittement de la dette, comme cela a eu lieu souvent, mais il sera obligé de continuer la poursuite jusqu'au jugement définitif, etc.

8° Cet article contient de longs détails sur la manière de procéder dans les poursuites pour dettes, dans la saisie des biens-meubles pour le même motif, etc.

9° Les habitants de la châtellenie, pourront faire saisir par les ammans, les rentes héréditaires qui leur sont dues, aussi bien sur les biens et propriétés des bourgeois d'Ypres que sur ceux des habitants de ladite châtellenie.

10° Tous les bourgeois et bourgeoises d'Ypres, demeurant dans les cinq villages (1) dépendant de l'échévinage de cette ville; les bourgeois d'Ypres demeurant dans la châtellenie sur des propriétés appartenant à des bourgeois de cette ville, et les bourgeois de cette même ville demeurant sur leurs propres biens, seront exempts de tailles, charges et impositions, sans pour cela être obligés de tenir maison ouverte dans la ville d'Ypres. — Les habitants de la châtellenie, qui acquièrent le droit de bourgeoisie à Ypres, par achat, par mariage, ou de toute autre manière, seront exempts des tailles et impositions de la châtellenie, aussitôt qu'ils auront payé à la châtellenie le droit d'issue de tous leurs biens, etc. — Les propriétés des bourgeois d'Ypres, situées dans la châtellenie et occupées par des habitants non bourgeois d'Ypres, seront soumis aux tailles et impositions de la châtellenie, etc. — Manière dont ces tailles seront fixées. — Les biens taillables situés dans la châtellenie et appartenant à des bourgeois d'Ypres, resteront taillables jusqu'à ce que l'issue de ces biens aura été payée, etc. (Voir le N° DCXLVI.)

(1) Ce sont les paroisses de St-Jean, de St-Jacques, de St-Michel, de Brielen et de Ste-Croix.

Cette convention est faite pour le terme de vingt années, à dater du jour des présentes lettres.

Original sur parchemin, muni des sceaux des commissaires du duc de Bourgogne, Jacques Belle et Jean Vanden Berghe, en cire rouge, pendant à doubles queues de parchemin (1).

Transcrit dans le *Zwartenboek*, f° 3 r° à 12 v° (2).
— *Wittenboek*, f° 107 r° à 114 v°.

DCCLXXXI.

1415 — Dit was aldus voor ons ghedaen ende gheappointeert den laetsten dach van Meye, int jaer ons Heeren dusentich vier hondert ende vichtiene.

Même contenu que le N° précédent, auquel est joint, sur feuille séparée, un extrait de ce qui concerne la prestation des chariots.

Copie sur papier, écriture du xvi^e siècle, collationnée et signée *Willemé*. — L'extrait est signé *Kethullen*.

(1) Cette chartre se compose de deux grandes feuilles de parchemin, réunies par des ficelles en chanvre, auxquelles sont attachés les mêmes sceaux qu'au bas de la chartre.

(2) La partie concernant les tailles et issues, se trouve aussi transcrite dans le *Zwartenboek*, f° 58 v°.

DCCLXXXII.

1415. — Faict le huitiesme jour de Juillet en l'an de grâce mil quatre cens quinze.

Lettres par lesquelles Michel, prévôt de St-Martin d'Ypres, déclare avoir vu des lettres de Philippe, jadis comte de Flandre et de Vermandois (Philippe d'Alsace), par lesquelles ce comte accorde aux bourgeois de Dunkerque, exemption de tonlieu dans toutes ses terres, sauf dans la ville de St-Omer.

Zwartenboek, f° 164 v°.
Wittenboek, f° 128 v°.

Imprimé en français dans l'*Histoire de Dunkerque*, de *Faulconnier*.

DCCLXXXIII.

1415. — Den andren dach van Septembre int jaer ons Heeren dausentich vier hondert ende vichtiene.

Accord fait entre les avoué et échevins de la ville d'Ypres d'une part, et la commune de Langhemarck d'autre part, au sujet du droit de barrière à payer sur le pavé qui traverse Langhemarck. — Tout bourgeois d'Ypres qui

passera par le pavé avec son propre chariot, quel que soit le nombre des chevaux dont il est attelé, payera un droit de deux deniers une fois, n'importe le nombre de barrières qui se trouvent sur la voie pavée à parcourir. — Si le chariot, appartenant à un Yprois, est conduit par un étranger, le droit sera le même; mais si un Yprois passe avec un chariot appartenant à un étranger, il devra payer le droit entier, c'est-à-dire, quatre deniers par chariot chargé. — Les droits de Langhemarc, à l'égard des autres communes, restent intacts.

Chirographe original.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 121 v°.
— *Zwartenboek*, f° 161 r°.

DCCLXXXIV.

1415. — Ghedaen registreren in den register vander stede van Ypre, den derden dach van septembre int jaer duust vier hondert ende vichtiene.

Accord fait entre les Yprois d'une part, et les Wateringues du Camerlync-Ambacht et du Ghistel-Ambacht, au sujet de quelques difficultés survenues à l'occasion de la navigation sur l'Yperlée. — Les Yprois feront approfondir l'Yperlée, à leurs frais, et ce avant la St-Martin 1416. On lui donnera une profondeur égale à celle qu'elle a actuellement depuis l'endroit appelé *Theulins Heule* ou

Theulins-Brugge jusqu'au *Blauskins Houcke*. — Le fond de la rivière devra conserver une largeur de seize pieds ; la largeur de la partie supérieure sera réglée proportionnellement, d'après la hauteur des talus. — Les travaux seront soumis à l'expertise d'un ou de deux géomètres jurés du pays du Franc, auxquels se joindront les géomètres que ceux d'Ypres désigneront à cet égard. — Après ces travaux, ceux d'Ypres feront aussi approfondir la partie du canal depuis le *Blauskins Houcke* jusqu'au *Zeghers-Overdragt*; ensuite la partie depuis le *Zesbroots-Overdragt* jusqu'à *Oudenbourg*, et enfin depuis *Oudenbourg* jusqu'à l'*Overdragt* de la grande Wateringue.

Ceux du *Camerlinc-Ambacht* et du *Ghistel-Ambacht* s'obligent à fournir de l'eau, au moyen de leur écluse, à tout batelier bourgeois d'Ypres, ou à tout batelier dont le bateau sera chargé de marchandises appartenant à des Yprois, et ce chaque fois qu'ils en seront requis par un commis de la ville ou par lettres du magistrat, et pour autant que la chose puisse se faire sans préjudice des Wateringues. — On ne pourra exiger des bateliers d'autre paiement que celui de 12 deniers par bateau, pour l'éclusier. — Ils fourniront aussi de l'eau aux bateliers étrangers, mais ceux-là devront payer, au profit des Wateringues, une taxe d'après leur charge, et outre cela 12 deniers pour l'éclusier. — On ne fera jouer les écluses que pour autant qu'il y ait au moins trois bateaux qui demandent le passage. — Cependant, s'il se présentait un ou deux bateaux chargés de marchandises qui peuvent se détériorer par le retard, ou de marchandises dont la remise est très-pressée, l'éclusier devrait fournir de l'eau, sur l'attestation par serment du commis de la ville d'Ypres, ou sur l'exhibition de lettres du magistrat, et ce sans pouvoir exiger aucune augmentation de taxe.

— On placera aux ponts des échelles pour indiquer la hauteur de l'eau.

Copie sur papier, écriture du *xv^e* siècle, signée *M. Sentin*.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f^o 119 r^o.

DCCLXXXV.

1415. Donné à Audenarde le *xv^e* jour d'Octobre l'an de grace mil cccc et quinze.

Lettres par lesquelles Philippe de Bourgogne, comte de Charolais, reconnaît avoir reçu des échevins d'Ypres la somme de douze cent cinquante écus de trente gros, nouvelle monnaie de Flandre, pour leur part dans la somme de 5000 écus d'or accordés à son épouse par les quatre membres de Flandre.

Sur le pli se trouve : *Par Mons^r le conte, le doyen de Liège, le seigneur de Colscamp et de Roubaïs et autres présents.* (Signé) *Menart*.

Original, sceau du comte de Charolais, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCCLXXXVI.

1415. — Prononciatum xxiij^o die decembris anno millesimo cccc^{mo} quindecimo.

Sentence prononcée par le parlement de Paris, sur un différend existant entre le chapitre de l'église collégiale de St-Pierre à Lille, d'une part, et le magistrat de la même ville, d'autre part, au sujet de l'assise sur les vins, bières et autres boissons, dont le chapitre susdit prétendait être exempt, nonobstant qu'il débitait ces boissons à des personnes laïques étrangères au chapitre. — Le parlement décide que conformément aux anciens privilèges accordés par les comtes de Flandre, le chapitre ne sera exempt de l'assise sur le vin etc., que pour la quantité qui lui sera nécessaire pour sa consommation, mais qu'il devra payer ce droit pour tous les vins, cervoises et autres boissons, qui seront débités à des personnes étrangères au chapitre.

Extrait des registres du Parlement; copie sur parchemin, signée *Becevisay*.

DCCLXXXVII.

1415 (1416 n. s.). Ghedaen registreren in de registren van den lande van den Vryen de vichtiensten dach in Spoerkele int jaer duusentich vierhondert ende vichtiene.

Même contenu que le N° DCCLXXXIV, sauf la date et l'inscription du registre.

Copie de l'époque, sur parchemin, signée
J. De Lenden.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 162 v°.

DCCLXXXVIII.

1416. Ghedaen int jaer ende dach als boven (den andren dach van Meye xiiij^o ende zestiene).

Appointement fait entre la ville d'Ypres d'une part, et les riverains de la grande Wateringue de Blanckenberghe d'autre part, au sujet de la navigation de l'Yperlée. — Les Yprois feront approfondir leur canal dans tout le parcours des Wateringues susdites, et le maintiendront en bon état à leurs propres frais. — L'éclusier du pont dit *Hanebecx-brugghe* fera jouer les écluses

pour donner passage aux bateaux, trois fois le matin et trois fois l'après-midi. — Les bateaux appartenant aux riverains des dites Wateringues, ceux chargés de marchandises provenant des Wateringues, et ceux chargés de marchandises achetées par les riverains pour leur propre consommation, seront exempts de toute taxe au profit de la ville d'Ypres. — Tout bateau conduisant des morts, des malades, des blessés ou des marchandises sujettes à avarie, pourra passer quand il se présentera, sans que l'éclusier puisse exiger aucune rétribution extraordinaire. — L'éclusier nommé par la ville d'Ypres, avant d'entrer en fonctions, sera obligé de faire serment, en présence de la loi du pays du Franc, de ne rien accepter ni réclamer des passants outre le droit stipulé, savoir : pour un bateau de pleine contenance (*ykinghe*) (1), deux gros, si le bateau est chargé; s'il est à vide, 12 deniers. — Un bateau de demi-contenance (*halver ykinghe*), 12 deniers, chargé; 6 deniers, à vide. — Les bateaux d'une moindre contenance, 6 deniers, chargés; 3 deniers à vide; et enfin les plus petits, chargés ou vides, 3 deniers. — Cet accord fut conclu dans le Bourg de Bruges devant l'église de St-Basile, en présence du bailli de Bruges, représentant le duc de Bourgogne, des députés de la ville de Bruges et du Franc, et de plusieurs riverains des Wateringues susdites; et en présence de Casin de Stier, pensionnaire de la ville d'Ypres.

Trois copies sur papier, écriture de la fin du xv^e siècle.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f^o 165 r^o.

(1) L'*ykinghe* était une contenance de six tonneaux.

DCCLXXXIX.

1416. — Ghedaen int jaer ons Heeren dusentich vier hondert ende zestiene den tweeden dach in September.

Lettres par lesquelles l'avoué et les échevins de la ville d'Ypres, de concert avec l'avoué des orphelins, les *Hoofmans* de la porterie, des foulons, des drapiers et des communs métiers, renouvellent le règlement ou les statuts concernant l'hospice de *Hooghe-Zieken*, dont plusieurs articles semblaient être tombés en désuétude. (Voir le N^o DLXI.)

Deux copies sur papier, écriture du xvi^e siècle.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f^o 129 r^o.

DCCXC.

1416. — Dit was ghedaen upten vyfsten dach in Decembre int jaer ons Heeren als men screef dusentich vier hondert ende zestiene.

Sentence prononcée par les échevins du territoire du Franc, au sujet d'un différend surgi entre les riverains de la Wateringue de Vladsloo et les échevins d'Ypres.

— Les Yprois voulaient construire une nouvelle partie de canal à travers les terres de la Wateringue de Vladsloo; opposition y fut faite de la part de quelques riverains de cette Wateringue et particulièrement de la part de Jean De Parmentier et de ses compagnons, qui, d'après convention, possédaient encore pour quatre ans la recette de l'écluse de Nieuport appelée de *Leeke Shuus*, écluse que les bateaux se rendant de Bruges à Ypres et à St-Omer, ne devraient plus passer. — Les échevins du Franc ne prennent pas de décision, mais remettent la sentence définitive à un autre jour de plaid.

Wittenboek, fo 201^{ro} et suivant.

DCCXCI.

1416. Donné en nostre ville de Lille le xviii^e jour de Decembre l'an de grace mil quatre cens et seze.

Lettres par lesquelles Jean, duc de Bourgogne, etc., autorise les Yprois à creuser un nouveau canal à l'endroit appelé *Nieuwendam*, pour abréger le cours de l'Yperlée ou *Binlandsvaert*, afin que les bateaux venant de Bruges pour se rendre à Ypres et à St-Omer ne soient plus obligés de passer par Nieuport. — Ils placeront un *Overdragt* à l'endroit le plus convenable. — Afin de compenser la perte du droit de tonlieu à Nieuport perçu au profit du duc, on établira un tonlieu à son avantage

à l'*overdragt* à construire, et ce tonlieu sera payé par tous les bateaux qui, avant le creusement du nouveau canal, auraient dû passer par Nieuport. — Outre ce tonlieu, remplaçant celui de Nieuport, on percevra également à ce nouvel *overdragt* un droit de passage au profit du duc et de la ville, qui sera fixé comme suit: pour un bateau de pleine contenance (*Yckinch-schip*), huit gros; le même bateau à vide, payera deux gros, monnaie de Flandre. — Pour chaque bateau de demi-contenance (*Halve yckinghe*), on payera, pour charge pleine, quatre gros; à vide, deux gros. — Pour chaque bateau de moindre contenance, appelé bateau à deux bords, on payera, chargé, deux gros; à vide, douze deniers; et enfin, pour chaque bateau de petite contenance, appelé bateau à un bord, on payera, chargé ou à vide, douze deniers. — Seront exempts de la moitié de ce droit, les bateaux des bourgeois d'Ypres ou expédiés à leurs frais, ainsi que les marchandises leur appartenant, ou leur adressées, mais sous condition que la ville d'Ypres fournisse et entretienne les cordages et autres ustensiles nécessaires aux *overdragts*. — Des sommes provenant de ce droit de péage, appelé *Delfghelt*, le duc percevra un quart, et les trois quarts restants seront au profit de la ville, pour servir aux frais occasionnés par le creusement et l'entretien du nouveau canal.

Ces lettres furent données en présence du comte de Charolais et de St-Pol, des seigneurs de Fosseulx, d'Autrey, de Tholousom, de Soye et de Champ, de Messire Eustache de Latre, Messire de Brimieu, Messire Philippe de Merville, Thierry le Roy, Thierry Gheerbode et plusieurs autres.

Original, sceau du duc, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, fo 212 et suivants.

DCCXCH.

1416. Sans date. — En flamand.

Extrait de quelques articles de la charte précédente, contenant aussi les conditions auxquelles les riverains du *Vladsloo-Ambacht* ont donné leur adhésion au creusement du canal en question.

Copie sur papier, écriture du x^v^e siècle.

DCCXCHH.

1416 (1417 n. s.). — Dit was ghedaen int jaer dusentich vier hondert ende zestiene den xvi^e^m in Lauwe.

Déclaration de Jacques Mettenzweerde et de Jean Raiaerd, échevins de la ville d'Ypres, fixant la délimitation d'une propriété appartenant à un nommé Luux, bourgeois d'Ypres, située dans la rue des Foulons et avoisinant des propriétés de la ville.

Original, muni des deux sceaux des échevins, en cire rouge, pendant à doubles queues de parchemin.

DCCXCIV.

1416 (1417 n. s.). — Donné en nostre ville d'Arras, le xix^e jour de Février l'an de grace mil cccc et seize.

Lettres de non-préjudice accordées aux Yprois, par Jean, duc de Bourgogne etc., au sujet de la rémission de ban accordée par lui à Wautier de Dixmude. — Les échevins d'Ypres avaient banni le susdit Wautier hors du pays de Flandre, pour trois ans, sur sa tête, pour les *grans oribletez et désobéissances* faites par lui dans la prison de la ville, à l'encontre du chef-homme du Bésant et des officiers de police (*Scerrewetters*), dans l'exercice de leurs fonctions, et ce en présence des avoué et échevins de la ville. — Le banni adressa au duc des excuses et une soumission complète, et celui-ci le releva de son ban et lui rendit le pays de Flandre et l'échevinage d'Ypres. — A cette nouvelle, les échevins envoyèrent des députés à Arras, où se trouvait alors le duc, et lui remontrèrent *en pleine humilité*, que cette rémission était contraire aux lois et privilèges de leur ville. — Le duc, par égard pour leurs lois, annule la rémission de ban qu'il avait accordée audit Wautier, en ce qui regarde l'échevinage d'Ypres, et leur donne à cet égard des lettres de non-préjudice.

Original, petit sceau du duc, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f^o 122 v^o.

DCCXCV.

1416 (1417 n. s.). Sans date. — En flamand.

Exposé des motifs qui ont engagé les échevins d'Ypres de protester contre les lettres de grâce dont il est fait mention au N° précédent.

Ce document curieux contient le *mémoire* présenté par les échevins au duc, dans son palais à Arras, mémoire qui a provoqué les lettres de non-préjudice du N° précédent.

Wittenboek, f° 125 ro à 127 ro.

DCCXCVI.

1416 (1417 n. s.). — *Ghegheven te Brugghe den dertiensten dach van maerte int jaer ons Heeren dusentich vier hondert ende zestiene.*

Lettres par lesquelles les Bourgmestre et échevins du territoire du Franc, déclarent que devant eux ont comparu Arnold Vander Berst et Jean De Brune, chevaliers, Jean Vanden Berghe, Jean Vander Berst, Jean de Coorlose et Jean Joris, tous riverains de la Wateringue de *Vladsloo-Ambacht*, comme chargés-de-pouvoir de tous

les autres riverains, lesquels ont déclaré avoir reçu des échevins d'Ypres les lettres du traité conclu entre eux et lesdits échevins, concernant le nouveau canal, avec *Overdragt*, que ceux d'Ypres se proposent de faire creuser au *Nieuwen damme*. — Conformément audit traité, ils s'engagent par devers lesdits échevins du Franc, à ne porter aucun préjudice à la navigation dans ce nouveau canal; à ne mettre aucun obstacle à l'approfondissement de l'Yperlée; et à se reporter à la décision des échevins susdits du Franc, dans le cas où une contestation quelconque viendrait à surgir entre eux et ceux d'Ypres.

Original, muni de sept sceaux, en cire rouge, pendant à doubles queues de parchemin.

DCCXCVII.

1416 (1417 n. s.). — Le xviii^e jour de Mars l'an mil cccc et seize.

Lettres par lesquelles Jean, duc de Bourgogne etc., déclare avoir reçu des avoué et échevins de la ville d'Ypres, la somme de sept cents écus d'or, de quarante-cinq gros vieille monnaie de Flandre, en récompense de la réparation par lui faite du rappel de ban, prononcé par les échevins susdits contre Wautier de Dixmude. (Voir le N° DCCXCIV). — Ce document est revêtu de la signature du duc Jean.

Original, sur parchemin, sceau du duc, en cire rouge, appliqué sur le parchemin.

DCCXCVIII.

1417. — Ghegheven te Ghend den twintichsten dach van April int jaer ons Heeren duusentich vierhondert ende zeventiene.

Accord fait par devant les gens du conseil du duc de Bourgogne, entre les échevins de la ville d'Ypres d'une part, et les riverains du *Vladslo-Ambacht* d'autre part, au sujet de la cession des terrains nécessaires pour la construction du nouveau canal, et des obligations réciproques des échevins et riverains susdits.

Original, muni de trois sceaux en cire rouge, pendant à des doubles queues de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 197 v°.

DCCXCIX.

1417. — Ghegheven in onse casteel te Hesdin den xxv^m dach van Aprille int jaer ons Heeren duusentich vier hondert ende zeventhiene naer Paesschen.

Lettres missives adressées par Jean, duc de Bourgogne etc., et à toutes les villes de Flandre, de France

etc. — Il les appelle à secouer le joug tyrannique qui pesait également sur la nation française et sur la famille royale. — Énumère toutes les exactions, tailles, voleries etc. qui accablent le peuple. — Accuse les Armagnacs d'avoir fait périr par le poison les deux Dauphins Louis et Jean, et d'avoir violé successivement six traités jurés solennellement avec lui. — Il déclare qu'il est décidé à les poursuivre jusqu'à la mort etc. — Ce document est revêtu de la signature du duc Jean.

Sur le pli se trouve: *Bi mynen heere den hertoghe in zynen grooten raed in den welken myne heere de graven van Charrolois, ende van Saint-Pol, myn heere Jan van Luxenbuerch, ende vele andre waren.*

(Signé) *G. Have.*

Original sur parchemin, le sceau qui pendait à double queue de parchemin est perdu.

Imprimé dans l'*Histoire des Ducs de Bourgogne de la maison des Valois*, par M. DE BARANTE.

DCCC.

1417. — Donné en nostre ville d'Ypres le vi^e jour de Juillet l'an de grace mil quatre cens et dix-sept.

Lettres par lesquelles Jean, duc de Bourgogne etc. approuve en tous ses points le règlement de l'hospice

d'*Hooge-Zieke*, renouvelé par les magistrats de la ville d'Ypres. (Voir le N° DCCLXXXIX.)

Copie sur papier, signée pour copie conforme : *De Wavrans*. Écriture du XVI^e siècle.

DCCCI.

1417. — Donné en nostre ville de Lille le xxviii^e jour de Juillet l'an de grâce mil quatre cens et dix-sept.

Lettres par lesquelles Jean, duc de Bourgogne etc., prêt à se rendre en France pour venir en aide au roi, répond sur les demandes que ses sujets lui ont naguère adressées en la ville d'Ypres, et ordonne les points suivants : — 1° Le Gouvernement sera entretemps confié à son fils le comte de Charolais, assisté de notables gens de la Flandre, qui connaissent le langage et l'état du pays. — 2° Le duc s'efforcera de faire prolonger, au moins de dix à douze ans, la trêve conclue entre la France et l'Angleterre. — 3° Les quatre membres examineront s'il est utile, dans l'intérêt public, de maintenir le cours de la nouvelle monnaie, savoir : les deniers d'or de 70 au marc, à 25 carats et demi, dont la pièce aurait cours à 40 gros; les demi-deniers d'or et quarts-deniers d'or, à leur valeur, à l'avenant dudit denier d'or; les doubles deniers d'argent, de 2 gros la pièce, les vingt vaudraient un desdits deniers d'or; le petit gros, demi-gros et quart de gros; les doubles mites et petites

mites, les 12 doubles vaudraient un gros, et les 24 mites un gros. En cas d'avis favorable, ce cours de monnaie aura immédiatement lieu. — 4° Le pouvoir des commissaires-généraux concernant les finances, réformes et autres objets est révoqué. — 5° Les passages vers l'Artois et autres marches de France, seront ouverts au commerce.

Original, muni du grand sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Mentionné dans l'*Inventaire analytique des chartes etc. de la ville de Gand*, par M. P. VAN DUYSSE, à qui nous empruntons cette analyse.

DCCCII.

1417. — Dit was ghedaen int jaer ons Heeren duusentich vier hondert ende zeventiene, den zestiensten dach van Oustmaend.

Testament de Jean Belle, chevalier, seigneur de Boesinghe. — Il partage ses nombreux fiefs, propriétés, rentes etc., entre ses quatre fils, Tristram Belle, Montfrant Belle, Walrade Belle et Joos Bride, époux de Yolente Belle. — La seigneurie de Boesinghe, avec tout ce qui en dépend, relevant du duc de Bourgogne, est destinée comme préciput à son fils aîné Tristram. — Il désigne ensuite les différents fiefs qu'il destine à chacun de ses quatre enfants. — Ce testament est fait en présence des quatre fils susdits et des parents et amis dont les noms suivent : Guillaume van Stavele, vicomte de Furnes,

seigneur de Dotenies et de Crombeke; Olivier seigneur Vander Gracht; Jacques Belle, chevalier; Pierre Belle; Jean de Moorslede et François Belle. Tous ces seigneurs, ainsi que Jean Belle et ses quatre fils, apposent leurs sceaux au présent testament. Le sceau de Jean Belle, le père, est en cire rouge, ceux des quatre fils, sont en cire verte; ceux des cinq premiers témoins, en cire rouge, et celui de François Belle, en cire verte. Ces onze sceaux sont dans un état de conservation remarquable.

Original, sur parchemin, muni de onze sceaux, pendant à doubles queues de parchemin.

DCCCIII.

1417. — Dit was ghedaen den achtiesten dach van Oogstmaendt int vors. jaer duusentich vierhondert ende zeventiene.

Lettres par lesquelles Wautier Mersyaen, bailli de la châtellenie d'Ypres, François de Dixmude, Jacques de Thoroud, André de Zinnebeke, Jean Rayaerd et Didier Vanden Walle, hommes de fief de ladite châtellenie, déclarent que devant eux se sont présentés, Jean Belle, seigneur de Boesinghe, ses trois fils, sa fille Yolente et le mari de celle-ci, Joos Bride; qu'ils ont donné lecture du testament mentionné au N° précédent, et que les trois fils du seigneur Jean Belle, ainsi que sa fille Yolente et le mari de celle-ci, se sont engagés à exécuter fidè-

lement toutes les prescriptions du susdit testament, et se sont déclarés contents et satisfaits des lots qui leur y sont assignés.

Original, muni des sceaux du bailli et des hommes de fief; celui du bailli, en cire rouge, ceux des hommes de fief, en cire brune; tous pendant à des doubles queues de parchemin.

DCCCIV.

1418. — Donné l'an mil cccc et dix-huit le quatorzième jour d'Apvril après Paesques.

Lettres par lesquelles Pierre de Broingnars, sire de Haynin, chevalier, bailli du Hainaut, déclare que Joorkin de Wale, banni du pays et comté du Hainaut, pour cause de meurtre perpétré sur la personne de Jean Deiewels, est accordé et apaisé à l'égard de la justice du Hainaut, et ce pour la somme de cent sols Tournois qu'il a payés au profit de la comtesse de Hainaut; et qu'il pourra retourner dans cette province aussitôt qu'il se sera apaisé avec la famille du mort.

Original, sceau du sire Haynin, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenbock*, f° 122 r°.

DCCCIV.

1418. — Int jaer ons Heeren duzent veyrhondert achteyne opten
xxiiii^{en} dach in Aprille.

Lettres par lesquelles Albert Happe, marchand de la Hanse teutonique, déclare avoir reçu de Michel de Wulf, et de Jacques Peckel, payant pour la ville d'Ypres, la somme de trois cents couronnes d'or, monnaie de France, au bénéfice de la communauté des marchands de la Hanse susdite.

Original, muni d'un petit sceau en cire brune, pendant à une simple bande de parchemin.

DCCCVI.

1418. — Donné à Gand le v^{me} jour de Juing l'an de grace mil quatre cens et dix-huit.

Lettres par lesquelles Philippe de Bourgogne, comte de Charolais, ayant le gouvernement de Flandre en l'absence de son père, autorise les quatre membres du pays et comté de Flandre, à imposer le pays susdit d'une manière équitable, pour parvenir à réunir la somme de cent mille doubles écus d'or, que les États susdits

ont promis à son père, pour l'aider dans son expédition en France; et la somme de cent cinquante livres de gros à payer à Guillaume de Robeque, châtelain de Gravelines, et à François Le Mol, bailli de Bourbourg, chargés de tenir la main à la libre circulation des marchandises entre Gravelines et Calais.

Donné sous le *vidimus* des échevins de la ville de Gand, le 25 Juin 1418.

Vidimus original, muni du sceau des échevins, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DCCCVII.

1418. — Donné à Gand le v^e jour de Juing l'an de grace mil quatre cens et dix-huit.

Lettres par lesquelles Philippe de Bourgogne, comte de Charolais etc., gouverneur de Flandre en l'absence de son père, déclare que, dans l'intérêt du commerce, la nouvelle monnaie d'or et d'argent aura cours au tarif fixé, pendant quinze années consécutives, sans qu'il en fasse forger d'autre. Il promet de faire délivrer aux quatre membres de Flandre, des lettres confirmatoires scellées du grand sceau de son père le Duc.

Signé sur le pli: *Menart*.

Original, sceau du comte, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

DCCCVIII.

1418. — Donné à Gand le v^e jour de Juing l'an de grace mil quatre cens et dix-huit.

Ordonnance de Philippe de Bourgogne, comte de Charolais, seigneur de Chateau-Belin, gouverneur de Flandre et d'Artois, en l'absence de son père le duc de Bourgogne. — Cette longue ordonnance concernant les monnaies, contient, entre autres, les points suivants: Les monnaies étrangères d'or ou d'argent n'auront plus cours légal, excepté les couronnes d'or de France et les nobles d'Angleterre qui seront reçus selon évaluation. — Peines contre ceux qui alloueront les haumes d'or à un prix plus élevé que ne le porte l'ordonnance; contre ceux qui transporteront l'or ou l'argent hors du pays. — Les changeurs seront tenus de *couper* tous les deniers d'or qu'ils achèteront, excepté ceux qui ont cours légal. — Ils devront porter à la monnaie tout l'argent démonétisé, chaque fois qu'ils en auront réuni une quantité de cinquante marcs d'argent. — Il sera établi des changeurs qui feront, entre les mains des baillis, le serment d'observer strictement l'ordonnance sur les monnaies. Deux de ces changeurs seront établis à Gand; les villes d'Ypres, de Lille, de Douai, en auront semblablement deux. — A Bruges les changeurs fieffés rempliront l'office de changeur juré, mais ils devront, au préalable, prêter serment comme les autres. Les villes de Courtrai, Audenarde, Alost, Grammont, Termonde, Furnes, Bergues,

Nieuport, Dixmude, Wervic, Poperingue, auront chacune un changeur etc. — Nul ne pourra acheter des monnaies démonétisées, si ce n'est pour les porter à la monnaie ou chez les changeurs. — Toutes les transactions commerciales se feront dorénavant par livres et par sols, monnaie de Flandre. — Les dettes contractées antérieurement à la présente ordonnance, seront payées à raison de vingt-et-un gros, nouvelle monnaie, pour l'écu; même disposition pour les arrérages, bails de maison etc. — Vient ensuite la dénomination et valeur des seules monnaies qui auront cours légal; toute autre monnaie est déclarée billon.

Signé sur le pli: *Menart*.

Original, muni du sceau du comte de Charolais, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin. La charte se compose de deux feuilles de parchemin, réunies des deux côtés par des bandelettes torses de parchemin, auxquelles pend également le sceau du comte.

DCCCIX.

1418. — Den xxiii^e dach in Hoymaend int jaer m cccc ende achtiene.

Règlement arrêté par les avoué, échevins, conseillers, chefs-hommes et grand-conseil des xxvij de la ville d'Ypres, concernant la diminution des traitements, pensions,

voyages, etc., payés sur les finances de la ville. — Ce document est des plus curieux pour les mœurs et les usages de cette époque. — Les diminutions apportées portent particulièrement sur les objets suivants : Pensions, voyages, travaux publics, indemnités d'habillement, vins de présent, dons et dépenses de table.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

DCCCX.

1418. — Ghedaen int jaer duust m^{re} ende achtiene den achte ende twintichsten dach van Septembre.

Accord fait entre les échevins de la ville d'Ypres, d'une part, et les bouchers de la ville, d'autre part. Les échevins voulaient que la corporation des bouchers payât pour l'ensemble des étaux de la boucherie; ce qui montait à une somme annuelle de 294 livres parisis. — Les bouchers, de leur côté, prétendaient ne payer que pour les étaux qui avaient été occupés dans l'année, et voulaient prendre ce chiffre comme base du paiement annuel pour l'avenir, quel que fut d'ailleurs le nombre des étaux qu'ils occuperaient. — Après de longs pourparlers, ils conviennent que chaque boucher payera annuellement un prix fixé pour l'étal ou pour les étaux qu'il occupera pendant l'année. — Toute personne admise dans la corporation des bouchers, sera obligée d'avoir un étal à la boucherie, et si elle venait à abandonner son étal,

elle serait rayée de la corporation susdite et privée pour toujours de tous les privilèges qui y sont attachés. — Les bouchers qui interviennent dans cet accord, sont : Martin Waterwulf et Salomon Kienin, gouverneurs de la corporation, Michel Ademare, Salomon Entraerd, Jacques Coos, Jean van Vlamertinghe, Lamsin Lugghe, Guillaume Kienin, Pierre van Straceele et Jean de Bere.

Original, sur parchemin, grand sceau de la ville, avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f^o 214 r^o.

DCCCXI.

1419. — Ghegheven onder den zeighele vander vooghdie vander vors. steide (van Ypre) den xvij^e dach van Wedemaend int jaer m cccc neghentiene.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville d'Ypres, autorisent André Vander Ufelle à faire construire, sur la seigneurie que la ville possède dans la paroisse de Langhemarck, une *bonne et solide* prison, pour y détenir les prisonniers de la seigneurie susdite. — Il conservera pendant toute sa vie la direction de cette prison, se fera payer les allocations admises depuis longtemps, et, après sa mort, la ville ne pourra élever aucune prétention sur cette prison.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

DCCCXII.

1419. — Donné en nostre ville de Gand ce ix jour de Novembre
l'an de grace mil iii^e et dixneuf.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne, comte de Flandre etc., statue sur un débat surgi entre la ville de Gand, celle d'Ypres et le pays du Franc, d'une part, et la ville de Bruges, d'autre part, au sujet du droit d'*étape* que ceux de Bruges prétendaient avoir sur toutes les marchandises arrivant au port de l'Écluse.

Le duc déclare que dorénavant seront exemptes de l'*étape* les marchandises suivantes : 1^o La poix et le goudron, (*le poy et ter*), afin de faciliter les approvisionnements des bateaux qui parcourent la Flandre. — 2^o Toute espèce de bois. — 3^o Lesc harbons et autres denrées qu'on mesure ordinairement à *secce-mesure*; les farines venant en sacs, mais non celles venant en barils à deux fonds. — 4^o Toute espèce de vivres venant de la Flandre, de la Hollande ou de la Zélande, tels que : fromages, poissons salés, viandes salées, pour autant qu'ils ne sont pas expédiés en tonneaux à deux fonds, ou en masses; les huiles expédiées en quantités qui ne dépassent pas six lots. — Quant au hareng caqué *contrefait* que *Flamens et Zellandois ont de nouvel accoustumé de caquier sur mer et amener à nostre port*, il sera porté à son droit *estape*, et on paiera au duc un noble d'or de chaque last. — 5^o Les denrées et vivres *faits ou crus* dans le pays de Flandre, et les bestiaux y

élevés; excepté les draps scellés et *alloyés*, que l'on pourra vendre dans tout le pays de Flandre, sauf dans la ville et au port de l'Écluse. — 6^o Les cuirs ou peaux des bêtes tuées en Flandre. — 7^o Les bois dont on fait les arbalètes et arcs à main, et les cornes de toute espèce. — 8^o Toute espèce de portage (1), pour autant qu'il soit reconnu comme tel par le bailli maritime. — Chaque marin pourra prendre pour son portage un *tonnel* de vin et pas au delà; les maîtres et officiers des vaisseaux, le double; au cas où ils ne chargent pas du vin, ils pourront prendre en charge, en marchandises du chargement, l'équivalent du vin qu'ils ont droit d'introduire; l'évaluation en sera faite par le bailli maritime.

Le duc se réserve à lui ou à son conseil de Flandre la connaissance de toute contravention contre la présente prescription, et il interdit à la ville de Bruges la connaissance ou la punition de toute infraction au droit de l'*étape*.

Original, sur parchemin, sceau du comte, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin. Il s'y trouve jointe une copie sur papier, écriture de l'époque.

(1) *Portage*, droit d'un officier de marine ou d'un matelot, d'embarquer, pour son compte, une certaine quantité.

DCCCXIII.

1419. — Donné en nostre ville d'Arras le ^{xxi}e jour de Novembre
l'an de grace mil quatre cens et dix neuf.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne, autorise les Brugeois (qui se disaient grevés dans leurs privilèges par suite de la charte du N° précédent) à exposer leurs griefs dans un mémoire qui sera communiqué à ceux de Gand, d'Ypres et du Franc, pour qu'ils puissent y joindre leurs observations, et envoyé ensuite au conseil de Flandre. Celui-ci, après avoir examiné le tout, soumettra son avis au duc, qui décidera en définitive comme la justice l'exigera.

Attaché au N° précédent.

Original, sur parchemin, sceau du comte, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin. — Il s'y trouve jointe une copie sur papier, écriture de l'époque.

DCCCXIV.

1419 (1420 n. s.). — Le ^{xviii}e jour de Janvier l'an mil cccc dix-neuf.

Lettres par lesquelles Pierre Mace, secrétaire et receveur-général des finances de la duchesse de Bourgogne,

reconnaît avoir reçu, des États de Flandre, la somme de deux mille écus d'or, octroyés à la duchesse, outre les huit mille écus accordés au duc.

Original, sur parchemin, muni de la signature de *P. Mace*.

DCCCXV.

1419 (1420 n. s.). — Donné en nostre ville de Lille le ^{xix}e jour de Janvier l'an de grace mil cccc et dix-neuf.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne, comte de Flandre etc., déclare que les échevins de la ville d'Ypres lui ont prêté une somme de deux mille écus de quarante gros, nouvelle monnaie de Flandre, sous condition qu'ils seront autorisés à retenir cette somme sur le premier terme des premières aides à accorder au duc. — Celui-ci reconnaît avoir reçu la somme susdite, et ordonne à ses receveurs de la diminuer du premier paiement d'aide que la ville fera à l'avenir.

Sur le pli se trouve: *Par Monsg^r le Duc, le sire de Roubais et messire Athis de Brimieu présents.*

Original, grand sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge pendant à une bande de parchemin.

DCCCXVI.

1419 (1420 n. s.). — Ghegheven te Ghend den xxxⁿ dach van Maerte int jaer dusentich vier hondert ende neghentiene voor paesschen.

Lettres par lesquelles les conseillers du duc de Bourgogne, ordonnés au conseil de Flandre, défendent au bailli-maritime de l'Écluse, ainsi qu'à ses lieutenants, sergents, serviteurs etc., d'acheter, sous peine de confiscation de biens, les denrées ou marchandises importées comme portage par les officiers ou marins arrivant à l'Écluse. — Ils en exceptent seulement les denrées alimentaires destinées à être consommées dans leur famille.

Original, sur parchemin, muni de trois sceaux en cire rouge, pendant à des bandes de parchemin.

DCCCXVII.

1420. — Donné à Troyes le xxii^e jour d'Avril l'an de grace mil quatre cens et vint après pasques.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc., approuve l'accord fait entre ceux de Gand, d'Ypres et

du Franc, d'une part, et ceux de Bruges, d'autre part, au sujet de l'étape de l'Écluse. Cet accord avait reçu l'approbation des gens du conseil du duc, le quatre avril précédent. — La ville de Bruges continuera à jouir de ses anciens privilèges concernant ladite étape. — Les produits de la terre de Flandre, arrivant par le *Zwin* ou par l'Écluse, seront exempts du droit d'étape, à moins qu'il n'existe au *Zwin* ou à l'Écluse un droit sur ces produits. — Quant aux draps et à la draperie, chacun restera en son bon droit. — Pour les marchandises provenant de portage, on continuera à suivre les anciens usages, pourvu qu'il soit bien établi qu'elles proviennent de portage. (Voir les numéros DCCCXII, DCCCXIII et DCCCXVI.)

Original, grand sceau du duc avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

DCCCXVIII.

1420. — Depuis le vi^e jour de May mil m^{ie} et vingt jusques au xv^e jour de Septembre du dit an.

Extrait du registre des exploits de messire Gilles Walins, bailli d'Ypres, constatant que ledit bailli, à la prière des échevins, s'est rendu avec eux en divers endroits hors de la ville, où on débitait des boissons

contrairement au privilège accordé à la ville d'Ypres par le duc Jean, en 1411 (Voir le N° DCCLIV). Que plusieurs cas de contravention ont été découverts, et que le bailli a agi à l'égard des délinquants, d'après les prescriptions du privilège précité. — Les noms des coupables ni les lieux où se débitaient frauduleusement les boissons ne sont mentionnés dans le procès-verbal.

Copie sur papier, collationnée et signée
J. Nieulaet 1608.

DCCCXIX.

1420. — Le xiii^e jour de Juing l'an mil cccc et vint.

Déclaration par laquelle les marchands de Castille, résidant à Bruges, ainsi que Jaspar Spinola, facteur du connétable de Castille, et trente-cinq autres personnes de la même nation, s'engagent, en la chambre échevinale de Bruges, en présence du bailli et des écoutètes de cette ville, représentant le duc de Bourgogne, de la loi de ladite ville, et des députés des villes de Gand, d'Ypres et du territoire du Franc, à ne pas quitter la Flandre, mais à continuer à soutenir ledit pays, allant et venant avec leurs biens et marchandises, nonobstant les craintes qu'ils pourraient concevoir à cause des torts et dommages occasionnés par les Castillans

aux Flamands, devant la Rochelle. — Ils continueront à commercer avec la Flandre sur le même pied qu'auparavant, et attendront le retour des députés, que ceux de Flandre sont d'avis d'envoyer au roi de Castille, pour demander satisfaction et restitution des pertes et dommages, que les Castillans leur ont causés devant la Rochelle et en divers autres lieux. — Sur cette déclaration, les bailli et écoutètes de Bruges, au nom du duc, ceux de la loi de Bruges et les députés des trois autres membres de Flandre leur donnent des lettres de sauf-conduit, pour venir, demeurer et séjourner au pays de Flandre, avec leurs biens et marchandises, et en retourner quand bon leur semblera. — Au retour des députés envoyés au roi de Castille, quelle que soit l'issue de la réclamation, les marchands de Castille resteront dans le même état et dans les mêmes franchises qu'ils sont à présent.

Copie de l'époque, sur parchemin, signée
Jo. Mil.

DCCCXX.

1420. — Donné audit lieu d'Ypre le xiii^e jour de Juing l'an de grace mil quatre cens et vint.

Lettres par lesquelles Michelle de France, duchesse de Bourgogne, déclare avoir reçu des échevins de la ville d'Ypres, la somme de trois cent trente-six livres

parisis monnaie de Flandre, que ladite ville lui avait accordée le jour même, lors de sa première entrée en ces murs. — Cette somme sera convertie en vaisselle d'argent.

Original, sur parchemin, sceau de la duchesse, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCCCXXI.

1420. — Den 20 Oust l'an xx (en flamand).

État des biens-mobiliers et autres (habillements, bijoux, argenterie etc.) appartenant à la succession de feu dame Marie de Blonde, en son vivant épouse de messire Jacques Belle, qui ont été partagés entre Tristram Belle, François van Dixmude, Josse Bryde, Montfrant Belle, et Walram Belle, ses petits-fils. (Voir les numéros DCCCXXIII et DCCCXXIV.)

Copie sur papier, écriture de l'époque.

DCCCXXII.

1420. — Dit was ghedaen int jaer ons Heeren m cccc ende twintich up ten twee-en-twintigsten dach van Oogstmaendt.

Lettres par lesquelles Joris Ruebs et Jacques Bave, trésoriers de la ville de Bruges, reconnaissent avoir reçu de la ville d'Ypres, par les mains d'Olivier de Scot, son trésorier, la somme de trois livres de gros tournois, que ladite ville était redevable à la ville de Bruges, pour parfaire sa quote-part dans la somme des cinq mille couronnes accordées au duc en 1418.

Original, sur parchemin, muni de deux petits sceaux en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

DCCCXXIII.

1420. — Ghedaen int jaer duusentich vier hondert ende twintich den laetsten dach van Ougste.

Déclaration faite pardevant les échevins de la ville d'Ypres, par Tristram Belle, François Van Dixmude, Josse Bryde, Montfrant Belle et Walram Belle, petits-

filz de feu Dame Marie De Blonde, épouse de Jacques Belle, d'une part, et M^{re} Jacques Belle, époux de la défunte, d'autre part, constatant qu'ils ont fait le partage de la succession de ladite dame Marie de Blonde. — Les diverses parties de cette succession qui paraît avoir été très-considérable, sont mentionnées dans la déclaration, et consistent en propriétés situées dans les paroisses de Bixschote, Steenkerke, Zillebeke, Messine, Polincrove, Egghevaerts-cappelle, Reninghe, Langhemarek, St-Jacques-lèz-Ypres, et dans la ville d'Ypres, rue de Commynes, rue Basse-de St-Martin, rue du Temple, rue de Dixmude, rue du Sud, et rue du Cramyne.

Cette déclaration est faite devant les échevins d'Ypres dont les noms suivent: Jean Belle, Louis Paelding, Louis van Dixmude, Jacques de Broukere et Pauwels Bourgois. (Voir le N^o DCCCXXI.)

Original sur parchemin, muni de cinq sceaux en cire rouge, pendant à des doubles queues de parchemin. Les sceaux sont ceux des cinq échevins d'Ypres.

DCCCXXIV.

1420. — Ghedaen int jaer m. cccc ende twyntich den veertiensten dach van September.

Déclaration faite devant Michel van Sconevelt et Louis Paelding, échevins d'Ypres, par M^{re} Jacques Belle, époux de feu dame Marie de Blonde; déclaration par laquelle

il garantit aux héritiers mentionnés à l'acte du N^o précédent, la libre et tranquille possession des biens qui leur sont échus en partage par l'acte ci-devant. — Attaché au N^o précédent.

Original, muni des sceaux des deux échevins, en cire rouge, pendant à des doubles queues de parchemin.

DCCCXXV.

1420 (1421 n. s.). — Donné en nostre ville de Gand le xvij^e jour de Mars l'an de grâce mil quatre cens et vint.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne, comte de Flandre etc., autorise les échevins d'Ypres, à vendre des rentes viagères sur ladite ville, jusqu'à concurrence d'une somme de mille livres parisis, monnaie de Flandre, et ce pour payer les aides nouvellement accordées au duc, et pour les mettre à même de rétablir l'ordre dans les finances de la ville, dérangées par les grands sacrifices qu'ils ont faits pour venir au secours de feu son père le duc de Bourgogne.

Original, sur parchemin, grand sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin. Le sceau est presque entièrement brisé.

DCCCXXVI.

1421. — Donné en nostre ville de Gand au mois d'Avril l'an de grace mil quatre cens vint et ung après Pasques.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc., déclare que dans la vente que Jean de Flandre, comte de Namur, lui a faite de son comté de Namur et de ses autres terres et seigneuries, il a été convenu que ledit pays de Namur, les château, prévôté et terre de Poilvache et les droits que le comte Jean a ou peut avoir aux dix-sept villes, dont il a été débat autrefois entre ceux du pays de Liège et le comte de Namur, appartiendront héréditairement à lui et à ses hoirs comtes et comtesses de Flandre. — Ces possessions ne pourront jamais être séparées dudit comté de Flandre. — Il s'engage à ne nommer ou instituer audit pays de Namur, aucun officier notable comme gouverneur, capitaine, châtelain, bailli ou maieur, s'il n'est Namurois ou Flamand, natif du pays de Namur ou de Flandre, et ayant une grande partie de ses terres et héritages dans l'un ou l'autre de ces deux comtés.

Original, sur parchemin, grand sceau du duc, avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

Transcrit dans le *Wittenboek*, fo 123 ro.
 „ *Roodenboek*, fo 390 ro.

DCCCXXVII.

1421. — Den een ende twintigsten dach van Meye int jaer m m m^e een ende twintich.

Keure ou statuts de la corporation des mesureurs de vin, renouvelée par les avoué et échevins de la ville d'Ypres, et publiée le 21 Mai 1421.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

DCCCXXVIII.

1421. — Ghedaen int jaer duusentich vier hondert ende een ende twintich den dertiensten dach van Hoymaendt.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville d'Ypres, déclarent que frère Jean de Vos, prieur du couvent des Augustins, situé hors de la ville d'Ypres, a acheté de Joris van Merkem, une maison et héritage appelé le *Cheval* (*t'Paerdekin*) située dans la rue de Boesinghe. — Cette maison servira, en temps de guerre, de refuge aux frères du couvent susdit.

Original, sur parchemin, grand sceau de la ville, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DCCCXXIX.

1421. — Den xxiii^e dach in Septembre int jaer xiiii^e xxi.

Ordonnance des avoué et échevins de la ville d'Ypres, portant défense à tout bourgeois ou étranger de couper les aulnes pour en faire des enclos ou haies, quand même il les aurait acquis par achat, à moins qu'il n'en ait obtenu l'autorisation du propriétaire du fonds où croissent les aulnes.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

DCCCXXX.

1421. — Donné en nostre ville de Bruges, le xviii^e jour d'Octobre l'an de grace mil quatre cens vint et ung.

Lettres par lesquelles Philippe de Bourgogne, comte de Flandre etc. autorise les échevins d'Ypres à vendre des rentes viagères sur la dite ville, pour une nouvelle somme de douze cent livres parisis monnaie de Flandre, aux mêmes conditions et pour les mêmes motifs que ceux énoncés au N° DCCCXXV.

Original, le sceau, qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

DCCCXXXI.

1421. — Ghegeven int jaer duust vierhondert xxi, den xxviii^e dach in Octobre.

Sentence arbitrale prononcée par les trois membres de Flandre, savoir : Gand, Bruges et le Franc, au sujet d'un différend surgi entre le prévôt et l'église de St-Martin d'Ypres, d'une part, et les échevins de la même ville, d'autre part. — Se fondant sur leur privilège accordé par le duc Jean, d'après lequel il était défendu de vendre vin, bière ou cervoise dans le rayon d'une lieue de la ville (voir le N° DCCLIV). Les échevins avaient prié le bailli de se rendre avec eux dans certaine maison située dans la *Seigneurie de St-Martin*; ils y avaient trouvé un tonneau de bière servant au débit, et le bailli, en exécution du privilège susdit, avait défoncé le tonneau en question, en présence de deux échevins. — Le prévôt de St-Martin, de son côté, prétendit que les échevins n'avaient aucune juridiction à exercer sur la seigneurie de St-Martin, puisque cette seigneurie avait été déclarée libre par le comte Robert et avait été amortie par lui; il soutenait en conséquence que la saisie avait été faite contrairement aux privilèges de ladite seigneurie, et il leur avait intenté un procès. — Les trois membres de Flandre furent pris pour arbitres, et après avoir envoyé à Ypres des députés de chaque membre, pour entendre les deux parties dans leurs allégations et prétentions, ils décident que les privilèges seront maintenus

de part et d'autre, que les échevins d'Ypres ne pourront plus prendre information sur des affaires arrivées dans la susdite seigneurie de St-Martin; et que, de son côté, le prévôt devra défendre de vendre des boissons ou de tenir taverne sur ladite seigneurie. — A cette condition, les deux parties devront renoncer au procès commencé, et vivre dorénavant en bonne intelligence. — Ce qu'ils promettent de faire.

Copie sur papier, écriture de la fin du ^{xv}^e siècle.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 264 v°.

DCCCXXXII.

1421. — Donnée en nostre ville de Bruges le xi^e jour de Décembre l'an de grace mil cccc vingt et ung.

Lettres par lesquelles Philippe de Bourgogne, comte de Flandre etc., défend d'exporter de la Flandre toute espèce de grains, tels que: froments, seigles, orges, avoines etc., sous peine de vingt livres parisis d'amende par sac, pour le marchand, autant pour le batelier ou voiturier qui le transportera, et autant pour l'officier qui le laissera passer. — Il excepte de cette mesure la ville de Malines, qui pourra venir acheter en Flandre les blés qui lui seront nécessaires, mais sans

pouvoir les transporter ailleurs, sous peine de l'amende susdite.

Original, grand sceau du duc, avec contre-scel, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCCCXXXIII.

1421 (1422 n. s.). — Ghedaen int jaer m. cccc ende eenentwintich den achsten dach van Laumaendt.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville d'Ypres déclarent que Louis Paelding, bourgeois d'Ypres, a acheté de Jean den Hond, drapier, et de sa femme Catherine, cinq mesures, deux lignes et quatre-vingt-dix verges de terre, situées hors de la porte de Boesinghe, dans l'échevinage d'Ypres.

Original sur parchemin, grand sceau de la ville, avec contre-scel, en cire verte, pendant à double queue de parchemin

DCCCXXXIV.

1421 (1422 n. s.). — Dit was ghedaen int jaer ons Heeren duusentich vierhondert eenentwintich, den eersten dach in April voor paesschen.

Lettres par lesquelles les avoué et échevins de la ville d'Ypres, donnent en location pour le terme de sept ans à Guillaume Buetae, la perception des trois quarts du droit à payer à l'écluse du nouveau canal ou *Binnenlandsvaert* (voir le N° DCCLXXXVIII), le quatrième quart appartenant au duc de Bourgogne. — Les droits à payer pour les bateaux, sont fixés comme suit: Pour chaque bateau (*Yckingschip*) douze escalins parisis, monnaie de Flandre; les autres bateaux, payeront d'après les anciens tarifs. — Il fera aussi la perception à l'écluse de *Hanebec*, des deux tiers des droits de passage (le troisième tiers appartenant également au duc). — Les droits à cette écluse sont fixés comme suit: Pour un bateau de charge entière (*Yckinghe*), deux escalins parisis, le même bateau à vide, douze deniers parisis; pour un bateau de demi-charge, chargé, douze deniers; à vide, six deniers; pour un bateau, dit à deux bords, chargé, six deniers, à vide, trois deniers; et pour tout bateau de moindre contenance, chargé ou à vide, trois deniers. — Le susdit Guillaume Buetae payera à la ville d'Ypres, une somme annuelle de cent dix-huit livres parisis, monnaie de Flandre, dont une moitié à la S. Jean en été, et l'autre à la mi-hiver. — La perception commencera à la S. Jean prochain, et le premier payement se fera à la mi-hiver

suivant et ainsi de suite. — Le nouveau percepteur fait serment de ne réclamer des bateliers, d'autre droit que le droit de passage et le droit d'écluse (*Delfgelt ende Speygelt*). — Il recevra aussi tous les ans un habillement de la ville, comme les autres serviteurs ou pensionnaires.

Original, grand sceau de la ville, en cire brune, avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

DCCCXXXV.

1422. — Gheschreven den xxiiij dach in Meye anno xiiii^e xxij.

Lettres des magistrats de la ville de Gand, aux échevins de la ville d'Ypres. — Ils les informent que la demoiselle Kateline van Belle, demeurant à Ypres, a été citée en justice par Jacques Van Houtte, bourgeois de Gand, mais que, sur la déclaration des échevins d'Ypres que la dite Kateline était bourgeoise d'Ypres, ils ont fait connaître audit Van Houtte, que s'il veut obtenir justice, il doit citer sa partie adverse devant les échevins d'Ypres, juges naturels de la dite Kateline. — Ils les prient en outre d'avoir leur bourgeois pour recommandé et de lui accorder prompt justice.

Wittenboek, fo 118 r^o.
— fo 121 r^o.
Roodenboek, fo 104 r^o.

DCCCXXXVI.

1422. — Donné à Paris le ⁱⁱⁱⁱe jour de Septembre l'an de grace mil quatre cens vint et deux.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne; comte de Flandre, déclare qu'il a relevé de ses fonctions de receveur-général de Flandre et d'Artois, son conseiller Godefroid le Sauvage, et qu'il a désigné pour le remplacer, Gaultier Poulain. — Ce dernier entrera en fonctions aussitôt qu'il aura déposé le cautionnement voulu et qu'il aura prêté le serment nécessaire entre les mains des gens de la cour des comptes de Lille.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque, signée G. Poulain.

DCCCXXXVII.

1422. — Anno ab incarnatione Domini millesimo quadringentesimo vicesimo secundo, mensis vero Octobris die duodecima.

Instrument, passé par le notaire apostolique Anselme Boutelgier, d'une renonciation de saisine faite au nom des gens du conseil du duc, en Flandre. — Les con-

seillers du prince avaient fait la saisine de la juridiction sur la seigneurie du *Vlinckambacht*, située en partie sur le territoire de Langhemarek et appartenant aux échevins de la ville d'Ypres. — Ceux-ci ayant réclamé leur droits et leurs privilèges, les conseillers du duc envoyèrent sur les lieux à *Langhemarek*, près du cimetière, dans la maison de Gérard de Vaervere, un huissier chargé de faire la déclaration de restitution de droit de seigneurie aux échevins d'Ypres.

Cet huissier, en présence de plusieurs témoins, déclare, au nom des conseillers susdits, à Thierry Vande Walle, pensionnaire de la ville, envoyé à cet effet sur les lieux, qu'il donne main-levée de la saisine faite, et qu'il reconnaît aux échevins le droit d'exercer toutes les prérogatives seigneuriales qui leur reviennent. — Cette déclaration se fait en présence de Baudouin Vande Walle et André Voedeman, clercs; George Walle, Christophe Belle, Jean Gherard, Pierre Walle et Sander Hagheman, témoins.

Wittenboek, f° 105 v°.

DCCCXXXVIII.

1422 (1423 n. s.). — Den ^{xxiii}e dach van Lauwe int jaer ^{xiiii}e ende ^{xxii}.

Ordonnance des échevins de la ville d'Ypres, concernant le rapt ou la séduction d'orphelines et d'enfants

mineurs, sous la garde ou tutelle de leurs parents (1).
(Voir le N° L).

Copie sur papier, écriture de l'époque.

DCCCXXXIX.

1422 (1423 n. s.). — Anno Domini millesimo quadringentesimo
vicesimo secundo, die sexta mensis Februarii.

Lettres par lesquelles Nicolas, prévôt de St-Martin d'Ypres, considérant que, du temps du siège de la ville par les Anglais, le couvent des béguines, situé hors des portes de la ville, a été entièrement brûlé et dévasté, de sorte que ces religieuses se trouvent presque sans asile, leur accorde l'autorisation suivante : — Elles peuvent faire construire une chapelle ou oratoire à clocher, sur le terrain qu'elles possèdent près du marché au laitage. — Cette chapelle ne pourra contenir au delà de quatre autels, et ne pourra être pourvue que d'une cloche du poids de 800 livres. — Elles feront bénir et asperger le terrain, la chapelle et les autels, et pourvoiront la chapelle d'ornements et d'autres choses nécessaires, le tout à leurs propres frais. — D'après la

(1) Nous publions cette ordonnance en entier à la fin de ce volume. C'est un document curieux pour les mœurs de l'époque.

convention faite entre les religieuses et le prévôt, celui-ci y fera dire tous les jours une messe, par un de ses religieux, ou, en cas d'empêchement de ceux-ci, par un prêtre apte, désigné par le prévôt. — Les dimanches et jours de grande fête, l'on dira la messe et les vêpres avec chant. — Il en sera de même à quelques jours de fêtes moindres, mentionnés dans l'acte. — L'oratoire sera aussi pourvu, aux frais des béguines, d'un gardien, de chantres, de pain, de vin, de cire et de toutes les autres choses nécessaires à la célébration des offices divins. — Elles ne pourront faire chanter la grand'messe, que par un des religieux du couvent de St-Martin, ou par un prêtre désigné par le prévôt. — Elles pourront établir un cimetière autour de leur oratoire, pour leur servir de lieu de sépulture, elles ne paieront aucun droit de ce fait, mais pour chaque personne étrangère à leur couvent, qu'on voudra y enterrer, elles payeront au couvent de St-Martin une somme de soixante gros, monnaie de Flandre. — Les offrandes qui, dans la chapelle seront remises entre les mains du prêtre, appartiendront au couvent de St-Martin; mais toutes les offrandes qui seront remises entre les mains des béguines, soit en cire, en argent ou en autres objets, appartiendront au couvent des béguines. — Elles pourront faire prêcher dans leur oratoire, par des prêtres étrangers à St-Martin, mais ces prêches ne pourront avoir lieu à l'heure des sermons de paroisse, afin de ne pas détourner les paroissiens du service qui se fait dans leurs paroisses. — En récompense de ces services, les béguines paieront annuellement et perpétuellement audit couvent de St-Martin, une somme de quarante-huit livres parisis, monnaie de Flandre, payable en deux termes et par moitié, l'un à la Noël, l'autre à la St. Jean.

Catherine Vanderhecke et Marguerite Aerweets, supérieures des deux maisons des béguines, du consentement des avoué et échevins de la ville d'Ypres, et des curateurs de leur couvent, acceptent toutes les conditions ci-dessus, et promettent de les tenir et observer sous peine des censures ecclésiastiques. — Les avoué et échevins de la ville, et les curateurs des béguinages font la même promesse.

Original, sur parchemin, muni du grand sceau de la ville, de celui du prévôt et de celui du couvent de St-Martin, tous trois avec contre-scel en cire verte, pendant à des doubles queues de parchemin.

Transcrit dans le *Geluwenboek*, f° 82 à 86 v°.

DCCCXL.

1423. — Donné en nostre ville de Bruges le premier jour de May l'an de grace mil quatre cens vint et trois, sous nostre scel de serve en l'absence du grand.

Lettres par lesquelles Philippe duc de Bourgogne, comte de Flandre etc., pour prévenir la famine dans la Flandre, défend l'exportation des grains, bœufs, vaches, moutons, beurre, fromages etc., sous peine de grosses amendes et de confiscation des objets saisis. — Il excepte de cette mesure la ville de Malines, qui pourra acheter en Flandre et en exporter les choses

nécessaires à son alimentation, sans pouvoir toutefois les transporter ailleurs.

Original, sur parchemin, petit sceau en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCCCXLI.

1423. — Ghedaen int jaer m m m dree ende twintich den xvste dach van Ouste.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville d'Ypres, donnent en cense perpétuelle à Lodin Byomie, maître boulanger, une parcelle de terre aboutissant à l'Yperiee, et ce à raison de huit escalins monnaie de Flandre de rente, par an, payable à la mi-mars.

Original, sur parchemin, grand sceau de la ville, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DCCCXLII.

1423. — Datum Ypris die vicesima mense Septembris, anno Domini millesimo quadragintesimo vicesimo tertio.

Lettres par lesquelles Louis de Luxembourg, évêque de la Morinie, approuve en tous ses points l'accord fait entre le prévôt et le couvent de St-Martin, d'une part, et les béguines, les échevins d'Ypres, et les curateurs des béguinages, d'autre part; accord mentionné au N° DCCCXXXIX.

Original, muni du sceau de Louis de Luxembourg, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Geluwenboek*, f° 86 v°.

DCCCXLIII.

1424. — Le dix-neufisme jour de May l'an M cccc vingt-quatre.

Lettres par lesquelles Philippe Raponde, maître-d'hôtel du duc de Bourgogne, reconnaît avoir reçu des avoué et échevins de la ville d'Ypres, par la main de Jean de Brouc, la somme de 4924 livres, 9 sols, 10 deniers

parisis, monnaie de Flandre, sur ce que la ville lui devait, et ce pour le terme de la Noël passée.

Revêtu de la signature de *Ph. Raponde*.

Original, sur parchemin, trace de sceau en cire rouge, mis en placard.

DCCCXLIV.

1424. — Le xiiii^e jour d'Août l'an mil cccc vint et quatre.

Lettres par lesquelles Gautier Poulain, receveur-général de Flandre, déclare avoir reçu des avoué et échevins de la ville d'Ypres, la somme de dix livres parisis, monnaie de Flandre, pour le droit de pêche dans les fossés du comte, entre la porte de Messine et la porte de Boesinghe.

Revêtu de la signature de *G. Poulain*.

Original, petit sceau de cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCCCXLV.

1424. — Te Ghendt smaendacchs dertichsten dach van Octobre int jaer dusentich vier hondert vier ende twintich.

Déclaration donnée par les gens du conseil du duc de Bourgogne, constatant qu'on a rayé des registres dudit conseil, le cautionnement donné par Galois van Vambeke, écuyer, bourgeois d'Ypres, pour Jean van Veerne du *Bergh-Ambacht*, cautionnement qui avait été inscrit aux registres susdits, en attendant que ledit Galois van Vambeke en donnât un pareil devant les échevins d'Ypres. — Sur l'affirmation d'Olivier Vander Beke, pensionnaire de la ville d'Ypres, constatant que le cautionnement en question a été renouvelé par ledit Galois, devant les échevins d'Ypres, les conseillers du duc rayent le premier de leurs registres et en donnent attestation.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque, signée *Guido*.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 151 r°.

DCCCXLVI.

1424 (1425 n. s.). — Ghestatueert ende uutgheroupen s'aterdacchs den xiiij dach van Laumaendt int jaer xiiii^e xxiiii.

Copie de la *Keure* des marchands de légumes, arrêtée par les magistrats à la date susdite.

Copie sur papier, écriture du xvi^e siècle, signée de *Codt*.

DCCCXLVII.

1426. — Ghegheven in onse stad van Brussel viij^{en} dagen in Meye int jaer ons Heeren m iiiij^e xxvi.

Lettres de Jean, duc de Brabant, de Limbourg etc., aux villes de Flandre. — Il les engage à prévenir les marchands de Flandre, qu'ils feront bien de ne pas se rendre à la foire prochaine de la Pentecôte, à Anvers, parce qu'il ne pourra leur accorder de sauf-conduit, ni garantir leurs marchandises, à cause du conflit qui existe entre les habitants d'Anvers, d'une part, et le Drossart, seigneur de Bergen-op-Zoom et les habitants de cette ville, d'autre part.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

DCCCXLVIII.

1426. — Ghedaen int jaer duust vierhondert ende zesse-en-twintich den laetsten dach van Meye.

Lettres de récommandation délivrées par les échevins de la ville d'Ypres, aux frères gouverneurs de la confrérie de Notre-Dame de Thune, qui parcouraient les diverses localités de la province, pour réunir les dons et aumônes des fidèles en faveur de ladite confrérie (1).

Donné sous le *Vidimus* des échevins d'Ypres, le 25 Septembre 1501.

A cette charte se trouve jointe une copie sur papier, signé *De Haerne*, et datée du 24 Décembre 1799.

Vidimus original, traces du sceau des échevins, en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

(1) Ce document, qui rappelle l'institution de notre fête communale, sera donné en entier à la fin de ce volume.

DCCCXLIX.

1426. — Anno Domini millesimo quadringentesimo vicesimo sexto, die vicesima prima Augusti.

Vidimus des lettres de confirmation données par Jean, duc de Bourgogne etc., concernant le jugement prononcé contre ceux de Warneton et mentionné aux numéros DCCLXXV et DCCLXXVI. — Donné sous le scel de Nicolas, prévôt de St-Martin d'Ypres.

Original, sceau du prévôt, avec contre-scel, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DCCCL.

1427. — Donné en la ville de Delft en Hollande le vius jour du mois de May, l'an de grace mil quatre cens vint sept.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne, comte de Flandre etc., autorise les Yprois à tenir tous les ans, une franche fête, foire ou marché, le jour de la fête de l'Ascension, le lendemain, vendredi, tout le jour, et le samedi jusqu'à midi. — On pourra y vendre

et acheter draps, chevaux, juments et *austres bestes*, ainsi que toute espèce de marchandise que l'on voudra amener. — Les marchands qui viendront à cette foire seront exempts de payer le droit de tonlieu pour les marchandises qu'ils y vendront pendant la durée de la franche foire, mais ils devront le payer pour les marchandises qu'ils vendront après la fermeture de la foire le samedi à midi. — Il accorde saufconduit pour eux et pour leurs marchandises à tous les marchands qui se rendront à ladite foire, et ce saufconduit commencera quinze jours avant l'ascension pour expirer quinze jours après la fermeture de la foire. — Les marchands ne pourront être arrêtés si ce n'est pour dettes contractées pendant la foire même. — Il excepte du saufconduit les bannis, fugitifs et ennemis du comté de Flandre et du royaume de France; ceux qui se sont obligés aux foires de Champagne et de Brie, et ceux qui sont ses propres débiteurs, ou débiteurs du roi de France. — Les Yprois devront faire renouveler chaque année lesdites lettres de saufconduit.

Original, sur parchemin, grand sceau du duc avec contre-scel, en cire verte, pendant à des lacs de soie verte et rouge.

Transcrit dans le *H'ittenboek*, f° 37 r°.

DCCCLI.

1427. — Ghemaect ende ghegheven int jaer ons Heeren m cccc zeven en de twintich op ten xvij^{sten} dach van September.

Lettres des bourgmestres et échevins des villes de Gand, Bruges et Ypres, aux baillis, bourgmestres, échevins, conseils et autres justiciers du pays de Flandre. — Ils les informent que, du consentement du duc de Bourgogne, ils ont décidé de défendre à tout habitant de la Flandre d'en citer un autre devant la cour ecclésiastique de Téroouanne, ou d'apporter des lettres de citation émanant de ladite cour, sous peine d'être banni des terres de Flandre pour le terme de trois ans. — Il n'est fait exception que pour les affaires ecclésiastiques, en autant qu'elles concernent des cleres, reconnus et vivant comme tels.

Original, muni du sceau de la ville de Bruges, et de celui de la ville d'Ypres, l'un et l'autre avec contre-scel en cire verte, pendant à doubles queues de parchemin. — Le sceau de la ville de Gand est perdu.

DCCCLII.

1427. — Le xxix^e jour de Décembre l'an mil iiii^e vint et sept.

Lettres par lesquelles les avoué et échevins de la ville d'Ypres, déclarent au bailli d'Amiens, au prévôt de Montrœul et à tous autres baillis, prévôts, justiciers etc., du royaume de France, que les deux frères Jean et Jacques de le Coornhuuse, bourgeois d'Ypres, se sont constitués prisonniers dans la prison des échevins de cette ville. — Ces deux frères étaient soupçonnés d'être auteurs ou complices d'une horrible mutilation exercée sur la personne de Mathieu Le Hond, Flamand, à qui on avait coupé les deux pieds, dans le pays d'Artois. Rapporté chez lui, le malheureux avait succombé à ses blessures. — Le bailli d'Amiens et le prévôt de Montrœul avaient fixé jour aux frères susdits, qui, d'après les privilèges des Yprois, n'étaient justiciables que de leurs échevins. — En conséquence, les échevins d'Ypres prient le bailli et le prévôt susdit, de cesser leurs poursuites, déclarant qu'ils examineront et poursuivront l'affaire en trois jours de plaid, de quinzaine en quinzaine. — Le bailli d'Amiens à qui ces lettres ont été présentées, avec prière de les vouloir entériner, déclare au haut-bailli d'Ypres, Josse Bride, à Nicolas De Beetslotere, George De Vos, échevins, et Charles Paelding, conseiller d'Ypres, qu'il se tient pour dûment averti et qu'il fera cesser les poursuites.

Donné sous la certification dudit bailli d'Amiens, Robert de Jone, seigneur de Forest, conseiller du roi, etc.

Original, sur parchemin, sceau du baillage, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

DCCCLIII.

1427 (1428 n. s.). — Donné le viii^e jour de Janvier l'an mil iiii^e et vint-sept.

Lettres par lesquelles Jean Pachote, lieutenant du prévôt de Montrœul, déclare avoir reçu, du bailli d'Amiens, des lettres par lesquelles celui-ci lui ordonne de cesser toute poursuite contre les nommés Jean et Jacques de le Coornhuuse, soupçonnés d'être coupables ou complices de la mort de Mathieu le Hond. (Voir le N^o précédent.)

Original, sceau de Jean Pochol, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

DCCCLIV.

1427 (1428 n. s.) — Up den tiensten dach van Sporkele int jaer
dusentich vierhondert seivenen-twintich.

Règlement arrêté par les avoué et échevins de la ville d'Ypres, pour améliorer l'administration de l'hôpital sur la place, et de l'hospice de *Hooghe-Zieken*. — Tous les ans après le renouvellement du magistrat et le plutôt que faire se pourra, on convoquera les avoué, échevins, conseillers, chefs-hommes, et ceux du grand-conseil, du conseil des vingt-sept et des notables, et on nommera à la pluralité des voix deux gouverneurs ou avoués, pour chacun des établissements susdits. — Les nouveaux élus feront serment, qu'ils n'ont fait ni fait faire aucune démarche pour obtenir le poste auquel ils viennent d'être nommés; qu'ils administreront les biens des hospices susdits comme leurs propres biens, qu'ils tiendront la main à la conservation de leurs privilèges et à l'exécution des règlements, nonobstant les écarts qui peuvent avoir eu lieu par le passé; qu'ils tiendront un compte fidèle de toutes les recettes et de toutes les dépenses, et qu'ils veilleront qu'aucune dépense ne soit faite, que dans l'intérêt bien entendu desdits établissements. — Ces gouverneurs auront droit de donner à bail pour dix ans, et non au delà, les maisons et autres propriétés appartenant auxdits hospices. Ils administreront tout d'après leur volonté, sans avoir besoin de demander conseil aux échevins; cependant ils pourront avoir recours aux lu-

mières de ceux-ci, dans les cas difficiles, quand ils le jugeront convenable. — Tous les ans ils feront dresser par leur trésorier un compte-général des recettes et dépenses, qui sera lu en chambre échevinale, à portes ouvertes. — Tous ceux qui ont assisté à l'élection desdits gouverneurs, seront invités à assister à la lecture dudit compte. — Les fonctions de ces gouverneurs seront annuelles, mais les titulaires pourront être réélus.

Parchemin, écriture de l'époque.

DCCCLV.

1427 (1428 n. s.). — Donné à Zerixe en Zeelande sous nostre
seel de secret en absence du grand le xj^e jour de febvrier l'an
de grace mil quatre cens vint et sept.

Ordonnance de Philippe, duc de Bourgogne, comte de Flandre etc., concernant les monnaies. — Pour pouvoir atteindre plus efficacement les transgressions contre l'ordonnance des monnaies (voir le N° DCCCVIII), les franchises vérités se tiendront de mois en mois. — Défense sera faite aux changeurs de retenir ou receler les *nobles* et autres deniers d'or ayant cours. — Dans les villes où il y a des franchises foires, les changeurs seront tenus de se pourvoir d'assez de numéraire pour pouvoir échanger les monnaies d'or et d'argent que les marchands étrangers y apporteront. S'ils ne le font, les maîtres

particuliers de la monnaie de Flandre, pourront y envoyer des changeurs particuliers, désignés par eux, qui pourront faire le change pendant la durée de la foire, sans préjudice des droits des changeurs fieffés. — Les coffres des changeurs et *usuriers* seront souvent visités par les baillis, qui s'assureront qu'ils ne contiennent pas plus d'or, que ne le comporte l'ordonnance; les changeurs seront punis chaque fois qu'ils seront trouvés en contravention sur ce point. — Tout marchand de Flandre qui sera redevable à des marchands anglais, pour achat de laines, ou à d'autres, une somme quelconque à payer en or, ne pourra être obligé à la payer à un autre taux que celui fixé par l'ordonnance. — Toute transaction commerciale devra se faire en monnaie de Flandre, si même le paiement devait avoir lieu en pays étranger. — Le change qui se fera hors du pays de Flandre, en deniers d'or, pour être rendus en or en Flandre, s'effectuera dans le pays en monnaie d'or, y ayant cours, et d'après l'évaluation de l'ordonnance, ou en monnaie d'or de Flandre. — Nul ne pourra présenter ou allouer des deniers d'or ou d'argent défendus par l'ordonnance, ni ne pourra allouer les monnaies ayant cours à un taux plus élevé que celui de l'ordonnance, sous peine de punition prescrite par ladite ordonnance. — Toutes les marchandises qui seront mises en vente à Anvers ou dans d'autres localités proches de la Flandre, seront cotées en monnaie de Flandre, sous peine d'une amende de douze livres parisis, monnaie de Flandre.

Donné sous le *Vidimus* des échevins de Bruges, le xvij^e jour de février 1427 (1428 n. s.). (Voir le N^o DCCCVIII).

Vidimus original, sceau de la ville de Bruges, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DCCCLVI.

1427 (1428 n. s.). — Datum in Parisiis parlamento nostro die vicesima octava Februarii anno Domini millesimo quadringentesimo vicesimo septimo.

Sentence prononcée par le parlement de Paris, au sujet d'un conflit de juridiction surgi entre les échevins de la ville d'Ypres, d'un part, et ceux de Furnes d'autre part. — François Corbeen, bourgeois d'Ypres, était soupçonné d'avoir tué Pierre Wolf (Petrus Lupus), du village d'Ysenberghe, dans la châtellenie de Furnes; les cuerheers et échevins de la châtellenie l'avaient ajourné à comparaître devant eux, mais les échevins d'Ypres prétendaient que, conformément à leurs privilèges, la connaissance et le jugement de cette affaire leur appartenait, parce que François Corbeen, était bourgeois d'Ypres, et n'avait pas été arrêté sur le territoire de la châtellenie de Furnes. — Les échevins de la châtellenie prétendaient au contraire que l'affaire les concernait, puisque le crime avait été commis sur leur territoire. — L'affaire étant porté devant le parlement de Paris, celui-ci décide qu'une enquête sera faite, et que les deux parties soumettront leurs moyens par écrit, afin que le parlement puisse juger en connaissance parfaite de cause.

Original, muni du sceau d'Henry VI roi de France et d'Angleterre, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à double queue de parchemin.

DCCCLVII.

1427 (1428 n. s.). — Donné en nostre ville de Bruges le x^e jour de Mars l'an de grâce mil quatre cens vint et sept.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne, comte de Flandre etc., accorde aux Yprois le privilège suivant : — Voulant relever la draperie de la ville d'Ypres, tellement renommée par tous pays et nations tant de chrestiennoté comme d'autres, et voulant mettre fin à la fabrication de draps qui se faisait dans plusieurs villages non privilégiés (1), où les drapiers imitaient le draps d'Ypres, les faisaient sceller d'un sceau ressemblant à celui d'Ypres, et les vendaient aux franchises foires comme produits d'Ypres, au grand préjudice de cette ville et des acheteurs, le duc ordonne ce qui suit : Nul ne pourra tisser ou fouler publiquement ou occultement du drap dans aucun des villages des châtellenies d'Ypres, de Bailleul, de Cassel et de Warneton, sous peine d'une amende de soixante livres parisis, monnaie de Flandre, de saisie de l'ouvrage, et d'un an de bannissement hors

(1) Ces villages étaient situés dans les châtellenies d'Ypres, de Warneton, de Cassel et de Bailleul. La fabrication se faisait surtout à *Waestenbrouck* (*Bas-Warneton*), dans la seigneurie, par indivis de l'abbesse de Messines et du seigneur de Lichtervelde, hors de Commynes, à *Merville*, *Zuudberkin*, *Nordberkin*, *Godevaertsvelde*, *Eeke*, *Caestre*, *Hondeghem*, *Steenvoorde*, *Neuf-Église*, *Niep-Kerke*, *Steenkerke*, *Meteren*, *Vleteren*, *Merris*, *Boescepe* et plusieurs autres villages Neuf-Église était le centre principal.

des terres de Flandre. — Le duc permet cependant à quelques villages de fabriquer certaine espèce de drap, nommée *Doucken*, faite avec de la laine du village ou de la châtellenie, et non avec de la laine anglaise. Ces draps ne pourront avoir qu'une longueur de douze aunes ou au-dessous, et une largeur de sept quarts, ils seront pourvus d'une seule lisière d'un pouce de large, ne pourront servir que pour l'habillement de la famille de celui qui les a confectionnés, et ne pourront jamais être présentés en vente, ni aux franchises foires, ni ailleurs, sous peine de l'amende susdite. A cet effet, le duc accorde à Neuf-Église, six *hostilles* et quatre *trons*; à Caestre, Eeke et Godevaertsvelde, trois *hostilles* et trois *trons*; à Niepkerke, Steenvoorde et Meteren, deux *hostilles* et un *tronc*; à Steenvoorde, Merris, Nortberquin, Zuudberquin, Strazeele et chacune des autres villages desdits châtellenies, un *hostille* et un *tronc*. — Cette défense est également applicable aux villages situés dans un rayon de trois lieues d'Ypres, dans lesquels on n'a jusqu'ici fabriqué du drap, tels que : Elverdinghe, Vlamertinghe, Reninghe, Provene etc. — Dans tous les villages susdits, ainsi que dans tous les villages de n'importe quelle châtellenie, situés à trois lieues d'Ypres, s'ils ne sont pas privilégiés, il est défendu de teindre quelque espèce de drap que ce soit. — Ceux qui, dans les villages susdits, se sont occupés de la fabrication du drap, pourront dans le délai d'un an, aller habiter la ville d'Ypres ou un des villages privilégiés, pour s'y occuper de l'état de drapier; les magistrats de cette ville devront leur accorder le droit de bourgeoisie, sans exiger aucun paiement de ce chef. — Les pièces de draps, actuellement sur le métier, pourront être achevés.

Sur le pli se trouve écrit: *Par Monseig^r le duc,*

l'évesque de Tournay, les seigneurs de Croy, de Comines, de Mamisnes, de Santes et de Willerval, maistre Symon de Fourmelles, maistre Thierry le Roy, Guy Gailbaut et autres présents. (Signé) DE GAND.

A cette charte se trouve jointe une copie sur papier, écriture de la fin du xv^e siècle.

Original, grand sceau du duc, avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

Transcrit dans le *Wittenboek*, fo 59 r^o.
— — 178 r^o.

DCCCLVIII.

1428. — Ghedaen int jaer duusentich vier hondert achte ende twintig den xxvj^{sten} dach van Meye.

Accord fait entre le prévôt et le couvent de St-Martin d'une part et les échevins de la ville d'Ypres, comme gouverneurs de l'hospice de Ste-Catherine d'autre part. — Un différend ayant surgi à l'égard des obligations du prévôt et des chanoines de St-Martin lors du décès d'une religieuse dudit hospice, ils conviennent de ce qui suit : Lorsqu'une des religieuses susdites passera de vie à trépas, le prévôt susdit ainsi que ses religieux iront prendre processionnellement au couvent, le corps de la défunte et le porteront au couvent de St-Martin, pour l'y ensevelir. La sépulture sera donnée, sans frais des

religieuses, mais, en temps de peste ou de maladie contagieuse, le prévôt et les religieux ne seront pas tenus d'aller en personne chercher la défunte, il suffira qu'on aille la chercher processionnellement. L'après-midi, ils chanteront les vigiles, et le lendemain ils feront le service solennel, avec toutes les cérémonies dont on se sert pour l'enterrement d'un chanoine. Les religieuses, de leur côté, devront fournir pour le service trente-six livres de cire, et payeront en outre douze livres parisis monnaie de Flandre. Tous les autres frais seront à charge du couvent de St-Martin. En outre les religieuses seront obligées d'assister à tous les services qui auront lieu lors du décès d'un chanoine de St-Martin. — Sur un autre point en litige, concernant l'admission de nouvelles religieuses ils décident que cette admission sera laissée aux magistrats, d'accord avec les religieuses; cependant on en donnera connaissance au prévôt, qui pourra faire valoir, devant les échevins, ses motifs d'opposition, si la personne en question était, pour des raisons à lui connues, impropre à prendre l'habit ou si elle en était indigne.

Original, muni des sceaux de la ville d'Ypres, du prévôt, et du couvent de St-Martin, tous trois avec contre-scel en cire brune, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

DCCCXXXIX.

1428. — Ghedaen den xxviii^e dach van Ouste int jaer m cccc achte ende twintich.

Décision prise par le conseil du duc de Bourgogne, ordonné en Flandre, au sujet d'un point des privilèges des Yprois, d'après lequel toute personne qui tue un individu, banni par la ville d'Ypres, ne peut être pourservi pour cet homicide. — Les nommés Jean et Henry Tryoens, avaient tué Jean de Bloncke de Neuf-Eglise, banni du territoire de Flandre, et qui avait rompu son ban. — Le procureur-général de Flandre, ainsi que les parents de la victime voulaient forcer les échevins d'Ypres à poursuivre les coupables, mais sur la demande d'avis que les échevins susdits avaient adressée au conseil de Flandre, celui-ci décide que le privilège de la ville d'Ypres doit être maintenu, et qu'il n'y a pas lieu de poursuivre les frères Tyroens.

Cette charte porte les sceaux de Simon de Fourmelles et de Gillis Vander Woestene, conseillers du duc, et la signature de Guy de Boye, greffier dudit conseil.

A la même charte se trouve attachée une déclaration du même conseil de Flandre, du 6 Mars 1442, légalisant les deux sceaux des conseillers, et la signature du greffier susdit. Cette dernière charte est munie du sceau du conseil de Flandre, avec contre-scel en cire rouge,

pendant à double queue de parchemin, et est signée sur le pli: *Wielant*.

Original, muni de deux sceaux, en cire rouge, pendant à des bandes de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f^o 251 v^o.

DCCCLX.

1428. — Donné en nostre ville de Bruges, le xiiii^e jour de Décembre l'an de grace mil cccc vint et huit, sous nostre scel secret en l'absence du grant.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne, etc., accorde une année de répit pour payer leurs dettes, aux drapiers de Neuf-Église et de quelques autres villages, qui sont venus ou qui viendront s'établir à Ypres, pour y exercer l'état de drapier. — Ce répit commencera à compter du jour où ils se seront faits bourgeois d'Ypres.

Original, petit sceau du duc, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCCCLXI.

1428 (1429 n. s.). — Donné en nostre ville de Bruges le viij^e jour de Janvier l'an de grace mil quatre cens vint et huit.

Lettres de non-préjudice délivrées par le duc de Bourgogne, aux échevins d'Ypres, parce que contrairement aux privilèges de ceux-ci, les nommés Jean de Kemmele, Pierre Eyveraerd, Lambert de Scellewe, Konin de Scellewe et Michel Palstre, bourgeois d'Ypres, accusés de conspiration, ont été remis entre les mains des officiers du duc, quoique la première instruction de cette affaire appartenait aux échevins, conformément à leurs privilèges.

Original, petit sceau du duc, en cire rouge, pendant à une simple bande de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, fo 75 v^o.

DCCCLXII.

1428 (1429 n. s.). — Den xij^en dach van Lauwe int jaer duust vier honderd xxviii.

Annotation que le 12 janvier a été justicié sur un échafaud, au milieu de la place d'Ypres, et en présence

du souverain bailli de Flandre, le nommé Jean van Peilkeem, tisserand, coupable d'avoir formé le projet de massacrer les magistrats, et de s'emparer de la ville, comme il l'a avoué lui-même. Le même jour fut également justicié sur le même échafaud, Pierre Eyverard, tisserand, complice du précédent; et le 19 du même mois, la même exécution eut lieu pour Lammin de Scellewe, également complice.

Roodenboek, fo 74 r^o.

DCCCLXIII.

1428 (1429 n. s.). — Ghedaen int jaer duust vierhondert achte ende twintich de dach van Maerte.

Sentence prononcée par les échevins de la ville d'Ypres, au sujet d'une contestation entre Guillaume de Witte, prêtre du couvent de St-Martin, d'une part, et les administrateurs de l'hôpital sur la place, d'autre part, concernant le droit de passage sur une pièce de terre appartenant audit hôpital, et que ledit de Witte prétendait être frappée de servitude. — Après avoir entendu les deux parties, les échevins déclarent que le chemin en question, n'est pas une servitude, et défendent audit de Witte de prendre par là son passage.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

DCCCLXIV.

1429. — Donné en nostre ville de Hesdin le xxiii^e jour de Juing l'an de grace mil quatre cens vint et neuf, sous nostre scel de secret en l'absence du grant.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne, etc., ordonne à ses baillis, justiciers et officiers du pays et comté de Flandre, que la chose concerne, de prévenir les habitants de Neuve-Église, de Cassel, de Bailleul etc., que les lettres de sauf-conduit pour la franche-foire de Thourout, ne peut porter aucun préjudice au privilège qu'il a accordé récemment aux Yprois (voir le N° DCCCLVII), et que par conséquent, il leur est interdit de porter à cette foire quelque espèce de drap que ce soit, s'ils ne veulent s'exposer aux peines comminatoires dudit privilège.

Original, sceau du duc, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCCCLXV.

1429. — Fait et prononcé en jugement à nostre halle à Tournay à huis ouvert en publique le joedi xx^e jour de Juillet l'an mil quatre cens vingt et neuf.

Jugement prononcé par les prévôt et jurés de la ville de Tournai, contre Baudouin Maraël, tisserand d'Ypres, qui, après la tentative de révolte, s'était retiré dans la ville de Tournai. Ce document important, contient toute la déposition dudit Baudouin Maraël, et dévoile le complot qui n'a pu être mis à exécution, et d'après lequel il s'agissait d'assassiner le seigneur de Boesinghe, avoué d'Ypres, Olivier Descote, avoué des orphelins, Cristophe de Maech, échevin, et plusieurs autres. — Le motif de cette révolte, c'était que les drapiers prétendaient que le magistrat ne faisait pas exécuter assez sévèrement le privilège sur la draperie, accordé par Philippe le Bon. — Baudouin Maraël fut condamné par le prévôt et les jurés susdits, à avoir la tête coupée, et fut exécuté le jour même du jugement. (Voir les N° DCCCLXI et DCCCLXII).

Donné par copie par les prévôt et jurés de Tournai, le 18 décembre 1431.

Copie originale, sur parchemin, signée Clermortier, le sceau qui pendait à double queue de parchemin est perdu.

DCCCLXVI.

1429. — Le jour de Juillet mil m^{me} xxix.

Acte d'accusation dressé par le haut-bailli d'Ypres, Josse Bride, à charge de sire Olivier de Koeighem, prêtre, complice dans la tentative d'émeute, dont il est fait mention au N° précédent. — Olivier de Koeighem, détenu dans la prison du bailli, fut remis, en sa qualité de prêtre, entre les mains du doyen de la chrétienté d'Ypres, auquel le haut-bailli susdit remit en même temps l'acte d'accusation en question.

Minute, sur papier, écriture du haut-bailli.

DCCCLXVII.

1429. — Donné en nostre ville de Lille le vi^e jour d'Aoust l'an de grace mil cccc vint et neuf.

Lettres de Philippe, duc de Bourgogne etc., à ses baillis d'Ypres et de la châtellenie, à son bailli de Courtrai, et à ses autres baillis, justiciers, et officiers du pays et comté de Flandre. — Même contenu que le

N° DCCCLXIV, pour ce qui concerne les sauf-conduits pour la franche foire de Courtrai.

Original, grand sceau du duc, avec contrescel, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCCCLXVIII.

1429. — Le Mercredi xxv^e jour d'Octobre l'an mil m^{me} vingt et neuf.

Extrait du registre des condamnations, portant que le 26 octobre 1429, plusieurs drapiers de Neuf-Église et d'Eecke ont été condamnés à 60 livres parisis d'amende, et à être bannis pendant un an hors du pays de Flandre, pour contravention au privilège sur la draperie.

Sur le même extrait se trouvent plusieurs autres condamnations, pour le même motif, pendant les années 1429, 1450 et 1451.

Donné sous forme d'instrument, par le notaire Christophe De Fresne, du diocèse de la Morinie, le 15 mars 1484.

Instrument original, sur parchemin, revêtu de la signature de *De Fresne*.

DCCCLXIX.

1429 (1430 n. s.). — Donné en nostre ville de Peronne le v^e jour d'Avril l'an de grace mil quatre cens vingt et neuf avant Pasques.

Lettres par lesquelles Philippe de Bourgogne etc., déclare qu'à cause de ses grandes charges et dépenses, occasionnées par son mariage et par l'armée qu'il met en campagne pour secourir le roi de France et protéger ses propres états, les quatre membres de Flandre lui ont accordé des aides de cent cinquante mille nobles, de huit sous de gros, monnaie de Flandre, payables par tiers à la St-Jean et à la Noël 1430 et à la St-Jean 1431. — Cependant la ville d'Ypres se trouvant dans l'impossibilité de payer, aux termes voulus, sa quote-part dans cette somme, l'a supplié de lui accorder un terme de répit pour faire ces paiements. — Le duc, considérant le dévouement que lui a toujours montré ladite ville, consent à ce qu'elle paye sa part par somme annuelle de trois mille livres parisis, monnaie de Flandre, jusqu'à extinction de sa dette.

Original, petit sceau du duc, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCCCLXX.

1430. — Donnée en nostre ville de Malines le xxiii^e jour de Septembre l'an de grace mil quatre cens et trente.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc., apporte diverses modifications au mode de nomination des avoué et échevins d'Ypres. — 1^o Chaque année, le 7 du mois de février, le duc enverra à Ypres des commissaires chargés de procéder au renouvellement du magistrat; le huit au matin ces commissaires se rendront dans la chambre échevinale, y exhiberont leur commission en présence de l'avoué, des échevins et conseillers, des quatre chefs hommes, du chef-homme du *Besant*, du conseil des vingt-sept, du conseil des notables au nombre de quinze, de cinq membres des tisserands, cinq des foulons et cinq des petits métiers. Cette exhibition faite ils déposeront les anciens échevins. — 2^o Cette déposition faite, les commissaires, au nom du duc, inviteront l'avoué et les échevins déposés, ainsi que tous les autres conseillers, chefs-hommes etc., présents, à procéder par bulletin secret, à l'élection de quatorze nouveaux échevins, pris parmi les personnes présentes ou parmi d'autres personnes de la ville. Les bulletins, étant recueillis, les commissaires en feront le dépouillement, séance tenante, en présence des secrétaires et clercs de la ville, et proclameront comme avoué, premier échevin, et échevins, ceux qui auront obtenu le plus grand nombre de voix. Bien entendu que l'avoué et le premier échevin devront

être natifs et bourgeois d'Ypres, les autres échevins *Flamens flamengans*, habitant la ville depuis trois ans, jouissant depuis ce même temps du droit de bourgeoisie. Les nouveaux élus feront immédiatement le serment qu'ils n'ont employé aucune brigue pour se faire élire. Ils feront en outre le serment de choisir pour les divers emplois de la ville, des hommes probes et capables, et de n'accorder aucun emploi pour de l'argent. — 5° Si un des échevins était convaincu d'avoir vendu un office, il serait obligé de rembourser le prix qu'il en aurait reçu, et serait en outre déclaré incapable de remplir les fonctions d'échevin, pendant un laps de temps de huit années. — 4° Les douze échevins prendront rang d'après le nombre d'années qu'ils ont passées dans l'échevinage; au même titre le plus âgé prendra le pas. — 5° Les échevins sont rééligibles, mais ne pourront siéger que deux années desuite. Au bout des deux années, il faudra au moins un an d'intervalle avant qu'ils puissent être réélus. — Viennent ensuite les cas d'incompatibilité, qui sont les mêmes que dans l'ordonnance du duc Jean, du 4 octobre 1414, (N° DCCLXXII). — Cette manière d'élire les échevins, sera suivie pendant huit années, à dater du mois de février prochain.

Les avoué et échevins de la ville d'Ypres, déclarent avoir reçu le présent privilège, valable pour huit ans; après ce temps le duc pourra faire renouveler la loi comme il le faisait antérieurement. Ils s'engagent en outre à payer annuellement au duc, pour l'obtention de cet octroi, la somme de six cents livres parisis, monnaie de Flandre (1).

(1) Nous donnons cette charte en entier à la fin de ce volume.

Donné sous le *Vidimus* des gens de la chambre des comptes, le xij janvier 1430 (1431 n. s.). Voir le N° DCCLXXII.

Vidimus original, muni de trois petits sceaux en cire rouge, pendant à des doubles queues de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 128 v°.
— *Roodenboek*, f° 15 r°.

Imprimé par extrait dans Lambin, *Geschiedkundige onderzoekingen*.

DCCCLXXI.

1430. — Ghegheven in onse stede van Mechelinc den xxij^{en} dach van September int jaer van gratie m m m^e ende dertig.

Traduction flamande de la charte mentionnée au numéro précédent.

Sur papier, écriture de l'époque.

DCCCLXXII.

1430. — Donné en nostre ville d'Arras le vi^e jour de Novembre l'an de grace mil cccc et trente.

Lettres de Philippe, duc de Bourgogne, comte de Flandre etc., à son souverain bailli de Flandre, au bailli d'Ypres et à tous les autres baillis, justiciers et officiers de Flandre. — Les échevins d'Ypres, s'étant plaints au duc de ce que les drapiers bannis par eux hors du pays de Flandre, en vertu de leur privilège sur la draperie, vont et viennent journellement audit pays, nonobstant leur ban, le duc autorise lesdits échevins de les faire saisir par leurs gens partout où ils les trouveront audit pays de Flandre, *hors lieu saint*, et de les faire remettre entre les mains de son bailli d'Ypres pour en faire justice comme il appartiendra. Cette autorisation n'est valable que pour un an.

Il ordonne à ses officiers de ne pas mettre obstacle à ces arrestations.

Original, traces du grand sceau du duc, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCCCLXXIII.

1430. — Donné en nostre ville d'Arras le xi^e jour de Novembre l'an de grace m cccc et trente.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne, comte de Flandre etc., autorise les échevins d'Ypres, à vendre des rentes viagères sur ladite ville, jusqu'à concurrence d'une somme de six cent livres parisis, monnaie de Flandre, et ce pour les mettre à même de subvenir aux dépenses qu'ils ont été obligés de faire pour les fortifications et la reconstruction de la ville, et pour les aides et subsides qu'ils lui ont accordés.

Original, grand sceau du duc, avec contre-scel, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

DCCCLXXIV.

1430 (1431 n. s.). — Overghegheven den xxijⁿ dach van Maerte.

État des recettes et des dépenses de la ville, pendant l'année 1450. — Cet état porte en recettes la somme de

27891 L. 18 S. 6 D., et en dépenses la somme de 27452 L. 19 S. 0 D., soit un boni de 438 L. 19 S. 6 D. — Mais outre cela, restait une somme de 6580 livres à laquelle la ville ne pouvait faire face, dépenses extraordinaires occasionnées par les voyages, travaux en construction, vins de présent, dons, *en andere die quaet te noemen warene bi der grooter diversiteit.*

Minute, sur papier, écriture de l'époque.

DCCCLXXV.

1431. — Donné en nostre ville de Gand, le viii^e jour d'avril, après Pasques l'an de grâce mil quatre cens trente ung.

Lettres de Philippe, duc de Bourgogne, comte de Flandre etc., à tous ses justiciers et officiers. — Il les informe que la comtesse de Namur, d'accord avec les drapiers des villages des environs d'Ypres, a interjeté appel devant le parlement de Paris, au sujet du privilège concernant la draperie accordé aux Yprois; que ce parlement a condamné les Yprois par défaut, à de grandes amendes, et que les officiers du roi se transporteront en Flandre, pour arrêter les Yprois là où ils les trouveront. — En conséquence, le duc ordonne à ses justiciers, officiers etc., de ne souffrir en aucune manière que les officiers du roi arrêtent les Yprois, mais au

contraire, de s'y opposer par tous les moyens qu'ils pourront.

Original, traces du sceau du duc, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

Publié par nous, dans le tome x, 2^e série des *Annales de la Société d'Émulation, de Bruges. Article Neuve-Église.*

DCCCLXXVI.

1431. — Fait à Gand le viii^e jour du mois d'avril après Pasques l'an mil quatre cens trente et ung.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc., déclare qu'avant deux ans, il ne sera accordé aucune grâce aux individus bannis, pour cause de la draperie, en vertu du privilège accordé aux Yprois. Il défend à son chancelier, dépositaire de son grand scel et de son scel secret, de sceller aucune lettre de grâce, ou de rappeler un banni quelconque.

Expédition originale sur parchemin, signée,
Serm. . . .

DCCCLXXVII.

1431. — Le vii jour d'Avril après Pasques l'an de grace mil m^{re} trente et ung.

Copie des chartes mentionnées sous les N^{os} DCCCLXIV, DCCCLXXI, DCCCLXXV et DCCCLXXVI.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

DCCCLXXVIII.

1431. — Donné en nostre ville de Lille le xxviij^e jour d'Avril l'an de grace mil cccc et trente et ung.

Ordonnance de Philippe, duc de Bourgogne etc., concernant la manière dont seront traités les prisonniers dans la prison de l'Écluse. — Les quatre membres de Flandre s'étaient plaints au duc, de la manière dont étaient traités les marchands de la Hanse d'Allemagne, détenus pour dettes ou pour tout autre motif, dans les prisons de l'Écluse. Le cipier agissait à leur égard d'une manière toute arbitraire, les chargeait de fers, de chaînes, les jetait dans des basses fosses, leur mettait au cou, aux mains, aux pieds, aux bras, *et autre part*

engiens et instruments malaisiez à souffrir pour extordre argent d'eux. — Le duc voulant remédier à ces abus, ordonne: Le cipier de l'Écluse déposera en-déans un mois de la publication de la présente ordonnance, bonne et suffisante caution, pour répondre au duc de tout dommage qui pourrait lui être occasionné par la fuite des prisonniers. — Chaque individu puni de prison, paiera pour droit de *cepage* que l'on dit en flameng *Steenghelt*, pour entrer et sortir, y compris le premier repas, quatorze gros; s'il en sort avant le repas, il ne paiera que dix gros. — Les prisonniers qui voudront vivre aux dépens du cipier (à la pistole), paieront chaque jour quatre gros; pour ce prix ils auront *litz chargés et lincheux*, et seront exempts de payer le *droit de louage de maison* et le *droit de planches*. Ceux qui voudront s'entretenir à leurs propres frais, ou qui voudront vivre sur l'aumosne, ne seront point tenus non plus de payer le premier repas d'entrée, mais le cipier sera obligé de les laisser vivre à leur guise, en leur donnant toute l'assistance possible, et ne pourra les forcer à prendre leurs repas chez lui. — A ceux qui paieront quatre gros par jour, il sera obligé de donner à chaque repas, de bon pain, assez bon potage, un demi-lot de cervoise d'Harlem ou d'Hambourg, ou de *Keute*, et de la viande en quantité suffisante. — Il ne pourra rien exiger de plus, pour droit de *cepage*, des prisonniers condamnés à mort ou à la perte d'un membre; il les gardera avec toute la surveillance que bon lui semblera, sans toutefois pouvoir les charger de chaînes plus pesantes que celles dont on a coutume de se servir pour les autres; pour les forcer de prendre leurs repas chez lui, il ne pourra non plus empêcher qu'on leur fasse parvenir des vivres, sous peine d'une amende de soixante livres, et de punition

arbitraire du duc. — Si les prisonniers, qui sont aux dépens du cipier, veulent avoir, outre leur ordinaire, d'autres viandes ou du vin, le cipier sera obligé de le leur fournir au prix coûtant de la ville, sans pouvoir exiger aucun salaire pour sa peine. — Ceux qui ne vivront pas aux dépens du cipier paieront, par jour, pour droit de *cépage* et louage de lit, deux gros et demi, et ceux qui apporteront leur propre lit, ne paieront que deux gros par jour. — Il pourra faire grâce des fers à ceux qui seront détenus pour dette ou pour amende, mais ce sera à ses risques et périls, et il pourra recevoir de ce chef un gros par livre de gros, une fois; s'il prend d'avantage, il sera puni d'une amende de dix livres parisis au profit du duc, et sera obligé de restituer ce qu'il aura pris de trop. — Si un prisonnier pour dette ou pour amende se fait cautionner d'une manière suffisante, le cipier ne pourra pas prendre le gros par livre de gros pour le laisser libre des chaînes (1); et s'il jugeait que la caution n'est pas suffisante, le magistrat de l'Écluse déciderait s'il y a lieu de l'admettre ou non. Ceux qui sont condamnés à mort ou à la perte d'un membre, ne pourront pas présenter de caution. — Il est défendu au cipier de laisser hors des fers un condamné à mort ou à la perte d'un membre, sous peine d'amende de soixante livres parisis, et d'être en outre corrigé à la discrétion du bailli et de la loi de l'Écluse. — Tout individu emprisonné par ordre du bailli, et reconnu dans la suite innocent, ou relâché par lui, paiera au cipier quatre gros pour chaque repas qu'il aura pris chez lui, sans payer aucun droit d'entrée ou de sortie; s'il s'est entretenu

1) Ce droit s'appelait en flamand *yzer-ghelt* et *pond-ghelt*.

à ses frais, ou s'il a vécu sur l'aumône, il ne paiera rien. — De toutes les aumônes qui seront recueillies pour les prisonniers, le cipier prélèvera un cinquième, et le restant sera partagé entre les prisonniers qui vivent sur l'aumône et non aux autres. — Quand un condamné arrivera à la prison, le cipier lui demandera s'il désire vivre sur l'aumône, à ses propres frais ou aux frais du cipier, s'il déclare vouloir vivre aux dépens du cipier, celui-ci devra prendre des garanties de paiement, et à l'expiration de la peine, il ne pourra retenir le prisonnier sous prétexte de sommes à lui dues, sous peine d'une amende de soixante livres parisis, au profit du duc. — Toute personne qui en fera prendre ou emprisonner une autre, paiera, au sergent qui l'arrête, quatre gros pour son salaire, mais quand le bailli fera exécuter en raison de son office, il ne paiera rien. — Tout prisonnier qui louera un lit du cipier, paiera douze mites par jour; s'il loue une chambrette garnie d'un lit, il paiera cinq gros par semaine; et s'il apporte son propre lit pour meubler la chambrette, il ne paiera que deux gros la semaine. — Le cipier pourra visiter ou faire visiter par ses serviteurs, tous ceux qui se présenteront à la prison pour voir leurs amis, et ce afin de s'assurer s'ils ne sont pas porteurs de limes ou d'autres instruments; il pourra aussi leur faire déposer leurs couteaux et autres armes émouluës, sauf à les leur rendre à leur sortie. — Le bailli de l'Écluse, ses lieutenants, receveurs, non plus que les bourgmestres, échevins ou autres officiers de l'Écluse, ne pourront ni prendre ni faire prendre pour eux à ferme la direction de ladite prison, ni ne pourront être associés à celui qui la prendra à ferme, sous peine d'une amende de soixante livres parisis, et d'être puni arbitrairement par le duc ou par les gens de son conseil. — Il sera

fait deux expéditions, en flamand, de la présente ordonnance, dont l'une sera affichée dans la prison, l'autre en la maison échevinale de l'Écluse. — Toute contestation entre le cipier et les prisonniers, ou entre les prisonniers mêmes, sera jugée par une commission composée du bailli maritime, du bailli de terre de l'Écluse, et des deux bourgeois ou de deux hommes de fief de la même ville. Deux membres de cette commission se rendront tous les samedis à la prison pour la visiter, et pour s'informer des contestations qui y peuvent avoir surgi. — Le duc se réserve la connaissance et l'interprétation de tout ce que la présente ordonnance pourrait avoir d'obscur ou d'incomplet.

Donné sous le *Vidimus* des magistrats de l'Écluse, le 16 avril 1447, après Pâques.

A cette charte se trouve jointe une copie sur papier, écriture de l'époque.

Vidimus original, sur parchemin, sceau de la ville de l'Écluse, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

DCCCLXXIX.

1431. — Escriptes le viij^e jour de May l'an de grace mil quatre cens trente et ung.

Vidimus de la charte mentionnée sous le numéro DCCCLXXV, donné par les échevins d'Ypres le 7 Mai 1451.

Vidimus original, traces du sceau de la ville, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DCCCLXXX.

1431. — Den xxvjⁿ dach van Ouste int jaer m cccc ende xxxj.

Acte par lequel le prévôt, le doyen et les religieux du couvent de St-Martin, déclarent en pleine chambre échevinale qu'ils désirent d'être considérés et traités dorénavant comme bourgeois d'Ypres, afin de jouir des privilèges des autres bourgeois, et se soustraire ainsi aux difficultés qu'ils éprouvent en mainte circonstance. — Il est bien entendu que cette déclaration ne portera

aucun préjudice aux libertés et privilèges qui leur ont été concédés antérieurement par les magistrats.

*Wittenboek, f° 163 ro.
Geluwenboek, f° 6 vo.*

DCCCLXXXI.

1481. — Donné en nostre ville de Brouxelles le pénultiesme jour d'Octobre l'an de grâce mil quatre cens trente et ung.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc. autorise les échevins d'Ypres à faire contribuer les villes et petites châtelles (qui d'ordinaire contribuent avec la ville d'Ypres dans les aides et autres charges générales), dans les dépenses que la ville a faites pour l'équipement et l'armement des Yprois, tant à pied qu'à cheval, qui ont accompagné le duc, au mois de Janvier passé, dans son expédition pour soumettre la ville et la châtelles de Cassel, révoltées contre son autorité. — Après la Pâque prochaine, ils pourront taxer lesdites villes et châtelles pour une somme de quatre cents livres de gros, monnaie de Flandre, à repartir entr'elles de la manière accoutumée.

Original, petit sceau du duc en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartboek*, f° 87 vo.

DCCCLXXXII.

1481. — Donné en nostre ville de Brouxelles le pénultiesme jour d'Octobre l'an de grâce mil quatre cens trente et ung.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc., fait remise de l'amende de soixante livres à laquelle avait été condamné, par les échevins de Gand, un nommé Guillaume de le Kerchove, bourgeois d'Ypres, coupable de mauvais traitements sur la personne de Sohier le Vinc qui se prétendait bourgeois de Gand. — Les échevins d'Ypres ayant appris que ledit Sohier, n'était pas bourgeois de Gand, avaient défendu à leur concitoyen de se rendre à l'ajournement fait par ceux de Gand, prétendant que, d'après leurs privilèges, c'était à eux qu'appartenait la connaissance et le jugement de cette affaire. Guillaume de le Kerchove, n'ayant pas comparu à l'ajournement, fut condamné par contumace, mais le duc, pour faire respecter les privilèges des Yprois, fait audit Guillaume remise de l'amende.

Sur le pli se trouve: *Par Monsgr le duc, l'évesque de Tournay et Guy Guilbaut présens.* (Signé) DE GAND.

Original, sur parchemin, le sceau qui pendait à une bande de parchemin, est perdu.

DCCCLXXXIII.

1481 (1482 n. s.). — Donné en nostre ville de Lille, le XVIII^e jour de Janvier l'an de grâce mil quatre cens trente et ung.

Ordonnance par laquelle Philippe, duc de Bourgogne etc., apporte certaines modifications aux instructions des commissaires chargés de l'audition des comptes et du renouvellement des magistrats. — Il ne désignera plus comme commissaires que *bonnes et souffisantes personnes* de son conseil; dans chaque commission, le plus grand nombre des commissaires seront *Flamens flamengans*, et les autres natifs d'un de ses pays. — Ces commissaires, avant de commencer leurs opérations, feront entre les mains des baillis des villes, et en présence de l'ancienne loi, le serment que, pour obtenir leur nomination de commissaire, ils n'ont ni donné, ni promis, ni fait donner ou promettre par d'autres, aucune chose quelle qu'elle soit. — Ils jureront aussi qu'ils n'accepteront aucun don, office, ou obligation quelconque de ceux qui seront nommés magistrats, mais qu'ils se contenteront des gages qui leur sont alloués. — Ceux qui seront nommés de la loi, jureront entre les mains desdits commissaires et en présence des baillis des lieux et de l'ancienne loi, qu'ils n'ont rien donné ni promis pour se faire élire, qu'ils n'accepteront rien des officiers sous leurs ordres qu'ils auront à nommer, et qu'ils administreront la justice à tous indistinctement. — Ils feront aussi serment entre les mains des commissaires, que, pour toutes les nomi-

nations qui sont à leur disposition, ils choisiront des personnes probes et capables, et qu'ils ne se laisseront influencer par aucune considération de personnes ou de profit. — Les magistrats feront faire serment à leurs pensionnaires, cleres et autres officiers, qu'ils ne recevront de personne ni don, ni émolument pour choses concernant leurs fonctions. — Le duc ne nommera aucun bourgmestre, avoué ou échevin, ni ne renouvellera les magistrats, qu'à l'époque déterminée, et il laissera toujours faire la nomination par ses commissaires. — Les commissions de renouvellement ne se composeront jamais de plus de quatre personnes, ni de moins de deux, excepté dans les petites villes où l'on a l'habitude de n'envoyer qu'un seul commissaire, assisté du bailli. — Les commissaires de renouvellement auront les gages fixés antérieurement (voir le N^o DCCCLXXXIII); les présents seuls auront droit à cette indemnité, ceux qui se feront remplacer n'auront droit à rien. — Le duc défend à son chancelier et à son premier chambellan, chargés de la garde des sceaux, de prendre ou de recevoir directement ou indirectement, pour l'apposition des sceaux aux commissions, autre chose que le droit fixé d'ancienne date. — Toute personne de loi ou officier, qui avant sa nomination était taillable, restera taillable pendant le temps de son office et après l'expiration de celui-ci, et contribuera dans toutes les charges qui incomberont aux autres; excepté celui qui aura servi le duc d'une lance et de trois chevaux, l'espace de deux mois au moins, pendant l'année où la charge sera imposée; dans ce cas, il sera exempt de payer sa part dans la charge, mais seulement pour l'année courante. Les répartiteurs, receveurs ou collecteurs desdites charges, subventions ou tailles, qui souffriront le contraire, seront punis d'une amende de soixante

livres parisis, et devront payer de leurs propres deniers la part qui aura été négligée. — Le duc ordonne que cette ordonnance soit faite en sextuple expédition, dont l'une sera gardée en la chambre de son conseil à Gand, la deuxième, en la chambre des comptes à Lille, et les quatre autres seront remises aux quatre membres de Flandre.

Original, grand sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

DCCCLXXXIV.

1482. — Ghegheven in onse stede van Brugghe den vyften dach van December int jaer van gratie duyst vier hondert twee-entertich.

Ordonnance de Philippe, duc de Bourgogne etc., concernant la navigation sur l'Yperlée. — Les Gantois lui avaient fait des plaintes de ce que depuis la paix de Tournai plusieurs nouveautés nuisibles à leur commerce avaient été introduites dans la navigation sur cette rivière. — Le duc avait nommé une commission chargée de se rendre sur les lieux, et d'écouter les députés de Bruges et du Franc; il l'avait autorisée à suspendre au besoin la navigation sur cette rivière, sans préjudice des partis, et en attendant la décision définitive du duc. — Les commissaires, sur l'instigation des Gantois, et malgré les protestations des députés de Bruges et du Franc, avaient

fait enfoncer des poteaux dans la rivière, près de Nieuport, de sorte que la navigation n'était plus possible qu'avec des barques de petite dimension. — Les députés de Bruges et du Franc n'avaient pas voulu rester plus longtemps et étaient partis en protestant contre ce que les commissaires venaient de faire. — Le duc, après avoir examiné le tout, et de l'avis de son conseil, décide que les poteaux seront enlevés, et permet aux Yprois la navigation comme auparavant, c'est-à-dire, avec des bateaux d'une contenance de six tonneaux, pour transporter toute espèce de marchandises à St-Omer, Gravelines, Ardres, Calais, Dunkerque, Furnes, Bergues, Nieuport, Dixmude, Oudenbourg et autres localités. — Cependant les blés qui descendent par la Lys, et qu'on débarque à Warneton, pour être transportés de là, par le pavé, jusqu'à l'Yperlée, seront soumis à certaine formalité. A cet égard, le duc autorise les Gantois à placer audit Warneton deux gardes, qui exigeront des marchands et des bateliers le serment que les blés qu'ils débarquent ne sont pas destinés à sortir du pays par la rivière de l'Yperlée. — Les marchands ou bateliers qui contreviendront à la présente ordonnance, seront passibles d'une amende de deux fois soixante livres parisis.

Copie sur papier, d'après le registre de la chambre échevinale de Gand; écriture du xvi^e siècle.

DCCCLXXXV.

1433. — Donné en nostre ville d'Arras, le second jour de Juing l'an de grâce mil quatre cens trente et trois.

Lettres de non-préjudice accordées aux Yprois, par Philippe, duc de Bourgogne etc. — Les Yprois avaient appelé, devant le parlement de Paris, d'un jugement du duc, du 12 Mai 1424 (1), concernant la navigation de l'Yperlée et de la Lys. — Cette question d'appel avait été remise de six mois en six mois et n'était pas encore terminée. — Le duc déclare que cet appel ne portera aucun préjudice à leurs lois et privilèges, qu'ils continueront à faire justice en son nom, et que le renouvellement des magistrats se fera comme d'habitude.

Original, petit sceau du duc, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 210 v°.

(1) Ce jugement n'existe pas dans nos archives; il se trouve analysé dans l'*Inventaire des archives de la ville de Gand*, par M. Pr. Van Duyse.

DCCCLXXXVI.

1433. — Datum Parisiis in parlamento nostro die quinta Junii anno Domini millesimo quadringentesimo tricesimo tertio.

Arrêt du parlement de Paris, portant que les échevins d'Ypres pourront continuer à rendre la justice au nom du duc, sans préjudice de leur appel au parlement, dont il est fait mention au N° précédent.

Original, le sceau qui pendait à une bande de parchemin, est perdu.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 208 v°.

DCCCLXXXVII.

1433. — Ghegheven in de stede van Oscana (?) den dertichsten dach van Hoymaend int jaer m cccc ende drie ende dertich.

Lettres de Jean, roi de Castille, de Léon etc., à tous ses officiers, baillis, justiciers etc. Il les informe qu'il a prolongé de six mois, à commencer de la St-André, la suspension des lettres de marque et de représailles

dont ses sujets sont en possession contre ceux du duc de Bourgogne.

Cette suspension avait été accordée d'abord en 1451, d'accord avec le duc de Bourgogne, pour durer jusqu'à la St-André.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

DCCCLXXXVIII.

1434. — Donné en nostre ville de Brouxelles le darrain jour de Juing l'an de grace mil quatre cens trente quatre.

Lettres de non-préjudice accordées par Philippe, duc de Bourgogne etc., aux échevins de la ville d'Ypres. Le bailli du duc avait arrêté et emprisonné Paul de Roosebeke, bourgeois d'Ypres, contrairement aux privilèges de la ville. Nonobstant les protestations des échevins, le bailli avait refusé de relâcher le prisonnier et les avait ajournés devant le conseil du duc à Gand, chargé du gouvernement pendant l'absence du prince. — Le conseil avait condamné les échevins à de fortes amendes; ceux-ci en avaient appelé au parlement de Paris, et en attendant, avaient cessé de rendre la justice au nom du duc, et de communiquer avec les autres membres de Flandre. — Le duc déclare qu'ils peuvent continuer à rendre la justice en son nom et communiquer avec les trois autres membres, sans préjudice

de leur dit appel, et pareillement sans préjudice de ses propres droits.

Original, grand sceau du duc, avec contre-scel, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 168 v°.

DCCCLXXXIX.

1434. — Ghegheven den xxx^a dach van Hoymaend int jaer duust vierhondert vier ende dertich.

Lettres par lesquelles Nicolas, prévôt de St-Martin, et toute la communauté dudit couvent, confirment par leurs sceaux, la déclaration faite le 26 août 1451, devant les échevins d'Ypres, et d'après laquelle ils voulaient être considérés et traités comme bourgeois d'Ypres etc. (Voir le N° DCCCLXXX).

Original, muni de deux sceaux en cire verte avec contre-scel, l'un du prévôt, l'autre du couvent, pendants à doubles queues de parchemin.

Transcrit dans le *Geluwenboek*, f° 7 v°.

DCCCXC.

1434. — Svrýndaechs vte dach van November int jaer m cccc viere ende dertich.

Décision du conseil du duc de Bourgogne etc., au sujet d'un conflit de juridiction entre les échevins d'Ypres et le procureur-général de Flandre, concernant la condamnation de Jean Heindriex et de Jean et Guillaume Beicman, coupables de voies de fait sur la personne de Ydor Marael. — Les échevins prétendaient que le jugement de cette affaire les concernait, puisque les coupables étaient bourgeois d'Ypres. Le procureur-général prétendait de son côté, que l'affaire était de la compétence de la justice du duc, attendu que les échevins avaient laissé passer une année sans poursuivre cette affaire. — Le conseil décide que les deux parties auront à remettre leurs prétentions par écrit, afin qu'il soit statué ultérieurement sur cette affaire. — (Signé) *Maes*.

Original, les deux sceaux qui pendaient à des bandes de parchemin, sont perdus.

DCCCXCI.

1434 (1435 n. s.). — Donné à Lille le xx^e jour de Mars l'an de grace mil quatre cens trente et quatre.

Lettres du comte d'Estampes, seigneur de Dourdan, lieutenant et gouverneur-général en l'absence du duc de Bourgogne, adressées à ses baillis de Gand, de Bruges, d'Ypres et de l'Écluse, et à tous les autres baillis, justiciers et officiers. — Il les informe que le 20 février dernier, le duc a reçu à Dijon, des lettres de défi de la part de l'empereur; qu'aussitôt il s'est adressé aux princes, seigneurs et communautés de l'Allemagne, pour savoir si les gens d'église, nobles, marchands et sujets de ses pays pourraient aller et venir en sûreté en leurs pays, ainsi qu'ils faisaient avant lesdites lettres de défi, mais que jusqu'ici il n'a pas encore reçu de réponse. — Pour obvier aux inconvénients que ceux-ci pourraient éprouver par suite desdites lettres, le comte ordonne à ses baillis, de porter ce qui précède à la connaissance des intéressés, pour les engager à ne pas se rendre en Allemagne avec leurs marchandises, avant que le duc n'ait reçu une réponse des princes et seigneurs dudit pays.

Donné sous le *Vidimus* des échevins de la ville de Lille, le 22 mars 1434.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

DCCCXCII.

1435. — Datum Parisiis in parlamento nostro die decima sexta Julii anno Domini millesimo quadringentesimo tricesimo quinto, et regni nostri decimo tertio.

Arrêt du parlement de Paris, sur l'appel fait par les échevins d'Ypres, au sujet de la navigation sur la Lys et sur l'Yperlée (voir les numéros DCCCLXXXIV et DCCCLXXXV). — La commission désignée par le duc pour l'enquête concernant cette navigation, et les échevins de la ville de Gand ayant été ajournés, par trois reprises différentes, à comparaître devant le parlement de Paris, ne s'y sont pas rendus. — Le parlement les condamne par défaut et rétablit les Yprois dans tous les droits et privilèges dont ils jouissaient autrefois, pour la navigation sur la Lys et sur l'Yperlée, et condamne leur partie adverse aux dépens.

Cet arrêt contient un long mémoire adressé au parlement par les échevins d'Ypres, mémoire d'une grande importance pour le commerce de cette époque.

Sur le pli se trouve: *Per arrestum curiæ*. (Signé) *Lespine*.

Cette charte se compose de deux feuilles de parchemin, réunies de chaque côté par des lacs de chanvre tordus, auxquels pend un petit sceau en pâte blanche. A cette

charte se trouve jointe une copie, sur papier, écriture de la fin du xv^e siècle.

Original, grand sceau du roi de France et d'Angleterre, avec contre-scel en pâte blanche, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f^o 202 v^o et 208 r^o.

DCCCXCIII.

1435. — (Sans date, en flamand).

Points et articles du traité d'Arras, conclu entre Philippe, duc de Bourgogne etc., et les ambassadeurs de Charles VII roi de France.

Ces articles sont imprimés dans l'*Histoire des ducs de Bourgogne*, de M. de Barante.

Au dos se trouve écrit: *De pointen veraccordeirt in den pays tusschen den coninc van Vrankerike ende onsen harden gheduchten heere ende prinche hertoghe Philips, aengaende de doot van synen vader de hertooghe Jan*.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque.

DCCCXCIV.

1435 (1436 n. s.). — Datum Romæ apud sanctum Petrum anno incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo tricesimo quinto Idus Martis, pontificatus nostri anno primo.

Bulle du Pape Eugène IV autorisant l'établissement d'un autel portatif, avec tous les ornements nécessaires, dans l'habitation du seigneur Guillaume de Nole, receveur des écluses de Nieuwendamme et de West-Ende.

Donné sous le *Vidimus* de Winoc Bake, notaire apostolique du diocèse de la Morinie.

Vidimus original, sur papier, muni de la signature de Winoc Bake.

DCCCXCV.

1436. — xva die Aprilis post Pascha, anno Domini millesimo quadringentesimo tricesimo sexto.

Vidimus de la charte de Philippe de Thiette, du dimanche après *Quasimodo* 1304, concernant la décision à prendre par les villes de Gand, de Bruges, d'Ypres, de Lille et de Douai, sur tout différend, surgi entre

le comte et l'une des cinq villes. (Voir le N° CCXXXV).
Donné sous le scel du prévôt de St-Martin d'Ypres.

Vidimus original; le sceau, qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

DCCCXCVI.

1436. — Donné en nostre ville de Sainet-Omer le xvij^e jour de Juing l'an de grace mil cccc trente-six.

Décision prise par Philippe, duc de Bourgogne etc., au sujet de la contestation existant entre ceux d'Ypres et ceux du Franc de Bruges, pour la préséance comme membre de Flandre, quand ils suivent le duc à la guerre. — Le duc, après avoir examiné les raisons alléguées de part et d'autre, décide, de l'avis de son conseil, que ceux d'Ypres marcheront dorénavant avant ceux du Franc; que ces derniers tiendront à l'armée la même place qu'ils occupent dans les assemblées des quatre membres, quand il s'agit de voter des subsides etc., c'est-à-dire, le quatrième. — Par contre, il autorise ceux du Franc à se faire confectionner une bannière à ses armes, comme celle des trois autres membres de Flandre.

Sur le pli est écrit: *Par Monseigneur le duc en son conseil, auquel vous le sire de Croy et de Renty, le prévost de l'église de Sainet-Omer, le Sr de Crequi, Mess^{rs} Colart de Commynes, souverain bailli de Flandres,*

Mess^{rs} Baudot de Noyelle, le Sr de Haubourdin, maistre Gilles de le Woestine et autres estoient. (Signé) De Bal.

Original, grand sceau du duc, avec contre-scel, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f^o 151 r^o.
— — *Zwartenboek*, f^o 597 v^o.

DCCCXCVII.

1436. — Donné en nostre ville de Bruges le xxii^e jour d'Aoust l'an de grace mil quatre cens trente et six.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc., dans la prévision d'une attaque des Anglais contre la ville d'Ypres, nomme comme capitaines de cette ville et de sa châtellenie, les seigneurs de Steenhuse et d'Ysenghien. — Ils auront soin de prendre toutes les précautions et mesures nécessaires, pour pouvoir résister au besoin à une attaque des Anglais, et les échevins de cette ville leur accorderont jour et nuit, pour eux et pour leurs troupes, la libre entrée dans cette ville et la libre sortie.

Copie, sur papier, écriture de l'époque.

DCCCXCVIII.

1436. — Donné en nostre ville de Gand le xxviii^e jour de Septembre l'an de grace mil quatre cens et trente six.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc., ordonne à son bailli d'Ypres, et aux avoué et échevins de la même ville, de continuer à rendre la justice en son nom les lundi, mercredi et vendredi, nonobstant que les bannières soient dehors (au siège de Calais). — Cependant toutes les poursuites pour dettes à charge des bourgeois qui se trouvent dans l'armée devant Calais, seront remises jusqu'après leur retour de la dite expédition.

Original, petit sceau du duc, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f^o 48 v^o.

DCCCXCIX.

1436. — Datum Basileæ iij Kal: Novembris anno a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo tricesimo sexto.

Lettres des prélats réunis au concile de Bâle, aux avoué et échevins de la ville d'Ypres. — Ils les informent qu'il est venu à leur connaissance, que plus de soixante-

dix marchands de la Hanse Germanique, ont été misérablement massacrés à l'Écluse; ils les prient en conséquence, de vouloir faire en sorte que réparation soit faite, et que dédommagement soit accordé à leurs héritiers ou à leurs ayants-droit. (Signé) *C. de Bionis*.

Original, sur parchemin, sceau perdu.

DCCCC.

1436 (1437 n. s.). — Donné à Lisle lez Flandres le quatriesme jour de Janvier l'an de grace mil cccc trente et six de nostre règne le quinziemesme.

Lettres de Charles VII, roi de France, à ses huissiers du parlement. Il les informe, que le jugement rendu par le parlement de Paris, le 16 juillet 1433, en faveur des Yprois, au sujet de la navigation dans la Lys et dans l'Yperlée, n'a pu jusqu'ici être mis à exécution, à cause de l'état de guerre dans lequel se trouvait le pays. Il leur ordonne de le mettre à exécution immédiatement, et d'ajourner devant son parlement tous ceux qui chercheraient à y mettre obstacle. — Ils ajourneront également devant son dit parlement, les échevins de la ville de Gand, pour y voir arrêter les frais auxquels ils ont été condamnés par ledit arrêt.

Original, grand sceau du roi, avec contrescel en cire blanche, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboeck*, f° 208 r°.

DCCCCI.

1436 (1437 n. s.). — Donné en nostre ville de Gand le xxv^e jour de Février l'an de grace mil quatre cens trente et six.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc., nomme le seigneur d'Ysenghien, capitaine de la ville et de la châteltenie d'Ypres. — Il l'autorise à mettre les gens de ladite ville en *ordonnances et connestableries*, à les faire pourvoir d'armures, lances, becs de faucon, arbalètes, arcs-à-main, traits et autres armures; à faire réparer et fortifier la ville; à la pourvoir de canons, pierres, poudre, arbalètes, traits, et autre artillerie, selon le besoin; à faire rentrer, en cas de nécessité, dans ladite ville, les gens de la châteltenie avec vivres, ravitaillements, et autres leurs biens, pour aider à la défendre contre les Anglais, et faire les guets et gardes. — Il ordonne aux magistrats et aux habitants en général d'obéir audit seigneur d'Ysenghien, en toutes choses concernant sa charge, et de lui donner au besoin aide et conseil.

Au dos se trouve écrit, que le 26 février 1436 (1437 n. s.) le seigneur d'Ysenghien, prêta, entre les mains du duc de Bourgogne, le serment de l'office de la capitainerie de la ville et châteltenie d'Ypres.

Copie, sur papier, écriture de l'époque.

DCCCCII.

1439. — Int jaer xiiii^e xxxix in de maent van Ougste.

Registre des rentes et autres revenus, appartenant à l'église de Notre-Dame de Brielen. — Le titre porte, que ce registre fut renouvelé au mois d'août 1439, et que l'église avait alors pour proviseurs (*Kercmeesters*), Brixis De Vos, Jean Wychyng, Melcior De Raed, et pour receveur Guillaume Loysier.

Petit manuscrit, sur parchemin, de six feuillets; les entêtes sont en encre rouge.

DCCCCIII.

1439. — Donné en nostre ville de Saint-Omer le xxiiii^e jour d'Octobre l'an de grace mil quatre cens trente et neuf.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc., autorise les quatre membres de Flandre, à repartir sur tout le pays, d'après le transport de Flandre, la somme de 16,000 Nobles d'Angleterre, qu'ils ont dépensée en voyages en Angleterre, en Ecosse, en Espagne, en Allemagne etc., pour entretenir la prospérité du commerce de la Flandre.

Donné sous le *Vidimus* des bourgmestres et échevins de la ville de Bruges, le 6 Novembre 1439.

Vidimus original, sceau de la ville de Bruges, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DCCCCIV.

1439 (1440 n. s.). — Den twee-en-dertichsten dach van Spoerle int jaer ons Heeren duust vier hondert neghenen-dertich.

Lettres de non-préjudice accordées aux échevins d'Ypres, au nom du duc de Bourgogne, par Colart, seigneur de Rueschure, de Waten et de Bieschure, souverain bailli de Flandre. — Ledit souverain bailli avait fait arrêter dans la seigneurie de Vline-ambacht à Langhemarc un nommé Oornaert de Wale, habitant de ladite seigneurie. — Mais cette seigneurie appartenant à la ville d'Ypres, et relevant directement de la cour féodale de Leuze, n'était pas soumise aux lois de Flandre. — Ledit souverain bailli déclare, que, lors de l'arrestation dudit de Wale, il ignorait cette circonstance, et que cette arrestation ne pourra porter aucun préjudice aux privilèges des Yprois, ni à ceux de ladite seigneurie.

Wittenboek, f^o 163 r^o.

DCCCCV.

1439 (1440 n. s.). — Gheschreven den xxviiiⁿ dach van Sporele int jaer m cccc neghen ende dertich.

Lettres par lesquelles Pierre Bladelin, dit de Leestmakere, déclare avoir reçu des échevins d'Ypres, par les mains de Charles van Dixmude et de Chrétien de Wale, trésoriers de ladite ville, la somme de soixante livres de gros, monnaie de Flandre, en à-compte de leur part dans les six mille *ridders* d'or, accordés dernièrement à la duchesse par les quatre membres de Flandre.

Original, sur parchemin, muni d'un petit sceau en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

DCCCCVI.

1440. — Den xxix^{sten} dach van Aprille int jaer m cccc ende xl.

Lettres par lesquelles Pierre Bladelin, dit de Leestmakere, reconnaît avoir reçu des échevins d'Ypres, par les mains de Nicolas Vander Croone, bourgeois d'Ypres, la somme de soixante livres, monnaie de Flandre, en

à-compte de leur part dans les six mille *ridders* d'or, accordés dernièrement à la duchesse, par les quatre membres de Flandre.

Original, sur papier, muni de la signature de P. Bladelin.

DCCCCVII.

1440. — Int jaer ons Heeren durent vierhondert ende veertich den xxvi^e dach in Meye.

Lettres par lesquelles Pierre Bladelin, dit de Leestmakere, reconnaît avoir reçu des échevins d'Ypres, par la main de Jacques de Brievere, la somme de soixante-dix livres, onze escalins et six deniers de gros, monnaie de Flandre, pour troisième et dernier paiement de leur quote-part (montant à 490 L. 11 E. 6 D.), dans les six mille *ridders* d'or accordés à la duchesse de Bourgogne.

Original, sur papier, muni de la signature de P. Bladelin.

DCCCCVIII.

1440. — Den xxviii^e van Woedemaent int jaer xiiii^e ende veertich.

Keure des cordouaniers et faiseurs de souliers en cuir de vache (*Cordewaniers ende Koeyenescoemakers*), approuvée par les avoué et échevins de la ville d'Ypres, le 28 Juin 1440.

Expédition sur parchemin, écriture de l'époque; signée: *D. Dixmuda*.

DCCCCIX.

1440. — Den xxviii^e van Weudemaent int jaer xiiii^e ende veertich.

Keure des faiseurs de souliers en basane (*Besanniers ou Besannene-scoemakers*), approuvée par les échevins de la ville d'Ypres, le 28 Juin 1440.

Expédition sur parchemin, écriture de l'époque.

DCCCCX.

1440. — L'an de grace quatorze cent quarante, cinquième de Novembre.

Extrait de plusieurs articles de la Keure accordée par Philippe, duc de Bourgogne etc., aux charpentiers de la ville de Bruges, le 5 Novembre 1440.

Copie, sur papier, traduite et signée par le traducteur juré *Dezanne*. 1700.

DCCCCXI.

1440 (1441 n. s.). — Le dernier jour de Mars l'an mil quatre cens et quarante avant Pasques.

Lettres par lesquelles les avoué et échevins de la ville d'Ypres déclarent que Gossuin de Lausnoy, seigneur de Lespisse, écuyer, châtelain de Leuze, à ce commis par *très noble et très puissant le roy Jacques conte de la Marche et de Castres, seigneur de Leuze et de Condé*, a reconnu avoir reçu Jean Belle, écuyer, comme avoué d'Ypres, en foy et hommage dudit roi Jacques, à cause de la terre et seigneurie de Vlinck-ambacht, située en

la paroisse de Langhemarck, laquelle seigneurie doit le relief de dix ans en dix ans, en payant chaque fois dix sols Tournois, que ledit Gossuin de Lausnoy, déclare en même temps avoir reçus.

Original, sceau de la ville, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DCCCCXII.

1442. — Den xiiii^e dach van Wedemaent int jaer m cccc xlii.

Information prise dans la seigneurie de Vlinck-ambacht, par Jean van Lichtervelde, avoué, Wautier Gillaen, Joos Bride, Guillaume van Santvoorde et Rogier Collaert, échevins d'Ypres, pour connaître les droits que la ville d'Ypres pourrait posséder de tenir une prison dans la maison appartenant jadis à André Vanden Ufse, et maintenant en possession de Guyot Houvenaghele, (voir le N^o DCCCCXI).

Minute sur papier, écriture de l'époque.

DCCCCXIII.

1442 (1443 n. s.). — Dit was ghedaen den zesten dach van April voor Paesschen int jaer duust vier hondert twee ende veertich.

Lettres de non-préjudice accordées aux échevins d'Ypres, par Nicolas, prévôt de St-Martin, au nom de toute la communauté. — La grande école d'Ypres, dont le droit de collation appartenait au monastère de St-Martin, avait perdu beaucoup depuis quelque temps, tant sous le rapport du nombre des élèves, que sous celui de la science; après avoir fait longtemps des peines inutiles pour trouver un recteur convenable, on avait enfin jeté les yeux sur Philippe Leewerke, maître-ès-arts, qui consentait à se charger de donner l'enseignement à la grande école, mais sous condition d'un traitement plus élevé, que celui dont jouissait son prédécesseur. — Il demandait que la rétribution qu'il recevait pour chaque élève, et montant à vingt gros par an, fut portée à trente-six gros pour les *doctrinalistes*, et à quarante gros pour les *sommulistes*. — Les échevins consentent à cette augmentation, mais sous condition, et sans préjudice de l'ancienne rétribution qu'ils pourront rétablir, quand bon leur semblera. — C'est à quoi consentent le prévôt et le couvent susdit et ils donnent en conséquence les présentes lettres de non-préjudice.

A cette charte se trouve jointe une copie sur papier, écriture de l'époque, qui semble être la minute de

l'acte, et où le nom de Philippe Leewerke est resté en blanc.

Original, muni de deux sceaux, celui du prévôt et celui du couvent de St-Martin, l'un et l'autre avec contre-scel, en cire verte, pendant à des doubles queues de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 133 r° (1).

DCCCCXIV.

1443. — Ghegheven te Ghend den zestiensten dach van Hooymaent int jaer dusentich vier hondert drie ende veertich.

Arrêt du conseil de Flandre, au sujet d'un procès entre Joos Bride et Joris Paelding, à l'occasion d'une rente hypothécaire. — Le dernier avait pris pour paiement de sa créance, la maison sur laquelle sa créance était hypothéquée, mais comme cette maison était chargée antérieurement au bénéfice du doyen et du chapitre de Saint-Donat de Bruges, le conseil casse l'acte de transmission comme de nulle valeur.

Original, sceau en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

(1) Voir pour ce qui concerne les écoles d'Ypres, les Nos LXXXVI, LXXXVII et CLIII.

DCCCCXV.

1443. — Donné à Lille le xix^e jour de Juillet l'an de grace mil quatre cens quarante trois.

Arrêt porté par le conseil de Philippe, duc de Bourgogne, gouvernant le pays pendant son absence, sur un différend surgi entre Antoine de Alays et ses compagnons marchands du Piémont, d'une part, et les échevins d'Ypres, d'autre part. — Les premiers avaient reçu du duc l'autorisation d'établir à Ypres une maison de prêt sur gages, sous condition que les échevins de la ville leur permettent également de s'établir à Ypres. — Des difficultés ayant surgi à cet égard, l'affaire fut portée devant le conseil susdit. — Les Piémontais, du consentement des échevins, pourront s'établir à Ypres, sous condition qu'ils ne recevront comme gages, ni les laines, ni les draps qui ne sont entièrement achevés et préparés. — Ils paieront annuellement au duc une certaine somme convenue, et une autre à la ville. — Ils ne seront pas soumis aux lois de la ville; la connaissance, judicature et décisions des causes les concernant, eux, leurs compagnons et serviteurs, appartiendra au duc.

Original, muni du sceau de l'évêque de Tournai, président dudit conseil, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 278 v°.

DCCCCXVI.

1443. — Donné à Lille le xxiii^e jour d'Août l'an de grace mil quatre cens quarante trois.

Sentence prononcée par le conseil de Philippe, duc de Bourgogne, gouvernant le pays pendant son absence, sur un différend surgi entre les curateurs et sœurs de l'hôpital de Belle, d'une part, et les avoué et échevins de la ville d'Ypres, d'autre part, pour savoir à qui appartient la surintendance dudit hôpital. — Le conseil après avoir entendu les deux parties dans leurs allégations et défenses, et ouï le rapport d'une enquête faite à ce sujet, décide que la surintendance dudit hôpital appartient aux curateurs et aux dites sœurs et non pas aux échevins de la ville d'Ypres.

Copie sur papier, écriture du xvi^e siècle.

DCCCCXVII.

1443. — Ghegheven te Ghendt den negene ende twintichsten dach van November int jaer ons Heeren duust vier hondert drie ende veertich.

Arrêt du conseil de Flandre au sujet d'un conflit de juridiction entre les échevins et *Cuerheers* du Furne-

ambacht, d'une part, et les échevins d'Ypres, d'autre part. — Ceux du Furne-ambacht ne peuvent exercer aucune judicature dans les causes concernant des Yprois, quand même l'objet en litige se trouve sur le territoire du Furne-ambacht.

Donné sous le *Vidimus* de Nicolas prévôt de St-Martin d'Ypres, le 23 Décembre 1444.

Roodenboek, f^o 94 r^o.

DCCCCXVIII.

1444. — Ghegheven te Ghend den xii^e dach van September int jaer ons Heeren duust vierhondert vier ende veertich.

Arrêt du conseil de Flandre défendant au bailli et aux échevins de la seigneurie de Merkhem, de prendre information sur les voies de fait commises dans la dite seigneurie sur la personne de Casin de Keiser, bourgeois d'Ypres, attendu que ledit Casin a été banni par les échevins de cette ville, hors du pays de Flandre, pour le terme de trois ans, et que conformément aux privilèges des Yprois, il reste hors la loi pendant le temps de son exil.

Original, sceau en cire rouge, avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f^o 154 r^o.

— — *Roodenboek*, f^o 252 r^o.

DCCCCXIX.

1444. — Ghegheven te Ghend den xi^e dach van December int jaer ons Heeren duust vier hondert viere ende veertich.

Arrêt du conseil de Flandre renvoyant devant les échevins d'Ypres, les nommés Godifer de Jonghe et Lamsin Inghelvert, bourgeois d'Ypres, accusés d'avoir porté des blessures à Nicolas de Wilde, dans la ville de Bailleul. — Ce renvoi est fait conformément aux privilèges des Yprois qui accordent à leurs échevins la connaissance et l'information de toute cause à charge de leurs bourgeois.

Original, muni d'un sceau en cire rouge, avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f^o 155 r^o.
— — *Roodenboek*, f^o 104 v^o.

DCCCCXX.

1444. — Le xi^e jour de Décembre l'an mil quatre cens quarante.

Vidimus de la charte de 1504 de Philippe de Thiette, (mentionnée au N^o CCXXXV), décidant que tout débat

entre le prince et l'une des bonnes villes de Gand, de Bruges, d'Ypres, de Lille et de Douai, sera décidé par les quatre autres villes, et que tout débat surgi entre deux de ces villes, sera décidé par les trois autres.

Donné sous le scel des échevins d'Ypres.

Vidimus original, sceau de la ville, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DCCCCXXI.

1445. — Donné en nostre ville de Gand, le ix^e jour de Juing l'an de grâce mil quatre cens quarante cinq.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc. accorde aux Yprois une diminution de leur part dans le subside de 200,000 écus d'or Philippus, que les membres de Flandre lui ont dernièrement accordé. — Au lieu de dix-sept mille trois écus d'or Philippus, et trois gros payables en huit années, il se contentera de dix mille huit cents livres de quarante gros, monnaie de Flandre, payables en neuf années.

Donné sous le *Vidimus* de Lambert, prévôt de Saint-Martin d'Ypres, le 27 février 1445 (1446 n. s.).

Vidimus original, le sceau qui pendait à doubles queues de parchemin est perdu.

DCCCCXXII.

1445. — Datum sub sigillo curiæ Morinensis anno Domini millesimo quadringentesimo quadragésimo quinto feria secunda in fest. nativitatís Domini nostri Jhu : Xri.

Lettres de l'official de la Morinie, aux curés des églises paroissiales d'Ypres. — Il les informe qu'il suspend jusqu'au dimanche de *Quasimodo* prochain, l'excommunication lancée contre Lambert de Loo, écoutète, Jean Belle, Jean de Vroede, André Paeldine, George van Ghele, Jean de Witte, Jacques Wittine, Guillaume de Corte, Jean van Menene, Jean Puetin, Victor de Southere et Paul de Dixmude, échevins de la ville d'Ypres, parce que nonobstant les menaces, ils avaient poursuivi et condamné Eustache Cautsie, Laurent Onolf et Jacques de Werve, clercs. L'excommunication reprendra son cours à dater dudit dimanche de *Quasimodo*, à moins qu'il n'en soit statué autrement par ledit official. (Signé) *F. Folpe*.

Original, sceau en cire verte, avec contre-scel, pendant à une bande de parchemin.

DCCCCXXIII.

1445 (1446 n. s.). — Datum anno Domini millesimo cccc° xl° quinto sabbato post *Letare*.

Lettres de l'official de la Morinie, au curé de l'église de St-Pierre. — Il l'informe qu'il a levé l'excommunication prononcée contre Jean Calcon, pour voies de fait contre Jacques Blancke, qu'on disait clerc; attendu que, par lettres de l'avoué et des échevins d'Ypres, il a été constaté que ledit Blancke est laïc et nullement clerc.

Wittenbock, fo 156 ro.

DCCCCXXIV.

1445 (1446 n. s.). — Datum anno Domini millesimo cccc° xl° quinto sabbato post dominicam *Letare*.

Lettres de l'official de la Morinie, aux curés des églises de la ville d'Ypres. — Il les informe que, sur les explications données par l'avoué et les échevins d'Ypres, il lève l'excommunication lancée contre l'écoute et les échevins susdits, au sujet du nommé Jacques de Werve, (voir le N° DCCCCXXII). Et comme l'affaire concernant Eustache Cautsie et Laurent Onolf est portée devant le

conseil du duc de Bourgogne, il suspend l'excommunication au sujet de ces deux individus, jusqu'au dimanche de *Quasimodo* 1447.

Wittenboek, f° 136 r° et v°.

DCCCCXXV.

1446. — Prononciatam decima quarta die Maii anno millesimo quadringentesimo quadragésimo sexto.

Arrêt du parlement de Paris, au sujet de la contestation existant entre ceux d'Ypres d'une part, et les drapiers de Neuve-Église et d'Eecke, représentés par Jeanne d'Harcourt, comtesse de Namur, d'autre part, par rapport à la fabrication des draps. — Le parlement ordonne une enquête de *commodo et incommodo*, et statue qu'en attendant les drapiers de Neuve-Église et d'Eecke pourront fabriquer telle espèce de drap, qu'ils fabriquaient avant l'ordonnance de Philippe le Bon. (Voir les N° DCCCLVII et DCCCLXXV).

Au bas se trouve : *Extractum a registris curiæ parliamenti*. (Signé) *Pichon*.

A ce document se trouve jointe une traduction française, sur papier, écriture de l'époque.

Extrait original, sur parchemin.

Publié par nous dans le tome X, 2^me série, des *Annales de la société d'Émulation pour l'étude de l'histoire de la Flandre*, article NEUVE-ÉGLISE.

DCCCCXXVI.

1446. — Den een ende twintichsten daech van Wedemaendt int jaer duust vierhondert zesse ende veertich.

Accord fait entre les échevins d'Ypres, d'une part, et les échevins et *cuerheers* du Berg-ambacht, d'autre part, au sujet de la participation dans les tailles des bourgeois d'Ypres, demeurant dans la ville ou dans la châtellenie de Bergues. — Les bourgeois d'Ypres, demeurant dans la ville ou dans la châtellenie d'Ypres, seront exempts de contribuer avec ceux de Bergues dans les tailles ou impositions, pour les biens situés dans la châtellenie de Bergues et leur appartenant. — Les bourgeois d'Ypres qui demeurent dans d'autres localités de la Flandre où ils payent les tailles, seront également exempts pour leurs propriétés situées dans la châtellenie du Berg-ambacht. — Les bourgeois d'Ypres, qui demeurent dans la châtellenie de Bergues, sur leurs propriétés, et qui anciennement y étaient exempts de tailles, continueront à l'être pour autant qu'ils ne s'occupent pas eux-mêmes d'agriculture. — Ceux qui y demeurent sur leurs propriétés dont le droit d'issue n'a pas été payé, et ceux qui s'occuperont d'agriculture, contribueront dans les tailles et autres impositions, comme les habitants ordinaires de la châtellenie de Bergues. — Toute discussion qui pourrait s'élever dans l'exécution de la présente convention, sera décidée de commun accord par les échevins d'Ypres et

par ceux de la ville et châtellenie de Bergues. — Cette convention sera valable pour vingt ans.

Signé sur le pli: *P. Wenis*.

Original, muni de quatre petits sceaux des *Cuerheers* du Berg-ambacht, en cire rouge, pendant à doubles queues de parchemin, trois autres sceaux sont perdus.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 157 r°.
— — *Zwartenboek*, f° 72 v°.

DCCCCXXVII.

1446. — Den een ende twintichsten dach van Wedemaendt int jaer duust vierhondert zesse ende veertich.

Lettres réversales du même contenu que le N° précédent, délivrées par les échevins d'Ypres, à ceux de la ville et châtellenie de Bergues.

Wittenboek, f° 156 v°.
Zwartenboek, f° 71 v°.

DCCCCXXVIII.

1447. — Donné en nostre ville de Bruges le dernier jour d'Avril l'an de grace mil quatre cens quarante sept.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc., déclare que les Yprois lui ont payé deux annuités de la somme de dix mille huit cents livres, payable en neuf ans, que les Yprois lui devaient (voir le numéro DCCCCXXI). Qu'il accorde le reste de cette somme à la duchesse son épouse, et que par conséquent, c'est à elle ou à ses receveurs, que les Yprois auront à payer les sept annuités restantes. — Ils donneront en outre à la duchesse, des lettres d'obligation pour la somme restante, et lui-même leur remettra les sept quittances restantes, de manière qu'ils seront entièrement déchargés à son égard et que par contre, ils deviendront les débiteurs de la duchesse.

Original, grand sceau du duc, avec contre-scel, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

DCCCCXXIX.

1447. — Den lesten dach van Hoymaent int jaer duust vierhondert zesse ende veertich.

Vidimus de la charte du 17 septembre 1427, mentionné sous le numéro DCCCLI, portant déclaration des quatre membres de Flandre, de défendre à tout habitant d'en citer un autre devant la cour de Théroutanne, ou d'apporter des lettres de citation émanant de la même cour etc.

Donné sous le sceau des échevins d'Ypres, le 31 Juillet 1447.

Vidimus original, traces du sceau de la ville d'Ypres, avec contre-scel, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DCCCCXXX.

1447. — Donné en nostre ville de Bruges le xiiii^e jour d'Aoust l'an de grace mil quatre cens quarante et sept.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne, etc., autorise les échevins d'Ypres, à imposer pendant douze années leurs bourgeois forains, c'est-à-dire, demeurant hors de l'échevinage. — Il y aura quatre espèces

de taxes; la plus forte, dont seront frappés les plus riches bourgeois, sera de quatre sols de gros de Flandre par an; la seconde de trois sols de Flandre; la troisième de deux sols, et la quatrième, dont seront imposés les plus pauvres, sera de douze gros par an. — Il leur accorde cette autorisation, afin de les mettre à même de pourvoir à l'entretien des murs de la ville et à la reconstruction des portes qui tombent en ruine. — Les deniers provenant de cette taxe, seront employés exclusivement à la reconstruction et à l'entretien susdits; il en sera rendu compte tous les ans, comme pour les autres recettes et dépenses.

A cette charte se trouve jointe une copie sur papier, écriture de l'époque.

Original, grand sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, f° 88 v°.

DCCCCXXXI.

1447. — Actum Parisiis in parlamento nostro vicesima secunda die decembris anno Domini millesimo quadringentesimo septimo et regni nostri vicesimo sexto.

Arrêt du parlement de Paris, confirmant en tous ses points le jugement prononcé par le conseil de Flandre au sujet de la contestation entre les échevins d'Ypres,

d'une part, et les religieuses et curateurs de l'hôpital de Belle, d'autre part. (Voir le N° DCCCCXVI.)

Copie, sur papier, écriture du xvi^e siècle.

DCCCCXXXII.

1428 (1429 n. s.). — Ghedaen den twaelfsten dach van Lauwe int jaer duust vierhondert ende achte ende veertich.

Lettres par lesquelles les échevins d'Ypres déclarent que Jacques Wytmy, bourgeois d'Ypres, a acheté de Didier Bertram et de sa femme Claire, une partie de terrain, d'une étendue de deux lignes et treize verges, située hors de la porte de Boesinghe entre les deux remparts. — Les échevins devant lesquels cette vente a été faite, sont: Rogier Bollaert, Pierre Langsaem, Didier de Zwarte, Paul van Passchendaële et Olivier van Beisselaere.

Original, le sceau qui pendait à double queue de parchemin est perdu.

DCCCCXXXIII.

1448 (1449 n. s.). — Uutgeroupen ter Halle t'Ypre, den derden dag van Spuerle int jaer M III^o XLVIII.

Keure des charpentiers de la ville d'Ypres, approuvé par les échevins et publié aux halles, le 3 février 1448 (1449 n. s.).

Copie, sur papier, écriture du xviii^e siècle, signée *Sobry*. 1751.

DCCCCXXXIV.

1448 (1449 n. s.). — Datum Parisiis in parlamento nostro, nona die aprilis anno Domini millesimo quadringentesimo octavo ante pascha, et regni nostri xxvii.

Lettres par lesquelles Charles VII, roi de France, désigne Jean Choffart et Jean Aguevin, comme commissaires, pour informer sur le débat existant entre Jeanne d'Harcourt, comtesse de Namur, et les drapiers de Neuve-Église, d'une part, et les échevins d'Ypres, d'autre part, au sujet de la fabrication du drap à Neuve-Église. — Ils adresseront au parlement de Paris un rapport sur leur information. (Voir le N° DCCCCXXV.)

Copie sur parchemin, écriture de l'époque
Signée *Cameran* et *Cheneteau*

DCCCCXXXV.

1449. — XIX Avril a° XLIX (en français).

Mémoire sur quelques questions de droit, au sujet d'une saisie de biens de bourgeois d'Ypres décédés, biens qui se trouvaient situés dans la châtellenie de Bergues, et que des créanciers de cette châtellenie voulaient faire saisir par leurs échevins et non par les échevins d'Ypres.

Sur papier, écriture de l'époque.

DCCCCXXXVI.

1449. — Den achtienden dach van Ougst int jaer duust vierhondert negene ende veertich.

Lettres par lesquelles les échevins d'Ypres donnent en location pour le terme de dix ans, à Pierre Minne, bourgeois d'Ypres, la perception des droits à payer par les bateaux sur le canal de l'Yperlée ou *Binnenlandsvaert*. — Même condition qu'au N° DCCCXXXIV, à l'exception que Pierre Minne payera annuellement à la ville une somme de cent livres parisis, monnaie de Flandre, qu'il reprendra tout le matériel des écluses, selon estimation, qu'il l'entretiendra à ses frais, et qu'il le remettra à

à la fin de son bail, également contre estimation. — Le tarif pour les bateaux est le même qu'au N° précité.

Original, le sceau, qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

DCCCCXXXVII.

1449. — Ghegheven ten Chaertreusen buten Ghent in de Croone den vierden dach van October int jaer ons Heeren duust vier hondert neghen ende viertich.

Jugement prononcé par le conseil de Flandre, sur un conflit d'autorité existant entre les échevins d'Ypres, d'une part, et Jacques van Hemsrode, bailli de la même ville, d'autre part. Un nommé Jean de Grote, bourgeois d'Ypres, demeurant au *Wielken*, hors de l'échevinage, avait été condamné à une amende de cinquante livres parisis; le bailli s'était transporté au domicile de celui-ci, et, pour se faire payer l'amende susdite, y avait fait enlever diverses choses, pour une valeur d'environ quarante livres, contrairement aux lois et privilèges des Yprois. — Les échevins le citèrent devant le conseil de Flandre, et celui-ci défend au bailli d'agir dorénavant de cette manière, et le condamne à restituer au susdit Jean de Grote, les objets enlevés, ou à lui rembourser une somme de trente-cinq livres parisis, monnaie de Flandre.

Original, sceau en cire rouge, avec contre-seel, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboeck*, f° 143 v°.

DCCCCXXXVIII.

1449. — Ghegheven te Denremonde den xxviii^{en} dach van October int jaer ons Heeren duust vier hondert neghen ende veertig.

Décision du conseil de Flandre, au sujet d'un conflit d'autorité entre les échevins d'Ypres, d'une part, et le bailli de Thielt, d'autre part. Ce dernier, dans l'exécution de son office, avait fait saisir une somme de dix-sept livres dix-huit escalins parisis, qu'un nommé Gilles, bâtard de Nevele, avait volé à Jean van Coudenberghe, bourgeois d'Ypres, contrairement aux privilèges des Yprois, qui les exemptent de toute espèce de confiscation de biens. — Le conseil de Flandre décide que le bailli rendra la somme précitée à Jean van Coudenberghe, et le condamne en outre à tous les frais de justice.

Original, sceau en cire rouge, avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f^o 145 r^o.
— — *Zwartenboek*, f^o 203 v^o.

DCCCCXXXIX.

1449 (1450 n. s.). — Ghemaect ende ghegheven int jaer ons Heeren duust vierhondert neghene ende viertich, up ten xxviii^a dach van Maerte voor Paesschen.

Réponse des Bourgmestres et échevins de la ville de Bruges, à deux questions que leur avaient soumises les échevins d'Ypres. — 1^o Un individu banni hors du pays de Flandre, par les échevins de Bruges et rappelé par le souverain bailli de Flandre, ou porteur de saufconduit de ce bailli, reste-t-il hors de la loi, nonobstant le susdit rappel ou saufconduit? — Ils répondent que tout individu banni par eux reste hors la loi, nonobstant le rappel ou le saufconduit du souverain bailli; et, s'il est banni sur plainte de partie adverse, il faut, avant qu'il puisse se présenter, que, outre ledit rappel, il soit aussi réconcilié avec sa partie adverse. — 2^o Que fait-on, d'après les coutumes de Bruges, si un banni rentré en Flandre par rappel ou par saufconduit du souverain bailli de Flandre, y commet un méfait, ou si on se porte à des voies de fait contre lui? — On ne poursuivra pas pour les voies de fait commises contre le banni; mais si le banni lui-même commet un méfait, on poursuivra à charge du bailli.

Original, sceau de la ville de Bruges, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f^o 250 v^o.

DCCCCXL.

1450. — Den twaelfsten dach van Wedemaendt int jaer veerthien hondert vyftich.

Sentence prononcée par le conseil de Flandre, au sujet d'un débat surgi entre les échevins de Bruges, pour et au nom de François Debbout, fils mineur de Pierre, d'une part, et Louis de Belle, écuyer, seigneur de Douxlieu et d'Oudenem, d'autre part. — Par suite d'une aliénation mentale, qui durait depuis plus d'une année, le père de François Debbout, bourgeois de Bruges, s'était suicidé et le seigneur d'Oudenem, avait déclaré confisqués les biens que le dit Pierre Debbout possédait dans la paroisse de Steenwerck, appartenant à ladite seigneurie, contrairement au privilège des Brugeois, qui les exemptait de confiscation. — Le seigneur d'Oudenem prétendait que, sa seigneurie relevant de la maison de Termonde, tenement de l'empereur, le susdit privilège des Brugeois y était de nulle valeur: — Le conseil de Flandre juge le contraire et ordonne au seigneur d'Oudenem de restituer à François Debbout, les biens confisqués par suite du suicide de son père.

Zwartenboek, fo 220 r^o.

DCCCCXLI.

1450. — Ghegheven te Denremonde den vyfsten dach van Lauwmaendt int jaer ons Heeren duust vier hondert ende vichtich.

Nouvelle sentence prononcée par le conseil de Flandre, et confirmant en tous ses points, le jugement mentionné au N^o précédent.

Zwartenboek, fo 221 r^o.

DCCCCXLII.

1451. — Donné en nostre ville de Mons en Haynnau le xv^e jour de May l'an de grace mil quatre cens cinquante et un.

Lettres de Philippe, duc de Bourgogne etc., à son souverain bailli de Flandre, au bailli de l'eau et de la terre à l'Écluse, aux baillis de Middelbourg, d'Ernemude etc. Il les informe que plusieurs Bretons et autres gens de guerre étant en mer, croisent dans les *Wielinghen*, pour y guetter les navires chargés de marchandises qui entrent dans le *Zwyn* ou en sortent, les attaquent, les dépouillent et vendent la cargaison en Zélande; que récemment ils se sont emparés d'un navire chargé de chevaux, appartenant à un marchand de Brême, et ont

vendu le navire et les chevaux à Flessingue. Il ordonne en conséquence, à ses baillis susdits, de faire crier dans les lieux accoutumés, qu'il défend à tous ses sujets d'acheter aucune marchandise ou denrée provenant de ces Bretons, sous peine de confiscation des objets achetés, et d'amende. Il leur ordonne en outre d'arrêter les délinquants, en leur personne et en leurs biens, jusqu'à ce que justice soit faite.

Donné sous le *Vidimus* des échevins de Bruges, le 7 juin 1451.

Vidimus original, sceau de la ville de Bruges, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DCCCCXLIII.

1451. — Donné en nostre ville de Brouxelles le *iiii^e* jour de Juing l'an de grace mil cccc cinquante et ung.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc., ordonne que la chambre du conseil, établi en Flandre, qui se trouve actuellement à Termonde, sera transféré à Ypres. — Les motifs pour lesquels le duc ordonne ce déplacement, c'est que la ville de Termonde est située à l'extrémité du pays de Flandre, qu'elle est *assez étroite*, tellement qu'un grand nombre des personnes, que leurs affaires ou les affaires du pays appellent devant ladite chambre, ne trouvent souvent ni où loger, ni de quoi vivre. — La ville d'Ypres, au contraire, située plus avant

dans le pays de Flandre, est une ville grande et spacieuse et notablement maisonnée, assise en lieu compétent, bien loigant et habondant en tous vivres et autres choses nécessaires. — Une autre considération, c'est que la ville est grandement déchue de population et de richesse, en sorte qu'elle est *très pauvre et taillée de plus apovrir selle nest secourue*, et il espère que le siège de la chambre du conseil de Flandre, et la fréquentation des personnes nombreuses qui y ont à faire, aideront la ville à se relever et à reprendre son ancien éclat. — Il ordonne en conséquence, aux gens de son conseil, de se transporter en cette ville et de continuer à y siéger, jusqu'à révocation.

Original, grand sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

DCCCCXLIV.

1451. — Donné en nostre ville de Brouxelles le *iiii^e* jour de Juing l'an de grace mil cccc cinquante et ung.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc., s'engage à laisser la chambre du conseil de Flandre, à Ypres, pendant l'espace de douze ans, à dater du jour de la première séance de ce conseil, et après les douze ans, jusqu'à révocation; pour autant toutefois que, pendant ce temps, ceux de la loi d'Ypres ne commettent rien contre sa seigneurie, par quoi il aurait juste et

raisonnable cause de changer le siège dudit conseil. — Il accorde cette faveur aux Yprois en considération du malheureux état dans lequel se trouve la ville, et pour la mettre à même de subvenir aux frais que nécessitera la construction ou l'appropriation des bâtiments destinés au conseil susdit.

Original, grand sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

DCCCCXLV.

1451. — Donné en nostre ville de Brouxelles le m^{re} jour de Juing l'an de grace mil cccc cinquante et ung.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc., pour éviter toute question de débat et tout différend qui pourrait surgir entre les gens de son conseil de Flandre et les échevins d'Ypres, arrête le règlement suivant : — La connaissance et la judicature des faits perpétrés en la ville et en l'échevinage d'Ypres, soit par bourgeois d'Ypres ou autres, sur les conseillers, greffiers, avocats, procureurs et huissiers de ladite chambre, appartiendront audit conseil. — La connaissance et la judicature des faits perpétrés par lesdits conseillers, greffiers etc., sur un bourgeois d'Ypres, appartiendront aux échevins de la ville. — Quant aux faits perpétrés par les conseillers, greffiers etc., sur des personnes qui ne sont pas bourgeois d'Ypres, la connaissance et la judicature en appartiendront

au conseil. — 2° Les conseillers, greffiers etc., seront exempts de payer assise ou maletote des vins et cerveses qu'ils mettront, par tonneau, en leurs celliers, et qui sont destinés à l'usage de leurs familles, ils ne pourront en vendre d'aucune manière; et devront payer l'assise pour les vins et cerveses qu'ils prendront en détail dans les tavernes. — 3° Les gens commis de par la ville, appelés *essayeurs de vins*, et fermiers des assises, qui sont chargés de prendre note des quantités de vin et de cerweise que l'on amène en ville, prendront aussi note des vins que lesdits gens du conseil feront venir pour leurs provisions, afin d'éviter la fraude et de connaître la quantité de vin dont l'assise générale de la ville devra être diminuée. — 4° Les statuts et ordonnances concernant la cerweise de Hollande, appelée *Keyte*, et la fabrication de cerweise d'un gros le lot, seront également observés par les conseillers, greffiers etc. — 5° Ceux de la chambre pourront prendre et faire prendre par leurs huissiers, dans leur consistoire, ou dans leur chambre de réunion, pour fait commis en un lieu quelconque, tout individu non bourgeois d'Ypres; ils y pourront également arrêter, tout bourgeois d'Ypres, pour méfait commis de fait ou de parole dans le consistoire même: s'ils voulaient faire arrêter hors de leur consistoire un individu non bourgeois d'Ypres, l'arrestation devrait se faire à leur demande par le haut-bailli, le poort-bailli ou l'écoute de la ville, sauf à faire remettre les individus arrêtés entre les mains des échevins, si on trouve que la cause de leur arrestation est de la compétence de ces échevins; sinon la connaissance et la judicature en restera au conseil. — 6° Tous ceux qui seront ajournés devant ledit conseil seront francs en venant, séjournant, et retournant paisiblement et sans méfaire,

sans qu'ils pourront être arrêtés dans la ville, à la requête de partie; à moins qu'ils ne soient bannis par la loi de la dite ville d'Ypres, ou chargés de crime, ou condamnés par cette loi à une amende au profit du duc, ou de la ville.

Ces prescriptions n'auront de vigueur que pour le temps que la chambre du conseil siègera à Ypres, et ne pourront porter aucun préjudice aux droits et privilèges des Yprois.

Original, grand sceau du duc, avec contrescel, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

DCCCCXLVI.

1451. — Ghegheven te Denremonde den xxv^{sten} dach van Ouste int jaer ons Heeren duust vier hondert een ende vichtich.

Sentence prononcée par le conseil de Flandre, dans un débat entre les échevins de la ville d'Ypres, d'une part, et le procureur-général de Flandre, au nom du bailli de la châtellenie d'Ypres, d'autre part, au sujet de la succession des biens de bâtards. — Un nommé Pauwels Van Nieuwenhuyse, qui ne laissait que des enfants bâtards, vint à mourir, et les échevins, conformément à leurs privilèges, partagèrent entre les enfants les biens délaissés. — Le bailli de la châtellenie d'Ypres, de son côté, avait fait saisir les biens de Van Nieuwenhuyse situés dans les paroisses de Zillebeke, de Zon-

nebeke et de Roozebeke, prétendant que, comme biens de bâtard, ils étaient sujets à confiscation. — Le conseil de Flandre décide que les échevins d'Ypres ont agi en droit et ordonne au bailli de la châtellenie de donner main-levée des biens saisis et de remettre les héritiers en libre possession de leur héritage.

Signée sur le pli *Wielandt*.

A cette charte se trouvent attachées deux autres petites chartes, l'une du 11 Juillet 1447 annonçant la remise de l'affaire à un mois; l'autre du 5 Août 1447 annonçant une seconde remise à *l'aisement de la cour*. L'une et l'autre sont signées *Wielant*, et munies d'un petit sceau rouge, pendant à une bande de parchemin.

Il s'y trouve jointe aussi une traduction en français, sur papier, écriture de l'époque.

Original, sceau en cire rouge, avec contrescel, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f^o 142 r^o et 146 v^o.
— — *Zwartenboek*, f^o 266 r^o et 267 v^o.

DCCCCXLVII.

1451. — Datum Parisiis in parlamento nostro vicesima octava die Augusti anno Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo primo.

Appointement fait entre Anastasie d'Oultre, vicomtesse d'Ypres, George Belle, chevalier, Christophe Lemaces,

George Statin, Pierre Lanczame et Roland Bride, comme héritiers de Montfrand Belle, rentier du tonlieu d'Ypres, d'une part, et les avoué et échevins d'Ypres, et les marchands de Lille, d'autre part, au sujet du tonlieu des marchandises vendues et achetées à Ypres, et que les receveurs dudit tonlieu voulaient faire payer à un taux plus élevé que ne le prétendaient les échevins d'Ypres et les marchands de Lille susdits. Des arbitres ayant été nommés par les deux parties, ils conviennent du tarif suivant; — Tout bourgeois d'Ypres sera exempt du tonlieu des marchandises qu'il achètera ou vendra dans la ville ou dans l'échevinage; ceux de Messines paieront la moitié du tonlieu. — Les bourgeois d'Ypres qui vendront et livreront leurs draps hors de la ville et de l'échevinage d'Ypres, ne paieront rien. — Les étrangers ou forains qui achèteront à Ypres des draps par aune, paieront quatre gros, monnaie de Flandre, par livre de gros, et quatre deniers parisis, par livre parisis, pour le droit appelé *pondghelt*; ceux qui achèteront des draps par pièces ou par demi-pièces, paieront par livre de gros, deux gros. — Le forain qui vendra un sac de laine, paiera trente-six gros. Le forain qui achètera ou vendra de la laine par poids, payera pour tonlieu le droit de *pondgheldt*, excepté pour les laines qui se vendent le samedi avant midi devant les halles, dont on ne paiera rien, mais dont l'acheteur forain paiera le *pondgheldt*. — Le forain qui achètera ou vendra *noppes*, *flognons*, *tondures* ou *bourres*, ne paiera que le *pondgheldt*, mais il sera obligé de les porter à la balance. — Pour les fers ou aciers, achetés ou vendus on paiera, de cent livres six deniers parisis, et de cinquante livres, trois deniers, et en-dessous, rien. — Pour les charbons, cloux, payelles, lavoirs, bassins, vieux fers, étain et

matière pour fondre cloque on ne paiera que le *pondgheldt*. — Les garances, allun et cire, le *pondgheldt*, excepté la cire ouvrée vendue qui ne paiera rien. — Les suifs et graisses paieront demi *pondghelt*, ainsi que les huiles épaisses ou *claire graisse*. — Les beurres, graisses et suifs vendus en grandes quantités, et pesés à la grande balance qu'on appelle en flamand *Wage*, paieront seulement trois deniers parisis par pesée de cent quatre-vingts livres. — Le fil de Bourgogne, de Bretagne, de Normandie, ou le *fil pour faire des cordes*, paiera seulement le *pondgheldt*. — Les bois de lances, et écuelles de bois, paieront un denier par charretée. — Les cendres de bois, paieront quatre deniers par charretée, grande ou petite. — Le bois paiera sept deniers par chariot à quatre roues, trois deniers et une maille par chariot à deux roues. — Le vinaigre (*vin appre*), par charretée à quatre roues, huit deniers; à deux roues, quatre deniers parisis. — Celui qui achète du vin et le transporte hors de la ville paiera pour chaque pièce grande ou petite huit deniers parisis. — Chaque chariot chargé de cervoise paiera à l'entrée ou à la sortie deux deniers parisis. — Les chardons de foulon, houblons et poix, paient le *pondgheldt*. — Celui qui, la veille de Noël ou de Pâques, vendra derrière la boucherie des *bacons* (flèche de lard et jambon), paiera de chaque *bacon* quatre deniers. — Celui qui amènera en ville *aux de France* par chariot ou par cheval, paiera par chariot deux *bougetes d'aux*, et par cheval une *bougete*. — Les poteries de Brabant et les canettes en pierre paieront par chariot, un pot ou une canette de dimension moyenne, et par bateau, deux pots ou deux canettes, dont l'une des plus grandes et l'autre des plus petites. — Le droit à recevoir à la grande balance, appelée *Waghescalle*, appartiendra aux receveurs

du tonlieu, sauf que la ville en aura la jouissance selon l'ancienne coutume. — Quiconque fera peser un sac de laine, paiera un gros, monnaie de Flandre; une balle de laine d'Espagne, trois deniers; une charge d'alun, six deniers. — Tout forain qui fera peser un tonneau de beurre de Frise ou de Suède, paiera trois deniers. — Le forain paiera pour chaque cheval qu'il achète, quatre deniers; pour une vache, deux deniers; pour une brebis ou un porc un denier; pour un agneau, une maille. — Il paiera pour les blés, avoines et autres grains, qu'il achète ou qu'il vend, quatre deniers parisis par charretée, et une maille par sac; pour un sac de pain, une maille; pour une charretée, quatre deniers. — Le sel paiera en entrant, un denier par chariot ou par bateau; et en sortant quatre deniers. — Les cuirs velus paieront une maille par pièce, ou un denier par six peaux. Chaque cuir tané, un denier. Le forain qui achètera des cuirs à un bourgeois d'Ypres, paiera le *pondgheldt*. — Le hareng caqué paiera deux deniers par tonne. Le hareng fumé, deux deniers par panier. — Le poisson de mer paiera le *pondgheldt* de vingt gros et au-dessus, mais rien en-dessous de vingt gros. — Le forain achetant ou vendant toiles ou linges, paiera *pondgheldt* pour une valeur de vingt gros; rien pour une valeur moindre. — Les fruits des arbres et les fruits d'Espagne, paieront *demi-pondgheldt* au-dessus de quinze gros, rien en-dessous. — Les vieux effets et tout ce qui y appartient, paieront le *pondgheldt*. — Les nouvelles pelleteries, deux deniers par pièce ouvrée. — Le forain qui placera table ou *hayon* pour vendre mercerie paiera un denier parisis; celui qui achètera des objets de mercerie valant vingt gros ou au-dessus paiera le *pondgheldt*, au-dessous de vingt gros il ne paiera rien. — Pour la nouvelle *escrignerie*, le lin,

couvertures de lit, gardes ou *blanc-cuir* on paiera le *pondgheldt*. — Chaque forain qui aux deux franchises foires placera étal, table ou hayon pendant les trois jours paiera quatre deniers. — L'appointement fait entre les échevins d'Ypres et les receveurs du tonlieu, au sujet de la *cueillote des petits tonlieux* en la fête d'Ypres sur les petits objets divers qu'on apporte à cheval, à chariot ou à pied, sera maintenu tel qu'il était antérieurement. — Le tonlieu sur les marchandises ci-dessus sera perçu tous les samedis après-midi et en la semaine de l'Ascension. — Pour chaque bassin de miel que les forains livreront à Ypres, ils paieront huit deniers, et de chaque tonneau de miel deux sols. Le tonlieu du miel sera partagé en quatre parts dont la première à l'hôpital sur la place, la seconde à la mesure, la troisième au mesureur et la quatrième au receveur du tonlieu. — Les forains achetant ou vendant du beurre par tas, par pot, par cuvette ou par livre paieront demi *pondgheldt*, ainsi que des pièces de beurre et des fromages de vingt gros; pour une valeur moindre on ne paiera rien. — Ceux qui achèteront fromages par tas, sans peser, paieront demi *pondgheldt*; ceux qui l'achèteront par pesée, c'est-à-dire de cent-vingt livres, paieront trois deniers, et ceux qui le vendront de cette manière paieront six deniers. — Tout bourgeois d'Ypres, qui se servira de la grande balance, paiera trois mailles de chaque pesée. — En général, de tous les droits mentionnés ci-dessus, les forains paieront le *pondgheldt* à raison de quatre deniers pour vingt gros, trois deniers pour quinze gros, deux deniers pour dix gros, un denier pour cinq gros, et rien pour toute somme au-dessous de cinq gros; excepté des articles pour lesquels il est spécialement mentionné ci-dessus que l'on ne paiera rien au-dessous de vingt ou de quinze gros.

Cet accord fut fait devant le parlement de Paris, par les délégués des deux parties, le *vingt-huitiesme jour d'Ooust 1451* (1) et approuvé le même jour par le roi de France. L'approbation est en latin, et la charte contient outre le tarif, 1° l'autorisation de faire un accord à l'amiable, donnée aux deux parties par le roi de France le 17 Juillet 1451. — 2° La procuration donnée par les échevins d'Ypres à leurs délégués, le 5 Juillet de la même année. — 3° La procuration donnée à leurs délégués par les marchands de Lille, du 9 Juillet 1451. — 4° Une délégation semblable donnée à leurs délégués par la vicomtesse d'Ypres, Anastasie d'Oultre, et par les receveurs ou fermiers du tonlieu. — Ces quatre documents sont en français.

Cette charte se compose de trois feuilles de parchemin, cousues, et signées sur la couture *Chenetau*, et munies aux mêmes coutures, de chaque côté, d'un petit scel du roi, en cire blanche.

Il s'y trouve joint un extrait du tarif, sur papier, écriture du xvi^e siècle.

Original, muni du grand sceau du roi de France, avec contre-scel, en cire blanche, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 175 v° à 183 r°.

Le texte du tarif se trouve aussi inscrit dans le même registre, p. 158 r° à 161 r°.

(1) Le texte du tarif est en français.

DCCCCXLVIII.

1451. — Le xxviii^e jour de Novembre l'an nostre S^r mil quatre cens cinquante et ung.

Vidimus de la sentence du conseil de Flandre, concernant la succession des biens des bâtards, mentionnée au N° DCCCCXLVI. — Donné sous le scel de Lambert, prévôt de St-Martin d'Ypres.

Vidimus original, muni du sceau du prévôt, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DCCCCXLIX.

1451 (1452 n. s.). — Donné en nostre ville de Brouxelles le xxj^e jour de Mars l'an de grace mil quatre cens cinquante et ung.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc. autorise les échevins d'Ypres à vendre des rentes viagères sur un ou sur deux vies, au denier dix, ou de la manière la plus avantageuse, et ce jusqu'à concurrence d'une somme de deux cent quarante livres parisis par an, monnaie de Flandre. — Il leur accorde cette autorisation pour les mettre à mêmes de subvenir aux frais qu'occasionne l'appropriation des bâtiments destinés

au conseil de Flandre, ainsi qu'aux autres paiements arriérés que la ville a à payer.

Original, sur parchemin, sceau perdu.

DCCCCL.

1451 (1452 n. s.). — Donné en nostre ville de Brouxelles le viij^e jour d'Avril l'an de grace mil cccc cinquante et ung avant Pasques.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc., pour le bien, service, utilité et défense de la ville d'Ypres, ordonne à tous ses vassaux, nobles, chevaliers, écuyers et sujets quelconque qui sont bourgeois d'Ypres, de se rendre dans cette ville, d'y fixer leur séjour, d'y habiter et de ne s'en éloigner sans son autorisation, sous peine d'encourir son indignation.

Original, muni du petit sceau du duc, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, f^o 90 r^o.

DCCCCLI.

1452. — Donné audit lieu d'Ypres le xij^e jour de Novembre l'an de grace mil m^{re} cinquante deux.

Accord fait devant le conseil de Flandre, siégeant à Ypres, entre les proviseurs de l'hôpital de Belle, d'une part, et les sœurs hospitalières du même établissement d'autre part, au sujet d'un différend surgi entre les deux parties. — Les sœurs, de leur propre autorité, avaient destitué les deux proviseurs messires George Belle, chevalier et Jean Belle, ainsi que le receveur Pasquier de le Vicegne. Les proviseurs prétendaient qu'elles n'avaient pas ce droit. — Après plusieurs pourparlers les deux parties conviennent que les religieuses reprendront messire George Belle, et lui adjoindront Danckaert Belle; que, si l'un des deux proviseurs vient à mourir, on le remplacera par un membre de la famille Belle, le plus ancien de nom et d'armes, et si le plus ancien ne convient pas aux fonctions de proviseur, par celui qui le suivra immédiatement. — Les proviseurs, d'accord avec les sœurs, nommeront le receveur, qui tous les ans rendra compte devant lesdites sœurs ou la maîtresse. Ils nomment, de commun accord, comme receveur Jacques Wulveric. — Les proviseurs ne pourront conclure aucun marché, ni donner aucun bien à cense sans le consentement des sœurs etc.

Copie, sur papier, écriture du xvi^e siècle.

DCCCCLII.

1452 (1453 n. s.). — Ghegheven t'Ypre den neghentiensten dach van Lauwmaendt int jaer ons Heeren duust vier hondert twee ende vichtich.

Sentence prononcée par le conseil de Flandre siégeant à Ypres, au sujet d'une contestation entre les échevins d'Ypres, pour et au nom de Henri de Viek d'une part, et Joris Belle et Wautier Gillaen, comme tuteurs de Joos Belle, fils mineur de Louis, et Hugues de Griboval comme fondé de pouvoir de dame Isabelle de Flandre, veuve dudit Louis Belle, d'autre part. — Henri de Viek, bourgeois d'Ypres, possédait un fief appelé Oosthove, dans la paroisse de Niepkerke, dépendant de la seigneurie de Dampierre, dont feu Louis Belle était seigneur. Comme ledit de Viek était accusé de meurtre, le bailli de ladite seigneurie de Dampierre, au nom de son seigneur, avait saisi et confisqué le fief du dit de Viek, contrairement aux privilèges des Yprois, qui les exemptait de confiscation. — Pendant le débat, le seigneur Louis Belle passa de vie à trépas. — L'affaire étant porté devant le conseil de Flandre, celui-ci déclare les échevins d'Ypres fondés dans leurs réclamations et ordonne que ledit de Viek sera réintégré dans la possession de son fief et continuera à en avoir la libre jouissance comme il l'avait antérieurement.

Wittenboek, f° 148 v°.
Zwartenboek, f° 205 r°.

DCCCCLIII.

1453. — Donné à Paris le cinq Juing l'an de grace mil cccc cinquante troys et de nostre regne le xxxi^{me}.

Lettres de Charles VII roi de France, au prévôt de Paris, aux baillis d'Amiens, de Tournai, de Beauqueme et de Montreul-sur-mer. Il les informe que, sur l'appel fait par les avoué et échevins d'Ypres, il a ajourné le duc de Bourgogne au bailliage d'Amiens, à cause de certaines lettres par lui octroyées au bailli de la salle et châtellenie d'Ypres. Il leur ordonne d'ajourner également devant ledit bailliage, le bailli de la châtellenie susdite et autres officiers qu'ils jugeront convenable.

Original, grand sceau du roi de France,
avec contre-scel en cire blanche, pendant
à une bande de parchemin.

DCCCCLIV.

1453. — Donné en nostre ville de Lille le xvi^e jour de Juing l'an de grace mil quatre cens cinquante et trois.

Lettres de Philippe, duc de Bourgogne etc., aux commissaires ordonnés par lui pour faire l'assiette des

soixante livres de gros par mois, que la châtellenie d'Ypres devait payer pour le fait de la guerre. — Il leur défend d'imposer de ce chef les bourgeois d'Ypres à cause de leurs fiefs et héritages situés dans ladite châtellenie, et leur ordonne de se conformer à l'accord fait en 1413 entre la ville d'Ypres et la châtellenie (voir le § 40 du N° DCCLXXX.) — Il leur ordonne en outre, de faire restituer toutes les sommes qui ont été prélevées induement de ce chef.

Original, grand sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, fo 149 v^o.
— — *Zwartenboek*, fo 61 v^o.

DCCCCLV.

1453. — Donné en nostre ville de Lille le xxviii^e jour d'Aoust l'an de grâce mil quatre cens cinquante et trois.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc., communique au bailli d'Ypres et à celui de la châtellenie le traité de Gavre et les lettres d'abolition accordées aux Gantois, et leur ordonne de le faire publier aux lieux accoutumés et de tenir la main, en ce qui les concerne, à la stricte observation des articles y contenus. — Ces lettres contiennent tout le traité fait à Gavre le 28 juillet précédent, ainsi que les lettres d'abolition et de pardon accordées le surlendemain.

Sur le pli se trouve: *Par Monsgr le Duc, (signé) de Maubeuge.*

Original, grand sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

Le traité et les lettres d'abolition ont été publiés par M^r Gachard, dans le tome 2 de la *Collection de documents inédits concernant l'Histoire de la Belgique*, pag. 142.

DCCCCLVI.

1453. — Le iii^e jour d'Octobre l'an mil quatre cens cinquante trois.

Vidimus de la charte de Philippe de Bourgogne etc., mentionnée au N° DCCCCLXV, fixant le règlement concernant la connaissance et judicature des faits qui pourraient se commettre en la ville d'Ypres, contre les conseillers, greffiers, avocats etc., du conseil de Flandre.

Donné sous le scel de l'avoué de la ville d'Ypres.

Vidimus original, sceau de l'avoué de la ville en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DCCCCLVII.

1453 (1454 n. s.). — Ghedaen in de camere t'Yper den xxix^e dach van Laumaent int jaer duust cccc drie ende vichtich.

Décision du conseil de Flandre, renvoyant devant les échevins d'Ypres le jugement d'un différend surgi entre Chrétien Vergels, bourgeois d'Ypres, d'une part, et Jean Vander Gracht, écuyer, seigneur de Westoutre, d'autre part.

Original sur parchemin, signé: *Wielant*.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 128 v°.

DCCCCLVIII.

1453 (1454 n. s.). — Datum Parisiis in parlamento nostro die penultima Martii anno Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo tertio ante pascha, et regni nostri tricesimo secundo.

Arrêt du parlement de Paris, confirmant en tous ses points la sentence prononcée par le conseil de Flandre, dans le différend existant entre les échevins d'Ypres, d'une part, et le procureur-général de Flandre, d'autre part,

au sujet de la succession des biens des bâtards, sentence mentionnée au N° DCCCCXLVI.

Original, sceau du roi de France, avec contre-scel en cire blanche, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 147 v°.
— *Zwartenboek*, f° 269 r°.

DCCCCLIX.

1453 (1454 n. s.). — Datum Parisiis in parlamento nostro die penultima Martii anno Domini millesimo cccc° quinquagesimo tertio ante pascha.

Lettres par lesquelles le parlement ordonne au premier huissier de mettre à exécution l'arrêt mentionné au N° précédent, ainsi que le jugement y mentionné.

A ces lettres se trouve jointe la déclaration de Pasquier le Cocq, sergent royal au bailliage d'Amiens, constatant que le 25 mai 1455, il a remis au bailli de la salle et châtellenie d'Ypres l'arrêt précité, et que celui-ci a déclaré qu'il ne mettrait aucun empêchement à son exécution. — Cette déclaration est sur parchemin et muni du sceau du sergent royal susdit, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

Original, muni du sceau du roi avec contre-scel en cire blanche, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 148 r°.
— *Zwartenboek*, f° 270 r°.

DCCCCLX.

1454 (1455 n. s.). — Ghegheven te Ypre den xiiii dach van Lauwmaent int jaer ons Heeren duust vier hondert viere ende vichtich.

Appointment fait devant le conseil de Flandre, entre les échevins de la ville d'Ypres, d'une part, et les *Keurheers* du Furne-Ambacht, d'autre part. Ils conviennent de ce qui suit : 1° la sentence de bannissement prononcée par les échevins d'Ypres contre Walewin Knibbe et Chrétien den Pelgrim, *Cuerbroeders* de la châtellenie de Furnes, sera considérée comme non avenue. 2° On observera, de part et d'autre, dans tous ses points, l'accord fait en 1597 entre la ville d'Ypres et la châtellenie de Furnes (voir le N° DCCXIV). — 3° Dans la ville d'Ypres, comme dans la châtellenie de Furnes, on pourra exiger désormais le droit de pleine issue, c'est-à-dire, le dixième denier du bien de toute personne qui change de droit de bourgeoisie, soit par mariage, soit par changement de résidence, ainsi que le droit d'issue pour les biens acquis par succession et situés dans une autre juridiction. — 4° Les deux parties renoncent à tous les procès existant entre eux, au sujet d'un des points dessus désignés.

Le conseil de Flandre approuve cette convention, et oblige les deux parties à s'y conformer à l'avenir. — La ville d'Ypres y fut représentée par Jean de Lichtervelde, avoué, Olivier Vander Woestyne, seigneur de Becelaere, Didier de Zwarte, échevins; Victor van Lichtervelde et

Rogier Bollaert, conseillers; et Florent Wielant et Robrecht de Brune, pensionnaires et procureurs des autres échevins et conseillers. — La châtellenie de Furnes y fut représentée par Louis de Brune et Adrien Van Polincrove, échevins, et Louis Duernaghele et Rogier de Mol, comme procureurs du Landhouder et des autres échevins.

La charte contient, outre la convention, 1° la procuration donnée par les échevins d'Ypres à leurs commettants. — 2° Semblable procuration donnée par les échevins du Furne-Ambacht. — 3° Le texte de l'accord fait en 1587.

Signé sur le pli *Boullin*.

Une copie sur papier, signée *De Codt*, 1605, se trouve jointe à cet acte.

Original, sceau du conseil de Flandre, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, fo 75 v^o.
— *Wittenboek*, fo 154 r^o.

DCCCCLXI.

1454 (1455 n. s.). — Ghegheven t'Ypre den xiiii dach van Lauwmaent int jaer ons Heeren duust vier hondert ende vichtich.

Même contenu que le N° précédent, signé sur le pli : *Wielant*.

A cette charte se trouvent attachées trois autres chartes, la première du 16 mars 1519 (vieux style),

la seconde du 15 mai 1520, et la troisième du 11 juin de la même année, déclarant la convention exécutoire; toutes trois sont signées, *Boullin*, et la troisième porte des traces de sceau en cire rouge.

Original, sceau du conseil de Flandre, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin (sceau brisé).

DCCCCLXII.

1454 (1455 n. s.). — Ghegheven t'Ypre den xiiij dach van Lauwmaent int jaer ons Heeren duust vier hondert viere ende vichtich.

Vidimus de la même charte, donné sous le scel de l'avoué de la ville d'Ypres, le 30 septembre 1514.

Vidimus original, sceau en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

DCCCCLXIII.

1455. — Ghegheven t'Ypre den xxv^{sten} dach van septembris int jaer duust iii^e LV.

Ordonnance du conseil de Flandre, prescrivant de mettre en liberté le nommé Jean Van Coelgen, bourgeois d'Ypres, arrêté par l'écoute et les échevins d'Ypres, contrairement aux privilèges des Yprois, et ajournant ledit écoutète et lesdits échevins à comparaître devant ledit conseil pour se justifier de cette arrestation.

A la suite se trouve la déclaration de l'huissier du conseil, Joos van Steelant, certifiant qu'il a ajourné l'écoute et les échevins au 17 octobre suivant.

Expédition sur papier, traces du sceau de l'huissier, en cire rouge, appliqué sur le papier.

DCCCCLXIV.

1455. — Donné à Ypres le dernier jour de Septembre l'an de grâce mil cccc cinquante cinq.

Appointement fait devant le conseil de Flandre, entre l'abbesse et le convent de Messines, d'une part, et les

échevins d'Ypres, d'autre part, au sujet de certains droits que ladite abbesse prétendait posséder sur l'Yperlée, dans la seigneurie de Nordscote, à l'endroit appelé *Steenstraete*. Ils conviennent de ce qui suit : 1° La ville d'Ypres paiera, à perpétuité, chaque année, à l'église de Messines la somme de neuf livres parisis monnaie de Flandre. Ce paiement se fera au jour de la Nativité de S. Jean-Baptiste, à commencer l'an 1556. — 2° L'abbesse, au nom de son couvent, renonce à recevoir toute espèce de tonlieu audit lieu de *Steenstraete*, et renonce aussi au droit de rivage auquel elle prétendait; excepté toutefois que lesdites religieuses pourront faire mettre à terre en cet endroit toute espèce de vivres destinés à leur entretien et que les habitants de ladite seigneurie pourront aussi faire mettre à terre audit lieu les briques, chaux et bois de charpente destinés à la construction ou à la réparation de leurs maisons dans cette seigneurie. — 3° En dédommagement des pertes que les religieuses prétendaient avoir éprouvées, les échevins d'Ypres leur paieront une somme de soixante livres parisis monnaie de Flandre; savoir, vingt livres à la S. Jean-Baptiste prochain venant 1456, vingt livres à la S. Jean-Baptiste 1457 et vingt livres à la même fête 1458.

Le conseil de Flandre approuve cet accord, et ordonne aux deux parties de s'y conformer strictement.

Signé sur le pli : *Wielant*.

A cette charte se trouve jointe une copie sur papier, signée *Lamare*, écriture du xvii^e siècle.

Original, sceau en cire rouge, avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f^o 150 v^o.

DCCCCLXV.

1455. — Datum Morini anno Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo quinto mensis decembris die decima sexta.

Lettres par lesquelles l'official de la Morinie approuve en tous ses points et confirme l'accord fait entre l'abbesse et les religieuses de Messines, d'une part, et les échevins d'Ypres, d'autre part, accord mentionné au N^o précédent. Attaché audit numéro.

Original, sceau de l'official, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f^o 153 v^o.

DCCCCLXVI.

1455 (1456 n. s.). — T'Ypre den xiiij^{sten} dach van Sporele.

Sentence prononcée par le conseil de Flandre au sujet d'un différend entre les échevins de la ville d'Ypres d'une part, et Jean Minne, receveur du droit de *delfgheld* sur l'Yperlée. — Ce dernier percevait depuis six ans ledit droit et payait à la ville annuellement une somme de

cent livres parisis (voir le N° DCCCCXXXVI). Les échevins prétendaient qu'ils étaient trompés, puisqu'on leur offrait quatre cents livres pour la même perception; ils voulaient donc résilier leur bail et adjuger de nouveau cette perception au plus offrant. — Le conseil décide que Jean Minne doit se retirer, que ladite perception sera mise en adjudication, et que pour ce qui concerne les travaux qu'il a fait récemment à l'écluse de *Cattegat* près de Bruges, on désignera des experts pour en faire l'estimation; le conseil se réserve de décider ultérieurement à cet égard.

Signé *Wielant*.

A cette charte se trouve jointe une copie des obligations et devoirs des éclusiers, tels qu'ils sont mentionnés aux N° DCCCCXXXV et DCCCCXXXVI. — Sur papier, écriture de l'époque.

Original, sceau en cire rouge, avec contre-scel, pendant à une bande de parchemin.

DCCCCLXVII.

1456. — (Sans date, vers le mois de Juin) (1).

Instruction donnée par les États de Flandre à leurs députés, chargés de se rendre près du Duc de Bourgogne

(1) Voir Van Duyze, *Inventaire Analytique des chartes et documents appartenant aux archives de la ville de Gand*, N° 625.

pour le prier d'intercéder près des membres de la Hanse teutonique, et de les engager à venir de nouveau faire le commerce dans le pays.

Sur papier, écriture de l'époque.

DCCCCLXVIII.

1456. — Donné en nostre hotel à la Haye en Hollande le dix-septisme jour de Juing l'an de grâce mil quatre cens cinquante et six.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc., sur la représentation des quatre membres de Flandre, abolit la coutume d'après laquelle un créancier qui voulait se faire payer par un débiteur, était obligé de prendre en payement les biens de ce débiteur, d'après l'estimation faite par des priseurs jurés. Pour remédier aux abus résultant de cet ordre de choses, le duc ordonne que dans ce cas, les biens des débiteurs seront vendus, au bénéfice du créancier, par des officiers nommés à cet effet.

Donné sous le *Vidimus* du conseil de Flandre du huit octobre 1456.

Vidimus original, sceau en cire rouge, avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

DCCCCLXIX.

1456. — Ghegheven l'Ypre den xiiij^{ten} dach van Hoymaend int jaer ons Heeren duust vier hondert zesse en vichtich.

Lettres par lesquelles les échevins d'Ypres accordent, pour vingt-cinq ans, à Barthélémy et à Baudouin de Heustere, la perception des droits de péage sur l'Yperlée. — Ils payeront annuellement à la ville une somme de cent livres parisis; les conditions sont les mêmes qu'aux N^o DCCCXXXIV et DCCCCXXXVI, mais les fermiers s'engagent en outre à faire approfondir tous les ans l'Yperlée, sur une longueur d'au moins cent verges, et à y dépenser annuellement une somme de trois cent livres parisis, jusqu'à ce que toute la rivière soit à son ancienne profondeur. — Le tarif pour le passage des bateaux reste le même.

Le conseil de Flandre approuve ledit contrat et le rend obligatoire pour les deux parties.

Wittenboek, fo 157 r^o.

DCCCCLXX.

1456. — Donné à Utrecht le dixième jour d'Aoust l'an de grâce mil quatre cens cinquante et six.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc., autorise les échevins d'Ypres à faire payer le droit d'issue à tous ceux qui, en quittant la ville, ont changé de bourgeoisie et se sont retirés sous d'autres juridictions. Il charge les huissiers près du conseil de Flandre, de faire payer ces droits d'issue à tous les individus que les échevins d'Ypres leur indiqueront. — Ils ajourneront devant le conseil de Flandre tous ceux qui refuseront de payer, et ils mettront leurs biens en sequestre, en attendant la décision de ce conseil.

Signé: *Par Monsg^r le Duc: Gros.*

Original, grand sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, fo 550 v^o.

DCCCCLXXI.

1456 (1457 n. s.). — Datum Parisiis in parlamento nostro die secunda Aprilis, anno Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo sexto, ante Pasca, et regni nostri tricesimo quinto.

Arrêt du parlement de Paris, confirmant en tous ses points, l'arrêt prononcé par le conseil de Flandre, contre le seigneur de Douxlieu et d'Oudenem. (Voir le numéro DCCCXL.)

Zwartenboek, f° 223 r°.

DCCCCLXXII.

1456 (1457 n. s.). — Ghegheven t'Ypre den lesten dach van Sporkete int jaer duust cccc zesse ende vichtich.

Ordonnance du conseil de Flandre, concernant la navigation dans l'Yperlée et le *Binnenlands-vaert*. — D'après un accord fait antérieurement entre les échevins d'Ypres et les *broukers* ou riverains des *wateringues*, il était défendu de naviguer dans l'Yperlée avec des bateaux d'une contenance d'au-delà de six tonneaux. Nonobstant cette convention, plusieurs bateliers s'étaient permis d'y naviguer avec des bateaux d'une contenance de huit, de neuf

et même de dix tonneaux, au grand détriment du canal et surtout des machines et cordages des *overdrags*, qui se brisaient sous le poids de la charge. Ces abus ont causé beaucoup de tort aux Yprois, par la détérioration de leur canal et le bris de leurs machines; aux marchands par l'interruption de la navigation, et au duc en ce que les bateaux de dix tonneaux ne payaient que comme ceux de six, et fraudaient conséquemment une grande partie des droits de navigation, dont les deux tiers lui appartenaient. Pour remédier à ces abus, le conseil de Flandre ordonne que dorénavant on ne pourra naviguer dans l'Yperlée et dans le *Binnenlands-vaert*, qu'avec des bateaux d'une contenance de six tonneaux, appelé *Ycking-schepen*; tout batelier qui chargera son bâtiment d'un poids plus considérable, sera passible d'une amende de trois livres parisis, dont un tiers au duc, un tiers à la ville d'Ypres et un tiers au percepteur des droits. — Tout bateau naviguant sur ces canaux devra être pourvu d'une marque certifiant sa contenance de six tonneaux; cette marque sera appliquée, soit à Ypres soit dans d'autres villes privilégiées, par des commis désignés à cet effet. — Si un bateau non marqué se présentait, il ne pourrait passer qu'après avoir été jaugé par le percepteur du droit, ou par un commis *ad hoc*, qui prêterait serment entre les mains dudit conseil de Flandre, et qui pourra exiger de chaque navire qu'il marquera, huit gros, sans rien de plus. — Tout bateau dûment marqué, qui prendrait une charge plus considérable, sera mis en contravention et le batelier puni d'amende comme ci-dessus.

Signé sur le pli, *Wielant*.

Original, sceau en cire rouge, avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

DCCCCLXXIII.

1457 (1458 n. s.). — Ghedaen l'Ypre den thiensten dach van Sporkele int jaer duust vier hondert zeven ende vichtich.

Attestation du conseil de Flandre, constatant que Jaspard de Flandre, chevalier, s'est présenté dans la chambre du conseil et y a déclaré que, nonobstant la décision du contraire, impétrée par lui du conseil de Flandre, il voulait se soumettre à la juridiction des échevins comme tout autre bourgeois d'Ypres.

Roodenboek, f° 98 ro.

DCCCCLXXIV.

1458. — Ghedaen l'Ypre den xix^{en} dach van Septembre int jaer duust cccc acht ende vichtich.

Arrêt du conseil de Flandre, confirmant en tous ses points un jugement prononcé par les échevins d'Ypres contre Jacob de Hane, le condamnant à une amende de quarante-cinq livres parisis, au profit du seigneur et de la ville, à demander pardon aux échevins, à faire un pèlerinage à saint Mathieu, à Trèves, à donner à

l'autel de Notre-Dame de Tune et à celui de S. Bernardin trois livres de cire, et à payer à sa partie adverse trois livres, trois escalins, pour frais.

Signé, *Wielant*.

Original, traces de sceau en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 129 ro.

DCCCCLXXV.

Sans date vers 1458, en flamand.

Fragment d'un inventaire de documents, qui se trouvaient jadis dans le tiroir d'une armoire à la chambre échevinale. — Ce fragment porte pour inscription: *Diversche sentencien, acten, copien, vidimusen, ende andere letteren ende bewysen gheleit by ordene van desen inventarisse in de scraprade in scepencamere int lae.*

Minute sur papier, écriture du temps, entièrement raturée et biffée.

DCCCCLXXVI.

1458. — Ghegheven t'Ypre den elfsten dach van Decembre int jaer ons Heeren duust vier hondert acht ende vichtich.

Accord fait devant le conseil de Flandre, entre les avoué et échevins de la ville d'Ypres, d'une part, et le prévôt, le doyen et les religieux de St-Martin d'Ypres, d'autre part, au sujet de quatre procès en litige. Savoir : le premier procès, pendant devant la cour spirituelle de Térouanne, au sujet de onze messes à célébrer tous les jours, une autre chaque semaine, et sept autres à dire pendant chaque quinzaine dans les prisons de la ville. — Les religieux de St-Martin avaient reçu les biens des fondations de ces messes, mais ils avaient cessé depuis très-longtemps de les célébrer ; les échevins voulaient les y forcer, mais ils s'en excusaient en déclarant que depuis plus d'un siècle, on avait cessé de les célébrer, que les biens affectés pour cette célébration étaient perdus et détruits par suite des guerres continues qui avaient dévasté le pays, et que du reste ils célébraient en ville plusieurs autres messes pour lesquelles ils n'avaient aucune fondation.

Le second procès pendant devant le conseil de Flandre, concernait l'exemption de l'accise sur le vin pour la consommation du couvent, et l'autorisation d'en vendre une certaine quantité. — Les échevins réclamaient parce que contrairement à la convention faite antérieurement, les religieux vendaient leur vin, en le faisant crier publi-

quement, en tenant taverne ouverte, avec enseigne dans la rue, comme le faisaient les autres taverniers. — Les religieux, de leur côté, soutenaient qu'ils ne faisaient que ce qu'ils avaient coutume de faire depuis très-longtemps.

Le troisième procès, pendant devant le même conseil de Flandre, concernait la succession de dame Marguerite Margaliets, veuve de Baudouin Rybout, bâtarde, mais bourgeoise d'Ypres, morte au couvent de St-Martin. — Les religieux avaient mis saisie sur les biens de cette dame, prétextant qu'ils étaient confiscables comme biens de bâtarde morte dans leur couvent et par conséquent sous leur juridiction. — Les échevins, au contraire, faisaient valoir leur privilège d'après lequel les parents entrent en jouissance des biens des bâtards décédés bourgeois d'Ypres, quel que soit d'ailleurs l'endroit où le décès ait lieu.

Le quatrième procès, pendant devant le duc de Bourgogne, concernait la coupe de quelques arbres, appartenant au couvent, que les échevins avaient fait abattre pour les faire servir aux réparations urgentes des fortifications pendant la dernière guerre entre le duc de Bourgogne et les Gantois. — Les religieux prétendaient qu'ils n'étaient aucunement obligés de contribuer à la défense de la ville.

Pour éviter tout désagrément pour l'avenir et entretenir les relations de bonne amitié, les deux parties conviennent de ce qui suit :

1° Les onze messes journalières seront réduites à cinq, savoir : une messe, tous les jours de la semaine, sauf le mercredi, à la chapelle de l'hospice de Ste-Catherine. — Une messe tous les jours à la Madeleine à *Hoogezieken* près d'Ypres. — Une messe tous les jours à la chapelle de l'hôpital sur la place. — Une messe par jour à l'église de St-Martin, appelée la seconde messe. — Quant aux

messes qui devaient se dire dans les prisons de la ville, au nombre de sept par quinze jours, les religieux feront les services tels qu'ils les faisaient quarante ans en-deçà.

2° Pour ce qui concerne l'exemption d'accise sur le vin et la vente de ce liquide, les deux parties se conformeront en tout à l'accord fait le 15 mars 1554 (1555 n. s.) (voir le N° CLXXXIX), mais les religieux ne pourront ni faire crier leur vin, ni placer une enseigne, ni tenir taverne, si ce n'est pour des gens honorables, et seulement pendant le jour.

3° Quant à la succession de dame Marguerite Margaliets, les échevins d'Ypres resteront en pleine jouissance de leur privilège concernant la succession des biens de bâtards; les religieux donneront main-levée des biens confisqués par eux et mettront les héritiers naturels de ladite dame en pleine possession de cet héritage. A l'avenir le partage des biens de bâtards, bourgeois d'Ypres, morts sous la juridiction de St-Martin, appartiendra toujours aux échevins de la ville, sans que lesdits religieux pourront en prendre connaissance.

4° Enfin pour ce qui regarde le quatrième procès, l'abattage des arbres sera considéré comme n'ayant pas eu lieu et ne pourra porter pour l'avenir aucun préjudice aux droits des parties; mais, en dédommagement des pertes éprouvées par les religieux par cet abattage, les échevins leur paieront une somme de deux cents livres parisis monnaie de Flandre, qu'ils déduiront sur les premiers paiements que les religieux auront à faire à la ville pour la part arriérée de leur accise sur le vin vendu en trop.

Ils renoncent par conséquent aux procès susdits, et restent respectivement chargés des frais qu'ils ont faits.

Le conseil de Flandre approuve et confirme cette convention et la rend obligatoire pour les deux parties.

Dans cette convention la ville d'Ypres fut représentée par Florent Wielant et Joris Vroeylof, et le couvent de St-Martin, par Jean Roeve, doyen, et Jean de Buc, cellerier du couvent. — Ce document contient aussi les procurations données par chacune des parties à ses procureurs.

Geluwenboek, f° 36 r°.

Wittenboek, f° 274 r°.

DCCCCCLXXVII.

1458 (1459 n. s.). — Fait à Bruxelles le quinzième jour de Février l'an mil quatre cens cinquante huit.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne, à la demande des députés des quatre membres de Flandre, retire et annule la commission qu'il avait donnée à quelques-uns de ses officiers, de s'informer de certains délits commis, pendant ces derniers temps, dans le pays de Flandre. — Les députés des quatre membres avaient exposé au duc, que cette commission était contraire aux privilèges des villes, d'après lesquels les bourgeois ne pouvaient être jugés que par leurs échevins. — Le duc la retire, sauf pour les informations à prendre contre ceux qui, à cette époque, étaient ses officiers.

Donné sous le *Vidimus* de Nicolas prévôt de St-Martin d'Ypres, le 1^r octobre 1460.

Vidimus original, traces du sceau du prévôt, qui pendait à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f^o 61 r^o.

DCCCCLXXVIII.

1458 (1459 n. s.). — Donné en nostre ville de Bruxelles le xv^e jour de Février l'an de grace mil quatre cens cinquante huit.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc., à la requête des quatre membres du pays de Flandre, et pour obvier aux inconvénients résultant de la multitude des appels interjetés en matière de commerce au préjudice des marchands étrangers qui fréquentent le pays, ordonne: — 1^o L'appelant d'une sentence interlocutoire, prononcée par un magistrat communal de Flandre, fournira caution pour le montant de sa condamnation et pour l'amende de soixante livres parisis qu'il pourrait encourir. — 2^o Dans une sentence rendue sur une action réelle, la partie gagnante obtiendra, nonobstant appel, la mise en possession provisoire avec caution.

Sur le pli est écrit: *Par Monseigneur le Duc, en son conseil, ouquel l'évesque de Toul, le Sire de Croy, le*

Mareschal de Bourgogne, le Gouverneur de Lille, le Juge de Besançon et aultres estoient. (Signé) *P. Milet.*

Original, petit sceau du duc, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f^o 175 r^o.
— *Roodenboek*, f^o 190 r^o.

DCCCCLXXIX.

1459. — Datum Mantue, anno incarnationis Dominice, millesimo quadringentesimo quinquagesimo nono, Kal. Augusti, pontificatus nostri anno primo.

Bulle du pape Pie II, par laquelle il ordonne aux juges et aux conservateurs des privilèges accordés aux docteurs, aux maîtres et aux écoliers des écoles universitaires érigées sous l'autorité du saint Siège, de ne plus faire comparaître devant eux des personnes ecclésiastiques ou séculières demeurant à plus de deux jours de distance de leur école.

Copie, sur papier, écriture du temps.

DCCCCLXXX.

1459. — Ghedaen in scepenen camere den xv^{en} dach van Novembre
int jaer duust m^{re} neghene ende vichtich.

Jugement prononcé par les avoué et échevins de la
ville d'Ypres, portant qu'un enfant bâtard, provenant
d'une mère, bourgeoise d'Ypres et d'un père étranger,
ne jouit pas du droit de bourgeoisie.

Sur papier, écriture de l'époque.

DCCCCLXXXI.

1460. — Gand le darnier jour d'Avril l'an mil cccc et soixante.

Copie des quittances des sommes payées par les quatre
membres de Flandre pendant l'année 1459, aux receveurs
du duc de Bourgogne, en diminution de l'aide de quarante-
six mille écus d'or, que les quatre membres susdits lui
avaient accordée. Ces quittances sont au nombre de sept,
et les paiements ont été effectués entre les mains de
Louis de la Gruuthuse, prince de Steenhuse, seigneur
de Spiere, d'Avelghem et d'Oostcamp; Simon de Lalaing,

seigneur de Montigny, chambellan du duc; Pierre Bladelin, trésorier de l'ordre de la Toison d'or; Josse de Halewyn, seigneur de Peene et de Buggenhout, souverain-bailli de Flandre; Antoine Hanneron, archidiacre de Cambray, maître des requêtes; Paul Deschamps, conseiller; Laurent Le Maeck, conseiller, receveur-général de Flandre et d'Artois; et Mathis le Grootheere, pensionnaire de la ville de Gand.

Ces copies de quittances sont données sous le scel aux
causes de la ville de Gand, le 30 avril 1460.

Sur parchemin, sceau en cire verte, avec
contre-scel, pendant à double queue de
parchemin.

DCCCCLXXXII.

1460. — Den 20 dach van Meye anno lx (1460).

État des dépenses et frais, que Baudouin de Hurtere,
fermier de la perception du droit de navigation sur
l'Yperlée, a faits dans l'intérêt dudit Yperlée. — Ces
frais consistent en journées de vacation et de voyage;
frais d'annonces et de publications; frais d'arrestation
d'individus qui avaient refusé de payer le droit de pas-
sage etc.

Sur papier, écriture de l'époque.

DCCCCLXXXIII.

1460. — Donné en la ville de Valenchiennes le vingt troisième jour du mois de novembre, l'an de grâce mil quatre cens soixante.

Lettres par lesquelles Charles de Bourgogne, comte de Charolais, seigneur de Chateaubelin et de Bethune, à la demande des habitants et manants de Niep-Église, leur accorde l'autorisation de sceller d'un sceau particulier les draps fabriqués dans cette paroisse, sous condition que lui et ses successeurs recevront deux gros, monnaie de Flandre, de chaque drap *drappé et paré en icelle ville et paroisse*. — Ce scel aura la grandeur d'un gros de Flandre, et portera, d'un côté, le mot *Niep* et la forme d'une église *ce qui signifiera en tout Niep-Église*; de l'autre côté, il portera l'empreinte d'une patte de lion, tenant une croix de St-André. — Nul ne pourra vendre ni transporter hors de ladite ville et paroisse aucun drap qui ne soit premièrement *eswardez, visitez, marquez et scellez* par des jurés commis à cet effet, sous peine d'une amende de soixante sols, monnaie de Flandre. — Le bailli et le receveur de Bailleul commettront six personnes notables et capables, pour être scelleurs des draps; cette première nomination aura lieu le 2 janvier prochain venant. Ces scelleurs auront la garde du sceau. Ils seront renouvelés par moitié chaque année. — Ils feront serment, entre les mains dudit bailli et dudit receveur, de bien et loyalement sceller les draps qui

leur seront présentés; s'ils y trouvent des défauts, tels que lignes, taches etc., ils les piqueront et les plomberont, ainsi qu'on fait à Bruges et dans d'autres villes. — Les six scelleurs réunis pourront aussi, sur la plainte des drapiers, prononcer certaine amende contre les ouvriers tisserands, foulons, tondeurs etc., pour fautes commises par eux au fait de leur métier. — Comme il y a plusieurs seigneuries dans la paroisse de Niep-Église, les amendes prononcées par les scelleurs, seront perçues par le bailli de la justice sous laquelle se trouve le condamné. — Le comte de Charolais se réserve la connaissance, interprétation, décision et déclaration, touchant tout point et article du présent octroi qui, dans la suite, pourrait donner lieu à contestation.

Copie sur papier, d'après un *Vidimus* donné sous le scel de la ville d'Armentières, en 1485. — Ecriture de l'époque.

DCCCCLXXXIV.

1460 (1461 n. s.). — Donné en nostre ville de Bruxelles le jour de Février l'an de grace mil quatre cens et soixante.

Extrait d'une charte de Philippe, duc de Bourgogne etc., autorisant les propriétaires des maisons, manoirs et héritages situés en la ville de l'Écluse, à racheter, à raison de quatorze deniers le denier, les rentes assignées

sur ces propriétés. Il en excepte seulement ses rentes à lui, et celles amorties aux églises.

Copie sur papier, écriture de l'époque,
signé *De Luns*.

DCCCCLXXXV.

1461. — Donné en nostre ville de Bruxelles au mois de Décembre l'an de grâce mil quatre cens soixante ung.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc., pour donner plus d'extension au commerce avec les étrangers, déclare que toute personne, citée en justice n'importe devant quels juges, en Flandre, pourra se faire remplacer par procureur, nonobstant les prétentions de quelques justiciers qui exigent que l'individu ajourné vienne se présenter en personne, sous peine de perdre sa cause, et d'être débouté de sa demande. — Cette mesure s'appliquera à toute la Flandre, aussi bien à la Flandre sous l'empire, qu'à la Flandre sous la couronne. — Le Duc ordonne à son souverain-bailli de Flandre, aux baillis de Gand, de Bruges, du Franc, d'Ypres, d'Alost, de Termonde, de Courtrai, de Furnes, de Thielt, du pays de Waes et des quatre métiers, aux gouverneurs de Lille, de Douai et d'Orchies, et à tous ses justiciers et officiers du comté de Flandre, de faire publier cette ordonnance dans les limites de leurs offices.

Donné sous le *Vidimus* des échevins et conseil de la ville de Gand, le 15 janvier 1461.

Vidimus original, sceau de la ville de Gand,
avec contre-scel en cire verte, pendant
à double queue de parchemin.

DCCCCLXXXVI.

1461 (1462 n. s.). — Den dertichsten dach van Laumaend int jaer duust vier hondert een ende tsestich.

Lettres par lesquelles les avoué et échevins de la ville d'Ypres, déclarent avoir affirmé à Jean Roelin, comme au plus offrant, tous les revenus, rentes, profits, exploits et émoluments provenant de la seigneurie du Vline-Ambacht, appartenant à la ville et s'étendant dans les paroisses de Langhemarc, de Passchendale et de St-Jacques. — Il conservera cette ferme pendant trois ans et paiera annuellement à la ville la somme de cinq livres de gros Tournois, monnaie de Flandre, exigible au sept février de chaque année, à commencer du 7 février 1462 (1463 n. s.). — Le susdit fermier sera en outre obligé de supporter tous les frais occasionnés à ladite seigneurie, par suite de l'exercice de son administration. — Il fera tous les ans, devant les échevins, la déclaration des diverses rentes appartenant à ladite seigneurie. — Jean Houbrecht, maître foulon, demeurant à Ypres, Jacques Robbrecht et Jacques de Poortere, bourgeois

d'Ypres, demeurant à Langhemarc, servent de cautions audit fermier.

Original, sceau de la ville, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

DCCCCLXXXVII.

1461 (1462 n. s.). — T'Ypre den xiiij^{en} dach van April anno LXJ voor Paesschen.

Ordonnance du magistrat d'Ypres, fixant le salaire des ouvriers tisserands. — Le prix de la journée de travail est fixée comme suit : du premier mai jusqu'au premier août, cinq gros par jour ; du premier août au premier novembre, quatre gros par jour ; du premier novembre au premier février, trois gros ; du premier février au premier mai, quatre gros.

Dorénavant ils n'auront le samedi et les jours de vigile qu'une demi-journée.

Les femmes qui travaillent la laine recevront du premier mai au premier août, deux gros par jour ; du premier août au premier novembre, sept *ingelschen* ; du premier novembre au premier février, quatre *ingelschen* ; et du premier février au premier mai, sept *ingelschen*.

Cette ordonnance se fait du consentement du haut-bailli d'Ypres, Jaspard de Flandre, et ce parce que la plupart des ouvriers tisserands quittaient la ville, ou

vivaient dans la dernière misère, à cause du minime salaire que leur accordaient les drapiers.

Minute originale, sur papier, écriture de l'époque.

DCCCCLXXXVIII.

1462. — Donné en nostre ville de Bruxelles le xiiii^e jour de Septembre l'an de grâce mil quatre cens soixante et deux.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne, déclare qu'en considération de l'état de pauvreté dans lequel se trouve la ville d'Ypres, et pour l'aider à se relever, il l'exempte de sa part dans le subside de vingt-cinq mille lions d'or, que les États de Flandre doivent lui accorder, sous condition toutefois que la ville d'Ypres lui paiera une somme de mille francs, du prix de trente-deux gros, monnaie de Flandre, à l'époque à laquelle les villes de Gand et de Bruges lui devront payer leur part du subside susmentionné.

Ainsi signé : *Par Monsg^r le Duc, l'évesque de Tournay, le Seig^r de Croy, conte de Porcien et autres, présent P. Millet.*

Copie sur parchemin, certifié conforme à l'original, reposant à la chambre des comptes à Lille, le xxv^e jour de juin m. cccc. soixante quatre. (Signé *De Heulp.*)

DCCCCLXXXIX.

1463. — Ghegheven t'Ypre den tweesten dach van Decembre int jaer duust cccc drie ende t zestich.

Sentence prononcée par le conseil de Flandre, au sujet d'un différend surgi entre les échevins d'Ypres, d'une part, et les gouverneurs de la corporation des fabricants de chandelles de suif, d'autre part. — Les échevins avaient accordé à un nommé Chrétien Hichebaert, de Menin, l'autorisation de s'établir à Ypres, comme franc maître fabricant de chandelles, se fondant sur une ordonnance de 1440, d'après laquelle, pour repeupler la ville et y ramener de l'industrie, on avait accordé le droit de bourgeoisie et l'entrée dans les métiers à tout individu qui viendrait habiter Ypres, après avoir exercé un métier dans une autre ville, ou en produisant un certificat constatant qu'il avait appris son métier près d'un franc maître. — Les gouverneurs de la corporation des fabricants susdits prétendaient que cette décision était contraire à leurs privilèges, et que ce qui s'était fait en 1440, pour des motifs particuliers, ne pouvait plus guère se faire maintenant.

Le conseil décide que les échevins ont agi en droit, ordonne que Chrétien Hichebaert soit maintenu dans la corporation susdite et qu'on le laisse jouir de tous les droits et privilèges dont jouissent les autres francs maîtres.

Original, le sceau qui pendait à double queue de parchemin est perdu.

Transcrit dans le *Roodenboek*, fo 285 r^o.

DCCCCXC.

1463 (1464 n. s.). — Ghegheven te Ghendt den zessten dach van Maerte int jaer duust mii^e drie ende t zestich.

Décision du conseil de Flandre, dans un débat surgi entre les échevins de la ville d'Ypres, d'une part, et les héritiers de Jean Meest, d'autre part, au sujet du droit d'issue des biens du défunt, que les héritiers avaient payé à Ypres et qu'ils réclamaient en restitution, parce qu'on les exigeait également à Zuutscote. — Le conseil décide que les échevins d'Ypres ont agi d'après leur droit, et déboutent les héritiers de Jean Meest de leur demande.

Original, le sceau qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, fo 351 v^o.

DCCCCXCI.

1464. — Donné en nostre ville de Lille le vingt et sixième jour du mois d'Octobre l'an de grâce mil quatre cens soixante quatre.

Ordonnance de Philippe, duc de Bourgogne etc., concernant la draperie. Considérant que depuis quelque temps l'on fabrique en Angleterre une grande quantité

de draps et d'autres étoffes de laine, que l'on apporte ensuite en Flandre, en Brabant, en Hollande, en Zélande et autres ses pays; que jadis les marchands anglais apportaient dans ce pays leurs laines, qu'ils vendaient à des prix raisonnables, tandis que maintenant, ils refusent de les vendre, ou ne veulent les céder qu'à des prix excessifs; que, du reste, ils ne veulent céder ces laines, que contre argent comptant, en billon d'or et d'argent, sans vouloir recevoir la monnaie courante, de manière que l'or et l'argent se transportent hors du pays, au grand préjudice de celui-ci; que l'introduction de ces draps anglais se fait aux grands détriment et ruine de la draperie de ce pays, qui ne subsiste, en grande partie, que par cette industrie; le duc, à la demande pressante de ses sujets, ordonne: 1° Les draps et tissus de laines anglais sont prohibés à l'entrée dans ses pays de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Flandre, d'Artois, de Hainaut, de Hollande, de Zélande, de Namur, de Frise, de Malines et d'Outremeuse; ils ne pourront y être ni vendus, ni distribués: ceux qu'on y découvrira seront brûlés. — 2° Il défend à tout marchand marinier, charretier, voiturier et autres, de quelque condition qu'ils soient, gens d'église ou nobles, d'amener par eau ou par terre, de vendre, de distribuer, d'échanger ou d'employer les tissus et draps susdits, ni de les laisser passer par ses pays, pour les transporter ailleurs, sous peine d'amende de cinquante livres, monnaie de Flandre, et de la confiscation des draps pour les vendeurs, acheteurs et changeurs, et ce pour chaque drap qui sera trouvé avoir été vendu, acheté, échangé ou transporté; et d'une amende de dix livres pour les voituriers, charretiers ou mariniers, qui auront transporté des draps appartenant à d'autres personnes. — 3° Le

tiers de cette amende appartiendra à celui qui dénoncera la transgression, et le restant sera partagé, à qui de droit, selon les coutumes de la localité où le délit sera constaté. — 4° Cette ordonnance sortira son effet le lendemain de la publication, pour les sujets de ses états, et quarante jours plus tard pour les étrangers. — 5° Les marchands qui ont en leur possession des draps anglais, auront un délai d'un mois pour les faire transporter hors du pays. — 6° Les hôteliers, mariniers, charretiers, voituriers etc., ne pourront recevoir aucun paquet sans que celui qui l'expédie ne leur ait assuré sur sa conscience, que ce paquet ne contient aucun tissu anglais. Si on découvre que, malgré cette déclaration, les paquets contiennent des draps anglais, celui qui l'envoie sera condamné à deux fois cinquante livres d'amende, outre la confiscation de la marchandise. Si au contraire les voituriers, mariniers etc., négligent de requérir cette affirmation, ils seront condamnés eux-mêmes à l'amende de dix livres. — 7° Le duc ordonne à tous ses officiers de faire publier cette ordonnance dans les limites de leur juridiction, de tenir la main à l'entière exécution d'icelle, et les menace, en cas de négligence ou de dissimulation, de les punir *tellement et si grièvement, que tous autres y devront prendre exemple.*

Sur le pli se trouvait écrit: *Par Monseignr le Duc en son conseil auquel l'évesque de Tournay, le S^r de Croy conte de Porcien, les sires de Lannoy et de Kievrain, Pierre Bladelin, maistre d'ostel, et autres estoient. (Signé) Batault.*

Donné sous le *Vidimus* du conseil de Flandre, le 3 novembre 1464.

Vidimus original, sceau en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

DCCCCXCH.

1464. — (26 Octobre.)

Traduction de l'ordonnance analysée au N° précédent, mais ne comprenant pas les considérants.

Sur papier, écriture de l'époque.

DCCCCXCH.

1465. — Donné en nostre ville de Bruxelles le derrain jour de Juing l'an de grace mil quatre cens soixante cinq.

Lettres de Philippe, duc de Bourgogne etc., aux commis des finances de ses pays. — Il les informe qu'en considération de certaines services et *plaisirs* que lui ont faits les habitants d'Ypres, il leur a fait remise de leur part dans les trente-six mille *Ridders* d'or, du prix de 48 gros, monnaie de Flandre le *Ridder*, que lui ont octroyés les quatre membres de Flandre, pour les employer aux frais de l'armée que son fils Charles, comte de Charolais, conduit en France, pour le bien du royaume. — Leur part montait à 3089 *ridders*, mais il leur en donne quittance sous condition qu'ils lui paieront, une

fois, la somme de 750 *ridders*. — Le duc ordonne conséquemment à ses gens des finances, de laisser user les Yprois du présent acquit, et de leur donner quittance entière de leur quote, moyennant le paiement susdit de 750 *ridders*.

Sur le pli est écrit: *Par Monseig^r le Duc, l'evesque de Tournay, les Seig^{rs} de Montigny et de Goux, Pierre Bladelin et autres présents.* (Signé) *F. Milet.*

Copie sur papier, écriture de l'époque, signé *Iseberghe*, 1465.

DCCCCXCIV.

1465. — Le *xxi^e* jour de Decembre l'an mil *iii^e* *lxv*.

Enquête faite par Victor de Lichtervelde, George de Brieve, Paul de Pasquendale, Jean de Joingy et Olivier Belle, hommes-de-fief de la salle et châtellenie d'Ypres, au sujet de l'arrestation de Jean Lotin, que le sous-bailli d'Ypres avait arrêté et emprisonné, quoiqu'il fût serviteur du haut-bailli et qu'il portât sa *livrée*. — Des trois témoins entendus, deux déclarent qu'au moment de son arrestation, Jean Lotin était revêtu de la livrée susdite, que deux jours après, lorsqu'il fut conduit à la *Vierscare*, il portait encore le même costume; mais que, lorsqu'il comparut pour la deuxième fois à la *Vierscare*, il avait changé de costume et ne portait plus ladite livrée. —

Le troisième témoin, fait la même déclaration pour les deux jours de comparution à la *Vierscare*, mais n'a pas vu Lotin au moment de son arrestation (1).

Original, muni des sceaux des cinq hommes de fief, le premier en cire rouge, les autres en cire verte.

DCCCCXCV.

1465 (1466 n. s.). — Den ellevensten dach van Lauwmaent int jaer duust vier hondert vive ende tsestich.

Déclaration de Rogier Bollaert et de Jooris De Witte, échevins d'Ypres, de Victor Van Lichtervelde et de Pierre Van der Letewe, conseillers, de Joos Bryde, *hoofman* du *Besant*, et de Baudouin Hallois, bourgeois d'Ypres, désignés par le haut-bailli et par les avoué et échevins d'Ypres, pour aviser aux moyens d'introduire dans cette ville quelque industrie propre à faire augmenter la population et à venir au secours des pauvres. — Ces délégués déclarent que quatre parmi eux sont vieux et maladifs, que les deux autres sont jeunes et sans expérience des affaires ou de l'administration, que par con-

(1) Ce document décrit le costume de Jean Lotin: il portait une sanguine robe à toute une ploye de tanée estant devant et derrière, qui fut la livrée dudit hautbailli, dessous icelle robe portant ung hault-bregon, et à son costé ung long coutel.

séquent ils ont cru devoir décliner le mandat dont on avait bien voulu les charger. Mais comme lesdits haut-bailli, avoué et échevins n'ont pas voulu les en décharger, ils déclarent que pour montrer leur bonne volonté et leur dévouement à la ville, ils consentent à faire ce qui sera en leur pouvoir, d'après leurs moyens, sous condition: 1° que lesdits haut-bailli et échevins leur remettent par écrit les points sur lesquels ils désirent leur avis. 2° Qu'il leur sera permis de convoquer à leur tour les personnes qu'ils jugeront aptes à leur donner des conseils et des renseignements. 3° Qu'ils entendent bien ne transmettre auxdits haut-bailli et échevins le résultat de leurs conférences que comme simple renseignement, sans vouloir assumer aucune responsabilité à cet égard. — 4° Que lesdits haut-bailli et échevins devront supporter seuls la responsabilité des mesures qui seront prises et des ordonnances qui pourraient être faites à la suite de leurs rapports.

(Cette déclaration se trouve en double expédition.)

Original, sur parchemin, signé *Vroylof*.

DCCCCXCVI.

1465 (1466 n. s.). — Donné à Saint-Omer le vingt et sixième jour de Mars, mil quatre cens soixante cinq avant Pasques.

Lettres de Charles, comte de Charolais, lieutenant-général pour son père le duc Philippe de Bourgogne,

à ses baillis et autres officiers du comté de Flandre. — A la demande de Henri de Lorraine, évêque de Thérouanne, qui s'était plaint de ce que plusieurs seigneurs, justiciers temporels et autres mettent empêchement aux droits et juridictions de son église et de sa cour spirituelle, le comte ordonne à ses dits baillis etc. de faire en sorte que ledit évêque jouisse et use paisiblement, et sans empêchement, de sa juridiction ecclésiastique susdite, en la forme et manière qu'en ont joui ses prédécesseurs et lui-même au commencement de son épiscopat.

Gheluwenboek, f° 142 v°.
Wittenboek, f° 158 v°.

DCCCCXCVII.

1466. — Nono mensis Maii anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo sexto.

Rapport de trois médecins, Baudouin Ravary, Henri de Lubeke et Jacques Tournemine, chargés par les échevins d'examiner plusieurs personnes que l'on supposait atteintes de la lèpre. — Après avoir prêté serment et procédé à un examen rigoureux, ils déclarent que quatre de ces personnes, savoir : Pierre de Hurtere, Melchior de Wichtere, Elisabeth Biermans et Jean Clays sont réellement atteintes de lèpre, et doivent être éloignées de tout contact avec d'autres personnes. — Trois autres, Paschine fille de Pierre Lant, Jean Erkenbout et Michel Edewards,

ne portent aucun indice de la maladie et peuvent rentrer parmi leurs semblables. — Enfin, trois autres, Paul de Paschendale, Éloi Willesonne, teinturier, et Jean de Beslare ne présentent pas d'indices assez prononcés pour devoir être séquestrés, et pourront se préserver de la maladie par des soins assidus.

Original sur parchemin, muni des signatures des trois médecins, légalisées par le notaire *Florensone*.

DCCCCXCVIII.

1466. — Die octava mensis Junii, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo sexto.

Vidimus de la sentence arbitrale prononcée par Gui, comte de Flandre, au sujet du différend existant entre les échevins d'Ypres d'une part et l'abbesse et le couvent de Messine, d'autre part (Voir le N° CLVI). — Donné sous le sceau de Wautier, prévôt de St-Martin d'Ypres.

Vidimus original, le sceau qui pendait à double queue de parchemin est perdu.

DCCCCXCIX.

1466. — Donné en nostre ville de Bruxelles le xviii^e jour de Juing l'an de grace mil quatre cens soixante six.

Lettres de Philippe, duc de Bourgogne etc., aux gens de son conseil en Flandre. — Il les informe qu'il a autorisé les échevins d'Ypres, Guillaume Scheers et la veuve de Gilles Aleys, dit de Querquelaere, à arranger à l'amiable le procès qu'ils avaient pendant devant ledit conseil de Flandre, et ce sans encourir aucune amende; mais ils devront soumettre à l'approbation du conseil l'arrangement qu'ils auront conclu. (Signé) *De Briquegny*.

Original, grand sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

M.

1466. — Donné en nostre ville de Bruxelles le septiesme jour d'Aoust l'an de grâce mil quatre cens soixante six.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc., à la demande de Jean, seigneur de *Berghes-sur-le-Zoom*

et de Glymes, confirme les deux franchises foires accordées par ses prédécesseurs à la ville de Bergen-op-Zoom. Ces foires anciennement très-renommées, étaient beaucoup moins fréquentées depuis quelque temps par suite de *mechief qui autrefois avoit esté audit lieu de Berghes*. Pour leur rendre leur ancienne splendeur, le duc renouvelle l'octroi de sauf-conduit dont jouissaient autrefois, pour eux et pour leurs marchandises, les marchands qui les fréquentaient. — Il accorde en outre à ces marchands qu'ils ne seront plus soumis à d'autres tonlieux qu'à ceux qu'on y percevait anciennement. — Il ordonne aux sénéchaux de Brabant, de Limbourg, de Fauquemont, de Daelhem et de ses autres pays d'Outre-Meuse, et à tous ses officiers, de laisser jouir paisiblement ledit seigneur et lesdits marchands du présent octroi de sauf-conduit.

Copie sur papier, écriture du premier quart du xvi^e siècle.

MI.

1466. — Donné en la ville de Namur le xvi^e jour d'Aoust l'an de grâce mil quatre cens soixante six.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc., explique la portée des lettres accordées par le comte de Charolais à l'évêque de Théroutanne. (Voir le numéro DCCCCXCVI.) — L'évêque ne pourra exercer sur les sujets du duc d'autre judicature que celle qu'il possédait

avant la concession des lettres susdites ; en aucun cas, ces lettres ne pourront augmenter ses droits ou diminuer ceux du duc ou de la ville d'Ypres, sur des sujets ou vassaux du diocèse de Thérouanne. — Tout jugement porté par la juridiction de cet évêque, depuis la concession des lettres susdites, sera annulé et considéré comme non avenu. — Cette interprétation sera publiée dans tous les lieux ordinaires de publication, afin que personne ne prétexte cause d'ignorance.

Gheluwenboek, fo 163 v^o.
Wittenboek, fo 159 r^o.

MII.

1466. — Donné en nostre ville de Bruxelles le xii^e jour du mois d'Octobre l'an de grâce mil cccc soixante six.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc., dispense les habitants de la ville d'Ypres de payer leur quote-part dans le don ou octroi de quarante mille *Ridders* d'or, du prix de XLVIII gros, monnaie de Flandre, que les quatre membres de Flandre lui ont accordé, pour le secourir dans la guerre contre les Dinantais. — La part des Yprois montait à 5452 livres, et le duc leur en fait grâce sous condition qu'ils lui paieront en une fois la somme de 666 *Ridders*, 46 sols, revenant à la somme de mille francs du prix de trente-deux gros.

Sur le pli se trouve: *Par Monseig^r le Duc, nous*

les sires de la Roche, de Montigny et de Chissey, chevaliers, Pierre Bladelin, maistre à scel et Guillaume de Poupet présens. (Signé) Steenberch.

Original, le sceau qui pendait à une bande de parchemin, est perdu.

MIII.

1466. — Donné à Paris le jour de l'an de grâce M cccc soixante six et de nostre règne le sixiesme.

Lettres de Louis XI, roi de France, au prévôt de Paris, aux baillis d'Amiens, de Tournai, du Tournésis, de Beauquesne, de Montreuil-sur-mer etc. — Il les informe qu'il a ajourné le duc de Bourgogne devant son bailliage d'Amiens, pour y répondre d'un abus d'autorité commis par son bailli et son huissier d'Ypres, à l'égard des ordonnances des magistrats de cette ville. — Il les invite à faire présenter au duc, *par personne ydoine et suffisante*, les lettres d'ajournement dont il leur envoie copie.

Depuis longtemps les échevins d'Ypres avaient défendu les maisons de jeu, où l'on jouait aux dés et aux cartes, en prononçant une amende de dix livres parisis monnaie de Flandre, et un emprisonnement de huit jours et de huit nuits contre tout individu qui tolérerait ces jeux dans sa maison ; et une amende de trois livres parisis et un emprisonnement de trois jours et de trois nuits contre les

joueurs. Nonobstant cette ordonnance, qui avait toujours été strictement observée, le bailli Georges de Walle avait autorisé les maisons de jeu et avait cessé de poursuivre les délinquants; les échevins avaient en conséquence renouvelé leur ordonnance, mais le bailli, pour faire maintenir les jeux, s'était rendu près du duc de Bourgogne, et, en déguisant la vérité, en avait obtenu d'une manière subreptice des lettres autorisant la continuation des jeux susdits et ordonnant aux échevins de retirer leur ordonnance. — Les échevins interjetèrent appel de cette décision, et se plaignirent au roi de France, qui, pour ce motif, ajourna le duc devant le bailliage d'Amiens.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque.
La date est laissée en blanc.

MIV.

1466. — Donné en nostre ville de Lille, le second jour de Decembre l'an de grâce mil quatre cens soixante six.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc., ajourne le bailli d'Ypres, George le Walle, et son huissier, Josse du Crocy, devant son grand conseil, pour se justifier de l'impétration subreptice des lettres dont il est fait mention au N° précédent. — Ce document nous apprend que le bailli, d'accord avec quelques échevins, avait fait publier à la breteque, que chacun était autorisé à établir des maisons de jeu, en payant une somme de

soixante sols parisis par an. Nonobstant les protestations des avoué et échevins qui déclaraient mettre opposition à cette publication et en appeler au duc mieux informé, l'huissier avait continué lesdites publications, en déclarant que tous ceux *qui avaient argent et des pouvaient aller jouer*; par dérision pour les magistrats, le clerc et le frère du bailli même s'étaient mis à jouer, au milieu de la place, avec un tavernier nommé Leenknecht. En conséquence le duc rétablit les ordonnances des échevins, annule celle du bailli, et ajourne celui-ci, avec son huissier, devant son grand conseil.

Original, grand sceau du duc, avec contrescel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MV.

1466. — Te Ghendt den dertiensten dach van Decembre int jaer duust vier hondert zesse ende tzestich.

Sentence prononcée par le conseil de Flandre, au sujet d'un débat surgi entre les échevins de Bruges, au nom des héritiers de Roland Pipe, d'une part, et Pierre Bladelin, seigneur de Middelbourg en Flandre, d'autre part. — Roland Pipe, bourgeois de Bruges, s'était jeté dans un puits à Bruxelles et s'y était noyé; il possédait plusieurs fiefs situés dans la seigneurie de Middelbourg, et ce seigneur les avait déclarés confisqués, parce que Roland Pipe s'était suicidé. — Les échevins de Bruges,

se fondant sur leurs privilèges, soutenaient que la confiscation avait eu lieu indûment, attendu que tout bourgeois de Bruges est exempt de confiscation, n'importe pour quel délit. — Le conseil de Flandre se prononce en faveur des Brugeois et ordonne au seigneur de Middelbourg de donner main-levée de tous les biens confisqués, et d'en laisser jouir paisiblement les héritiers du défunt.

Zwartenboek, f° 225 r°.

MVI.

1467. — Fait le x^e jour de Juing l'an mil quatre cens soixante et sept.

Déclaration faite devant le chancelier et gens du grand conseil du duc de Bourgogne, par Louis Van den Ryne, pensionnaire de la ville d'Ypres et procureur des échevins, par laquelle la ville s'engage à donner tous les ans au secrétaire du duc un drap large d'Ypres, et ce en reconnaissance des services que ledit secrétaire peut rendre à la ville. — Cette habitude existait depuis longtemps, mais comme il y avait plusieurs années que ce drap n'avait pas été livré, le secrétaire Baert se contente du prix d'un drap pour acquitter tout l'arriéré.

Original sur parchemin, signé *De le Kerrest*.

MVII.

1467. — Escript en nostre ville de Bruges le xviii^e jour de Juing
M LXVII.

Lettres de Charles-le-Téméraire, duc de Bourgogne etc. aux bailli, avoué et échevins de la ville d'Ypres. — Il les informe que le duc Philippe, son père, est décédé le lundî passé xv^e jour de ce mois entre neuf et dix heures du soir en ceste nostre ville de Bruges. — Il les prie de continuer dans l'exercice de leurs offices, et de faire, en son nom, ce que besoin sera, jusqu'à ce qu'il en soit ordonné autrement.

(Signé) *Charles*.

(Contresigné) *Gros*.

Wittenboek, f° 105 r°.

MVIII.

1467. — Ghegheven te Ghent den vive ende twintichsten dach van September int jaer duust mii^e zeven ende tzeestich.

Sentence prononcée par le conseil de Flandre au sujet d'un différend existant entre les échevins d'Ypres, d'une part, et Barthélémi et Baudouin de Hurtere, fermiers du

se fondant sur leurs privilèges, soutenaient que la confiscation avait eu lieu indûment, attendu que tout bourgeois de Bruges est exempt de confiscation, n'importe pour quel délit. — Le conseil de Flandre se prononce en faveur des Brugeois et ordonne au seigneur de Middelbourg de donner main-levée de tous les biens confisqués, et d'en laisser jouir paisiblement les héritiers du défunt.

Zwartenboek, f° 225 r°.

MVI.

1467. — Fait le xv^e jour de Juing l'an mil quatre cens soixante et sept.

Déclaration faite devant le chancelier et gens du grand conseil du duc de Bourgogne, par Louis Van den Ryne, pensionnaire de la ville d'Ypres et procureur des échevins, par laquelle la ville s'engage à donner tous les ans au secrétaire du duc un drap large d'Ypres, et ce en reconnaissance des services que ledit secrétaire peut rendre à la ville. — Cette habitude existait depuis longtemps, mais comme il y avait plusieurs années que ce drap n'avait pas été livré, le secrétaire Baert se contente du prix d'un drap pour acquitter tout l'arriéré.

Original sur parchemin, signé *De le Kerrest*.

MVII.

1467. — Escript en nostre ville de Bruges le xviii^e jour de Juing
M LXVII.

Lettres de Charles-le-Téméraire, duc de Bourgogne etc. aux bailli, avoué et échevins de la ville d'Ypres. — Il les informe que le duc Philippe, son père, est décédé le *lundi passé xv^e jour de ce mois entre neuf et dix heures du soir en ceste nostre ville de Bruges.* — Il les prie de continuer dans l'exercice de leurs offices, et de faire, en son nom, ce que besoin sera, jusqu'à ce qu'il en soit ordonné autrement.

(Signé) *Charles.* (Contresigné) *Gros.*

Wittenboek, f° 105 r°.

MVIII.

1467. — *Ghegheven te Ghent den vive ende twintichsten dach van September int jaer duust mii^e zeven ende tzestich.*

Sentence prononcée par le conseil de Flandre au sujet d'un différend existant entre les échevins d'Ypres, d'une part, et Barthélémi et Baudouin de Hurtere, fermiers du

droit de péage sur l'Yperlée, d'autre part. — Les conditions du contrat fait entre les deux parties (voir numéro DCCCCLXIX) n'avaient pas été bien observées de part et d'autre. Le fermier n'avait pas dépensé la somme de 500 livres par an à l'approfondissement du canal; les échevins, de leur côté, n'avaient pas fait des poursuites contre ceux qui de manière ou d'autre fraudaient les droits de passage etc. — Le conseil ordonne que les conditions du contrat seront dorénavant strictement observées de part et d'autre. Les échevins paieront pour le passé, aux fermiers, une somme de cinq livres par année, à dater de 1457, pour les dommages qu'ils ont éprouvés par la non-poursuite des contrevenants. Pour l'avenir, les fermiers tiendront un rôle des contraventions, et celles qui ne seront pas payées à la poursuite des échevins, seront annuellement déduites du prix à payer par les fermiers etc.

Signé sur le pli : *Vaernewyck*.

Original, traces de sceau en cire rouge,
pendant à double queue de parchemin.

MIX.

1467 (1468 n. s.). — Den vijen dach van Lauwe int jaer duust cccc LXVII.

Lettres par lesquelles les gens du conseil de Flandre déclarent que devant eux ont comparu: Roland van Re-

giable, comme procureurs de Jean de Cardevaghère, de Jean Vanden Houte et de Malin Everaert, drapiers et bourgeois d'Ypres, protestant contre l'arrestation de ses clients, demandant leur mise en liberté immédiate, et réclamant des dommages et intérêts, parce qu'ils ont été arrêtés illégalement, attendu que, dans leur qualité de bourgeois d'Ypres, c'est devant leurs échevins qu'ils doivent être cités, comme devant leurs juges naturels.

Original, muni d'un sceau en cire rouge,
avec contre-scel, pendant à une bande
de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 164.

MX.

1467 (1468 n. s.). — Den dertiensten dach van Laumaent int jaer duust vier hondert zeven ende t zestich.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville de War-neton déclarent que, pour éviter toute discussion et difficulté au sujet de la qualité du muid de froment qu'ils doivent fournir annuellement à la ville d'Ypres (voir le N° DCCLXXV), ils consentent que les experts jurés du froment (*de gezworene warderers van den corne*) à Ypres examinent le blé qu'ils présenteront, et déclarent de combien il est inférieur au froment de première qualité. La différence de prix sera payée en monnaie. — Ils pren-

nent ce parti, du consentement des échevins d'Ypres, à cause de la grande difficulté qu'ils éprouvent souvent de se procurer du froment de première qualité.

Signé sur le pli : *Hansame*.

Original, le sceau qui pendait à double queue de parchemin est perdu.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 159 v°.

MXI.

1467 (1468 n. s.). — Donné en nostre ville de Bruxelles le xxviii^e jour de Janvier l'an de grâce mil quatre cens soixante et sept.

Lettres par lesquelles Charles, duc de Bourgogne etc. autorise les échevins d'Ypres à retirer de devant les cours où ils sont pendant, et à arranger à l'amiable divers procès tant en instance qu'en appel, et qui ne touchent le duc que pour les amendes qui éventuellement pourraient lui en revenir. — Ces procès, au nombre de vingt-deux, devront être conciliés avant le jour de Pâques prochain venant, et les présentes lettres seront de nulle valeur après cette époque. Ils devront soumettre les conciliations à l'approbation du conseil de Flandre.

Original, grand sceau du duc, avec contrescel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MXII.

1467 (1468 n. s.). — Escript en nostre ville de Bruxelles le v^e jour de Febvrier anno LXVII.

Lettres de Charles, duc de Bourgogne etc. aux avoué et échevins d'Ypres. — Il les informe que les commissaires désignés par lui pour le renouvellement du magistrat, sont occupés à son service et ne pourront se rendre à Ypres qu'au premier mars; qu'en conséquence il les maintient dans leurs fonctions d'échevin jusqu'à cette époque, sans préjudice de leurs droits et privilèges.

(Signé) *Charles*. (Contresigné) *Kerrest*.

Wittenboek, f° 104 v°.

MXIII.

1467 (1468 n. s.). — Escript en nostre ville de Bruxelles le vii^e jour de Mars l'an LXVII.

Lettres de Charles, duc de Bourgogne etc., aux avoué et échevins d'Ypres. — Il prolonge encore leur mandat d'échevin jusqu'au quinze mars, sans préjudice de leurs

privilèges, et les autorise à faire loi et justice pendant ce temps (Voir le N° précédent).

(Signé) *Charles.* (Contresigné) *Gros.*

Wittenboek, fo 105 ro.

MXIV.

1468. — Ghegheven te Ghent den v^{en} dach van April, int jaer duust vier hondert zevenen tsestich voor Paesschen.

Accord fait devant le conseil de Flandre, entre les échevins de la ville d'Ypres, d'une part, et le gouverneur du métier des faiseurs de chandelles de suif, d'autre part, au sujet de l'admission de Jean Van den Hende dans la corporation susdite. — Ce Van den Hende avait été admis comme franc-maitre par les échevins, parce qu'il avait épousé Marie Tfrykin, dont le père avait été également franc-maitre. — Ceux du métier prétendaient que le père de Marie n'était pas franc-maitre quand elle vint au monde, et que par conséquent le mari de celle-ci ne peut être admis en cette qualité. — Les deux parties s'en remettent au conseil, pour l'examen de la question si le père de Marie était ou non franc-maitre lors de la naissance de sa fille: dans l'affirmative Van den Hende sera admis; dans la négative il devra faire son apprentissage

pendant deux ans dans l'atelier d'un franc-maitre. (Voir le N° DCCCCLXXXIX.)

Signé sur le pli : *Vaernewyc.*

Original, sceau du conseil de Flandre, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MXV.

1467 (1468 n. s.). — Ghegheven te Ghend den vufsten dach van April int jaer duust vier hondert zevene ende tsestich voor Paesschen.

Accord fait devant le conseil de Flandre entre les échevins de la ville d'Ypres d'une part et les gouverneurs de la corporation des bouchers, d'autre part. Une ordonnance concernant les bouchers avait été faite en 1466 par les échevins et approuvée par le duc Philippe. Les bouchers, mécontents, en avaient appelé et le procès était encore pendant devant le conseil de Flandre. Ils déclarent retirer leur appel et se soumettre à l'ordonnance précitée (1).

Signé sur le pli : *Vaernewyc.*

Original, sceau du conseil de Flandre, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

(1) Cette ordonnance ne se trouve pas dans les Archives.

MXVI.

1468. — Den eersten dach van Meye anno achte ende tsestich.

État des diverses rentes appartenant à l'église de Notre-Dame de Brielen. — Cet état est dressé par Jean Seacht, receveur de la dite église. Les rentes sont assignées sur des maisons situées dans la rue du Sud, rue de la Bouche, rue au Beurre, rue de Thourout et rue de Dixmude; et dans les villages de Brielen, Pilkem, Bixscoten, Noordscoten, Loo, Renynghe et Zillebeke.

Petit cahier, sur papier, écriture de l'époque.

MXVII.

1468. — Donné en nostre ville de Peronne le xij jour de Septembre l'an de grâce mil quatre cens soixante huit.

Lettres par lesquelles Charles, duc de Bourgogne etc. autorise les échevins d'Ypres à arranger à l'amiable et à retirer de devant la cour de Flandre le procès qu'ils ont en appel contre les bailli et hommes-de-fief de Warneton, pour autant que ce procès ne concerne le duc que pour

les amendes éventuelles. — Ils devront soumettre leur réconciliation à la cour de Flandre susdite.

Original, grand sceau du duc, avec contrescel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MXVIII.

1468 (1469 n. s.). — Le dix et huitiesme jour de Janvier l'an mil quatre cens soixante et huit.

Sentence arbitrale prononcée par la cour des comptes du duc de Bourgogne, à Lille, au sujet d'un différend existant entre les échevins de la ville d'Ypres, d'une part, et ceux de la châtellenie, d'autre part, concernant la participation des bourgeois forains d'Ypres dans le subsidie de 4056 livres parisis, imposé à la châtellenie pour le rachat des *piquenairs* à l'expédition dans le pays de Liège. — Le conseil décide que pour cette fois, et sans préjudice des droits des parties, les bourgeois forains d'Ypres participeront au paiement des 4056 livres en question. — Quant aux dépenses ordinaires de la châtellenie, on se conformera en tout à l'appointement fait en 1415 (Voir le N° DCCCLXXX).

Original, muni de trois sceaux en cire rouge, pendant à doubles queues de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 161 r°.
— *Zwartenboek*, f° 13 v°.

MXIX.

1468 (1469 n. s.). — Donné en nostre ville de Hesdin le xxiiii^e jour de Février l'an de grâce mil cccc soixante et huit.

Lettres de Charles, duc de Bourgogne etc., au bailli et à l'écoutète de la ville d'Ypres. — Il les informe que les échevins n'ayant pas été renouvelés à l'époque fixée par leurs privilèges, deux jours de plaid se sont passés avant que les nouveaux échevins ne fussent nommés. En conséquence il autorise ceux-ci à prendre connaissance des affaires instruites pendant l'administration précédente, et à les juger sans que les parties soient obligées de faire de nouvelles instances.

Original, grand sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f^o 49 r^o.

MXX.

1468 (1469 n. s.). — Den xxv^{en} dach van Spoerkle int jaer duust vier hondert acht ende tsestich.

Déclaration des échevins d'Ypres, constatant que Sloosse Wandele, comme procureur des échevins de la ville de Lille, s'est présenté devant eux, dans la salle échevinale d'Ypres, et que, sur leur refus de relâcher Jean Castelein, détenu dans les prisons d'Ypres, il a renoncé au nom de la ville de Lille, et en présence de témoins, à la *hanse* qui existait depuis longtemps entre les deux villes.

Wittenboek, f^o 166 r^o.

MXXI.

1468 (1469 n. s.). — Gegheven te Ghendt desen woensdach twee ende twintichsten van Maerte int jaer duust vier hondert acht ende tsestich.

Décision du conseil de Flandre, qui renvoie André d'Ingelsche, bourgeois d'Ypres, prisonnier à Gand, devant ses juges naturels, les échevins d'Ypres. — André avait été arrêté à la poursuite de Louis de Burchgrave, et du procureur-général de Flandre. — Le premier

demandait qu'André d'Ingelsche fut condamné à lui faire amende honorable, dans la chambre du conseil de Flandre, un genou en terre, et un cierge de six livres de cire à la main; à répéter la même cérémonie dans l'église de Vlamertinghe; à faire un pèlerinage à St-Nicolas d'Oostenborc, et à lui payer la somme de deux cents livres parisis, pour frais, dépens, frais de médecine, empêchement de travail etc. occasionnés par les blessures qu'il avait reçues. — Le souverain-bailli, de son côté, demandait que ledit André fut condamné à la roue. Mais les échevins d'Ypres intervenant et réclamant leur bourgeois, le conseil décide que le coupable sera remis entre les mains de ceux-ci pour être jugé comme il le mérite.

Original, sceau en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, fo 98 v^o.

MXII.

1469. — Donné en nostre ville de Bruges le xiiij^e jour de Juillet l'an de grâce mil quatre cens soixante neuf.

Appointement fait devant les gens du grand-conseil du duc de Bourgogne, entre les échevins d'Ypres, d'une part, et les frères de Heurtere, fermiers de la recette du droit de navigation dans l'Yperlée et le *Binnenlandsvaert*,

au sujet des difficultés et différends existant entre les deux parties pour la non-exécution du contrat (Voir les numéros DCCCCLXIX et MVIII). — Les échevins d'Ypres paieront aux fermiers une somme de quarante livres de gros, monnaie de Flandre, au-dessus des seize livres, dix sols, que lesdits fermiers doivent à la ville, pour arriérage de leur ferme. — Ils devront en outre garantir les fermiers contre les torts et dommages que pourraient leur occasionner les riverains de la wateringue de Blankenberghe.

Le duc de Bourgogne confirme cette convention par l'apposition de son scel.

Original, grand sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MXIII.

1469. — Donné en nostre hotel à la Haye en Hollande le premier jour de septembre l'an de grâce mil cccc soixante et neuf.

Lettres de Charles, duc de Bourgogne etc., à ses baillis de Gand, de Bruges, d'Ypres, de Courtrai, d'Alost, du Vieux-Bourg à Gand, des quatre métiers, de Berghes, de Cassel etc. — Il leur ordonne de mettre en jouissance et possession de leurs fiefs les ténanciers qui en ont été privés parce qu'ils n'avaient pas suivi le duc dans son expédition contre les Liégeois. — Les baillis feront dresser un état de tous les revenus que ces fiefs ont produits

depuis leur saisie, et en feront verser le montant entre les mains de ses receveurs.

Donné sous le *vidimus* des échevins de la ville de Gand, du 20 septembre 1469.

Vidimus original, sceau de la ville de Gand, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MXIV.

1469 (1470 n. s.). — Donné en nostre ville de Gand, le dernier jour de janvier l'an de grâce mil quatre cens soixante et neuf.

Lettres par lesquelles Charles, duc de Bourgogne etc. approuve et confirme les statuts des marchands poissonniers de la ville d'Ypres. — Ces statuts se trouvent transcrits dans l'approbation et contiennent entre autres ce qui suit : Nul ne pourra décharger ailleurs qu'au marché le frais poisson de mer venant par cheval ou par charette, sous peine d'une amende de trois livres parisis, pour chaque *mande*, et de vingt sols parisis pour chaque corbeille. Celui qui le portera dans une maison quelconque, sera arrêté, mis en prison et puni à la discrétion des échevins. — Le frais poisson de mer qui arrive par bateau pour être vendu devra également être conduit directement au marché, sous les mêmes peines que plus haut. — La franchise du métier des francs-poissonniers passera aux enfants mâles et femelles; aux mâles pour faire tout ce

qui concerne le métier; aux filles pour vendre le hareng seulement. — Les *buerdedraghers*, c'est-à-dire, ceux qui arrivent avec du poisson de mer par panier, le portant sur les épaules, pourront vendre eux-mêmes leur poisson, pourvu qu'ils l'aient acheté à la mer : ils pourront le faire transporter par bateau ou par cheval jusqu'à une lieue de la ville d'Ypres, mais depuis cet endroit jusqu'à la ville, ils seront obligés de le porter eux-mêmes, sous peine d'être forcés de le porter au marché pour être *miné*.

Donné sous le *Vidimus* des gens du conseil de Flandre, le 28 avril 1470.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MXV.

1469 (1470 n. s.). — Fait à Gand le vi^e jour de Febvrier l'an mil quatre cens soixante neuf.

Lettres par lesquelles Charles, duc de Bourgogne etc., d'accord avec son conseil de Flandre, met en surséance et en suspens tous les dons d'offices octroyés par lui dans les villes et châtelanies de la Flandre. — La nomination aux offices, emplois, charges etc., dans les villes, châtelanies et seigneuries avait de temps immémorial appartenu aux échevins de ces villes et châtelanies. Le duc, par l'instigation de quelques-uns de ses serviteurs *non sachans ne cognoissans la nature, qualité et condition*

dudit pays de Flandre, avait, contrairement aux privilèges, disposé de ces divers offices et les avait accordés à ses serviteurs, quoiqu'ils fussent payés par les caisses des villes et des châtelainies. — Sur la réclamation instante des députés des quatre membres, des députés des villes de Courtrai, d'Audenarde, d'Alost, de Nieuport, d'Ostende, de Blankenberghe, de Bergues-St-Winoc, des châtelainies d'Ypres, du pays de Waes etc., le duc promet d'envoyer des commissaires pour examiner la question, ainsi que les privilèges et les torts que les villes et lui-même pourraient éprouver par sa décision; et en attendant il ordonne de surseoir à tous les offices accordés par lui.

Donné sous le *Vidimus* des échevins de la ville de Gand, le 4 juin 1471.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque,
signée: *De le Berghe*.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 57 v°.

MXXVI.

1470. — Donné en nostre ville de St-Omer le xxviii^e jour de Juillet l'an de grâce mil quatre cens soixante et dix.

Lettres par lesquelles Charles, duc de Bourgogne etc., ordonne que, pour l'amendement et la réparation du port

de l'Écluse, on fera l'ouverture du poldre du *Zwarteghat*. — Cette ouverture sera faite aux frais et dépens communs de tous ses sujets de Flandre: les frais des travaux, montant approximativement à la somme de 8000 écus, seront levés immédiatement d'après le transport de Flandre; quant aux frais occasionnés par les indemnités à payer pour expropriation de terrain, perte de dîmes etc., ils seront repartis également sur tous ses sujets de Flandre, non pas d'après le transport de Flandre, mais d'après les moyens et les facultés de chacun. Des commissaires seront nommés à cet effet. Cette deuxième répartition aura lieu au plus tard au mois de juin prochain.

Le duc ordonne l'ouverture de ce poldre, par suite de diverses remontrances qui lui ont été faites par ses sujets de Flandre, desquelles il résulte que le port de l'Écluse était si fortement attéri et devenu si étroit, que les grands navires n'y pouvaient entrer sans être en danger de périr; ce qui occasionnait un tort immense au commerce de Flandre. — Le duc avait convoqué les députés des États de Flandre, et une commission fut nommée pour visiter les lieux, et examiner quel serait le moyen le plus avantageux à employer pour empêcher l'attérissement de ce port. — Cette commission se composait de l'abbé des Dunes, de l'abbé de Ter Doest et de quatre autres membres représentant le clergé; de messire Jean, seigneur de Halewyn, de messire Josse de Halewyn, seigneur de Piennes, souverain-bailli de Flandre, du seigneur des Fosses, conseiller et chambellan du duc, et de trois autres membres représentant la noblesse; de Josse Melyn, échevin de la ville de Gand; Zegher de Baenst, échevin de la ville de Bruges; Paul de Dixmude, échevin de la ville d'Ypres; et Cornille de

Boonem, échevin du Franc, représentant les quatre membres de Flandre. — Après examen attentif des lieux, quatre moyens furent indiqués : 1° Faire une ouverture à l'endroit appelé *Passegheule*, au métier d'Ardenbourg, pour y laisser entrer l'eau de la mer du côté sud, le conduire entre deux digues au lieu de Coxide, pour le faire écouler ensuite par ledit port. — 2° Faire une ouverture au lieu appelé *Hooftmans-capel*, pour y laisser entrer l'eau de la mer du même côté sud et la conduire de la même manière que ci-devant. — 3° Faire une ouverture à l'endroit dit *Spape-huus*, près de Gaternesse, pour conduire de là l'eau de la rivière de la Honte, entre deux digues, jusqu'à *Ter nieuwer sluus*, et le conduire de là par le port. — 4° Faire une ouverture au poldre du *Zwarteghat*, pour y laisser entrer l'eau de la mer du côté du nord, et la laisser prendre son cours comme elle l'avait anciennement.

Le duc ayant convoqué de nouveau les États de Flandre, et nonobstant les protestations de ceux de Gand, d'Ypres et du Franc, qui prétendaient que la ville de Bruges devait seule en supporter les frais, prend la résolution mentionnée plus haut.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

ANNEXES.



I.

JEAN-SANS-PEUR, DUC DE BOURGOGNE, APPORTE
CERTAINES MODIFICATIONS A LA MANIÈRE D'ÉLIRE
L'AVOUÉ ET LES ÉCHEVINS D'YPRES. — 1414.

Jehan, duc de Bourgoingne, conte de Flandres, d'Artois et de Bourgoingne, palatin, seigneur de Salins et de Malines, savoir faisons à tous présens et advenir, nous par noz bien amez les loys, eschevins, conseil, bourgoiz et habitans de nre ville d'Ypre assise en nre dit pays de Flandres, avoir este humblement exposé que, comme il nous, à cause de nre seignourie de nre dit pays et conté de Flandres, compete et appartiengne créer et ordonner ou par noz commiz et députez faire chacun an créer et ordonner en nredite ville un advoe et treize eschevins pour le gouvernement d'icelle, et il soit ainsi que ledit an expiré nous peussions ainsi que accoustumé avions et nous loisoit créer de nouvel, ordonner et instituer, ou par nosdiz commiz faire créer et instituer esdiz offices de advoe et eschevins ceulx qui ainsi l'avoient esté, par tant et teles années que bon a semblé et sembloit à nous ou

nosdiz commiz. Néanmoins soubz umbre de ce que aucuns bourgeois et manans de nredite ville; ayans lignaige ensemble, n'ont peu et ne peuvent estre l'un avec l'autre oudit estat et office, mais leur a à convenu et convient attendre que ceulx ausquelz ilz sont ainsi appartenans de sang et de lignaige feussent et soient desappointiez, il est à doubter que haynes et malvueillances ne se meussent entre les notables de nre dessusdite ville, dont plusieurs graves inconveniens soient tailliez de sourdre entre eulx, au détriment et dommaige de nre dessusdite ville et de noz bons subgets y demourans si comme ils dient, en nous humblement suppliant attendre ce que dit est, que de nre grace leur vueillons sur ce autrement pourveoir. Pourquoi nous desirans nre dite ville et nos bons subgez d'icelle preserver à nre pouvoir de tous telz et semblables dommaiges, et obvier aux inconveniens dessusdiz, les choses dessusdictes considérées, et sur icelles eu adviz et délibération avecques plusieurs de nre conseil de et par le consentement aussi et sceu de nre très cher et très amé filz et seul héritier apparant le Conte de Charoloiz, avons voulu, consenti, octroyé et accordé, voulons, consentons, octroyons et accordons de certaine science, plaine puissance et grace especial, par ces présentes, ausdiz de la loy, eschevins, conseil et habitans de nre dictie ville d'Yppre, en privilège perpétuel pour nous, noz hoirs et successeurs, contes et contesses de Flandres, les poins et choses cy apres déclaré. C'est assavoir que du jourd'huy enavant nul ne sera advoé de nredite ville d'Yppre créé de par nous, s'il n'est bourgeois natif d'icelle et demourant dedens la ville atout sa famille, et mesme ou temps qu'il sera créé, et ayant demouré pour lors par trois ans continuellement; et que celui qui aussi aura esté advoé un an, ne sera ne pourra estre les deux

premiers années prochainement ensuivants advoé ne aussi eschevins de ladite nre ville.—Item que le premier eschevin des treze que y faisons chacun an créer et ordonner sera d'icy enavant bourgeois natif de nredite ville demourans dedens la ville comme dit est, ou temps qu'il sera créé et ordonné, et ayant demouré pour lors l'espace de trois ans continuellement, et que les autres douze seront aussi natifz de la mesme ville ou Flamengz flamengans ayans esté par trois ans subséquemment bourgeois dicelle, et icelui temps y ayans demouré atout leur famille, et mesme avant qu'ilz y puissent estre créés, ordonnés ou instituez, et aussi demouront dedans la ville comme dit est ou temps qu'ils seront créés; lesquels treize eschevins ainsi ordonnez que dit est, vacqueront après l'année de leur eschevinaige expirée, un an entier, sans ce que pendant icelui aucun d'eulx puist estre ordonné ou institué advoé ou eschevin ne advoé des orphenins par nous, nos commiz ne autres. Et en oultre que celui qui aura esté advoé des orphenins, lequel sont et ont accoustumé de faire de leur auctorité lesdits advoé et eschevins après ce que ainsi ils sont créés de par nous, ne pourra dedens un an après ce que son année sera expirée, occuper les offices de advoé de la ville ni de eschevin d'icelle. Sauve toutesvoyes et réservé ausdit advoé et eschevins la puissance et auctorité comme ils ont de présent de créer d'an en an le advoé des orphenins de la ville d'Yppre, les deux trésoriers et tous les autres consaulx d'icelle au nombre accoustumé, les hofmans et tous les autres offices telz et en tel nombre que expédient leur semblera pour le bien de nre dictie ville; et avons tant seulement la puissance de renouveler premièrement les advoé de la ville et treize eschevins, et que nous pour ceste présente année pourrons en ladite advouerie et eschevinaige faire créer et ordonner teles personnes qu'il

nous plaira estans bourgoiz et ayans demouré en ladite ville pour lors l'espace de trois ans comme dit est, et aussi demourans en la ville, au temps qu'ils seront créés et ordonnez. Mais les années subséquentes seront faiz et créés par nos commiz les advoé de la ville et treze eschevins tant seul par la manière dessus déclairée d'an en an perpétuellement. Et tout ce que dit est dessus promettons pour nous, nredict filz et noz successeurs ou ayans cause à tenir, et faire tenir ferme et estable, et ce garder ausdit de la loy, bourgoiz et habitans de nredictie ville et les en faire et souffrir joir et user paisiblement et plainement sans le enfreindre ne souffrir estre enfraint en aucune manière. Si donnons en mandement, à noz amez et féaulx gens de nre conseil residans en nre chambre de Flandre, à nre souverain bailly, à nre bailly d'Ypre et à tous noz autres justiciers et officiers de nredict pays et conté de Flandres présens et avenir, et leurs lieutenants et à chacun d'eulx, si comme à lui appartiendra, que de nosdits graces dons et octroiz en tous leurs points et articles et en chacun d'eulx desquels et chacun d'iceulx, comme prince et seigneur d'icelui pays de Flandres, par le consentement de nredict filz, voulons pour nous et nosdits hoirs et successeurs, estre gardez et entretenuz inviolablement à nredictie ville et bourgoiz et habitans d'icelle à perpétuité en user la fourme et manière dessus touchée, laissent, fâcent et souffrent nostre avantdictie ville, loy, bourgoiz et habitans d'icelle de point en point paisiblement joir et user sans leur faire mettre ne donner ou souffrir estre fais, mis ne donné contre la teneur de ces présentes, occultement ne publiquement aucuns empeschement, molestation ou destourbier, lequel si fait estait au préjudice desdits poins, ostent ou facent oster sans delay car ainsi nous plaist il estre fait.

Et affin que ce soit seure chose et estable à tousiours mais, nous avons en tesmoing de ce fait mettre nre scel à ces présentes sauf en autres choses nre droit et l'autrui en toutes. Donné en nre ville de Gand, le premier jour d'octobre l'an de grace mil cccc et quatorze.

Par monseigneur le Duc en son conseil
ouquel vous le seigneur de Roubays,
messire Roelandt d'Uutkerke, Gode-
froy le Sauvage et pluseurs autres
estoient.

DELABOEDE.

J.

JEAN-SANS-PEUR, DUC DE BOURGOGNE, PRESCRIT DE
QUELLE MANIÈRE PROCÉDERONT LES COMMISSAIRES
DÉSIGNÉS POUR LE RENOUVELLEMENT DU MAGISTRAT
D'YPRES. — SERMENT DES ÉCHEVINS. — 1414.

Jehan duc de Bourgoingne, conte de Flandres, d'Artois et de Bourgoingne, palatin, seigneur de Salins et de Malines. A tous ceulx qui ces lettres verront salut. Comme à nre cognoissance soit venu, que par le grant nombre de commissaires que avons dès longtemps já ordonnez à renouveler les lois et oir les comptes de noz bonnes villes et chastellenies de nre pays de Flandres, et les excessiz gaiges aussi que iceulx commissaires ont prins et prindrent ycelles noz villes et chastellenies, dont il en y a plusieurs apovries par les dernieres commocions qui furent en mes dit pays de Flandres et autrement, ont esté et sont très grandement chargées, et d'autre part aussi y a l'on miz en loy diverses personnes par importunité de prières et autrement, et tellement procédé au fait du renouvellement desdictes lois que pluseurs haynes et rancunes s'en sont engendrées en noz dites villes et chastellenies, dont inconveniens se pourroient sourdre au

temps avenir si pourveu n'y estoit. Savoir faisons que nous qui désirons ainsi que raison est le bien, relèvement et bon gouvernement de noz dessusdites villes et chastellenies, et bonne union et concorde estre adestz nourrie entre les inhabitans d'icelles, avons par délibération de conseil, fait nouvellement, au regard des choses dessusdites, certaines ordonnances sans deroguer toutesvoies à noz haulteurs et seignouries pour le temps avenir, entre lesquelles sont contenuz les poins et articles qui s'ensuient. Premièrement que toutes les foiz qu'il sera besoing de renouveler la loy de notre ville d'Yppre, nous y enverrons et commetterons trois commissaires seulement avecques notre bailli du lieu mis commissaire en chief, ou à ce appellé lequel que mieulx nous plaira, lesquelz oiront les comptes et renouveleront la loy de notre dite ville, en commettant au gouvernement d'icelle les plus notables et souffisantes personnes d'icelle, amans justice et raison. — Item que les trois commissaires dessusdiz s'ils ne sont demourant en nre dicte ville auront et prenront gaiges pour leur venue, besoingner et retourner de six jours, et néant plus. pour chacun jour est assavoir : les prelas et chevaliers quatre frans et les autres trois frans, et nre dit bailli prenra gaiges samblables pour autant de jours que lesdiz commissaires font besoingnes illecques, sans avoir ne prendre venue ne retour; et si lesdiz commissaires sont demourans en icelle nre ville, ilz auront gaiges d'autant de jours comme nre dit bailli. — Item que l'audicion desdits comptes et renouvellement d'icelle loy se fera tout en un voyage, et ne prenra aucun desdiz commissaires quelques gaiges se en sa personne il ne vient au lieu entériner sa commission, et seront tenuz iceulx commissaires de faire savoir à ceulx de ladite loy assez à temps que ilz apprestent leurs comptes, affin que tout à une foiz et

sans retrait, l'audicion d'iceulx et le renouvellement de la loy se face. — Item se en nre dicte ville d'Yppre a eu d'ancienneté aucun taux ordonné ou donné aux commissaires qui y viennent oir les comptes et renouveler la loy, ce taux demoura par ainsi qu'il soit plus prouffitable à icelle nre ville que les gaiges et taux des journées dessusdites, et se lesdiz gaiges que avons presentement ordonnez estre prins par iceulx commissaires montoient moins, l'on sera quitte pour les paier, sans ce que ledit taux saueun en ya tiengne lieu ou sortisse effect; et toutesvoies se lesdiz commissaires vauoient audit lieu d'Yppre plus de trois jours pour l'enterinement de leur commission, ilz devront avoir gaiges telz que dit sont, d'autant de jours qu'ilz y vaqueront, pour le fait de leur dite commission, sans malengien. — Item et pour faire cesser qu'aucun impêtre ne face impêtrer ne pourchacier devers noz officiers ne autres quelxconques par voyes obliques ne autrement en quelque manière que ce soit, d'estre avancé ou ordonné estre commissaire au regard du renouvellement de la loy de nostre dite ville ou autre part, où que ce soit en nostre dit pays de Flandres, Nous ordonnons en interdisant et deffendant par ces présentes à tous noz conseillers, officiers, serviteurs, familliers et autres quelxconques, que ilz ne pourchacent ou facent pourchacier pour eulx ne autrui en quelque manière ou par quelque moyen que ce soit devers nous, nostre amé et féal chancelier, ne autrement ou que ce soit, d'estre fait commissaire en icelle nostre ville ne autre part en icellui nostre pays, sur encoure en nostre indignacion et se l'en trouvoit ou sceust par presumption véhémente qu'on l'eust ainsi fait ou fait faire celui qui le feroit seroit punissable arbitrairement à nostre ordonnance, et celui qui auroit ainsi pourchacié d'estre commissaire, soit privé et le privons dès mainte-

nant deux ans d'estre commissaire en aucun lieu en nostre dit pays de Flandres, après le temps que la commission sous telle manière et moyen pourchachiée seroit exécutée, et néantmoins il seroit avecques ce punissable arbitrairement à nostre volenté. — Item et pour ce que il est chose assez notoire, que par cy devant l'on a commiz pluseurs personnes assez simples et autres non ydones au gouvernement de la loy de nostre dite ville d'Yppre et autrepars en nostre dit pays de Flandres, Nous avons encores ordonné et ordonnons en interdisant et deffendant aux commissaires qui de par nous seront prouchainement ordonnez au renouvellement de la loy d'icelle nostre ville, et pour le temps avenir, que ilz n'y mettent aucun en loy en faveur de quelque personne particulière que ce soit, se il n'est ydone et souffisant à ce, posé ores que faveur n'y eust lieu, et que l'on avance et préfère tousiours les notables et souffisans de nostre dite ville en ce cas avant autres et par tour le plus convenablement que faire se pourra, affin que bonne paix et tranquillité se puisse adez nourrir et entretenir en nostre dessusdite ville. — Item interdisons encores et deffendons par ces mesmes présentes auxdiz commissaires qui prouchainement le seront, et pour le temps avenir aussi, que ilz ne prennent, ne reçoivent, ne facent prendre ou recevoir d'aucuns ne de par aucuns qu'ilz auront miz en loy, dons corumpables avant ne après, que ilz ne mettent aucun en loy qui aura prié ou pourchacié ou fait prier ou pourchacier devers nous ou autres noz officiers, ou à eulx mesmes, leurs clers, familles ou autres leurs amis ou affins, d'avoir esté mis en loy, et ceulx qui seront esleuz à estre eschevins et miz en loy seront tenuz de faire serement solennel et publique, avec le serement accoustumé, devant noz diz commissaires, que ilz n'ont prié ne fait prier ne pourchacier à y estre

miz, et saucuns en y a qui déclairent que fait l'ont, on doit en ce cas eslire et pourveir des autres notables en leurs lieux, qui ainsi fait ne l'auront, et se l'en treuve en après que aucuns aient mal juré et qu'ilz en soient atteint, ilz devront estre privez et les privons dès maintenant et à tousiours de non estre jamais là ne ailleurs en nostre dit pays en loy, et néantmoins seront et devront estre puniz par ceulx qu'il appartiendra comme parjures et autrement comme au cas appartiendra, et comment que ce soit, nous ne voulons pas que aucuns soit commiz à estre en loy, qui soit diffamez notoirement de convoitise désordonnée. Si donnons en mandement à noz diz commissaires bailli, advoué, eschevins et conseillers de nostre dite ville d'Yppre, présens et avenir et à tous autres à qui ce puet touchier et appartenir, que nostre dessusdite ordonnance, laquelle nous voulons par le dit bailli estre avant et au prouchain renouvellement de la dite loy notifiée, signifiée et publiée publiquement se métier est ausdiz commissaires, advoué, eschevins et conseillers d'icelle nostre ville et à tous autres qu'il compète, que ilz et chacun d'eulx tiengent et gardent, facent tenir et garder icelles noz ordonnances de point en point, sans les enfreindre ne souffrir estre enfreintes en aucune manière. Et en oultre à nostre dit bailli, que il sache et enquerre par toutes voyes s'aucun aura fait le contraire, et si tost que enquiz et secu l'aura, que il le face savoir à nous ou à notre conseil, pour les délinquants et transgresseurs d'icelle nos ordonnances estre puniz par ceulx et selon ce que au cas appartiendra et que noz présentes ordonnances il face enregistrer es comptes que l'en oira prouchainement audit lieu d'Yppre, et que il les republie d'an en an, selon ce que il lui samblera qu'il en soit besoing. Car ainsi pour le bien de nostre dite ville d'Yppre et autres de

nostre dit pays le voulons ainsi estre fait. En tesmoing de ce, Nous avons fait mettre notre scel à ces lettres. Donné en nostre ville de Gand, le premier jour d'Octobre, l'an de grace mil quatrezens et quatorze.

Par monseignr. le Duc en son conseil
ouquel vous le seigneur de Roubays
et autres estoient.

DELABOEDE.

K.

ORDONNANCE DES ÉCHEVINS D'YPRES, CONCERNANT
LE RAPT. — 1422 (1423 N. S.)

Ordonnancen ende statuten up d'ontissinghe vande kinderen zynde inde bewarenesse van vader ende van moeder of van eeneghen anderen haren vriend of maech, of van weesen zynde inde bewarenesse van vader of van moeder of van eeneghen van hare vooghden of vriend of maech, vernieut ende uutgheroupen present den heer ende scepenen, den xxiij dach van Lauwe int jaer xiiij^e ende xxiij.

Eerst, so wie voort meer ontvoeren, ontleden of ontissen eenich enapelin kind of dochterkin zynde inde vooghdie, bewarenesse ende houdenesse van vader ende moeder, of van vader, of van moeder, of van eenichs anders vooghds bewarers ende houders, niet dienende tvoorseyde enapelin kind of dochterkin om hure, noch te werke gaende om hure, noch broodwinnende met eeneghe oppenbaren ambochte, nerringhe of coopmanscepe, weder het ware danx of ondanx vanden enapelin kinde of dochterkin datter ontvoert, ontleet of ontist zoude wesen, of weder het ware danx of ondanx vanden ghonen

in wiens vooghdie, bewarenesse ende houdenesse zy zyn zouden, dat ware den ontvoerer, ontleeder of ontisser ende alle zyne hulpers ende medeplegghers vanden dochterkinne up twiel, ende der ontvoerighe ontleedighe of ontisseghe vanden enapelin kinde up den pit, ende alle hare hulpers, man hoofden up twiel, danof men indagginghen doen zoude naer den coustumen vanden vierseare ende voord gaen also er toebehoort. Ende es te wetene dat enapelin kinders of dochterkinne dienende met yement omme hure, of om werk gaende omme hure, of huerlieder broodwinnende met eeneghen uppenbaren ambochte, nerringhe of coopmanscepe, niet gherekent zyn noch schuldich zyn gherekent tzine in vooghdien zynde, maer haers vrye selfs, noch sculdich zyn begrepen tzyne in dit voorseyde statuut ende ordonnancie. Ende in ghelyken kinderen woenende in caberetten of in stoven, al eist dat zy wuenen met vader of met moeder of met eeneghen anderen haerlieder vooghd of vriend stove of caberet houdende, zyn gherekent haer selfs ende niet in vooghdien zynde, ende es wel verstaen dat waert also dat yement met eeneghen dochterkinne in bewarenesse of in vooghdien zynde zo voorseyd es vleesschelic gheselschap hadde zonder yewers te leedene, dat datte gherekent zoude zyn ontleeden ontissen ende als of hyse wech gheleedt hadde. Ende es vort verstaen dat tusschenghaners, makelaers of makeligghe gherekent werden als ontissers in deser manieren dat eist up hemlieden gheprouft van tween orconden, die zullen elc verbueren L l. p. ende zeven jaer den ban.

Item, waert zo dat eenich enapelin kind ontvoerd, ontleed of ontist zynde also voorseyd es, name de ontvoerigghe, ontleedighe of ontisseghe in huwelicke, voor-

seyde enapelin kind zoude onthoird ende ontherfd wesen van al den goede dat te diertyt hebben zoude, ende van alden goede dat hem toe zoude moghen comen by rechter horye, niet mueghende deelen van vader of van moeder of van eeneghen van zynen vrienden ende maghen wyf of man. Ende zoudent deelen ende hebben de ghonne die zyn goed sculdigh zoude zyn te deelene mids dat ghestorven ware; ende in ghelyken ware dat eenich dochterkin ontvoerd, ontleed of ontist zynde als voorzeyd es, name den ontvoerer, ontleedre ende ontissere in huwelicke, tvorseide dochterkin zoude onthoird ende ontherfd wesen van alden goede dat hebben zoude te dier tyd, ende van alden goede dat haer toe zoude moghen commen by rechter horye, ende zoudent hebben ende deelen de ghonne die haer goed sculdich zouden zyn te deelene mids dat zoe ghestorven ware.

Item, waert zo dat eenich enapelin kind ontvoerd, ontleed of ontist, als voorseyd es, niet name ende melde de ontvoerrighe, ontleedeghe of ontisteghe, ende derby bleve zonder te commene ter stedewaert ende ten vrienden ende maghen waerd, zo zouden de vrienden ende maghen vanden enapelin kinde hebben al zyn goed onder hande tharen proffite, ende dat tote anderstont dat het commen zoude ter stedewaert ende ten vrienden ende maghen waert, omme te doene by rade van hemlieden. Ende in ghelicken waert dat eenich dochterkin ontvoerd, ontleed of ontist, als voorseyd es, niet name ende melde den ontvoerre, ontleedere of ontissere ende daer by bleve zonder te commene ter stede waert ende ten vrienden ende maghen waert, zo zouden de vrienden ende maghen vanden dochterkinne hebben al haer goed onderhanden tharen proffyte, ende datte totte anderstont dat zoe

commen zoude ter stede waert ende ten vrienden ende maghen waerd, omme te doene by haerlieden raede.

Item, wie eenich enapelin kint of dochterkin ontvoerd, ontleet of ontist zynde ontfanghen zal, wetende dat ontleed ontvoerd of ontist es, vernachtende int huus binden scependomme, ende het bevonden worde byder goeder waerheid, dat ware den man diet doen zoude up twiel, ende den wive haer selfs zynde diet doen zoude up den pit.

Item, wat mannen die voortan eeneghe wedewe of ander wyf haer selfs zynde, ontvoerde of ontleedde, daer zo vele toeghedaen ware datmen inwaers doen mochte dat haers ondancx ware te dien tyd dat zoe ontvoerd of ontleed ware, dat ware up twiel hem ende al zyne hulpers ende medepleghers ende die met hem in volghen ende in vaerden zyn zouden. Ende es te wetene dat de wiven die haer selfs zyn verjaert zynde dienende met yemende omme hure, of te wercke gaende om hure, of haer brood winnende met eeneghen uppenbaren ambochte nerringhe of coopmanscepen.

Item, waert dat eeneghe wedewe of wyf haers selfs zynde ontvoerd of ontleed zynde als voorseid es, wilde nemen te manne den ontvoerer of ontleedre ende consent dade ten huwelicke, ende ghinghe omme dien te meldene eldre dan te haers selfs huus in verholicker stede, dat ware den man ende twyf elken up de boete van L l. p. ende vij jaer ghebannen tzyne uuten lande van Vlaendren, den man up zyn hoofd, ende twyf up den pit; maer wille eeneghe wedewe of eenich wyf haer selfs zynde nemen ende melden den ontvoerer uppenbarelicke te haren huus

of tharer prochiekerke ende voor yement, dat mach zoe doen zonder begryp ende verbuerte.

Item, dat niemant wie hy zy over eenich traittied van huwelicke van eeneghen cnapelinen kinde of dochterkinne niet zyn selfs zynde, maer in vooghdie als voorseid, es noch daer men make versekerthede van huwelicke zonder teconsent ende wille van vader ende moeder, of van vader, of van moeder, of van eeneghen anderen haren vooghd of vriendt in wies vooghdie waerde ende houdenesse dat zy zyn, ende zonder teconsent van tweën vanden naesten vrienden van svaders weghe ende twee vanden naeste vrienden vande moeder weghe, die zyn zullen binden lande, up de boete van L l. p. ende vij jaer ghebannen tzyne.

Item, waert zo dat eenich cnapelin kint of dochterkin niet haer selfs zynde, maer zynde in de vooghdie, bewarenesse ende houdenesse van vader of van moeder, of van eeneghen anderen vooghd of vriendt, van nu voortan make versekerthede van huwelicke of vorworde ende belofte van trauwen of andersins, zonder den wille ende teconsent van den ghonnen in wier vooghdie, waerde ende houdenesse hy of zoe zyn zouden, als voorseid es, ende zonder den wille ende teconsent van tweën van de naesten maghen van svader weghe, ende twee vander moeder weghe die zyn zouden binden lande, elken van hemlieden ende den ghonnen met wien zy versekerthede van huwelicke of voorwaerde ende belofte van trauwen of andersins maken zoude, als voorseid es, up de boete van L l. p. ende vij jaer ghebannen tzyne.

Item, dat niemant wie hy zy eeneghe zake of voordeel

hebben of nemen moet in eenegher manieren by eeneghen engiene omme huwelic te makene of te helpen makene, up de boete van L l. p.

Item wie voord meer wederzeicht eeneghen ban van huwelicke ende dat ontsegghen niet achtervolcht, dat es up L l. p. ende vij jaer ghebannen tzyne; of wie voort meer eeneghen ban wederzeicht, twederzegghen achtervolghende byden hove van Therenburch ende dat of te valt by dat hy sentencie jeghen hem heeft, zo zal de man of twyf die den ban wederzeicht heift moeten betalen alle de costen van sentencien die zy daeromme ghedaen zullen hebben, ende voort verbueren de boete van L l. p. ende vij jaer ghebannen uutten lande van Vlaenderen, den man up thoofd ende twyf up den pit.

Ende alle de voorseide pointen es de vooghd vander stede by zynen eede sculdich te volghene ende te wette te legghene ten vierseare weder en partie claecht of ne doet, ende te vulvolghene, ende alwaert also dat de vooghd by eeneghen engiene achterbleve van den vervolghene te wette, zo zyn scepenen ghehouden hem daerof te manene ende te versouken dat hyt te wetten legghen up zynen eed.

L.

CONFRÉRIE DE NOTRE-DAME DE THUNE. — 1426.

Allen den ghenen die dese presente letteren sullen sien of hooren lesen, voogd, schepenen ende raeden van der stede van Ypre saluut, met kennisse der waerhede. Cond sy allen lieden, dat uute dien, soo ons kenlyc es ende oppenbaere, dat in ghedinckenis der victorie die God onse heere ende syner gebenedyde moedere, de glorieuse maghet Marie verleende ende toesende de voorseyde stede, doe zy beseten ende ommerineghet was vanden Ingelschen ende anderen haeren geselschepe ende medeplegers, doe vianden, op den saterdag den achtsten dagh van de maend van ougste, in t'jaer duynt drie hondert vierwaerf-twyntigh ende drie, doe de voorseyde vianden de voorseyde stede van Ypre bestoremnden ende bestieteden, waeromme de naercommende jaerschaere geordeneert was te wesene gecelebreert ende gehouden voortwaer eene generaele processie binder voorseyde stede, die sichtent ende tote nogh solemnellyc heeft geweest onderhouden, ende het zy alsoo dat de arme scamele lieden, crepelen, doove ende blinden, die alsoo wel poorters als vrende woonende binder stede voorseyt, daden maeken ende ordeneren een rycklyc beelde van

de maeghet Marie, ommeringelt met eenen thune in ghedinckenissen ter victorie voorseyt, die stellende binnen der kercke van den Fremeneurs, staende binder voorseyde stede van Ypre, in eene cappelle genaemt der Appostelen capelle, ende dat by assente van den gardien ende gemeene broeders van den couvente voorseyt, ende van jaere te jaere te dragene inde voorseyde processie, die eerweerdigende naer haerlieder arme staete de voorseyde beelde met scoenen lichte, dewelck arme schamele lieden, voorseyt hemlieden ghevoughet hebben, ende daegelyckx vougende inde voorseyde processie, omme te ghane metter voorseyde beelde, biddende voor al den ghenen die hemlieden daegelyckx weldoen, ende haerlieden aelmoessenene geven; houdende daerof broederschap ende vergaederinge; ende zonderlinge doen celebreren op de tyd van nu alle woucke in de voorseyde cappelle eene misse met scoenen lichten ende ornamenten, die sy daertoe vercregen hebben mits der hulpe ende devotie van den goeden lieden, hebbende altoos goede affectie ende begeerte den voorseyden godsdienst ende eerweerdigende vande voorseyde processie te vermeersene, gelyck dat sy bin corten jaeren haerwaerts gedaen hebben grootelyckx, ende van daege te daeghe zo lanc zo meer doen, twelcke zy niet goedleix ghesceipen waere lange te doene, alsoo zy beduchende zyn, overgesien haerlieden arme staet van goede, van lichaeme ende van ghezonde, t'of het en zy dat der voorseyde ghilde troost, hulpe, confort ende secours gedaen zyn van den goeden lieden, op haerlieden compassie hebbende, ende in hem selven weigende den godlicken dienst boven ghenoopt, in regte caritate ende minne, haerlieden aelmoessene mildelyck de voorseyde ghilde jegen-deelen: soo eist dat wy voogd, schepenen ende raedt voorseyt, in hulpe ende voorderinghe van de voorseyde

gilde alsoo hertelyk ende mildelyk bidden als wy kunnen ende mogen allen abten, proosten, deken, bailliuën, burgmeesters, mayers, schepenen, raeden ende alle andere heeren, geestelycken ende weereyck, haeren stede-houders ende alle andere goede lieden, wien dese onse letteren getoogt werden, dat sy te onse neerstige bede vriendelyk ende minnelyk ontfaen den brengere van desen ende hem jegendeelen vriendelyk haerlieden aellemoessen ter voorseide gilde bouf, ten fine dat de gilde ende godtsdienst niet vermindert, maer vermeerst wezen mogen, ten love Godts en syne gebenedyde moeder, soo dat mits deesen ende anderen goede gewerken, caritaten ende aellemoessen sy comen mogen ter eeuwiger glorie: biddende allen heeren justiciers ende officiers ende hare stedehouders dat sy den besorgere vanden gilde voorseyt, brengere des briefs, gehulpsaemigh syn willen ende hem doen goede wet ende corte delivrantie van den schulden ende achterstellen die de gilde broederen, ende gilde susteren voorseit woonende ende wandelende in diverschen landen, steiden ende plaetsen die niet commen willen ten voorseyden achsten daeghe, noch oock betaelen der voorseide gilde t'gonne dat sy haer schuldig syn, by den welcken gebreick de voorseyde gilde ende godtsdienst met allen te nieuten mogte gaen, dat schaedlyc waere. In kennisse der waerheden hebben wy voogd, schepenen ende raeden van der stede van Ypre voorseyt, dese presente letteren ghedaen zegelen metten zeghele van zaeken vander voorseyde stede van Ypre. Gedaen int jaer duyst vierhondert ende zesse en twyntigh den laesten dagh van meye.

M.

NOUVELLES MODIFICATIONS APPORTÉES PAR PHILIPPE-LE-BON, DUC DE BOURGOGNE, A LA MANIÈRE DE NOMMER L'AVOUÉ ET LES ÉCHEVINS D'YPRES. — 1450.

Phelippe, duc de Bourgoingne, conte de Flandres, d'Artois, de Bourgoingne, palatin de Hainaut, de Hollande, de Zélande et de Namur, seigneur de Salins et de Malines. A tous ceulx qui ces présentes lettres verront, salut. Savoir faisons que comme ceulx qui parcydevant ont de par nous et noz prédécesseurs contes et contesses de Flandres, que Dieux absoille, esté commiz aux renouvellemens de la loy de nre ville d'Ypre, ayent, à la foiz parce qu'ilz n'avoient pas bien cognoissance des personnes d'icelle, ou autrement, créé et ordonné advoé et eschevins illec aucuns qui n'ont point si bien et diligemment entendu à l'exercice de leurs estas et offices et n'en avoient telle expérience comme besaing eust esté au bien de justice et de la chose publique de nre avantdite ville, qui est l'une des trois principales de nre dit pays de Flandres, en laquelle pour la grant quantité de draperie que l'on y est acoustumé de faire et pour la notabilité d'icelle plusieurs ont eu et ont encore journellement à besoingnier pardevant la loy d'illec; ains ont ceulx ainsi

miz en loy plus vacquié et entendu au fait de leur marchandise ou autres leurs affaires que à l'exercice de leurs diz estas et offices, si que ceulx qui y ont eu à besoingnier ont esté petitement adrechiez et expédiéz, au grant préjudice d'eulx et de la dictie chose publique de nre dictie ville, ainsi que par l'umble exposicion de ceulx de la loy présente, des conseilliers, quatre hoofmans, du hoofman du besant, des vingt-sept du grant conseil et des notables de nre dessusdite ville, pour et au nom de toute la communaulte d'icelle à nre cognoissance est venu, lesquelz nous ont supplié, à grant instance, de nre provision sur ce. Pour ce est il que nous qui désirons nre devantdite ville qui est moult chargée et endebtée tant à cause de sa part et porcion montans à grans sommes de deniers des aydes et subvencions qui en tamps passé ont, par les bonnes gens généralement de nre dit pays de Flandres, esté accordé à nous et à nosdiz prédécesseurs, comme pour le petit gouvernement qui puis aucun temps ença a esté en icelle ville, ainsi que la voix en queurt, ou autrement estre doresenavant gouverné par gens experts au fait de justice qui puissent vacquier et entendre à l'exercice d'icelle et ayent cause et volenté d'eulx employer et de mettre paine au relievement de nre dictie ville, et quelle soit tenue en bonne pollice au bien public de d'icelle et à l'adressesment de ceulx qui y porront avoir à besoingnier, avons, inclinans à la dictie supplicacion sur icelle, eu grant avis et meure délibéracion de conseil, ordonné et pour nous, noz hoirs et successeurs contes et contesses de Flandres, ordonnons en ottroyant de nre certaine science et grace especial par ces présentes aux bonnes gens de nredite ville d'Yppre, les poins et articles qui s'ensuient, à durer huit ans continuelz et ensuivant l'un l'autre, qui commenceront au septiesme jour de

février prouchain venant. Premièrement, que chacun an ledit espace de huyt ans durant, nous enverrons en nre avantdite ville nos commiz, telz qu'il nous plaira, en nombre acoustumé, qui à tout noz lettres de commission y seront le septiesme jour de février, lesquelz lendemain viij^e jour dudit mois yront au matin en la chambre des eschevins de nre dictie ville d'Yppre, et monstrent la dictie commission en la présence de ceulx qui l'anné précédent auront esté advoé, eschevins et conseillers, des quatre hoofmans, dudit hoofman du besant et des xxvij personnes du grant conseil et des xv personnes esleuz hors du nombre des notables de la bourgeoisie, des cinq des tisserans, des cinq de la foulonnerie et des cinq des petis mestiers de nre dictie ville d'Yppre, lesquelz voulons et ordonnons lors estre assemblez illec, audit nombre et non en moindre ne en plus grant en aucune manière, et illec nosdiz commiz deporteront lors de leurs estas et offices lesdiz advoé et eschevins.—Item ce fait nosdiz commiz feront incontinent commandement, de par nous, tant ausdiz ainsi deschargiez comme à tous les autres dessus-nommez illec assemblez, que tantost et sans delay chacun selon son meilleur sens et entendement leur baille outre en une cedula par escript, sans faveur aucune, crainte, amour, ou dissimulacion, ne icelle cedulle monstrent ou signifier à aucun, quatorse notables personnes de la compagnie là assemblée ou d'autres de nre dictie ville qu'il tendra en sa conscience estre personnes preudommes et notables, de bonne vie et conscience, fondez convenablement de chevance, et experts et eulx cognoissans en fait de loy et de justice, pour estre ordonné l'un d'eulx advoé et l'autre premier eschevin, et le surplus des autres eschevins de nre dessusdite ville, l'année lors prochaine avenir; lesquelz soyent, c'estassavoir l'advoé et premier

eschevin, natifz et bourgeois, et les autres eschevins, Flamens flamengans, qui tous ayent paravant continuellement demouré à tout leur meisnage et famille et esté bourgeois de nre dicte ville l'espace de trois ans, ce que les dessus-nommez ainsi illec assemblez sont tenus de faire prestement et en la présence des secrétaires et clercs de nre dessusdite ville, que voulons et ordonnons adiez estre présent, et bailler oultre chacun sa cedulle desdits xiiij personnes en la manière dessus déclaré, pour incontinent estre icelles cedulles mises en un sac jusques à ce que toutes y seront assemblées. Desquelles choses faire en ceste fourme, et de ce que ceulx que ainsi chacun nommera n'ont point pryé ne fait pryer publiquement ne occultement, ne donné ou présenté, ne fait donner ou présenter par eulx ne par autre, or, argent, promesses ne autres don ou bienfait quelconque pour estre ordonné esdiz estas, lesdiz illec ainsi assemblez, et chacun d'eulx, seront tenuz de faire serement sollempnel publiquement et à hauste voix es mains de nosdiz commiz. Et toutes lesdites cedulles visitez par nosdiz commiz en la présence desdiz secrétaires et clers de nredite ville d'Yppre qui seront tenuz de faire aussi serement de tenir secret tout ce que fait sera en ceste partie es mains d'iceulx noz commiz, Nous voulons et commandons que nosdiz commiz ordonnent advoé et premier eschevin et semblablement les autres xij eschevins ceulx qui par lesdites cedulles auront à ce plus de voix, sans y préférer autres quelxconques pour faveur, amisté ou autre cause ou couleur en aucune manière, et que de ce ilz facent serement sollempnel en la présence desdiz illec assemblez es mains de nre bailly d'Yppre qui lors le sera, lequel commettons à le recevoir d'eulx pour et au nom de nous. — Item lesdiz advoé et eschevins ainsi renouvellez, nosdiz commiz leur feront faire le serement accoustumé;

et avec ce que aux offices qui sont acoustumez de ordonner et renouveler, ils pourverront de bonnes gens notables, experts et eulx cognoissans es natures desdiz offices, sans faveur ou acceptacion de personnes, ne par voye quelconque en prendre or, argent, don ou promesse quele quelle soit, ne aussi des jugemens et sentences qu'ilz feront et donront en l'année qu'ilz seront advoé et eschevins. — Item s'il advenoit que aucun d'eulx feist le contraire et que par deux tesmoins dignes de foy, eschevins ou autres, il feust deuement prouvé contre lui, il ne porra de rechief estre miz ne créé advoé, ne eschevin, dedans le terme que ces noz présentes ordonnances auront à durer, et convendra néantmoins qu'il rende ce que au contraire prins et levé en auroit. — Item voulons que aux douze derreniers eschevins soit baillié et assigné et leur ordonné lieu tant en la chambre comme en vierseare, c'estassavoir à celluy d'eulx qui aura esté plus anciennement en loy le premier emprez le premier eschevin, et ainsi des autres jusques au dernier. Et s'il advenoit que aucuns fussent ordonnez eschevins qui auroient esté en loy aussi anciennement l'un comme l'autre, en ce cas le plus ancien de age précédéroit l'autre. — Item ordonnons que la dicte loy ainsi serementé et ordonné en laquelle ne porront estre nommez, crééz ne ordonnez ceulx qui de présent sont advoé et eschevins de nre dessusdite ville pour l'année prochaine venant, mais ils y porront estre ordonnez par la manière et selon les condicions dessusdictes l'année prochaine après ensuivant, c'est assavoir en l'an mil quatre cens trente et ung; nosdiz commiz entendront à l'audicion des comptes, des receptes et mises d'icelle ville, ainsi qu'il est acoustumé, et tant pour ce commé pour le renouvellement de la dicte loy auront les gaiges acoustumez. — Item s'il advenoit que aucun qui en une année auroit esté advoé ou eschevin

y fust pour ses bons mérites ou autrement nommez en l'année ensuivant et y eust le plus de voix, il pourra aussi estre celle seconde année, ayans les deux ans continuelz expirez, il convendra qu'il vacque après un an entier sans ce qu'il puist estre ordonné advoé ou eschevin post ores que la tierce année, il eust pour y estre continué le plus de voix; et enoustre ordonnons que le père et le filz, deux frères, l'oncle et le cousin germain, deux cousins germains et deux qui auront espousé deus seurs, ne porront ensamble estre ordonné eschevins en une année. Tous lesquelz points et articles dessus déclairés nous ordonnons et voulous avoir et sortir leur effect et estre exécutez, par la manière que dit est, le tamps et espace desditz huit années seulement, dont la première commencera le vij^e jour de février prochain venant, et icelles huit années expirées, nous pourrons ordonner du renouvellement de la dicte loy ainsi que par noz prédécesseurs et nous a esté fait et usé paravant l'ottroy et concession de cestes. Et de ce bailleront lesdits d'Yppre leurs lettres souffisantes à noz amez et féaulx les gens de noz comptes à Lille, par lesquelles avec ce que dit est ilz s'obligeront de nous payer chacun an la somme de six cens livres parisis, monnoie présentement courant en nre pays de Flandres, que iceulx d'Yppre nous ont accordé et permiz de payer pour et à cause de nostredit ottroy et concession de ces présentes lettres, chacun an, durant lesdit huit ans au jour de la St. Martin d'iver, dont le premier terme et payement escherra à la St. Martin d'iver mil quatre cens trente et ung, et ainsi d'an en an jusques à ce que iceulx huit ans seront passés et expirez; laquelle somme de six cens livres parisis dicte monnoie voulons estre receue par nre receveur général de Flandres qui sera pour le temps, lequel sera tenu d'en faire recepte et despence à nre

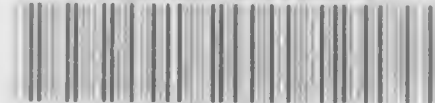
prouffit et d'en rendre bon et loyal compte en nre dicte chambre de nosdiz comptes à Lille. Si donnons en mandement à nos commiz qui de par nous seront ordonnés au prochain renouvellement de nre dicte ville d'Yppre, que s'il leur apportoit par certificat de nosdicts gens de noz comptes à Lille qu'ilz ayent receu lesdictes lettres obligatoires dont cy devant est faicte mencion, et non autrement, ilz procèdent au fait du renouvellement de la dicte loy d'icelle nre ville selon la fourme et teneur de cestes, et mandons en oultre à eulx et tous autres qui de par nous et nosdiz successeurs seront durant lesdicts huit années commiz audit renouvellement, à ceulx que l'on ordonnera advoé et eschevins, et qui seront assamblez en la chambre desdiz eschevins de nre dicte ville d'Yppre au jours de renouvellemens par la manière et ainsi que dict est, et à tous noz autres justiciers, officiers et subgetz présens et avenir qu'il peut et pourra touchier, leurs lieutenants et à chacun d'eulx, si comme à lui appartiendra, que, receues avant toute euvre lesdictes lettres obligatoires desdiz d'Yppre par lesdictes gens de noz comptes à Lille et dont il appert par leur certification, ils tiengnent et gardent et facent tenir et garder les points dessusdites et chacun d'iceulx inviolablement et sans enfreindre, faire ou aler ne souffrir estre fait ou alé à l'encontre aucunement sur les peines dessus déclairées, et quanques ilz peuvent mesprendre devers nous, car, pour le bien publique et relievement de nre dicte ville, ainsi nous plaist il estre fait. Pourveu toutesvoies que cestes noz ordonnances ne puissent ledict terme de huit ans expiré porter aucun préjudice à noz droiz, noblesse et seigneurie, ne aux bonnes gens de de nre dicte ville d'Yppre, ou privilége qu'ilz ont sur renouvellement de la dicte loy, ne aux autres privilèges, franchises et

y fust pour ses bons mérites ou autrement nommez en l'année ensuivant et y eust le plus de voix, il pourra aussi estre celle seconde année, ayans les deux ans continuelz expirez, il convendra qu'il vacque après un an entier sans ce qu'il puist estre ordonné advoé ou eschevin post ores que la tierce année, il eust pour y estre continué le plus de voix; et enoustre ordonnons que le père et le filz, deux frères, l'oncle et le cousin germain, deux cousins germains et deux qui auront espousé deus seurs, ne porront ensamble estre ordonné eschevins en une année. Tous lesquelz points et articles dessus déclairés nous ordonnons et voulons avoir et sortir leur effect et estre exécutez, par la manière que dit est, le tamps et espace desditz huit années seulement, dont la première commencera le vij^e jour de février prochain venant, et icelles huit années expirées, nous pourrons ordonner du renouvellement de la dicte loy ainsi que par noz prédécesseurs et nous a esté fait et usé paravant l'ottroy et concession de cestes. Et de ce bailleront lesdits d'Yppre leurs lettres souffisantes à noz amez et féaulx les gens de noz comptes à Lille, par lesquelles avec ce que dit est ilz s'obligeront de nous payer chacun an la somme de six cens livres parisis, monnoie présentement courant en nre pays de Flandres, que iceulx d'Yppre nous ont accordé et permiz de payer pour et à cause de nostredit ottroy et concession de ces présentes lettres, chacun an, durant lesdit huit ans au jour de la St. Martin d'iver, dont le premier terme et payement escherra à la St. Martin d'iver mil quatre cens trente et ung, et ainsi d'an en an jusques à ce que iceulx huit ans seront passés et expirez; laquele somme de six cens livres parisis dicte monnoie voulons estre receue par nre receveur général de Flandres qui sera pour le temps, lequel sera tenu d'en faire recepte et despence à nre

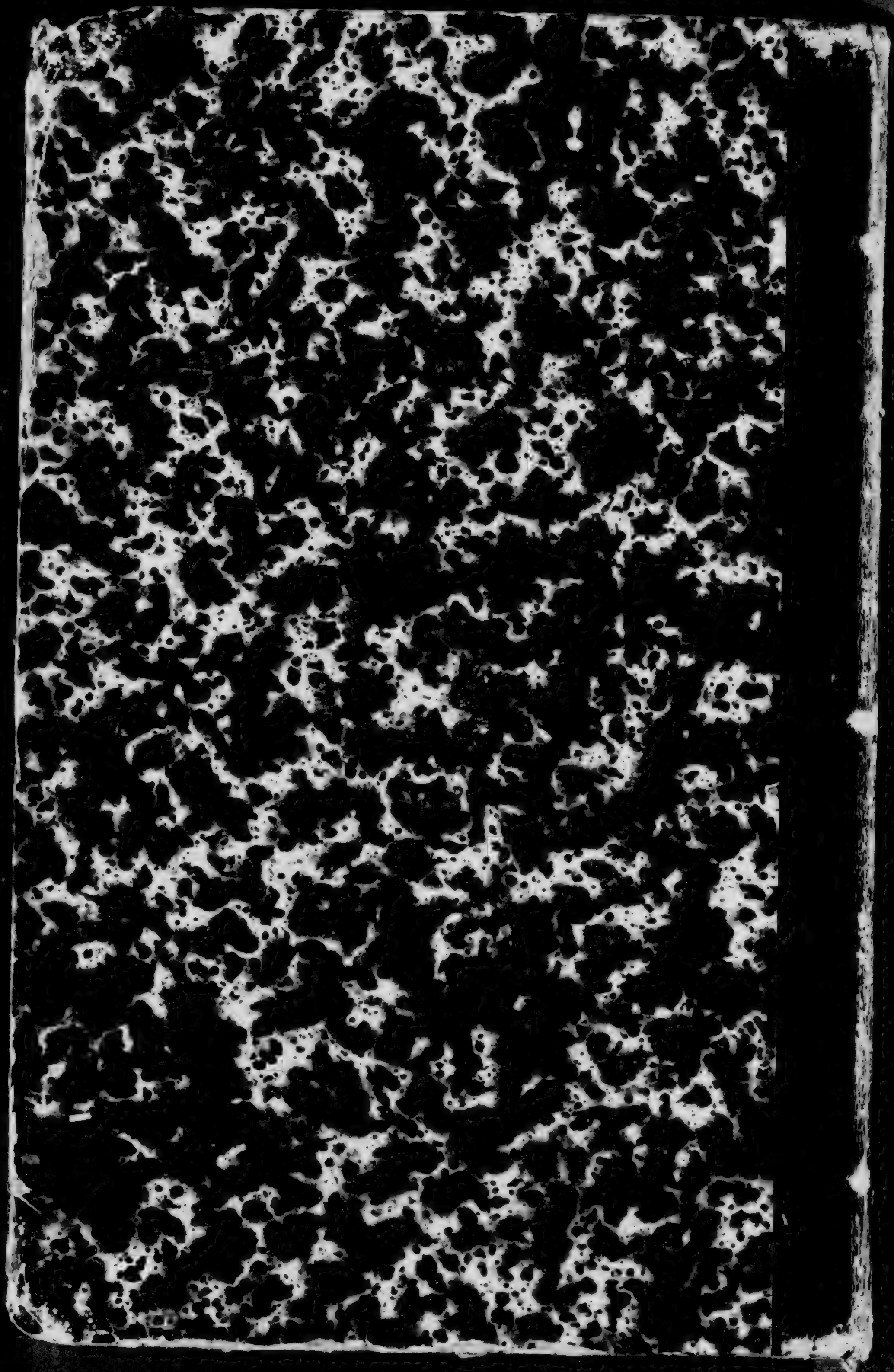
prouffit et d'en rendre bon et loyal compte en nre dicte chambre de nosdiz comptes à Lille. Si donnons en mandement à nos commiz qui de par nous seront ordonnés au prochain renouvellement de nre dicte ville d'Yppre, que s'il leur apportoit par certificat de nosdicts gens de noz comptes à Lille qu'ilz ayent receu lesdictes lettres obligatoires dont cy devant est faicte mencion, et non autrement, ilz procèdent au fait du renouvellement de la dicte loy d'icelle nre ville selon la fourme et teneur de cestes, et mandons en oultre à eulx et tous autres qui de par nous et nosdiz successeurs seront durant lesdicts huit années commiz audit renouvellement, à ceulx que l'on ordonnera advoé et eschevins, et qui seront assamblez en la chambre desdiz eschevins de nre dicte ville d'Yppre au jours de renouvellemens par la manière et ainsi que dict est, et à tous noz autres justiciers, officiers et subgetz présens et avenir qu'il peut et pourra touchier, leurs lieutenants et à chacun d'eulx, si comme à lui appartiendra, que, receues avant toute euvre lesdictes lettres obligatoires desdiz d'Yppre par lesdictes gens de noz comptes à Lille et dont il appert par leur certification, ils tiengnent et gardent et facent tenir et garder les points dessusdites et chacun d'iceulx inviolablement et sans enfreindre, faire ou aler ne souffrir estre fait ou alé à l'encontre aucunement sur les peines dessus déclairées, et quanques ilz peuent mesprendre devers nous, car, pour le bien publique et relievement de nre dicte ville, ainsi nous plaist il estre fait. Pourveu toutes-voyes que cestes noz ordonnances ne puissent ledict terme de huit ans expiré porter aucun préjudice à noz droiz, noblesse et seigneurie, ne aux bonnes gens de de nre dicte ville d'Yppre, ou previlage qu'ilz ont sur renouvellement de la dicte loy, ne aux autres previlèges, franchises et

libertés d'icelle ville , en aucune manière , et sauf en autres choses nre droit et l'autrui en toutes. En tesmoing de ce , nous avons fait mettre nre scel à ces présentes. Donné en notre ville de Malines, le xxiiij^e jour de septembre l'an de grace mil quatre cens et trente. Ainsi signé :
Par Mons. le Duc, T. BONESSEAU.

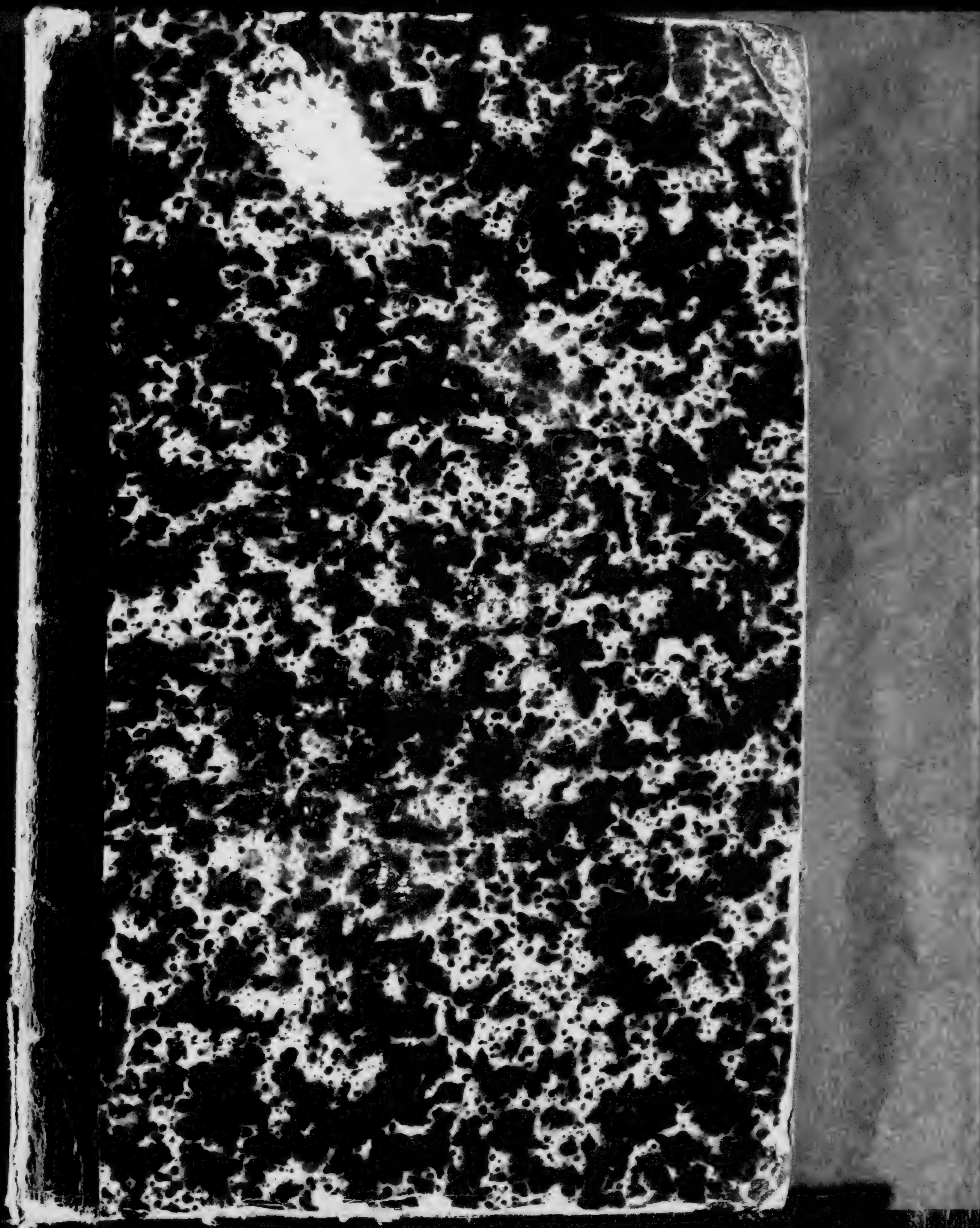
COLUMBIA UNIVERSITY



0026055481



VOLUME 4



949.3Y8 D56

4

Columbia University
in the City of New York
Library



Special Fund
Given anonymously

CHARTES ET DOCUMENTS

APPARTENANT

Aux Archives de la ville d'Ypres.

INVENTAIRE
ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE
DES
CHARTES ET DOCUMENTS

APPARTENANT

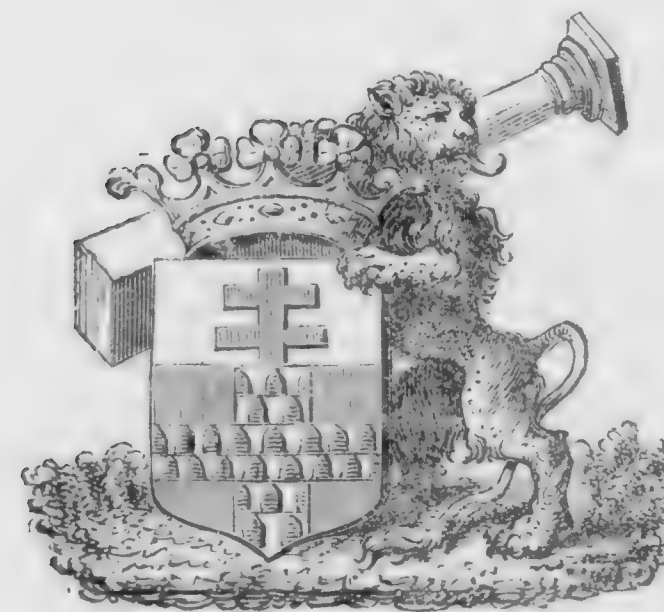
Aux Archives de la Ville d'Ypres,

PUBLIÉ PAR

I. L. A. DIEGERICK,

Archiviste, Membre de plusieurs Sociétés Savantes et Littéraires de Belgique
et de l'étranger.

Tome Quatrième.



Bruges. — Imprimé chez Vandecasteele-Werbrouck.

1859.

INVENTAIRE

ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE

DES

CHARTES ET DOCUMENTS

APPARTENANT

AUX ARCHIVES DE LA VILLE D'YPRES.

XV^{me} SIÈCLE.

MXXVII.

1470 (1471 n. s.). — Le dosième jour de Février mil quatre cens
soixante et dix à Bruges.

Lettres par lesquelles Pierre Bladelin, seig^r de Mid-
delbourg en Flandre, et Jean Gros, secrétaire du duc
de Bourgogne, donnent aux députés de la ville d'Ypres
la garantie que le duc n'exigera pas la part de contri-
bution de cette ville dans les dépenses à faire pour
équiper les navires nécessaires à la défense de la côte;
mais sous condition que ces députés donnent leur con-

sentement à tout ce qui sera conclu par les autres trois membres concernant cet équipement (1).

Original sur parchemin, muni de la signature de *Jean Gros*.

MXXVIII.

1471. — Donné en nostre ville d'Abbeville le xxiii^e jour de Juillet l'an de grace mille quatre cens soixante onze.

Lettres par lesquelles Charles duc de Bourgogne, etc. défend, à ceux de ses partisans auxquels il a accordé des sommes d'argent à prendre sur les biens des personnes qui ont suivi le parti de l'ennemi, d'exécuter des poursuites contre leurs créanciers d'Ypres à cause des rentes échues, et leur ordonne de relâcher immédiatement et sans dépens les bourgeois de cette ville détenus de ce chef à Lille.

Original, grand sceau du duc avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

(1) Voyez pour cet équipement maritime et pour la défense des côtes, le N° 681 de l'*Inventaire Analytique des chartes et documents appartenant à la ville de Gand*, par *Pr. Van Duyse*.

MXXIX.

1471. — Le second jour d'Aoust l'an mil quatre cens soixante et onze.

Vidimus de la charte de Philippe de Bourgogne, du 4 juin 1451, mentionnée sous le N° DCCCCXLV. — Donné sous le scel de Wautier, prévôt du monastère de St-Martin d'Ypres.

Vidimus original, muni du sceau du prévôt avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

MXXX.

1471. — Binnen der zelve stede (Aelst) inne l'jaer xiiii^e LXXI.

Keure ou ordonnance pour les brasseurs, arrêtée par le magistrat d'Alost, en 1471. — Cette ordonnance, en 27 articles, détermine l'espèce de bière qu'on pourra brasser, le prix par tonneau, par stoop. — La contenance des tonneaux. — La surveillance. — La fraude. — La quantité qu'il est permis de brasser. — Visites à faire par les échevins. — Défense d'entonner sans autorisation préalable. — Poinçonnage des cuves. — Défense de faire venir en ville de la bière brassée dans d'autres localités du pays, excepté la bière étrangère. —

Autorisation de vendre la bière de Hollande, mais les débitants devront faire serment de ne pas la mélanger avec la bière du pays. — La bière, avant d'être débitée au public, devra être dégustée par des experts. — Tout brasseur qui, à cause d'un article du présent règlement, cessera momentanément de brasser, perdra sa maîtrise pour toute la vie. — Afin de forcer les brasseurs à fabriquer de meilleure bière, les magistrats feront venir de la *coyte* hollandaise et la feront débiter par leurs commis, sans que les brasseurs ou autres individus de la ville pourront se livrer au même débit. — Le conseil est aussi d'avis d'établir une brasserie au compte de la ville, pour prouver aux brasseurs qu'avec les quantités de grain qu'ils sont obligés d'employer, ils peuvent faire d'excellente bière.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MXXXI.

1472. — Fait à Bruges le x^e jour d'Avril l'an mil mii^e LXXII après Pasques.

Sentence prononcée par le grand-conseil du duc de Bourgogne, au sujet d'un différend existant entre les châtelainies d'Ypres, de Cassel, de Bailleul, de Warneton d'une part, et la ville d'Ypres, d'autre part. — Ceux d'Ypres prétendaient ne pas devoir contribuer dans la somme de vingt-huit mille *ridders* accordée par les quatre membres de Flandre pour l'entretien des gens de guerre, et

se prévalaient des grâces que leur avait accordées à cet égard le duc de Bourgogne, (voyez N^o MXXVII). — Ceux des châtelainies refusaient de payer leur part si on ne se conformait au *transport de Flandre*. — Le conseil, pour ne pas entraver la rentrée des finances, décide que l'affaire sera soumise au duc lui-même, et condamne ceux d'Ypres à payer la moitié de la part déjà échue (c'est-à-dire d'un tiers), sauf à se faire rembourser ces sommes, si le duc les maintenait dans leurs prétentions. — L'autre moitié du tiers échu sera payée par les châtelainies, aux mêmes conditions.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MXXXII.

1472. — Donné en nostre camp devant Neele le xiiii^e jour de Juing l'an de grace mil quatre cens soixante douze.

Lettres par lesquelles Charles duc de Bourgogne, etc. déclare que les échevins d'Ypres, pour lui venir en aide dans ses besoins occasionnés par les grandes dépenses pour l'armée, ont consenti à vendre et hypothéquer sur ladite ville des rentes héritières pour la somme de trois cent soixante livres de quarante gros par an, et à lui en remettre le montant, ou cinq mille sept cent soixante livres; sous condition que le duc les autorise à prélever annuellement la somme des intérêts, sur les divers revenus qu'il possède dans ladite ville, et ce jusqu'à rachat des

dites rentes. — Le duc approuve ces conditions et prescrit aux échevins de verser le montant provenant de la vente des rentes, entre les mains de son receveur-général Pierre Lanchals. — Il s'engage à racheter ces rentes dans le délai de cinq ans, autorise les échevins à prélever annuellement la somme des intérêts, sur l'*Espier* d'Ypres, appelé *s'Graven recht*, que l'on perçoit à la franche foire, et sur la ferme des fossés de la ville (droit de pêche). — Il invite tous ses receveurs et officiers en général à laisser les échevins d'Ypres lever paisiblement lesdits revenus, et à leur donner au besoin aide et assistance.

Sur le plis est écrit: *Par monsieur le Duc, nous le prévost de St. Donas de Bruges, le protonotaire de Clugny maistre Thomas Malet et autres présens* (signé) *J. Baradot*.

Au dos se trouve l'entérinement fait par les commis des domaines du duc, daté du 18 juin 1472 et signé *Haneron*.

A cette charte se trouve attaché: 1° Une autorisation d'entérinement et d'exécution de la charte du duc, délivrée par les gens des comptes, datée du 7 juillet 1472 et signée *Hemberghe*. 2° Une même déclaration de la part de Gilles Du Bois, receveur de Flandre pour les parties d'Ypres et de Lille, datée du 21 juillet de la même année et signée *G. Du Bois*.

Original, grand sceau du duc avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 172 r°.

» » *Zwartenboek*, f. 401 v°.

MXXXIII.

1472. — Donné en nostre camp devant Neele le xiiii^e jour de Juing l'an de grace mil quatre cens soixante douze.

Même contenu que le N° précédent, sauf les lettres des gens des comptes et celles du receveur de Flandre. — Sur le pli se trouve: *Collationné aux lettres originaulx par moy, De Ramecourt*.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque.

MXXXIV.

1472. — Donné en nostre camp devant Neele, le xiiii^e jour de Juing l'an de grace mil cccc soixante et douze.

Lettres par lesquelles Charles duc de Bourgogne, etc. autorise les échevins d'Ypres, à vendre des rentes et à hypothéquer les propriétés de la ville, pour une somme de trois cent soixante livres de quarante gros, par an, au capital de cinq mille sept cent soixante livres, lequel capital doit être versé entre les mains de Pierre Lanchals, receveur-général, pour être employé aux besoins et aux affaires du duc. (Voir le N° MXXXII).

Signé sur le pli: *Par monseigneur, Barradot.*

Original, le sceau qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 171 v°.

MXXXV.

1472. — Donné en nostre ville de Bruges le second jour de Juillet l'an de grace mil cccc soixante et douze.

Lettres par lesquelles Charles duc de Bourgogne, etc. autorise les échevins d'Ypres à imposer, au besoin, les habitants les plus aisés de la ville, pour parvenir à réunir la somme de cinq mille sept cent soixante livres d'emprunt dont il est fait mention aux N° précédents. — Il requiert ses huissiers et sergents-d'armes de poursuivre les récalcitrants, comme s'il s'agissait de sommes dues à lui personnellement.

Sur le pli: *Par monseigneur le duc à sa relation* (signé) *Baradot.*

Original, grand sceau du duc, pendant à une bande de parchemin.

MXXXVI.

1472. — Le xviii^e jour de Juillet l'an mil cccc soixante douze.

Lettres par lesquelles Pierre Lanchals, conseiller et receveur-général du duc de Bourgogne, déclare avoir reçu des échevins d'Ypres, la somme de cinq mille sept cent soixante livres, dont il est fait mention aux N° MXXXII.

Original, sur parchemin. Cette pièce porte la signature de Pierre Lanchals et de Carondelet, et est munie du signet du duc représentant un fasil armorié.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 173 v°.

» » *Zwartenboek*, 405 v°.

MXXXVII.

1072 (1073 n. s.). — Donné en nostre ville de Bruges au mois de Février l'an de grace mil quatre cens soixante et douze.

Lettres par lesquelles Charles duc de Bourgogne, etc. à la demande de Josse, seigneur de Morbeke et de Dranoutre, accorde aux habitants de ce dernier village l'autorisation de se faire confectionner un scel pour sceller les draps de leur fabrication, sous condition que ce scel

soit différent, quant à l'empreinte, des sceaux des villes et villages voisins. — Ils paieront un gros, au profit du duc, pour chaque pièce de drap à sceller, et un demi-gros au profit des *eswardeurs* ou experts. Il leur prescrit en outre une Keure ou ordonnance selon laquelle les drapiers auront à se régler et dont voici les principales prescriptions: Les drapiers pourront travailler toute espèce de laine exceptée la laine d'agneaux et celle qu'on appelle *Watwulle* et *Scherlinc*, sous peine de soixante sols parisis d'amende et le drap confisqué, un tiers au profit de l'église de Dranoutre, un tiers au profit du seigneur dudit lieu, et un tiers au profit de l'accusateur. — La largeur du draps sera de quarante-huit *alées*; dix sols parisis d'amende pour chaque *alée* au-dessous du nombre prescrit. — Il sera établi quatre presseurs jurés. — Les draps bien foulés devront conserver une largeur de sept quarts sous peine de soixante sols d'amende. — Pas de falsification dans la teinture sous peine de dix livres d'amende. — Nul drapier ne pourra transporter ses draps hors du village sans les avoir soumis à l'approbation des experts. — Défense aux drapiers de Dranoutre, de faire fabriquer leurs draps hors du village. — Les échevins auront le droit de nommer, de destituer et de remplacer les *Eswardeurs*, qui seront au nombre de cinq; ceux-ci pourront examiner et admettre les draps, n'étant qu'au nombre de deux, mais pour porter une condamnation ils devront être au nombre de quatre. — Les échevins et les dits *Eswardeurs* pourront faire d'autres prescriptions comportant l'amende jusqu'à vingt sols parisis, mais pas au delà. — Ils pourront aussi nommer deux mesureurs, qui recevront trois deniers pour chaque drap qu'ils mesureront.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MXXXVIII.

1473. — Donné en nostre ville de Valenciennes le viij^e jour de May l'an de grace mil quatre cens soixante et treize.

Sentence prononcée par Charles duc de Bourgogne, etc. au sujet du différend entre ceux d'Ypres et ceux des châtellenies d'Ypres, de Cassel et de Warneton, (voyez N° MXXX). — Le duc ordonne que les Yprois, outre le tiers auquel ils étaient tenus, payeront encore la moitié des deux tiers restants de l'ayde des cent vingt mille écus accordés par le pays. L'autre tiers sera payé par les châtellenies, et ce jusqu'à la révision du transport de Flandre dont il s'occupera sous peu.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MXXXIX.

1473. — Ghegeven te Ghend den viij^e dach van Octobre int jaer duust vier hondert drie ende tzeventich.

Sentence du conseil de Flandre, par laquelle les Yprois sont condamnés à permettre que les taxateurs de la ville se joignent aux taxateurs de la châtellenie, afin d'imposer les biens des bourgeois forains (*haeghe-poorters*), aussi

bien que ceux des habitants de la châtellenie, pour les frais extraordinaires de l'entretien des piquiers envoyés devant Amiens. Cette imposition devra se faire conformément à l'appointement fait en 1415 (Voir N° DCCLXXX, § 10).

Signé : *Vaernewyck*.

Original, sceau du conseil de Flandre, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, f° 62 v°.

MXL.

1474. — Donné en nostre chastel de Luxembourg le xxviii^e jour d'Avril l'an de grace mil quatre cens soixante et quatorze.

Lettres par lesquelles Charles, duc de Bourgogne, autorise les quatre membres de Flandre à lever sur ledit pays, une contribution extraordinaire de cinq mille *Ridders*, pour payer les dépenses extraordinaires auxquelles lesdits quatre membres ont été soumis depuis peu, à l'exception des autres parties de la Flandre. — Cette contribution ne pourra se lever qu'une seule fois, et chacun des quatre membres devra justifier devant les officiers du duc de l'emploi des deniers qui seront reçus. — Cette contribution sera assise conformément au transport de Flandre; elle ne pourra en aucune manière diminuer l'aide ordinaire accordée au duc.

Donné sous le *vidimus* des échevins de Gand, le 15 juillet 1474.

Vidimus original, sceau de la ville de Gand, pendant à double queue de parchemin.

MXLI.

1474. — Donné en nostre ville de Malines le viii^e jour de Juillet l'an de grace mil quatre cens soixante et quatorze.

Lettres par lesquelles Charles, duc de Bourgogne etc., en considération de l'état de pauvreté de la ville d'Ypres, dont un tiers des maisons est vide et inhabité et tombe en ruines, accorde aux habitants une diminution dans le transport de Flandre, de manière que leur part, qui était de 8 livres 11 sols 7 deniers par cent, sera réduite à 4 livres 6 sols 3 deniers par cent. La part dont les Yprois seront déchargés sera répartie entre les châtellenies des environs de la manière suivante: 1° La châtellenie d'Ypres qui par ledit transport était taxée à 44 sols du cent, sera taxée à 50 sols 6 deniers, ou 6 sols 6 deniers d'augmentation. La ville et terre de Warneton, taxées à 9 sols du cent, le seront à l'avenir à 12 sols, ou 3 sols d'augmentation. La ville et terroir de Bailleul, de 53 sols seront portés à 50 sols six deniers et demi du cent, ou 17 sols 6 deniers et demi d'augmentation. Ceux de Cassel et de Merville qui ne payaient que soixante sols, seront portés à 4 livres 8 sols 3 deniers du cent, et subiront ainsi une augmentation de 28 sols 3 deniers. La ville de Courtrai qui n'était taxée qu'à 25 sols du cent, le sera à 31 sols 8 deniers et subira une augmentation de 6 sols 8 deniers. — La châtellenie de Courtrai sera augmentée de 23 sols 4 deniers et demi et paiera ainsi 5 livres 10 sols 1 denier et demi au lieu de 4 livres 6 sols 9 deniers. — Cette diminution en

faveur de la ville d'Ypres ne sera que provisoire, et durera, sauf revocation, jusqu'à la révision générale du transport de Flandre.

Sur le dos se trouvait écrit l'entérinement fait par les généraux des aides le 22 juillet 1474 et signé *Malet*.

Wittenboek, f° 159 v°.
 " f° 170 v°.
Zwartenboek, f° 90 r°.

MXLII.

1474. — Donné en nostre ville de Malines le xxiii^e jour de Novembre l'an de grace mil cccc soixante et quatorze.

Lettres par lesquelles Charles duc de Bourgogne, etc. pour venir en aide aux habitants de la ville d'Ypres, dont les maisons sont grevées de rentes héréditaires plus élevées que la valeur de location des dites maisons, les autorise à racheter toutes rentes quelconques au prix du denier dix-sept, à moins que les propriétaires des dites rentes ne puissent prouver légalement qu'ils les ont achetées à un prix plus élevé. Il excepte de cette mesure les rentes seigneuriales. — A l'avenir on ne pourra plus asseoir des rentes sur les maisons que pour le tiers de la valeur présumée de location.

Sur le pli se trouve: *Par monseigneur le duc à la relation du conseil auquel nous, les présidents du parle-*

ment et des comptes, les trésoriers et généraulx et plusieurs autres estoient. (Signé) *De Kezele*.

Original, grand sceau du duc avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 174 r°.
 " " *Zwartenboek*, f° 406 r°.

LXLIII.

1474. — Int jaer duust mii^e vierentseventich.

Livret des rentes héréditaires seigneuriales appartenant à Jean Van Leeuwerghem, à titre de sa seigneurie de Rollegem. Ce livret est renouvelé en 1474, par Joos Gheraert, bailli de la dite seigneurie. On y voit entre autres que la ville d'Ypres devait au seigneur de Rollegem, une rente annuelle de 24 sols parisis, à cause de la porte de Dixmude. — La somme totale de ces rentes monte à 44 livres 15 sols 4 deniers parisis.

Petit cahier de cinq feuillets sur parchemin, écriture de l'époque.

MXLIV.

1474 (1475 n. s.). — Donné en nostre siège devant Nuyse le xvij^e jour de Janvier l'an de grace mil quatre cens soixante quatorze.

Lettres par lesquelles Charles, duc de Bourgogne, etc. pour remédier à la mauvaise administration de la ville d'Ypres, pendant ces dernières années, et pour empêcher cette ville de *cheoir et tomber en désolacion et ruyne perpétuelle*, ordonne que les magistrats qui doivent être choisis au mois de février suivant, le seront pour trois années successives, nonobstant le privilège des Yprois, qui prescrit le renouvellement annuel des magistrats. — Les trois années évouées, la nomination des magistrats aura lieu conformément aux anciens privilèges, et cette mesure exceptionnelle ne pourra porter aucun préjudice aux droits et franchises de la ville.

Sur le pli se trouve: *Par monseigneur le duc*, (signé) *Heymen*.

Original, grand sceau du duc avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f^o 18 v^o.

Imprimé dans notre *Episode de l'histoire d'Ypres*, sous le règne de Marie de Bourgogne.

MXLV.

1474 (1475 n. s.). — Te Ghend den derden dach van Sporeke int jaer duust miiij^e LXXIIII.

Jugement du conseil de Flandre au sujet d'un débat existant entre la ville d'Ypres d'une part et la châtellenie d'Ypres d'autre part, à l'occasion d'une prestation de douze chariots et de quarante-huit chevaux pour l'armée du duc de Bourgogne. — Le conseil décide, que, vu l'urgence, les chariots et chevaux seront fournis moitié par la châtellenie et moitié par la ville, sans préjudice des droits à faire valoir plus tard par les deux parties.

Expédition originale, sur parchemin, signée *Vaernewyc*.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, f^o 19 r^o.

MXLVI.

1475. — Fait à Bruges le derrenier jour de Mars l'an mil miiij^e soixante et quinze après Pasques.

Appointement entre la ville d'Ypres d'une part et la châtellenie d'Ypres d'autre part, au sujet des prestations

des chevaux et des chariots dont il est fait mention au N° précédent.

Elles conviennent que, dans la suite, la ville d'Ypres fournira le tiers des chevaux et des chariots réclamés par le prince, et la châtelainie les deux autres tiers; cependant la ville d'Ypres pourra se racheter de son tiers en payant à la châtelainie cent livres parisis, pour chaque chariot attelé de quatre chevaux et pourvu d'un conducteur, et ce pour toute la durée de l'expédition; et dans ce cas la châtelainie devra se charger de fournir tous les chariots et tous les chevaux exigés. — Cet accord fut proposé par monseigneur de Saillant, vicomte d'Ypres, chancelier du duc de Bourgogne, au nom de la ville d'Ypres, aux députés de la châtelainie, qui, après avoir consulté leurs mandataires, doivent faire connaître leur réponse, intention et volonté à Hector van Hollebeke, chevalier, haut-bailli d'Ypres, et à Simon de Kerrest.

Expédition originale, sur parchemin, signée
Kerrest.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, f° 19 v°.

MXLVII.

1475. — Fait à Bruges le xxii^e jour d'avril anno lxxv après Pasques.

Lettres par lesquelles le seigneur de Saillant, chancelier du duc de Bourgogne, le prévot de St-Donat de

Bruges et Thomas Malet, général sur le fait des aydes, accordent à la ville d'Ypres quittance de leur part dans les 50,000 *Ridders* que les quatre membres de Flandre ont accordés au duc, et ce sous condition qu'ils payent la somme de 258 livres, 17 sous, 6 deniers de gros, au lieu de 514 livres, 17 sous, 6 deniers, montant de leur quote d'après le transport de Flandre.

Signé: *Hugonet, Haneron, Malet.*

Copie sur parchemin, collationnée et signée
De Ramecourt.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 171.

MXLVIII.

1475. — Ghегheven te Ghend den xxvii^e dach van October int jaer duust vier hondert vier ende tseventich.

Sentence du conseil de Flandre prononcée au sujet d'un différend entre les échevins de la ville d'Ypres d'une part et les héritiers de Martin Lauwereyns d'autre part, à l'égard d'un partage de succession. Cette sentence porte en principe que tous les biens et propriétés délaissés par un bourgeois d'Ypres doivent être partagés devant la loi d'Ypres, quels que soient les lieux où les propriétés soient situées.

A cette sentence se trouvent jointes deux copies sur

papier, l'une, d'une écriture de l'époque, l'autre, d'une écriture du milieu du xvi^e siècle.

Original, signé *Vaerneuyck*, et muni du sceau du conseil de Flandre, en cire rouge pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f^o 176 v^o.
 „ „ *Zwartenboek*, f^o 294 r^o.

MXLIX.

1475. — Ghегheven te Ghend den xxviii^e dach van November int jaer duust vier hondert vier en t'seventich.

Sentence prononcée par le conseil de Flandre, au sujet d'un différend entre les magistrats de Bruges, le doyen et les *Vinders* de la halle aux draps de la même ville d'une part, et le doyen et francs-maitres de la corporation des parmentiers de la même ville d'autre part. — Le doyen de la halle aux draps prétendait que les parmentiers ne pouvaient acheter ni vendre des draps d'Écosse, d'Irlande etc., et les avait fait condamner de ce chef par les magistrats de la ville. Les parmentiers en ayant appelé au conseil de Flandre, celui-ci leur donne raison et condamne les échevins de Bruges à la restitution de l'amende, et en outre à une amende de soixante livres au profit du duc.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

ML.

1475. — Donné en nostre ville de Bruges le dernier jour de Décembre l'an de grace mil cccc soixante et quinze.

Lettres par lesquelles Charles, duc de Bourgogne etc. ordonne à ses huissiers et sergents-d'armes, de citer devant le conseil de Flandre quiconque refuserait ou tarderait de payer les impositions fixées par le magistrat, en vertu des privilèges octroyés par le feu duc Jean, impositions destinées à payer au duc l'aide qui lui est accordée.

Original, le sceau qui pendait à une bande de parchemin est perdu.

MLI.

1475. — En l'an mil m^{me} lxxv devant Nuyse.

Extrait du registre des privilèges de la ville de Malines, constatant que Charles, duc de Bourgogne etc., a exempté tous les bourgeois et bourgeoises et en général tous les habitants de cette ville de Malines, de tout droit de ses tonlieux par mer, par eau douce et par terre, dans toute l'étendue de ses états.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, f^o 165 v^o.

MLII.

1475 (1476 n. s.). — Donné en nostre ville de Bruges le premier jour de mars l'an de graces mil quatre cens soixante et quinze.

Lettres par lesquelles Charles, duc de Bourgogne etc., pour relever les finances de la ville, prescrit que tous les draps qui seront apportés à la franche foire devront être vendus à la halle et non pas dans les maisons des particuliers. — Il sera payé pour chaque drap de première qualité deux gros pour droit de vente, et successivement moins pour les draps d'une moindre qualité, mais de manière cependant que les draps les plus communs paieront au moins un gros. — Les magistrats feront percevoir ce droit par des receveurs commis à cet effet; les recettes seront appliquées aux besoins les plus urgents de la ville, et tous les ans les échevins justifieront l'emploi des sommes reçues. — Il défend de vendre des draps en gros dans les maisons particulières, sous peine d'une amende de soixante livres parisis à appliquer également aux besoins de la ville.

Sur le pli se trouve: *Par Monseigneur le Duc à la relacion du conseil.* (Signé) *Heyne.*

Original, grand sceau du duc avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MLIII.

1475 (1476 n. s.). — Donné en nostre ville de Bruges le premier jour de Mars l'an de graces mil quatre cens soixante et quinze.

Même contenu que le N° précédent, donné sous le *vidimus* de Colard, prévôt de l'église et du monastère de St-Martin d'Ypres.

Vidimus original, sceau du prévôt avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MLIV.

1476. — Ghedaen desen zaterdach eersten in Wedemaent int jaer duust vier hondert zesse ende t'zeventich.

Déclaration par laquelle les échevins de la ville d'Ypres d'une part et ceux de la châtellenie d'autre part, renouvelent et prorogent jusqu'à la Noël 1488, l'appointement fait le 31 mai 1415, et mentionné au N° DCCLXXX.

Zwartenboek, f° 15 r°.

MLV.

1476. — Ghegheyen te Ghend... den xviii^e dach yan September
int jaer duust yier hondert zesse ende t'zeventich.

Lettres par lesquelles le conseil de Flandre prescrit à l'huissier de la chambre du conseil, de sommer l'abbé d'Eeckhoute de Bruges, en sa qualité de *conservateur* des privilèges des Templiers, et le bailli desdits Templiers, de cesser toute poursuite contre les échevins, à cause d'un conflit de juridiction entre lesdits échevins et ledit bailli. Si l'abbé et le bailli ne se soumettent à la sommation, l'huissier les ajournera devant le conseil de Flandre, à une époque déterminée.

A cette lettre se trouve jointe la déclaration dudit huissier, certifiant qu'il s'est présenté le 20 septembre à l'abbé d'Eeckhoute, qui a déclaré se soumettre à l'ordonnance du conseil; que le 24 du même mois, il s'est présenté devant le bailli des Templiers à Ypres, et que celui-ci a refusé de se conformer aux prescriptions du conseil; qu'en conséquence il a ajourné ledit bailli à comparaître le 13 Octobre prochain devant le conseil de Flandre, pour y expliquer les raisons qu'il croit avoir à faire valoir.

Originaux, munis l'un et l'autre d'un sceau en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f^o 49 v^o et 51 r^o.

MLVI.

1476. — Ce fut fait au chasteau de Leuze l'an mil quatre cens soissante et seize, le seizieme jour du mois de Novembre.

Lettres par lesquelles Perceval de Dreux, seigneur du Blancfosset et de Corneilles, comme représentant du duc de Nemours, comte de la Marche, en sa qualité de seigneur de Leuze, déclare que François de la Porte, au nom de l'avoué d'Ypres, s'est présenté devant lui et devant ses hommes de fief pour faire le relief de la seigneurie du Vlinambacht, située dans la paroisse de Langhemare et tenue en fief, par la ville d'Ypres, dudit seigneur de Leuze. — Ce relief devait se faire tous les dix ans, mais par des circonstances particulières les avoués avaient été empêchés de le faire depuis l'an 1465. Il se présente donc devant ledit seigneur pour régulariser cette omission et racheter le droit de la confiscation encourue par le non-relèvement du fief. — Suit le rapport et dénombrement dudit fief de Vlinambacht, que ledit Perceval déclare recevoir, et en donner signification.

Original, muni du sceau de Perceval de Dreux, en cire rouge, et de six petits sceaux, en cire verte, des hommes de fief; tous pendant à doubles queues de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f^o 216 r^o.

MLVII.

1475. — Le xvi^e jour de Novembre en l'an mil quatre cens soixante seize.

Lettres par lesquelles Perceval de Dreux, comme châtelain de Leuze, déclare avoir reçu de François de la Porte, comme avoué de la ville d'Ypres, la somme de vingt écus d'or, et ce pour en prendre vingt-huit livres de vingt gros la livre, pour une année de droit de confiscation du fief du *Vlincambacht*, et le restant pour les frais de déplacement, droit de scel etc.

Wittenboek, f^o 218 v^o.

MLVIII.

1475. — Le xvi^e de Novembre en l'an mil quatre cens soixante seize.

Lettres par lesquelles Jean Garnier, clerc de la cour et châtelain de Leuze, déclare qu'en sa présence, François de la Porte, au nom de la ville d'Ypres, a payé aux hommes de fief de ladite cour, la somme de quatre livres de vingt gros la livre, pour droit de vacation; cent douze sols pour droit de leurs sceaux; et à lui Jean Garnier, soixante-douze sols pour la rédaction du

récépissé etc., et en plus, deux sols pour son clerc; le tout à cause du rachat de confiscation du *Vlincambacht*.

Wittenboek, f^o 218 v^o.

MLIX.

1475 (1476 n. s.). — Donné en nostre ville de Gand le dernier jour de Janvier l'an de grace mil cccc soixante et seize.

Lettres par lesquelles Marie, duchesse de Bourgogne, comtesse de Flandre etc., confirme, ratifie et agréé les lettres de non-préjudice délivrées par feu son père aux Yprois, au sujet de la nomination des échevins pour trois années, contrairement à leurs privilèges. — Ces échevins devaient encore rester en fonctions pendant une année. (Voir le N^o MXLIV.)

Sur le pli se trouve: *Par Ma Damoiselle la Duchesse à la relation du conseil.* (Signé) *Couroy*.

Original, muni du grand sceau du duc Charles, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f^o 22 v^o.

Publié dans notre *Episode de l'histoire d'Ypres sous le règne de Marie de Bourgogne*.

MLX.

1475 (1476 n. s.). — Donné en nostre ville de Gand au mois de Janvier l'an de grace mil quatre cens soixante seize.

Lettres par lesquelles Marie, duchesse de Bourgogne, comtesse de Flandre etc., prolonge de trois jours la franche foire qui se tient à Ypres pendant le carême et qui, auparavant, n'était que de trois jours. — Cette foire commencera dorénavant le second lundi du carême, au soleil levant, et durera jusqu'au samedi suivant au soleil couchant; il ne sera rien changé aux franchises dont jouissent les marchands étrangers pendant les quinze jours avant et les quinze jours après la dite foire. (Voir le N° DCCCL.)

Sur le pli se trouve: *Par Mademoiselle la Duchesse, Monseigneur de Ravestain, nous, l'Évesque de Tournay, le S^r de la Gruthuyze et autres du grant conseil.* (Signé) *Hautain.*

Original, muni du grand sceau du duc Charles, avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 180 r°.

MLXI.

1476 (1477 n. s.). — En flamand, sans date, mais antérieur au 11 Février.

Copie de l'engagement pris par les quatre membres de Flandre, d'assister Marie de Bourgogne, pour repousser les ennemis qui cherchent à s'emparer des places qui lui appartiennent. — Ils se promettent un mutuel secours dans le cas d'attaque. — Cette promesse est faite en présence de la duchesse, qui les avait convoqués à Gand, et en présence de l'évêque de Liège, Louis de Bourbon et d'Adolphe de Clèves, gouverneur des États de la Duchesse.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MLXII.

1475 (1476 n. s.). — *Ghegheven in onse stede van Ghend den xien dach van sporcele int jaer ons Heeren duust vier hondert zesse ende l'zeventich.*

Lettres par lesquelles Marie, Duchesse de Bourgogne, comtesse de Flandre, accorde différents privilèges aux quatre états du pays, dont les députés, après la mort de son père et sur la demande de la duchesse, s'étaient

présentés devant elle à Gand et avaient offert de lui prêter aide et assistance contre ses ennemis, qui continuaient de s'emparer des places qui lui appartenaient. De l'avis de son oncle, Louis de Bourbon, évêque de Liège, et de son neveu Adolphe de Clèves, gouverneur de ses états, la duchesse arrête les points suivants: 1. Dans le lieu de sa résidence on établira le grand-conseil, composé de personnes appartenant à diverses provinces du pays, au nombre et de la condition y déterminés; le chancelier doit connaître le latin, le français (*Walsch*) et le flamand, les princes et seigneurs du sang de la duchesse auront accès au dit conseil. 2. Les secrétaires connaîtront les deux langues. 3. Serment à prêter par le grand-conseil ainsi que par les chambres particulières du conseil établies dans le pays, au sujet du maintien des droits et privilèges. 4. Les causes portées devant le grand-conseil seront traitées entre les parties en la langue parlée dans le pays du défendeur. 5. Toute coutume contraire aux présents privilèges est abrogée. 6. Les lettres patentes ou clôses, expédiées par le grand-conseil ou par les chambres particulières du conseil, seront conçues en la langue qui est employée dans l'endroit pour lequel ces pièces sont expédiées, sous peine de nullité. 7. Les séances du parlement et autres cours de justice ayant eu lieu dernièrement à Malines, sont à jamais abolies. 8 et 9. Poursuite des causes pendantes devant ledit parlement par appel ou non. 10. Toute déclaration de guerre sera arrêtée de commun accord avec les états du pays et publiée dans chaque ville. 11. Les personnes appartenant à un parti contraire, obtiendront un sauf-conduit de 40 jours pour quitter le pays. 12. Les vassaux tenant un fief chargé de service militaire, rempliront ou feront remplir ce service jusqu'aux frontières du pays où

le fief est situé, et pendant le temps du dit service ils recevront la solde (*wedde*). 13. Les états peuvent s'assembler quand bon leur semble. 14. Toute ordonnance émanée de la comtesse, de son grand-conseil ou de ses conseils particuliers, qui serait contraire aux droits et privilèges, est nulle. 15. Personne ne peut être distrait de son juge naturel. 16. Aucune fonction judiciaire ne sera vénale. 17. La vente d'une marchandise quelconque ayant cours dans le pays est libre. 18. Nulle dignité d'abbé ou de prélat ne peut être donnée en commande. 19. Aucun nouveau tonlieu ne peut être établi sans le consentement du pays.

Donné sous le *vidimus* des échevins de Bruges, le 2 mai 1477.

Vidimus original, sceau de la ville de Bruges avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 181 v°.

Mentionné dans l'*Inventaire Analytique des chartes et documents appartenant aux archives de la ville de Gand*, par P. VAN DUYSE, à qui nous empruntons cette analyse.

MLXIII.

1476 (1477 n. s.). — Ghegheven in onse stede van Ghent den ellevensten dach vander maend van Spoorcle int jaer ons Heere duust vier hondert zesse ende l'seventich.

Lettres par lesquelles Marie, duchesse de Bourgogne,

comtesse de Flandre, accorde différents privilèges aux Flamands, après avoir convoqué à Gand les députés des deux états ecclésiastiques de ses pays en déça, pour leur remontrer, en présence de Louis de Bourbon, évêque de Liège, et Adolphe De Clèves, les charges qui pesaient sur le pays. Ces privilèges traitent des points suivants: 1. Du renouvellement des magistrats. 2. Des commissaires chargés de ce renouvellement; ce doivent être des personnes notables du pays, parlant et comprenant le flamand. 3. Du serment à prêter tant par ces commissaires, les doyens et autres personnes appelées à disposer de quelque office, que par les titulaires. 4. Des fonctionnaires indûment nommés par le père de la duchesse. 5. Des feudataires ajournés en première instance. 6. De l'abolition de la vénalité d'un office public quelconque. 7. Toute affaire qui concerne le pays sera traitée en flamand, quand il s'agira d'une proposition, demande, réponse, sentence, privilège etc. émanant de la duchesse. 8. De quelle façon seront établis et reportés les charges et subsides. 9. De la chambre du conseil de Flandre. 10. De la monnaie. 11. Des reliefs. 12. Du pouvoir du chancelier et du grand-conseil de la duchesse. 13. Des procès dont il a été appelé devant la chambre du conseil de Flandre. 14. De quelle façon celle-ci sera composée. 15. Du renvoi devers cette chambre des causes pendantes devant le grand-conseil de Malines et relatives au pays. 16. Du cours de commerce en Flandre. 17. Des tonlieux et autres impositions établies entr'autres à Gravelines et à l'Écluse en Flandre, et connues sous les noms de *quade plake*, *leenknechtgelt*, *'s Heeren gelt*, *'s Graven lijfneere rente*. 18. Des excès qui ont été commis contre certains marchands par des Flamands habitant depuis l'Écluse jusqu'à Gravelines. 19. Du surveillant en chef des dunes

(*Upperduinherdere*). 20. Des exactions commises par les gens de la comtesse (*'s Heeren knapen*) contre des négociants tant sur terre que sur mer. 21. Des amendes. 22. Du salaire des secrétaires et greffiers. 23. Des repits accordés par le chancelier ou par le grand-conseil. 24. Des privilèges octroyés aux membres de l'état ecclésiastique, à savoir: *a.* Immunité lors des fonctions vacantes de la prélature ou d'autres dignités collégiales. *b.* Exceptions de tailles, corvées et logement de gens de guerre. *c.* Rédemption de différentes charges (des *Upperjaghenaers*, *Uppervalkenaers*, *honden en vogelen*). *d.* Provenances des cloîtres à conférer par la duchesse.

Donné sous le *Vidimus* des échevins de Bruges, le 2 mai 1477.

Vidimus original, muni du sceau de la ville de Bruges, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 184 r°.

» » *Roodenboek*, f° 59 r°.

Mentionné dans l'*Inventaire Analytique des chartes et documents appartenant aux archives de la ville de Gand*, par P. VAN DUYSSE, à qui nous empruntons cette analyse.

MLXIV.

1477. — Ghedgeven in onse stede van Brugghe den ix^e dach van April int jaer ons Heeren duust vier hondert zeven ende l'zeventich.

Lettres par lesquelles Marie, duchesse de Bourgogne,

comtesse de Flandre etc., ordonne que le Franc de Bruges cessera d'être considéré dorénavant comme quatrième membre de Flandre, et sera rétabli sur le même pied que ci-devant. — La duchesse prend cette décision à la demande d'un grand nombre de personnes habitant la ville de Bruges, mais ayant leurs propriétés dans les limites dudit Franc; elle veut récompenser ainsi les services qu'elles lui ont rendus.

Cette décision fut prise en présence du duc de Clèves, seigneur de Ravestein, lieutenant-général; du comte de Winchester, seigneur de la Gruthuse; de messire Jean de la Bouverie, seigneur de Wierre; du président de Rheninghe et d'autres conseillers.

Donné sous le *Vidimus* des échevins de Bruges, le 2 mai 1477.

Vidimus original, sceau de la ville de Bruges, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 185 v°.

MLXV.

1477. — Ghegheven in onse stede van Leuven den xiiii^e dach van Meye int jaer ons Heeren duust vier hondert zeven ende l'zeventich.

Lettres par lesquelles Marie, duchesse de Bourgogne, comtesse de Flandre etc., pardonne aux habitants d'Ypres

tout ce qu'ils ont méfait pendant la révolte qui a eu lieu le jour de S. Marc.

Original, grand sceau de la duchesse avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Imprimé sous le N° iv à la suite de notre *Episode de l'histoire d'Ypres sous le règne de Marie de Bourgogne*.

MLXVI.

1477. — Actum den xxviii^e in Meye anno lxxvii.

Liste des personnes choisies parmi la bourgeoisie, les drapiers, les foulons et les petits métiers, pour accompagner le drapeau de la duchesse et celui de la ville d'Ypres, à Merville, où se trouvait l'armée opposée aux Français. — Messire Charles de Flandre reçoit le commandement de ces troupes, et prête serment. — Cette expédition sera accompagnée du comte des Ribauds ou de son lieutenant, et de quinze chaperons rouges. — Ils partiront le surlendemain 29 mai, et seront conduits par les notables, à cheval, jusqu'au vivier de Dickebusch.

Sur papier, écriture de l'époque.

Publié sous le N° v, à la suite de notre *Episode de l'histoire d'Ypres sous le règne de Marie de Bourgogne*.

MLXVII.

1477. — Ghegheven int jaer ons Heeren duust vier hondert zeven ende t'zeventich up ten xvj^e dach van September.

Lettres par lesquelles les magistrats de la ville de Bruges déclarent, que si on a cessé de rendre la justice entre parties, ce n'est point parce que les bannières sont arborées aux halles en signe de guerre, mais, parce que la plupart des marchands de la ville sont en ce moment à la foire d'Anvers. — Aussitôt que cette foire sera terminée et que les marchands de Bruges seront revenus, la *Vierschaere* se réunira comme de coutume.

Original, sceau de la ville de Bruges avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MLXVIII.

1477. — Donné en nostre ville de Bruxelles le xviii^e jour de Novembre l'an de grace mil cccc soixante dix-sept.

Lettres par lesquelles Maximilien, duc d'Autriche, comte de Flandre et Marie de Bourgogne donnent aux Yprois les rentes et arrérages à charge de leur ville, confisqués sur les Tournaisiens et Français tenant le parti

contraire. — Ces rentes s'élevant à la somme de douze à treize livres de gros, devront être employées aux fortifications de la ville. (Signé) *de Beere*.

Original, petit scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MLXIX.

1477. — Ghegeven in onse stede van Brusselle den xx^e dach van November int jaer ons Heeren duust vier hondert zeven ende t'zeventich.

Lettres de non-préjudice accordées par Maximilien, duc d'Autriche et Marie, duchesse de Bourgogne, aux échevins de la ville d'Ypres. — Nonobstant les lettres de grâce accordées par Marie de Bourgogne, pour l'émeute du jour de la S. Marc (N^o MLXV), une commission (1) avait été nommée pour rechercher, poursuivre et punir ceux qui avaient pris part à l'émeute, et ce contrairement aux privilèges des Yprois, d'après lesquels la première information de tout espèce de délit appartenait aux échevins; ces commissaires s'étaient avancés à ajourner, au son des trompettes et sous peine de bannissement et de con-

(1) Cette commission se composait des membres suivants: Philippe de Croy, comte de Porcien; Jean d'Hallewyn, seigneur de Merkem; Daniel de Moerkerke, seigneur de Merwede, chevalier; Joos Courteville, haut-bailli d'Ypres; M^r Gilles Van den Bussche, receveur au quartier d'Ypres; Jacques Heyne, secrétaire du duc et Gilles Ghiselin.

fiscation des biens, ceux des habitants de la ville qui avaient jugé convenable de s'éloigner. Ces violations flagrantes des privilèges des Yprois avaient engagé les échevins à interjeter appel devant l'archiduc lui-même et devant le grand-conseil; mais reculant devant les frais considérables d'un long procès, ils consentirent enfin à retirer leur appel et à laisser agir la commission nommée par Maximilien, sous condition que celui-ci leur accordât les présentes lettres de non-préjudice, dans lesquelles tous ces faits se trouvent relatés en détail.

Original, petit sceau du duc, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 69 r°.

MLXX.

1477 (1478 n. s.) — Le III^e jour de Janvier l'an mil III^e soixante dix-sept.

Lettres par lesquelles Jacques de Soutere, conseiller ordinaire de l'archiduc Maximilien et Pierre du Puys, commis pour inventorier, prendre et saisir les biens confisqués de ceux de Tournai et Tournesis, Mortaigne et St-Amand, entérinent l'ordonnance de Maximilien du 18 novembre dernier (N° MLXVIII) et mettent les échevins d'Ypres en possession des rentes et arrérages y mentionnés.

Original, signé de Soutere et muni du scel de ce conseiller, en cire rouge, et pendant à une bande de parchemin.

MLXXI.

1478. — Ghegheven in onse stede van Rysselle den xxix^e dach van Wedemaent int jaer ons Heeren duust cccc achte ende t'zeventich.

Lettres par lesquelles Maximilien d'Autriche et Marie, duchesse de Bourgogne etc., ordonnent à leurs huissiers, sergents-d'armes et autres officiers de poursuivre ceux des habitants d'Ypres qui refusent ou qui sont en retard de payer leur cotisation dans les impositions faites par les magistrats de cette ville pour l'entretien des 5000 hommes de guerre levés pour la défense de la frontière. — Les récalcitrants seront forcés au paiement par la saisie de leurs biens meubles et immeubles et par l'emprisonnement.

Original, sceau en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MLXXII.

1478. — Ghegheven int jaer ons Heeren duust vier hondert achte ende t'zeventich up ten neghentiensten dach van November.

Lettres par lesquelles les échevins de Bruges, déclarent que dans la dernière expédition armée qui a eu lieu, ainsi que dans les expéditions antérieures, les bourgeois forains (*Haeghepoorters*) ont toujours marché avec ceux

de la ville de Bruges et non pas avec ceux de la châtellenie. — Cette déclaration est délivrée à la demande des échevins d'Ypres, pour leur servir de témoignage dans un procès qu'ils soutenaient contre la châtellenie d'Ypres, au sujet du service militaire de leurs bourgeois forains, que ceux de la châtellenie voulaient forcer à marcher avec eux.

Original, sceau de la ville de Bruges avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin, sceau brisé.

MLXXIII.

1478. — Den vuufsten dach van December int jaer duust vier hondert acht en t'zeventich.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville de Gand font, pour leurs bourgeois forains, une déclaration analogue à celle des échevins de Bruges, mentionnée au N° précédent.

Original, sceau de la ville de Gand avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MLXXIV.

1478 (1479 n. s.). — Ghegheven in onse stede van Antwerpen den vierden dach van April int jaer ons Heeren duusent vier hondert ende t'zeventich.

Lettres par lesquelles Maximilien, duc d'Autriche, comte de Flandre, et Marie son épouse, en exécution du secours de 7000 combattants pour six mois, que leur ont promis les États de Flandre et de Brabant, prescrivent les diverses mesures qui seront prises pour le rassemblement et le paiement de ces troupes. — Ils fixent le montant de la solde des officiers et des soldats; la manière dont se lèveront les deniers pour le paiement des troupes; les obligations des nobles et des fiefés en général, et leurs exemptions en certains cas; par qui et de quelle manière les revues seront faites; par qui et comment seront punis les déserteurs etc. Les maîtres des requêtes, conseillers, secrétaires ordinaires et extraordinaires, chefs des monnaies, monnayeurs etc., seront obligés de contribuer dans les impositions pour l'entretien des troupes à lever.

Donné sous le *vidimus* des échevins de Gand, le 7 avril 1478 (1479 n. s.).

Vidimus original, sceau de la ville de Gand avec contre-scel en cire verte, pendant à une bande de parchemin.

MLXXV.

1479. — Int jaer XIII^e LXXIX. (Avril).

Livret contenant la taxation des bourgeois forains de la ville d'Ypres, pour leur part dans la contribution extraordinaire levée pour l'entretien des 7000 hommes de guerre accordés pour six mois par les États de Flandre et de Brabant. (Voir le N° MLXXIV.)

Ce livret contient encore une semblable taxation pour pourvoir aux frais des fortifications de la ville en 1482; et une autre de février 1483 (1484 n. s.) pour les aides extraordinaires de 20,000 et de 40,000 couronnes pour l'entretien des troupes de la frontière, le maintien de la paix, et le payement des ambassadeurs envoyés au couronnement du roi de France.

Sur papier, écriture de l'époque.

MLXXVI.

1479. — Ghegheven in onse stede van Ghend den xx^e dach van April int jaer ons Heeren duusent vier hondert neghen ende t'seventich naer Paeschen.

Lettres par lesquelles Maximilien, duc d'Autriche, comte de Flandre, et Marie son épouse, ordonnent à

leurs huissiers ou sergents-d'armes de poursuivre tous ceux que les magistrats d'Ypres leur désigneront comme refusant ou négligeant de payer leur quote-part dans les impositions, pour l'entretien, pendant six mois, des 7000 hommes de troupes accordés par les États de Flandre et de Brabant (Voir le N° précédent).

Au bas se trouve: *By mynen heere den Hertoghe ende mynre vrauwe der Herthoginne ter relacie van den Rade.* (Signé) *Ph. de Comines.*

Original, trace de sceau en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MLXXVII.

1479. — Ghegheven in onze stede van Brugge den XIII^e dach van Wedemaendt int jaer ons Heeren duust cccc negen ende tseventich.

Lettres de Maximilien, duc d'Autriche, et de Marie duchesse de Bourgogne, comtesse de Flandre etc., au grand-conseil. — Ils l'informent que Josse de Courtewille, haut-bailli d'Ypres, ainsi que les avoué et échevins de ladite ville d'une part et Jacques Vander Haeghen, prêtre, doyen de la chrétienté, et Pierre Oosterling également prêtre, d'autre part, sont en appel devant lui au sujet d'un conflit de juridiction, et désirent pouvoir retirer leur appel sans encourir l'amende infligée en cette circonstance. — Le 20 Janvier 1478 (1479 n. s.), les

deux derniers nommés s'étaient présentés en pleine *Vierschare* où siégeaient ledit haut-bailli et lesdits échevins, et là, interrompant et troublant publiquement la séance, (*die openbaerlicke te verstorborene*) ils voulurent empêcher les échevins de prononcer un jugement contre un nommé Gautier Herenbout (qui avait encouru la peine de soixante livres d'amende au profit du prince), prétextant que cet individu n'était pas leur justiciable, vu sa qualité de clerc. — De là appel au duc, de la part du haut-bailli et des échevins. — A la suite de pourparlers, les parties s'étant accordées, le duc les autorise à retirer l'appel sans encourir l'amende et en informe le grand-conseil de Malines.

Original, sceau en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MLXXVIII.

1479. — Ghegheven in onse stede van Saint Omaers den zesten dach van Hoymaent int jaer ons Heeren duust cccc soixante dix-neuf (*sic*).

Lettres par lesquelles le grand-conseil de Malines, au nom de Maximilien, duc d'Autriche, duc de Bourgogne, comte de Flandre, et de son épouse Marie de Bourgogne, décide que, sans préjudice de leurs privilèges et jusqu'à ce qu'il sera pris une décision définitive par ledit grand-conseil, les bourgeois forains de la ville d'Ypres contribueront provisoirement, avec ceux de la châtellenie, dans

les impositions pour la levée extraordinaire des troupes, mais seulement pour leurs biens taillables situés dans ladite châtellenie d'Ypres. — Si la décision définitive du grand-conseil porte que lesdits bourgeois forains doivent contribuer avec ceux de la ville et non avec ceux de la châtellenie, ces derniers devront rembourser auxdits bourgeois forains les sommes qui seront payées d'après la présente décision.

Original, sceau en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, fo 67 v°.

MLXXIX.

1479. — Den eersten dach van September int jaer xiiii^e neghen ende t'zeventich.

Vidimus donné par les échevins de Gand, de quelques-uns des articles et prescriptions de Maximilien, mentionnés au N° MLXXIV, notamment de l'obligation imposée aux nobles de faire partie de l'expédition, et aux malades et impotents de se faire remplacer.

Vidimus original, sceau de la ville de Gand, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MLXXX.

1479 (1480 n. s.). — Ghegheven in onse stede van Mechelen den xiii^e dach van Januario int jaer ons Heeren dusent cccc neghen ende t'seventich.

Ordonnance du grand-conseil de Malines, prescrivant à tout huissier ou sergent-d'armes de tenir la main à la stricte exécution de l'arrêt du 6 juillet 1479, mentionné au N^o MLXXVIII.

Original, sceau en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MLXXXI.

1479 (1480 n. s.). — Le vii^e jour du mois de Mars anno LXXIX.

Lettres par lesquelles les maieur et échevins de la ville d'Aire déclarent avoir reçu des échevins d'Ypres, par les mains de Jean Colart, leur trésorier, la somme de huit livres de gros, pour la solde de quinze jours, de quatre canonniers et de dix arquebusiers, dont les noms se trouvent mentionnés dans le reçu. (Signé) *Delove*.

Original sur papier, sceau de la ville d'Aire mis en placard.

MLXXXII.

1480. — Ghegheven binnen onzen hove vanden Haghe in Holland den iiii^e dach van Meye int jaer ons Heeren duust vier hondert ende tachtentich.

Lettres par lesquelles Maximilien, duc d'Autriche, et Marie de Bourgogne, son épouse, déclarent que deux des trois membres de Flandre, à savoir Gand et Bruges, leur ont accordé une aide extraordinaire de cent vingt mille couronnes, pour l'entretien de 6000 hommes de guerre pendant cinq mois, à partir du premier du présent mois, et pour l'équipement de trois navires de guerre. — Comme les petites villes du quartier d'Ypres, ainsi que les nobles, hommes de fief, officiers etc., devront payer leur part dans les impositions, le duc et la duchesse ordonnent à leurs huissiers et sergents-d'armes, de poursuivre et d'exécuter les récalcitrants par l'emprisonnement, la saisie et la vente de leurs biens, meubles et immeubles.

Original, sceau en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MLXXXIII.

1480. — Den vyfsten dach van Wedemaendt int jaer duust vier hondert ende tachtentich.

Lettres par lesquelles Gilles Ghiselin, haut-bailli d'Ypres, déclare qu'il s'est rendu au domicile de Jean Kingard, receveur de la châtellenie d'Ypres, pour l'inviter, conformément à la décision du grand-conseil, à restituer aux bourgeois forains d'Ypres les sommes qu'on leur a fait payer d'après le jugement mentionné au numéro MLXXVIII. — Le receveur a déclaré qu'il se conformera volontiers à l'ordre du grand-conseil.

Original, petit sceau du grand-bailli, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MLXXXIV.

1480. — Gheschreven den xiiii^e dach van Juing LXXX.

Lettres par lesquelles les magistrats des villes de Gand, de Bruges et d'Ypres, renouvellent la défense, faite en 1427, d'après laquelle nul habitant de la Flandre ne peut appeler un autre habitant devant la cour ecclésiastique de Térouanne, ou apporter des lettres de citation

émanant de la même cour, sous peine d'être banni des terres de Flandre pour le terme de trois ans. — Sauf toutefois les citations pour affaires ecclésiastiques en autant qu'elles concernent des clercs reconnus et vivant comme tels. (Voir le N° MLXXVIII.)

Original, sur papier, le sceau de la ville de Gand, qui était attaché en placard, est brisé et détaché.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 194 r°.
» » *Gelovenboek*, f. 146 v°.

MLXXXV.

1480. — Den eersten dach van Hoymaent int jaer xiiii^e ende LXXX.

Même contenu que le N° précédent, sous la forme de publication faite à la brétèque. — Cette publication donne pour considérants les nouveautés et les empiétements qui ont lieu journellement de la part des juges et serviteurs de la cour ecclésiastique de Flandre.

Original, sur parchemin, signé de *Rantere*.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 194 v°.

MLXXXVI.

1480. — Ghegheven te Ghend den achsten dach van Hoymaent int jaer duust m^{re} ende tachtentich.

Lettres du conseil de Flandre au premier huissier dudit conseil, lui ordonnant d'inviter Jean Monissart, de la cour de Térouanne et Henri de Caestre, doyen de la chrétienté d'Ypres, à retirer la défense qu'ils ont faite de célébrer la messe à la chapelle des halles; et en cas de refus de leur part, de les ajourner devant ledit conseil de Flandre pour rendre compte de leur refus. — Après le conflit de juridiction entre les échevins d'Ypres et la cour de Térouanne (N^o MLXXXV), Jean Monissart, official de cette cour, et le doyen de la chrétienté susnommé avaient défendu à Pierre Loot, attaché à la chapelle des magistrats, de célébrer dorénavant la messe dans cette chapelle. Les échevins avaient remplacé Pierre Loot par un prêtre des quatre ordres mendiants qui ne se trouvaient pas sous la juridiction dudit official, mais celui-ci, avait également défendu au chapelain de célébrer la messe, le menaçant, en cas de résistance, d'interdire à son ordre la prédication et la collecte dans toute l'étendue du diocèse de Térouanne. — Les magistrats d'Ypres se plaignirent au conseil de Flandre, en réclamant pour dommages et intérêts une somme de dix livres parisis, monnaie de Flandre. — Ces faits, relatés tout au long dans le présent document, motivent l'ordonnance susdite du conseil de Flandre.

Original, sceau en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MLXXXVII.

1480. — Ghegheven up den tweesten dach van Ooste int jaer duust vier hondert vierwaerf twintich.

Lettres par lesquelles les députés des trois membres de Flandre, réunis à Ypres, ordonnent aux baillis et magistrats des villes de Furnes, Bergues, Nieuport, Ostende, Gravelines, Dunkerque, Dixmude, de faire publier sans retard dans toutes les localités de leurs châtellenies, l'ordonnance portée par les trois membres de Flandre le 14 Juin dernier, concernant les citations en justice devant la cour ecclésiastique de Térouanne. (Voir le N^o MLXXXV.)

Original, sceau en cire verte, appliqué sur le parchemin.

MLXXXVIII.

1480. — Ce fut fait et jugié le vi^e jour de Septembre l'an mil quatre cens et quatre-vings.

Sentence prononcée par les échevins de la ville de Lille, au sujet d'un différend existant entre les échevins de la ville d'Ypres d'une part, et les exécuteurs testa-

mentaires de Jeanne de le Vigne d'autre part. — Jeanne de le Vigne était bourgeoise d'Ypres et d'après les lois yproises tout bien meuble, argent etc. délaissé par un bourgeois ou une bourgeoise d'Ypres, à des personnes non bourgeoises de cette ville, était soumis au droit d'*escas*, c'est-à-dire au dixième de la valeur au profit de la ville. Les exécuteurs testamentaires refusaient de payer ce droit, prétextant que la défunte était morte à Lille, ce par conséquent qu'on devait appliquer au cas la coutume de cette ville et non celle d'Ypres. — Les échevins de Lille ayant entendu les deux parties dans leurs moyens et défenses, condamnent les exécuteurs testamentaires à payer à la ville d'Ypres ledit droit d'*escas*.

Wittenboek, f° 241 v°.
Zwartenboek, f° 522 r°.

MLXXXIX.

1480. — Den zeven-en-twintigsten dach van October int jaer duust vier hondert vierwaerf twintich.

Sentence prononcée par les échevins d'Ypres au sujet d'un différend entre la corporation des brouetteurs et celle des porteurs de laine, et décidant que les derniers, à l'exclusion des premiers, seront autorisés à transporter et décharger les laines destinées à être envoyées hors de la ville.

Original, signé *Coene*, traces de deux petits sceaux en cire rouge, qui pendaient à des simples bandes de parchemin.

MXC.

1480. — Up den derden dach van November a° LXXX.

Petit inventaire des privilèges, droits, libertés etc. accordés à la ville d'Ypres.

Ce document ne donne aucun détail du contenu des pièces, ni de leur date. Il indique seulement le nom du comte ou de la comtesse qui a accordé le privilège, et ce de la manière la plus laconique; ainsi on y trouve pour toute désignation: Boudin (Baudouin) 4, Phls. van Vermandois 2, Fernant 4, Jehanna 5, Thomas en Jehanna 11, etc.

Cahier en papier, signé en plusieurs endroits,
Belle.

MXCI.

1480 (1481 n. s.). — Den xv dach van April int jaer duust vier hondert tachtentich.

Livret contenant les noms des drapiers forains qui ont demandé et obtenu l'autorisation de continuer à fabriquer les draps qu'ils avaient sur le métier. — Ces drapiers appartiennent aux villages de Neuve-Église, Kemmel, Dranoutre, Nieppe etc. Les premières autorisations accordées

datent du 15 Avril 1480 (1481), et les dernières, du 8 Mai de la même année.

Livret sur papier, écriture de l'époque.

MXCH.

1481. — Ce fust faiet et passé le xi^e jour du mois d'Octobre l'an mil cccc quatre vings et ung.

Letters par lesquelles les échevins de la ville de Lille déclarent, qu'en exécution de leur sentence mentionnée au N^o MLXXXVIII, les héritiers de la demoiselle Jeanne de le Vigne ont payé aux échevins de la ville d'Ypres, la somme de neuf livres de gros pour rachat du droit d'issue et d'escas de la succession de ladite demoiselle.

Zwartenboek, f^o 529 v^o.

MXCIII.

1481 (1482 n. s.). — Ghegheven int jaer ons Heeren M III^e een ende tachtentich den laetsten dach van Laumaent.

Lettres par lesquelles les magistrats de Bruges certifient que, de commun accord, entre le duc de Bourgogne

et les trois membres de Flandre, il a été convenu que les dépenses que chacun des dits membres ferait pour la défense de la frontière, seraient supportées par la généralité des trois membres, et non pas seulement par celui qui aura fait ces dépenses dans l'intérêt général.

Original, sceau en cire brune, avec contre-scel pendant à double queue de parchemin.

MXCIV.

1481 (1482 n. s.). — Te Ghend den drie ende twintichsten dach van Marte int jaer duust III^e een ende tachtentich.

Sentence prononcée par le conseil de Flandre au sujet d'un différend entre ceux de la ville d'Ypres et ceux de la châtellenie concernant les impositions pour l'entretien de 150 hommes de guerre. Le conseil décide que des dix-huit rôles d'imposition que les échevins d'Ypres voulaient faire payer à la châtellenie, celle-ci n'en payera que neuf, et que les bourgeois forains d'Ypres, habitant la châtellenie, seront tenus de contribuer dans cette imposition.

A l'original se trouve jointe une copie signée *Vaernewyc*.

Original, sur parchemin, signé *Vaernewyc*, et muni du sceau du conseil de Flandre, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MXCV.

1482. — Den x^e dach van Hoymaent int jaer duust vier hondert twee ende tachtentich.

Lettres par lesquelles les trois membres de Flandre s'engagent à observer et à faire observer strictement toutes les nouvelles ordonnances concernant les monnaies. Ils promettent de faire punir sévèrement les infracteurs, et si l'un des membres était en retard de poursuivre les délinquants, les deux autres membres pourraient exercer les poursuites comme si le délit avait été commis sous leur juridiction.

Original, muni de trois sceaux en cire verte, avec contre-scel, pendant à des doubles queues de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f^o 197 r^o.

MXCVI.

1482. — Den xiv^e dach van Hoymaent int jaer ons Heeren als men schreef duusentich vier hondert twee ende tachtentich.

Union conclue entre les trois membres de Flandre, au nom du pays entier, pour l'entretien de la paix, le

maintien des privilèges etc. etc. après le décès de Marie de Bourgogne. 1^o Ils se promettent une union éternelle ; si une difficulté vient à surgir entre deux des trois membres, le troisième emploiera son influence et au besoin son autorité pour arranger le différend. Si une difficulté vient à naître dans l'une des trois villes, Gand, Bruges ou Ypres, les deux autres interviendront pour ramener la paix et l'union. — 2^o Si le régent, qui sera nommé pendant la minorité de Philippe et de Marguerite, avait en vue sa propre autorité et son propre profit plutôt que l'intérêt général et les libertés publiques, ils se soutiendront mutuellement pour se défendre contre les exactions qu'on pourrait leur faire, et promettent de punir, chacun dans sa juridiction, tous les actes arbitraires qui seront commis, et ce d'après l'importance du délit, et sans aucun égard des personnes. Ils s'opposeront aussi de toutes leurs forces à ce que des fonctions quelconques ne soient données à des étrangers, au mépris de leurs privilèges, et ils puniront quiconque fera le contraire, quelle que soit d'ailleurs sa position ou sa condition. — 3^o Ils maintiendront et feront maintenir tous les privilèges, coutumes et libertés tant anciens que modernes ; et aussi bien les privilèges généraux de la Flandre que ceux des villes en particulier ; ils se prêteront main-forte à cet égard, et puniront corporellement ou par bannissement les délinquants, comme coupables contre les trois membres de Flandre, et prendront fait et cause pour leurs officiers chargés de réprimer les délits de ce genre. — 4^o Ils protégeront le commerce et l'industrie, et prendront sous leur sauvegarde, par tout le pays de Flandre, les marchands et leurs marchandises, bien entendu que ceux-ci devront payer les droits qu'ils ont payés de tout temps. — 5^o Ils traiteront de commun accord toutes

les affaires concernant la Flandre en général; quant aux affaires d'une grande importance, elles seront traitées dans chaque ville, *en collace*, afin de diminuer la responsabilité des officiers aux yeux du commun du peuple (*'t ghemeen volc*). — 6° Si quelque ville secondaire ou châtelainie demande secours ou assistance pour le maintien de sa liberté ou de ses privilèges, la ville ou chef-collège auquel elle s'adressera fournira le secours nécessaire, mais aux frais de la ville ou de la châtelainie qui le demande. — 7° Ils informeront de tout abus commis, par les officiers dans l'exercice de leurs fonctions, soit contre les habitants des villes ou des campagnes, soit contre les privilèges, coutumes ou usages du pays, et les puniront s'évèrement, afin de maintenir chacun dans son droit et le pays en repos. — 8° Si le régent, ou tout autre officier du comte ou de la comtesse vient à poser un acte contraire à l'intérêt des mineurs, ou du pays de Flandre, ou si n'importe qui, cherche secours, assistance ou conseil pour agir contrairement à la présente convention, les trois membres réuniront leurs forces pour le combattre, et ne déposeront les armes que lorsque réparation ou restitution convenable sera faite.

Original, muni des sceaux des villes de Gand, Bruges et Ypres, avec contre-scel en cire brune et verte, pendant à des doubles queues de parchemin, et pourvu des signatures des secrétaires de ces trois villes, savoir *Rantre* pour la ville de Gand, *Rogiers* pour la ville de Bruges, et *J. Coene* pour la ville d'Ypres.

Transcrit dans le *Wittenboek*, fo 195 r°.

MXCVII.

1482 (1483 n. s.). — Donné au Plessis du parc lez Tours le xxij^e jour de Janvier l'an de grace mil quatre cens iii^{xx} et deux.

Lettres par lesquelles Louis XI roi de France, à la demande des trois membres de Flandre, leur accorde l'autorisation de faire eux-mêmes la désignation des commissaires chargés du renouvellement des magistrats des villes. — Ils présenteront à cet effet des candidats en nombre triple, parmi lesquels le comte de Flandre sera obligé de choisir, sans pouvoir désigner une personne qui ne soit pas présentée par les trois membres de Flandre. — Si le comte refuse de choisir parmi les personnes proposées, les trois membres pourront eux-mêmes désigner les commissaires en question.

Donné sous le *vidimus* des échevins de Gand, le 18 Février 1482 (1483 n. s.).

Vidimus original, signé sur le pli *Rantre*, et muni du sceau de la ville de Gand, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, fo 225 r°.

MXCVIII.

1482 (1483 n. s.). — Donné au Plessis du parc lez Tours le xxij^e jour de Janvier.

Lettres par lesquelles Louis XI roi de France, accorde aux habitants de la Flandre le privilège de ne pouvoir être cité devant aucun juge ou juridiction ecclésiastique, en matière d'actions réelles ou personnelles, sauf seulement entre gens d'église et en choses qui concernent la justice et juridiction ecclésiastique et qui en dépendent. — Tous les procès intentés qui sont pendants pardevant les cours ecclésiastiques, seront intentés et produits devant les juges séculiers auxquels la connaissance en appartiendra.

Donné sous le *Vidimus* des échevins de Gand le 48 Février 1482 (1483 n. s.).

Wittenboek, f^o 226 r^o.
Geluwenboek, f^o 147 v^o.

MXCIX.

1482 (1483 n. s.). — Le vingt-troisième jour de Janvier l'an mil quatre cens quatre-vingt et deux.

Vidimus de la charte de Philippe duc de Bourgogne, du 10 Mars 1427 (1428 n. s.) concernant la fabrication

ou drap dans les villages des environs d'Ypres. (Voir le N^o DCCCLVII).

Donné sous le scel des échevins de la ville de Lille.

Vidimus original, le sceau qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

MC.

1482 (1483 n. s.). — Donné au Plessis du parc lez Tours le unzième jour de Février l'an de grace mil cccc mii xx et deux.

Lettres par lesquelles Louis XI roi de France, approuve et confirme en tous ses points le privilège accordé en 1427 (1428 n. s.), par Philippe duc de Bourgogne aux habitants d'Ypres, concernant la fabrication des draps dans les villages aux environs de cette ville.

La charte du duc de Bourgogne, analysée sous le N^o DCCCLVII, se trouve transcrite en entier dans cette confirmation. — Le roi de France, en même temps, met à néant tous les procès existant à ce sujet entre les Yprois et les drapiers des villages susdits.

Sur le pli se trouve : *Par le roy, Jehan Querin, maistre dostel et aultres présents.* (Signé) *Charpentier.*

Original, grand sceau du roi de France, avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f^o 224 r^o.

MCI.

1482 (1483 n. s.). — Le vingtunième jour de Février l'an mil cccc quatre-vingtz et deux.

Lettres par lesquelles Arthur de Longueval, chevalier, seigneur de Cheveilles, bailli d'Amiens, ordonne l'entérinement de la confirmation du privilège, accordé par Louis XI et mentionné au N° précédent.

Ces lettres contiennent la transcription du privilège accordé par Philippe duc de Bourgogne (N° DCCCLVII), ainsi que la confirmation accordée par Louis XI.

Original ; le sceau qui pendait à double queue de parchemin est brisé.

MCII.

1482 (1483 n. s.). — Le xxj^e jour de Février l'an mil cccc quatre vingtz et deux.

Même contenu que le N° précédent.

Original, sceau du bailli d'Amiens, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MCIII.

1483. — Ghegheven in de stede van Ghend den xij^{en} dach van April anno m mii^e lxxxiiij naer Paeschen.

Lettres par lesquelles les trois membres de Flandre, au nom du jeune comte mineur, autorisent la ville d'Ypres à vendre annuellement et ce pendant dix années consécutives, un office de *besanter*, de *porte-glaive* et quelques autres, afin d'employer les sommes provenant de ces offices aux besoins urgents de la ville. Les échevins devront rendre annuellement compte des deniers provenant de ces ventes d'offices.

Wittenboek, f^o 227 r^o.

MCIV.

1483. — Le xxvi^e jour d'Avril l'an mil quatre cens quatre-vingt et trois.

Lettres par lesquelles Baudouin Dupré, sergent royal du baillage d'Amiens, informe son bailli que le 27 Avril il s'est rendu à Neuve-Église, accompagné de plusieurs témoins et officiers de justice, pour y publier et exécuter les lettres royales mentionnées au N° MC. Qu'après avoir constaté plusieurs contraventions, il y a confis-

qué, des draps, laines, métiers etc. et qu'alors les habitants de Neuve-Église, armés de bâtons, de piques, d'arcs, de *crèvequins* etc. les ont poursuivis, lui et sa suite, leur faisant toute espèce d'outrages et les menaçant de mort; qu'enfin ils sont parvenus à se sauver grâce à l'intervention de quelques personnes d'Ypres, qui faisaient partie de la suite du sergent royal.

Ce document porte la signature de Baudouin Dupré, ainsi que celles de Jacques Menfrooyt, bailli de Gheluwe, et de Dewulf, témoins oculaires.

A cette lettre se trouve annexée une déclaration du bailli d'Amiens, constatant que le 2 mai suivant Baudouin Dupré s'est présenté devant lui et lui a affirmé par serment tout le contenu de sadite lettre. (Petit seel en cire rouge).

Original, traces du sceau du sergent royal, en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

MCV.

1483. — Donné à Paris le xxix jour d'Avril l'an de grace mil cccc quatre-vingt et trois.

Lettres par lesquelles Louis XI roi de France, ordonne à son bailli d'Amiens de faire exécuter en tous ses points les lettres de privilège accordées aux habitants d'Ypres, (N° MC) nonobstant l'appel interjeté par ceux de Neuve-Église.

A ces lettres se trouve joint un ordre, donné par Arthur de Longueval, bailli d'Amiens, à tout sergent royal, de faire exécuter ponctuellement les lettres royales susdites. (Petit sceau en cire rouge).

Original, grand sceau du roi, avec contre-scel en cire jaune, pendant à double queue de parchemin.

MCVI.

1483. — Donné à Amiens le second jour de May l'an mil m^{lxxxiii} et trois.

Vidimus de la charte de 1538, de Philippe de Valois, roi de France, concernant les exploits des baillis d'Amiens dans le comté de Flandre. (Voir le N° D).

Donné sous le seel d'Artur de Longueval, chevalier, seigneur de Cheveilles, le 2 mai 1483.

Original, petit sceau du bailli, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MCVII.

1483. — Donné le xiiii^e jour de Mai (1483).

Lettre de Louis XI, roi de France, à messieurs du parlement de Paris, pour les engager à ne donner, à ceux de Neuve-Église, aucune provision contraire à ses lettres de confirmation accordées aux Yprois et mentionnées au N^o MC.

Lettres de même contenu, adressées par le roi au président du parlement de Paris, Jean de la Vacquerie.

Semblables lettres, adressées par Louis XI, aux avocats et procureurs dudit parlement.

Copies sur papier, écriture de l'époque.

MCVIII.

1483. — Donné au Plessis du parc lez Tours le xiiii^e jour de May l'an de grace mil cccc m^{ij}xx et trois.

Lettres par lesquelles Louis XI, roi de France, informe le parlement de Paris, qu'il veut que le privilège sur la draperie, accordé aux Yprois, soit observé en tous ses points, nonobstant les réclamations de ceux de Neuve-Église et des villages voisins. Il défend au parlement

d'admettre aucune espèce d'appel ou procès devant la cour, de la part de ceux de ces villages. Il veut que le privilège des Yprois soit publié de nouveau par le bailli d'Amiens, ou par celui de Tournai ou autres, et que tout opposant ou contrevenant soit condamné à une amende de cent mares d'or et à d'autres peines.

Sur le pli se trouve: *Par le roy, le sieur Destellay, bailli de Rouen et autres présents.* (Signé) *Charpentier.*

Original, grand sceau du roi, avec contre-seel en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

MCIX.

1483. — Donné au Plessis du parc le xiiii^e jour de May l'an de grace mil cccc m^{ij}xx et troys.

Lettres de Louis XI, roi de France, au parlement de Paris. — Même contenu que le N^o précédent.

A ces lettres se trouvent annexées:

1^o Lettres par lesquelles Arthur de Longueval, bailli d'Amiens, ordonne au premier sergent royal, de publier de nouveau, là où il en sera requis par les échevins d'Ypres, les lettres du privilège de la draperie, en faisant les inhibitions y contenues. — Ces lettres, datées du 24 mai 1483, sont pourvues du petit sceau en cire rouge dudit bailli.

2^o Lettres de Baudouin Dupré, audit bailli d'Amiens,

par lesquelles il l'informe que, le 13 juin, il s'est rendu de nouveau à Neuve-Eglise, pour y faire la publication du privilège concernant la draperie mais que les habitants n'ont pas voulu en entendre la lecture, déclarant qu'ils en appelaient. — Que lui et ses compagnons ont été de nouveau poursuivis par les habitants jusqu'à une lieue du village, que le cheval d'un de ses compagnons a été abattu et pris par les habitants. — Qu'il s'est rendu ensuite successivement dans d'autres villages, tels que Nieppe, Kemmel, Eecke etc. — Que partout il a trouvé de la résistance; qu'il a été obligé d'arrêter quelques individus au nom du roi, mais que par l'intercession de ceux d'Ypres, il les a relâchés. — Qu'enfin il s'est rendu à Messines, comme place du marché le plus voisin de ces divers villages, et qu'il y a également publié le privilège en question, sous menace de l'amende de cent mares d'or contre ceux qui s'opposeront à l'exécution dudit privilège. — Ces lettres sont munies de la signature de Dupré et de son cachet en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

Original, le sceau royal, qui pendait à une bande de parchemin, est perdu.

MCX.

1483. — Den xi^e dach van Wedemaent int jaer duust vier hondert drie ende tachtentich.

Lettres par lesquelles les trois membres de Flandre

autorisent, au nom du jeune comte mineur, l'entière exécution des lettres royales du 14 mai dernier (N^o MCVIII), et ordonnent aux baillis d'Ypres, de Courtrai, de Cassel, de Bailleul, de Messine, et à tous les baillis de Flandre en général, de tenir la main à la stricte et entière exécution dudit privilège.

Original, signé *Rantere*, et muni du sceau des trois membres de Flandre, avec contre-scel en cire verte.

MCXI.

1483. — Den derden dach van Hoymaent a^e LXXXIII.

Lettres des trois membres de Flandre, aux bailli, échevins et habitants des villages de Neuve-Eglise et de Nieppe-Eglise. — Ils leur font des reproches sévères sur leur opposition contre le privilège accordé par le duc de Bourgogne et confirmé et renouvelé par le roi de France. — S'ils ne cessent immédiatement toute opposition, ils seront considérés, par les trois membres de Flandre, comme traitres et rebelles et poursuivis comme tels à l'exemple des autres.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque, certifiée conforme et signée par *Jacques Heyme*, secrétaire du jeune duc de Bourgogne.

MCXII.

1483. — Anno Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo tercio die mensis Julii decima quarta.

Instrument passé par le notaire apostolique et impérial Jacques de Palude, (*Van den Poele*), du diocèse de la Morinie, portant une déclaration faite par les avoué et échevins de la ville d'Ypres, dans leur salle de délibération, en présence du dit notaire. — Les échevins y font connaître l'opposition à main armée faite par les habitants de Neuve-Église contre le sergent-d'armes du roi de France, qui voulait publier dans cette paroisse les lettres royales mentionnées au N° MC. (Voir le N° MCIX.)

Instrument original, sur parchemin, revêtu de la signature de *Jacques de Palude*.

Ce document est très-défectueux; il est, en plusieurs endroits, rongé par les souris.

MCXIII.

1483. — Ghegheven in onse stede van Ghend, den xxvij^{en} dach van September int jaer duust vier hondert drie ende tachtentich.

Lettres des seigneurs du sang et du grand conseil, au nom du jeune Philippe, duc de Bourgogne etc., aux

baillis des villes et châtelainies d'Ypres, de Cassel, de Bailleul, et aux avoué, échevins et conseil de la ville d'Ypres. — Afin de pourvoir à la défense de la Flandre, ils leur ordonnent de prendre les dispositions nécessaires pour passer, dans lesdites ville et châtelainies, la revue de tous les hommes au-dessus de dix-huit et au-dessous de soixante-dix ans. — Cette revue devra se faire le douze Octobre suivant; chaque individu devra être pourvu de son costume et parure aux couleurs de Flandre, blanc et *pers* (1), (*wit ende persch*); ceux qui manient l'arc devront être pourvus d'un arc d'Espagne et de douze flèches au moins; les autres, d'une pique longue de dix-huit pieds, mesure de Gand; cette revue se fera dans chaque paroisse, par l'officier du lieu, qui choisira les hommes les plus forts et les mieux armés et habillés, pour former, d'après le transport existant, leur contingent dans les cent cinquante mille combattants que la Flandre doit fournir.

Sur le blanc se trouve: *By mynen heere den hertoghe in zynen raed, daer myn heere van Ravestein, de heeren vander Gruthuse, Van Rassegheem ende andere jeghenwoordich waren.* (Signé) *Heyme*.

Original, sur parchemin; le sceau en cire rouge, qui était en placard, est tombé.

(1) *Pers*, couleur entre le vert et le bleu.

MCXIV.

1483. — Ghedaen te Ghend up den laetsten dach van Septembre int jaer duust vier hondert drie ende tachtentich.

Lettres par lesquelles les seigneurs du sang et du grand conseil du duc de Bourgogne reconnaissent avoir reçu des mains de Tristram Belle, pensionnaire de la ville d'Ypres, une charte du roi de France, accordée à la dite ville, au mois de Mai 1358. (Voir le N° D.) — Ils s'engagent à restituer ce document à la ville d'Ypres, sitôt que Jean Dauffay, conseiller et maître des requêtes en aura fait usage, d'après ce qui lui a été ordonné par le dit conseil. — Le contenu de la charte du Roi de France se trouve transcrit dans ce document.

Original, sur parchemin, signé Heyme.

MCXV.

1483. — Den eersten dach van Octobre int jaer duust vier hondert drie ende tachtentich.

Lettres par lesquelles les échevins et conseil de la ville de Gand, ainsi que les députés des deux autres membres de Flandre, défendent à tout drapier des villages des chatellenies d'Ypres, de Warneton, de Cassel et de Bail-

leul, de fabriquer dorénavant des draps, et leur ordonne de se conformer au privilège de la ville d'Ypres. — Tous les draps qui seront trouvés en leur possession seront confisqués, et les drapiers, plombes, marchands etc., seront bannis pour dix ans. — Les draps confisqués seront vendus, deux tiers au profit du prince, l'autre tiers au profit de la ville et du dénonciateur.

Original, sur parchemin, sceau de la ville de Gand, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenbouck*, fo 229 r°.

MCXVI.

1483. — Ypre den zevensten dach van Octobre int jaer duust vier hondert drie ende tachtentich.

Lettres par lesquelles les avoué, échevins et conseil de la ville d'Ypres déclarent avoir vendu à Jacques Van Provyn, l'office de commis des ventes publiques et ce pour la somme de sept cent vingt livres parisis monnaie de Flandre. — Ledit Van Provyn jouira de cet office sa vie durant; il prélèvera quatre gros de chaque livre de gros; il aura le droit d'exiger trois jours après la vente, le paiement des objets vendus, et pourra y forcer les retardataires par l'intermédiaire du *Bésant*; lui-même devra payer, trois jours plus tard, au vendeur, le prix provenant de la vente. — En garantie des sommes à percevoir

par lui, il sera obligé de fournir entre les mains des échevins un cautionnement de deux cents livres de gros. — A la mort de Van Provyn, l'office en question fera retour à la ville. — Il sera libre à toute autre personne de faire des ventes publiques par criées, mais elle n'aura pas d'action ni d'exécution contre les débiteurs.

Original, sceau de la ville d'Ypres, avec contrescel en cire brune pendant à double queue de parchemin.

=====

MCXVII.

1483. — Dit was ghedaen den zevensten dach van October int jaer duust vier hondert drie ende tachentich.

Lettres par lesquelles Joos Gilloen, seigneur de Coyeghem, et Joris de Wilde, hommes de fief de la salle d'Ypres, déclarent que Jean Van Provyn s'est présenté devant eux et a déclaré se porter caution pour Jacques Van Provyn, envers les avoué et échevins de la ville d'Ypres, et ce en garantie de la somme des deux cents livres de gros dont il est fait mention au N° précédent. — Il hypothèque à ce sujet tous ses biens en Flandre, et particulièrement son fief à Merchem, nommé *Jonckers-Hof*, d'une contenance de deux cent soixante-six mesures, consistant en habitation, terres, prairies, bois, moulin à vent, moulin à eau etc.

Original, sur parchemin, muni des sceaux des hommes de fief susdits, en cirerouge, et pendant à double queue de parchemin.

MCXVIII.

1483. — Ghegheven in onse stede van Ghend, den derden dach van November int jaer ons Heeren duust cccc drie ende tachentich.

Lettres par lesquelles les seigneurs du sang et du grand-conseil, au nom du jeune Philippe, duc de Bourgogne, ordonnent de nouveau aux baillis des villes et châtelles d'Ypres, de Cassel et de Bailleul, et aux avoué, échevins et conseil de la ville d'Ypres, de faire passer, par les officiers sous leurs ordres, les montres dont il est fait mention au N° MCIII. — Le contingent à fournir par ces trois châtelles et par la ville d'Ypres est de quarante mille combattants.

Sur le blanc est écrit : *By mynen heere den hertoghe in synen raed, daer myn heere van Ravestein, de heeren van Bevres, van den Gruthuse, van Rasseghe ende andere waren.* (Signé) *De Beere.*

Original, sur parchemin, muni du petit sceau en cire rouge, appliqué sur le parchemin.

=====

MCXIX.

1483. — Den xviii dach van November anno LXXXIII (1483).

Lettres par lesquelles Marie Stiers, veuve de Jacques de Premesques, et Gaspard de Premesques, son fils,

reconnaissent que, dans les fossés de leur propriété située le long du ruisseau de l'étang de Dickebusch à Ypres, se trouvent quelques buses ou conduits-d'eau aboutissant au ruisseau susdit; que ces conduits ont été placés avec l'autorisation des échevins, et sous condition que la dite veuve et son fils les feront disparaître à la première sommation desdits échevins. — C'est à quoi ils s'engagent. — Une note, écrite à la suite de ces lettres, indique que les avoué et échevins revoquèrent cette autorisation le 11 Août 1485.

Wittenboek, f° 227 v°.

MCXX.

1483. — Donné à Cléry, le cinquisme jour de Décembre l'an de grace mil cccc m^{xx} et trois.

Lettres par lesquelles Charles VIII, roi de France, pour éviter, pendant la minorité du jeune Philippe, duc de Bourgogne, les troubles et désordres qui pourraient survenir en Flandre, par suite d'appels et de réformations faits ou à faire des sentences criminelles, prononcées par les échevins de Gand, de Bruges et d'Ypres, accorde aux villes de Flandres, qu'il sera sursis pendant dix ans, à dater du jour des présentes lettres, au droit de ressort et d'appel que revendique, en matière criminelle, le parlement de Paris pour tous les appels. — Pendant ce temps, les magistrats de Bruges et d'Ypres ne pourront être forcés de répondre ou de procéder devant la cour du par-

lement de Paris, le tout néanmoins sans préjudice des droits et ressort du roi de France, ni des privilèges, usages et coutumes des dites villes de Gand, de Bruges et d'Ypres.

Sur le pli se trouve: *Donné par le roi en son conseil auquel monseigneur le duc de Bourbon, connestable de France, les contes de Clermont, de Dunois, de Merle et de Comminge, les evesques d'Albi et de Coustances, les seigneurs d'Esquerdes, d'Argenton, du Lan, de Baudricourt, de Batan et autres estoient.* (Signé) *A. Brinon.*

Donné sous le *vidimus* de Jacques d'Estouteville, seigneur de Bryne etc., garde de la prévôté de Paris, le 15 Décembre 1485.

Vidimus original, traces de scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenbouck*, f° 251, v°.
— *Roodenbouck*, f° 201, v°.

MCXXI.

1483 (1484 n. s.). — Anno millesimo quadringentesimo tertio, mensis Januarii die quinta.

Instrument passé par le notaire impérial et apostolique Henri Cooman, du diocèse de Tournai, portant une déclaration faite par Georges Van den Bosche, doyen des chaperons blancs de Gand, et Pierre Goethals, habitant de la même ville. — Ils déclarent que, le 30 Août dernier, en leur présence, se sont présentés devant les

avoué, échevins et conseil de la ville d'Ypres, les personnes suivantes : Jacques Tayspil, bailli de Neuve-Église, Jacques Hente, receveur, Jean de Raed, Michel de Raed, Renaud de Hooghe, Pierre Van der Donck, Jean Van der Donck, Jean Inghelvert, Daniel de Keersghierter f^r Daniel, Jean Hente f^r Nicolas, Olivier Godschalc, Gillis Tayspil, Baudouin Tayspil, Jacques Wicke, Chrétien Breydel f^r Roland, Jacques de Raed f^r Jean, Jacques de Raed f^r Michel, George Godschalc, Chrétien Baelde f^r Michel et Guillaume Claeys, tous habitants et députés du village de Neuve-Église, lesquels, par la bouche du dit bailli, ont reconnu qu'ils ont eu tort de se livrer à la fabrication des draps, contrairement aux privilèges des drapiers Yprois. — Ils demandent pardon et oubli pour le passé, promettant, sous serment, au nom de leurs commettants, de se conformer dorénavant à toutes les prescriptions desdits privilèges. (Voir les N^{os} MC, MCVII et MCXV).

Instrument original, sur parchemin, revêtu de la signature du notaire *Henri Cooman*.

MCXXII.

1483 (1484 n. s.). — Donné soubz le scel aux causes de la ville de Gand, le xiii^e jour de Janvier lan de grace mille cccc quatre vingt et trois.

Lettres par lesquelles les échevins et conseil de la ville de Gand déclarent que devant eux a comparu en personne George d'Escornay, chevalier, seigneur de Molenbeke et de Neuve-Église, lequel, tant en son nom

qu'au nom de sa femme, héritière dudit Neuve-Église, a déclaré vouloir renoncer à tous les procès et contestations existant entre lui et les magistrats d'Ypres, au sujet de la draperie. — Il met à néant tous les procès portés devant le parlement de Paris, au sujet de la draperie et des bannissements prononcés par les magistrats d'Ypres contre des drapiers dudit Neuve-Église, et charge de l'exécution de cette volonté, Étienne Pieron, Jacques Colaert, Michel Davergue, Tristram Belle, Jean Coene, Guillaume de Tolnerre et Guillaume Thomas, auxquels il donne à cet égard la procuration nécessaire. (Voir le N^o MCXV).

Donné sous le *vidimus* de Jacques d'Estouteville, conseiller et chambellan du roi et garde de la prévôté de Paris, du 26 Janvier 1483 (1484 n. s.).

Vidimus original, sur parchemin; le sceau, qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

Attaché au N^o MCXLIV.

MCXXIII.

1483 (1484 n. s.). — Den letsten dach van Laumaendt int jaer duust vier hondert drie ende tachtentich.

Lettres par lesquelles Joos Gilloen, seigneur de Coyeghem, avoué d'Ypres, déclare que, se trouvant dans la demeure de Chrétien Van den Helste, rue des Chiens,

avoué, échevins et conseil de la ville d'Ypres, les personnes suivantes : Jacques Tayspil, bailli de Neuve-Église, Jacques Hente, receveur, Jean de Raed, Michel de Raed, Renaud de Hooghe, Pierre Van der Donck, Jean Van der Donck, Jean Inghelvert, Daniel de Keersghierter f^s Daniel, Jean Hente f^s Nicolas, Olivier Godschale, Gillis Tayspil, Baudouin Tayspil, Jacques Wicke, Chrétien Breydel f^s Roland, Jacques de Raed f^s Jean, Jacques de Raed f^s Michel, George Godschale, Chrétien Baelde f^s Michel et Guillaume Claeys, tous habitants et députés du village de Neuve-Église, lesquels, par la bouche du dit bailli, ont reconnu qu'ils ont eu tort de se livrer à la fabrication des draps, contrairement aux privilèges des drapiers Yprois. — Ils demandent pardon et oubli pour le passé, promettant, sous serment, au nom de leurs commettants, de se conformer dorénavant à toutes les prescriptions desdits privilèges. (Voir les N^{os} MC, MCVII et MCXV).

Instrument original, sur parchemin, revêtu de la signature du notaire *Henri Cooman*.

MCXXII.

1483 (1484 n. s.). — Donné soubz le scel aux causes de la ville de Gand, le xiii^e jour de Janvier lan de grace mille cccc quatre vingt et trois.

Lettres par lesquelles les échevins et conseil de la ville de Gand déclarent que devant eux a comparu en personne George d'Escornay, chevalier, seigneur de Molenbeke et de Neuve-Église, lequel, tant en son nom

qu'au nom de sa femme, héritière dudit Neuve-Église, a déclaré vouloir renoncer à tous les procès et contestations existant entre lui et les magistrats d'Ypres, au sujet de la draperie. — Il met à néant tous les procès portés devant le parlement de Paris, au sujet de la draperie et des bannissements prononcés par les magistrats d'Ypres contre des drapiers dudit Neuve-Église, et charge de l'exécution de cette volonté, Étienne Pieron, Jacques Colaert, Michel Davergue, Tristram Belle, Jean Coene, Guillaume de Tolnerre et Guillaume Thomas, auxquels il donne à cet égard la procuration nécessaire. (Voir le N^o MCXV).

Donné sous le *vidimus* de Jacques d'Estouteville, conseiller et chambellan du roi et garde de la prévôté de Paris, du 26 Janvier 1483 (1484 n. s.).

Vidimus original, sur parchemin; le sceau, qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

Attaché au N^o MCXLIV.

MCXXIII.

1483 (1484 n. s.). — Den letsten dach van Laumaendt int jaer duust vier hondert drie ende tachtentich.

Lettres par lesquelles Joos Gilloen, seigneur de Coyeghem, avoué d'Ypres, déclare que, se trouvant dans la demeure de Chrétien Van den Helste, rue des Chiens,

où s'étaient réunis les échevins pour y sceller quelques lettres concernant l'administration de la ville, emporté par un moment de vivacité, il est parti de là emportant le scel aux causes avec le contre-scel, qu'il a gardés chez lui jusqu'au lendemain vers le neuf heures. — Il reconnaît avoir agi contrairement à son devoir, et en exprime ses regrets. — Pour prouver qu'il n'a agi ainsi que par un mouvement irréfléchi et nullement pour faire de ces sceaux un usage quelconque, il engage tous ses biens présents et futurs, en son nom et au nom de ses héritiers, pour servir de garantie, si jamais, dans la suite, on trouvait qu'un acte quelconque ait été, pendant ce temps, scellé au préjudice des intérêts de la ville.

Original, sur parchemin, sceau particulier de l'avoué, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenbouck*, f° 228 r°.

MCXXIV.

1483 (1484 n. s.). — Ghegheven in onse stede van Ghend, den zesten dach van Sporckele int jaer ons Heeren duust vier hondert drie ende tachtentich.

Lettres par lesquelles Philippe, duc de Bourgogne etc., prescrit plusieurs points qui devront être observés dorénavant dans la fabrication des draps. Des plaintes lui sont parvenues aussi bien des marchands étrangers que

des marchands de la Flandre, que les drapiers des campagnes imitent les draps des trois villes privilégiées (Gand, Bruges et Ypres) et les font passer pour draps provenant de ces villes. — Ces draps sont falsifiés, la teinture est mauvaise, la laine est de qualité très-médiocre, les draps sont tendus en longueur et en largeur d'une manière démesurée; ils sont mal tondus à l'intérieur des pièces. — Cette fraude a eu pour résultat de déprécier complètement, à l'étranger, les draps fabriqués en Flandre et de menacer d'une ruine complète cette industrie si importante pour le pays. — Voulant porter remède au mal, le duc fait les prescriptions suivantes : 1° Dorénavant, dans les trois villes susdites, on ne pourra plus teindre du drap bleu en noir, qu'après qu'il aura été soumis à des experts. Si ces experts trouvent la teinture bleue de bonne qualité, ils marqueront le drap d'un plomb, et le drap pourra être teint en noir. Si la teinture bleue laisse à désirer, le teinturier sera obligé de l'amender d'après les indications des experts. — 2° Nul drapier, soit des villes privilégiées, soit d'autres localités où il est permis de fabriquer certaines espèces de drap, ne pourra faire teindre son drap hors du pays de Flandre, ou ailleurs, que dans les villes privilégiées susdites, sous peine d'une amende de 10 livres parisis. — 3° Défense de fabriquer des draps ou petits draps (*doucken*) d'une longueur de plus de trente à trente-deux aunes, complètement foulés, sous peine d'une amende de dix livres parisis pour chaque drap. — 4° Tous les draps et petits draps fabriqués en Flandre et soumis à l'expertise, devront être teints de bonnes couleurs, de *meede*, *waranche* et *allung*, (*meede*, *weede* ende *alune*,) sous peine de confiscation et d'une amende de soixante livres parisis. — 5° Défense de mettre les draps sur des chassiss ou *lisses*, (*ramen* ende

reken,) pour les tendre en longueur ou en largeur; ils devront être tondus à la longueur qu'ils ont après le foulage, sous peine de soixante livres parisis. — 6° Les magistrats des localités où se trouvent de ces chassis à tendre le draps, les feront disparaître, à l'exception des localités où l'on peut fabriquer ce qu'on appelle *draps lissés*; amende de dix livres parisis. — 7° Si, dans ces dernières localités, quelqu'un s'avisait de tendre des draps ou petits draps, aux chassis destinés aux draps lissés, il serait passible d'une amende de dix livres parisis. — 8° Les magistrats des lieux où la fraude se commettra, connaîtront de toutes les corrections et amendes dessus-dites, et afin d'assurer l'entière exécution des prescriptions présentes, le duc autorise les magistrats et officiers des villes et lieux où les draps et petits draps seront apportés en vente, à les visiter, afin de s'assurer qu'il n'y ait aucune fraude contraire à cette ordonnance. — 9° Un tiers de ces amendes appartiendra au duc, l'autre tiers sera au profit de la ville où le délit sera constaté, et le troisième au profit du dénonciateur. Cependant, dans les localités où le duc a droit aux deux tiers ou à la totalité de semblables amendes, il conservera son droit d'après l'ancienne coutume.

Sur le pli se trouve écrit : *By mynen heere den hertoghe in zynen raed daer myn heere van Ravestein, de heeren van der Vere, van den Gruuthuse, van Rasseghe ende andere jeghenwordich waren.* (Signé) *Heyme.*

Original, muni du grand sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 229 v°.

MCXXV.

1483 (1484 n. s.). — Ghegheven in onse stede van Ghend, den zesten dach van Sporckele int jaer ons Heeren duust vier hondert drie ende tachtentich.

Même contenu que le N° précédent, avec une traduction française.

Copie sur papier, écriture de l'époque, certifiée conforme à l'original et signée *Steebant.*

MCXXVI.

1483 (1484 n. s.). — Ghedaen den zesten dach van April int jaer duust vier hondert drie ende tachtentich voor Paesschen.

Plaintes adressées aux magistrats de la ville d'Ypres, par la corporation des poissonniers de la même ville, contre la ville de Nieuport et autres villes maritimes de Flandre, au sujet de l'exportation du poisson hors de ce pays, et de diverses entraves qu'ils éprouvent dans leurs relations commerciales, de la part de ceux des villes maritimes.

Les réponses de ceux de Nieuport se trouvent en regard.

Wittenboek, f° 249 v° à 251 v°.
Geluwenboek, f° 195 r° à 197 v°.

MCXXVII.

1483 (1484 n. s.). — Ghedaen den zesten dach van April int jaer duust vier hondert drie ende tachtentich.

Plaintes adressées aux magistrats de la ville d'Ypres, par les bourgmestre et échevins de la ville de Nieuport, au sujet des difficultés qu'ils éprouvent dans leurs relations commerciales avec ceux d'Ypres.

En regard se trouvent les décisions prises de commun accord par les délégués de Nieuport et les délégués de la ville d'Ypres.

Wittenboek, f° 251 v° à 252 v°.
Geluwtenboek, f° 197 v° à 199 v°.

MCXXVIII.

1483 (1484 n. s.). — Ghegheven in onse stede van Ghend, den ix^{en} dach van April int jaer ons Heeren duustcccc drie ende tachtentich voor Paeschen.

Lettres de Philippe, duc de Bourgogne etc., par lesquelles il ordonne à ses huissiers, sergents-d'armes et

autres officiers, de prêter assistance aux receveurs ou trésoriers de la ville d'Ypres, pour leur faire obtenir le paiement du droit d'issue, dû par des bourgeois qui ont quitté l'échevinage d'Ypres, ou par d'autres étrangers qui, d'une manière quelconque, sont venus en possession de biens ayant appartenu à des bourgeois d'Ypres. — Ce droit d'issue se percevait sur tous les biens meubles ou immeubles, ou héritances passant par vente, par donation ou par succession en des mains *non libres*, c'est-à-dire, en mains de personnes ne jouissant pas, à Ypres, du droit de bourgeoisie. Il se percevait également sur le bien des personnes qui entraient dans les ordres ou embrassaient la vie religieuse, de ceux qui renonçaient à leur droit de bourgeoisie pour aller se fixer ailleurs, ou qui en étaient déchus par suite de condamnation. — Ceux qui se trouvaient dans le cas de devoir payer le droit d'issue, devaient se présenter devant les échevins et y faire, sous serment, la déclaration de la grandeur et valeur des biens dont ils devaient le droit. — Plusieurs personnes, résidant hors des limites de l'échevinage d'Ypres, étaient en retard de payer les sommes qu'ils devaient de ce chef; et comme les échevins d'Ypres ne pouvaient faire exécuter leurs sentences hors de leur échevinage, le duc ordonne à ses huissiers, sergents-d'armes et officiers, qu'à la demande desdits échevins ils ordonneront aux débiteurs susdits, de se rendre immédiatement à Ypres, pour y faire la déclaration et le serment susdits, sous peine d'être punis par le duc. — Quant aux biens de ceux qui n'obéiront pas, ils seront mis en séquestre, par ordre du duc, jusqu'à ce que le droit d'issue en sera payé.

Au-dessous se trouve: *By mynen heere den hertoghe in zynen raed, daer mynheere van Ravesteyn, de heeren*

van der Vere, van den Gruthuse, van Rassegheem, ende andere waren. (Signé) Heyme.

Original, sur parchemin, grand sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à simple queue de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenbouck*, f° 320 v° à 322 r°.

MCXXIX.

1484. — Datum Parisiis in parlamento nostro sexta die May, anno Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo quarto.

Déclaration du parlement de Paris, donnant acte à ceux de Neuve-Église, qu'ils ont demandé que les avoué et échevins d'Ypres soient déclarés déchus et déboutés de toutes défenses qu'ils auraient pu avoir et proposer, attendu qu'ils ne se sont pas présentés, à jour fixé, devant ledit parlement, dans la cause d'appel du procès concernant la draperie. (Voir le N° MCXXI.)

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCXXX.

1484. — Ghegheven in onse stede van Ghend, den tweeden dach van Oogst int jaer ons Heeren duust vier hondert viere ende tachtentich.

Ordonnance de Philippe, duc de Bourgogne, concernant les orfèvres. — Voulant remédier aux abus et fraudes qui existent dans la confection des objets d'or et d'argent, le duc, sur les plaintes réitérées tant des marchands étrangers que des orfèvres des trois chefs-lieux de la Flandre, de Gand, de Bruges et d'Ypres, prescrit les dispositions suivantes: 1° Il défend à tous les orfèvres du pays de Flandre de dorer ou d'argenter des ouvrages quelconques de cuivre ou de laiton, tels que vases, gobelets, chaînes, colliers etc., (excepté des ornements d'église et des garnitures de brides ou de harnais), sous peine d'être tenus pour fourbes; personne ne pourra vendre en Flandre les susdits objets en cuivre ou en laiton doré ou argenté, sous peine d'une amende de vingt livres parisis. — 2° Tous les orfèvres devront travailler l'or au titre de dix-neuf carats et un cinquième, au remède d'un cinquième, et le mélanger d'argent et de cuivre selon que le requiert le travail, sous peine de trois livres parisis pour chaque pièce d'orfèvrerie, de voir briser ou couper leur ouvrage, et d'être puni en outre par les magistrats de la localité, selon la gravité du fait. — 3° L'argent se travaillera au titre de onze deniers huit grains d'argent fin au remède d'un grain. — 4° Comme dans les pays voisins les ouvrages d'orfèvrerie ne se travaillent pas au même titre qu'en Flandre, il

défend à tout mercier, joaillier, changeur etc., d'introduire en Flandre des ouvrages d'orfèvrerie, à moins qu'ils ne soient du titre prescrit ci-dessus et ce sous peine de confiscation de l'ouvrage au profit du duc, et d'être puni selon l'importance du fait; excepté aux franchises foires où il sera permis à chacun de vendre et d'acheter des objets d'orfèvrerie, quel que soit le titre de la matière.

— 5° Pour assurer la bonne exécution de la présente ordonnance, il prescrit à tous les orfèvres des cinq villes suivantes, Gand, Bruges, Ypres, Lille et Douai, et à ceux des villes secondaires et de la campagne, de se présenter, dans les six semaines après la publication de la présente ordonnance, devant le doyen et les jurés du métier de la ville à laquelle ils ressortissent, d'y faire inscrire leurs noms et leurs domiciles, et d'y faire déposer le double du poinçon dont ils se serviront pour marquer leur ouvrage. — Si, pour marquer leur ouvrage, ils se servent d'un autre poinçon que le leur, ou s'ils n'y apposent pas de marque, ils seront déclarés fourbes, leur ouvrage sera confisqué et ils seront en outre punis selon la gravité du fait. — 6° Les contrôleurs ou experts chargés d'examiner chaque pièce d'orfèvrerie, se conduiront loyalement dans cette expertise, selon le serment qu'ils feront à cet égard; s'ils montrent de la tolérance, ils seront punis, une première fois, d'une amende de trois livres parisis, pour chaque pièce d'orfèvrerie, et à la seconde fois, outre l'amende, ils seront punis à la discrétion des magistrats de la localité. — 7° Les doyen et jurés des orfèvres des cinq villes dessusdites pourront, dans toutes les villes et localités de leur ressort, examiner le travail des orfèvres, pour s'assurer qu'aucune fraude n'y est commise, et livreront le délinquant aux mains de la justice locale.

— 8° De toutes les amendes ci-dessus, un tiers sera

réservé au duc, un autre tiers appartiendra à la ville, et le dernier tiers au dénonciateur sauf que le droit du duc restera intact dans les villes ou localités où il jouit des deux tiers ou de la totalité des amendes.

Sur le pli se trouve écrit : *By mynen heere den hertoghe in zynen raed, daer mynheere van Ravestein, de heeren vander Vere, van Rassegheem, de gedeputeerde van den drie leden van Vlaenderen ende andere waren.* (Signé) de Beere.

Original, grand sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MCXXXI.

1484. — Ghegheven in onse stede van Ghend, den xxj^{en} dach van Ougst int jaer ons Heeren duust cccc hondert viere ende tachtentich.

Lettres de Philippe duc de Bourgogne etc., aux baillis des villes et châtellenies d'Ypres, de Cassel et de Bailleul.

— Les avoué, échevins et conseil de la ville d'Ypres lui ont exposé que plusieurs drapiers des villages de Neuve-Église, Niep-Église, Godevaertsvelde, Eecke et autres paroisses où l'on a défendu récemment la fabrication du drap, désirent venir se fixer à Ypres, pour y exercer leur métier, mais qu'ils hésitent de le faire, de crainte d'être arrêtés pour les dernières contraventions contre le privilège d'Ypres. — Lesdits avoué et échevins

l'ont prié de faire aux drapiers qui viendront se fixer à Ypres, remise des peines qu'ils ont pu encourir à cause des susdites contraventions. — Le duc voulant accéder au desir des échevins susdits, ordonne à ses baillis de faire publier dans toute l'étendue de leur juridiction que les drapiers des paroisses susdites, qui, dans le courant du mois après la présente publication, iront s'établir à Ypres, pour y exercer leur métier, seront libérés de toutes les peines et amendes qu'ils ont pu encourir jusqu'à ce jour, pour le fait de la draperie.

Au bas se trouve écrit: *By mynen heere den hertogh in zynen raed, daer mynheere van Ravestein, de heeren vander Vere, van Rassegheem, de president van Vlaenderen ende andere waren.*

Original, grand sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à simple queue de parchemin.

MCXXXII.

1484. — Datum Parisiis in parlamento nostro quindecima die Septembris anno Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo quarto.

Arrêt du parlement de Paris au sujet des contestations existant entre les échevins d'Ypres et ceux de Neuve-Église concernant la draperie. — Cet arrêt condamne, par défaut, les échevins d'Ypres (N° MCXXIX),

rend exécutoire l'arrêt antérieur du 14 Mai 1426, (N° DCCCCXXV) et charge de son exécution Guillaume de Cambrai, conseiller audit parlement.

(Voir le N° MCXXI et les N° y indiqués.)

Copie de l'époque, sur papier.

MCXXXIII.

1484. — In oppido Gandensi vi^o die Octobris anno millesimo cccc^o lxxxiii^o.

Articles d'un traité de commerce arrêtés entre Thomas de Montgomery, Jean Coolre, Hughenon Clopton et Jean Wendey, commissaires députés du roi d'Angleterre Richard III, d'une part, Jean d'Auffry, Philippe Wieland, députés du duc de Bourgogne, et Guillaume Rym, Jacques Heyman, Siger Van Rode, Louis Hauwel, Jean de Wale et François Vander Poorte, députés des trois membres de Flandre, d'autre part. 1° Tous les anciens traités de commerce faits antérieurement entre les rois d'Angleterre et le pays de Flandre sont maintenus. — 2° Les contestations existant actuellement entre les marchands anglais et les marchands flamands, seront examinées et décidées par les députés susdits, dans une assemblée qui aura lieu à Londres, le 21 Janvier prochain, et à d'autres jours à fixer de commun accord. — 3° Afin qu'aucun marchand n'en ignore, il sera fait dans les deux pays, et un mois avant la réunion susdite, des publications

prévenant les marchands que ceux qui ne feront pas valoir leurs droits devant cette assemblée, seront déchus de tout droit de poursuite ultérieure. — 4° Le dernier jour du présent mois, on fera en Angleterre et en Flandre, dans les villes et les ports les plus importants, les publications prescrivant à chacun de se conformer strictement aux prescriptions dudit traité, avec défense formelle de molester quelque marchand que ce soit, dans ses biens ou dans sa personne, pour des faits antérieurs audit traité. Tout navire capturé, amené par des pirates dans un port de l'un ou de l'autre pays, sera saisi et mis en séquestre jusqu'à ce qu'on sache à qui reviennent de droit les marchandises amenées dans ce port. — 5° Le roi d'Angleterre enverra au duc de Bourgogne, vers le premier Décembre, la liste de ceux de ses sujets qui ont quelque réclamation à faire contre les sujets de ce prince; le duc, de son côté, enverra vers la même époque au roi d'Angleterre une liste semblable en ce qui concerne ses sujets. Ces listes seront communiquées, de part et d'autre, aux intéressés, afin qu'ils puissent préparer leurs moyens de défense et les faire valoir devant l'assemblée du mois de Janvier prochain.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCXXXIV.

1484. — L'an mil quatre cens quatre vingt et quatre le xii^e jour d'Octobre (jusqu'au 16 Novembre).

Rapport fait par Guillaume de Cambrai, conseiller du roi de France au parlement de Paris, de la mission dont il a été chargé par l'arrêt dudit parlement du 15 Septembre dernier (voir N° MCXXXII). — Il raconte que, parti le 12 Octobre de Paris, il arriva à Gand le 22 du même mois; difficultés qu'il éprouve devant le conseil de Flandre; on remet de jour en jour de lui répondre; il veut retourner à Paris, mais on l'en empêche; on l'arrête et on lui donne son hôtel pour prison; il y est surveillé jour et nuit. — A force d'instances, il obtient, sous caution, de pouvoir sortir de chez lui; enfin, par l'intercession du comte de Romont, il est relâché et on lui permet de retourner en France.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCXXXV.

1484. — Donné à Montargis, le vingteinquiesme jour d'Octobre l'an mil iii^e quatre vingt et quatre.

Lettres par lesquelles Pierre de Bourbon, comte de

Clarmont et de la Marche, seigneur de Beaujeu, et son épouse Anne de France, dame de Beaujeu, promettent d'aider les trois membres de Flandre, agissant au nom de leur prince le duc Philippe. Ils promettent d'assister les Flamands contre quiconque prétendrait entreprendre sur la garde et le gouvernement de leur prince contre leur volonté; tout comme les trois membres promettent d'aider le seigneur et la dame de Beaujeu contre tous ceux qui voudraient porter préjudice à leurs biens, leurs honneurs, leurs personnes ou leur état.

Était signé sur le pli: *Pierre et Anne de France.*

Donné sous le *vidimus* des échevins de la ville de Gand, le 1 Mars 1484 (1485 n. s.).

Vidimus original, sur parchemin, muni du sceau des échevins, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MCXXXVI.

1484. — Up den dach van hedent xxviii^e van Octobre int jaer duust vier hondert viere ende tachtentich.

Prescription faite par les trois membres de Flandre, aux députés de Warneton, au sujet de la fabrication de draps dans cette ville. — Ils ne pourront fabriquer que de petits draps (*doucken*), de seize ou dix-sept gros l'aune. Cependant, vu la cherté des laines et le taux élevé de l'argent, ils pourront en fabriquer du prix de

vingt-quatre gros et au-dessous, mais seulement aussi longtemps que durera la cherté de la matière première.

Expédition originale sur parchemin, signée
Yoens et Zoete.

Transcrit dans le *Wittenbouck*, f^o 233 v^o.

MCXXXVII.

1484. — Le xxix^e jour de Novembre l'an mil cccc lxxx et quatre.

Lettres par lesquelles les maieur et échevins de la ville de St-Omer déclarent que, ce jour, ont comparu devant eux Jacques Tayspil, bailli de Neuve-Église, Jan Heute fils Jacquemart, Joos de Queckere et Roland de Vic, échevins, et treize des principaux habitants de la même paroisse, et leur ont déclaré qu'ils constituaient comme leurs fondés de pouvoir pour les représenter devant le parlement de Paris: Messire George Descornay chevalier, seigneur dudit Neuve-Église, Arthur de Vaultere, Jean Gaunay, Pierre Michon, avocats, Martial d'Auvergne, Étienne Peiron, Nicolas Jarry et Jean Dorléans, dit du Coignet, procureurs au parlement, ainsi que huit autres personnes. — Ils chargent ces fondés de pouvoir de renoncer en leur nom, devant le parlement de Paris, à tout procès, appel, action et poursuite pour cause et à l'occasion du fait de la draperie; de reconnaître, devant cette cour, à ceux d'Ypres, leurs droits

et privilèges octroyés par les comtes et comtesses de Flandre sur le fait de la draperie (N° DCCCLVII et MC). — Ils s'engagent à tenir inviolablement l'accord qui sera fait pas les fondés de pouvoir susdits pour les réconcilier avec les trois membres de Flandre, et à remettre entre les mains de ceux-ci les lettres de privilège concernant la draperie, qu'ils ont obtenues jadis des seigneurs de Bailleul et de Neuve-Église (N° DLXXXIII) et ils s'engagent en outre à payer, au besoin, tous les frais de justice (*paier et fournir le jugie si mestier est*).

Donné sous le *vidimus* de Jacques Destouteville, chevalier, conseiller chambellan du roi et garde de la prévôté de Paris, le 3 Février 1484 (1485 n. s.).

Vidimus original, sur parchemin; traces de sceau en cire brune pendant à double queue de parchemin.

MCXXXVIII.

1484. — Le dernier de Novembre l'an mil cccc ^{nu} et quatre.

Lettres par lesquelles les avoué, échevins et conseil de la ville de Bailleul déclarent que ce jour ont comparu devant eux Daniel Wallemger, Olivier Godscale, Nicolas van Houcke, Jacques de Lespere, et plusieurs autres au nombre de vingt-deux, tous habitants de Neuve-Église, et ont déclaré, tant en leur nom qu'au nom des autres drapiers de cette paroisse et des marchands et négociants

dépendant de la draperie, qu'ils approuvaient en tous ses points la procuration donnée par les bailli, échevins et habitants de Neuve-Église, mentionnée au N° précédent. — Ils reconnaissent la compétence de ces fondés de pouvoir, et s'engagent à se soumettre à tout ce qui sera décidé par ceux-ci.

Donné sous le même *vidimus* que le N° précédent.

MCXXXIX.

1484. — Le xxix^e jour de Novembre l'an mil quatre cens quatre vings et quatre.

Même contenu que les N° MCXXXVIII et MCXXXIX, donné sous le *vidimus* des échevins de la ville de Lille, le 25 Décembre 1484.

Vidimus original, sur parchemin, sceau de la ville de Lille, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MCXL.

1484. — Donné en nostre ville de Gand, le pénultiesme jour de Novembre l'an de grace mil quatre cens quatre vings et quatre.

Lettres de Philippe d'Autriche, duc de Bourgogne, à son bailli de Lille. Il l'informe que les échevins d'Ypres

ainsi que plusieurs marchands qui transportent leurs marchandises par la Lys, se sont plaints du mauvais état dans lequel se trouve le passage d'Houplines, à tel point que les bateaux, en y passant, courent grand risque de sombrer. — Il lui ordonne de faire visiter ce passage par des hommes compétents et d'y faire effectuer les réparations nécessaires. Pour couvrir les frais de ces réparations, qui ne pourront dépasser la somme de quatre cents livres parisis monnaie de Flandre, on établira en cet endroit une imposition et *cueillote* sur les biens, denrées et marchandises y passant et repassant. — Ce droit ne pourra être exigé que jusqu'à concurrence de quatre cents livres. — Le Duc fixe, en même temps, comme suit les droits à payer pour les diverses espèces de marchandises : chaque muid de blé, d'orge, d'avoine, de sucron ou de tout autre grain, 12 deniers; — un tonneau de vin deux sols, la queue et autres vaisseaux de vin, à l'avenant; — chaque tonneau de *wedde*, de sain-doux, d'huile, d'oing, de tourteaux, d'épices, 12 deniers; — chaque tonne de hareng, et de fruits de carême, trois deniers; — une balle de garance, d'alun ou de graisse, quatre deniers; — un tonneau de cendres, trois deniers; — un millier ou tonneau de fer, douze deniers; — un grand sac de laine, deux sols; les petits sacs à l'avenant; — une navée de pierres, quatre sols; — une navée de foin ou d'aisselles (?) de Danemarc, quatre sols; — le millier de lattes de chêne, quatre deniers; — une *toque* de cuir, quatre deniers; — chaque cent de sel, six sols; — chaque navée de charbon, quatre sols; — toutes les autres marchandises non spécifiées ci-dessus payeront, à l'avenant, trois gros de la livre de gros d'après la valeur. (Voir le N° CLXX.)

Au bas se trouve : *Par monseigneur le Duc en son*

conseil, auquel monseigneur de Ravestein, les sires de la Vère, de la Gruuthuse, de Rassegheem, le président de Flandre et autres estoient. (Signé) De Beere.

Original, sur parchemin, grand sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à simple queue de parchemin.

MCXLI.

1484. — Donné à Gand, le quinzième jour de Décembre l'an mil quatre cens quatre vingt et quatre.

Arrêt du conseil de Flandre, déclarant les marchands et bateliers de Nieuport exempt de tout tonlieu à l'écluse de Nieuwen-Damme, contrairement à l'opinion des Yprois, qui prétendaient leur faire payer ce droit pour couvrir les frais des réparations effectuées à cette écluse, se fondant sur le privilège qui leur avait été octroyé le 19 Juin 1338, par le comte de Flandres Louis de Nevers. (Voir N° DXCVIII.)

Copie sur papier, écriture de l'époque.

ainsi que plusieurs marchands qui transportent leurs marchandises par la Lys, se sont plaints du mauvais état dans lequel se trouve le passage d'Houplines, à tel point que les bateaux, en y passant, courent grand risque de sombrer. — Il lui ordonne de faire visiter ce passage par des hommes compétents et d'y faire effectuer les réparations nécessaires. Pour couvrir les frais de ces réparations, qui ne pourront dépasser la somme de quatre cents livres parisis monnaie de Flandre, on établira en cet endroit une imposition et *cueillote* sur les biens, denrées et marchandises y passant et repassant. — Ce droit ne pourra être exigé que jusqu'à concurrence de quatre cents livres. — Le Duc fixe, en même temps, comme suit les droits à payer pour les diverses espèces de marchandises : chaque muid de blé, d'orge, d'avoine, de sucron ou de tout autre grain, 42 deniers; — un tonneau de vin deux sols, la queue et autres vaisseaux de vin, à l'avenant; — chaque tonneau de *wedde*, de sain-doux, d'huile, d'oing, de tourteaux, d'épices, 42 deniers; — chaque tonne de hareng, et de fruits de carême, trois deniers; — une balle de garance, d'alun ou de graisse, quatre deniers; — un tonneau de cendres, trois deniers; — un millier ou tonneau de fer, douze deniers; — un grand sac de laine, deux sols; les petits sacs à l'avenant; — une navée de pierres, quatre sols; — une navée de foin ou d'aisselles (?) de Danemare, quatre sols; — le millier de lattes de chène, quatre deniers; — une *toque* de cuir, quatre deniers; — chaque cent de sel, six sols; — chaque navée de charbon, quatre sols; — toutes les autres marchandises non spécifiées ci-dessus payeront, à l'avenant, trois gros de la livre de gros d'après la valeur. (Voir le N° CLXX.)

Au bas se trouve : *Par monseigneur le Duc en son*

conseil, auquel monseigneur de Ravestein, les sires de la Vère, de la Gruuthuse, de Rassegheem, le président de Flandre et autres estoient. (Signé) De Beere.

Original, sur parchemin, grand sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à simple queue de parchemin.

MCXLI.

1484. — Donné à Gaud, le quinzième jour de Décembre l'an mil quatre cens quatre vingt et quatre.

Arrêt du conseil de Flandre, déclarant les marchands et bâteliers de Nieuport exempt de tout tonlieu à l'écluse de Nieuwen-Damme, contrairement à l'opinion des Yprois, qui prétendaient leur faire payer ce droit pour couvrir les frais des réparations effectuées à cette écluse, se fondant sur le privilège qui leur avait été octroyé le 19 Juin 1338, par le comte de Flandres Louis de Nevers. (Voir N° DXCVIII.)

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCXLII.

1484. — Den xix^{en} dach van Decembre int jaer duust vier hondert viere ende tachtentich.

Ordonnance concernant le guet, la surveillance et la police de la ville d'Ypres, arrêtée par les avoués, échevins, conseil, chefs-hommes, vingt-sept et notables.

Cette ordonnance, en 47 articles, concerne l'ouverture et la fermeture des portes; garde de la ville; rondes de nuit; signaux en cas d'incendie ou d'autres alarmes; précautions à prendre pour l'ouverture des portes pendant la nuit, en cas de besoin; garde des clefs des portes; obligation des aubergistes de faire connaître les noms des étrangers qui logent chez eux; visites, pendant la nuit, des auberges suspectes; surveillance de l'entrée et de la sortie de l'Yperlée; chaîne à tendre au travers de la rivière; visites des bateaux aux *overdragts*; — police des bals ou parties de danse; défense de porter des masques, de s'habiller en femme; défense de se déguiser au jour des *innocents*; l'évêque des innocents; — rapports à faire par les gardes.

Cahier, en papier, écriture de l'époque.

MCXLIII.

1484. — Avant Pâques (1485 n. s.). — Sans date, en français.

Avant-projet d'un accord à faire entre les magistrats d'Ypres, au nom de la ville, d'une part, et les échevins de Neuve-Église, d'autre part, pour mettre un terme aux difficultés existant depuis de longues années au sujet de la draperie. (Voir les N^o MCXXXIX.)

Ceux de Neuve-Église s'engagent à ne plus fabriquer des draps au préjudice de ceux d'Ypres, mais se contenteront d'en fabriquer une espèce inférieure à la moindre qualité qui se fabrique à Ypres. — Ceux d'Ypres, de leur côté, leur accordent l'autorisation de fabriquer deux espèces de draps, savoir : les deux moindres espèces qui se fabriquent à Ypres; ils les feront de *cinquante traits en bas, en xxij pipes et xiiij fils en chascun trait, de xxx à xxxij aulnes de long, en valeur et prix de xx à xxiiij gros l'aulne*. — Ceux de Neuve-Église s'engagent à ne pas excéder ce prix; si quelqu'un fabrique du draps d'un prix supérieur, il sera à l'amende de 40 livres de gros, dont un quart pour le prince, un quart pour le seigneur de Neuve-Église, un quart pour la ville d'Ypres et le dernier quart pour celui qui constatera le délit; en outre le draps sera confisqué, et le drapier ne pourra plus jamais exercer son métier audit village. — Si les laines viennent à hausser de prix, de manière que les draps d'Ypres augmentent de valeur, alors ceux de Neuve-Église pourront demander une augmentation de prix pour leur draps, et il sera statué sur leur demande par une

commission composée de marchands de Courtrai, de Menin et d'Armentières, qui pourront augmenter le prix des draps de ceux de Neuve-Église en proportion de l'augmentation des draps d'Ypres. — Ils devront vendre chaque espèce de drap séparément, sous peine de l'amende susdite. — Les transgresseurs condamnés à l'amende, seront exécutés par les officiers des lieux où eux et leurs biens se trouveront. — Moyennant ce que dessus, tous les procès intentés par les parties l'une contre l'autre, seront mis à néant. — Le bailli, les échevins et autres officiers de Neuve-Église seront tenus de jurer, à leur entrée en fonctions, le maintien desdits articles. Semblable serment sera fait par les bailli, advoué, échevins et autres officiers d'Ypres à leur avènement aux fonctions qu'ils auront à remplir. — Les deux parties reconnaîtront le présent arrangement devant la cour du parlement à Paris et partout ailleurs où besoin sera.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCXLIV.

1484 (1485 n. s.). — Acta fuerunt haec in parochia de Nova-Ecclesia, in hospitio cervi anno millesimo quadringentesimo octuagesimo quarto, mensis Januarii die duodecima.

Instrument passé par le notaire apostolique et impérial *Guido de Cymeterio* (Vanden Kerekhove), du diocèse de la Morinie, portant l'accord fait entre ceux d'Ypres

et ceux de Neuve-Église, au sujet des difficultés existant par rapport à la draperie.

1° Ceux de Neuve-Église renoncent à tous appointements interlocutoires rendus par la cour du parlement de Paris, concernant la draperie (voir N° MCXXIX.); ils reconnaissent que l'intérêt public requiert qu'on ne fabrique du drap que dans les villes de loi et de privilège, et renoncent conséquemment à tous les octrois, privilèges, licences etc. par eux obtenus sur le fait de la draperie, et les considèrent comme non avenues et de nulle valeur. — Ils veulent que le privilège accordé aux Yprois, par le duc de Bourgogne, en 1427 (N° DCCCLVII), et la confirmation de ce privilège par le roi de France, sortissent leur plein et entier effet. — Ils renoncent aux privilèges concernant la draperie que leur ont accordés Louis de Navarre, seigneur de Peteghem et de Bailleul, et les autres seigneurs de Bailleul, et qui ont été confirmés par la duchesse Marie et par son époux Maximilien; ces privilèges, ils les ont déjà remis entre les mains des trois membres de Flandre, et ils déclarent qu'ils n'en ont conservé aucun *vidimus* ni aucune copie signée.

Ceux de la ville d'Ypres, consentent que ceux de ladite paroisse de Neuve-Église, qui voudront venir demeurer à Ypres, seront reçus, sans frais, dans la bourgeoisie et franchise de la ville et pourront y exercer la draperie selon les keures de la ville. — Ceux qui voudront aller s'établir dans d'autres villes de franchise, pour y exercer leur état de drapier, seront libres de le faire. — Les habitants de Neuve-Église, qui s'occupent particulièrement de l'agriculture, pourront conserver dans cette paroisse trois hostilles et trois trones, pour draper la laine provenant de leurs propres brebis, et pourront faire des draps de douze aunes de longueur et au-dessous,

pour se vêtir eux et leurs familles; ils pourront aussi en vendre le restant à leurs voisins, mais ne pourront d'aucune manière porter ces draps aux franchises foires, ni aux halles, ni ailleurs, sous peine des amendes et forfaitures indiquées au privilège d'Ypres. — Ceux d'Ypres s'engagent à intercéder auprès du comte de Flandre et des trois membres de Flandre, pour que ceux de Neuve-Église, individuellement et en corps, soient traités en toute douceur et amitié, et qu'ils soient déchargés des amendes, confiscations etc., qu'ils ont pu encourir pour le fait de la draperie. — Ils feront en sorte que les bannis obtiennent le rappel de ban, sans amende, en-dedans les six semaines, et que ceux qui sont détenus en prison soient mis en liberté. — Les métiers des drapiers et autres objets confisqués, seront rendus pour autant qu'ils existent encore, mais ils ne pourront jamais être rapportés à Neuve-Église. — Les échevins intercéderont également auprès des trois membres de Flandre, pour que M^{re} Jean Colin, curé dudit Neuve-Église, puisse de nouveau desservir sa cure sans être inquiété en aucune manière pour ses offenses contre les trois membres de Flandre. (Voir le N° MCXLIII)

A cette pièce se trouve attachée la déclaration de George d'Escornay, seigneur de Neuve-Église, mentionnée au N° MCXXII.

Instrument original, sur parchemin, revêtu de la signature du notaire apostolique
A. Cymeterio (Vanden Kerckhove).

MCXLV.

1484 (1485 n. s.). — Acta fuerunt haec in parochia de Nova-Eclesia in hospitio Cervi anno millesimo quadringentesimo octuagesimo quarto, mensis Januarii die duodecimo.

Même contenu que le N° précédent.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCXLVI.

1484 (1485 n. s.) — Donné à Paris le cinquiesme jour de Février l'an de grace mil quatre cens quatre-vingtz et quatre.

Accord conclu entre le roi de France Charles VIII, d'une part, et les trois membres de Flandre d'autre part. — Les trois membres promettent et jurent au roi d'être bons et loyaux sujets à lui et à la couronne de France, comme à leur souverain seigneur, et de ne porter à ses ennemis aucun secours ni assistance; ils promettent au contraire de donner au roi et à la reine, aide, secours et assistance de gens de guerre contre tous et quelconques ses ennemis, sans pour cela être forcés d'interrompre leur commerce avec les pays voisins. — Le roi, de son côté,

promet et jure par la foy et serment de son corps, et en parole de roy, de donner aux Flamands assistance de gens de guerre contre tous ceux qui voudraient entreprendre quelque chose sur la personne du duc Philippe, comte de Flandre, frère de la reine, ou sur la garde de sa personne et gouvernement dudit pays de Flandre, et contre ceux qui voudraient entreprendre contre leurs privilèges, franchises et usages. — Il confirme en outre tous les traités que feu son père Louis XI a faits avec les Flamands.

Signé sous le pli: *Charles*. Sur le pli se trouve: *Par le roy, monseigneur le duc de Loraine, le conte de Clermont et de la Marche, seigneur de Beaujeu, le conte de Vendosme, levesque de Périgueux, le conte de la Roche grant bastard de Bourgogne, les seigneurs de la Tremolle, d'Esquerdes, de Graville, de Bouchaige, de Piennes et de l'Isle, messeigneurs Jehan Bouvre, chevalier, trésorier des finances, le bailli de Meaulx et autres présents.* (Signé) *Parent*.

Donné sous le *vidimus* des échevins de Gand, le 1 Mars 1484 (1485, n. s.).

Vidimus original, sur parchemin, muni du sceau des échevins de Gand, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 357 r°.

MCXLVII.

1484 (1485 n. s.). — *Ghegeven in onse stede van Ghend, den zestiensten dach van Spoorcle int jaer ons Heeren duust vierhondert viere ende tachtentich.*

Lettres par lesquelles Philippe d'Autriche, duc de Bourgogne etc. renouvelle la défense de vendre ou de débiter, dans le rayon d'une lieue de la ville d'Ypres, d'autre bierre que celle fabriquée en cette ville, sous peine d'une amende de cinquante livres parisis et de voir défoncer les tonneaux devant la porte du cabaret. Il accorde ce privilège à la ville, pour l'aider à rétablir ses finances et à pourvoir aux réparations et aux reconstructions des bâtiments publics. Il leur accorde ce privilège pour un espace de quatre ans, à partir du premier Mars prochain, et sous condition que ses receveurs prélèveront à son avantage une somme de seize deniers parisis de chaque tonne de bierre forte, appelée *Keyte*, et de huit deniers parisis de chaque tonne de petite bierre. (Voir les N° DCLXIII, DCCLIV et DCCCXXXI.)

Sur le pli se trouve: *By mynen heere den hertoghe in zynen raed daer mynheere van Ravestein ende van Romont, de heere van Rassegheem, de President van Vlaenderen ende andere jeghenwoordich waren.* (Signé) *Heyme*.

Sur le même pli se trouve l'indication que ce privilège a été enregistré à la chambre des comptes à Lille, le 7 Mars 1484 (1485 n. s.).

Original, grand sceau du duc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 275 v°.

MCXLVIII.

1484 (1485 n. s.). — Donné à Paris au mois de Février l'an de grace mil cccc quatre vingts quatre et de notre règne le second.

Lettres par lesquelles Charles VIII, roi de France, approuve et confirme en tous ses points le privilège accordé en 1427 (1428 n. s.), par Philippe, duc de Bourgogne, aux habitants d'Ypres, concernant la fabrication des draps dans les villages aux environs de cette ville; privilège que son père, le roi de France Louis XI, avait également approuvé et confirmé le 11 Février 1482 (1483 n. s.).

Le privilège du duc de Bourgogne, ainsi que la confirmation de Louis XI, se trouvent transcrits en entier dans ce document (Voir les N° DCCCLVII et MC).

Sur le pli se trouve : *Par le Roy à la relation des gens de son grant conseil.* (Signé) Menon.

Original, grand sceau du roi, avec contre-scel en cire verte, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

MCXLIX.

1484 (1485 n. s.). — Donné à Amiens le derrain jour de Fevrier l'an mil m^{ij} m^{ij} quatre.

Lettres par lesquelles Arthur de Longueval, chevalier,

seigneur de Cheveilles, bailli d'Amiens, ordonne l'entérinement de la confirmation mentionnée au N° précédent.

Original, sceau en cire rouge, avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

MCL.

1484 (1485 n. s.). — Actum t'Ypre up den eersten dach van Marte anno LXXXIIIJ.

Procès-verbal constatant que, le 17 Février, se sont présentés devant les avoué, échevins et conseil de la ville d'Ypres, les députés de la ville de Cassel, lesquels ont déclaré qu'en suite du traité de paix d'Arras, de l'an 1482, et du renouvellement des privilèges de la dite ville d'Ypres, ils promettent de se soumettre en tout point au privilège de la draperie, accordé à la dite ville par Philippe, duc de Bourgogne, et s'engagent à le faire exécuter et observer dans toute leur châtellenie.

— Ils promettent aussi de se tenir strictement au privilège sur la draperie, accordé en 1378 à la ville de Cassel, par Yolente de Flandre, comtesse de Bar et dame de Cassel, privilège confirmé par Louis de Male, comte de Flandre. — Ils remettent aux magistrats d'Ypres une copie de ce privilège, ainsi qu'une liste nominative des drapiers de la ville de Cassel, au nombre de cinquante.

Le 23 et le 24 du même mois, les mêmes députés se présentèrent de nouveau devant les magistrats d'Ypres;

ils étaient accompagnés d'un grand nombre de députés des onze villages de la châtellenie de Cassel, qui tous firent les mêmes promesses, s'engageant à faire punir exemplairement tous ceux qui se permettraient d'agir contrairement au privilège des Yprois. — Ils demandent aux magistrats d'Ypres une copie de leur privilège, afin de le faire publier dans les différentes localités. — Cette copie leur est accordée.

Enfin, le 4^r Mars suivant, les mêmes députés de la châtellenie de Cassel, accompagnés d'un nombre considérable de personnes prises dans chacune des onze paroisses, se présentèrent de nouveau devant les magistrats d'Ypres, pour faire le serment de maintenir et de faire maintenir tous les points et articles du dit privilège de la draperie. — Les députés de chacune des paroisses, prêtèrent serment dans l'ordre suivant : ceux de Godewaertselde, au nombre de quarante-deux ; — ceux de Eecke, au nombre de quarante-sept ; — ceux de Steenvoorde, au nombre de trente-huit ; — ceux de Caestre, au nombre de six ; — ceux de Hazebrouck, au nombre de quatre ; — ceux de Helewaers-capelle, au nombre de vingt-et-un ; — ceux de Terdegheem, au nombre de quatre ; — les paroisses de Watene, Boescepe et Cassel hors ville étaient représentées chacune par un député.

Après la prestation de ce serment, le seigneur d'Yseghem et d'Estaires, chevalier, chef de la députation, supplia les magistrats d'Ypres de vouloir absoudre les habitants des onze paroisses, de toutes les amendes, peines et corrections qu'ils auraient pu encourir antérieurement du chef de contravention audit privilège ; ce que les magistrats susdits s'empressèrent de leur octroyer.

A ce document se trouve joint un *vidimus* de l'octroi de Yolente de Bar, délivré, sur parchemin, par les

magistrats de Cassel, et la liste nominative des drapiers de cette ville.

Original, sur papier, signé J. Coene.

MCLI.

1484 (1485 n. s.). — Faictes et recogneus le dixseptiesme jour de Mars l'an mil quatre cens quatre-vingtz et quatre.

Lettres des avoué, échevins et conseil de la ville de Bailleul, déclarant que ce jour sont comparus devant eux, Jacques Tayspil, bailli de Neuve-Église, Jean Beke, Nicolas Minaert, Michel Walweyn, et plusieurs autres. — Ces comparants ont fait aux magistrats de cette ville une déclaration tout-à-fait identique à celle mentionnée sous le N° MCXXXVII.

Original; sceau de la ville de Bailleul, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

MCLII.

1484 (1485 n. s.). — Faictes et recogneus le dixseptiesme jour de Mars l'an mil quatre cens quatre-vingtz et quatre.

Même contenu que le N° précédent, donné sous le *vidimus* de Jacques d'Estouteville, chevalier, seigneur

de Beyne etc., garde de la prévôté de Paris, sous la date du 9 Avril 1485 après Pâques.

Vidimus original, traces de sceau en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

MCLIII.

1485. — Ghегheven in onze stede van Brugghe, den xxviii^{en} dach van Wedemaent int jaer ons Heeren duust vier hondert vive ende tachtentich.

Paix conclue entre Maximilien archiduc d'Autriche, comme tuteur et mainbour de son fils Philippe, d'une part, et les trois membres de Flandre, d'autre part. — Voulant mettre fin aux troubles qui, à propos de la mainbournie désolent la Flandre, depuis la mort de son épouse l'archiduchesse Marie, il déclare recevoir en grâce tous ses sujets de Flandre et avoir arrêté, de commun accord avec les États de Flandre et avec les autres États, une paix sincère et stable, moyennant les points suivants: 1° Les États de Flandre le reconnaîtront comme père, tuteur et mainbour naturel de son fils Philippe; à ce titre il aura la gouvernement et l'administration de tous les états de son fils; il sera installé et inauguré publiquement comme tel, à Gand et ailleurs, où il recevra le serment de ses sujets, après qu'il aura prêté lui-même le serment en sa qualité de mainbour. — 2° Quand il se rendra à Gand pour prêter le serment et pour le recevoir, ceux de Flandre conduiront son fils jusques hors des portes de la ville,

le lui présenteront et le lui remettront entre les mains. — 3° A son entrée à Gand il pourra, pour sa sûreté personnelle, se faire accompagner d'un nombre de troupes égal à celui qui l'accompagnait à son entrée récente à Bruges. — 4° Tous les partisans de l'archiduc qui, pendant les troubles, ont été bannis ou se sont expatriés, pourront rentrer en Flandre sans être recherchés, en aucune manière, pour des faits antérieurs. — 5° En cas de doute sur le motif du ban ou de la fuite des personnes mentionnées au paragraphe précédent, l'archiduc et son conseil de Flandre décideront. — 6° Il consent à lever le ban et à annuler les jugements portés par coutume contre certaines personnes du Brabant, pour lesquelles ceux de Flandre ont demandé grâce; mais sous condition que ces Brabançons aient à répondre, devant la justice, des faits, étrangers aux troubles et aux guerres de Flandre, qui pourraient leur être imputés. — 7° Il confirme, tant en général qu'en particulier, tous les privilèges, coutumes, franchises etc., des villes et du pays de Flandre. — 8° Le pays de Flandre lui payera une certaine somme, à convenir d'après les frais qu'il a dû faire pour la guerre; cette somme sera répartie sur toutes les villes de Flandre, d'après le *transport*, et lui sera payée en trois termes, le premier au 1 Janvier prochain, le second au 1 Janvier suivant et le troisième au 1 Janvier 1487 (1488 n. s.). — 9° Il sera payé, aux mêmes termes, une indemnité convenable à M^{me} la Douairière, Marguerite de Yorck. — 10° Il confirme toutes les nominations, octrois, jugements etc., faits pendant les troubles, sauf son droit et celui de son fils. 11° Le pays de Flandre continuera à ressortir aux mêmes juridictions qu'avant les troubles. — 12° Tous les offices qui ressortissaient antérieurement de la chambre des comptes de Lille, conti-

nueront à y ressortir. — 13° Toutes les personnes, des deux côtés, dont les biens ont été confisqués ou saisis, rentreront en pleine jouissance de leurs possessions, sauf quelques personnes à désigner nominativement. — 14° Il pardonne tous les injures et offenses qu'on lui a faites, mais il excepte de ce pardon général, 1° le comte de Romond, les seigneurs de la Vère et de Gruuthuse, qui, en leur qualité de chevaliers de la Toison d'Or, auront à répondre de leur conduite devant les autres chevaliers de l'ordre. 2° Les personnes suivantes, qui auront à comparaître devant la juridiction à laquelle ils appartiennent: Louis de Massemen, Jean Vander Coppenholle, Jean Heyman, Gaspard Heyman, Gilles Vanden Broucke, Justin Schietecatte, Guillaume Moreel, Jean van Riebecke, Antoine Labe, Jean de Keyt, l'ancien, Louis Steglen, Segher Van Roo, Pierre Vander Eeke, François van Bassevelde, Jean van Oorsecamp (Oostcamp), Nicolas Marteel, Jaspard de Spremeeke, François Vander Poorte et Tristram Belle. Les biens confisqués de ces personnes serviront à rétablir ou restaurer les maisons et propriétés démolies ou dégradées pendant la guerre. — 15° L'archiduc s'engage à faire délivrer aux États de Flandre des lettres d'approbation de la dite paix, signées par tous les chevaliers de l'ordre, et par les divers états des provinces.

Donné sous le *vidimus* des échevins de la ville de Gand, le 17 Novembre 1485.

Vidimus original, traces de sceau, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 559 v° à 564 r°. Analysé dans DESPARS, *Cronycke van den lande ende graefscepe van Vlaenderen*, f° 260, et en partie dans l'*Histoire de Flandre*, par M. KERVYN DE LETTENHOYE.

MCLIV.

1485. — Den xxviii^{en} dach van Hoymaent int jaer ons Heeren duust vier hondert vyf ende tachtentich.

Lettres par lesquelles les échevins des deux bancs et les deux doyens de la ville de Gand, au nom de toute la commune, déclarent et promettent d'observer et de faire observer à tout jamais tous les points et articles contenus dans la pacification que l'archiduc Maximilien leur a accordée après l'émeute du 11 Juillet dernier. — Cette pacification se trouve inscrite en entier dans la présente déclaration; en voici les points principaux: 1° Il leur impose l'observance et l'exécution de la *paix de Gavre*, (dont il insère le texte dans son acte de pacification) (1). — Il se réserve pour lui et pour ses successeurs le droit de désigner les huit électeurs chargés de renouveler les magistrats: ce renouvellement aura lieu immédiatement, et les nouveaux magistrats resteront en fonctions jusqu'à la mi-Août 1486, époque à laquelle se fera dorénavant le renouvellement susdit. — Ils feront disparaître de la maison échevinale le portrait (*ghelyckenisse ofte figure*) de Guillaume Vanderschragen, et remettront à l'archiduc, pour être anéanties, les lettres d'octroi qu'ils ont reçues à cet égard. — Les villes et châtellenies d'Audenarde, de Biervliet, de Termonde, d'Alost et du pays de Waes

(1) Le traité de Gavre et les lettres d'abolition ont été publiés par M. GACHARD, dans le tome II de la *Collection de documents inédits concernant l'histoire de la Belgique*, p. 142.

seront distraites de la juridiction de Gand. — Le doyen des tisserands sera choisi par le prince sur une liste triple qui lui sera présentée par les électeurs de ce métier; les doyens des autres métiers seront désignés par les magistrats de Gand, sur présentation d'un nombre double de candidats. — Tous les principaux chefs de révolte seront dorénavant punis par la perte du corps et des biens, leurs enfants seront déchus de tous leurs droits et privilèges de bourgeoisie et de métier. — Les Gantois devront se conformer en tout aux prescriptions précédentes; ils laisseront jouir l'archiduc de toutes les seigneuries, droits, prérogatives, domaines etc., qui ont été retirés depuis la mort du duc Charles; ils donneront à ce sujet à l'archiduc des lettres de promesse, munies du sceau de St Jean. — Ils ne seront pas obligés de maintenir la fermeture des deux portes dont il est parlé dans le traité de Gavre. — Toutes les concessions et octrois contraires audit traité, qu'ils ont obtenus soit de la duchesse Marie, soit du roi de France, seront remis à l'archiduc pour être lacérés et détruits. — A ces conditions, l'archiduc pardonne aux Gantois la dernière émeute, ainsi que toutes les précédentes.

Copie sur papier, collationnée et signée
Verreyken.

MCLV.

1485. — Den xvⁿ dach van November int jaer ons Heeren duust vier hondert vive ende tachtentich.

Vidimus d'une charte par laquelle Louis, comte de

Flandre, confirme, le 25 Février 1324 (1325 n. s.), le privilège accordé aux Gantois par Robert de Bethune, en 1314, d'après lequel il était défendu de vendre à Gand du draps qui n'était pas fabriqué dans cette ville, et de fabriquer du draps, dans les campagnes, dans un rayon de cinq lieues autour de cette ville (1).

Vidimus original, donné par les échevins de Gand. Traces de sceau avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MCLVI.

1485 (1486 n. s.) — Donné en nostre ville de Malines, le premier jour de Janvier l'an de grace mil quatre cens quatre vings et cinq.

Lettres par lesquelles Maximilien et Philippe, archiducs d'Autriche etc., nomment leur conseiller et *Watergrave*, Jean van Nieuwenhove, aux fonctions de receveur, chargé de faire rentrer les vingt-cinq mille livres de quarante gros, accordées par les États de Flandre pour être distribuées entre ceux qui se sont entremis pour le traité de paix conclu dernièrement entre l'archiduc et la Flandre.

Donné sous le *vidimus* des échevins de Bruges, le neuf Mai 1486.

Vidimus original, sceau en cire brune avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

(1) Un côté de cette charte est entièrement rongé par les souris.

MCLVII.

1485 (1486 n. s.). — Fait à Malines le xix^e jour de Janvier l'an mil cccc quatre-vings et cinq.

Lettres par lesquelles le grand-conseil de Malines fait connaître qu'afin de parvenir soit à un accord amiable soit à un jugement au sujet du différend existant entre la ville d'Ypres d'une part, et ceux de Neuve-Église, Niep-Église et Eecke d'autre part, concernant la draperie, les deux parties auront à soumettre audit grand-conseil, dans le délai de six semaines, un mémoire avec indication de tous les documents dont ils croient devoir appuyer leurs prétentions. En attendant la remise de ces pièces, ceux de Neuve-Église, Niep-Église et Eecke, continueront leur fabrication comme ci-devant.

Original, sur parchemin, signé *Douvebeke*.

MCLVIII.

1485 (1486 n. s.). — Sans date, en français.

Liste sommaire des divers documents que ceux d'Ypres exhibent devant le grand-conseil de Malines, à l'appui de leurs prétentions au sujet de la draperie. (Voir le N^o précédent).

Minute sur papier.

MCLIX.

1485 (1486 n. s.). — Sans date, en français.

Liste sommaire des documents que ceux de Neuve-Église, de Niep-Église, d'Eecke etc. exhibent devant le grand-conseil de Malines, à l'appui de leurs prétentions concernant la draperie.

(Voir le N^o MCLVII).

Minute, sur papier.

MCLX.

1485 (1486 n. s.). — Donné en nostre ville de Malines, le vingtyeme jour de Janvier l'an de grace mil quatre cens quatre-vings et cinq.

Lettres par lesquelles les archiducs Maximilien et Philippe ordonnent au premier huissier ou à tout autre officier à ce requis de la part des échevins d'Ypres, de faire ajourner devant le grand-conseil de Malines, les échevins des villages de Neuve-Église, Niep-Église et Eecke, pour y répondre du fait d'avoir taxé et imposé les bourgeois d'Ypres habitant ces villages, et ce contrairement aux privilèges desdits Yprois. — Les archiducs leur ordonnent de faire restituer immédiatement et en

attendant l'issue de cette affaire, toutes les sommes levées de cette manière sur les bourgeois d'Ypres susdits.

Original, grand sceau des archiducs, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MCLXI.

1485 (1486 n. s.). — Donné à Paris le xiii^e jour de Février l'an de grace mil cccc quatrevingt et cinq.

Lettres par lesquelles Charles VIII, roi de France, autorise les magistrats d'Ypres à retirer, sans amende, de la cour du parlement de Paris, toutes les pièces concernant les procès entre eux et ceux de Neuve-Église etc., au sujet de la draperie, qui sont encore pendants devant la dite cour. Il autorise les parties à s'accorder, ou à transiger comme elles le jugeront convenable.

Original, le sceau, qui pendait à une bande de parchemin, est perdu.

MCLXII.

1485 (1486 n. s.). — Fait à Malines, le x^{me} de Mars mil quatre cens quatre vings et cinq.

Décision par laquelle le conseil des finances du roi des Romains, archiduc d'Autriche, décharge la ville d'Ypres d'une partie de sa quote dans les subsides extraordinaires récemment accordés. — Les échevins d'Ypres avaient exposé audit conseil des finances la malheureuse situation de la ville, qui, lors de la fixation du transport de Flandre en 1408, était une des meilleures villes de la Flandre, riche et bien peuplée, où le commerce affluait, et que, par ce motif, elle avait été taxée audit transport pour autant que douze ou treize des meilleures villes du dit pays, excepté Gand et Bruges. — Que depuis la ville a tellement perdu, que de trois à quatre mille métiers de drapiers, il en reste tout au plus vingt-cinq à trente; que sa population, de quatre-vingt à cent mille âmes, est réduite à cinq ou six mille; la cause de cette décadence, c'est la ruine presque entière de la draperie; le tiers des habitants sont pauvres, mendient leur pain, et vivent des aumônes des bonnes gens; dans toute la ville il y a, tout au plus, cinquante à soixante personnes qui soient riches de cent livres de gros. — Les rentes héréditaires et viagères que la ville doit payer annuellement surpassent, chaque année, de cinquante livres de gros tous les revenus et recettes de la ville, etc. — Le conseil des finances, eu égard à la triste situation de la ville, décide que, dans les 20,000 écus pour l'exécution

du testament de feu la Duchesse, elle ne payera que le tiers de sa quote; dans les 20,000 florins requis pour l'entretien des gens de guerre et dans les 20,000 écus pour les gratuités à accorder à ceux qui se sont entremis à l'accord de paix (voir N° MCLIII), elle payera seulement autant que la ville de Courtrai est imposée d'après le transport susdit (1).

Copie authentique, sur parchemin, signée
Lefevre.

MCLXIII.

1485 (1486 n. s.). — Duodecima die mensis Marcii anno Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo quinto.

Vidimus, donné par le prévôt de l'église de St-Martin d'Ypres, de trois chartes de Philippe, duc de Bourgogne, concernant la draperie, analysées sous les N° DCCCLXIV, DCCCLXXV et DCCCLXXVI.

Vidimus original; le sceau, qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

(1) Nous publions ce document en entier à la suite de ce volume.

MCLXIV.

1485 (1486 n. s.). — Duodecima die mensis Marcii anno Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo quinto.

Vidimus, délivré par le prévôt de l'église de St-Martin d'Ypres, d'une charte de Philippe, duc de Bourgogne, concernant les bannis pour le fait de la draperie, analysée sous le N° DCCCLXXII.

Vidimus original, le sceau, qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

MCLXV.

1485 (1486 n. s.). — Ghemackt ende ghegeven den zeventiensten dach van Maerte int jaer ons Heeren duust vier hondert vive ende tachtentich voor Paesschen.

Vidimus de la sentence prononcée par Louis de Nevers, au sujet d'un débat surgi entre les drapiers de la ville de Bruges d'une part, et ceux du Franc de Bruges, d'autre part. — Cette sentence se trouve analysée sous le N° DXVI.

Vidimus original, sceau de la ville de Bruges, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

MCLXVI.

1486. — Donné en nostre ville de Malines, le x^e jour d'Avril, l'an de grace mil CCCC quatre-vings et six après Pasques.

Lettres par lesquelles Maximilien, roi des Romains, et Philippe, archiduc d'Autriche, approuvent l'augmentation de taxe que les échevins de la ville d'Ypres, du consentement de la plupart des habitants de cette ville, ont assise sur tous les bourgeois. — Cette augmentation de taxe n'étant établie que pour mettre la ville en état de subvenir aux aides extraordinaires dernièrement accordées, les princes ordonnent à tous leurs huissiers, sergents-d'armes et autres officiers, de poursuivre ceux qui refuseront le paiement de cette nouvelle subvention, et de les ajourner, au besoin, devant son conseil de Flandre.

Original, grand sceau en cire rouge, avec contre-scel, pendant à une bande de parchemin.

MCLXVII.

1486. — Donné en nostre ville de Malines, le premier jour de Juing, l'an de grace mil quatre cens quatre-vings et six.

Lettres par lesquelles Maximilien, roi des Romains, et son fils Philippe, archiduc d'Autriche, ordonnent à leur

conseiller et procureur-général de Flandre, Omer Claisson, de faire publier à Ypres et dans toute la châtellenie l'ordonnance sur l'entretien des chemins publics. — Les échevins d'Ypres avaient exposé aux princes le mauvais état dans lequel se trouvaient toutes les voies publiques, dont l'entretien, qui incombait aux riverains, avait été entièrement négligé depuis une douzaine d'années. Les chemins étaient devenus impraticables, même en été, à tel point, que les marchands étrangers avaient cessé de se rendre à Ypres, au grand préjudice de cette ville, qui se trouvait déjà dans une position si précaire. — Le prince ordonne à tous les riverains quels qu'ils soient, de faire remettre en bon état, et dans un délai fixé, la partie des chemins publics qui est contigue à leurs propriétés. — Si, dans le délai fixé, ces travaux ne sont pas exécutés, le procureur-général de Flandre les fera exécuter d'office à charge des retardataires, et ajournera ceux-ci en outre devant le conseil de Flandre, pour s'y entendre condamner s'il y a lieu.

Original sur parchemin, grand sceau avec contre-scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MCLXVIII.

1486. — Den eersten dach van Ougst int jaer duust vier hondert zesse ende tachtentich.

Lettres de grâce accordées par Maximilien, usant de

son autorité et droit comme roi des Romains, à Magdelaine Stocx, surnommée l'abbesse, qui, le 19 Mars 1482|83, avait été bannie des terres de Flandre pour le terme de sept ans, parce qu'elle avait tenu mauvais cabaret et mauvais lieu (*quade herberg ende slop*), et avait occasionné des scandales et des désordres dans la ville. — Le roi annule le ban prononcé contre elle, et la restitue dans son *ancien honneur et bonne réputation* (*goeder fame ende name ghelyc zoe was*).

Sur parchemin, signé *De Witte*. Traces du petit scel du roi, en cire rouge, appliqué sur le parchemin.

MCLXIX.

1486. — Donné en nostre camp lez nostre ville de Lens, le xxvj^e jour d'Aoust l'an m^{ij}^{xx} et vi, de notre regne le premier.

Lettres par lesquelles Maximilien, roi des Romains, informe les magistrats d'Ypres, qu'à leur demande il consent à les exempter de la quote à laquelle ils sont imposés pour l'aide des 15,000 hommes que les États de Flandre lui ont accordés naguères; pourvu qu'ils lui fassent parvenir immédiatement en argent comptant une somme de deux cents livres de gros.

Original, sur papier, revêtu de la signature de Maximilien.

MCLXX.

1486. — In Ougst xiiii^e lxxxvj.

Relevé fait par Olivier Belle, Pierre Van Eyzacker, échevins, et Jacques du Pryer, de toutes les chambres et écuries disponibles et disposées pour la réception du roi des Romains et de sa suite. — Le nombre des chambres désignées est de 535, et les écuries offrent place pour 745 chevaux. — Voici les détails : *Zuut-strate* (1), 63 chambres, et place pour 191 chevaux; *Wedinc-strate*, 2 chambres; *Volders-strate*, 4 chambres, 4 chevaux; *Mond-strate*, 15 chambres, 29 chevaux; *Bachten Vleesc-huuse*, 5 chambres, 10 chevaux; *Ter marct zuud-zyde*, 2 chambres; *Bueter-strate*, 40 chambres, 102 chevaux; *Beenhouwers-strate*, 5 chambres, 19 chevaux; *Elverdinc-strate*, 17 chambres, 26 chevaux; *Boesinc-strate*, 50 chambres, 58 chevaux; *Zuuvel-marct*, 9 chambres, 11 chevaux; *Dixmuud-strate*, 17 chambres; *Ter marct noord*, 29 chambres, 146 chevaux; *Ter marct zuud-zyde*, 20 chambres, 29 chevaux; *Auwer-strate*, 15 chambres, 51 chevaux; *in de Rollinc-strate ende Cauwertinc-strate*, 6 chambres, 5 chevaux; *Thoroud-strate*, 8 chambres, 8 chevaux; *Corte Thoroud-strate*, 9 chambres, 12 chevaux; *up de Leet*, 6 chambres, 2 chevaux; *in de Mersch*, 3 chambres, 17 chevaux; *Honde-strate*, 22 chambres, 23 chevaux; *Clyer-*

(1) Nous donnons ici les noms de ces rues en flamand et avec l'orthographe de l'époque, afin qu'on puisse les comparer avec les noms estropiés, en usage actuellement. *Cauwertinc-strate*, du nom de la famille Cauwertinc, est devenue *Kauwekind-strate*, et ainsi de plusieurs autres rues.

strate, 40 chambres, 20 chevaux. Total 555 chambres et place pour 743 chevaux.

Petit cahier composé de quatre demi-feuilles de papier.

MCLXXI.

1486. — Datum Romae apud sanctum Petrum, anno incarnationis Dominice millesimo quadragesimo octuagesimo sexto, decimo Kal. Decembris.

Bulle du pape Innocent VIII, autorisant les magistrats de la ville d'Ypres à faire dire tous les jours la messe dans la chapelle des Halles. — Ils pourront désigner eux-mêmes le prêtre qu'ils voudront charger de cet office; la messe pourra se dire avant le jour, mais cependant au moment où le jour commence (*ante diem circa tamen diurnum lucem*), parce qu'il convient que le sacrifice de Jésus-Christ, qui est la candeur et la lumière éternelle même, soit fait non pendant les ténèbres de la nuit, mais pendant le jour (*Non noctis tenebris fieri sed in luce*). Il menace d'excommunication quiconque voudra s'opposer ou mettre obstacle à la présente autorisation.

Original, muni de la bulle en plomb, pendant à des lacets de fil rouge et jaune.

Transcrit dans le *Wittenbouck*, f° 228 v°.
" " *Roodenboek*, f° 24 v°.

MCLXXII.

1486 (1487 n. s.). — Den eersten dach van Maerte int jaer duust cccc sessentachtentich.

Lettres par lesquelles Roland Lefèvre, receveur-général des domaines en Flandre, déclare avoir reçu de la ville d'Ypres, la somme de trois mille quatre cent trente-deux couronnes et demie du prix de quarante-huit gros de Flandre, en avance des premières aides que les États de Flandre accorderont au roi des Romains.

Original, sur parchemin, signé *Lefèvre*, et muni du sceau du receveur-général, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MCLXXIII.

1486 (1487 n. s.). — Donné en nostre ville de Bruges, le x^e jour de Mars l'an de grace mil cccc quatre vings et six.

Lettres par lesquelles Maximilien, roi des Romains, et son fils Philippe, archiduc d'Autriche, défendent à ceux de Neuve-Église, Niepe-Église et autres villages des environs, de lever aucune espèce de taille sur les bourgeois d'Ypres habitant ces villages, ni sur ceux qui ne sont pas bourgeois d'Ypres, et qui, n'étant pas drapiers, ne veulent pas contribuer à la taxe que les échevins de

ces villages ont été autorisés à lever pour subvenir aux frais de leur procès contre ceux d'Ypres concernant la draperie. — Ils devront rembourser sans délai les sommes perçues indûment de ce chef. (Voir le N° MCLX).

Sur le pli se trouve: *De par le Roy à la relation du conseil*, (signé) *De Longueville*.

Original, grand sceau en cire rouge, avec contre-scel, pendant à une bande de parchemin.

MCLXXIV.

1486 (1487 n. s.). — Donné en nostre ville de Bruges, le xxvj^e jour de Mars l'an m^{cc}xxvi avant Pasques.

Lettres par lesquelles Maximilien, roi des Romains, défend aux échevins de la ville d'Ypres, de laisser entrer ou séjourner dans leur ville, tout capitaine ou tous gens de guerre, de quelque nation qu'ils soient, à moins qu'ils ne soient porteurs d'un ordre particulier de sa part.

Original, sur papier, signé de par le Roi,
Numan.

MCLXXV.

1487. — Le xxix^e jour de Decembre l'an mil cccc quatre-vings et sept.

Lettres par lesquelles Maximilien, roi des Romains, annule le rappel, ou grâce de ban, qu'il avait accordé à une femme nommée Martine, hôtesse de l'*Étoile*, condamnée à trois ans de bannissement. — Cette grâce qu'il a accordée étant contraire aux privilèges des Yprois, d'après lesquels les comtes de Flandre ne peuvent rappeler les bannis qu'à leur première ou joyeuse entrée, le roi l'annule et veut que son bailli d'Ypres la considère comme non avenue.

Expédition authentique sur parchemin, signée:
Numan.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 235 v^o.
" " *Wittenboek*, f° 254 r^o.

MCLXXVI.

1487 (1488 n. s.). — Sans date; en français.

Instruction donnée par Maximilien, roi des Romains etc., aux députés de Bruges et d'Ypres envoyés de sa

part aux Gantois pour tâcher de les maintenir dans l'obéissance et les réconcilier avec le roi.

Expédition originale, sur papier, portant la signature de *Maximilien*.

Publiée par nous, sous la lettre *A*, aux annexes de la 1^{re} partie de la *Correspondance des Magistrats d'Ypres, députés à Gand et à Bruges, pendant les troubles de Flandre sous Maximilien*.

MCLXXVII.

1487 (1488 n. s.). — Up den xxⁿ dach van Lauwe, ghedaen binnen der stede van Ghend.

Déclaration des Gantois en réponse aux démarches faites par les députés de Bruges et d'Ypres, chargés, de la part de Maximilien, de chercher à les ramener à leur devoir. (Voir le N^o précédent.)

Expédition originale, sur papier, signée *Vander Oeyen*.

Publiée par nous, à la suite de la 1^{re} partie de la *Correspondance des Magistrats etc.*, annexes, lettre *B*.

MCLXXVIII.

1477 (1478 n. s.). — Sans date; en flamand.

Nouvelle instruction donnée par Maximilien, roi des Romains etc., aux députés de Bruges et d'Ypres envoyés à Gand, une seconde fois, pour traiter de la paix.

Expédition originale, sur papier, signée de la main de *Maximilien*.

Publiée par nous, à la suite de la 1^{re} partie de la *Correspondance des Magistrats*, annexes, lettre *C*.

MCLXXIX.

1487 (1488 n. s.). — Ypre den ende twintichsten dach van Laumaend int jaer duust cccc zevens ende tachtentich.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville d'Ypres reconnaissent que Roland Lefèvre, receveur-général de Flandre, les a acquittés de leur part dans la subvention des 200,500 livres monnaie de Flandre, moyennant un payement de 2,000 livres de la même monnaie. (Voir le N^o MCLXIX.)

Original, sceau des échevins en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MCLXXX.

1487 (1488 n. s.). — Sans date (Février), en français.

Instruction donnée par le roi de France, Charles VIII, à Michel de Belleforiere, bailli de Lens, envoyé de sa part aux Gantois pour les détacher du parti de Maximilien.

Copie de l'époque, sur papier.

Publiée par nous, à la suite de la 1^{re} partie de la *Correspondance des Magistrats* etc., annexes, lettre D.

MCLXXXI.

1488. — Anno a nativitate Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo octavo, die vero xxvj mensis Februarii (1).

Protestation faite par les députés d'Ypres, à cause de leur alliance avec les deux autres membres de Flandre.

(1) Le notaire auteur de cet acte a fait commencer l'année à la Noël; il a suivi en cela l'usage assez fréquent à la chancellerie pontificale sous Innocent VIII, de commencer l'année à la Noël ou au 1 Janvier (voir *Annuaire historique pour l'année 1852, publié par la société de l'histoire de France*, p. 154); on sait que les notaires apostoliques suivaient ordinairement la computation de la chancellerie pontificale.

— Ils protestent contre l'alliance des Gantois avec le roi de France, qui s'est emparé de la ville de Courtrai, et a envoyé en Flandre trois cents hommes de cavalerie pour faire la guerre à tous ceux qui n'adhèrent pas au traité d'Arras de 1482. — Ils protestent contre la conduite des Brugeois, qui, à la sollicitation de ceux de Gand, ont arrêté et conduit à Gand divers seigneurs du conseil du roi, ont arrêté le roi même et le tiennent prisonnier, malgré les réclamations des députés d'Ypres. — Ils déclarent ne se joindre aux deux autres membres, que forcés par leurs menaces; ils concourront de tout leur pouvoir à tout ce qui peut tendre à la pacification du pays, mais protestent d'avance contre toute mesure qui sera prise contre l'autorité du roi et du jeune archiduc. — Ils ne se joignent aux deux autres membres que pour éviter de plus grands malheurs, et pour tâcher de ramener la paix dans le pays de Flandre.

Cette protestation fut faite à Bruges, dans l'église de Notre-Dame, devant Jacques Bevele, notaire impérial du diocèse de Liège (1).

Roodenboek, f^o 375 r^o à 377 v^o.

(1) C'est à cet acte que fait allusion le postscriptum de la lettre N^o xix du 26 Février 1487 (1488 n. s.), de la *Correspondance des Magistrats d'Ypres*, députés à Gand et à Bruges pendant les troubles sous Maximilien.

MCLXXXII.

1487 (1488 n. s.). — Donné à Amboise, le vi^e jour de Mars l'an de grace mil cccc quatre-vingts et sept.

Lettres par lesquelles Charles VIII, roi de France, déclare que les députés des trois membres de Flandre lui ayant exposé leur ferme volonté de rester fidèles au traité d'Arras de 1482, il prend sous sa protection tous ses sujets de Flandre et toutes les localités qui voudront adhérer de nouveau audit traité. Il pardonne toutes les infractions à ce traité commises jusqu'à ce jour. — Il permet à tous les marchands flamands la libre circulation dans toute l'étendue de son royaume. — Il rétablit dans leurs biens, tels qu'ils les trouveront, ceux qui jusqu'ici en ont été dépossédés pour infraction à la paix d'Arras. — Il désigne le seigneur d'Esquerdes, maréchal de France, lieutenant-général du pays d'Artois et de Picardie, pour s'entendre avec les trois membres de Flandre et les autres villes, châtellenies et villages qui adhéreront audit traité, et pour régler et arrêter les bases du rétablissement de l'ordre et de la paix. — Il promet, en parole de roi, d'avoir pour agréable, d'approuver, de confirmer et de ratifier toutes les dispositions qui seront prises par ledit seigneur d'Esquerdes.

Donné sous le *vidimus* de Clément, prévôt de l'église et du monastère de St-Martin, d'Ypres, le 22 Mars de la même année.

Vidimus original, sceau du prévôt avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 364 r°.

MCLXXXIII.

1488. — Actum te Ghend, xvij in April anno LXXXVIII naer Paesschen.

Articles proposés aux trois membres de Flandre, par les députés des neuf membres de la ville de Bruges, contenant les griefs des Brugeois contre l'administration de Maximilien. — Réponse des trois membres de Flandre.

Copie de l'époque sur papier.

Publiés par nous, à la suite de la 2^e partie de la *Correspondance des magistrats* etc., annexes, lettre E.

MCLXXXIV.

1488. — Sans date (28 Avril 1488), flamand.

Déclaration des députés du clergé de Flandre, en réponse aux propositions faites au nom des États de Brabant, de Hainaut, de Namur etc., par le pensionnaire Romerswalle, pour parvenir à la conclusion de la paix et à la délivrance de Maximilien.

Copie de l'époque, sur papier.

Publiée par nous, à la suite de la 2^e partie de la *Correspondance des magistrats* etc., annexes, lettre F.

MCLXXXV.

1484. — Sans date (28 Avril 1488), flamand.

Déclaration faite par Willem Zoete, pensionnaire de la ville de Gand, au nom des trois membres de Flandre, en réponse aux propositions du pensionnaire Romerswalle (1).

Copie de l'époque, sur papier.

Publiée par nous, à la suite de la 2^e partie de la *Correspondance des magistrats* etc., annexes, lettres G.

MCLXXXVI.

1488. — Sans date (Avril 1488), flamand.

Articles proposés par les seigneurs du sang (*by den heere van den bloede*) pour parvenir à la paix et à la délivrance de Maximilien.

Copie de l'époque, sur papier.

Publiés par nous, à la suite de la 2^e partie de la *Correspondance des magistrats* etc., annexes, lettre H.

(1) Voyez, à propos de ce factum, KERVYN DE LETTENHOVE, *Histoire de Flandre*, 2^e édition, tome 4, p. 365.

MCLXXXVII.

1488. — Ghegeven in de stede van Brugghe onder onzen grooten zeghele, den zestiensten dach van Meye int jaer ons Heeren duust vier hondert acht en tachtentich.

Traité de paix conclu entre Maximilien, roi des Romains etc., d'une part, et les villes de Gand, de Bruges et d'Ypres, formant les trois membres de Flandre, d'autre part : — 1^o Le roi des Romains sera mis immédiatement en liberté, et il lui sera loisible de se rendre où bon lui semblera; il laissera comme otages : à Bruges le marquis de Bade et le duc Christophe de Bavière; à Gand, Philippe de Clèves. — 2^o Ces trois seigneurs jureront sur le bois de la S^{te} Croix et sur les saintes Évangiles, qu'ils ne quitteront lesdites villes de Bruges et de Gand que lorsque les clauses du présent traité de paix seront entièrement exécutés; en outre, Philippe de Clèves déclare que, si le roi des Romains manquait aux stipulations du dit traité, il prendra le parti des communes contre le dit roi, qui d'avance le dégage en ce cas de tous serments à lui prêtés. — 3^o Les députés des États de Brabant, du Hainaut, de la Zélande, de Namur, des villes de Valenciennes, de Lille, de Douai etc., qui se trouvent actuellement réunis à Gand, s'engagent à ne pas quitter cette ville, avant que la paix avec la France et l'union entre les provinces ne soient entièrement et définitivement arrêtées. — 4^o Le roi des Romains s'engage de faire sortir de la Flandre, dans le délai de quatre jours, et du pays entier dans le délai des quatre jours suivants, toutes les garnisons étrangères, les empêchant, dans leur marche, de se livrer au pillage ou de rançonner le pays; il leur sera également défendu d'emmener des prisonniers, mais ils devront mettre ceux-ci à une rançon

modérée; s'ils faisaient le contraire, on recouvrerait les dommages sur la pension que ceux de Flandre consentiront au roi. — 5° Ceux de Flandre congédieront tous leurs gens de guerre et les empêcheront de tout exploit ou expédition dans le pays. — 6° Pour faciliter le renvoi des troupes étrangères, les trois membres de Flandre paieront au Roi, dans le délai d'un mois la somme de vingt-cinq mille livres de quarante gros monnaie de Flandre; si les gens de guerre n'avaient pas quitté le pays dans le délai fixé, cette somme servirait à lever d'autres troupes chargées d'expulser les troupes allemandes. — 7° Tous les châteaux, forts, retranchements etc. du pays de Flandre seront remis entre les mains des seigneurs du sang, au nom du jeune archiduc; on y nommera des châtelains et autres officiers d'après les coutumes du pays et du consentement des trois membres de Flandre. — 8° Le roi pardonne à toujours, aux Brugeois, la prise et la détention de sa personne, et tous les faits qui y sont relatifs. — 9° Il pardonne également, aux trois membres de Flandre, toute participation au fait de cette détention; tous les blâmes, toutes les injures contre sa personne, et jamais il ne les poursuivra ni ne les fera poursuivre, ni dans le pays ni ailleurs, pour des faits ayant rapport à ce qui précède. — 10° Ceux de Flandre pardonnent également à tous ceux qu'ils ont accusés d'actes illégaux ou de participation aux hostilités dirigées contre la Flandre. — 11° Tous ceux qui, pendant ces troubles, ont éprouvé des pertes et des dommages, devront également pardonner et oublier, sans jamais exercer des poursuites à cet égard. — 12° Cependant, ceux qui seront accusés de détournement de fonds, soit au préjudice du roi et de l'archiduc, soit au préjudice des villes de Flandre, seront jugés de ce chef par leurs juges naturels. — 13° Tout

individu qui, avant les troubles, a extorqué par force, par menaces ou par ruse, de l'argent, des bijoux, des maisons ou des terres, sera forcé de répondre de toute accusation portée contre lui de ce chef, et sera condamné à restitution. — 14° Maximilien renonce à sa mainbournie pour la Flandre, et consent à ce que, pendant la minorité de l'archiduc, ce pays soit administré et gouverné au nom de Philippe, de l'avis des seigneurs du sang du côté maternel, par un conseil à nommer par les dits seigneurs du sang, du consentement des trois membres de Flandre. — 15° En considération de cette renonciation, les trois membres de Flandre paieront annuellement au roi, pendant la minorité de l'archiduc, la somme de (1) de quarante gros la livre, en deux termes, le premier à la Noël, le second à la S^t Jean; moyennant cette somme annuelle, le roi renonce à tous les arriérés d'anciennes aides ou de subsides qui peuvent lui être dûs. — 16° Il renonce à toute propriété, dans la Flandre, et s'engage à ne plus porter ni le titre ni les armes de ce comté. — 17° Il adhère au traité de paix fait récemment entre le roi de France et les villes de Flandre, ainsi qu'au traité d'Arras de 1482. — 18° Il s'engage à remettre son fils entre les mains des seigneurs du sang du côté maternel, qui le guideront et le dirigeront d'après la dotation qui lui sera faite, dotation à laquelle participeront tous les états des diverses provinces. — 19° Il décharge ceux de Flandre, au nom de son fils, de tous les joyaux, tapisseries etc., appartenant à son fils, et qui lui ont été remis après la paix de 1485 (Voir le N° MCLIII). — 20° Il rétablit tous les privilèges, franchises etc., du

(1) La somme est restée en blanc: mille livres de gros, d'après Beaucourt, *Tableau fidèle*.

pays de Flandre, sans aucune exception et nonobstant les lettres contraires qui peuvent avoir été délivrées antérieurement. — 21° Il ne posera ni ne permettra de poser aucun acte contraire aux intérêts de la Flandre, il fera rappeler toutes les censures ecclésiastiques, s'il en existe, donnera à tous les marchands et à ceux qui les demanderont des lettres de garantie pour pouvoir circuler librement eux et leurs marchandises dans tous les états de l'Allemagne et ailleurs. — 22° Il jure sur les saintes Évangiles, sur le bois de la S^{te} Croix, sur le canon de la messe et sur le saint Sacrement, de maintenir et d'exécuter tous les points du présent traité, et se soumet aux censures ecclésiastiques, s'il venait à l'enfreindre en quelque point. — 23° Il s'engage à faire ratifier ledit traité de paix par le pape, par l'empereur, par les six électeurs de l'empire, par les seigneurs du sang, par les états des diverses provinces, par les évêques d'Utrecht et de Liège, par les ducs de Clèves et de Juillers, qui tous donneront leurs lettres scellées; les quatre derniers s'engageront en outre de ne donner aucun passage, ni par terre ni par les rivières, aux troupes qui viendraient pour attaquer la Flandre. — 24° Si en un point quelconque il manquait, ou laissait manquer, au présent traité de paix, les seigneurs du sang, les chevaliers de l'ordre de la Toison d'or, les états divers et leurs habitants seront *ipso facto* dégagés de tout serment, et dispensés de toutes aides, subsides et pensions, et ceux de Flandre, de la pension dont il est fait mention dans ce traité; tous les autres états du pays seront relevés de son autorité, seront obligés de donner aide et secours à ceux de Flandre, et se gouverneront au nom de son fils, par un conseil, comme ceux de Flandre. — 25° Le présent traité sera aussi ratifié par le roi de France. — 26° Quiconque

violera la paix, sera puni exemplairement là où on pourra le trouver. — 27° Si dans la suite l'un des contractants contrevenait à un point quelconque de ce traité, ledit traité n'en continuera pas moins son effet, et il sera procédé par voie de justice, et non par voie de fait, pour obtenir réparation. — 28° Si l'un des princes ou seigneurs mentionnés ci-dessus négligeait ou restait en défaut de donner ses lettres scellées de ratification, ledit traité n'en ressortirait pas moins tout son effet.

Pour plus de garantie, le roi, en appendant son scel à ce traité, invite également à y appendre les leurs le seigneur de Ravestein et son fils Philippe de Clèves, le seigneur de Bévere, les prélats, nobles, et villes du Brabant, de Luxembourg, de la Gueldre, du Hainaut, de la Hollande, de la Zeelande, de Namur, de Zutphen, de Valenciennes et de Malines. — Ce qui a été fait par tous les seigneurs susnommés, ainsi que par un nombre considérable d'évêques, abbés, bourgmestres, échevins, doyens, chefs-hommes, etc., représentant les États de Flandre et les États des diverses provinces.

Signé sous le pli: *Maximilien*, et sur le pli, *de par le roy: Hauwel*.

Donné sous le *vidimus* de Raphaël évêque de Rosense, abbé de St-Bavon lèz Gand; de Guillaume abbé de Baudeloo, et des échevins et conseil de la ville de Gand. Sous la date du 19 Mai 1488.

Vidimus original, muni de trois sceaux pendant à doubles queues de parchemin, le premier, en cire rouge, de Raphaël abbé de St-Bavon; le second, en cire verte, de Guillaume abbé de Baudeloo, le troisième des échevins de Gand, également en cire verte et avec contre-scel.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 368 v° à 375 r°.

MCLXXXVIII.

1488. — Ghegheven te Ghend, den neghene ende twintichsten dach van Meye int jaer ons Heeren duust vier hondert achte ende tachtentich.

Lettres par lesquelles Philippe, archiduc d'Autriche etc., d'accord avec les seigneurs du sang et le conseil de Flandre, désigne le nommé Jean Braem, pour les fonctions de sous-bailli de la ville d'Ypres, d'Artrike et de Rollegheem, fonctions devenues vacantes par suite du § 7, du traité de paix du 17 Mai (voir le N° précédent). — Le nouveau sous-bailli prêtera serment entre les mains de Philippe, seigneurs de Clèves, désigné à cet effet.

Original, traces de sceau en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MCLXXXIX.

1488. — Den xxviii^{en} dach van Wedemaent int jaer xiiii^e ende lxxxviii.

Lettres par lesquelles les échevins et conseil de la ville de Gand, les députés de Bruges et ceux d'Ypres, formant les trois membres de Flandre, déclarent que les deux cent livres de gros que la ville d'Ypres a prêtées

pour les frais de la guerre', lui seront remboursées sur les deniers provenant de la vente des rentes à charge du pays de Flandre, ou que cette ville pourra les déduire des premières sommes qu'elle sera obligée de payer pour aides ou subsides.

Original, sur parchemin, sceau en cire verte, avec contre-scel pendant à double queue de parchemin.

MCXC.

1488. — Den zesse en twintichsten dach van Wedemaent int jaer duust vier hondert achte ende tachtentich.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville de Messines déclarent adhérer au traité de paix du 16 Mai (N° MCLXXXVII). Tous les habitants ont juré de reconnaître, comme souverain, l'archiduc Philippe; d'être fidèles au traité d'Arras de 1482 et au dernier traité, ainsi qu'aux trois membres de Flandre.

Original, sur parchemin, petit scel aux causes de la ville de Messines, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MCXCI.

1488. — Gemaect ende ghegheven int jaer ons Heeren duust
cccc achtentachtentich den eersten dach van Hoymaend.

Lettres par lesquelles les trois membres de Flandre constituent une rente héritable de six livres de gros, pour Jean Van Dyk, habitant d'Ypres, pour la somme de soixante-douze livres de gros, versée par lui au denier douze. Cette rente est constituée sur les revenus du pays de Flandre, en vertu de l'autorisation accordée de ce chef par Philippe, archiduc d'Autriche, pour parfaire la levée extraordinaire de la somme de trois cent mille couronnes, nécessaire pour résister aux armées de l'empereur d'Allemagne, qui, nonobstant le traité de paix du 16 Mai (N° MCLXXXVII), était venu attaquer la Flandre avec une armée nombreuse et s'était déjà emparé des villes d'Alost, de Termonde etc. — L'autorisation accordée par l'archiduc sous la date du 1 Juin, se trouve transcrite dans cet acte de constitution.

Il existe six autres actes semblables, tous datés du 1 Juillet, au profit des personnes suivantes :

1° Jooris Vanden Houcke : quatre livres de gros, pour un versement de quarante-huit livres.

2° Le même, pour une même somme.

3° Roland Duernaghele : six livres de gros, pour un versement de soixante-douze livres.

4° Jacques de Brouckere, même somme.

5° Guillaume Maelfeyt, même somme.

6° Louis Van Steelant, deux livres de gros, pour un versement de vingt-quatre livres.

Original, sur parchemin, muni des sceaux des villes de Gand, de Bruges et d'Ypres, avec contre-scel, les deux premiers en cire verte, le troisième en cire brune, pendant à des doubles queues de parchemin.

MCXCII.

1488. — In onse stede van Ghend, den 11^{en} dach van Hooymaent
int jaer duust cccc acht ende tachtentich.

Lettres par lesquelles Philippe, archiduc d'Autriche, etc. autorise les échevins de la ville d'Ypres à nommer, à titre provisoire, aux fonctions de bailli, sous-bailli et autres officiers de justice, dans les villes de Bailleul, Cassel et autres localités du quartier d'Ypres. — Ils choisiront des hommes probes et capables, et leur feront prêter le serment d'obéissance au traité de paix et de fidélité à l'union de la Flandre.

Original, donné sous le sceau du conseil de Flandre, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MCXCIII.

1488. — Den zesten dach van Hoymaent int jaer ons Heeren duust
cccc acht ende tachtentich.

Lettres par lesquelles les échevins et le receveur de l'*Iper ambacht*, déclarent en leur nom et au nom des habitants de leurs villages, adhérer au traité de paix du 16 Mai dernier (N° MCLXXXVII). Ils ont juré entre les mains du haut-bailli d'Ypres, de rester fidèles audit traité et de donner, au besoin, à ceux d'Ypres et aux trois membres de Flandre en général, toute l'aide et toute l'assistance qu'il leur sera possible.

Original, sur parchemin, muni de sept petits
sceaux en cire verte, pendant à des doubles
queues de parchemin.

MCXCIV.

1488. — Den ix dach van Hooymaent anno LXXXVIII.

Lettres par lesquelles les bourgmestres, échevins, chef-hommes et doyens de la ville de Gand et de Bruges, représentant les deux membres de Flandre, se portent garants envers ceux d'Ypres, formant le troisième mem-

bre de Flandre, des paiements des rentes héréditaires vendues pour subvenir aux frais de la guerre contre l'empereur (voir le N° MCLXXXIX).

Original; sceau des villes de Gand et de
Bruges, avec contre-scel en cire verte, pen-
dant à des doubles queues de parchemin.

MCXCV.

1488. — Ghedaen den xⁿ dach van Hooymaendt int jaer xiiii^e
acht en tachtentich.

Lettres par lesquelles les échevins et conseil de Bailleul déclarent que ce jour s'est présenté devant eux Stassart d'Hollebeke, capitaine et haut-bailli de la ville et châtellenie de Bailleul, ainsi que les habitants des villages de Meteren, Merville, Castre, Eecke, Westoutre, Dranoutre, Neuve-Église, Niep-Église et Steenwerke, lesquels tous ont déclaré vouloir adhérer au traité de paix du 16 Mai dernier et ont fait serment d'y rester fidèle, et d'employer tous les moyens possibles pour la défense du territoire.

Original, sur parchemin; le seau qui était
appliqué sur le parchemin, est perdu.

MCXCVI.

1488. — Desen xxx^{en} in Juliet anno m^o miiij^{xx} viij.

Serment prêté à Ypres par Philippe de Clèves, comme lieutenant-général de la Flandre, pour et au nom de l'archiduc Philippe, comte de Flandre, etc. — Outre le serment ordinaire de maintenir les privilèges etc. etc. il jure de maintenir le traité de paix du 16 Mai, et de défendre, avec l'aide du roi de France, le pays de Flandre en général et la ville d'Ypres et tous ses habitants en particulier.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

Publié par nous, à la suite de la 3^{me} partie de la *Correspondance des magistrats d'Ypres*, etc., annexes, lettre J.

MCXCVII.

1488. — Hedent den xxx^{en} in Hooymaent anno miiij^{xx} viij.

Serment de fidélité prêté à Philippe de Clèves, par les capitaine, bailli, écoutète, sous-bailli, avoué, échevins et conseil, notables, chefs-hommes et grand-conseil de la ville d'Ypres. — Outre la formule ordinaire du serment

de fidélité, ils jurent également le maintien du traité de paix du 16 Mai dernier.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

Publié par nous, à la suite de la 3^{me} partie de la *Correspondance des magistrats d'Ypres*, etc., annexes, lettre K.

MCXCVIII.

1488. — Escript en nostre ville de Horsham, le xiiij^e jour d'Aoust
m miiij^{xx} et viij.

Lettre de Henri VII, roi d'Angleterre, aux trois membres de Flandre, en réponse à la demande qu'ils lui avaient adressée le 19 Juillet, pour le prier de ne pas donner assistance à l'empereur, mais de les aider au contraire contre celui-ci. — Il leur répond qu'il n'est point tenu de favoriser l'empereur ou le roi des Romains, et qu'il voit avec déplaisir le malheur de la Flandre eu égard surtout au jeune âge de l'archiduc, et aux anciennes relations de commerce qui ont existé entre les deux pays. — Il désire la prospérité de la Flandre, et leur envoie Thomas Billesden comme ambassadeur pour leur faire connaître plus particulièrement son intention. — (Signé) Henry.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

Publiée par nous, à la suite de la 3^{me} partie de la *Correspondance des magistrats*, annexes, lettre L.

MCXCIX.

1488. — Sans date, en français.

Déclaration faite par l'ambassadeur d'Angleterre aux trois membres de Flandre. — Même contenu que le N° précédent. — Il exprime en outre aux trois membres la bonne disposition du roi pour la Flandre, et assure que son maître est disposé à faire tout ce qui lui sera possible pour le bien-être du pays. — Il les engage à envoyer au roi certaines personnes suffisamment instruites et ayant pouvoir, de par les trois membres, de lui faire connaître leurs désirs et leur intention.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

Publiée par nous, à la suite de la 3^{me} partie de la *Correspondance des magistrats* etc., annexes, lettre M.

MCC.

1488. — Donné à Bouge en Anjou le vingt-deuxième jour d'Octobre l'an de grace mil cccc quatre-vings et huit.

Lettres par lesquelles Charles VII, roi de France, approuve, agréé et confirme les dons, récompenses, remise de dettes etc., accordés par Philippe de Clèves, au nom de l'archiduc Philippe, et pris sur les biens de ceux qui ont pris le parti du roi des Romains.

Donné sous le *vidimus* de Jacques d'Estouteville, garde de la prévôté de Paris, le 2 Novembre 1488.

Vidimus original; le sceau, qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

MCCI.

1488 (1489 n. s.). — Ghegeven den achtsten dach van Laumaend int jaer duust vier hondert achte ende tachtentich.

Lettres de saufconduit accordées par les trois membres de Flandre à deux échevins, deux cuerheers, deux conseillers et le pensionnaire de la ville de Poperinghe, pour pouvoir se rendre dans la ville de Nieuport, afin d'y reprendre et de rapporter à Poperinghe, les livres, papiers et autres objets appartenant à des habitants de cette ville. — Ils autorisent en même temps un nommé Guillaume (1), qui depuis quelque temps s'est tenu à Nieuport, à revenir à Poperinghe et à demeurer dans cette ville, ou dans d'autres localités du parti des trois membres, sans qu'on puisse lui faire le moindre grief à cause de son absence et de son séjour à Nieuport; sous condition toutefois que, dans le délai de quinze jours après son retour, il fasse, entre les mains du seigneur de Gruuthuse, le serment ordinaire.

Original, sur parchemin, le sceau, qui pendait à une bande de parchemin, est arraché.

(1) Le nom est entièrement effacé par une tache brune occasionnée par l'humidité.

MCCII.

1488 (1489 n. s.). — L'an de grace mil quatre cens quatre-vingts et huyt, le vingt-septiesme jour du mois de Janvier.

Appointement fait entre les députés des villes de Cassel et de Bailleul, à ce autorisés par les trois membres de Flandre et par le maréchal d'Esquerdes, d'une part, et les capitaines, gentils-hommes, officiers et soldats du château de la Motte-au-bois, d'autre part. Le capitaine et la garnison du château de la Motte-au-Bois, s'engagent à se conformer au traité d'Arras de 1482, et à ne faire aucune excursion sur les terres de Flandre ni sur celles de France, aux conditions suivantes : — 1° Les villes et châtellenies de Cassel et de Bailleul paieront, dans le délai de quinze jours, audit capitaine, une somme de neuf cents livres de gros, pour servir au paiement des trois cents hommes de guerre pour leur solde des trois mois passés. — 2° Elles paieront dorénavant tous les mois, audit capitaine, une somme de cent cinquante livres de gros par mois, pour l'entretien de cent cinquante soldats pour la défense dudit château. — 3° Lesdits députés feront toute diligence pour obtenir des trois membres de Flandre et du maréchal d'Esquerdes, les lettres de sûreté nécessaires à ladite garnison. — 4° Si le maréchal d'Esquerdes refusait de donner lesdites lettres, le présent accord aurait également lieu, mais seulement en ce qui concerne les terres de Flandre. — 5° Les neuf cents livres comptées, la garnison susdite mettra en liberté les otages qu'elle a actuellement entre ses mains. — 6° A dater du même jour, elle cessera

toute hostilité contre le pays de Flandre; et, les lettres de sûreté délivrées, elle se conformera en tout point au traité de 1482. — 7° Les troupes qui quitteront ledit château se retireront sans commettre le moindre dégât en Flandre. — 8° La garnison de la Motte-au-bois remettra aux députés susdits de semblables lettres de sûreté.

Ce traité, conclu provisoirement le 5 Janvier 1488 (1489 n. s.), est approuvé, le 14 Janvier, par les trois membres de Flandre, qui donnent leurs lettres de sûreté sous le scel des échevins d'Ypres; et le 23 du même mois, par le maréchal d'Esquerdes, Philippe de Crevecœur, au nom du roi de France, qui donne également ses lettres de sûreté sous sa signature et son scel armorial. Enfin, le 27 du même mois, les capitaines, gentils-hommes, officiers et soldats dudit château prêtent serment de maintenir toutes les stipulations du présent traité, dont acte est fait par le notaire apostolique et impérial Jean de Warhem, du diocèse de la Morinie.

Instrument original, sur parchemin, revêtu de la signature de Jean de Warhem.

MCCIII.

1488 (1489 n. s.). — Donné à St-Germain, le xxiii^e jour de Février.

Lettres de Charles VIII, roi de France, aux (trois membres de Flandre?). — Il les informe de la perte de St-Omer, qui a été prise par des gens de peu de foy; il

ne doute aucunement de faire reprendre cette ville, et de chasser du Westquartier de Flandre, tous ceux qui y font la guerre aux trois membres.

Original, sur parchemin, revêtu de la signature de Charles VIII.

MCCIV.

1488 (1489 n. s.). — Actum smaendachs drie ende twintich in Maerte voor Paesschen, anno vierwaerf twintich ende achte.

Accord fait entre les magistrats de la ville d'Ypres, d'une part, et le seigneur de Vleteren, envoyé par le maréchal d'Esquerdes, pour prendre possession de la ville d'Ypres, d'autre part. — 1° La ville paiera le premier mois de solde de la troupe dudit seigneur, forte de 150 hommes de cheval et de cinquante hommes de pied, et ce à dater du 10 de ce mois de mars, jour de son entrée en cette ville. — 2° Ledit seigneur s'engage à ne lever dans la ville aucune contribution, et à la tenir quitte de toute participation du paiement de sa troupe pour les mois suivants; il levera les sommes nécessaires sur le plat-pays, sans jamais inquiéter la ville de ce chef, si même il ne parvenait pas à obtenir du plat-pays le paiement nécessaire. — 3° Si ledit seigneur jugeait convenable d'augmenter le nombre de ses troupes, il ne pourrait de ce chef exiger aucune contribution de la ville. — 4° Si ledit seigneur devait momentanément quitter la ville pour repousser l'ennemi, on lui accordera pendant ce temps

une livre de gros par jour et en outre six chevaux, comptant pour seize gros par jour chacun. — 5° Dans ce même cas, chaque cavalier recevra seize gros par jour et chaque fantassin huit gros, dans lesquels la ville ne devra contribuer que jusqu'à concurrence de sa taxation mensuelle. — 6° Ledit seigneur ne pourra s'arroger en ville aucun droit de *capitainerie*, et ne pourra prendre aucune mesure pour l'ouverture ou la fermeture des portes, si ce n'est du consentement des magistrats. — 7° S'il sort de la ville avec ses troupes, il ne pourra y rentrer de nuit, qu'au cas de grand danger, ou s'il était pressé par l'ennemi. — 8° Si ses hommes commettaient des délits en ville, il les punirait aussitôt à l'appaisement des magistrats; s'il négligait de le faire, ceux-ci auraient le droit de les punir de leur propre chef. — 9° Il logera ses hommes dans les auberges et cabarets de la ville sans aucune charge pour les habitants. — 10° Ses hommes seront obligés de payer tout ce qu'ils prendront en ville; ledit seigneur s'engage à faire retenir, sur la solde de ses hommes, les dettes qu'ils pourraient contracter.

Donné sous le *vidimus* de Clément, prévôt du couvent de St-Martin d'Ypres, le 17 Mai 1489.

Vidimus original, le sceau qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

MCCV.

1488 (1489 n. s.). — Den xxxⁿ dach van Maerte int jaer duust vier hondert ende LXXXVIII.

Lettres par lesquelles Louis, seigneur de la Gruuthuuse, comte de Wincestre, prince de Steenhuyse, seigneur d'Avelghem etc. etc., déclare que, eu égard aux frais que lui a occasionné son emprisonnement depuis le mois d'Avril dernier, lorsqu'il fut arrêté par les gens du roi des Romains, et son évacion de la prison de Bornhem, au mois d'Octobre dernier, les trois membres de Flandre lui ont accordé un don gratuit de sept mille livres, de quarante gros la livre; qu'il a converti cette somme en rentes sur le pays de Flandre au denier douze, à raison de quatre vingt-dix sept livres de gros de rente annuelle; mais que, considérant les grandes dépenses que doit faire le pays de Flandre, il consent à ce que ces rentes ne commencent à avoir cours que du jour où la paix sera conclue entre le roi de France, Philippe de Clèves et les trois membres de Flandre, d'une part, et le roi des Romains et ses adhérents, d'autre part, et qu'elle sera publiée dans les deux chefs-lieux de la Flandre.

Donné sous le *vidimus* des échevins de Gand, le 9 Avril 1488 (1489 n. s.).

Vidimus original, sur parchemin, sceau en cire verte, avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

MCCVI.

1488 (1489 n. s.). — Donné au lieu de St-Omer le premier jour d'Avril l'an mil quatre cens quatre-vingtz et huit, avant Pasques.

Lettres par lesquelles Charles de Savensas, seigneur de Souverain-Moulin et de Rebecque, et Georges d'Eberstein, chevaliers, conseillers et chambellans du roi des Romains et de l'archiduc Philippe, lieutenants-généraux de la ville et châtellenie de St-Omer et de tout le west-quartier de Flandre, déclarent prendre sous leur sauvegarde les ville et châtellenie de Cassel, avec tous les habitants des villages et appartenances de ladite ville et châtellenie, leurs serviteurs, bestiaux, etc. etc.

Donné sous le *vidimus* des échevins de Cassel, le 14 Avril 1488 (1489 n. s.).

Vidimus original, sceau de la ville de Cassel, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

MCCVII.

1488 (1489 n. s.). — Donné au lieu de St-Omer, le neufiesme jour d'Avril l'an mil quatre cens quatre-vings et huit ayant Pasques.

Lettres de même contenu que le N° précédent, pour la ville et la châtellenie de Bailleul.

Donné sous le *vidimus* des échevins de la ville d'Ypres,
le 27 Avril 1489 après Pâques.

Vidimus original, sur parchemin, sceau en
cire verte, pendant à double queue de par-
chemin.

MCCVIII.

1489. — Donné aux Montilz lez Tours, le xviii^e jour d'Avril (1489).

Lettre de Charles VIII, roi de France, aux trois
membres de Flandre. — Il les informe qu'à leur demande
il leur enverra sous peu le maréchal d'Esquerdes avec des
troupes. — Le comte de Vendôme et les seigneurs de
Piennes et de Pierres sont déjà en route. — Il a envoyé
aussi le seigneur de la Heuze, à Tournai, pour s'aboucher
avec ceux de cette ville; il attend son retour, et sitôt leur
réponse connue, il agira en conséquence. — Le comte
de Nassau est arrivé à la cour pour faire des ouvertures
de paix; il ne traitera jamais, sans comprendre dans le
traité les trois membres de Flandre et Philippe de Clèves.

Original, sur parchemin, revêtu de la signa-
ture du roi de France.

MCCIX.

1489. — Den xxv^{en} dach van April int jaer xiiii^e neghentach-
tentich.

Lettres par lesquelles Louis seigneur de Gruthuuse,
comte de Wincestre, prince de Steenhuuse, etc. etc.
renouvèle aux magistrats d'Ypres, la déclaration qu'il a
faite aux trois membres de Flandre (voir N^o MCCV).
Il promet en outre auxdits magistrats, que si lui ou ses
ayants-droit venaient à avoir des difficultés, avec les trois
membres de Flandre, pour le paiement des rentes aux-
quelles il renonce temporairement, il n'exigera jamais
de la ville d'Ypres, nonobstant la solidarité des trois
membres, que la part pour laquelle cette ville est obligée
d'intervenir en sa qualité de troisième membre de Flandre.

Original, sur parchemin, revêtu de la signa-
ture du seigneur de la Gruthuuse.

MCCX.

1489. — Donné aux Montilz-lez-Tours, le xxvi^e jour d'Avril (1489).

Lettres de Charles VIII, roi de France, aux trois
membres de Flandre. — Il les informe que le comte
de Nassau et autres ambassadeurs du roi des Romains
sont arrivés près de lui pour traiter de la paix. — Il leur

envoie ses ambassadeurs pour leur donner des détails sur les premiers pourparlers, et leur donne, de nouveau, l'assurance qu'il ne fera jamais de traité de paix sans les en prévenir et sans y comprendre les trois membres de Flandre et le seigneur Philippe de Clèves.

Original, sur parchemin, revêtu de la signature du roi de France.

MCCXI.

1489. — Ghegeven den xxvii in April LXXXIX.

Lettres adressées par les seigneurs de Maerwede, de Morbeque et de Gryspere, aux échevins de la ville d'Ypres. — Ils les préviennent que les seigneurs de Gruuthuse et de Rassegheem, qui se trouvent actuellement à Ypres, n'ont d'autre dessein que de livrer la ville aux Français. — Le complot a été découvert en mettant à la question Jacques Van Papeghem et quelques autres Gantois arrêtés récemment dans la Westflandre. — Ceux-ci ont déclaré qu'à la tête du complot se trouvent les deux seigneurs susnommés, qu'ils ont formé le dessein de livrer la ville aux Français, pour dédommager le maréchal d'Esquerdes de la perte de St-Omer. — Ils donnent différents renseignements sur le complot, rappellent toutes les cruautés commises par les Français, à St-Omer, à Estaires, à Théroutanne etc., et supplient les magistrats de ne pas abandonner la véritable cause de l'archiduc Philippe.

Original, sur papier, muni des signatures des trois seigneurs susdits.

MCCXII.

1489. — Donné aux Montilz-lez-Tours, le ix^e jour de May (1489).

Lettres de Charles VIII, roi de France, aux échevins de la ville d'Ypres. — Il les informe qu'il leur envoie les seigneurs de Bellefourrière, chevalier, bailli de Lens, et son chambellan Charles de la Vernade, pour les entretenir de choses qui les intéressent particulièrement. Il les prie de donner à ses ambassadeurs toute foi et croyance.

Original, sur parchemin, revêtu de la signature du roi de France.

MCCXIII.

1489. — Den xijⁿ dach van Meye int jaer duust vier hondert neghen ende tachtentich.

Lettres par lesquelles les trois membres de Flandre défendent aux baillis, échevins et autres officiers ou habitants de la châtellenie d'Ypres, de démolir ou laisser démolir n'importe quelles fortifications, retranchements, forts etc., élevés jadis pour la défense du pays. — Ils leur ordonnent, au contraire, de les maintenir en bon état de réparation.

Original, sur papier, signé *Bele*. Le sceau, qui était appliqué sur le papier, est tombé.

MCCXIV.

1489. — Den xijⁿ dach van Meye in jaer duust cccc neghene ende tachtentich.

Lettres des trois membres de Flandre au receveur de la châtellenie de Courtrai. — Ils l'informent qu'ils ont trouvé convenable de placer au château-du-comte, à Wervicq, au sud de la Lys, vingt hommes, dont l'un sera chef. — La ville de Wervicq paiera la solde de ces hommes, laquelle sera déduite sur leur quote dans le paiement des aides de la Flandre.

Original, traces de sceau en cire verte, appliqué sur le papier.

MCCXV.

1489. — Escript à St-Omer, le xxiii^j jour de May anno m^{cc} et noef.

Lettres des magistrats de St-Omer, à ceux de la ville d'Ypres. — Ils les informent qu'ils se sont débarassés des Français, font le tableau de la tyrannie et des vexations qu'ils ont eu à souffrir, les informent que les troupes françaises cherchent à s'emparer par surprise de la ville d'Ypres, et les engagent à être bien sur leur garde pour repousser toute agression.

Original, sur papier, le sceau qui était appliqué sur le papier, est tombé.

MCCXVI.

1489. — Ghegeven in onse stede van Ghend, ondre den zeghele van onse camere van den raedt in Vlaendren, in absencie van den onsen, den derden dach van Wedemaent int jaer ons Heeren duust cccc neghen ende tachtentich.

Lettres par lesquelles Philippe, archiduc d'Autriche, etc. par avis et délibération des seigneurs du sang et du grand-conseil, fixe la valeur et espèce des diverses monnaies qui auront cours en Flandre. — Cette mesure n'est prise qu'en attendant que la monnaie de Flandre soit mise au même pied que la monnaie de France et d'Angleterre. — Toutes les monnaies non mentionnées dans la présente ordonnance, seront considérées comme billon, et ne pourront avoir cours. — Ceux qui feront circuler ou qui recevront les monnaies déclarées billon, ou qui recevront les monnaies autorisées, à un prix plus élevé que ne l'indique l'ordonnance, seront punis de la confiscation de ces monnaies et d'une amende égale à la valeur de la monnaie confisquée, dont l'une moitié au profit du prince et l'autre au profit du dénonciateur. — Si une infraction contre la présente ordonnance est commise par un receveur ou trésorier des villes, administrateurs des tonlieux, assises ou impôts, outre la peine mentionnée ci-dessus, il sera condamné à dix ans de bannissement hors du pays de Flandre.

Original sur parchemin, sceau du conseil de Flandre, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MCCXVII.

1489. — Den viijⁿ dach van Weudemaend int jaer duust cccc lxxxix.

Lettres par lesquelles Tristiam Belle, greffier et secrétaire des trois membres de Flandre, déclare qu'en considération du mauvais état des finances de la ville d'Ypres, il décharge cette ville de la part qu'elle avait à payer, comme troisième membre de Flandre, dans le traitement qui lui est alloué comme greffier et secrétaire des trois membres; pour autant cependant que cette ville lui paie tous les ans, au 15 Décembre, la somme de cinq livres de gros. — Il résulte de ce document, que le traitement annuel du greffier-secrétaire des trois membres de Flandre était de quarante-deux livres de gros, y compris cinq livres de gros pour frais de bureau (*voor t'register, parchemyn, pappier ende inct*).

Original, sur papier, signé: Belle.

MCCXVIII.

1489. — Donné à Jugiers le deuxiesme jour de Juillet (1489).

Lettres de Charles VIII, roi de France, aux échevins de la ville d'Ypres. — Il les remercie du bon accueil qu'ils ont fait à son conseiller et chambellan le seigneur

de Piennes et aux gens d'armes d'ordonnance qui sont arrivés avec ce seigneur dans la ville d'Ypres. — Il n'a rien de plus à cœur que de s'employer aux affaires de l'archiduc Philippe et de la Flandre.

Original, sur parchemin, revêtu de la signature de Charles VIII.

MCCXIX.

1489. — Donné en nostre assemblée illecq tenue (à Ypres) le xxix jour d'Aoust, l'an mil m^c m^{ij} et neuf.

Lettres par lesquelles les trois membres de Flandre, voulant reconnaître les grands services rendus au pays par le seigneur Jean Dauffay, et le dédommager des pertes qu'il a éprouvées en l'an 1485, à l'occasion de ce qu'il avait été au service de l'archiduc Philippe en qualité de conseiller et de premier maître des requêtes, lui accordent présentement une indemnité de cent livres de gros, et s'engagent en outre à lui payer une autre somme de deux cents livres de gros, sitôt que la paix sera conclue entre le roi des Romains et le pays de Flandre.

Donné sous le *vidimus* des maire et échevins de la ville d'Arras, le 1^r Septembre 1489.

Vidimus original, sceau de la ville d'Arras, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MCCXX.

1489. — Ghedaen den thiensten dach van September int jaer veerthiene hondert neghene ende tachtentich.

Appointment fait entre la châtellenie d'Ypres, d'une part, et les échevins de la ville de Roulers, d'autre part, d'après lequel ces derniers s'engagent à contribuer avec ladite châtellenie nonseulement dans les aides accordées au souverain comme comte de Flandre, mais aussi dans les aides et subsides accordées pour les frais de la guerre actuelle, et notamment pour l'entretien de l'artillerie du maréchal d'Esquerdes, les pionniers, etc.

Copie de l'époque, sur papier, authentiquée
et signée: J. Coene.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, f° 100 r°.

MCCXXI.

1489. — Ghegheven in onze vergaderynghe te Brugge, den xxiiii^a dach van September anno LXXXIX.

Lettres par lesquelles les trois membres de Flandre, ordonnent à la ville de Warneton de payer, dans le délai

de trois jours, entre les mains du trésorier de la ville d'Ypres, une certaine somme d'argent pour subvenir aux plus pressants besoins de la guerre.

Original, sur papier, traces de sceau en cire brune, appliqué sur le papier.

MCCXXII.

1489. — Up den vierden dach van October int jaer ons Heeren duust vier hondert neghene ende tachtentich.

Lettres par lesquelles Daniël Van Praet, dit de Moerkerke, seigneur de Maerwede, souverain-bailli de Flandre, Melchior van Masmunster, grand-veneur de Flandre, et Archambault, seigneur de Dixmude, conseillers, chambellans et capitaines du roi des Romains et de son fils l'archiduc Philippe, s'engagent envers les métiers de Woumen, d'Eessene et de Zarren, la paroisse de Clercken et la seigneurie de Merckem, d'observer et de faire observer les points et articles suivants : — 1° Les maîtres et gouverneurs des écluses desdits métiers, paroisses et seigneurie, leurs serviteurs et commis, ainsi que tous ceux qui travaillent auxdites écluses, seront exempts des gens de guerre sous l'obéissance du roi des Romains, qui se trouvent actuellement dans le Westquartier et dans les environs. — 2° Ils pourront circuler librement dans toutes les villes dudit Westquartier, pour se procurer les outils et matériaux nécessaires pour la reconstruction desdites écluses. — 3° Tous les habitants desdits métiers,

paroisses etc., pourront, pendant cette trêve de trois mois, rentrer dans leurs foyers avec leurs chevaux et bétail, se livrer aux travaux de l'agriculture, transporter leurs récoltes dans les villes de Bruges, d'Ypres etc., sans qu'ils aient à craindre la moindre agression de la part des troupes susdites. — 4° Si des cavaliers des troupes des trois membres de Flandre faisaient une excursion sur le territoire de ceux qui tiennent le parti du roi des Romains, on n'agira pas par représailles sur le territoire desdits métiers, paroisses etc. — 5° Si les troupes du roi des Romains commettaient, pendant la trêve, quelques dégâts sur le territoire desdits métiers et paroisses, lesdits seigneurs s'engagent à les indemniser totalement des dégâts commis. — 6° Les points et articles ci-dessus seront strictement observés, pourvu que lesdits métiers, paroisses etc., payent en argent comptant, entre les mains dudit seigneur, une somme de cent livres de gros, monnaie de Flandre, au profit du roi des Romains.

Copie, sur papier, collationnée et authentiquée le 8 Octobre 1489, signée *Houcke*.

MCCXXIII.

1489. — Donné aux Montilz-lez-Tours le penultiesme jour d'Octobre l'an de grace mil quatre cens quatre-vingt et neuf.

Traité de paix fait par le roi de France, Charles VIII, entre le roi des Romains, en son nom et au nom de son fils, d'une part, et les trois membres de Flandre

d'autre part: — Les seigneurs députés par le roi des Romains sont: Englebert, comte de Nassau, chevalier et premier chambellan du roi; Philibert de Vercy, dit Lamouche, premier écuyer de l'archiduc; M^r François de Barleyden, prévôt de Liège, conseiller et maître des requêtes du roi; M^{re} Paul de Baenst, président du conseil de Flandre; Philippe de Contay, seigneur de Forest et M^r Jean Sauvage, ses conseillers; et M^r Louis Conroy, son secrétaire. — Les députés des trois membres de Flandre sont: Raphaël, évêque de Rosente, abbé de St-Bavon de Gand; Louis de Bruges, chevalier, seigneur de la Gruuthuuse; Adrien Vilain, seigneur de Rassegheem; Jean de Nieuwenhove, chevalier; M^{re} Pierre de Ligno, prévôt de Renaix; Antoine de Fontaine; M^{re} Jean de Beere; M^{re} Henin de Moor; Jean de la Valée; Jean de Coppenhole; M^{re} Guillaume Zoete; Jean de Keyt; M^{re} Jacques de Ramecourt et Jean Coene. — Le traité contient les articles suivants: 1° Le roi des Romains sera réintégré dans la mainbournie et tutelle de son fils, et reprendra le gouvernement de la Flandre. — 2° Les magistrats des villes de Gand, de Bruges et d'Ypres iront au devant de lui, vêtus de noir, sans ceinture et nu-tête, pour lui demander à genoux pardon des offenses commises envers lui. Cette amende honorable aura lieu séparément dans chaque ville, soit à l'intérieur, soit hors des portes, au choix du roi des Romains. — 3° Les ambassadeurs du roi des Romains ont demandé que la maison du Cranenburg, sur le marché de Bruges, soit démolie et qu'on y établisse une chapelle expiatoire: le roi de France, se réserve de statuer sur ce point, d'accord avec le roi des Romains, à leur prochaine entrevue, à laquelle on fixera aussi les fondations à établir à Gand, à Bruges et à Ypres, pour le repos des âmes

de ceux qui ont été exécutés pendant les troubles. — 4° Pour faire déguerpir les troupes du roi des Romains, les trois membres de Flandre lui paieront la somme de trois cent mille écus d'or de trente-cinq sols la pièce, revenant à la valeur de 525,000 livres tournois, dont le paiement se fera en trois ans et en trois termes, chaque année, à la Noël, à Pâques et à la St-Jean. Pour faciliter le départ des troupes, les deux premiers termes seront payés à la Noël prochaine. De cette somme de 525,000 livres tournois, il en sera accordé 120,000 à l'archiduc Philippe; 20,000 à la duchesse douairière Marguerite d'Yorck; 40,000 livres seront partagées entre quelques seigneurs de la suite de Maximilien, pour les indemniser des pertes qu'ils ont éprouvées. — 5° Le domaine du pays de Flandre sera remis en l'état où il se trouvait du temps de Philippe et de Charles ducs de Bourgogne, sauf les parties vendues ou engagées par eux ou par la duchesse Marie. — 6° Ceux de Flandre accompliront certain article du traité de paix de Francfort concernant la délivrance des prisonniers, comme si cet article se trouvait inscrit dans le présent traité de paix. — 7° Dans le paiement des 525,000 livres tournois, on observera, pour la part de la ville d'Ypres, la modération et diminution établies dans ces derniers temps. — 8° Les villes d'Audenarde, d'Alost, de Termonde, de Hulst, de Nieuport, de Furnes, de Dixmude, de Dunkerque, de Bergues, de Bourbourg, de Gravelines, le Furn-ambacht, le Berg-ambacht, le Bourbourg-ambacht et Lombartsyde ne devront pas contribuer dans la somme de 525,000 livres tournois. — 9° Pardon général à tous ceux qui se sont mêlés des dits différends, depuis l'an 1482. — 10° Ceux qui ont été exclus du traité de paix de 1485, seront compris dans celui-ci, à la demande

particulière du roi de France. — 11° Tous les bans prononcés depuis 1482, de part et d'autre, sont rappelés. — 12° Chacun rentrera en possession de ses biens, conformément aux stipulations de la paix de 1482 et de celle de Francfort. — 13° Tout ce qui a été levé, donné ou acquitté sur les biens séquestrés, demeurera levé, donné et quitté, sans qu'on pourra à l'avenir faire aucune poursuite de ce chef. — 14° Le roi des Romains prendra les mesures nécessaires pour que le commerce puisse avoir un cours sûr et paisible, nonseulement en Flandre mais aussi dans les pays voisins. — 15° Pour suffire aux sommes à payer, le roi des Romains autorise les villes de Gand, de Bruges et d'Ypres et les autres villes contribuant, à lever et à vendre les rentes nécessaires. — 16° Il confirme tous les actes de l'administration de Philippe de Clèves, du conseil, des commis des finances, etc. etc. sauf les aliénations du domaine s'il y en a eu. — 17° Quant à Philippe de Clèves, qui demande à être maintenu en ses états et offices, il est déjà compris dans le traité de Francfort, et le roi de France en parlera particulièrement au roi des Romains, à leur prochaine entrevue. — 18° L'étafle et les comptoirs des nations seront maintenus à Bruges, comme ils l'étaient précédemment. — 19° Les procès qui sont pendants devant le grand-conseil du roi des Romains et de son fils, et qui concernent des personnes ou des biens du ressort du parlement de Paris, seront renvoyés conformément à la paix de 1482. — 20° Pour les sentences rendues par défaut ou par contumace, on suivra également les prescriptions du traité de 1482. — 21° Les prisonniers de guerre qui ont payé leur rançon, seront mis en liberté; ceux qui ne l'ont pas payée seront mis à une rançon très-minime. — 22° Tous les privilèges, coutumes etc. dont jouissaient les

Flamands sous Charles de Bourgogne et ses prédécesseurs, seront confirmés; quant aux privilèges accordés depuis la mort du duc Charles, lors de l'entrevue des deux rois, ceux de Flandre enverront leurs députés avec plein pouvoir pour modifier, s'il y a lieu, ces nouveaux privilèges. — 23° Le présent traité de paix annule celui de 1488. — 24° Le roi des Romains et son fils l'archiduc Philippe, remettront au roi de France et aux trois membres de Flandre, leurs lettres d'assurance par lesquelles ils promettent et jureront, sur leur honneur et sur leur parole de roi et de prince, d'observer et de faire observer tous les points du présent traité et de celui de 1482. — 25° Ils feront remettre semblable promesse scellée par les ducs de Saxe, de Clèves, et de Juliers et par les prélats nobles et évêques. — 26° Le roi de France redressera toute infraction à la dite paix, de quelque côté qu'elle vienne: il se réserve l'interprétation et l'explication de toute question douteuse qui pourrait se présenter dans la suite.

Les ambassadeurs du roi des Romains et ceux des trois membres de Flandre jurent, entre les mains du roi et sur les saints évangiles, d'exécuter et de faire exécuter fidèlement toutes les stipulations du présent traité; ils s'engagent à remettre, avant la Noël prochaine, les lettres de ratification des deux parties.

Donné sous le *vidimus* des bourgmestre et échevins de Bruges, le 29 Novembre 1489.

Vidimus original, sceau de la ville de Bruges, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 377 r°, à 385 v°.

MCCXXIV.

1489. — Donné aux Montilz-lez-Tours, le pénultième jour d'Octobre l'an de grace mil quatre cens quatre-vingt et neuf.

Même contenu que le N° précédent. — Il s'y trouve jointe une copie séparée de l'article 21.

Copie de l'époque, sur papier.

MCCXXV.

1489. — Donné en nostre ville de Malines, le 14^e jour de Décembre l'an de grace mil III^e III^{xx} neuf.

Ordonnance générale sur les monnaies, données par Maximilien, roi des Romains, et son fils Philippe, archiduc d'Autriche. Cette ordonnance est motivée sur les grands désordres qui ont existé depuis quelque temps dans l'évaluation des monnaies d'or et d'argent, à tel point, que le denier qui a été forgé pour vingt patars est alloué actuellement à soixante patars etc. etc. — Il fixe la valeur de toutes les monnaies qui ont cours dans ses états, indique celles qui cesseront d'avoir cours et qui seront déclarées billon.

Copie sur papier, authentiquée et signée: Houcke, le 9 Mai 1490.

Imprimée dans le *Placcaetboek van Vlaenderen*, tome 1^r, page 443 et suiv.

MCCXXVI.

1489 (1490 n. s.). — Donné en nostre ville de Malines le xii^e jour de Janvier l'an de grace mil cccc quatre vingt et neuf.

Lettres par lesquelles le roi des Romains prescrit à tous les capitaines des gens de guerre, en Flandre, de ne plus faire aucun exploit de guerre, course ou pillerie, et de ne porter aucun empêchement aux marchands et autres personnes fréquentant les villes de Gand, de Bruges et d'Ypres, et ce en exécution du traité de paix conclu dernièrement à Tours. — Ils ordonnent à leurs baillis, écoutètes et autres officiers de justice, de faire publier la présente ordonnance dans les limites de leurs juridictions.

Sur le bas se trouve : *Par le roy, monseigneur le duc de Saxe, lieutenant-général, vous le comte de Nassau, premier chambellan du roy, le seigneur de Walham premier chambellan de monseigneur et autres du conseil présents. (Signé) Numan.*

Original, traces de sceau en cire rouge, appliqué sur le parchemin.

MCCXXVII.

1489 (1490 n. s.). — Donné en nostre villes d'Anvers le xxiii^e jour de Février l'an de grace mil cccc quatre vings et neuf.

Lettres de nonpréjudice accordées par Maximilien, roi des Romains, et Philippe, archiduc d'Autriche, son fils,

aux quatre membres de Flandre, à propos de certains articles de l'ordonnance générale sur les monnaies, qui étaient contraires à leurs privilèges, entre autres, des peines qui entraînaient la confiscation de corps et d bien. — Les princes déclarent que cette instruction ne portera aucun préjudice aux droits des quatre membres et que les peines susmentionnées seront changées en autres punitions, peines et amendes qui seront jugées les plus convenables.

Sur le pli se trouve : *Par le roy, monseigneur le duc de Saxssen, lieutenant-général, vous le comte de Nassau, premier chambellan du roy, le président de Flandres, et autres du conseil, présents. (Signé) Numan.*

Original, sur parchemin, grand sceau de Maximilien et de Philippe, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, f^o 242 r^o.

MCCXXVIII.

1490. — Ghegeven int huus van de kinderen van Jan Uutenhoven f^o Jacops, by den Chartreusen buuten Ghend als onder de croone, den xxv^{sten} dach van Meye int jaer duust vierhondert ende neghentich.

Sentence prononcée par le conseil de Flandre, sur un différend surgi entre les magistrats de la ville d'Ypres, d'une part, et les religieux du couvent de St-Martin

d'Ypres, d'autre part, au sujet du débit de vin dans les caves dudit couvent. — Les magistrats avaient publié une ordonnance défendant à tout bourgeois d'Ypres d'aller boire du vin dans les cantines de S^t Martin; les religieux se fondant sur la convention du 15 Mars 1554 (1555 n. s.) (voir N° CDLXXIX), et sur celle du 11 Décembre 1458 (voir N° DCCCCLXXVI), avaient fait citer les magistrats d'Ypres devant le conseil de Flandre. — Celui-ci, après avoir entendu les deux parties, condamne les magistrats à retirer leur ordonnance et autorise les religieux à continuer à débiter du vin dans leur cantine, conformément à l'accord de 1554, mais sans pouvoir faire crier le vin dans la rue, sans pouvoir mettre une enseigne à leur cantine, sans pouvoir tenir celle-ci ouverte pendant la nuit, et sous condition qu'ils ne donneront accès dans leur cantine qu'à des gens honorables. — Le conseil condamne en outre les magistrats à une amende de soixante livres au profit du prince.

Original, sur parchemin, muni du sceau du conseil de Flandre, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Geluwenboek*, f° 43 v°.

MCCXXIX.

1490. — Ghegheven int huus van de kynderen van Jan Uutenhove, f° Jacob by den chaertreusen buuten Ghendt, den vyfentwintichsten dach van Meye int jaer duust vier hondert ende tachtentich.

Sentence prononcée par le conseil de Flandre, au sujet d'un différend surgi entre le seigneur Antoine de la Fon-

taine, d'une part, et les échevins du Franc, au nom de Guy de Baenst, d'autre part. — Le seigneur de la Fontaine avait reçu en don les biens confisqués de Guy de Baenst, bourgeois du Franc de Bruges. — Les échevins du Franc, en leur nom et au nom de Guy de Baenst, démontrent que, d'après leurs privilèges, les biens des bourgeois du Franc ne sont pas soumis à la confiscation. — Le conseil de Flandre donne droit à ces derniers et confirme le privilège de la franchise de confiscation accordée aux francots.

Copie authentique, sur papier, signée: *Damme*.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, f° 255 r°.

MCCXXX.

1490. — Ghegeven in scepenen huus t'Audenaerde als onder de crone, den lesten dach van Wedemaent int jaer xiiii^e ende neghentich.

Sentence du conseil de Flandre au sujet d'un différend entre les échevins de Nieuport et la communauté de la ville, d'une part, et les échevins d'Ypres et les francs bateliers de la même ville, d'autre part. — Ces derniers avaient exigé d'un batelier de Nieuport, qui était venu charger son bateau, de marchandises, à Ypres, le droit ordinaire de quatre escalins parisis; celui-ci refusa de payer, se disant exempt de ce droit d'après les privilèges accordés à ceux de Nieuport. — Appelé devant les échevins d'Ypres, il fut condamné à payer les quatre

escalins susdits. — Les échevins de Nieuport, se fondant sur leurs privilèges, appelèrent de ce jugement échévinal devant le conseil de Flandre, qui reconnaît le privilège de franchise de tout droit accordé à ceux de Nieuport, annule le jugement des échevins d'Ypres, et condamne ceux-ci à une amende de soixante livres parisis au profit du prince.

Original, sceau du conseil de Flandre, en cire rouge, pendant à une double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Geluwenboek*, f° 200 r°.

MCCXXXI.

1490. — Donné en nostre ville de Heyns (?), le xiii^e de Juillet m^{re} x.

Lettres de Maximilien, roi des Romains, à son conseil des Pays-Bas. — Il lui donne des nouvelles concernant son expédition en Hongrie. — Le roi de Bohême est également aux champs avec toute son armée. — Il lui annonce le recouvrement de Vienne, et demande des nouvelles concernant Philippe de Clèves, le comte de Nassau, et la manière dont les Flamands se conduisent tant à l'égard de l'ordonnance sur les monnaies, que du paiement de leur composition d'après les traités.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

Publiée par M. Gachard, dans ses *Lettres inédites de Maximilien*, duc d'Autriche, roi des Romains, etc. N° XCIX.

MCCXXXII.

1490. — Donné en nostre ville de Malines, le xxvij^e jour d'Aoust m^{re} x.

Lettres de Maximilien, roi des Romains, et de l'archiduc Philippe son fils, aux magistrats d'Ypres et du Franc de Bruges. — Ils leur défendent d'avoir aucune communication avec ceux de Gand et de Bruges, et de leur envoyer des députés sans le consentement du roi, de l'archiduc ou du duc de Saxe.

Original, sur papier.

Publié par M. Gachard, dans ses *Lettres inédites de Maximilien*, duc d'Autriche, roi des Romains, etc. N° C.

MCCXXXIII.

1490 (1491 n. s.). — Fait à Bruges, le xxvij^e jour de Janvier l'an mil quatre cens quatre-vingt dix.

Lettres par lesquelles les trois États de Flandre accordent au comte de Nassau des aides extraordinaires de trente-trois mille six cents livres de quarante gros, pour le paiement de la garnison de St-Omer, la défense du Westquartier et pour l'entretien, pendant trois mois,

de six cents hommes à cheval et de douze cents hommes de pied. Cette levée d'hommes se fera pour se rendre maître de la ville de l'Écluse, tenue par Philippe de Clèves, et pour purger la Flandre des bandes indisciplinées qui la mettent à contribution. — Si la ville de l'Écluse se rendait avant l'expiration des trois mois, les subsides cesseraient également. — Les députés de la ville de Gand déclarent n'avoir pas charge suffisante de leurs commettants, mais sont persuadés que la ville de Gand consentira à ce subside.

Expédition originale, sur parchemin, signée:
Anchemant.

MCCXXXIV.

1491. — Donné à Courtray, le xx^e jour de Juillet l'an mil m^{ij} quatre-vingts et onze.

Lettres de non-préjudice accordées aux échevins d'Ypres, par Englebert de Nassau, comme lieutenant-général du roi des Romains et de l'archiduc son fils, à l'occasion de la nomination de messire Colard de Hallegwyn, seigneur de Boesinghe, comme avoué, et de Jacques de St-Omer, seigneur de Wallonecapelle, comme échevin de la ville d'Ypres. — Le premier avait été avoué en 1489, et ne pouvait être réélu, d'après les privilèges des Yprois, qu'après un espace de deux ans évolus, le second n'habitait pas la ville depuis trois ans, terme exigé par lesdits privilèges. — Comme ces nomi-

nations n'ont eu lieu que dans le but de raffermir l'autorité dans la ville d'Ypres, le comte de Nassau accorde aux échevins de cette ville les lettres de non-préjudice qu'ils ont demandées.

Original, sceau du comte, en cire rouge,
pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f^o 24 r^o.

MCCXXXV.

1491. — Fait en la fin d'Aoust anno m^{ij}xx xj.

État indicatif des diverses sommes payées par la ville d'Ypres, en diminution de la quote ou portion qui lui a été imposée en exécution du traité de paix de Tours (voir le N^o MCCXXIII). La part des villes monte à trois cent mille écus d'or, ce qui, à quarante-huit gros monnaie de Flandre la pièce, revient à 552,500 livres de quarante gros, et pour la ville d'Ypres, le tiers de cette somme, à payer en trois années.

Sur papier, écriture de l'époque.

MCCXXXVI.

1491. — Ce fut fait le lundi vingt-quatriesme jour d'Octobre l'an mil cccc quatre vings et onze.

Lettres par lesquelles Jacques d'Estouteville, chevalier, chambellan du roi de France et garde de la prévôté de Paris, déclare que les échevins d'Ypres, par leur procureur M^r Denis Laisné, ont interjetté appel devant la cour du parlement, d'un jugement prononcé par le conseil de Flandre, siégeant à Termonde, hors du ressort et souveraineté du roi de France, et autorisant les échevins de Niep-Église, à imposer les bourgeois d'Ypres habitant ce village, et ce contrairement aux privilèges des Yprois (voir N^o MCLXXIII).

Original, sur parchemin. Le sceau, qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

MCCXXXVII.

1491. — Donné en nostre ville de Malines, le troisieme jour de Novembre l'an de grace mil quatre cens quatre-vingt et onze.

Lettres par lesquelles Maximilien, roi des Romains, et son fils Philippe, archiduc d'Autriche, etc. arrêtent

le règlement suivant, pour éviter tout débat et tout différend qui pourrait surgir entre les échevins d'Ypres, d'une part, et les gens de son conseil de Flandre qu'il vient d'établir à Ypres. — La connaissance et le jugement des faits perpétrés en la ville ou en l'échevinage de la ville d'Ypres, sur les conseillers, greffiers, avocats, procureurs, huissiers etc. dudit conseil de Flandre, appartiendront à ce conseil. — Les échevins connaîtront et jugeront de toute affaire intentée par un habitant d'Ypres contre un membre ou un suppôt dudit conseil, pour paiement de loyer, de vivres ou de fournitures quelconques. — Tout conflit entre bourgeois et suppôt du conseil sera jugé par le conseil si l'inculpé est suppôt; par les échevins si l'inculpé est bourgeois ou habitant d'Ypres; le conseil jugera de tout différend qui pourra surgir entre les suppôts du conseil. — Les conseillers, greffiers, etc. seront exempts de payer l'accise ou la maletôte des vins et cervoises qu'ils mettront, par tonneau, en leurs celliers, et qui sont destinés à l'usage exclusif de leurs familles; ils ne pourront en vendre d'aucune manière; ils paieront l'accise des vins et cervoises qu'ils prendront en détail dans les tavernes. — Ils seront également exempts de toute accise quelconque sur les vivres, soit qu'ils prennent ces vivres en ville, soit qu'ils les fassent venir du dehors. — Ils seront également exempts de toute contribution mensuelle (*maendtgheldt*) et de toute espèce de corvées, telles que gardes de nuit, etc. — Les gens commis de par la ville pour prendre note des quantités de vins, de cervoise et de vivres qu'on apporte en ville, prendront aussi note des quantités de vins et de vivres que ceux du conseil feront apporter pour leurs provisions, afin d'éviter la fraude et de connaître les quantités dont l'accise générale devra être diminuée.

— Il est défendu, aux conseillers, greffiers etc., de prendre chez eux des personnes auxquelles ils donnent la table, mais il sera loisible à deux ou à plusieurs membres ou suppôts du conseil de se réunir et de vivre ensemble; ceux qui se mettront en pension, pour la table, chez des bourgeois de la ville, perdront leur exemption d'accise. — Ils observeront les ordonnances publiées par les échevins concernant la cervoise de Hollande, appelée *Keyte*, et concernant la cervoise d'Ypres, connue sous le nom de cervoise de quatre esterlings le lot et de deux esterlings le lot. — Ceux du conseil de Flandre pourront faire arrêter en ville toutes les personnes de leur juridiction, de quelque condition qu'elles soient, mais ils devront se faire assister de trois officiers de la ville. — Tout individu ajourné devant le conseil de Flandre, sera franc, allant, séjournant et retournant paisiblement et sans méfaire; on ne pourra l'arrêter à Ypres, à la requête de partie; s'il était arrêté, il sera mis en liberté sans dépens aucuns; pour autant cependant qu'il ne soit banni par la ville d'Ypres, ou coupable de crime dont punition corporelle doit s'ensuivre. (Voyez le N° DCCCCXLV.)

Donné sous le *vidimus* du conseil de Flandre, le 24 Juin 1495.

Vidimus original, sceau du conseil de Flandre, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MCCXXXVIII.

1491. — Ypre den *xsten* dach van Decembre int jaer duust cccc een ende tneghentich.

Keure ou règlement concernant les jaugeurs ou visiteurs des bateaux, et la navigation de l'Yperlée (1).

Sur parchemin, signé *Steelant*.

MCCXXXIX.

1491 (1492 n. s.) — T'Ypre den *xxen* dach van Laumaendt anno *IIIJ^{xx} XI*.

Lettres par lesquelles Paul de Baenst, président du conseil de Flandre, au nom du roi des Romains et de l'archiduc Philippe, invite les échevins d'Ypres à envoyer, pour le 8 Février, à Malines, deux ou trois députés des personnes les plus notables et les plus affectionnées au roi, afin d'y prendre une résolution sur les trois points (2), qui y seront proposés aux divers états.

Original, sur papier, revêtu de la signature du président de Flandre.

(1) Ce document offrant des particularités curieuses sur la police de la navigation dans l'Yperlée, nous la publierons en entier à la fin du présent volume.

(2) Il s'agissait de réclamer l'archiduchesse Marguerite, de délibérer sur la pension du duc de Saxe et sur le différend avec les Gantois et avec Philippe de Clèves.

MCCXL.

1491 (1492 n. n.). — Sans date, en français.

Articles de paix proposés par Philippe de Clèves, à la réunion des États-Généraux assemblés à Malines, le 8 Février et jours suivants. — Ce long mémoire se compose de trente-trois articles, dont voici le résumé : — 1° Il promet d'être bon et loyal serviteur et sujet du roi et de l'archiduc, et de s'employer, corps et biens, à tout ce qui pourra leur être avantageux ainsi qu'au maintien de la paix. — 2° Il demande qu'on annule le ban de l'empire prononcé contre lui et qu'on le rétablisse dans tous les honneurs, dignités, offices et pensions dont il jouissait quand il s'est constitué ôtage pour le roi. — 3° Il demande que tous ses amis et partisans qui, à cause de lui, ont été privés de leurs biens et dignités, y soient également remplacés; que les cadavres ou les têtes de ceux qui ont été exécutés, et qui sont encore exposés à la vue de tout le monde, puissent être ôtés, et qu'on permette à leurs parents ou amis de les mettre en sépulture ecclésiastique. — 4° Il demande que tous ses serviteurs et amis qui jusqu'ici ont été exceptés des traités antérieurs, ainsi que tous les habitants de Gand et de l'Écluse, et ceux qui se sont réfugiés dans ces villes, puissent demeurer librement dans le pays de Flandre, sans être, en aucune manière, inquiétés pour des faits antérieurs; il ne sera non plus fait aucune poursuite pour le meurtre du seigneur de Rassegghem. — 5° Pour délivrer la Flandre des foules et oppressions, on fera partir, avant la publication du présent traité, tous

les gens de guerre étrangers qui se trouvent dans ce pays et notamment au Dam et à Biervliet; il en sera de même de ceux qui se trouvent dans les villes et places qui tiennent son parti. — 6° Tous les prisonniers, de part et d'autre, seront relâchés. — 7° Les prisonniers de guerre mis à rançon, paieront cette rançon; ceux qui n'y sont pas mis, seront relâchés moyennant *gracieuse finance*. — 8° Chacun rentrera, de chaque côté, dans la libre possession de ses biens; s'il y avait des biens immeubles vendus ou aliénés, ce ne sera pas au préjudice de ceux à qui ils doivent appartenir, mais les ventes et aliénations seront tenues de nulle valeur. — 9° Les partisans de Philippe de Clèves qui, avant les troubles, étaient en procès, pourront poursuivre leur droit; les procès seront remis en l'état où ils se trouvaient avant le commencement des troubles, nonobstant les jugements qui ont pu être prononcés depuis par défaut ou par contumace. Quant aux procès intentés pour exploits de guerre, depuis la paix de Bruges de 1487, ils seront abolis. — 10° Le ban prononcé contre le seigneur Jean de Naeldwyc et contre ses serviteurs, sera annullé; ils rentreront en possession de leurs biens, et on tiendra audit seigneur de Naeldwyc le traité promis par le comte de Nassau. — 11° Les dettes ou obligations contractées par Philippe de Clèves et par ses partisans pourront être payées, dans un délai de trois mois après la publication du présent traité, en monnaie à telle valeur qu'elle avait cours au moment où les obligations ont été contractées. — 12° Tous les paiements faits par Philippe de Clèves avec des deniers provenant soit du domaine du roi et de l'archiduc, soit des biens meubles, rentes etc. de particuliers, contraires à son parti, seront maintenus; tous les actes des échevins des villes de Gand et de l'Écluse seront

confirmés et approuvés. — 15° On lui remettra l'artillerie qui doit lui revenir d'après le traité de Bruxelles. — 14° On lui paiera intégralement tout ce qu'il prouvera lui être dû par le roi. — 15° On lui paiera 40,000 florins comme indemnité des réparations et fortifications de l'Écluse. — 16° Les navires de guerre qui sont en ce moment absents du port de l'Écluse, pourront y rentrer dans un délai de six semaines après la publication du présent traité, et jouir de la capture faite sur l'ennemi; les navires qui se trouvent audit port au moment de la publication dudit traité, ne pourront faire aucun exploit de guerre sous peine d'infraction à la paix. — 17° On confirmera et renouvellera tous les privilèges, droits et coutumes de l'Écluse. — 18° La remise faite par le roi des Romains à ceux de l'Écluse, en Mars 1486, des trois quarts de leur part dans la subvention à lui accordée, ou à accorder dans le délai de dix ans, sera maintenue. Ceci s'appliquera également aux subventions à payer par cette ville en exécution du traité de Tours (N° MCCXXIII). — 19° Il demande que la ville de l'Écluse soit également déchargée du quart restant, en considération des grandes dépenses faites par cette ville pour l'entretien de sa garnison et de ses fortifications. — 20° Il demande que, dans l'intérêt de la ville de l'Écluse, il soit défendu de tenir taverne ou de débiter des boissons dans un rayon de quatre cents verges des portes de la ville. — 21° Ceux qui ont été reçus bourgeois de l'Écluse, à la requête de Philippe de Clèves, pourront demeurer en leur bourgeoisie ou y renoncer, comme bon leur semblera, selon le contenu de l'octroi que ledit Philippe leur a accordé à cet égard. — 22° Il demande que le roi et l'archiduc modèrent un appointment fait entre l'Écluse et Ardenbourg, d'après lequel la première de ces villes paie le

quatrième denier des impositions de cette dernière; l'Écluse ne devrait payer que le vingtième denier de ces impositions. — 25° Comme la ville est grandement dépeuplée et que la moitié des maisons est tombée en ruines, il propose que tout bourgeois qui fera amener par mer, de quelque lieu que ce soit, des biens ou des marchandises à lui appartenant, pourra les faire décharger et vendre en ville à son profit, comme cela se pratique à Dunkerque, à Nieuport, à Ostende, à Biervliet et ailleurs. — 24° Même autorisation à accorder aux pêcheurs qui pourront y débarquer et vendre le hareng comme bon leur semblera. — 25° Comme la ville de l'Écluse, depuis la mort du duc Charles, ressort à la ville de Bruges comme son chef en loi, elle ressortira dorénavant au conseil de Flandre; et les parties qui plaident devant la loi de cette ville, pourront à l'avenir appeler leur cause devant ledit conseil de Flandre. — 26° Les divers métiers de l'Écluse seront indépendants de ceux de Bruges, et pourront s'administrer et se régler d'après leurs propres *Keures* et ordonnances, que les bailli, bourgmestre, échevins et conseil leur accorderont, comme cela a lieu dans les autres villes franches de la Flandre. — 27° S'il s'élevait un doute sur l'exécution d'un article quelconque du présent traité, il sera laissé à l'interprétation des États des diverses provinces, cette interprétation devra avoir lieu dans le délai de six semaines. — 28° Si nonobstant le présent traité, la guerre éclatait de nouveau, le traité n'en restera pas moins dans toute sa vigueur pour ceux qui, à l'abri du présent traité, se trouveront dans les terres et pays du roi des Romains et de l'archiduc, et observeront la paix. — 29° Le roi et l'archiduc obtiendront des rois et princes voisins, des lettres d'abolition de toutes les prises et exploits qui peuvent avoir été

faits sur des marchands étrangers, et l'assurance formelle que ceux de l'Écluse ne seront jamais recherchés pour les faits passés. — 50° Si le roi et l'archiduc ne peuvent obtenir des princes voisins ces lettres d'abolition, ils promettront par ledit traité de pourvoir Philippe de Clèves, et ceux que la chose peut toucher, de lettres de marque ou de contremarque, les autorisant à reprendre, sur les biens des marchands étrangers, les torts qui leur auront été faits par ces nations, n'importe en quelles villes ces marchands puissent se trouver. — 51° Toutes les nations qui se trouvent à Bruges, à Anvers et à Middelbourg en Zélande, devront donner leurs lettres scellées par lesquelles elles promettront de ne jamais intenter de poursuite contre ceux de l'Écluse, pour les faits antérieurs, en obligeant à cet effet leurs biens et marchandises qu'ils ont ou pourront avoir dans les états du roi et de l'archiduc. — 52° Pour plus de garantie du présent traité, il sera approuvé par lettres scellées de l'empereur, du roi des Romains, de l'archiduc Philippe, de l'archevêque de Cologne, des ducs de Saxe, de Clèves, de Juliers, des évêques d'Utrecht et de Liège, de monseigneur de Nassau, du prince de Chimay, de monseigneur d'Egmond, de monseigneur le Bâtard Baudouin, de messeigneurs de Bevres et de Chièvres et de tous les états du pays. — 53° Tous ces lettres scellées, ou au moins la plupart, seront délivrées avant la publication du traité; celles qui ne seront pas délivrées avant ladite publication, le seront dans un délai de quatre mois; le duc Philippe de Clèves ne sera obligé de se défaire de ses troupes et garnisons qu'après que toutes les lettres scellées seront remises; sans toutefois que, de part ou d'autre, il soit fait aucun acte d'hostilité. (Signé) *Philippe*.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCXLI. .

1491 (1492 n. s.) — Sans date, en français.

Apostilles sur les articles de paix proposés par Philippe de Clèves et mentionnés au N° précédent. — Article 1^r. Philippe de Clèves fera serment d'être dorénavant bon et loyal serviteur et sujet, etc. — Art. 2. Le ban étant prononcé par l'empereur, lui seul peut le rappeler. Cependant si l'on parvient à faire la paix, l'archiduc, les seigneurs de l'ordre et du conseil, et les états du pays, considéreront Philippe de Clèves, comme s'il était hors du ban, et feront tout leur possible pour le faire lever. Quant à la restitution des ses charges, dignités, pensions, etc. ses députés ont déclaré qu'il entendait par là obtenir le gouvernement du pays de Flandre et de Hainaut et de tous leurs forts; le gouvernement et le château de Namur; l'avouerie de Liège et le château de Huy; l'amirauté de la mer, sa pension de six mille livres par an, et le château, ville et seigneurie de Mortaigne: Le gouvernement, forts et châteaux de Flandre, il ne peut les obtenir, parcequ'il ne les possédait pas au moment de l'arrestation du roi; le gouvernement de Namur, il n'en eut jamais charge, mais s'en est fait lui-même gouverneur, pendant l'emprisonnement du roi; quant aux autres états, qu'il possédait avant la détention du roi, le roi en a disposé depuis et ce serait faire injure à ceux qui les possèdent maintenant, que de les en priver. Cependant, plusieurs des seigneurs qui les possèdent actuellement, consentent à s'en démettre sous certaines conditions. — Art. 3. Pourra être accordé

si l'on parvient à la paix. — Art. 4. Ne sera refusé, si les états sont de cet avis; toutesfois il en sera encore parlé pour les reserves de Bruges et d'autres localités. — Art. 5. Il n'appartient qu'au roi et à l'archiduc de décider des gens-d'armes qu'ils ont dans leur pays, et à nul autre de les faire partir; cependant, si la paix se fait, on fera partir les gens de guerre de part et d'autre. — Art. 6. Si la paix se fait, les prisonniers, arrêtés à cause du différend, seront relâchés; quant à ceux détenus pour autres délits, il est de raison que justice en soit faite. — Art. 7. Pourra être accordé. — Art. 8. Semble raisonnable pourvu que les acheteurs soient remboursés par les vendeurs. — Art. 9. Accordé. — Art. 10. Accorder cet article, serait convenir que le roi a fait indûment procéder contre ce seigneur, ce qui n'est pas. Mais si celui-ci veut demander sa grâce, elle lui sera accordée à la demande de Philippe de Clèves. — Art. 11. Si l'on parvient à la paix, cet article ne sera pas refusé, quoiqu'il soit contraire à l'édit sur les monnaies. — Art. 12. Sera accordé, pour ce qui concerne le domaine, mais, en ce qui touche les particuliers, il ne pourra être accordé sans entendre ceux-ci. — Art. 13. Sera accordé. — Art. 14 et 15. Pourront s'arranger si l'on parvient à la paix. — Art. 16. On accordera les six semaines, pour les prises qui seront faites avant la conclusion de la paix. — Art. 17. Sera accordé. — Art. 18 et 19. La grâce ou remise faite à ceux de l'Écluse sera accordée; mais quant au restant, ce serait faire tort et dommage à ceux qui ont tenu le parti du roi et de l'archiduc. — Art. 20. Porterait préjudice à leurs voisins et ne servirait qu'à mettre le pays dans la désunion. — Art. 21. Pourra être consenti. — Art. 22. Ne pourra être accordé, à moins que les parties intéressées n'aient été entendues. — Art. 23, 24, 25 et 26. Le

contenu de ces articles est contre le droit de ceux de Bruges, de Dam, de Nieuport, de Biervliet et d'autres villes de la Flandre; ils ne pourront être accordés que du consentement de ces villes. — Art. 27. L'interprétation du traité appartient au roi et à nul autre. — Art. 28. L'article semble raisonnable. — Art. 29 et 30. Il n'appartient ni au roi, ni à l'archiduc d'accorder ces articles, qui ne pourraient qu'entraîner le pays dans une guerre étrangère; le roi et son conseil interviendront volontiers pour obtenir ces conditions des princes et des nations. — Art. 31. Si les nations y consentent, le roi et l'archiduc en seront contents, mais ils ne peuvent les y forcer. — Art. 32 et 33. Le contenu de ces articles n'est pas raisonnable, Philippe doit se contenter des lettres scellées du roi et de l'archiduc, et, si besoin est, de celles du duc de Saxe, comme lieutenant-général.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCXLII.

1491 (1492 n. s.). — Fait à Malines, le xv^e jour de Mars l'an mil quatre cens *iiii* xi.

Articles de paix proposés à Philippe de Clèves, de la part du roi des Romains et de l'archiduc Philippe. Ils traiteront de la paix avec lui et lui rendront leur bonne grâce aux conditions suivantes: — 1^o Philippe fera serment au roi et à l'archiduc de leur être bon et loyal, et de garder loyalement, en leur nom, les deux châteaux

de l'Écluse, comme il le faisait avant l'arrestation du roi. — 2° Il aura la nomination des officiers de la ville et des châteaux de l'Écluse; ces officiers feront serment au roi et à l'archiduc. — 3° Les revenus du domaine de cette ville se lèveront au profit du roi et de l'archiduc. — 4° On rendra à Philippe l'office d'amiral de la mer, et la pension qu'il recevait du roi avant les différends. — 5° Il rentrera, ainsi que ses partisans, dans tous ses biens immeubles, et dans ses biens meubles, dans l'état dans lequel ils se trouvent. — 6° Le roi et l'archiduc pardonnent tout ce que Philippe de Clèves et les siens ont fait pendant le temps des troubles; ils pardonnent également aux habitants de l'Écluse, auxquels ils confirment tous leurs privilèges. — 7° Ils promettent de payer à Philippe de Clèves, les sommes qu'il prétend lui être dues. — 8° Si Philippe accepte les présents articles de paix, et seulement dans ce cas, le roi, l'archiduc et les états des provinces, feront des démarches près de l'empereur, pour faire lever le ban prononcé contre lui. — 9° Le roi et l'archiduc s'engagent à accorder à Philippe telles garanties raisonnables, qu'il aura lieu de s'en contenter. — 10° Moyennant ces conditions, Philippe devra laisser libre le port de l'Écluse, et en permettre l'entrée et la sortie à tous les marchands avec leurs marchandises, comme cela se pratiquait avant les différends. — 11° Si Philippe de Clèves n'accepte pas les présents articles dans un délai de dix jours, ils seront considérés comme nuls et non-avenus.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCXLIII.

1491 (1492 n. s.). — Escript à Lescluse le xxii^e jour de Mars l'an m^o d'xxi.

Lettre par laquelle Philippe de Clèves déclare qu'il a examiné les apostilles, et les nouveaux articles à lui proposés (N^o MCCXLI et MCCXLII), qu'il y voit qu'on lui refuse les principaux points de sa demande et surtout ceux qui touchent son honneur et sa sûreté, et que par conséquent il ne peut, à son grand déplaisir, accepter ni les apostilles, ni le traité susdits. Quand on voudra s'entendre pour une bonne paix, on le trouvera toujours disposé à s'y employer.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCXLIV.

1491 (1492 n. s.). — Sans date, en français.

Articles de paix, proposés par ceux de Gand à la réunion des états-généraux, assemblés à Malines le 8 Février et jours suivants. — 1° Le roi et l'archiduc recevront ceux de Gand comme bons et loyaux sujets, et pardonneront tout ce qui a été fait dans la ville et au dehors. — 2° Tous les privilèges anciens et nouveaux des Gantois seront confirmés. — 3° Chacun rentrera en possession

de ses biens, ainsi qu'il les trouvera, en quelques lieux qu'ils soient situés, nonobstant les dons, ventes ou aliénations quelconques qui puissent avoir eu lieu. — 4° Tout ce qui a été payé pour rentes, location de maison ou de cense etc., restera payé, mais ce qui reste à payer, appartiendra à ceux à qui reviennent les biens. — 5° La ville sera franche et déchargée de tout arriérage de rentes du domaine, de composition de paix etc. qu'on pourrait exiger des habitants pour les choses advenues avant ces présentes. — 6° Tous les dons, récompenses etc., que Philippe de Clèves a accordés à la ville de Gand ou aux particuliers, seront regardés comme s'ils étaient accordés par le prince. — 7° Il ne sera fait aucune restitution des biens meubles pris d'un parti ou d'autre, à moins que la restitution ne se fasse volontairement. — 8° Toutes les rentes vendues à charge du pays par les villes de Gand, de Bruges et d'Ypres, seront reconnues. — 9° Toutes les nominations faites par les Gantois seront maintenues telles que celles concernant les monnaies, celles de trésoriers de guerre, receveurs des confiscations, etc. — 10° Chacun retiendra son fief en faisant devoir à son droiturier seigneur du fief, dans le délai de trois mois, sans toutefois devoir payer de nouveau relief. — 11° Les prisonniers mis à rançon seront relâchés moyennant paiement de la rançon; ceux qui ne sont pas mis à rançon, seront délivrés moyennant paiement de leurs dépenses. — 12° Tous les procès intentés contre des bourgeois de Gand, à cause des troubles survenus depuis la mort du duc Charles, seront annulés. — 13° Ceux de Gand seront tenus déchargés de l'obligation de fondation de chapelles, d'après l'article 2 du traité de Tours, ainsi que du paiement des sommes stipulées par ledit traité. — 14° Toutes les choses arrivées à Gand

à l'occasion des troubles, seront pardonnées. — 15° Tout bourgeois arrêté pour le fait des troubles, sera mis en liberté sans dépens. — 16° Moyennant ce qui précède, ceux de Gand se mettront en l'entière obéissance du roi, comme mainbour de son fils, l'archiduc Philippe, et jureront de lui rester fidèles et loyaux sujets, sauf leurs privilèges et la souveraineté du roi de France. — 17° Pour garantie de cette paix, le roi jurera et autorisera l'archiduc à jurer d'entretenir et de faire entretenir la présente paix; l'archiduc renouvellera ce serment lors de sa joyeuse entrée. — 18° Quiconque contreviendra à la paix, sera puni corporellement comme infracteur de la paix. — 19° Si une personne ecclésiastique contrevient à la paix, elle sera livrée à son ordinaire, pour être punie selon le droit ecclésiastique. — 20° Pour assurance et exécution de la paix, tous les villes et châteaux de Flandre seront mises pendant trois ans entre les mains de Philippe de Clèves. — 21° Toutes les villes de Flandre, grandes et petites, promettront et jureront que, si on fait à ceux de Gand quelque empêchement à ladite paix, par clôture de passage ou autrement, ils pendront le parti des Gantois contre les infracteurs de la paix.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCXLV.

1491 (1492 n. s.). — Sans date, flamand.

Apostilles sur les articles de paix proposés par ceux de Gand : Sur les articles 1 et 2. Ne peuvent être accordés

car la plupart de leurs privilèges n'ont été obtenus que par la force des armes; quant à leurs coutumes, on ne sait pas au juste en quoi elles consistent, elles ne peuvent donc être confirmées. Ils devront se contenter de ce qui leur a été accordé à ce sujet par le récent traité. — Art. 3 et 4. Pourront être accordés si l'on parvient à s'entendre sur la paix. — Art. 5. Le roi et l'archiduc ne peuvent renoncer à ce qui leur a été accordé par la paix de Tours. — Art. 6 et 7. Pourront être accordés, mais seulement du consentement de ceux que la chose concerne. — Art. 8. Cet article est déjà accordé par la paix de Tours. — Art. 9. On pourvoira à cet article, de manière que ceux de Gand auront lieu d'en être satisfaits. — Art. 10. Sera accordé si l'on parvient à la paix. — Art. 11. Cet article concerne ceux qui sont en possession des prisonniers mis à rançon; quant à ceux qui n'y sont pas mis, ils seront délivrés, pourvu qu'ils paient une rançon raisonnable. — Art. 12. Ne peut être résolu sans qu'on n'ait entendu les parties intéressées. — Art. 13. Il est étonnant que ceux de Gand, ayant accepté le traité de Tours, veulent maintenant s'y soustraire. — Art. 14 et 15. Si l'on parvient à faire la paix, il sera pourvu à ces deux articles à la satisfaction de ceux de Gand. — Art. 16. Il a été répondu ci-dessus, pour ce qui concerne les privilèges; quant à ce qui concerne la souveraineté du roi de France, il n'en est pas question ici, et on s'étonne que les Gantois y attachent tant d'importance. — Art. 17, 18 et 19. Si on parvient à faire la paix, il sera pourvu à ces articles, en accordant toutes les sécurités nécessaires. — Art. 20. Rejeté. Cet article est déraisonnable. — Art. 21. Dans les traités antérieurs, faits avec les comtes de Flandre, on s'est toujours contenté de l'assurance donnée par les princes; si les Gantois se montrent sujets

soumis et fidèles, on agira à leur égard, comme il convient à un prince de le faire à l'égard de ses sujets.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCXLVI.

1491 (1492 n. s.). — Actum te Mechelen den xv^{en} dach van Maerte int jaer m m^{cc} xlvi.

Articles de paix proposés à ceux de Gand au nom du roi des Romains et de l'archiduc Philippe, son fils. — 1^o Ceux de Gand devront reconnaître le roi des Romains comme tuteur et mainbour de son fils, faire serment de leur obéir, comme ceux des autres états, et de se soumettre à toutes les conditions du traité de Tours. — 2^o Le roi des Romains confirmera tous les anciens privilèges des Gantois, ainsi que leurs droits, coutumes et usages, excepté les points suivants: Après la publication de la paix, le magistrat de Gand sera renouvelé, sans préjudice des privilèges, par des commissaires désignés par le roi et l'archiduc. — 3^o On choisira des hommes honorables, qui n'appartiennent à aucun des deux partis; ils resteront en fonctions jusqu'à la mi-août 1493, et dorénavant le magistrat sera renouvelé à cette époque, conformément aux privilèges des Gantois. — 4^o D'année en année, après le renouvellement du magistrat, ceux des métiers présenteront trois personnes notables, agréées par ceux de la loi, parmi lesquelles ceux-ci choisiront le doyen pour l'année. — 5^o Ceux de Gand ressortiront au conseil de Flandre, quelle que soit la ville où ledit

conseil siègera; toutes les sentences prononcées jusqu'ici par les échevins de Gand, seront maintenues et ne pourront être cassées. — 6° Les échevins de Gand ne pourront être cités par appel, ni par cassation, pour des sentences prononcées par eux dans des affaires civiles, ne dépassant pas les soixante livres. — 7° Tout contrevenant à l'article précédent encourra une amende de 60 livres parisis, dont deux tiers au profit du prince et l'autre tiers au profit de la ville de Gand. — 8° Ceux de Gand ne pourront procéder contre les officiers du prince, qu'ils habitent la ville ou non; les procès intentés contre ces officiers seront annulés. — 9° Les chaperons-blancs seront licenciés. — 10° Les échevins de Gand ne pourront pas faire des ajournements en dehors de la ville et de l'échevinage, si ce n'est à la requête de leurs bourgeois pour obtenir le paiement de leurs fermiers ou débiteurs, demeurant dans la châtellenie, mais en dehors des villes privilégiées. — 11° Ceux de Gand ne pourront avoir des *bourgeois forains* que dans leur châtellenie, et non pas dans les châtellenies de Courtrai, d'Audenarde, d'Alost ou de Termonde, ni dans les villes de Hulst et de Biervliet. — 12° Le prince pourra rendre le pays de Flandre, mais non pas la ville ou l'échevinage de Gand, à tous les bannis, et ce sans le consentement de ceux de Gand. — 13° Tous ceux qui ont tenu le parti du roi et de l'archiduc, pourront renoncer à leur droit de bourgeoisie, sans payer le droit d'issue, pour autant qu'ils en fassent la déclaration dans le délai d'un mois après la publication de la paix. — 14° Ceux de Gand se conformeront, comme les autres états, à l'article concernant la monnaie. — 15° Pour faire amende honorable, tous ceux du magistrat et les doyens sortiront des portes de la ville, habillés de noir, sans ceinture, à tête nue,

et se jetteront à deux genoux devant le duc de Saxe ou devant le comte de Nassau, lui prieront de les recevoir en grâce, en déclarant qu'ils regrettent tout ce qu'ils ont fait contre le roi et l'archiduc. — 16° D'après l'ordonnance du roi et du comte de Nassau, ils indemniseront Denis de Morbèque de toutes les pertes qu'il a éprouvées à Gand. — 17° Les princes exemptent ceux de Gand de toute amende pécuniaire qui pourrait leur être imposée pour infraction au traité de Tours. — 18° Chacun rentrera en possession de ses biens. — 19° Tous les jugements rendus par contumace, de part et d'autre, pendant ces derniers troubles, seront cassés, et les parties rentreront dans leurs droits, comme avant lesdits troubles. — 20° Tous les bannis, de part et d'autre, pourront rentrer dans le pays et dans la ville, sans avoir besoin d'un rappel de ban. — 21° Tous les dons et remises seront maintenus, excepté les arriérages des sommes à payer pour le traité de Tours, et les arriérages des rentes. Les premiers seront payés en six paiements, de six mois en six mois; les seconds se payeront avec les rentes courantes, dans le délai de six ans. — 22° Si ceux de Gand n'acceptent pas les présents articles dans un délai de dix jours, ces articles seront considérés comme non-avenus.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCXLVII.

1491 (1492 n. s.). — Geschreven den xxiii in Maerte a° xci.

Apostilles envoyées par ceux de Gand aux articles de

paix proposés de la part du roi des Romains et de l'archiduc. (Voir le N° précédent.) — Sur l'art. 1. Depuis la paix de Tours, ils ont reconnu Maximilien comme mainbour, et consentent à faire le serment demandé : ils ont observé la paix de Tours, sauf l'article des paiements qu'ils n'ont pu faire à cause de la guerre. Ils demandent, du reste, à en rester exempts. — Art. 2. Leurs privilèges, coutumes etc. ont été confirmés par la joyeuse entrée de la duchesse Marie et du roi des Romains, et par les traités de 1482, de 1485 et par celui de Tours; ils veulent donc les conserver intacts. — Art. 3. Cet article est contraire à leurs privilèges; cependant ils consentent à ce que la loi soit renouvelée, mais seulement jusqu'à la mi-août prochain, et ce sans préjudice pour l'avenir. — Art. 4. Cet article est contraire à leurs privilèges, et préjudiciable aux métiers. — Art. 5, 6 et 7. Ne peuvent être acceptés; ils sont contraires à leurs privilèges et aux usages établis. — Art. 8. Ne peut être accepté, pour le même motif. — Art. 9. Ne peut être accepté; les chaperons-blancs sont une institution ancienne, à laquelle on ne peut toucher, mais ils consentent à réprimer exemplairement tout abus qui pourrait résulter du fait de cette institution. — Art. 10. Contraire aux privilèges, ne peut être accepté. — Art. 11. Même observation. — Art. 12. Contraire à leurs privilèges et, du reste, sans aucune utilité pour le prince, attendu qu'ils ont toujours accordé le droit de rentrée quand leurs princes l'ont demandé. — Art. 13. Ils consentent à se régler, sur le chapitre de la monnaie, d'après la décision qui sera prise à cet égard par les états de Flandre, dûment convoqués à cette fin. — Art. 14. Cet article ne sera pas une opposition à la conclusion de la paix. — Art. 15. Les pertes de Denis de Morbègue sont tellement insigni-

fiantes, que cela ne vaut pas la peine d'en faire mention dans un traité de paix : il n'a perdu qu'une robe (*eenen kerle*), tous ses autres effets lui ont été remis à Courtrai. — Art. 17. Cette exemption est acceptée avec reconnaissance. — Art. 18. Cet article n'est pas assez explicite; ils proposent la rédaction qui se trouve dans leurs propres articles de paix. — Art. 19. Paraît raisonnable. — Art. 20. Paraît également raisonnable, cependant il faudra que les bannis, rentrant dans leurs villes, fassent serment de ne rien entreprendre contre les villes de Flandre. — Art. 21. Ils demandent de rester entièrement acquittés de ces deux arriérages, attendu que les deniers qui y étaient destinés ont été employés dans cette guerre, dans laquelle ils se sont trouvés impliqués bien malgré eux.

Ils ajoutent plusieurs articles déjà mentionnés dans leur première proposition, et dont les propositions du roi ne faisaient pas mention.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCXLVIII.

1491 (1492 n. s.). — Donné en nostre ville de Malines, le xxj jour de Mars l'an de grace mil ~~iiii~~^v et onze.

Lettres écrites par ceux du grand-conseil, au nom du roi des Romains, au gouverneur de Lille, de Douai et d'Orchies. — Ils l'informent qu'une trêve vient d'être conclue entre le duc de Saxe, au nom du roi des Romains,

d'une part, et Philippe de Crevecœur, seigneur d'Esqueredes, au nom du roi de France, d'autre part. — Cette trêve commencera à dater du dernier jour du présent mois de Mars : on cessera toute hostilité, toute course ou exploit de guerre, de part et d'autre. — Ils lui ordonnent de faire publier cette défense, dans tous les lieux de son gouvernement.

Signé : Par le roi, monsieur le duc de Saxssen lieutenant-général, monseigneur le comte de Nassau, lieutenant en l'absence de mondit seigneur de Saxssen et autres du conseil présents.

Au dos se trouve l'inscription que cette lettre a été lue à la brétèque à Lille et à Douai, le 31 Mars et à Orchies le 1^r Avril.

Copie sur papier, écriture de l'époque, authentiquée et signée *Cuvillon*.

MCCLIX.

1491 (1492 n. s.). — Up den heleghe Palme sondach *iiii^{xx} xi*, xv, (*xvi*, *xviii* ende *xix*) in April.

Rapport ou verbal des conférences qui eurent lieu à Ypres, le 15, 16, 18 et 19 Avril 1491 (1492 n. s.), entre le seigneur de Rony, vicomte de Furnes, comme gouverneur de Flandre, en l'absence du comte de Nassau, d'une part, et les députés des villes de Bruges et d'Ypres, et des autres villes et châtellenies du

Westquartier, d'autre part, au sujet de la demande d'imposition de deux florins par maison, proposée à l'assemblée des États à Malines.

Le seigneur de Rony, accompagné des députés de Bruges et du Franc, du capitaine Tainteville, etc. arrive à Ypres le dimanche des rameaux : il convoque immédiatement les députés des diverses châtellenies. — Le lendemain il se rend dans la salle échevinale, en présence des avoué et échevins, et exhibe sa commission de lieutenant-général du comte de Nassau. — Le mercredi suivant, 18 Avril, il réunit en la dite salle échevinale, les divers députés du Westquartier et, en présence du seigneur Denis de Morbèque, receveur de Flandre, du seigneur de Marwede, souverain-bailli de Flandre et dudit capitaine Tainteville, il expose, par la bouche de Charles de la Porte, le motif de sa venue, c'est-à-dire, la demande de leur consentement à la proposition d'imposition de deux florins par maison, faite à la dernière réunion des États-généraux à Malines, afin d'employer les sommes provenant de cette imposition, à rétablir la paix et la justice dans le pays et de pourvoir au bien-être général. — Après cette communication, les députés se retirent pour délibérer ; ceux des châtellenies de Cassel, de Bergues, de Courtrai, de Bailleul, etc. présentent à ceux d'Ypres leurs doléances, les uns par écrit, les autres verbalement. L'après-midi, tous les députés se réunissent de nouveau, ils déclarent que cette demande de subside est une chose inouïe dans le pays ; ils font un tableau affligeant de la misère et de l'épuisement de la Flandre, qui se trouve dans un état tel à ne pouvoir contribuer en aucune manière à cette imposition ; des personnes au courant de la situation de la Flandre, se seraient bien gardées de proposer une pareille

imposition. — Avant de communiquer à leurs commettants cette demande d'aide extraordinaire, les députés demandent des réponses catégoriques sur les points suivants : Les maisons des nobles et du clergé seront-elles, ou non, exemptes de cette contribution ? Les maisons des pauvres y seront-elles soumises ? Une maison ou ferme avec vingt mesures de terre, payera-t-elle la même somme qu'une maison qui n'a qu'une seule mesure ? Les maisons détruites ou incendiées par le fait de la guerre, seront-elles soumises à l'imposition ? Qui paiera, le fermier ou le propriétaire ? — En supposant que cette demande d'aide soit accordée, ce qui n'est pas croyable, sera-t-on dispensé de payer les sommes encore dues pour la paix de Tours ? Ces sommes serviront-elles également à payer les dettes laissées à St-Omer, par le seigneur d'Everstain, ainsi que les déprédations commises par les troupes allemandes à Dixmude, à Damme et ailleurs ? De quelle manière se fera l'imposition ? Où auront lieu les versements, à quel taux recevra-t-on l'argent ? Garantit-on de rétablir, au moyen de ces sommes, la police et la justice dans le pays, de manière à ce que les habitants puissent se livrer à l'agriculture et au commerce ? — Ils se plaignent amèrement des violences et des exactions commises partout par les troupes allemandes et par leurs chefs ; ils prient les commissaires du prince de bien considérer tous les inconvénients que cette mesure va causer, et citent les menaces faites par les Gantois à ceux de Courtrai, de mettre toute la châtellenie à feu et à sang s'ils contribuent à cette imposition extraordinaire. — Enfin, ceux de Bergues et de la châtellenie exposent que déjà depuis longtemps, ils sont forcés de payer mensuellement la somme de 5,600 livres parisis, pour le paiement de la solde des troupes de St-Omer et de Bourbourg, et

que, nonobstant, ceux de St-Omer réclament d'eux, à toute force, le paiement de leur solde arriérée.

Après cette déclaration, les commissaires du roi des Romains se retirèrent pour délibérer, et, après une longue conférence, ils remirent par écrit (1), aux députés, les mesures qu'on s'engageait à prendre pour faire cesser les foules et les exactions des troupes allemandes. Ils déclarèrent en outre, verbalement, qu'on n'avait pas l'intention d'exempter de l'impôt les fermiers du clergé ou des nobles ; que les magistrats seraient chargés d'établir les impositions et auraient égard aux maisons des pauvres, ainsi qu'à celles qui sont dévastées ou incendiées par le fait de la guerre. — Quant aux paiements arriérés, les députés pourront en faire une condition de leur acceptation. — La couronne sera reçue au taux de trente-cinq sols etc. — Après ces explications, le souverain-bailli de Flandre fit des excuses pour les exactions commises par les troupes allemandes à Dixmude et ailleurs ; il promit que les marchands et les personnes rançonnées seraient payés jusqu'à la dernière mitte, mais il demanda encore une somme de 600 florins, pour faire partir les Allemands qui se trouvaient encore à Dixmude.

Le jeudi 49 Avril, après-midi, nouvelle réunion des députés et des commissaires. — Ceux d'Ypres et de la châtellenie reconnaissent le besoin d'argent et sont disposés à contribuer d'après leurs ressources, mais ils protestent contre la manière nouvelle et inusitée qu'on leur propose ; ils font leurs doléances à leur tour : ils dépeignent le misérable état de leur châtellenie et des

(1) Voyez cette réponse écrite à la fin de cette analyse.

châtellenies voisines ; le long de la Lys , les campagnards ont abandonné leurs demeures, par suite des exactions insupportables des troupes. Dans les châtellenies de Bailleul et de Cassel, les maisons, à la campagne, sont abandonnées, détruites, incendiées ; la plupart de celles qui existent encore ne valent pas un florin la pièce (*de meeste menichte niet een ghulden weerten zyn of littel meer stic voor stic*). Dans la châtellenie de Cassel, on ne trouve que de pauvres mesures sur un quart de mesure de terre, tandis que dans celle de Bergues et dans d'autres, les maisons ont un terrain de 10, 20, 40 et jusqu'à 50 bonniers. — La châtellenie de Cassel, a été depuis quatorze ans le théâtre de la guerre, elle est réduite à la dernière pauvreté, et il lui est impossible de contribuer dans cette imposition. Dans celles d'Ypres et de Bailleul, on enlève de force, aux habitants, tout ce qu'ils possèdent ; ils sont complètement ruinés. Cependant, nonobstant cet état général de détresse, ceux d'Ypres et du Westquartier consentiront à contribuer à une somme raisonnable, d'après l'ancienne coutume, mais déclarent protester contre la nouvelle manière d'imposition qu'on leur propose.

Ceux de Bruges et du Franc parlent dans le sens de ceux d'Ypres ; et déclarent que, sans provision pour la police et la justice du pays, ils ne donneront jamais leur consentement.

Les commissaires du roi prennent acte des réponses des députés et engagent ceux d'Ypres à se trouver à Bruges, le lundi après *Quasimodo*, après avoir pris l'avis de leurs commettants.

Les députés d'Ypres promettent de se trouver à Bruges au jour fixé, et de faire tout leur possible pour con-

tribuer au bien-être du prince et du pays de Flandre, après quoi l'assemblée se dissout.

A ce document si important et qui nous donne de si tristes renseignements sur l'état de la Flandre pendant cette époque de troubles, se trouve joint la copie de la déclaration du seigneur de Rony, dont il est fait mention plus haut ; il y est dit que pour remédier aux foules et exactions des troupes allemandes, on convoquera les capitaines de St-Omer, de Damme, de Dixmude etc. pour s'appointer avec eux à l'effet de faire cesser toute oppression. — On fixera le nombre des soldats qu'ils auront à tenir et on leur donnera ordre de licencier le restant. — On infligera un châtiment exemplaire à tous ceux qui dans la suite se rendront coupables d'exactions, moyennant toutefois que l'aide demandée soit accordée, sans quoi il n'y aura pas possibilité de procéder à ce qui est dit. — En obtenant cette aide on fera forte guerre à ceux de Gand, et à ceux de l'Ecluse, par terre et par mer, de sorte que sous peu le pays entier sera réduit sous l'obéissance du roi.

Écriture de l'époque, sur papier, formant un cahier de dix feuilles.

MCCL.

1492. — Donné en nostre ville de Ausbourg, le xxv^e jour de May l'an m^{cc} xii.

Lettres de Maximilien, archiduc d'Autriche, roi des Romains etc., aux magistrats de la ville d'Ypres. Il

les informe qu'il a appris les malheurs qui accablent les habitants de la Flandre, à cause de la guerre que leur font les Gantois et Philippe de Clèves, mais qu'il lui a été impossible de venir y mettre ordre, à cause des différends entre l'empereur d'Allemagne, son père, d'une part, et le duc Albert de Bavière, d'autre part. Il est parvenu à faire conclure une bonne paix entre les deux parties, et il ne tardera pas à se rendre auprès de son fils, pour mettre fin aux troubles qui désolent la Flandre. Il se fera accompagner d'un bon nombre des troupes qu'il a obtenues de l'empire pour servir à la sûreté de son fils et apaiser les troubles susdits.

Original, sur papier.

MCCLI.

1492. — A la saint Jean prochain venant MCCCXII.

Relevée des sommes payées par la ville d'Ypres, en diminution de sa quote-part dans les sommes stipulées à la paix de Tours.

Le montant des sommes à charge de la ville d'Ypres était de 48,774 liv. 2 s. Elle avait payé en diverses fois 45,073 liv. 4 s. 2 d. 4 obole, et restait redevable encore 3,700 liv. 47 s. 9 d. 1 obole.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCLII.

1492. — Gegeven in de stedé van Hulst, onder onse signet hier up gedruuct den vijft dach van Ougst int jaer duusent cccc twee ende tnegentich.

Lettre par lesquelles Albert, duc de Saxe, ordonne à tout huissier et officier de justice, d'arrêter et de faire vendre les biens meubles et immeubles de ceux des habitants d'Ypres, qui refusent de payer les sommes auxquelles ils ont été imposés par les magistrats de cette ville, pour leur contribution dans la somme de deux cent mille florins, accordée par les villes de Bruges et d'Ypres et par les châtellenies du Westquartier, pour le paiement des troupes de St-Omer, de Damme, de Dixmude et d'ailleurs (voir le N° MCCXLIX). — Il prend ces mesures à la demande des échevins d'Ypres, qui, par le mauvais vouloir de quelque habitants de cette ville, se trouvent dans l'impossibilité de réunir les sommes imposées.

Original, sur parchemin, muni du signet d'Albert de Saxe.

MCCLIII.

1492. — Den xix ende xx^e daghen van Oust xcii.

Registre contenant les taxations des divers habitants de la ville, pour le payement de la quote de la ville dans les 200,000 florins dont il est question au N^o précédent. — Il s'y trouve aussi les états des dons volontaires faits par plusieurs habitants de la ville.

Cahier sur papier, écriture de l'époque.

MCCLIV.

1492. — Donné en nostre ville de Malines, le dernier jour d'Aoust l'an de grace mil cccc quatre vings et douze.

Lettres par lesquelles Maximilien, archiduc d'Autriche, roi des Romains, etc., à la demande des échevins d'Ypres, ordonne à tout huissier, ou autre officier de justice, d'employer toutes voies et manières de contrainte contre les forains non bourgeois d'Ypres qui, soit par achat, soit par succession, ont acquis des propriétés dans l'échevinage de cette ville, et ont négligé ou refusé, à cause de l'état de guerre, d'en payer les droits d'issue, au grand détriment des finances de cette ville.

- Original sur parchemin, traces du grand sceau du roi des Romains, pendant à une simple bande de parchemin.

MCCLV.

1492. — Donné en nostre ville de Malines, le darrenier jour d'Aoust l'an de grace mil cccc quatre vins et douze.

Lettres par lesquelles Maximilien, roi des Romains etc., en considération de l'état d'épuisement dans lequel se trouvent les ressources de la ville d'Ypres, accorde aux magistrats de cette ville un an de répit pour le payement de toutes les rentes à charge de la ville, quelles que soient les personnes auxquelles ces rentes sont dues, excepté toutefois les personnes pauvres, qui ne peuvent attendre le payement différé, et sous condition encore que l'arriéré de ces payements soit remboursé dans le délai de trois ans, après l'année de repit.

Original, sur parchemin; le sceau qui pendait à simple bande de parchemin est perdu.

MCCLVI.

1492. — Ainsi ordonné par le Roy le xix^e jour d'Octobre l'an mil m^{cc} xix.

Instruction de Maximilien, roi des Romains, pour M^{re} Cornille Van Hille, maître particulier de la mon-

naie, concernant les monnaies d'or et d'argent que le roi veut faire forger à Bruges.

L'instruction porte la confection 1° de deniers d'or de dix-huit carats et demi d'or fin, trois quarts et demi d'argent fin et d'un demi quart de cuivre; ils auront cours pour trois sols dix deniers de gros monnaie de Flandre; 2° de deniers d'argent de dix deniers argent le roy, qui auront cours pour quatre gros monnaie de Flandre; 3° de deniers d'argent de cinq deniers d'argent le roy, qui auront cours pour deux gros monnaie de Flandre. — Signé *Maximilien*.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCLVII.

1492. — Donné en nostre ville de Malines, le xx^e jour d'Octobre l'an *III^{xx} XII*.

Lettre écrite au nom du roi des Romains et de l'archiduc Philippe, informant les échevins d'Ypres, que le procureur-général de Flandre, M^r Omer Claisone, se rend vers eux pour les entretenir, au nom des souverains, touchant le paiement et l'entretien de quarante chevaux des garnisons de Lille, de Douai et d'Orchies.

Original sur parchemin. — Signé : *Numan*.

MCCLVIII.

1492 (1493 n. s.). — Le derrenier de Janvier l'an *III^{xx} XII*.

Instruction donnée par Maximilien, roi des Romains, à Georges d'Everstain. — 1° Ledit seig^r d'Everstain se rendra immédiatement en la ville de St-Omer, pour mettre ordre, police et bonne union entre les bourgeois et les gens-d'armes. — 2° Comme il n'est pas possible d'entretenir des gens de guerre dans une ville sans les payer, ledit seigneur se rendra près du duc de Saxe, du comte de Nassau, du chancelier et d'autres du grand-conseil et des finances, pour requérir provision sur le payement des dits gens de guerre. — 3° Il priera le duc de Saxe de faire assembler les députés des villes et des châtelles de la West-Flandre et d'y envoyer quelques-uns de ses commis, avec ledit seig^r d'Everstain, pour trouver moyen d'assurer le payement, de mois en mois, des 400 piétons et des cinquante hommes de cheval en garnison dans ladite ville de St-Omer. — 4° Il priera aussi le comte de Nassau d'envoyer ses députés à cette assemblée, pour tâcher, en sa qualité de lieutenant du roi, de décider lesdites villes et châtelles au payement mensuel des troupes susdites et leur assurer que moyennant la garantie de ce payement, ils seront certains de rester en paix et en tranquillité, et d'être exempts de toute foule ou exaction de la part des gens de guerre. — 5° Le roi ordonnera aux villes de Bruges et d'Ypres, et au Franc, de payer au dit seig^r d'Everstain la somme de 14,450 liv.

monnaie de Flandre, pour laquelle ledit seig^r est assigné sur ces villes. — Signé : *Maximilien*.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCLIX.

1492 (1493 n. s.). — Ghescreven te Ryssle, den xix^{en} dach van Maerte a^o xcij.

Lettre d'Albert de Saxe, lieutenant-général du roi des Romains, et de l'archiduc, son fils, aux magistrats de l'une des villes de Flandre (le nom de la ville n'est pas indiqué). Il leur fait des reproches de ce qu'ils n'ont pas envoyé leurs députés à l'assemblée de Lille, pour accorder les sommes nécessaires au paiement de la garnison d'Arras. Il les somme, sous diverses menaces, de les y envoyer au vendredi suivant et de les fournir d'une bonne somme de florins d'or, pour fournir une avance sur les fonds à accorder.

A cette copie se trouve joint : 1^o un acte de répartition, entre toutes les villes de Flandre, des sommes exigées pour le paiement des troupes susdites; la ville d'Ypres s'y trouve taxée à 720 livres, la ville de Bruges à la même somme, et celle de Gand à 1200 livres. — 2^o Une copie de l'acte d'accord de cet aide, portant, entre autres choses, que ces sommes accordées comme avance seront déduites sur les premières aides générales qui seront accordées.

Copie de l'époque, sur papier.

MCCLIX.

1492 (1493 n. s.). — Actum int jaer m m^{re} twee ende negentich, op den xxviii^{en} dach van Maerte, voor Paesschen.

Réponse donnée par les villes de Gand, Bruges et Ypres, aux membres de la Hanse teutonique, sur plusieurs points et réclamations concernant le commerce, qu'avaient exposés les villes et les marchands de l'Allemagne, et notamment sur l'augmentation des droits sur la bière d'Allemagne introduite dans la Flandre. — Les trois villes susdites déclarent que cette augmentation de droits sur les bières allemandes a été introduite pendant les années de guerre et de troubles qui viennent de s'écouler, qu'ils sont prêts à diminuer ces droits, et qu'ils le feront pour la mi-août prochaine. — Qu'ils veulent respecter tous les privilèges dont les marchands de ladite Hanse jouissaient jadis en Flandre, pourvu que ces marchands viennent de nouveau s'établir dans le pays. — Quant aux dommages que lesdits marchands ont éprouvés par suite de la confiscation de dix ballots de draps anglais, cette confiscation a été faite, non par ceux de la Flandre, mais par les troupes allemandes du roi des Romains. Ils promettent cependant leur intercession auprès dudit roi des Romains, pour obtenir le dédommagement de ces pertes, etc. etc.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCLXI.

1492 (1493 n. s.). — Fait en la chambre des comptes à Lille, le second jour d'Avril mil cccc quatre-vingt-douze avant Pasques.

Déclaration faite devant la chambre des comptes à Lille, par Roland le Fèvre, conseiller du roi des Romains et de l'archiduc Philippe, et receveur-général de leurs domaines et aides de Flandre, portant qu'il autorise les magistrats d'Ypres à lui payer les sept mille livres qu'ils doivent encore comme arriéré des paiements pour la paix de Tours, dans le délai et de la manière suivante : 500 livres immédiatement; 500 livres à la Pentecôte 1493; 500 livres à la St-Remi de la même année; 500 livres à la St-Jean-Baptiste 1494; 1000 livres à la Noël de la même année; 1000 livres à la St-Jean 1495; 1000 livres à la Noël de la même année; 1000 livres à la St-Jean 1496, et les dernières mille livres à la Noël de la même année. Quant à la différence de 1200 livres que les magistrats susdits prétendent devoir en moins, il sera fait des recherches à cet égard dans ladite chambre des comptes, et on ordonnera dans la suite comme de droit.

Original sur parchemin. — Signé *Lespine*.

MCCLXII.

1493. — T'Ypre den xiiij^{en} dach in April int jaer duust m^{re} drie ende neghentich.

Sentence provisoire du conseil de Flandre, ordonnant à la supérieure de l'hospice de Belle, de recevoir dans son hôpital tous les malades, bourgeois ou habitants de la ville d'Ypres, qui y seront envoyés ou amenés, quel que soit d'ailleurs le genre de leur maladie, soit pestilentielle, contagieuse ou autre.

Expédition sur parchemin, signé *Boullin*.

A cette expédition se trouve joint une copie sur papier, écriture du 17^{me} siècle.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f^o 258 v^o.

• • *Geluwenboek*, f^o 61 v^o.

MCCLXIII.

1493. — Den elfsten dach van Hoymaendt anno xciii.

Acte constatant que Helène Ghiselins, supérieure, et Maeyken Ketelaers, religieuse du couvent des sœurs noires, derrière l'église de St-Martin, accompagnées de Joos Baeye, doyen de ladite église, se sont présentées

volontairement devant les échevins d'Ypres, et ont déclaré qu'elles reconnaissent que, d'après leur institution, elles sont obligées de soigner toute espèce de malades et même ceux atteints de maladies pestilentiellles. — Elles sont entièrement disposées à s'acquitter de ce devoir aussi bien de nuit que de jour.

Geluwenboek, f° 62 v°.

MCCLXIV.

1493. — Donné en nostre ville de Malines, le xxviii^e jour d'Avril l'an de grace mil quatre cens quatre vings treize.

Lettres par lesquelles Maximilien, roi des Romains, en son nom et au nom de son fils Philippe, archiduc d'Autriche, prescrit au comte de Nassau, lieutenant-général en Flandre et Drossart de Brabant, au prince de Chimay, lieutenant et capitaine-général de Hainaut et à tous les grand-baillis, baillis et officiers de justice en général, de faire publier, dans les limites de leur juridiction, son ordonnance pour mettre un terme aux exactions et pilleries auxquelles le plat-pays est soumis de la part des gens de guerre. — Endéans les trois jours après la publication de la présente ordonnance, tous les gens de guerre qui ne sont pas des ordonnances du roi, et ceux de leur suite, se retireront paisiblement dans leurs maisons ou habitations, et ceux qui sont des ordonnances du roi, se retireront dans leurs garnisons sans faire composition, pillerie etc. sous peine de la hart. — Ceux qui seront trouvés, après cette époque, logés

sur le plat-pays, seront chassés du pays, par assemblée de gens, main armée et son de cloches. Il ne sera fait aucune poursuite ni exigé aucune composition pour ceux qui seront tués dans cette expulsion. — Afin que l'expulsion de ces gens de guerre se fasse sans aucun retard, il ordonne à tous ses officiers et capitaines d'y prêter main-forte, quand ils en seront requis; ceux qui refuseront leur concours, seront considérés comme désobéissants au roi même et punis comme tels. — A défaut des officiers et capitaines susdits, les officiers de justice et les magistrats des villes, pourront convoquer les habitants au son des cloches, pour expulser les gens-d'armes qui n'obéiront pas. Au besoin, l'un pays devra assister l'autre, quand il en sera requis, et pourra, à cet effet, convoquer tous les habitants en armes; les nobles devront également prêter leur concours, quand ils en seront requis.

Sur le pli se trouve: *Par le roy, monseigneur le duc de Sassen, lieutenant-général, vous et autres du conseil présens.* (Signé) *Numan.*

Donné sous le *vidimus* du conseil de Flandre, le 9 Mai 1493. Signé *Vaernewyc.*

Vidimus original, traces de sceau en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MCCLXV.

1493. — Ghegheven t'Ypre, den xv^{en} dach van Wedemaent, int jaer duust vier hondert drie-ende-neghentich.

Acte du conseil de Flandre, constatant que ce jour sont comparus volontairement devant eux, Henri Van den Coornhuuse, Didier Reingot, Gautier Walins, Jacques Taeyspil, Corneille de Keuwere, Jacques Hannoot et Jacques de Waele, lesquels ont déclaré, en leur nom propre et au nom de la ville et châtellenie de Bailleul, vouloir payer, d'après le transport de Flandre, leur part dans les soixante-dix mille couronnes que les villes de Gand, Bruges et Ypres, en leur nom et au nom de leurs quartiers, ont accordées au duc de Saxe, pour le paiement et le départ des troupes. Ils paieront leur quote-part avant le 1^{er} Septembre prochain, entre les mains des échevins d'Ypres, chargés de la cotisation des sommes imposées au Westquartier; ils engagent en garantie du paiement de ces sommes tous leurs biens meubles et immeubles, présents et à venir.

Signé sur le pli : *Vaernewyc.*

Original, sceau en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MCCLXVI.

1493. — Ghegheven t'Ypre, den xv^{en} dach van Wedemaent, int jaer duust vier hondert drie-ende-neghentich.

Même déclaration qu'au N^o précédent, faite devant le conseil de Flandre, par Pierre Hellin, Robert Loysier et Laurent de Pape, au nom de la ville et châtellenie de Warneton.

Signé sur le pli : *Vaernewyc.*

Original, sceau du conseil de Flandre, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MCCLXVII.

1493. — Ghegheven t'Ypre, den xv^{en} dach van Wedemaent, int jaer duust vier hondert drie-ende-neghentich.

Même déclaration qu'au N^o MCCLXV, faite devant le conseil de Flandre, par Barthélemi Van der Slaet, Georges Van Eedwaele, Charles Bossaert, Jacques Van der Stalle, et Jean de Corte, au nom de la châtellenie et du métier d'Ypres.

Signé sur le pli : *Vaernewyc.*

Original, sceau du conseil de Flandre, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MCCLXVIII.

1493. — Ypre, den twintichsten dach van Wedemaent, int jaer ons Heeren duust cccc vierwaerf twintich ende dertiene.

Lettres par lesquelles les magistrats de la ville d'Ypres promettent au duc de Saxe, de lui payer, au 1^r Octobre prochain, leur part et celle de leur quartier, dans les soixante-dix mille couronnes que les états du pays lui ont accordées à la dernière réunion des États à Malines, afin de le mettre à même, au moyen de cette somme, de pourvoir au payement des gens de guerre et de les faire sortir du pays. — En garantie de ce payement, ils engagent tous leurs biens présents et futurs et se soumettent aux censures ecclésiastiques.

Original; le sceau qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

MCCLXIX.

1493. — Ghegheven t'Ypre, den xxii^{en} dach van Wedemaent, int jaer duust vier hondert drie-ende-neghentich.

Même déclaration qu'au N° MCCLXV, faite devant le conseil de Flandre par Valentin de Zuutpeene, receveur du métier de Cassel, Colart Van den Coorenhuyse, Rase

Winneel, Guillaume de Parmentier, Baudouin Jonghericx et Charles Maes, au nom de la ville et châtellenie de Cassel et métier de Cassel.

Signé sur le pli : *Vaernewyc.*

Original, sceau du conseil de Flandre, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MCCLXX.

1493. — Escript en nostre ville de Malines, le xix^e jour d'Aoust
MCCCXIX.

Lettre de Philippe, archiduc d'Autriche, etc., aux magistrats de la ville d'Ypres. — Il les informe que dans le traité de paix de Senlis, récemment conclu, il est stipulé que plusieurs villes du pays, parmi lesquelles Ypres, donneront, avant le 1^{er} Octobre prochain, leurs lettres d'adhésion au dit traité. Il leur envoie en conséquence la copie de ces lettres d'adhésion, et les prie de les faire transcrire sur parchemin, de les faire sceller du sceau de la ville et de les remettre entre les mains du seigneur de Champvans, qu'il leur envoie à ce sujet.

Original, sur papier, muni de la signature de l'archiduc Philippe.

MCCLXXI.

1493. — Ghegheven t'Ypre onder den zeghele van der vors. camere (van den rade), den xviii^{en} dach van October int jaer duust mi^e drie ende neghentich.

Sentence du conseil de Flandre, condamnant l'abbesse de Messines à relâcher immédiatement, sans frais aucuns, les marchandises de quelques bourgeois d'Ypres, qu'elle avait fait arrêter à la franche foire de Messines, contrairement à tout droit et justice; elle payera en outre auxdits marchands une indemnité de dix florins. — Le conseil charge le premier huissier requis de faire exécuter cette sentence, et de lui en rendre compte. A cette sentence se trouve jointe une déclaration de Philippe Cabilliau, huissier dudit conseil, constatant que ladite abbesse, à la réquisition de l'huissier, a protesté contre la sentence du conseil et en a appelé. (Cette déclaration est pourvue du sceau de Ph. Cabilliau.)

Original, sceau du conseil de Flandre, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MCCLXXII.

1493. — Donné en nostre ville de Malines, le mi^e jour de Novembre l'an de grace mil quatre cens quatre-vings et treize.

Arrêt par lequel le grand-conseil de Malines ordonne

aux bailli, échevins et receveur de la châtellenie d'Ypres, de relâcher immédiatement plusieurs bourgeois forains de la ville d'Ypre, qui habitent Langhemarc, et qu'ils ont indûment arrêtés ainsi que leurs biens, pour les forcer à payer des contributions dont ils sont exempts d'après les privilèges des bourgeois forains de cette ville. Il ajourne lesdits bailli, échevins et receveur devant le conseil de Flandre, pour y répondre de leur manière de faire.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCLXXIII.

1493. — Donné à Paris, le viii^e jour de Novembre l'an de grace mil cccc quatre-vings et treize.

Lettres par lesquelles Charles VIII, roi de France, ajourne les échevins d'Ypres devant le parlement de Paris, pour y exposer leurs raisons et motifs concernant le droit d'exemption de tailles dans la châtellenie, auquel prétendent leurs bourgeois forains.

A ces lettres se trouvent jointes d'autres lettres du même monarque, datées du xiii^e jour de mars 1493 (1494 n. s.), accordant aux échevins susdits un nouveau délai de six semaines pour se présenter devant le parlement de Paris.

Originaux, munis l'un et l'autre du grand-scel avec contre-scel en cire blanche, pendants à des simples bandes de parchemin.

MCCLXXIV.

1493. — Donné en nostre ville de Malines le xvi^e jour de Décembre l'an de grâce mil cccc quatre vings et treize.

Lettres par lesquelles Maximilien, roi des Romains, en son nom et au nom de l'archiduc Philippe, prescrit aux président et gens du conseil de Flandre, aux baillis des villes et châtellenies de Flandre, et à tous les officiers de justice en général, de tenir la main à la répression des abus qui se commettent dans l'arrestation pour dettes. Il rappelle que, d'après les privilèges des Yprois, on ne peut arrêter ni détenir les bourgeois de cette ville, ni leurs biens hors de l'échevinage, pour cause de dettes, à moins qu'ils n'ayent été attrait premièrement devant leurs échevins, et par jugement de ceux-ci condamnés à la perte de leur bourgeoisie et de leur loi, dans quel cas les biens et les personnes des débiteurs sont abandonnés à leurs créanciers, qui peuvent les faire arrêter partout où ils les trouveront en Flandre, en exhibant toutefois les lettres de certification de leur déchéance. — Il arrive en outre que les officiers de justice refusent de faire ces arrestations, ou exigent un salaire supérieur à celui auquel ils ont droit : ils ne peuvent exiger dans ces cas qu'un salaire de dix sols par arrestation, tandis qu'ils exigent souvent jusqu'à trois livres parisis, et ne le veulent faire à moins. — Ensuite il arrive très-souvent que les officiers de justice qui ont fait les arrestations exigent des débiteurs une caution ou sûreté pour leurs dépenses à faire pendant leur état d'arrestation, ce qui

les oblige à contracter de nouvelles dettes, pour lesquelles ils sont de nouveau appréhendés et jugés selon les lois des lieux où ils se trouvent, le tout au grand préjudice des débiteurs et de la justice. — Le roi ordonne qu'on tienne la main à la répression de ces abus, et à la stricte exécution des ordonnances.

Original, grand sceau en cire rouge, avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f^o 234 v^o.
" " *Wittenboek*, f^o 206 v^o.

MCCLXXV.

1493 (1494). — Sans date, après la fin de Février: français.

Mémoire présenté par les échevins d'Ypres au grand-conseil de Malines, pour soutenir leurs prétentions que leurs bourgeois forains ne peuvent être imposés dans la châtellenie, si ce n'est pour les impositions au profit du prince, attendu qu'ils sont imposés en ville, pour les propriétés qu'ils possèdent dans la châtellenie.

Cahier en papier, écriture de l'époque.

MCCLXXVI.

1493 (1494 n. s.). — Den vierden dach van Sporkele int jaer
duust vier hondert ende drie ende tnegentich.

Lettres par lesquelles les magistrats de la ville de
Dunkerque, déclarent se soumettre aux conditions aux-
quelles les échevins d'Ypres leur permettent d'apporter
leurs harengs au marché de cette ville, sur le même pied
que ceux d'Ostende, de Damme et de Nieuport. —
Les échevins de Dunkerque s'engagent à restituer à tout
marchand le dommage qu'il pourrait éprouver, par suite
de fraude dans les qualités des harengs présentés en
vente, et de tenir les échevins d'Ypres indemnes des
frais ou désagréments que pourrait leur attirer ladite
permission qu'ils octroyent à ceux de Dunkerque.

Original, traces du sceau de la ville de Dun-
kerque, avec contre-scel en cire verte,
pendant à double queue de parchemin.

MCCLXXVII.

1493 (1494 n. s.). — Aujourd'hui xiii de Mars, l'an mil quatre
cens quatre vins et treize.

Acte constatant que l'archiduc Philippe d'Autriche, etc.
et messieurs du grand-conseil des finances ont accordé à

ceux d'Ypres, que dans l'accord des quarante mille écus,
consentis par les trois membres de Flandre, on accor-
dera à ceux d'Ypres la diminution de leur quote-part
dans ces sommes, d'après les lettres patentes qu'ils ont
obtenues du roi pour les aides antérieures.

Copie sur papier, certifiée conforme et signée
Vaernewyc. Écriture de l'époque.

MCCLXXVIII.

1494. — Donné en nostre ville de Malines, le viij^e jour d'Avril, l'an
de grâce mil quatre cens quatre vings et quatorze, après Pasques.

Ordonnance de Maximilien, roi des Romains, en son
nom et au nom de l'archiduc Philippe, son fils, concer-
nant l'introduction, dans le pays, de draps fabriqués en
Angleterre. Considérant que le roi d'Angleterre a rompu
le traité de commerce existant entre son royaume et les
états du roi des Romains et de l'archiduc, son fils,
en établissant à Calais l'étape de toutes les marchandises
quelconques venant de l'Angleterre, et en défendant à
ses sujets et à tout marchand résidant dans son royaume,
toute communication de commerce avec notre pays, le
roi des Romains, voulant user de représailles, et à la de-
mande des députés de Brabant, de Flandre, de Hainaut,
de Hollande, de Zélande, etc., ordonne : 1^o Les draps
et tissus de laine, fabriqués en Angleterre, sont prohibés
à l'entrée dans ses pays, seigneuries, etc. de Lothier,
de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldre,

de Flandre, d'Artois, de Hainaut, de Hollande, de Zélande, de Namur, de Frise, de Malines, d'Outremeuse, et dans tous ses autres pays. Ils ne pourront y être ni vendus, ni distribués : ceux qu'on y découvrira seront brûlés. 2° Il défend à tout marchand, marinier, charretier, voiturier, et autres, de quelque condition qu'ils soient, gens d'église ou nobles, d'amener par mer ou par terre, de vendre, d'acheter, de distribuer, d'échanger ou d'employer les tissus et draps susdits, ni de les laisser passer par ses pays, pour les transporter ailleurs, sous peine d'amende de cinquante livres parisis, monnaie de Flandre, et de la confiscation des draps, à prononcer contre les vendeurs, acheteurs et changeurs et ce pour chaque drap qui sera trouvé avoir été vendu, acheté, échangé ou transporté; et d'une amende de dix livres contre les voituriers, charretiers et mariniers, qui auront transporté des draps appartenant à d'autres personnes. — 3° Le tiers de cette amende appartiendra à celui qui dénoncera la transgression, et le restant sera partagé, à qui de droit, selon la coutume de la localité où le délit sera constaté. — 4° Cette ordonnance sortira son effet le lendemain de sa publication, pour les sujets de ces états, et quarante jours plus tard pour les étrangers, excepté cependant pour le pays de Flandre, où l'ordonnance sortira immédiatement son effet. — 5° Les marchands qui ont en leur possession des draps anglais, auront un délai de trois mois pour les faire transporter hors du pays : excepté encore le pays de Flandre. — 6° Les hôteliers, mariniers, charretiers, voituriers, etc. ne pourront recevoir aucun paquet à transporter, sans que celui qui l'expédie ne leur ait assuré sur sa conscience que ce paquet ne contient aucun tissu anglais. Si on découvre que, nonobstant cette déclaration, les paquets contiennent des

draps anglais, l'expéditeur sera condamné à deux fois cinquante livres d'amende, outre la confiscation de la marchandise. Si au contraire les voituriers, mariniers, etc., négligent de requérir cette affirmation, ils seront condamnés eux-mêmes à une amende de dix livres. — 7° Le duc ordonne à tous ses officiers de faire publier cette ordonnance dans les limites de leur juridiction, de tenir la main à la stricte exécution d'icelle; il les menace, en cas de négligence ou de dissimulation, de les punir *tellement et si grièvement*, que tous autres y devront prendre exemple.

Sur le pli se trouvait écrit : *Ainsi signé par le roy, monseigneur le comte de Nassau, lieutenant-général en l'absence de monseigneur le duc de Saxe, le sire de Walhaim, premier chambellan de monseigneur, le sire de Toulon, Jan de Berssele, les prévôts de Triest et de Liège, et autres du conseil présens. (Signé) Numan. (Voir le N° DCCCCXCI).*

Donné sous le *vidimus* du conseil de Flandre, le 25 Avril 1494.

Copie sur parchemin, collationnée et certifiée conforme à l'original et signée : *Vaernewyc.*

MCCLXXIX.

1494. — Ghegheven l'Ypre, den xxv^{en} dach van April int jaer duust vier hondert viere ende tneghentich, naer Paesschen.

Sentence du conseil de Flandre, au sujet d'un débat surgi entre les doyen et jurés des poissonniers de Nieu-

port, d'une part, et les échevins d'Ypres et la corporation des poissonniers de la même ville, d'autre part. Le conseil prononce que les poissonniers de Nieuport seront dorénavant exempts du droit que les échevins d'Ypres leur faisaient payer pour chaque panier de poisson; ils ne seront plus obligés de porter leur poisson en ville dans des paniers suspendus au cou, si ce n'est depuis les portes de la ville jusqu'au marché et non pas depuis les croix servant de limite de l'échevinage, comme autrefois; ils pourront amener leur poisson par l'Yperlée, le débarquer et le porter dans d'autres villes pour le vendre, sans être obligés de le conduire à Ypres (1).

Copie de l'époque, sur papier, signée
Taryenoorde.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 263 r°.

MCCLXXX.

1494. — Donné en nostre ville de Malines, le xxix^e jour d'Avril l'an de grace mil cccc quatre-vings quatorze.

Ordonnance de Maximilien, roi des Romains, en son nom et au nom de l'archiduc Philippe son fils, prescrivant que, quoiqu'il ait accordé un sursis de paiement de

(1) Cette copie est fortement endommagée. Les plaintes des poissonniers de Nieuport et les réponses de ceux d'Ypres s'y trouvent jointes.

toutes tailles, aides etc. jusqu'à la St-Remi prochain, les villes de Flandre n'en doivent pas moins payer immédiatement leur quote-part dans les 40,000 écus, accordés naguère par les membres de Flandre, pour l'entretien des *dicages* dans les quatre métiers, attendu que ces travaux ne souffrent aucun retard. — Il ordonne à ses huissiers et officiers de justice en général, de contraindre au paiement tous ceux qui refuseront de le faire.

A la suite de cette ordonnance se trouve transcrit un ordre du comte de Nassau, rendant exécutoire l'ordonnance du roi des Romains.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCLXXXI.

1494. — Donné en nostre ville de Malines, le xx^e jour de Juing, l'an de grâce mil quatre cens quatre-vings et quatorze.

Lettres de Maximilien, roi des Romains, en son nom et au nom de l'archiduc Philippe, son fils, par lesquelles, comme suite à son ordonnance du 29 Avril dernier, (N° MCCLXXX) il ordonne à tout huissier et à tout officier de justice de procéder par arrestation de corps et de bien contre ceux qui refusent de payer leur part dans les 40,000 écus, et d'en agir de même envers les bourgmestre et échevins des localités récalcitrantes, de plus de les ajourner devant le grand-conseil de Malines,

pour y répondre de leur refus et s'y entendre condamner s'il y a lieu.

Copie sur papier, écriture de l'époque, collationnée et signée : *Paris*.

MCCLXXXII.

1494. — Den ⁱⁱⁱ^en dach van Hoymaendt a^o ^{xiiii}^e.

Lettres par lesquelles Wulfart du Pontcastel, bailli de Dunkerque, déclare qu'ayant arrêté deux bateaux appartenant à des bateliers d'Ypres, il les a relâchés sur l'attestation qui lui a été faite que ces bateliers étaient réellement bourgeois d'Ypres, et comme tels étaient exempt de confiscation de biens. Signé *Du Pontcastel*.

Wittenboek, f^o 200 v^o.

MCCLXXXIII.

1494. — Den ^{xv}^en in Hoomaent a^o ⁱⁱⁱⁱ^e ^{xiiii}^e.

Nouveau mémoire présenté par les échevins d'Ypres au conseil de Flandre, pour soutenir leurs prétentions mentionnées au N^o MCCLXXV.

Minute sur papier, écriture de l'époque.

MCCLXXXIV.

1494. — Ghedaen l'Ypre, den vichtiensten dach van Hoymaent, int jaer duust vier hondert vier ende tneghentich.

Sentence du conseil de Flandre, siégeant à Ypres, défendant aux échevins de la châtellenie d'Ypres d'imposer les bourgeois forains de cette ville, à moins qu'en fixant les impositions ils ne soient assistés par des fonctionnaires nommés *hage-pointers*, délégués *ad hoc* par les échevins d'Ypres. (Voir le N^o MCCLXXV).

Le N^o suivant se trouve attaché à celui-ci.

Original, traces du sceau du conseil de Flandre en cire rouge, pendant à une bande de parchemin. Signé : *Vaernewyc*.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, f^o 68 r^o.

MCCLXXXV.

1494. — Ghegheven den ^{xv}^en dach van Hoymaent int jaer duust ⁱⁱⁱⁱ^e vier ende neghentich.

Lettres du conseil de Flandre, ordonnant à tout huisier à ce requis par les échevins d'Ypres, de signifier au bailli, échevins et receveur de la châtellenie d'Ypres, le jugement mentionné au N^o précédent.

A ces lettres se trouve joint une déclaration de l'huissier Paert, constatant que le 29 Décembre, il s'est rendu à Messines et y a mis en état d'arrestation les échevins de cette ville, qui, contrairement au jugement ci-dessus, avaient taxé illégalement des bourgeois forains d'Ypres; mais que lesdits échevins ayant annulé les taxations susdites, il n'a pas donné d'autre suite à l'arrestation.

Original, traces du sceau du conseil de Flandre, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MCCLXXXVI.

1494. — Ghedaen t'Ypre den vichtiensten dach van Hooymaent int jaer duust vier hondert viere ende tnegentich.

Même contenu que le N° MCCLXXXIV. Signé *Vaernewyc*.

Original, sceau du conseil de Flandre, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MCCLXXXVII.

1494. — Ghegheven t'Ypre den vyfsten dach van November int jaer duust mne vier ende neghentich.

Sentence du conseil de Flandre portant qu'aux magistrats d'Ypres appartient la première connaissance de toute affaire, portée devant le conseil de Flandre, contre des bourgeois d'Ypres.

Original, sceau du conseil de Flandre, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 100, r°.

MCCLXXXVIII.

1494. — Escript en nostre ville d'Anvers le xv^e jour de Decembre
a° m^{cc} lxxxviii.

Lettre par lesquelles Maximilien, roi des Romains, etc. ordonne aux magistrats d'Ypres de remettre à messire Jehan de Dinteville, maître de son artillerie, certaines pièces d'artillerie qu'il a laissées à Ypres.

Original, sur papier, revêtu de la signature de *Maximilien*, et contresigné : *Waudripont*.

Publiée par M. Gachard dans les *Lettres inédites de Maximilien*, etc., sous le N° CXIII.

MCCLXXXIX.

1494. — Ghegheven t'Ypre, den xxij^{en} van December, int jaer veerthien hondert viere-ende-tneghentich.

Lettres par lesquelles le conseil de Flandre, siégeant à Ypres, ordonne aux huissiers du dit conseil de faire exécuter, partout où il sera nécessaire, la sentence du 15 Juillet dernier (voir N° MCCLXXXIV), concernant la défense d'imposer les bourgeois forains d'Ypres, demeurant dans la châtellenie.

Original, sceau du conseil de Flandre, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, f° 69 r°.

MCCXC.

1494. — Den xxvj^{en} dach van December, anno vier-ende-tneghentich.

Lettres par lesquelles Didier Van Halewyn, huissier du conseil de Flandre, fait connaître au dit conseil, qu'en exécution de son mandat (N° MCCLXXXIX), il s'est rendu à Langhemarek et à Wytschate, où, contrairement à la sentence du conseil de Flandre (N° MCCLXXXIV), des impositions indues avaient été faites sur des bourgeois

forains d'Ypres. — Il a arrêté dans ces communes les individus par qui les impositions avaient été faites et les a conduits dans la prison d'Ypres. Ceux de Langhemarek, après une détention de quatre jours, et ceux de Wytschate, après une détention de deux jours, ont promis et assuré de se conformer dorénavant aux prescriptions du conseil de Flandre, et, en conséquence, ont été mis en liberté.

Original, traces d'un petit sceau en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, f° 69 v°.

MCCXCI.

1494 (1495 n. s.). — Donné à Berges-sur-le-Zoom, au mois de Janvier, l'an de grâce mil cccc quatre-vings et quatorze.

Lettres par lesquelles Maximilien, roi des Romains, en son nom et au nom de l'archiduc Philippe, son fils, institue à Nieuport, à la demande des habitants, une franche foire qui aura lieu tous les ans, le dimanche après la St-Jean-Baptiste, et durera les sept jours suivants. — Il accorde un sauf-conduit, qui commencera quinze jours avant la dite foire et finira quinze jours après la clôture de la foire, à tous marchands qui y amèneront leurs marchandises, ainsi qu'à leurs valets, facteurs, serviteurs et marchandises. On ne pourra les arrêter pour dettes, si ce n'est pour dettes envers lui-même ou pour dettes contrac-

tées pendant la foire. — Il accorde cette franche foire pour aider la ville à se relever de l'état de décadence où l'ont réduite les guerres et les révoltes, et surtout pour récompenser les habitants du dévouement dont ils ont fait preuve en relevant leurs fortifications et en soutenant courageusement le siège contre le seigneur d'Esquerdes qui était venu l'attaquer avec des troupes nombreuses, et qui, nonobstant les brèches nombreuses qu'il avait faites, les assauts qu'il avait livrés, et la destruction même des portes, a été obligé de lever le siège, quoique la ville ne fut défendue que par un petit nombre de combattants. — Une procession solennelle et annuelle a été instituée en l'honneur de cette remarquable défense; cette procession est suivie par un nombre considérable de gens du plat-pays et des villes des environs, qui y apportent leurs marchandises et y établissent une espèce de marché ou de foire. C'est cette foire que le roi reconnaît comme franche, en ordonnant à tous ses officiers d'en publier la franchise dans les limites de leurs juridictions.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCXCII.

1494 (1495 n. s.). — Donné en nostre ville de Malines, le xxiiii^e jour de Mars l'an de grace mil cccc quatre vings et quatorze.

Lettres par lesquelles Maximilien, roi des Romains, en son nom et au nom de son fils, l'archiduc Philippe,

accorde aux magistrats d'Ypres, sursis d'une année pour les paiements des rentes, comme il l'a accordée aux villes de Gand et de Bruges. — Pendant cette année on ne pourra faire aucun arrêt pour le non-paiement de ces rentes. — Il ordonne à tous ses officiers de justice de se conformer à cet octroi, et de le faire publier dans les limites de leurs juridictions.

Original, traces du grand-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MCCXCIII.

1494 (1495 n. s.). — En l'an de nostre Seigneur mil quatre cens nonante quatre le iii^e jour d'April avant Pasques, qui furent audit an le xix^e dudit mois.

Tarif fixant le poids du pain dans la ville d'Ypres, d'après les prix divers du blé. Ce tarif est inventé par *Christophe Du Fresne, notaire impérial, natif de Fruges en la conté de St-Pol au dyocèse de Therewane, agé de liij ans*. D'après ce tarif, le prix du pain reste invariable, quel que soit le prix du blé; le poids seul varie.

Ce document donnant des détails intéressants, sur les rapports des mesures de l'époque, et sur les poids en plomb qui existent encore aux archives, nous le publions en entier à la fin de ce volume.

Cahier formé de huit feuillets de parchemin, d'une belle écriture de l'époque.

MCCXCIV.

1494 (1495 n. s.). — Int jaer ons Heeren duust vier hondert viere ende tneghentich..... den vierden dach in April voor Paesschen, dewelcke Paesschen quamen doen op den neghentiensten van der voors. maendt.

Même contenu que le N° précédent, mais en flamand, formant également un cahier de huit feuillets de parchemin.

Écriture de l'époque.

MCCXCV.

1495. — Donné en nostre ville de Louvain, le dernier jour de Juing, l'an de grâce mil quatre cens quatre-vings et quinze.

Lettres par lesquelles Maximilien, roi des Romains, en son nom et au nom de l'archiduc Philippe, son fils, à la demande des députés des quatre membres de Flandre, décide que les procès jugés par l'une des quatre principales lois de Flandre, Gand, Bruges, Ypres et le Franc, et dont on interjette appel, seront admis par le conseil de Flandre comme procès par écrit, pourvu que les dossiers soient cachetés et *évangélisés* en présence des parties ou de leurs procureurs, et que les premiers juges restent en cause et soutiennent leur sentence, comme cela

se pratique pour ceux de Lille, de Douai et d'autres villes au-delà de la Lys.

Original, grand sceau du roi des Romains, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 194 r°.

• • • *Wittenboek*, f° 241 r°.

Imprimé dans le *Placaetboek van Vlaenderen*, t. I, page 76.

MCCXCVI.

1495. — Den xvij^{en} dach van Hoymaent int jaer duust mii^e vyf ende tnegentich.

Lettres par lesquelles le conseil de Flandre ordonne à tout huissier ou tout officier de justice, d'ajourner à comparaitre devant les échevins de la ville d'Ypres, toutes les personnes non bourgeois de cette ville, qui leur seront désignés par lesdits échevins, afin qu'ils viennent faire sous serment la déclaration de la valeur réelle des biens qu'ils ont acquis dans l'échevinage d'Ypres, soit par achat, soit par succession ou autrement, et dont ils sont obligés de payer le droit d'issue. — Ils ajourneront les récalcitrants, à jour fixe, devant le conseil de Flandre, pour y donner le motif de leur refus et s'y entendre condamner s'il y a lieu.

A ce document se trouvent jointes plusieurs déclarations de Chrétien de Ruedic, huissier du conseil de Flandre, portant, qu'en vertu de l'ordre ci-dessus et à la demande

des échevins d'Ypres, il a ajourné aux fins ci dessus plusieurs habitants de Messines, Neuve-Église et autres localités. Signé *Ruedic*.

Original, traces du sceau du conseil de Flandre, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MCCXCVII.

1495. — Datum Morini anno Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo quinto, mensis Julii die vicesima sexta.

Lettres par lesquelles les vicaires-généraux de la Morinie, en l'absence de l'évêque Antoine de Croy, considérant que le jour de jeûne pour la fête de St-Laurent, tombe cette année le samedi, qui est le jour de la procession-générale de Notre Dame de Thune, décident que ce jour de jeûne sera avancé au vendredi, veille de ladite procession.

Original, le sceau qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

MCCXCVIII.

1495. — Fait à Bruges, le xviii^e jour du mois de Septembre, l'an mil iii^e quatre-vins et quinze.

Lettres d'accord d'une aide de cent vingt mille écus de quarante-huit gros, consentie à l'archiduc Philippe, à l'occasion de sa première réception et joyeuse entrée comme comte de Flandre. Ces sommes seront payables en cinq termes, dont le premier à la Toussaint prochaine, les autres de six mois en six mois. — L'archiduc s'engage de son côté à faire achever, sans demander de nouveaux subsides, la digue de mer commencée, il y a quelque temps, dans le quartier des quatre métiers, et qui doit avoir une longueur de près de cinq lieues. — Le comte de Nassau, comme lieutenant-général de l'archiduc Philippe, accepte la présente aide.

Expédition originale, sur parchemin, signée *Dublioul*.

MCCXCIX.

1495. — Fait à Bruges, le xviii^e jour de Septembre, l'an mil cccc quatre vins quinze.

Promesse faite par le comte de Nassau, comme lieutenant-général de l'archiduc Philippe, que, dans la somme

des cent vingt mille écus que les quatre membres de Flandre ont accordés à l'archiduc Philippe, à l'occasion de sa première réception dans le comté de Flandre (voir le N° précédent), ceux d'Ypres pourront diminuer de leur quote-part tous les prêts faits au dit comte de Nassau, et que pour le restant ils jouiront des lettres de grâce ou de diminution que le roi des Romains leur a accordées ci-devant. — Cette diminution sera applicable à tous les termes de paiement à échoir pendant la durée des dites lettres de grâce; après l'expiration de celles-ci, ceux d'Ypres seront tenus quittes en payant la moitié seulement de la somme qui restera à payer.

Expédition originale sur parchemin, signée :
Dublioul.

MCCC.

1495. — Ypre le vingtseptiesme jour d'Octobre l'an mil quatre cens quatre-vings quinze.

Lettres par lesquelles les échevins d'Ypres terminent le différend qui existe entre eux, d'une part, et le seigneur Jean Carondelet, seigneur de Champvans, chevalier, conseiller du roi et de l'archiduc, d'autre part, au sujet d'un paiement arriéré, de cent quinze livres de gros sept sols six deniers, qui était dû audit seigneur d'après certain article du traité de paix de Tours, et que les échevins contestaient. En reconnaissance des grands services que ledit seigneur a rendus à la ville d'Ypres, ils consentent à lui

payer ladite somme par moitié, en deux paiements, dont le premier se fera à la St-Remy 1496 et le second à la St-Remy 1497.

Original, le sceau qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

MCCCI.

1495. — Vyfsten van November, int jaer xiiii^e iiiij^{xx} xv.

Sentence des magistrats de la ville de Lille, cassant et annulant la saisie de marchandises faite par Pierre Tournemine, sergent du prévôt de Lille, à charge d'un bourgeois d'Ypres. — Lesdits magistrats annulent cette saisie, sur la présentation du *vidimus* du privilège, d'après lequel les bourgeois d'Ypres sont exempts du droit de Tonlieu à Lille.

Wittenboek, f° 244 r°.
Zwartenboek, f° 149 v°.

MCCCH.

1495. — Ghescreven te Brucele, den den xxj^{en} dach van November
a° xcvi.

Lettres du receveur-général de Flandre, Lefevre, informant les magistrats d'Ypres que l'archiduc Philippe l'a

fait venir à Bruxelles, pour s'informer quelles sommes la ville d'Ypres devait encore payer sur les anciennes aides; qu'on a trouvé qu'elle était encore redevable de sa quote dans les 63,500 cavaliers d'or, et dans les 108,000 livres de 40 gros, le tout montant à la somme de 15,806 livres 15 escalins de 40 gros. — Le duc a donné ordre à son receveur-général de faire rentrer ces sommes arriérées, et celui-ci se trouvera dans huit ou dix jours à Bruges, où les échevins d'Ypres auront à se rendre pour payer les sommes susdites.

Original, sur papier.

MCCCIII.

1495 (1496 n. s.). — Ghegheven t'Ypre den zevensten dach van Lauwe int jaer duust vier hondert vyf ende negentich.

Appointement fait devant le conseil de Flandre, siégeant à Ypres, entre les échevins d'Ypres, d'une part, et les quatre ordres mendiants (frères Prêcheurs, frères Mineurs, Augustins et Carmes,) de la même ville, d'autre part, au sujet de plusieurs contestations concernant l'exemption des accises ou taxation sur les vins, bières etc. — Les quatre ordres mendiants jouiront de l'exemption de droit d'accise sur cent et quatre tonnes de bière, telle que les brasseurs la fournissent aux cabaretiers. Ils ne pourront ni vendre ni débiter cette bière à des personnes étrangères à leur couvent, ni en céder l'un couvent à l'autre, à moins d'en payer le droit d'accise. Si à la fin

de l'année, il leur reste certaine quantité de bière, ils ne pourront la vendre sans en payer le droit, et seront obligés de déduire ce restant sur leurs provisions de l'année suivante; à cet effet les trésoriers de la ville ou les officiers de justice pourront faire la visite des caves, vers la fin de chaque année. — 2° Le couvent des frères Prêcheurs et celui des frères Mineurs, qui sont situés à l'intérieur de la ville, jouiront de l'exemption d'accise de six muids de vin par année et par couvent; les deux autres ordres (Augustins et Carmes), qui ont leurs couvents *extra muros*, jouiront de la même exemption pour trois muids de vin chacun, et ce aux conditions et défenses indiquées pour la bière. — Pour toutes les autres boissons et victuailles, ils paieront les droits comme les autres habitants. Quand ils feront leurs provisions de vin, ils seront obligés d'en informer les clercs de l'accise sur le vin, chargés du mesurage et de l'inscription. — Ils le feront aussi transporter par les porteurs jurés. — Il leur est défendu de prendre des ouvriers à la journée, auxquels ils donnent la nourriture en diminution d'une partie de leur salaire, car la bière que ces ouvriers consomment ne peut être prise sur la provision exempte du droit d'accise. — 5° Le droit d'accise que lesdits couvents ont payé depuis vingt et un mois, pendant que leur procès était en litige, et montant à la somme de 575 livris parisis, leur sera remboursé par le trésorier de la ville, par trimestre et par septième. — 4° Lesdits couvents seront à l'avenir obligés de payer le droit d'issue des biens apportés à la communauté par les individus qui entrent en religion, ainsi que l'issue des biens qu'ils recevront par don ou de toute autre manière. Quant aux biens apportés par ceux qui entrent en religion, on en déduira d'abord les frais présumés de l'habillement, de l'ameublement de

la cellule, et du repas de la prise d'habit, frais estimés à quarante-huit livres parisis. — 5° S'il parvient aux magistrats des plaintes contre les religieux, pour dettes contractés par ceux-ci, ils enverront les plaignants aux supérieurs du couvent, pour que, dans la quinzaine, ceux-ci y pourvoient à la satisfaction des créanciers; ce temps expiré, la justice aura son cours et le jugement sera exécuté dans le délai de trois jours. — 6° Si les officiers chargés de la police trouvaient des religieux dans des lieux mal famés ou défendus, ils les arrêteraient comme les autres bourgeois, mais, pour l'honneur du couvent, au lieu de les conduire dans la prison de la ville, ils les conduiront à leur monastère et les remettront entre les mains du prieur, qui punira les coupables comme il le jugera convenable. — Le couvent paiera à l'officier de justice, pour l'arrestation opérée, vingt escalins pour chaque personne arrêtée. — 7° Moyennant la convention ci-dessus, les deux parties mettent à néant tous les procès pendant devant le conseil de Flandre, à cause desdites exemptions d'accise. (Voir les N° DCCXIX, DCCXX, DCCXXI et DCCXXII.)

Original, sceau du conseil de Flandre, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Geluwenboek*, f° 54 r°.

MCCCIV.

1495 (1496 n. s.). — T'Ypre den xii^{en} ende xiii^{en} daghen van Sporkete int jaer duust vier hondert ende vyf ende tnegentich.

Sentence interlocutoire prononcée par le conseil de Flandre, portant que tout prisonnier réclamé par les échevins d'Ypres, comme leur justiciable, doit rester en prison, jusqu'à ce qu'on ait appointé sur le renvoi demandé par les échevins.

Expédition originale, sur parchemin, signée *Vaernewyc*.

MCCCIV.

1495 (1496 n. s.). — Donné en nostre ville de Bruxelles, le xi^e de Mars l'an de grace mil iii^e iii^{xx} et quinze.

Ordonnance de Philippe, archiduc d'Autriche, etc., pour l'administration de la ville de Bruges. Considérant le triste état des finances de la ville de Bruges, et voulant la sauver d'une ruine imminente, il porte plusieurs modifications aux réglemens existants: à dater du 1^{er} Septembre 1496, le premier bourgmestre, les échevins et les trésoriers pourront être nommés, en tout ou en partie,

pour le terme de huit années consécutives. Il se réserve le droit de les révoquer. — L'un des deux trésoriers aura la conduite et la recette des deniers de la ville et sera appelé le *premier trésorier*; il sera chargé de payer toutes les charges et dettes de la ville, sauf les rentes. — Le deuxième trésorier paiera toutes les rentes courantes, soit viagères soit héréditaires; et d'après les ressources de la ville, les rentes et dettes arriérées. Comme la ville se trouve dans l'impossibilité la plus absolue de payer ses rentes et dettes arriérées, si ce n'est à la suite de plusieurs années, on accordera sur les fonds de la ville, audit deuxième trésorier, une somme annuelle de 550 livres de gros, que celui-ci emploiera à l'achat de prix dont on fera une loterie, à laquelle pourront participer les rentiers de la ville qui seront autorisés à donner en paiement leurs arriérages des rentes. — Le produit de cette loterie servira à l'amortissement des rentes arriérées; on y emploiera aussi tous les émoluments des offices qui viendront à vaquer, ainsi que les profits, amendes et autres recettes extraordinaires. Les offices qui deviendront vacants seront baillés au plus offrant et dernier enchérisseur; les rentiers pourront en acheter et les payer avec leurs rentes arriérées. — Les appointements de tous les fonctionnaires seront diminués: le premier bourgmestre recevra 15 livres de gros, le bourgmestre du cours 12 livres de gros par an, ils recevront chacun, pour habillement, vingt aunes de drap du prix de six livres de gros. Les douze échevins recevront chacun douze aunes de drap du même prix; les douze conseillers chacun six aunes, et le jour du saint Sang xxj liv. xij sous. Le premier trésorier aura pour ses gages 20 livres, l'échevin qui lui est adjoint, et qui est chargé des ouvrages de la ville, recevra 6 livres; leur clerc, 8 livres, 6 sous, 8 deniers, et pour papier et

parchemin 6 livres. Ledit premier trésorier recevra en outre douze aunes de drap. Le trésorier chargé du paiement des rentes aura pour gages 16 livres, 14 sous, 4 deniers; l'échevin qui lui est adjoint, 5 livres; leur clerc, 6 livres, et pour papier et parchemin, 4 livres; le deuxième trésorier recevra la même quantité de draps que le premier. Le pensionnaire tenant le greffe, 25 livres, et pour draps 5 livres, 12 sous; pour papier et parchemin, 6 livres. Le pensionnaire légiste 25 livres etc. Vient ensuite la fixation du traitement de tous les fonctionnaires et employés, parmi lesquels on voit figurer les quatre avocats de la ville, le sonneur de la cloche sur le beffroi; les portiers des portes qui sont au nombre de neuf, savoir: la Speyporte, porte de Gand, de sainte Catherine, de sainte Croix, des Fèvres, de Bouverie, de saint Léonard, des Anes et de Coolkercke; les *scadebeletters*, le chapelain de la *donkere camere*, les arbalétriers de St-George, les archers de St-Sébastien et les arbalétriers du petit serment; le concierge des halles, pour son salaire de mettre à point l'oreloge; ceux de saint Antoine de Bailleul, à cause qu'ilz nont nulz pourceaulx avant la ville, etc. etc. L'archiduc ordonne ensuite que les dettes et les rentes arriérées seront payées dans l'espace de huit ans, par huitième et par année.

Il prend la ville de Bruges et tous ses habitants sous sa protection spéciale pendant les huit années de répit qu'il leur accorde; ils pourront commercer par tous ses pays, sans devoir craindre d'être poursuivis ou de voir arrêter leurs marchandises pour le fait des dettes de la ville.

Sur le pli était écrit: *Par monseigneur l'archiduc, le comte de Nassau, le seigneur de Berghes, le prévost de Liège et autres présens. (Signé) Dublioul. Et plus bas:*

Sigillata de expresso et iterato mandato domini archiducis.
(Signé) Lefevre. Au dos : *Publiées en la chambre du con-*
sistoire d'icelle le xiiij^e jour du mois d'Avril l'an iiij^e iiij^{xx}
et xvj après Pacques. (Signé) *Vaernewyc.*

Copie sur papier, collationnée et signée :
Vaernewyc, formant un cahier de dix-huit
pages in-f^o.

MCCCVI.

1496. — Fait à Bruges, le ix^e jour de May, l'an mil quatre cens
quatre-vings et seize.

Lettres par lesquelles le conseil des finances de l'archiduc
Philippe promet aux magistrats d'Ypres qu'ils pourront
déduire, sans aucune difficulté, de leur première aide,
leur quote-part dans les neuf mille florins qu'ils avancent
à l'archiduc en guise de prêt, pour lui venir en aide
dans son voyage d'Allemagne.

Expédition originale sur parchemin, signée
Numan.

MCCCVII.

1496. — Ypre den xxv^e in Hoymaendt, an^e xcvi.

Livret contenant l'indication des sommes prêtées à la
ville d'Ypres, par plusieurs de ses habitants.

Minute sur papier, écriture de l'époque.

MCCCVIII.

1496 (1497 n. s.). — T'Ypre, den xiiij^{en} dach van Maerte int jaer
duust cccc zesse ende neghentich.

Sentence du conseil de Flandre, ordonnant aux magis-
trats de la ville d'Ypres de laisser au bailli de ladite ville
la connaissance et l'information d'une affaire criminelle
à charge de Caskin Priem, accusé de vol et de sacrilège.

Expédition originale sur parchemin, signée :
Vaernewyc.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f^o 52 r^o.

MCCCIX.

1496 (1497 n. s.). — Den xviii^{sten} van Maerte int jaer duust m^{re} xcvi.

État des sommes pour lesquelles sont imposés les bourgeois forains d'Ypres habitant les divers villages des environs de la ville; avec l'indication des villages où se trouvent des bourgeois forains qui ne sont pas imposés.

Sur papier, minute de l'époque.

MCCCX.

1496 (1497 n. s.). — Den xviii^{en} van Maerte anno xcvi.

Liste des personnes désignées dans chacun des villages aux environs d'Ypres, pour y fixer l'imposition des bourgeois forains, percevoir le montant de ces impositions, et le verser entre les mains des échevins d'Ypres. Tous ces délégués se rendront à Ypres pour y prêter, entre les mains du magistrat, le serment nécessaire.

Minute sur papier, écriture de l'époque.

MCCCXI.

1497. — Donné en nostre ville de Bruges le xxviii^e jour d'Avril l'an de grace mil quatre cens quatre vings et dix-sept.

Lettres par lesquelles l'archiduc Philippe, comte de Flandre, accorde aux magistrats quittance de leur quote-part dans les quatre cent mille écus par an, pendant quatre ans, accordés à l'archiduc par les quatre membres de Flandre. — Il leur accorde cette remise sous condition qu'ils lui payeront une somme de quatre mille livres par an, pendant les quatre ans susdits.

Sur le pli se trouvait: *Par monseigneur l'archiduc, monseigneur de Bevres, le prévost de Louvain, Hues du Mont, Roland Lefevre et aultres présents.* (Signé) Numan.

Copie sur papier, authentiquée et signée Vaerneuyc.

MCCCXII.

1497. — Donné en nostre ville de Bruges, le xxviii^e jour d'Avril l'an de grace mil quatre cens quatre-vingts et dix-sept.

Même contenu que le N^o précédent, donné sous le *vidimus* de Clément, prévôt de l'église de St-Martin d'Ypres, le 8 février l'an mil chincq cens.

Vidimus original, traces du sceau du prévôt de St-Martin, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MCCCXIII.

1497. — Ghegeven in onse stede van Brugghe, den xvij^{en} dach van Meye in l'jaer duust vier hondert vierwaerf twintich ende zeventiene.

Lettres par lesquelles Philippe, archiduc d'Autriche, comte de Flandre, etc., approuve et confirme les privilèges accordés par le duc de Bourgogne, Philippe-le-Bon, à la *gilde* de l'arc à la main, dite de St-Sébastien. — L'octroi de Philippe-le-Bon se trouve transcrit dans ce document; il porte que les archers pourront porter sur leurs chapeaux, leurs tuniques et manteaux, sa devise des fusils ou briquets avec deux flèches croisés en forme de croix de Bourgogne ou de St-André. Ils pourront se rendre, avec leurs arcs, leurs flèches et leurs parures, dans tous les pays sous la domination du duc, aussi bien dans les bonnes villes que sur le plat-pays. — Ils seront obligés se mettre au service du duc quand le besoin le requerra.

Outre la confirmation du privilège ci-dessus, l'archiduc Philippe approuve l'achat que les archers ont fait d'un terrain d'une étendue de six mesures, situé hors de la porte de Courtrai; il les autorise à y établir leurs butts, et leur accorde ce privilège que, si quelqu'un était, par hasard, blessé ou tué par une flèche, après que le cri d'avertissement a eu lieu, il ne pourrait pas être intenté d'action contre l'auteur involontaire des blessures ou du meurtre.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCCXIV.

1497. — In Meye xcviij.

Remonstrance adressée par les quatre membres de Flandre à l'archiduc Philippe, dans laquelle ils se plaignent de plusieurs choses qui se font contrairement aux privilèges de la Flandre et aux derniers traités de paix. — Voici les points principaux : Ils se plaignent que nonobstant l'oubli pour le passé imposé par la paix de Tours et par celle de Cadsant, ils sont souvent attraités en justice pour réparations et dommages des faits antérieurs, comme cela vient d'avoir lieu sur les réclamations de la veuve et des héritiers du seigneur de Dudzele, de la veuve et des héritiers du seigneur d'Esquerdes etc. — Ils se plaignent encore de ce que les levées des impositions se font par des officiers nommés *ad hoc*, qui s'y prennent de telle manière que les frais de perception sont souvent plus considérables que les sommes à percevoir : ils demandent que ces perceptions puissent se faire par les magistrats mêmes des localités. — Les percepteurs font à chaque instant des assignations pour des sommes minimales, de manière que les frais résultant de ces assignations surpassent les sommes dues, au grand préjudice et à la ruine des contribuables. — De grands abus se commettent dans l'administration de la justice, en ce que les clercs de l'université de Louvain, se fondant sur un privilège qui leur a été accordé par le duc Jean, se permettent journellement de citer des habitants de la Flandre devant des tribunaux ou des cours de justice étrangères, le tout contrairement

aux privilèges de la Flandre. — Ils signalent les mêmes abus de la part des cours ecclésiastiques qui usurpent les droits des juridictions séculières. — Ils se plaignent que la mise en adjudication des offices de judicature occasionne les exactions les plus violentes. — Des troupes d'Égyptiens et de Bohémiens parcourent le plat-pays, deux ou trois fois par an; ils sont armés de piques et d'arcs en acier; ils pillent et dévastent le plat-pays, y lèvent des contributions forcées, etc. Les quatre membres de Flandre prient l'archiduc que des mesures soient prises pour mettre un terme à ces excès, d'autant plus, que l'apparition de ces hordes errantes n'avait lieu jadis qu'une fois tous les sept ans. — Ils se plaignent encore que les champs sont dévastés par les bêtes sauvages et surtout par les sangliers. Ils demandent que l'archiduc permette, pendant deux ans, de tuer ces derniers. — Ils sont excessivement molestés par les receveurs de l'épier de Gand, de Bruges, d'Ypres, d'Alost, de Courtrai et d'autres villes. — Ils se plaignent qu'on n'ait pas donné suite aux négociations commencées, il y a quelque temps, avec l'Angleterre, au sujet de l'étape des laines, établie à Calais. — Le commerce décline considérablement, et une des principales causes c'est, outre les longues guerres et divisions intestines, le peu de profondeur du *Zwyn*, près de l'Écluse, inconvénient auquel il serait très-facile de remédier. — Pour relever le commerce, ils demandent que l'archiduc rétablisse à Bruges l'étape générale de toutes les marchandises étrangères, comme cela existait autrefois, et qu'en outre il limite le marché d'Anvers au nombre de jours fixé par les ordonnances des ducs Philippe et Charles de Bourgogne. — Ils demandent encore que tous les armateurs et propriétaires de navires, fréquentant exclusivement le port de l'Écluse, jouissent du privilège de ne pouvoir être arrêtés, ni eux,

ni leurs navires, pour cause des dettes des villes qu'ils habitent, et que pour repeupler la ville de l'Écluse, on accorde le même privilège à tous ceux qui viendront l'habiter. Item qu'aux marchands étrangers qui amènent leurs marchandises à l'Écluse ou à Damme, on accorde le privilège de ne pouvoir être arrêtés, ni eux, ni leurs marchandises, pour dettes anciennes de quelque nature qu'elles soient, comme cela existe actuellement en Zélande. — Ils se plaignent encore que plusieurs officiers, contrairement aux privilèges du pays, se permettent de faire exécuter, pour des amendes imposées par eux, dans les lieux autres que ceux où l'amende a été prononcée. — Ils demandent que l'archiduc prenne une décision qui leur fasse connaître si le plat-pays doit ou non intervenir dans le paiement des rentes vendues par les quatre membres de Flandre pendant les années 1484, 1485 et 1488. — Item, qu'il soit défendu aux propriétaires des rentes à charge des villes etc., de vendre ces rentes hors du pays et que ceux qui en ont vendu, soient forcés à les faire rentrer. — Ceux du Westquartier se plaignent fortement de la garnison française, occupant le château de Ruwerscheuren. Depuis peu cette garnison est venue piller, et même massacrer les habitants du voisinage. — Et enfin ils demandent qu'on défende de vendre sur les marchés de Flandre des draps étrangers, à moins qu'ils ne soient d'un bon teint et reconnus comme tels.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCCXV

1497. — Donné à Ypre, le viii^e jour de Juing l'an mil iiii^e quatre-vings et dix-sept.

Vidimus de la charte de Jean duc de Bourgogne, du 18 Décembre 1416, concernant le nouveau canal, analysée sous le N° DCCXCI. Donné sous le scel du conseil de Flandre, le 8 Juin 1497.

Vidimus original, signé sur le pli: *Vaerne-
weye*, et muni du sceau du conseil de Flan-
dre, en cire rouge, pendant à double queue
de parchemin.

MCCCXVI.

1497. — Donné à Ypres, le viii^e jour de Juing l'an mil iiii^e quatre-vings et dix-sept.

Cahier contenant la transcription du *vidimus* mentionné au N° précédent, ainsi que la transcription de l'ordonnance de Philippe de Bourgogne, du 5 Décembre 1452, analysée sous le N° DCCCLXXXIV.

Cahier en papier, écriture de l'époque.

MCCCXVII.

1497. — Donné à Ypres, le viii^e jour de Juing l'an mil iiii^e quatre-vings et dix-sept.

Autre copie du *vidimus* mentionné au N° MCCCXV. On y a joint un croquis du nouveau canal, dont il est question au N° suivant, ainsi que de la position du nouvel *overdragt*.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCCXVIII.

1497. — Donné en nostre ville de Leyden en Hollande, le penul-
tieme jour de Juing anno iiii^e xvii^e.

Lettre de l'archiduc Philippe, au président et gens de son conseil de Flandre. Il leur envoie, pour avis, une demande du magistrat d'Ypres, tendant à obtenir l'autorisation d'approfondir le canal, dont il est question au N° MCCCXV, et de reconstruire l'*overdragt* qui, depuis longtemps, par suite de l'état de guerre, était tombé en ruines. Ils demandent cette autorisation à l'instigation des villes du Westquartier, et s'engagent à y faire percevoir le droit de passage au profit du prince comme cela se pratiquait anciennement.

La demande des magistrats se trouve jointe à cette

lettre de l'archiduc. Sur le dos se trouve inscrit que, le 25 Août, le conseiller M^r François de la Kethulle, fut chargé de prendre à ce sujet les informations nécessaires et d'en faire rapport au conseil de Flandre.

Original sur parchemin, signé *Dovrebeke*.

MCCCXIX.

1497. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le ⁱⁱⁱⁱ^e jour d'Aoust l'an de grace mil quatre cens quatre-vingt et dix-sept.

Lettres par lesquelles Philippe, archiduc d'Autriche, comte de Flandre etc., ordonne à tout huissier qui en sera requis, d'ajourner devant le grand-conseil de Malines, les échevins d'Ypres, pour y répondre aux plaintes portées contre eux par les bourgeois forains d'Ypres, habitant Messine et Diekebusch, parce qu'ils ont imposé ces bourgeois forains, contrairement à un jugement rendu par le conseil de Flandre.

A ces lettres se trouve joint une déclaration de Guillaume Colins, huissier-d'armes, constatant que, le 12 Août, il s'est rendu en la chambre échevinale de la ville d'Ypres et y a ajourné les avoué et échevins à comparaître devant le grand-conseil à Malines, le 25 du présent mois d'Août. Signé *Colins*.

Original, grand sceau de l'archiduc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MCCCXX.

1497. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le ^{xxv}^e jour d'Aoust l'an de grace mil cccc quatre-vingt et dix-sept.

Lettre par lesquelles Philippe, archiduc d'Autriche, comte de Flandre etc., ordonne au premier huissier qui en sera requis, de faire mettre à exécution la sentence prononcée le 8 Juin dernier, par le conseil de Flandre, en faveur des échevins d'Ypres, sentence qui règle la manière dont ceux de la châtellenie pourront imposer les bourgeois forains d'Ypres, habitant dans la châtellenie.

Il s'y trouve jointe une copie du même document, sur parchemin, écriture de l'époque.

Original, grand sceau de l'archiduc avec contre-scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MCCCXXI.

1497. — Actum fuerant haec Ypris in consistorio nostro feria secunda post festum beati Audomari confessoris, anno Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo septimo.

Transcription authentique, faite sous forme d'instrument, des documents concernant la sentence arbitrale

prononcée par les échevins d'Ypres, contre ceux de Poperinghe, pour cause de la violation du traité de paix de 1545, et qui se trouve mentionné sous les N^{os} DXXX et DXXXI.

Instrument donné sous le scel et la signature de Jean de Winnezele, clerc du diocèse de la Morinie.

Original; le sceau, qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

MCCCXXII.

1497. — Dit was gedaen den twintichsten dach van September int jaer ons Heeren duust vier hondert zevens ende neghentich.

Lettres par lesquelles Josse Borraet, doyen, Ghiselbrecht Vanden Ackere, Maylin Lettin, Pierre Fondeefe, prêtres, et Paul Moenin, procureur de la confrérie de St-Nicolas à Ypres, déclarent avoir donné et cédé en toute propriété, aux Frères gris, une parcelle de terre de 10 à 11 pieds de large sur trente pieds environ de long, laquelle parcelle de terre, appartenant à ladite confrérie, se trouve entre le côté nord du *Scepperstraetkin* et le couvent des Frères susdits.

Cet acte est passé devant le notaire Lettin, qui y a apposé sa signature.

Original, muni du sceau de la confrérie de St-Nicolas, en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

MCCCXXIII.

1497. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le xvij jour de Novembre l'an de grace mil quatre cens quatre-vins et dix-sept.

Ordonnance par laquelle Philippe, archiduc d'Autriche etc., à la demande de plusieurs de ses sujets, permet l'introduction dans le pays et la vente en gros et en détail des draps communs, fabriqués en Irlande, en Écosse et en d'autres pays, nonobstant la défense contenue à ce sujet dans son ordonnance antérieure, concernant les draps de soie et les draps étrangers. — Il prend cette mesure parce que ces draps ne servent qu'à confectionner les habillements des pauvres, et surtout les habillements qui sont distribués en aumône. Ces draps communs sont connus sous les noms de *Yersche mantels*, *mantellakens*, *kerseyen*, *draps d'Écosse*, et ceulx nommés en *Thiois*, *gheuvreve lakenen* et *stockbreede*.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque, collationnée et signée: *De Mil*.

Imprimé dans le *Placcaetboek van Vlaenderen*, tome 1^{er}, page 592.

MCCCXXIV.

1497 (1498 n. s.). — Donné en nostre ville de Bruges, le xxviii^e jour de Mars l'an de grace mil cccc quatre-vingt dix-sept avant Pasque.

Lettres par lesquelles Philippe, archiduc d'Autriche, comte de Flandre, etc., accorde aux magistrats un nouveau répit de trois ans pour payer les arriérages des rentes de la ville, sous condition qu'ils payeront les rentes courantes et ensuite, tous les ans, une année d'arriérage, jusqu'à l'extinction des sommes arriérées. Il excepte de cette mesure les rentiers pauvres, qui ne peuvent attendre le paiement différé. — Pendant ces trois ans, on ne pourra faire aucune poursuite contre les échevins du chef de non-paiement de ces rentes. (Voir le N° MCCXCII).

A ce document se trouve attaché : 1° Une déclaration de Jean Baert, huissier du conseil de Flandre, portant que le vingt-cinq Janvier 1498 (1499 n. s.) il s'est rendu à Bruges, à la demande des échevins d'Ypres, pour y notifier à Antoine Janszuene, procureur des religieuses de Spermaille, qu'en vertu des lettres de répit susdites, il eut à cesser toute poursuite contre ceux d'Ypres. Signé : *Baert*. 2° Une déclaration de Thierry de Halewin, port-bailli de la ville d'Ypres, portant, qu'à la demande des échevins de cette ville, il s'est rendu le 19 Novembre 1497 en la ville de Poperinghe, pour y faire semblable notification à Pierre Carrewy, prêtre, Gadifer Maes,

bailli, et Gadifer Wyts, amman de ladite ville de Poperinghe. Signé : *Dieryc van Halewin*.

Original, grand sceau de l'archiduc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MCCCXXV.

1497 (1498 n. s.). — Ghedaen den 1^{er} dach van April xiiii^e xcviij.

Serment prêté à la ville d'Ypres, par Philippe, archiduc d'Autriche, comme comte de Flandre, lors de sa joyeuse entrée dans cette ville, le 1 Avril 1497. — Outre la formule ordinaire, il jure de maintenir les lois et privilèges accordés et confirmés par Philippe le Hardi et par Charles le Téméraire, sans faire mention des octrois, confirmations etc., qui ont été accordés postérieurement.

Roodenboek, f° 390 v°.

MCCCXXVI.

1498. — Donné en nostre ville de Bruges, le premier jour de May l'an de grace mil cccc quatre vings et dix-huit.

Lettres par lesquelles Philippe, archiduc d'Autriche, etc., accorde sauf-conduit à tous les marchands qui vien-

dront à la franche foire d'Ypres à l'Ascension. Ce sauf-conduit commencera quinze jours avant la foire, et finira le quinzième jour après la fin de ladite foire. Il excepte de ce sauf-conduit ses ennemis, les bannis, les fugitifs, et ceux qui se sont obligés envers lui à la franche foire de Châlons, en corps et biens et en leur propre personne.

Signé sur le pli: *D'ovrebeke.*

Original, grand sceau de l'archiduc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MCCCXXVII.

1498. — Donné en nostre ville de Bruges, le xv^e jour de may l'an de grace mil m^o m^oxx dix-huit.

Lettres par lesquelles Philippe, archiduc d'Autriche, etc., fait connaître que les députés des États de Flandre, de Hainaut, de Hollande et de Zélande, de Namur et de Lille, lui ont exposé que les franchises foires d'Anvers et de Bergen-op-Zoom, qui, anciennement et d'après leurs lettres d'institution, ne pouvaient durer qu'un temps limité, sont prorogées par ceux des dites villes, considérablement au-delà des termes fixés, de manière que ces foires durent bien souvent pendant une grande partie de l'année (*les deux parties de l'année*), au grand détriment des commerçants étrangers, qui sont obligés d'attendre la fin de ces foires, avant de pouvoir obtenir

l'issue de leurs marchandises et le paiement de leurs livraisons, ce qui les expose à des dépenses et des frais considérables. Cet état de choses tourne aussi au grand préjudice des autres franchises foires du pays, et des marchands qui ont l'habitude de les fréquenter. — L'archiduc, après avoir fait prendre toutes les informations nécessaires, et après avoir entendu les raisons alléguées par ceux d'Anvers et de Bergen-op-Zoom, décide que dorénavant la durée des foires de ces deux villes ne pourra excéder le terme qui leur a été fixé par les lettres d'institution, et qui était observé du temps de ses prédécesseurs Philippe et Charles de Bourgogne, sous peine de désobéissance et d'amende arbitraire. — Il défend aussi, tant à ses sujets qu'aux marchands étrangers, de conduire leurs marchandises dans ces villes, d'y acheter ou d'y vendre, sous prétexte de prolongation de foire, sous peine de confiscation de deniers et des marchandises qui seront exposées, vendues ou achetées, après l'expiration du terme légal de la durée desdites foires. — Le tiers des confiscations appartiendra au dénonciateur, les deux autres tiers au prince.

Sur le pli se trouvait écrit: *Par monseigneur l'archiduc vous monseigneur le comte de Nassau, les sire de Berghes et de Bussele, les prévost de Liège et de Louvain, messeigneurs Thibault Barradot et plusieurs aultres présents.* (Signé) *Haneton.*

Donné sous le *vidimus* du doyen et du chapitre de l'église collégiale de St-Donas, à Bruges, à l'instance des bourgmestre, échevins et conseil de ladite ville, le 20 Juin 1498.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCCXXVIII.

1498. — Donné en nostre ville de Bruges, le xv^e jour de May, l'an de grace mil m^{me} m^{me} dix-huit.

Lettres par lesquelles Philippe, archiduc d'Autriche, comte de Flandre etc., a fait connaître que les bourgeois, échevins et conseil de la ville de Bruges lui ont exposé que depuis quelques années, à cause des troubles et des guerres, les marchands étrangers, qui avaient l'habitude de fréquenter le port de l'Écluse et la ville de Bruges, qui était l'étape véritable de toutes marchandises, ont cessé de s'y rendre parce qu'ils craignaient de se voir arrêter eux et leurs marchandises, pour dettes, ou pour tout autre motif; qu'il en est résulté le plus grand mal pour ces deux villes, dont la ruine totale est imminente s'il n'y est pourvu par le prince. — L'archiduc, pour venir en aide à ces deux villes, accorde, à la demande des dits magistrats de Bruges que, pendant six ans, à dater du jour des présentes lettres, tout marchand étranger, maître de navire, marinier et autres de quelque nation qu'ils soient, qui viendront à l'Écluse avec leurs marchandises, pourront y venir, séjourner, vendre, acheter, etc., sans qu'on pourra arrêter eux ou leurs marchandises pour cause de dettes contractées hors du pays. — L'archiduc ordonne à tous les officiers de justice de faire publier ces lettres dans les limites de leur juridiction.

Sur le pli se trouve écrit : *Par monseigneur l'archiduc, vous monseigneur le comte de Nassau, les sires de Berghes et de Bussele, les prévost de Liège et de Louvain, messire*

Thibault Barradot et plusieurs autres présents. (Signé) Haneton.

Donné sous le *vidimus* du doyen et du chapitre de l'église collégiale de St-Donat de Bruges, le 20 Juin 1498.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCCXXIX.

1498. — Donné en nostre ville de Bruges, le xv^e jour de May, l'an de grace mil m^{me} m^{me} et dix-huit.

Lettres par lesquelles Philippe, archiduc d'Autriche, comte de Flandre etc., fait connaître que les échevins de la ville de Bruges lui ont exposé que, de tout temps, ladite ville a joui du privilège d'être l'étape générale et obligée de toutes les marchandises étrangères et le séjour des marchands; que par suite de l'état de guerre, les marchands étrangers ont quitté cette ville et sont allés s'établir dans d'autres villes du pays, au grand détriment de la ville de Bruges, qui vivait de son commerce, et dont la ruine totale est imminente. — Le duc, après avoir fait prendre les informations nécessaires, après avoir eu l'avis de ceux d'Anvers et de Bergen-op-Zoom, et ayant vu, à *veu deul*, *luy estant présentement en sadite ville de Bruges*, que ladite ville décline journellement et est *en voye de totalle ruyne et d'aller du tout à néant*, décrète que, six semaines après la publication des présentes lettres, tout marchand étranger, qui réside dans le pays, sera

obligé de fixer son séjour à Bruges, et d'y amener ses marchandises sans pouvoir en laisser, en envoyer ou en vendre dans d'autres villes du pays, sauf pendant les franchises foires d'Anvers, de Bergen-op-Zoom et d'autres villes. — Il ordonne que la ville de Bruges sera dorénavant l'étape générale de toutes les marchandises étrangères, comme elle l'était du temps de son bisaïeul et de son grand-père les ducs Philippe et Charles de Bourgogne. Il prononcera la peine de confiscation de marchandises contre tout marchand qui sera trouvé avoir déposé, envoyé ou vendu des marchandises dans quelque autre lieu des pays de l'archiduc, sauf toutefois l'époque des franchises foires. — Un tiers de cette confiscation reviendra au dénonciateur, les deux autres tiers au prince. — Il ordonne à tous ses gouverneurs, baillis et tous officiers de justice en général, de faire publier le présent décret dans les limites de leurs juridictions.

Sur le pli se trouvait: *Par monseigneur l'archiduc, vous monseigneur le comte de Nassau, les sires de Berghes et de Bussele, les prévost de Liège et de Louvain, messire Thibault Barradot et autres présents.* (Signé) *Haneton.*

Donné sous le *vidimus* du doyen et du chapitre de l'église collégiale de St-Donat de Bruges, le 20 Juin 1489.

Ce document, ainsi que les deux précédents, se trouvent sur un même cahier en papier; à la suite de ces transcriptions se trouve l'attestation que Jacques De Lanbel, huissier-d'armes ordinaire de l'archiduc, a fait, le 30 Juin 1489, à Ypres, la publication des trois documents précédents. (Signé) *De Lanbel.*

Plus bas encore se trouve que les avoué et échevins, conseil et communauté d'Ypres, se sont accordés à ladite publication, protestant néanmoins qu'elle sera sans préjudice à la litispendance et procès, qu'ils ont contre ceux

de Bruges, devant le grand-conseil de l'archiduc. (Signé)
De Lanbel.

Copie sur papier, de l'écriture de Jacques
De Lanbel, huissier-d'armes de l'archiduc.

=====

MCCCXXX.

1498. — Ghedaen den vier-en-twintichsten dach van Meye, int jaer
duust vier hondert achte ende neghentich.

Lettres par lesquelles les magistrats de la ville déclarent que devant eux a comparu Joris De Vos, bourgeois d'Ypres, et a déclaré que le trésorier Adam Vanden Wyn-gaerde lui a remboursé sa rente de trente-cinq escalins parisis par an, rente qui était assurée sur deux maisons appartenant à la ville, l'une nommée *Espagne*, l'autre *Le nouveau caveau*, situées toutes deux du côté sud du marché. — Ce remboursement a eu lieu en vertu d'une autorisation spéciale de l'archiduc Philippe.

Original, sceau de la ville avec contre-scel en
cire brune, pendant à double queue de
parchemin.

=====

MCCCXXXI.

1498. — Den dach van Meye int jaer duust m^e achte ende
negentich.

Lettres par lesquelles Clément, prévôt de l'église et du couvent de St-Martin d'Ypres, déclare que les héritiers d'Anceel de Brievère, bourgeois d'Ypres, sont convenus avec l'avoué, le doyen et les procureurs de la confrérie de St-Nicolas, de fonder cinq messes à célébrer le dimanche, le lundi, le mardi, le mercredi et le jeudi de chaque semaine, à 10 heures et demie du matin, à l'autel de St-Martin; en stipulant que ces messes seront célébrées par un chapelain de leur choix et appartenant à la famille desdit fondateurs. Quoique cette dernière clause soit contraire aux prérogatives dudit prévôt, attendu qu'à lui seul appartient le droit de conférer des chapellenies dans la ville d'Ypres, cependant, par égard pour les fondateurs, il admet cette stipulation, sous condition que le chapelain désigné lui soit présenté, et appartienne au diocèse de Thérouanne; et du reste sans nul préjudice de ses privilèges et prérogatives.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCCXXXII.

1498. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le second jour de Juing, l'an de grâce mil quatre cens quatre-vings et dix-huyt.

Lettres par lesquelles Philippe, archiduc d'Autriche, comte de Flandre etc., sur la plainte des magistrats d'Ypres, que, contrairement aux lettres de répit accordées par l'archiduc, le seigneur du Quesnoy-sur-Deule, et quelques autres personnes ont fait arrêter à Lille certains bourgeois d'Ypres, à cause de l'arrièrage du paiement des rentes de la ville, ordonne au premier huissier qui en sera requis de se rendre à Lille, pour sommer ledit seigneur du Quesnoy et les autres personnes, de remettre en liberté les bourgeois arrêtés, et de mettre à néant le cautionnement qu'ils ont exigé d'autres. — En cas de refus ou de retard, il les ajournera devant le grand-conseil de l'archiduc, pour y donner les motifs de leur refus. (Voir le N° MCCCXIV.)

A ce document se trouve attaché: 1° Une déclaration de Jacques Luepe, huissier-d'armes, constatant que le 11 Juin, il s'est transporté dans la ville de Lille, pour y faire sa réquisition au seigneur du Quesnoy et aux autres personnes désignées, et que, après que ceux-ci eurent pris connaissance de l'ordre de l'archiduc, ils ont désisté de leurs prétentions. (Signé) *Luepe*. 2° Une déclaration d'Étienne Doublet, huissier-d'armes, constatant que le 5 Novembre 1498, il s'est rendu à Dixmude, pour un motif analogue, où il a fait la même sommation au procureur de la dame d'Illemsdale, de la dame de

Wercken et autres, qui ont également obéi à son injonction. (Signé) *Doublet*, et pourvu d'un cachet en cire rouge.

Original, grand sceau de l'archiduc avec contre-scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MCCCXXXIII.

1498. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le xv^e jour de Juing, l'an de grace mil m^{re} quatre-vings et dix-huit.

Sentence prononcée par le grand-conseil de l'archiduc Philippe, au sujet d'un débat existant entre les magistrats d'Ypres, comme administrateurs de l'hospice d'Hooghezieke, d'une part, Guillaume Le Louquier, valet de chambre et *taillandier* de l'archiduc, d'autre part. — Lors de la joyeuse entrée de l'archiduc comme comte de Flandre, Guillaume Le Louquier lui avait insinué que sa joyeuse entrée lui donnait le droit de nommer un prébendier dans l'hospice susdit, et obtint à cet effet du prince des lettres de prébende en faveur de son fils. — Les magistrats refusèrent d'admettre le fils dudit Louquier, donnant pour cause que cet hospice avait été fondé avec les deniers de la ville et que personne, si ce n'est les magistrats, n'avait le droit de disposer des prébendes de cet établissement. — Nouvelles lettres de l'archiduc, nouveau refus des magistrats, qui sont enfin ajournés devant le grand-conseil du prince. — L'archiduc, par son grand-conseil, ayant examiné les prétentions des magistrats,

déclare que les lettres d'octroi de la prébende ont été délivrées à tort, les annule, reconnaît qu'aux magistrats seul appartient la collation de ces prébendes et déboute son valet-de-chambre de ses prétentions.

Original, grand sceau de l'archiduc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f^o 246 r^o.

A cette sentence se trouve jointe une copie sur papier, écriture du 18^e siècle, collationnée et signée de *Warrans*.

MCCCXXXIV.

1498. — Int jaer ons Heeren duysent vier hondert acht ende neghentich, op den een-en-twintichsten dach van Junio.

Lettres par lesquelles les bourgmestre, échevins et conseil de la ville de Louvain déclarent que François Van den Houte, et sa femme Catherine Jasout, ont constitué comme leurs procureurs et fondés de pouvoir, Jean Van den Dycke, Jean Schacht et Jean de Povere, à l'effet d'assister en leur nom à la vente et cession de la moitié d'une maison sise à Ypres, à l'ouest de la rue dite *Backerstraete*. Cette cession doit se faire en faveur d'André de Rode et de sa femme.

Original, sceau de la ville de Louvain, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MCCCXXXV.

1498. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le xiii^e jour de Juillet l'an de grace mil quatre cens quatre-vings et dix-huit.

Lettres par lesquelles Philippe, archiduc d'Autriche, etc., considérant l'octroi accordé par son père aux Yprois, d'après lequel ils ne doivent payer qu'un tiers de leur quote dans les aides générales accordées par les membres de Flandre (N^o MCLXII); que pendant le séjour du conseil de Flandre à Ypres, les recettes de cette ville ayant augmenté (N^o MCCXXXVII), ils ont payé la moitié de leur quote, mais que le départ dudit conseil va derechef diminuer les revenus; considérant en outre que la draperie décline de plus en plus, et que grand nombre de drapiers abandonnent la ville; et voulant remédier à cet état de choses, accorde à ladite ville d'Ypres un nouvel octroi pour huit ans, d'après lequel elle sera tenue quitte de ses charges, en payant, comme jadis, un tiers dans les aides générales, accordées ou à accorder par les quatre membres de Flandre. Cependant, ils devront payer toute leur part dans l'aide des 400.000 écus, ayant actuellement cours. — Si, dans le courant de ces huit années que durera l'octroi, le *transport de Flandre* venait à être changé, et la ville mise à un tantième raisonnable, le présent octroi viendrait à cesser par ce fait.

Sur le pli se trouvait: *Par monseigneur l'archiduc, vous messire Thybaut Baradot, maistre d'hostel, le prévost de l'esglise de St-Pierre de Louvain, Hue Dumont, Roelant le Fevre et autres présents.* (Signé) Numan.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCCXXXVI.

1498. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le xiii^e jour de Juillet l'an de grace mil quatre cens quatre-vings et dix-huit.

Même contenu que le N^o précédent, portant en outre l'indication que le présent octroi a été entériné au conseil des domaines et finances le 18 Juillet 1498. (Signé) *N. Ruter, H. du Mont.*

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCCXXXVII.

1498. — Anno Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo octavo, mensis Septembris die septima.

Appel fait par Jaspard de Prevecques, haut-bailli d'Ypres, contre les ordres qui lui avaient été transmis par le grand-conseil de l'archiduc, de ne pas faire d'exécution contre les débitants de boissons dans le rayon d'une lieue de la ville d'Ypres (voyez N^o DCCLIV).

Cet appel est fait par instrument notarié, dressé par Jean Vander Voet, notaire impérial de la cour de Liège.

Instrument original sur parchemin, muni de la signature du notaire et de son parafe, représentant une croix entourée d'une guirlande.

MCCCXXXVIII.

1498. — Escript en nostre ville de Bruxelles, le xx^e jour de Septembre l'an m^{us} xviii.

Lettres par lesquelles Philippe, archiduc d'Autriche, comte de Flandre, etc. envoie aux magistrats de la ville d'Ypres, une copie des lettres scellées que les villes de Flandre doivent remettre au roi de France, en exécution du traité de paix, conclu dernièrement à Paris entre le roi et l'archiduc. Il leur ordonne de faire leurs lettres d'adhésion, d'après le modèle qu'il leur envoie, sans y rien changer, et de les renvoyer sans retard après les avoir munies de leur scel.

Original, sur papier, portant la signature de l'archiduc.

MCCCXXXIX.

1498. — Anno Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo octavo, die vicesima quinta Septembris.

Vidimus de la charte de Jean, duc de Bourgogne, défendant de débiter vins ou cervoise hors de l'échevinage d'Ypres, dans un rayon d'une lieue de la ville (analysée sous les N^{os} DCCLIV et MCCCXXXVII), et de l'appro-

bation et confirmation données par le comte de Charolais, le 27 Juillet 1414.

Ce *vidimus* est donné sous le scel de Clément, prévôt de l'église de St-Martin à Ypres.

Vidimus original, sceau du prévôt, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MCCCXL.

1498. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le m^{us} jour d'Octobre l'an de grace mil quatre cens quatre-vingz et dix-huit.

Lettres par lesquelles Philippe, archiduc d'Autriche, comte de Flandre etc., à la demande des magistrats d'Ypres, prolonge de six mois les lettres de sursis qu'il leur a accordées pour le paiement des rentes (voir N^o MCCCXXIV); il renouvelle les prescriptions mentionnées dans ses lettres précédentes, et ordonne à tout huissier ou officier de justice qui en sera requis, de tenir la main à la stricte exécution des présentes prescriptions, et d'ajourner devant son grand-conseil quiconque refusera de s'y conformer.

A cette lettre se trouve jointe une déclaration de Jacques Luepe, huissier-d'armes, constatant que le 25 Mars 1498 avant Pâques (1499), il s'est rendu à Lille, où en présence des magistrats réunis à cet effet à la maison de ville, il a ajourné devant le grand-conseil, Allard Gallet, qui, contrairement aux lettres de sursis ci-dessus, avait fait arrêter

et emprisonner quatre bourgeois d'Ypres. — Ceux-ci ont été mis immédiatement en liberté par les magistrats de ladite ville de Lille. (Signé) *Luepe*.

Copie sur parchemin, faite et collationnée
le 15 Juillet 1500, signée: *Ruffault*.

MCCCXLI.

1498. — Fait à Bruxelles, le viij^e jour d'Octobre l'an mil m^{re}
m^{re} dix-huit.

Lettre par lesquelles Philippe, archiduc d'Autriche, comte de Flandre etc., accorde aux avoué et échevins de la ville d'Ypres, une remise des deux tiers de leur quote-part dans l'aide de cinquante mille livres, accordés par les états pour l'affaire de la Gueldre, et dans celle de vingt mille livres, du prix de quarante gros de Flandre, accordée à l'archiduchesse par les États-généraux. (Voir N^o MCCCXXXV.)

Original, le sceau qui pendait à une bande
de parchemin, est perdu.

MCCCXLII.

1498. — Ghedaen den een ende twintichsten dach van October
int jaer duust vier hondert acht ende neghentich.

Lettres par lesquelles les échevins d'Ypres déclarent que Corneille Steenbuerch et George Kavael, comme tuteurs de l'orphelin Bertin Daloy, fils de Jean, ont, du consentement desdits échevins et de l'avoué des orphelins, vendu à Jean de Wulf, deux maisons situées au coin de la petite rue de la Bouche et de la rue du Sac. Ce document nous apprend que, lorsqu'on vendait des biens appartenant à un orphelin, on en faisait la publication à la Bretèque au son de la cloche, (*by ghebode ghedaen ter Halle metten luddene van den clocckenne*).

Original, le sceau qui pendait à double queue
de parchemin est perdu.

MCCCXLIII.

1498. — Donné en nostre ville de Louvain, le ve jour de Novembre
l'an m^{re} xviii.

Lettre adressée aux magistrats de la ville d'Ypres, au nom du roi des Romains. Le roi y rappelle les grands dommages que le seigneur de Maingoval a éprouvés lors de son emprisonnement en la ville de Gand, où il a été

détenu par long espace de temps (en 1488). — Par le traité de Francfort (22 Juillet 1489), il a été stipulé que ledit seigneur et les autres prisonniers détenus par ceux de Gand, devaient être indemnisés de leurs pertes et dommages; le roi ordonne en conséquence aux magistrats de ladite ville de dédommager le seigneur de Maingoval de ses pertes, à défaut de quoi il sera forcé de prendre des mesures qui ne pourraient être que préjudiciables à la ville d'Ypres.

Original, sur papier, signé *Per regem*, et contresigné *Warnier*.

MCCCXLIV.

1498. — Escript en nostre ville de Bruxelles, le xii^e jour de Novembre anno m^{cc} xlviii.

Lettres de Philippe, archiduc d'Autriche, comte de Flandre etc., aux magistrats d'Ypres. — Il leur rappelle que, d'après le traité de paix de Tours, (voir le N^o MCCXXIII 6^o.) les membres de Flandre doivent restituer et rembourser aux seigneurs détenus prisonniers à Gand, en 1488, les frais de leur rançon et de leurs autres dépenses pendant leur emprisonnement. Parmi ces seigneurs se trouve le sire de Maingoval, Jean de Lannoy, chevalier, conseiller, chambellan et grand-maitre d'hôtel du roi des Romains. — L'archiduc ordonne aux dits magistrats de payer et de déboursier ledit seigneur, de

tous ses frais ou au moins de s'appointer avec lui, à défaut de quoi il serait obligé d'y pourvoir d'une autre manière.

Original, sur papier, revêtu de la signature de l'archiduc Philippe, et contre-signé : *Haneton*.

MCCCXLV.

1498. — Escript à Ypres, le xxiiii^e jour de Novembre a^o m^{cc} xlviii dix-huit.

Lettres des magistrats d'Ypres au seigneur de Maingoval. — Ils lui font observer que son emprisonnement ne provient nullement de leur fait, qu'ils ne l'ont jamais approuvé ni conseillé, qu'ils n'ont profité d'un seul denier du prix de sa rançon, et que par conséquent c'est à ceux qui l'ont détenu et qui ont reçu le prix de sa rançon, qu'il doit s'adresser pour obtenir le remboursement de ses frais. Cependant, pour éviter tout débat ultérieur, ils le prient de vouloir fixer un jour, et un lieu rapproché de leur ville, où ils pourront envoyer leurs députés pour traiter avec lui, ou avec ses délégués, concernant cette affaire. (Voir les N^{os} MCCCXLIII et MCCCXLIV).

Minute, sur papier.

MCCCXLVI.

1498. — Escript le 17^e jour de Decembre (1498).

Lettres des magistrats d'Ypres au sire de Maingoval. — Ils ont espéré que leurs députés, qui se trouvent à Bruxelles, y auraient rencontré le sire de Maingoval, et auraient pu traiter avec lui concernant sa réclamation. (Voir le N^o précédent.) — Ils craignent d'envoyer leurs députés à Tournai ou à Valenciennes, parce que ceux-ci pourraient être arrêtés à cause du non-payement des rentes de la ville. Ils le prient donc de vouloir s'entendre avec leurs députés à Bruxelles, ou d'y envoyer quelqu'un de sa part, avec l'autorisation de traiter en son nom.

Minute, sur papier.

MCCCXLVII.

1498. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le xviii^e jour de Decembre l'an de grace mil cccc quatre vings dix-huyt.

Lettres par lesquelles Philippe, archiduc d'Autriche, comte de Flandre etc., sur la proposition des députés des membres de Flandre, nomme Colard Le Bugneteur aux fonctions de contre-garde de la monnaie de Flandre,

à la charge desdits membres de Flandre. — Dans ces fonctions il devra s'occuper avec les autres officiers de la monnaie, de tout ce qui concerne le fait de cette monnaie, et l'exécution des ordonnances et réglemens qui la régissent; il assistera à la délivrance de la monnaie nouvellement forgée, à la reddition des comptes, à l'ouverture des boîtes du maître particulier de la monnaie etc. — Il jouira des émoluments, avantages et privilèges ordinaires. — Avant d'entrer en fonctions, il prêtera le serment ordinaire entre les mains des *généraux de la monnaie*, ou de l'un d'eux.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCCXLVIII.

1498. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le xviii^e jour de Decembre l'an de grace mil m^{ij}^e m^{ij}^{xx} dix-huit.

Même contenu que le N^o précédent. — Il s'y trouve joint une demande, adressée aux quatre membres de Flandre, par ledit Colard Le Bugneteur, à l'effet d'être admis par eux aux émoluments, avantages et privilèges dont ont joui ses prédécesseurs dans cet emploi, et dont le dernier se nommait Jacques Coolbrant.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCCLIX

1498 (1499 n. s.). — Ghedaen int jaer ons Heeren duust viere hondert achte ende tneghentich, den drien-twyntichsten dach in Sporkele.

Livret contenant: 1° L'indication de toutes les rentes appartenant à l'église de Notre-Dame de Brielen. — Ces rentes sont hypothéquées sur des propriétés situées dans la ville d'Ypres, la paroisse de Brielen, le hameau de Pilkem, et la paroisse de Loo. — 2° L'indication des rentes, dues par ladite église de Brielen. — 3° L'indication des diverses propriétés appartenant à ladite église. Ces propriétés sont situées dans la ville d'Ypres, dans les paroisses de Noortscoten, Renynghen et Bixscoten. — Le présent livret fut renouvelé en 1498 (1499 n. s.), par les marguilliers de ladite église: les avoués (*vooghdén*) étaient alors André de Waele et George de Brierere; et les marguilliers Jacques vanden Hove, Michel Danneel, Gérard de Prye et Olivier Ellevey.

Livret de huit feuilles de parchemin, jolie écriture de l'époque, avec titres et majuscules en encre rouge.

MCCCL.

1498 (1499 n. s.). — De Valenchiennes, le xvij^e jour de Mars
a^e m^{ij}^{xx} dix-wit.

Lettres de Jean de Lannoy, seigneur de Maingoval, aux magistrats d'Ypres. — Il les informe qu'il est décidé à leur envoyer immédiatement après les Pâques un délégué pour traiter avec eux relativement au remboursement des frais de sa rançon, etc., et il les informe que si cette fois il n'est satisfait, il se pourvoira en justice pour en avoir raison. (Voir le N^o MCCCXLVI.)

Original, sur papier, signé: *Jan de Lannoy*.

MCCCLI.

1499. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le vi^e jour de May
l'an de grace mil cccc quatre-vings et dix-neuf.

Lettres par lesquelles Philippe, archiduc d'Autriche, comte de Flandre etc., accorde aux échevins d'Ypres un nouveau sursis de trois mois pour le payement des rentes. Il y fait les mêmes prescriptions que dans ses lettres antérieures. (Voir le N^o MCCCXL.)

Original, grand sceau de l'archiduc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MCCCLII.

1499. — Escript en nostre ville de Valenciennes, le xvij^e jour de Juing l'an m^{ij}^{xx} xix.

Lettres de Philippe, archiduc d'Autriche, comte de Flandre etc., aux échevins d'Ypres. — Il les informe que les députés du roi de France, qui se trouvent actuellement à Amiens, n'ont pas voulu admettre les lettres de confirmation données par la ville d'Ypres (voir N° MCCCXXXVIII), parce qu'elles étaient données sous le scel aux causes, au lieu de l'être sous le scel aux contrats ou aux obligations. — Il leur ordonne de faire de nouvelles lettres de confirmation de même contenu, de les sceller du scel aux contrats et de les lui faire parvenir immédiatement, afin de ne pas retarder davantage l'exécution du traité de paix et la remise des villes (Bethune, Aire et Hesdin). — Il leur envoie le seigneur de Boesinghe, grand-bailli d'Ypres, pour les entretenir à cet égard. (Ce dernier paragraphe est ajouté de la main propre de l'archiduc).

Original, sur papier, muni de la signature de l'archiduc Philippe et contresigné: *Numan*.

MCCCLIII.

1499. — Escript en nostre ville de Valenciennes le xvij^e jour de Juing l'an m^{ij}^{xx} xix.

Lettres de Philippe, archiduc d'Autriche, comte de Flandre etc., au seigneur de Boesinghe, haut-bailli de la ville d'Ypres. — Il lui rend compte de la lettre mentionnée au N° précédent, et lui ordonne de se rendre immédiatement à Ypres, pour faire délivrer les nouveaux scellés dont il est question. (Voir le N° précédent et le N° MCCCXXXVIII).

Original, sur papier, muni de la signature de l'archiduc Philippe, et contresigné: *Numan*.

MCCCLIV.

1499. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le xvij^e jour de Septembre l'an de grâce mil cccc quatrevingts et dix-neuf.

Lettres par lesquelles Phillippe, archiduc d'Autriche, comte de Flandre etc., prolonge de deux mois, à dater des présentes, les lettres de sursis qu'il a accordées le 6 Mai dernier, aux échevins d'Ypres, pour le paiement

des rentes. — Mêmes prescriptions que dans les lettres antérieures. (Voir le N° MCCCLI.)

Original, le sceau qui pendait à une bande de parchemin, est perdu.

MCCCLV.

1499. — Donné en nostre ville de Bruges, le xix^e jour de Novembre l'an de grace mil cccc quatre vings et dix-neuf.

Nouvelles lettres de sursis accordées par l'archiduc Philippe aux échevins d'Ypres pour le payement des rentes. Ces lettres seront valables pour trois mois, à dater de ce jour. — Mêmes prescriptions qu'aux lettres antérieures. (Voir le N° précédent.)

Au dos de ces lettres se trouvent inscrites quatre nouvelles prolongations accordées par le grand-conseil, la première du 14 Avril 1499 (1500 n. s.) pour le terme de six semaines; la seconde, du 9 Octobre 1500 pour deux mois; la troisième du 11 Janvier 1500 (1501 n. s.) pour cinq semaines; et la quatrième du 27 Février 1500 (1501 n. s.) pour un mois. Les trois premières sont signées : *D'Overbeke*; la quatrième : *Puissant*.

A ce document se trouve attachée une ordonnance du conseil de Brabant, prescrivant à tout huissier, à ce requis, de faire exécuter les dites lettres de répit, signé : *de Strate*, et muni du sceau du conseil de Brabant, en cire rouge, fixé sur le parchemin.

Original, grand sceau de l'archiduc, avec contre-scel en cire rouge pendant à une bande de parchemin.

MCCCLVI.

1499. — Le troisième jour de Décembre l'an mil quatre cens quatre vings et dix-neuf.

Vidimus de la charte de Charles VII, roi de France, du 4 Janvier 1456 (1457 n. s.), concernant les privilèges des Yprois à l'égard de la navigation sur la Lys et sur l'Yperlée. (Voir les N°s DCCCXCII et DCCCC.) Ce *vidimus* est donné sous le sceau de Clément, prévôt de l'église et du monastère de St-Martin d'Ypres.

Vidimus original, sceau du prévôt de St-Martin, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MCCCLVII.

1499. — Datum Parisiis, in parlamento nostro, tredecimo die Decembris anno Domini millesimo cccc nonagesimo nono.

Arrêt du parlement de Paris, rendant exécutoire le jugement rendu par le même parlement le 16 Juillet 1455 (analysé sous le N° DCCCXCII), concernant le privilège des Yprois pour la navigation sur la Lys et sur l'Yperlée.

Original, sceau du parlement de Paris, avec contre-scel en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

MCCCLVIII.

1499. — Die vicesima mensis Decembris anno millesimo quadringentesimo nonagesimo nono.

Vidimus du jugement du parlement de Paris, rendu le 16 Juillet 1435, au sujet du différend entre les Yprois et les Gantois concernant la navigation sur la Lys et sur l'Yperlée, et analysée sous le N° DCCCXCH.

Ce *vidimus* est donné sous le scel de Clément, prévôt de l'église et du monastère de St-Martin d'Ypres, le 20 Décembre 1499.

Vidimus original, sceau du prévôt de St-Martin, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

ANNEXES.



N.

DÉCADENCE DE LA VILLE D'YPRES, OCCASIONNÉE PAR LE DÉPLACEMENT DE L'INDUSTRIE DRAPIÈRE. — 1485.

Aujourd'huy x^e de Mars mil quatre cens quatre vings et cinq, sur la remonstrance faite à messeigneurs de Ravestein, monseigneur le chancelier, monseigneur le comte de Nassouw, monseigneur de Walhain, et autres messeigneurs du conseil et des finances du Roy, estans à Malines, par les deputez des advoué, eschevins, conseil, corps et communauté de la ville d'Ypres, de la povreté, depopulation et admondrissement d'icelle ville disans en effect lesdits remonstrans que lorsque le transport de Flandres fut renouvelé et refaict, qui fut en l'an mil quatre cens et huit, ladite ville d'Ypres estoit à ce temps l'une des meilleures bonnes villes, riche et fort peuplée et là où marchandise avoit cours en grande affluence et habon-

dance qui fut audit pays de Flandres selon sa qualité, pourquoy elle fut taxée par ledit transport de payer à part soy autant que xiiij ou xiiii des meilleures villes d'icelluy pays excepté Gand et Bruges; et que depuis, peu à peu, ladite ville est tellement diminuée et amendrie, que là où il y souloit avoir de trois à quatre mil hostieux servans à la grant draperie, il n'en y a de présent plus hault de xxv ou xxx; et là où il y souloit avoir iiii^{xx} à cent mille personnes, il n'en y a point de présent de cinq à six mil, laquelle diminution procède tant par les grans charges quelle a eu à supporter en plusieurs et diverses manières, comme aussi pour ce que la marchandise, et par espécial la draperie sur laquelle icelle ville est principalement fondée, y est tellement diminuée et admendrie, que peu ou néant s'en fault qu'elle n'y soit du tout faillie; que la tierce partie, ou à peu près, des personnes qui y sont demourans sont pauvres gens mendians leur pain et vivans sur les aulmosnes des bonnes gens; que en ladicte ville n'a point plus hault de l ou lx personnes qui soient riches, chascune d'icelles de c liv. de gros pour une fois toutes dettes payées. Que les rentes héritablees et viagères que doit ladite ville, ensemble les charges ordinaires, excèdent et surmontent les prouffitz et revenuz d'icelle de c liv. de gros ou plus par chascun an; et finalement que ladite ville est de présent en tant grans dettes et tant à larrière, sans les xxj ou xxij^m escuz, qu'il fault qu'elle paye au Roy nostre seigneur dedans ces premières trois ans, à cause du grant ayde à luy naguaires accordé, et sans aussi les ij^m v^e escuz que demande madame la douayière à cause des xxx^m escuz à elle aussy naguaires consentiz sur ledit pays de Flandres, que impossible luy seroit de payer ou contribuer les aydes et subventions dudit pays selon ledit transport, comme aussy elle n'a fait de long-

temps en ça; requerans lesdits remonstrans que eu regard ausdictes povreté, chetiveté et misère en quoy ladite ville est cheute, et mesmement aux charges dessusdits qui lui sont comme intollerables, il pleust à mesdits seigneurs leur faire et impartir grace, quietance et remission de cette part et porcion qui viendroit sur ladite ville, en consentant et accordant les trois aydes nouvellement requiz aux membres dudit pays de Flandres; c'est à scavoir l'un de xx^m escuz pour la parfurnissement du testament de feu madame la duchesse, que Dieu absoilve; le second de xx^m florins pour l'entretienement des gens de guerre sur les frontières du pays de Liège pour trois mois; et le troisième de xx^m escuz pour les gratuitez de ceux qui sont entrevenuz du dernier accord et traictée dudit pays de Flandres. Par mesdits seigneurs de Ravestein, mondit seigneur le chancelier, monseigneur le comte de Nassau, mondit seigneur de Walhain et autres messeigneurs du conseil et des finances dessusdits, bien advertiz de la povreté, depopulation et amendrissement de ladite ville, à laquelle n'est bonnement possible de contribuer esdictes aydes et subvencions ne payer sadite porcion selon ledit transport, comme dict est dessus, a esté consenti et accordé ausdits remonstrans, au nom et pour le corps de ladite ville, tant seulement auparavant le consentement desdits membres esdites aydes, que des xx^m escuz requis pour le testament de madite feu dame, ils auront quiete de trois deniers les deux et ainsy ne payeront que le tiers de leur porcion, et que des autres deux aydes, c'est à scavoir celui des xx^m florins requis pour l'entretienement desdits gens de guerre, et des xx^m escuz pour les gratuitez à ceulx qui se sont entremiz dudit accord et traictée de Flandres, ils auront quiete leur dite porcion en payant seulement autant que la ville de Courtray en

debvra payer selon ledit transport; et ce à telz termes qu'il sera déclairé et conclut au consentement desdits aydes et que de ceste grace, quictance et remission leur seront faictes et expediées telles lettres qu'il appartiendra. Fait à Malines, le jour et an dessusdit.

Moy présent,

LE FEVRE.

o.

RÉGLEMENT POUR LE PASSAGE DES BATEAUX PAR
LES OVERDRAGTS. — 1491.

Kueren van den ykers van scepen.

Alvorens dat gheen scip ghenaeamt driebotere, naeldeman ofte andre, t'Ypre int water commende, sciete ofte winde met meer lasts dan met zesse vaten zwaers, up de boete van *iiij l.* par. also dickent als ment bevindt.

Item, als de ykers van scepen commen up een scip dat hemlieden dunken zal te zwaer gheladen, dezelve ykers zullen mogen bevelen den scippere zyn ghewandt uute te legghene, pit ende naghele te toghene, dat hy ghehouden wordt van doene zonder delay, of de voors. boete te kennene.

Item, een scippere ne zal niet moghen de naghele verslaen, noch den pit verstoppen noch verblinden, up de boete van *x liv.* parisis en up de correctie van scepenen.

Item, dat gheen scip ligghende binder pille of scietende ne mach vier in hebben up de boete van *iiij liv.* parisis also dickent als't bevonden wordt.

Item, dat gheen scip mach commen binder lope als men een ander windt, voor dat tzelve scip ontbredelt wordt, up de boete van *xx s'* par.; ende dat by adventuren of

de reep brake, ende dat beede de scepen in vreezen zyn zouden van elcandren te bedervene.

Item, om de bewaernesse van den loden, conducten ende fondamenten, zo ne zal gheen scippere moghen steken met scerpen bomen binder stede, up de boete van v s^t par. ende den boom verbuert, also dickent alst bevonden wordt.

Item, dat gheen scippere eenich vuil ofte mes uit zynen scepe werpen mach in d'Yppre up de boete van xx s^t par.

Item, dat de voors. ykers van scepen ghehouden werden de scepen die daghelix twatre hanteren wel ende ghe-
trauwelicke te ykene ende te onderhoudene wel ghehyet, up de correctie van scepenen.

Item, zullen de voors. ykers, also zy gheploghen hebben van ouden tyden, voor huerlieder rechte hebben van elken scepe dat men wyndt bin een van den vier overdraghen, eene waerf viij s^t par. dat es aen elcken ykere ij s^t par.

Item, ware eenich van den ykers bevonden wierdt de naghele gheslegghen hebbende in een scip, zonder de steenen daer in te legghene, dat waere up de verbuerte van zyner officie ende voort up de correctie van scepenen.

Item, waert dat eenich scippere nederwaert scietende eenich goed inname tusschen den viere overdraghten, ende dat quam ter kennesse van twee van den voors. ykers, bi goeden oorcondscepe ende warrachtigen rapporte, dat ware denzelven scippere up iij liv. par.

Item, insghelycx waert dat eenich scippere upwaert commende uute dede ende ontlædde eenich goed uut zinen scepe tusschen de voors. viere overdraghten, dat ware den zelven scippere ooc up iij liv. parisis also dickent als hy daerof bevonden ware.

Item, ende omme dieswille dat hier voortyds eenighe scippers, die te zware gheladen quamen, teenighen van den

viere overdraghen als zy bemoedden of gheware worden, ontlæden, rolden ende droughen over zom van den laste voor twynden, dat zy niet ghedaen zouden hebben, ne hadde gheweest de presencie van den zelven ykers, ende om t'ontstane van der boete van te zwaer ghelæden te zine, so es nu gheordonneert dat niemant voortæen, teene-
ghen van den viere overdraghen, ne rume, draghe noch over en stelle eenich last uut hueren scepe, up de boete van iij liv. parisis also dickent etc.

Uutgheroepen ende vernieut de voors. bovengenoemde keure ter Halle, in de presencie van Willem van Tayeghem, onderbailliu, Willem de Boerleke ende Jaecx Vanin, scepenen van der stede van Ypre, den x^{sten} dach van December int jaer duust cccc een-ende-tneghentich.

(Signé) STEELANT.

P.

TARIF DU POIDS DU PAIN, ÉTABLI A YPRES
EN 1494 (1495 N. S.).

In nomine Domini. Amen.

En l'an de nostre Seigneur mil quatre cens nonante-quatre, au moys de Mars avant Pasques. Au commandement de mes tres honorés seigneurs messeigneurs les avoé, eschevins, trésoriers et conseillers de la ville d'Ypres, désirans sur toute chose le bien, profit et utilité du bien commun et des subgeets d'icelle, fut ceste œuvre qui s'ensuit fait et ordonné par moy Christoffe du Fresne, notaire impérial, natif de Fruges en la conté de Saint-Pol, au dyocèse de Therewane, agé de LIIJ ans, etc. afin que les boulengiers et vendant pain en ladite ville, et pareillement lesdits subgeetz, manans et habitans et tous aultres conversans en icelle soyent gardés et tenus chascun en son droit, ont par moy mesdits seigneurs pourveu et mis ordre sur le poix dudit pain faict et vendu par lesdits boulengiers en ladite ville à tous les foeurs et pris que le bled poeut ou pourra valoir en temps avenir.

Commencant au pris de xxx gros le zom qui font v havots mesure dudit lieu, jusques au pris et valeur de

xx s. de gros pour ledit zom, et montant par ij gr. depuis lesdits xxx gros, jusques au prix de lx gros qui sont iij liv. parisis; comme on dirait xxx, xxxij, xxxiiij, etc.

Item, depuis iij liv. parisis jusques à vj liv., en montant par iiij; comme iij liv. iiij s., iij liv. viij s. iij liv. xij s., etc.

Item, depuis vj liv. parisis jusques à xij, en montant par viij; comme vj liv. viij s., vj liv. xvj s., etc.

Raison sur ce. Il est tout cler à l'entendre que 1 platbroot de ij mittes à xxx gros est aussy pesant qu'est un pain de iij mittes à lx gr. Et ung aultre à vj liv. d'un esterlin ne poise non plus que fait 1 de iij mittes à lx gros. Et ainsi de xxxij à lxiiij, et de tous aultres pris en cas pareil, et, notte bien.

Item, les fourniers dient que tarwebroot et platbroot, que c'est tout ung. Aussy quant j'escrips tarwebroot, j'entends platbroot, afin que nulz s'en habuse en faisant son opération.

S'ENSUIT LA DÉNOMINATION DU POIX PAR MOY FAIT SERVANT
EN CEST ŒUVRE.

Premier, il est assez notoire que une liv. pesant au poix d'Ypre, poise d'anchienneté xiiij onces au marq de Troye, desquelles onces viij sont comprises en 1 desdits mares.

Les auteures font mensyon du marc de Flandres, lequel il dient peser vj onces, mais ce différent ne sert rien à nostre propos, car onces sont tousiours onces desquelles les livres sont composées selon la diversité des lieux, par quoy dudit différent ne sera par moy nulle mensyon faite en ceste opération.

S'ainsi est donc que xiiij onces soyent en une liv. et que i havot de bled ou de farine, ou le pain quy y est prins poise lx liv., s'ensuit donc que cinq havots qui sont i zom poisent liij° liv. de nostre diet poix.

Item, à compter xiiij onces pour une liv., i havot poise viii° et xl onces, et i zom poise liij^{m} et ij° onces.

Item, aincore ferons de chascune once xij pars et sera chascune d'icelles nommée i denier de poix, desquelz sont en i zom chinequante mille liij° deniers.

Item, aincore de chascun denier seront faictes xij pars, et chascune part nommée j grain; desquels sont en j zom vi° liij^{m} et viii° grains.

Item, pour justifier nostre opération, si justement que nul erreur sensible n'y soit congnu, j'ay examiné lesdits grains par poix si justement que je troeue par chascun d'iceulx vj grains de bled de moyenne grosseur, qui remontent pour j zom liij milyons vj° xxviij mille et viii° grains de bled tout justement.

Item, il est à entendre que lesdits lx liv. icy-dessus mises pour havot, sur quoy nostre fondation est prinse en ceste matière, sont entendues pour la farine ainsy comme elle vient du moulin. Mais pour ce que le plat-broot est meilleur et de plus fine estoffe que le pain de liv.; ceulx

qui ont la charge et regart au poix du pain baillent auxdits boulangiers pour cest amendement sur chascun desdits plat-broots, soyent à ij mittes, ou à liij mittes, ou à j esterlin, sur chascun neuf deniers de nostre poix ou plus ou moins à leurs discretions, selonc ce que le cas le requiert.

Item, tant qu'il touche aux fractions ou romptures des grains de nostre dit poix, desquels la calculation sequente fait mensyon, jassoit il aussy que elles y soyent mises et constituées, néantmoins quand à ce nulle mensyon ne s'en fera quant à la constitution dudit poix; mais les y ay mises seulement pour approuver nostre compte estre véritable plus ne moins; et aussy adfin que nulle repréhension par aucuns artistes, en mon temps, ou après, n'en puist estre faicte, par quoy l'honneur de mesdits seigneurs ne le mien n'en soyent amendris. Et pour tant nulz n'en doibt murmurer sur moy, se son entendement ne les poeut comprendre. Touttesfois sans icelles la calculation seroit faulxe et reprehensible. Et vous en suffisse à tant.

Item, en tous lieux que vous trouverez 0 escript en la calculation, en ce lieu ne compterez riens, car il ne représente point de nombre.

Item, depuis xxx gr. jusques à lx fait-on plat-broot ou tarwe-broot de ij mittes, et d'un esterlin, lequel doibt peser liij tarwe-broots; et fouaches de ij mittes, desquelles les liij doivent peser ij plat-broots plus ni moins.

En l'an et au temps que cest œuvre fut commencié et parfait, estoient gouverneurs et administrateurs de la justice de ladite ville et du bien commun, mes tres-honourés, sages et discrets : Premier :

Jaspar de Premecques, escuyer, bailli d'icelle.

Item, vénérable et discret Jan de Wale, filz fut de Victor de Wale, advoué de la dite ville.

Item, sage et discret George de Brievère, premier eschevin; item, Pietre de Langue, 13^e; et Pietre Lamsam, 113^e.

Item, Jacques de Brouckere et maistre Adam de le Vigne, trésoriers.

Item, maistre Tristram Belle, pensyonnaire d'icelle.

Item, Guillaume Malfeyt, clerc de la trésorie dudit lieu.

Item, les gardes du poix dudit pain dessus-nommé, estoient : Pietre van Nieuwenhuus, Jehan de Wilde, Jacop van Hove, Willem de Bourleicke, Pietre Moeque, Gorys Bossart et Michiel Kalin, boulengiers, tous jurés et sermentés pour garder le droit desdits boulengiers et de la communauté de la dite ville.

S'ENSUIT LA CALCULATION DU PLAT BROOT A IJ MITTES; A I ESTERLIN; ET DES FOUACES
A IJ MITTES, AU PRIS DE XXX GROS JUSQUES A LX.

à xxx gr.	{ plat broot. pain d'esterlin. fouaces.	ij liv.	xj onces. iiij onces. vij onces.	vij den. vij den. ix den.	iiij grains.	iiij—xix ^{mes} . xi—jxix ^{es} . ij—xix ^e .
à xxxij gr.	{ plat broot. pain d'esterlin. fouaces.	ij liv.	x onces. j onces. vij onces.	xj den. ix den. iiij den.	ij grains. o grains. vj grains.	vj—xvij ^{es} . vij—xvij ^{es} . iiij—xvij ^{es} .
à xxxiiij gr.	{ plat broot. pain d'esterlin. fouaces.	ij liv.	x onces. xiiij onces. vj onces.	iiij den. ij den. x den.	vj grains. j grain. iv grains.	
à xxxvj gr.	{ plat broot. pain d'esterlin. fouaces.	ij liv.	ix onces. x onces. vj onces.	vij den. x den. v den.	vij grains. vij grains. ix grains.	j—iiij ^e .
à xxxviij gr.	{ plat broot. pain d'esterlin. fouaces.	ij liv.	ix onces. viij onces. vj onces.	ij den. x den. j den.	vj grains. j grain. vij grains.	vj—xix ^{es} . v—xix ^{es} . iiij—xix ^{es} .
à xl gr.	{ plat broot. pain d'esterlin. fouaces.	ij liv.	viij onces. vij onces. v onces.	ix den. x den. x den.	» » »	» » »

à xliij gr.	{ plat broot. pain d'esterlin. fouaces.	ij liv.	vij onces. v onces. v onces.	iiij den. iiij den. vj den.	" " vij grains.	" " "
à xliij gr.	{ plat broot. pain d'esterlin. fouaces.	ij liv.	vij onces. iiij onces. v onces.	xj den. ix den. iiij den.	v grains. ix grains. vij grains.	v-xjes. ix-xjes. vij-xjes.
à xlvj gr.	{ plat broot. pain d'esterlin. fouaces.	ij liv.	vij onces. ij onces. v onces.	vij den. v den. o den.	iiij grains. ij grains. x grains.	xv-xvij ^{es} . xiiij-xxvij ^{es} . x-xxij ^{es} .
à xlvij gr.	{ plat broot. pain d'esterlin. fouaces.	ij liv.	vij onces. j once. iiij onces.	iiij den. ij den. x den.	vij grains. iiij grains. iiij grains.	" " ij ij ^{es}
à l gr.	{ plat broot. pain d'esterlin. fouaces.	ij liv.	vij onces. " onces. iiij onces.	" " vij den.	" " "	" " "
à liij gr.	{ plat broot. pain d'esterlin. fouaces.	j liv.	vj onces. xij onces. iiij onces.	vij den. xj den. v den.	ix grains. o grains. x grains.	iiij-xij ^{es} . xij-xij ^{es} . vj-xxxix ^{es} .
à liiij gr.	{ plat broot. pain d'esterlin. fouaces.	j liv.	vj onces. xj onces. iiij onces.	v den. xj den. ij den.	ix grains. j grain. x grains.	j-ij ^{es} . j ij ^{es} . ij-ix ^{es} .

à lvj gr.	{ plat broot. pain d'esterlin. fouaces.	j liv.	vj onces. xj onces. iiij onces.	iiij den. " den. ij den.	" " "	" " "
à lvij gr.	{ plat broot. pain d'esterlin. fouaces.	j liv.	vj onces. x onces. iiij onces.	o den. j den. o den.	iiij grains. v grains. ij grains.	xxvij-xxix ^{es} . xxv-iiijxxvij ^{es} . ix-xxix ^{es} .
à iiij liv. parisis.	{ plat broot à ij mittes. pain de iiij mittes. pain d'esterlin. fouaces de ij mittes. fouaces de iiij mittes.	" " j liv. " "	v onces. xj onces. ix onces. iiij onces. vij onces.	x den. vij den. iiij den. x den. ix den.	" " " vij grains. iiij grains.	" " " " "
à iiij liv. iiij s.	{ tarwebroot de iiij mittes. pain à xij mittes. fouaces à iiij mittes.	" ij liv. "	x onces. iiij onces. vij onces.	xj den. ix den. iiij den.	iiij grains. ix grains. vj grains.	" " "
à iiij liv. viij s.	{ tarwe broot. pain à xij mittes. fouaces.	" ij liv. "	x onces. ij onces. vj onces.	iiij den. x den. x den.	vj grains. vij grains. iiij grains.	vj-xvij ^{es} . j-xvij ^{es} . iiij-xvij ^{es} .

En outre à lx gros, fait on tarwe broot de ij mittes et de iiij mittes, et des fouaces pareillement.

Item au dessus de lx gros, fait on pain de iiij mittes et de xij mittes, et fouaces de iiij mittes.

à iij liv. xij s.	{ plat broot. pain à xij mittes. fouaces.	ij liv. »	ix onces. j onces. vj onces.	vij den. ij den. v den.	vij grains. » grains. ix grains.	» » j—iij ^e .
à iij liv. xvj s.	{ plat broot. pain à xij mittes. fouaces.	j liv. »	ix onces. xiiij onces. vj onces.	ij den. vij den. j den.	vj grains. vj grains. vij grains.	vj—xix ^e . xviij—xix ^e . iij—xix ^e .
à iij liv.	{ plat broot. pain à xij mittes. fouaces.	j liv. »	viiij onces. xij onces. v onces.	ix den. iij den. x den.	» » »	» » »
à iij liv. iij s.	{ plat broot. pain à xij mittes. fouaces.	j liv. »	viiij onces. xj onces. v onces.	iij den. » vj den.	» » vij grains	» » »
à iij liv. viij s.	{ plat broot. pain à xij mittes. fouaces.	j liv. »	vij onces. ix onces. v onces.	xj den. x den. iij den.	v grains. iij grains. vij grains.	v—xj ^e . iij—xj ^e . vij—xj ^e .
à iij liv. xij s.	{ plat broot. pain à xij mittes. fouaces.	j liv. »	vij onces. vij onces. v onces.	vij den. ix den. o den.	iij grains. x grains. x grains.	xv—xviij ^e . xxi—xviij ^e . x—xviij ^e .
à iij liv. xvj s.	{ plat broot. pain à xij mittes. fouaces.	j liv. »	vij onces. vij onces. iij onces.	iij den. x den. x den.	vj grains. vj grains. iij grains.	» » »

à v liv.	{ plat broot. pain à xij mittes. fouaces.	j liv. »	vij onces. vij onces. iij onces.	» » vij den.	» » »	» » »
à v liv. iij s.	{ plat broot. pain à xij mittes. fouaces.	j liv. »	vj onces. vj onces. iij onces.	vij den. ij den. v den.	ix grains. iij grains. x grains.	iij—xviij ^e . ix—xviij ^e . ij—xviij ^e .
à v liv. viij s.	{ plat broot. pain à xij mittes. fouaces.	j liv. »	vj onces. v onces. iij onces.	v den. v den. iij den.	ix grains. iij grains. x grains.	j—iij ^e . » ij—ix ^e .
à v liv. xij s.	{ plat broot. pain à xij mittes. fouaces.	j liv. »	vj onces. iij onces. iij onces.	iij den. ix den. ij den.	» » »	» » »
à v liv. xvj s.	{ plat broot. pain à xij mittes. fouaces.	j liv. »	vj onces. iij onces. iij onces.	o den. j den. o den.	iij grains j grain. iij grains.	xxviij—xxix ^e . xxv—xxix ^e . ix—xxix ^e .

Et après à vj liv. le zom l'on fait pain de iij mittes, d'un esterlin, et d'un gros, et fouaces de iij mittes et d'un esterlin.

à vj liv. paris.	{ pain de iij mittes. pain d'esterlin. pain de gros. fouaces à iij mittes. fouaces d'esterlin.	»	»	x	den.	»	»
		ij liv.	xj onces.	vij den.	»	»	»
		»	v onces.	»	»	»	»
		»	ij onces.	x den.	vij grains.	»	»
à vj liv. vij s.	{ pain d'esterlin. pain à j gros. fouac s.	»	vij onces.	ix den.	ij grains.	»	»
		ij liv.	ix onces.	ix den.	ix grains.	»	»
		»	vij onces.	ij den.	vj grains.	»	»
		»	x onces.	ij den.	vj grains.	vj—xvij ^{es} .	
à vj liv. xvj s.	{ pain d'esterlin. à j gros. fouaces.	ij liv.	ij onces.	x den.	vij grains.	j—xvij ^{es} .	
		»	vj onces.	x den.	ij grains.	ij—xvij ^{es} .	
		»	ix onces.	x den.	ij grains.	»	
		ij liv.	j onces.	ij den.	ix grains.	j—ij ^{es} .	
à vij liv. iij s.	{ pain d'esterlin. à j gros. fouaces.	»	vj onces.	v den.	ix grains.	»	
		ij liv.	ix onces.	ij den.	vj grains.	vj—xix ^{es} .	
		»	xij onces.	vj den.	x grains.	xvij—xix ^{es} .	
		j liv.	vj onces.	j den.	vij grains.	ij—xix ^{es} .	
à vij liv. xij s.	{ pain d'esterlin. à j gros. fouaces.	»	»	»	»	»	
		ij liv.	ix onces.	ij den.	vj grains.	»	
		»	vj onces.	v den.	ix grains.	j—ij ^{es} .	
		j liv.	ix onces.	ij den.	vj grains.	vj—xix ^{es} .	

à vij liv.	{ pain d'esterlin. à j gros. fouaces.	»	»	ix	den.	»	»
		j liv.	xij onces.	ij den.	»	»	»
		»	v onces.	x den.	»	»	»
		»	vij onces.	ij den.	»	»	»
à vij liv. vij s.	{ pain d'esterlin. à j gros. fouaces.	j liv.	xj onces.	vj den.	vij grains.	»	
		»	v onces.	»	»	»	
		»	vij onces.	v den.	v grains.	v—xj ^{es} .	
		j liv.	ix onces.	x den.	ij grains.	ij—xj ^{es} .	
à vij liv. xvj s.	{ pain d'esterlin. à j gros. fouaces.	»	v onces.	ij den.	vij grains.	vj—xj ^{es} .	
		j liv.	vij onces.	vij den.	ij grains.	xv—xxij ^{es} .	
		»	ix onces.	ix den.	x grains.	xxj—xxij ^{es} .	
		j liv.	v onces.	o den.	x grains.	x—xxij ^{es} .	
à ix liv. iij s.	{ pain d'esterlin. à j gros. fouaces.	»	vij onces.	ij den.	vij grains.	»	
		j liv.	vij onces.	x den.	ix grains.	ij—ij ^{es} .	
		»	ij onces.	x den.	ij grains.	»	
		j liv.	vij onces.	x den.	ij grains.	»	
à ix liv. xij s.	{ pain d'esterlin. à j gros. fouaces.	»	vij onces.	ij den.	vij grains.	»	
		j liv.	vij onces.	x den.	ix grains.	ij—ij ^{es} .	
		»	ij onces.	x den.	ij grains.	»	
		j liv.	vij onces.	x den.	ij grains.	»	
à x liv.	{ pain d'esterlin. à j gros. fouaces.	»	vij onces.	ij den.	vij grains.	»	
		j liv.	vij onces.	x den.	ix grains.	ij—ij ^{es} .	
		»	ij onces.	x den.	ij grains.	»	
		j liv.	vij onces.	x den.	ij grains.	»	
à x liv. vij s.	{ pain d'esterlin. à j gros. fouaces.	»	vij onces.	ij den.	vij grains.	»	
		j liv.	vij onces.	x den.	ix grains.	ij—xij ^{es} .	
		»	ij onces.	x den.	ij grains.	ix—xij ^{es} .	
		j liv.	vij onces.	x den.	ij grains.	ij—xij ^{es} .	

à x liv. xvj s.	{ pain d'esterlin. à j gros. fouaces.	j liv.	vj	onces.	v	den.	ix	grains.	j—ij ^e .
à xj liv. iiij s.	{ pain d'esterlin. à j gros. fouaces.	j liv.	vj	onces.	iiij	den.	iv	grains.	"
à xj liv. xij s.	{ pain d'esterlin. à j gros. fouaces.	j liv.	iiij	onces.	ix	den.	x	grains.	ij—ix ^e .
à xij liv.	{ pain d'esterlin. à j gros. fouaces.	j liv.	vj	onces.	o	den.	iiij	grains.	xxviij—xxix ^e .
			iiij	onces.	j	den.	j	grain.	xxv—xxix ^e .
			iiij	onces.	o	den.	iiij	grains.	ix—xxix ^e .
		j liv.	v	onces.	x	den.	"	"	"
			iiij	onces.	vj	den.	"	"	"
			iiij	onces.	x	den.	iiij	grains.	"

Et s'il advenoit que le bled fust plus cher, de quoy Dieu nous voeulle préserver, je m'en attens à ceulx qui adonc seront vivans, mais ma charge ne porte plus avant.

Parfait et acompli le iiii^e jour d'April avant Pasques qui furent audit an le xix^e dudit mois. Priés pour moy et me pardonnés ma ruydesse.

Tout ce qui devant est mys et escript bien veu et considéré, vous seavoir que les grans plommes ainsy signés ^{oo} sont les poix du pain d'esterlin, depuis le pris de xxx gros jusques à lx, qui sont iij liv. pour zom et ne servent plus avant.

Item, les plommes ainsy signés XXX, le plus grant est le poix du plat-broot, et le moindre du mesme seing est des fouaces chacun à iij mittes depuis xxx gros jusqu'à iij liv. parisis, et aussy de quatre mittes, depuis iij liv. jusques à vj liv. Et depuis vj liv. jusques à xij sont lesdits plommes le poix desdits pains à j esterling.

Item depuis iij liv. jusques à 6 liv. les plommes ainsy signés ^{ooo} sont les poix du pain de xij mittes et depuis vj liv. jusques à xij liv. sont-il le poix du pain de gros, ainsy qu'il est signé sur chascune en ordre.

Item en la layette signée A sont 13 plommets ainsy signés LX ; lesquels sont le poix d'un plat-broot de 13 mittes et d'un esterlin, quant le zom vault 113 liv. parisis justement et ne servent en aultre lieu.

COLUMBIA UNIVERSITY



0026055473



VOLUME 5



949.3Y8 D56
5

Columbia University
in the City of New York

Library



Special Fund

Given anonymously

CHARTES ET DOCUMENTS

APPARTENANT

Aux Archives de la ville d'Upres.

INVENTAIRE
ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE
DES
CHARTES ET DOCUMENTS

APPARTENANT

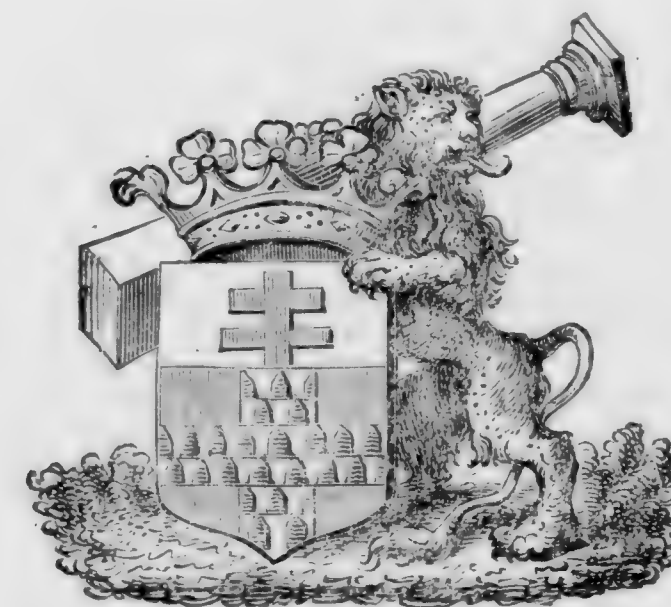
Aux Archives de la Ville d'Ypres,

PUBLIÉ PAR

I. L. A. DIEGERICK,

Archiviste, Membre de plusieurs Sociétés Savantes et Littéraires de Belgique
et de l'étranger.

Tome Cinquième.



Bruges. — Imprimé chez Vandecasteele-Werbrouck.

1860.

949.378

D. 58

v. 6

INVENTAIRE

ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE

DES

CHARTES ET DOCUMENTS

APPARTENANT

AUX ARCHIVES DE LA VILLE D'YPRES.

XVI^{me} SIÈCLE.

MCCCLIX.

1500. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le second jour de May l'an de grace mil cinq cens sans plus.

Ordonnance de Philippe, archiduc d'Autriche, duc de Bourgogne, comte de Flandre, etc., prescrivant que quiconque voudra interjetter appel d'un jugement, devra remettre immédiatement, ou du moins avant l'expiration du délai fixé, entre les mains des officiers ou juges dont il appellera, la forme de son dit appel, par instrument ou par bonne et ample déclaration, faute de quoi

les juges ne seront pas tenus d'acquiescer à sa demande. Les mêmes formalités seront remplies quand il s'agira d'une renonciation d'appel, sous peine de voir considérer la renonciation comme non avenue.

Roodenboek, f° 196, v°.

Imprimé dans les *Placcaert-boeken van Vlaendoren*, tome 1^r, pag. 77.

MCCCLX.

1500. — Ghegheven te Ghend den xj^{en} dach van Septembre int jaer duust vyf hondert.

Sentence prononcée par le conseil de Flandre, au sujet d'un débat surgi entre les échevins d'Ypres, d'une part, et les bailli et échevins de la châtellenie d'Ypres, d'autre part. — Un nommé Jean Braem, bourgeois d'Ypres, avait été condamné, par contumace, à un bannissement de cinquante ans hors du pays de Flandre, comme soupçonné complice d'un meurtre commis à Zillebeke, châtellenie d'Ypres. Ce Jean Braem n'avait pas été arrêté dans la châtellenie, mais était revenu en ville et s'était constitué prisonnier, déclarant vouloir se justifier devant ses juges naturels les échevins d'Ypres. — Ces derniers appellent du jugement des échevins de la châtellenie, comme rendu contrairement à leurs privilèges, et le conseil de Flandre annule le jugement de la châtellenie, la condamne aux dépens, à une amende de

soixante livres au profit du prince et à des dommages-intérêts en faveur de Jean Braem, et laisse aux échevins d'Ypres le soin de prononcer sur la culpabilité du susdit Jean Braem.

Original, sur parchemin, sceau du conseil de Flandre, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 142, v°.
» » *Wittenboek*, f° 267, v°.

MCCCLXI.

1501. — Donné en nostre ville de Bruges, le xiii^e jour d'Avril l'an de grace mil cinq cens et ung, après Pasques.

Lettres par lesquelles Philippe, archiduc d'Autriche, comte de Flandre etc., prescrit les mesures à prendre pour prévenir l'ensablement du Zwin près de l'Ecluse. L'ensablement à l'entrée et en d'autres endroits devient tellement considérable, que les navires ne peuvent presque plus ni y entrer ni y séjourner sans courir de grands dangers, et il est fort à craindre que l'entrée de ce bras de mer ne soit sous peu entièrement inabordable, au grand détriment des villes de l'Ecluse, de Damme et de Bruges, et de la Flandre entière. — Des commissaires ont été nommés pour aviser au moyen de prévenir cette calamité, et, après examen des lieux, ils ont proposé de construire deux digues depuis l'Ecluse jusqu'au poldre de Ste-Catherine, et aboutissant au lieu appelé *Poots-cruce* près de Coxide; de creuser entre ces deux digues un canal

pour amener les eaux de la mer jusque dans le Zwin; de nettoyer ledit Zwin et de l'approfondir; et de fermer le bras de mer de Ste-Marie-vere appelé le *Zwarte-gat*, à l'endroit où cela pourra se faire le plus facilement. — Ce projet, débattu en présence de l'archiduc, a été rejeté par les trois membres de Flandre, Gand, Ypres et le Franc, à cause des difficultés d'exécution, des grandes dépenses qu'il entraînerait, et du résultat peu ou point efficace, qu'on doit en attendre. — Nonobstant cette décision des trois membres, l'archiduc a voulu avoir des renseignements plus détaillés; après avoir pris l'avis de plusieurs personnes compétentes, après s'être rendu lui-même sur les lieux pour examiner le tout, il arrête: 1° Nonobstant l'avis contraire des trois membres de Flandre, le projet formulé par les commissaires susdits sera exécuté dans tous ses points. — 2° On procédera d'abord à l'achat des terres comprises entre les deux digues à élever. — 3° On creusera le canal et on élèvera les digues à la hauteur, largeur, longueur et profondeur qu'il sera avisé pour le mieux. — 4° On procédera à la fermeture du *Zwarte-gat*, aux moindres frais et à la plus grande sûreté possible. — 5° On ne pourra faire l'ouverture définitive du polder de Ste-Catherine ou du Poots-cruce, avant qu'il n'en sera décidé autrement par mûre délibération du conseil de l'archiduc. — 6° Une commission de direction des travaux est nommée: elle se composera du chevalier Jean Claerhout, seigneur de Pithem, conseiller, chambellan, et bailly de Bruges et du Franc; Nicolas de Maeck, receveur de l'Ecluse; Adrien Bruyssh, échevin du territoire du Franc; et le bourgmestre du cours de Bruges. Ces commissaires s'entendront avec les propriétaires des terrains devant servir aux travaux; feront faire l'adjudication des travaux;

comblent ou fermer le *Zwarte-gat*; et procéderont enfin à tous les travaux, sauf le percement des ouvertures à *Ste-Catherine polder* et au *Poots-cruce*, pour l'exécution duquel ils attendront de nouveaux ordres de l'archiduc.

Au dos de la présente charte se trouve inscrit que, le xi Mars 1504, le roi de Castille a désigné comme commissaire Jean de Praet, en remplacement de Nicolas de Maeck, passé de vie à trépas, et que le 25 Juin 1510, l'archiduchesse d'Autriche, Marguerite, a nommé commissaire Charles de Berthoz, seigneur de Coexie, en place d'Adrien Bruyssh, décédé depuis quelque temps.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCCLXII.

1501. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le v^e jour de Septembre l'an mil v^e et ung.

Lettres par lesquelles Philippe, archiduc d'Autriche, etc., ordonne aux magistrats d'Ypres, de remettre à son maître canonnier Hubert Malens, toutes les pièces d'artillerie et autre matériel que feu son père le roi des Romains a laissés jadis dans la ville d'Ypres.

Original, sur papier, revêtu de la signature de l'archiduc, et contre-signé Haneton.

MCCCLXIII.

1501. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le xiiii^e jour d'Octobre, l'an de grace mil cinq cens et ung.

Nouveaux privilèges accordés par Philippe, archiduc d'Autriche, comte de Flandre etc., à la draperie d'Ypres. Il renouvelle la défense de fabriquer du draps dans un rayon de trois lieues de la ville, et surtout dans les villages de Neuve-Église, Dranoutre, Kemmel, Wulveringham etc. Les drapiers de ces villages ne pourront tisser que des draps de quarante traits, *en thyois gangen*, sous peine de soixante livres d'amende et la confiscation des draps. — Même amende pour les scelleurs qui y apposeront le plomb. — Les drapiers de ces villages auront un terme de trois mois pour achever les draps actuellement sur le métier; après ce délai, ils ne pourront plus les exporter ni les vendre, ni les achever s'ils ne sont pas terminés. — Il est défendu d'établir, dans le rayon susdit, de nouveaux métiers à tisser ou à fouler, sous peine de la même amende. — Défense, sous la même peine, de sceller les draps avec des scels imitant ceux d'Ypres et portant *un Lion ou la Ste-Vierge*: ils devront se servir de leurs anciens sceaux portant la lettre N. — Par contre ceux d'Ypres seront tenus d'accorder, sans frais, le droit de bourgeoisie à tous les drapiers de ces villages, qui, dans le courant de l'année, viendront s'établir à Ypres, pour y exercer leur état. Ils leur accorderont aussi, sans frais, les franchises de la draperie.

A ce privilège se trouve attachée: 1^o Une déclaration de Jean Baert, huissier-d'armes, portant qu'il s'est rendu le xxvij, xxviii, xxviii, xxx et xxxj du mois d'Octobre 1501, dans la ville de Bailleul, et dans les églises paroissiales de Dranoutre, de Neuf-Église, de Wulveringham, de Kemmel et de Nieppe, et qu'il y a donné lecture du privilège susdit, en présence des baillis et des échevins desdits lieux, à savoir à Bailleul, à la halle, devant le peuple assemblé sur la place; et dans les villages susdits, aux heures des premières et hautes messes et au commencement et à la fin des vêpres. Signé: *Baert*. — 2^o Une déclaration du même Jean Baert et de Pierre de Hertoghe, également huissier-d'armes, portant que les xvj, xvij et xviii de Mars 1501 (1502 n. s.), ils se sont rendus aux villages de Dranoutre, de Kemmel et de Wulveringham, pour y opérer la saisie des draps confectionnés contrairement au privilège susdit; qu'ils se sont adressés au bailli du seigneur de Bryenne pour lui demander assistance, ce qu'il leur a refusé; que malgré ce refus ils ont procédé à la saisie de plusieurs draps, dont le détail est mentionné, et consistant en draps blancs et gris. Signé *Jean Baert et de Hertoghe*, et muni d'un petit sceau en cire rouge pendant à une simple bande de parchemin.

Original, grand sceau de l'archiduc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f^o 248 r^o, mais sans les deux annexes des huissiers-d'armes.

MCCCLXIV.

1501. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le quatorzième jour d'Octobre l'an de grace mil cinq cens et ung.

Même contenu que le N° précédent, donné sous le *vidimus* de Clément, prévôt de l'église et du monastère de St-Martin d'Ypres, le 25 Octobre 1501.

Il s'y trouve jointe une copie sur papier, écriture de l'époque.

Vidimus original, muni du sceau du prévôt, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MCCCLXV.

1501 (1502 n. s.). — Donné en nostre ville de Malines, le xxv^e jour de Febvrier l'an de grace mil cinq cens et ung.

Sentence de Philippe, archiduc d'Autriche, comte de Flandre etc., au sujet des contestations entre les habitants de Neuve-Église et ceux d'Ypres, concernant la draperie. — Ceux de Neuve-Église en avaient appelé à l'archiduc de sa décision mentionnée au N° précédent, et réclamaient le droit de continuer leur fabrication de draps. Après avoir examiné les raisons alléguées par ceux d'Ypres et par ceux de Neuve-Église, l'archiduc met l'appel de ces

derniers à néant, sans amende et sans frais; ordonne qu'une enquête sera faite sur les faits avancés par les deux parties; que rapport lui en sera fait endéans les trois mois, et qu'en attendant la décision définitive, le nouvel octroi obtenu par ceux d'Ypres continuera à sortir son effet, sauf que ceux de Neuve-Église pourront faire du drap léger de cinquante traits et au-dessous et qu'ils obtiendront un nouveau délai de six semaines pour achever les draps commencés, les vendre et les exporter. Il ordonne en outre à son procureur-général de procéder contre eux parce que, contrairement à sa défense, ils ont continué à draper sur l'ancien pied et se sont servis des scels au Lion et à la Vierge.

Ce document remarquable contient l'histoire entière des différends entre Ypres et Neuve-Église, au sujet de la draperie, depuis les premiers privilèges accordés aux Yprois, concernant cette industrie, jusqu'à la date de la présente charte.

Original, grand sceau de l'archiduc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 256 r°, à 260 v°.

MCCCLXVI.

1501 (1502 n. s.). — Donné en nostre ville de Malines, le xxv^e jour de Febvrier l'an de grace mil cinq cens et ung.

Lettres de Philippe, archiduc d'Autriche, comte de Flandre etc., ordonnant à tout huissier ou sergent-

d'armes à ce requis par les échevins d'Ypres, de faire mettre à loyale et due exécution la sentence interlocutoire mentionnée au N° précédent.

A ces lettres se trouve attachée une déclaration de Pierre Du Puy, huissier-d'armes, portant que, le 19 Novembre 1502, il a arrêté à Bruges, le nommé Jacob Bolle, drapier de Neuve-Église, condamné par contumace pour transgression des ordonnances mentionnées au N° précédent, et qu'il l'a constitué prisonnier dans la prison du prince en ladite ville de Bruges. Signé *Du Puy*, et muni d'un petit sceau en cire rouge pendant à une bande de parchemin.

Original, grand sceau de l'archiduc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboeck*, f° 260 v°.

MCCCLXVII.

1502. — Donné en nostre ville de Malines, le x^e jour de Juing l'an de grace mil cinq cens et deux.

Lettres par lesquelles Philippe, archiduc d'Autriche, duc de Bourgogne, comte de Flandre etc., considérant que les drapiers de Neuve-Église ne tiennent aucun compte de son ordonnance du 25 Février dernier, mais continuent, en mépris de sa défense, à fabriquer, vendre et exporter des draps de grande dimension, ordonne à

tout huissier et à tout officier de justice de faire exécuter strictement sa dite défense, de prendre des informations sur toutes les contraventions qui ont eu lieu aux foires de Bruges et d'Anvers, et d'ajourner les coupables devant son grand-conseil de Malines, sous peine, en cas de non comparution, d'une amende de cent marcs d'argent au profit du prince. (Voir le N° MCCCLXV.)

Copie de l'époque sur papier, collationnée et signée: *D'orebeke*.

MCCCLXVIII.

1502. — Escript ce xii^e jour de Juing (1502).

Lettres des magistrats de la ville de St-Omer aux magistrats d'Ypres. — Répondant à la demande de renseignements de ces derniers, ils les informent que le cardinal de Luxembourg, évêque de Téroouanne, a fait récemment dans leur ville sa première entrée comme évêque et pasteur diocésain; que le bruit s'étant répandu que le cardinal avait l'intention d'emmener à sa suite tous les bannis, ils lui ont envoyé une députation pour lui exposer que cette prétention était contraire à leurs droits et privilèges; mais que l'évêque soutenait de son côté que tous ses prédécesseurs avaient joui de cette faculté. — Qu'il fut convenu que le jour de la première entrée du prélat on lui présenterait, avant son entrée en ville, sur la route de Téroouanne, les cartulaires et privilèges constatant le droit des échevins. Ce qui fut fait. Qu'alors

l'évêque leur déclara qu'il n'avait nullement l'intention de mener des bannis à sa suite, puisque aucun ne s'était présenté; que par conséquent leur réclamation n'avait plus lieu d'être, et qu'il protestait que cette réclamation ne put porter aucun préjudice à ses droits ou à ceux de ses successeurs.

Original, sur papier.

Publié dans notre *Joyeuse entrée de Philippe-le-Bon, duc de Bourgogne*, etc.

MCCCLXIX.

1502. — Le xv^e jour de Septembre l'an mil cinq cens et deux.

Information faite par Pierre Du Puys, conformément à l'ordre de l'archiduc (N^o MCCCLXVII), sur toutes les contraventions à la défense du 25 Février dernier (N^o MCCCLXV). — Le 29 Juin il s'est transporté à Bruges, et assisté du lieutenant de l'écoutête, il s'est rendu à l'hôtellerie où les drapiers de Neuve-Église ont leur logis. Ils y ont contraint les cleres desdits drapiers à leur exhiber le registre des comptes des draps dudit Neuve-Église. Ils y ont constaté un grand nombre de contraventions, dont les détails son mentionnés dans l'information. — Les jours suivants, à divers intervalles, ils ont procédé à l'audition des témoignages de toutes les personnes qui, directement ou indirectement, avaient été en relations avec lesdits drapiers de Neuve-Église.

— Les déclarations des témoins sont relatés tout au long dans l'information.

Original, sur papier, muni de la signature de *Pierre Du Puys*.

MCCCLXX.

1502. — Donné en nostre ville de Malines, le xxj^e jour de Septembre l'an de grace mil cinq cens et deux.

Lettres de Philippe, archiduc d'Autriche, comte de Flandre etc. A tous ses huissiers, sergents-d'armes, et autres officiers de justice en général. Considérant la désobéissance et rébellion de ceux de Neuve-Église, et leur refus de se soumettre à ses ordonnances, il défend à tous ses sujets et aux étrangers demeurant dans ses états ou les fréquentant, de faire aucun commerce d'aucune espèce de marchandise avec ceux de Neuve-Église, soit en vendant on en achetant aux foires du pays, sous peine de ban de six ans et d'une amende d'un marc d'or pour chaque contravention. — Il déclare les marchands de cette localité exclus des franchises des foires d'Anvers, de Bergen-op-Zoom et de toutes les autres foires franches. — Il ordonne à tous ses officiers de justice de faire saisir tous les draps qu'on apportera à la foire d'Anvers ou aux autres foires, de faire arrêter ceux à qui ils appartiennent; de faire dresser des inventaires des draps saisis; de commettre à leur garde des personnes probes qui en rendront compte quand ils en seront requis, et

qui, sous aucun prétexte, ne pourront en donner la main-levée, sans l'ordre exprès de l'archiduc.

Original, sur parchemin, traces du sceau de l'archiduc, avec contre-scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MCCCLXXI.

1502. — Ghegheven te Ghend den xvij^e dach van Decembre int jaer duust vyf hondert twee.

Jugement du conseil de Flandre déboutant de ses prétentions François de Vyve, bailli de Voormeseele, qui voulait connaître de la succession de Philippe Vander Meersch, bourgeois d'Ypres, décédé à Wulveringham, pendant une visite qu'il allait rendre à son frère. — Le conseil de Flandre reconnaît le privilège des échevins d'Ypres, qui leur accorde seuls la connaissance des successions de leurs bourgeois, et ordonne au bailli susdit de cesser toute poursuite de ce chef et d'annuler tout ce qui a été fait, sous peine de se voir ajourner devant ledit conseil de Flandre.

Original, sur parchemin, signé: *Vaerneuyck*.
Traces de scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, f^o 296 r^o.

MCCCLXXII.

1502. — Den xxviii^e dach van December (1502).

Lettres par lesquelles Jacques Luepe, huissier du conseil de Flandre, informe ledit conseil qu'il s'est transporté à Voormeseele, où il a exhibé aux bailli et échevins de ladite seigneurie, la décision mentionnée au N^o précédent, et qu'il les a sommés de cesser toute poursuite concernant la succession de Philippe Vander Meersch, sous peine d'amende de cent florins, et de se voir ajourner devant le conseil de Flandre; que les bailli et échevins susdits ont déclaré renoncer à leurs prétentions, sauf leurs droits pour l'avenir.

Original, sur parchemin, revêtu de la signature de Jacques Luepe.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, f^o 297 r^o.

MCCCLXXIII.

1502 (1503 n. s.). — Ghegheven den zesten dach van Lauwe, int jaer duust vyf hondert ende twee.

Lettres par lesquelles ceux du conseil de Flandre, déclarent que Pierre de la Bouverie, bailli; Colart d'Halewyn, seigneur de Boesinghe; Joos Vander Poorten,

seigneur de Moorslede et André Vander Woestyne, seigneur de Becelaere, vassaux; Colart Van Langhemersch et Joris van Provyn, échevin et receveur de la salle et châtellenie d'Ypres, se sont présentés devant ledit conseil, et ont déclaré, en leur nom et au nom de leurs successeurs, qu'ils viennent d'acheter une maison nommée *le Loup*, située au nord du marché d'Ypres, afin d'y tenir les réunions de ladite châtellenie; qu'ils n'ont nullement l'intention de réclamer pour cette maison aucune espèce de privilège, d'exemption ni de juridiction; mais que la maison, quoique appartenant à la châtellenie, sera toujours considérée comme si elle appartenait à un bourgeois d'Ypres. — Le conseil de Flandre approuve cette déclaration et condamne la châtellenie à s'y conformer à l'avenir.

Zwartenboek, f° 27 r°.

MCCCLXXIV.

1503. — Ghedaen in schepenen huus te Belle, op den xiiii^e in Hooymaent xv^e drie.

Acte d'obligation passée devant les échevins de la ville de Bailleul, par lequel les échevins et les habitants de la seigneurie de Neuve-Eglise, s'engagent, au nom de la communauté, à payer à Jacques de Luxembourg seigneur de Fiennes, chevalier de l'ordre de la Toison d'Or etc., leur seigneur, la somme de douze cents livres parisis, monnaie de Flandre, afin de les employer au

rachat d'une charge qui pesait sur ladite seigneurie en faveur de Jean Savage, chevalier, président de Flandre.

A cet acte se trouvent annexées deux lettres adressées par ledit seigneur de Fiennes aux échevins d'Ypres, pour les engager à consentir à un arrangement avec ceux de Neuf-Eglise, au sujet de la draperie: ces deux lettres portent la signature de Jacques de Luxembourg, seigneur de Fiennes.

Copie sur papier, transcrite d'après le registre des contrats de la ville de Bailleul, certifié véritable et signée: *Maes*.

MCCCLXXV.

1504. — Donné en nostre ville de Bruges, le xxii^e jour de May l'an de grace mil cinq cens et quatre.

Lettres par lesquelles Philippe, archiduc d'Autriche, comte de Flandre, etc., du consentement de la plus grande partie des possesseurs de rentes sur les villes de Gand, de Bruges et d'Ypres, décide que les trois membres de Flandre pourront amortir les rentes qui ont été créées en 1484, 1485, 1488 et 1489, en remboursant le capital versé par les rentiers. Ce remboursement se fera en six années, par deux paiements égaux par an, l'un à la St-Jean, l'autre à la Noël. — Les rentiers feront la remise de leurs lettres d'obligations. — Ils ne pourront ni les vendre ni les transmettre à des étrangers. — Le paiement des rentes aux rentiers récalcitrants, sera suspendu, et l'ar-

chiduc accorde aux trois villes surséance de paiement à leur égard jusqu'à ce qu'il en sera autrement décidé par lui.

Donné sous le *vidimus* du conseil de Flandre, le 10 Septembre 1504.

Vidimus original, sceau en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MCCCLXXVI.

1504. — Donné en nostre ville de Bruges, le xxix^e jour de May l'an de grace mil cinq cens et quatre.

Lettres par lesquelles Philippe, archiduc d'Autriche, comte de Flandre etc., accorde aux villes de Gand, de Bruges et d'Ypres, l'autorisation de retenir pendant quatre ans, leur portion des vingt mille écus accordés à l'archiduc pendant quatre ans; ils emploieront cet argent à l'amortissement des rentes dont il est fait mention au N° précédent. Ils seront tenus de rendre, chaque année, le compte de l'usage des sommes qui leur sont laissées, et ne pourront les employer à aucun autre usage. L'archiduc désignera des commissaires pour examiner les comptes annuels.

Donné sous le *vidimus* du conseil de Flandre, le 4 Septembre 1504.

Vidimus original, sceau en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MCCCLXXVII.

1504. — Ghemaect ende ghegheven den xxiiij^{en} dach van Meye, int jaer duust vyf hondert ende viere.

Lettres par lesquelles les bourgmestres et échevins de la ville de Bruges déclarent que tous les propriétaires de rentes sur les trois membres de Flandre, ont été réunis à la chambre pupillaire, où on leur a donné connaissance de l'ordonnance de l'archiduc, mentionnée au N° MCCCLXXV, et que, grâce à l'intervention du président de Flandre, et du trésorier-général des finances, tous ont consenti à accepter le remboursement aux conditions prescrites par les lettres susmentionnées de l'archiduc.

La part de la ville de Bruges, dans les rentes créées pendant les années 1484, 1485, 1488 et 1489, était de mille huit cents livres de gros.

Les rentiers conserveront leurs lettres de créance jusqu'à l'entier remboursement, et les remboursements partiels seront inscrits au dos desdites lettres de créance.

Original, sceau de la ville de Bruges, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MCCCLXXVIII.

1504. — Ghend den dertichsten in Meye xv^e viere.

Lettres par lesquelles les échevins et le conseil de la ville de Gand, font une déclaration semblable à celle mentionnée au N^o précédent. — Tous les détenteurs de rentes, à l'exception de douze ou treize, ont déclaré vouloir accepter le remboursement dont il s'agit.

Original, sceau de la ville de Gand, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MCCCLXXIX.

1504. — Anno Domini millesimo quingentesimo quarto, mensis Junii die duodecimo.

Protestation faite par Guillaume Vitse, pensionnaire de la ville d'Ypres, au nom de la communauté de la ville, contre la part qu'on veut imposer à la ville d'Ypres dans le remboursement des rentes des années 1484, 1485, 1488 et 1489. — Il déclare que les députés d'Ypres se sont opposés à la vente de ces rentes, que toutes les sommes provenues de ces rentes ont été perçues par ceux de Gand et de Bruges, qui en ont disposé à leur volonté, et qui ont donné à ceux d'Ypres une contre-

obligation portant qu'en cas de rachat de ces rentes par les trois membres de Flandre, ceux d'Ypres ne devraient intervenir que pour le quatrième denier de leur portion selon le transport de Flandre.

Donné sous instrument notarial par Henri Coene, notaire apostolique et impérial du diocèse de Cambrai.

Instrument original, sur parchemin, revêtu de la signature et du paraphe dudit notaire H. Coene.

MCCCLXXX.

1504. — Den vierden dach van Hoymaendt anno xv^e IIII.

Lettres de Wulfart de Pontcasteel, bailli de Dunkerque, par lesquelles il déclare relâcher deux barques de marchandises appartenant à des bourgeois d'Ypres, qu'il avait arrêtées comme corsaires, au moment de leur entrée dans les eaux de Dunkerque. Il donne main-levée des marchandises arrêtées, parce que les échevins d'Ypres lui ont prouvé que, d'après leurs privilèges, les biens de leurs bourgeois ne sont pas saisissables. — Il déclare renoncer à la poursuite qu'il avait intentée à ce sujet et en payer les frais. — Il est prêt à payer, deniers comptants, d'après l'évaluation qui en sera faite par les échevins de Dunkerque, les dommages ou avaries que les marchandises saisies peuvent avoir éprouvés, ou ce qui pourrait y manquer.

Zwartenboek, f. 200 r^o.

MCCCLXXVIII.

1504. — Ghend den dertichsten in Meye xv^e viere.

Lettres par lesquelles les échevins et le conseil de la ville de Gand, font une déclaration semblable à celle mentionnée au N^o précédent. — Tous les détenteurs de rentes, à l'exception de douze ou treize, ont déclaré vouloir accepter le remboursement dont il s'agit.

Original, sceau de la ville de Gand, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MCCCLXXIX.

1504. — Anno Domini millesimo quingentesimo quarto, mensis Junii die duodecimo.

Protestation faite par Guillaume Vitse, pensionnaire de la ville d'Ypres, au nom de la communauté de la ville, contre la part qu'on veut imposer à la ville d'Ypres dans le remboursement des rentes des années 1484, 1485, 1488 et 1489. — Il déclare que les députés d'Ypres se sont opposés à la vente de ces rentes, que toutes les sommes provenues de ces rentes ont été perçues par ceux de Gand et de Bruges, qui en ont disposé à leur volonté, et qui ont donné à ceux d'Ypres une contre-

obligation portant qu'en cas de rachat de ces rentes par les trois membres de Flandre, ceux d'Ypres ne devraient intervenir que pour le quatrième denier de leur portion selon le transport de Flandre.

Donné sous instrument notarial par Henri Coene, notaire apostolique et impérial du diocèse de Cambrai.

Instrument original, sur parchemin, revêtu de la signature et du paraphe dudit notaire
H. Coene.

MCCCLXXX.

1504. — Den vierden dach van Hoymaendt anno xv^e iiii.

Lettres de Wulfart de Pontesteel, bailli de Dunkerque, par lesquelles il déclare relâcher deux barques de marchandises appartenant à des bourgeois d'Ypres, qu'il avait arrêtées comme corsaires, au moment de leur entrée dans les eaux de Dunkerque. Il donne main-levée des marchandises arrêtées, parce que les échevins d'Ypres lui ont prouvé que, d'après leurs privilèges, les biens de leurs bourgeois ne sont pas saisissables. — Il déclare renoncer à la poursuite qu'il avait intentée à ce sujet et en payer les frais. — Il est prêt à payer, deniers comptants, d'après l'évaluation qui en sera faite par les échevins de Dunkerque, les dommages ou avaries que les marchandises saisies peuvent avoir éprouvés, ou ce qui pourrait y manquer.

Zwartenboek, f^o 206 r^o.

MCCCLXXXI.

1504. — Ghegheven te Ghend den vyfsten dach van November int jaer duust vyf hondert viere.

Sentence prononcée par le conseil de Flandre, au sujet d'un différend surgi entre les échevins d'Ypres, d'une part, et ceux de Nieuport d'autre part. — En l'an 1456, le port de Nieuport se trouvant dans un état délabré, les échevins de cette ville, n'ayant pas le moyen de le faire restaurer, demandèrent l'assistance de ceux d'Ypres et firent un accord d'après lequel les Yprois seraient, pour toujours, exempts du tonlieu de toutes les marchandises qu'ils feraient sortir par le port de Nieuport, ou qu'ils y feraient entrer. — Contrairement à cette stipulation, les échevins de Nieuport venaient d'exiger le droit de tonlieu à un marchand d'Ypres, et sur le refus de celui-ci, l'avaient jeté en prison et fait saisir ses marchandises. — Le conseil de Flandre reconnaît la validité de l'accord fait en 1456, annule l'arrestation du bourgeois d'Ypres et la saisie de ses marchandises et condamne ceux de Nieuport aux frais résultant de ladite arrestation.

Il s'y trouve jointe une copie sur papier, écriture de l'époque.

Original, sceau du conseil de Flandre, en cire rouge et pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 265 v°.

MCCCLXXXII.

1505. — Te Ghend den xix^e dach van September int jaer duust vyf hondert ende viere.

Lettres par lesquelles le conseil de Flandre, intérine le rappel de ban accordé par l'archiduc Philippe, à André Erckenbaut, mais sous condition cependant que le banni ne pourra se rendre à Ypres, où le ban avait été prononcé, avant l'expiration du terme de son bannissement.

Original, sceau en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 255 r°.

» » *Roodenboek*, f° 256 r°.

MCCCLXXXIII.

1505. — Le huitième jour d'Octobre, l'an mil cinq cens et cinq.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville de Lille, font mettre en liberté deux bourgeois d'Ypres, arrêtés à Lille par le fermier du tonlieu du blé, parce que, en vertu de leurs privilèges, ils refusaient de payer ledit tonlieu. — Les échevins de Lille prennent cette résolution sur les réclamations de Jacques de Steelandt, pensionnaire

d'Ypres et sur l'exhibition d'un *vidimus* de la charte de Jeanne de Constantinople et de Thomas son mari, accordant aux Yprois l'exemption de toute espèce de tonlieu et de vinage (voir N° LXIV).

Expédition originale, sur parchemin, signée
Delatre.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 255 r°.
" " *Zwartenboek*, f° 151 r°.

MCCCLXXXIV.

1505. — Den xiii^e Octobris xv^e ende v.

Sentence du conseil de Flandre, maintenant les habitants de Nieuport dans tous leurs droits concernant l'exemption du tonlieu dans toutes les villes de Flandre, conformément à leurs anciens privilèges (voir N° VI). Cette sentence est prononcée à l'occasion d'un différend surgi entre les échevins de Nieuport et ceux d'Ypres, au sujet du paiement des droits susdits.

Copie sur papier, écriture du dernier siècle.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 265 r°.

MCCCLXXXV.

1505. — Donné à Gand, le xxvii^e jour de Novembre l'an mil cinq cens et cinq.

Accord fait devant le conseil de Flandre entre Nicolas Bachelier, écuyer, lieutenant-général du bailli de Tournai et du Tournésis d'une part, et les échevins d'Ypres représentés par Colard de Wulf et André de Wale, d'autre part. Le premier consent au remboursement de sa rente créée par les trois membres de Flandre, au capital de cinq livres de gros au denier quinze. Ce remboursement se fera en cinq paiements, de six mois en six mois. Le porteur de la rente conservera sa lettre d'obligation jusqu'à l'entier remboursement de la susdite rente. (Voyez le N° MCCCLXXXV).

Original, sceau du conseil de Flandre en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MCCCLXXXVI.

1505. — Donné en nostre ville de Gand, le x^e jour de Décembre l'an de grace mil cinq cens et cinq etc.

Lettres par lesquelles Philippe, roi de Castille, duc de Bourgogne, comte de Flandre, etc. déclare décharger

les villes de Gand, Bruges et Ypres : 1° de toute poursuite et de toute demande d'indemnité à eux intentées par la dame Catherine de Stavele, veuve de feu messire Jacques de Ghistelles, seigneur de Duudzeele; et leurs enfants, pour raison de la démolition du château de Duudzeele; et 2° de l'instance à leur charge, faite devant le conseil de Flandre par le seigneur d'Esquerdes, à cause de trente-deux mille livres de quarante gros réclamées par lui comme indemnité de certaines pièces d'artillerie enlevées jadis dans les trois villes susdites. — L'archiduc prend l'éventualité de ces remboursements à sa charge, en considération de la bonne volonté que les membres de Flandre ont témoigné dans l'accord de l'aide de trois cent mille écus, pour quatre ans, qui vient de lui être consentie. — Il déclare les magistrats des trois villes susdites entièrement déchargés de toutes les poursuites qu'on pourrait leur intenter, à eux ou à leurs successeurs, du chef de ces deux réclamations.

Wittenboek, f° 261, r°.

MCCCLXXXVII.

1505. — Dit was ghedaen den tiensten dach van Decembre int jaer duust vyf hondert ende vive.

Acte passé devant les échevins de la ville d'Ypres par lequel Louise de Laye, dame de Saillant, vicomtesse

douairière d'Ypres, fonde dans l'église de St-Martin de cette ville, un anniversaire consistant en une grande messe, qui sera célébrée tous les ans au maître-autel du chœur, le jour anniversaire de son décès, ou la veille, si cet anniversaire tombait un jour de fête. Elle fixe toutes les formalités qui accompagneront ce service; ainsi, la veille il sera annoncé par publication à faire aux lieux et carrefours où se font les publications ordinaires. — Elle prescrit les sonneries à faire la veille et le jour du service; — les chandeliers et les cierges dont on se servira à l'autel; — les cierges et l'argent pour l'offrande; — le pain et l'argent pour la distribution en provendes aux ordres mendiants, aux sœurs grises et noires etc.

Pour la fondation de cet anniversaire, elle assure au couvent de St-Martin une rente perpétuelle de quinze livres dix sols parisis, qu'elle hypothèque : 1° sur sa maison située à l'Est de la rue du Sud (rue de Lille) et appelée *S'burgravenhuus*; sur une autre maison appelée *la Bourse*, et sur la maison joignant à cette dernière et servant de prison de la ville et enfin sur une maison nommée *'t Walleken*, située derrière la boucherie. Elle passe cet acte en présence de son fils Guillaume Hugonet, seigneur de Middelbourg et vicomte d'Ypres, qui l'approuve.

A cet acte se trouve attachée la lettre du prévôt de St-Martin, nommé Clément, qui approuve la présente fondation, accepte toutes les clauses y contenues, et s'engage, en son nom et au nom de ses successeurs, de les exécuter fidèlement. Cette acceptation est du 8 Mai 1507, et nous apprend que Louise De Laye mourut le 7 Octobre 1506, et qu'elle est enterrée au côté nord du chœur. (On y voit encore son mausolée.)

Donné sous le *vidimus* des échevins d'Ypres, de 1508, sans autre date.

Vidimus original, le sceau qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

MCCCLXXXVIII.

1505. — Donné en nostre ville de Malines, le xxiii^e jour de Décembre l'an de grace mille cinq cens et cinq.

Arrêt du grand-conseil de Malines, déclarant la nommée Catherine Van den Bourg non recevable dans ses prétentions d'une provende à la maladrerie d'Hooge-Zieken lèz Ypres, qu'elle avait obtenue subrepticement du roi de Castille, lors de sa première entrée à Ypres, comme comte de Flandre. (Voir une décision semblable au N^o MCCCXXXIII).

Copie sur papier, écriture du 18^{me} siècle, collationnée et signée de *Wavrans*.

MCCCLXXXIX.

1505. — Donné en nostre ville de Bruges, le xxiii^e jour de Décembre l'an de grace mil cinq cens et cinq.

Lettres par lesquelles Philippe, roi de Castille, archiduc d'Autriche etc., accorde aux villes de Gand, de Bruges

et d'Ypres l'autorisation de retenir, pendant trois ans, leur portion dans les cent dix mille écus d'aide que les états viennent d'accorder au roi et qui doit prendre cours à l'expiration de l'aide actuelle. Ils emploieront cet argent à l'amortissement des rentes créées en 1484, 1485, 1488 et 1489; ils rendront compte des sommes qui leur sont laissées, de la manière prescrite au N^o MCCCLXXVI.

Wittenboek, f^o 261 v^o.

MCCCXC.

1505 (1506 n. s.) — Le dixième jour de Febvrier l'an mil cinq cens et cinq.

Lettres par lesquelles les échevins d'Ypres constituent et établissent Jacques de Brouckere comme leur fondé de pouvoir pour traiter avec messire Pierre de Bellefrière, chevalier, seigneur de Thun-St-Martin, du rachat de la rente de trente-et-une livres de gros que ledit seigneur possède à charge des trois membres de Flandre.

Original, sur parchemin, petit scel de la ville d'Ypres, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MCCCXCI.

1505 (1506 n. s.) — Ce fut fait et recogneu le treizième jour de Febvrier l'an mil chineq cens et chineq.

Accord fait entre Jacques de Brouckere, au nom des échevins de la ville d'Ypres d'une part, et messire Pierre de Belleforière, seigneur de Thun-St-Martin, d'autre part, au sujet de la rente de trente-et-une livres de gros que ce seigneur possède à charge des trois membres de Flandre. — Il consent au remboursement en vertu de l'ordonnance de l'archiduc Philippe, et moyennant paiement en quatre années et par quart.

Cet accord fut conclu devant Jehan Bertoul, garde du scel royal de la baillie d'Amiens, établie dans la prévôté foraine de Beauquesne, dans la dite ville d'Amiens.

Original, sur parchemin, muni du sceau dudit bailliage, et des sceaux des parties contractantes, tous trois en cire verte et pendant à des doubles queues de parchemin.

MCCCXCII.

1505 (1506 n. s.) — Fait à Malines, le xxje jour de Febvrier, l'an mil cinq cens et cinq.

Accord provisoire fait entre le seigneur de Fiennes, au nom de ses sujets de Neuve-Eglise d'une part, et les

députés des avoué et échevins d'Ypres au nom de la ville, d'autre part, au sujet du différend existant entre eux pour la draperie. — Ceux de Neuve-Eglise consentent à soumettre leur différend à l'arbitrage du chancelier et autres seigneurs du conseil du roi; ceux d'Ypres déclarent qu'ils sont satisfaits de se soumettre à un bon appointement, mais qu'il faut au préalable qu'on advise à faire abolir par le roi de France toutes les peines, amendes et condamnations prononcées et à prononcer à cause dudit différend. — Ils conviennent donc de permettre à ceux de Neuve-Eglise de continuer à draper sur l'ancien pied, jusqu'à la St-Jean prochaine et que pendant ce temps on priera le seigneur de Chièvre, lieutenant-général, et le chancelier de vouloir écrire au roi de France, afin d'obtenir la susdite abolition.

Cet accord fut fait en présence de Philippe Wieland et Jean Roussel, conseiller et maître des requêtes du roi de Castille. (En double expédition.)

Original, sur parchemin, revêtu de la signature de Ph. Wielandt.

MCCCXCIII.

1506. — Escript à Falemouwe (?) le xvje Avril vovr après Pasques.

Lettres de Philippe, roi de Castille, archiduc d'Autriche etc., au roi de France. Il prie le roi de France de vouloir accorder en sa faveur l'abolition de toutes les

peines et amendes que ceux d'Ypres peuvent avoir encourues à l'occasion de leur différend avec Neuve-Eglise au sujet de la draperie. (Voir le N° précédent.)

Original sur papier, signé de la main du roi de Castille: *Vrê bon frère et cousin, Phlé* (1).

MCCCXCIV.

1506. — Donné aux Montils-lez-Tours, le xii^e jour de May l'an de grace mil cinq cens et six.

Lettres de Louis, roi de France, au parlement de Paris. — Il l'informe que pour parvenir à un accord entre la ville d'Ypres et la seigneurie de Neuve-Eglise, il a, à l'instance demande du roi de Castille, autorisé les deux parties à retirer, sans frais, tous les procès, appels etc. concernant la draperie, qui sont pendants devant la cour dudit parlement (voir le N° précédent).

Sur le pli se trouve: *Par le Roy, maistre Charles de Hautboys, maistre des requestes ordinaires de l'ostel, et autres présents.* (Signé): *Gedoyne*.

Original, sceau du roi de France, avec contre-scel en cire jaune pendant à une bande de parchemin.

(1) La suscription de cette lettre porte: *A très-hault, très-excellent et très-puissant prince, mon très-chér et très-ami frère et cousin le roy très-chrestien.*

MCCCXCV.

1506. — Donné à (1) le jour de l'an de grace mil cinq cens et six.

Lettres par lesquelles Louis, roi de France, à la demande du roi de Castille, autorise les arbitres qui seront désignés pour prononcer sur le différend existant entre Ypres et Neuve-Eglise au sujet de la draperie, à juger, décider et terminer ledit différend; le roi approuve d'avance leur décision, et accorde à ceux d'Ypres l'abolition de tout ce qu'ils peuvent avoir commis à ce sujet depuis l'an 1427. — Les présentes lettres ne seront intérimées qu'après que les parties auront fait parvenir au roi une copie de l'accord arrêté entre les deux parties. — Il défend à son procureur-général de faire à l'avenir, contre ceux d'Ypres, aucune poursuite du chef des faits antérieurs concernant la draperie. (Voir le N° précédent.)

Sur le pli se trouve: *Par le roy, l'évesque de Tournay et autres présents.* (Signé) *Gedoyne*.

Original, le sceau qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

(1) Le nom du lieu, le jour et le mois sont restés en blanc. La date et le lieu doivent être les mêmes qu'aux deux N°s suivants.

MCCCXCVI.

1506. Donné aux Montils-lez-Tours, le xix^e jour de May l'an de grace mil cinq cens et six.

Lettres par lesquelles Louis, roi de France, à l'instance prière du roi de Castille, remet et pardonne aux Yprois toutes les peines, amendes etc., qu'ils peuvent avoir encourues depuis l'an 1427, à l'occasion de leur différend avec ceux de Neuve-Eglise concernant la draperie. Il ordonne aux gens de la cour du parlement, ainsi qu'à tous ses officiers de justice, de laisser les Yprois jouir paisiblement du présent octroi, sans les inquiéter jamais dans l'avenir pour les faits passés à l'occasion dudit différend.

Ce document rappelle les divers procès, appels, condamnations etc., qui ont eu lieu à ce sujet depuis 1427. (Voir les N^{os} précédents).

Sur le pli se trouve : *Par le roy, l'Evesque de Tournay et autres présents.* (Signé) *Gedoyne*.

Original, le sceau qui pendait à double queue de parchemin est perdu.

MCCCXCVII.

1506. — Donné aux Montils-lez-Tours, au mois de May, l'an de grace mil cinq cens et six.

Lettres de Louis, roi de France, de même contenu que le N^o précédent. Il n'y a de différence que dans la

date : le N^o précédent porte *le xix^e jour de May*, tandis que celui-ci porte seulement *au mois de May*.

Sur le pli se trouve la même inscription.

Original, grand sceau du roi de France, avec contre-scel en cire jaune, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

MCCCXCVIII.

1506. — Ghedaen ende ghesloten den dertiensten dach van Wedemaent int jaer duust vyf hondert ende zesse.

Accord fait entre les échevins d'Ypres au nom de leurs bourgeois demeurant à Wervicq, d'une part, et les échevins de cette ville d'autre part. Les bourgeois forains d'Ypres habitant Wervicq, s'étaient plaints de ce que ceux de Wervicq leur imposaient des tailles comme s'ils étaient bourgeois de Wervicq, ce qui est contraire à leurs privilèges qui les autorisent à ne se laisser imposer que par des officiers à ce préposés par les échevins d'Ypres. — Ceux de Wervicq reconnaissent ces privilèges et s'engagent à ne plus imposer ces bourgeois forains d'Ypres que de commun accord avec les délégués des échevins d'Ypres. — Toute plainte ou réclamation faite dans la suite au sujet de ces taxations sera portée devant les échevins d'Ypres, qui jugeront après avoir entendu les échevins de Wervicq.

Original, sceau de la ville de Wervicq, avec contre-scel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, f^o 70 v^o.

MCCCXCIX.

1506. — Donné à Paris, le xxii^e jour de Septembre l'an de grace mil cinq cens et six etc.

Lettres de Louis, roi de France, par lesquelles il autorise les échevins d'Ypres à retirer sans frais et sans amende, de devant la cour du parlement de Paris, l'appel d'un jugement prononcé, par le conseil de Flandre, contre ceux d'Ypres, en faveur de ceux de Nieuport, au sujet d'un différend surgi entre ces deux villes, jugement dont ceux d'Ypres avaient appelé devant ledit parlement. — Le roi accorde cette autorisation, afin de contribuer au rétablissement de la paix et de l'union entre ces deux villes.

Original, grand sceau du roi de France, avec contre-scel en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

MCCCC.

1506 (1507 n. s.). — Donné à Bloys, le deuxième jour de Janvier l'an de grace mil cinq cens et six.

Lettres par lesquelles Louis, roi de France, ordonne l'entérinement de ses lettres de grâce et d'abolition accordées à ceux d'Ypres, le 12 Mai 1506 (voir N° MCCCXCV). Ces lettres portaient que l'entérine-

ment ne pouvait se faire qu'après l'accord conclu entre les deux parties. Ceux d'Ypres ont fait à ceux de Neuve-Eglise des propositions équitables, que ceux-ci n'ont pas voulu accepter; on n'a donc pas pu tomber d'accord. Le roi ne voulant pas que l'effet de ses lettres de grâce puisse dépendre du mauvais vouloir de l'une des deux parties, ordonne l'entérinement de ces lettres, sur la déclaration que feront ceux d'Ypres qu'ils sont prêts à obéir à la décision qui sera prise, à l'égard de cette affaire, par le parlement du roi.

Sur le blanc se trouve : *Par le roy, à la relation des gens de son grand-conseil.* (Signé) *Demordines (?)*.

Original, grand sceau du roi de France, avec contre-scel en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

MCCCCI.

1507. — Ghegheven te Westminster den v^e van Wedemaent int jaer ons Heeren duust vyfhondert zeven.

Accord fait entre le roi d'Angleterre d'une part, et Maximilien, roi des Romains, comme tuteur, et Charles, roi de Castille, archiduc d'Autriche, comte de Flandre etc., d'autre part, au sujet de la liberté du commerce entre les deux pays. 1^o Les sujets des deux souverains pourront librement naviguer *dans les eaux salées et dans les eaux douces* avec leurs marchandises; vendre et acheter; expédier pour d'autres pays etc., le tout conformément

au traité de commerce du 25 Février 1493 (1496 n. s.). — 2° Les marchands anglais qui se rendent avec leurs navires et leurs marchandises à Anvers, seront exempts du péage appelé *Zeeuwsche Tol* ou *Hondtol*, et ne seront soumis qu'au péage fixé antérieurement par le duc Philippe: ceux qui se rendront à Bergen-op-Zoom ou à Middelbourg, seront exempts du péage du Brabant et soumis seulement au *Zeeuwsche Tol* ou *Hondtol*. — 3° Les marchands de Flandre, du Brabant, du Hainaut, Limbourg, Luxembourg, Artois, Hollande, Zélande, etc., venant en Angleterre avec leurs marchandises ou en partant, ne seront soumis qu'aux péages fixés par l'accord précité de 1493 (1496 n. s.). — 4° Il est strictement défendu à tout officier ou commis quelconque, d'exiger aucun impôt contrairement aux dispositions précédentes, ni de faire aucune poursuite pour des contraventions antérieures au présent accord. — 5° Aucun juge ou officier de justice ne pourra prononcer jugement, directement ou indirectement, ni en Angleterre, ni dans le Brabant, Flandre, etc., concernant des procès relatifs aux différends surgis antérieurement à l'occasion du droit des péages.

Cet accord est fait par provision, en attendant qu'un accord définitif soit fait entre les deux parties.

Donné par traduction, sous le *vidimus* du conseil de Flandre, le 4 Juillet 1407, qui en ordonne la publication dans tous les lieux où l'on a l'habitude de publier les ordonnances.

Ce document porte l'indication que la publication en a été faite à Ypres le xxij^e Juillet 1507.

Copie sur papier écriture de l'époque.

MCCCCII.

1507. — Datum Parisiis in parlamento nostro septima die Septembris anno Domino millesimo quingentesimo septimo.

Arrêt rendu par le parlement de Paris, sur un différend surgi entre la ville d'Ypres et celle de Nieuport, au sujet de l'arrêt du conseil de Flandre du 13 Octobre 1505 (voir N° MCCCCLXXXIV), et dont ceux d'Ypres avaient appelé devant le parlement de Paris. — Le parlement confirme l'arrêt du conseil de Flandre, maintient les habitants de Nieuport dans leurs droits concernant l'exemption du tonlieu, et ordonne à ceux d'Ypres de les en laisser jouir, sous peine d'une amende de deux mille livres de gros.

Copie sur papier écriture de l'époque.

MCCCCIII.

1507. — L'an mil cinq cens et sept le treizième jour du mois d'Octobre, à Paris.

Procès-verbal dressé par François Boucher, conseiller du roi au parlement de Paris, chargé par ledit parlement de faire mettre à exécution la sentence mentionnée au N° précédent.

Ce procès-verbal contient : 1° Le jugement qu'il s'agit

de mettre à exécution. — 2° L'arrêt du parlement désignant ledit conseiller François Boucher, pour la mise à exécution (7 Septembre 1507). — 3° L'ordre donné par ledit conseiller Boucher, à tout huissier ou officier de justice de faire ajourner les échevins d'Ypres à comparer devant lui à Ypres, à l'hôtellerie et au jour que ledit conseiller fixera (15 Octobre 1507). — 4° La déclaration de Jean Le Clément, sergent-royal des bailliages de Tournai, Tournésis, Mortaigne etc., portant que le 6 Novembre il a ajourné les échevins d'Ypres à comparoir le même jour, à deux heures après-midi, devant ledit conseiller Boucher, à l'hôtellerie *l'Échiquier*, à Ypres, pour y voir procéder à l'exécution de ladite sentence du parlement de Paris (6 Novembre 1507). — 5° Le rapport du conseiller Boucher mentionnant les formalités de la mise à exécution dudit jugement du parlement, dont voici le sommaire : Parti de Bruges le jeudi 4 Novembre, à une heure après-midi, le conseiller Boucher arriva à Ypres, le six, vers onze heures du matin, et alla prendre logement à l'hôtellerie de *l'Échiquier*. Le même jour, à deux heures, comparurent devant lui les bourgmestre et échevins de Nieuport, d'une part, et l'avoué et échevins d'Ypres, accompagné du pensionnaire Vitse, d'autre part. Ceux de Nieuport, par la bouche de leur procureur, demandèrent l'exécution de l'arrêt du parlement contre ceux d'Ypres, et la défense à ceux-ci de faire payer dorénavant à tout bourgeois de Nieuport, soit homme, soit femme, aucun péage ou exaction pour *les biens, blé, sel ou autres choses* qu'il apportera, vendra ou achètera à Ypres, ou fera passer par la ville, soit par eau soit par terre; en outre le remboursement des droits induement payés par les bourgeois de Nieuport depuis quatre-vingt-dix ans, et évalués à la somme de deux mille livres de

gros monnaie de Flandre, ou telle autre somme à fixer d'après l'exhibition des registres des recettes dudit impôt. — Les échevins d'Ypres répondirent, par leur pensionnaire, qu'ils ne voulaient nullement empêcher l'exécution dudit arrêt, exhibèrent les registres de la recette dudit péage, et prouvèrent que la somme des deniers reçus ne montait, à beaucoup près, à la somme prétendue par les demandeurs. — Ensuite le conseiller Boucher fit, de par le roi et de par le parlement, défense à ceux d'Ypres, sous peine de mille livres de gros, d'empêcher ceux de Nieuport dans leurs droits et franchises contenus audit arrêt du parlement. — Le lendemain, 7 Novembre, à huit heures du matin, le conseiller Boucher et les échevins des deux villes se rendirent au marché de la ville, où arrivent et où se vendent les marchandises, et déclarèrent encore y mettre les échevins de Nieuport en possession de leur droit; entretemps ceux d'Ypres firent connaître la somme de l'impôt perçu, d'après leurs registres; ce relevé fut examiné par deux experts étrangers à Ypres et à Nieuport; le lendemain, 8, également à huit heures du matin, les deux parties, après de longs pourparlers, se rendirent de nouveau chez le conseiller Boucher, où ceux d'Ypres offrirent, en restitution des droits indûment perçus, la somme de cent cinquante livres de gros monnaie de Flandre, somme qui fut acceptée par ceux de Nieuport, sous condition que ceux d'Ypres paieraient les frais de ladite exécution, ce qui fut accepté, et confirmé par le conseiller du parlement. — Le même jour, vers une heure de l'après-midi, ils se rendirent *au port où arrivent les bateaux chargés de marchandises*, et là, en présence du pensionnaire de la ville d'Ypres, Guillaume Vitse, le conseiller Boucher autorisa solennellement ceux de Nieuport à vendre, acheter, amener, transporter

en ville et par la ville, par la rivière et par les chemins de terre, en gros et en détail, sans en payer aucune espèce de droit, toutes leurs denrées et marchandises quelconques; il réitéra à ceux d'Ypres la défense de porter la moindre atteinte aux droits de ceux de Nieuport, sous peine d'une amende de deux mille livres de gros. — Le mardi, 9 Novembre, le conseiller Boucher fixa, en présence des deux parties, le taux de la présente exécution, et le mercredi, 10, il partit d'Ypres pour retourner à Paris.

Ce document curieux se compose de six feuilles de parchemin, grand in-f°, et a été copié et collationné à l'original du procès-verbal, par Arnoud De Zorghere, pensionnaire de Nieuport, dont il porte la signature.

Copie sur parchemin, signé *De Zorghere*.

Transcrit dans le *Gelueenboek*, fo 222, v°.

MCCCCIV.

1507. — Donné en nostre ville d'Ymsbrouch, le xvij^e jour d'Octobre l'an mil cinq cens et sept.

Lettres de Maximilien, roi des Romains, comme tuteur du jeune roi Charles, aux gens d'église, nobles et autres des états de Flandre. — Il les informe que, les Français étant descendus dans la Gueldre, il s'était adressé au duc de Juliers et aux autres princes de l'empire, pour obtenir secours contre lesdits Français, mais la négligence

de ceux même qui devaient se défendre, a fait en sorte que lesdits Français sont entrés dans le Brabant et se sont emparés de Tirlemont, où ils comptent se retrancher pour faire de là des excursions sur le plat-pays. Il les prie donc de réunir leurs forces pour s'opposer à l'ennemi. — Il lui est impossible de se rendre immédiatement en personne dans le pays, car il est occupé à assembler son armée pour se porter au secours de ces provinces. — En attendant il leur envoie un des principaux capitaines de l'empire, le comte de Sorre, avec un bon nombre de gens-d'armes tant de cheval que de pied. — Il les engage à assister la gouvernante, en fournissant l'argent et les troupes nécessaires; à rester unis et à ne pas écouter ceux qui ne cherchent qu'à semer la désunion. — Les aides qu'ils accorderont seront employées exclusivement dans l'intérêt du pays et du jeune roi; il ne veut en faire aucun usage à son propre profit, mais seulement pour conduire *asprement* la guerre. — Il mettra partout tel bon ordre et telle bonne police, que tout le monde sera convaincu qu'il n'a d'autre but que de bien gouverner le pays.

Copie sur papier, écriture de l'époque, collationnée et signée: *Vaernewyck*.

MCCCCV.

1507. — Sans date, mais après le 21 Décembre 1507 (en latin).

Lettres de sûreté données au roi d'Angleterre pour l'exécution de la promesse de mariage faite le 21 Décembre

1507, au nom de Charles, roi de Castille, par son grand-père le roi des Romains, Maximilien, et par Marguerite d'Autriche, sa tante, d'une part, et ledit roi d'Angleterre, au nom de sa fille Marie, d'autre part.

Par ces lettres, Charles de Croy, prince de Chimay; Henri, comte de Nassau, seigneur de Breda; Jean, comte d'Egmond; Frédéric d'Egmond, comte de Buren; le seigneur d'Isselstein; Jacques de Luxembourg, seigneur de Fiennes; Jean, seigneur de Berg; Guillaume de Croy, seigneur de Chièvres; Jean de Luxembourg, seigneur de Vile; Ferrier de Croy, seigneur du Roeulx; Charles, baron de Lalaing; Henri de Withem, seigneur de Bersel; Philibert, seigneur de la Vère, dit *la Mouche*; Jean le Sauvaige, chevalier de la Toison d'or, seigneur de Scaubeke, président du conseil de Flandre; Jérôme Lauwerin, chevalier de la Toison d'or, seigneur de Watervliet, trésorier-général, et Philippe Haneton, premier secrétaire-audiencier; ainsi que les bourgmestres, échevins et communautés des villes de Bruxelles, Anvers, Bruges, Ypres, Courtrai, Nieuport, Dordrecht, Leyde, Amsterdam, Middelbourg, Ziericzee et Malines, s'engagent à payer au roi d'Angleterre ou à ses héritiers, cinquante mille couronnes d'or, si le mariage promis entre Charles, roi de Castille, et Marie, princesse d'Angleterre, n'est pas contracté et célébré religieusement dans les quarante jours après que le jeune roi aura atteint sa quatorzième année, et si l'obstacle ou l'empêchement provient du jeune roi ou de la part des membres de sa famille. — En garantie de cette promesse, ils engagent tous leurs biens, présents et futurs, à prendre par le roi d'Angleterre là où il pourra les saisir. — Cette somme de cinquante mille écus d'or est indépendante des deux cents cinquante mille écus d'or

pour lesquels se sont engagés le roi des Romains, actuellement empereur, le jeune roi Charles, et l'archiduchesse Marguerite.

Copie sur papier, écriture de l'époque, collationnée avec l'original et signée : *Van den Damme*.

MCCCCVI.

1507 (1508 n. s.). — Datum Parisiis in parlamento nostro, decima die Januarii anno Domini millesimo quingentesimo septimo.

Sentence du parlement de Paris, au sujet d'un différend entre les habitants du Westquartier de la Flandre, d'une part, et l'official de la Morinie et les curés des paroisses dudit Westquartier, d'autre part. — Le clergé du Westquartier exigeait des paroissiens dudit quartier, des sommes considérables pour la célébration des mariages, l'administration des derniers sacrements, la confession et les enterrements. Sur le refus des paroissiens de payer ces sommes, l'official de la Morinie et les curés des villages les firent attirer devant le conseil de Malines, quoique le Westquartier relève du parlement de Paris. — Lesdits paroissiens n'osant résister, se laissèrent attirer devant ledit conseil de Malines, qui fixa un tarif pour l'administration de certains services ou sacrements et notamment pour les enterrements et pour l'administration des derniers sacrements. — Ainsi les enterrements se paiaient : pour les nobles et les personnes très-riches, vingt livres; pour les autres riches, seize

livres; pour les bourgeois ordinaires, dix livres et pour les pauvres quatre livres. Pour l'administration des derniers sacrements, les sommes à payer pour les mêmes catégories de personnes étaient respectivement de dix, huit, six et quatre gros. — Les habitants du Westquartier appelèrent de cette décision devant le parlement de Paris. — Le parlement déclare l'arrêt de la cour de Malines de nulle valeur, comme prononcé contre des justiciables du parlement de Paris, et défend à l'official de la Morinie et aux curés des villages du Westquartier, d'attirer dorénavant devant ladite cour de Malines, les habitants du Westquartier, sous peine d'amende de cent marcs d'or, les condamne en outre à cinquante livres d'amende et à tous les frais faits par les appelants devant la cour de Malines et devant le parlement; annule l'arrêt du conseil de Malines, et renvoie l'affaire devant le conseil de Flandre pour être instruite et jugée de non-venu.

Original, grand sceau du parlement de Paris, avec contre-scel en cire jaune, pendant à double queue de parchemin.

MCCCCVII.

1507 (1508 n. s.). — Datum Parisiis, in parlamento nostro decima die Januarii anno Domini millesimo quingentesimo sexto.

Lettres du parlement de Paris, chargeant le bailli de Tournai et du Tournésis, ou celui d'Amiens, ou tout autre officier de justice ou sergent-d'armes quelconque,

de faire exécuter en tous ses points l'arrêt mentionnée au N° précédent. (Attaché au N° précédent.)

Original, grand scel en cire jaune, pendant à une simple bande de parchemin.

MCCCCVIII.

1507 (1508 n. s.). — Ghegheven te Ghend den vierden dach van Sporkele int jaer duust vyfhondert ende zevene.

Sentence du conseil de Flandre au sujet d'un différend surgi entre les échevins de la ville de Nieuport, au nom des habitants de cette ville, d'une part, et la corporation des poissonniers de la ville d'Ypres, d'autre part. — Ceux de Nieuport, se fondant sur leur droit d'exemption de tonlieu dans toutes les villes de Flandre (voir N° MCCCLXXXIV), attaquaient la corporation des poissonniers à cause de certain léger tribut qu'on prélevait sur le poisson qu'ils apportaient, vendaient ou faisaient vendre au marché d'Ypres, et demandaient la restitution de tout ce qui avait été payé de ce chef depuis cinquante ans. — Les poissonniers d'Ypres prouvèrent que ces redevances n'étaient pas un droit de tonlieu, mais une espèce de contribution consentie volontairement depuis très-long-temps par les poissonniers de Nieuport eux-mêmes, pour l'entretien de la chapelle de la corporation et le paiement de la messe qui s'y célèbre tous les jours. — Le conseil de Flandre déboute les échevins de Nieuport de leurs prétentions et les condamne aux frais.

Copie sur papier, écriture de l'époque, signée:
De Corte.

MCCCCIX.

1507 (1508 n. s.). — Ghegheven te Ghend, den veerthiensten dach van April int jaer duust vyfhondert zevens, voor Paesschen.

Arrêt du conseil de Flandre rendant exécutoire et donnant force de sentence à l'accord fait le 11 Décembre 1458 entre les échevins d'Ypres d'une part, et le prévôt, le doyen et les religieux de St-Martin d'Ypres d'autre part (voir le N° DCCCCLXXVI). Cet arrêt est prononcé à la demande des échevins d'Ypres, contre le prévôt de St-Martin, qui prétendait que ledit accord avait cessé d'être exécutoire.

Geluwtenboek, f° 41 r°.

MCCCCX.

1508. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le x^e jour de Juing l'an de grace mil cinq cens et huit.

Lettres par lesquelles Maximilien, empereur et roi des Romains, et Charles, archiduc d'Autriche, etc. s'engagent envers les échevins de la ville d'Ypres, à les tenir quittes, indemnes et garantis des cinquante mille écus d'or, auxquels ils se sont engagés envers le roi d'Angleterre, au cas que le mariage projeté entre ledit archiduc

Charles et la princesse Marie d'Angleterre n'avait pas lieu à l'époque fixée (voir le N° MCCCCV).

Ils s'engagent à les indemniser également de tous les coûts et dépens que la rupture dudit mariage pourrait leur occasionner.

Sur le pli se trouve : *Par l'empereur et monseigneur l'archiduc, en leur conseil.* (Signé) *Verderue.*

Original, grand sceau de l'archiduc, en cire rouge, sans contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

MCCCCXI.

1508. — Le xxi^e jour de Septembre (au 9 Novembre) l'an mil cinq cens et huit.

Rapport de Jean Le Clément, sergent-royal du bailage de Tournai, aux gens du parlement du roi à Paris. Il les informe qu'il s'est rendu dans le *Westquartier*, pour y mettre à exécution la sentence dudit parlement, mentionnée au N° MCCCCVI. A cet effet, il s'est rendu à Ypres où les magistrats l'ont requis de ladite mise à exécution, en lui prescrivant toutefois d'en demander d'abord l'autorisation au conseil de Flandre. — Arrivé à Gand, il a reçu dudit conseil de Flandre l'autorisation nécessaire, sous condition de se faire assister d'un des huissiers dudit conseil.

Accompagné de ce dernier, il est retourné à Ypres, s'est adressé au prévôt de St-Martin, qui l'a engagé à se

rendre quelques jours après à Théroouanne, où devait se réunir tout le clergé du diocèse. — Arrivé en cette ville, il y a trouvé réunis l'évêque, l'official, les doyens et la plupart des curés du *Westquartier*, auxquels il communiqua ledit arrêt du parlement. — Tous promirent de s'y conformer. — Il se rendit successivement à Furnes, à Nieuport, à Warneton, où il s'acquitta partout de sa mission, sans rencontrer d'opposition. (Attaché au N° MCCCCVI).

Original, sur parchemin, signé: *Le Clement*
et muni d'un petit sceau en cire rouge,
pendant à une bande de parchemin.

MCCCCXII.

1508. — Le xxv^e jour de Septembre l'an mil cinq cens et huit.

Lettres par lesquelles le conseil de Flandre autorise Jean Le Clément, sergent-royal du baillage de Tournai, à faire mettre à exécution l'arrêt du parlement de Paris du 10 Janvier dernier (N° MCCCCVI), sous condition qu'il se fasse assister d'un huissier dudit conseil de Flandre. Attaché au N° précédent.

Original, sur parchemin, signé: *Vaernewyck*.

MCCCCXIII.

1508 (1509 n. s.). — Donné à Bloys, le vingt-deuxième jour de Janvier, l'an de grace mil cinq cens et huit.

Lettres de Louis, roi de France, au parlement de Paris. — Il l'informe qu'il a prolongé d'un mois le délai fixé pour l'arrangement ou le jugement définitif du débat entre Ypres et Neuve-Eglise au sujet de la draperie (voir le N° MCCCXCV). Le terme fixé au 1^{er} Février pour l'arrangement à l'amiable, sera reculé au 1^{er} Mars. — Au cas où cet arrangement ne peut se faire, l'affaire sera portée devant le parlement de Paris, qui décidera en dernier ressort, et l'époque fixée au 1^{er} Mai, pour cette décision, sera reculée jusqu'au premier Juin prochain.

Sur le pli se trouve: *Par le roy, maistre Claude de Seyssel, conseiller et maistre des requestes ordinaires et autres présents.* (Signé) *De Fauray*.

Original, grand sceau du roi, avec contre-scel en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

MCCCCXIV.

1508 (1509 n. s.). — Donné à Bloys, le xxii^e jour de Janvier l'an de grace mil cinq cens et huit.

Lettres par lesquelles Louis, roi de France, ordonne au premier huissier ou sergent-d'armes du parlement

rendre quelques jours après à Théroouanne, où devait se réunir tout le clergé du diocèse. — Arrivé en cette ville, il y a trouvé réunis l'évêque, l'official, les doyens et la plupart des curés du *Westquartier*, auxquels il communiqua ledit arrêt du parlement. — Tous promirent de s'y conformer. — Il se rendit successivement à Furnes, à Nieuport, à Warneton, où il s'acquitta partout de sa mission, sans rencontrer d'opposition. (Attaché au N° MCCCCVI).

Original, sur parchemin, signé: *Lo Clement*
et muni d'un petit sceau en cire rouge,
pendant à une bande de parchemin.

MCCCCXII.

1508. — Le xxvi^e jour de Septembre l'an mil cinq cens et huit.

Lettres par lesquelles le conseil de Flandre autorise Jean Le Clément, sergent-royal du baillage de Tournai, à faire mettre à exécution l'arrêt du parlement de Paris du 10 Janvier dernier (N° MCCCCVI), sous condition qu'il se fasse assister d'un huissier dudit conseil de Flandre.

Attaché au N° précédent.

Original, sur parchemin, signé: *Vaornewyck*.

MCCCCXIII.

1508 (1509 n. s.). — Donné à Bloys, le vingt-deuxième jour de Janvier, l'an de grace mil cinq cens et huit.

Lettres de Louis, roi de France, au parlement de Paris. — Il l'informe qu'il a prolongé d'un mois le délai fixé pour l'arrangement ou le jugement définitif du débat entre Ypres et Neuve-Eglise au sujet de la draperie (voir le N° MCCCXCV). Le terme fixé au 1^{er} Février pour l'arrangement à l'amiable, sera reculé au 1^{er} Mars. — Au cas où cet arrangement ne peut se faire, l'affaire sera portée devant le parlement de Paris, qui décidera en dernier ressort, et l'époque fixée au 1^{er} Mai, pour cette décision, sera reculée jusqu'au premier Juin prochain.

Sur le pli se trouve: *Par le roy, maistre Claude de Seyssel, conseiller et maistre des requestes ordinaires et autres présents.* (Signé) *De Fauray*.

Original, grand sceau du roi, avec contre-scel en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

MCCCCXIV.

1508 (1509 n. s.). — Donné à Bloys, le xxii^e jour de Janvier l'an de grace mil cinq cens et huit.

Lettres par lesquelles Louis, roi de France, ordonne au premier huissier ou sergent-d'armes du parlement

de Paris, de faire notifier aux échevins de la ville d'Ypres, ainsi qu'à leur partie adverse, la décision royale mentionnée au N° précédent.

Sur le pli se trouve la même inscription qu'au N° précédent.

Original, grand sceau du roi, avec contre-scel en cire jaune, pendant à une bande de parchemin.

MCCCCXV.

1509. — Anno Domini millesimo quingentesimo nono, mensis Julii die ultima.

Lettres par lesquelles, en l'absence de l'évêque, cardinal de Luxembourg, les vicaires-généraux de la Morinie informent les doyens et curés du diocèse, qu'à la demande des magistrats d'Ypres, ils ont remis au quatre Août les vigiles de la fête de St-Laurent, qui cette année tombe le neuf du même mois. — Ils prennent cette disposition parceque ce jour de vigile arrive cette année pendant la fête d'Ypres, appelée *Thuindag*, fête fréquentée par un nombre considérable d'étrangers.

Original, traces de sceau en cire rouge, pendant à une bande de parchemin et signée: *Corn: Willaert, vice-secr.*

MCCCCXVI.

1510. — Ghegheven te Ghend, den xxiii^e van April int jaer duust vyf hondert ende tiene naer Paesschen.

Arrêt du conseil de Flandre, prescrivant à tout huissier qui en sera requis par les échevins d'Ypres, de défendre aux échevins de la châtellenie d'Ypres, de continuer à procéder dans l'affaire de Pierre Van Becelaere et de ses enfants, ajournés par lesdits échevins de la châtellenie pour port d'armes illégal. — Ce Pierre Van Becelaere étant bourgeois d'Ypres, ne peut, d'après les privilèges de cette ville, être traduit que devant ses juges naturels, les échevins d'Ypres.

Original, sur parchemin, signé *Vaerneuyck*.
Traces de sceau en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MCCCCXVII.

1510. — Datum Parisiis in parlamento nostro, decima quarta die Augusti, anno Domini millesimo quingentesimo decimo.

Arrêt du parlement de Paris, confirmant la sentence prononcée par le conseil de Flandre, au sujet du débat entre les poissonniers de Nieuport et ceux d'Ypres (voir

N° MCCCCVIII), dont les premiers avaient appelé, et condamnant ceux de Nieuport à l'amende de fol appel et aux frais.

Copie sur papier, écriture de l'époque, signée :
De Corte.

MCCCCXVIII.

1810. — Acta fuerant haec in ecclesia cathedrali Morinensi, anno Domini millesimo quingentesimo decimo, indictione decima quarta, die vero decima mensis Decembris.

Protestation des vicaires de l'évêché de Terouanne, contre les menaces d'excommunication que leur fait Corneille Nicolas Liebaert, doyen de l'église collégiale de St-Martin de Middelbourg, de l'évêché d'Utrecht, parcequ'ils refusaient de mettre en liberté un nommé Pierre Gallis, prêtre, curé d'une portion de Bailleul, détenu dans les prisons de l'évêque, pour ses nombreux méfaits et pour sa conduite scandaleuse. — Ce Pierre Gallis, d'après la déclaration des vicaires, *multa commisit furta, abduxit mulieres nuptas et eas seduxit, cum quibus adulterium commisit, signaliter cum uxore Jacobi Martin, quam per patriam in vesti virile per diversa loca videlicet Ypris, Brugis, Insulis et Parisiis duxerat, cum ea in tali veste commiscendo et carnaliter cognoscendo; bonaque mobilia, ut puta, precipue pecuniae numeratae magnam habundantiam ipsius Martini rapuit; multasque deceptiones, abusus, et fraudes cum pluribus probis viris mercatoribus in dicta nostra diœcesi fecit, ac plura alia facinora et*

delicta perpetravit et commisit, de quibus per propriam confessionem convictus extitit.

Pour ces motifs, et considérant que ledit Pierre Gallis est leur justiciable, comme prêtre de leur diocèse, les vicaires de la Morinie, en l'absence de leur évêque, protestent en leur nom et au nom de tout leur clergé, contre les menaces susdites d'excommunication.

Donné sous instrument notarié, par Toussaint de Selles, prêtre et notaire apostolique de la Morinie.

Copie de l'époque, sur papier, certifiée et signée par *Wautier Domeniet*, prêtre et notaire apostolique.

MCCCCXIX.

1811. — Donné en nostre ville de Bois-le-duc, le xiii^e jour de Septembre l'an de grace mil cinq cens et onze.

Lettres par lesquelles Maximilien, empereur, et Charles, archiduc d'Autriche, prince d'Espagne etc., à la demande de M^{re} Jehan Wouters, conseiller à la chambre des comptes de Lille, accorde aux habitants de Dickebusch l'autorisation d'établir dans cette paroisse une société ou confrérie d'archers sous l'invocation de St-Sébastien. — La confrérie pourra se composer de soixante membres, gens paisibles et de bonne fame et renommée. — Tous les ans ils pourront élire entre eux connétables, proviseurs et gouverneurs comme bon leur semblera. — Ils pourront statuer sur les parures, robes, paletots ou cha-

perons qu'ils voudront adopter ; sur le jour à fixer pour le tir de l'*oyselet*, auquel est attaché la dignité de roi pour l'année suivante etc., et enfin faire tels statuts, réglemens et ordonnances qu'ils jugeront convenables, sauf à les soumettre à l'approbation du conseil de Flandre, ou du bailli d'Ypres. — Ils pourront porter leurs arcs, troupes et autres armures accoutumées, quand ils se rendront aux franchises foires, ou aux tirs à l'oiseau, comme le font les autres confréries du pays de Flandre. — Tous les compagnons de ladite confrérie, et chacun d'eux en particulier, seront tenus de servir le prince, chaque fois qu'il lui plaira de les mander, en ses voyages, guerres, armées et ailleurs où il les voudra employer, en les payant raisonnablement.

Donné sous le *vidimus* des échevins de la châtellenie d'Ypres, le 26 Juillet 1590 (1).

Vidimus original, traces de sceau en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Imprimé dans les *Annales de la Société d'Émulation de la Flandre*, tome ix, page 258.

(1) Cette chartre a été donnée aux archives d'Ypres, par M. l'avocat Raepsaet, d'Audenarde, actuellement juge-de-peace à Lokeren, Flandre-Orientale.

MCCCCXX.

1511. — Donné en la ville de Bréda, le xxiii^e jour de Novembre l'an de grace mil cinq cens et onze.

Lettres par lesquelles Maximilien, empereur, et Charles, archiduc d'Autriche, prince d'Espagne etc., accorde aux échevins de la ville d'Ypres une remise des deux tiers de leur quote-part dans l'aide de soixante-quatre mille livres de gros, monnaie de Flandre, du prix de quarante gros, que leur ont accordée les états de Flandre, pour l'expédition de la Gueldre (voyez le N^o MCCCXLI).

Copie sur papier, écriture de l'époque, collationnée et signée *Steelant*.

MCCCCXXI.

1511. — Ghegheven te Brugghe, den xi^e dach van December int jaer duust vyfhondert ellevenc.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville de Bruges informent ceux d'Ypres, qu'ils ont reçu de l'empereur et du prince l'autorisation d'ouvrir une franche foire, qui durera quinze jours entiers, et qui commencera le 19 Janvier prochain venant. — Tous les marchands qui voudront s'y rendre jouiront du droit de

sauf-conduit pour eux et pour leurs marchandises, à dater du quatorzième jour avant l'ouverture de ladite foire, jusqu'au quatorzième après la fermeture. — Sont exceptés les bannis, les fugitifs, et les ennemis déclarés du prince.

Original, sur parchemin, sceau perdu.

MCCCCXXII.

1512. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le v^e jour de May, l'an de grace mil cinq cens et douze.

Lettres par lesquelles Maximilien, empereur, et Charles, archiduc d'Autriche et prince d'Espagne, accordent aux échevins d'Ypres, des lettres de sauf-conduit pour tous les marchands se rendant à la franche foire d'Ypres, qui aura lieu le lendemain de l'Ascension prochain venant. Ce sauf-conduit sortira son effet depuis le quatorzième jour avant l'ouverture de ladite franche foire, jusqu'au quatorzième jour après la fermeture. — Sont exceptés les bannis, les fugitifs, les ennemis déclarés de l'empereur et du prince, et ceux qui se sont engagés personnellement en corps et en biens envers ces princes aux franchises foires de Châlons.

Ce document est revêtu de la signature de Marguerite d'Autriche: *Pro Imp^{rem} Marga^{ta}*.

Original, grand sceau en cire rouge, avec contrescel, pendant à double queue de parchemin.

MCCCCXXIII.

1512. — T'Antwerpen, int jaer ons Heeren als men schreeff duysent vyf hondert ende twelwe, opten zestiensten dach ter maent van Meye.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville d'Anvers informent ceux d'Ypres qu'ils ont reçu de l'empereur et du prince Charles l'autorisation d'ouvrir une franche foire qui commencera à la date des présentes lettres et qui durera un mois. Tous les marchands qui s'y rendront jouiront, pour eux et pour leurs marchandises, du droit de sauf-conduit, allant, séjournant et retournant. Sont exceptés les bannis, les fugitifs et les ennemis déclarés des princes; les rebelles de la Gueldre; ceux de Lubec et leurs adhérents; ceux d'Hambourg et leurs partisans, jusqu'au moment qu'ils auront remboursé les dommages qu'ils ont causés récemment, avec leurs vaisseaux de guerre, aux sujets et au territoire du prince; enfin ceux qui ont été condamnés, par les échevins d'Anvers, à des pèlerinages et qui n'ont pas encore apporté les lettres d'attestation d'y avoir satisfait.

Original, le sceau qui pendait à une bande de parchemin est brisé.

MCCCCXXIV.

1512. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le viii^e jour de Juing
l'an de grace mil cinq cens et douze.

Nouvelles lettres de sursis, accordées par l'empereur et
par le prince Charles d'Espagne, pour le paiement des
rentes arriérées. Ces lettres seront valables pour un
an, à dater du présent jour. Mêmes prescriptions qu'aux
lettres précédentes (voir le N^o MCCCCLV).

Original, grand sceau en cire rouge, avec
contrescel, pendant à double queue de
parchemin.

MCCCCXXV.

1512. — Ghegheven te Ghend, den zesden dach van Hoymaendt
int jaer duust vyf hondert ende twaelve.

Sentence du conseil de Flandre, au sujet d'un débat
surgi entre les échevins de Gand et ceux d'Ypres. — Un
nommé Laurent Van Ympe, bourgeois d'Ypres, mais
habitant la ville de Gand, vint à y décéder. — Les éche-
vins de cette ville prétendaient connaître de sa succession,
attendu qu'il était mort à Gand. — Les échevins d'Ypres,
de leur côté, prétendirent que, en vertu de leurs privilèges,
nul ne pouvait connaître de la succession d'un bourgeois

d'Ypres, si ce n'est les échevins de cette ville. — Le
conseil de Flandre maintient le droit de ceux d'Ypres,
déboute les échevins de Gand de leurs prétentions, et les
condamne aux frais.

Original, sceau en cire rouge, pendant à
double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, f^o 289 v^o.

MCCCCXXVI.

1512. — Den derden dach van Aougst int jaer vychtien hondert
ende twaelve.

Acte par lequel Renaud de Breederode, seigneur de
Hemsroode, Ledeghem etc., vend à André de Waele
la seigneurie de Rolleghehem, située en partie dedans et
en partie dehors la ville d'Ypres. — Ledit André de
Waele cède, séance tenante, ladite seigneurie de Rolle-
ghem à la ville d'Ypres, et la vente, ainsi que la cession,
est approuvée par le seigneur de Clyte et par celui de
Pompepers, dont la seigneurie de Rolleghehem relève.

Cet acte curieux contient toutes les formalités et tout
le cérémonial exigés à cette époque pour la vente et la
cession d'un fief.

Original, muni de sept petits sceaux, pendant
à doubles queues de parchemin, dont quatre
en cire rouge et trois en cire brune; trois
sont entièrement brisés.

MCCCCXXVII.

1512. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le xvij^e jour d'Aoust l'an de grace mil cinq cens et douze.

Lettres par lesquelles l'empereur Maximilien, en son nom et au nom du prince Charles d'Espagne, à la requête des échevins d'Ypres, décident que les seize poissonniers dont il vient d'augmenter cette corporation, devront être choisis parmi les personnes capables et bien famées; ils seront obligés de faire le métier par eux-mêmes et non par personnes interposées, et devront jurer de se conformer strictement et loyalement à toutes les ordonnances des échevins concernant la vente du poisson. — Les chasse-marées qui apporteront du poisson frais en ville, devront en laisser *minquer* une moitié, et pourront vendre l'autre moitié eux-mêmes comme le font les autres poissonniers.

Original, grand sceau en cire rouge, avec contrescel, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f^o 270 r^o.

MCCCCXXVIII.

1512. — Donné en nostre ville d'Anvers, le xviii^e jour de Septembre l'an de grace mil cinq cens et douze.

Lettres par lesquelles l'empereur Maximilien, en son nom et au nom du prince Charles d'Espagne, archiduc

d'Autriche etc., charge M. Jean Wouters et Jean Hellin, conseillers au conseil de Flandre, de prendre toutes les informations nécessaires concernant les difficultés surgies entre les échevins d'Ypres, d'une part, et les francs poissonniers de la même ville, d'autre part, à cause de l'octroi accordé aux premiers et mentionné au N^o précédent. — Ils tâcheront d'amener les deux parties à un accord amiable; s'ils ne peuvent y parvenir, ils dresseront un rapport détaillé des prétentions réciproques, et après l'avoir soumis à l'avis du conseil de Flandre, ils le feront parvenir à l'empereur, afin qu'il prenne à cet égard une décision définitive.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCCCXXIX.

1512. — Den vierden dach van October anno vichtienhondert ende twaelve.

Accord fait devant les commissaires impériaux mentionnés au N^o précédent, par les échevins d'Ypres, d'une part, et les francs poissonniers de la même ville, d'autre part. 1^o Les poissonniers augmenteront leur corporation de seize nouveaux francs poissonniers, qui devront être approuvés par le bailli d'Ypres et par le gouverneur de la corporation; après leur nomination ils feront, en présence des échevins, le serment de se conformer loyalement à toutes les ordonnances, statuts etc., établis et à établir par les échevins, ainsi qu'à tous les points mentionnés au présent accord. — 2^o Les francs poissonniers exerceront leur métier en personne, et se trouveront à leur étal, sous peine d'une amende de dix livres parisis, s'ils

ne justifient pas suffisamment le motif de leur absence; après l'âge de soixante ans, ils pourront se faire remplacer à leur étal par un membre de leur famille. Ils devront approvisionner le marché, mais pourront envoyer eux-mêmes un de leurs domestiques à la mer pour y chercher le poisson. — Les francs poissonniers ne pourront faire des réunions que du consentement et en présence de leur chef-homme; de même, l'audition de leurs comptes ne pourra avoir lieu qu'en présence dudit chef-homme, sous peine de correction des échevins. — 3° Les échevins nommeront neuf *égards* ou experts du poisson, dont trois appartiendront à la corporation, et les six autres seront pris parmi les bourgeois d'Ypres non poissonniers. — Ces *égards* examineront tout poisson présenté à la vente; prononceront des amendes d'après les statuts et en rendront compte aux magistrats tous les mercredis; quant aux amendes appliquées aux marchands étrangers à la ville, il en sera rendu compte le jour même. — 4° Si les experts trouvent que, par la négligence des poissonniers, le marché n'est pas suffisamment pourvu, tandis que les marchands étrangers sont avec leur poisson à proximité de la ville, les échevins pourront forcer les poissonniers à aller chercher le poisson au moyen de chevaux ou de charettes. — 5° Comme les poissonniers se sont engagés à fournir suffisamment le marché, les échevins tiendront en suspens l'exécution du privilège que l'empereur leur a accordé (N° MCCCCXXVII), concernant les marchands de poisson étrangers.

Original, sur parchemin, revêtu des signatures des commissaires *Jean Wouters* et *Jean Helin*, et muni de leurs sceaux en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 271 v°.

MCCCCXXX.

1512. — Donné en nostre ville de Malines, le xj^e jour de Décembre l'an de grace mil cinq cens et douze.

Lettres par lesquelles l'empereur Maximilien, en son nom et au nom du prince Charles, archiduc d'Autriche, proroge de trois jours la franche foire d'hiver d'Ypres. Cette foire durera donc six jours au lieu de trois, mais seulement pour cette année: les marchands jouiront, quatorze jours avant et quatorze jours après cette foire, des lettres de sauf-conduit ordinaire, avec les exceptions mentionnées au N° MCCCCXXI.

Original, sur parchemin, sceau perdu.

MCCCCXXXI.

1512 (1513 n. s.). — Ypre den ellevensten dach van Sporkete, int jaer vichtien hondert ende twaelve.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville d'Ypres nomment comme leur procureur-général et avocat spécial, le nommé Jacques Leupe et l'autorisent à plaider, arranger, appointer etc. toutes les causes de la ville, devant tous les tribunaux et juridictions où elles pourraient être appelées. Cette nomination sera valable jusqu'à révocation.

Original, scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MCCCCXXXII.

1512 (1513 n. s.) — Dit was ghedaen int jaer duust vyf hondert ende twaelve den vierden dach van Maerte.

Lettres par lesquelles le bailli et les échevins de la châtellenie d'Ypres, après enquête faite, déclarent et certifient que le chemin conduisant du troisième *overdragt* au chemin de Boesinghe, appartient à la ville d'Ypres, et qu'il est libre à toute personne, se rendant audit *overdragt*, d'y passer à pied, à cheval et avec des chariots ou voitures. — Ils défendent à qui que ce soit d'en empêcher le libre passage, sous peine d'amende de soixante livres.

Original, muni des sceaux du bailli et des six échevins, le premier en cire rouge, les autres en cire verte, tous pendant à double queue de parchemin.

MCCCCXXXIII.

1513. — Le xv^e jour de Juing mil cinq cens et treize.

Lettres par lesquelles Jacques de Luxembourg, seigneur de Fiennes, lieutenant, gouverneur et capitaine-général de Flandre, promet, aux députés de la ville d'Ypres, que dans les cent vingt mille écus de quarante-huit gros,

pièce, que les états de Flandre viennent d'accorder au prince, la ville d'Ypres sera quitte en payant seulement le tiers de sa quote-part; savoir, la première moitié de ce tiers à la St-Jean prochain, et l'autre moitié à la St-Jean de l'an 1514.

Original, sur parchemin, revêtu de la signature de Jacques de Luxembourg.

MCCCCXXXIV.

1513. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le xx^e jour de Juillet l'an de grace mil cinq cens et treize.

Lettres par lesquelles l'empereur Maximilien, en son nom et au nom du prince Charles d'Espagne, archiduc d'Autriche etc., sur la plainte des francs-bouchers de la ville d'Ypres, défend aux échevins de cette ville, sous peine de fortes amendes, de permettre à des bouchers non francs, ou à d'autres quelconques personnes de vendre de la viande hors du local des boucheries et ordonne de mettre à néant toutes les Keures ou ordonnances qui ont été faites à cet égard. — Il ordonne à tout huissier, ou à tout sergent-d'armes à ce requis, de faire exécuter strictement ladite défense et, en cas d'opposition, refus ou délai, d'ajourner les opposants devant le conseil de Flandre.

Copie sur papier, écriture du xv^e siècle.

MCCCCXXXV.

1513. — Faict et prononcée en la salle de Lille, le Joeudy dix-huitiesme jour d'Aoust mil cinq cens et treize.

Ordonnance d'Allard de la Porte, conseiller de l'empereur, lieutenant du gouverneur du souverain bailliage de Lille, Douai et Orchies, prescrivant, après plusieurs essais, les ingrédients que les brasseurs de Lille seront tenus de mettre dans leurs cuves et la quantité de cervoise qu'ils pourront en tirer. — Pour un brassin devant fournir quarante-cinq tonneaux de cervoise blanche, chaque tonneau contenant de quarante-huit à cinquante-deux lots, ils emploieront sept rasières et demie de blé à trois gros *près de verd* (?); dix rasières et demie de scourion; quinze rasières d'avoine; vingt à vingt-cinq livres de houblon, et cent quarante *faceaulx* de dur bois pour *tourciller* et brasser chascun brassin. La cervoise provenant de ce mélange devra être de bonne qualité et être approuvée par les *esgards* ou experts, sous peine des amendes fixées par les anciens statuts. — Ces cervoises seront augmentées en prix, d'un denier par lot, quand les trois grains qui entrent dans le mélange auront renchéri pendant trois jours de marché de suite, à Lille; de quinze gros sur les trois rasières, et atteindront le prix de quarante-neuf gros et au-dessus.

Copie de l'époque, sur papier, collationnée et signée: *Defortrie*.

MCCCCXXXVI.

1513 (1514 n. s.) — Ghegheven te Ghendt, den xiiij^{en} dach van Sporckele int jaer duust vyf hondert ende derthiene.

Sentence du conseil de Flandre, portant que la succession d'un bourgeois d'Ypres, demeurant hors du pays de Flandre et y décédé, doit se partager non pas selon la loi de la ville d'Ypres, mais selon la loi de la localité où il est décédé.

Original, sceau du conseil de Flandre, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, f° 351 r°.

MCCCCXXXVII.

1513 (1514 n. s.) — Anno Domini millesimo quingentesimo tercio decimo, die vicesima tertia mensis februarii.

Protestation des échevins d'Ypres, portant que, notwithstanding les promesses et l'engagement formel des poissonniers de la ville, de bien approvisionner le marché de poisson de mer, ils négligent complètement de le faire, tandis que, dans les autres villes plus éloignées de la mer, telles que Lille, Arras etc., les marchés sont abondam-

ment pourvus. Ils somment donc les poissonniers de s'acquitter de leurs promesses, à défaut de quoi ils mettront en vigueur le privilège accordé par l'empereur (voyez N° MCCCCXXVII), et tenu en suspens jusqu'à ce jour. (Voir le N° MCCCCXXIX).

Fait sous instrument notarié par Walter Domeniet, notaire apostolique du diocèse de Terouanne.

Instrument original sur parchemin, revêtu de la signature et du parafe de *Walter Domeniet*.

MCCCCXXXVIII.

1513 (1514 n. s.). — Ghegheven te Ghend, den vi^{en} dach van April int jaer duust vyf hondert ende dertiene, voor Paesschen.

Accord fait entre les échevins d'Ypres, d'une part, et les francs bouchers de la même ville, d'autre part, au sujet de difficultés surgies entre eux et pour lesquelles les deux parties étaient en procès devant le conseil de Flandre. Ils conviennent de ce qui suit : 1° Les francs bouchers reconnaissent que jusqu'ici, ils ont été soumis aux keures et ordonnances qui leur ont été accordées par les échevins, et promettent de se soumettre dans la suite, non seulement aux ordonnances existantes, mais encore à toutes celles que les échevins publieront dans l'intérêt de la ville. — 2° Ils seront autorisés à augmenter leur nombre de trois bouchers francs, outre les six nouveaux qui ont été nommés dernièrement. Tous leurs enfants mâles, légitimes ou bâtards pourront exercer ledit metier de boucher. — 3° Si par suite de guerre,

d'épidémie, ou toute autre cause, la corporation des francs bouchers fut réduite, au point que les survivants ne pussent pas convenablement approvisionner la boucherie, les échevins pourront alors nommer de nouveaux bouchers francs en tel nombre qu'ils le jugeront nécessaire. — 4° Les échevins voulant reconnaître la bonne volonté des bouchers, déclarent suspendre leur ordonnance d'après laquelle il était permis, à chacun, de vendre le samedi en ville toute espèce de viande. Ils se réservent le droit de remettre cette ordonnance en vigueur, si les bouchers négligeaient d'approvisionner convenablement la boucherie. — 5° Les bouchers acceptent ce dernier point, sous condition que, avant de remettre la susdite ordonnance en vigueur, les échevins devront d'abord informer lesdits bouchers, des plaintes qu'ils croient avoir à faire contre eux.

Cet accord est approuvé par le conseil de Flandre, qui le rend exécutoire et obligatoire pour les deux parties.

Original, sur parchemin, sceau du conseil de Flandre, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MCCCCXXXIX.

1513 (1514 n. s.) — Anno Domini millesimo quingentesimo decimo tercio, die vero duodecimo mensis Aprilis.

Instrument notarié dressé par Walter Domeniet, notaire apostolique du diocèse de la Morinie, portant

qu'à la date des présentes lettres, les échevins de la ville d'Ypres ont appelé dans la chambre échevinale Catherine Dieryek, supérieure du couvent des sœurs cellites ou sœurs noires, et lui ont déclaré, que, vu que récemment, lorsque la peste sévissait à Ypres, ladite supérieure avait refusé d'envoyer les sœurs du couvent pour soigner les malades, ils s'opposeront de leur côté à la publication des indulgences que le Pape vient d'accorder aux bienfaiteurs des couvents des frères et des sœurs cellites, attendu que Sa Sainteté déclare n'accorder ces indulgences que parceque ces frères et ces sœurs cellites s'occupent particulièrement du soin des malades et des infirmes, aussi bien des pauvres que des riches, ainsi que de ceux atteints de maladie pestilentielle. — Cependant, avant de défendre la publication des dites indulgences, lesdits échevins désirent connaître l'intention de ladite supérieure, pour le temps à venir. — Celle-ci après avoir délibéré, déclare aux échevins qu'elle s'engage pour elle et pour ses successeurs, à envoyer les sœurs de son couvent, chaque fois qu'elle en sera requise, pour soigner les malades pauvres ou riches, atteints de maladie ordinaire ou de maladie contagieuse et pestilentielle.

*Wittenboek, f° 276 v°.
Geluwenboek, f° 63 r°.*

MCCCCXL.

1514. — Donné en nostre ville de Malines, le xxviii^e jour d'Apvril l'an de grace mil cinq cens et quatorze.

Lettres par lesquelles l'empereur Maximilien, en son nom et au nom du prince Charles, archiduc d'Autriche, approuve et confirme en tous ses points l'accord fait entre les échevins d'Ypres, d'une part, et les francs bouchers de la même ville, d'autre part, et analysé au N° MCCCCXXXVIII. Le texte dudit accord se trouve transcrit dans l'approbation impériale.

Original, grand sceau de l'empereur, avec contrescel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MCCCCXLI.

1514. — Ghegheven te Ghend, den xiii^e dach van Wedemaent int jaer duust vyf hondert ende veertiene.

Sentence du conseil de Flandre, au sujet d'un différend surgi entre les échevins d'Ypres, d'une part, et les prévôt et couvent de St-Martin, d'autre part. Ledit prévôt contestait aux échevins d'Ypres le droit de faire peser le pain et de jauger les mesures sur le territoire

qu'on appelait *la seigneurie de St-Martin*, c'est-à-dire sur le terrain qui s'étendait depuis l'église de St-Martin jusqu'à l'Yperlée. Il y avait mis opposition par la personne d'une nommée Colinette, servante du cabaret portant pour enseigne *Furnes*, situé sur ledit territoire de St-Martin, qui avait refusé aux experts de la ville, de laisser peser le pain et de laisser jauger les mesures. — Sur la plainte des échevins d'Ypres, le conseil de Flandre, après avoir ouï les deux parties, maintient lesdits échevins dans leur droit, défend audit prévôt de mettre dorénavant obstacle à cette opération, le condamne à quarante escalins parisis d'indemnité envers lesdits échevins, à l'amende de trois livres parisis au profit du prince, et aux frais du procès.

Original, sceau du conseil de Flandre, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, fo 52 r°.

MCCCCXLII.

1514. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le xxiii^e jour de Juliet l'an de grace mil cinq cens et quatorze.

Lettres par lesquelles l'empereur Maximilien, en son nom et au nom du prince Charles, archiduc d'Autriche, accepte la démission des fonctions de receveur de l'extraordinaire en Flandre, donnée par le titulaire Louis

van Steelandt, et, à la demande de celui-ci, accorde cet office à Gérard Stragiers. Voici quels étaient les principaux articles de cette recette: l'avoir et succession des bâtards et bâtarde, et autres étrangers morts en Flandre sans hoirs légitimes. — Confiscation des biens des homicides et autres cas criminels qui entraînent la confiscation. — Deux livres de gros imposées aux Genevois (Genois) pour chaque *caraque* entrant dans le port de l'Écluse. — Semblable imposition faite ou à faire pour toute autre *caraque*, *kalque* et vaisseau entrant audit port. — De la confiscation du billon d'or et d'argent monnayé défendu. — Imposition sur les draps d'Angleterre. — De ceux qui se tuent et *précipitent la vie par desespoir*. — De ceux qui sont trouvés coupables du péché contre nature que l'on appelle sodomie, d'hérésie, d'enforcement de femmes. — De ceux qui commettent crime de lèse-majesté, ou de *monopole*. — De ceux qui auront porté ou fait porter à l'étranger les monnaies du pays, et généralement de toute espèce de confiscation. Il ne pourra poursuivre les retardataires et récalcitrants que devant le conseil de Flandre ou devant le grand-conseil de Malines.

Les recettes faites par le receveur de l'extraordinaire doivent être versées tous les ans dans l'épargne du prince. La vérification de sa comptabilité aura lieu tous les ans, par la cour des comptes de Lille. — Il aura pour gages ou pour honoraires le cinquième denier des recettes, et jouira en outre des mêmes droits, honneurs, prérogatives, libertés, franchises et émoluments que ses prédécesseurs.

Copie sur papier, écriture de l'époque, collationnée et signée: *Kindt*.

MCCCCXLIII.

1514. — Ghegheven te Ghend, den ix^e dach van September int jaer duust vyf hondert ende veertiene.

Décision du conseil de Flandre, confirmant le privilège des Yprois, d'après lequel tout bourgeois d'Ypres est exempt de toute imposition pour les propriétés situés hors de l'échevinage d'Ypres, dans toute la Flandre, lorsqu'il les habite et les exploite lui-même, et pourvu toutefois qu'il contribue dans les charges et les impositions de ladite ville d'Ypres. Le conseil défend aux *pointers* de Rheninghe dans le Furn-ambacht, d'imposer lesdits bourgeois d'Ypres, lorsqu'ils se trouvent dans les conditions ci-dessus.

Original, sceau du conseil de Flandre, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MCCCCXLIV.

1514. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le dernier jour de Septembre l'an quinze cens quinze.

Lettres par lesquelles l'empereur Maximilien, en son nom et au nom du prince Charles, archiduc d'Autriche,

exempte les échevins d'Ypres des cinq sixièmes de leur quote-part, dans l'aide de cent mille écus du prix de quarante huit gros, que les états de Flandre viennent d'accorder au prince. — Ceux d'Ypres seront quittes en payant un sixième entre les mains du receveur-général de Flandre, Lievin de Pottelsberghe.

Copie sur papier, écriture de l'époque; collationnée et signée Boullin.

MCCCCXLV.

1514. — Ghegheven in onse stede van Brussel, den derden dach van October int jaer ons Heeren duust vyf hondert ende veertiene.

Ordonnance de l'empereur Maximilien, en son nom et au nom du prince Charles, archiduc d'Autriche, portant que, pour les impositions qui se font, en dehors du *transport de Flandre*, tout habitant sera imposé dans le lieu qu'il habite réellement, et d'après l'importance de ses ressources dans ces lieux; qu'en outre ceux qui possèdent des exploitations agricoles ou autres dans d'autres villages que celui de leur résidence, seront également imposés en ces lieux d'après l'importance de ces exploitations. Cette ordonnance abroge toutes les dispositions, ordonnances, sentences etc., contraires à celles-ci, ainsi que les dispositions du transport de Flandre qui y sont opposées; tous les autres points du transport susdit resteront en pleine vigueur.

Cette mesure est prise pour empêcher les abus qui se commettent journellement, en ce que plusieurs habitants des villes, dont les fortunes sont assez importantes, vont s'établir dans les villages, y occupent des exploitations rurales considérables, pour lesquelles ils prétendent ne pas devoir contribuer dans les impositions dudit village, à tel point que les habitants de ces lieux ont à supporter à eux seuls tout l'impôt fixé par le transport de Flandre. (Voir les N° MCCCXCVIII et MCCCCXLIH).

Copie sur papier, écriture de l'époque, collationnée et signée *Cupere*.

MCCCCXLVI.

1514. — Aujourd'hui xij de Decembre l'an xv^e quatorze.

Acte de modération accordé par la gouvernante Marguerite d'Autriche, concernant l'exécution de l'ordonnance de Maximilien, mentionnée au N° précédent. — Sur les réclamations des échevins de Bruges et d'Ypres, prétendant que la susdite ordonnance est en plusieurs points contraire à leurs privilèges, la gouvernante déclare que ladite ordonnance sera exécutoire sauf les privilèges de ceux de Bruges et d'Ypres, et sans porter aucun préjudice, ni à ces privilèges, ni aux sentences prononcées à cet égard, ni aux conventions et transactions passées.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque, signée *Haneton*.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 277 r°.
 • • • *Zwartenboek*, f° 95 r°.

MCCCCXLVII.

1514. — Sans date, en français.

Cahier contenant: 1° les réclamations des échevins de Bruges et d'Ypres, au sujet de l'ordonnance de Maximilien, analysée au N° MCCCCXLV. 2° L'avis du conseil de Flandre sur cette réclamation. 3° L'acte de modération accordé par le gouvernement et mentionné au N° précédent.

Cahier composé de huit feuillets de papier, écriture de l'époque.

MCCCCXLVIII.

1514. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le xvj^e jour Decembre l'an xv^e xiiij.

Ordonance de l'empereur Maximilien prescrivant que, contrairement à son ordonnance du 17 Octobre dernier, qui défend aux magistrats de retirer des mains du souverain bailli de Flandre, ou de ses officiers, les délinquants qu'ils auront arrêtés (voyez *Eersten Placcaertboek van Vlaenderen*, pag. 251), au contraire, ces officiers doivent remettre entre les mains des magistrats, lorsqu'ils en seront requis, les prisonniers appartenant à la juridiction de ceux-ci, qui devront rembourser au souverain-bailli

susdit, ou à ses officiers, les frais et dépenses occasionnés par l'arrestation de ces délinquants.

Donné sous le *Vidimus* du conseil de Flandre, qui ordonne de faire publier cette ordonnance aux lieux habituels. 9 Janvier 1514 (1515 n. s.).

Copie sur papier, écriture de l'époque.

Imprimé dans le *Placcaert-boek van Vlaenderen*, tome 1^r, pag. 255.

MCCCCLIX.

1514 (1515 n. s.). — Datum Morinis, anno Domini millesimo quingentesimo decimo quarto, mensis Februarii die decima octava.

Lettres par lesquelles les vicaires-généraux de la Morinie, en l'absence de l'évêque, à la demande des magistrats d'Ypres, et vu la disette de poisson, accordent aux habitants de la ville d'Ypres et de l'échevinage l'autorisation de se servir d'œufs, de fromage et de laitages pendant le carême prochain, jusqu'au dimanche de Rameaux. Même autorisation pour les quatre-temps et les jours de vigile.

Original, sur parchemin, revêtu de la signature de *Corn. Willaert*, vice-secrétaire, traces de signet rouge, appliqué sur le parchemin.

MCCCCL.

1514 (1515 n. s.). — Smaendaechs in d'Ypermaeret den vierden dach van Maerte int jaer vichtien hondert ende veertiene.

Déclaration des échevins d'Ypres, portant qu'à la date de la présente sont comparus devant eux, les gouverneurs de la corporation des poissonniers, accusant plusieurs poissonniers de Nieuport d'avoir présenté à la *minque* un certain nombre de paniers de poissons, qui avaient séjourné en ville depuis la veille (ce qui est contraire aux Keures des poissonniers), et demandant qu'on leur appliquât l'amende de deux escalins parisis par panier. — Que les défenseurs alléguèrent pour excuse que ce poisson n'était pas destiné au marché d'Ypres, mais devait être porté à Lille, et que c'est sur l'ordre exprès des experts du marché au poisson, que les paniers en question ont été présentés à la *minque*, vu que le marché se trouvait complètement sans poisson. — Que, sur cette déclaration, les demandeurs se sont retirés de la salle, sans attendre la décision des échevins, et que ceux-ci ont renvoyé les défenseurs de la plainte formulée contre eux.

Original sur parchemin, signé *Steelant*.

MCCCCLI.

1514 (1515 n. s.). — Donné en nostre ville de Gand, au mois de Mars l'an de grace mil cinq cens et quatorze avant Pasques.

Lettres par lesquelles Charles, prince d'Espagne, comte de Flandre etc., autorise toute personne, soit bourgeois ou forain, à apporter le samedi, jour du marché, dans la ville d'Ypres, toute espèce de vivres, viandes, poissons et autres denrées et de les y vendre en gros et en détail comme bon lui semblera, et ce nonobstant ce que les réglemens des corporations des bouchers, poissonniers etc., pourraient y avoir à opposer. — Il prend cette résolution à la demande des échevins d'Ypres, et sur la plainte que ceux-ci lui ont adressée, d'après laquelle les bouchers et poissonniers, méconnaissant leurs obligations et se fondant sur certains articles de leurs Keures, loin d'approvisionner les marchés, cherchent plutôt à affamer la ville, en laissant le marché sans vivres, et empêchant les étrangers d'en apporter.

Sur le pli se trouve : *Par monseigneur le prince en son conseil.* (Signé) *Hanelon.*

Original, grand sceau du prince, en cire verte, sans contre-scel, pendant à des lacs de soie rouge et verte.

MCCCCLII.

1514 (1515 n. s.). — Ghegheven in onse stede van Ghendt, den vierden dach van Aprille int jaer ons Heeren dusent vyfhondert ende vierthiene voor Paesschen.

Lettres par lesquelles Charles, prince d'Espagne, comte de Flandre etc. accorde aux Gantois, sous forme de nouveau privilège, l'autorisation de maintenir dans la ville de Gand l'étape des grains, faveur dont ils jouissaient déjà d'après leurs anciens privilèges. — Tous les grains venant de Béthune, d'Estaires, de Lille et d'autres localités, par la Lys, devront être apportés à l'étape de Gand, sans pouvoir être dirigés par un autre chemin ou rivière dans l'intérieur du pays, sous peine de confiscation des grains ainsi que des chariots ou bateaux sur lesquels ces grains sont chargés, et d'une amende de soixante livres parisis, dont un tiers au profit du prince, un tiers au profit de l'officier qui fait l'exécution et l'autre tiers au profit des dénonciateurs. — Les Gantois pourront placer, où bon leur semblera, des gardiens pour surveiller l'exécution de la présente ordonnance.

Copie de l'époque sur papier, en double expédition.

MCCCCLIII.

1515. — Donné en nostre ville de Bruges, le viij^e jour de May l'an de grace mil v^e et quinze.

Lettres par lesquelles Charles, prince d'Espagne, comte de Flandre etc., fait connaitre que les députés des quatre membres de Flandre lui ont exposé que les franchises foires d'Anvers et de Bergen-op-Zoom, qui, anciennement et d'après leurs lettres d'institution ne pouvaient durer qu'un temps limité, sont prorogées, par les magistrats de ces villes, considérablement au-delà des termes fixés; de manière que ces foires durent bien souvent pendant une grande partie de l'année (*les deux parties de l'année*), au grand détriment des commerçants étrangers à ces villes, qui sont obligés d'attendre la fin de ces foires avant de pouvoir obtenir l'issue de leurs marchandises et le paiement de leurs livraisons, ce qui les expose à des dépenses et à des frais considérables. Cet état de choses tourne aussi au grand préjudice des autres foires du pays. — Le prince, pour remédier à ces abus, décide que les échevins d'Anvers et de Bergen-op-Zoom ne pourront prolonger ces dites franchises foires au-delà du terme qui leur a été fixé par les lettres d'institution, sous peine de désobéissance et d'amende arbitraire. — Il défend aussi tant à ses sujets qu'aux marchands étrangers, de conduire leurs marchandises dans ces villes, d'y acheter ou d'y vendre, après le terme fixé, sous peine de confiscation des deniers et des marchandises qui seront exposées, vendues ou achetées après l'expiration

du terme légal de la durée desdites foires : ces marchandises seront saisies là où on pourra les atteindre. — Le tiers des confiscations appartiendra au dénonciateur, les deux autres tiers au prince. (Voyez N^o MCCCXXVII.)

Copie sur parchemin, collationnée et signée :
Suket. En marge se trouve inscrit que les lettres originales sont restées entre les mains de ceux de Bruges.

MCCCCLIV.

1515. — Ghegheven in onse stede van Brugghe, den viij^e dach van Meye int jaer duust vyf hondert ende vichtiene.

Ordonnance de Charles, prince d'Espagne, comte de Flandre etc. par laquelle il défend, par toute la Flandre, d'acheter sur le plat-pays des vivres et des provisions quelconques pour les conduire hors du pays ou pour les revendre dans les villes. Nul ne pourra acheter que ce qu'il a besoin pour son propre entretien. — Tout contrat formé par un marchand avec un campagnard pour la fourniture de victuailles, est et restera annulé. — Ceux-ci seront obligés de porter leurs victuailles dans les villes pour les y vendre au marché. — Les marchands en gros ne pourront acheter aux marchés qu'après la cloche qu'on sonnera, en été à dix heures, et en hiver à onze heures du matin, afin de laisser aux habitants le temps de se procurer leurs provisions nécessaires, le tout sous peine de confiscation des marchandises vendues ou achetées,

et d'amende de vingt livres parisis pour le vendeur et pour l'acheteur, dont un tiers au profit du prince, un tiers au profit du dénonciateur, et l'autre tiers au profit de l'officier qui fera la saisie. — Il est bien entendu que chaque cultivateur pourra vendre ses produits par tout le pays de Flandre, là où il le trouvera convenable, et que chaque habitant pourra acheter à la campagne les vivres et provisions dont il aura besoin pour son propre entretien.

Copie sur parchemin, signée *Sucket*; en marge se trouve inscrit que les lettres originales ont été laissées entre les mains de ceux de Bruges. Il s'y trouve joint une copie sur papier, écriture de l'époque.

Imprimé dans le *Placcaetboek van Vlaenderen*, t. I, p. 691.

MCCCCLV.

1515. — Ghegheven in onze stede van Brugghe, den viij^e dach van Meye int jaer ons Heeren duust vyf hondert ende vichtiene.

Ordonnance de Charles, prince d'Espagne, comte de Flandre etc., concernant les orfèvres. — Il renouvelle toutes les prescriptions contenues dans l'ordonnance de Philippe-le-Bon, du 2 Août 1484, analysée sous le N^o MCXXX.

Copie sur parchemin, signée *Sucket*; en marge se trouve la même inscription qu'aux deux N^{os} précédents.

Imprimé dans le *Placcaetboek van Vlaenderen*, t. I, p. 594.

MCCCCLVI.

1515. — Actum te Brugghe, den negensten dach van Meye int jaer duust vyf hondert ende vichtiene.

Ordonnance de Charles, prince d'Espagne, comte de Flandre etc., par laquelle, voulant remédier aux abus qui se commettent dans l'exemption des tailles et impôts de ceux qui sont ou qui se prétendent être monnayeurs, il prescrit que dorénavant ne seront exempts des impôts, tailles etc. que ceux qui sont réellement employés à la monnaie du prince, et que tout monnayeur, employé ou non à ladite monnaie, sera justiciable devant la loi de la ville ou du lieu qu'il habite, pour tout délit qui ne concerne pas le fait de la monnaie; pour les délits seuls concernant son état, il sera sous la juridiction des prévôt et maîtres de la monnaie.

Copie sur parchemin, signée *Sucket*; en marge se trouve la même inscription qu'aux trois N^{os} précédents.

MCCCCLVII.

1515. — Ghegheven in onse stede van Brugghe, den tiensten dach van Meye int jaer ons Heeren duust vyf hondert ende vichtiene.

Ordonnance de Charles, prince d'Espagne, comte de Flandre etc., prescrivant que toute exécution pour

paiement d'amendes, d'aides, de rentes, de subventions etc. au profit du prince, sera faite par les officiers du lieu où réside le débiteur. Quand cet officier en sera requis, il devra faire l'exécution dans le délai de huit jours sous peine d'une amende de dix livres parisis, et dans ce cas l'exécution sera faite par un huissier ou par un autre officier aux frais de celui qui aura négligé de faire ladite exécution dans le délai fixé.

Copie sur parchemin, signée *Suckel*, et portant en marge la même inscription que les N^{os} précédents.

Imprimé dans le *Placcaetboek van Vlaenderen*, t. I, pag. 71.
Transcrit dans le *Roodenboek*, f^o 208, r^o.

MCCCCLVIII.

1515. — Dit was ghedaen te Dixmude op de marct, int jaer ons Heeren duust vyf hondert ende vichthiene, up den achtienden dach van Hoymaendt.

Instrument notarié dressé par Pierre Bollin, notaire apostolique du diocèse de la Morinie, portant qu'au jour du présent, Jacques Leupe, pensionnaire de la ville d'Ypres, fondé de pouvoirs des villes de Bruges, de Lille, de Béthune, de Warneton, de Nieuport etc. a protesté au nom de ces villes, en présence du bailli et de l'écoute de Dixmude, sur le marché de cette ville, contre l'octroi accordé à la ville de Gand concernant l'étape du grain (voir N^o MCCCCLII), déclarant appeler de cette décision

et sommant ledit écouté de relâcher, moyennant caution suffisante, deux bateaux de grains qu'il avait arrêtés à la demande des agents des Gantois. — Que le bailli et l'écoute n'ont pas donné de réponse à la protestation dudit Jacques Leupe, et que, quant à la sommation de relâcher les deux bateaux, ledit écouté s'est contenté de déclarer qu'il n'avait pas à cet égard mission de ses commettants.

Instrument original sur parchemin, revêtu de la signature et du paraphe dudit notaire *Pierre Bollin*.

MCCCCLIX.

1515. — Fait à Bruxelles, l'onzième jour d'Aoust l'an quinze cens et quinze.

Décision de Charles, prince d'Espagne, comte de Flandre etc. accordant aux prêtres séculiers de la ville d'Ypres les exemptions suivantes de droit d'accise de la bierre et du vin : 1^o Tout prêtre séculier qui habite la ville depuis un an, s'il tient maison et ménage, jouira de l'exemption d'accise sur six tonneaux de cervoise ; 2^o Tout prêtre séculier qui ne tient pas ménage, mais qui demeure avec d'autres prêtres ou avec des séculiers, jouira de la même exemption pour trois tonneaux de cervoise. 3^o Tout prêtre séculier, qu'il tienne ménage ou non, jouira de la même exemption pour quatre tonneaux de vin de buatre cents lots chacun. — Ils paieront le droit d'accise de

toutes les cervoises et vins qu'ils consommeront au-delà
des quantités fixées ci-dessus.

Original, sur parchemin, revêtu de la signature
de *Charles-Quint*, et contresigné *Haneton*.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 286 v°.
id. id. *Gheluuenboek*, f° 47, v°.

MCCCCLX.

1515. — Ghegheven in onse stede van Brussel, den xii^e dach van
Augusti int jaer ons Heeren duust vyf hondert ende vyftiene.

Lettres de Charles, prince d'Espagne, comte de Flandre
etc., à tout huissier, sergent-d'armes ou autre officier
de justice. — Il ordonne de faire publier dans les villes
d'Ypres, de Bruges, de Lille, de Béthune, de Warneton,
de Nieuport etc., le privilège qu'il a accordé aux Gantois,
concernant l'étape des grains (N° MCCCCLVIII, et le
N° y mentionné), de le faire mettre à exécution non-
obstant les réclamations, protestations et appels de ces
villes; et d'ajourner devant le conseil privé quiconque
s'opposera à l'exécution susdite, ou refusera de se sou-
mettre au contenu dudit privilège.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCCCLXI.

1515. — De xxi^e, xxii^e, xxiii^e, xxiiii^e ende xxv^e daghen van Ougst:
anno xv^e xv.

Déclaration de Martin de Beer, huissier-d'armes, por-
tant qu'en exécution des lettres du N° précédent, il s'est
rendu à Ypres et s'est présenté à la salle échevinale, où
il a trouvé les avoué et échevins réunis en nombre suffi-
sant; qu'il les a sommés, sous peine d'amende de mille
livres d'or, de faire immédiatement la publication des
lettres d'octroi accordées aux Gantois pour l'étape des
grains (N° MCCCCLX et les N° y mentionnées), et de
permettre à ceux-ci de jouir de leur dit privilège, mais
que les échevins lui répondirent qu'ils avaient appelé et
appelaient encore de cette décision. Qu'alors il leur a
exhibé les lettres du prince du 12 Août (N° MCCCCLX)
ordonnant la publication dudit privilège nonobstant appel
et protestation, mais que voyant qu'ils ne se disposaient
pas à obéir, il a mis lesdits échevins en arrestation aux
halles. Qu'ensuite, le 25 Août, il a cherché à faire lui-
même la publication, mais que trouvant la Bretesque fermée
à clé, ainsi que la porte de la tour donnant accès aux
cloches, il a sommé lesdits échevins de les lui faire ouvrir;
que voyant qu'ils n'étaient pas disposés à le faire, et
apercevant une fenêtre ouverte à côté de la Bretesque,
il s'est avancé jusqu'à là et y a publié à haute voix ladite
ordonnance, devant les personnes qui se trouvaient sur
le marché. Qu'ensuite il a levé les arrêts desdits échevins
et du sous-bailli, qui lui avait refusé son assistance, et

les a ajournés à comparaître le 11 Septembre prochain devant le conseil privé du prince.

Original sur papier, signé *M. De Beer*.

MCCCCLXII.

1515. — Int jaer ons Heeren duust vyfhondert vichtiene, den
xxj^e dach van Aoust.

Instrument notarié dressé par Wautier Domeneit, notaire apostolique du diocèse de la Morinie, portant protestation des échevins d'Ypres contre la sommation faite par l'huissier-d'armes Martin de Beer. — Au jour précité ledit huissier-d'armes, accompagné de Louis Allaert, pensionnaire de la ville de Gand, s'est présenté à la chambre échevinale, sommant les échevins de faire la publication de l'octroi accordé aux Gantois concernant l'étape des grains (voyez le N^o précédent et les N^{os} y mentionnés). Les échevins répondirent que déjà ils avaient appelé et qu'ils appelaient encore de cet octroi, et de toutes les conséquences qui en résulteront, et que par suite ils s'opposaient à ladite publication. — Sur cette réponse ledit huissier-d'armes mit les échevins en état d'arrestation, leur défendant, sous peine d'amende de mille lions d'or chacun, à prendre sur leurs propres biens, de sortir de la salle échevinale avant qu'ils n'eussent fait la publication en question. — Dans l'après-midi l'huissier-d'armes et le pensionnaire de Gand revinrent dans ladite salle échevinale. Les échevins leur

demandèrent s'ils maintenaient leur exploit de ce matin, et sur la réponse affirmative de ceux-ci, ils déclarèrent que ce n'était pas leur fait de faire ladite proclamation, et qu'il ne leur appartenait pas d'y forcer les officiers de justice de la ville; ils protestèrent contre leur détention arbitraire, déclarant que celle-ci empêchait de rendre la justice à la commune, d'autant plus que le lendemain était un jour solennel de plaid; rendirent ledit huissier responsable pécuniairement et moralement de tous les désordres et de tous les préjudices que causerait la suspension de la justice dans la ville, et firent dresser par le notaire susdit la présente protestation.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MCCCCLXIII.

1515. — Int jaer ons Heeren duust vyf hondert vichtiene, t'saterdaghs den viventwintichsten in Ougst tusschen den elleven ende twaelf hueren voor de noene.

Instrument notarié dressé par Wautier Domeneit, notaire apostolique du diocèse de la Morinie, portant protestation des échevins d'Ypres contre les faits mentionnés au N^o MCCCCLXI sous la date du 25 Août.

D'après la déclaration des échevins, les faits ne se sont pas passés tout à fait comme l'huissier-d'armes les a relatés. Ce jour (25 Août), à la sommation dudit huissier, les échevins lui répondirent qu'ils étaient en trop petit nombre pour oser prendre sur eux une décision si

grave, et qu'ils allaient assembler le conseil et les principaux bourgeois; ce qu'ils firent à l'instant. — Le conseil assemblé, l'huissier leur déclara qu'il ne leur accordait qu'une demi-heure pour délibérer, et sortit de la salle échevinale; appercevant une fenêtre ouverte donnant sur le marché, il se dirigea vers ce lieu, et sans attendre la décision du conseil, appela le peuple du marché, fit lecture de l'ordonnance en question, rentra dans la salle échevinale, leva l'état d'arrestation des échevins, et les ajourna comme il a été dit au N° MCCCCLXI.

Les échevins déclarèrent que leur réponse était prête, qu'ils acceptaient l'ajournement, et qu'ils protestaient contre tout ce qui venait de se passer.

Instrument original sur parchemin, revêtu de la signature avec paraphe du notaire *Wautier Domeneit*.

MCCCCLXIV.

1313. — Ghegheven te Ghend, den xv^e dach van September int jaer duust vyf hondert ende vichtiene.

Sentence du conseil de Flandre, prononcée au sujet d'un différend surgi entre les gouverneurs de la corporation des poissonniers, d'une part, et les échevins de la ville d'Ypres, d'autre part. — Les échevins d'Ypres avaient depuis plus de vingt ans, du consentement de la commune, établi un droit de huit gros par livre de gros

sur tout le poisson qui serait vendu au marché au poisson; ils avaient établi ce droit en vertu d'un de leurs privilèges qui leur permet d'établir de nouveaux impôts ou impositions si le besoin le requiert. Cette imposition avait d'abord été établie pour trois ans; à l'expiration de ces trois années, la taxe de huit gros par livre de gros avait été réduite à deux gros, et rendue permanente jusqu'à nouvelle décision des échevins, toujours en vertu du privilège susdit. Après un espace de près de vingt ans, les gouverneurs de la corporation des francs-poissonniers avaient réclamé contre cette imposition, la déclarant illégale, et en avaient appelé devant le conseil de Flandre. — Celui-ci, après avoir entendu les deux parties et examiné les documents fournis, déclare les demandeurs non recevables dans leurs prétentions, les condamne à tous les frais du procès à taxer par le conseil, et maintient, comme bonne et valable, l'imposition faite par les échevins.

Original sur parchemin, sceau du conseil de Flandre avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MCCCCLXV.

1313. — Donné à Gand, le xv^e de Septembre en l'an mil cinq cens et quinze.

Même contenu que le N° précédent, mais en langue française.

Copie sur papier, écriture de l'époque, signée *Boullin*.

MCCCCLXVI.

1515. — Den xxix^e dach van November int jaer ons Heeren duust vyf hondert ende vichtiene.

Lettres de non préjudice délivrées par les haut-bailli, avoué et échevins d'Ypres aux bailli et échevins de la châtellenie d'Ypres, au sujet d'une arrestation faite par ledit haut-bailli d'Ypres en dehors de l'échevinage de la ville. — Un nommé Dubois et sa femme, avaient contrefait les sceaux à plomber les draps fabriqués à Ypres, et il en était résulté de grands dommages pour cette industrie. Un soir on parvint à savoir que les coupables étaient le susdit Dubois et sa femme. Le bailli et les échevins, craignant que la chose ne fut ébruitée et que les coupables ne parvinssent à se sauver, résolurent de les arrêter au milieu de la nuit, quoiqu'ils demeurassent en dehors de l'échevinage. Ce projet fut exécuté; le mari avait déjà pris la fuite, la femme et le fils furent arrêtés. — Comme cette arrestation était illégale, en ce sens que c'était le bailli de l'échevinage qui aurait dû y procéder, les haut-bailli et échevins délivrèrent à ce sujet à la châtellenie des lettres de non préjudice, remirent les coupables entre les mains du bailli de l'échevinage, qui les remit à son tour entre les mains des échevins d'Ypres.

Original sur parchemin, signé par les deux greffiers de la ville d'Ypres, *Steelant* et *Vanderleye*.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f^o 32, v^o.

MCCCCLXVII.

1516. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le xix^e jour d'Avril l'an de grace mil cinq cens et seze.

Lettres par lesquelles Charles, roi de Castille, de Léon etc., comte de Flandre, accorde aux échevins de la ville d'Ypres un répit de cinq années, à compter du jour des présentes, pour le paiement des rentes arriérées. — Pendant ce temps ils paieront seulement les rentes courantes, ainsi que les rentes arriérées des officiers domestiques du roi, et des gens qui n'ont d'autres ressources pour vivre. — Il leur accorde ces lettres de répit en considération de la pauvreté de la ville, et pour leur faciliter le moyen de réparer et reconstruire les portes, tours, murs et autres bâtiments de la ville qui tombent en ruines par défaut d'entretien.

Sur le pli se trouve : *Par le roy en son conseil.*
(Signé) *Verderue*.

Original, sceau du roi avec contrescel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MCCCCLXVIII.

1516. — Datum Parisiis in parlamento nostro nona die Maii, anno Domini millesimo quingentesimo sedecimo.

Arrêt du parlement de Paris confirmant le jugement du conseil de Flandre, analysé au N° MCCCCLXIV, et annulant l'appel interjeté contre ce jugement par les francs poissonniers de la ville d'Ypres; renvoyant cependant ces derniers sans amende, parce qu'avant le prononcé du jugement ils ont déclaré vouloir se soumettre au jugement du conseil de Flandre.

Original, grand scel en cire jaune avec contrescel pendant à une bande de parchemin.

MCCCCLXIX.

1516. — Anno Domini millesimo quingentesimo decimo sexto, die decima octava mensis Augusti.

Instrument notarié dressé par Wautier Domeniet, notaire apostolique du diocèse de la Morinie, portant ce qui suit : A la date du présent, les échevins d'Ypres ont appelé dans la chambre échevinale sœur Catherine de Rycke, supérieure des sœurs cellites ou sœurs noires,

qui y a comparu accompagnée de sœur Marie Van Hollebeke et d'Égide Volkerave, prêtre du monastère de St-Martin. — Les échevins déclarèrent à la supérieure qu'invitée dernièrement à donner les sœurs de son couvent pour assister les personnes atteintes de la peste, elle avait déclaré ne pouvoir satisfaire à cette demande que pour autant qu'on mit à la disposition de ces sœurs une maison où elles puissent se retirer en revenant des maisons des pestiférés, de crainte qu'en rentrant au couvent elles ne communiquent la contagion aux autres religieuses : qu'ils ont trouvé une maison propre à cet usage, qui sera mise à la disposition de ces sœurs; et qu'ils la prient instamment de désigner celles de ses sœurs qu'elle voudra charger de ce service, comme elle s'y est obligée dernièrement (voyez N° MCCCCXXXIX). — A cette invitation la supérieure répondit qu'en demandant une maison pour les sœurs qui seraient chargées du service des pestiférés, elle entendait qu'on donnât en toute propriété au couvent une maison avec jardin convenable, dont elle disposerait dans la suite comme bon lui semblerait. Que, pour une maison dont elles ne jouiraient que temporairement, elle ne veut pas imposer à ses religieuses un service auquel leur institution ne les oblige pas, et qu'en tout cas elle se réservait le droit d'envoyer seulement ses sœurs là où elle le jugera convenable et quand elle le croira convenir. — Les échevins considérant cette réponse comme un refus absolu, firent dresser par le notaire apostolique susdit le présent procès-verbal.

Geluwenboek, f° 64 r°.

MCCCCLXX.

1516. — Ghegheven in onse stede van Brussel, den ⁱⁱⁱⁱ^{da} dach van September int jaer ons Heeren duisent vyf hondert ende zesthiene.

Lettres par lesquelles Charles, roi de Castille etc., comte de Flandre etc., ordonne aux sœurs noires ou cellites de se rendre partout où elles seront demandées pour soigner les malades atteints de maladie pestillentielle ou autre, et où les échevins de la ville voudront les envoyer pour soigner les malades. Il ordonne à tout huissier, sergent-d'armes, ou autre officier de police de faire obéir lesdites sœurs noires et, en cas de continuation dans leur refus, de faire saisie de tous leurs biens temporels, et de les ajourner devant le conseil de Flandre. — Il prend cette décision après de longs considérants qui nous apprennent que le refus de ces sœurs avait tellement indigné et exaspéré le peuple, que les habitants de la ville avaient demandé aux échevins de les expulser de la ville et de les faire remplacer par d'autres religieuses, sinon qu'ils auraient eux-mêmes employé la force pour les chasser de la ville. — Ce n'est qu'avec grande peine que les magistrats étaient parvenus à apaiser le peuple; et ils s'étaient adressés au roi pour le prier d'intervenir dans cette affaire.

Original, grand sceau du roi avec contrescel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MCCCCLXXI.

1516. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le second jour de Décembre l'an de grace mil cinq cens et seize.

Lettres par lesquelles Charles, roi de Castille etc., comte de Flandre, intervenant dans le débat surgi au sujet de l'étape des grains entre ceux de Gand, d'une part, et ceux de Bruges, d'Ypres et des autres villes d'autre part (voir le N° MCCCCLXIII et les N° y mentionnés), décide que par provision, jusqu'à décision définitive, et sans préjudice des deux parties, tous les attentats commis contre l'ordonnance du 4 avril 1514 (1515 n. s.), (voir N° MCCCCLII) seront réparés de part et d'autre; que les appelants, c'est-à-dire ceux de Bruges, d'Ypres etc., seront réintégrés dans leur premier état; que la clause *nonobstant opposition et appellation* insérée dans ledit octroi (voir N° MCCCCLX) sera tenue en état de surcéance; que les parties seront contraintes en enquête et qu'il ordonnera des commissaires pour la faire endedans les six semaines.

Sur le pli se trouve : *Par le roy en son conseil.*
(Signé) *Verderue.*

Original, grand sceau du roi avec contrescel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 283, r°.

MCCCCLXXII.

1516. — A Bruxelles, le second jour de Décembre a° xv° seize.

Extrait de la décision analysé au N° précédent, portant seulement les conclusions sans les considérants.

Expédition originale sur parchemin, signée
Verderue.

MCCCCLXXIII.

1516. — Ghegheven in onse stede van Brussel, den xx^{aa} dach van
December int jaer ons Heeren duyst vyf hondert ende zesthiene.

Lettres par lesquelles Charles, roi de Castille et comte de Flandre, ordonne à tout sergent-d'armes qui en sera requis, de sommer les receveurs du tonlieu de Nieuport de remettre immédiatement en liberté le nommé Pierre Hardebolle, bourgeois d'Ypres, emprisonné par lesdits receveurs, parce qu'il ne voulait pas payer une somme de quarante-huit livres parisis, comme droit de tonlieu pour du bois qu'il avait livré dans ladite ville : arrestation arbitraire et illégale, vu l'exemption du droit de tonlieu à Nieuport que la comtesse Marguerite avait accordée à

ceux d'Ypres en 1275. — En cas de refus il ajournera lesdits receveurs devant le conseil de Flandre.

Original, sceau du roi, avec contrescel en cire
rouge, pendant à une bande de parchemin.

MCCCCLXXIV.

1516. — Ghegheven te Ghendt, den drie-en-twintichsten dach van
December int jaer duust vyf hondert ende zesthiene.

Sentence du conseil de Flandre au sujet d'un débat surgi entre les échevins d'Ypres et Adrienne, femme de Jean Damman, bourgeoise d'Ypres, d'une part, et le procureur-général de Flandre, avec Maillart Doom et sa femme Jacquemine Cherfs, d'autre part. — Ladite Adrienne, habitant le village de Steenwercke, avait, moyennant paiement, chargé un individu d'assassiner Jacquemine, femme de Maillart Doom, et l'avait tenu caché chez elle pendant quelque temps. — L'assassin s'était introduit nuitamment dans la maison de ladite Jacquemine, avait grièvement blessé celle-ci et l'avait laissée pour morte. Adrienne fut arrêtée du chef de complicité, et sur la plainte du mari de Jacquemine, assisté du procureur-général, elle fut attraitée devant le conseil de Flandre, malgré ses réclamations et celles des échevins qui prétendaient qu'en sa qualité de bourgeoise d'Ypres, elle devait être jugée par ses juges naturels, les échevins de cette ville. — Le procureur-général soutenait que cette

femme n'était que *bourgeoise foraine* d'Ypres, habitant le village de Steenwerck, situé hors de l'échevinage et hors de la juridiction de cette ville, et que par conséquent elle était justiciable du conseil de Flandre et non des échevins d'Ypres.

Le conseil de Flandre, après avoir examiné mûrement les prétentions des deux parties, décide que justice sera rendue aux prétentions des échevins d'Ypres et de ladite Adrienne, et condamne Maillart Doom et sa femme aux frais du procès, à la taxation du conseil.

Original, sceau du conseil de Flandre, avec contrescel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 102 r°.

MCCCCLXXV.

1516 (1517 n. s.). — Den xiiii^e dach van Lauwe xv^e zesthiene.

Lettres de Jean Le Roy, huissier-d'armes, aux gens du conseil de Flandre. — Il les informe qu'en exécution des lettres royales du 20 Décembre dernier (voir l'avant-dernier N°), et à la requête des échevins d'Ypres, il s'est rendu à Nieuport, pour faire remettre en liberté Pierre Hardebolle; que le receveur du tonlieu Jean de Vine n'a voulu y consentir que sous consignation des quarante-huit livres parisis; qu'il a fait l'acte de consignation de cette somme qu'il envoie audit conseil de

Flandre; qu'il a fait mettre Hardebolle en liberté, et a ajourné ledit receveur devant le conseil de Flandre au 10 Février prochain.

Attaché à l'avant-dernier N°.

Original sur parchemin, revêtu de la signature du sergent-d'armes *Jean Le Roy*.

MCCCCLXXVI.

1516 (1517 n. s.). — Overghegheven gheduchten commissarissen ons gheduchten heere, in Lauwe a° xv^e zesthiene.

Mémoire présenté par les échevins de la ville d'Ypres, au nom de la ville, aux commissaires royaux chargés de la révision du transport de Flandre, et en réponse à une série de questions que lesdits commissaires avaient soumises aux échevins.

Minute sur papier de vingt-quatre feuillets in-f°, écriture de l'époque.

MCCCCLXXVII.

1517. — Donné en nostre ville de Gand, le xxviii^e jour de May l'an de grace mil cinq cens et dix-sept.

Lettres par lesquelles Charles, roi de Castille et comte de Flandre, ordonne à tout huissier-d'armes ou autre

officier de justice qui en sera requis, de faire mettre à stricte exécution sa sentence du 2 Décembre 1516, (N° MCCCCLXXI) et ce nonobstant opposition et appel.

Original; le sceau, qui pendait à une bande de parchemin, est perdu.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 286 r°.

MCCCCLXXVIII.

1517. — Ghegheven in onse stede van Ghend, den xiii^e dach van Junio int jaer ons Heeren duust vyf hondert ende zeventhiene.

Lettres par lesquelles Charles, roi de Castille et comte de Flandre, ordonne aux haut-bailli, poort-bailli et écoutes de la ville d'Ypres, d'employer la contrainte pour faire payer aux receveurs de cette ville les sommes qui sont dues pour location des eaux, des herbages, des *overdragten* et de toutes les autres taxes et impositions arriérées; ils ajourneront les récalcitrants devant les échevins d'Ypres ou devant le conseil de Flandre.

Original, grand sceau du roi, avec contrescel en cire rouge pendant à une bande de parchemin.

MCCCCLXXIX.

1517. — Donné en nostre ville de Middelbourg, le xii^e jour d'Août l'an de grace mil cinq cens et dix-sept.

Lettres par lesquelles Charles, roi de Castille et comte de Flandre, confirme tous les privilèges de la ville de Bailleul, à l'exception de l'article qui porte que, pour matière civile, nul bourgeois de Bailleul n'est arrétable à Ypres ni en aucune autre ville privilégiée du quartier d'Ypres, privilège dont le roi n'entend aucunement qu'ils jouissent, si ce n'est qu'ils prouvent d'abord, par l'aveu de ceux d'Ypres même, qu'ils en ont toujours joui et usé.

Copie sur papier, écriture de l'époque, collationnée et signée *P. Bonere*.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, f° 409 r°.

MCCCCLXXX.

1517. — Den xviii^e dach van October int jaer xv^exviii.

Répartition de la quote-part de la ville et châtellenie de Warneton dans le nouveau transport de Flandre arrêté à Termonde le 17 Octobre 1517.

La ville et châtellenie de Warneton doit payer dans le transport général six livres dix sols parisis par mille livres. Cette somme est à répartir entre toutes les villes et villages de la châtellenie d'après leurs ressources. Dans cette répartition, qui s'appelle *smaldeelinghe*, la ville de Warneton ne figure que pour dix sols parisis, tandis que Kemmele y est taxée à vingt-six sols.

Rouleau de parchemin, écriture de l'époque.

MCCCCLXXXI.

1317. — Den xvij^e dach in Octobre int jaer xv^exvij.

Même répartition pour la ville et châtellenie de Bergues-St-Winoc, taxée à quarante-trois livres parisis par mille livres. — La ville de Bergues est taxée à vingt-deux sols quatre deniers; Hondschote à cinq livres six sols neuf deniers; Èkelsbeke à quarante-et-un sols huit deniers etc.

Rouleau de parchemin, écriture de l'époque.

MCCCCLXXXII.

1317. — Den xvij^e dach in October int jaer xv^exvij.

Même répartition pour la ville et châtellenie de Bailleul, taxée à dix-huit livres dix sols par mille livres. — La

ville de Bailleul y est taxée à douze sols un denier; Caestre à vingt-six sols un denier; Dranoutre à vingt-quatre sols deux deniers; Nieppe à vingt-six sols quatre deniers; Steenwerke à treize sols neuf deniers etc.

Rouleau de parchemin, écriture de l'époque.

MCCCCLXXXIII.

1317. — Den xvij^e dach in October int jaer xv^exvij.

Même répartition pour la ville et châtellenie de Cassel, taxée à quarante-sept livres dix sols, dont quarante-quatre livres dix sols pour ceux de Cassel et trois livres pour ceux de Neuville, par mille livres. — La ville de Cassel y est taxée à dix-neuf sols; Steenvoorde à cinquante-quatre sols sept deniers; Hazebrouck à trois livres sept deniers; Estaires à deux sols trois deniers; Morbeke à vingt-huit sols un denier; Merville à cinquante-deux sols un denier etc.

Rouleau de parchemin, écriture de l'époque.

MCCCCLXXXIV.

1317. — Ghegheven te Ghendt, den xvij^e dach van November int jaer duust vyf hondert ende zeventiene.

Accord fait devant le conseil de Flandre entre les échevins d'Ypres au nom de la communauté de la ville

d'une part, et les gouverneurs de la corporation des bouchers au nom de ladite corporation d'autre part. — Voulant mettre fin à trois procès pendant devant ledit conseil de Flandre, le premier à cause de l'accise sur la viande et le suif vendus et achetés par les bouchers; le second concernant l'autorisation accordée à toute personne de vendre de la viande le samedi; et le troisième concernant l'appel interjeté par les échevins contre la décision du prince qui autorisait les bouchers à augmenter leur nombre de six francs-bouchers; les deux parties conviennent à l'amiable des points suivants: 1° Les bouchers promettent et s'engagent à payer dorénavant toutes les accises imposées ou à imposer par les échevins; à observer toutes les Keures existantes et celles qui seront arrêtées dans la suite par le magistrat. 2° Ils reconnaissent que le local des boucheries a appartenu à la ville de temps immémorial et lui appartient encore; que c'est un domaine et seigneurie où les échevins ont toute juridiction et le droit de haute, moyenne et basse justice; que ni le haut-bailli ni aucun officier de justice du vicomte d'Ypres n'a le droit d'y faire aucun exploit de justice, et que les bouchers sont obligés de payer à la ville la rente annuelle fixée pour la jouissance de leur étal dans ce local. 3° Ils consentent que, outre les six nouveaux bouchers qu'ils sont autorisés à nommer en vertu de l'octroi royal, les échevins pourront, de leur côté, en nommer trois autres pris parmi les personnes aptes et probes, qui jouiront pour eux, pour leurs enfants légitimes et leurs bâtards, de tous les droits et privilèges dont jouissent les autres bouchers. — 4° Si par suite de grande mortalité, de temps de guerre, ou par toute autre cause, la corporation des bouchers fut tellement diminuée qu'elle ne pût plus pourvoir aux approvisionnements de la ville,

les échevins pourraient, dans ce cas, nommer autant de nouveaux bouchers qu'ils le jugeront nécessaire d'après les circonstances.

Les échevins de leur côté voulant reconnaître le bon vouloir des bouchers, et espérant que dans la suite ils observeront bien tous les statuts et Keures, et tiendront la boucherie bien approvisionnée, suspendent l'édicte d'après lequel il était permis à un chacun de vendre de la viande le samedi; mais se réservent pour eux et leurs successeurs le droit de le remettre en vigueur, si l'intérêt des habitants réclamait cette mesure.

Le conseil de Flandre approuve le présent accord, lui donne force de chose jugée et ordonne aux deux parties de s'y conformer strictement à l'avenir.

(Voir le N° MCCCCXXXVIII).

Original, sceau du conseil de Flandre avec
contrescel en cire rouge pendant à double
queue de parchemin.

MCCCCLXXXV.

1517 (1518 n. s.). — Ghegheven in onse stede van Mechelen, den xviii^e dach van Januario int jaer ons Heeren duyft vyf hondert ende zeventhiene.

Lettres par lesquelles Charles, roi de Castille et comte de Flandre, confirme, ratifie et approuve en tous ses points la convention conclue entre les échevins de la ville

d'Ypres d'une part et la corporation des bouchers d'autre part, et analysée sous le N° précédent.

Original, grand sceau du roi avec contrescel en cire rouge pendant à double queue de parchemin.

MCCCCCLXXXVI.

1518. — Aujourd'hui xi^e d'Avril l'an mil cinq cens et dix-huit après Pasques.

Appointement fait par Charles, roi de Castille et comte de Flandre, par lequel, sur la proposition des commissaires chargés de fixer le nouveau transport de Flandre, il consent à ce que, pour l'aide présente et pour toutes les aides futures, la ville d'Ypres sera quitte en payant seulement le quart de sa quote-part fixée par le nouveau transport de Flandre. D'après ce transport elle était taxée à cent quarante gros par cent livres parisis, mais elle sera dorénavant libérée en payant trente-cinq gros, et il lui sera fait grâce des autres cent et cinq gros. — Cette faveur continuera jusqu'à ce qu'il sera prouvé que l'amélioration et la prospérité de la ville permettent de la charger selon son état et faculté.

Le roi permet de faire délivrer les lettres patentes du présent appointement en dedans les six mois; s'il est nécessaire.

Original sur parchemin revêtu de la signature du roi de Castille.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 279 v°.
Id. id. *Zwartenboek*, f° 95 v°.

MCCCCCLXXXVII.

1518. — Donné en nostre ville de Malines, le xi^e jour d'Avril l'an de grace mil cinq cens et dix-huit après Pasques.

Lettres patentes de l'appointement analysé sous le N° précédent, accordées à la demande des échevins d'Ypres par Charles, roi de Castille etc. comte de Flandre.

Même contenu qu'au N° précédent.

Sur le pli se trouve: *Par le roy en son conseil le S^r de Montigny chief, maistre Jehan Ruffault, trésorier-général des finances et autres présents.* (Signé) *Haneton*.

Au dos se trouve que les présentes lettres patentes ont été registrées et entérinées par les chef et trésoriers des finances, le 9 Juillet 1518. (Signé) *Lalaing, Ruffault*.

Original, grand sceau du roi avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 280 v°.
Id. id. *Zwartenboek*, f° 97 r°.

MCCCCCLXXXVIII.

1518. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le v^e jour de Décembre l'an de grace mil cinq cens et dix-huit.

Lettres patentes par lesquelles Charles, roi de Castille etc., comte de Flandre, dispense la ville d'Ypres du paie-

ment de sa quote-part dans les vingt-cinq mille livres de quarante gros qu'ont coûté les voyages et déplacements des commissaires chargés de la révision du transport de Flandre. La quote-part de la ville dans cette somme montait à dix-sept cent cinquante livres de quarante gros.

Copie sur papier, collationnée et signée:
Boullin.

MCCCCLXXXIX.

1518. — Donné en nostre ville de Malines, le xxij^e jour de Décembre l'an mil cinq cens et dix-huit.

Lettres par lesquelles Charles, roi de Castille etc., comte de Flandre, nomme Joris Vanden Kerekhove aux fonctions de *Poortbailli* de la ville d'Ypres et des seigneuries d'Artrycke et de Rollegheem, en remplacement de Jacques Spiegele. Ces fonctions commenceront le 15 Août prochain venant, pour durer pendant trois années consécutives. Ledit Vanden Kerekhove jouira de tous les émoluments, droits, privilèges etc. compétant à ces fonctions et versera tous les ans, entre les mains du receveur de Flandre, une somme de cent cinquante livres parisis du prix de vingt gros monnaie de Flandre. Il fera entre les mains des gens des comptes à Lille le serment et caution ordinaires.

Au dos se trouve que ledit Vanden Kerekhove prêta le serment et bailla caution le 12 Avril 1518 (1519 n. s.) signé *Bosquiel*.

A ces présentes lettres se trouve attachée une déclaration

du conseil de Flandre, portant que, par suite du décès dudit Vanden Kerekhove et par convention faite avec sa veuve, les fonctions de *Poortbailli* d'Ypres ont été accordées à Jean Florisone, pour finir le terme de trois ans accordé au défunt Vanden Kerekhove. 25 Juin 1520, signé *Boullin*, seel du conseil de Flandre.

Original, grand sceau du roi avec contrescel en cire rouge pendant à double queue de parchemin.

MCCCCXC.

1519. — Den neghensten dach van Meye int jaer vichtien hondert ende neghentien.

Déclaration de Nicolas Uutenhove, président du conseil de Flandre, et de Liévin van Pottelsberghe, conseiller au même conseil, commissaires du renouvellement du transport de Flandre, portant que le vivier de Dickebusch, ainsi que les herbages ne sont pas taillables, attendu qu'elles sont propriétés de la ville d'Ypres.

Original sur parchemin, revêtu de la signature des deux commissaires.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f^o 287 v^o.
Id. id. *Zwartenboek*, f^o 99 r^o.

MCCCCXCI.

1519. Acta sunt anno Domini millesimo quingentesimo decimo nono die tertia decima mensis Maii.

Instrument notarié dressé à la demande des échevins d'Ypres par Waultier Domeniet, notaire apostolique du diocèse de la Morinie, portant déclaration, faite par trois témoins, du refus qu'a fait la supérieure des sœurs noires d'envoyer une de ses sœurs pour soigner un jeune enfant qu'on croyait atteint de maladie contagieuse ou qui pouvait le devenir, et dont la mère était elle-même malade et incapable de soigner son enfant (voir le N° MCCCCLXIX et MCCCCLXX).

Original sur parchemin, revêtu de la signature et du paraphe dudit notaire apostolique.

MCCCCXCII.

1519 (1520 n. s.). — Ghegheven onder den zeghele van saken vander stede van Brugge, den vyfsten dach van April int jaer duust vyfhondert ende negentiene voor Paesschen.

Lettres par lesquelles les magistrats de la ville de Bruges informent ceux d'Ypres qu'ils ont obtenu du roi des lettres de sauf-conduit pour tous les marchands qui viendront avec leurs marchandises à la prochaine franche foire de

Bruges. Ces lettres seront valables quinze jours avant l'ouverture de la foire et quinze jours après sa clôture. Sont exceptés les bannis, les fugitifs et les ennemis du prince et du pays de Flandre.

Original, sceau de la ville de Bruges, avec contre-scel en cire verte, pendant à une bande de parchemin.

MCCCCXCIII.

1520. — Thorout de 41^{en} dach van Weemaent anno xv^e xx.

Lettres par lesquelles les bourgmestre et échevins de la ville de Thourout font connaître qu'ils ont reçu de l'empereur des lettres de sauf-conduit en faveur de tous les marchands qui se rendront à la franche foire de Thourout. — Les lettres sortiront leur effet depuis la veille de St-Pierre et St-Paul jusqu'au dernier jour de Juillet.

Original sur parchemin; le sceau qui pendait à une bande de parchemin est perdu.

MCCCCXCIV.

1520. — Den viij in Hoymaent xv^e xx.

Ordonnance du magistrat d'Ypres concernant le cérémonial à observer lors de la première entrée de l'empereur à Ypres le 20 Juillet. — Ce document nous apprend que l'empereur entra par la porte de Messines (porte de Lille); — que les gildes de St-George, de St-Sébastien, de Ste-Barbe se trouvaient rangées à l'entrée de la rue de Lille du côté de la place; — que les différentes corporations et métiers se trouvaient rangés dans la même rue et qu'on y avait établi plusieurs théâtres et arcs de triomphe etc.

Minute sur papier.

MCCCCXCV.

1520. — Den xv^{en} dach van Hoymaent xv^e twyntich.

Copie du serment prêté par l'empereur Charles-Quint lors de sa joyeuse entrée à Ypres le 20 Juillet 1520.
(Formule ordinaire).

Copie sur papier, écriture de l'époque, collationnée et signée *Willem*.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f^o 391 r^o.

MCCCCXCVI.

1520. — Den xxiiij^{en} dach van Hoymaent xv^e twintich.

État des vins présentés aux seigneurs de la suite de l'empereur lors de sa joyeuse entrée à Ypres. — On y voit figurer le cardinal de Croy, l'évêque de Liège, celui de Palerme; le comte Palatin, les seigneurs de Chièvres, de Nassau, de Maingoval; les comtes de Lalaing, d'Hoochstrate, de Horn; les seigneurs de Berghen, d'Esselstein; le comte d'Albe, le prince d'Orange, le comte d'Egmont, le seigneur de Croy, comte de Portien et plusieurs autres.

Minute de l'époque sur papier.

MCCCCXCVII.

1520. — Donné en nostre ville de Bruges, le xxvij^e jour de Juillet l'an de grace mil cinq cens et vingt.

Lettres par lesquelles Charles, roi des Romains, empereur etc. autorise les magistrats de la ville d'Ypres à vendre des rentes, à charge de la ville, jusqu'à concurrence de la somme de cinquante livres de gros, monnaie de Flandre, de rente viagère par an, à savoir, les rentes à une vie au rachat du denier huit, celles à deux vies au

rachat du denier dix. Les sommes provenant de la vente de ces rentes seront employées aux réparations des ouvrages de fortification, au nettoiemment de l'Yperlé et à d'autres travaux d'utilité publique.

Sur le pli se trouve : *Par le roy* (signé) *Verderue*.

Original sur parchemin, grand sceau avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MCCCCXCVIII.

1520. — Ghegheven onder den zeghele van zaken der stede van Curtrycke, den 1^{en} dach van Ougst int jaer ons Heeren duust vyf hondert ende twintich.

Lettres par lesquelles les magistrats de la ville de Courtrai informent ceux de la ville d'Ypres qu'ils ont reçu des lettres de sauf-conduit pour tous les marchands qui se rendront avec leurs marchandises aux deux franchises foires de Courtrai, dont la première commencera le dimanche après la St-Laurent, et la seconde le 5^e jour après la St-Barthélémy. Ces lettres de sauf-conduit sortiront leur effet pour la première foire un jour avant l'ouverture et un jour après la fermeture (foire aux chevaux), pour la seconde, depuis le huitième jour avant l'ouverture jusqu'au huitième après la clôture. Sont exceptés de ces lettres de sauf-conduit, les bannis, les fugitifs, les ennemis du prince etc.

Original sur parchemin, sceau perdu.

MCCCCXCIX.

1520. — Donné en nostre ville de Gand, le premier jour d'Aoust l'an de grace mil cinq cens et vingt.

Lettres par lesquelles Charles, roi des Romains, empereur etc. dispense les échevins de la ville d'Ypres de leur part dans l'aide des cent cinquante mille livres de quarante gros que les trois membres de Flandre lui ont accordées pour l'aider à subvenir aux grandes charges qu'il a eu à supporter à cause de son élection à l'empire et qu'il aura à supporter encore pour le fait de son couronnement. Il leur accorde cette remise sous condition qu'ils emploient ces sommes aux réparations des fortifications des portes et des murailles, à la construction de chaussées et d'autres ouvrages d'utilité publique et à l'amélioration de ceux qui existent déjà. — Ils devront rendre compte chaque année, de l'emploi de ces deniers, aux commissaires qui seront nommés par lui pour le renouvellement des magistrats et l'audition des comptes de ladite ville.

Copie sur papier, écriture de l'époque, collationnée et signée *Goethem*.

MD.

1520. — Den viij in Ougst xv^e ende xx.

Livret dans lequel se trouvent inscrites toutes les dépenses qui ont été faites par les échevins de la ville d'Ypres pour frais de boissons et de victuailles lors de leurs réunions particulières pour traiter des affaires de la ville. — Ce livret commence au 21 Août 1520 et se termine au 22 Novembre de la même année.

Minute sur papier, écriture de l'époque.

MDI.

1520. — Ghegheven onder onsen zeghele den xxviii in Ougst xv^e ende twintich.

Lettres par lesquelles l'abbesse de Messines fait connaître qu'elle a reçu de l'empereur des lettres de sauf-conduit pour tous les marchands qui se rendront à la franche foire de Messines. Seront exceptés les ennemis du prince, les bannis et les fugitifs.

Original sur parchemin, trace de sceau en cire brune, pendant à simple bande de parchemin.

MDII.

1520. — Ghegheven onder den zeghele van zaken der stede van Oudenaerde, den xxix dach van Augst anno xv^e xx.

Lettres par lesquelles les magistrats de la ville d'Audenarde informent ceux de la ville d'Ypres qu'ils ont reçu des lettres de sauf-conduit pour tous les marchands qui se rendront avec leurs marchandises à la franche foire d'Audenarde, qui aura lieu le jour de St-Bavon prochain et durera pendant trois jours. — Ces lettres de sauf-conduit sortiront leur effet depuis le huitième jour avant l'ouverture de ladite foire jusqu'au huitième après la fermeture. Sont exceptés de ces lettres de sauf-conduit les bannis, les fugitifs et les ennemis du prince.

Original sur parchemin, sceau perdu.

MDIII.

1520. — Anvers, le xxviii^e jour de Septembre l'an de grace mil cinq cens et vingt.

Décision prise par le conseil de l'empereur au sujet d'un différend surgi entre les quatre membres de Flandre d'une part, et les bourgmestre et échevins et consaux des villes d'Anvers et de Berg-op-Zoom, d'autre part,

concernant la durée des franchises foires de ces deux villes.
— Le conseil ordonne que les franchises foires de ces deux villes ne pourront durer qu'un mois pour le temps de la principale foire, et quinze jours pour toute prolongation; que, ce délai expiré, nul marchand étranger, quelque part qu'il réside et de quelque état ou condition qu'il soit, ne pourra ni vendre ni acheter aucune denrée ni marchandise par quelque moyen ou en quelque façon que ce soit, sous peine de se voir appliquer les dispositions mentionnées par les lettres royales du 8 Mai 1515 (voir N° MCCCCLIII).

Copie sur papier, écriture de l'époque, collationnée et signée *Snoeckaert*.

MDIV.

1520. — Donné en nostre ville de Tricht, le xix^e jour d'Octobre l'an de grace mil cinq cens et vingt.

Lettres par lesquelles Charles, roi des Romains, élu empereur etc., fait connaître qu'avant de partir pour aller prendre la couronne impériale, il ordonne, institue et établit comme régente et gouvernante du pays, sa tante Marguerite, archiduchesse d'Autriche etc., et qu'il établit comme membres du conseil privé de la dite régente, les évêques de Liège et d'Utrecht; Maître Jean Caulier, seigneur d'Aigny, comme chef du conseil privé; messire Philibert, domprévost d'Utrecht, chancelier de l'ordre; le seigneur de Ligne, comte de Vaugrimberghe; Robert

d'Aremberg, vicomte de Bruxelles; les seigneurs de Reghendorff, de Songnies, de Barbançon, de Montbaillon et de Dorman; messire Christofle de Barouze et Philippe d'Ale. Pour conseillers et maîtres des requêtes, maître Jean Jonglet; Jean le Sauvaige; Jean Aux truyes; messire Antoine Succet; messire Claude de Boisset; maître Louis de Maranches, le sieur de Mark, le docteur Frison, messire Liévin de Pottelsberghe, et maître Antoine de Wauldripont; pour secrétaires maître Philippe Hanneeton, maître Guillaume de Barres, Laurent du Blioul, Jean Marnix, Charles de la Verderue, Louis Barangier, Jacques Lauwereyn, Remacle d'Ardenne, Jean Lalemant, Jean de Rogierville, Jean de le Sanch, George d'Espleghem, Alexandre Scherveys et un secrétaire espagnol. — Vient ensuite le règlement pour les diverses attributions des secrétaires et la manière dont seront expédiées les lettres patentes, les lettres closes etc. L'apposition des sceaux aux lettres, la tenue du conseil, l'autorité et pouvoir du conseil privé sur le grand-conseil de Malines; l'expédition des lettres de grâce, de placet, de rémission, de pardon, de répit etc. la surintendance des finances, le renouvellement des lois par des commissaires à ce ordonnés ou par leurs subrogés; — l'entretien des quatre compagnies de 200 hommes d'arme d'ordonnance, dont le commandement est accordé au comte de Nassau etc., etc.

Copie sur papier, écriture de l'époque, collationnée et signée *Boullin*.

MDV.

1820. — Aldus gesloten met scepenen, raden, hoofdmannen ende de college van der xviii^{en}, den xxx^{en} in October xv^e twintich.

Règlement ou ordonnance concernant l'administration, l'ordre etc. à tenir à l'hospice des lépreux dite Hooghezieken. 1^o Les tuteurs de l'hospice nommeront trois jurés pris parmi ceux qui jouissent de provendes à l'hospice; ils seront chargés d'examiner toutes les personnes qui se rendront à l'hospice. 2^o Pour procéder aux visites des personnes qui se présenteront à l'hospice, il sera adjoint à ces trois jurés un médecin et un chirurgien expérimentés; nulle visite ne pourra être faite sans la présence de ceux-ci. 3^o On fixera deux jours par semaine auxquels se feront les visites; le médecin et le chirurgien devront se trouver à l'hospice aux jours fixés et recevront de ce chef un salaire raisonnable. 4^o Les trois jurés susmentionnés, ainsi que le médecin et le chirurgien, seront seuls aptes à faire des visites et à délivrer des certificats. 5^o Les personnes qui se présenteront à la visite, devront exhiber un certificat de la ville ou du lieu où ils demeurent. 6^o Les personnes qui, pour cause de maladie, ne pourraient se rendre à l'hospice pour subir la visite, seront visitées par un des jurés accompagné du médecin ou du chirurgien, désigné par les tuteurs de l'hospice: ils recevront de ce chef un salaire raisonnable, à savoir 20 escalins parisis si la visite se fait hors du rayon d'une lieue de la ville, et 16 escalins parisis dans ledit rayon. Le receveur de l'hospice n'aura aucun droit à partager ce salaire et

il lui est également défendu de faire dorénavant aucune composition de taxe avec les malades au sujet de la visite à payer. 7^o Les lépreux pauvres, qui viennent en ville le jour du vendredi-saint pour recevoir les aumônes de la ville et des bonnes gens, seront déchargés du paiement des baraques dans laquelle on les couche. L'hospice prendra ces frais à sa charge sans que le fermier actuel de ces baraques pourra prétendre une somme quelconque du tronc des aumônes destinées aux pauvres. 8^o Les lettres d'avis annuelles que le receveur de l'hospice envoyait aux lépreux et pour lesquelles il recevait une indemnité de 14 gros par an, seront supprimées; on n'enverra dorénavant qu'une seule lettre d'avis, qui sera valable jusqu'à révocation faite par les tuteurs et qu'il suffira de présenter tous les ans. Le receveur enregistrera cette présentation et recevra de ce chef quatre escalins parisis. 9^o Le receveur tiendra un registre de toutes les personnes déclarées atteintes de la lèpre. Le registre contiendra les noms et prénoms des lépreux, l'indication de la ville ou du lieu où ils demeurent et de l'époque à laquelle ils ont été déclarés atteints. 10^o Tout bourgeois ou bourgeoise d'Ypres qui se présentera à l'hospice pour être visité, s'il désire être admis à l'hospice comme prébendier malade, devra subir une seconde visite devant deux jurés, un médecin et un chirurgien, dans une des cinq bonnes villes de la Flandre, et devra apporter un certificat attestant qu'il est atteint de la lèpre. 11^o Les provendes pour les personnes non atteintes de la lèpre, seront données de préférence aux personnes non mariées, auxquelles on donnera une demi-provende, ou une provende entière; et aux personnes pauvres, incapables de gagner leur nourriture; on en laissera le choix à la discrétion, à la charité et à la conscience des tuteurs de l'hospice. 12^o On nommera un surveillant chargé d'exa-

miner tous les matériaux dont on se servira dorénavant, soit pour l'hospice, soit pour les autres maisons appartenant à l'hospice. 13° Le receveur sera chargé des fonctions de portier, sans recevoir de ce chef aucune augmentation de salaire. 14° Ledit receveur ne pourra en aucune manière tenir en bail les terres ou propriétés de l'hospice; tous les biens de l'établissement seront donnés en bail au plus grand profit de l'établissement. 15° Il ne pourra faire aucune coupe d'arbres ni de taillis sans le consentement des tuteurs, et sans avoir, au préalable, examiné les arbres ou les bois, de concert avec le surveillant mentionné au N° 12, et en avoir fait rapport auxdits tuteurs. 16° Il n'aura aucun droit ni au bois provenant de la taille des arbres, ni au restant des matériaux provenant de réparations ou démolitions; mais le tout sera vendu au plus grand bénéfice de l'établissement et porté en compte. 17° Le chapelain de l'hospice recevra la somme annuelle de (1) pour la célébration des services divins, et moyennant ce traitement, le receveur sera dispensé de lui donner son repas ainsi qu'à son clerc. 18° Celui qui sera nommé dans la suite aux fonctions de receveur, devra, avant d'entrer en fonction, répondre de tout manquement, administration etc. et fera serment de s'acquitter fidèlement de ses fonctions jusqu'à révocation faite par les tuteurs. Ces derniers pourront le révoquer en tout temps, sans être obligé de donner le motif de leur décision. 19° Tous les ans, à la clôture des comptes, le receveur sera tenu de verser le surplus des recettes sur les dépenses dans une caisse qui sera déposée chez l'un des tuteurs et qui se fermera à trois clés, desquelles chaque tuteur en

(1) La somme est restée en blanc.

conservera une et le receveur la troisième. — Ce surplus sera employé à l'achat de rentes ou de biens au plus grand profit de l'hospice. 20° Dans la même caisse on enfermera le grand-livre des comptes arrêtés, sans le laisser plus longtemps entre les mains du receveur. 21° A l'égard du repas qui se fait tous les ans aux frais de l'hospice et qui monte à une somme assez considérable, il sera bon de le diminuer en le laissant à la disposition des tuteurs de l'hospice.

Suit le tarif des taux et salaires du receveur des jurés et du doyen de l'hospice pour les visites des personnes atteintes de la lèpre :

1° Toute personne, bourgeois ou non, visitée et déclarée atteinte, paiera à chaque juré 2 sous parisis.

2° Le receveur recevra pour le certificat 4 sous.

3° Toute personne visitée et déclarée non atteinte, paiera également 2 sous.

4° Ceux qui sont placés en observation, ne paieront que l'indemnité de visite et ne seront pas obligés de prendre de certificat; si cependant ils veulent en prendre, ils paieront 4 sous parisis.

5° Une procuration se paiera 8 sous.

6° Une lettre de déshéritement. . . . 8 sous.

7° Une nouvelle lettre (l'ancienne étant perdue) 2 sous.

8° Un nouveau sceau à une lettre (l'ancien étant cassé) 4 sous.

9° Toutes les prédites lettres devront être en parchemin à sceau pendant.

Salaires du doyen.

10° Chaque personne déclarée atteinte lui paiera 2 sous.

11° Chaque lépreux qui se marie 6 sous.

12° Déplacer la croix lors du changement de domicile 2 sous.

13° Il aura le meilleur vêtement supérieur de tout lépreux qui meurt, ou bien 3 livres parisis au choix des héritiers du défunt.

14° Ces taux et salaires seront inscrits en un tableau et suspendus dans l'hospice, afin que chacun puisse en prendre connaissance.

15° Il aura le tiers de toutes les amendes pécuniaires, le surplus appartiendra à l'hospice; le doyen en tiendra compte.

16° Pour toute amende au-delà de 20 escalins parisis, le doyen ne pourra pas transiger sans le consentement des tuteurs de l'hospice.

17° Il ne pourra non plus transiger pour un délit quelconque, mais sera obligé de traduire en justice.

18° S'il remplit ses fonctions hors des limites de l'échevinage, il aura droit au salaire stipulé par l'acte d'achat de son office et consenti par les échevins de la ville.

Sur parchemin, écriture du milieu du
xvi^e siècle.

MDVI.

1520 (1521 n. s.). — Donné en nostre ville de Malines, le iv^e jour de Février l'an de grâce mil cinq cens et vingt.

Ordonnance par laquelle Charles, empereur des Romains etc. fixe les nouvelles monnaies d'or et d'argent qui seront frappées dorénavant, ainsi que leur poids, valeur, cours légal etc. etc.

Donné sous le *vidimus* du conseil de Flandre qui en ordonne la publication et l'exécution le 18 Février 1520 (1521 n. s.).

Copie sur papier, collationnée et signée :
Steelant.

MDVII.

1520 (1521 n. s.). — Donné en nostre ville de Malines, le xx^e jour de Février l'an de grace mil cinq cens et vingt.

Lettres par lesquelles Charles, élu empereur des Romains etc., désigne comme commissaires pour l'audition et l'approbation des comptes et le renouvellement des magistrats de la ville d'Ypres, 1° le comte de Gavre, seigneur de Fiennes, gouverneur et capitaine-général de Flandre, et en son absence, Liévin de Pottelsberghe, chevalier, receveur des aides de Flandre. 2° L'abbé de St-Bertin et, en son absence, le seigneur des Fossez-Leeuwerghem. 3° Maximilien de Hornes, seigneur de Gaesbecque et, en son absence, Nicolas Uutenhove, président de Flandre; et 4° Jacques de Luxembourg, chevalier.

Sur le pli se trouve : *Par l'empereur en son conseil.*
(Signé) *Hancton.*

Original, grand sceau en cire rouge avec contrescel pendant à une bande de parchemin.

MDVIII.

1520 (1521 n. s.). — Ghegheven te Ghendt, den negensten dach van Maerte int jaer duust vyf hondert ende twintig.

Ordonnance du conseil de Flandre, défendant de tenir sur le plat-pays, hors des villes privilégiées, tout espèce de marché de grains, et de transporter les grains hors des dites villes privilégiées. Tout grain qui sera présenté à vendre, devra l'être dans les susdites villes au jour fixé pour le marché hebdomadaire; le tout sous peine d'amende de 20 livres parisis aussi bien pour le vendeur que pour l'acheteur. Le tiers de cette amende au profit du prince, l'autre tiers au profit du dénonciateur, et le dernier tiers au profit de l'officier chargé de l'exécution.

Original sur parchemin. Sceau du conseil de Flandre en cire rouge, appliqué sur parchemin et signé: *Boullin*.

MDIX.

1521. — Donné en nostre ville de Gand, le xxi^e jour de Juillet l'an de grace mil cinq cens vingt et ung.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., etc. exempté les échevins de la ville d'Ypres de la moitié

du quart de leur quote et portion de l'aide extraordinaire de 180 mille livres que les états de Flandre lui ont accordées pour l'aider dans la présente guerre. La somme que la ville d'Ypres avait à payer s'élevait à 3,150 liv. Il leur accorde cette remise sous condition qu'ils emploient cet argent à la réparation des fortifications, des tours, des portes, des murailles, des ponts, des chaussées et d'autres ouvrages d'utilité publique.

Copie sur papier, écriture de l'époque, collationnée et signée *Goethem*.

MDX.

1521. — Donné en nostre ville de Gand, le xxix^e jour de Juillet l'an de grace mil cinq cens vingt et ung.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., considérant la diminution des accises et maltotes de la ville d'Ypres, occasionnée par le déplacement de l'industrie drapière qui se transporte dans les villages et plat-pays d'environ, autorise les échevins de cette ville à vendre des rentes viagères jusqu'à la somme de 400 liv. de gros, monnaie de Flandre, à savoir: les rentes à une vie au denier huit et celles à deux vies au denier 10 et au-dessus. Il les autorise également à vendre au plus offrant et dernier enchérisseur deux maisons et héritages situés au midi du marché d'Ypres, ainsi que plusieurs autres parties de terres et héritages, comme prairies, paturages

etc., gisant dans la ville et hors de la porte de Dixmude, ainsi qu'un bois gisant dans la paroisse d'Hollebeke. Les deniers provenant de ces ventes devront être employés au nettoiemment de la rivière l'Yperlé, à la réparation de l'écluse de Nieuwendamme, des portes, tours, murailles, forts etc.

Sur le pli se trouve : *Par l'empereur (signé) Verdrue.*

Original sur parchemin, grand sceau de l'empereur avec contrescel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MDXI.

1521. — Le premier jour de Septembre l'an mil cinq cens vingt et ung.

Lettres par lesquelles le maieur et les échevins de la ville de St-Omer annoncent aux échevins de la ville d'Ypres, qu'ils ont reçu des lettres de sauf-conduit pour tous les marchands qui se rendront avec leurs marchandises à la franche foire de ladite ville de St-Omer, qui commencera le lendemain du jour St-Michel et durera pendant six jours ouvrables, dont les trois premiers sont destinés à la vente des chevaux et autres bêtes, les trois derniers à la vente du drap, et les six jours entiers à la vente de toute autre marchandise. Ces lettres de sauf-conduit sortiront leur effet à dater du 9^e jour avant

la fête de St-Michel jusqu'à la fin du 9^e jour après la fermeture de la foire.

Original sur parchemin, sceau perdu.

MDXII.

1521. — Oudenarde, den 22^{en} dach van September xv•xxxj.

Lettres par lesquelles les magistrats de la ville d'Audenarde informent ceux d'Ypres qu'ils ont reçu des lettres de sauf-conduit pour tous les marchands qui se rendront avec leurs marchandises à la franche foire de ladite ville, qui aura lieu à la St-Bavon prochain venant. Ces lettres de sauf-conduit sortiront leur effet à dater du 5^e jour avant l'ouverture de la foire jusqu'au 5^e jour après la fermeture.

Original sur parchemin, sceau perdu.

MDXIII.

1521. — Ghegheven in onser stadt van Bruessel, den xiiii^{en} dach van October int jaer ons Heeren duysent vyf hondert ende een-en-twintich.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc. interprète son ordonnance antérieure, d'après laquelle

les vivandiers ou fournisseurs qui suivaient l'armée et l'approvisionnaient, étaient, pour toute la durée de la guerre, exempts d'arrêt et de confiscation et ne pouvaient être poursuivis judiciairement en matière civile. — Sur la plainte des magistrats d'Ypres, qui lui avaient fait connaître que plusieurs individus de cette ville, afin de jouir des susdites exemptions, prenaient le titre de fournisseurs, mais se contentaient de porter de temps en temps à l'armée des provisions très-insignifiantes et ce à des intervalles de quinze jours ou trois semaines; l'empereur ordonne que désormais on pourra arrêter et poursuivre en matière civile tous ceux de ces fournisseurs qui sont restés pendant six jours sans suivre l'armée et sans y avoir amené des vivres.

Sur le pli se trouve : *By den kaysere in zynen rade.*
(Signé) *Hanneton.*

Original. Grand sceau de l'empereur avec contrescel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MDXIV.

1521 (1522 n. s.). — Donné en nostre ville de Bruxelles, le 13^e jour de Février l'an de grâce mil cinc cens vint et ung.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., etc. à la demande de l'abbesse et des religieuses du monastère de Ste-Claire lèz-Ypres, les autorise à se conformer à toutes les bulles apostoliques et à jouir et

user de celles-ci selon leur forme et teneur, sans pour cela aucunement méprendre envers lui; notamment de se conformer à la bulle du pape Léon, d'après laquelle ce souverain pontife les exempté de la visitation, correction et obéissance du ministre de la province de France, et leur donne pour visiteur le gardien du couvent des Frères-mineurs de la ville d'Ypres.

Sur le pli se trouve : *Par l'empereur.* (Signé) *Dardenne.*

Trace du grand sceau de l'empereur avec contre-scel en cire rouge pendant à une bande de parchemin.

MDXV.

1521 (1522 n. s.). — Donné en nostre cité impériale de Worms, le xxiii^e jour de Février xv^exxi.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc. informe les échevins de la ville d'Ypres que, pour faire cesser les désordres, fraudes et abus qui ont existé depuis longtemps dans le fait des monnaies, il vient d'établir une nouvelle ordonnance à ce sujet (voir N^o MDVI). — Il leur enjoint, sous peine d'encourir son indignation, de faire publier cette ordonnance dans les lieux habituels, de tenir la main à la stricte exécution de celle-ci et de procéder sévèrement et à l'exemple de tous contre tous les infracteurs, transgresseurs etc.

Original sur papier, revêtu de la signature de *Charles-Quint*, et contresigné *Hannart.*

MDXVI.

1521 (1522 n. s.). Donné en nostre ville de Bruxelles, le viii^e jour d'Avril l'an de grâce mil cinq cens vingt et ung avant Pasques.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., à la demande des échevins de la ville d'Ypres, transfert dans cette ville la cour spirituelle de Théroutanne, qu'il avait établie à Bergues-St-Winoc jusqu'à décision ultérieure. Il ordonne en conséquence aux official, vicaires, promoteurs, procureurs et autres officiers et suppôts de cette cour, de se transporter immédiatement avec tous leurs biens, ménage, gens, familiers et serviteurs dans la dite ville d'Ypres, pour y fixer leur résidence et domicile, tenir leurs plaids et exercer leur pratique accoutumée. Il leur octroie de pouvoir y jouir et user de tous les droits, libertés et franchises dont ils ont joui et usé antérieurement lorsque, sous ses prédécesseurs, ladite cour spirituelle était établie dans la même ville d'Ypres. — Il prend cette disposition afin d'augmenter les ressources de cette ville, dont l'industrie drapière était tombée à un tel état de décadence, que la plupart des drapiers avaient été obligés de quitter la ville, tellement que *plusieurs maisons dicelle ville demeurent vaghes et inhabitées, qui causera finablement la totale dépopulation et ruine de la dite ville.*

Sur le pli se trouve : *Par l'empereur.* (Signé) *Verderue.*

Original, grand sceau de l'empereur, avec contrescel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MDXVII.

1522. — Faict et conclut le premier jour de Juing xv^e xii^e.

Appointement et accord fait entre la ville d'Ypres d'une part et la cour spirituelle de Théroutanne, résidant à Ypres, d'autre part, concernant les libertés, exemptions etc. des officiers et suppôts de ladite cour : 1^o Les officiers de cette cour, à savoir les vicaires, official, secrétaires, sceleur, receveur, promoteurs, massiers, procureurs des âmes, avocats et procureurs jusqu'au nombre de douze avocats et douze procureurs seront tenus et réputés comme suppôts de ladite cour et jouiront comme tels de l'exemption de l'accise ou maltote des vins ou cervoises qu'ils mettront en cave pour l'usage de leur propre ménage, sans pouvoir en vendre ou céder à d'autres personnes, sous peine de devoir payer l'accise de la pièce entière dont une partie, quelque minime qu'elle soit, aurait été vendue. — Ils paieront l'accise des vins et cervoise qu'ils prendront en détail dans les tavernes. 2^o Ils seront aussi exempts de l'accise sur toute espèce de vivres qu'ils acheteront en gros dans la ville ou qu'ils feront venir du dehors pour l'approvisionnement de leur ménage. 3^o Ils seront exempts du guet de nuit et de jour aux portes et aux murailles, sinon en cas de siège ou d'éminent péril. 4^o Chacun sera tenu de poursuivre sa partie adverse devant son juge naturel, c'est-à-dire, ceux de la cour poursuivront les bourgeois de la ville en première instance devant les échevins; les bourgeois poursuivront les suppôts et leurs familles pardevant la cour. Excepté toute-

fois pour le loyer des maisons et les dépenses de nourriture, pour lesquelles ladite cour, sur la plainte des bourgeois, suivra les lois, ordonnances et coutumes de la ville. 5° Pour éviter les débats, disputes etc. qui pourraient s'élever en ville par les suppôts ou personnes de leur famille; ceux qui seront trouvés en flagrant délit, pourront être arrêtés et mis provisoirement en assurance au *besant* de la ville; si le débat a lieu entre suppôts seulement, ils seront remis à la dite cour pour être amendés; si le débat a lieu entre suppôts et bourgeois, la partie lésée fera poursuivre l'agresseur, s'il est suppôt devant la cour, s'il est bourgeois devant les échevins. 6° Il est défendu aux suppôts de ladite cour de tenir en leur maison ou ménage aucun bourgeois ou forain de ladite ville ou de leur donner la table, afin que, sous ce prétexte, ils ne jouissent indûment de ladite exemption d'accises. Les suppôts seront obligés de tenir leur ménage seuls: cependant l'un suppôt pourra prendre sa table chez l'autre et ils pourront ainsi profiter ensemble de la susdite exemption. Si les officiers ou suppôts veulent acheter leur table chez les bourgeois, ils pourront le faire, mais dans ce cas ils ne jouiront pas des exemptions susdites. 7° Ceux qui seront assignés devant la cour spirituelle seront francs en venant, séjournant et retournant, sans pouvoir être arrêtés ou punis dans la ville d'Ypres à requête de partie. Ceux qui seront arrêtés, seront remis en liberté aussitôt qu'il appert dûment qu'ils sont ajournés devant la cour, pour autant toutefois qu'ils ne soient bannis par la loi d'Ypres ou qu'ils ne soient chargés de crimes qui entraînent une punition corporelle dont la justice séculière doit connaître par droit; excepté aussi les bourgeois de la ville condamnés par la loi d'Ypres à une amende au profit du prince

ou de la ville, ou condamnés par sentence de la dite loi à la requête de partie. Dans ce cas, on pourra les arrêter nonobstant l'assignation devant ladite cour. 8° Si un débat surgissait entre la dite cour et ceux de la loi d'Ypres, pour cause de juridiction ou pour interprétation des articles ci-dessus, on tâchera d'arranger l'affaire à l'amiable, en désignant de part et d'autre quelques conseillers; si on ne parvient pas à s'entendre on s'en rapportera à la décision du grand-conseil de Malines.

(Il s'y trouve joint deux copies sur papier, écriture de l'époque).

Original sur papier, revêtu de la signature du greffier d'Ypres *Steelant*, et de celle de *Grisel*, notaire de la cour spirituelle.

Transcrit dans le *Geluwenboek*, page 159 v.

MDXVIII.

1522. — Donné le premier jour de Juing xv°xxij.

Cahier en papier contenant la copie des lettres de l'empereur Charles-Quint, analysées au N° MDXVI et une copie de l'appointement et accord fait entre la ville d'Ypres et la cour spirituelle de Thérouanne, analysé au N° précédent.

Copie sur papier, écriture du xvij° siècle.

MDXIX.

1522. — Donné en nostre ville de Malines, le septième jour d'Octobre mil cinq cens vingt-et-deux.

Ordonnance de Charles, empereur des Romains etc., prescrivant que dorénavant le grand-conseil de Malines ne pourra, en première instance, prendre connaissance d'aucune affaire, de quelque nature que ce soit, concernant les sujets du pays et comté de Flandre; il ne pourra non plus dépêcher aucun relèvement d'appel ou réformation de sentence d'appointement interlocutoire et définitif rendu au conseil de Flandre, par quelque loi que ce soit, ni en avoir ou retenir la connaissance par devers lui.

Copie sur papier, écriture du xvii^e siècle.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f^o 198 v^o.

MDXX.

1522. — Ghegheven te Ghendt, den vii^e dach van October int jaer duust vyf hondert twee ende twintich.

Sentence du conseil de Flandre au sujet d'un débat surgi entre les échevins d'Ypres d'une part et les préposés

des deux écluses de Nieuwendam d'autre part. Le conseil prononce qu'aux échevins d'Ypres seuls appartient le droit de faire ouvrir et fermer les dites écluses, d'après les besoins de la navigation, ainsi que toutes les sommes provenant du payage à ces écluses, et il condamne lesdits éclusiers à des indemnités et aux frais parceque, sans autorisation des échevins, ils avaient ouvert les deux écluses à la fois, avaient laissé écouler toute l'eau du canal et interrompu ainsi la navigation.

Au document se trouve attaché un instrument notarié, portant que le 28 du mois de Juin, plusieurs députés envoyés par les *Oost- et Westbrouckers*, sont venus protester devant les échevins d'Ypres que c'est à leur insçu et à leur regret que les éclusiers de Nieuwendam ont ouvert les écluses et laissé écouler l'eau; que ce fait ne doit être attribué qu'à la mauvaise intention de quelques individus et que tous les *Oost- et Westbrouckers* reconnaissent les droits des échevins d'Ypres et sont disposés à les maintenir intacts. — Instrument original sur parchemin, revêtu de la signature de Walterus Domeneit, notaire apostolique du diocèse de la Morinie.

Original sur parchemin, sceau du conseil de Flandre, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f^o 285 v^o.

MDXXI.

1522. — Ghegheven te Ghendt, den achtsten November int jaer duust vyf hondert twee ende twintich.

Lettres par lesquelles le comte de Gavre, seigneur de Fiennes, lieutenant, gouverneur et capitaine-général, de concert avec le conseil de Flandre, autorise les quatre membres de Flandre à placer et établir partout où ils le jugeront convenable, des gardes chargés d'inspecter l'exportation des grains à l'étranger; de prendre des informations concernant les transgressions qui ont eu lieu contre l'ordonnance défendant la dite exportation des grains, et d'infliger aux transgresseurs les peines et amendes comminées par l'ordonnance susdite.

Donné sous le *vidimus* des échevins de la ville de Gand, le 10 Novembre 1522.

Original, sceau de la ville de Gand, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MDXXII.

1522. — Ghegheven in onse stede van Ghendt, den negensten dach van November int jaer ons Heeren duust vyf hondert twee-entwintich.

Ordonnance de l'empereur Charles-Quint, prescrivant que tout appel de jugement doit être fait dans le délai

d'un an et d'un jour, à défaut de quoi ledit appel ne sera plus admissible, mais la chose jugée sera considérée comme admise et approuvée par la partie perdante.

Roodenboek, f° 195 r°.

MDXXIII.

1522. — Donné en nostre ville de Gand, le x^e jour de Novembre l'an de grace mil v^e vingt-et-deux.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., acquitte les échevins de la ville d'Ypres d'une somme de neuf mille livres du prix de quarante gros sur leur quote-part dans l'aide de 150 mille livres que lui ont accordée les quatre membres de Flandre; sous condition qu'ils paieront comptant, entre les mains du receveur-général des aides de Flandre, le surplus de leur dite quote-part ou portion.

Copie sur papier, écriture de l'époque, collationnée et signée *Zoetens*.

MDXXIV.

1522. — Ghegheven in onse stede van Ghent, den tweesten dach van December int jaer ons Heeren duyst vyf hondert ende twee-en-twintich.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., considérant que la juridiction spirituelle empiète tous les jours sur la juridiction temporelle, défend à ses sujets d'attirer devant la cour spirituelle toute personne séculière de quelque état ou condition qu'elle soit, pour des causes ou actions personnelles, profanes ou civiles : ils devront les citer devant leurs juges naturels, sous peine d'amende de soixante livres parisis, de 20 gros monnaie de Flandre. Toutes les causes qui sont pendantes devant la dite cour spirituelle seront retirées aux frais des plaignants et portées devant les juges ordinaires. — Il défend à tous les juges spirituels, promoteurs, notaires, procureurs etc., de lancer aucune citation pour des affaires qui concernent les juges civils, sous la même peine de 60 liv. parisis : si des citations pareilles étaient lancées, ils sont obligés de les retirer et d'y renoncer à leurs frais. — Il ordonne au conseil de Flandre, au souverain-bailli de Flandre, aux baillis des diverses villes etc., de faire publier la présente défense dans tous les lieux ordinaires et de lui donner toute la publicité possible, afin que personne ne puisse prétexter d'ignorance : il ordonne en outre de faire rentrer sévèrement les amendes qui seront encourues, en saisissant au besoin le bien temporel des membres de la cour spirituelle pour le paiement

des dites amendes, dont deux tiers seront au profit du prince, l'autre tiers au profit du dénonciateur.

Donné sous le *vidimus* des échevins de la ville de Gand, le 30 Octobre 1526.

Vidimus original sur parchemin, sceau des échevins de la ville de Gand, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Imprimé dans le *Plackaetboek van Vlaendoren*, tome I, page 57.

MDXXV.

1522. — Donné en nostre ville de Gand, le second jour de Décembre l'an de grace mil cinq cens vingt et deux.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc. etc., à la demande des échevins de la ville d'Ypres et pour mettre ordre à la multiplication des procès, appels etc., qui occasionnent à cette ville des dépenses insupportables, ordonne que dorénavant tous ceux qui appelleront des sentences ou appointements des susdits échevins d'Ypres, et qui seront trouvés l'avoir fait à tort et à mauvaise cause, seront condamnés à l'amende de 60 livres parisis ; comme les échevins susdits seront également condamnés à une pareille amende, si un jugement prononcé par eux vient à être réformé en appel. La moitié de cette amende sera au profit du prince, l'autre moitié au profit de la ville d'Ypres.

Sur le pli se trouve : *Par l'empereur en son conseil.*
(Signé) *Verderue.*

Original sur parchemin, sceau de l'empereur
avec contrescel en cire rouge, pendant à
double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, page 200 v^o.

Id. id. *Wittenboek*, » 289 v^o.

MDXXVI.

1522 (1523 n. s.). — Den xii^e dach van Lauwe int jaer ons
Heeren duust vyfhondert twee ende twintich.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville d'Ypres accordent à Chrétien Tybaut, Guillaume de Brune et Nicolas Vanden Thune, bourgeois et drapiers de ladite ville, des lettres de créance pour une somme de 700 liv. sterling, promettant, en leur nom et au nom de la ville, de payer jusqu'à concurrence de cette somme aux marchands anglais de l'étape de laine de Calais, sur la reproduction des présentes lettres de créance, les laines que les trois drapiers nommés ci-dessus achèteront dans la dite ville de Calais. Ces trois drapiers avaient donné aux échevins d'Ypres des garanties suffisantes pour ladite somme de 700 liv. sterl.

Signé sur le pli : *Steelant.*

Original sur parchemin, sceau des échevins
de la ville d'Ypres, avec contrescel en cire
verte, pendant à double queue de parchemin.

MDXXVII.

1522 (1523 n. s.). — Den zeven-en-twintichsten dach van Lauwe
int jaer ons Heeren duust vyfhondert twee-ende-twintich.

Sentence arbitrale, prononcée par Jacques de Luxembourg, seigneur de Fiennes etc., au sujet d'un différend surgi entre les échevins d'Ypres, d'une part, et les échevins du Furnambacht, d'autre part, à cause des taxations des bourgeois forains d'Ypres, habitant dans ledit Furnambacht. (Voir les N^{os} DCCXIV et MCCCCXLIII.)

Les bourgeois forains d'Ypres exerçant un métier ou exploitant des terres leur appartenant dans le Furnambacht, contribueront dans les charges avec les autres habitants dudit ambacht, dans la proportion de 5 à 8, c'est-à-dire que là où les habitants du Furnambacht paieront 8 par mesure, les habitants d'Ypres ne paieront que 5. — Les bourgeois d'Ypres, habitant le Furnambacht, jouiront de cette modération d'imposition lorsqu'ils habitent consécutivement toute l'année la ville d'Ypres, à l'exception des trois fois quarante jours qu'ils pourront habiter le Furnambacht. (Voir les N^{os} DCXLVI et DCCXIV.) S'ils ne remplissent pas ces conditions, ils sont soumis à la taxation entière, comme les autres habitants du Furnambacht. — Ceux qui exploiteront des terres appartenant à d'autres, seront soumis à la taxation entière, comme les habitants du Furnambacht. — Les échevins du Furnambacht promettent de rendre sans frais à ceux d'Ypres toutes les impositions indûment faites et perçues antérieurement.

(Il s'y trouve joint une copie sur papier, écriture de l'époque).

Original sur parchemin, revêtu de la signature de *Jacques de Luxembourg* et munie de son sceau en cire rouge pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 291 r°.
Id. id. *Zwartenboek*, f° 77 v°.

MDXXVIII.

1522 (1523 n. s.). — Le xxiii^e jour de Mars l'an mil cinq cens vingt et deux avant Pasques.

Sentence arbitrale, prononcée par Jacques de Luxembourg, comte de Gavre, seigneur de Fiennes, gouverneur et capitaine-général de Flandre, au sujet d'une difficulté surgie entre les bailli, échevins et receveur de la châtellenie d'Ypres, d'une part, et les habitants de ladite châtellenie, d'autre part, aussi entre les bailli, échevins et receveur susdit, d'une part, et les échevins de la ville d'Ypres, d'autre part. Les bailli et échevins de la châtellenie avaient reçu de l'empereur des lettres d'octroi, par lesquelles il leur était accordé de mettre des impôts et des accises sur les vins qui se vendraient et sur les cervoises qui se brassaient dans la châtellenie, sous condition d'employer les deniers provenant de cet impôt, au paiement de la portion des aides et subventions accordées à l'empereur et à d'autres charges de ladite châtellenie. — Les habitants de la châtellenie, ainsi que les échevins de la ville d'Ypres, prétendaient que ces lettres avaient été obtenues d'une manière subreptice et que les charges devaient, conformément à leurs privilèges, être levées par imposition capitale, chacun y contribuant d'après son état. — Le comte de Fiennes, après avoir ouï les deux parties et avoir pris l'avis du président du grand-conseil de Malines et des président et autres gens du conseil de Flandre, ordonne que les dites lettres d'octroi ne seront pas mises à exécution et qu'on suivra, pour la répartition des impôts, le mode usité antérieurement.

tellenie, ainsi que les échevins de la ville d'Ypres, prétendaient que ces lettres avaient été obtenues d'une manière subreptice et que les charges devaient, conformément à leurs privilèges, être levées par imposition capitale, chacun y contribuant d'après son état. — Le comte de Fiennes, après avoir ouï les deux parties et avoir pris l'avis du président du grand-conseil de Malines et des président et autres gens du conseil de Flandre, ordonne que les dites lettres d'octroi ne seront pas mises à exécution et qu'on suivra, pour la répartition des impôts, le mode usité antérieurement.

Original sur parchemin, revêtu de la signature de *Jacques de Luxembourg*, et muni de son scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, f° 20 v°.

MDXXIX.

1522 (1523 n. s.). — Donné en nostre ville de Malines, le premier jour d'Avril l'an de grace mil cinq cens vingt et deux.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., autorise les échevins de la ville d'Ypres à vendre sur la ville d'Ypres des rentes viagères à deux vies au denier dix et à une vie au denier huit, afin de pouvoir payer la somme de trois mille livres de quarante gros monnaie de Flandre, montant de leur quote-part dans la

nouvelle aide de 150 mille liv. que les quatre membres de Flandre lui ont accordées le 29 Mars dernier. Cette aide, ainsi que celle mentionnée au N° MDXXIII, avaient été accordées par lesdits quatre membres pour l'entretien des garnisons et navires destinés à la garde des frontières de Flandre, tant par terre que par mer.

Sur le pli se trouve : *Par l'empereur, l'archevêque de Palerme, chief du privé-conseil, le comte de Hoochstrate, chief des finances, le seigneur de Neufville, chevalier et autres gens. (Signé) Dublioul.*

Original, grand sceau de l'empereur avec contrescel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MDXXX.

1523. — Donné en nostre ville de Malines, le penultime jour d'Avril l'an de grace mil cinq cens vingt et trois.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., confirme l'octroi accordé aux échevins d'Ypres, par Jean, duc de Bourgogne, d'après lequel nul ne peut tenir taverne, ni vendre vin ou cervoise en gros ou en détail, ni brasser aucune espèce de cervoise dans le rayon d'une lieue de la ville d'Ypres, excepté à l'endroit appelé le tilleul de Pilken, sur le chemin d'Ypres à Dixmude; au *Wielken*; à St-Eloi et aux places contigues aux cimetières et aux églises paroissiales qui se trouvent à l'intérieur du

rayon d'une lieue; auxquels endroits on pourra brasser de la cervoise du prix de douze mittes, monnaie de Flandre, le lot, et au-dessous. Les contrevenants seront punis d'une amende de 40 liv. parisis, monnaie de Flandre, dont la moitié au profit du prince, l'autre moitié au profit de la ville d'Ypres. (Voir le N° DCCLIV.)

Il s'y trouve joint une copie sur papier, écriture du xvii^e siècle.

Sur le pli se trouve : *Par l'empereur en son conseil. (Signé) Verderue.*

Original sur parchemin, trace du sceau de l'empereur avec contrescel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Willenboek*, fo 295 v^o.
Id. id. *Roodenboek*, fo 296 v^o.

MDXXXI.

1523. — Datum Romæ apud sanctum Petrum anno incarnationis Dominice millesimo quingentesimo vigesimo tertio, quinto id. maii pontificatus nostri anno primo.

Bulle du pape Adrien VI, par laquelle il ordonne la translation de la cour spirituelle de Thérouanne à Ypres, (voir le N° MDXVI) et charge de l'exécution de cette translation Jean, archevêque de Palerme. — Le Saint Père menace d'excommunication quiconque s'opposera à cette prescription.

Original, signé sur le pli, de *Castilo*, muni d'une bulle en plomb pendant à des lacs de fil jaune et rouge.

MDXXXII.

1523. — Den vichtiensten dach van Meye int jaer vichtien hondert drie ende twintich.

Lettres par lesquelles Jean Van den Eeckhoute, seigneur de la Clyte, consent à ce que les échevins d'Ypres vendent certaines parties de terre situées à l'ouest de la rue de Dixmude et faisant partie de la seigneurie de Rollegghem, tenue en fief de la seigneurie de Clyte, et dont les échevins susdits voulaient faire trois ou quatre petits fiefs relevant de la seigneurie de Rollegghem. Il leur accorde cette autorisation moyennant paiement de 172 liv. parisis, monnaie de Flandre, pour rachat des droits de dîme, laquelle somme il déclare avoir reçue et en donner quittance.

Original, revêtu de la signature de Jean van den Eeckhoute, et muni de son scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MDXXXIII.

1523. — Ypre le quatorsiesme jour de Jullet l'an mil cinq cens vingt et trois.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville d'Ypres nomment comme leurs commissaires et exécuteurs des

bulles papales pour le transfert à Ypres de la cour spirituelle de Thérouanne, maître Philippe Nigri, archidiacre de Thérouanne, conseiller ordinaire de l'empereur au grand conseil de Malines, et maître Laurent de Aula, secrétaire ordinaire de l'empereur, Jacques de Steelant, greffier, et Thierry Moenaert, conseiller et pensionnaire de la ville d'Ypres.

Original, muni du sceau de la ville d'Ypres, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MDXXXIV.

1523. — Datum et actum Bruxelle, Cameracen. dioces. in domo habitationis nostrae sub anno a nativitate Domini millesimo quingentesimo vigesimo tercio, indictione undecima, die vero vigesima quarta mensis Julii etc.

Lettres par lesquelles Jean, archevêque de Palerme, en exécution de la bulle papale mentionnée au N° MDXXXI, ordonne à l'évêque et au chapitre de la Morinie, d'établir à Ypres la cour spirituelle de Thérouanne, pour ce qui concerne la Flandre, et ce dans le délai de six jours, sous peine d'encourir l'excommunication mentionnée dans la bulle papale susdite. Ces lettres contiennent *in extenso* la bulle papale susdite, et sont écrites en présence de deux témoins qui sont le Domp-prévôt d'Utrecht et Denis de Zeverdonek, chanoine de l'église de Lierre.

Original, muni du sceau de l'archevêque de Palerme, avec contre-scel en cire rouge, pendant à des rubans de soie de même couleur.

MDXXXV.

1523. — Datum et actum Bruxelle, Cameracen. dioc. in domo habitationis nostrae sub anno a nativitate Domini millesimo quingentesimo vigesimo tercio, indictione undecima, die vero vigesima quarta mensis Julii etc.

Lettre de Jean, archevêque de Palerme, du même contenu que le N° précédent.

Original, muni du sceau de l'archevêque de Palerme, avec contre-scel en cire rouge, pendant à des rubans de soie de même couleur.

MDXXXVI.

1523. — Datum et actum in nostro monasterio sub anno a nativitate Domini millesimo quingentesimo vicesimo tertio, indictione undecima die vero penultima mensis Julii.

Lettres par lesquelles Corneille de Méra, abbé de St-Michel d'Anvers, en vertu des pouvoirs que lui a octroyés l'archevêque de Palerme, et sur le refus de l'évêque et du chapitre de la Morinie, de nommer les dignitaires de la cour spirituelle établie à Ypres, désigne Olivier Buedin, prévôt de St-Martin d'Ypres et de l'abbaye d'Eversaem, et Philippe De Lobel, chantre et chanoine de la Morinie, comme vicaires apostoliques près

de ladite cour spirituelle, établie à Ypres. (Voir les N° MDXXXI, MDXXXIII et MDXXXIV.)

Original, sceau de l'abbé de St-Michel, en cire rouge, pendant à des rubans de soie verte.

MDXXXVII.

1523. — Ypre den vyfsten dach van Ougst int jaer xv° drie ende twintich.

Acte des quatre membres de Flandre, portant que les députés des villes de Nieuport, de Dunkerque et d'Ostende leur ont demandé l'autorisation d'équiper des vaisseaux de convoi afin de les défendre pendant la pêche du hareng, présentant de payer outre l'impôt au profit de l'empereur (*s'heeren penningen*), un certain impôt pour tout le hareng et autre poisson qu'ils prendront en mer et qu'ils présenteront en vente, mais seulement pour le temps d'une année et sans préjudice pour l'avenir. — Ils offrent en outre de mettre à la disposition des quatre membres de Flandre les trois navires qu'ils possèdent, pourvus de leurs voiles, ancras, artillerie et autres munitions, sous condition qu'on les indemniserait de toutes les pertes et dommages que ces navires pourraient éprouver, soit par l'effet de la tempête, prise de guerre ou autres inconvénients. Ils entretiendront ces navires de vivres et de munitions, dont la valeur sera portée en déduction de la nouvelle imposition sur le hareng et sous condition que

les quatre membres leur rembourseront tous les frais qui dépasseront le coût de l'entretien des navires. — Les quatre membres adoptent la proposition des députés des trois villes susdites, et se font forts d'obtenir de l'empereur les lettres de non-préjudice qu'ils demandent. — Cet acte est approuvé, au nom de l'empereur, par Jacques de Luxembourg, comte de Gavre, seigneur de Fiennes, lieutenant-gouverneur et capitaine-général de Flandre, sous la date du 6 Août 1523.

Original sur parchemin, revêtu de la signature du seigneur de Fiennes et contresigné *Wulf*.

MDXXXVIII.

1523. — Datum in oppido Yprensi, anno Domini millesimo quingentesimo vicesimo tertio, mensis Augusti die vicesima quarta.

Lettres par lesquelles les vicaires-généraux de la Morinie, résidant à Ypres, abrogent plusieurs jours de fête célébrés dans cette ville et dans les environs, et notamment ceux de St-Omer, de St-Bavon, de St-Denis, de St-Nicaise etc. Ils prennent cette résolution, parce que ces jours de fête sont pour le peuple plutôt des occasions d'ivrognerie et de désordre que de piété et de dévotion.

Original, sceau de la cour spirituelle d'Ypres, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Geluwenboek*, f° 28 r.

MDXXXIX.

1523. — De par Madame, au nom de l'Empereur, au premier jour de Septembre prochain venant.

Proposition faite par Marguerite d'Autriche, gouvernante, régente etc. aux états du pays et comté de Flandre, afin d'obtenir, pour soutenir l'empereur dans la guerre contre la France, une aide de cent mille écus marchands de 48 gros la pièce, à payer la moitié au jour de St-Martin et l'autre moitié au premier jour de Mars prochainement venant. La proposition se compose de quatre points : 1° Remercement aux états de Flandre, pour les services rendus et les aides accordées. — 2° Exposition des motifs qui forcent l'empereur à faire la guerre au roi de France, lequel n'a voulu consentir à la paix, malgré les exhortations du roi d'Angleterre et du Pape et malgré les efforts que fait le grand Turc pour détruire la chrétienté. — 3° Exposition de l'accord fait entre l'empereur et le roi d'Angleterre pour attaquer la France simultanément par l'Espagne, où sera l'empereur en personne, et par l'Italie, d'un autre côté, par Calais, où l'armée anglaise doit opérer un débarquement. — 4° Demande de la somme de 400 mille écus qui fait l'objet principal de la réunion des états.

Le document porte que la proposition a été faite le 5 Septembre 1523.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MDXL.

1523. — Fait à Bruxelles, le ^{ij}^e jour de Septembre l'an xv^e vingt et trois.

Décision de Marguerite d'Autriche, régente et gouvernante, portant que ceux de Tournai ne pourront prendre, lever ni exiger de ceux de Flandre aucun droit de payage, tonlieu ou autre impôt sur les biens, denrées et marchandises qu'ils feront mener ou ramener par la dite ville de Tournai, ni aucunement les molester en vertu de lettres d'octroi concernant certains impôts et tonlieu de denrées et marchandises, qu'ils ont obtenus récemment de l'empereur. Cette ordonnance aura cours jusqu'à décision ultérieure de la régente. Elle ordonne à ceux de Tournai de lui envoyer leurs députés, afin de traiter de cette question.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, f^o 163 v^o.

MDXLI.

1523. — Fait conclu et ordonné par Madame en conseil à Malines, le xxviii^e jour de Septembre l'an quinze cent vingt-trois.

Décision définitive de Marguerite d'Autriche, régente et gouvernante, concernant les lettres d'octroi obtenues

par ceux de Tournai et mentionnées au N^o précédent. Nonobstant les remontrances faites de la part de ceux de Tournai par le prévôt de ladite ville, la régente maintient sa première décision, c'est-à-dire que les lettres d'octroi susmentionnées ne pourront s'étendre aux sujets, manans et habitants de la Flandre, et qu'en vertu de ces lettres ceux de Tournai ne pourront prendre ni exiger de ceux de la Flandre les droits de payage, impôts et tonlieu mentionnés dans les lettres d'octroi susdites.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MDXLII.

1523. — Donné en nostre ville de Malines, le vi^e d'Octobre l'an quinze cents vingt et trois.

Ordonnance de l'empereur Charles-Quint, prescrivant que tous les habitants de la Flandre sont exempts du droit de tonlieu dans la ville de Tournai. — Les lettres d'octroi qu'il a accordées récemment à cette ville pour l'établissement d'un tonlieu, ne concernera donc nullement ceux de la Flandre, qui en restent et en resteront exempts.

Zwartenboek, f^o 167 r^o.

MDXLIII.

1523. — Ghegheven in onser stede van Mechelen, den vij^e dach van October int jaer ons Heeren duust vyf honderd ende drie-entwintich.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., approuve l'accord fait entre les villes de Bruges et d'Ypres et le Franc, d'une part, et les francs-monnayeurs, d'autre part, au sujet de certains droits et privilèges de ces derniers. En voici les principaux articles : Nul ne sera admis au nombre des francs-monnayeurs, s'il n'est né de légitime mariage et de parents appartenant aux francs-monnayeurs et ayant fait leur preuve. — Pour être admis à faire ses preuves, le postulant devra être âgé au moins de treize ans et avoir travaillé pendant une année au moins. — Sujet des épreuves à subir. — L'admission sera prouvée par un certificat muni du sceau des francs-monnayeurs; et pour éviter toute fraude, ledit sceau sera gardé en un écrin fermant à trois clefs différentes, dont l'une restera entre les mains du prévôt des monnayeurs, le second entre celles du prévôt des ouvriers et la troisième entre celles du plus ancien ouvrier de la monnaie. — Ceux qui, par l'âge ou par les infirmités, seront impropres à travailler, n'en continueront pas moins à jouir des privilèges des francs-monnayeurs. — Ceux qui seront admis au nombre des francs-monnayeurs devront toujours être prêts à travailler à la monnaie de Flandre, quand ils en seront requis. — Ceux qui seront admis, pourront habiter une ville où ne se trouve pas

d'atelier de la monnaie, et n'en jouiront pas moins des droits et privilèges des monnayeurs, pourvu qu'ils s'engagent à se rendre à l'atelier à la première réquisition. — Tous les monnayeurs, ainsi que leurs familles, leurs veuves, leurs enfants vivant honorablement, seront exempts de la juridiction ordinaire et ne seront justiciables que devant ceux de la monnaie, pour les affaires criminelles, excepté le rapt, l'assassinat et le vol. — Pour les affaires civiles personnelles, ils seront également justiciables des juges de la monnaie, pour autant qu'ils ne font aucun commerce, négoce ou industrie étrangers à la monnaie; dans le cas contraire, ils seront, pour ces affaires civiles, justiciables des juges ordinaires de la localité où ils demeurent et soumis aux mêmes lois, ordonnances etc. que les personnes non privilégiées. — Pour toutes les dettes, promesses de paiement et contracts qui ne regardent pas un commerce ou négoce, ou une industrie étrangère à la monnaie, ils seront justiciables des juges de la monnaie. — Les ouvriers attachés à la monnaie, qui ne sont pas francs-monnayeurs, les apprentis et les domestiques des monnayeurs, ne jouiront pas de ces privilèges, mais seront justiciables des juges ordinaires. — Les francs-monnayeurs qui exerceront un état quelconque ou s'occuperont d'un commerce ou d'une industrie quelconque, seront soumis à toutes les charges, ordonnances et statuts concernant cet état ou ce commerce. — Les francs-monnayeurs seront exempts de la cueillote et de l'accise des denrées qu'ils consomment eux, leurs femmes et leurs enfants demeurant avec eux; mais ils ne le seront nullement pour les personnes étrangères à leurs familles, demeurant avec eux. — Dans cette convention, la ville de Bruges fut représentée par Martin Snouckaert, celle d'Ypres par Jacques Van Steelandt, et le Franc par le

greffier Woutier Vanden Hecke. Les francs-monnayeurs y furent représentés par Joos Canin et Félix Vander Brugghe, prévôts. Cet accord fut conclu le 28 Février 1520 (1521 n. s.).

L'empereur approuve, ratifie et confirme ledit accord, excepté l'article où il est dit que, pour tout affaire criminelle autre que l'assassinat, le rapt et le vol, les francs-monnayeurs seront justiciables des juges de la monnaie. L'empereur se réserve de prononcer sur lesdites affaires criminelles ou d'en charger l'un de ses conseils, à la demande de l'une ou de l'autre des parties.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MDXLIV.

1523. — Le xxiii^e jour d'Octobre mil v^e vingt-trois.

Extrait du registre des droits des tonlieux de Flandre reposant en la chambre des comptes de l'empereur à Lille, constatant que la ville d'Ypres, les bourgeois de cette ville, natifs de Flandre, sont exempts du tonlieu de Rupelmonde. Cet extrait est délivré par les président et gens de la chambre des comptes de Lille, aux échevins d'Ypres, à leur demande, et en vertu des lettres closes d'ordonnance de la régente Marguerite d'Autriche.

Copie authentique sur papier, écriture de l'époque, signée *Willems*.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f^o 294 v^o.

Id. id. *Zwartenboek*, f^o 157 v^o.

MDXLV.

1523 (1524 n. s.). — Ypre, den eersten dach van Lauwe xv^e drie en-twintich.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville d'Ypres désignent maître Thierry Moenaert, Laurin de Ruel, André Terninek, Jean Mays, comme leurs procureurs spéciaux chargés de toutes les affaires contentieuses de la ville d'Ypres et de tous les procès qui pourraient leur être intentés devant n'importe quelle cour ou quelle juridiction. Cette nomination sera valable jusqu'à révocation.

Original sur parchemin, signé *Steelant*, pourvu du scel des échevins, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MDXLVI.

1524. — Donné en nostre ville d'Anvers, soubz nostre contrescel y mis en placart le xix^e jour de Juing l'an mil cinq cens vingt-et-quatre.

Lettres par lesquelles Charles, empereur etc., ordonne, à ceux du conseil de Flandre, de faire publier de nouveau, au 27 du présent mois, dans tous les lieux habituels, son ordonnance du 4 Mars 1522, sur la valeur

des monnaies. — L'empereur se plaint de la non-exécution de cette ordonnance, de ce que l'or sortant des ateliers monétaires du pays est exporté, et que les provinces sont inondées de monnaies étrangères, telles que *florins d'or*, *snaphannes* et autres méchantes monnaies.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MDXLVII.

1524. — Broubouch, den xviii^e dach van Oustmaend xv^exxiii.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville de Bourbourg informent les magistrats d'Ypres, qu'ils ont reçu de l'empereur des lettres de sauf-conduit pour tous les marchands et autres gens qui se rendront avec leurs marchandises à la franche foire de Bourbourg, qui s'ouvrira le lundi après la S^{te}-Croix, 19 Septembre, et durera pendant trois jours consécutifs. Sont exceptés de ces lettres de sauf-conduit les bannis, les fugitifs et les ennemis du prince.

Original sur parchemin; le sceau qui pendait à simple bande de parchemin, est perdu.

MDXLVIII.

1524. — Ghegheven onder den zeghel van zaecken der stede van Audenaerde, den xxv^e van Aougst xv^exxiii.

Lettres de même contenu que le N^o précédent, pour la franche foire d'Audenarde, qui commencera à la St-Bavon et durera pendant trois jours. — Ces lettres de sauf-conduit sortiront leur effet depuis le huitième jour avant l'ouverture de la foire jusqu'au huitième après la fermeture. (Voir le N^o MDXII).

Original sur parchemin, trace de sceau en cire verte, pendant à simple bande de parchemin.

MDXLIX.

1524. — Le premier jour de Septembre l'an xv^exxiii.

Lettres de même contenu que le N^o précédent, pour la franche foire de St-Omer, qui commencera le lendemain du jour de St-Michel et durera six jours, sans y comprendre le dimanche (voir N^o MDXI). Seront exceptés de ces lettres de sauf-conduit les débiteurs de l'empereur, ceux qui se sont obligés dans les foires de Champagne et de Brie etc.

Original sur parchemin, trace du sceau en cire verte, pendant à simple bande de parchemin.

MDL.

1524. — Ghegheven onder den seghele van saken der stede van Loo, den vijftienden dach van September xv^e ende xxiii^e.

Lettres de même contenu que le N^o précédent, pour la franche foire de Loo, qui commencera la veille de St-Denis le 7 Octobre et durera trois jours. Sont exceptés les ennemis du prince, les bannis et les fugitifs. Ces lettres sortiront leur effet depuis le troisième jour avant l'ouverture jusqu'au troisième après la fermeture.

Original sur parchemin, trace de sceau en cire verte, pendant à simple bande de parchemin.

MDLI.

1524. — Op den neghentiensten dach van September int jaer duust vyf hondert ende vier-en-twintich.

Accord fait entre les échevins de la ville de Bruges, d'une part, et ceux de la ville d'Ypres, d'autre part, au sujet de l'ouverture de l'écluse du Cattegat sur l'Yperlée. On convient que, pour le terme de deux ans, à titre d'essai, et sauf les droits de chacune des parties, on ouvrira ladite écluse, pour laisser passer les bateaux, tous les jours de la semaine, le matin à neuf heures et l'après-midi à

trois heures, pour autant qu'il se présente des bateaux. — Cette convention étant arrêtée par les délégués des deux parties, les échevins d'Ypres donnèrent leurs lettres d'adhésion le 5 Octobre suivant, et ceux de Bruges le 5 du même mois.

Original, muni du sceau de la ville de Bruges, avec contreseel en cire brune, pendant à double queue de parchemin.

MDLII.

1524. — Ypre den zeventiensten dach van September xv^e vier-en-twintich.

Diplôme de sage-femme accordé par les échevins d'Ypres à Catherine Van Lokeren, femme de Jean de Balde. Ce diplôme est délivré sur la déclaration de maître Pasquier Wils, médecin, et de Catherine Van der Croone, sage-femme jurée de la ville, qui déclarent avoir examiné ladite Catherine Van Lokeren et l'avoir trouvée suffisamment instruite et experte pour être admise au susdit office.

Original sur parchemin, sceau des échevins d'Ypres, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MDLIII.

1524. — Fait à Malines, le septiesme jour d'Octobre l'an mil cinq cens vingt et quatre.

Ordonnance de Marguerite d'Autriche, régente et gouvernante, portant que les habitants de la Flandre seront exempts du tonlieu de Zélande, sauf pour le linge ou la toile, pour laquelle ils paieront, comme ils l'ont fait de tout temps, quatre gros pour une *petite ou courte mande*, qui équivaut au *terlinck* l'ancienne mesure; de chaque *mande* ou charge moyenne (*terlinck et demi*) six gros, et de chaque *mande* qui équivaut au double *terlinck*, 8 gros monnaie de Flandre. Elle fait publier cette ordonnance au nom de l'empereur et sur les réclamations des quatre membres de Flandre, qui se plaignaient que les commis dudit tonlieu de Zélande exigeaient de ceux de la Flandre un droit exorbitant sur les toiles et linges, montant jusqu'à 50, 56 et 40 gros et plus du double *terlinck*.

Donné sous le *vidimus* du conseil de Flandre, le xx^{me} jour d'Octobre l'an mil cinq cens vingt et quatre.

Vidimus, original sur parchemin, signé *Boul-
lin*, et revêtu du sceau du conseil de
Flandre, avec contre-scel en cire rouge,
pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, f° 162 r°.

MDLIV.

1524 (1525 n. s.). — Sans date, en français.

Accord fait entre les échevins de la ville d'Ypres et la cour spirituelle de Thérouanne, au sujet de l'exemption de l'accise sur le vin, dont jouiront les membres de la dite cour spirituelle. — Le distributeur de vin sera l'un des officiers ou au moins praticien de ladite cour. — La distribution aux vicaires, officiers et praticiens ne se fera qu'au logis du distributeur. — Il ne pourra sortir du cellier aucun vin pour l'envoyer dans une taverne. — Il ne pourra envoyer hors de la ville du vin par bouteille, si ce n'est pour les vicaires et officiers seulement, il ne pourra traiter chez lui aucun étranger ou bourgeois ou habitant de la ville, mais seulement les praticiens entre eux. — Si le distributeur est trouvé en contravention aux articles ci-dessus, il sera privé de sa franchise pendant trois mois, pour la première fois, et pour toujours à la seconde. — Les praticiens ne pourront demander du vin au cellier pour le boire en quelque taverne ou cabaret, mais ils devront le boire en famille, à leur domicile, et sans en abuser, sous peine d'être privés de leurs franchises pendant six mois, pour la première fois, et à toujours pour la seconde. — Tout praticien qui achète sa table chez quelque bourgeois, ne pourra jouir de la franchise sur la cervoise; il faut qu'il tienne maison ou chambre à part. — Les vicaires veilleront à ce que les praticiens observent l'article ci-dessus et feront au besoin correction et punition

des délinquants. (Au dehors se trouve écrit *overgebrocht ix Januario anno XXIIIJ.*)

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MDLV.

1524 (1525 n. s.). — Ghegheven in onse stadt van Mechelen, den viven-twintichsten dach van Januario, int jaer ons Heeren duusent vyf hondert vier-en-twintich.

Octroi par lequel Charles, empereur etc., accorde à chaque ville et châtellenie de la Flandre le droit de connaître en premier lieu de toutes les mortuaires de leurs bourgeois. Toute personne qui se présentera comme héritier dans une succession, devra le faire dans le lieu même où la succession est ouverte.

Zwartenboek, f° 287 r. à 289 ro.

Imprimé dans le *Placcaertboek van Vlaenderen*, t. 1, p. 790.

MDLVI.

1525. — Ghegheven in onse stede van Mechelen, den negentiensten dach van Maye int jaer ons Heeren duyzent vyf hondert ende vyf-en-twintich.

Lettres par lesquelles le grand conseil de Malines ordonne à tout huissier à ce requis, d'ajourner devant

le dit grand conseil le président et les membres du conseil de Flandre, pour venir répondre de la sentence qu'ils ont prononcée au sujet d'un débat surgi entre les échevins d'Ypres, d'une part, et le prélat et les religieux du couvent d'Eversaeme, les *Westbrouckers* des wateringues du quartier des huit paroisses s'étendant de Rousbrugge à la Knoeke et les *Oostbrouckers* des wateringues s'étendant de la Knoeke jusqu'à Dixmude, d'autre part. — Le conseil de Flandre, par sa sentence, avait défendu à ceux d'Ypres de se servir des écluses de Nieuwendamme pour laisser entrer l'eau de mer dans le canal, et leur avait ordonné de faire approfondir le canal, s'ils voulaient avoir assez d'eau pour naviguer du Nieuwendamme jusqu'au premier *overdragt* d'Ypres; ce qui était contraire aux anciens contrats et aux stipulations faites jadis entre ceux d'Ypres et les *Oost-* et *Westbrouckers*.

Sur le pli se trouve : *By den keyzer ter relacie van den rade.* (Signé) *Desmares*.

A ce document se trouve attaché la déclaration de Mathieu Veranneman, huissier-d'armes, portant qu'il a ajourné le président et les gens dudit conseil de Flandre au premier jour de plaid après les vacances afin de soutenir leur sentence devant le dit grand conseil de Malines. Sur parchemin. (Signé) *Veranneman*.

Original sur parchemin, trace du grand sceau avec contre-scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MDLVII.

1525. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le dernier jour de Mai l'an de grace mil cinq cens vingt et cinq.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., dispense la ville d'Ypres d'une partie de sa quote-part dans les 180 mille livres, du prix de 40 gros monnaie de Flandre, que les états de Flandre lui avaient accordées pour l'aider à soutenir la guerre présente et principalement pour la défense de la Flandre. — L'empereur modère leur quote-part de onze mille six cents livres, sous condition qu'ils paieront le restant de leur quote entre les mains du receveur-général des aides de Flandre, maître Charles Claisone.

Copie sur papier, écriture de l'époque, (signé)
Meyt.

MDLVIII.

1525. — Ghegeheven onder den zeghel van zaken der vors. stede van Thorout, up den 13^{en} dach van Weymaent xv^e xxv.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville de Thourout informent ceux de la ville d'Ypres qu'ils ont reçu de l'empereur des lettres de sauf-conduit pour la franche foire de leur ville qui s'ouvrira la veille du jour de St-Pierre

et St-Paul et durera jusqu'au jour de St-Pierre en Août. Le marché aux chevaux aura lieu le dernier jour de Juin, le marché au bétail le lendemain. Il y aura trois jours destinés à la vente du drap et autres marchandises, dont le premier est fixé au 11 du mois de Juillet. Ces lettres de sauf-conduit sortiront leur effet huit jours avant l'ouverture de la dite foire et finiront huit jours après sa fermeture. (Voir le N^o MCCCCXCIII.)

Original sur parchemin, sceau perdu.

MDLIX.

1525. — Donné soubz le sel aux causes de la dite ville de Lille le xv^e jour de Jullet l'an xv^e xxv.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville de Lille informent ceux de la ville d'Ypres qu'ils viennent d'obtenir de l'empereur des lettres de sauf-conduit pour la franche foire de leur ville, qui commencera le 29 Août et durera cinq jours. Ces lettres sortiront leur effet depuis le huitième jour avant l'ouverture de la foire jusqu'au huitième après la fermeture. Sont exceptés les bannis, les fugitifs du pays et comté de Flandre, les ennemis du prince etc.

Original sur parchemin, sceau de la ville de Lille, avec contre-scel en cire brune, pendant à une bande de parchemin.

MDLX.

1525. — Datum et actum in domo abbatali vocata *Dorne* prope Antverpium, sub anno a nativitate Domini millesimo quingentesimo vicesimo quinto, indictionis decima tertia, die vero septima mensis Septembris.

Lettres par lesquelles Corneille de Méra, abbé de St-Michel à Anvers, en vertu du pouvoir à lui accordé, et à la demande de la gouvernante Marguerite d'Autriche, nomme aux fonctions de vicaire apostolique près de la cour spirituelle de Théroutane à Ypres, François Nigri, official près de la dite cour spirituelle, et ce en remplacement de Philippe de Lobel, empêché de se rendre à Ypres, à cause du peu de sûreté des chemins par suite de l'état de guerre. (Voir le N° MDXXXVI.)

Original, sceau de l'abbé de St-Michel, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MDLXI.

1525. — Actum ter cameran, den tweeden in December int jaer vichtien hondert vive-en-twintich.

Accord fait devant les magistrats de la ville d'Ypres entre Joos Heckbaere, Pauwels Van den Pitte et Claeys

de Scepene, comme gouverneurs du métier des fabricants de chandelles de suif, d'une part, et Denis de Brouckere, d'autre part. — Ce dernier avait été condamné, par les gouverneurs, à plusieurs amendes pour cause de transgression de la Keure dudit métier; des procès en étaient résultés entre les deux parties, aussi bien devant le conseil de Flandre que devant les échevins d'Ypres. Ils consentent, de commun accord, que Denis de Brouckere renoncera à tous les procès qui sont encore pendants, et qu'il aura un délai jusqu'à la mi-hiver pour se défaire, par la vente et autrement, de toutes les marchandises confectionnées contrairement aux statuts du métier; à l'expiration de ce délai, il devra faire disparaître de chez lui les marchandises restantes, ainsi que les ustensiles servant à fabriquer les chandelles.

Original sur parchemin, signé *Wulf*.

MDLXII.

1525. — (Sans date, en flamand, vers 1525).

Demande adressée aux échevins d'Ypres, par le fou de la ville (1), afin d'obtenir un nouvel habillement. — Cette demande, écrite en vers flamands, est très-originale; nous l'avons publiée dans nos *Analectes Yprois*, pag. 176.

Original, autographe sur papier.

(1) La ville d'Ypres avait son fou en titre, qui était habillé aux frais de la commune.

MDLXIII.

1525. — Gheweghen int jaer xv•xxv.

État de l'argenterie appartenant à la gilde de Saint-Georges ou de la grande arbalète à Ypres.

A la suite se trouve une note portant que, le 29 Octobre 1543, la société de St-Georges offrit à la ville d'Ypres de lui abandonner son argenterie, moyennant d'en convertir la valeur en rente au denier douze.

Minute sur papier, écriture de l'époque.

Publié dans nos *Analectes Yprois*.

MDLXIV.

1525 (1526 n. s.). — Anno à nativitate Domini millesimo quingentesimo vigesimo quinto, die vero xxij^o mensis februarii.

Instrument notarié constatant qu'à la date ci-dessus Théodoric Moenaert, pensionnaire de la ville d'Ypres, s'est rendu à l'abbaye de Zonnebeke près d'Ypres, où, au nom de l'avoué et des échevins de cette ville, il a invité l'évêque de Ghibellin, à venir, en sa qualité de suffragant de l'évêque de Téroouanne, conférer les ordres sacrés, en conformité de la bulle papale délivrée par le Saint Père

Adrien VI, à la demande de l'empereur, et lui a déclaré qu'en cas de refus ou de retard, les échevins d'Ypres laissaient à sa charge tout le préjudice qui pourra en résulter.

Instrument original, sur parchemin, revêtu du paraphe et de la signature de *Théodore de Flétrignes*, notaire apostolique du diocèse de la Morinie.

MDLXV.

1525 (1526 n. s.). — Donné en nostre ville de Malines, le xij^e jour de Mars l'an mil cinq cens et vingt cinq.

Ordonnance de Charles, empereur des Romains etc., portant défense à ses sujets de s'attirer l'un l'autre devant la cour spirituelle de Théroouanne. — Toute contestation relevant de la cour spirituelle, devra être portée devant les vicaires, official et autres officiers de l'évêque de Théroouanne, dont le siège est tenu à Ypres, conformément aux bulles du Pape Adrien VI. — Tout individu qui en fera citer un autre devant la cour siégeant à Théroouanne, de même que celui qui se rendra à Théroouanne pour y défendre sa cause, sera puni, pour la première fois, d'une amende de cent Carolus d'or, dont la moitié au profit de l'empereur, un quart au profit du dénonciateur, et l'autre quart au profit de l'officier qui fera l'exécution. — En cas de récidive, il sera puni de la confiscation de biens et de corps.

Donné sous le *vidimus* du conseil de Flandre, le 15 Mars 1525 (1526 n. s.).

Vidimus original, sur parchemin, sceau du conseil de Flandre, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MDLXVI.

1526. — Fait à Ypres, le vingtiesme jour d'Avril l'an de grace mil cinq cens vingt et six.

Lettres par lesquelles les avoué, échevins et conseil de la ville d'Ypres font connaître que, par suite du délai et de la négligence apportés par les doyen et chapitre de Théroutanne, de mettre à exécution la bulle papale ordonnant le transfert à Ypres de la cour spirituelle pour les affaires concernant la Flandre, ils ont nommé comme leurs procureurs, pour réclamer, près des commissaires du St-Siège désignés *ad hoc* (N° MDXXXIII), l'exécution de la dite bulle papale, M. Philippe Nigri, archidiacre de Théroutanne et conseiller ordinaire de l'empereur, M. Laurent de Aula, secrétaire ordinaire dudit empereur, M^{res} Théodoric Moenaert et Baudouin de Revel, conseillers et pensionnaires de la ville d'Ypres. — Ils leur donnent plein pouvoir d'agir en leurs noms, et promettent, sous l'obligation de tous leurs biens meubles et immeubles, d'eux et de la ville, de tenir et d'approuver tout ce qui aura été arrêté par ces commissaires.

Original, sur parchemin, muni du sceau des avoué et échevins, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MDLXVII.

1526. — Datum et actum in monasterio nostro (S^{ci} Michaëlis Antwerpiensis,) sub anno a nativitate Domini millesimo quingentesimo vigesimo sexto, die vero decima tertia mensis Maii.

Lettres par lesquelles Corneille de Méra, abbé de Saint-Michel à Anvers, en vertu des pouvoirs que lui a octroyés l'archevêque de Palerme, défend aux habitants de la Flandre de s'attirer devant la cour spirituelle, et leur ordonne de porter toutes les causes relevant de cette cour, devant la cour spirituelle établie à Ypres, en exécution de la bulle papale mentionnée au N° MDXXXI.

Revêtu de la signature de Jacques Bylant, secrétaire des commissaires chargés de l'exécution de la bulle susdite.

Original, sur parchemin, sceau de l'abbé de St-Michel d'Anvers, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MDLXVIII.

1526. — Ghegheven in onse stede van Ghendt, den xxv^{en} dach van Meye int jaer ons Heeren duyzent vyf hondert zes-en-twintich.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains, renouvelle et confirme les lettres d'octroi des deux

franches foires de la ville d'Ypres, dont la première a lieu pendant le lundi, le mardi et le mercredi de la semaine de la mi-carême, et la seconde le jour de l'Ascension, le vendredi et le samedi suivant. Il autorise en outre les magistrats de cette ville de changer l'époque de cette deuxième foire, et de la reporter au lundi, mardi et mercredi suivant, c'est-à-dire, pendant la longue semaine de la pentecôte.

Original, sur parchemin, muni du grand sceau de l'empereur, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MDLXIX.

1526. — Donné en nostre ville de Gand, le xxviii^e jour de May l'an de grace mil cinq cens vingt et siz.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., dispense la ville d'Ypres, d'une partie de sa quote-part dans les cent vingt mille livres de quarante gros monnaie de Flandre, que les quatre membres de Flandre lui ont accordées. — Il modère leur part de sept mille huit cents livres, sous condition qu'ils paieront le restant de leur quote entre les mains de M^r Charles Claissone, receveur-général des aides de Flandre.

Copie sur papier, écriture de l'époque, collationnée et signée *Wulf*.

MDLXX.

1526. — Datum Ypris anno millesimo quingentesimo vicesimo sexto undecima die Julii.

Lettres par lesquelles Olivier Bendin, prévôt de l'église et du monastère de St-Martin d'Ypres, et le doyen et la communauté du même couvent, cèdent aux échevins de la ville d'Ypres une partie du cimetière devant l'église, avoisinant la voie publique devant l'Yperlée. Ils font cette concession sous condition quelle ne servira qu'à la voie publique, que jamais on n'y tiendra un marché au poisson, qu'on ne permettra pas d'y établir des échoppes, ou d'y bâtir des maisons. La juridiction de la partie cédée appartiendra aux échevins, à perpétuité. — Si cependant le cimetière ainsi diminué devenait dans la suite insuffisant pour l'enterrement des paroissiens, les échevins devraient fournir un autre terrain, dont la juridiction appartiendrait alors au couvent de St-Martin.

Original sur parchemin, revêtu du sceau du couvent avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin. Le sceau du prévôt est perdu; il n'y reste que la double queue à laquelle il était attaché.

Transcrit dans le *Geluwenboek*, f^o 5 r^o.

MDLXXI.

1526. — Den achsten dach van October int jaer xv^e zessentwintich.

Lettres par lesquelles Pierre Van Meenene et Jean Inghelrest, échevins de la ville d'Ypres, déclarent que devant eux a comparu Jérôme Hanneron, bourgeois d'Ypres, lequel a transmis et cède en leur présence, à Pierre Van de Cappelle, une constitution de rente de neuf escalins de gros au denier quatorze, à charge de la ville d'Ypres.

Original sur parchemin, traces de sceau en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MDLXXII.

1526. — Ghegheven in onse stadt van Brusselse, den xxvij^e dach van October int jaer ons Heeren duysent vyf hondert ende sessentwintich.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., confirme le privilège accordé aux Yprois par Jean, duc de Bourgogne, concernant la défense de débiter de la bière, dans un rayon d'une lieue à la ronde (N^o DCCLIV). — L'empereur augmente ce privilège, en ce sens, que dans les endroits où, d'après le privilège du duc Jean, il est

permis de vendre de la bière, on ne pourra en vendre d'autre que celle qui est fabriquée dans la ville d'Ypres, et les bières des pays étrangers (*van over zee en over zandt*). — Pour l'obtention de cette extension de privilège, la ville d'Ypres devra payer à l'empereur une rente annuelle de cinquante livres parisis de vingt gros monnaie de Flandre, payable tous les ans à la St-Jean, entre les mains du receveur-général de Flandre.

A cette charte est annexée la déclaration de la chambre des comptes à Lille, portant que ledit octroi a été enregistré le 50 Juillet 1527.

Original sur parchemin, grand sceau de l'empereur avec contrescel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f^o 296 v^o.
Id. id. *Roodenboek*, f^o 268 v^o.

MDLXXIII.

1526. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le x^e jour de Decembre l'an xv^e xx et six.

Ordonnance de Charles, empereur des Romains, fixant la valeur des diverses monnaies d'or et d'argent.

Donné sous le *vidimus* du conseil de Flandre, le 24 Décembre 1526.

Copie de l'époque sur papier, collationnée et signée *Burger*.

Imprimée dans le *Plascaertboek van Vlaenderen*, t. 1, p. 470.

MDLXXIV.

1526. — Fait, passé et reconnu en la ville d'Ypres et maison consistoriale le xxij de Décembre xv^e xxvj.

Nouvel accord fait entre les échevins d'Ypres, d'une part, et la cour spirituelle de Thérouanne, résidant à Ypres, d'autre part, au sujet de l'exemption des droits d'accise sur les vins et cervoises. Les suffragant, vicaires et officiers de ladite cour, tenant ménage, pourront prendre en leur cellier, là où ils demeurent, cervoise par tonneau sans en payer la maltôte, mais uniquement pour leur propre consommation et pour celle de leurs serviteurs et famille. — Ils ne pourront prendre à leur table des personnes qui ne jouissent pas des mêmes franchises. — Ils pourront établir un cellier à vin et y commettre un *vinquetier*, tel que bon leur semblera, pour débiter à ladite cour le nombre de huit tonneaux de vin sans en payer accise ou maltôte. — Ledit distributeur ou *vinquetier* pourra vendre, sans méfaire, du vin à d'autres ecclésiastiques ou laïcs non privilégiés, en payant par an la maltôte du surplus de ce qu'il aura vendu au-delà des huit tonneaux susdits, et ce sur le même pied que les autres taverniers de la ville. — Il ne pourra cependant admettre chez lui, pour leur vendre à boire, des personnes non privilégiées etc. Ce contrat restera valide pour le terme de deux ans; au bout de ce temps, les deux parties pourront le prolonger, mais, en cas de résiliation, ils conserveront leurs droits comme avant la conclusion du présent accord.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MDLXXV.

Sans date, avant 1527.

Discours adressé par Jean de Selves, premier président du parlement de Paris, en présence de l'archevêque d'Ombrun, à l'empereur Charles-Quint, pour engager ce monarque à rendre la liberté à son illustre prisonnier, François premier, roi de France.

Ce discours, malgré ses amplifications de rhétorique et ses citations de la bible et de l'histoire profane, selon la mode du xvi^e siècle, est un chef-d'œuvre d'éloquence, pour l'époque, quoiqu'il n'ait pu séduire la politique de Charles-Quint.

Nous l'avons publié dans nos *Lettres et autres documents concernant l'empereur Charles-Quint*, dans le tome IX, 2^{me} série, page 506, des *Annales de la Société d'Émulation de la Flandre occidentale*.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MDLXXVI.

1526 (1527 n. s.). — Ainsi fait, traictié et conclut en la ville de Madrid, diocèse de Tolède, le dimanche quatorziesme de Janvier l'an mil cinq cens vingt-six.

Copie du traité de paix, conclu à Madrid entre le roi

de France et l'empereur, et connu sous le nom de *Traité de Madrid*.

Cahier en papier, écriture de l'époque.

Imprimé dans le *Recueil des traités de paix* etc, Tome II, p. 107.

MDLXXVII.

1526 (1527 n. s.). — Donné en nostre ville de Malines, le xxiii^e jour de Janvier l'an de grace mil cinq cens et vingt-six.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., désigne, comme commissaires pour l'audition et l'approbation des comptes et le renouvellement des magistrats de la ville d'Ypres: 1^o Le comte de Gavre, seigneur de Fiennes, lieutenant-gouverneur et capitaine-général de Flandre, et, en son absence, Liévin de Pottelsberghe, chevalier, seigneur de Vinderhaute; 2^o l'abbé de St-Bertin et, en son absence, François, seigneur de Fossez, grand-bailli de Gand; 3^o Maximilien de Hornes, chevalier, seigneur de Gaesbeke, et, en son absence, M^{re} Charles Claisone, receveur des aides de Flandre; 4^o Jacques de Lombise, seigneur de Castre.

Sur le pli se trouve: *Par l'empereur*, (signé) *Dublioul*.

Original, grand sceau de l'empereur, avec contrescel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MDLXXVIII.

1526 (1527 n. s.). — Den vichtiensten dach van April int jaer ons Heeren duust vyf hondert zessentwintich.

Lettres des échevins de la ville d'Ypres, portant que l'office de comte des ribauds ayant fait retour à la ville par suite du décès du dernier titulaire Jacques Hauwel, ledit office a été vendu publiquement, au son de la cloche, à Louis de Graeuwe, au profit de son fils, pour la somme de cent trente livres de gros, monnaie de Flandre. — Ce document curieux contient l'énumération des divers émoluments du comte des ribauds, ses fonctions, ses obligations etc.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

Imprimé dans nos *Analectes Yprois*, pag. 169.

MDLXXIX.

1527. — Donné en nostre ville de Gand, le xii^e jour de Juillet l'an de grace mil cinq cens vingt et sept.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., dispense la ville d'Ypres d'une partie de sa quote-part dans les cent cinquante mille écus de quarante-huit gros monnaie de Flandre, que lui ont accordés les quatre

membres de Flandre. — Il modère la part de cette ville de douze mille livres de quarante gros, sous condition qu'ils paieront le restant entre les mains du receveur-général de Flandre.

Copie sur papier, écriture de l'époque, collationnée et signée *Goethem*.

MDLXXX.

1527 (1528 n. s.) — Donné en nostre ville de Bruxelles, le second jour de Février l'an de grace mil cinq cens vingt et sept.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., désigne comme commissaires pour l'audition et l'approbation des comptes et le renouvellement des magistrats de la ville d'Ypres : 1° Le comte de Gavre, seigneur de Fiennes, lieutenant-gouverneur et capitaine-général de Flandre, et, en son absence, M^{re} Charles Claisone, receveur des aides de Flandre ; 2° l'abbé de St-Bertin ; 3° Maximilien de Hornes, chevalier de l'ordre, seigneur de Gaesbeke et, en son absence, Jean, seigneur de Hornes, prévôt de Lille ; 4° Jacques de Lombise, seigneur de Castres et, en son absence, Jacques de Hallewyn, seigneur de Boesinghe.

Sur le pli se trouve : *Par l'empereur, (signé) Dublioul.*

Original, grand sceau de l'empereur, avec contre-scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MDLXXXI.

1527 (1528 n. s.). — Fait à Malines le vi^e d'Avril l'an xv^e vingt et sept avant Pasques.

Acte par lequel les états de Flandre accordent à l'empereur un subside de deux cent mille livres de quarante gros la pièce, aux conditions suivantes : Ces sommes seront employées à l'entretien de 2500 piétons qui occuperont les villes d'Aire, St-Omer, Dunkerque, Gravelines, Bourbourg, l'Écluse, Biervliet, Nieuport, Ostende, Blankenberghe etc.; à l'entretien des compagnies à cheval du comte de Gavre et des bateaux et gens de guerre chargés de la garde de la mer ; aux ouvrages des fortifications ; à l'achat d'artillerie, poudres etc. nécessaires aux villes frontières de la Flandre. — Toutes ces dépenses seront contrôlées par quatre délégués des états de Flandre, qui assisteront aux montres et revues des troupes passées par les commissaires de l'empereur. — Cette aide se lèvera par le receveur-général de Flandre de la manière ordinaire, et se paiera en deux fois, la première moitié à la Saint-Jean, l'autre à la Noël prochaine.

La gouvernante Marguerite d'Autriche, au nom de l'empereur, accepte l'accord des états de Flandre aux conditions y mentionnées.

Copie sur parchemin, écriture de l'époque, collationnée et signée *Plum.*

MDLXXXII.

1528. — Le xxx^e jour de Juing l'an xy^e vingt-huyet.

Certificat constatant que François de Hooghe, fils de Josse, bourgeois d'Ypres, a appris pendant le temps prescrit le métier de tisserand de draps et payé et satisfait les droits du métier. Ce certificat est délivré par M. Jean Marischal, chef; Pierre de Ros, Jean le Secq, Jean Van der Muelene, fils de Robert, Laurent Van der Muelene, Jean de Jonghe et Adrien Van den Broucke, gouverneurs des métiers de la draperie et tisserands d'Ypres.

Original sur parchemin, le sceau du métier qui était attaché en placard, est tombé.

MDLXXXIII.

1528. — Den twintichsten in October anno vyfthien hondert ende achtentwintich.

Lettres par lesquelles Daniel Tayspil, prévôt, ainsi que le doyen et le couvent de Notre Dame de Vornezele, déclarent et reconnaissent que les neuf mesures quarante-huit verges de terre, situées dans l'échevinage d'Ypres, et qu'ils ont achetées de la veuve Van Borren, sont tail-
lables et soumises à toutes les charges, impositions et

services auxquels sont sujets les autres terrains situés dans ladite châteltenie.

Original sur parchemin, revêtu du sceau du prévôt et de celui du couvent, l'une et l'autre avec contre-scel, en cire verte et pendant à des doubles queues de parchemin.

MDLXXXIV.

1528 (1529 n. s.) — Donné en nostre ville de Bruxelles, le xxiii^e jour de Febyrier l'an de grace mil cinq cens vingt-huit.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., autorise les échevins de la ville d'Ypres à vendre jusqu'à concurrence de vingt-deux mille livres de quarante gros la livre, des rentes viagères à une et à deux vies, savoir, celles à une vie au denier huit, et celles à deux vies au denier dix. — Le montant de cette vente servira à rembourser les rentes héréditaires achetées au denier douze, quatorze et seize et dont la somme totale monte à la même somme de vingt-deux mille livres de quarante gros. — Cet argent ne pourra servir à autre chose qu'au rachat desdites rentes héréditaires, et les échevins en rendront compte tous les ans aux commissaires impériaux chargés de la vérification des comptes.

Original, sur parchemin, grand sceau de l'empereur, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MDLXXXV.

1528 (1529 n. s.) — Donné en nostre ville de Bruxelles, le premier jour de Mars l'an mil cinq cens vingt et huyt.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., désigne comme commissaires pour l'audition et l'approbation des comptes et le renouvellement des magistrats de la ville d'Ypres : 1° le comte de Gavre, seigneur de Fiennes, lieutenant-gouverneur et capitaine-général de Flandre, et, en son absence, M. Charles Claissone, receveur des aides de Flandre; 2° Messire Anthoine de Lalaing, comte de Hoochstrate, chevalier de l'ordre, et, en son absence, Pierre de Griboval, receveur-général de Flandre; 3° Maximilien de Hornes, chevalier de l'ordre, seigneur de Gaesbeke, et, en son absence, Henri de Hornes, comte de Berghes; 4° Jacques de Lombise, seigneur de Castres.

Sur le pli se trouve : *Par l'empereur*, (signé) *Dublioul*.

Original, grand sceau de l'empereur, avec contre-scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MDLXXXVI.

1529. — Thorout, up den vyfsten dach van Meye int jaer ons Heeren duust vyf hondert xxix.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville de Thou-

rout informent ceux de la ville d'Ypres qu'ils ont reçu de l'empereur des lettres de sauf-conduit pour la franche foire de leur ville, qui s'ouvrira le jour de St-Pierre et St-Paul et durera jusqu'au jour de St-Pierre en Août. — Ces lettres sortiront leur effet huit jours avant l'ouverture de ladite foire et finiront quinze jours après sa fermeture. (Voir N° MDXLVIII).

Original sur parchemin, sceau perdu.

MDLXXXVII.

1529. — A Bruxelles, le xi^e jour de May l'an mil cinq cens vingt et noeuf.

Arrêt du conseil-privé de l'empereur décidant que les habitants du Brabant sont arrestables en Flandre, et que la connaissance de la cause pour laquelle on les arrête, appartient aux magistrats de la ville où l'arrestation s'est opérée.

(Voir le *Placcaerd-boek van Vlaenderen*, tome III, page 192 et 194).

Donné sous le *vidimus* des échevins de la ville de Gand, le 7 Juin 1529.

Vidimus original, sceau de la ville de Gand, avec contre-scel en cire verte pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 62 r°.

MDLXXXVIII.

1529. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le xiiii^e d'Octobre l'an xv^e vingt et neuf.

Ordonnance de l'empereur, défendant l'impression, vente, détention, distribution de livres hérétiques, et contenant grand nombre de dispositions contre les sectaires.

(Cette ordonnance se trouvant imprimé dans le *Placcaerd-boek van Vlaenderen*, tome I, page 107, nous croyons inutile d'entrer dans les détails de l'analyse).

A cette ordonnance se trouve jointe la décision du conseil de Flandre, qui en ordonne la publication aux lieux accoutumés. 16 Octobre 1529.

Copie sur papier, écriture de l'époque, collationnée et signée *Kyndt*.

MDLXXXIX.

1529. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le dernier jour de Décembre l'an mil cinq cens vingt et neuf.

Ordonnance de Charles, empereur des Romains etc., prescrivant au président et gens du conseil de Flandre de faire exécuter ponctuellement l'ordonnance mentionnée

au N^o précédent. Cette ordonnance s'y trouve répétée tout au long.

Copie sur papier, écriture de l'époque, collationnée et signée : *Kyndt*.

MDXC.

1529 (1530 n. s.) — Publié den xv^{en} dach van Lauwe a^e xv^e ende xxix.

Ordonnance des magistrats d'Ypres, prescrivant la stricte exécution des prescriptions contenues dans l'ordonnance impériale du 14 Octobre (N^o MDLXXXVIII). — Tous les points de l'ordonnance impériale sont répétés dans celle des magistrats.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MDXCI.

1529 (1530 n. s.) — Le viii^e de Janvier l'an xv^exxix.

Acte constatant que le 8 Janvier 1529 (1530 n. s.) les députés des trois états du pays et comté de Flandre se sont réunis à Gand, en la demeure du comte de Gavre, seigneur de Fiennes, gouverneur de la Flandre, pour y

juré le maintien du traité de Madrid et de celui de Cambrai. — Que l'acte d'adhésion fut signé et scellé pour le clergé par l'abbé de St-Pierre de Gand, l'abbé de Bergues St-Winoc et celui des Dunes; pour les nobles par les seigneurs d'Ysenghien, des Fosseux et de Rassenghien. Que quant aux villes subalternes et châtellenies, elles déclarèrent s'en rapporter à ceux des membres sous lesquels ils ressortissent, auxquels ils délivrèrent pouvoir à cet égard.

Expédition originale sur parchemin, signée :
Rogierus.

MDXCH.

1529 (1530 n. s.) — Fait le m^{re} jour de Février l'an mil cinq cens vingt et neuf.

Sentence arbitrale, prononcée par Jacques de Luxembourg, comte de Gavres, seigneur de Fiennes, gouverneur de Flandre, au sujet d'un conflit surgi entre les bailli, avoué et échevins d'Ypres, d'une part, et les bailli et échevins de la salle et châtellenie d'Ypres, d'autre part. — Ces derniers prétendaient avoir le droit de conduire, par la ville, leurs condamnés accompagnés du bailli, portant droite dans ses mains la verge de justice, et de les mener ainsi au lieu du supplice hors de la ville. — Ceux d'Ypres, de leur côté, prétendaient que la ville et la châtellenie formaient deux juridictions distinctes et que nul n'avait le droit, outre les officiers de justice de

la ville, d'y exécuter ou faire exécuter quelque justice que ce soit, ou de traverser la ville portant quelque insigne de justice. — Après de longs débats, les deux parties s'en étant rapportées à la sentence arbitrale dudit seigneur de Fiennes, celui-ci décide que, pour maintenir l'union entre les deux juridictions, le bailli de la salle et châtellenie pourra conduire les condamnés par la ville, en portant la verge de justice, mais devra passer par la rue des Foulons et la rue des Chiens, sans passer par le Marché.

Original sur parchemin, revêtu de la signature
de Jacques de Luxembourg.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f^o 34 r^o.

MDXCIII.

1529 (1530 n. s.) — Donné en nostre ville de Malines, le premier jour d'Avril l'an de grace mil cinq cens vingt et neuf avant Pasques.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., désigne comme commissaires pour l'audition et l'approbation des comptes et le renouvellement des magistrats de la ville d'Ypres: 1^o le comte de Gavre, seigneur de Fiennes, lieutenant-gouverneur et capitaine-général de Flandre, et, en son absence, M. Charles Claisone, receveur-général des aides de Flandre; 2^o Messire Antoine de Lalaing, comte de Hoochstraete, chevalier de l'ordre, et, en son absence, Pierre de Griboval, receveur du

domaine de Flandre; 3^e Messire Maximilien de Hornes, chevalier de l'ordre, seigneur de Gaesbeke, et, en son absence, Jean, seigneur de Houron; 4^e Jacques de Lombise, seigneur de Castres.

Sur le pli se trouve: *Par l'empereur (signé) Porthé.*

Original, grand sceau de l'empereur, avec contre-scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MDXCIV.

1530. — Ghegheven te Ghend, den viersten dach van Meye xv^e ende dertich.

Lettres des membres du conseil de Flandre ordonnant, à tout huissier qui en sera requis, de se rendre à Ypres pour ordonner, aux échevins de cette ville, d'abolir l'augmentation de taxe qu'ils ont mise sur la bière double, au préjudice des taverniers, et, en cas de refus de la part de ceux-ci, de les ajourner devant le conseil de Flandre, pour expliquer le motif de leur refus et opposition. — La taxe sur la bière double était de temps immémorial fixée à vingt gros par tonneau; les échevins l'avaient portée à vingt-six. De là, plainte de la part des taverniers et intervention du conseil de Flandre.

A la suite se trouve la déclaration de l'huissier Veraneman, portant qu'à la requête desdits taverniers il s'est rendu le 14 Mai, à la Chambre échevinale pour faire connaître aux échevins le contenu de l'arrêt du conseil de

Flandre, et que ceux-ci s'étant refusés à y obtempérer, il les a ajournés à comparoir devant ledit conseil de Flandre, au 24 Mai.

Expédition originale sur papier, signée:
Veraneman.

MDXCV.

1530. — Donné en nostre ville de Malines, le xxiii^e jour de May l'an de grace mil cinq cens et trente.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., autorise les échevins d'Ypres, à vendre des rentes héréditaires au denier seize, jusqu'à la somme de quatorze cent trente-six livres de quarante gros monnaie de Flandre. Les sommes provenant de cette vente devront servir à payer leur part et portion dans les aides de deux cent mille écus accordées par les états de Flandre à l'empereur, pendant les cinq dernières années, et notamment à l'occasion de son mariage, de la naissance de son fils, de son voyage en Italie, et de son avènement à la couronne impériale.

Original sur parchemin, muni du grand sceau de l'empereur avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MDXCVI.

1530. — Le xix^e jour de Juillet a^e xv^e trente.

Déclaration de Conrard Fax de Ebenhosen, écuyer et commis de par le roi de Hongrie pour assembler et recevoir les deniers destinés à la sainte croisade contre les Turcs, portant qu'il a reçu tout l'argent trouvé dans le tronc déposé à l'église St-Martin d'Ypres et dont le montant s'élève à trois cent quatre-vingt-deux livres, dix-sept sols dix deniers de quarante gros la livre, non compris le billon.

Original sur papier, revêtu de la signature de
Conrard de Ebenhosen.

MDXCVII.

1530. — Ypre, den achtiesten in Octobre xv^e ende dertich.

Lettres par lesquelles les avoué, échevins et conseil de la ville d'Ypres, déclarent avoir vendu à Luc Bonnet, bourgeois d'Ypres, l'office de receveur du plombage des draps, et ce pour la somme de cinquante-huit livres de gros monnaie de Flandre. — Cet office fut vendu publi-

quement à son de cloche et au dernier enchérisseur. — L'acquéreur fait serment de s'acquitter fidèlement, en personne, de ses fonctions, sa vie durant, et, en cas de maladie ou d'absence, de se faire remplacer par un des plombiers, du consentement des échevins.

Original, sur parchemin, le sceau qui pendait
à double queue de parchemin, est perdu.

MDXCVIII.

1530 (1531 n. s.) — Datum Parisiis, anno Domini millesimo quingentesimo tricesimo, mensis Januarii die decima tertia, pontificatus sanctissimi patris, D. N. Domini Clementis Divina providentia PP. VII, anno (1).

Lettres par lesquelles Jean, cardinal de Lorraine, archevêque de Narbonne, évêque de la Morinie etc., pour protéger et consolider autant qu'il est en lui le règlement pour l'entretien des pauvres, saintement et pieusement imaginé par les magistrats de la ville d'Ypres, accorde cent jours d'indulgence, et cela cinq fois par an, à toute personne qui, s'étant sincèrement confessée ou ayant l'intention de le faire, fera à la bourse commune des pauvres d'Ypres quelque aumône des biens que Dieu lui a accordés. (Voir les N^{os} MDXCIX, MDC et MDCII). Il s'y

(1) L'année du pontificat de Clément VII est restée en blanc; mais les deux copies qui s'y trouvent jointes, portent la huitième année.

trouve joint deux copies, écriture de l'époque, l'une sur papier, l'autre sur parchemin.

Original, sur parchemin, revêtu de la signature du secrétaire *Hocédius*, et muni du sceau du cardinal, en cire rouge, pendant à des rubans de soie rouge.

Imprimé, avec la traduction française, dans les *Documents historiques, relatifs aux dons et legs charitables*, publiés dans les *Documents de la chambre des Représentants*, session de 1853-54, appendice au N° 90.

MDXCIX.

1530 (1531 n. s.) — Haec per nos facta et conclusa fuerunt in nostro generali concessu apud aedem beati Maturini Parisiis post missam de defunctis, pro nostro more celebratam die decima sexta mensis Januarii a° Domini millesimo quingentesimo tricesimo.

Lettres par lesquelles le doyen et la faculté de la sacrée théologie de Paris déclarent que le règlement pour la sustension des pauvres, établi par le magistrat d'Ypres, est une institution utile, pieuse et salulaire, qui ne répugne ni aux lettres évangéliques et apostoliques, ni aux usages de nos ancêtres. — Cependant, on ne pourrait interdire la mendicité publique, si la bourse commune devenait insuffisante pour l'entretien des pauvres.

A cette décision se trouve attaché le mémoire contenant la *forme de provision des pauvres*, conçue par les magistrats d'Ypres, mémoire qui fait l'objet de la présente

approbation. (Voir le N° précédent et les N° MDC et MDCII.)

Original, sceau de la Sorbonne, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Traduit en français et imprimé, ainsi que le mémoire annexé, dans les *Documents historiques relatifs aux dons et legs charitables*.

MDC.

1531. — Datum Gandavi Tornacensis diocesis anno a nativitate Domini millesimo quingentesimo tricesimo primo, Kal. Aprilis, pontificatus sanctissimi in Christo patris et Domini nostri, Domini Clementis Divina providentia PP° VIIⁱ anno octavo.

Lettres par lesquelles le cardinal Campégius, légat du Pape, pour favoriser la bourse commune des pauvres, établie par les magistrats d'Ypres, accorde une indulgence de sept ans, à quiconque fera des libéralités à cette bourse au jour de la Nativité et de la Résurrection de notre Seigneur Jésus-Christ; et une indulgence de cent jours à ceux qui feront leur libéralité les jours du Vendredi-saint, de la Pentecôte, de l'Annonciation et de l'Assomption de la Ste-Vierge, et de la Toussaint, entre les premières et les dernières vêpres, et ce pour chacun de ces jours. (Voir les N° MDXCVIII, MDXCIX et MDCII.)

Original, sur parchemin, revêtu de la signature du cardinal *Campégius* et muni de son sceau en cire rouge pendant à des lacets en chanvre rouge.

Imprimé, avec la traduction française, dans les *Documents historiques relatifs aux dons et legs charitables*.

MDCI.

1531. — Ghegheven in onse stede van Mechelen, up ten achten-twintichsten dach van April int jaer ons Heeren duysent vyf hondert ende een-en-dertich.

Arrêt du grand-conseil de Malines, portant confirmation d'une sentence du conseil de Flandre, d'après laquelle il était défendu d'abattre du bétail et de vendre de la viande sur le territoire des templiers, chevaliers hospitaliers de St-Jean de Jérusalem, situé lèz Ypres.

Geluwenboek, f° 185 r°.

MDCII.

1531. — Ghegheven in onse stede van Ghendt, den vii dach van Meye int jaer ons Heeren duysent vyf hondert ende een-en-dertich.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., approuve en tous ses points l'ordonnance arrêtée par les magistrats d'Ypres, pour l'entretien des pauvres. — Il ordonne à chacun de se conformer aux prescriptions de cette ordonnance, et défend d'attaquer ladite ordonnance, soit par paroles, par écrits ou par imprimés, sous peine de correction arbitraire.

Ce document important contient tout le règlement éla-

boré par les magistrats, ainsi que l'approbation de la Sorbonne. Nous le publions en entier, à la fin de ce volume, sous la lettre Q.

Original sur parchemin, grand sceau de l'empereur, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MDCIII.

1531. — Donné en nostre ville de Gand, le xii jour de May l'an de grace mil cinq cens et trente ung.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., dispense la ville d'Ypres d'une partie de sa quote-part dans l'aide de deux cent mille livres par an, pendant six ans, que les quatre membres de Flandre lui ont naguère accordée. — La ville en sera libérée en payant pendant les deux premières années une somme de douze cents livres, pendant les deux années suivantes une somme de quinze cents livres, et pendant les deux dernières années dix-huit cents livres, entre les mains du receveur-général des aides de Flandre. La part de la ville était de quatorze mille livres par an. — L'empereur accorde cette modération à cause des grandes dettes de la ville, occasionnées par les rentes arriérées et les dépenses faites aux ouvrages de fortification.

Copie sur papier, écriture de l'époque, certifiée véritable et signée *Clayssonne*, receveur-général des aides de Flandre.

MDCIV.

1531. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le x^e jour de Septembre l'an xxxi.

Lettres de l'empereur Charles-Quint aux échevins d'Ypres. Il leur demande une copie du règlement qu'ils ont arrêté pour l'entretien des pauvres de leur ville. — Il désire en avoir communication pour l'examiner et prescrire des règlements semblables dans les villes où il n'en existe pas encore.

(Voir les N^{os} MDXCVIII, MDXCIX, MDC et MDCII).

Original, sur papier, revêtu de la signature de Charles-Quint.

Imprimé dans les *Documents historiques relatifs aux dons et legs charitables* et dans nos *Quelques lettres et autres documents historiques, concernant l'empereur Charles-Quint. Annales de la Soc. d'Ém.*, t. IX, 2^e série, p. 322.

MDCV.

1530. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le septiesme jour d'Octobre l'an quinze cens trente et un.

Nouvelle ordonnance de Charles, empereur des Romains etc., contre les hérétiques et les partisans des doctrines

de Luther, et contre ceux qui écrivent ou impriment des livres contenant des choses contraires à la religion etc.

Copie sur papier, écriture de l'époque, collationnée et signée: Kyndt.

Imprimée dans le *Placcaert-boek van Vlaenderen*, tom. I, p. 113.

MDCVI.

1531. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le xvi^e de Décembre l'an xxxi.

Lettres de l'empereur Charles-Quint à Julien Du Pyn, vicaire de l'évêché de Térouanne. — Il lui rappelle que, d'après la convention faite entre les officiers de l'évêché de Thérouanne, résidant en cette ville, et ceux résidant à Ypres, il était convenu que les ordres de Noël et les deux premiers du Carême se célébreraient à Ypres par le suffragant de cette ville, et que les deux derniers du carême et ceux de la Pentecôte se célébreraient à Thérouanne. — Or, comme il a appris que le suffragant résidant à Thérouanne a fait annoncer que les ordres de Noël se tiendraient à Thérouanne et non à Ypres, il le rappelle à la convention et demande de lui faire connaître par écrit et par retour du porteur de la présente lettre, s'il attend oui ou non se conformer à la convention arrêtée de commun accord par les deux parties.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MDCVII.

1531 (1532 n. s.). — Donné en nostre ville de Bruxelles, le quatriesme jour de Janvier l'an de grace mil cinq cens trente et ung.

Déclaration de l'empereur Charles-Quint, portant que a Bulle d'or du Brabant n'a pas d'effet en Flandre, quant au privilège de non-arrestation, mais qu'au contraire, lorsqu'un Brabançon est arrêté en Flandre, la connaissance de la cause pour laquelle il est arrêté, appartient aux magistrats de la ville où l'arrestation a eu lieu.

(Voyez le N° MDLXXXVII).

Roodenboek, fo 63 v°.

Imprimé dans le *Placcaertboek van Vlaenderen*, t. 1, p. 797.

MDCVIII.

1532. — Den zeventiensten dach van Meye int jaer duust vyf hondert twee ende dertich.

Lettres par lesquelles les échevins du Franc de Bruges déclarent que devant eux ont comparu Jacob de Raedt et Marie Van Huele, sa femme, lesquels ont constitué comme leurs procureurs Nicolas Kyndt, premier échevin d'Ypres et Michel Kyndt, frère du précédent, chef-homme

de la bourgeoisie (*poorterye*) de la même ville, à l'effet de se présenter en leur nom devant les magistrats d'Ypres, de faire toutes les démarches et passer toutes les écritures pour les dégager de leurs obligations de bourgeois d'Ypres, et obtenir l'autorisation de prendre leur bourgeoisie dans telle ville qu'ils choisiront.

Original sur parchemin, muni de cinq sceaux en cire rouge, pendant à doubles queues de parchemin, savoir les sceaux de François Lauwereins, bourgmestre du Franc, de Renault de Cortewille, Jaspard van Steelandt, Joos Thybault et Adrien Loonis, échevins dudit Franc.

MDCIX.

1532. — Ghegheven onder den zeghele van zaken der stede van Meesene, den tweeden dach van September xv° twee-en-dertich.

Déclaration des échevins de la ville de Messines, portant que Jean de Jonghe, bourgeois de ladite ville, s'est présenté devant eux et a renoncé à son droit de bourgeoisie de cette ville, dans l'intention de prendre sa bourgeoisie à Ypres.

Original sur parchemin, scel de la ville de Messines, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MDCX.

1532 (1533 n. s.). — Actum den neghentiensten dach van Sporele
int jaer xv^e twee-en-dertich.

Sentence prononcée par les échevins de la ville d'Ypres, au sujet d'un conflit de juridiction entre le haut-bailli de cette ville, d'une part, et les bailli et échevins de la salle et châtelanie d'Ypres, d'autre part. Un nommé Jean Van der Brugghe, habitant de la châtelanie, avait commis plusieurs méfaits dans la châtelanie et ailleurs; poursuivi par des campagnards, il fut arrêté dans les limites de l'échevinage d'Ypres et remis entre les mains du haut-bailli, qui le déclara de bonne prise et le retint comme son prisonnier. — Réclamation du bailli et des échevins de la châtelanie, qui prétendaient que ce prisonnier devait être remis entre leurs mains; refus du haut-bailli, et enfin décision des échevins de la ville d'Ypres qui déclarent ceux de la châtelanie non fondés dans leurs prétentions.

Original sur parchemin, signé *Wulf*.

MDCXI.

1532 (1533 n. s.). — Int jaer ons Heeren duust vyf hondert
twee-en-dertich, up den twintichsten dach der maend van
Sporekele.

Instrument notarié, portant protestation et appel faits

par les bailli et échevins de la salle et châtelanie
d'Ypres, contre la sentence des échevins de cette ville,
mentionnée au N^o précédent.

Original sur parchemin, revêtu du paraphe
et de la signature de *Jean Croes*, notaire
apostolique du diocèse de la Morinie.

MDCXII.

1532 (1533 n. s.) — Donné en nostre ville de Bruxelles, le xxi^e
jour de Mars, l'an de grace mil cinc cens trente et deux.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains
etc., désigne comme commissaires pour le renouvellement
du magistrat et pour l'audition et l'approbation des comptes
de la ville d'Ypres : 1^o Messire Antoine de Croy, seigneur
de Sempy, chevalier de l'ordre; 2^o Messire Antoine de
Lalaing, comte de Hoochstrate, chevalier de l'ordre et, en
son absence, M. Pierre de Griboval, seigneur de Berquin,
receveur-général de Flandre; 3^o Messire Maximilien de
Hornes, chevalier de l'ordre, seigneur de Gaesbeke, et,
en son absence, M. Pierre Tayspyl, président de Flandre;
4^o Jacques de Lombise, seigneur de Castres.

Sur le pli se trouve : *Par l'empereur*, (signé) *Pensart*.

Original, grand sceau de l'empereur, avec
contre-scel en cire rouge, pendant à une
bande de parchemin.

MDCXIII.

1532. — Ce iij jour d'Avril l'an mil v^e xxxiiij, en nostre ma on
à Paris.

Lettres de P. Angram aux échevins d'Ypres, dans lesquelles il leur annonce qu'à leur demande il s'est adressé aux échevins de Paris, qui lui ont indiqué de quelles sommes les différents couvents, églises et hôpitaux de Paris contribuent, par semaine, pour l'entretien des pauvres. On y voit que tous les couvents donnaient par semaine une certaine quantité de blé, variant de un à six sétiers, et des sommes d'argent, variant de trente sols à douze florins, d'après leur importance.

A cette lettre se trouve jointe une copie d'une ordonnance du parlement de Paris sur la police des pauvres et mendiants.

Copie sur papier écriture de l'époque.

MDCXIV.

1532 (1533 n. s.). — Ghegheven te Ghendt den neghensten dach van April int jaer ons Heeren duust vyf hondert ende twee-en-dertich, voor Paeschen.

Sentence du conseil de Flandre, portant que les échevins d'Ypres peuvent, de leur propre autorité, faire des im-

sitions sur les métiers, sans l'octroi de Sa Majesté et sans le consentement des suppôts de ces métiers.

Original sur parchemin, sceau du conseil de Flandre en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f^o 292 v^o.

MDCXV.

1533. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le xx^e jour de Novembre l'an de grace mil cinq cens trente et trois.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., renouvelle et approuve le privilège accordé par Jean, duc de Bourgogne, aux habitants du territoire du Franc, reconnus comme francs-hôtes par les échevins, d'après lequel ils sont quittes et francs de forfaiture et de confiscation de leurs biens, fiefs et héritages (voir le N^o DCCLXXIV). — L'empereur augmente ce privilège, en ce sens, qu'il s'appliquera nonseulement aux francs-hôtes habitant le territoire du Franc ou à leurs biens situés sous cette juridiction, mais en général à tous les francs-hôtes, quel que soit le lieu de leur résidence, et à leurs biens, n'importe où ils soient situés.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, f^o 250 r.

MDCXVI.

1533 (1534 n. s.). — Donné en nostre ville de Bruxelles, le dernier jour de Février l'an de grace mil cinq cens trente et trois.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., désigne comme commissaires pour le renouvellement du magistrat et pour l'audition et l'approbation des comptes de la ville d'Ypres : 1^o Messire Antoine de Croy, seigneur de Sempy, chevalier de l'ordre; 2^o Messire Antoine de Lalaing, comte de Hoochstrate, chevalier de l'ordre, et, en son absence, Pierre de Griboval, seigneur de Berquin, receveur-général de Flandre; 3^o Messire Maximilien de Hornes, seigneur de Gaesbeke, chevalier de l'ordre; 4^o Messire Jacques de Lombise, seigneur de Castres.
(Signé) *Pensart*.

Original, le grand scel de l'empereur, qui pendait à une bande de parchemin, est perdu.

MDCXVII.

1534. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le xv^e jour de May l'an de grace mil cinq cens trente-quatre.

Ordonnance de Charles, empereur des Romains etc., défendant la fabrication des étoffes dites *sayettes*, dans

toute la châtellenie de Lille, sauf dans la ville de ce nom. Il prend cette mesure pour favoriser cette industrie, qui s'est établie à Lille depuis soixante ans environ et qui occupe une grande partie de la population de cette ville.

Copie sur papier, écriture de l'époque collationnée et signée *Bottier*.

MDCXVIII.

1534. — Den v^{en} dach van Hoymaendt, int jaer xv^e vierendertich.

Appointement fait entre les échevins de la ville d'Ypres, d'une part, et ceux du Franc de Lille, enclavé dans le Furn-ambacht, d'autre part, au sujet des impositions et contributions des bourgeois d'Ypres, habitant ledit Franc. — Il est convenu entre les deux parties que les bourgeois d'Ypres, habitant ledit Franc, seront soumis aux impositions, mais seulement pour les terres qu'ils exploitent eux-mêmes. (Voir le N^o MDXXVIII.)

Zwartenboek, f^o 83 r^o.

MDCXIX.

1534. — Faict et ordonné par ladite Majesté (Marie de Hongrie), à Binch, le xiiii^e jour de Novembre l'an mil cinq cens trente quatre.

Appointement rendu par la reine Marie de Hongrie, au sujet de difficultés surgies entre les tisserands et les drapiers d'Ypres, à l'occasion de changements apportés au règlement ou Keure. La reine maintient la nomination de deux chefs-hommes des tisserands, nouvellement introduite; le paiement de dix-huit deniers par draps, à payer par les drapiers aux tisserands pour indemnité de fil, de plomb et de portage etc., ainsi que plusieurs autres changements introduits par le nouveau règlement à l'avantage des tisserands.

Original sur parchemin, revêtu de la signature de la reine Marie, gouvernante des Pays-Bas, et contresigné *Pensart*.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f^o 83 r^o.

MDCXX.

1534 (1535 n. s.). — Datum Brugis, anno Domini millesimo quingentesimo trigesimo quarto, mensis Martii die vigesima quarta.

Lettres par lesquelles l'official de Tournai accorde l'autorisation de faire jouer les écluses à Nieuwendamme,

à certains jours de fête consacrés par l'Eglise. Il accorde cette autorisation pour ne pas entraver la marche des bateaux qui amènent des vivres à Ypres et qui s'y rendent pour les foires. — Toutefois, le travail aux écluses et *overdragt* ne pourra se faire qu'après la célébration des offices divins. — Nieuwendamme, dans la paroisse de Westende, était du diocèse de Tournai.

Original sur parchemin, muni du sceau de l'official de Tournai, avec contre-scel en cire verte, pendant à doubles queues de parchemin.

MDCXXI.

1535. — Fait à Bruxelles, le xvi^e jour d'Avril xv^e trente-cinq après Pasques.

Décision du conseil privé de l'empereur, portant que les magistrats auront à envoyer leurs députés à Bruxelles, pour y entendre, avant l'homologation, la lecture des coutumes de ceux de la châtellenie d'Ypres, et y faire leurs observations sur les articles qu'ils trouveraient préjudiciables à la ville d'Ypres. Si, dans le délai de trois semaines ils n'envoient pas leurs députés, ils seront forelus de toute opposition, et on procédera à l'homologation des coutumes de ladite châtellenie.

Expédition originale, sur parchemin, signée :
De Lange.

MDCXXII.

1535. — Faict et advisé par la Royne en conseil, le x^e jour de Juing l'an xv^exxxv.

Déclaration faite par la reine Marie de Hongrie, régente et gouvernante, sur le fait d'une union à contracter entre les divers états, afin de se défendre mutuellement en cas d'attaque. — La reine y expose les avantages qui résulteraient de cette union, pour chacun des états en particulier. — Comme on fait au-delà des frontières des revues de gens de guerre, la reine engage les états à fournir la solde pour lever incontinent, pour la défense commune, deux mille piétons et mille chevaux.

Copie sur papier, écriture de l'époque, signée *Dingher*.

MDCXXIII.

1535 (1536 n. s.) — Donné en nostre ville de Bruxelles, le premier jour de Febvrier l'an de grâce mil cinq cens trente-et-cinq.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., désigne comme commissaires pour le renouvellement des magistrats et l'audition et l'approbation des comptes de la ville d'Ypres : 1^o Messire Antoine de Croy, seigneur

de Sempy, chevalier de l'ordre ; 2^o Messire Antoine de Lalaing, comte de Hoochstrate, chevalier de l'ordre, et, en son absence, Pierre de Griboval, seigneur de Berquin et Pletzy, receveur-général de Flandre ; 3^o Messire Maximilien de Hornes, seigneur de Gaesbeke, chevalier de l'ordre, et, en son absence, Messire Hugues de Gramez, chevalier, seigneur de Winghene, commis des finances, et 4^o Antoine de Varennes, conseiller et maître-d'hôtel de la reine douairière de Hongrie.

(Signé) *Pensart*.

Original, traces du grand scel de l'empereur, avec contrescel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MDCXXIV.

1535 (1536 n. s.) — Den thiensten dach van Sporele xv^e videntich.

Accord fait entre Jean Bane, prélat de St-Martin d'Ypres, au nom de son couvent, d'une part, et les magistrats d'Ypres, d'autre part, pour l'érection d'une *grande école*. 1^o Les échevins proposeront audit prélat un homme capable et convenable pour diriger ladite école, que le susdit prélat nommera aux fonctions de maître d'école. — 2^o Le maître d'école, ainsi nommé par le prélat, ne pourra ni être renvoyé ni destitué par celui-ci, si ce n'est pour des motifs très-graves, et dans ce cas le renvoi ne se fera que du consentement des magistrats. — 3^o Le maître d'école

pourra louer à son choix une maison dans la paroisse de St-Martin et le plus près possible de l'église; il recevra du prélat, annuellement, comme indemnité de loyer, une somme de vingt-quatre livres parisis; en outre il recevra par an trois cents fagots. — Le prélat, de son côté, pourra disposer, comme il l'entend, de l'ancien local d'école. — 4° Le maître d'école ou son sous-maître sera chargé de conduire, en surplis, les enfants de l'école, au chœur, et à l'endroit désigné pour la leçon de chant, afin de les y exercer à chanter. Le maître d'école ne sera pas obligé de les y conduire en personne, mais il sera responsable, et s'assurera que les élèves y sont conduits régulièrement. — 5° Le maître recevra de chaque enfant quarante escallins par an, sans plus. — 6° Le prélat de St-Martin pourra envoyer à l'école, gratis, six enfants pauvres. — 7° Les échevins devront fournir au maître d'école un traitement convenable et à sa satisfaction. — 8° Cet accord sera valable pendant la vie du prélat de St-Martin; il cessera à sa mort, et chacune des parties restera en possession de ses privilèges et droits antérieurs.

Original sur parchemin, muni du sceau du prélat et de celui des échevins, l'un et l'autre en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Geluwenboek*, f° 3 v°.

MDCXXV.

1536. — Ghegheven in onse stadt van Mechelen den xv^{en} dach van April int jaer ons Heeren duust vyf hondert zessen-dertich, naer Paesschen.

Lettres du grand-conseil de Malines, prescrivant à tout huissier ou sergent-d'armes à ce requis, de se rendre auprès des magistrats d'Ypres, pour leur intimer l'ordre de laisser les doyens et procureurs des confréries de Notre-Dame et de St-Nicolas, en pleine jouissance de leurs privilèges, sans y mettre obstacle ou empêchement en quelque manière que ce soit, et, en cas de refus ou de délai, d'ajourner ces échevins devant le conseil de Flandre, pour y donner le motif de leur refus. — Les confrères et consœurs de ces deux congrégations, lors de leur admission, s'engageaient à laisser, comme dette mortuaire, leur meilleur habillement, avec faculté, aux héritiers de le racheter moyennant une somme de douze livres parisis. — Il résultait de cette disposition qu'au décès d'un confrère, les suppôts de ces confréries se rendaient à la maison mortuaire pour y enlever l'objet en question, sans aucun égard aux règlements qui régissaient les successions, dont la connaissance appartenait aux échevins seuls. — De là opposition des magistrats; réclame des procureurs de ces confréries et enfin arrêt du grand-conseil de Malines.

A ce document se trouve joint la déclaration de Jean de Roy, huissier-d'armes, portant que, le 6 Avril 1537, après Pâques, à la demande des doyens et procureurs

desdites confréries de Notre-Dame et de St-Nicolas, il s'est rendu à la chambre échevinale, pour y intimer aux magistrats l'ordre du grand-conseil; et que ceux-ci ayant refusé de s'y conformer, il les a ajournés devant le conseil de Flandre, au mardi 17 Avril.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MDCXXVI.

1536. — Aujourd'hui xxvij^e de Juing xv^e xxxvj.

Lettres par lesquelles la reine Marie de Hongrie, régente et gouvernante, dispense la ville d'Ypres d'une partie de sa quote-part dans l'aide de deux cent mille livres pour quatre ans, que les états de Flandre ont accordées à l'empereur. La ville sera quitte en payant, pendant les deux premières années, douze cents livres par an, et pendant les deux suivantes, quinze cents livres.

Original sur papier, signé *Verreycken*.

MDCXXVII.

1536. — Fait en la ville de Bruxelles le xvij^e jour du mois de Juillet l'an xv^e xxxvj.

Acte par lequel les trois membres de Flandre, savoir : Bruges, Ypres et le Franc, consentent, pour leur part,

aux aides et subsides généraux, demandés par l'empereur et consistant : 1^e en une aide générale de 250,000 carolus d'or, pour une fois, payables l'une moitié à la St-Rémi et l'autre à la Chandeleur prochainement venant. — 2^e Une nouvelle aide de 220,000 carolus d'or par an, pour six ans, destinés aux dépenses à faire pour résister à la France, pour combattre le duc de Holstein, qui assiège Copenhague en Danemarque, et pour défendre les frontières du pays contre le roi de France et contre le duc de Gueldre. — Ils réduisent la deuxième de ces aides à 200,000 carolus pour deux ans, en y mettant plusieurs conditions. La régente Marie de Hongrie accepte leurs offres sous la date du 27 Juillet.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MDCXXVIII.

1536. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le xxj jour de Juillet l'an de grace mil cinq cens trente et six.

Lettres par lesquelles les chefs du conseil des finances, au nom de l'empereur, accordent à la ville d'Ypres une modération 1^e de 15,500 carolus d'or, sur les 17,500, dont se compose leur quote-part dans les 250,000 carolus; récemment accordés à l'empereur (voir le N^o précédent); 2^e de 12,800 carolus par an, pendant deux ans, sur les 14,000 carolus par an, dont se compose leur part dans les 200,000 par an, accordés à la même époque.

Original, sceau du conseil des finances, en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MDCXXIX.

1536. — De Bruxelles, le premier jour de Septembre a° xv° xxxvj.

Lettres par lesquelles la reine Marie de Hongrie, régente et gouvernante, exprime aux échevins d'Ypres son mécontentement de ce qu'on a établi à Ypres une confrérie de Notre-Dame d'Alseberg, en adoptant les couleurs, emblèmes, dévise etc. de la véritable et ancienne confrérie de Notre-Dame établie à Alseberg depuis un temps immémorial; et de ce qu'on a cessé, depuis quelque temps, à envoyer à cette église du Brabant le cadeau annuel d'un manteau destiné à l'image de la Vierge, qui y est honorée. — Elle leur ordonne de défendre à cette confrérie de prendre le titre de *Notre-Dame d'Alseberg*, et d'enjoindre qu'ils fassent comme de coutume leur cadeau annuel.

Original sur papier, revêtu de la signature de la reine Marie.

MDCXXX.

1536. — Donné en nostre ville de Malines, le xxiii° jour de Décembre l'an de grace mil cinq cens trente-six.

Sentence du grand-conseil de Malines, portant que la connaissance de toute succession d'un bourgeois d'Ypres

appartient aux échevins de cette ville, quelle que soit la ville où ce bourgeois d'Ypres vient à décéder, et en quelque endroit ses propriétés soient situées; et qu'en outre les héritiers sont admis selon la coutume d'Ypres, d'après laquelle, dans une succession, les enfants obtiennent la part à laquelle leurs parents décédés auraient pu prétendre.

Original sur parchemin, revêtu du grand sceau avec contre-scel, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Wittenboek*, f° 501 r°, d'après un *résumé* délivré par Jean de Chasteler, seigneur de le Rye, conseiller et garde du scel au baillage de Tournai et Tournésis.

MDCXXXI.

1536 (1537 n. s.). — De Bruxelles, le xix° jour de Janvier a° xv° xxxvj.

Lettre de la reine Marie de Hongrie, régente et gouvernante, aux échevins de la ville d'Ypres. Elle se plaint de ce qu'on n'ait pas donné suite à sa lettre du 1^{er} Septembre dernier et leur ordonne itérativement de se conformer aux prescriptions qu'elle leur a faites au sujet de la confrérie de Notre-Dame d'Alseberg, instituée dans l'église de St-Nicolas. (Voir le N° MDCXXIX.)

Original sur papier, revêtu de la signature de la reine Marie.

MDCXXXII.

1536 (1537 n. s.). — Fait à Bruxelles, le xxiii^e jour de Janvier l'an quinze cens trente-six.

Lettres par lesquelles le conseil-d'état et des finances autorise les échevins d'Ypres à retenir, sur leur portion d'aide actuellement courant, les sommes qu'ils débourse-
ront pour les gens de guerre qu'à la demande de la reine-
régente ils envoient au secours du comte du Rœulx.

Original sur parchemin, signé *Pensart*.

MDCXXXIII.

1536 (1537 n. s.). — Donné en nostre ville de Bruxelles, le xv^e jour de Février l'an de grace mil cinq cens et trente-six.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., désigne comme commissaires pour le renouvellement des magistrats et pour l'audition et l'approbation des comptes de la ville d'Ypres : 1^o Antoine de Croy, seigneur de Sempy, chevalier de l'ordre, et, en son absence, mes-
sire Hugues de Gramez, chevalier, seigneur de Winghene; 2^o Antoine de Lalaing, comte de Hoochstrate, chevalier de l'ordre, et, en son absence, Philippe de Ghistel-
les, seigneur de la Motte; 3^o Maximilien de Hornes, seigneur

de Gaesbeke, chevalier de l'ordre, et, en son absence, Jean, prévôt de St-Martin, à Ypres, et 4^o Jean, seigneur de Ste-Aldegonde et de Noircarmes, chevalier, et, en son absence, Adolphe de Praut, chevalier, seigneur de Blaesvelt.

(Signé) *Pensart*.

Original, traces du grand scel de l'empereur, avec contre-scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MDCXXXIV.

1536 (1537 n. s.). — Ypre le xxii^e jour de Mars xv^e trente-six avant Pasques.

Lettres par lesquelles les échevins invitent tous les gardiens des passages de la Lys à laisser passer librement un détachement portant douze harquebuses à croc, deux tonneaux de poudre et cent piques, qu'ils envoient au secours de la ville d'Aire, à la demande des échevins, prévôt et mayeur de cette ville.

Au dos se trouve la déclaration des échevins d'Aire, portant que les armes et la poudre mentionnées ci-dessus leur sont arrivées.

Original sur parchemin, sceau des échevins d'Ypres en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MDXXXV.

1537. — Faict et ordonné par sa majesté, à Bruxelles, le xxiii^e jour d'Avril xv^e xxxvii, après Paques.

Acte d'accord, par les trois membres de Flandre, de leur quote-part dans les douze cent mille carolus d'or demandés, sur la totalité du pays, aux États-généraux assemblés à Bruxelles, le 24 et 27 Mars de la même année. — La quote-part des trois membres de Flandre monte à la somme de 400,000 carolus d'or, c'est-à-dire au tiers de l'aide générale. — Ils consentent à cette aide, sous condition que leur part servira à la défense de la frontière de Flandre, que des députés des états de Flandre assisteront aux revues pour les vérifier; que, pour subvenir à cette aide, les membres seront autorisés à lever une contribution d'un carolus d'or par cheminée, (*pipe ou busot yssant hors du toit*); et qu'ils prélèveront sur cette aide, une somme de 5,000 carolus d'or par mois, pendant six mois, pour l'entretien des navires de guerre servant à défendre la côte. — La reine, au nom de l'empereur, accepte l'accord aux conditions qui y sont mentionnées, le 25 Avril 1537.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MDCXXXVI.

1537. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le xv^e jour d'Avril l'an de grace mil cinq cens et trente-sept.

Lettres patentes par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., nomme aux fonctions de haut-bailli de la ville et châtellenie d'Ypres, Walrand de Hollebeke, seigneur de Woumen, en remplacement de Jacques de Hallewyn, seigneur de Boesinghe, dernier possesseur de cet office, récemment décédé. — Le nouveau dignitaire jouira de tous les droits, honneurs, profits, prérogatives, prééminences, libertés, franchises, profits et émoluments attachés à cette charge. — Il prêtera serment et fournira caution entre les mains des gens de la cour des comptes à Lille.

Original, grand scel de l'empereur, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MDCXXXVII.

1537. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le xxviii^e jour de May l'an de grace mil cinq cens trente et sept.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., ordonne aux bailli, avoué, échevins et conseil de

la ville d'Ypres, de procéder immédiatement au placement de poteaux indiquant la limite du terrain appartenant à la ville, le long des murs des remparts. — Les propriétaires, dont les jardins avoisinent les murs de la ville, ont empiété sur le terrain appartenant aux fortifications de la ville, de manière que la distance, entre les murs et les propriétés particulières, qui doit être de vingt-huit pieds, est considérablement diminuée. — L'empereur ordonne de placer les bornes de limites à la distance prescrite de vingt-huit pieds, nonobstant les plaintes ou réclamations des riverains.

Original, grand sceau de l'empereur, avec contre-scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MDCXXXVIII.

1537. — Ghegheven te Ghend, den xiiii^e in Julis xv^e ende zevenendertich.

Sentence du conseil de Flandre, au sujet d'un différend surgi entre les échevins d'Ypres, d'une part, et Pierre Van Aelst, drapier, d'autre part. — Ce dernier avait vendu, il y avait quelques années, à un Espagnol nommé Pierre de Médalie, un drap de l'espèce nommé *Thune*, auquel, parait-il, il avait fait mettre de faux plombs. Le plomb s'étant perdu, ledit Espagnol avait présenté ledit draps aux plombes pour être plombé de nouveau, mais ceux-ci s'y refusèrent parce que ledit draps n'avait

pas la largeur prescrite, et qu'il s'y trouvait plusieurs autres grands défauts qui prouvèrent que jamais antérieurement ce drap n'avait pu être plombé par les plombes jurés; l'enquête prouva en outre que les petits plombs qui s'y trouvaient encore, y avaient été faussement appliqués. Le drapier Pierre Van Aelst fut donc arrêté, mis en prison, soumis à la question, et condamné à l'amende d'après les réglemens existants. — Mais celui-ci interjeta appel du jugement des échevins, devant le conseil de Flandre, demandant que le jugement des échevins fut cassé, et qu'ils fussent condamnés, 1^o à se présenter en chemise devant ledit conseil de Flandre, pour y demander pardon audit conseil et au condamné, en présence de tels amis et membres de sa famille que ce dernier voudra y amener; 2^o à répéter la même demande de pardon, en chemise, en plein marché d'Ypres; 3^o à faire dans la salle échevinale une verrière de la valeur de cent couronnes, ornée de figures au choix dudit conseil de Flandre, et avec une inscription indiquant par qui et pour quel motif cette verrière était placée; 4^o à payer, au profit des pauvres, une somme de quatre cent florins carolus; 5^o à payer, entre les mains du demandeur, une somme de mille florins carolus, pour être convertie en œuvres-pies, à sa discrétion. — Le conseil de Flandre, après de longues enquêtes, confirme le jugement des échevins, déclare le demandeur non recevable et le condamne à l'amende de fol appel.

Original, sceau du conseil de Flandre, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MDCXXXIX.

1537. — Int jaer ons Heeren duust vyf hondert ende zevenendertich, den eenen-twintichsten dach van Hooymaendt.

Instrument notarié dressé par Nicolas Keingiart, portant que les fermiers de l'accise sur la bière, ayant refusé de se soumettre à la nouvelle ordonnance faite par les échevins, et ayant reporté à la salle échevinale les clefs des comptoirs de ladite accise, il est allé, à la demande des échevins, rapporter les clefs auxdits fermiers, en les sommant de reprendre leurs fonctions, faute de quoi les échevins les remplaceraient par d'autres commis et laisseraient à leur charge tous les dommages et intérêts qui pourraient en résulter pour la ville. — Que lesdits fermiers ayant continué dans leur refus, lesdits échevins les ont provisoirement remplacés, en protestant contre tous les inconvenients que ce refus pourrait occasionner.

Instrument original, sur parchemin, revêtu de la signature avec paraphe de *Nicolas Keingiart*, notaire apostolique.

MDCXL.

1537. — Ypre, den achthiensten dach van Ougst int jaer duust vyf hondert ende zevenendertich.

Acte de rapport et de relief fait par Jacques de Passchendale, écuyer, avoué de la ville d'Ypres, pour

un fief occupé par ladite ville et appartenant à Henri de la Coorenhuuse, et mesurant onze lignes de terre située à S. Jean lèz la ville. — Ce fief paie tous les vingt-cinq ans dix livres parisis de relief, et vingt escalins de chambellage, en outre le dixième denier en cas de mutation.

Original, sur parchemin, traces du sceau de la ville d'Ypres, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MDCXLI.

1537 (1538 n. s.). — Ghegheven in onse stede van Mechelen, up den xvj^{en} dach van Maerte int jaer ons Heeren duysent vyf hondert zeven ende dertich.

Sentence du grand-conseil de Malines, confirmant le jugement rendu par le conseil de Flandre en 1527, 1525 (N° MDLVI), sur le débat surgi entre ceux d'Ypres, d'une part, et le prélat d'Eversame et les *Oost- et West-Brouckers* du quartier des huit paroisses, d'autre part, au sujet de l'introduction de l'eau de mer dans le canal par les écluses de Nieuwendamme, jugement dont les échevins d'Ypres avaient appelé devant le grand-conseil de Malines.

Original, sceau du grand-conseil, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MDCXLII.

1537 (1538 n. s.). — Ghegheven in onse stede van Mechelen, up ten xiii^{en} dach van Aprille int jaer ons Heeren duust vyf hondert zevenen-dertich, voor Paeschen.

Sentence du grand-conseil de Malines, qui, sur l'appel interjetté par la châtellenie d'Ypres contre les lettres d'octroi accordées en 1527 par l'empereur, à ceux d'Ypres, au sujet du débit de la bière dans le rayon d'une lieue de la ville, suspend l'effet de ces lettres d'octroi jusqu'à ce que le procès résulté de cet appel soit jugé définitivement.

(Voir les N^{os} MDLXXII, DCCLIV et MDCCC.)

Cahier en papier, écriture de l'époque.

MDCXLIII.

1538. — Int jaer ons Heeren duust vyf hondert ende achten-dertich, in Hoymaendt den derden dach.

Instrument notarié dressé par Jean Tartare, notaire apostolique du diocèse de la Morinie, portant qu'à la demande des échevins d'Ypres, il s'est rendu au couvent des sœurs noires, et y a demandé à la supérieure si elle était disposée à envoyer les religieuses là où on les de-

manderait, pour les malades atteints de maladies contagieuses ou autres. — Laquelle supérieure a répondu qu'elle était disposée, comme elle l'a toujours été, à envoyer ses religieuses là où on les demandera, mais qu'elle priait les échevins de décider qu'elles ne doivent aller dans les maisons infectées que sur l'ordre exprès desdits échevins, afin d'éviter par là le danger de voir communiquer la contagion par les sœurs mêmes, qui, en sortant d'une maison infectée pourraient être appelées dans une autre maison où la contagion n'existe pas.

(Voir les N^{os} MCCCCLXIX et MCCCCLXX.)

Instrument original, sur parchemin, revêtu de la signature avec paraphe de Jean Tartare.

MDCXLIV.

1539. — Donné en nostre ville de Malines, le dernier jour de Juing l'an de grace mil cinq cens trente-neuf.

Ordonnance de l'empereur Charles-Quint, fixant l'époque de la remise et vérification des comptes des divers receveurs, par la chambre des comptes de Lille. — Toutes les recettes dont le montant excède cent livres de quarante gros monnaie de Flandre, seront vérifiées à la fin de l'année, ou au plus tard trois mois après l'expiration de l'année. — Celles qui n'excèdent pas les cent livres, seront vérifiées tous les trois ans, ou au plus tard trois mois après l'expiration de la troisième

année. — Le receveur-général des finances, les trésoriers de guerre, les receveurs de l'artillerie, de l'épargne, l'audiencier et les autres receveurs particuliers, seront tenus de rendre leurs comptes quand l'empereur ou les gens du conseil des finances le leur ordonneront. — Ceux qui seront en retard ou qui n'obéiront point, pourront être punis, par la chambre des comptes, d'amendes, de suspension, et même d'emprisonnement.

Copie, sur papier, écriture du commencement du 17^m siècle.

MDCXLV.

1539. — Den twaelfsten dach van September in t'jaer ons Heeren duust vyf hondert neghen ende dertich.

Instrument notarié fait par Simon Van de Cappelle (*de Capella*), notaire apostolique et impérial, portant protestation des députés de Gand, comme quatrième membre de Flandre, contre la décision prise par les trois autres membres, au sujet d'une missive de la reine régente, du 9 du présent mois de Septembre. — L'acte de protestation ne fait pas connaître la nature de la décision prise par les trois membres de Flandre.

Instrument original, sur parchemin, revêtu de la signature et du paraphe du notaire *de Cappella*.

MDCXLVI.

1539 (1540 n. s.). — Ghegheven te Ghendt, den dertichsten in Lauwe xv^e neghen-en-dertich.

Décision du conseil de Flandre, au sujet d'un différend surgi entre les échevins de la ville d'Ypres, au nom de leurs administrés d'une part, et le receveur des droits sur les marchandises (*Tolenaere*) à Nieuport, d'autre part. Ce dernier prétendait que les bourgeois d'Ypres, pour jouir de l'exemption de droit qui leur était accordé (voir le N° MCCCCLXXXI,) devaient se rendre *en personne* au *Tolhuus* pour y certifier, sous serment, que les marchandises leur appartenaient, et en outre présenter un certificat légalisé portant qu'ils sont bourgeois habitant la ville d'Ypres. — Le conseil de Flandre déclare ces prétentions exagérées et décide qu'il suffira que les expéditeurs fassent accompagner leurs marchandises d'un certificat délivré sous le scel de la ville d'Ypres, portant la déclaration de bourgeoisie de l'expéditeur et l'énumération des marchandises; que si l'expéditeur accompagne sa marchandise, il lui suffira de déclarer verbalement au préposé la nature des marchandises qu'il veut faire passer par la ville ou y introduire.

Il s'y trouve joint une copie sur papier, écrite en 1698, signée *De Schildere*.

Original sur parchemin, sceau du conseil de Flandre, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MDCXLVII.

1539 (1540 n. s.). — Dat was ghedaen den zeventiensten dach van Maerte xvo ende neghenen-dertich.

Lettres par lesquelles les avoué, échevins, conseil, chefs-hommes, notables et grande commune de la ville d'Ypres, établissent six personnes chargées de diriger et de contrôler l'administration des recettes et des dépenses de la ville (*zes mannen ter tresorje*), avec l'aide du trésorier. Voici en quoi consistaient leurs attributions : le trésorier fera la recette de tous les revenus de la ville. — Il fera aussi tous les paiements sur cédula de la chambre, ou sur ordonnance des *six-hommes*, inscrite dans un registre *ad hoc* et signée par au moins deux de ceux-ci. — La vérification du trésorier se fera tous les trois mois, sur les cédules et les ordonnances inscrites audit registre; cette vérification se fera en présence des échevins, assistés d'au moins deux des *six-hommes*. — Les commis à la trésorerie se réuniront au moins deux ou trois fois par semaine, pour aviser aux moyens propres à relever le commerce et l'industrie de la ville. — Ils resteront en fonctions jusqu'à quinze jours après le renouvellement de la loi; alors la réunion de tous les collèges décidera s'il convient de les remplacer ou de les continuer dans leurs fonctions : ceux qui entrent dans l'un des collèges des magistrats seront remplacés immédiatement. — Ils surveilleront surtout les rentes dues par la ville et les revenus des propriétés; le trésorier devra, à leur demande, leur soumettre tous les comptes

et états concernant ces deux services. — Ils désigneront au trésorier quelles sommes seront destinées au remboursement des rentes, et quelles destinées à payer les rentes courantes. — Ils auront la direction de tous les travaux publics, de l'achat des matériaux, des diverses réparations, des ouvriers de la ville, qu'ils admettront ou renverront comme bon leur semblera; en un mot, ils prescriront tout ce qu'ils jugeront utile, dans l'intérêt de la ville, concernant les travaux publics. — Cependant ils ne pourront ordonner de grands travaux de construction que de l'assentiment de la loi. — On ne fera aucune adjudication de l'accise, des viviers, des moulins-à-eau, des *overdragten*, sans avoir demandé au préalable l'avis des *six-hommes*; quant aux petites adjudications qui ne se font pas au son de cloche, les *six-hommes* en seront seuls chargés. — Le clerc de la trésorerie sera tenu de se trouver à toutes les réunions des commis afin de signer et d'enregistrer tout ce qui sera arrêté par les *six-hommes*. — Les *six-hommes* nommeront aussi un *messenger* (*cnape*) de la trésorerie, qui sera à leur disposition et qui sera payé aux frais de la ville. — Si, dans l'intérêt de la ville, ils jugent nécessaire de faire quelque nouvelle ordonnance, ou d'apporter des changements aux Keures ou ordonnances existantes, ils en feront la proposition par écrit aux échevins qui, dans la quinzaine, prendront une décision à cet égard, après avoir consulté le collège de la grande commune. — Si un ou plusieurs des *six-hommes* étaient empêchés par cause de maladie ou par tout autre motif, les *six-hommes* restants choisiront un remplaçant, que le magistrat admettra jusqu'au renouvellement de la loi. — Les *six-hommes* ne pourront jamais être attirés en justice pour des affaires concernant leur administration; la ville, le

cas échéant, les tiendra indemnes, et approuve et confirme d'avance tout ce qui sera fait par eux dans l'intérêt de la ville d'Ypres.

Il s'y trouve joint une copie sur papier, écriture de l'époque, signée *De Corte*.

Original sur parchemin, le sceau qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

MDCXLVIII.

1540. — Anno Domini millesimo quingentesimo quadragesimo, mensis Martii die vigesima secunda.

Lettres par lesquelles les vicaires-généraux de la Morinie, résidant à Ypres, déclarent que, pendant la dernière guerre entre l'empereur et le roi de France, il se trouvait en cette ville plus de huit cent tisserands qui n'avaient d'autre ressource pour entretenir leur famille, que le métier de tisser la laine; et que, l'état de guerre ayant empêché de se procurer de la laine, ces huit cent familles ont dû être nourries et entretenues aux frais de la ville. La ville d'Ypres, disent-ils dans leur déclaration, était le réceptacle de tous les malheureux de la West-Flandre, que la guerre chassait de leurs foyers; et comme il ne se trouvait aucune forteresse depuis Ypres jusqu'à St-Omer et à Aire, où ils pussent se retirer, tous les tisserands du plat-pays étaient venus se réfugier à Ypres. — La ville d'Ypres, disent-ils encore, comptait six églises paroissiales, mais dont le revenu était excès-

sivement restreint; elle se trouvait en outre fort surchargée par l'entretien des quatre ordres mendiants et par plusieurs couvents de femmes vivant d'aumônes (*Multum aggravatur ex sustentatione quatuor mendicantium ordinum, et cenobiorum mulierum plurimum mendicantium*).

Original, sur parchemin, sceau des vicaires-généraux, en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MDCXLIX.

1540. — Ypre den acht-en-twintichsten dach van Meye xv^e veertich.

Lettres par lesquelles les avoués et échevins de la ville d'Ypres déclarent qu'à la demande de Dominique Van Ackere, bourgeois d'Ypres, est comparu Jean Willeman, hôtelier de cette ville, lequel a déclaré qu'il a été obligé de déposer, entre les mains du receveur du Tol de Nieuport, la somme de treize sols, en nantissement de treize sacs de plumes, appartenant au dit Van Acker, lesquels il a apportés de Nieuport à Ypres. (Voir le N^o MDCXLVI.)

Original, le sceau qui pendait à double queue de parchemin, est perdu.

MDCL.

1540. — Den zes-tiensten in Hoymaent xv^e veertich.

Accord fait entre les échevins d'Ypres, d'une part, et les *Oost-* et *West-Brouckers* du quartier des huit paroisses, d'autre part, au sujet de l'introduction de l'eau de mer dans le canal par les écluses de Nieuwendamme. — 1^o Un éclusier sera nommé de commun accord par les échevins d'Ypres et les dits *Oost-* et *West-Brouckers*; il fera serment de bien se conformer à tous les points suivants, et de tenir constamment l'eau à la hauteur déterminée par la jauge de Nieuwendamme. — Il ne pourra jamais introduire l'eau de mer, si l'eau se trouve à la hauteur indiquée par la jauge; et si, dans ce cas, les bateliers ne peuvent arriver de la Knocke au premier *overdragt*, ceux d'Ypres devront y pourvoir. — Tout batelier qui voudra forcer la consigne de l'éclusier, ou qui occasionnera quelque dégât aux écluses, sera condamné à l'amende fixée et en outre pourra être arrêté et condamné sommairement, bien-entendu que les bateliers, bourgeois d'Ypres, seront jugés par les échevins de cette ville.

Cet accord arrêté à Ypres, le 16 Juin 1540, ne fut ratifié par les deux parties que le 9 Décembre de l'année 1542.

Original sur parchemin, revêtu de la signature du greffier d'Ypres et de celles des représentants des *Oost-* et *Westbrouckers*, au nombre de huit.

MDCLI.

1540. — Te Ghendt den achtiensten Ougst xv^e veertich.

Avis du conseil de Flandre aux échevins de la ville d'Ypres, qui avaient demandé conseil sur l'application de la peine pour délit d'hérésie. — Un nommé François De Jonghe, peintre de son état, était convaincu d'avoir contrevenu itérativement à l'ordonnance de l'empereur contre l'hérésie; il avait planté un bâton sur lequel était écrit : *honte à ceux qui honorent les images*, (*schamen moeten zy hen die beilden dienen*). Il avait aussi gardé par devers lui et avait copié certains couplets et refrains hérétiques contre la confession, le purgatoire, le pardon, les prières pour les morts, nommant le Pape l'Antichrist. Il avait en outre transmis ces couplets au nommé Étienne Van der Meersch, qui fut puni, de ce chef, par le magistrat de Dixmude. — Les échevins d'Ypres, reculant devant l'énormité de la peine à appliquer d'après les placards, demandèrent l'avis du conseil de Flandre, qui leur prescrivit de condamner le dit François De Jonghe à avoir la tête tranchée par le glaive, le corps exposé sur la roue et la tête sur un épieu.

Une note ajoutée à cet avis, fait remarquer que le conseil de Flandre n'a pas prescrit de prononcer la confiscation des biens.

Zwartenboek, f^o 258 v^o.

MDCLII.

1540. — Ghegheven te Ghendt den lesten in Ougst anno duust
vyf hondert ende veertich.

Sentence du conseil de Flandre en faveur de l'abbesse du couvent des Clarisses lèz-Ypres, d'après laquelle les échevins d'Ypres sont obligés de permettre à la dite abbesse de débiter et vendre en détail ou autrement et à qui bon lui semblera, seize pièces de vin de quatre muids, par année. — Cependant, si des bourgeois d'Ypres achètent du vin, au dit couvent, pour le revendre, les échevins auront le droit d'exiger l'accise à ces revendeurs.

Geluwenboek, f° 86 v°.

MDCLIII.

1540. — Datum Romæ, apud sanctum Petrum, III kal. Decembris
Pontif. Domini nostri Pauli papa III, anno septimo.

Lettres par lesquelles Antoine, cardinal des quatre Saints couronnés (*Sanctorum quatuor coronatorum*), à la demande des échevins d'Ypres, remet au lundi suivant tous les jours de fête qui tomberont le samedi, attendu

qu'à ce jour est fixé le marché hebdomadaire de cette ville. Si le lundi suivant était également un jour de fête, celui du samedi serait remis au mardi ou au mercredi suivant. — Sont exceptées les fêtes de la Noël, de l'Assomption, de la naissance de saint Jean-Baptiste, de saint Laurent, et de quelques autres qu'on appelle *triplicia majora festa*.

A cette charte se trouvent attachées des lettres des vicaires-généraux de la Morinie, résidant à Ypres, par lesquelles ils approuvent, autant qu'il dépend d'eux, l'autorisation susmentionnée. Les lettres des vicaires-généraux sont du 1^r Juillet 1544, en parchemin, signées de *Lespinoy* et munies du sceau des vicaires-généraux, en cire rouge. (Cette approbation se trouve inscrite dans le *Geluwenboek*, f° 30 r°).

Original sur parchemin, signé sur le pli:
A. Lomellinus et *Jul. Larcellus*, et muni
d'un sceau en cire rouge, pendant à des
cordes de chanvre rouge.

MDCLIV.

1540 (1544 n. s.) — Donné en nostre ville de Malines, le premier
jour de Febvrier l'an de grace mil cinq cens et quarante.

Lettres par lesquelles les gens du grand-conseil de Malines accordent aux échevins d'Ypres, à leur demande, des lettres de *Vidimus* de la sentence du 25 Février

1501, prononcée contre ceux de Neuve-Église, et analysée au N° MCCCLXV.

Original, sur parchemin, grand sceau du grand-conseil, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MDCLV.

1541. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le xxr^e de Mars l'an de grace mil cinq cens quarante et ung.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains, désigne comme commissaires pour le renouvellement du magistrat et pour l'audition et l'approbation des comptes de la ville d'Ypres, 1° Adrien de Croy, comte de Rœulx, gouverneur et capitaine-général de Flandre, de l'Artois et de Lille, chevalier de l'ordre; 2° Antoine de Croy, seigneur de Sampy, chevalier de l'ordre, et, en son absence, l'abbé de St-Martin d'Ypres; 3° Maximilien de Hornes, seigneur de Gaesbeke, chevalier de l'ordre, et, en son absence, Jean Van Roden, receveur des aides de Flandre; 4° Hugues de Gramez, seigneur de Wynghene, chevalier, conseiller, commis des finances, et, en son absence, Corneille de Gramez, seigneur de Wulfsberghe.

Sur le pli: *Par l'empereur (signé) Verreycken.*

Original, le sceau qui pendait à une bande de parchemin, est perdu.

MDCLVI.

1541. — Gegeven in onse stede van Mechelen, up ten xvj dach van Julio int jaer ons Heeren duusent vyf hondert ende eenenveertich.

Sentence du grand-conseil de Malines confirmant un jugement du conseil de Flandre au sujet du différend surgi entre les doyens et procureurs des confréries de Notre-Dame et de St-Nicolas, d'une part, et les échevins d'Ypres d'autre part, et mentionné au N° MDCXXV.

Le conseil de Flandre, par jugement du 26 Octobre 1540, avait débouté les dits procureurs et doyens de leurs prétentions et déclaré qu'ils ne pouvaient enlever le vêtement en question sans l'autorisation des échevins. — Les dits procureurs avaient interjeté appel de cette décision, devant le grand-conseil; mais celui-ci confirme le jugement du conseil de Flandre et condamne les procureurs de ces confréries à l'amende de fol appel et aux frais du procès.

Original, grand sceau du grand-conseil, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Geluwenboek*, f° 159 v°.

MDCLVII.

1541. — Donné en nostre ville de Malines, le xxiii^e jour de Septembre l'an de grace mil cinq cens et quarante-ung.

Lettres du grand-conseil de Malines, prescrivant à tout huissier ou sergent-d'armes qui en sera requis, d'ajourner devant le dit grand-conseil de Malines ceux de Neuve-Église, de Nieppe, d'Eecke, etc. pour s'y entendre condamner à l'exécution stricte de la sentence du 23 Février 1501 (1502 n. s.), prescrivant quelle espèce de drap ils peuvent fabriquer. (Voir cette sentence au N^o MCCCLXV et MDCLV).

Original, grand sceau du grand-conseil, avec contre-scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MDCLVIII.

1541. — Le x et xi^e jour d'Octobre et les premiers, ii^e et iii^e jours de Novembre xv^e XLJ.

Lettres de Jehan Leroy, huissier-d'armes, informant le grand-conseil de Malines que, à la demande des échevins d'Ypres, il s'est rendu aux jours précités, dans les villages de Neuve-Église, d'Eecke et de Nieppe, où il a

assemblé les bailli et échevins et les a ajournés devant le dit grand-conseil, au dix-huit du présent mois de Novembre, conformément aux lettres mentionnées au N^o précédent. Les bailli et échevins du village d'Eecke ont déclaré n'avoir fabriqué aucune pièce de drap défendu, mais s'être conformé et se vouloir conformer à la sentence de 1501.

Attaché au N^o précédent.

Original sur parchemin, revêtu de la signature de Jean le Roy.

MDCLIX.

1542. — Ghegheven in onse stede van Breda, den xiiii^e Aprilis int jaer ons Heere duuyst v hondert twee-en-veertich, naer Paeschen.

Lettres par lesquelles René de Châlon, prince d'Orange, confirme et renouvelle tous les privilèges concernant la draperie accordés aux habitants de ses seigneuries de Kemmel et de Wulverghem, par ses prédécesseurs, et notamment par Jean de Luxembourg en 1463, par Pierre de Luxembourg, comte de St-Pol, en 1469 et par Antoine de Luxembourg en 1499. Il étend ce privilège en ce sens que, lorsqu'ils mettent le drap sur la rame, ils pourront peigner jusqu'à soixante-quatre tours (*zullen dezelve laken moghen cammen tot vierenzestich ganghen*).

Kemmel et Wulverghem dépendaient de la seigneurie

de Warneton, qui appartenait également à René de Châlon, prince d'Orange.

Copie sur papier, écriture de l'époque, signée
De Brouckere.

MDCLX.

1542. — Den ix^e van Wedemaent xv^e xliij.

Livret dans lequel se trouvent inscrites les dépenses (*tercosten*) faites par les échevins de la ville d'Ypres pour frais de boisson et de victuaille, dans leurs assemblées particulières pour traiter des affaires de la ville. — Ce livret commence au 9 Juin 1542 et se termine au 25 Juin 1543. (Voir le N^o MD.)

Minute sur papier, écriture de l'époque.

MDCLXI.

1542. — Prononcé à Malines, le xxiii^e jour de Decembre xv^e quarante deux.

Décision du grand conseil de Malines, déboutant de leur demande les drapiers du village de Neuve-Église

qui voulaient se substituer aux bailli et échevins de cette localité, ajournés devant le dit grand-conseil. — Ils pourront cependant s'adjoindre aux dits bailli et échevins, qui devront se présenter au premier jour de plaid.

Original sur parchemin, signé *Bettin.*

MDCLXII.

1542 (1543 n. s.). — Ghegheven te Ghendt, den zestiensten in Januaris xv^e twee ende veertich.

Sentence du conseil de Flandre décidant que, conformément aux privilèges des Yprois, tout partage de succession d'un bourgeois d'Ypres doit être fait par les échevins de cette ville, en quelque lieu que les biens soient situés, et qu'en conséquence les échevins de Lille n'ont aucun droit de connaître de la succession d'Olivier Lecocq, quoique ses propriétés soient situées dans cette gouvernance.

Original, sceau du conseil de Flandre, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, f^o 309 r.

MDCLXIII.

1542 (1543 n. s.). — Dit was ghedaen den eersten dach van Sporcle int jaer vichtien hondert ende tweenveertich.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville d'Ypres déclarent que Jeanne S'Vos, veuve de feu Jérôme Han-neron et actuellement épouse de Jacques Quaetjone, a institué dans l'église de St-Pierre un salut en l'honneur du saint Sacrement, qui devra être chanté tous les jeudis après-midi et tous les jours de l'Octave du saint Sacrement. Elle a payé à cet effet en argent comptant, entre les mains des marguilliers de cette église, la somme de soixante livres de gros monnaie de Flandre. Tous les détails de ce service sont mentionnés dans cette charte, que nous publions en entier, à la fin de ce volume, sous la lettre R.

Original, sur parchemin, le sceau qui pendait à double queue de parchemin, est arraché.

MDCLXIV.

1543. — Ghemaekt ende ghegheven onder den zeghele van vooch-dien, der voors. stede van Ypre, den (la date est restée en blanc: elle est du mois de Mars 1543.)

Lettres par lesquelles les échevins de la ville d'Ypres

accordent à Sébastien Matte (1) et à Hector De Roo, bonnetiers, une concession de dix-huit ans pour se servir des eaux que perd l'Yperlée au *Schaks-Overdragt*, et en alimenter un moulin-à-eau devant servir à fouler le feutre dont on se sert pour faire des coiffes ou couvre-chefs appelés *bonnetten*. — Ils devront construire et entretenir à leurs frais le moulin et tous les acces-soires, payeront à la ville une somme annuelle de vingt-quatre escalins parisis et seront responsables de tous les dégâts que leur moulin pourrait occasionner aux écluses. — Ils ne pourront ni retenir l'eau de manière à ce qu'elle occasionne des dégâts, ni la faire baisser au point de porter préjudice à la navigation, et seront responsables des dommages qu'ils occasionneront. — Ils ne pourront fouler d'autres étoffes que celles qui servent à la confection des bonnets, et devront servir les bon-netiers de la ville avant tout autres. — Si les répa-rations aux écluses et aux *overdragten*, le curement ou l'approfondissement du canal nécessitaient une baisse d'eau, ils devraient la subir sans pouvoir réclamer au-cune indemnité de ce chef. — A l'expiration de la concession il sera loisible aux échevins de reprendre le moulin à fouler, selon l'estimation de personnes compétentes; s'ils ne le font pas, les prévenus devront le démolir et remettre les lieux dans leur état pri-mitif, à moins qu'ils n'obtiennent une nouvelle conces-

(1) Ce fut ce même Sébastien Matte qui, en 1566, à la tête d'une bande de sectaires étrangers à la ville d'Ypres, détruisit toutes les églises des environs de cette ville et notamment à Bailleul, Poperinghe, Renin-ghelst, Elverdinghe, Vlamertinghe, Brielen, etc. Voyez notre art. sur le *Trésor de l'église de Notre-Dame-ten-Brielen*, dans nos *Analectes yprois*, page 179.

sion sur des bases à régler alors entre les deux parties.

Original, trace du sceau des échevins, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MDCLXV.

1543. — Datum Bononiae XII kal. Maii pontif. Domini Pauli papae III, anno nono.

Lettres d'Antoine, évêque de Sabinie, concernant la remise des jours de fête tombant le samedi, jour du marché de la ville d'Ypres. — Même contenu que celles analysées sous le N° MDCLIII.

Original sur parchemin, sceau en cire rouge, pendant à une corde de chanvre rouge.

MDXLCVI.

1543. — De Pavie le xiii^e de Juing 1543.

Lettres de Charles, empereur des Romains etc. aux prélats, nobles et députés du comté de Flandre. Il leur rappelle que l'an passé il se proposait de venir

dans le pays, pour s'opposer en personne à l'invasion du roi de France et du duc de Clèves; mais que l'attaque du même roi de France dans le Roussillon et les préparatifs du roi de Navarre l'ont forcé de tenir, de ce côté, tête à l'ennemi qu'il a mis en fuite. — Que depuis, ayant appris de la part de la reine régente, par le seigneur de Boussu, le progrès de la guerre dans les Pays-Bas, il renvoie le dit seigneur pour les informer qu'il compte se mettre sous peu en route, pour chasser l'ennemi et remettre le pays en repos et tranquillité. — Il les prie de continuer entretemps à s'employer à la défense et au bien-être du pays, comme ils l'ont fait jusqu'ici.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MDCLXVII.

1543. — De Bruxelles, le xxvi^e de Juing xv^e quarante-trois.

Lettres de Marie de Hongrie, régente et gouvernante, aux membres des divers états des provinces. Elle leur rappelle la nécessité de résister aux envahissements du roi de France, *allié du Turc*, et du duc de Clèves, et le consentement que les états ont accordé pour certain temps du dixième du revenu de tous les immeubles et du gain des marchands, ayant plus de mille florins en marchandises. Ce temps est expiré; mais le roi de France est entré à grande puissance d'armée dans le Hainaut,

sans qu'on sache s'il se dirigera vers le Luxembourg, le Brabant ou la Flandre; de son côté, le duc de Clèves a voulu attaquer le pays du côté opposé, mais il a été défait devant la ville de Heynsberghe. Il est donc indispensable de maintenir sur pied un corps considérable de troupes et d'accorder de nouvelles aides, notamment d'une somme de cent vingt-quatre mille carolus par mois, pendant trois mois, à commencer du premier juillet prochain. — L'empereur, de son côté, viendra au secours du pays; il est déjà arrivé en Italie, se préparant à descendre avec une forte armée de gens de pied et de chevaux, d'artillerie et de munitions. (Voir le N° précédent.)

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MDCLXVIII.

1543. — Actum ter vierschare van der stede (van Ypre,) den viven-twintichsten dach van October xv^e drie-en-veertich.

Sentence des échevins d'Ypres, prononcée contre Michel Le Povre, accusé d'avoir, avec quelques complices, attaqué à coups de pierre, de bâton et de couteau, le poort-bailli et ses agents, et d'avoir tué sur la place un des agents du poort-bailli. Les échevins le condamnent à venir en la salle de justice, en chemise, tête et pieds nus, portant un cierge de trois livres auquel sera attaché un poing également en cire. Dans cet accoutrement il demandera, à deux genoux, pardon à la

justice et au haut-bailli, en présence du poort-bailli et de ses serviteurs; ensuite il sera exposé pendant une heure sur un échafaud dressé devant le *besant*, portant sur la poitrine un écriteau mentionnant la cause de sa condamnation, puis sera banni du pays de Flandre pour l'espace de dix ans, sur peine de mort, et devra quitter la ville dans les vingt-quatre heures et le pays de Flandre avant le troisième jour.

Roodenboek, f^o 74 v^o à 79 r^o.

MDCLXIX.

1544. — Datum Romae apud sanctum Petrum sub annulo piscatoris die III Martii MDXXXIII pont. nostri, anno decimo (1).

Bref du pape Paul III confirmant la translation à Ypres de la cour spirituelle de Térouane pour ce qui concerne la Flandre, et soumettant à la même cour (pendant tout le temps que dureront les hostilités entre la France et les Pays-Bas) tous les habitants du comté d'Artois et de celui de St-Pol.

Bref original, sur parchemin, traces du sceau de l'anneau du pêcheur, en cire rouge.

Transcrit dans le *Gelucenboek*, f^o 156 r^o.

(1) Les papes, dans leurs brefs, commençaient l'année à la Noël ou au 1^{er} Janvier. — Les brefs ne portent pas de bulle de plomb, mais sont scellés en cire rouge de l'anneau du pêcheur. Cet anneau représente saint Pierre jetant un filet dans la mer. (Voyez l'*Annuaire historique* pour 1852, publié par la société de l'histoire de France, pag. 44.

MDCLXX.

1543 (1544 n. s.). — Fait à Gand, le xix^e de Mars xv^e quarante-trois.

Acte d'acceptation par la reine Marie de Hongrie, gouvernante et régente, de l'accord de six cents mille écus que les états de Flandre ont accordé à l'empereur; et prorogation jusqu'au 10 Mai prochain, du 'payement du reste des quatre cents mille écus de l'aide précédente. Cette prorogation est accordée, sous condition que les dits états renoncent à prélever, sur la nouvelle aide, une somme de trente-deux mille livres, comme ils le proposaient, pour servir à équiper deux mille hommes de mer pour garder la côte. — Cette réserve dévient inutile, attendu que l'empereur, d'accord avec le roi d'Angleterre, s'est engagé à fournir au moins deux mille hommes, pour garder les côtes par mer, tandis que le roi d'Angleterre fournira le même nombre d'hommes pour le même sujet.

A la suite se trouve indiqué que la présentation de la dite acceptation a eu lieu le 22 Mars 1543 (1544, n. s.).

Copie sur papier, écriture de l'époque, signée
Kyndt.

MDCLXXI.

1544. — Aldus ghedaen up den xxiiii^{en} dagh van October int jaer ons Heeren duust vyf hondert vier-en-veertich.

Accord fait par les bourgmestre et échevins du Franc de Bruges, d'une part, et le bourgmestre et échevins de la franchise d'Eecloo, d'autre part, par lequel ils renouvellent l'ancienne alliance ou union qui a été contractée en 1422, portant l'exemption d'arrestation de biens et de personnes sur leurs territoires respectifs, pour causes civiles; l'exemption du droit d'issue, en cas de succession, mariage, décès; avec cette restriction cependant que ceux de la franchise d'Eecloo ne pourront aliéner les biens qu'ils possèdent sous la juridiction du Franc, si ce n'est en faveur d'habitants de ladite franchise; toute aliénation faite en faveur de personnes étrangères à la franchise sera soumise au droit d'issue.

Copie sur papier, écriture de la fin du xvii^e
siècle, portant la date de 1680.

MDCLXXII.

1545. — Donné en nostre ville de Malines le quinziesme jour d'April l'an de grace mil cinq cens quarante-cinq, après Pasques.

Lettres de relief d'appel de ceux de Neuve-Église, contre les advoué et échevins de la ville d'Ypres, au sujet de l'exercice de la draperie. — Le grand-conseil de Malines ordonne à tout huissier ou sergent-d'armes qui en sera requis, d'ajourner les échevins d'Ypres devant ledit grand-conseil, pour venir y défendre le droit qu'ils prétendent avoir d'empêcher ceux de Neuve-Église de se livrer à la grande draperie.

A la suite se trouve inscrit la déclaration de Marc Bossier, huissier-d'armes, informant le grand-conseil qu'il a ajourné lesdits échevins au vendredi huit Mai suivant. (Il s'y trouve joint un double sur papier, non signé.)

Copie sur papier, écriture de l'époque,
collationnée et signée *Bottier*.

MDCLXXIII.

1545. — Faict à Malines, le xxiii^e jour de May l'an quinze cens quarante cinq.

Lettres par lesquelles le grand-conseil de Malines, déclare qu'ayant ouï les deux parties, dans la cause

de ceux de Neuve-Église contre ceux d'Ypres, (voir le N^o précédent,) il se reserve de prononcer définitivement, et autorise les deux parties à lui soumettre, avant le prononcé, tels mémoires et documents qu'ils jugeront convenable.

Expédition originale sur parchemin, signée
Bottier.

MDCLXXIV.

1548. — Donné en nostre ville de Groeninghen, le vingti-cinquiesme jour de Juing l'an de grace mil cinq cens quarante-cinq.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., nomme aux fonctions de haut-bailli de la ville d'Ypres, Nicolas Hallowyn, seigneur de Boesinghe, en remplacement de Nicolas Van Rooden, dernier possesseur dudit office, récemment décédé. — Le titulaire jouira des mêmes droits, prérogatives, prééminences, libertés, franchises etc., que son prédécesseur. — Il paiera également, au profit de l'empereur, annuellement une somme de deux cent cinquante livres parisis. — Il prêtera serment et fournira caution entre les mains des gens de la cour des comptes à Lille.

A la suite se trouve inscrite la déclaration des gens des comptes de Lille, portant que le 8 Juillet de la même année, ledit Nicolas Hallowyn a prêté, entre leurs mains, le serment exigé et fourni la caution prescrite.

Copie sur papier, écriture de l'époque.

MDCLXXV.

1545. — Dit was ghedaen den xviii dagh van Hoymaendt int jaer duyst vyf hondert vyf ende veertich.

Accord ou alliance faite entre le Franc de Bruges, d'une part, et le Furnambacht, d'autre part. Ils conviennent des points suivants: abolition respective des droits d'issue pour changement de domicile d'une juridiction à l'autre. Celui qui passera du Furnambacht dans le Franc de Bruges, et *vice-versa*, devra en faire la déclaration préalable, déclaration qui sera lue le dimanche dans l'église de la paroisse qu'il quitte et dans celle de la paroisse où il va s'établir. A défaut de cette formalité, il sera considéré comme étranger et soumis au droit d'issue. — Exemption d'arrestation de biens et de personnes pour causes civiles, sur les territoires respectifs: sont exceptés de ce point les fugitifs, les banqueroutiers et les personnes notoirement suspectes. — Tout individu de l'un des deux territoires, résidant sur l'autre, pourra être arrêté pour les dettes qu'il aura contractées dans le lieu de sa résidence. — Pour toute affaire ne concernant pas son commerce ou son industrie, tels que successions, mariages, offices etc., il restera sous la juridiction du territoire où il jouit de ses droits civils. — Quant aux affaires criminelles, les échevins du Franc connaîtront des délits commis par ceux du Furnambacht, arrêtés sur le territoire du Franc, et des délits des Francots arrêtés sur le territoire du Furnambacht. — Les habitants des deux territoires pourront acquérir des

propriétés dans le territoire l'un de l'autre, soit par achat, soit par succession ou autrement, sans en payer le droit d'issue. — Ils ne pourront ni vendre, ni léguer leurs biens à des personnes étrangères aux deux territoires, à moins d'en payer l'issue de la manière ordinaire. — Toute sentence prononcée par les échevins de l'un des deux territoires, sera exécutée par les officiers de l'autre, sans autre formalité de justice. — L'interprétation de tout ce que le présent accord pourrait laisser d'obscur, sera laissée à la décision d'un collège de délégués des deux territoires.

Copie sur papier, collationnée et signée par le greffier du Franc en 1680.

Imprimé dans le *Placaert-Boek van Vlaenderen*, T. v, f° 654.

MDCLXXVI.

1545. — Donné en nostre ville de Malines, le xxii^e jour d'Aout l'an de grace mil cinq cens et quarante-cinq.

Lettres du grand-conseil de Malines, prescrivant à tout huissier-d'armes qui en sera requis par les échevins d'Ypres, de se rendre à Thourout pour y ordonner aux bailli et gens de la loi de faire vendre au profit du souverain les draps saisis en cette ville, que des drapiers de Poperinghe y avaient présentés en vente contrairement au privilège des Yprois. — Les drapiers de Poperinghe cherchaient à éluder ledit privilège, prétextant que la foire de Thourout étant une franche

foire, le privilège des Yprois n'y pouvait être reconnu. Les bailli et gens de la loi de cette ville ayant tenu le démêlé en suspens, le grand-conseil prescrivit le maintien de la saisie et la vente des draps ou le remboursement de leur valeur, et ordonne, en cas de délai ou d'opposition de la part de la loi de Thourout, d'ajourner celle-ci devant le grand-conseil pour y exposer le motif de son opposition.

Original, grand sceau avec contre-scel en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

MDCLXXVII.

1545. — Faict à Bruxelles le xxiii^e Aoust xv^e quarante-cinq.

Lettres par lesquelles Marie, reine-douairière de Hongrie, régente et gouvernante des Pays-Bas, ordonne à tous les receveurs de l'épier de laisser défalquer respectivement le dixième et le vingtième denier des rentes dues à Sa Majesté en Flandre, conformément à l'accord fait par les membres de Flandre, d'après lequel ils ont consenti à l'empereur une somme de six cent mille écus, pour le recouvrement desquels a été levé en Flandre le dixième denier de tous les biens immeubles de quelque nature ou qualité qu'ils fussent.

Original sur parchemin, revêtu de la signature de la reine Marie et contresigné Verreycken.

MDCLXXVIII.

1545. — Faict à Bruxelles le 13 jour de Septembre xv^e quarante-cinq.

Lettres par lesquelles le conseil privé de l'empereur fait connaître à ceux de Warneton, de Wervicq, de Poperinghe, de Messines, de Comines, de Kemele, de Neuféglise, de Wulverghem et de Dranoutre, qui avaient présenté requête afin de surseoir à l'exécution de l'octroi, naguère accordé à ceux d'Ypres, confirmant leur privilège de la draperie, qu'ils ont à fournir endéans les quinze jours, la déclaration de tous les draps qu'ils ont fabriqués dans le courant de l'année avant l'obtention dudit octroi par ceux d'Ypres. Cette déclaration devra porter l'indication de la longueur, largeur et prix de chaque espèce de drap. — A défaut de la présentation dudit état dans le délai prescrit, ils seront forclus de leur appel, et l'octroi sortira son effet. — Ceux d'Ypres, de leur côté, fourniront dans le même délai toutes les pièces qu'ils jugeront convenables pour servir au maintien de leur dit octroi. (Voyez les trois N^{os} suivants.)

Expédition sur parchemin, signée Verreycken.

MDCLXXIX.

1545. — Dezen zeventhiensten in September A° xv° xlv°.

Instrument notarié dressé par Jean Croes et Jean Tartare, notaires apostoliques et impériaux, portant les dépositions de Guillebert Mazerel et de François Thiebaut, maîtres teinturiers en bleu, et de Jean Thevelin et Daniel Waelweyn, maîtres teinturiers en rouge, qui déclarent sous serment, que depuis le mois de Mars passé, le pastel ou guède, ainsi que la garance, servant à la teinture des draps, est considérablement diminué de valeur, de manière que le prix de teinture d'un drap est diminué d'au moins deux escalins parisis.

Instrument original, sur papier, revêtu de la signature des deux notaires susdits.

MDCLXXX.

1545. — Anvers, le vingt-quatriesme jour de September l'an mil cinq cens quarante et cinq.

Déclaration des bourgmestre et échevins de la ville d'Anvers, portant qu'à la requête de Daniel de Vos, conseiller de la ville d'Ypres, sont comparus devant eux Jean

Vander Aa, courtier en garance, et Philippe de la Bone, marchand de garance, lesquels ont déclaré sous serment que, depuis le mois de Mars passé, les garances sont diminuées en prix de six ou sept sols de gros de Flandre au cent, de sorte que le prix qui, audit mois de Mars, était de quarante-cinq ou quarante-quatre sols le cent, n'est plus que de trente-sept ou trente-huit sols.

Original sur parchemin, signé *Van Halle*, et muni du sceau de la ville d'Anvers, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MDCLXXXI.

1545. — Anvers, le vingt-quatriesme jour de Septembre l'an mil cinq cens quarante et cinq.

Déclaration des bourgmestre et échevins de la ville d'Anvers, portant qu'à la demande de Daniel de Vos, conseiller de la ville d'Ypres, sont comparus devant eux Michel Gemart, François Vrolo, drapiers, et Michel Laingneel, marchand, tous trois demeurant à Armen-tières, lesquels ont déclaré sous serment que, depuis le mois de mars passé, le prix de la teinture d'un drap au pastel est diminué de six sols de gros de Flandre, et celle de la teinture en garance de deux sols de gros par drap.

(Ce document, ainsi que les deux précédents, ont été

délivrés pour servir à l'appui des prétentions des drapiers d'Ypres, mentionnées au N° MDCLXXVIII.)

Original sur parchemin, signé *Van Halle*, et muni du sceau de la ville d'Anvers, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MDCLXXXII.

1545. — Faictes en la ville d'Ypres le vingt-huytiesme jour du mois de Septembre an mil cinq cens quarante et cinq.

Déclaration délivrée aux échevins d'Ypres, à leur demande, par les vicaires-généraux de l'évêché de Téroouanne, résidant à Ypres, par Jean, prévôt du monastère de St-Martin de la même ville, par Jean, prévôt du monastère de Notre-Dame de Vormezele, et par Jean, abbé du monastère de Zonnebeke. — Cette déclaration constate les différentes charges et dettes dont la ville était accablée; le mauvais état de ses fortifications qui tombaient en ruine à défaut d'entretien; le nombre croissant des pauvres entretenus par la bourse commune; la misère profonde occasionnée par le dépérissement de la draperie. — Deux mille huit cent pauvres honteux, *qui ne reçoivent pas de la bourse commune*, sont venus demander du pain, à une distribution qui se faisait par les magistrats; la plus grande partie de ces gens étaient, il y a deux ou trois ans, des maîtres ouvriers, dans l'aisance, et contribuant à cette époque eux-mêmes à l'entretien des pauvres; maintenant ils manquent de pain,

et la plupart, en venant chercher ce pain qui leur était indispensable, étaient *en grande honte, pleurs et larmes pitoyablement et aucuns par honte ont couvert leur face de leurs bonnetz et chappeaulx non osans eslever le visaige* etc. — Ce document si intéressant, si propre à jeter du jour sur la prétendue prospérité de l'industrie et du commerce sous le règne de Charles-Quint, est de la plus haute importance. Nous le publions en entier, à la fin de ce volume, sous la lettre S.

Sur le pli se trouve: Par mandement de Messieurs les vicaires et prélats susdits. (Signé) *M. Canis*.

Original, muni du scel des vicaires-généraux et de ceux des prélats de St-Martin, de Zonnebeke et de Vormezele, avec contre-scels, le premier en cire rouge, les trois autres en cire verte, pendants à des doubles queues de parchemin.

MDCLXXXIII.

1545. — Ypre den neghen-en-twintichsten dach van Septembre xv° viven-veertich.

Déclaration des avoué, échevins et conseil de la ville d'Ypres, adressée au conseil-privé de l'empereur, portant que c'est à leur sollicitation et à celle du conseil de la grande commune, qu'ils ont obtenu l'octroi du 15 Mars 1544 (1545 nouveau style,) concernant le privilège de la draperie, octroi qui, en même temps, limite la

fabrication du drap dans un rayon de trois lieues de la ville.

Original, muni du scel *aux causes* de la ville d'Ypres, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MDCLXXXIV.

1543. — Faict à Bruxelles, le quinzième jour d'Octobre l'an xv^e quarante-cinq.

Déclaration de Marie, reine-douairière de Hongrie, régente et gouvernante des Pays-Bas, portant que toutes les pièces concernant la draperie fournies par la ville d'Ypres et par les communes environnantes (voir le N^o MDCLXXVIII.) ont été envoyées au grand-conseil, avec ordre, de la part de l'empereur, d'examiner ces pièces, toute autre affaire cessant, et de faire droit sommairement, sans autre forme de procès. — En outre, les draps confisqués appartenant à ceux de Wervicq et de Comines seront restitués moyennant bonne caution de les remettre, à la première sommation, entre les mains des officiers qui en ont opéré la saisie. — En outre ceux de Warneton et de Messines pourront provisoirement fabriquer du drap de quarante-quatre gros l'aune, ceux de Comines du drap de quarante-six gros.

Original sur parchemin, revêtu de la signature de la reine Marie.

MDCLXXXV.

1545 (1546 n. s.). — Den tweeden in Lauwe xv^e viven-veertich.

Lettres par lesquelles Jean De Sinck, prévôt, Guillaume De Man, doyen, Chrétien de Messines et Jacques Rebau, religieux du couvent de St-Martin d'Ypres, constituent comme leurs fondés de pouvoir Maillard De Hondt et Ancel Sinck, pour accomplir toutes les formalités de vente et d'adhérence d'une parcelle de terre que ledit couvent a vendu aux échevins de la ville d'Ypres. Cette parcelle de terre, grande d'une mesure, est située endeca des anciens remparts, tenant au nord au cimetière de Brielen, à l'est à l'Yperlée, à côté du Brielen-Overdragt, à l'ouest aux propriétés du Béguinage.

A ce document se trouvent jointes :

1^o Des lettres dudit prévôt de St-Martin à l'official et au vicaire-général de l'évêché de la Morinie, leur rendant compte de ladite vente, qui s'est effectuée au prix de trente-six livres de gros; et demandant leur approbation à cet acte. (4 Décembre 1545. Sur parchemin, sceau perdu.)

2^o Des lettres de Louis Militis, vicaire-général de l'évêché susdit, approuvant ladite vente. (24 Décembre 1545, sur parchemin, sceau perdu.)

3^o Des lettres des avoué et échevins de la ville d'Ypres, constatant que Maillard De Hondt, comme fondé de pouvoir des prévôt, doyen et religieux de St-Martin d'Ypres, a comparu devant eux et a déclaré avoir vendu à Jean Cabillau, trésorier de la ville, la parcelle de terre

susmentionnée, lequel Jean Cabillau en a été adhérité au nom et au profit de la ville d'Ypres. (24 Avril 1545 (1546 n. s.), sur parchemin, signé *J. Camere*. Sceau arraché).

Original, sur parchemin; le sceau du prévôt et celui du couvent de St-Martin, qui pendaient à double queue de parchemin, sont arrachés.

MDCLXXXVI.

1545 (1546 n. s.) — Ghegheven te Ghendt den vyfthiensten in Lauwe xv^e vyf en veertich.

Sentence du conseil de Flandre confirmant un jugement des échevins de la ville d'Ypres, qui défendait d'établir, sans leur autorisation, de nouvelles fosses à tanner sur les propriétés où il n'en existait pas antérieurement.

Original, sceau du conseil de Flandre, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f^o 285 v^o.

MDCLXXXVII.

1545 (1546 n. s.) — Ghegeven te Ghendt den vyfthiensten in Lauwe xv^e vyf en veertich.

Sentence du conseil de Flandre interdisant à ceux de la châtellenie d'Ypres, le renvoi d'affaires pendantes devant la cour, et concernant des bourgeois d'Ypres.

Original, sur parchemin, revêtu du sceau du conseil de Flandre, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MDCLXXXVIII.

1545 (1546 n. s.) — Den vyfsten dach van Sporele int jaer vivenveertich.

Défense faite par les échevins de la ville d'Ypres à toute personne, bourgeois ou étranger, d'acheter ou de vendre du suif ou d'autres graisses, ni de fondre du suif ou des graisses pour les revendre, excepté les bourgeois d'Ypres appartenant à la corporation des fabricants de chandelles, et ce sous peine d'une amende de dix livres parisis. — Chacun pourra cependant acheter du suif pour son propre usage, mais sans le revendre; les tanneurs pourront en acheter également, pour les besoins de leur métier.

Expédition sur parchemin, signée: *Kyndt*.

MDCLXXXIX.

1545 (1546 n. s.) — Daten den xxii in Sporele xv^e viventwintich, l'Yper.

Chirographe par lequel Colard De Cupere et sa femme reconnaissent avoir pris en bail, pour le terme de neuf ans, quatre mesures de prairies grasses appartenant à l'église de Brielen et situées hors de la porte de Boesinghe, au sud de la drève de Brielen, à côté de l'Yperlée et des remparts de la ville, et ce à raison de soixante-dix-huit livres parisis par an, et sous condition que le preneur reprendra, d'après expertise, la maison qui s'y trouve. — L'administration de l'église de Brielen est représentée dans cet acte par Philippe Vandenhoute, avoué, et Toussaint De Puudt, Charles Patvoet, Gilles De Huschere et Pierre Sys, marguilliers.

Original sur parchemin, signé *Baelde*.

MDCXC.

1546. — Ypren den neghenentwintichsten dach van April int jaer vichtien hondert ende zessenveertich naer Paesschen.

Lettres par lesquelles les échevins de la ville d'Ypres déclarent avoir vendu à Guillaume Bortier, une rente

héritable de douze livres parisis par an, pour la somme de quatre-vingt-seize livres parisis. — Cette vente de rente a lieu en vertu d'un octroi de l'empereur, du 10 Novembre 1545.

A cet acte se trouve attaché une déclaration des échevins d'Ypres, portant que la veuve dudit Guillaume Bortier a aliéné, par donation entre vifs, ladite rente, en faveur de Liévin Routte et de sa femme, le 5 Juillet 1577. (Sur parchemin, signé *De Codt*, scel aux causes de la ville d'Ypres.)

Original sur parchemin, revêtu du sceau de la ville d'Ypres, avec contre-scel en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MDCXCI.

1546. — Ghegheven te Ghendt, den xiiii^{en} in Hoymaent xv^e zessenveertich.

Sentence du conseil de Flandre, confirmant le privilège des Yprois, d'après lequel la connaissance de toute affaire concernant des bourgeois d'Ypres appartient aux échevins de cette ville. — Que les bourgeois de cette ville ne sont justiciables que devant leurs échevins. — Que la châtellenie d'Ypres ne peut prendre aucune connaissance de causes concernant lesdits bourgeois d'Ypres,

et qu'elle ne peut faire en cette ville aucun exploit de justice.

Original sur parchemin, revêtu du sceau du conseil de Flandre, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 54 v°.

MDCXCII.

1546. — Donné en nostre ville de Bruxelles, le vingt et troisième jour d'Aougst l'an de grace mil cinq cens quarante-six.

Privilege par lequel Charles, empereur des Romains etc., autorise les échevins de la chàtellenie d'Ypres, de connaître et d'informer en première instance de tous les méfaits commis dans l'exercice de leurs fonctions par les receveurs du droit d'issue sous leur juridiction, pour autant que ce ne soient pas des causes concernant les privilèges généraux d'exemption d'issue; dans ce cas, c'est le conseil de Flandre, qui devra connaître des délits.

Zwartenboek, f° 108 v°.

MDCXCIII.

1546. — Ypre den derden in September xv° zessen-veertich.

Attestation des avoué et échevins d'Ypres, portant que Joos Destrez, bourgeois d'Ypres, qui s'est occupé jusqu'ici de vendre et d'imprimer des livres (*met boucken te vercoopene ende prentene*), n'est nullement suspect d'hérésie, et n'a jamais ni vendu ni imprimé des livres défendus par les placards impériaux, mais qu'au contraire il est de bonne réputation, et de vie et de conversation honnêtes. — Ce certificat lui est délivré pour servir où il le jugera convenable, mais surtout devant le conseil de Flandre. — Au dos se trouve inscrit que, sur la présentation du présent certificat, le conseil de Flandre a admis Josse Destrez au nombre des libraires autorisés, et que celui-ci a promis sous serment de se conformer en tout aux ordonnances existant sur la matière (15 Septembre 1546.)

Original sur parchemin, sceau des échevins d'Ypres, en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

MDCXCIV.

1546 (1547 n. s.). — Ghedaen den xxiii^{en} in Lauwe xv^e zessen-veertich.

Lettres de non-préjudice délivrées, par les échevins de Warneton à ceux de la ville d'Ypres, au sujet de la prestation annuelle d'un muid de froment, la veille du jour de l'an. (Voir les N^{os} DCCLXVIII, DCCLXIX et DCCLXXV.) — Les échevins de Warneton, par un motif quelconque, n'avaient pu présenter le muid de froment en question, au jour fixé; ils avaient demandé et obtenu des échevins d'Ypres, de pouvoir faire leur prestation au jour du prochain marché, et leur délivrent les présentes lettres de non-préjudice, pour que la remise de cette cérémonie ne tiene pas à conséquence pour la suite.

Original sur parchemin, trace de sceau en cire verte, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f^o 141 v^o.

MDCXCV.

1547. — Donné en nostre ville de Bruges, le xix^e jour du mois d'Avril l'an de grace mil cinq cens quarante-sept, après Pasques.

Lettres par lesquelles Charles, empereur des Romains etc., autorise les échevins d'Ypres, à vendre des rentes viagères à une et à deux vies, jusqu'à concurrence de la somme de six cent carolus d'or par an, les rentes à une vie au denier huit et les rentes à deux vies au denier dix. Les sommes provenant de ces ventes devront être employées au rachat des rentes héréditaires qui ont été vendues au denier douze, en vertu de l'octroi de l'empereur du 20 Octobre 1545 (1). — Les présentes lettres ne seront valables qu'après qu'elles auront été enregistrées à la chambre des comptes de Lille, et, dans le courant de l'année de la vente desdites rentes, les échevins devront adresser à la dite chambre des comptes un état du remploi des fonds en provenant.

Sur le pli se trouve : *Par l'empereur, le duc d'Arschot, premier chief, Maistres Vincent Cornelissen, trésorier-général, Nicaise Claissonne, commissaire des finances et autres présents.* (Signé) *Verreycken*.

Il s'y trouve également l'inscription que l'octroi a été enregistré à Lille le 27 Juin 1547. (Signé) *Vedelin*.

Original sur parchemin, muni du grand sce de l'empereur, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

(1) Cet octroi ne se trouve pas dans les archives.

MDCXCVI.

1547. — Donné à Gand, le vi^e jour de May l'an mil cinq cens quarante-sept.

Sentence du conseil de Flandre confirmant le droit des échevins d'Ypres, de désigner, à l'exclusion de toute autre autorité, les tuteurs des orphelins de bourgeois ou de bourgeoises d'Ypres. Une discussion surgit à cet égard entre lesdits échevins et le lieutenant du gouverneur de Lille, Antoine de Beaulincourt. Ce dernier méconnaissant le droit des échevins d'Ypres, avait nommé des tuteurs aux enfants mineurs délaissés par Philippe de Hennin, chevalier, seigneur dudit lieu, et Claire de Croix, Dame de Wambrechies, son épouse, bourgeoise d'Ypres, et ce sous prétexte que les biens paternels des enfants mineurs étaient situés sous la juridiction de la gouvernance de Lille, et que les défunts habitaient ladite gouvernance.

L'affaire étant portée devant le conseil de Flandre, celui-ci maintient le droit des échevins, quel que soit le lieu où les parents des mineurs soient morts, où les pupilles résident et où les propriétés soient situées.

A ce jugement se trouvent annexées des lettres exécutoires délivrées par ledit conseil de Flandre, le vingt Septembre de la même année. — Trâces du

sceau en cire rouge, pendant à une bande de parchemin.

Original sur parchemin, muni du sceau du conseil de Flandre, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Zwartenboek*, f^o 511 v^o à 515 v^o.

MDCXCVII.

1547. — Ghegheven te Ghendt, den xxiii^{en} in Ougste a^e xv^e zeven-en-veertich.

Sentence du conseil de Flandre confirmant la franchise du droit de tonlieu dont jouissaient les Yprois à Nieuport, en vertu de l'octroi que les échevins de cette ville avaient accordé à ceux d'Ypres en 1556.
(Voir le N^o DCLXXXIV.)

Original sur parchemin, sceau du conseil de Flandre, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Geluwenboek*, f^o 209 r^o.

MDCXCVIII.

1547. — Ghegheven te Ghendt, den dertigsten in Ougst a° xv°
zeven-en-veertich.

Sentence du conseil de Flandre confirmant le privilège des échevins d'Ypres, d'après lequel il est défendu à ceux de la châtellenie de faire aucune arrestation ou de lancer aucun exploit de justice à l'intérieur de la ville. — Trois officiers seuls, outre les échevins, ont le droit de faire des arrestations ; savoir, le haut-bailli, le poort-bailli et l'écoute.

Original sur parchemin, muni du sceau du conseil de Flandre, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f° 67 r°.

MDCXCIX.

1547. — Ghegheven te Ghendt, den twintichsten in September
anno xv° zeven-en-veertich.

Sentence du conseil de Flandre confirmant le privilège des Yprois qui leur permet d'acheter à Nieuport, pendant

la saison du hareng frais, trois *last* par bateau, de tout le poisson de cette espèce arrivant à Nieuport, et ce sans en payer le droit de tonlieu, conformément à l'octroi des échevins de cette ville de l'an 1556. (Voir le N° DCLXXXIV.)

Original sur parchemin, sceau du conseil de Flandre, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Geluwenboek*, f° 211 v°.

MDCC.

1547. — Ghegheven te Ghendt, den twintigsten in September
anno xv° zeven-en-veertich.

Sentence du conseil de Flandre, de même contenu que le N° précédent.

Original sur parchemin, traces du sceau du conseil de Flandre, avec contre-scel en cire rouge, pendant à double queue de parchemin.

MDCCI.

1547. — Ghegheven te Ghendt, den twintichsten September xv^e
zeven-en-veertich.

Sentence du conseil de Flandre confirmant le privilège dont les Yprois ont joui de temps immémorial à Nieuport, de pouvoir acheter le hareng frais à la *minque* de cette ville aux mêmes conditions que ceux de Nieuport même, c'est-à-dire que lorsque ce poisson est adjugé à raison de trente-et-une livres, il ne leur sera porté en compte qu'à raison de vingt-neuf etc.

Original sur parchemin, sceau du conseil de
Flandre, avec contre-scel en cire rouge,
pendant à double queue de parchemin.

Transcrit dans le *Geluwenboek*, f^o 214 r^o.

MDCCII.

1547. — Ghegheven te Ghendt, den vieren-twintichsten in Sep-
tember a^o xv^e zeven-en-veertich.

Sentence du conseil de Flandre au sujet d'un différend surgi entre Jean Florizone l'ancien, d'une part, et les échevins de la ville d'Ypres, d'autre part. — Le premier avait acheté pour son fils naturel l'office de messenger

de la ville. Celui-ci fut mis en curatelle à cause de sa prodigalité, devint malade et mourut; pendant la maladie du jeune Florizone, le père et le curateur avaient demandé deux échevins et leur avaient déclaré, au nom du fils, la résiliation de son office de messenger (1). — Cette résiliation n'était pas valable, parce que, d'après les coutumes, cet acte ne pouvait être passé ailleurs que dans la chambre échevinale, quand même la personne qui devait le passer se trouvait dangereusement malade; à l'exception toutefois du cas de maladie épidémique (*hastighe ziekte*), et alors, à la demande du patient, deux échevins se rendaient dans la rue jusqu'à la porte du malade, qui, de son côté, se faisait conduire ou porter jusqu'à la limite de son domicile pour faire sa déclaration aux échevins. — Ces formalités n'ayant pas été remplies convenablement par le père et le tuteur, la résiliation avait été considérée comme nulle, et l'office, faisant retour aux échevins, avait été vendu publiquement au profit de la ville. — De là réclamation de Florizone, procès devant le conseil de Flandre et sentence de celui-ci, qui déboute le demandeur de ses prétentions et confirme la décision prise par les échevins d'Ypres.

Original sur parchemin, muni du sceau du
conseil de Flandre, avec contre-scel en cire
rouge, pendant à double queue de pa-
chemin.

Transcrit dans le *Roodenboek*, f^o 59 v^o.

(1) En cas de résiliation, le titulaire profitait de la moitié de la somme provenant de la nouvelle vente.

MDCCHL.

1547. — Den lesten dach van de maendt van September int jaer ons Heeren duust vyf hondert zevene ende veertich.

État de dénombrement et de relief de la seigneurie du *Ketelkwaet*, que la ville d'Ypres tient en fief de dame Yolende de Saillant, veuve de Messire Martin de Hammes, seigneur de Bethencourt, dame de Middelbourg en Flandre, vicomtesse d'Ypres etc. Ce récipissé est délivré par Jean de Lichtervelde, seigneur de Beurewaert, avoué d'Ypres, au nom de la ville, à Gérard Fruitier, bailli des hommes de fief de ladite vicomtesse. — La seigneurie du *Ketelkwaet* s'étendait autour de la ville d'Ypres jusqu'aux bornes de l'échevinage, excepté le territoire des templiers, la seigneurie de Rollegheem, et quelques autres petits fiefs.

Original sur parchemin, revêtu du sceau de Gérard Fruitier, en cire rouge, pendant à une bando de parchemin.

ANNEXES.



Q.

CHARLES-QUINT APPROUVE LE RÈGLEMENT POUR
L'ENTRETIEN DES PAUVRES, ARRÊTÉ EN 1525
PAR LES ÉCHEVINS D'YPRES. (1551.)

Kaele by der gracie Goids Roomsch Keyser, altyt vermeerder srycx, coninek van Germanie, van Castillien, van Leon, van Aragon, van Navarre, van beiden Cecillien, van Sardine, van den eylande Indien, ende van der vaster eerde, der zee Oceane; Eertshertoghe van Oistenrycke, hertoghe van Bourgoinien, van Lothryck, van Brabant, van Lembourg, van Luxembourg etc.; Grave van Vlaendren, van Artois, van Bourg^{en}, Palsgrave ende van Henegauwe, van Hollandt, van Zeelandt, van Ferrette, van Haguenault, van Namen etc.; Prince van Zwave, Mercgrave

des heylichs ryex, heere van Vrieslant, van Salins, van Mechelen, van den lande, stadt ende steden van Utrecht ende Overysse etc.; ende dominatour in Asie ende Affricque. Allen denghenen die desen jeghenwoir-dighe letteren zullen zien, salut. Wy hebben ontfangen die oitmoedige supplicacie van onsen welbeminden den Voocht, Scepenen ende raedt onser stede van Ypre, zoe voor hem als voor allen de ingesetene ende inwoennenden van diere, inhoudende hoedat zy zient vyf jaeren her-waerts, ter eeren Gods ende tot onderhoudenisse ende sustentatie van den aermen luyden derzelver stede, ze-keren statuten ende ordonnancien gemaect hebben ende den zelven doen publiceren ende tot nu toe onder-houden, van den welken d'inhouden van woorde te woorde hier na volght: **UTE DIEN** dat mynheeren Vooght ende Scepenen van der stede van Ypre te vullen gheinformeert zyn van diverse ghebreken, mesusen ende ongeregheltheden bevonden onder den ghemeenen aermen die de aelmoessen ontfanen binnen der stede, dat eeneghe van hemlieden by den listen ende voirsienicheden die zy oirbooren daer inne groot voordeel hebben, ende andere lettelt ofte niet geerigen connen, dat oec veele van den zelven persoonen hemlieden vervoorderen daghe-lyx ter aelmoessene te gane te disschen, straten ende kerken, hemlieden alzo ontdraghende ende onderhou-dende in truwandiese ende ledichede, die nochtans, indien zy zich stellen wilden ten dienste ofte te wereke, wel zouden moghen redelyck ghedoen, al tweleke comt, ten grooten laste ende grieve van den inwoonenden derzelver stede. Es oick contrarie den placeaten ende mandementen ons gheduchten heeren, ende diverse voorgheboden by den voirsaten van mine voirn. heeren in wetten tanderen tyde daerof ghepubliceert. Omme int welcke te voirsiene,

ordene ende reghele daerinne te stellen ten fyne dat de aelmoessen te bet ende zekerlic voortan ghedistribueert worden ten secourse van ghenen dies noodt hebben, ende gheene andere, soo eist dat de voirn. heeren Vooght ende Scepenen dit officie aennemende, hebben met ryphede van rade ghecoren vier goede mannen over de geheele stede, hemlieden biddende, om Gods wille, ende omme twelvaeren vander stede ende inwoonenden van diere, deze zake ende dit last anne te willen nemen, ende te willen beleedene datter reghele ende ordene onder den aermen zoude moghen gestelt zyn, ende hebben hemlieden daertoe gheautoriseert in zuleker macht als zy zelve hebben. Ende dese voirs. vier mannen ripelic daer inne besoiugnierende, hebben ontboden uut elker prochie andere vier mannen die ghemeenelyck t'last van den aermen hebben ghehadt, hemlieden lastende dat zy zoudon onderzoek doen, elck in zyne prochie, van den staet van den aermen, wat amboecht zy doen, hoe oudt zy zyn, wat last zy hebben van kinderen, van zieeten etc. Item wat winninge zy doen, of zy payselyc zyn ofte dronckaerts, nuselaers, leichganghers, ofte brood-bidders etc. Item dese vier persoonen van elker prochie dit last aennemende, hebben dit wel ende ghetrouwelic ghedaen ende daerof elker prochie eenen bouck ghemaect, inhoudende by goede verclaerse t'voirs. ondersouck. - Item ditte ghedaen zynde, hebben de voirs. vier mannen, in de presentie van den bezouckers, de voirn. boucken overghesien ende by advyse van hemlieden elcken menaige te zynder noodt wat toegescreven boven huerlieden winninghe, last ende condicie, ende dat by weken te betaelen, commende te grooter somme van elker maend. — Item dit overghezien, bevindende de saecke zwaer ende lastich, advys nemende hoe ende waer men dese pen-

nynghe furnieren zal, es van nooden alvooren dat men middel vinde alle de aelmoessen hoedanich zy binder stede ghedaen ofte ghefondeert zyn, in eene ghemeene buerse te bringhene omme dezelve by den mannen voorts ghedistribueert te zyn in elke prochie naer de menichte van huere aermen ende ghedeelt te zyne, by weken, in ghelde, in broode, in houtte, ende andersins ter discretie ende naer de condicie ende nootd van den aermen, wel verstaende dat men de rouckeloose, onghereghelde ende dronckaerts gheen ghelt om t'onderhouden van wyve ende kinderen gheven zal, maer broot, hout ofte andere ware dat hemlieden van noode es, hemlieden niet min bedwinghende, by alle middelen, te wercken ende de winninghe thuus te bringhene up ghecorrigeert ende ghepriveert te zyne van huere proeven. — Item alle dissen, heilichgheesthuizen, ghilden ende andere godshuizen die jaerghetyden hebben ende proevenen deelen, die zullen alleenlyck bliven deelen de ghefondeerde aelmoessen den gheestelycke personen als mendicanten ende alle personen daerof de letteren van fundatien mencioen maken; ende daer niet ne staet dan int generaele den aermen te deelen dat zal men al ter ghemeene buerse bringhen. — Item, ende omme de zake te beghinnene ende ten effecte te bringhene, zoo bevinden de vier mannen voirscreven dat van nooden es ten aldereersten eene buerse te makene van een goede groote somme van pennynghen die zy by der gracie Gods verereghen hebben, zom van godshuizen, dissen ende andere personen, ende dat uut caritate; zom ooc by dat men in alle de principale straeten van der stede ghecorren heeft twee mannen die inde zelve straeten hoofschelycken ghebeden hebben denghonen die zy kenden te deser zake ghenegen zynde, omme hiertoe secours te hebbene, het welcke

zeere gheholpen heeft om dese saken tachtvolghene. — Item dat men troncken ende blocken stellen zal in elke prochie ten fyne dat elk zal moghen daerinne zyne secrete aelmoessene doen, ende men zal in elke kereke dese ghemeene buerse ommegeen, zeggende: *Om Gode den aermen deser stede.* — Item ende omme dat noch nyet ghenouch en es, zal men in elke prochie eens de weke ommegeen eenen tydt gheduerende voorder lieden deure ten secourse van alle den aermen vander stede. — Item zullen de vier mannen van eleker prochie alle maende rekenynghe doen den vier mannen by der wet ghestelt van al dies zy ontfanghen ende uitghegheven zullen hebben ende dat int corte omme den staet te wetene. Ende de zelve vier mannen by der wet ghestelt zullen de voirs. personen wedergeven uiter ghemeender buerse zulleke somme van penninghen als hemlieden redelic dincken zal omme de toecomende maendt den aermen te deelen ende voorszene. Inghelycx de vier mannen by der wet ghestelt zullen de wet vander stede teleken halve jaere ooc de rekeninghe doen van allen ontfanghen ende mysen. — Item dat men de prochiepape ende predicanten nerstelyck zal bidden dat zy de zake voorderen, vermanen ende recommandiren zonderlinghe in predication ende testamenten, want dese huere diligentie wel doende te hopene es dat de zake metter gracie Gods voortganck hebben zal. — Item, dat de predicanten niet en vergheten telken te biddene, gheestelyck of weerlick, als zy hooren zullen eenighe clachten van de aermen die hemlieden van de ordonnantie beclaghen, dat zy hemlieden niet lichte gheglyck gheven maer dat zy ze troosten met vriendelicke woorden, ende zenden huere clachten doen den ghonen die hierof last hebben omme daer inne te voorszene

alzoot behoiren zal. Ende oock wie weten zal dat die aelmoesene an eeneghe persoonen niet wel besteit wert, ofte datter eenighe uut scamelheyt zynen noot niet ontdecken dorf, dat men dat ter kennesse bringhene omme daer inne voorzien te wordene. Ende dat ter plaatsen daer de vier mannen by der wet gestelt twee warven ter weke, te wetene smaendaechs ende svryn-daechs voor de noene zittedach houden omme elck in zyn clachte te hooren ende redene te doen doene. — Item ende als van der kinderen van alle de aermen vander stede die te vooren verlooren liepen ende bleven in truwandise men doetse zom ter scholen ghaen, zom ambochte, zom ten dienste, dewelcke men vercleeden moet zouden zy ontfangelyck zyn ter lieder huysen. Waervoren de meesters hebben diverse goede sommen van penninghen over huere hooftbrekinghe ende t'leeren van den zelven ambochten; esser ooc yemende die meshaenge heift onder de schamele, men doetze zuuveren ende ghenezen, ende diergelycke vele costen doet men ten secourse vanden voirs. aermen. — Item alle dese zaken de wet overgedreghen ende daerop ripelic gheraemt metten ghemeenen vanden stede, hebben dese zake by wel wetene ende advene vanden gheestelycken state gheagreert ende gheapprobeert, hopende van grooten duechden ende proffyte die der stede daerof commen zullen, te wetene dat de aelmoesenen bet beweghet weirt, ende de stoute ende onbescaemde gheen voordeel hebben zullen, ende de schamele ende simpele niet vergheten zyn. — Item dat jonghe dochteren die dickent te valle commen by aermoede, gheen oorzake zullen hebben te dolene maer ter contrarien bewaect ende onderwezen, ende de poorters dienlinghen vynden, want men heeft bevonden dat zommighe vadere ende moelere

liever hadden dat haere kinderen brood baden om tproffyt dat zy daer af hadden, dan dat zy de goede lieden dienende ter eeren zouden comen. — Item oock dat de broodbidders nu zullen moghen te bet om huere zalicheyt zorgben, daer zy van te vooren omme huere cost te bezorghene groot belet hadden ende newaeren nauwelyc onder kerstenen gerekent, want men der niet vele ten sermoene noch ten sacramenten zach gaen. Item ende alzo voors. es alle dese zaken der wet overghedreghen zynde ende by der zelve wet ende ghemeene gheapprobeert, hebben een generael gebot ghedaen inder vormen hier naervolghende: Men ghebiidt elcken wie hy zy voordan, te wetene van in zondaghe avondt den derden in december xv^e viventwintich, hem verdraeghe van binnen der stede of daer buuten omme de aelmoessene te gane ten dische, straten, kercken noch ter lieder huusen in eenigher manieren, up die ter contrarien ware bevonden doende seerpelic gecorrigeert te zyne naer de qualiteyt vander mesuse, insghelycx dat hem niemandt van buuten comende, wie hy zy, en vervoordere te gane omme de aelmoesene binnen der stede, noch ooc yemant van binnen der stede hem vervoordere te gane omme de aelmoesene buuter stede, up gelycke correctie, wel verstaende dat de duergaende lieden, passerende hueren wech, wel zullen moghen logieren in de gasthuusen vander stede eenen nacht, volghende den mandemente van onsen ghenadighen Keysere van t'jaer xv^e neghene, aldaer men hen voorzien zal tamelick van hueren noodruft, ende indien zy langher bevonden waeren blivende in deser stede ofte gaende omme de aelmoessen ter kereke ofte ter lieder huys, dat zoude wezen up gelycke correctie alsvooren. Ende de duergaende persoonen

die in de stede niet vernachten, men zal hemlieden gheven en aelmoesene omme te passerene. Men beveilt oock elcken die kinderen heift, dat hy niet en ghedooche die kinderen te gane omme d'aelmoesene, up correctie ende de kinderen oock ghecorrigeert te zyne met roeden off andersints, ter discretie van myne voirn. heeren. Voort dat alle truwanten, truwanteghen, ledichganghers ende andere levende up de aelmoesene vanden goeden lieden nu wesende binnen deser stede, het zy in godshuusen ofte andere plaetsen, dat die vertrecken ende rumen nuter stede tusschen nu ende zondaghe eerstecommende derden dach van december xv^o viventwintich, up indien zy hier langher bevonden waeren, gheleit te zyne in vanghenesse te watere ende te broode. Item ende omme dieswelle dat men by vulle experientie bevint datter vele diverse menaigen commen hier metter woenste nederlaen, dewelcke dyckwyle van elders verjaecht zynde lieden theurlieder ontdraghen hebbende, heersch wesende van boeten oft mesusen, diewil wyf ende kinderen achterlaetende zonder certificaten van wetten daer zy woonachtich waeren, van heurlieder pastueren, in zuleker menichte van ghetalle als dat het overlast niet supporterlic en es van al nu. Ende zouden by dien gescepen zyn ende moeten dese ordonnancie failgieren ende achterbliven, zo hebben myne heeren vander wet, metten ghemeenen raedt geordonneert, gheboden ende bevolen elcken inwonnenden wie hy zy, gheen huusinghen noch ameren te verhueren, ter handt te laeten, noch te laeten gebruyckene cenighe persoonen menaigers van buuten commende, ten zy dat zy alvorent te kennen ghegheven zullen hebben mine heeren vander wet, omme daer up alderwere eerst advys ende ordonnancie te ghevene, naer dat ten stycke behoft, op arbitraire correctie,

hoewel dat de personen die voor tinstel vander generaelder ordonnancie binnenwonende bevonden waeren, zullen in dit article niet begrepen zyn maer bliven zoo zy van eersten ghedoocht waren. Voort men beveelt elcken inwoonende deser stede dies verzocht zynde, dat hy assistere ende bystandichede doe den officiers ende bezanters van dezer stede int executerene van deser ordonnance, zonder van dien te zyne in ghebreke up arbitraire correctie. Aldus ondergescreven: gecollationneert jehens de originale ordonnance van desen ende accordeert by my, *Wulf*. Ende zoo de voors. statuten ende ordonnancien by den deken ende dien van den faculteyt van theologie van Paris gevisiteert ende goet ende prouffytelyck gevonden zyn geweest, onder zekere condicien in de opene briefven daer af geexpedieert verclaert, vanden welken dinhouden oock van woorde te woorde hiernaer volght: *Decanus et Sacrae theologiae facultas in Parisiensi studio universis hac scriptum nostrum lecturis et auditoris, salutem. Formam provisionis pauperum per magistratum Yprensem inductam et codice latino qui huic nostrae censurae connectitur comprehensam rem quidem arduam sed utilem censemus piam ac salutarem, nec litteris evangelicis et apostolicis aut majorum exemplis repugnantem si servantur quae subjiciuntur. In primis quod tanta sollicitudine et diligentia ea forma observetur quod pauperibus omnibus ad curam civitatis spectantibus sufficienter ac honeste provideatur, neque unquam indigenae aut advenae sive exteri ad extremam aut extremae propinquam necessitatem hujus provisionis gratia redigantur. Proinde ubi bursa communis minime suppeteret prohibenda non esset publica mendicatio, sed neque ob bursae communis impositionem deobligati sunt divites pauperibus subvenire quos extrema*

norint seu propemodum extrema urgeri necessitate, deinde per perscriptam formam nullus de bonis suis pro sua devotione pauperibus clam aut palam donare prohibeatur sive impediatur, neque imponatur pena vel mulcta his qui egenis opera impendunt misericordiae ac potius frequenti eademque publica exhortatione moneatur populus de bonis a domino collatis prompto et hilari animo inopibus supererogando elargiri. Ad haec caveant seculares magistratus ne sub pietatis pretextu aut sublevandorum inopum ausu sacrilego ecclesiarum sive ecclesiasticorum proventus et bona quaecumque surripere attrectareve presumant, id quod non catholicorum est virorum fidelium sed impiorum, hereticorum, valdensium, vicemstarum et lutheranorum nihilominus tamen non inficiamur ecclesiasticis pro suo officio maxime competere piis operibus deservire. Postremo nullo facto interdicitur publica mendicatio religiosorum mendicantium ab ecclesia approbatorum. Ceterum hac formæ a debita subventionem nullatenus secludendi sunt pauperes vicinorum pagorum quum tanta laborant inopia ut ex bonis suis victum nequeant comparare. Tum etiam aut mendicatio illis publice concedenda est aut bursæ communis beneficio sunt alendi; nec abs re nam et civitates pagis et pagi civitatibus egent. Civitates quoque ipsæ aliæ aliarum opibus fulciuntur, et quæ modo opulentæ sunt postmodum terræ sterilitate aut alio quovis eventu fortuito ad inopiam vergunt, ideoque mutuis subsidiis necesse est eos juvari, et humanitatis certe est id aliis sponte concedere quod velit sibi quis prestari ubi magnopere egeat. Nec ista sane proponetur ad hujus novæ politiæ dissolutionem quæ plurimum domesticæ et tranquillæ egenorum subventioni hac tempestate conferre dignoscit et ex qua bona multa provenire et gravia mala tolli constat.

Verum ut intelligatur hujusmodi forma provisionis pauperum nequaquam habenda simpliciter et per omnia tanquam lex naturæ immobilis a qua nullo pacto nullove tempore discedere liceat cum interpretationem atque moderationem ejus prudentum ac piorum virorum judicio relinqui oportere exploratum sit, qui pro locorum temporum personarum et ceterarum circumstantiarum qualitate sua norint judicia moderari. Hæc per nos facta et conclusa fuere in nostro generali concessu apud aedem beati Maturini Parisiis post missam de defunctis pro nostro more celebratam, die decima septa mensis januarii, anno Domini millesimo quingentesimo tricesimo. Den voirs. brieven ghezeghelt metten faculteyt voirs. zegel. Des niet min up dat de voirs. statuten ende ordonnancien in toecommende tyden te bet onderhouden moghen wesen ende den voirs. supplianten daerinne gheen belet ghedaen zy, hebben zy ons oitmoedelyck ghebeden den zelve te willen approberen ende ratificieren na uutowysen vanden advys vander voirs. faculteyt van theologie ende, tot onderhoudenisse van dien, pene te willen stellen ende ordonneren ende hem onse behoirlycke briefven daeraff verleen. **DOEN TE WETENE** dat de zake voirscreven overgemerkt ende hierup ghehad t'advys van onsen lieven ende ghetrouwen den president ende luyden van onsen raede in Vlaendren, Wy, ter eeren Gods geneghen wesende, ter bede vande voirs. van Ypre supplianten, by rype deliberatie van onsen lieven ende ghetrouwen den hooft ende luyden van onsen secreten raede, hebben den statuten ende ordonnancien hier boven gheinsereert up de modificatie ende condicien inde advysbriefven vande voirs. faculteyt vande theologie te Paris gespecificeert, geconfirmeert, geapprobeert ende geratificeert, confirmeren, approberen ende

ratificceeren by desen ende tot conservatie vandien interdiceren ende seerpelyck verbieden dat niemant wie hy zy, hem en voordere tegens den selven statuten ende ordonnancien yet te scriven, te pryntene, te sprekene oft eenichsints te doene of t'attempteren hoe dat zy, up peyne arbitrael te verbueren telek reyse dat tzelve gebueren zoude sonder verdragh, die te appliceren een derden deel tonsen prouffyte, anderen derden deel tot prouffyte vanden aenbrenghere, tsurplus tot prouffyte vande officier die de executie daer aff doen zal. Ontbieden daer omme ende bevelen den voors. president ende luyden van onsen raede in Vlaendren, souverain bailliu van Vlaenderen, bailliuwen van Ghent, Brugghe, Ypre ende vanden Vryen, ende allen anderen onsen justicieren, officieren ende onderzaeten dien dit aengaen zal, hueren stedehoudere ende eleken van hen besondere zoe hem toebehoiren sal, dat zy dien voirs. van Ypre supplianten, doen, laten ende ghedooghen van dese onse jeghenwoordighe confirmacien ende approbatie rustelyck ende vredelyck genyeten ende gebruycken, cesserende alle beletten ende wederzegghen ter contrarien, want ons alzoel gelieft. Des tooreconden zoe hebben wy onsen zegel hier aen doen hangen. Ghegheven in onse stede van Ghendt, den vi^e dach van meye int jaer ons Heeren duusent vyf hondert ende een-en-dertich, van onsen keyserlycke tweeste, ende van onsen rycken van Spaengnen, van beide Cecillen ende anderen tzeventhieste.

By den Keyser
in zyn Rade,

(Signé) DUBLIOUL.

R.

INSTITUTION DU SALUT DU SAINT SACREMENT, EN
L'ÉGLISE DE SAINT PIERRE. (1542.)

Wy scepenen vander stede van Ypre, doen te wetene allen lieden, dat uutendien dat by wylen Jeronimus Han-
neron ende nu joncvrouwe Jehane 'Svos, weduwe was van
den voornomde wylen Jeronimus, alsnu ghezelnde van
Jacob Quaetjone, ten secourse ende lavenesse van huerlie-
der zielen ende alle zaleghe zielen, ter eere ende werdic-
heidt van Godt almachtich ende den helegen Sacramente
des outlaers, dat hy ons achtergelaeten heift in memorien
van zynen ghebenediden lichame ende precieusen bloede,
hebben huerlieder vryen danx ende willen ghegheven uut
purer charitaten ende devotien den kerkmeesters ende
ontfanghere vander kereke van sinte Pieters binnen de
stede van Ypre, in ghereeden ghelde, de somme van
t zestich ponden grooten vlaemscher munt. So eist dat
Pauwels vanden Pitte, Willem Bevels, Jooris vanden
Driessche ende Jacob vanden Brandt, nu ten tyden
keremeesters, over huerlieder voorsaten by den consente
ende oetroye van mynen heeren voocht ende scepenen
der voirn. stede, ende ooc by den accorde vanden notable

vander prochie van Sinte Pieters, in renumeration ende wederdoene van dien, hemlieden verbonden hebben ende verbynden by desen jaerliex te betalene den gouverneurs ende regierders van den helegghen Sacramente binnen der voirs. kereke, de somme van zessendertich ponden parisis vlaemscher munten ervelicke rente t'siaers, te gheldene ende betalene de voorn. regierders ende gouverneurs van den voorn. Sacramente, telken laetsten daghe van November, eeuwelic ende erfvelic gheduerende; dies werden zy ghehouden ende verbonden te doene ende te doen doene binnen der voorn. kereke den dienst die men doet alle donderdaghe vander weke t'sachternuens, metgaders de octave vanden helegghen Sacramente ter eeren ende weerdichede vanden voors. helegghen Sacramente, metter orghele ende metten zanghe binnen der voorn. kereke van sinte Pieters, ten hooghen outare, eeuwelicke ende ervelicker gheduerende, inder vormen ende manieren hier onder verclaerst, te wetene, Dat de voorn. sacramentmeesters of huerlieder naercommers in officien werden ghehouden alle donderdaghe vanden jare, metsgaders ooc d'octave gheduerende alle daghe, te doen luyden metten grooten gheluyde, een goede poyse voor de clocke viere van Bamesse tot vastenavont, ende van vastenavonde voorts tot Paesschen voor den vyven, ende vanden voorn. Paesschen tot Baefmesse ten viven en half, daer voren zy sacramentmeesters betalen zullen, den clockludere twee scell. parisis, dies wert hy ghehouden te blasen; den prochie pape zal uuthalen dat weerdich helich Sacrament metter ciboire, t'selve stellende ten voirs. hooghen outare in den hoofcoor, binnen welcken tyde men zynghen zal een anthefone ende daernaer met oorghele ende simple zanghe een schoon hymne ende andere dienst ghecostumeert, tversekin by den kin-

deren ende by den presbyter een collecte, daernaer den orghelaere zal spelen ende daer naer zynghen, by den welcken den presbyter upnemende t'helich Sacrament ende ghevende den volcke de benedictie zal t'zelve wederdraghen ende stellen in zyn plaetse. Dit ghedaen, zoo werdt den prochiepape, visiteirder of zynen stedehoudere, by den spaiswatervate ghehouden te lezene *De profundis* metten oratien ende collecten daertoe dienende, spaiswater ghevende den volcke alzoot behoort, ende dat over de zielen vanden voorn. fondateurs, voor welcken goddelicken dienst de voorn. gouverneurs vanden sacramente ghehouden werden te betalen de loon ende salaris inder manieren hiernaer volghende. Te wetene den voorn. pasteur, visiterder of stedehouder vercleedt als boven, zal hebben van helpen zynghene t'voorn. lof, zes pennynghen; voor t'uuthalen ende instellen vanden voorn. helegghen Sacramente zes pennynghen parisis; ende wie lezen zal *De profundis* ten spaisvate metten oratien ende collecten daertoe dienende, spaiswater ghevende alzoot behoort, zal hebben zes pennynghen; den visiterder ende noch thien andere presbyters oft ghezellen vander kereke die t'vornom. lof zinghen zullen, elcken zes pennynghen, den drien kinderen van gheruwene elcken vier pen. parisis. Den orghelaere twee schell. wel verstaende dat de ghone die niet en commen ter vorn. dienste noch hemlieden daertoe employeren, dat die niet ontfanghen en zullen. Ende omme deuchdelicke te houdene ende onderhoudene ende vulcommen teeuweghen daghe al tguendt dat voors. es ende elck point zonderlinghe negheen ghezondert noch uuteghesteken, de voorn. kerekmeesters, over hemlieden ende huerlieder naercommers in officien ende regimente vander voorn. kereke van sinte Pieters, hebben hier inne ve

bonden ende verbynden by dezen al t'goedt, huusen, erfve, renten, cateile, ende juweelen vander voorn. kercke voor ooghen ende toecommende, waer dat ghestaen of gheleghen zy of onder wat jurisdictie dat bevonden zoude mogen worden, omme t'ghebreck daer up te moghen verhalen ende verreckene ghelye voor scult van daghe verleden ende onvergouden. Ende de voorn. poincten ende elk byzondere gheheelick ende al met dien te doen vulcommen. Hier af zyn ghemaect drie briefven van eensers vorme ende inhoudene, wanof den eenen rust onder Jacob Quaetjone, den anderen onder de kerckmeesters ende den derden onder den outaermeester, in de welcke ghedinckenisse ende verzeckerthede wy desen chartre hebben ghedaen zeghelen metten erfachteghen zeghele der voorn. stede van Ypre. In oorcondseepe van desen, seepenen Nicolas Uutenhove, Jan vander Camere, Colaert Trauwaert, Michiel Snick ende Jan Vander Meersch. Dit was ghedaen int jaer vichtien hondert ende twee-en-veertich.

(Signé sur le pli) J. CAMERE.

S.

MALHEUREUX ÉTAT DE LA VILLE D'YPRES CONSTATÉ
ET CERTIFIÉ PAR LE HAUT CLERGÉ DE LA VILLE.
(1545.)

Les vicaires-généraux tant en spiritualité que temporalité de l'évesché de Théroutenne, par l'auctorité apostolique commis et résidens en la ville d'Ypre, et nous Jehan, par la permission divine, prévost du monastère de Saint-Martin à Ypre, Jehan, prévost du monastère de Nostre-Dame de Formiselles, et Jehan, abbé du monastère de Nostre-Dame en la paroisse de Zonnebeke, de l'ordre de saint Augustin, dyocèse de Théroutenne, à tous ceulx qui ces présentes lettres verront et orront, salut et dilection. Parceque raison veult et droit et équité requiert de tesmoigner et certifier choses véritables, mesmement quand l'on en est requis, sy est il que nous, très-instamment requis de par les advoué, eschevins et conseil de la ville d'Ypre tant pour eulx que pour et au nom de la communauté d'icelle, vouloir porter tesmoignage sur le contenu de certains pointz et articles par eulx à nous exhibez. Après que nous nous sommes bien et deument informés de plusieurs de diverses personnes notables et dignes de foy, après avoir aussy veu et visité divers comptes, registres, et lettres auctentiques faisans mention du contenu desdits articles,

asseurons, attestons et certifions estre véritable que ladite ville d'Ypre est une très-coustable ville à l'entretenir de reparations et refections à cause qu'elle est située sur un fonds limeux, mol et terre bouillante et tremblante, aumoyen de quoy ladite ville supporte grands et insupportables fraitz d'entretenir les chaussées de pavemens tant dedans que dehors ladite ville, lesquels s'étendent en aucuns lieux et endroietz deux grosses lieues, en aultres une longue lieue et en autres demy lieue hors des portes, d'entretenir aussy les conduitz et buses de plomb dessous la terre pour rendre et faire courir ou dériver l'eau douce des fossez de ladite ville partous les puitz d'icelle qui sont au nombre de vij^e à viij^e à la charge d'icelle ville, samblablement de ryoles pour faire escouler et courrir les ordures et immondices de la ville au grand canal appelé en thois d'*Yperleedt*, lesquelles ryoles sont machonnéez de pierres de grez et briques dessous la terre, de sorte que ladite ville supporte prez aultant de despens ou plus de ce qu'est dessous la terre que par dessus. Aussy sont les murailles de ladite ville d'Ypres fort caducques, vieulx et pourriz, comme aussy sont les douves des rempartz lesquels vont totalement à ruyne, et mesmement en la fin de l'yver passé sest enfondré dedans les fossez une des fortes tours et bresses de terre qui sont en ladite ville avecq ung pan de mur bien de deulx cens pieds de long, qui coustera grosses sommes de deniers avant qu'il soit réparé et réedifié. Et se remplit aussy ledit grand canal nommé d'*Yperleedt* s'étendant depuis Ypre jusqu'en la ville de Bruges qui s'entretient aux grands coustz et despens de ladite ville, lesquelles choses par succession de temps, voire de brief, causeront dommage et intérestz inestimables à icelle ville et à la Majesté

impériale et subjectz tant d'icelle ville que du plat-pays et en sera icelle ville tellement débilitée que Sa Majesté en cas de urgente nécessité ne s'en polra aidier contre ses ennemis. Est aussy ladite ville chargée de quatre ordres, mendiants, lesquels sont en grand et excessif nombre, oultre ce des frères du tyers ordre saint Francheois, de noires et grises sœurs, de collèges de povres vefves tant hommes que femmes, de treize enfants orbz de père et mère, que l'on appelle en thois de *derthien aerme kinderen* et de six églises parochiales avecq plusieurs prestres et chapellains la plupart improveuz et indotez, lesquels s'entretiennent tous aux grandz coustz, charges et despens des manans et habitans de ladite ville. Et sy est icelle ville limitrophe et frontière de Franche et d'Angleterre, estant en temps de guerre la deffense et refuge des habitans et manans du Westquartier de Flandre, comme avons veu oculairement en l'an xv^e trente-sept, quand l'armée du roi de France vint à St-Venant, et aussy es dernières guerres quand le seigneur de Vendosmes se vint trouver au bord de la rivière auprès de Watenes, que lors grande multitude de genz, chariotz chargés d'hommes, femmes et enfants et meubles dudit Westquartier prindrent leur refuge en ladite ville. Et sy est que d'ancienneté ladite ville a esté totalement fondée et entretenue du faict, exercice et négociation de la draperie et de ce qui en depend, de sorte que les deux parts des manans et habitans doivent vivre et gagner leurs despens pour eulx et leur povre mesnaige de ladite négociation. Comme il a puisnaguères esté trouvé par experience quand la flote des laines d'Espaigne tarda plus longtemps qu'elle n'estoit accoustumée et que au moyen de ce l'exercice, uz et style de la draperie

avoit cessé quelque temps au préjudice des manouvriers dudit stil et mestier qui lors a esté cause si urgente de povreté et famine qu'il a esté nécessité pour éviter griefs et inconvenienz, trouver quelque moyen et expedient convenable de faire gagner les despens au povre commun, et pour ce faire, lesdits advoé, eschevins et conseil advisèrent et ordonnèrent pour la fortification de ladite ville, et aux grandz fraitz et despens d'icelle, de faire porter la hote à certain taux par jour, durant le temps de retardement de ladite flotte, ce que fust très-grand secours et soulagement desdits manans, et grand nombre tant d'hommes, femmes que enfants en gaingnerent leur vie et despens. Laquelle négociation est tellement déclinée et diminuée depuis le dernier transport de Flandre, que où il solait lors avoir vi^e hostils besoingnans et ouvrans, en l'année passée, au temps de la présentation de la requeste de ceulx d'Ypres pour obtenir nouvel oetroy, n'y avoit que cent hostilz ou environ. Est aussy icelle ville pour le présent chargé en dix mille cinq cens soixante quatorze livres, douze sols parisis de rentes héritières et viagères par an, et encoires a esté besoing depuis ledit transport chargier icelle ville pour sa fortification et reparation et pour payer les aydes et subsides de Sa Majesté et aultrement par vendition de rentes jusques à la somme de xlv mille livres parisis et d'avantaige en capital, et de vendre et aliener héritablement et a tousiours le fondz de trois cens mesures ou environ de bois croissantz et aussy certaines maisons gisantz en la dite ville et aultres beaulx héritages, grasses pastures et prairies aboutans aux fossés et barrières d'icelle ville et à elle appartenant, montant bien ladite vendition d'héritages à dix-sept mil livres et d'avantaige. Est plus, icelle ville outre son transport qui est grand,

excessif et quaisi importable par dessus les impostz nouveaulx tellement chargée pour l'entretenir, fortifier et reparer, d'assises, keuillottes et maltotes, tant sur le vin, servoise, chairs, bois, draps, bestes à cornes, que aultrement. Car les maltotes des vins sont (sous les nouveaulx imports) rehaulchez de la juste moitié et toutesfois icelles maltotes pour la déclination de la ville et diminution du peuple n'ont sceu estre baillé à ferme au plus hault offrant fors à tel prix qu'elles se baillèrent les deux précédentes années, combien que l'impost fust double comme dict est, obstant la déclination de la dite ville et diminution du peuple. Laquelle ville ayant esté fort peuplée, depuis quarante, trente et vingt ans encha, est fort déclinée et décline encoires journellement à vue d'œil, faulte de l'exercice et négociation de ladite draperie et qu'en despend, ad cause que les villaiges et bourgz situés en grand nombre au circuit d'icelle ville, ont trouvé et se sont entretenu de faire leurs drapz en longueur, largeur et taincture sy samblables aux drapz de ladite ville d'Ypre, qu'ils ont totalement adnichilé la vente d'aucunes sortes de draps que l'on soloit draper en ladite ville, comme les draps scelléz d'ung lyon, d'une double croix et d'un Y, dont lesdits drapiers d'Ypre soloyent avoir très-bonne issue, de sorte que en la paroisse de Noefégglise, Messines, Warneton, Commines et aultres lieux circumvoisins, les manans et habitans font les aucuns d'eulx mestier de bourgeois, en thyois *poorters nerrynghe*, les autres trois, voires quatre ou cinq, dont en ladite ville d'Ypre vivoient quatre ou cinq mesnaiges qui ne savent présentement à quoy gagner leur povre vie. Pour lesquels aucunement secourir et assister les gouverneurs, administrateurs et commis sur le faict des povres de

ladite ville, depuis l'an xv^e vingt-cinq se seroient advisez de trouver moiens et expédients pour secourir lesdits povres, et mesmement ceulx qui se soloient entremesler de ladite draperie, at en premier lieu esté institué une bourse des communs povres estant lors en nombre de trois mille, faisant bien la cinquiesme partie de ladite ville, de laquelle bourse aucuns notables personnaiges et de bonne conscience ont emprins l'administration; jusques à ores ladite administration a esté et est encoires en vigueur, gardée et observée; craindantz toutesfois lesdits gouverneurs et commis que leur sera impossible icelle plus avant continuer, obstant la multitude et nombre desdits povres qui est sy fort augmenté ad cause de la déclination d'icelle draperie qu'il a esté trouvé, par compte faitz en la chambre eschevinalle de ladite ville, que depuis l'onzième jour de janvier de l'an xliij jusques au xxvij^e jour de febvrier en suivant, avoir esté distribué trois fois la semaine chacune fois xvij^e pains d'un gros chascun pain, à tous ceulx qui les ont voulu demander, non mendians publiquement ne vivans des communes aulmosnes; au moyen duquel grand nombre de povres et qui journellement par faulte de ladite draperie s'augmentoient, lesdits gouverneurs et commis, durant la grande gelée en l'an passé xv^e quarante-quatre, que lors y a convenu doubler les aulmosnes, eulx trouvant fort à l'arrière et non ayans espoir d'y mettre ordre, auroient donné à cognoistre la grande indigence et nécessité à ceulx de la loy d'Ypre, par lesquelz fust advisé de convocquer tout l'estat tant ecclesiastique que temporel de ladite ville en la chambre eschevinalle et de remonstrer, tant de bouche que par expérience, la grande et extrême nécessité desdits povres et du commun de ladite ville

et signamment de ceulx qui se mesloient de la draperie et ce qui en despend; et de fait eulx estans tous assemblez, asscavoir ledit prélat de St-Martin et les six curés des églises parochiales et les prieurs et gardian de l'ordre des mendiantz, ensemble tous les notables de la ville et commis au gouvernement avantdit, ont esté laissé entrer en ladite chambre eschevinalle, l'ung après l'autre, tous les povres gens mesnaigiers qui y ont voulu venir, et en ont esté trouvéz vingt-trois cens testes, et à chascun fust de rechief donné ung pain et aux femmes enceintes deulx, dont les deux pars estoient gens vivans de la draperie et ce que en depend si comme foulons, tisserans, filleresses, tondeurs, taincturiers, entre lesquelz la plus grande partie estoient gens quy onques ny mendièrent, voire beaucoup d'eulx qui deux ou trois ans par avant avoient tenus mesnaige et bouticle et estez maistres ouvriers foulons ou tisserantz, et nourry et donné à ouvrier à beaucoup de povres gens, voire aidé à soutenir les povres par diverses aulmosnes, lesquelz par faulte de négociation de la draperie ont estéz constraintz de venir avec leurs femmes et petits enfantz par urgente nécessité et extrême indigence, à grande honte, pleurs et larmes, pytoyablement, en la présence de ladite spiritualité et temporalité, découvrir leur povreté et demander ung pain; dont les aucuns par honte ont couvert leur face de leurs bonnetz et chappeaulx, non osans eslever le visage. Et ce faict ont aussy estez laissez dedans les povres enrollez et vivant de l'ordinaire distribution, lesquels estoient aussy en grand nombre, et après fut piteusement requiz par lesdits gouverneurs des povres à ceulx de la spiritualité et temporalité de leur faire quelque aide et assistance pour l'entretinnement de si grande multitude de povres,

et de trouver moyen et expédient de les faire ouvrir et gagner leur vie; à quoy par ceulx de la spiritualité fust respondu qu'ils s'en emploieroient très-volontiers en ce, et ceulx de la temporalité ont par ensemble eu diverses communications pour obvier à telle multitude de povres et pourveoir à la ressource de la négociation de la draperie, et enfin ont trouvé par le conseil et finale resolution qu'il estoit impossible de ce faire, veu que ceulx des villaiges et bourgaiges au circuit d'icelle ville emportoient et usurpoient le faict de la draperie qui soloit estre en vigueur en la ville d'Ypres, ne fust en y remédiant; et pour y obvier ont esté d'avis de présenter requeste à Sa Majesté, affin de mectre ordre et règle politique sur le faict de la draperie es places, villaiges et bourgs à l'environ de ladite ville, et que si l'on souffroit de drapper esdits villaiges comme ilz ont faict par le passé, et que par l'autorité souveraine de Sa Majesté n'y fust pourveu de remede convenable, il est à craindre que la ville d'Ypre perdrait le total stil et négociation de ladite drapperie. Toutes lesquelles choses et chascune d'icelles certiffions d'estre véritables et qu'il nous en est apparu par bonne information, visitation et lecture des registres et lettraiges en faisant mention et aultrement deubement et souffisamment. En tesmoing de vérité de ce que dessus, avons faict mettre les sceaux du vicariat dudit évesché et de nos prélatures à ces présentes qui furent faictes en ladite ville d'Ypre le vingt-buytiesme jour du mois de septembre, an mil cinq cens quarante et cinq.

Par le commandement de Mess^{rs} les
vicaires et prélats susdits,

(Signé) M. CANIS.

COLUMBIA UNIVERSITY



0026055457

